

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION DE 1925

APPENDICE

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
"LE SOLEIL", (*limitée*)

1925

Vol. LIX.

APPENDICE

Assemblée législative de la Province de Québec

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, le 14 janvier, 1925.

Rapport du comité permanent des comptes publics.

Le comité permanent des comptes publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit:

Votre comité a choisi l'hon. M. Perrault pour son président et il recommande de réduire le quorum à dix.

Le tout humblement soumis,

JOS.-ED. CARON,
Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, le 5 février, 1925.

Rapport du comité permanent des comptes publics.

Le comité permanent des comptes publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son deuxième rapport comme suit:

Votre comité s'est réuni aujourd'hui, le cinq, et a passé les résolutions suivantes:

Monsieur Duranleau propose, secondé par M. Patenaude, que le gérant général et le secrétaire de la Commission des liqueurs soient assignés devant ce comité.

Le président fait remarquer que, dans son opinion le comité, vu l'article 390 des règlements de la Chambre, n'a pas le pouvoir d'assigner ces personnes sans que la Chambre n'ait donné des instructions spéciales à cet effet.

Le vote est pris, la motion est rejetée, dix contre et six pour.

Monsieur Duranleau propose, secondé par M. Patenaude, que Monsieur C. Therrien, ex-shérif, et Monsieur J.-A. Lazure, député-shérif du district de St-François, soient assignés devant ce comité. Monsieur Bouchard fait remarquer que cette motion est trop générale et qu'il faudrait la préciser, de façon à savoir si elle tombe sous le coup de l'article 390 des règlements de la Chambre.

Le vote est pris, la motion est rejetée.

Monsieur Bouchard propose, secondé par M. Bordeleau, que M. Therrien, ex-shérif, et M. J.-A. Lazure, député-shérif du district de Saint-François, soient assignés devant ce comité pour rendre compte de leur administration des deniers publics votés par la Législature pour la dernière année financière s'étendant du 1er juillet 1923 au 30 juin 1924. M. Patenaude propose, en amendement, que l'on retranche de la motion principale les mots "la dernière année financière s'étendant du 1er juillet 1923, au 30 juin 1924".

Le vote étant pris sur l'amendement, ce dernier est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

Ordre est donné d'assigner M. C.-A. Therrien, ex-shérif, et M. J.-A. Lazure, député-shérif du district de Saint-François, à comparaître devant le comité, mercredi, le 11 février courant, à dix heures et demie de l'avant-midi.

Le tout humblement soumis,

J.-E. PERRAULT,

Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, le 11 février, 1925.

Rapport du comité permanent des comptes publics.

Le comité permanent des comptes publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son troisième rapport comme suit:

Votre comité a siégé le 11 courant et a procédé à l'examen de Messieurs Therrien et Lazure, respectivement ex-shérif et député-shérif du district de St-François, suivant l'article 390 du règlement.

Le tout humblement soumis,

J.-E. PERRAULT,

Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, le 3 avril 1925.

Rapport du comité permanent des comptes publics.

Le comité permanent des comptes publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son quatrième rapport comme suit:

Votre comité a siégé durant dix-huit séances. Un rapport complet et sténographié a été fait de toutes ses procédures et est soumis avec les présentes.

Aussi une liste de tous les exhibits et les exhibits eux-mêmes, de A à JJJ inclusivement.

Le tout humblement soumis,

J.-E. PERRAULT,

Président.

DÉPOSITIONS

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

Comité des Comptes Publics

SEANCE DU 12 MARS 1925.

L'hon. J.-E. PERRAULT, Président.

PRÉSENTS:—Les Hon. Lapierre, Madden, Moreault, Nicol et MM. Bordeleau, Bouchard, Crépeau, Daniel, Dillon, Dufresne, Duranleau, Fortier, Hamel, Langlais, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Ouellet, Patenaude, Philps, Sauvé et Tétreault.

A 10.30 a.m. le Président ouvre la séance.

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président, je proposerai que le Comité assigne Monsieur Lord, de St-Jean, Monsieur Albert Brosseau, de Montréal, Monsieur Ludger Brien, de Montréal, Monsieur Lavallée, pour mardi prochain, à 10.30 du matin.

LE PRÉSIDENT.—Cette motion est-elle adoptée?

M. SAUVÉ.—Monsieur le Président, est-ce que ces Messieurs veulent, avoir la préséance?

LE PRÉSIDENT.—Il n'est pas question de préséance.

M. SAUVÉ.—Est-ce qu'ils font partie de la Commission des liqueurs ces messieurs-là—sont-ils dans l'administration de la Commission des liqueurs?

LE PRÉSIDENT.—Non, je comprends qu'ils sont intéressés dans le bootlegging—ils ne font pas partie de la Commission des liqueurs.

M. SAUVÉ.—Sont-ils accusés devant les tribunaux de cette Province?

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas. Il y a une motion qui a passé par la Chambre, disant que nous pouvons les assigner. Maintenant, ce n'est pas une question de préséance. Vous les amenez devant le Comité et, quand le Comité voudra les entendre, il les entendra.

M. PATENAUDE.—Ce que je veux savoir, c'est si on va faire l'enquête sur les opérations de la Commission ou sur les opérations de gens qui font le commerce à droite et à gauche dans le pays.

LE PRÉSIDENT.—On fera l'enquête sur tout ce qui est mentionné dans la motion.

M. DURANLEAU.—Est-ce qu'il ne serait pas préférable, Monsieur le Président, que l'on procède à l'enquête sur les opérations de la Commission des

liqueurs d'abord, comme le commerce des prétendus bootleggers intéresse bien moins la Province que les opérations de la Commission des liqueurs, et que l'on procède ensuite à l'enquête sur le commerce ces gens-là? Quant à moi, Monsieur le Président, je crois que, pour la satisfaction de l'opinion publique dans la Province, nous devrions d'abord procéder à enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs et, ensuite en pourra procéder à enquêter sur les opérations de certains individus, mais je crois qu'il faut mieux que cette enquête vienne après.

Je propose donc, Monsieur le Président, en amendement à la motion de Monsieur Bouchard, que Messieurs Lucien Giguère, Thaddée Michaud, respectivement secrétaire et gérant de la Commission des liqueurs, soient assignés à comparaître devant ce Comité à la prochaine séance, pour y être interrogés, avec instruction de produire les documents suivants:

- 1o—Liste des liqueurs alcooliques achetées ou importées par la Commission en bouteilles et vendues en bouteilles telles qu'importées, durant les exercices 1922-23, 1923-24.
- 2o—Liste des liqueurs alcooliques achetées ou importées en fûts et embouteillées par la Commission ou sous sa direction, durant les exercices 1922-23, 1923-24.
- 3o—Rapports de chacun des mélanges d'alcool, durant les exercices 1922-23, 1923-24, indiquant la nature et le nom du mélange, les matières qui le composent, le prix et la quantité de chaque matière, et tous détails s'y rapportant, de manière à en déterminer d'une manière précise la nature et le prix, avec instructions de faire comparaître devant ce Comité, pour y être interrogés, tous employés qui ont participé à ce travail.
- 4o—Toutes les factures, correspondances et autres pièces se rapportant à l'achat et à l'importation des liqueurs alcooliques en fûts ainsi que des bouteilles, bouchons, capsules, étiquettes, etc., devant servir à l'embouteillage desdites liqueurs importées et achetées depuis le commencement des opérations de la Commission des liqueurs.
- 5o—Un état détaillé comprenant le prix d'origine, les droits de douane, les frais de transport de d'importation de toutes les liqueurs alcooliques achetées depuis le commencement des opérations de la Commission des liqueurs et tous autres détails servant à établir les prix coûtants.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que vous déposez cette motion-là?

M. DURANLEAU.—Oui, monsieur.

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président, je n'ai pas d'objection du tout à ce que l'assignation soit faite telle que demandée par l'honorable député de Laurier, mais, cependant, je tiens absolument à ce que les personnes que j'ai demandé d'assigner, soient assignées pour mardi, parce qu'il est probable qu'il découlera de leurs témoignages d'autres assignations, et comme le Comité ne tient pas à siéger ici trop longtemps, je crois qu'il est d'intérêt public d'assigner ces personnes pour la prochaine séance. Maintenant, comme je l'ai dit, je ne suis pas opposé du tout à ces assignations-là, mais je tiendrais à ce que ma motion soit d'abord votée et, ensuite, je n'aurai pas d'objection à voter pour que l'on fasse les assignations telles que demandées.

M. SAUVÉ.—Si je comprends bien, Monsieur Bouchard dit: je tiens à faire comparaître ces Messieurs, ces particuliers quifont, d'après ce qu'on dit, le commerce de bootlegging dans la Province ou à l'étranger, je ne sais pas trop—pour que le Comité ne soit pas retenu ici trop longtemps. Eh bien, pour la même raison. . . .

M. BOUCHARD.—Non, non.

M. SAUVÉ.—Si j'ai bien compris, c'est cela—mais je crois qu'on devrait procéder d'abord sur les propres opérations de la Commission des liqueurs, parce que nous prétendons, nous, et nous l'avons toujours prétendu, que le Comité des comptes publics avait droit d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs, parce que la Commission, c'est le Gouvernement et l'argent du Gouvernement.

LE PRÉSIDENT.—Nous siégerons aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour entendre tous les témoins.

M. SAUVÉ.—Je note l'observation de Monsieur Bouchard, qui demande qu'on ne soit pas retenu ici trop longtemps. Je serai nécessairement soumis—la minorité ici au Comité sera obligée de passer par la décision de la majorité.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de conflit.

M. SAUVÉ.—Je crois que Monsieur Bouchard exprime le sentiment de la majorité du Comité.

M. PATENAUDE.—Si on commence mardi par appeler quatre ou cinq témoins sur le bootlegging et que cela prend deux ou trois séances et si on nous demande à faire entendre aussi certaines personnes de la Commission des liqueurs. . . .

LE PRÉSIDENT.—Nous siégerons tout le temps qui sera nécessaire.

M. SAUVÉ.—Je ne m'oppose pas à ce que ces Messieurs dont a parlé M. Bouchard tout à l'heure, soient assignés devant le Comité. Ce n'est pas là une objection, mais je crois que, pour procéder avec méthode, nous devrions commencer d'abord par enquêter sur les propres opérations de la Commission des liqueurs, ce qui fait l'objet du litige entre les deux partis en cause actuellement, et depuis l'année dernière, le Gouvernement nous dit que nous n'avons pas droit d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs. Nous de l'opposition, nous avons prétendu que nous avions ce droit-là et c'est en vertu de ce droit que nous réclamions et que nous continuons à demander l'assignation des principaux employés de la Commission des liqueurs, afin d'en connaître les opérations. Nous ne voulons pas dénoncer Monsieur un tel ou un tel, mais nous voulons connaître les opérations de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de conflit entre les deux demandes. Il y a une motion pour assigner tels et tels témoins. Pourquoi ne pas voter cette motion et, en même temps, l'amendement.

M. DURANLEAU.—Je prétends que la motion—mon amendement devrait se lire comme ceci: que le Comité procède d'abord à l'enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs et que Messieurs Giguère et Michaud soient assignés.

Lorsque l'amendement Bouchard est venu devant la Chambre, un grand nombre de citoyens dans la Province se sont dit: tiens, le Gouvernement veut faire croire qu'il va laisser enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs, mais il va empêcher cette enquête en faisant une enquête sur d'autre chose—en dehors des opérations de la Commission, et je crois que cette opinion est sur le point de se justifier par l'attitude que prend Monsieur Bouchard, ce matin, en demandant d'assigner de suite Monsieur Lord et d'autres pour enquêter sur des choses qui n'intéressent pas le public.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, Monsieur Duranleau, je peux vous dire que ce n'est pas du tout le but du Gouvernement d'entendre Messieurs Lord, Lavallée, etc., pour empêcher que l'enquête ait lieu sur les opérations de la Commission des liqueurs. La motion a été faite et adoptée par la Chambre pour enquêter sur les affaires de la Commission des liqueurs et en même temps sur les affaires dont a parlé Monsieur Bouchard et ce Comité procèdera à entendre tous les témoins sur l'un et sur l'autre. Il ne peut être question de bloquer, pour deux ou trois séances, l'enquête en entendant ces témoins-là.

M. DURANLEAU.—Je ne sais pas où cela peut nous conduire. On peut nous mener jusqu'à la fin de la session avec cette enquête pour des choses qui intéressent beaucoup moins le public que les opérations de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de conflit entre les deux.

M. DURANLEAU.—Mon amendement, c'est de procéder d'abord sur la Commission des liqueurs.

M. SAUVÉ.—Monsieur le Président, si j'ai bien compris Monsieur Duranleau—j'ai fait moi-même en Chambre une motion à l'effet de demander à la Chambre d'autoriser le Comité des comptes publics—d'étendre ses pouvoirs de manière à enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs, parce que le Comité refusait d'enquêter. La motion a été renversée par la majorité de la Chambre. Par la suite, Monsieur Duranleau a proposé une autre motion demandant encore d'enquêter—que le Comité ait l'autorisation d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs. La majorité a répondu en adoptant la motion Bouchard, en disant: c'est correct, pourvu que vous retranchiez l'administration générale et pourvu que vous ajoutiez aussi à tout ça le droit d'enquêter, l'autorisation d'enquêter sur des cas particuliers comme celui de Lord et des autres. Ça été ajouté, ça—mais la première demande restait, et l'objet de ma demande, c'était de nous occuper d'abord des opérations de la Commission des liqueurs. Nous voulons savoir les prix coûtants de ces liqueurs qui sont vendues, afin de bien connaître toute la vérité sur l'administration.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, Monsieur Sauvé, si vous voulez connaître l'administration de la Commission des liqueurs, il n'en tient qu'à vous de la connaître.

M. SAUVÉ.—Je crois qu'il en tient à moi et à la Chambre...

LE PRÉSIDENT.—Je voudrais pas que l'on cherche à faire croire ou à mettre le Comité sous l'impression, qu'on cherche à créer, que nous sommes opposés à l'enquête sur la Commission des liqueurs—pas du tout, et je tiens

à le dire hautement ici, aussi hautement comme ce que vous venez de dire. Il ne s'agit pas ici, comme l'a dit le député de Laurier, d'une manœuvre pour empêcher l'enquête de se faire sur la Commission des liqueurs—au contraire c'est ce que comportent la motion et l'amendement. . . .

M. SAUVÉ.—En queue.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est plus la motion de Monsieur Duranleau, c'est l'amendement de Monsieur Bouchard qui a été adopté en Chambre. Monsieur Bouchard a proposé une motion et cette motion a été adoptée par la Chambre. Je ne vois pas pourquoi le Comité refuserait maintenant—mais je le répète, en autant que le Gouvernement est concerné, ceci n'est pas une manœuvre pour empêcher l'enquête sur la Commission des liqueurs.

M. SAUVÉ.—Je croyais que le Président du Comité ne représentait pas ici le Gouvernement.

LE PRÉSIDENT.—Je peux parler au nom du Gouvernement dans tous les cas.

M. SAUVÉ.—Je suis un peu surpris que le Président, chargé de présider aux délibérations du Comité, se fasse plutôt l'avocat de Monsieur Bouchard.

LE PRÉSIDENT.—Non, seulement que je représente le sentiment du Gouvernement. Vous essayez de créer le sentiment que nous voulons empêcher l'enquête et comme président, je vous dis que non.

M. MERCIER.—Monsieur Bouchard a présenté une motion qui demande d'assigner certaines personnes. Moi, je suis bien prêt à les assigner—à voter pour assigner ces personnes-là. Monsieur Duranleau arrive ensuite avec une autre motion en amendement, disant: je ne veux pas que ça soit ces personnes-là que nous assignions, mais je propose en amendement qu'on en assigne d'autres. Comme faisant partie de ce comité, je veux bien entendre les témoins que Monsieur Bouchard veut assigner et je veux bien entendre aussi les témoins que Monsieur Duranleau assignera. Pourquoi Monsieur Duranleau, s'il veut assigner certains témoins, ne propose-t-il pas tout simplement une motion pour le dire. Monsieur Bouchard propose d'assigner certains témoins et, à mon tour, je propose d'assigner certains autres témoins. Quant à moi, je suis prêt à voter pour les deux motions, mais je m'objecte à ce que Monsieur Duranleau vienne dire: non, Monsieur Bouchard, vous n'assignerez pas ces témoins-là maintenant. Vous allez d'abord assigner mes témoins à moi et vous n'en assignerez pas d'autres. Je ne trouve pas cette manœuvre absolument franche, l'opposition demande une enquête à grands cris depuis quelque temps, mais vous agissez. . . .

M. SAUVÉ.—Donnez-nous-la l'enquête.

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre.

M. MERCIER.—On donne l'enquête et on nous dit toujours qu'on agit comme des personnes qui ne veulent pas en avoir. Monsieur Bouchard propose d'assigner certains témoins. Pourquoi ne pas les assigner? Que Monsieur Duranleau assigne les siens ensuite. Il me semble qu'il n'est pas juste et qu'il n'est pas raisonnable, de la part de Monsieur Duranleau, de dire: attendez, Monsieur Bouchard, vous assignerez vos témoins après les miens. Je vais

assigner les miens d'abord et vous assignerez les vôtres ensuite. Nous avons autant de droit ici que l'Opposition et Monsieur Bouchard a autant le droit de dire: je vais assigner ces témoins-là, que Monsieur Duranleau en a lui-même. Je suis prêt à voter pour faire assigner tous les témoins, tant les témoins de Monsieur Bouchard que ceux de Monsieur Duranleau.

M. PATENAUDE.—Je ne veux pas intervenir trop longuement dans ce débat, mais il y a deux parties dans le moment—il y a une partie qui intéresse le public: la Commission des liqueurs—et il y a une partie qui intéresse des particuliers, qui concerne des particuliers. Il y a peut-être un moyen terme.

Si monsieur Bouchard tient à faire une enquête sur des cas particuliers, comme Monsieur Lord et d'autres personnes qu'il connaît, pourquoi ne demanderait-il pas la formation d'un sous-comité qui irait siéger ailleurs, là où il voudrait, avec autant de membres de ce comité qu'il voudrait y adjoindre et qui feraient toute l'enquête que l'on voudrait—et le Comité des comptes publics, dans l'intervalle, pourrait s'intéresser des choses publiques, des choses de la Province et des opérations de la Commission des liqueurs. Tout ce que nous demandons actuellement, c'est que nous procédions d'abord devant le Comité à faire enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs. Si, toutefois, les membres du Comité sont anxieux de procéder avec hâte sur des cas particuliers, nous n'y avons pas d'objection, nous serons même prêts à former un sous-comité qui siègera comme il l'entendra. Quant à moi, je suis prêt à donner à ce comité tous les pouvoirs qu'on pourra exiger. Je suis prêt à faire toutes les enquêtes qu'on voudra faire, mais, dans l'intervalle, au moins, nous pourrions procéder à l'enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs, et cela dans l'intérêt du public, parce que le public désire savoir ces choses-là d'abord. Nous demandons donc à avoir la préséance sur les questions qui concernent le public avant tout. C'est notre seule demande. Maintenant, on croit que nous ne sommes pas loyaux, en demandant de procéder d'abord avec l'affaire de la Commission des liqueurs. Et bien, je ne veux pas répondre à ces insinuations-là—c'est le peuple qui en jugera.

M. DURANLEAU.—Les électeurs de Trois-Rivières en jugeront.

M. MERCIER.—Les électeurs de Montréal aussi.

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président, je ne vois pas ce que l'on gagnerait à adopter la procédure qui vient d'être suggérée par l'honorable député de Jacques-Cartier. Je crois que ma motion devrait être maintenue et, quant à la motion faite par Monsieur Duranleau pour l'assignation des témoins qu'il mentionne, je crois qu'elle devrait être maintenue aussi. Je ne suis pas en faveur de la formation d'un sous-comité, lorsque la Chambre a donné instruction au Comité des comptes publics lui-même de faire enquête, non seulement sur certaines opérations de la Commission des liqueurs, mais aussi sur certaines opérations de ceux qui travaillent et qui font de l'argent en marge de la Commission des liqueurs et qui nuisent à la Commission des liqueurs et qui nuisent par le fait même, à la Province, et qui sont les fomentateurs de l'agitation qui se fait contre la Commission des liqueurs dans la Province. Je proposerais donc, en sous-amendement que Monsieur Lord de St-Jean.....

M. SAUVÉ.—Vous retirez votre motion?

M. BOUCHARD.—Je ne la retire pas. Je propose en sous-amendement, que Monsieur Lord, de St-Jean, Monsieur Albert Brosseau, de Montréal, Monsieur Ludger Brien, de Montréal et Monsieur Lavallée soient assignés pour mardi, à dix heures et demie—et ensuite, se lira la motion de Monsieur Duranleau, moins le commencement qui dit que ces témoins devront être assignés avec préséance.

M. PATENAUDE.—Qu'est-ce que ça veut dire ça ?

M. BOUCHARD.—Ça veut dire qu'on peut assigner ceux que j'ai mentionnés et ceux mentionnés par Monsieur Duranleau avec instruction d'apporter les documents qu'ils demandent. C'est ça que ça veut dire.

M. SAUVÉ.—Qu'est-ce que vous faites de votre motion ?

M. BOUCHARD.—C'est le sous-amendement que je voudrais faire après.

M. PATENAUDE.—Pour rendre la chose claire, vous voulez avoir la préséance.

M. BOUCHARD.—Je veux avoir la préséance et la raison pour laquelle je veux avoir la préséance, c'est que, du témoignage de ces personnes-là, il pourra découler que nous ayons besoin d'assigner d'autres personnes. Nous avons affaire à un commerce clandestin. Lorsque nous avons affaire à la Commission des liqueurs, nous avons affaire à une corporation qui opère légalement, tandis que, quand nous avons affaire à des gens qui opèrent clandestinement, nous aurons plus de difficultés à retracer tous les témoins dont on peut avoir besoin. C'est pourquoi je demande que nous ne perdions pas de temps, pour qu'on puisse assigner tous les témoins dont on a besoin pour faire connaître ce commerce clandestin qui se fait dans la province.

M. PATENAUDE.—Comme il s'agit, d'après les déclarations de Monsieur Bouchard, d'un commerce clandestin dont il connaît les auteurs, je crois qu'il est de son devoir de faire rapport au Procureur Général de ce cas qui relève des tribunaux et non pas du Comité des comptes publics.

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas été élu comme *informeur* dans le comté de Saint-Hyaienthe.

M. PATENAUDE.—S'il y a véritablement des accusations à porter contre ces personnes, ces personnes relèvent des tribunaux et nous ne siégeons pas ici comme tribunal correctionnel ou de juridiction criminelle. Quels que soient les faits qui seront établis devant ce comité, nous n'aurons pas d'autorité pour condamner ces personnes-là et c'est le devoir de toute personne qui croit que les particuliers dont on a parlé sont coupables de crimes aussi considérables que ceux qu'on a mentionnés—c'est le devoir de toute personne qui connaît ces faits-là, de les dénoncer au Procureur Général, qui n'est pas loin d'ici, et de lui demander de poursuivre ces gens-là devant les tribunaux. Ils ne relèvent pas de nous. Nous ne sommes pas ici pour faire enquête sur les crimes qui peuvent se commettre dans la Province; nous sommes ici pour faire enquête sur les affaires de la Commission des liqueurs, et la voie d'évitement qu'on ouvre ici ne se fermera pas de sitôt, si, comme l'a dit Monsieur Bouchard, après avoir entendu avec préséance le récit des faits dont il a parlé, nous devons ensuite formuler

l'accusation d'une série d'autres personnes dont on ne connaît pas les noms, faire enquête sur d'autres faits que l'on ne connaît pas—toujours avec préséance—et l'intérêt public on y verra quand on pourra.

M. MERCIER.—Est-ce que l'on pourrait avoir lecture de la motion principale, de l'amendement et du sous-amendement?

M. BOUCHARD.—La motion principale est pour assigner les quatre personnes que j'ai mentionnées.

M. LANGLAIS.—Il serait plus clair de suivre l'ordre de votre motion sur la question principale. Il s'agit de commencer l'enquête. Ne serait-ce pas mieux de commencer par les faits principaux, tandis qu'en suivant l'ordre de cette motion, ça peut vous amener à poursuivre une enquête qui ne peut arriver à aucun résultat pratique—en commençant par les derniers mots d'une motion, ce qui voudrait dire qu'on pourrait faire une enquête de deux ou trois jours sur certains mots de la fin d'une motion, laissant de côté la chose principale en laissant la préséance aux faits qui sont moins importants. . . .

LE PRÉSIDENT.—Il s'agit de donner préséance aux faits. Monsieur Bouchard veut entendre quatre témoins avec préséance—cela ne veut pas dire que tous les témoins qui auront été assignés, seront entendus avec préséance. Je ne crois pas que l'examen de ces quatre témoins puisse prendre même une séance.

M. —Nous sommes tous d'accord sur l'enquête—il s'agit de la faire aussi large que possible, mais c'est une course au poteau—c'est à qui arrivera le premier. Dans l'amendement de Monsieur Duranleau, si je comprends bien il s'agit de l'administration des affaires de la Commission des liqueurs qui intéressent le public, et comme le public est soulevé, à tort ou à raison, et voudrait avoir une enquête, je considère que nous devrions d'abord procéder sur ce qui intéresse le public avant de procéder sur une enquête qui intéresse que des particuliers que nous ignorons et qui n'intéresse pas le public en général.

LE PRÉSIDENT.—Nous ferons les deux.

M. SAUVÉ.—Est-ce qu'on ne se trompe pas ici de tribunal—est-ce que ces gens-là ne devraient pas être amenés devant le tribunal présidé par le juge Perreault, plutôt que devant le tribunal présidé par le ministre Perrault?

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas, mais, dans tous les cas, cette exception aurait dû être faite en Chambre.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je m'oppose fortement au sous-amendement de Monsieur Bouchard. Comme je l'ai dit au commencement, nous avons demandé une enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs, parce que l'opinion publique la demandait et que nous croyions être les interprètes de l'opinion publique, et nous avons insisté en Chambre pour avoir cette enquête. L'honorable Premier Ministre; cédant sous le poids de l'opinion publique, a déclaré à la Chambre qu'il nous donnerait cette enquête. Nous avons cru que nous l'aurions, mais, avec la tactique que veut prendre Monsieur Bouchard qui est l'émissaire du Gouvernement, évidemment on veut

nous empêcher d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs. On veut prendre tout le temps possible pour enquêter sur ceci et sur cela et laisser de côté ce qui intéresse la Province. Comme l'a dit Monsieur Patenaude, il y a un instant, s'il y a des criminels, s'il y a des opérations clandestines du commerce de liqueurs qui se font dans la Province—mais la Commission des liqueurs prétend avoir une organisation idéale de détectives—est-ce qu'elle ne pourrait pas enquêter, elle, avec ces détectives, et traduire devant les tribunaux ceux qui enfreignent la Loi des liqueurs? Le Comité des comptes publics a la mission de rechercher quelles ont été les opérations de la Commission des liqueurs, quels profits elle fait sur le contribuable consommateur, quels sont ses prix coutants et quelle est la qualité de la marchandise qu'elle vend au public. C'est ça que l'opinion publique veut savoir et je dis qu'il me semble que le Comité des comptes publics devrait dire: nous allons d'abord enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs, au moins sur les détails qui ont été autorisés par la Chambre et ensuite, s'il y a des cas particuliers sur lesquels certains membres de ce Comité veulent enquêter eh bien, on procèdera sur ces faits particuliers—ou bien, comme a dit Monsieur Patenaude, si on est si anxieux d'avoir des renseignements immédiatement sur certains particuliers, qu'on nomme un sous-comité—mais ne nous écartons pas du but véritable de cette enquête qui est de s'enquérir sur les opérations de la Commission des liqueurs elle-même. Je dis donc, Monsieur le Président, que le sous-amendement de Monsieur Bouchard ne peut pas être accepté dans les circonstances et nous devons d'abord procéder à l'enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs et examiner Monsieur Giguère et Monsieur Michaud, etc., qui devraient être assignés pour la prochaine séance. Je crois donc que l'amendement devrait être accepté par ce Comité.

M. BOUCHARD.—Je maintiens ma motion et je proteste contre les paroles qui ont été prononcées par l'honorable député qui vient de parler. Je n'ai aucunement l'intention d'empêcher l'opposition de faire son enquête, comme elle le désire sur la Commission des liqueurs, mais, cependant, j'ai donné les raisons qui militent en faveur du sous-amendement que je propose et je maintiens le sous-amendement et je demande au Comité de voter pour.

M. SAUVÉ.—Je comprends que Monsieur Bouchard a dit d'abord, pour essayer de justifier son attitude, qu'il est important d'assigner de suite les Messieurs dont il a parlé et qu'il connaît, parce qu'il va falloir assigner d'autres personnes et que cela va prendre du temps—qu'on aura bien de la misère à les trouver à part de ça et que la session va finir bientôt, qu'il ne reste pas beaucoup de temps à notre disposition. Alors, s'il nous reste si peu de temps et si la majorité est décidée de nous tenir ici trois semaines, alors il ne nous restera pas le temps nécessaire pour faire l'autre partie de l'enquête.

LE PRÉSIDENT.—Il ne faut pas qu'il y ait de malentendus.

Monsieur Bouchard a dit que peut-être après avoir entendu ces témoins il faudra en assigner d'autres—mais pendant qu'on en assignera d'autres le Comité continuera à siéger sur les affaires de la Commission—nous n'ajournons pas pour attendre les témoins.

M. PATENAUDE.—Pourquoi ne pas intervertir les rôles ?

LE PRÉSIDENT.—Il faut toujours commencer par un bout.

M. SAUVÉ.—Je comprends que c'est le Comité qui a droit de décider et non pas le Président.

L'HONORABLE M. NICOL.—Monsieur Duranleau, tout à l'heure, a fait la remarque que le Gouvernement avait cédé sous le poids de l'opinion publique. Je crois qu'il fait erreur, parce que, dès l'ouverture de la session, le Premier Ministre a annoncé que, si l'Opposition le demandait, il était prêt à accorder cette enquête. Alors, je ne sais pas si on peut appeler ça céder sous le poids de l'opinion publique.

M. SAUVÉ.—Le Premier Ministre ne connaît pas l'opinion publique.

M. NICOL.—Le Chef de l'Opposition, lui, connaît tout.

M. —.—On a dit aussi qu'on voulait savoir quel était le prix des liqueurs. Il y a déjà longtemps que la Chambre siège et, si l'Opposition était si anxieuse de savoir le prix des liqueurs, tout ce qu'elle avait à faire c'était une interpellation, comme il s'en fait tous les jours, demandant le prix de ces liqueurs et elle l'aurait eu. Aujourd'hui, elle prétend qu'on veut retarder les séances du Comité.

Ici, plusieurs membres du Comité parlent à la fois et le Président les rappelle à l'ordre.

LE PRÉSIDENT—Le Comité est-il disposé à voter sur le sous-amendement ?

Le sous-amendement est alors lu et le vote est pris.

Pour le sous-amendement: les honorables Messieurs: Lapierre, Madden, Moreau et Perrault et Messieurs Bordaleau, Bouchard, Daniel, Dillon, Fortier, Hamel, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Ouellet et Philps.

Contre le sous-amendement: Messieurs Crépeau, Dufresne, Duranleau, Langlais, Patenaude, Sauvé et Tétreau.

LE PRÉSIDENT.—Le sous-amendement est adopté par quinze contre sept.

M. PATENAUDE.—Je propose, Monsieur le Président, que le projet d'enquête mentionné par le député de St-Hyacinthe, soit référé à un sous-comité du Comité des comptes publics, afin de pouvoir procéder, dès mardi matin, sur l'enquête au sujet des opérations de la Commission des liqueurs.

Cette motion est mise au vote et est rejetée sur la même division.

Le Comité s'ajourne alors, à 10.30 du matin, mardi prochain, 17 mars 1925.

SÉANCE DU 17 MARS 1925.

PRÉSIDENT: L'hon. J.-E. Perrault.

A 10.35 hrs a.m., la séance est ouverte par le Président.

Les témoins Ludger Brien et Gustave Chouinard, étant appelés, ne comparaissent pas.

LUCIEN GIGUÈRE, de la cité de Montréal, secrétaire de la Commission des liqueurs, âgé de 37 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous êtes le secrétaire de la Commission des liqueurs ?

R. Oui, monsieur.

Q. De la province de Québec ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous avez été assigné à paraître devant le Comité, avec ordre d'apporter certains documents ?

R. Oui, monsieur.

Q. Nous vous avons demandé d'apporter une liste des liqueurs alcooliques achetées ou importées par la Commission, en bouteilles, vendues en bouteilles telles qu'importées durant les exercices 1922-23 et 1923-24 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous cela ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous les produire, s'il vous plaît ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Vous produisez cela comme pièce A ?

R. Oui. Cette liste comprend les questions un et deux. Cette pièce répond aux questions un et deux. C'est marqué à la caisse, c'est marqué en fûts et vous avez le détail.

Q. Vous produisez ce document comme pièce A, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.—Ça répond aussi en partie à la question numéro cinq.

Q. Est-ce que la désignation des alcools, qui appert à la pièce A, est exacte et suivant votre liste de prix ?

R. Oui, oui.

Q. Suivant la liste de prix de la Commission ?

R. Oui.

Q. Ce sont les mêmes désignations ?

R. Oui, les mêmes désignations.

Q. Voulez-vous expliquer ce document-là, maintenant ?

R. De quelle façon l'expliquer ?

Q. Je vous ai posé une question—vous ne répondez pas à la question ?

R. Bien, voici, c'est la liste.

Q. En avez-vous plusieurs copies ?

R. Oui. C'est la liste des liqueurs que la Commission vend.

Q. Dois-je comprendre, Monsieur Giguère, que toutes les liqueurs dont le prix est marqué à la caisse, sont les liqueurs que vous importez en bouteilles ?

R. Oui, monsieur, à la caisse—que nous importons dans l'enveloppe authentique.

Q. Et que vous revendez dans le même état ?

R. Exactement.

Q. Les boissons ou liqueurs, apparaissant achetées à l'hectolitre ou au gallon, sont celles que vous embouteillez à la Commission ?

R. Ou que nous vendons également au gallon,—toutes les liqueurs alcooliques ne sont pas vendues au gallon—dans les vins, nous les vendons au gallon.

Q. Je parle des liqueurs alcooliques ?

R. Oui.

Q. Toutes ces liqueurs sont embouteillées à la Commission ?

R. Oui, monsieur.

Q. En avez-vous qui sont embouteillées ailleurs sous votre direction ?

- R. A la Commission seulement, à ma connaissance.
- Q. Qu'est-ce que vous entendez par la Commission ?
- R. Dans les entrepôts ?
- Q. Dans les entrepôts de la Commission des liqueurs ?
- R. Oui.
- Q. Maintenant, les chiffres qui apparaissent à l'exhibit A. voulez-vous les expliquer ?
- R. Ce sont les prix facturés qui sont indiqués ici.
- Q. Les prix d'achat ?
- R. Les factures, oui.
- Q. Est-ce le prix initial d'achat ?
- R. C'est le prix initial des factures.
- Q. Auriez-vous objection, Monsieur Giguère, à nous donner une liste supplémentaire des prix apparaissant en francs à cet exhibit A et à nous les donner en piastres et en cents ?
- R. Il s'agit de faire la transposition.
- Q. Pour le public, ça sera peut-être plus facile à comprendre.
- LE PRÉSIDENT.—Est-ce que ces prix-là ne varient pas avec le marché ?
- R. Ça varie de temps en temps.
- Q. Je voudrais avoir les prix qui apparaissent sur la liste ?
- LE PRÉSIDENT.—Est-ce que cela n'est pas affecté par le marché ? Le franc vaut tant, aujourd'hui, et, demain, il vaut plus ou moins.
- M. BOUCHARD.—Ils savent le prix qu'ils ont payé.
- Q. Mais ces prix-là, voulez-vous dire à quelle date on a obtenu ces prix-là ?
- R. A différentes dates.
- Q. A différentes dates ?
- R. Oui.
- Q. Sur cette liste que vous produisez comme exhibit A, est-ce la liste de tous les alcools et des vins que vous avez achetés durant ces deux exercices 1922-23 et 1923-24 ?
- R. Je crois que oui. Je ne suis pas en mesure de contrôler ça, moi, parce que la liste m'a été fournie par le département de la comptabilité.
- Q. Personnellement, vous ne le savez pas ?
- R. Je ne pourrais pas l'affirmer.
- M. BOUCHARD.—C'est vous qui l'avez demandée au département ?
- R. Oui.
- Q. Avez-vous aussi apporté les autres documents qui vous ont été demandés en rapport avec les mélanges d'alcool faits durant les exercices 1922-23, 1923-24, et voulez-vous indiquer les noms des mélanges, les matières qui les composent, les prix et les quantités de chaque matière et tous les détails s'y rapportant, de manière à en déterminer, d'une manière précise, la nature et le prix ?
- R. Je ne peux pas vous fournir ce rapport, parce que nous n'avons pas de mélanges d'alcool.
- Q. Quels sont les mélanges que vous avez ?
- R. Je ne sais pas, moi.
- Q. Avez-vous des mélanges de liqueurs alcooliques ?

R. Je ne pourrais ni l'affirmer ni le nier. C'est en dehors de mes attributions, alors je ne m'en occupe pas.

Q. Vous jurez, Monsieur Giguère, que vous n'êtes pas en état de dire si, oui ou non, la Commission des liqueurs fait des mélanges d'alcool dans ses entrepôts?

R. Je ne suis pas en mesure de l'affirmer, je ne l'ai jamais vu.

Q. Vous n'êtes jamais allé dans ces entrepôts-là?

R. J'y suis déjà allé, mais je n'ai jamais vu faire les mélanges.

Q. Vous n'avez jamais vu faire les mélanges?

R. Non.

Q. Avez-vous vu les vaisseaux, les tonnes, les cuves, et autres chose servant à ce travail?

R. Je ne sais pas si ces cuves ou ces vaisseaux servaient pour ce travail. J'ai vu des cuves et des vaisseaux de toutes sortes, mais je ne peux pas me prononcer sur l'utilisation qu'on en a faite.

Q. Alors, vous n'avez jamais rien vu à la Commission, qui ait pu vous indiquer ou vous faire comprendre qu'on faisait des mélanges?

R. Je n'ai jamais rien vu qui me permit d'affirmer qu'on fait des mélanges chez nous.

Q. Vous n'avez jamais vu aucun document?

R. Je n'en ai jamais vu.

Q. Concernant des mélanges?

R. Non.

Q. Jurez-vous ça?

R. Oui, monsieur.

Q. En avez-vous vu dans les journaux?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous ne vous êtes pas enquis?

R. Non, monsieur.

Q. Auprès des personnes compétentes, pour savoir si ce qui avait été publié dans certains journaux de Montréal au sujet des mélanges de la Commission, était exact?

R. Non, monsieur.

Q. Vous n'avez jamais pris cette précaution-là?

R. Non.

Q. Vous n'avez pas cru que cela eut été utile?

R. Non, monsieur.

Q. En votre qualité de secrétaire?

R. Non.

Q. Vous n'êtes pas en état de jurer si cela se fait ou si cela ne se fait pas?

R. Non.

Q. Lorsque vous avez reçu l'ordre d'apporter avec vous les rapports quotidiens de tous les mélanges qui se faisaient à la Commission, vous êtes-vous enquis auprès des personnes renseignées à ce sujet, afin de pouvoir apporter ces documents?

UN MEMBRE.—Un mélange d'alcool---il y a une grande différence.

Q. Alors, vous avez compris que les mélanges d'alcool n'étaient pas des mélanges de liqueurs alcooliques?

R. Certainement.

Q. Et que vous n'étiez pas tenu d'apporter ces rapports-là?

R. Quand j'ai demandé de fournir un rapport des mélanges d'alcool, ainsi que le mot l'explique, et on m'a répondu qu'il n'y en avait pas.

Q. On vous a répondu qu'il n'y avait pas de mélanges d'alcool et vous n'avez pas parlé des liqueurs alcooliques ?

R. Je n'ai rien demandé autre chose.

Q. Voudrez-vous, Monsieur le Secrétaire, prendre note de la demande que nous vous faisons maintenant. Nous vous demandons de produire le rapport quotidien de tous les mélanges de liqueurs alcooliques, puisque la distinction est si importante, qu'on a fait à la Commission durant les exercices 1922-23, 1923-24, indiquant le nom des mélanges, les matières qui les composent, le prix et la quantité de chaque matière et tous détails s'y rapportant, de manière à en déterminer la nature précise ainsi que le prix .

R. Je le demanderai, monsieur.

Q. Voudrez-vous le produire pour demain matin ?

R. Aussitôt que possible.

M. BERCOVITCH.—Il n'est pas capable d'apporter ça pour demain matin ?

Q. Vous savez ce dont il s'agit ?

R. Oui.

Q. Il y a un rapport quotidien des mélanges fournis aux autorités de la Commission en triplicata. Par conséquent, ça prend cinq minutes pour fournir à ce Comité un des triplicata de ces mélanges ?

M. BERCOVITCH.—Sait-on s'il y a un département des mélanges—moi, je ne le sais pas ?

M. DURANLEAU.—Il y en a qui le savent.

M. BERCOVITCH.—Vous pouvez lui demander si ce rapport existe et s'il peut le produire pour demain matin ?

M. SAUVÉ.—Vous n'avez pas d'objection à ce qu'il soit produit ?

M. BERCOVITCH.—Non, je n'ai pas d'objection.

Q. Avez-vous apporté d'autres documents que ceux que vous avez produits ce matin ?

R. Oui, monsieur, j'ai apporté ici un état comprenant les droits de douane et les frais de transport des liqueurs alcooliques achetées depuis le commencement des opérations de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—C'est l'état demandé au paragraphe cinq ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Vous le produisez comme pièce B ?

R. Oui, monsieur. En ajoutant ces chiffres à ceux que vous avez déjà dans l'autre liste, vous avez le prix complet, le coût d'achat.

Q. Vous apporterez, n'est-ce pas, ce rapport quotidien du département des mélanges dans lesquels entrent toutes espèces de matières ?

R. Je le demanderai.

Q. Les liqueurs alcooliques, malt, l'eau, les teintures, tout ce qui est compris dans ces mélanges, vins de prunes et fonds de tonneaux, enfin, tout ce qui peut entrer dans ces mélanges-là.

R.

Q. Nous voulons avoir un des triplicata de ces rapports-là, avec tout ce qui est écrit sur ces rapports, la quantité de chaque matière, les prix, la quantité produite par le mélange, enfin, tout ce qui est contenu dans les rapports quotidiens du département des mélanges?

R. Je demanderai qu'on me fournisse exactement ce que vous demandez.

Q. Voulez-vous nous dire qui est le chef du département des mélanges à la Commission?

R. Je ne sais pas exactement.

Q. En votre qualité de secrétaire, vous ne connaissez pas ça?

R. Je connais les employés, mais je ne connais pas toutes leurs attributions.

Q. Qui est-ce qui serait en état de nous renseigner là-dessus?

R. Monsieur Michaud?

Q. Avez-vous apporté les factures, la correspondance et les autres pièces se rapportant à l'achat et à l'importation des liqueurs alcooliques en fûts ou en bouteilles ainsi qu'à l'importation des bouchons, capsules, étiquettes et autres choses servant à l'embouteillage à la Commission?

R. C'est impossible de le faire. Cela constitue quinze mille dossiers, à peu près, ça prendrait... il y a trente-deux tiroirs.

M. SAUVÉ.—Ca prendrait une barge?

M. —.—La barge Tremblay.

LE PRÉSIDENT.—Il est difficile d'exiger que la Commission apporte tous ces documents-là. Vous pourriez produire certaines factures?

R. Si vous le demandez.

Q. Si on vous réfère à quelque cas spécial—autrement on ne peut pas demander à la Commission d'apporter ici toutes ces choses-là?

Q. Serait-il possible d'apporter vos factures et la correspondance d'une maison spéciale qui fournit à la Commission?

R. Je crois que oui.

Q. Alors, voudrez-vous produire, demain matin, les factures et toute la correspondance de la maison Dawson?—tous les achats qui ont été faits de cette maison par la Commission, durant les exercices 1922-23 et 1923-24?

R. (Le témoin prend note de cette demande.)

Q. Voulez-vous nous dire de quelle maison a été acheté le scotch Old Squire?

R. Je ne peux pas vous dire, Monsieur.

Q. Vous ne pourriez pas nous le dire?

R. Non, c'est-à-dire, je ne le sais pas.

Q. Savez-vous qui est-ce qui pourrait nous le dire?

R. Monsieur Michaud.

LE PRÉSIDENT.—Avez-vous d'autres questions à poser au témoin?

Aucun membre du Comité ne déclare avoir des questions à poser au témoin.

M. DURANLEAU.—Je demande la suspension de ce témoignage.

LE PRÉSIDENT.—C'est parfait.

La déposition du témoin est alors suspendue jusqu'à demain matin, 18 mars 1925.

GUSTAVE CHOUINARD, de la cité de Québec, député-greffier de la paix, âgé de 37 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD:

Q. Monsieur Chouinard, en votre qualité officielle êtes-vous dépositaire de certains documents qui ont été produits en Cour, dans la cause de Ludger Brien?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous extraire de ces documents ceux ayant trait à une transaction faite en Angleterre par Monsieur Ludger Brien, pour la United Auto Supply Co., et les déposer devant ce comité?

R. Oui, monsieur.

M. A. LAVERGNE.—Avec la permission du Comité, je comparais pour la United Auto Supply Co. et je demanderais au Comité de ne pas permettre la production de ces documents, parce que ceci n'est pas dans la juridiction du comité: 1o. parce que l'Assemblée législative de Québec n'a pas de juridiction sur les importations faites au Canada et 2o. il faudrait qu'il soit démontré devant ce comité que ces importations ont été faites en contravention à la Loi.

M. BOUCHARD.—Je ne sais pas si ce Comité doit procéder seul à faire son enquête ou si nous devons entendre les avocats de toutes les parties qui pourraient se présenter?

LE PRÉSIDENT.—C'est au comité à décider s'il veut procéder seul à faire son enquête ou si des avocats doivent intervenir et interroger les témoins.

M. BOUCHARD.—Il me semble que le Comité devrait procéder seul. Je ne vois pas l'utilité d'avoir ici des avocats.

M. A. LAVERGNE.—Je crois que, lorsqu'un témoin comparait devant un comité de la Chambre, il a le droit d'être représenté par avocat,—c'est comme lorsqu'un témoin comparait à la barre de la Chambre—je n'ai pas Bourinot ici, mais, si ma mémoire est fidèle.....

M. SAUVÉ.—Est-ce qu'il serait juste, comme le voudrait le député de St-Hyacinthe, qu'on puisse mettre ici un citoyen en cause, sans qu'il ait la liberté de se défendre.

M. BOUCHARD.—Il me semble que, dans ce comité il y a assez d'avocats de part et d'autre.

M. SAUVÉ.—Nous ne sommes pas ici comme avocats, mais comme membres du comité, quant à moi je ne veux pas agir ici comme avocat. Nous sommes chargés d'être ici comme des juges—je ne veux pas ici jouer le rôle d'un avocat.

M. TÉTREAU.—Il me semble que le point est élémentaire. Nous ne sommes pas ici comme un sous-comité du département de police de la Commission des liqueurs de Québec. On veut nous faire faire des recherches pour donner des informations à la Commission des liqueurs. Ceci est un rôle, Monsieur le Président, pour moi personnellement, qui me répugne souverainement. Je tiens à dire, de suite, qu'il me répugne souverainement. C'est un travail

qui appartient au département de police de la Commission des liqueurs et non pas au Comité des comptes publics, qui est un comité chargé d'enquêter sur la dépense des deniers publics,—mais, à tout événement, puisque la majorité de ce Comité a cru devoir enquêter et a cru devoir faire des recherches sur le prétendu commerce illicite fait dans la province, je crois que, ce qu'il y a de plus élémentaire c'est que les personnes que l'on a assignées devant ce comité et qui sont pratiquement des accusés, puisque vous cherchez contre elles des preuves pour les trainer devant les tribunaux, soient représentées par leurs avocats. Je crois que le fair play britannique ne demande pas autre chose.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Il n'est pas du tout question ici de trainer ces personnes devant les tribunaux. Ce n'est pas là l'objet du comité. L'objet du comité, c'est d'obtenir des renseignements, d'ailleurs ce comité n'a pas à prononcer de jugement. Nous sommes ici simplement pour avoir des renseignements, et je ne crois pas qu'il soit utile d'avoir des avocats, ce qui aurait pour effet de retarder l'enquête.

M. BOUCHARD.—Le but de ce comité n'est pas du tout de trouver des criminels, ou d'aider la Commission à trouver des criminels. Nous enquêtons sur le commerce des liqueurs, dans la province, et nous avons le droit de connaître tous les ennuis qui sont faits à la Commission des liqueurs et qui nuisent à son commerce. Si tous ces ennuis ne lui étaient pas faits, il est certain que le commerce des liqueurs coûterait beaucoup moins cher à la Province, si la Province n'avait pas à maintenir une force de détectives pour rechercher ceux qui font le commerce des liqueurs en marge de la loi—sans cela l'administration de la Commission des liqueurs coûterait beaucoup moins cher à la Province. Nous avons droit de connaître les ennuis qui sont faits à la Commission des liqueurs. Maintenant, je ne m'oppose pas, pour ma part, à ce que les témoins soient représentés par des avocats, seulement cela pourrait peut-être prolonger l'enquête. Je crois que le comité est capable de faire seul son enquête avec ses propres lumières, avec tous les avocats qui sont ici, tant du côté de l'Opposition que du côté du gouvernement.

M. SAUVÉ.—Est-ce que les membres de ce comité ne sont pas les juges ?

M. BOUCHARD.—Je ne le crois pas—je me rappelle pas d'avoir jamais été nommé juge.

M. SAUVÉ.—Je comprends que le comité est chargé de nous renseigner sur les opérations de la Commission des liqueurs, mais, maintenant, nous allons rechercher les particuliers en dehors des opérations de la Commission des liqueurs, en dehors des affaires de la Commission des liqueurs, et puis nous les interrogerons et s'il y a en qui demandent d'être accompagnés de leur avocat—je n'ai pas à parler pour ces gens-là—je ne les connais pas—mais, d'un autre côté, il me semble que nous devons, nous ici les juges, nous demander si cela est raisonnable, et quant à moi, je trouve que cette demande est raisonnable.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que l'on est sous une fausse impression. Ces gens-là ne sont pas amenés devant le comité comme des accusés. Ils ne sont pas accusés du tout. Nous les amenons ici comme témoins, afin d'établir devant le comité les faits sur lesquels nous cherchons à faire la lumière. Ce que l'on veut savoir, c'est s'il y a un commerce illégitime qui se poursuit à côté de celui de la Commission des liqueurs. Au premier abord, je ne vois pas la nécessité

pour ces gens d'être représentés par des avocats, parce que ils ne sont pas accusés. On demande que ces témoins soient accompagnés de leurs avocats. Pour moi, si le comité y consent, je n'y ai pas d'objection, mais je veux qu'il soit bien compris que ces gens-là ne sont pas ici comme des accusés, ils sont comme témoins tout simplement.

M. DURANLEAU.—Le député de St-Hyacinthe les a dénoncés, à la Chambre.

M. BOUCHARD.—Je crois que l'Opposition a fait la même chose. Vous avez demandé des enquêtes sur le bootlegging—ce n'est pas moi qui ai proposé la chose.

LE PRÉSIDENT.—Nous perdons du temps.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président vient de dire que les personnes qui sont assignées devant ce comité, en rapport avec la United Auto Supply, ne sont pas des accusés. Cela est vrai jusqu'à un certain point, mais cela n'empêche pas que le comité veut enquêter sur les opérations de la United Auto Supply et de ses associés. Messieurs Brien, Brosseau, Lord et Monsieur Lavallée. Alors, on assigne devant ce comité les personnes indiquées dans ce prétendu commerce illicite et, par conséquent, on veut forcer ces gens à s'incriminer, s'il y a quelque chose contre eux, je ne le sais pas, mais on veut forcer ces gens à s'incriminer en donnant des informations sur leur prétendu commerce illicite. Ce sont pratiquement des accusés que vous avez devant le comité et, si devant ce comité, ils s'incriminent par leurs réponses, ils seront accusé devant les Cours de justice. C'est pourquoi je trouve qu'il est absolument juste que ces personnes ou ces compagnies soient représentées par leurs avocats.

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas d'objection, si l'on insite.

M. BERCOVITCH.—Ces personnes-là ne sont pas encore appelées ?

M. SAUVÉ.—Il n'y a que les élus qui soient appelés.

LE PRÉSIDENT.—On vous a demandé de produire certains documents ayant trait aux opérations faites par la United Auto Supply Co., Ludger Brien, etc. ?

R. Je produis

M. DURANLEAU.—Avant, voulez-vous me laisser voir ces documents ?

R. Oui.

M. PATENAUDE.—Monsieur le Président, voici le député-greffier d'un tribunal, qui est assigné devant nous avec des documents se rapportant à une cause qui est actuellement devant le tribunal, et à qui on demande d'apporter des documents et vertu de son autorité de député greffier,—il est ici avec des documents qui appartiennent à la justice et au tribunal devant lequel il agit. Est-ce que ces documents sont produits avec le permission de ce tribunal ? En second lieu, il s'agit de documents se rapportant au vingt-cinq novembre 1922, ayant trait à certaines transactions, apparemment du moins d'après les documents, qui se seraient développées je ne sais pas où, mais en pays étrangers dans tous les cas, apparemment en Angleterre, et nous sommes ici pour faire enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs ou bien encore, sui-

vant une certaine autre prétention, sur les opérations de certains citoyens qui auraient pu importer des liqueurs alcooliques dans la Province. Je comprends que le comité a été autorisé par la Chambre à faire une enquête même sur ces dernières opérations, mais, ce qui me paraît élémentaire, c'est que on commence par établir devant ce comité que des opérations de commerce ont été faites de la manière indiquée par l'amendement ou le sous-amendement demandant cette enquête, et jusqu'à maintenant, il n'y a absolument rien devant ce comité. S'il s'agit simplement de la production de documents pour compromettre d'avantage la cause de Monsieur Brien ou compromettre des personnes qui peuvent être intéressées dans ce commerce, en faisant des insinuations ou des allusions qui ne devraient pas être faites, je m'y oppose fortement, et la raison pour laquelle je m'y oppose, c'est que, avant de produire ces échanges de télégrammes ou de documents, nous devrions commencer par savoir si véritablement ces opérations ont eu lieu dans la province de Québec. Nous ne sommes toujours pas pour faire une enquête sur les opérations qui ont pu se développer à Londres et sans savoir à l'avance si les opérations en quelque manière ont été faites dans la province de Québec. Non seulement on ne fait plus l'enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs; non seulement on ne fait plus enquête même sur les opérations d'un syndicat dont on a parlé dans la province de Québec mais nous en sommes rendus à faire venir ici, sans la permission du tribunal et à l'encontre de toute justice britannique, le député-greffier d'un tribunal, avec le dossier d'une cause qui est actuellement devant la Cour, pour faire enquête devant ce comité sur l'un des accusés devant cette Cour et cela, non pas sur les opérations concernant la Commission des liqueurs, mais sur un syndicat quelconque qui aurait été formé à Londres en Angleterre. Eh bien, je suis à me demander où l'on va avec ça, et si on ne prend pas le public pour une dupe. Après tout, nous se sommes pas venus faire devant le comité des comptes publics une enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs, nous sommes à faire actuellement une enquête sur le compte d'un nommé Ludger Brien dont le procès se déroule devant le tribunal, et nous produisons des documents ayant trait à la formation d'un syndicat à Londres. Je crois que nous devrions commencer par prouver devant le Comité que ces opérations de commerce ont été faites dans la province par ce syndicat. Ont-elles été faites ou non, je n'en sais rien, mais nous devrions au moins commencer par établir ce fait, autrement, on ne sait pas du tout où l'on va—nous n'avons pas d'affaire du tout à ce syndicat.

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président, nous avons reçu instructions de faire enquête sur les affaires de banque, sur les archives et sur toutes les opérations faites par un nommé Ludger Brien, Albert Brosseau, Lord et Laval-lée, la United Auto Supply Co. et leurs associés ou autres intéressés, en rapport avec l'importation de liqueurs alcooliques. Or, s'il est question, d'importation nous ne pouvons pas importer des liqueurs de la province dans la province, il faut les importer d'un pays étranger, il faut les importer d'en dehors. Alors, il faut trouver les pays d'origine et il faut commencer par le commencement. Or, le commencement des opérations, c'est précisément la formation de ce syndicat et les contrats qui ont dû nécessairement être faits en dehors du pays, puisqu'il s'agit d'importation de liqueurs dans le pays, et sur ça, nous demandons la production des documents, parce que cela est essentiel à l'enquête que nous avons instructions de faire, par l'Assemblée législative. Ces documents-là sont la base de l'enquête, que nous voulons faire sur les opérations des Messieurs

mentionnés dans la résolution. Maintenant, on dit que Monsieur Brien est accusé devant les tribunaux. Monsieur Brien viendra ici et ce sera à lui de prendre l'attitude qu'il désirera prendre et on ne peut pas nous empêcher de faire l'enquête sur les opérations des personnes qui viennent nuire au commerce de la Commission des liqueurs dans la province en faisant de l'importation en contravention à la loi.

M. DURANLEAU.—Je voudrais savoir si le témoin qui est ici a reçu un subpoena pour comparaître devant le Comité?

M. BERCOVITCH.—Puisqu'il est ici, ça ne fait pas de différence.

Le témoin.—Non, monsieur.

SUITE DE L'EXAMEN PAR M. DURANLEAU:

Q. Sur les ordres de qui avez-vous sorti des documents du dossier de la Cour criminelle de Québec—les documents que vous avez ici devant vous, ce matin?

R. Sur les ordres de personne, Monsieur.

Q. Qui vous a demandé de les apporter?

R. Monsieur Cannon.

Q. L'avocat de la poursuite contre Brien devant la Cour criminelle à Québec?

R. Le substitut du Procureur général.

Q. Celui qui a conduit l'enquête contre Brien et autres?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est monsieur Cannon qui vous a donné instructions d'apporter ces originaux-là?

R. Oui.

Q. Vous les avez sortis du dossier et vous les avez devant vous, ce matin, et vous êtes prêt à les produire devant le Comité?

R. Je ne les ai pas sortis du dossier. Ces exhibits sont déposés en voûte sous notre garde et le dossier est ailleurs.

Q. Alors, vous faites une distinction?

R. Oui.

Q. Entre les documents d'un dossier que l'on met en voûte pour les conserver et les documents qui restent dans l'enveloppe même du dossier?

R. Entre les exhibits et le dossier.

Q. Alors, vous prétendez que, du moment que des exhibits sont transportés dans la voûte, ils ne font plus partie du dossier?

M. BERCOVITCH.—Ça, c'est une question de droit.

R. Je ne prétends pas ça.

Q. Dois-je comprendre que vous êtes prêt à produire tous ces originaux devant le comité?

R. Certainement, si le Comité m'ordonne de les produire.

Q. Ils sont sous votre garde?

R. Oui.

Q. En vertu de quelle autorité?

R. Comme député-greffier de la paix, jusqu'au moment où la cause sera appelée devant la Cour du Banc du Roi. et alors ils tomberont sous la garde du greffier de la Couronne.

Q. Vous prétendez avoir droit de vous en départir?

M. BERCOVITCH.—Ça, c'est une question de droit.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président—il est élémentaire que le comité devrait d'abord commencer par établir que la United Auto Supply Co. et les autres intéressés ont fait un commerce d'importation dans la province au détriment de la Commission des liqueurs. Pour moi, je dis que vous ne pouvez pas mettre ces documents devant le comité—des documents d'abord qui appartiennent à un autre dossier—sans avoir démontré, d'abord, que cette compagnie a fait le commerce au détriment de la Commission des liqueurs de Québec. Voici un syndicat qui se serait formé à Londres et qui, apparemment aurait fait de l'importation ailleurs que dans la province, pour faire un commerce probablement en dehors de la province. Supposons, par exemple, que ce syndicat aurait fait de l'importation de l'Angleterre pour faire le commerce avec les Etats-Unis, Qu'est-ce que ceci aurait à faire avec le commerce de la Commission des liqueurs de la province de Québec? Et vous auriez traîné ces gens-là, avec leurs documents privés, devant ce comité, uniquement pour essayer de salir des gens qui n'ont fait aucun tort à la Commission des liqueurs. Pour moi, c'est élémentaire que vous devriez commencer par établir que ce syndicat a fait des affaires dans la province et aussi longtemps que vous n'avez pas prouvé cela, vous n'avez pas le droit de trainer ces gens devant le comité et de leur faire produire leurs documents privés.

M. BERCOVITCH.—On commence par la production des documents: c'est la meilleure manière de commencer.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que ce comité a le droit de faire l'enquête, d'après la motion qui a été votée, et, en second lieu il faut commencer l'enquête par un bout. Nous produisons des documents et les témoins seront ensuite entendus sur ces documents-là. Si les documents ne sont pas devant le comité il, n'y aura pas moyen de les interroger. Il faut commencer par produire les documents, et ensuite, nous aurons Brien et les autres, comme témoins, et nous les interrogerons sur les documents. D'ailleurs, il n'appert pas, d'après ces documents, que c'est seulement à Londres que les choses se sont faites. Parmi les documents que l'on demande de produire, il y a des documents de Montréal, adressés à la Banque Royale de Montréal—on voit bien que ce sont des gens de Montréal. Comme le disait le député de Saint-Hyacinthe, on est parti d'Angleterre, mais, pour moi, la question est absolument pertinente et je crois qu'on doit commencer par la production des documents.

M. DURANLEAU.—Que faites-vous, monsieur le Président, de l'objection faite par le procureur de la compagnie, par Monsieur Lavergne?

LE PRÉSIDENT.—Elle a été entrée.

M. A. LAVERGNE.—Si le comité veut bien me permettre, je sou mets que tout ce qui regarde l'importation n'est pas du ressort de la province de Québec, mais est du ressort du gouvernement fédéral et je sou mets que nous n'avons pas le droit de nous enquérir des affaires privées des particuliers ou des citoyens de la province de Québec, quand cela n'est pas du ressort de la province, mais qu'il s'agit d'une matière qui est régie par le gouvernement d'Ottawa.

LE PRÉSIDENT.—Seulement, cette importation fait concurrence à la Commission?

M. A. LAVERGNE.—Quand même cela serait, la chose n'est pas de votre ressort, parce que le Parlement de Québec n'a aucun droit de législation en matière d'importation et vous n'avez pas le droit, ici à Québec, d'empêcher des citoyens, même en violation de la loi des liqueurs, d'importer une bouteille ou une barrique ou dix mille gallons (10,000) de n'importe quel pays.

LE PRÉSIDENT.—D'un autre côté, Monsieur Lavergne, la Chambre nous a demandé de nous enquerir sur le commerce clandestin qui se faisait à côté du commerce de la Commission des liqueurs—alors nous recherchons ses actes. Votre objection peut être fondée, nous le saurons plus tard, lorsque l'enquête aura été faite.

M. NICOL.—Vous savez qu'en vertu de la Loi des liqueurs, un citoyen ne peut pas importer de liqueurs sans son consentement.

M. LAVERGNE.—Dans ce cas-là, la loi est ultra-vires.

M. NICOL.—Elle n'a pas été déclarée ultra vires encore.

LE PRÉSIDENT.—Nous allons réserver votre objection, monsieur Lavergne.

M. A. LAVERGNE.—Le comité me permettra d'ajouter, comme représentant de la United Auto Supply et même d'autres témoins, que nous sommes prêts à rendre compte de toutes les affaires de la compagnie. Nous n'avons rien à cacher.

LE TÉMOIN.—Je produis, comme exhibit C, une liasse de cinq documents intitulés "Cable Night Letters".

M. BOUCHARD.—Je propose que le témoin reçoive ordre de produire ces documents.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le comité est d'avis qu'on doit produire ces documents?

M. PATENAUDE.—Nous avons la déclaration que vient de faire le représentant d'une des parties intéressées qui sont prêts à rendre compte de leurs opérations. Est-ce que nous ne devrions pas commencer par les entendre et nous faire rendre compte de leurs opérations, savoir ce qu'ils ont fait, et, si cela ne nous concerne pas, il n'y a pas de raison de produire ces documents, cette liasse de documents. Si cela nous concerne, nous verrons ce qu'il y a à faire, mais il me semble que c'est élémentaire que nous devrions commencer par les entendre, pour qu'ils nous rendent compte de leurs opérations.

LE PRÉSIDENT.—D'un autre côté, ne croyez-vous pas qu'il est impossible au comité d'interroger ces témoins-là, à moins d'avoir les documents? Nous avons des dépêches, de Londres câblant cinq mille, dix mille dollars pour de la boisson—il nous faut nécessairement avoir ces documents pour pouvoir interroger les témoins.

M. DURANLEAU.—Ils les produiront.

LE PRÉSIDENT.—Ils ne peuvent pas les produire: ces documents sont entre les mains du greffier de la Paix, qui en est le dépositaire. Pour interroger les témoins, il faut avoir ces documents-là.

M. PATENAUDE.—S'ils sont prêts à répondre, nous verrons s'ils en ont besoin.

M. PATENAUDE.—Nous sommes chargés de faire une enquête sur les opérations de ces gens-là. Ils sont devant nous et ils sont prêts à rendre leur témoignage. Pourquoi ne pas les entendre pour produire les documents ?

LE PRÉSIDENT.—Nous allons les entendre. Si nous étions devant une cour de justice, je ne crois pas qu'il nous serait permis d'interroger les témoins sur des documents qui ne seraient pas produits. Il y aurait objection et la Cour ne nous laisserait pas questionner ces témoins avant d'avoir les documents.

M. BOUCHARD.—Mettez la chose au vote.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Bouchard propose que les documents en question soient produits, nonobstant toute objection faite. Ceux qui sont en faveur de la motion de Monsieur Bouchard diront : pour—ceux qui sont contre diront : contre.

Le vote est pris pour la motion de Monsieur Bouchard.

LE PRÉSIDENT.—La motion est adoptée par treize contre sept.

LE TÉMOIN.—Je produis, comme pièce C., une liasse consistant en des documents qui semblent être une copie de messages télégraphiques.

M. SAUVÉ.—Qui semblent ?

R. Qui apparaissent être intitulés “cables—night letters” signées United Auto Supply.

M. PATENAUDE.—Quel moyen avez-vous de reconnaître la signature ou de connaître l'authenticité de ces télégrammes ?

R. Je ne connais rien de l'authenticité de ces télégrammes—je ne connais que ce que je lis.—Un autre document, numéro 2 de la pièce C. . . .

LE PRÉSIDENT.—Ce que vous venez de produire c'est le numéro un ?

R. Oui. Maintenant, un autre adressé à North Brosseau, signé Brien.— Comme numéro trois une lettre en date du vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-deux, signée Ludger Brien, adressée à Monsieur Bulley Manager Royal Bank, datée de Montréal.—Comme pièce numéro quatre de la même pièce C., un imprimé commençant par “Job 4859, galée numéro deux.— Cinquièmement, une lettre datée de Montréal, en date du 25 novembre 1922, sans adresse, signée “Ludger Brien”.

LE PRÉSIDENT.—Voudrez-vous produire des copies, certifiées par vous, de tous ces documents ?

R. Oui, monsieur.—Pièce D. numéro un. Document commençant par “North Brosseau” signée “Brien”, avec “*To be forwarded if party . . .*” un autre mot que je ne peux pas lire. . . “*left*”.

Q. À quelle date ?

R. Il n'appert pas de date sur le document.

Q. Quelle signature ?

R. Brien.

M. SAUVÉ.—Y a-t-il dix ans, quinze ans, vous ne le savez pas ?

R. Je ne connais pas ce document-là. Le numéro deux adressé à North Brosseau signé *Auto Supply*.

M. SAUVE.—Quelle date?

R. Sans date. Numéro trois, en date 16-11-22, commençant par le mot „Brosseau” signé „Brien”. Numéro quatre, adressée „Brosseau” signé „Brien” sans date. Numéro cinq, adressée „North Brosseau” signée „Brien” sans date. Numéro six adressée „North Brosseau”, signée „Brien”, sans date. Numéro sept, datée de Montréal, décembre 1918, deux . . . le dernier chiffre, indiquant l’année, manque. Adressée „Brosseau” et pas signée. Huit.—commençant par les mots „quatorze *all gone*” et se terminant par le mot „*acknowledge*”, sans date.

M. SAUVE.—Il n’y a pas de nom?

R. Pas de nom—Numéro neuf, „cable night letter”. „Brosseau—Nelligan”—signée „Auto Supply” sans date, Numéro dix, datée Montréal, décembre, 16. Le dernier chiffre de l’année manque. On voit deux . . . C’est tout ce qui appert comme année. Signée: „Brien”.

LE PRÉSIDENT.—Voudrez-vous faire des copies, certifiées par vous ou par le Greffier, de tous ces documents-là?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Lisez donc le premier document, pièce C, numéro un.

R. Oui. (Lisant) „*Cable night letter. North Brosseau. Untippable picky London Bray Brien ready wait Lord. Probably cable to-morrow.*” Il y a le chiffre 28 qui est ensuite biffé.—„*vingt-huit mille—all well here*”—un point—„*trois cent soixante (360) New members since first. Auto Supply.*”—Numéro deux. „*North Brosseau untippable picky London. Bray 5, Brien 9 altogether quatorze thousand ready. Cable Brien when needed. Tell Lavallée cable Lord when needing is 14. Regards. Letter with code following.*” Signée „Brien”.—Maintenant une lettre: „Montréal 28, 1922. Monsieur H. J. Bulley, Manager Royal Bank, Laurent Branch. Dear Sir. This is your authority to cable five thousand dollars, canadian funds, to the following address: North Brosseau untippable picky, London England, alone with five thousand dollars from ald. Bray. Also in Canadian funds. Yours very truly, Ludger Brien.”

M. BERCOVITCH.—Quelle est l’entête de ça?

R. „*United Auto Supply Co*”. C’est du papier d’une compagnie de ce nom-là. Quatre—un imprimé.—„*Job 4859 Galée Number two M. D. Incorporated under the Law of the Province of Quebec, March 1922, S. M. Roberts, Esq. Casualty Insurance Company., Ludger Brien Managing Director, United Auto Supply Limited., B. Clements, J. S. Walker, Esq., Alber Brosseau, Esq., contractor, Mayor of Montreal North, Lieutenant Colonel A. J. Williams, D.S.O. Surgeon Physician—R. W. Dixon, Esq. contractor, M. H. Lebel, M.D. Physician, D. McLaughlin, Esq., gentleman, R. H. Roberts, M.A., Inspector of Education Calgary, Alberta, M. M. Brown, Montgomery and McMichael, M. M. Robertson, Ward, Brown & Co., Home Bank of Canada, Montreal, Quebec, President, Vice-President, Secretary, Solicitor, Auditors, Bankers.*”—Numéro cinq, une lettre datée de Montréal, 25 novembre 1922, sans adresse, sur le papier de la United Auto Supply Limited”: „je, soussigné, recon-

nais avoir reçu de Monsieur Amédé Lesueur, un chèque au montant de \$1,666.66 soit un tiers de (\$5,000.00) cinq mille piastres (cinq mille dollars) étant convenu que cet argent sera sa part dans un syndicat, le Docteur M. H. LeBel, Amédée Lesueur et moi-même. Cet argent sera employé pour l'achat—ou grément d'un bateau et tout revenu provenant dudit bateau et de sa cargaison devra être divisé comme suit: soit un tiers à chacun de nous trois, du revenu net d'un montant de cinq mille piastres (\$5,000.00) investis, c'est-à-dire le pro-rata de chacun cinq mille piastres investis dans ledit bateau". Signé: "Ludger Brien." Même copie au docteur M. H. LeBel.—Pièce B. Numéro un: "*North Brosseau untippable London, Say when going. Delay disastrous*" signé "Brien". "*To be forwarded if party*"—Il y a un mot que je ne puis pas lire—"left". Numéro deux—"*North Brosseau, untippable picky, London. Ten thousand gone. Albert B. Regent B. Palace. Look for it there. Four thousand going to-morrow. Unto Supply.*" Numéro trois, 16-11-22 Brosseau care Automobile London, England. *How is ev-rything. Here all is well. Write me, give new code. 116 new subscribers Brien.*"

Numéro quatre. "*Brousseau untippable., London, England. Hurry up. Come fast across. No objection to two or three thousand in addition to twenty. Be there before Christmas. Brien.*"—Numéro cinq.—"*North Brosseau untippable, London, England, greatest expedition necessary. Arrival before X. Mas imperative no. objection increasing quantities.*" Il y a des lettres qui paraissent être du code: "U R I G - Y U R I—un, en chiffres romains. D. Signé "Brien". Numéro six—"North Brosseau untippable, London, England: just back—un mot que je ne comprends pas—"Leaving present place. Hurry up to leave—acknowledge last fourteen gone". Signé. "Brien".—Numéro sept, Montréal, Décembre 18, deux... *Brousseau care Larkney, Glasgow, Scott. Important all messages coded. Use Brien's if necessary. Anxiety here over delay. Cable reason. Reply fully cablogram—sans signature.*—Numéro huit: "*quatorze all gone Royal Bank acknowledge*"—sans signature et sans date. Numéro neuf: "*cable night letter. Brosseau Nelligan care Automobile London. Where are papers about Roberts. Cable your postal address. Send Code by mail. Auto Supply. Change account of United Auto Supply Registered—Brien, Manager.*"—Numéro dix.: Montréal décembre 16 deux... *A. Harrison Commodore Hôtel New York. Nell received your letter and telegram but have not your address. As Van reported you moved. Stop still waiting cable, announcing selling soon as received these two will new jam you—"Brien, charge United Auto Supply 497 Bleury Street.*"

LE PRÉSIDENT.—Vous ferez des copies de tous ces documents-là?

R. Oui, monsieur.

Q. LE PRÉSIDENT.—Avez-vous d'autre chose à produire?

R. Pièce E.

LE PRÉSIDENT.—Lisez-les au fur et à mesure.

R. Pièce E. Numéro un, télégramme "17.—O. H. X. J. E. 39. *Stand time Lunenburg N.S. August 15th 1924. 5.30 p.m. Ludger Brien Atwater Garage, Montreal, Que. Van arrived Montreal this morning. Communicate with him to as, certain if we can buy boat with money here impossible to charter one and if he will furnish cargo. Reply Halifax Hotel before noon to-morrow. Doc'or arrive Montreal to-morrow morning* signé: "Beckingham". Numéro deux—"2 L. C. A. B. L. P. D. Fone St. Henri Branch Office Notre - Dame Street Ouest Corner

Atwater Avenue, Phone Westmount 3449 Lunenburg N. S. 7-31-24 9.32 a.m. address Ludger Brien, Atwater Garage Montreal. Heve been detained longer than expected but leaving Sunday. Will get there just quick possible See letter. 9.15 a.m. Signé: "Walker". Pièce numéro trois W. 437 A. X. F. 12 Via H. X. July 11th London, T.L.T. Nelligan.

M. BERCOVITCH.—C'est un télégramme?

R. Ce sont tous des télégrammes que je vais vous lire. Toute la pièce E. est composée de élégrammes. "Montreal. Lord unapproachable. Please pay fourty pounds check. Regards. Signé: "Studer", "9.40 p.m." Une partie de télégramme sans en-tête. Elle a été découpée—"ask Ludger write me Lunenberg N.S. what arrangements. "Signé: "Van Dyke" King's Hotel Lunenburg, N.S. Je le cote comme numéro quatre. Numéro cinq, autre télégramme: "232 H.X. J. O. 19 Lunenburg N.S. six p.m. July, 23. Ludger Brien Atwater Garage, Atwater Avenue, Montreal. Impossible telephone twelve here likewise risky will be in Montreal few days when letter received will answer intelligently by wire". Signé: "D. D. 5.20 p.m." Numéro six, Télégramme: "a. 1-7-3-2 1-3 clace Bay, N.S. 1055 A. July 14. Mrs. B. Sproule Beverly Inn 11 Drummond Montreal, Numéro 552. Letter received. Have Brien wire 1500 immediately everything O.K. writing to-day reply. Signé: "B." Numéro sept. "Montreal January 8th, 1922, adressé Geo. Hearn. London, England", Il y a un mot que je ne peux pas lire—"H. E. R. I. V. L. Cablegram received, delay disappointing but everything allright, provided advise quick. Name vessel present position. Quantities loaded whether to many treaties aboard arrival telegraph address" Signé. "Nelligan".—Numéro huit: "St. John N.B., September 24th, Ludger Brien, 688 Atwater Avenue, Montreal, Que. Met our friend naturally without any knowledge of what he was talking about. Too obvious that something was wrong somewhere. I have always taken the lowest honours at talking. Should be in Montreal wednesday but depends on sailing clearance. Remember you know nothing. Geo."—Numéro neuf. "Bridge-water N.S. Ludger Brien 9-22-24. 2.25 p.m. Ludger Brien Atwater Garage Montreal. Yours received. I am leaving for New York to-day. Have heard nothing about my affairs there, although sent several wires. Cannot do anything for you, as I am obliged to borrow from Hemmers myself. Get to New York make matters bad for him as I expected. Have enough pay balance to Davidson. He must sell goods at sacrifice make up money. Explained other matter satisfactorily to Hearn. Signé "Van". Numéro dix. "London L.C.O. Auto Supply Co., Montreal, Working hard. Adress care Automobile London"—sans signature—"8.55 p. Numéro onze.—New York 18 Ludger Brien, onze zéro neuf Green Ave. phone 7063F. Montreal, Que. Have completed arrangements. Wire immediately your share or as much as possible." Signé: "A. J. H. A." en date du 18 janvier 1924 7.35 hrs p.m.—Numéro douze.—"New York City, January 24th, 3.25 p. Ludger Brien, onze soixante-et-cinq, onze cent soixante et cinq (1165) Green Avenue. Deal delayed few days account sharlin. Expect moove saturday". Signé: "Anthony. Numéro treize, un télégramme écrit à la main, sans date. "Ludger arrive safely"... Je ne peux pas lire ce mot-là... "I am leaving shortly for Sag harbor L.T. Enclosed is your licence which I forgot. The office is looking after your pencil. Will let you hear from me later." "Van".

LE PRÉSIDENT.—Vous ferez des copies certifiées de tous ces documents

R. Oui.

R. Maintenant pièce F.

M. PATENAUDE.—Voulez-vous me la laisser voir?

R. Oui monsieur.—Pièce F.—“*An agreement made this seventh day of December 1922, between William John Herivel and Sidney Peck Herivel and Warwick Brookes (Hereinafter called the shippers) of the one part. And James Henry Lavallée and Albert Brosseau (Hereinafter called the Purchasers) of the other part*”. “WHEREAS the Shippers have made arrangement to acquire and ship quantities of whiskey to any part in the world and the Purchasers desire to purchase whisky and to have the same landed in certain ports or transhipped at sea.

IT IS HEREBY AGREED.

1. The Purchasers agree to purchase from the Shippers a quantity of whisky which shall not be less than ten thousand cases (a case shall mean twelve bottles of reputed quarts) and not more than twenty thousand cases of the quantity within these limits to be at the option of the shippers (hereinafter called the cargo at the price of \$16.25 sixteen dollars and a quarter)United States currency per case which price shall include the price of the whisky and the freight.

2. The Shippers will deliver the cargo at an agreed point not less than twenty miles off the Atlantic coast of the United States of America and of St. Pierre Miquelon or a Newfoundland port or Nassau in the Bahamas but no point of delivery or port shall be north of latitude fifty or south of latitude twenty-two provided always that the point of delivery shall be in any case in a latitude free from ice.

3. The price of \$16.25 (sixteen dollars and twenty five cents) shall be an inclusive price to the point of discharge whether it be transshipment at sea or discharged at a port but shall not include the cost of unloading or transshipment beyond the ordinary work required to put the cases over the side of the Shippers' vessel and the delivery of the cargo shall be deemed to be complete when the ship has arrived at the point of ports directed within the limits mentioned in clause 2.

4. The cases of whisky shall be paid for in United States Gold Certificates before any of the same are lifted from the ship.

5. The shippers have rendered to the Purchasers an invoice for the last two thousand five hundred cases a copy of which is attached to this agreement and marked Schedule 2, and the Purchasers shall pay to the Shippers a sum of L7000 (seven thousand pounds sterling) on account of the said invoice on the signing of this agreement receipt of which is hereby acknowledged.

6. The cargo is to be composed of as many of the brands of whisky and in quantites as nearly as possible as those specified by the Purchasers in the Schedule I hereto, always provided that no brands shall be selected that shall cost the Shippers more than fifty shillings per case out of bond and should any of the whiskey selected cost more the Shippers more than fifty shillings per case out of bond, and should any of the whiskey selected cost more the shippers more than fifty (50) shillings out of bond (one thousand cases of Peter Dawson Old Curio Brand excepted) the Purchasers shall pay to the Shippers in sterling or in United States currency at the rate of the exchange of the day the difference between the price of fifty shillings and the purchase price as and when the original purchase price is paid.

7. The Purchasers shall be allowed twenty one clear days in which to take delivery after the arrival of the ship at the agreed point (or ten clear days in the case of unloading in a port) and if at the end of this time delivery has not been taken by the Purchasers the Shippers shall have the right in conjunction with the representatives of the Purchasers on board to dispose of the cargo or balance of the cargo as they think fit and any loss that may be incurred by the Shippers owing to the cargo not being delivery as originally provided for shall be made good by the Purchasers to the Shippers out of the money paid them under Clause 5 against the last part of the cargo.

8. When delivery has been taken by the Purchasers of fifteen thousand cases or more the Shippers will at the Purchasers' request return to England with the remaining cases on board (not exceeding five thousand) and re-deliver them at a point of discharge on the ship's next voyage and store them during the interval on the ship free of any extra charge of freight or failing the ship not making a second voyage on this business deposit them in a bonded warehouse at an English or Scotch Port or tranship them to another ship in the same port free of charge on the condition that the purchase price of the same \$16.25 (sixteen dollars and twenty-five cents) per case is paid by the Purchasers to the Shippers within forty-eight hours of the ship arriving at an English or Scotch port immediately after the voyage. The subject of this agreement always providing that any custom charges shall be paid by the Purchasers.

(Signed) W. J. HERIVEL.
WARWICK BROOKES.
SYDNEY P. HERIVEL.
J. H. LAVALLÉE.
ALBERT BROSSÉAU.

WITNESS TO THE signatures of:

Stamped

W. J. HERIVEL.
S. P. HERIVEL.
WARWICK BROOKES.
J. H. LAVALLÉE.
ALBERT BROSSÉAU.

(Signed) D. A. CREE, Secretary.
28 Cheapside.
London, England."

"BRANDS AND QUANTITIES OF WHISKY REFERRED TO IN THE AGREEMENT UNDER SCHEDULE ONE.

4000 cases	Black and White.
6000 "	Peter Dawson.
4000 "	Bourbon
1000 "	Peter Dawson Old Curio.
2000 "	John Haig.
3000 "	Old Orkney, and / or Hold & Co. and / or other brands."

"INVOICE."

7th December, 1922.

From:

W. H. Herivel & Warwick Brookes of
BRAY ALDERNEY, C. I.

to:

J. H. LAVALLÉE & A. BROSSEAU
Regent Palace Hotel Piccadilly, London, W.

TERMS: Net cash on delivery.

2,500 cases Whisky at \$16.25 per case: \$40,625.00.

This invoice is for the last 2,500 cases of your order for 20,000 cases as per Agreement dated December 7th, 1923, and when delivered will complete the contract, that is, these 2,500 cases can only be delivered after you have taken delivery of 17,500 cases.

This invoice is Schedule TWO, referred to in this Agreement."

"25 Chesham Place.
S. W. I.

Tel. Victoria 146.

Dear Sirs:—

Further to the shipment we are making you under agreement date 7th day of December 1924, it is our intention to take out an ordinary marine policy for total loss on the ship and your stores and to cover your stores to the extent of £10,000.

We will notify you when this policy has been affected, giving you number and details, etc.

Yours truly,
For S. P. Herivel, W. Brookes,
(sgd) W. J. HERIVEL.

Messrs J. H. LAVALLÉE & A. BROSSEAU.
•Regent Palace Hotel,
Piccadilly, W.

"7th December, 1922.

We acknowledge receipt from Messrs J. H. Lavallée and A. Brosseau of £7,000 (seven thousand pounds sterling) on account, according to clause 5 of Agreement of 7th December, 1922.

For
W. J. Herivel, S. P. Herivel & Warwick Brookes.
(sgd) W. J. HERIVEL.
Stamp 2d."

LE PRÉSIDENT.—Vous produisez une copie certifiée de ces documents ?

R. Oui, monsieur.—Maintenant la pièce G. Ce sont des lettres sur une entête de Garage Atwater Limited. Il n'appert pas de dates. "12 c/o je crois Ludger. Cannot wait any longer. I have an appointment which will keep me the most part of the afternoon. I just wired our friend again but left word for him to phone me at the hotel. If he talks to you, tell him that I will give him a ring just as soon as I am free. Dont forget that I must see you to-night as my people will be here to-morrow morning." C'est signé d'une initiale "G". Maintenant, une autre lettre, numéro 2 de la même pièce, sur l'en-tête de la Compagnie Française du Phenix, datée 14 mai 1923, adressée à Monsieur Ludger Brien, 316 Avenue Hôtel-de-Ville, Montréal.

"Monsieur, Police numéro 400956, J. E. Bisillon.

Cette police couvre sur bâtissee et demeure à Clarenceville. Nous désirons vous aviser que nous voulons être relevés de notre responsabilité dans ce cas et demanderons de bien vouloir annuler la police et nous la retourner tout de suite, ayant soin de faire signer le reçu d'annulation par Monsieur Bisillon pour un rabais prorata de onze piastres et vingt-cinq cents. Votre tout dévoué—je ne peux pas lire la signature—assistant-gérant de Compagnie Française du Phenix.—Edmond Foster, assistant-gérant." Numéro 3, c'est une lettre avec l'en-tête "A. E. Albert, 14 mai.—M: in Aug. 11, 1924, M. Ludger Brien, 688 Avenue Atwater, Montréal. Cher Monsieur, j'ai reçu votre télégramme, hier, et mon homme, que je dois envoyer à Montréal, n'était pas ici, mais, dans une journée ou deux, il sera ici et il va aller à Montréal tout de suite et vous pourrez revenir avec lui. Son nom est Maxime Albert, un de mes oncles. Je crois qu'il peut arranger les choses pour à présent. Plus tard, il pourra charger avec des patates. Je suis—A. C. Albert". Maintenant, la pièce H, numéro 1—sur un en-tête "Royal St-John N. Y. Septembre 16-19-24. Dear Ludger, I left word in Montreal to have your money paid to you as it was settled and the lawyers told me, on wednesday, that he should be paid by Friday. I have heard from New-York that they are sending two loads. So, get your buyers lined up. I should be back in Montreal Sunday, but propose a line here. If you want any information, please phone to Captain P. and tell him what I have written you. My friend will communicate direct with him about the pilote when wanted.." signé—je ne peux pas dire le nom "Geo.". Numéro 2, sur l'en-tête "A. E. Albert", datée "Clare N. B. Aug. 4-24. Monsieur Ludger Brien J. P. C. C. S. 688 Atwater Street Montreal. Cher Monsieur, je me suis rencontré avec mes gens et on sera satisfait de vous vendre mille (1,000) pour le premier essai. Vous paierez cinq cents à cinq cent cinquante ici, et l'autre cinq cent à six cent cinquante, à Montréal. Si c'est satisfaisant, envoyez-moi télégramme comme ceci: *letter received, ready to make contract.*—et, comme ça, on enverra un homme pour arranger la question du shippage. On a un homme ici, qui est bien connu par quelqu'un à Montréal, qui peut arranger quelque chose, qui a du bon sens. Il vous verra à propos de ça. Vous pourrez parler de la chose entre vous deux. Si vous trouvez que c'est correct, vous monterez avec lui et on fera le *shipment*. Tout ce que je veux savoir dans le moment, si vous êtes satisfait de mon prix, il va descendre pour arranger l'affaire en ordre. J'espère de recevoir une nouvelle de vous d'une manière ou de l'autre. Je suis votre dévoué, P. E. Albert. P. S. Envoyez télégramme comme ceci: A. E. Albert, Clare, N. B. *letter received to make contract.*" En marge:—"j'ai écrit à N. Sproule—dans la question de *boat*, il y a pas mal de défiance chez nos gens—ils ne sont pas encore décidés à ça. Je pense bien qu'il va avoir

à montrer sa lettre." Pièce 3, une lettre, papier blanc, "New York, July 6th, 19-23, *My dear Ludger*, I got your most kind letter on Friday and was waiting to hear again from you in accordance with my request to Mrs V. at the phone and ask you to wire me the name of the store-keeper of your farm, also how the roads are around there as I have a party that wants to run one hundred off in his car and I told him what wonderful arrangements could be made by you to handle loads of mentioned amount and he was ready to go yesterday, but I put him off not hearing from you and I also could not find the book with the name of the store-keeper in question. Now this is one proposition. Then, I can obtain first quality goods for 3.60 loaded in a freight car and the barrels will be painted any color or name you want, where these goods are loaded and the shipper obtains his bill of lading he wants his money but will not send less than fifty barrels at the time. His part is associated with one third partner here and is very liable. Did I forget to tell you in my other letter that your man Martin was a crook. Well I saw Sherwood the day after I came down and he remembers Martin very well to his sorrow. It seems they gave this man some money to do something with and he stole it. Then they gave them credit for a small load after that and he has never shown up since. I have been working hard, hardly getting any sleep but you know I have been away so long that they are lots of new wringles which I have to smooth before I can accomplish anything. The both on the at the and the mills product will be working in a few days but I am handicapped for a lack of funds to get around and accomplish very much as Jimmy has only given me thirty five dollars since I have been here. I got my car from Saratoga on New Years day and was only able to get the licence plaque yesterday morning and I had the bad luck while out on Long Island last night to freeze the radiator as I did not have any money to buy the Anti-freeze which means that I will be handicapped for a few days until I can get her fixed and find wherewithal to pay for same. I have managed to sell a few locally and made \$12.50 already at fifty cents per (.50) which is a very small profit, but every little bit counts. I accept with thanks your very kind offer of help, but truthfully speaking I feel obligated very much to you now already but although to day is Sunday and I have only got sixty-five cents in my pocket still I can keep going and hope for the best. However, I worry a lot about my family because just before I left a party gave Mrs D. a check for one hundred dollars on her note, on the of my introducing him to some one here to arrange for a charter of his boat and the day after I left, he ordered the Bank to withhold payment and I only learned of it yesterday when I got a letter from Mrs B. In the meantime, this party has got his charter signed and has evitated seeing me but, believe me, unless he makes good on the check, I am going to make sure he dont get any money from my people until he comes across with what he promised to take us, Mrs V. and also myself in a very bad predicament as she was depending upon that to pay some bills with, and I gave my landlady here a check for twenty-five tollars to cover my room rent, and if it comes back there will be hell to pay. I would be obliged if you will call Mrs V. up and advise her what to do about the check for the hundred dollars as a party whom you know went back home last night. I may go up myself with my car if I am fortunate enough to get it fixed, and get credit for one hundred dollars. That would of course depend on what conditions are like off the Point. I have arranged with a party here to put up \$50,000.00 with George Hearne and he cabled his man in London, on Friday, to see George to make arrangements with him

direct. So I am hoping to have something in a few days from that source. There are new things coming to light each day down here regarding L. and H. and there will be some feathers flying in a short while. Many thanks for your kind wishes and trust and hope all will succeed in every way this year. Best regards—Walker.” Ça, c’est la pièce H.

LE PRÉSIDENT.—Avez-vous d’autres pièces avec vous ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Y a-t-il quelqu’un qui a quelques questions à poser ?

Aucun membre du Comité ne déclare avoir des questions à poser au témoin.

LE PRÉSIDENT.—Ce sont tous les documents que vous avez, ça ?

R. Oui.

Et le témoin ne dit rien de plus.

GEORGES-HECTOR RIOUX, de la cité de Québec, chef de la Sûreté provinciale, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose ainsi qu’il suit :

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD :

Q. Vous avez entendu le témoignage de Monsieur Chouinard ?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je fais objection à ce que Monsieur Rioux soit entendu devant le comité, parce que je m’oppose à ce qu’on recommence l’enquête qui a été faite dans la cause de Brien et al., à Québec, il y a quelque temps. Si le comité a besoin du résultat de cette enquête préliminaire qui a été faite dans le cas de Brien, il n’aura qu’à faire produire une copie de cette enquête, mais le comité des Comptes publics ne peut pas recommencer une enquête qui a été faite devant la Cour criminelle.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas qu’il s’agisse de ça.

M. BOUCHARD.—Si vous voulez attendre que je pose ma question, vous allez voir qu’il ne s’agit pas de recommencer l’enquête.

LE PRÉSIDENT.—Attendez la question de Monsieur Bouchard.

M. BOUCHARD.—Avez-vous déjà vu ces documents ?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Quels documents ?

Q. Les documents produits par Monsieur Chouinard ?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Dont les copies n’ont pas été encore produites, mais dont les originaux faisant partie du dossier d’une Cour criminelle, sont devant le comité à ce moment.

Traduction des pièces F. G. et H. se trouve avec autres exhibits, à la suite de liste d’exhibits.

Q. Ces documents sont les pièces, C., D., E., F., G., et H.

R. Oui.

Q. Vous avez-vu ces documents-là déjà ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire d'où ils viennent ?

R. Ces documents ont été saisis par moi en vertu d'un mandat de recherche, à la résidence de Monsieur Ludger Brien, 6875 rue Terrebonne, Montréal.

M. DURANLEAU.—Est-ce que vous n'avez pas déjà déclaré la même chose dans l'enquête préliminaire ?

R. Certainement.

M. DURANLEAU.—Je m'oppose à ce que le Comité recommence à faire une enquête faite devant la Cour criminelle.

LE PRÉSIDENT.—On ne recommence pas du tout.

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas d'autres questions à poser.

M. DURANLEAU.—Vous m'avez demandé d'attendre la question. Je la prévoyais. Je soumets qu'il est absolument illégal et dérogatoire à l'honneur du comité, de recommencer une enquête qui a été faite devant la Cour criminelle et de sortir du dossier des documents originaux pour les produire devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—Je ne vois rien là-dedans qui soit dérogatoire. Je crois que la question est absolument pertinente. Brien est un témoin assigné devant le comité, nous avons maintenant toute la chaîne de la preuve et je crois qu'il était nécessaire d'entendre Monsieur Rioux et de poser les questions qu'on lui a posées.—Le comité a-t-il d'autres questions à poser au témoin.

M. BOUCHARD.—Non, nous n'avons pas d'autres questions.

M. A. LAVERGNE.—Avant que le comité ne s'ajourne, je désire déclarer que Monsieur Albert Brosseau est à la disposition du comité et qu'il viendra sur un téléphone, si on veut l'entendre.

LE PRÉSIDENT.—Nous pourrions probablement l'entendre demain matin.

Le comité s'ajourne alors à dix heures et demie a.m., demain matin, dix-huit mars, mil neuf cent vingt-cinq.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 18 MARS 1925.

PRÉSIDENT:—L'hon. J. E. Perrault.

A 10.40 a. m., le président ouvre la séance.

LUCIEN GIGUÈRE, de la cité de Montréal, secrétaire de la Commission des liqueurs, âgé de 38 ans, témoin déjà assermenté, est rappelé de nouveau et sous le même serment continue sa déposition ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous avez produit, hier, comme pièce A, une liste des liqueurs et des prix. Dois-je comprendre que les prix qui apparaissent sur cette liste sont les prix d'achat de toutes les liqueurs indiquées dans cette liste?

R. Oui, monsieur.

Q. Les prix d'achat au pays d'origine?

R. Oui, monsieur.

M. DUFRESNE.—Vous n'avez pas préparé cela en piastres et en cents—parce que vous convertissez ça en piastres et en cents après?

R. Oui, lorsqu'on fait notre prix coûtant.

Q. Lorsque vous payez en France, vous payez en francs?

R. On paye en francs.

Q. Le cours du marché varie souvent, tous les jours.

R. Oui.

Q. Alors, pour établir le prix en piastres, il faudrait avoir une date donnée?

R. Oui.

Q. Et votre pièce B indique le prix d'achat?

R. Non, non, les frais seulement.

Q. Les frais jusqu'à la vente?

R. Oui, monsieur.

Q. Le prix de vente n'est pas indiqué?

R. Non, monsieur.

Q. Vos circulaires donnent les prix de vente?

R. Nous avons des catalogues.

M. DUFRESNE.—Est-ce que vous faites votre prix coûtant chaque fois que vous achetez des liqueurs?

R. Je ne peux pas vous dire ça.

M. DUFRESNE.—Qui s'occupe des prix coûtants?

R. C'est la comptabilité.

Q. Est-ce que le gérant connaît les prix coûtants?

R. Je crois qu'il les connaît.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Avez-vous apporté les documents qu'on vous a demandé de produire, hier?

R. Oui, monsieur. (Le témoin exhibe plusieurs livres et liasses de papiers). Ce sont les factures de Peter Dawson & Co.

Q. Que vous produisez comme pièce I?

R. Oui.

Q. Vous produisez comme pièce I une liasse de factures de Peter Dawson & Co. Limited?

R. Oui, de Glasgow, Scotland.

Q. Ça couvre quelle période des opérations, des achat de la Commission?

R. De 1922 à 1924, mil neuf cent vingt-deux à mil neuf cent vingt-quatre.

Q. De mil neuf cent vingt-deux, dans quel mois?

R. Juin, mil neuf cent vingt-deux, jusqu'à février, mil neuf cent vingt-quatre. Je produis comme pièce J., une liasse de correspondances avec la maison Peter Dawson Limited.

LE PRÉSIDENT.—Pour la même période?

R. Pour la même période.

Q. C'est la correspondance avec la maison Peter Dawson Ltd?

R. Oui, monsieur.—Maintenant, je produis aussi comme pièce K, une liasse de correspondances avec la maison Peter Dawson Limited; on pourrait donner un sous-titre "dossier service des achats". Comme pièce L., une liasse de correspondances avec la maison Peter Dawson, Limited, sous le titre "dossier comptabilité". Deuxièmement, vous m'avez demandé les mélanges. Je produis comme exhibit M-1 et M-2, deux cahiers.

M. DURANLEAU.—Nous ne voulons pas prendre le temps du comité, monsieur le président, au sujet de tous ces volumes-là. Si le témoin veut laisser les volumes à notre disposition, nous verrons à faire produire les extraits dont nous avons besoin—des copies, par exemple, de tel ou tel coupage, certifié par le secrétaire.

Ça, c'est pour simplifier. Si on laisse le volume à notre disposition pour nous permettre de l'examiner, ceci, je crois, évitera beaucoup de temps—et cela évitera la production de ces volumes-là.

M. BOUCHARD.—Quelle est la nature de ces cahiers?

R. Ce sont des cahiers dans lesquels sont inscrits les mélanges des liqueurs et des vins.

M. BOUCHARD.—Ce sont les originaux, ça?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a des copies de ça, faites par la Commission?

R.

Q. Pourquoi n'avez-vous pas apporté les copies

R. Parce que je ne les ai pas eues moi-même.

J'ai demandé d'apporter cela et on m'a apporté les originaux.

LE PRÉSIDENT.—On ne peut pas demander mieux que d'avoir les originaux?

M. BOUCHARD.—Qui a choisi ces livres-là à la Commission?

R.

M. BOUCHARD.—Quelle est la raison pour laquelle on n'a pas produit des copies de ces livres-là, qui sont des originaux dont la Commission a besoin et qui ne peuvent pas être laissés ici très longtemps? N'avez-vous pas été

informé qu'il manquait deux ou trois cents pages dans les copies de ces originaux-là ?

R. Je n'en ai pas de connaissance personnelle.

LE PRÉSIDENT.—Vous en avez entendu parler ?

R. Oui, j'en ai entendu parler.

M. BOUCHARD. Je ne vois pas la raison pour laquelle on n'a pas produit les copies ?

R. Je ne peux pas dire.

Q. Y a-t-il quelqu'un qui pourrait nous donner cette information-là ?

R. Je ne sais pas.

LE PRÉSIDENT.—Ce sont des pages qui auraient été volées dans le livres ?

R. Non, Monsieur, ce sont des copies.

M. BOUCHARD.—C'est parce que les livres, comprenant les pages de ces volumes dans un autre livre, ont été volés, c'est pourquoi c'est important de savoir si elles ne sont pas rendues ici à Québec ?

M. PATENAUDE.—La Commission a des records de ces affaires-là ?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Vous ne direz pas ça sous serment que vous n'avez pas connaissance de ça ?

R. Non.

Q. Vous n'avez jamais lu Le Matin ?

R. Non, vous m'excuserez bien, mais je ne lis pas Le Matin, j'ai d'autres choses à faire. Ça ne m'intéresse pas du tout.

M. DURANLEAU.—C'est la suggestion que je faisais tout à l'heure, d'autant plus que ce sont des originaux — nous pourrions laisser les volumes de côté et nous ferons produire les extraits dont nous aurons besoin.

LE PRÉSIDENT.—Alors, vous les rapporterez à la prochaine séance ?

M. BOUCHARD.—Pour les laisser de côté, il faudrait quelqu'un qui en soit responsable. Si les originaux disparaissaient ?

M. Sauvé.—On les mettra entre les mains de Monsieur Chouinard, il a bien soin des documents.

M. PATENAUDE.—Ça l'air à ça.

LE PRÉSIDENT.—Voici ce que l'on pourrait faire. Le témoin pourrait les produire et nous allons les examiner dans l'intervalle d'ici la prochaine séance, si vous avez besoin de certaines copies, on fera des copies—en attendant produisons-les comme pièce M-1 et pièce M-2.

R. Ce sont les cahiers contenant les formules des mélanges des spiritueux et les quatre cahiers contenant les mélanges des vins.

LE PRÉSIDENT.—Alors, la pièce M-1 que vous avez là, ce sont les mélanges pour les spiritueux et vous les cotez comme M-1 et M-2 ?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT. —Maintenant, la pièce N, un, deux, trois et quatre ce sont encore des formules?

R. Ce sont les formules pour les mélanges des vins.

M. DURANLEAU.—Voudrez-vous produire un double de l'inventaire de la fin d'avril, mil neuf cent vingt-quatre?

R. Oui.

Q. Vous avez aussi les liste de prix, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Comprenant le coût en douane, le coût des droits payés, les prix de vente et les profits?

R. Je ne pourrais pas dire exactement.

Q. Qui pourrait nous dire ça?

R. Monsieur Michaud peut-être pourrait vous le dire.

Q. Vous ne le savez pas, vous n'êtes pas certain?

R. Non, je ne suis pas certain.

Q. Ces listes seraient les listes numéro un, deux, trois, etc., qui donneraient la liste des marchandises, avec leur coût, et la dernière colonne, le profit sur chaque bouteille, sur chaque caisse et sur chaque gallon?

R. Je n'ai jamais vu ce document?

Q. Vous n'avez jamais vu ce document-là?

R. Non. Je sais qu'il y a nos listes de prix régulières distribuées dans le public qui sont numérotées, un, deux, trois etc., nous sommes rendus à seize.

LE PRÉSIDENT.—Cela n'indique que le prix de vente.?

R. Que le prix de vente.

Q. Vous dites qu'il y a seize listes de prix?

R. Il y a eu seize listes de prix.

Q. Chaque fois que vous modifiez la liste, vous donnez une nouvelle énumération?

R. On fait une nouvelle édition.

Q. Vous n'avez pas, pour l'intelligence des autorités de la Commission, la liste de prix dont je vous ai parlé?

R. C'est possible.

Q. Si elle existe, voudrez-vous produire toutes vos listes détaillées comprenant les détails que je viens de mentionner?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire, monsieur Giguère, qui est-ce qui a préparé les pièces A et B, que vous avez produites hier matin?

R. La pièce A a été préparé par monsieur Byrne.

Q. Quelles sont ses initiales?

R. P. Byrne.

Q. Et la pièce B?

R. Par monsieur René Lamarche.

Q. Qu'est-ce qu'il fait Monsieur Byrne?

R. Il est affecté aux prix coûtants.

Q. Il établit les prix coûtants?

R. Il établit les prix coûtants.

Q. Et monsieur Lamarche?

R. C'est notre agent de douane—c'est-à-dire notre employé qui s'occupe tout particulièrement de dédouanner les marchandises et il aide aussi à prépa-

rer les prix coûtants, parce qu'il paye les droits de quaiage, les taxes, qui se rapportent à la vente, etc.

M. PATENAUDE.—En passant—vous avez parlé des droits de douane où sont vos entrepôts de douane ?

R. Nos entrepôts de douane, nous en avons à Montréal et à Québec.

Q. Où sont-ils ?

R. Nous avons un entrepôt de douane sur la rue Delorimier.

Q. Vos entrepôts de douane, si je comprends bien, sont dans vos propres entrepôts ?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui vous servent d'entrepôts de douane ?

R. Oui, monsieur.

Q. A quel moment payez-vous vos droits de douane ?

R. Je ne peux pas vous dire.

Q. Est-ce que ça n'est pas seulement au fur et à mesure que vous avez besoin de la marchandise ?

R. Peut-être bien, dans certains cas.

Q. Vous faites ce commerce comme le font ordinairement les commerçants ?

R. Probablement.

Q. Vous ne payez pas d'avance simplement pour le plaisir de payer ?

R. Nous ne payons pas par plaisir, certainement.

Q. Mais au fur et à mesure que vous en avez besoin, vous sortez les marchandises de l'entrepôt pour les vendre ?

R. Je ne peux pas vous dire ça.

Q. Qui est-ce qui peut nous le dire ?

R. Monsieur Michaud va vous renseigner là-dessus.

Q. Il connaît beaucoup de choses, Monsieur Michaud ?

R.

LE PRÉSIDENT.—Y a-t-il d'autres questions à poser au témoin ?

Aucun membre du comité ne déclare avoir de questions à poser au témoin.

LE PRÉSIDENT.—Alors, c'est tout, Monsieur Giguère. Restez à la disposition du comité.

LUDGER BRIEN, de Montréal, agent d'assurances, âgé de 44 ans, est appelé pour être assermenté.

Au moment où le président lui présente l'Évangile, le témoin fait la déclaration suivante :

Je voudrais, pour commencer—j'ai une cause criminelle contre moi et je crois que ça peut nuire à ma cause de rendre témoignage.

LE PRÉSIDENT.—On va toujours vous assermenter ?

R. C'est correct.

Le témoin est alors assermenté.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Alors, vous vous appelez Ludger Brien ?

R. Ludger Brien.

Q. De Montréal ?

R. De Montréal.

Q. Vous dites que vous êtes agent d'assurances ?

R. Agent d'assurances, agent de

Q. Agé de quarante-quatre ans ?

R. C'est pour ça que je demanderais de pouvoir attendre mon avocat. J'étais loin, j'étais près de Mont-Laurier, quand j'ai reçu un télégramme, hier, de me rendre ici et je n'ai pas pu communiquer avec mon avocat rien que ce matin. Il pourra être ici demain matin. Comme tous ces papiers-là que je vois là, ont été saisis contre moi dans une cause criminelle.

Q. Les papiers ont été saisis chez vous ?

R. Oui.

Q. Par le détective Rioux ?

R. Je ne sais pas, je n'y étais pas.

M. DURANLEAU.—Voici une personne, monsieur le président, qui vient devant le comité et qui explique sa position. Il est déjà sous le coup d'une offense criminelle et il a été condamné à subir son procès. On a commencé, hier en réalité, une doublure de l'enquête qui a été faite devant la Cour criminelle. Maintenant, monsieur Brien, vient ici devant le comité, ce matin, et il explique qu'il était à Mont-Laurier, lorsqu'il a reçu le télégramme et qu'il s'est rendu ici et qu'il n'a pas pu se mettre en communication avec son avocat que hier soir, et il demande que son examen soit remis à demain matin. Il veut consulter son avocat, évidemment, avoir son avocat ici. Pourquoi entrer dans ce témoignage ? S'il est avisé par son avocat qu'il ne doit pas répondre devant ce comité —je ne sais pas comment son avocat l'avisera, mais voici un homme qui demande la justice la plus élémentaire, il me semble—il me semble qu'on ne devrait pas entrer dans ce témoignage. On lui a demandé déjà si certains documents ont été saisis chez eux ou ailleurs. C'est entré dans sa déposition et il peut se faire qu'il soit avisé par son avocat de se tenir sur ses gardes pour la protection de ses droits dans sa cause.

L'HON. M. NICOL.—Il est parfaitement connu qu'un témoin, contre qui il existe une accusation devant la Cour criminelle, a droit de se protéger. A présent, ce droit est reconnu à lui et non pas à son avocat. C'est lui-même qui, lorsqu'il est appelé comme témoin, doit faire valoir les raisons qui peuvent militer contre le témoignage qu'il a rendu à l'enquête préliminaire. C'est ce qu'il a fait ce matin, c'est un droit direct à lui—si Monsieur Brien a des raisons de croire que son témoignage pourrait lui nuire dans une cause pendante devant la Cour criminelle, c'est élémentaire qu'il a le droit de se protéger par lui-même et non pas par son avocat.

M. DURANLEAU.—Il peut se faire aviser.

LE PRÉSIDENT.—D'un autre côté, ce qu'il dira ici ne peut pas lui nuire en Cour criminelle.

L'HON. M. NICOL.—Monsieur Brien a commencé par dire que les documents avaient été pris chez lui. Alors, avant de faire valoir son objection, est-ce que Monsieur Brien peut faire une objection avant qu'une question ne soit faite.

M. DURANLEAU.—C'est son avocat qui lui dira ce qu'il doit faire.

L'HON. M. NICOL.—Alors, vous demandez que son examen soit différé. ?

LE TÉMOIN.—Jusqu'à demain.

LE PRÉSIDENT.—Quel est votre avocat ?

R. Monsieur Albert Théberge.

Q. Quand sera-t-il ici ?

R. Demain matin. Il va venir par le train de cette après-midi ou ce soir.

M. BOUCHARD.—On ne peut pas refuser à un témoin d'avoir son avocat.

LE PRÉSIDENT.—Alors, demain, vous reviendrez à dix heures et demie, Monsieur Brien ?

R. Merci.

THADDÉE MICHAUD, de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de quarante-sept ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose ainsi qu'il suit :

M. A. LAVERGNE.—Avec la permission du comité, monsieur le président—je comprends que vous allez faire entendre monsieur Michaud ?

LE PRÉSIDENT.—Oui.

M. A. LAVERGNE.—Ça sera peut-être un peu long.

Hier, il avait été presque entendu—du moins on avait l'espoir, de par le comité, que les témoins assignés qui étaient ici hier matin, pourraient être entendus ce matin. Est-ce qu'il y aura quelque objection à les entendre avant monsieur Michaud, pour qu'ils puissent s'en retourner chez eux.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que c'est le désir du comité—du moins c'est ce que monsieur Bouchard a proposé—que monsieur Brien soit entendu je premier.

M. A. LAVERGNE.—Alors, monsieur Brosseau ne sera pas entendu ce matin ?

LE PRÉSIDENT.—Non Evidemment, si messieurs Brosseau et Lord ont des affaires, ils peuvent peut-être retourner à leurs affaires et, lorsqu'on aura besoin d'eux, on les fera revenir.

M. A. LAVERGNE.—C'est ce que nous avons suggéré hier matin. Mais, ils sont ici ce matin et maintenant qu'ils sont rendus, ils pourraient rester.

LE PRÉSIDENT.—Nous devons entendre monsieur Brien ce matin.

M. PATENAUDE.—Est-ce le désir de monsieur Brosseau d'être entendu ?

M. A. LAVERGNE.—Parce que son nom a été jeté en pâture à l'opinion publique et par la presse dans la province, et il est anxieux de se disculper. D'ailleurs, je crois qu'il pourra raconter au comité tout ce qu'il sait—il est prêt à le faire—et cela sera peut-être moins intéressant pour d'autres personnes que le comité ne soupçonne pas.

M. DURANLEAU.—Il n'y a pas de mal à le faire entendre.

M. BOUCHARD.—Je m'objecte à ce que ce témoin soit entendu avant que nous ayons entendu monsieur Brien ?

Je veux faire identifier ces documents que nous avons ici, par monsieur Brien. Ces documents-là sont la base de l'enquête et je veux qu'ils soient identifiés avant qu'on aille plus loin.

M. PATENAUDE.—Si monsieur Brosseau est prêt à rendre témoignage, pourquoi ne pas l'entendre ?

M. BOUCHARD.—C'est parce que je veux commencer par le commencement. Je ne veux pas commencer par la fin.

M. PATENAUDE.—Je pense que vous avez déjà commencé par la fin.

M. BOUCHARD.—Dans ce cas-là, on va continuer par la fin pendant quelque temps.

M. PATENAUDE.—Est-ce que monsieur Lord désire être entendu aussi ?

M. A. LAVERGNE.—Son avocat est sorti dans le moment.

M. DUFRESNE.—Ces gens-là son rendus ici.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas de notre faute.

M. DUFRESNE.—C'est votre faute, parce que vous les avez fait demander.

M. SAUVÉ.—Vous avez été assigné, monsieur Brosseau, par le comité ?

M. BROSSEAU.—Oui, hier matin.

M. SAUVÉ.—Et vous êtes prêt à répondre ?

M. BROSSEAU.—Evidemment.

LE PRÉSIDENT.—Seulement, le comité a droit d'interroger les témoins dans l'ordre qu'il veut.

M. DURANLEAU.—Le comité a décidé, hier matin, à la demande de monsieur Lord et de monsieur Brosseau que ces deux messieurs seraient entendus ce matin.

LE PRÉSIDENT.—Où prenez-vous cette entente ?

M. BOUCHARD.—Pourvu que monsieur Brien soit entendu

M. DURANLEAU.—Le comité n'a pas mis de conditions. Il a décidé qu'ils seraient entendus ce matin.

LE PRÉSIDENT.—Parce que monsieur Brien a été appelé hier matin et il n'était pas ici ?

M. DURANLEAU.—Nous nous sommes préparés pour l'audition de ces deux témoins. Il me semble que le comité, pour être logique, ne devrait pas se déjuger sans raison—d'autant plus que monsieur Michaud, qui sera interrogé assez longuement sur les volumes qui viennent d'être produits, pourrait être interrogé plus facilement lorsque nous aurons pris connaissance de ces volumes,

—et il est entendu que nous en prendrons connaissance après cette séance pour être prêts à la prochaine séance,—de sorte que, dans les circonstances, monsieur le président, il me semble que les personnes qu'on a décidé d'entendre, devraient l'être.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je maintiens ma position. Les documents qui ont été produits devant le comité, forment la base de l'enquête sur les choses que je désire prouver et couvrir—et pour moi, il est essentiel que nous procédions à interroger d'abord monsieur Brien, pour identifier ces documents.

M. A. LAVERGNE.—Les documents sont produits, je comprends, par Monsieur Bouchard et vous pourrez les communiquer à Monsieur Brosseau et, si vous désirez l'interroger sur ces documents.....

LE PRÉSIDENT.—Les documents ont été pris chez monsieur Brien et non pas chez Monsieur Brosseau.

M. A. LAVERGNE.—Il y a peut-être une raison additionnelle. Et c'est une raison d'équité. Monsieur Brosseau est accompagné de son avocat et plus longtemps vous le retenez ici, plus il sera appelé à payer.

M. BROSSEAU.—Monsieur Rioux m'a dit que nos dépenses étaient payées.

M. RIVARD.—Monsieur le président, au nom de Monsieur Lord—je ne tiens pas à entraver les travaux de ce comité, mais je suis prêt à entendre monsieur Lord—je ne sais pas s'il sera entendu demain—du moins il m'a demandé pour rester ici, alors qu'il est trainé devant ce comité d'une façon assez irrégulière—alors, il me semble que le moins que je pourrais demander c'est qu'on fixe un jour péremptoirement pour l'entendre et il reviendra ce jour-là.

M. DURANLEAU.—Ç'avait été fixé à ce matin.

M. RIVARD.—J'insiste pour qu'il soit entendu ce matin.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas rien qu'une question d'identification de documents. Je crois que monsieur Brien a dit, tout à l'heure, que ces documents avaient été pris chez lui par monsieur Rioux. S'il ne l'a pas dit, il est prêt à le dire.

M. BROSSEAU.—Après avoir entendu la lecture des documents qui a été faite hier et que j'ai écoutée, je ne crois pas que j'aie à contester quoi que ce soit—du moins en ce qui me concerne—je n'ai pas pris connaissance des documents, mais dans leur grande ligne, je puis dire maintenant que tout ce qui a été produit, est correct et que je suis prêt à l'admettre. Je n'ai rien remarqué dans la lecture qui a été donnée hier, que j'aie à contredire—je me tiens dans la réserve, peut-être qu'en examinant les documents de plus près il pourrait y avoir quelque chose de transposé ou quelque chose—mais je n'ai pas à contredire les documents qui ont été produits hier.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas vous qui en souffrez—on ne fait pas votre procès.

M. BROSSEAU.—Mon nom a été mentionné hier.

M. BOUCHARD.—North Brosseau a été mentionné et untippable.

M. BROSSEAU.—Bien

M. SAUVÉ.—Est-ce qu'on commence à l'interroger?

LE PRÉSIDENT.—C'est le comité qui va décider.

Monsieur Bouchard propose que Monsieur Brien soit entendu le premier et que messieurs Lord et Brosseau soient entendus après, s'il y a lieu. Le comité est-il en faveur de la proposition de Monsieur Bouchard?

M. DURANLEAU.—Nous avons ici des citoyens dont on a jeté le nom dans le public par une correspondance—une prétendue correspondance produite par monsieur Chouinard—ce n'est pas la motion de monsieur Bouchard,—ces messieurs ont été assignés après que monsieur Bouchard eût fait adopter par la majorité de ce comité une enquête sur les prétendues opérations illicites de monsieur Brosseau et autres. On a assigné monsieur Brosseau et on a assigné monsieur Lord, ainsi que d'autres personnes en rapport avec ce prétendu commerce, et on a jeté leurs noms dans le public par la correspondance qui a été produite hier et, hier, ces messieurs ont demandé et le comité a décidé de les faire entendre ce matin. Ces messieurs sont ici présents—ils admettent, en tant qu'ils sont concernés, que la correspondance qui a été produite par monsieur Chouinard, et ils veulent donner leurs explications, ils veulent être entendus. Il me semble que, pour être logique, pour être sérieux, ce comité devrait faire entendre ces personnes-là immédiatement.

M. FORTIER.—Il est vrai qu'un amendement a été passé, après que l'Opposition eût demandé de faire entendre les témoins en commençant d'abord par ceux de la commission. Maintenant, l'Opposition change ses moyens et demande à ce comité de faire entendre les témoins qui sont devant nous, et dont les noms, comme dit M. Duranleau, ont été jetés en pâture au public. L'Opposition avait une motion demandant d'entendre les témoins de la Commission d'abord, maintenant elle ne veut pas que ce soit ces témoins-là qui soient entendus.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est-il en faveur de la proposition de monsieur Bouchard.

M. DURANLEAU.—Avant que le comité se prononce—mon savant ami dit que nous changeons nos moyens. Ce n'est pas ça du tout, monsieur Michaud sera entendu et à satiété, avec les documents qu'il a produits ce matin, et le comité comprend qu'on a produit cinq ou six volumes remplis de toutes espèces de chiffres et que nous avons besoin d'au moins quelques minutes avant d'examiner monsieur Michaud pour l'interroger intelligemment et aussi brièvement que possible, sur les documents qui ont été produits. C'est pour ça que je disais, il y a un instant, que l'examen de monsieur Michaud pourrait être remis à la séance prochaine pour nous permettre d'examiner ces volumes avant de l'interroger. De plus, ces messieurs-là sont ici, qui demandent à être entendus, et il est juste qu'ils soient entendus ce matin—il me semble qu'ils pourraient être entendus. Monsieur Bouchard donnait comme raison, tout à l'heure, que c'est parce qu'il voulait faire identifier les documents qui ont été produits par monsieur Brien—ch bien, monsieur Brosseau s'est levé et il a dit qu'il les acceptait.

M. BOUCHARD.—Je veux les faire expliquer aussi. Il y a là-dedans des choses qu'on ne comprend pas.

M. A. LAVERGNE.—Au nom de Monsieur Brosseau, je déclare que nous sommes prêts à donner toutes les explications, les explications les plus complètes que le comité pourrait désirer.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est-il prêt à se prononcer en faveur ou contre la proposition de monsieur Bouchard ?

Plusieurs voix.—Carried.

M. PATENAUDE.—Je désirerais savoir si le comité ne veut plus entendre les témoins qu'il a fait assigner ?

LE PRÉSIDENT.—Il ne s'agit pas de cela du tout. Il s'agit d'entendre monsieur Brien le premier.

M. SAUVÉ.—Si monsieur Brien refuse de parler.

M. BOUCHARD.—Dans ce cas-là, on verra—on veut savoir où aller avec cette affaire-là.

M. RIVARD.—Je veux savoir ce qui est entendu,—est-ce que nous devons rester ici ?

LE PRÉSIDENT.—Non, vous pouvez vaquer à vos affaires et lorsqu'on aura besoin de vous on vous avertira.

M. BROSSEAU.—Je dois dire qu'il ne sera pas nécessaire de me faire assigner de nouveau, mais simplement sur un téléphone ou un télégramme, je prendrai le premier train. Je le répète, pour des raisons qui me sont personnelles, des raisons d'affaires surtout—parce que je crois pas que ça n'ait jamais été l'intention du comité de me nuire dans mes affaires—malheureusement je suis appelé à en souffrir, étant donné la situation, et enfin j'espère que vous me donnerez justice en me faisant demander aussi vite que possible.

M. BOUCHARD.—Certainement.

M. RIVARD.—Je fais la même déclaration pour monsieur Lord.

M. BROSSEAU.—Je dis encore que, si vous voulez m'entendre maintenant, je suis à vos ordres—je ne contredirai pas aucun des documents qui ont été inscrits

LE PRÉSIDENT.—Tout ça, vous l'avez déjà dit ?

M. BROSSEAU.—Je ne crois pas qu'il soit jamais rentré dans l'idée de ce comité de me nuire dans mes affaires. Dans ces affaires-là, je n'ai rien à me reprocher

LE PRÉSIDENT.—Vous direz tout ça, lorsque vous serez entendu comme témoin.

M. BROSSEAU.—Mais, si vous ne voulez pas me permettre de l'être ?

LE PRÉSIDENT.—Vous le serez—dans tous les cas, le comité décide d'entendre monsieur Brien avant vous.

M. DURANLEAU.—Je désirerais entendre monsieur Lord.

M. BOUCHARD.—Monsieur Michaud est assermenté.

M. DURANLEAU.—Non, il n'est pas assermenté, nous avons besoin d'examiner les livres avant d'examiner le témoin. Nous désirons entendre monsieur Lord sur d'autres choses que les affaires de la Auto Supply.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, monsieur Lord est dans le même cas, c'est nous qui l'avons assigné ici.

LE PRÉSIDENT.—C'est le comité.

M. BOUCHARD.—Je demande que monsieur Michaud soit entendu—it est témoin d'abord et il est rendu à la table. Je propose que monsieur Michaud soit entendu et que nous procédions.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce le désir du comité d'entendre monsieur Michaud ?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je proteste énergiquement contre la manière dont on veut procéder dans cette enquête. Nous représentons le public dans cette enquête, monsieur le président, et lorsque vous nous passez sur le dos avec votre majorité, vous passez sur le dos du public. Nous avons demandé d'interroger monsieur Michaud et monsieur Giguère devant ce comité. N'importe quel homme raisonnable admettra que nous ne sommes pas en état d'interroger monsieur Michaud sur les mélanges produits dans les six volumes qui ont été mis devant le comité ce matin, sans en avoir pris connaissance, sans avoir eu au moins quelques minutes pour en prendre connaissance. Nous avons demandé une enquête—non-seulement sur les mélanges, non-seulement sur les prix exorbitants de la Commission des liqueurs, nous avons aussi demandé une enquête sur les achats de la Commission, sur le bootlegging qui se fait dans la province de Québec à la connaissance de la Commission des liqueurs et c'est sur ces points-là qu'on veut interroger Monsieur Lord. On nous dit: c'est nous qui l'avons assigné comme témoin. C'est le comité qui l'a assigné comme témoin et, à part ça, je répondrai à monsieur Bouchard que n'importe quelle personne, lorsqu'elle est présente devant ce comité est obligée de se faire entendre comme témoin lorsqu'on l'appelle, qu'elle soit assignée ou non.—C'est tellement le cas que, hier, monsieur le président, vous avez fait entendre monsieur Chouinard, le greffier de la Couronne et de la Paix avec des documents officiels appartenant à un dossier de la paix, sans sub-pœna, sans ordre—et je dis que nous avons droit d'appeler Monsieur Lord, parce qu'il est ici présent et non pas parce qu'il a été assigné par monsieur Bouchard, mais parce qu'il est ici présent, et parce que je suis informé qu'il est en état de donner des renseignements qui intéresseront le comité et le public sur certaines opérations qui sont à la connaissance de la Commission des liqueurs, et je dis que c'est notre droit, monsieur le président, c'est notre droit de faire entendre les témoins que nous jugerons à propos et je dis que monsieur Bouchard ne bouleversera pas notre dossier et notre enquête en nous dictant d'entendre celui-ci ou celui-là comme témoin. Si vous voulez nous passer sur le dos avec votre majorité, faites-le, c'est votre affaire, mais je proteste contre cette conduite de monsieur Bouchard et du comité, dirigé par monsieur Bouchard et par le président du comité.

M. BOUCHARD.—C'est le comité, je comprends, qui dirige l'enquête et le comité a droit de faire entendre les témoins et c'est maintenant au comité à se prononcer. On a dit que nous n'avions pas besoin de monsieur Michaud, ce matin—si j'ai bien compris qu'on avait assigné monsieur Michaud, hier, pour le faire entendre—ce n'est pas même lui qui a produit les documents qui ont été produits, ce matin, et je ne crois pas, d'après toutes ces déclarations qui ont été faites antérieurement, qu'il soit question d'interroger monsieur Michaud tout simplement sur les mélanges qui ont été faits à la Commission. Maintenant, monsieur Michaud est rendu ici—l'Opposition a toujours demandé à procéder à l'enquête en commençant par les affaires propres de la Commission. Nous avons assigné les témoins et nous verrons dans quel ordre nous procéderons. Nous avons commencé par monsieur Giguère, et maintenant, monsieur Michaud est ici et probablement l'Opposition aura besoin de documents—Monsieur Michaud est ici présent et il y a lieu de croire que son témoignage sera assez long et qu'il ne se terminera probablement pas à cette séance et, alors, on aura le temps d'étudier les documents pour la prochaine séance. Je crois que nous devons procéder à entendre monsieur Michaud.

LE PRÉSIDENT.—En autant que le président est concerné, je désire repousser avec énergie l'accusation absolument gratuite de monsieur Duranleau. Le président ne mène pas le comité. Il est ici pour faire son devoir, et protéger l'intérêt public tout autant que monsieur Duranleau. Maintenant, il est assez étrange qu'après avoir proposé d'entendre monsieur Michaud, on ne veut plus l'entendre et le prétexte, car évidemment, ça n'est qu'un prétexte—il est évident qu'on devrait interroger monsieur Michaud sur bien d'autre chose que sur les mélanges, mais, encore une fois dans tous les cas, c'est au comité à décider. Monsieur Michaud est ici, il a été assigné à la demande de monsieur Duranleau.—On voulait d'abord entendre monsieur Michaud le premier, avec monsieur Giguère, et maintenant, on ne veut plus l'entendre—c'est au comité à décider si on doit entendre monsieur Michaud le premier ou monsieur Lord.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président à l'air d'oublier que c'est l'enquête de l'Opposition?

LE PRÉSIDENT.—Nous procédons sur la motion de monsieur Bouchard.

M. DURANLEAU.—Et que c'est à nous à appeler les témoins que nous croirons devoir appeler pour établir ce que nous voulons établir devant ce comité. Ce n'est pas à la majorité de nous dicter le mode de procéder, parce que, autrement, la majorité du comité pourrait faire un véritable chaos de cette enquête si elle le voulait et, d'après les dispositions qu'a montrées jusqu'à présent cette majorité je crois que c'est à cela qu'on veut arriver, à faire un chaos ou une affaire incompréhensible de cette enquête. Nous voulons diriger notre enquête comme nous l'entendrons. Nous voulons entendre maintenant monsieur Lord, sur un sujet contenue dans la motion adoptée par la Chambre. On nous a limités—on nous a empêchés d'enquêter sur l'administration générale de la Commission qui est le véritable lien entre les différents départements de cette enquête—on nous a permis l'enquête et on nous a refusé cela—on nous a permis d'enquêter sur des choses spécifiques—au moins, qu'on nous laisse conduire notre enquête comme nous le jugerons à propos, et qu'on ne vienne pas nous imposer tel ou tel témoin. Je comprends que vous avez la force

M. BOUCHARD.—Nous avons la raison.

M. DURANLEAU.—Vous pouvez nous passer sur le dos, mais cela ne durera pas toujours.

LE PRÉSIDENT.—Il n'est pas question ici de force. La motion adoptée par la Chambre, couvre à peu près tout le champ d'affaires de la Commission des liqueurs. Vous êtes anxieux de faire la lumière: nous sommes anxieux, nous aussi. On a voulu connaître les affaires de la Commission: nous avons le gérant général devant nous et je crois que ce sera un des témoins les plus intéressants, plus intéressant que monsieur Lord. D'un autre côté, ce n'est pas ici l'enquête de l'Opposition c'est le comité qui conduit l'enquête. C'est le comité qui est chargé de faire enquête sur ce qui est mentionné dans la motion. Le comité a le droit de faire ses procédures comme il l'entend. Il ne s'agit nullement ici d'un coup de force.

M. DURANLEAU.—Ça l'air à ça ?

M. BOUCHARD.—Je demande que l'on entende monsieur Michaud.

LE PRÉSIDENT.—Le comité veut-il entendre monsieur Michaud ?

Plusieurs voix.—Monsieur Michaud.

M. DURANLEAU.—Je demande que monsieur Lord reste à la disposition du comité.

THADDÉE MICHAUD, de la cité de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD:

Q. C'est vous, monsieur Michaud, qui pouvez renseigner le comité sur la question des prix coûtants des liqueurs ?

R. Probablement.

Q. Avez-vous ici les documents qui pourraient vous permettre de nous donner le prix coûtant de chacune des liqueurs mentionnées dans la liste pièce A ?

R. J'ai les mêmes que celles qui ont été produites ici hier, les pièces A et B.

M. BERCOVITCH.—Est-ce que l'Opposition n'a pas de questions à poser au témoin ?

M. DURANLEAU.—Vous l'avez appelé comme votre témoin, interrogez-le et nous verrons après.

Q. Nous avons l'alcool, ici, dont le prix facturé est d'une piastre et quatre-vingt-deux cents le gallon (\$1.82) et une piastre quatre-vingt-dix aussi (\$1.90)

R. Oui.

Q. Quel est le prix coûtant exact de l'alcool ?

R. Une piastre quatre-vingt-deux et une piastre et quatre-vingt-dix—ajoutez quatorze piastres et quatre-vingt-cinq cents (\$14.85) le gallon, pour la douane, pour les droits.

Q. Ces droits-là sont payés à qui ?

LE PRÉSIDENT.—Pas sur n'importe quoi ?

R. Sur l'alcool.

M. DUFRESNE.—C'est payé au gouvernement fédéral?

R. Oui.

M. DUFRESNE.—N'est-ce pas neuf piastres le gallon (\$9.00)?

R. Non, c'est l'alcool à soixante degrés (60) au-dessus de preuve.

Q. Maintenant, vous avez d'autres frais à ajouter?

R. Oui. Il y a cinq pour cent (5%) de droits de vente—C'est calculé là-dessus, sur seize piastres et soixante-et-sept cents (\$16.67). C'est-à-dire le prix d'une piastre et quatre vingt-deux cents au gallon (\$1.82) et quatorze piastres (\$14.85) et quatre-vingt-cinq cents ajoutées, ça fait seize piastres et soixante et sept cents—cinq pour cent (5%) sur seize piastres et soixante et sept cents (\$16.67), ça fait quatre-vingt-trois cents (.83c).

Q. Maintenant, ajoutée à ces droits-là, vous avez la perte qui se fait par l'évaporation de l'alcool—est-ce que vous ajoutez un certain pourcentage pour cette perte?

R. Il y a à peu près un pour cent (1%).

Q. Voulez-vous ajouter ce montant et faire l'extension?

R. C'est calculé à cinquante cents (.50c).

Q. Maintenant, dix-sept piastres et dix cents le gallon (\$17.10)—si je comprends bien, vous ne vendez pas l'alcool au gallon?

R. Non.

Q. Vous vendez ça à la bouteille?

R. Embouteillé, oui.

Q. Maintenant, quel est le prix de l'embouteillage?

R. Environ deux piastres par caisse (\$2.00).

Q. Et vous avez combien de bouteilles dans une caisse?

R. Ça dépend.

Q. Il y a deux sortes de bouteilles, si je comprends bien?

R. Il y a les quarante onces (40), il y a douze bouteilles—et puis dix onces (10)—c'est vingt-quatre.

Q. Vous avez trois espèces de bouteilles?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous ajoutez pour les frais de l'embouteillage, et cela comprend les bouteilles, les capsules ou les bouchons et l'enveloppement?

R. Oui, et les étiquettes et les paillons et la caisse elle-même et le cerclage de la caisse.

Q. Ceci, vous évaluez ça à deux piastres la caisse?

R. Oui.

Q. C'est le coût?

R. Oui.

Q. Maintenant, dans vos prix coûtants, est-ce que vous avez d'autres frais que ceux-là, par exemple, des frais généraux qui pourraient être subdivisés en un certain nombre de catégories et ajoutés au prix coûtant?

R.

Q. Les frais généraux pour l'administration, par exemple, est-ce que vous prenez ça dans votre prix coûtant ou si vous ne le comprenez pas?

R. On le comprend—c'est ajouté au prix de la marchandise.

Q. C'est ajouté au coût de la marchandise—mais est-ce que le détail des frais que vous venez de donner, comprend ces frais généraux?

R.

Q. Je comprends que les prix, que vous avez donnés, étaient les prix de l'alcool d'abord au lieu d'origine ?

R. Oui, c'est le prix de facture.

Q. Je comprends qu'il n'y a pas de frais généraux ajoutés là-dedans ?

R. Non.

Q. Dans les droits, dans ce que vous venez d'établir pour les frais, ça comprend tout simplement le coût réel à la Commission, moins les frais généraux, les frais de vente, les frais d'entreposage, les intérêts sur les argents qui doivent nécessairement être investis dans l'achat du stock de la Commission des liqueurs et les frais généraux qui sont ajoutés ordinairement par un marchand à son prix coûtant et, ensuite, vous calculez le prix coutant et le prix de vente et vous dites : sur une bouteille de whiskey qui nous coûte tant, en y comprenant les frais généraux, nous prenons un profit de tant et ainsi nous avons le prix de vente au détail ?

R. Oui.

Q. Je voudrais savoir si vous êtes en état de nous dire la proportion des frais généraux, qui doit entrer dans le prix coutant des liqueurs vendues par la Commission, ou s'il vous faudrait avoir d'autres détails que ceux que vous avez actuellement en mains pour nous les donner ?

R. Oui, il me faudrait d'autres détails.

Q. Alors, je comprends que nous avons absolument besoin de ces détails pour connaître exactement le pourcentage de profits que la Commission fait réellement sur la vente de ses liqueurs, et je vous demanderai de nous fournir ces détails, dès que vous pourrez le faire ? Seriez-vous en état de me fournir ces détails pour la prochaine séance ou pour demain ?

R. Oui.

Q. Maintenant, je comprends que, pour le profit brut, vous êtes en état de nous donner aujourd'hui les prix pour chacune des boissons, comme vous avez donné pour l'alcool ?

R. Oui—cependant, je n'ai pas le taux exact du change. à la date que la marchandise a été payée.

M. SAUVÉ.—Vous pouvez l'avoir ?

R. Je peux l'avoir.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas eu une liste de produite par Monsieur Giguère, donnant ces détails-là ?

R. Ce sont les prix coûtants en monnaie étrangère.

Q. Vous avez les prix coûtants en monnaie du pays d'origine ?

R. Oui.

Q. Vous n'avez pas devant vous les documents pouvant nous donner le coût de ces liqueurs au pays d'origine, mais en monnaie canadienne ?

R. Non.

Q. Pourrez-vous nous le produire ?

LE PRÉSIDENT.—Cela dépend du cours—le marché varie tous les jours.

Q. Je comprends, mais je vous pose la question pour arriver à quelque chose—on pourrait peut-être demander de faire mettre cela au taux du change moyen ou fixer une date unique pour tous les achats qui auraient été faits, par exemple, disons à la date du premier septembre mil neuf cent vingt-quatre ?

LE PRÉSIDENT.—Le change n'a pas beaucoup varié.

M. BOUCHARD.—Ça varie énormément.

Q. Pourriez-vous, monsieur Michaud, convertir en monnaie canadienne les prix coûtants au pays d'origine, à la date du dernier achat que vous avez fait de chacune des marchandises que vous avez sur votre liste?

R. Oui.

Q. Maintenant, vous avez le gin Melchers qui est acheté au pays, si je comprends bien, ou dans tous les cas, en monnaie du pays—pouvez-vous nous dire quels sont les droits payables au gouvernement fédéral et que vous avez à ajouter sur la caisse de gin de vingt-six onces par bouteille, par exemple?

R. La bouteille ici à la caisse de douze bouteilles—quatorze piastres et trente-deux cents (\$14.32) de droits au gouvernement fédéral.

Q. Est-ce que ça comprend la taxe de vente?

R.

Q. Si je comprends bien, dans ces prix-là, vous ne procédez pas comme vous procédiez tout à l'heure—vous incluez les droits d'accises et les droits de vente dans le même chiffre?

R. Oui.

Q. Maintenant, je comprends que, sur le gin, vous avez certains frais de transport à ajouter au prix coûtant?

R. Douze centins par caisse (.12c).

Q. Par caisse de douze bouteilles de vingt-six onces?

R. C'est ça.

Q. Maintenant, je comprends que, sur le gin, vous avez certains frais de transport à ajouter au prix coûtant?

R. Douze centins par caisse.

Q. Maintenant, pour le cassage et l'évaporation je comprends que dans le commerce des liqueurs et de l'alcool, les marchands doivent toujours faire la part des marchandises qui se sont brisées durant le transport ou durant la manutention?

R. Soixante et six centins (.66c).

Q. Vous avez à ajouter au prix de la caisse....

R. Soixante et six centins.

Q. Maintenant, lorsque vous avez reçu cette caisse de gin, est-ce que les bouteilles sont dans les enveloppes qui les revêtent, lorsque la marchandise est vendue dans les magasins de la Commission?

R. Non.

Q. Alors, vous avez certains frais à ajouter à votre prix coûtant, pour l'étiquetage, etc.—est-ce que vous changez les étiquettes?

R. Non, nous ajoutons l'enveloppe seulement, l'enveloppe réglementaire—la nouvelle étiquette se pose sur l'enveloppe extérieure.

Q. Est-ce que ces bouteilles-là ensuite sont préservées contre le cassage par certaines matières, soit de la paille ou du bran de scie que vous mettriez dans les caisses?

R. Du carton corroyé.

Q. Maintenant, combien vous coûte ce travail de l'enveloppement et de l'étiquetage et de l'enveloppe définitif dans des papiers rugueux?

R. C'est à peu près un dollar par caisse.

Q. Alors, si je comprends bien—dans ce dollar, comprenez-vous le coût de la caisse elle-même?

R. Oui.

Q. Et de l'encercelage?

R. Oui.

Q. Alors, si je comprends, la différence qu'il y a entre le coût de ces frais additionnels, entre le coût pour la caisse de gin et la caisse d'autre liqueur, cette différence est occasionnée par l'embouteillage?

R. Par l'embouteillage et la main-d'œuvre.

Q. Le gin arrive tout embouteillé?

R. Oui.

Q. Et les frais pour la caisse, s'élèvent à une piastre la caisse?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire, maintenant, quel est le coût, le prix coûtant brut, sans comprendre les frais généraux, d'une bouteille de gin de vingt-six onces, lorsque tous ces frais, que vous venez de mentionner sont additionnés?

R. Le coût de la marchandise, de la facture, est de sept piastres et quatre-vingt-dix cents la caisse, (\$7.90), la caisse, plus quatorze piastres et trente-deux cents (\$14.32), plus douze cents (.12c), plus soixante et six cents (.66c) et une piastre (\$1.00)—c'est tout. Il y a vingt-quatre piastres juste, (\$24.00) divisées par douze,—alors le prix coûtant est de deux piastres (\$2.00).

M. DUFRESNE.—Le prix coûtant par caisse de liqueurs embouteillées, ça doit-être connu d'avance, sans que vous fassiez le prix coûtant? Vous faites le commerce comme tout autre commerçant—ça vous coûte tant par caisse?

R. Oui.

M. DUFRESNE.—Pour quelle raison n'avez-vous pas apporté ça, au lieu de faire votre prix coûtant ici sur la table?

R. Cela ne m'a pas été demandé.

M. DUFRESNE.—C'est ça qu'on veut savoir?

M. BERCOVITCH.—C'est ça qu'il nous donne. Il vous le donne sous serment—quelle différence ça fait-il?

LE PRÉSIDENT.—Si on nous demande de le produire, il va le produire, mais il vient ici, il ne sait pas sur quoi vous allez l'interroger. On lui demande le prix coûtant.

M. DUFRESNE.—C'est bien plus aisé pour monsieur Michaud d'envoyer la liste des prix coûtants?

LE PRÉSIDENT.—Il va la produire.

Q. Alors, pour ces boîtes-là, c'est deux piastres ajoutées aux prix coûtants?

R. Environ deux piastres.

Q. A ce coût de deux piastres la bouteille, je comprends qu'il faudrait ajouter les frais généraux, que vous n'êtes pas en mesure de nous donner dans le moment, mais que vous nous donnerez plus tard?

R. Oui.

Q. Combien est vendue une bouteille de gin, cette bouteille de gin au public?

R. Deux piastres et cinquante-cinq cents (\$2.55).

LE PRÉSIDENT.—Dans vos magasins à Montréal?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Maintenant, si vous l'envoyez par la malle à une personne de la campagne, vous payez soixante cents d'express (\$.60c).

R. Soixante et cinq cents d'express (.65c).

Q. A la poste?

R. A la poste.

LE PRÉSIDENT.—Lorsqu'il ordonne cette bouteille, il va avoir trente cents à vous payer et alors vous avez trente-cinq cents à déboursier?

R. Oui.

Q. Avez-vous l'enveloppage additionnel, à part de ça?

R. Ça comprend tout,—il faut l'inclure dans une boîte corroyée.

Q. Il faut ajouter ça au prix mentionné?

R. Non, ça comprend tout.

Q. Y a-t-il trente-cinq cents alors à ajouter?

R. Soixante et cinq cents en tout, c'est-à-dire que soixante et cinq cents, ça comprend tout.

Q. Soixante et cinq cents, ça comprend tous les frais de la Commission mais, elle retire trente cents de celui qui l'achète?

M. SAUVÉ.—Ce n'est pas le calcul qui est fait par les membres du comité, c'est la réponse du témoin que nous devons considérer?

M. BOUCHARD.—Je crois qu'un membre du comité a le droit de parler. Je crois que le leader de l'Opposition pourrait nous donner la latitude nécessaire.

M. DURANLEAU.—Au lieu de faire produire les documents officiels de la Commission, on les prend de la bouche du témoin, on lui fait faire le calcul devant le comité lorsqu'on a tous ces documents-là.

M. BOUCHARD.—Vous m'avez demandé d'interroger le témoin alors je l'interroge.

M. DURANLEAU.—On ne vous a rien demandé.

M. BOUCHARD.—A moins que je ne pose une question illégale, je crois avoir le droit d'interroger le témoin—je comprends que ça ne fait pas l'affaire de l'Opposition de voir qu'on fait seulement cinquante-cinq cents de profit.

M. DURANLEAU.—Au contraire, nous allons très bien.

M. BOUCHARD.—En attendant, c'est pour arriver à poser d'autres questions que j'ai le droit de poser, en dépit des leçons. . . .

M. SAUVÉ.—Je demande de procéder avec méthode, régulièrement et ne pas faire faire ces calculs-là ici par le président de la Commission des liqueurs ou par le leader du comité, monsieur Bouchard—nous demandons d'entendre monsieur Michaud.

M. BOUCHARD.—Ça n'a pas l'air à ça—vous ne voulez pas l'interroger

M. SAUVÉ.—Que monsieur Michaud nous dise combien ça vaut?

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas de même que vous faites les prix à la Commission des liqueurs?

Q. Si je comprends bien, vous venez de nous donner le détail de la bouteille vendue par la malle et de la bouteille vendue dans les magasins de liqueurs?

R. Oui.

Q. A même ce profit de cinquante-cinq cents (.55c) que la Commission fait sur une bouteille de gin Melchers vendue dans les magasins à vingt-six onces de contenu, vous avez à réduire les frais d'administration générale, pour trouver le profit réel que la Commission réalise sur cette bouteille de gin?

R. Oui.

Q. Si je comprends—pour revenir à la question de la bouteille de gin—la même bouteille de gin vendue par la malle vous coûte soixante et cinq cents (.65c) de frais de port et le client, qui fait venir cette bouteille de gin par la malle, n'a que trente cents de frais additionnels pour la faire venir?

R. Oui.

Q. Maintenant, vous avez l'emballage spécial de cette bouteille de gin, qui est exigé par les règlements de la Poste du Canada, et cela revient à combien par bouteille?

R. Ça revient à soixante et cinq cents (.65c).

Q. Ça revient à soixante et cinq cents et vous retirez de l'acheteur la somme de trente cents?

R. Oui.

Q. Alors, il vous reste un déficit, pour la bouteille vendue par la malle comparée à celle vendue dans le magasin, de trente-cinq cents?

R. Oui.

M. DURANLEAU.—Fermez, si vous êtes en déficit?

M. BOUCHARD.—Non, on ne ferme pas.

Q. Maintenant, je comprends que, si vous réalisez cinquante-cinq cents de profit, sans y comprendre les frais généraux, pour la bouteille de gin de vingt-six onces vendue dans les magasins, vous avez à réduire de ce profit, en outre des frais généraux qui restent les mêmes, la somme de trente-cinq cents que vous coûte en plus la bouteille vendue par la malle?

R. Oui.

Q. Ceci vous laisse donc un profit de cinquante-cinq cents, mais trente-cinq cents?

R. Oui.

Q. C'est-à-dire vingt cents de profit?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, dans ces vingt cents, par bouteille, de profit, vendue par la malle, vous avez à réduire vos frais généraux?

R. Oui.

M. FORTIER.—Sur les vingt cents?

R. Oui.

M. PELLERIN.—Vous appelez ça promouvoir la tempérance?

M. BOUCHARD.—On appelle ça administrer la Commission des liqueurs conformément à la loi de la Province de Québec.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'êtes pas membre du comité.

M. SAUVÉ.—Je ne m'objecte pas à ce qu'il adresse la parole au comité.

M. PELLERIN.—La raison d'être de ma curiosité quant à la Loi des liqueurs, c'est que, lorsque nous sommes en assemblée politique, sur les tréteaux, nous entendons les ministériels dire que la Commission des liqueurs a été créée dans le but d'établir la tempérance dans la province de Québec. Ensuite, on vient dire, entre autres raisons qu'on vend l'alcool à meilleur marché. Alors, si on fait des cinq millions de profits par année, il faut croire que c'est sur les vins qu'on fait ces cinq millions de profits par année. Est-ce qu'on veut faire entendre par là que le Gouvernement fait quelque chose pour promouvoir la tempérance dans la province de Québec? Je crois que vos cinq millions de profits, si vous ne les faites pas sur les alcools, il faut que vous les fassiez sur les vins.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Pellerin répond peut-être à une objection qui se fait actuellement sur les tréteaux politiques lorsqu'on reproche à la Commission qu'elle vend trop cher.

M. SAUVÉ.—Je ne vois pas comment vous pouvez vous permettre des commentaires comme ceux-là, comme président du comité. Si vous êtes ici comme ministre, c'est de le dire, mais, comme président du comité, il y a une différence entre le président et le ministre de la Couronne qu'il ne faut pas perdre de vue.

LE PRÉSIDENT.—J'ai attiré l'attention du chef de l'Opposition sur le fait que monsieur Pellerin n'est pas membre de ce comité et le chef de l'Opposition m'a dit de le laisser parler.

M. SAUVÉ.—Si vous voulez continuer à diriger cette enquête avec l'esprit que vous avez manifesté depuis le commencement des procédures, j'aurai à en parler en Chambre, parce qu'il me semble que ce n'est pas au président du comité à indiquer les réponses au témoin, à souffler des questions à monsieur Bouchard, comme cela est arrivé déjà depuis le commencement de l'enquête, et de faire toutes sortes de commentaires pour montrer la plus profonde partialité qu'ici.....

LE PRÉSIDENT.—Quand monsieur le député de Maisonneuve parlera en dehors de l'enquête, je prendrai la liberté de lui répondre.

M. SAUVÉ.—En attendant j'espère que vous conduirez cette enquête comme elle doit être conduite, avec l'impartialité qu'on doit attendre de vous.

LE PRÉSIDENT.—Vous me permettrez de vous dire que je suis président de ce comité, mais, en même temps, je suis membre du comité, et j'ai le droit d'interroger comme vous et je continuerai de le faire, pour que les renseignements soient donnés afin de faire sortir la lumière dont vous parlez depuis si longtemps et que vous essayez maintenant de bloquer.

M. SAUVÉ.—Vous n'avez rien que ça en vue, comme président, de bloquer l'enquête et de défendre le gouvernement et je dis que, comme président, vous n'avez pas à vous occuper de ça.

LE PRÉSIDENT.—Je suis membre du comité aussi—maintenant procédons.

L'HON. M. NICOL.—L'honorable député a parlé, il y a un instant, de cinq millions de profits, alors qu'il n'a aucun document pour prouver cela devant

le comité. Je ne peux pas laisser passer ça sans répondre. Voici un homme qui dit que nous faisons cinq millions de profits. Où prend-il ça ? De plus, il prétend prendre le parti de la tempérance. Il suffit de regarder les statistiques de la province de Québec pour voir que, depuis cette loi, il y a eu beaucoup moins de condamnations pour offenses criminelles et pour offenses relevant de l'abus de liqueurs alcooliques, pour ivrognerie. Il y a eu moins de condamnations qu'il y en avait avant notre loi. N'est-ce pas la meilleure preuve qu'elle a eu un bon effet.

M. PELLERIN.—Non, monsieur, ce n'est pas la meilleure preuve

LE PRÉSIDENT.—Il est inutile d'engager une discussion en dehors de la question. Continuons à interroger le témoin.

Q. Maintenant, voulez-vous nous dire, monsieur Michaud, combien coûte à la Commission—sans parler des frais généraux—combien coûte à la Commission la bouteille d'alcool de vingt-six onces ou de quarante-deux onces ?

R. La bouteille de quarante onces.

Q. Vous avez fait, tout à l'heure, le calcul du prix coûtant, je crois, de la caisse de douze bouteilles d'alcool de quarante onces par bouteille. Voulez-vous nous dire quel est le prix coûtant brut, sans y comprendre les frais généraux, de la bouteille d'alcool de quarante onces ?

R. Faut-il donner les détails ?

Q. Donnez les détails ?

R. Trois gallons à une piastre et quatre-vingt-deux cents le gallon (\$1.82, font cinq piastres et quarante-six cents (\$5.46).

LE PRÉSIDENT.—Pourquoi prenez-vous trois gallons ?

M. DURANLEAU.—Avec la permission du leader du comité—Monsieur Michaud, est-ce vous qui avez préparé cette liste de prix, pièce A, et cette liste de dépenses, pièce B. ?

R. Non, monsieur.

Q. Ce n'est pas vous qui avez préparé ça ?

R. Non.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU. :

Q. Cependant, vous basez tout votre témoignage sur ces documents-là ?

R. Oui, par ce que je vois dans ces chiffres.

Q. Est-ce que vous n'avez pas, à la Commission des liqueurs, une liste ou des listes de prix comprenant le coût de la marchandise, en donnant par caisse le coût, les droits payés,—à la bouteille ou au gallon—le coût, les droits payés par caisse et le prix de vente à la bouteille ou au gallon et puis, dans une dernière colonne, le profit par bouteille ou par gallon ?

R. Nous avons tout ça, excepté le profit par bouteille ou par gallon.

Q. Vous avez tout ça, excepté le profit par bouteille ou par gallon ?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous n'avez pas ces documents par listes, liste numéro un, liste numéro deux, etc., donnant tout cela ?

R. Nos liqueurs alcooliques, oui.

Q. Avec les colonnes dont je vous ai parlé ?

R. Nous n'avons pas la colonne des profits par chaque bouteille ou chaque gallon.

Q. Seulement, ça serait facile de le faire—vous n'auriez qu'à soustraire le prix de vente sur les listes de dépenses dont vous parlez ?

R. Oui.

Q. Est-ce que ça ne serait pas plus simple de produire devant le comité toute cette liste de votre marchandise, les droits payés ?

R. Certainement, si le comité le demande.

Q. Nous avons voulu le savoir de monsieur Giguère, ce matin, et il n'était pas positif, si cela existait. Vous dites maintenant que cela existe ?

R. Ça existe.

Q. Est-ce que ça n'était pas plus simple de mettre d'abord devant le comité toutes ces listes-là pour établir les profits de la Commission ?

R. Je le crois.

M. BERCOVITCH.—Vous avez ces listes, moins les profits ?

Q. Pourquoi ne produisez-vous pas ces documents au lieu de faire le calcul vous-même, ce qui est une perte de temps ?

M. BOUCHARD.—J'ai le droit d'interroger le témoin et de savoir comment il fait ses prix pour voir s'il ne se trompe pas.

M. DURANLEAU.—C'est une question préliminaire pour savoir ce que les documents ne disent pas.

M. BERCOVITCH.—En transquestions, vous allez lui demander ça.

M. SAUVÉ.—Avez-vous quelque part une colonne de profits ?

R. Je n'en ai pas vu.

M. SAUVÉ.—Vous ne dites pas que ça n'existe pas ?

R. Je n'en ai jamais vu.

Q. Quel département s'occupe des profits ?

R. C'est le département de la comptabilité.

Q. Oui, mais qui en particulier ?

R. Dans le moment, c'est monsieur Dever.

Q. Depuis combien de temps ?

R. Depuis deux mois ou trois mois, je crois.

Q. Et, avant monsieur Dever, qui est-ce qui faisait ce travail ?

R. C'était monsieur Saunders.

Q. Maintenant, je voudrais vous demander de produire cette liste de prix à la prochaine séance.

M. BOUCHARD.—Il n'y a pas d'objection à ça—pour les deux exercices 1922-1923 et 1923-1924 ?

R. Oui.

Q. Les listes de prix, les documents existant à la Commission établissant les listes de prix coûtants ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce que c'est bien long ça ?

M. BOUCHARD.—On va discuter la question. On n'est pas pour faire venir.....

R. Ça représente cinq ou six cents documents.

M. BOUCHARD.—On n'est pas pour faire venir ici cinq ou six cents documents.

M. DURANLEAU.—Donnez-nous-les pour une certaine période ? Si on en a besoin d'autres, nous vous les demanderons.

M. SAUVÉ.—Ces cinq ou six cents documents, ça peut n'être qu'une feuille chacun—est-ce une ou plusieurs feuilles ?

R. Une feuille.

Q. Vous avez peut-être la même chose que la pièce A., une liste des liqueurs alcooliques avec des colonnes—un document tout préparé pour l'intelligence de la Commission et de ses officiers supérieurs—c'est ce document-là que nous voulons avoir devant le comité. Ce ne sont pas des chiffres fantaisistes qu'on vient mettre devant le comité pour les fins de l'enquête que nous voulons avoir. Nous voulons la liste officielle de la Commission—la liste des liqueurs alcooliques, avec la liste des prix coûtants, les droits payés, etc. ?

M. BOUCHARD.—Vous les avez les prix coûtants ?

M. DURANLEAU.—Non, je ne veux pas de documents préparés pour les fins de cette enquête. Je veux des documents préparés pour l'intelligence des officiers supérieurs de la Commission.

L'HON. M. NICOL.—Pour quelles marques voulez-vous cela spécialement ?

M. DURANLEAU.—Je ne peux pas dire pour telle ou telle marque—c'est un document qui comprend toutes les boissons—une liste par marque, établissant les prix coûtants.

M. SAUVÉ.—Et les profits au bout ?

Q. Alors, vous n'avez qu'à faire la soustraction pour connaître le profit ?

R. C'est possible.

Q. Voulez-vous, monsieur Michaud, vous engager à produire les listes de prix coûtants établis pour les officiers de la Commission, ses supérieurs et ses membres, du mois de mai, mil neuf cent vingt-deux, au mois de mai, mil neuf cent-vingt-trois ?

R. Oui.

Q. Des marques Dawson, dans le Scotch-Whisky et dans les marques Gilbey-Spey Royal et Old Squire ?

R. Oui.

Q. Vous avez une marque sous le nom de Gilbey Spey Royal, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et vous avez le Old Squire ?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Vous produirez, ça, monsieur Michaud ?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Quand ?

R. Demain matin.

Q. Vous avez aussi une marque Bullock Lade White ?

R. Oui, monsieur—il y a Gold Label et White Label.

Q. Les deux?

R.

Q. Nous allons commencer par ceux-là et nous verrons ensuite dans les rhums et les cognacs. Nous allons commencer par le scotch et ensuite nous verrons.

M. BOUCHARD.—Je désirerais avoir les mêmes documents pour l'alcool, les quarante onces?

R. Oui.

Q. Maintenant, je ne veux pas de documents préparés pour cette enquête! Je veux les documents de la Commission, bien entendu

M. BOUCHARD.—Des copies, on ne peut pas donner les originaux—on a volé les copies, on ne peut pas les donner.

M. SAUVÉ.—Le savez-vous—il n'y a pas eu de déclaration à cet effet—Il y a rien que Monsieur Bouchard qui le sait.

M. BOUCHARD.—Je le sais, cela m'a été dit. Maintenant, pour le coganc de la Commission des liqueurs, dix-sept et dix-neuf (17-19), les gins de la Commission des iqueurs et le Melcher?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Tâchez d'avoir ces documents-là pour demain matin?

R. Oui, monsieur.

EXAMEN CONTINUÉ PAR M. BOUCHARD:

Q. Maintenant, nous allons revenir à l'alcool—c'est une des boissons les plus populaires pour les Canadiens. Vous aviez commencé à nous donner le détail du coût, par bouteille, de l'alcool de quarante onces? Voulez-vous continuer et donner le détail du coût?

R. Trois gallons, à la caisse, à une piastre et quatre-vingt-deux cents du gallon (\$1.82) égalent, pour le coût de la marchandise, cinq piastres et quarante six cents (\$5.46).

M. DURANLEAU.—L'alcool de quarante onces?

R. La bouteille de quarante onces, alcool pur.—Les droits et taxes de vente, quarante-sept piastres et quatre cents (\$47.04). Une piastre et demie (\$1.50) pour la casse et l'évaporation. Deux piastres de frais d'embouteillage (\$2.00) y compris la caisse et l'étiquette, l'enveloppe, les bouchons et capsules, le papier d'emballage et la main-d'œuvre, et la cire—non il n'y a pas de cire—cinquante-cinq piastres la caisse de douze bouteilles (\$55.00).

M. SAUVÉ.—Quelle grandeur de bouteille?

R. Quarante onces.

Q. Cinquante-cinq piastres la caisse?

R. Oui, pour douze bouteilles.

Q. Combien est-ce que ça fait par bouteille?

R. On n'a qu'à diviser par douze. Ça fait environ quatre piastres cinquante-huit cents et demi (\$4.58.½)

Q. Quatre piastres cinquante-huit cents et demi, c'est donc le coût d'une bouteille d'alcool de quarante onces et, dans ce coût de quatre piastres cinquan-

te-huits cents et demi, il n'est compris aucun des frais généraux de la Commission ?

R. Non.

Q. C'est le coût brut ?

R. Brut.

Q. De l'alcool de quarante onces ?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire combien la Commission vend cette bouteille d'alcool dans ses magasins de détail ?

R. Six piastres (\$6.00).

Q. Si je comprends, dans ces frais généraux qui ne sont pas compris dans le prix coûtant de quatre piastres cinquante-huit cents et demi, sont compris les frais généraux du gros, c'est-à-dire les frais généraux du magasin principal ou de l'entrepôt ou des bureaux de la Commission des liqueurs et, en outre, sont exclus les frais généraux de vente au détail dans les magasins de la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

Q. Maintenant, je comprends que vous vendez aussi par la malle cette bouteille de whiskey ou d'alcool de quarante onces ?

R. Oui.

Q. Combien vous coûtent les frais additionnels que vous avez à faire pour l'expédition de la bouteille d'alcool de quarante onces par la malle ?

R. Soixante et cinq cents (\$0.65).

Q. Cela, je comprends, est le même prix que celui que vous avez à payer pour la bouteille de Melcher de vingt-six onces ?

R. Oui.

Q. Nous n'avons pas de différence pour la pesanteur ?

R. Il y a une différence de pesanteur, mais on a un taux fixe.

Q. Je comprends que vous avez réparti sur toutes les bouteilles, sans vous occuper de la pesanteur de la bouteille, les frais que vous avez à faire pour l'expédition des liqueurs par la malle ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est ça qui explique que vous constatez dans vos livres que la bouteille d'alcool de quarante onces vous coûte, pour expédition par la malle, le même montant que vous coûte le gin de vingt-six onces ?

R. Oui.

Q. Maintenant, quel est le montant additionnel que le client a à vous payer pour se faire payer la bouteille d'alcool de quarante onces ?

R. Trente cents (.30).

Q. Par la malle ?

R. Trente cents.

Q. Alors, si je comprends, il paye exactement le même montant qu'il aurait à payer sur une bouteille de gin de vingt-six onces ?

R. Oui.

Q. Maintenant, pourriez-vous me donner des détails sur les endroits de la province de Québec où la Commission peut expédier des liqueurs alcooliques par la malle ?

R. Vous voulez les endroits où on expédie ?

Q. Je voudrais savoir s'il y a des comtés ou des districts ou des régions où vous ne pouvez pas expédier—est-ce qu'il en existe ?—existe-t-il quelque part,

n'importe où dans la Province de Québec, des endroits où la prohibition existe, où l'on empêche l'expédition—où la Loi Scott existe ?

R. Je ne suis pas tout à fait au courant.

Q. Vous ne pouvez pas donner les détails ?

R. Pas de suite.

M. SAUVÉ.—C'est vous qui pouvez les donner ?

R. Je pourrai vous les donner en demandant des renseignements.

M. DURANLEAU.—Les envois par la malle, les expéditions par la malle, sont-ils faits d'un seul magasin de la Commission ?

R. Non, de plusieurs magasins. C'est-à-dire, nous avons trois endroits où nous expédions, la Rivière-du-Loup, Québec et Montréal.

Q. A Montréal, par exemple, il n'y a que le magasin du Pied du Courant qui expédie par la malle, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Lequel des magasins est-ce ?

R. Numéro soixante et quatre (64).

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. C'est le magasin numéro soixante-et-quatre qui vend par la malle ?

R. Oui, c'est à l'entrepôt de la Commission.

L'HON. M. NICOL.—Et à Québec ?

R. C'est de l'entrepôt aussi.

Q. Quel est le numéro du magasin à Québec où on vend par expédition comme ça ?

R. Je ne peux pas vous dire exactement. C'est le magasin de l'entrepôt.

Q. Je voudrais savoir le numéro du magasin ?

R. Numéro cinquante-sept (57).

Q. Et à la Rivière-du-Loup, quel est le numéro ?

R. Trente et un (31).

Q. Maintenant, monsieur Michaud, nous voudrions établir, au moyen des pièces.

LE PRÉSIDENT.—Je ne sais pas si monsieur Bouchard a fini ?

M. BOUCHARD.—Si c'est rien qu'une question.

M. DURANLEAU.—C'est une question de documents.

M. BOUCHARD.—Allez.

Q. Nous voulons établir, au moyen de pièces justificatives, les prix, ou certains prix coûtants portés dans les documents que vous êtes appelé à produire demain matin. Voudrez-vous amener avec vous l'un ou les employés de la Commission qui ont établi et préparé les documents en question, avec les pièces justificatives, pour certains des item mentionnés dans ces documents ?

R. Bien, c'est la facture.

Q. Par exemple, voici ce que je veux établir. Prenons, par exemple, une commande chez P. Dawson Limited, d'un certain nombre de gallons de scotch Whisky en fûts. Je veux avoir la commande, la facture de cet achat; je veux avoir les frais de transport de cet achat, les frais de douane de cet achat—

j'entends les pièces justificatives, je veux avoir les mélanges que vous avez faits avec ces gallons ou ces cinq cents gallons, si vous voulez, de Scotch que vous avez importés et dont vous avez fait, disons, treize ou quatorze cents gallons de liqueurs alcooliques, de Dawson spécial, par exemple, avec cette commande en fûts de, disons, cinq cents gallons—je veux avoir. . . .

L'HON. M. NICOL.—Il a fait un miracle, alors ?

M. DURANLEAU.—Non, ce n'est pas un miracle. Avec le St-Laurent, on fait bien des choses. Je veux avoir les pièces justificatives établissant le coût de chacune des matières qui sont entrées dans ce mélange. Je suis informé, par exemple, que vous avez d'autres espèces de scotch qui sont entrées dans le mélange en question, que vous avez du malt, que vous avez des fonds de tonne—je ne parle pas de l'eau, l'eau apparaîtra dans le mélange—mais je veux avoir les pièces justificatives établissant le prix coûtant de chacune des matières qui sont entrées dans ce mélange-là, afin de savoir, avec pièces, ce qu'ont coûté les treize ou quatorze cents gallons de liqueurs alcooliques que vous avez mises sur le marché, d'une commande de la maison Dawson ?

R. Je ne suis pas en mesure d'expliquer ça.

Q. Nous allons en prendre une—je vais vous en donner une qui est parmi celles qui ont été produites ce matin. Donnez-moi donc la commande du quatre novembre, mil neuf cent vingt-trois ?

R. Est-ce une commande de trente mille ou de vingt-cinq mille gallons ? Il va falloir spécifier quel mélange vous désirez avoir ?

Q. Je vais vous le donner. Je vous donne—je vous demande de produire la forme du quatre novembre, mil neuf cent vingt-trois, 1-275 et 1-2175, sur la vapeur ou le transatlantique Métagama, et dans la même commande, vous avez importé quatorze caisses de Dawson Buttlings Material et quatre balles de Dawson ? Corks—et vous avez fait des mélanges avec ce whisky—trois octobre, mil neuf cent vingt-trois—il appert que c'est le quatre novembre, mil neuf cent vingt-trois—je ne sais pas à quelle date vous avez reçu la marchandise, mais je vous donne le vapeur—c'est arrivé par le Métagama à cette date-là, au mois de novembre.

LE PRÉSIDENT.—Vous avez indiqué le mélange comme ayant été fait au mois d'octobre un mois avant ?

M. DURANLEAU.—Je ne sais pas à quelle date c'est arrivé, mais, dans tous les cas, vous avez le mélange du trois octobre.

LE PRÉSIDENT.—Prenez ça en note : expédition du quatre novembre et mélange du trois octobre.

M. DURANLEAU.—Il faut se comprendre. Je n'ai pas la commande moi-même. Je vous demande la forme numéro quatre, du quatre novembre mil neuf cent vingt-trois ?

R. Est-ce le Bond Command que vous voulez avoir ?

Q. La commande du quatre novembre, mil neuf cent vingt-trois—c'est la Commission elle-même—elle doit l'avoir—la commande et la facture ?

R. J'ai la facture ici.

Q. Mais je voudrais que vous me donniez le mélange qui a été fait, avec cette expédition de scotch-là ? Avec la facture et les autres pièces justificatives établissant le prix de chacune des matières qui sont entrées dans ce mélange ?

R. Le mélange—c'est un blend.

Q. Blend ou coupage ou fouettage, comme vous voudrez l'appeler.

R. La manière scientifique. . . .

Q. Je vous demande ce qui a été fait. Je veux avoir le mélange qui a été fait avec cette expédition-là, et avec la facture et les autres pièces justificatives du coût des matières qui ont été introduites dans ce mélange ou dans ce blending, si vous voulez ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Vous aurez cela demain matin.

INTERROGÉ PAR L'HON. M. MERCIER :

Q. Monsieur Michaud, lorsque vous expédiez de la Commission des bouteilles de différentes grosseurs, de différentes capacités, de différents poids, est-ce que le montant que vous payiez à la poste, est toujours le même ou si cela varie suivant le poids ?—vous avez dit, n'est-ce pas, que vous mettiez soixante-et-cinq cents de timbres si j'ai bien compris ?

R. Il y a un taux moyen établi par les compagnies de transport.

Q. Mais ce taux moyen qui a été établi, est établi aussi par la poste ?

R. Par la poste—c'est le taux des postes.

LE PRÉSIDENT.—Vous envoyez par la malle toujours ?

R. Oui.

Q. Si vous envoyez une bouteille de vingt-six onces ou de quarante onces, ou quel que soit le poids, par une compagnie de transport ou par la malle, c'est toujours le même poids qui est supposé partir de chez vous et vous payez toujours à la poste, par exemple, soixante et cinq cents ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Peu importe la pesanteur ?

R. Peu importe la pesanteur.

Q. Pour une bouteille ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, quand vous envoyez cela par la poste, êtes-vous obligé de faire un paquetage spécial ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce la Commission qui a déterminé le genre d'empaquetage que vous devez faire ?

R. Oui, suivant les instructions des compagnies de transport.

Q. Suivant les instructions de la poste ?

R. Oui.

Q. On exige un empaquetage spécial ?

R. Les compagnies de transport et la poste ont exigé un empaquetage spécial.

Q. Le département des postes, à Ottawa, a exigé un empaquetage spécial ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que coûte cet empaquetage-là—êtes-vous en état de nous le dire ?

R. Pas dans le moment—il faudrait que je réfèrerais.

Q. Pourrez-vous nous le dire, lorsque vous reviendrez ?

R. Oui.

Q. Maintenant, une dernière question. Si je comprends bien, ce genre d'emballage que vous employez quand vous expédiez par la poste, vous est imposé par les règlements des postes ?

R. Oui.

Q. Le coût de l'emballage, quel qu'il soit, est-il en plus des soixante et cinq cents ou s'il est inclus dans les soixante-et-cinq cents ?

R. Il est inclus dans les soixante et cinq cents.

Q. Êtes-vous sûr qu'il est inclus dans les soixante et cinq cents (.65c). ?

R. Oui, je suis sûr... s'il y a d'autre chose, je peux référer.

Q. Voudrez-vous vérifier et nous le dire, la prochaine fois que vous viendrez.

R. Oui, monsieur.

Q. Vérifiez cela et, lorsque vous reviendrez, vous nous direz combien vous apposez de timbres sur les bouteilles que vous expédiez par la poste et, de plus, le coût spécial de l'emballage et si les deux sont inclus dans les soixante et cinq cents ?

R. Oui.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:—

Q. Monsieur Michaud, pouvez-vous me dire, sur la quantité de marchandise vendue durant l'exercice mil neuf cent vingt-trois, mil neuf cent vingt-quatre (1923-24), quelle a été la quantité vendue par la malle ?

R. Oui—pas de suite.

Q. Voudrez-vous nous donner le pourcentage de ventes par malle, sur le total des ventes de l'exercice mil neuf cent vingt-trois, mil neuf cent vingt-quatre—sur le montant total des ventes de la Commission par la malle ?

R. Oui.

Le Comité s'ajourne au lendemain, dix-neuf mars, mil neuf cent vingt-cinq, à dix heures trente a.m.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 19 MARS 1925.

PRESENT: L'hon. J.-E. Perrault.

A 10.40 a.m. le président ouvre la séance.

LE PRÉSIDENT.—Le comité me permettra peut-être d'attirer son attention sur deux ou trois clauses des Règlements, afin d'éviter des discussions inutiles et souvent des désagréments. Le Président donne lecture des règlements numéros 365, 361 et 363.

A la demande de monsieur Sauvé, le Président donne lecture de l'article 694.

M. PELLERIN.—Dois-je comprendre que je dois demander la permission au comité pour me lever et prendre la parole devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—Évidemment.

M. PELLERIN.—Dans ce cas-là, je la demande.

LE PRÉSIDENT.—Vous la demanderez lorsque ça sera le temps.

M. PELLERIN.—On ne peut pas la demander d'une manière générale ?

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de procuration en blanc.

M. BOUCHARD.—Je demande d'entendre le Révérend Père Morin.

RÉVÉREND-LOUIS JOSEPH MORIN, de Joliette, prêtre, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR MONSIEUR BOUCHARD:—

Q. Vous êtes chargé de certaines fonctions, si je comprends bien, à la Commission des liqueurs de la Province de Québec ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous expliquer au comité quelle est la nature de ces fonctions ?

R. Les fonctions que j'exerce à la Commission des liqueurs, sur nomination du Recteur de l'Université de Montréal et à la demande du Président de la Commission des liqueurs, consistent dans le contrôle des vins de messe qui servent au clergé catholique pour le Saint-Sacrifice de la messe.

Q. Si je comprends, vous avez des connaissances assez complètes en chimie.

R. J'en ai étudié.

Q. Avec les connaissances que vous avez, pouvez-vous dire si les vins de messe, qui sont vendus à la Commission, sont des vins qui sont d'une qualité au moins égale à ceux qui étaient vendus anciennement ?

R. Je le crois.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'est vous qui analysez tous les vins de messe ?

R. Oui.

Q. A quel point de vue faites-vous cette analyse ?

R. Je fais cette analyse d'abord au point de vue—il faut bien s'entendre—au point de vue de la validité ou de la matière requise pour le Sacrifice de la messe. C'est une question de pureté. Alors, la qualité du vin de messe consiste surtout à être pur. La question du goût ou la question de dégustation ne vient qu'en second lieu, pour satisfaire les goûts qui peuvent être différents selon les membres du clergé—seulement, les vins actuellement fournis au clergé, au point de vue d'abord de la pureté, présentent des garanties pour le moins égales—je ne veux pas dire davantage,—je crois même qu'ils sont supérieurs, mais pour le moins égales à ce qui existait dans le passé.

Q. Dans votre opinion, ils sont supérieurs ?

R. Je crois que le contrôle est plus sévère et plus serré.

Q. Au point de vue pureté, comment sont-ils ces vins-là ?

R. En autant que le laboratoire puisse les contrôler je crois que tous les vins qui sont servis au clergé sont absolument purs.

Q. Il n'y a pas de mélange de fait, ni rien.

R. Quand les mélanges sont faits, ils sont faits après analyse des éléments qui servent à ces mélanges. Il n'y a pas de mélange fait avant l'analyse, avant examen.

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Je comprends que vous avez dit, tout à l'heure, que vous aviez certaines connaissances en chimie?

R. J'ai dit que j'avais étudié.

Q. Je voudrais savoir quel titre vous avez, à l'Université de Montréal?

R. Je suis doyen de la faculté des sciences.

Q. Cela implique nécessairement que vous devez avoir plus que certaines connaissances en chimie?

R. J'étais, à ce moment professeur de chimie minérale à l'Université.

LE PRÉSIDENT.—Depuis combien de temps faites-vous ces analyses-à?

R. Depuis l'établissement de la Commission.

LE PRÉSIDENT.—En mil neuf cent vingt et un?

Q. Maintenant, en ce qui concerne les prix, pouvez-vous nous donner certaines informations?

R. Cela n'est pas de mon domaine. Mon domaine se limite au contrôle de la pureté des vins de messe.

LE PRÉSIDENT.—Au moyen de l'analyse?

R. Au moyen de l'analyse et au moyen de certificats que sont obligés de nous apporter, de nous envoyer les fournisseurs des vins de messe.

Q. Est-ce que, de temps à autre, il ne vous arrive pas d'être consulté par d'autres départements de la Commission des liqueurs sur des questions relevant des connaissances que vous avez en fait de chimie ou d'analyse?

R. C'est arrivé déjà par accident, dans des questions particulières qui se sont présentées dans la région de Québec.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Voulez-vous nous dire si tous les vins dont se sert le clergé pour fins religieuses, sont analysés par vous?

R. Oui, ils sont analysés.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Sont-ils tous analysés?

R. Oui, monsieur.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Aucun vin n'est mis en vente pour fins religieuses sans être analysé?

R. Pour fins religieuses catholiques romaines—pour fins sacramentelles, non, parce qu'il n'y a pas de vins qui doivent sortir de l'entrepôt de douane pour entrer dans les caves de vente, sans être passés à l'examen.

M. SAUVÉ.—Vous parlez des vins pour fins sacramentelles?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Les autres vins, vous n'avez pas d'affaire là-dedans?

R. Non.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Est-ce que les vins qui servent pour fins sacramentelles, sont des vins toujours de la même marque?

R. Non, monsieur, les marques peuvent varier.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Je comprends que vous faites usage surtout des vins espagnols, des vins de Tarragone?

R. Jusqu'à date, l'Espagne, la région de Tarragone, a été la principale source d'approvisionnement—seulement je crois pouvoir dire que, actuellement, l'approvisionnement s'oriente du côté des vins français.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.—

Q. Je comprends que ces vins-là, monsieur Morin, c'est-à-dire les vins pour fins sacramentelles, sont des vins spéciaux?

R. Non, il suffit que ça soit des vins purs. Que ce soit du vin blanc ou du vin rouge, n'importe lequel, pourvu que ce soit des vins purs.

Q. Mais la Commission fabrique un vin spécial qui est soumis à votre inspection pour les fins sacramentelles?

R. D'abord, vous me permettrez de dire que la Commission ne fabrique rien en fait de vins. Elle importe.

LE PRÉSIDENT.—En fûts?

R. En fûts et habituellement en doubles fûts, des vins d'une provenance ou d'une source dont, au préalable, on s'est, autant que possible, assuré la pureté, en exigeant des certificats des fournisseurs au point de vue des garanties qu'ils présentent, par les autorités ecclésiastiques de leur diocèse, de leurs pays, du pays de production,—et à leur arrivée, ces vins sont mis en douane et sont examinés par le bureau d'analyse, et ce n'est qu'après cela qu'ils peuvent entrer—qu'ils peuvent être livrés à la consommation

Q. Dois-je comprendre que les vins tels qu'importés servent pour les fins sacramentelles?

R. Les vins tels qu'importés servent pour les fins sacramentelles, oui, monsieur.

Q. Il n'y a pas de mélange ici, à la Commission pour les vins de messe?

R. Il peut y avoir mélange, comme j'ai dit tantôt, de deux vins qui ont été préalablement approuvés.

LE PRÉSIDENT.—C'est la Commission qui fait l'embouteillage de ces vins?

R. Généralement les vins de messe ne sont pas embouteillés.

Q. Ils se vendent au gallon?

R. Ils se vendent en fûts.

M. SAUVÉ.—S'il y a mélange, il faut que ça soit des vins purs?

R. S'il y a mélange, il faut que les deux éléments du mélange aient été approuvés avant.

M. SAUVÉ.—Il n'y a pas d'autre chose dedans?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Mais ces vins sont mélangés à la Commission?

R. Oui, certainement—je peux vous dire que nous surveillons, même les éléments qui servent au mélange après leur entrée en cave. Notre juridiction va jusque là—parce qu'il arrive qu'à un moment donné, sans avertissement préalable, nous descendons dans les caves et nous prenons les vins qui sont en usage, si vous voulez, qui sont prêts pour l'expédition—nous en prenons des échantillons, nous les analysons et les rapports d'analyse, les conclusions de l'analyse, doivent correspondre aux rapports d'où viennent les vins.

M. SAUVÉ.—Vous en faites l'examen comme expert analyste, pour que le clergé catholique soit bien sûr que les vins qu'il consomme pour fins sacramentelles sont bien purs ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et vous êtes satisfait des constatations que vous faites, quant à cette partie-là ?

R. Quant à ce qui me concerne, je n'ai pas à me plaindre quant à la façon dont j'ai exercé le contrôle qui m'a été conféré.

M. SAUVÉ.—La Commission ne pourrait pas faire autrement, parce que, comme expert analyste, vous êtes là pour mettre les choses au point ?

R. Dans tous les cas, s'il y avait quelque chose d'irrégulier, je vous assure que, ou bien je n'y resterais pas ou bien ça ne passerait pas.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'êtes pas le seul analyste ?

R. Je suis le seul pour les vins de messe.

Q. Pour les autres vins et liqueurs, il y a d'autres analystes ?

R. Oui, il y a un bureau d'analyse.

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Est-ce que la Commission intervient en quoi que ce soit dans les fonctions que vous occupez à la Commission des liqueurs ?

R. Si la Commission intervient pour modifier les décisions ? Jamais.

Q. Elle vous laisse le contrôle absolu ?

R. Absolu—c'est le terme exact, d'ailleurs, qui a été employé par le président quand j'ai été nommé.

Q. Alors, si je comprends bien, avec la connaissance que vous avez des vins, pouvez-vous nous dire si quelquefois des vins qui sont malades, peuvent être traités et doivent être traités et peuvent ensuite être rétablis dans une bonne condition et être vendus au public ?

R. Nous restons dans la catégorie des vins de messe ?

Q. Non, n'importe quel vin.

R. Pourvu que ces malades puissent être guéris sans qu'ils en restent trop atteints, sans que leur constitution en soit trop atteinte,—oui.

Q. Si je comprends, c'est la pratique ?

R. C'est la pratique habituelle.

Q. Non seulement à la Commission, mais partout où l'on vend du vin ?

R. Partout—c'est pour ça que la pasteurisation a été inventée.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.—

Q. Dois-je comprendre, monsieur Morin, que, quand vous avez fait une inspection d'un vin et que vous l'avez accepté, que ce vin-là est placé dans un endroit spécial et est marqué comme devant servir pour des fins sacramentelles ?

R. Absolument.

Q. Et les vins que vous refusez sont mis de côté, naturellement ?

R. Ils sont mis de côté.

LE PRÉSIDENT.—Après que ces vins sont dans l'entrepôt de vente, vous y retournez encore à certains moments ?

R. A l'occasion, quand la fantaisie me prend.

Q. Pour prendre des échantillons et constater si ces échantillons sont semblables au premier rapport que vous avez fait ?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas d'autre question ?

Aucun membre du comité ne déclare vouloir poser de questions au témoin.

LUDGER BRIEN, de Montréal, agent d'assurance, âgé de 44 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

M. THÉBERGE.—Monsieur le Président, je désire informer le comité que j'avise monsieur Brien comme avocat et je mets aussi le comité au courant du fait que Monsieur Brien est sous le coup d'une accusation en Cour criminelle, accusation, en substance, d'avoir importé illégalement de l'alcool dans les cinq mois précédant le vingt-un décembre, mil neuf vingt-quatre. Je suggérerais au Comité, autant que possible, de ne pas toucher à cette question, vu que le procès est encore pendant. Si, toutefois, vous en venez à la conclusion qu'il faut enquêter sur cette question, je serai dans la pénible nécessité de conseiller à mon client de refuser de répondre.

LE PRÉSIDENT.—Vous pouvez réclamer la protection du comité.

M. THÉBERGE.—Je comprends, mais, comme il s'agit d'un procès pendant—il peut arriver des cas, je suppose, où quelqu'un est témoin devant le Comité, mais n'est pas sous le coup d'une accusation pendante et, cependant, ses réponses pourraient peut-être l'incriminer.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas qu'aucune réponse que le témoin pourrait donner ici, puisse servir dans un procès criminel, s'il réclame la protection du Comité et s'il rend témoignage à la condition d'avoir cette protection, je ne pense pas qu'aucune cour criminelle admettrait en preuve le témoignage qu'il pourrait rendre dans ces conditions.

M. THÉBERGE.—Le témoin n'a pas grand'chose à cacher. lors même que la preuve qui serait faite ici ne servirait pas devant un autre tribunal, l'effet pourrait toujours être produit, et nous sommes tous humains.

M. BERCOVITCH.—Réclamez-vous la protection que la Chambre peut donner au témoin ?

M. THÉBERGE.—Il pourrait être nécessaire de réclamer cette protection, s'il est questionné sur des sujets concernant son procès pendant, mais j'espère, cependant, que le comité ne trouvera pas nécessaire de le questionner sur ce sujet-là.

INTERROGÉ PAR L'HON. M. NICOL.

Q. Monsieur Brien, connaissez-vous une compagnie du nom de United Auto Supply ?

R. J'en connaissais une, mais elle n'existe plus.

- Q. Quel était son nom, lorsque vous l'avez connue?
R. La United Auto Supply Company, Limited.
Q. Qui a formé cette compagnie?
R. C'est moi qui était le promoteur.
Q. C'est vous qui étiez le promoteur?
R. Oui.
Q. De la compagnie?
R. Oui.
Q. Et quels étaient les intéressés dans la compagnie?
R. Il y avait plusieurs actionnaires—je ne me les rappelle pas tous à l'instant.
Q. Quels étaient les principaux intéressés, les directeurs?
R. Les directeurs étaient monsieur Amédée Lesieur, monsieur Jos. Godbout, le docteur LeBel.
Q. Lequel?
R. Hyacinthe,—un monsieur Gendron, Arthur Gendron, et puis moi-même, j'étais directeur-gérant.
Q. Qui était le président de la compagnie?
R. C'était monsieur Lesieur—en mil neuf cent vingt-deux, il y a eu un monsieur Gélinas qui a été gérant, une partie de l'année, et monsieur Lesieur ensuite.
Q. Vous dites que la compagnie n'existe plus?
R. Non, elle est tombée en faillite, elle a été dissoute.
Q. Qui est-ce qui a acheté son avoir?
R. C'est un monsieur Patenaude, je crois.
Q. Qu'est-ce qu'on en a fait?
R. Ils ont réorganisé une autre compagnie.
Q. Sous quel nom?
R. Sous le nom de United Auto Service.
M. PATENAUDE.—Quel monsieur Patenaude—ce n'est pas moi, toujours?
R. Ce n'est pas vous.
LE PRÉSIDENT.—Personne n'a pensé que c'était vous.
Q. De quoi s'occupait cette compagnie-là?
R. De vendre de la gazoline, des huiles, tous les accessoires, et faire du remorquage des automobiles en détresse.
Q. De quoi s'occupe la nouvelle compagnie?
R. Des mêmes choses.
Q. Voulez-vous prendre connaissance de cette liasse de documents, qui a été produite hier, et nous dire si vous connaissez la provenance de la pièce C?
LE PRÉSIDENT.—Je crois que tous ces documents sont cotés comme pièce C, numéro un, numéro deux, numéro trois, etc.
Q. Voulez-vous prendre connaissance de la pièce C, numéro un, et dire si vous connaissez la provenance de ce document-là?
R. C'est une copie de câble envoyé—il n'y a pas de date là, mais ça doit être en mil neuf cent vingt-deux ou au commencement de mil neuf cent vingt-trois.

- Q. Avez-vous vu ce document là avant ?
R. C'est moi qui l'ai écrit, c'est mon écriture.
Q. C'est votre écriture ?
R. Oui.
Q. C'était adressé à qui ?
R. A monsieur North Brosseau.
Q. A quel endroit ?
R. A Londres, Angleterre.
Q. Qui était North Brosseau ?
R. C'était une adresse télégraphique pour monsieur Albert Brosseau.
Q. Monsieur Albert Brosseau de que l'endroit ?
R. De Montréal-Nord.
Q. L'ancien maire de Montréal-Nord ?
R. Le maire actuel.
Q. Alors, ce message, ce document pièce C, numéro un, est un cablogramme adressé par vous à North Brosseau, Untippable Piccy ?
R. C'est une adresse téléphonique, c'est l'hôtel où il était.
Q. Qu'est-ce qui est dit dans ce message—voulez-vous le lire ?
R. (Lisant). "*Bray, Brien, Ready waiting Lord. Probably cable to morrow twenty eigh thousand. All well here. 36 new members since first. Auto Sup. Co.*"
Q. Ça, c'est le nom de votre compagnie ?
R. C'est l'adresse télégraphique de la compagnie.
Q. Alors, qu'est-ce que vous vouliez dire, en disant : "*Bray, Brien ready waiting Lord.*" ? *ready* à quoi ?
R. *Ready* . . . pour envoyer de l'argent.
Q. Quel montant devait être envoyé ?—vous dites plus tard ?
R. Vingt-huit mille dollars.

LE PRÉSIDENT.—Si vous permettez, monsieur Nicol—est-ce qu'il y avait un contrat de signé avant l'envoi de ce cablogramme ?

- R. Si je me rappelle bien, oui, il y avait un contrat.
Q. Avant l'envoi de ce cablogramme ?
R. Oui, monsieur.
Q. Le contrat a été signé où ?
R. Si je me rappelle bien, c'est au bureau de la United Auto Supply.
Q. Pouvez-vous nous dire qui était présent, lorsque le contrat a été discuté ?
R. A la signature du contrat ?
Q. Oui ?—y avait-il d'autres personnes de présentes ?
R. Ça fait pas mal longtemps, je ne me rappelle pas.
Q. Le contrat était signé dans quel but ?
R. Bien, si vous voulez que j'en prenne connaissance . . .
Q. D'abord c'est le contrat dont copie a été produite—il faudrait l'identifier ?
Q. Voulez-vous regarder la pièce F. ?
R. Non, ce n'est pas ça.
Q. C'est une copie, ça ?
R. Non, c'est un contrat du syndicat, c'est un autre contrat.
Q. Regardez donc qu'est-ce que c'est que la pièce F.
R. C'est un contrat qui a été signé à Londres, ça, en Angleterre, dans tous les cas, je ne sais pas où.

Q. Est-ce qu'il y a eu un autre contrat, à part de ça ?

R. Oui, le syndicat.

Q. A quel effet, l'autre contrat ?

R. A l'effet d'acheter un bateau.

Q. Voulez-vous regarder cette pièce nouvelle, que je vous demanderai de produire comme pièce O, et dire si c'est le contrat en question ?

R. Oui, monsieur.

Q. Signé par qui ?

R. Par Ludger Brien.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous me laisser voir ce document, avant qu'il soit produit ?

Q. En attendant, voulez-vous regarder encore cette pièce C, numéro un—vous avez dit qu'elle était adressée à North Brosseau et que North Brosseau, c'est Monsieur Albert Brosseau ?

R. Monsieur Albret Brosseau.

Q. Le maire de Montréal-Nord ?

R. Oui.

Q. A présent, il est question d'un monsieur Bray et d'un monsieur Brien, ici, quel Brien est-ce ça, dont il est question.

R. C'est votre humble serviteur ici.

Q. Et monsieur Bray—quel Bray est-ce ?

R. L'échevin Bray, monsieur Allan Bray.

Q. Le député de

R. Il l'est depuis, je pense qu'il ne l'était pas.

Q. C'était l'échevin Bray dans ce temps là ?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Attendez donc une minute ?

M. DURANLEAU.—Il y a une objection ?

M. SAUVÉ.—Ici, à la page soixante-et-dix-sept des règlements, article 245, il est dit qu'une déposition qui contient une accusation contre un député ou qui pourrait incriminer un député

M. BOUCHARD.—Je ne crois pas que ce document contienne une accusation—j'ai entendu lire le document et je ne comprends pas que monsieur Bray soit accusé de quoi que ce soit dans ce document-là.

M. SAUVÉ.—S'il n'est pas accusé, c'est bon.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que c'est en Chambre, ça ?

M. SAUVÉ.—Non, il y a les mêmes pouvoirs pour le comité.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, je crois que nous devons procéder—
* nous verrons s'il y a quelque accusation.

M. SAUVÉ.—Du moment qu'on déclare qu'il n'y a pas d'accusation ni rien

LE PRÉSIDENT.—On y verra.

Q. Vous dites là-dedans "*waiting Lord*" Quel Lord est-ce que vous mentionnez ?

R. Monsieur Narcisse Lord qui était mentionné dans le contrat.

Q. De quel endroit?

R. De St-Jean.

Q. St-Jean-d'Iberville?

R. Oui, monsieur.

Q. Je remarque encore "cable to morrow twenty eight thousand". Vingt huit mille quoi?

R. Vingt-huit mille dollars.

Q. Pourquoi est-ce que vous envoyiez à Londres vingt-huit mille dollars?

R. C'était pour payer sur un contrat qui avait été signé à Londres.

M. BERCOVITCH.—Payer pour quoi?

R. Pour de la marchandise.

LE PRÉSIDENT.—Quelle marchandise, monsieur Brien?

R. Pour payer en acompte?

Q. De la marchandise sèche?

R. Non, trempe.

Q. Voulez-vous regarder le contrat que je produis comme pièce F,—c'est une copie de contrat, ça?

R. Oui.

Q. Eh bien, avez-vous remarqué ce dont il est question dans ce contrat?

R. Oui, monsieur.

Q. Il est question d'un achat de quoi?

R. De vingt mille caisses de marchandise.

Q. Vingt mille caisses de marchandise?

R. Oui.

Q. Quelle sorte de marchandise?

R. De scotch whisky.

Q. Seulement que du scotch?

T. Tout du scotch, oui—non, il y a du Bourbon,—quatre mille caisses.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que du Bourbon?

R. C'est du whiskey.

Q. Vous dites que vous rattachez le cablogramme pièce C, numéro un, au contrat pièce F. De quelle façon?

R. Ce contrat ici, moi, je n'y étais pas—je n'en ai pas eu connaissance. Je vous donne ce que monsieur Lord m'a donné.

Q. Vous dites que vous n'y étiez pas. C'était pour l'achat de marchandises en Angleterre?

R. Oui.

Q. Des liqueurs?

R. Oui.

Q. Et vous dites que ce cablogramme, pièce F, est en relation avec le contrat?

R. Avec le contrat.

Q. C'était pour payer la marchandise que vous aviez achetée?

R. C'était pour donner un acompte sur la marchandise.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que vous venez d'indiquer le cablogramme comme pièce F. N'est-ce pas plutôt C?

R. C, numéro un, oui.

Q. Il est question dans le contrat, pièce F, de combien de caisses?

R. Vingt mille caisses.

Q. Était-ce la quantité totale qui devait être achetée?

R. Oui, monsieur.

M. BERCOVITCH.—Cette fois-là?

R. Oui.

Q. Dans une transaction?

R. Ça été la seule.

Q. Maintenant, les vingt-huit mille piastres dont il est question dans la pièce C, numéro un, est-ce que c'était le total de l'argent qui devait être envoyé?

R. Oui, la balance devait être payée au fur et à mesure que la marchandise était vendue, le contrat le dit.

Q. A présent, les vingt-huit mille piastres doivent être envoyées, vous dites: "*Bray, Brien, ready, waiting Lord probably cable to morrow twenty-eight thousand*". De quelle façon devaient être payés ces vingt-huit mille piastres et dans quelle proportion, par chacun de ceux qui contribuaient?

M. A. LAVERGNE.—Avec la permission du comité, je désirerais enregistrer une objection. L'enquête est complètement en dehors des instructions données par la Chambre. Les instructions données par la Chambre sont d'enquêter sur le commerce d'importation qui se fait ici en contravention avec la Loi des liqueurs de Québec.

LE PRÉSIDENT.—L'enquête se fait sur l'argent envoyé à la Auto Supply Company?

M. A. LAVERGNE.—En contravention avec la Loi des liqueurs de Québec?

LE PRÉSIDENT.—On ne le sait pas encore.

M. A. LAVERGNE.—Il me semble que c'est une règle de justice élémentaire, avant qu'on ne livre le nom de citoyens respectables en pâture au public—il me semble que ce comité devrait s'enquérir d'abord, selon les instructions qu'il a reçues de la Chambre, et se tenir dans les limites de cette enquête que vous avez été chargés de faire. Si vous avez le droit de faire une enquête, de faire une inquisition dans les affaires de tout le monde dans la province, je crois que vous devriez vous enquérir d'abord si le contrat que vous avez en vue a été fait en contravention avec la Loi de la Commission des liqueurs de Québec.

M. RIVARD.—Si le Comité me le permet, au nom de monsieur Lord, je souligne l'objection. Vous avez le droit, je comprends, d'enquêter sur le bootlegging, sur le commerce illégal qui est nuisible à la Commission des liqueurs. Or, s'il est prouvé que le bootlegging dont on veut parler, est un bootlegging qui se fait aux Etats-Unis, le bootlegging qui peut se faire aux Etats-Unis ne peut pas être nuisible à la Commission des liqueurs, autrement il faudrait dire que la Commission des liqueurs fait du bootlegging aux Etats-Unis.

L'HON. M. NICOL.—Je crois que l'on procède dans l'ordre régulier. Ces pièces-là ont été produites hier, et on commence avec les premières pièces—

on prouve le contrat fait en Angleterre, on prouve ensuite que la marchandise a été payée en Angleterre, et après ça, pour la disposition de cette marchandise-là, nous reviendrons ensuite au pays et ça ne prendra pas de temps. Nous verrons ce qu'on a fait de la marchandise. L'objection qui vient d'être faite de la part des avocats, ne règle pas la question, parce que, si un montant de marchandises a été mis à bord à New York, par exemple, cela ne réglerait rien, parce qu'on peut démontrer qu'il y a des marchandises américaines qui sont importées ici —il y a des alcools qui sont déchargés à New York ou à d'autres ports et qui reviennent ici. Or, si c'est du bootlegging, cela est fait contre les intérêts de la Commission des liqueurs. Je crois que j'ai le droit de procéder d'une façon régulière et logique et, en suivant l'ordre des pièces qui ont été produites pour démontrer ce qu'on a fait en Angleterre, de quelle façon les liqueurs ont été achetées, de quelle façon elles ont été payées, etc.

M. A. LAVERGNE.—Si ce sont des boissons importées des Etats-Unis par des gens qui l'amènent dans la province de Québec, peut-être—mais, si ces gens-là importent de la boisson aux Etats-Unis, cela n'est pas de notre ressort.

L'HON. M. NICOL.—Je pense que mon ami admettra que, lorsqu'il s'agit d'une offence criminelle, toute partie qui est coupable d'un des éléments de l'offense, est coupable de toute l'offense.

M. A. LAVERGNE.—Nous ne sommes pas ici devant une cour criminelle. Nous sommes à faire une enquête sur les importations illégales faites dans la province de Québec,—il me semble qu'en toute justice et en toute honnêteté, vous n'avez pas le droit de faire une enquête sur un commerce légitime, parfaitement légitime, fait par les individus en dehors du Canada et pour exportation en dehors du Canada.

L'HON. M. NICOL.—Il s'agit de le savoir, et on commence à faire la preuve. Je crois que nous avons le droit de procéder d'une façon logique.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je crois devoir dire un mot au sujet de l'enquête qui se poursuit actuellement, non pas parce que je veux prendre la défense de ceux qui sont ici actuellement pour être entendus comme témoins—ils ont leurs procureurs pour les défendre—mais parce qu'on a évidemment cherché à faire sortir le nom d'un de nos collègues.—un de nos collègues les plus honorables de la Chambre, et cela d'une façon illégale, à mon point de vue. J'ai fait l'objection dès l'ouverture de cette enquête, lorsqu'on a voulu produire ces documents, parce que j'ai prétendu que la manière de procéder de la majorité de ce comité était absolument illégale. La Chambre a autorisé le comité à enquêter sur des cas particuliers, les cas de messieurs Lord et autres, au point de vue d'une importation dans la province de Québec, au détriment des opérations de la Commission des liqueurs de Québec. Voici ce que la Chambre a autorisé le comité à faire. Maintenant, je dis que le comité doit commencer par démontrer qu'il y a eu importation dans la province de Québec et, si vous n'avez pas prouvé cela d'abord, je dis que vous êtes forclos de prouver autre chose, en dehors de la province. Actuellement vous produisez des documents, comme celui-ci par exemple, que vous voulez produire comme pièce O, pour démontrer qu'on a acheté des marchandises à Londres pour être transportées à St-Pierre Miquelon—c'est tout ce que vous prouvez par là.

Alors, je dis que vous prouvez en dehors du cadre des pouvoirs qui vous ont été donnés par la Chambre, qui étaient d'enquêter sur les opérations d'importations dans la Province au détriment de la Commission des liqueurs. L'honorable Trésorier Provincial, avec son grand génie, trouve un autre moyen. Il dit: cette boisson-là a été achetée dans le but de faire un commerce entre l'Angleterre et les Etats-Unis—ce qui n'a pas d'affaire à la Commission des liqueurs peut-être—mais il pourrait arriver que, de cette boisson qui aurait été transportée aux Etats-Unis, il y en aurait qui ensuite aurait été expédiée au Canada. Eh bien, commençons donc par établir cela. Commençons par là et nous resterons dans le cadre des pouvoirs que la Chambre nous a accordés—mais, de la manière que vous procédez, vous le faite uniquement dans le but de jeter en pâture au public le nom de personnes—du moins en ce qui concerne notre collègue, Monsieur Bray—de jeter ces noms en pâture au public et je dis que la majorité de ce comité commet une injustice criante et en dehors de ses pouvoirs.

L'HON. M. NICOL.—Monsieur le Président, le contrat en question, si je me souviens bien, pourvoit à l'exportation de la marchandise et il n'y a rien de bien défini, si ce n'est qu'elle doit être livrée entre une certaine ligne nord et une certaine ligne sud, d'après le contrat—même si on en juge par le contrat, les marchandises pourraient parfaitement bien être livrées sur les bords du St-Laurent—c'est dans les limites données par le contrat. Maintenant, quant à livrer des noms en pâture au public, l'argument que l'on fait de l'autre côté, c'est que il n'y a eu rien d'illégal de fait. Si tout a été légal, personne ne peut en souffrir—si tout est légitime—vous dites que c'est un commerce légitime—alors, si c'est un commerce légitime, l'honorable député ne peut pas avoir d'objection. . . .

UN MEMBRE DU COMITÉ.—Vous n'aimeriez pas ça, vous, qu'on mettrait votre nom. . . .

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre, à l'ordre.

M. DURANLEAU.—Je n'ai plus qu'un mot à ajouter à ce sujet. Nous avons une autorité pour démontrer qu'un commerce comme celui qu'on vient de mentionner, en dehors de la province de Québec, est parfaitement légitime. Nous avons un jugement qui vient d'être rendu par l'honorable juge Archer, dans une cause de Marcellin Wilson contre monsieur Lord.—le comité connaît ces faits, ils sont publics. Monsieur Marcellin Wilson avait vendu de la boisson à monsieur Lord, achetée en Angleterre, depuis l'opération de la Commission des liqueurs, et monsieur Lord a refusé de payer un billet de vingt mille dollars, prétendant que la vente qui avait été faite était une vente illégale, parce qu'elle était en contravention avec la Loi des liqueurs de Québec. Monsieur le juge Archer vient de rendre jugement en disant que Monsieur Marcellin Wilson a parfaitement le droit d'aller acheter de la marchandise en Angleterre et de vendre cette marchandises, pourvu qu'elle ne soit pas importée dans la province de Québec.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce depuis la nouvelle Loi des liqueurs?

M. DURANLEAU.—Oui, c'est depuis la nouvelle loi des liqueurs—monsieur Wilson avait pris deux billets de monsieur Lord—monsieur Lord a

commencé par payer un billet de neuf mille piastre et, ensuite, il a refusé de payer le deuxième, en alléguant les moyens que je viens de donner et en faisant même une demande réconventionnelle pour répéter la somme de neuf mille piastres qu'il avait déjà payée. C'était un contrat fait à Montréal, que l'on remarque bien,—ce contrat a été fait à Montréal depuis la mise en opération de la Commission des Liqueurs et c'était pour de la marchandise achetée de Peter Dawson & Co., une compagnie que le comité connaît bien, et pour être livrée à monsieur Lord en dehors de la province de Québec—et l'honorable juge Archer a décidé que la transaction était parfaitement légale et ne touchait en aucune façon la Commission des liqueurs, n'affectait en aucune façon la Loi de la Commission des liqueurs. Maintenant, l'honorable trésorier connaît bien le cas dont j'ai parlé, il doit le connaître en sa qualité de trésorier provincial, puisqu'il doit s'intéresser à tout commerce qui est de nature à nuire aux opérations de la Commission—alors, je voudrais savoir de lui si c'est son intention d'assigner devant ce comité monsieur Marcellin Wilson au sujet du contrat qu'il a fait avec monsieur Lord ?

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président,—il y a une différence du tout au tout entre ces questions, quant au contrat qui a pu être fait par Monsieur Wilson avec Monsieur Lord—tout le monde sait que la maison Wilson est une maison qui a vendu du whisky et qui en a vendu longtemps avant l'institution de la loi actuelle. Tout le monde sait que la maison Wilson achète de la maison Peter Dawson & Co. Monsieur Wilson est dans le commerce et il ne fait absolument rien qui soit contre la loi. (Hilarités à gauche). On peut rire tant qu'on voudra. Ceci n'empêche pas ce que je viens de dire et même il vient d'être rendu un jugement disant que le contrat qui avait été fait par Monsieur Wilson, est un contrat parfaitement licite. Maintenant, il y a une grande différence entre ce cas-là et le cas qui nous occupe. Dans le cas qui nous occupe actuellement, nous avons affaire à une compagnie d'automobiles.

M. A. LAVERGNE.—Je regrette de vous interrompre mais, pour, votre information, vous me permettez de dire que la question que vous discutez a été décidée—il a été décidé que ce contrat était parfaitement licite, par la plus haute Cour d'Angleterre, dans la cause de la United Auto Supply, et Sir Charles Russell, qui était l'avocat de la compagnie—c'est Sir Lomer Gouin qui l'avait informé de prendre ce bureau-là . . .

M. BOUCHARD.—Il n'y a aucun doute que ce contrat, qui a été fait en Angleterre était parfaitement licite, parce qu'il a été fait dans un pays où la Commission des liqueurs n'a pas de juridiction. Je comprends qu'il n'est pas nécessaire d'avoir le plus haut tribunal de l'Angleterre pour dire que c'est parfaitement licite, pourvu que chaque partie ait rempli les conditions du contrat,—mais je dis qu'il y a une différence énorme, différence qui vient d'être démontrée par le fait que l'avocat de monsieur Lord prétend qu'il s'agit d'opérations parfaitement légitimes, alors je ne vois pas pourquoi on se plaindrait devant le comité si c'est une affaire légitime, de la seule mention du nom de monsieur Bray sur un télégramme. Je dis que nous avons été chargés de faire une enquête sur le bootlegging dans la province de Québec, qui nuit au commerce de la Commission des liqueurs, et il n'y a aucun doute que le bootlegging qui se fait, même aux Etats-Unis, nuit au commerce de la Commission des liqueurs., (Hilarités à gauche), parce que tout le monde sait qu'il est considérable. . . .

M. DURANLEAU.—Admission importante à enregistrer.?

M. BOUCHARD.—Certainement, enrégistrez-la, — mais je continue et je dis que ce bootlegging fait du tort à la Commission des liqueurs parce que, comme on le prouvera devant le comité, il se fait une importation considérable de boisson qui est importée des Etats-Unis—de la boisson qui est mentionnée dans les documents qui ont été produits—et cette boisson est ensuite importée ici par des bootleggers dans le pays et elle est vendue immensément moins cher que la Commission ne la vend elle-même, parce qu'on vole les droits du gouvernement—non seulement ce bootlegging nuit à la vente de la Commission des liqueurs, mais pour empêcher ce commerce illicite, nous sommes obligés de maintenir une force de police qui nous occasionne des dépenses excédant d'environ cent mille piastres les revenus que cela nous donne—et je dis que nous avons intérêt à faire cesser ce commerce illicite et que la Chambre a intérêt à connaître comment se fait ce commerce illicite. Je crois donc que ce comité devrait poursuivre son enquête et je suis convaincu que, non-seulement le comité mais la Chambre et tout le pays sont intéressés à ce que ce comité de l'Assemblée législative fasse connaître les opérations de ces bootleggers en gros.

M. SAUVÉ.—Pourquoi la Chambre a-t-elle tant hésité à ordonner cette enquête?

M. BOUCHARD.—Nous n'avons jamais hésité—nous avons demandé à l'Opposition de nous donner des faits spécifiques et, lorsque nous les avons obtenus, nous avons ordonné l'enquête. Dans ce temps-là, on réclamait toute la lumière, mais, maintenant, lorsqu'on veut faire la lumière, on veut nous empêcher de faire toute la lumière, et ce sont les personnes qui soulèvent l'opinion publique dans la province contre la Commission des liqueurs, qui veulent maintenant nous empêcher de faire la lumière.

M. A. LAVERGNE.—Croyez-vous que ce comité ait aucune autorité pour empêcher de faire du bootlegging entre l'Angleterre et les Etats-Unis?

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas à me prononcer sur les pouvoirs du comité.

M. A. LAVERGNE.—Si vous ne pouvez pas vous prononcer là-dessus, vous n'avez pas non plus le droit d'enquêter là-dessus.

LE PRÉSIDENT.—A l'Ordre. Je crois que le comité, mardi dernier, a déjà décidé d'admettre cette preuve.

M. A. LAVERGNE.—Sous réserve.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que le comité a parfaitement juridiction pour continuer cette enquête-là.—Maintenant, si le comité veut voter, je suis prêt à mettre la question au vote

M. SAUVÉ.—Votez.

M. A. LAVERGNE.—Je désire simplement enregistrer l'objection pour rester dans la légalité, mais je déclare que nous n'avons rien à cacher.

M. LANGLAIS.—C'aurait été bien mieux de commencer par le témoin principal, qui est prêt à tout dire.

EXAMEN CONTINUE PAR L'HON. M. NICOL:

Q. Je crois que ma dernière question vous demandait de dire dans quelle proportion les vingt-huit mille piastres mentionnées dans la pièce C, numéro un, avaient été payées par chacun de ceux qui sont mentionnés dans le câblogramme?

R. Je crois que cela est mentionné dans le premier contrat, comment cela devait être payé. Ça devait être payé, la moitié par le côté de Monsieur Lord, qui comprenait monsieur Lavallée et lui-même, et l'autre moitié, par l'autre côté.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que l'autre côté?

R. C'est monsieur Brosseau et moi-même et monsieur Nelligan, les trois autres mentionnés dans le contrat.

Q. Monsieur Brosseau, monsieur Nelligan et vous-même?

R. Oui.

Q. Les trois personnes mentionnées dans le contrat pièce O, qu'on a demandé de produire?

R. Oui, monsieur.

Q. Ce contrat-là est signé—vous avez commencé par dire, par monsieur Brien et par monsieur Brosseau?

R. M. James Nelligan, Narcisse Lord et J.-H. Lavallée.

Q. Voulez-vous dire pourquoi ce contrat a été fait—dans quel but?

R. Pour l'achat d'un bateau, un steamer.

Q. Est-ce qu'il y a d'autre chose aussi?

R. Le contrat le dit—pour faire le commerce à St-Pierre-Miquelon.

Q. Le commerce de liqueurs?

R. De liqueurs, oui, monsieur—mais ça n'est pas mentionné.

Q. Et vous deviez acheter le commerce de Monsieur Lord?

R. Si on réussissait avec le premier voyage du bateau, on était obligé d'acheter son commerce à St-Pierre-Miquelon.

Q. Ce commerce consistait dans l'importation des liqueurs alcooliques de la Grande-Bretagne ou autres pays à St-Pierre-Miquelon et dans la distribution de St-Pierre-Miquelon ailleurs, n'est-ce pas?

R. Oui, c'était pour aller aux Etats-Unis.

Q. St-Pierre-Miquelon était un point de relais seulement?

R. Oui.

M. HOUDE.—Il y a une question importante....

LE PRÉSIDENT.—Attendez, vous n'êtes pas membre du comité, monsieur Houde

Q. Le contrat, pièce O, est de quelle date.?

R. Le premier novembre, mil neuf cent vingt-deux.

Q. Et le contrat, pièce F, est de quelle date.

R. Le sept décembre, mil neuf cent vingt-deux.

Q. A présent, est-ce qu'on a donné suite au contrat, pièce O.?

R. Non.

Q. Est-ce que le bateau a été acheté?

R. Non, monsieur.

Q. Je vois que, dans le contrat, pièce F, il est question non seulement de l'achat des liqueurs alcooliques, mais du transport aussi, n'est-ce pas?—le contrat mentionne le prix d'achat et le prix de transport?

R. Ce contrat, ici je ne le connais pas bien, bien.

Q. Mais d'après le contrat?

R. Oui.—Monsieur Brosseau pourra tout vous expliquer ça—on n'a pas acheté le bateau.

Q. Dans la pièce C, quand vous dites "*Bray, Brien ready, waiting Lord probably cable to-morrow twenty-eight thousand*". Cet argent n'a pas été envoyé sur le contrat du bateau, mais sur le contrat de l'achat des liqueurs?

R. Ça été changé. Le bateau n'était pas ce qu'il avait été représenté.

LE PRÉSIDENT.—C'était pour acheter de la boisson de l'autre côté?

R. Oui, monsieur.

Q. Lorsque vous dites "*Bray, Brien ready, waiting Lord*". Vous étiez *ready* à quoi faire?

R. À envoyer notre quatorze mille piastres.

Q. Dans quelle proportion deviez-vous payer ces quatorze mille piastres, vous et monsieur Bray?

R. Moi, j'en envoyais neuf mille.

Q. Et monsieur Bray en envoyait combien?

R. Cinq mille.

Q. Ça été envoyé de quelle façon?

R. Par câblogramme—c'est un câble.

Q. De quel endroit était-ce câblé?

R. De la banque—de ma banque, la Banque Royale à Montréal.

LE PRÉSIDENT.—Quelle succursale?

R. Succursale Laurier et Park Avenue.

Q. Vous dites que vous avez câblé vos quatorze mille piastres?

R. Oui.

Q. Monsieur Lord, à votre connaissance, a-t-il câblé ses quatorze mille piastres lui aussi?

R. Il en a câblé dix mille, je ne sais pas où, et quatre mille par notre banque.

Q. Il en a câblé quatre mille par votre banque?

R. Oui.

Q. Où a-t-il pris ces quatorze mille piastres-là?

R. Je ne sais pas.

Q. Les quatre mille piastres, dis-je, par votre banque?

R.

Q. De quelle façon s'est-il procuré ces quatre mille piastres-là?

R. Si je me rappelle bien, c'est le produit d'un billet.

Q. Qui était le signataire de ce billet-là?

R. Monsieur Lord.

Q. Qui était l'endosseur?

R. Monsieur Bray.

Q. Quel monsieur Bray?

R. Monsieur Allan Bray.

Q. A présent, l'argent, les vingt-huit mille piastres ont été câblés en Angle-terre?

R. Oui.

Q. A North Brosseau?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Dites-vous que ce billet de quatre mille piastres a été escompté à la Banque Royale, à la succursale que vous venez de mentionner?

R. Je ne pourrais pas dire—je pense que c'est à la Banque Provinciale.

Q. Vous dites que l'argent a été envoyé ensuite en Angleterre à North Brosseau?

R. Oui, monsieur.

Q. Il a été câblé là?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que North Brosseau a suivi les instructions et a acheté la liqueur, avec cet argent?

R. Il en a acheté dans ce temps-là.

Q. Qu'est-ce qui est advenu des liqueurs achetées par North Brosseau avec l'argent qui lui a été câblé, comme vous venez de le dire?

R. Ça été expédié par le steamer Estar.

Q. C'est le steamer dont il est question dans la pièce F?

R. Je ne sais pas, je n'en ai pas pris connaissance d'un bout à l'autre.

Q. C'était le steamer Estar et il s'engageait de livrer la marchandise tel que mentionné dans la clause deux du contrat F?

R. Oui.

Q. Qui se lit comment?

R. C'est en anglais. (Lisant). *"The shippers will deliver the cargo at any agreed point not less than twenty miles off the Atlantic Coast of the United States of America, or St. Pierre Miquelon, or a New Foundland port or Nassau in the Bahamas, but no point of delivery or port shall be north of latitude fifty (50) or south of latitude twenty-two (22), provided always that the point of delivery shall be in any case in a latitude free from ice."*

Q. A votre connaissance alors, monsieur Brien, le bateau a fait le voyage?

R. Oui.

Q. Il s'est rendu à quel endroit?

R. Il s'est rendu en rade de New-York, à peu près à quinze ou vingt milles, je crois bien.

Q. Vous étiez, dans le moment, intéressé dans la transaction, comme vous venez de le dire?

R. Un peu, oui, monsieur.

Q. Est-ce que vous vous êtes intéressé au déchargement de la cargaison ensuite à New-York, lorsque le bateau est arrivé?

R. Oui.

Q. Quels autres étaient à New-York avec vous?

R. Il y avait monsieur Nelligan, monsieur Brosseau, un nommé Harrison et deux autres qui devaient nous aider à en disposer là-bas—qui avaient des acheteurs en mains.

M. DURANLEAU.—Là-bas, où?

R. Aux Etats-Unis.

Q. Des gens de Montréal?

R. Non. Harrison était d'Angleterre, je crois.

Q. A présent, ceux qui avaient fourni les fonds, monsieur Lord et les autres qui avaient fourni les fonds, c'était les plus intéressés, ceux-là?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'ils se sont rendus à New-York ?

R. Monsieur Lord ne s'est pas rendu—son garçon était là, mais pas lui-même.

Q. Monsieur Bray s'y est-il rendu ?

R. Il est venu pendant qu'on était là.

Q. Est-ce que la cargaison a été déchargée à New-York ?

R. Pas beaucoup, le temps que j'ai été là, on avait vingt jours pour décharger.

LE PRÉSIDENT.—D'après votre contrat ?

R. D'après le contrat et au, bout de vingt jours, les Anglais ont annulé le contrat.

Q. C'était leur droit, d'après le contrat ?

R. Ils ont prétendu ça—ils ont perdu ensuite.

Q. Au bout de vingt jours, vous dites que les Anglais ont annulé le contrat ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce qui est arrivé, ensuite ?

R. On a pris notre petit bagage et on est arrivé à Montréal

Q. Est-ce qu'il y a eu une réclamation, plus tard, pour recouvrer le prix de la marchandise ?

R. Pour recouvrer le dépôt qui avait été fait parce qu'il n'était pas en règle dans la cancellation de leur contrat.

LE PRÉSIDENT.—Quel dépôt ?

R. Un dépôt de sept mille pounds, à peu près trente-un mille dollars (\$31,000.)

Q. Au nom de qui cette réclamation a-t-elle été faite ?

R. Au nom des signataires du contrat en Angleterre, Monsieur Brosseau et monsieur Lavallée, je crois.

Q. Est-ce qu'il est intervenu un règlement ou un jugement dans cette affaire-là ?

R. Là, moi, je suis tombé en faillite personnellement et j'avais transporté mes intérêts à monsieur Lord qui m'avait aidé financièrement.

Q. Vos intérêts ont été transportés ?

R. Ont été transportés à monsieur Narcisse Lord.

LE PRÉSIDENT.—Quel montant lui avez-vous transporté ?

R. Pour former mon montant à moi—monsieur Lord pourra vous dire ça—une couple de mille piastres—deux mille six cents à deux mille huit cents piastres.

Q. Est-ce que monsieur Lord a collecté, à votre connaissance ?

R. Je crois que oui.

Q. Est-ce qu'il y a eu partage du montant qui a été perçu ?

R. Je n'en connais rien, à ce moment-là, j'étais désintéressé, je ne suis pas intervenu.

Q. Vous aviez transporté vos intérêts à Monsieur Lord ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, dans la pièce C, numéro trois, je vois un ordre sous forme de lettre adressé à Monsieur Bulley, *Manager, Royal Bank, Laurier Branch*,

en date de Montréal, novembre 28, mil neuf cent vingt-deux. Cette lettre a été lue hier ou avant-hier—voulez-vous nous expliquer ça et nous la lire?

R. (Lisant). "*This is your authority to cable five thousand dollars Canadian funds to the following address: North Brosseau, Untippable Piccy (Ça c'est Piccadilly) London, England. Along with five thousand dollars from alderman Bray also in Canadian funds. Yours truly*".

M. DURANLEAU.—A quelle date?

R. Le vingt-huit novembre, mil neuf cent vingt-deux.

Q. Est-ce que la banque à laquelle ce message était adressé, l'a respecté?

R. Oui, monsieur,—elle ne voulait pas payer—je lui avais téléphoné de câbler l'argent et elle m'a dit: il faut un écrit. Là, je l'ai envoyé par mon comptable, en allant faire son dépôt.

Q. Et l'argent a été câblé en Angleterre?

R. L'argent a été câblé en Angleterre, oui.

Q. Ça paraît à la lettre—il est dit "payé"?

R. Oui, ils ont chargé ça sur mon compte ces cinq mille piastres-là.

Q. Alors, ça serait sur cet ordre de vous que la Banque a envoyé cinq mille piastres de Monsieur Bray aussi?

R. Oui, parce qu'on ne pouvait pas le rejoindre cette journée-là — je crois que l'argent avait été déposé là et ils ne voulaient pas prendre la responsabilité—ils m'ont fait prendre la responsabilité.

Q. Monsieur Bray n'a pas voulu prendre la responsabilité?

R. Non, le gérant n'a pas voulu prendre la responsabilité de câbler sans avoir une autorité.

Q. Est-ce que monsieur Bray avait autorisé le gérant, à votre connaissance, à payer sur votre ordre?

R. Monsieur Bray devait avoir déposé l'argent, là parce que le gérant ne l'aurait pas envoyé, s'il n'avait pas eu d'argent. J'ai téléphoné au gérant de câbler l'argent de monsieur Bray. Il dit: je n'ai pas d'écrit. J'ai dit: je prends ça sur moi-même, si ça n'est pas correct, je vous rembourserai. C'est pour ça qu'il a exigé que je le lui mentionne par écrit.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas vous qui aviez déposé les cinq mille piastres de monsieur Bray?

R. Non.

Q. C'est l'argent de monsieur Bray qui a été envoyé, ce n'est pas votre argent?

R. Oui, monsieur, ce n'est pas le mien.

Q. Monsieur Bray ne vous a pas réclamé, depuis ce temps-là, ces cinq mille piastres?

R. Non.

Q. Je vois la pièce numéro deux de la pièce C, qui est un câblogramme aussi, voulez-vous dire ce que c'est?

R. C'est North Brosseau, pareil, *Untippable, London. "Bray five Brien nine, altogether fourteen thousand ready. Cable Brien when needed. Tell Lavallé cable Lord when needing his fourteen. Regards. "Letter, with code following."* C'est signé par qui?

R. Par moi.

Q. C'est vous qui avez envoyé ça?

R. A Londres, oui.

Q. C'est toujours le même monsieur Brosseau, North Brosseau?

R. Oui.

Q. A présent, lorsque vous dites "*Bray five, Brien nine, altogether fourteen...*"

R. C'est toujours le même montant.

Q. Il ne s'agit pas d'un autre cinq mille piastres ni d'un autre neuf mille piastres?

R. Non, c'est toujours le quatorze mille piastres, la moitié des vingt-huit mille piastres.

Q. Je vois qu'il y a dans la même pièce C, numéro cinq, un écrit signé par vous, en date du vingt-cinq novembre. Voulez-vous expliquer ce que c'est?

R. Pour former mon montant, je n'avais pas assez d'argent et j'ai eu de ce monsieur là, monsieur Lesieur, seize cent soixante et six piastres et soixante-et-dix cents (\$1,666.70).

Q. Est-ce qu'il s'agissait de boisson ou du bateau?

R. C'était la même chose, c'était dans ce syndicat-là, seulement qu'on mentionnait bateau, parce que ça rendait l'affaire plus légale au point de vue de la réclamation.

Q. Vous mentionnez bateau, parce que cela a l'air plus légal au point de vue d'une réclamation?

R. Oui, monsieur—c'était ça aussi dans le temps, je pense.

LE PRÉSIDENT.—C'est vous, monsieur Brien, qui aviez la possession de tous ces papiers-là?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Ça été saisi chez vous?

R. Chez moi, oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Même le contrat, pièce O, qui a été produit ce matin?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Le dernier contrat?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—Ça été saisi chez vous?

R. Chez moi ou au garage, ils ont saisi aux deux places, mes papiers, ils ont tout vidé mon pupitre, au garage.

LE PRÉSIDENT.—Les deux contrats, dont vous avez parlé tout à l'heure, il y en a un qui a été produit dans la Cour?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Il y en a un nouveau au sujet du bateau?

R. Ils ont tout saisi.

LE PRÉSIDENT.—Celui du bateau aussi?

R. Je ne sais pas s'ils l'ont pris au garage ou s'ils l'ont pris chez moi.

M. DURANLEAU.—Comment se fait-il que le contrat, pièce O, était en la possession du Trésorier provincial, s'il a été saisi chez vous?

L'HON. M. NICOL.—Quand j'aurai fini de questionner

M. DURANLEAU.—C'est mieux de savoir ça tout de suite—est-ce que je comprends que le président décide que, lorsque quelqu'un est à interroger le témoin, personne d'autre dans le Comité n'a le droit de poser une question ?

LE PRÉSIDENT.—Non, non.

M. DURANLEAU.—J'aimerais que le point serait décidé, parce que, dans ce cas, lorsque je questionnerai un témoin, je ne veux pas que les membres de la majorité interviennent pour poser d'autres questions et que le Président les laisse faire. Si le Président veut établir cette règle-là, j'en suis, mais je veux qu'elle soit établie pour tout le monde.

L'HON. M. NICOL.—Si vous voulez objecter à la production d'un document c'est quand le document est produit que vous devez le faire. A présent, le document est produit et c'est à propos de ce document que je veux faire l'enquête.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas là le point en litige—seulement je veux savoir si c'est la règle que l'honorable président du comité entend établir que, lorsqu'un témoin sera sous examen par quelqu'un du comité, que personne d'autre du comité n'aura le droit d'intervenir pour poser des questions.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que ça serait infiniment mieux, lorsqu'on interroge un témoin, de laisser celui qui interroge, finir son examen, noter les objections qu'on peut avoir et interroger à son tour, autrement on va tout mêler. Je crois que ça serait mieux et que tout marcherait bien plus vite.

M. DURANLEAU.—Alors, cela est réglé ?

LE PRÉSIDENT.—C'est au comité à l'établir,—si le comité préfère qu'on puisse interrompre l'interrogatoire—mais il me semble que ça prendrait beaucoup moins de temps.

M. SAUVÉ.—Vous formulez un vœu.

LE PRÉSIDENT.—C'est une suggestion ? Je comprends que le comité est d'opinion qu'il vaut mieux procéder de cette façon,—ça prendra moins de temps.

M. DURANLEAU.—Je crois que le Président du Comité a le pouvoir de décider cette question lui-même et qu'il doit la décider ?

LE PRÉSIDENT.—Si j'en ai le pouvoir, je le décide.

INTERROGATOIRE CONTINUÉ PAR L'HON. M. NICOL :

Q. Voulez-vous prendre communication de la pièce H, numéro un, qui est une lettre datée de St-Jean Nouveau-Brunswick, septembre mil neuf cent vingt-quatre ?

R. Cela ne se rapporte pas à ma cause. C'est de l'argent que j'avais prêté à un ami et il me dit.

M. SAUVÉ.—Ça ne se rapporte pas à votre cause ?

R. Non, ça ne se rapporte pas à ma cause du tout.

Q. Je voudrais savoir qui vous a écrit cette lettre-là?—c'est signé Georges.
R. Non, ce n'est pas Georges, ça. C'est de l'argent que j'avais prêté à cet homme-là—c'est un... je ne me rappelle pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas son nom?

R. Je ne me rappelle pas son autre nom, non.

Q. Eh bien, si vous ne vous rappelez pas, on va laisser faire. Je vois la pièce numéro trois, dans la même liasse, qui est une lettre de New York, en date de janvier, mil neuf cent vingt-trois?

R. Oui.

Q. A peu près dans le même temps?

R. C'est dans ce temps-là.

Q. Dans la transaction?

R. Oui, monsieur.

Q. L'importation des liqueurs?

R. La grosse affaire. L'autre était au balai dans ce temps-là—c'est une autre proposition que ce gas-là faisait.

Q. Qu'est-ce que c'est que ce Walter-là?

R. C'est un américain. C'est une autre proposition qu'il faisait, parce que la nôtre allait mal—elle avait été mal.

Q. C'était une proposition à quel effet?

R. A l'effet de me reprendre, vu que l'autre affaire était tombée à l'eau—en organiser une autre.

Q. Qui était ce Walter—quel était son nom?

R. Je pense que c'est Harrison, qui avait été engagé dans la première transaction—je ne suis pas certain—c'était un des trois, qui nous aidait à disposer de notre cargaison à New-York.

Q. Est-ce que ce nommé Harrison s'est intéressé à expédier dans la province de Québec de l'alcool qu'il y avait à New-York et aux États-Unis?

R. Jamais. Il est reparti pour l'Angleterre et on ne l'a jamais revu.

LE PRÉSIDENT.—Sur quelle pièce interrogez-vous, monsieur Nicol?

L'HON. M. NICOL.—Sur la pièce numéro trois.

M. A. LAVERGNE.—Voulez-vous, s'il vous plaît, parler plus fort.

LE TÉMOIN.—J'ai dit que Harrison était reparti pour l'Angleterre et qu'on ne l'avait jamais revu. Il n'a pas été question entre lui et moi d'importer au Canada.

Q. Maintenant, la pièce I, numéro trois. Je vois qu'il y a ici une copie de lettre—je crois que c'est dans la pièce deux, du onze août, mil neuf cent vingt-quatre, de Fort Kent, Maine.

R. C'est une autre lettre du même homme.

Q. Clare, Nouveau-Brunswick.

R. Ce sont deux ports qui se touchent—deux villes qui se touchent sur la frontière.

Q. Il est question dans cette lettre-là, dans le numéro quatre, de mille gallons cinq cent, à cinq et demi, cinq cents à six et demi—pouvez-vous dire s'il s'agit de gallons de quoi? Est-ce du sirop ou quoi?

R. Ce n'est pas de la mélasse.

Q. Ce n'est pas de la mélasse?

R. Non.

Q. C'est de l'alcool?

R. Oui, monsieur—ces garçons-là sont arrivés au garage, un bon jour, avec un automobile du Nouveau-Brunswick—c'est-à-dire une licence du Nouveau-Brunswick, et ils m'ont fait des propositions.

Q. Ils voulaient envoyer à Montréal. . . .

R. De l'alcool.

Q. Du Maine ou du Nouveau-Brunswick?

R. Ça venait du Maine, ils traversaient la frontière avec.

M. DURANLEAU.—A quelle date?

R. Dans le mois d'août, cette année.

Q. C'est la pièce I, numéro quatre—ils voulaient expédier à Montréal mille gallons de whisky provenant du Maine, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

M. SAUVÉ.—Qui ça?

R. Un monsieur Albert. Ils sont venus au garage, mais je les ai pris pour des spotters et pour qu'ils me prouvent si c'était ça ou non, je leur ai dit: vous m'écrirez, rendus chez vous.

Q. A quel garage?

R. Au garage Atwater.

Q. C'est votre garage à vous?

R. Ce n'est pas à moi—je suis gérant, c'est une compagnie limitée,—mais je n'en ai jamais acheté de gallons, je n'ai jamais reçu ni acheté un gallon—c'est resté là, cette affaire-là.

Q. Il y a une pièce ici, numéro cinq de la pièce I, qui est une lettre d'un monsieur—une lettre écrite par l'assistant-gérant de la compagnie française du Phenix, traitant de la police 400956 à J. E. Bisaillon?

R. Je suis agent d'assurance et c'est une lettre de la Compagnie m'avisant qu'elle cancellait la police d'assurance sur cette propriété-là.

Q. Cette propriété, c'était une bâtisse et demeure à Clarenceville, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous êtes agent d'assurances à Montréal?

R. A Montréal, mais je peux faire de l'assurance n'importe où—j'ai un permis.

Q. Est-ce que vous faisiez de l'assurance à Clarenceville?

R. Oui, j'en ai fait, parce que je l'avais assurée.

Q. Est-ce que c'est un endroit. . . .

R. C'est une ferme.

Q. Quelle espèce de ferme? Est-ce une ferme localisée spécialement—qui servait à entreposer des liqueurs alcooliques?

R. Pas que je sache, parce que je ne l'aurais pas assurée. C'est à Monsieur Bisaillon.

Q. C'est à monsieur Bisaillon?

R. Oui, c'est le propriétaire.

Q. Avez-vous visité cet endroit?

R. Oui.

Q. Avant de l'assurer?

R. Oui, et je l'ai fait visiter même par l'inspecteur de la compagnie d'assurance, monsieur Fontaine.

Q. Savez-vous pourquoi la compagnie a annulé la police ?

R. Je ne le sais pas—ils ne me l'ont pas dit.

Q. Vous avez été questionné, à venir jusqu'à présent, sur une transaction faite en Angleterre—la grosse transaction comme vous dites—et vous avez ensuite mentionné un nommé Harrison qui a eu des pourparlers, afin d'entrer dans une autre transaction avec vous et qui est disparu pour l'Angleterre ?

R. Oui.

Q. Avez-vous fait d'autres transactions du même genre avec des intéressés, avec Monsieur Lord ou monsieur Lavallée, monsieur Brosseau, monsieur Bray ou le docteur Lebel ou les autres intéressés qui ont été mentionnés à venir jusqu'à présent ?

R. Pas depuis ces choses-là.

M. A. LAVERGNE.—Il n'est pas prouvé que monsieur Bray était intéressé ?

Q. Monsieur Bray vous a-t-il prêté les cinq mille piastres en question ?

R. Pas à moi.

Q. A-t-il jamais pris un billet ?

R. Non.

Q. Je vois, dans la liasse, pièce D, le numéro un. Voulez-vous dire si c'est un message encore ?

R. "*Say when going, delay disastrous*". C'est parce que ça prenait bien du temps à partir. Nos acheteurs se fatiguaient d'attendre là-bas et c'était désastreux. Il n'y a pas de doute que c'est ça.

Q. Vous aviez un bateau qui partait d'Angleterre ?

R. Oui.

Q. A présent, je vois une autre pièce, le numéro deux de la même pièce D, un message encore adressé à North Brosseau, qu'est que c'est que ça ?

R. Il m'avait envoyé un télégramme demandant de l'argent et il y avait dix mille piastres de parties et je l'avais adressé à Albert Brosseau, Regent's Palace, et je lui ai dit : "*Look for it there. Four thousand going to-morrow.*"

Q. C'est signé par ?

R. Auto Supply Company.

Q. L'autre message, numéro trois, est à quel effet ?—c'est adressé à Brosseau, care Automobile Londres, Angleterre ?

R. Oui, je lui demandais des nouvelles". "*How is everything? Here all is well—write me give me the code*". Il devait m'envoyer un code.

Q. Vous lui demandiez un code ?

R. Oui.

Q. Pourquoi un code ?

R. Pour télégraphier.

Q. Pour télégraphier secrètement ?

R. Oui.

Q. L'autre message numéro quatre, est un message par vous-même encore à Brosseau ?

R. Oui.

Q. A Londres, Angleterre ?

R. Oui, "*Hurry up, come fast across. No objection to two or three thousand in addition.*" Je lui disais qu'il n'y avait pas d'objection à vingt-deux ou vingt-trois mille caisses, au lieu de vingt mille caisses, et d'être à New-York avant Noël.

Q. Le numéro cinq de la même pièce, c'est à Monsieur North Brosseau encore même adresse à Londres?

R. Oui, je voulais dire de se dépêcher de s'en venir.

Q. "*No objection necessary quantity*"?

R. Ça, c'est en code—je n'ai pas . . . le reste, c'est du code.

Q. Savez-vous ce que ça veut dire?

R. Je ne sais pas, je ne me le rappelle pas.

Q. Au meilleur de votre connaissance.

Q. C'est une quantité quelconque, c'est en code.

Q. Dans le moment, vous n'aviez pas d'objection à avoir plus que vingt mille piastres?

R. Non.

Q. A présent, en voici un autre—Numéro six, à la même adresse.

R. Ce sont toutes des copies—il n'y a pas de date, parce que le carbone ne montait pas assez. La date est sur l'original "*Just back everything . . .*" ici il y a un mot de code—"*asvon*", c'est pour New-York. Je lui demandais une reconnaissance pour les quatorze mille qu'il avait reçus.

Q. Quatorze mille quoi?

R. Quatorze mille piastres.

Q. Quatorze mille piastres de qui?

R. C'était les miennes—de notre côté.

Q. Numéro sept, c'est encore un message daté de Montréal, décembre, dix-huit, mil neuf cent vingt-deux, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Encore à monsieur Brosseau?

R. Oui.

Q. A Glasgow, cette fois-là?

R. Oui—c'était important que tous les messages soient dans le code—je lui avais donné un code. Il dit: "*Use Brien's if necessary. Anxiety here over delay.*" Ça retardait, il n'était pas parti. Là, c'est la réponse.

Q. Numéro huit?

R. C'est en réponse à un câble qui demandait de l'argent. Je dis: "*fourteen are gone Royal Bank*"—quatorze mille piastres parties par la Banque Royale. Je lui demandais encore "*acknowledge*".

Q. Comme question de fait, la Banque Royale avait envoyé les quatorze mille piastres, comme vous venez de dire?

R. Oui.

Q. Neuf mille pour vous et cinq mille pour monsieur Bray?

R. Oui, monsieur.

Q. Le numéro neuf, c'est encore un câble, ça?

R. Oui—bien ça, ça ne se rapporte pas à l'affaire du tout. C'est un nommé Roberts qui avait parti sa compagnie d'assurance, le bureau de direction, et puis, on ne trouvait pas ses papiers, j'ai demandé à Monsieur Brosseau où il avait mis ça, avant de partir. Voici—"*Harrison Commodore Hotel: Nell received your letter*"—ce Harrison-là c'est celui qui devait disposer de la marchandise à New-York. Il était anxieux de voir . . .

LE PRÉSIDENT.—Quelle est cette pièce-là?

L'HON. M. NICOL.—C'est le numéro dix de la pièce D.

R. C'est un message à Harrison à, New-York, à l'Hôtel Commodore, New-York: "Nelligan a reçu votre lettre et votre télégramme mais n'avait pas votre adresse". On attendait encore des nouvelles du bateau—il n'était pas parti encore.

Q. Je vois, maintenant, le numéro sept de la pièce I. Janvier, huit, mil neuf cent vingt-deux?

R. C'est daté de Montréal, janvier huit, mil neuf cent vingt-deux, oui.

Q. C'est un message à qui?—à George Hearne?

R. George, je suppose, c'est une adresse télégraphique à Londres: "*cable-gram received, delay disappointing.*" C'était toujours la même chose, parce que le bateau n'arrivait pas et ça désappointait tout le monde. Il n'était pas arrivé le huit janvier—il était *slow*. Je lui demandais de donner la position du vaisseau, pour pouvoir juger quand il pourrait arriver, et la quantité qu'il y avait à bord. Ce n'est pas moi, c'est Nelligan qui a envoyé ça.

Q. Alors, il demandait la location du vaisseau, pour qu'il puisse juger quand il arriverait à peu près?

R. Oui.

Q. Avez-vous reçu un message, plus tard, disant quand le bateau arriverait?

R. Oui.

Q. Est-ce que le message est parti d'Angleterre ou d'abord du vaisseau?

R. J'en ai eu un d'Angleterre et j'en ai eu un de *wireless*.

Q. Alors, quand ce message est arrivé, qu'avez-vous fait—vous êtes vous rendu à New-York.

R. On était rendu?

Q. Qui est-ce qu'il y avait de rendu à New York, lorsque le message est arrivé?

R. Monsieur Nelligan, monsieur Brosseau et moi-même, monsieur Georges Lord.

Q. Avez-vous attendu quelque temps à New-York?

R. Oui, pas mal, ça pris plusieurs jours.

Q. Quelqu'un des autres intéressés est-il allé vous rejoindre à New-York, pendant que vous attendiez?

R. Non.

Q. Vous dites que monsieur Bray est allé à New York?

R. Si je me rappelle bien, c'est vers la fin de janvier.

Q. Le bateau était-il arrivé?

R. Le bateau était arrivé.

Q. Avait-il été averti du fait que le bateau était arrivé?

R. Pas par moi.

Q. Lui avez-vous parlé, à New-York, lorsque vous l'avez rencontré?

R. Oui, je l'ai rencontré.

Q. Est-ce qu'il a été question de la transaction du bateau?

R. On en discutait souvent.

Q. Des fois, il y était?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que c'est que vous discutiez—quel était le sujet de vos conversations?

R. Parce que ça allait mal—on ne trouvait pas d'acheteurs—le garçon qui devait nous vendre ça... Il faisait mauvais et les vingt jours, le temps achevait pour en disposer.

Q. Vous étiez tous des intéressés à New-York, et naturellement, cette affaire-là vous tracassaient un peu, n'est-ce pas?

R. Certainement.

Q. Avez-vous pris des moyens pour disposer de la cargaison?

R. Les intéressés étaient tous là et on essayait, par tous les moyens possibles

Q. Pendant ce temps-là, monsieur Bray était avec vous autres et il prenait part à ça?

R. Il a été quelques jours.

Q. Combien de jours?

R. Quatre ou cinq jours.

Q. A quel hôtel étiez-vous?

R. A l'hôtel Cadillac.

Q. Est-ce que tout le monde était au même hôtel?

R. Non, il y avait monsieur Lord, qui était à l'Hôtel Astor, monsieur Nelligan était à l'hôtel Commodore et moi aussi, je crois.

Q. Et monsieur Bray?

R. Monsieur Bray, je pense qu'il était au Cadillac, avec monsieur Brosseau.

Q. Comment se fait-il que monsieur Bray est entré dans cette affaire-là — l'avez-vous rencontré avant? — est-ce que la chose avait été discutée à Montréal.

R. J'ai rencontré monsieur Bray au bureau de la United Supply. C'était un ami de monsieur Brosseau, qui est entré dans la compagnie vers le mois de septembre ou octobre, je crois.

Q. Dans quelle compagnie?

R. United Auto Supply.

Q. Qui est entré?

R. Monsieur Brosseau, monsieur Bray n'était pas dans la compagnie United Auto Supply.

Q. Comment est-ce que cette affaire—cette transaction est arrivée—quelqu'un a dû commencer

R. C'est monsieur Nelligan qui avait une proposition d'un anglais quelconque, d'un homme de l'autre côté, qui offrait de vendre un bateau à bien bon marché, à ce qu'il dit, pour une quinzaine de mille piastres qu'on pourrait acheter ce bateau-là, si je me rappelle bien, et que, avec ce bateau-là, on pourrait importer la boisson qu'on désirerait mettre à bord, moyennant un petit dépôt, et qu'il se chargeait de toute l'organisation de l'autre côté. Ça, ça été la partance.

Q. Qui était présent, lorsqu'on a dit ça?

R. Ça m'a été proposé à moi.

Q. Où, à quel endroit?

R. A mon bureau ou sur la rue.

Q. Par monsieur Nelligan?

R. Certainement. J'en ai parlé à monsieur Brosseau, ensuite, et puis on s'est rencontrée avec Nelligan.

Q. Vous dites que vous vous êtes rencontrés—qui?

R. Monsieur Brosseau et moi et on a parlé à Nelligan—c'est loin ça, je ne me rappelle pas de tout ça—et puis, on est allé, je crois—monsieur Brosseau est allé voir monsieur Lord, à St-Jean, pour l'intéresser dans cette chose-là. —ce n'est pas monsieur Lord, c'est un autre de ses amis que je ne connais pas, qu'il a été voir à St-Jean et cet ami-là, il ne pouvait pas, et il l'a référé à Monsieur Lord. Là, monsieur Lord est rentré dans le cercle.

Q. L'avez-vous rencontré à Montréal, monsieur Lord?

R. On est retourné chez monsieur Lord, monsieur Brosseau et moi-même, pour lui en parler et, au bout d'une journée ou deux, il est revenu à Montréal avec son garçon et monsieur Lavallée, je crois, il était décidé.

Q. A cette assemblée à Montréal avec Lavallée et son garçon, qui est-ce qui était là—est-ce que tous les intéressés étaient présents?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Tâchez de rafraîchir votre mémoire?

R. Monsieur Nelligan était sans doute présent—parce que c'était.....

Q. Est-ce que le docteur Lebel était présent?

R. Ah non, le docteur Lebel est venu ensuite, lorsqu'il me manquait de l'argent.

Q. Est-ce que Lesieur était présent?

R. Ils sont entrés ensuite, parce qu'il me manquait de l'argent et je les ai intéressés.

Q. Est-ce que Bray était présent?

R. Non, pas là.

Q. Quand est-il venu?

R. Il est venu plus tard, en même temps que les autres.

Q. Il est venu plus tard?

R. Oui.

Q. Après que Lesieur, Lebel et Bray sont entrés, avez-vous eu des assemblées—vous êtes-vous réunis à quelque'endroit pour discuter votre affaire?

R. Oui.

Q. A quelle place vous réunissiez-vous?

R. Au bureau de la United. On s'est réuni une fois. Monsieur Harrison est venu pour convaincre ces gens-là qu'il pouvait disposer de la quantité voulue.

Q. Pour convaincre ces gens-là.....

R. Monsieur Brosseau et monsieur Lord.

Q. Monsieur Bray était-il là?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Était-il présent avec Lebel?

R. Non, Lebel et Lesieur sont entrés rien qu'après que monsieur Brosseau est parti pour l'Angleterre. C'est parce qu'il me manquait de l'argent pour former mes neuf mille piastres, que je leur ai offert une tranche.

Q. Lorsque Brosseau est parti pour l'Angleterre, Bray était-il entré dans le temps—étiez-vous certain de sa mise?

R. Il avait dit qu'il la mettrait, oui.

Q. Qu'il mettrait quoi?

R. De l'argent.

Q. Quel montant?

R. On ne savait pas quel montant serait nécessaire dans le temps.

Q. Il a mis son montant?

R. Oui.

Q. Quel devait être son intérêt, s'il mettait ce montant-là?

R. Proportionnel au montant, je suppose, mais je ne me rappelle pas.

Q. Les intéressés devaient diviser selon leur mise?

R. Oui.

Q. C'était l'entente?

R. C'était l'entente, oui, c'était le contrat, un cinquième chacun.

M. RIVARD.—Était-ce un contrat écrit?

R. Oui, un contrat écrit—c'est ça qu'on a toujours marché.

M. DURANLEAU.—Quelles sont les parties à ce contrat-là?

Q. Monsieur Bray n'a pas signé ce contrat-là?

R. Non.

Q. Comment est-ce que ça se fait qu'il ne l'a pas signé?

R. Je ne sais pas—c'est parce qu'il n'était pas dedans, je suppose.

Q. Il n'était pas dedans, à ce moment-là?

R. Non.

Q. Il est entré dans le syndicat plus tard?

R. Oui, je suppose.

Q. C'est vous qui avez eu ces cinq mille piastres?

R. C'est la Banque Royale,—c'est monsieur Brosseau qui a dû les recevoir là-bas, moi je n'y ai pas touché.

Q. Vous avez autorisé la banque à les envoyer?

R. Oui, je savais qu'ils étaient là, parce que j'étais là lorsqu'il les a déposées.

Q. Vous étiez à la banque, lorsque Bray a déposé ça?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Pourquoi déposait-il ça?

R. Pour être envoyé en Angleterre?

Q. Dans le syndicat?

R. Oui.

Q. Pour les fins de l'achat de boisson?

R. C'était pour être envoyé à monsieur Brosseau en Angleterre.

Q. Pour les fins du syndicat?

R. Ça servi à ça.

Q. Alors, pendant tout ce temps-là—l'argent a été envoyé en Angleterre et vous dites que le bateau a retardé et il a été envoyé des messages, comme vous venez de le dire, et vous êtes allés à New York et le bateau est arrivé au mois de janvier?

R. Oui.

Q. Maintenant, pendant tout ce temps-là et depuis le moment où vous avez envoyé l'argent, qui était au mois de novembre, je crois—l'ordre à la Banque est en date du vingt-huit novembre?

R. Oui.

Q. Depuis ce moment-là jusqu'à l'arrivée du bateau, au mois de janvier, les intéressés ont dû se rencontrer de temps à autre?

R. Bien, les intéressés n'étaient pas nombreux, il y avait monsieur Lord, qui venait souvent au bureau, lorsqu'il venait à Montréal, il venait voir si j'avais des nouvelles—on s'échangeait des nouvelles, lorsqu'on en recevait.

Q. Avez-vous rencontré, pendant ce temps-là, le docteur Lebel?

R. Le docteur Lebel était un des associés secrets avec moi.

Q. Les autres, il n'en était pas question, alors?

R. Non.

Q. Avez-vous rencontré monsieur Bray pour lui parler depuis novembre jusqu'à janvier?

R. On a dû en parler quelquefois, oui.

Q. Vous lui en avez parlé quelquefois?

M. DURANLEAU.—Il a dit: on a dû en parler. Il ne faut pas défigurer ce que dit le témoin.

R. Je me rappelle qu'une fois on en a parlé.

Q. Qu'avez-vous dit?

R. Il m'a fait des reproches, que j'avais parlé de cette affaire-là, et moi, j'avais su que c'était lui qui en avait parlé.

Q. C'est-à-dire qu'il avait entendu dire que vous aviez ébruité la chose et vous lui avez fait, vous-même, le reproche que c'était lui qui avait ébruité ça

R. Oui.

Q. Lui en avez-vous parlé, rien que cette fois-là?

R. A ce que je me rappelle.

Q. Vous ne deviez pas vous rencontrer souvent?

R. Non, il ne venait pas.

Q. Vous dites que monsieur Bray s'est plaint à vous, lorsque vous l'avez rencontré, que vous aviez parlé de cette affaire-là, n'est-ce pas?

R. Si je me rappelle bien, oui.

Q. Il voulait tenir ça caché, d'après ce qu'il vous a dit?

R. C'était l'intérêt de tout le monde que ça soit caché.

Q. Quels reproches vous -a-t-il faits, lui—lorsqu'en reçoit un reproche comme ça, c'est assez frappant qu'on doit s'en souvenir—qu'est-ce qu'il vous a dit?

R.

Q. Vous a-t-il dit à qui vous en aviez parlé?

R. Il avait su ça sur la rue, je ne sais pas.

Q. Il vous a fait des reproches d'avoir parlé?

R. Oui.

Q. Et sur ça, vous lui avez dit quoi?

R. J'ai dit que moi j'avais su que lui en avait parlé et je le lui ai dit.

Q. A qui en avait-il parlé, d'après ce que vous aviez su?

R. Sur la rue St-Jacques—dans un bureau, je ne me rappelle pas.

Q. A-t-il désigné à qui vous en aviez parlé—a-t-il dit que vous en aviez parlé à celui-ci ou celui-là?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Dans tous les cas, il était apparent qu'il ne voulait pas que vous en parliez?

R. Pas rien que lui—moi non plus, je ne voulais pas.

Q. Pourquoi ne voulait-il pas que vous en parliez?

R. C'était aussi bien que les États-Unis n'entendent pas dire que cette affaire-là s'en venait. C'était aussi bien que personne n'entende parler de cette affaire-là—que la cargaison s'en venait.

M. DURANLEAU.—S'en venait où?

R. Aux-États-Unis.

Q. A ce moment-là, c'était décidé que ça devait aller aux États-Unis?

R. Oui, oui, tout le temps.

Q. Est-ce que vous n'aviez pas cherché quel était le meilleur port où vous pouviez aller? Ordinairement, les bateaux cherchent un bon port pour ça?

R. C'était New-York.

Q. N'est-il pas vrai que ordinairement les bateaux disent qu'ils vont à un endroit et qu'ils vont à l'autre? — ça arrive assez souvent, ça?

R. Oui.

Q. Dans ce cas ici, est-ce qu'ils ont dit qu'ils voulaient faire un certain port?

R. Je crois qu'ils prenaient une clairance pour un port, aux Iles Bahamas, et ils se déchargent en chemin.

Q. Dans ce cas ici, est-ce qu'ils ont pris leur clairance.....

R. Je ne sais pas, je n'y étais pas, je crois que oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il y avait quelqu'un qui accompagnait la cargaison?

R. Oui, monsieur, il y avait monsieur Lavallée.

LE PRÉSIDENT.—A partir d'Angleterre?

R. Oui, il est venu à bord avec la cargaison.

Q. A quelle date est arrivé le bateau à New-York?

R. Je me rappelle pas exactement.

Q. Mais à peu près?

R. C'est vers la fin de janvier, mil neuf cent vingt-trois.

Q. Voulez-vous prendre communication du message numéro treize, de la pièce I, et dire ce que c'est et de quelle place ça vous a été envoyé?

R. Ça m'a été envoyé de New-York par un Américain.

Q. C'est signé Van?

R. Oui.

Q. Qui est ce "Van"?

R.

Q. Est-ce Van Dyke?

R. Je ne me rappelle pas son nom. Mais je pense que c'est Van Dyke. Je lui avais prêté mon automobile et il avait gardé ma licence dans sa poche. Il me dit....

Q. Est-ce dans le temps de la transaction?

R. Ça n'a pas trait à la transaction,—il n'y en a pas de documents qui ont trait à la transaction.

Q. New-York, vingt-quatre janvier, mil neuf cent vingt-quatre?

R. Oui.

Q. Un message à vous? — "*Deal delayed few days account scharlin. Expect move saturday*". Est-ce que cela a trait à la transaction, ça?

R. Oui, c'est le même Van—je lui avais prêté cent cinquante piastres et il devait me remettre cela, quand il aurait fait une transaction à New-York, et il me dit pourquoi il ne l'envoie pas.

Q. Ce n'est pas Van, s'est signé Anthony?

R. C'est bien lui, quand même. C'est Van Dyke encore.

Q. C'est lui qui signe Anthony?

R. Oui.

Q. Dans tous les cas, est-ce que cela a trait à une transaction d'alcool?

R. Une transaction qu'il faisait là-bas.

Q. Dans laquelle vous n'étiez pas partie?

R. Non, il me devait encore de l'argent que je lui avais prêté.

Q. Vous n'étiez pas intéressé avec lui dans cette transaction?

R. Ah non!

Q. L'autre message, numéro onze, Ludger Brien. voulez-vous dire qu'est-ce que c'est que ça ?

R. New-York vingt-quatre janvier, c'est la même adresse, ça.

Q. Il s'agit d'une transaction encore, dans laquelle vous étiez intéressé ?

R. Il voulait m'intéresser, mais ça n'a pas marché.

Q. Qui est-ce qui a signé ça, savez-vous ?

R. C'est un garçon de Glen Falls, qui avait fait une proposition et puis . . .

Q. Pour des liqueurs alcooliques ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce un garçon qui voulait exporter de Québec ou importer ?

R. Non, c'était pour faire son commerce là-bas, aux Etats-Unis.

Q. Maintenant, ce message, numéro dix, adressé à Auto Supply Company ?

R. "*Working hard*" c'est un message que j'ai reçu d'Angleterre—je ne sais pas si c'est de Nelligan ou de Brosseau—ils commençaient à travailler dans l'affaire.

Q. Comment est-ce signé ?

R. Ça n'est pas signé, seulement je savais que ça venait de là.

Q. C'est le vingt-deux novembre, mil neuf cent vingt-deux ?

R. Oui.

Q. Il y a un message de dame ici, Bridge Water, adressé à vous, est-ce au sujet de la même transaction ?

R. Une minute—je vais en prendre connaissance. "*Cannot do anything for you*". C'est parce qu'il me devait de l'argent et qu'il ne pouvait pas me la donner. Ça confirme l'autre télégramme. Il disait qu'il attendait un *deal* pour me remettre l'argent qu'il me devait.

Q. Est-ce qu'il ne vous invitait pas à aller à New-York ?

R. Je ne l'ai pas tout lu.

Q. "*Get to New York make matters bad for him*". ?

R. Non, il dit que lorsqu'il sera à New-York . . .

Q. "*Get to New York make matters bad for him*" ?

R. Ah ! bien, ça . . .

Q. Il n'était pas question de transactions de liqueurs ?

R. Il veut parler de liqueurs, mais c'est un commerce qui se fait à New-York ça.

Q. Est-ce que ce garçon-là, Van, n'essayait pas, dans le moment, de faire des arrangements pour expédier de New-York ici des liqueurs alcooliques ?

R. Peut-être, je ne sais pas—je ne peux pas dire, je ne me rappelle pas.

Q. Je vois ici un autre message, numéro huit de la même pièce, qui vous est adressé par George. Voulez-vous dire quel est ce George ?—Est-ce que ce n'est pas George Lord ou le garçon de Narcisse Lord ?

R. Non.

Q. Ce n'est pas le même George ?

R. Non, c'est un américain.

Q. "*met your friend, naturally without any knowledge of what he was talking about—too obvious that something was wrong. Have always taken the lowest honours at talking.*"

R. C'est envoyé de St-Jean, Nouveau-Brunswick, ça.

Q. "*Remember you know nothing.*" De quoi s'agissait-il—est-ce qu'il ne s'agissait pas d'un envoi de liqueurs, de cet endroit à Montréal ?

R. Oui.

- Q. Est-ce que ça n'était pas des liqueurs qui provenaient des Etats-Unis?
R. Non.
Q. Ça ne provenait pas des Etats-Unis?
R. Je ne pense pas. Ça venait de l'autre côté, de la Belgique, je crois.
Q. Vous avez dit, il y a quelque temps, que les mille gallons qui devaient être expédiés de Clare, venaient des Etats-Unis?
R. Oui, ça sautait la frontière.
Q. Ét vous dites que, dans le cas qui concernent ce message, il s'agissait de liqueurs qui venaient plutôt d'outre-mer, de Belgique?
R. De Belgique.
Q. Et non pas des Etats-Unis?
R. Non pas des Etats-Unis.
Q. Le bateau avait pris ses papiers pour le port de Montréal?
R. Je ne pense pas.
Q. Il est dit ici "*should be in Montreal wednesday*".
R. Il devrait arriver à Montréal, mercredi.
- M. DURANLEAU.—Ce sont des affaires personnelles, monsieur Brien, ça ne regarde pas la compagnie?
R. Ah non!
Q. Dans tous les cas, vous dites qu'il s'agissait de liqueurs qu'on importait dans la province de Québec?
R. Oui, monsieur.
Q. Le message numéro cinq, pièce I, c'est un télégramme qui vient d'où?
R. Je crois que ça vient de Van Dyke.
Q. Daté de Lunenburg, Nouvelle-Ecosse?
R. Oui.
Q. Juillet, vingt-trois?
R. Oui.
Q. Il s'agit, là encore, d'une expédition de liqueurs alcooliques qui serait faite de cet endroit dans la province de Québec?
R. Non, c'est plutôt le commerce qui se fait là-bas, entre St-Pierre et New-York.
Q. Dans ce message, il s'agit du commerce qui se fait entre St-Pierre. . . .
R. Entre St-Pierre et New-York.
Q. Etiez-vous intéressé dans ce commerce-là?
R. Ah!
Q. Comment se fait-il qu'on vous envoyait le message à vous?
R. Ce n'est pas de mil neuf cent vingt-trois, c'est de cette année, juillet, vingt-trois, mil neuf cent vingt-quatre.
- LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas de cette année, si c'est en juillet?
R. Mil neuf cent vingt-quatre.
Q. Il n'y a pas de date?
R. Non. Ça n'a pas rapport avec l'affaire de la barge, pas du tout,—ils étaient en train d'organiser un commerce quelconque.
Q. Comment se fait-il qu'on s'adressait à vous, si vous n'étiez pas intéressé?
R. C'est un homme qui me doit encore et il ne m'a jamais payé et il me bâdrait—je ne sais pas ce que ça veut dire.
Q. Il vous a envoyé un télégramme de Lunenburg?

R. J'en ai reçu des télégrammes, pour des gens qui avaient leurs machines à mon garage chez nous, et c'était adressé à moi aussi pour dérouter.

Q. Pour dérouter les gens ?

R. Oui.

Q. Les dépister ?

R. Oui,—il peut se faire que ça soit un autre ou pour un américain, pour remettre à un Américain.

Q. A quel Américain ?

R. A un des gars de la barge.

Q. Alors, il s'agissait d'une importation de liqueurs dans la province de Québec ?

R. C'était le commencement à peu près.

Q. Alors, ces liqueurs, qui devaient être importées dans la province, savez-vous d'où elles provenaient ?

R. De Belgique.

Q. Toutes de Belgique ?

R. Toutes.

M. SAUVÉ.—Était-ce la barge Tremblay ?

R. Ça été le commencement de la barge Tremblay, seulement il n'était pas question de la barge Tremblay.

Q. Maintenant, ce message-ci, numéro trois de la pièce I. ?

R. Ce n'est pas à moi—ça été reçu au garage pour quelque client de passage. Je sais qu'on a ramassé dans mes papiers.

Q. Pour revenir à la pièce C, Monsieur Brien, numéro un et numéro deux—vous avez déjà parlé de ces deux câblogrammes, *night letters* adressées à North Brosseau, Piccadilly, Londres, l'une signée par Auto Supply, Company, et l'autre par Brien, la première commençant par "*Bray, Brien ready waiting Lord*", et, la deuxième, "*Bray five, Brien nine, altogether fourteen*" ces câblogrammes ne sont pas datés, mais vous dites que ce sont des copies et que les originaux étaient datés par vous ?

R. Oui.

Q. Maintenant, en vue de la pièce numéro trois de cette même pièce, en date du vingt-huit novembre, mil neuf cent vingt-deux, adressée à monsieur Bulley, gérant de la Banque Royale, branche de l'Avenue Laurier, pouvez-vous nous dire, à peu près, quelle est la date de ces deux câblogrammes ?

R. Cinq ou six jours avant ça—avant le vingt-huit novembre,—il pouvait y avoir une journée d'intervalle.

Q. Alors, ces deux câblogrammes étaient datés de pas plus que cinq ou six jours avant le vingt-huit novembre, mil neuf cent vingt-deux ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est-à-dire que ça n'a pas pu être envoyé avant le vingt-trois novembre, mil neuf cent vingt-deux ?

R. Dans cette semaine-là.

LE PRÉSIDENT.—Vous reférez aux câblogrammes de la pièce C, numéro un et numéro deux ?

R. Oui.

Q. Ces deux câblogrammes sont antérieurs à la lettre du vingt-huit novembre ?

R. De quelques jours.

Comme il est une heure, le président propose de lever la séance.

M. SAUVÉ, propose que ce comité tienne une séance ce soir. Après discussion, cette proposition est mise au vote et renvoyée par seize contre cinq.

Le comité s'ajourne alors au lendemain, vingt mars, mil neuf cent vingt-cinq, à dix heures trente, a.m.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 19 MARS 1925.

PRÉSENT:—L'hon. J.-E. Perreault.

(SUITE DU RAPPORT STÉNOGRAPHIQUE)

Ce qui suit est le rapport sténographique *in extenso* de la discussion sur la motion de M. Sauvé, faite à la fin de la séance du 19 mars, 1925, demandant qu'il y ait une séance du comité durant la soirée.

(Cette partie n'a pu être incluse dans le rapport sténographique précédent, parceque le sténographe n'a pas eu le temps de la transcrire pour en donner livraison en même temps que le reste du rapport, au commencement de la séance du 20 mars, 1925.)

M. SAUVÉ.—Avant que le comité s'ajourne, je proposerai que le comité ait une séance ce soir, afin de continuer à entendre ceux qui doivent être entendus et pour donner tout le temps nécessaire et possible pour faire l'enquête qui est demandée et qui est nécessaire. On a déjà accordé, quand il s'est agi du bill de Montréal, des séances du soir et dans d'autres circonstances aussi. Je crois que dans les circonstances, comme l'on semble pressé d'une part de terminer les travaux de la Session, il conviendrait que nous eussions une séance ce soir, pour avancer le travail et pour nous donner tout le temps possible. Il y a des gens ici qui sont assignés depuis trois jours. Je crois qu'il ne serait que juste de les libérer le plus tôt possible.

LE PRÉSIDENT.—Evidemment, nous sommes anxieux de procéder à l'enquête, seulement l'ordre du jour devant la Chambre est très chargé. Je comprends que la Chambre doit siéger ce soir, alors, ne pourrions-nous pas, demain matin, commencer plus à bonne heure, par exemple, commencer à dix heures, si tous les membres du comité veulent être à l'heure, et, avec trois bonnes heures demain, nous pourrions faire du chemin.

M. DURANLEAU.—J'appuie la demande de l'honorable chef de l'Opposition. On a tué le temps, ce matin, avec le témoin Brien, évidemment dans le but de nous empêcher de procéder régulièrement avec notre enquête.

L'HON. M. NICOL.—Je n'ai pas fini.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas qu'on ait le droit de dire ça, qu'on a tué le temps.

M. DURANLEAU.—On a voulu établir, par monsieur Brien, qu'il n'y avait eu qu'une commande en Angleterre pour de la boisson à être importée aux Etats-Unis. J'ai signalé, ce matin, l'objection que nous faisons à cette preuve, parce que nous prétendons que le comité n'a pas le pouvoir d'enquêter sur un commerce fait entre l'Angleterre et les Etats-Unis et que nous n'avons droit d'enquêter que sur les importations faites dans la province de Québec. Maintenant, quant à la nature de ce commerce qu'on prétend illégal, j'ai cité, ce matin, un jugement qui a été rendu par l'honorable juge Archer, dernièrement, dans une cause de monsieur Marcellin Wilson contre monsieur Lord, et je désire y attirer encore l'attention du comité, pour que nous ne perdions pas trop de temps avec cette enquête—c'est le commerce de l'Angleterre avec les Etats-Unis. J'ai ici le jugement rapporté dans le "Canada". On disait, il y a un instant, Monsieur Bouchard, je crois, disait, il y a un instant, que, si monsieur Marcellin Wilson avait vendu en mil neuf cent vingt-deux (1922) de la boisson de Peter Dawson à monsieur Lord, c'est parce qu'il était l'agent de Peter Dawson. Eh bien, je constate que le jugement dit absolument le contraire. A cette époque, en septembre mil neuf cent vingt-deux, la compagnie Boivin Wilson & Co. Limited, avait cessé d'agir comme agent de la maison anglaise où Lord désirait acheter des liqueurs. La commande, cependant, fût expédiée à cette maison—la liqueur fut expédiée, d'après monsieur Lord, qui, en paiement, donna deux billets à messieurs Boivin, Wilson et compagnie. Il s'agissait d'une commande donnée à Montréal, en mil neuf cent vingt-deux, depuis l'existence de la loi concernant la Commission des liqueurs, par monsieur Lord à messieurs Boivin, Wilson et compagnie, représentés par monsieur Marcellin Wilson, pour de la marchandise qui devait être expédiée par Peter Dawson Limited, d'Ecosse, à un endroit quelconque dans l'Atlantique, mais en dehors des limites de la province de Québec, et l'honorable juge Archer dit formellement que, bien que cette transaction eût été faite à Montréal, elle était parfaitement légale et que Lord devait payer monsieur Marcellin Wilson. J'ai été même informé, monsieur le président, que, pour la somme de neuf mille piastres (\$9,000) qui a été payée en à compte, que c'était le chèque de la Commission des liqueurs qui a été donné à l'ordre de monsieur Lord et qu'il a été endossé par monsieur Lord.

LE PRÉSIDENT.—Si c'est un discours que vous voulez faire, vous pourrez le faire à la prochaine séance. Nous sommes maintenant sur la motion d'ajournement. Est-ce que vous prenez sur vous la responsabilité de dire que cela a été payé par un chèque de la Commission des liqueurs?

M. DURANLEAU.—Certainement, monsieur le président, parce que je suis informé par monsieur Lord de ce fait et il est censé en connaître quelque chose. Maintenant, j'appuie sur ce point, pour montrer que la Commission ne considérerait pas la transaction faite entre monsieur Lord et monsieur Wilson comme étant une transaction illégale et contraire aux opérations de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Nous n'avons pas à enquêter sur l'affaire Wilson.

M. DURANLEAU.—C'est pour ça que, pour qu'on ne perde pas trop de temps avec les opérations de monsieur Brien, j'appuie la demande de l'honorable

chef de l'Opposition, d'avoir une séance ce soir, afin d'en pouvoir finir avec cette affaire.

M. SAUVÉ.—Non seulement afin de pouvoir en finir, mais pour faire entendre tous ceux qui doivent être entendus et compléter le plus tôt possible cette enquête, parce que il y a des témoins importants.....

LE PRÉSIDENT.—Le comité n'a pas à faire d'enquête dans l'affaire de Monsieur Wilson. Nous n'avons rien à y voir. Maintenant, je crois qu'on n'a pas le droit de dire que le comité, ce matin, a tué le temps. Nous avons entendu des témoins très importants et les documents qui avaient été déposés ici ont été identifiés. Nous avons fait du chemin. L'honorable député n'a pas droit de dire qu'on a tué le temps. Nous prendrons tout le temps voulu pour faire cette enquête, mais je ne pense pas que cette demande puisse être accordée, étant donné l'ordre du jour considérable qu'il y a devant la Chambre, cet après-midi et ce soir. Je suggérerais donc que l'on commence demain matin à dix heures.

M. SAUVÉ.—Si l'ordre du jour est chargé, d'un autre côté, les députés ne sont pas obligés de s'en aller le vingt-huit. Nous serons ici jusqu'à la fin d'avril, si c'est nécessaire. Les députés ne sont pas obligés de partir—c'est leur devoir de rester ici. Je maintiens ma proposition et je demande le vote.

M. A. LAVERGNE.—Si vous le permettez, monsieur le président, est-ce que nous ne pourrions pas demander, comme faveur, que les témoins qui sont ici et qui n'ont pas été entendus, soient assignés de nouveau—ce sont tous des gens d'affaires et je crois.....

LE PRÉSIDENT.—Hier, j'avais suggéré qu'ils s'en aillent à leurs affaires et on les appellera, lorsqu'on en aura besoin.

Ici, plusieurs membres du comité parlent à la fois et le président les rappelle à l'ordre.

M. A. LAVERGNE.—On a mentionné, tout à l'heure, que les comités avaient déjà siégé le soir—est-ce que l'enquête du comité des comptes publics n'est pas aussi importante que le bill de Montréal—est-ce que nous ne pourrions pas avoir une séance, ce soir, et nous pourrions peut-être disposer de cet incident.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Lavergne, vous savez que le comité ne peut pas siéger, lorsque la Chambre siège—alors, la Chambre, ce soir, doit siéger, à cause de l'ordre du jour qui est très chargé et, par conséquent, nous ne pouvons pas siéger ici.

M. SAUVÉ.—Le comité peut décider?

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que monsieur Sauvé demande le vote sur sa motion.

R. Monsieur Sauvé.—Oui.

Le vote est alors pris sur la motion de monsieur Sauvé, laquelle est rejetée par un vote de seize contre cinq. Le comité s'ajourne, alors, au lendemain, vingt mars, mil neuf cent vingt-cinq, à dix heures trente du matin.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 20 MARS 1925.

PRÉSENT:—L'hon. M. J.-E. PERRAULT.

10.40 hrs, le président ouvre la séance.

LUDGER BRIEN, de la cité de Montréal, agent d'assurances, âgé de 44 ans, témoin déjà assermenté, comparaît de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Brien, vous continuez votre témoignage sous le serment que vous avez prêté hier?

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Nicol a-t-il encore des questions à poser?

L'HON. M. NICOL.—Non.

LE PRÉSIDENT.—D'autres membres du comité ont-ils des questions à poser?

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Brien, vous avez parlé, hier, d'une correspondance avec un nommé Albert, en mil neuf cent vingt-quatre?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que ce nommé Albert était venu vous voir à votre garage de la rue Atwater, pour essayer de vous vendre des liqueurs alcooliques qui devaient être transportées à Montréal?

R. Oui.

Q. Quel garage est-ce que c'est ça?

R. Le garage Atwater.

Q. Est-ce que ce garage avait quelque chose à faire avec la United Auto Supply?

R. Non, la United Auto Supply n'existe plus depuis deux ans.

Q. Ceci n'avait rien à faire non plus avec le syndicat dont il est question dans le contrat qui a été produit comme pièce O.?

R. Non, monsieur.

Q. Pour l'importation, en mil neuf cent vingt-deux, de liqueurs alcooliques d'Angleterre pour être livrées aux Etats-Unis?

R. Ça n'avait aucun rapport.

Q. C'est une affaire personnelle à vous, en mil neuf cent vingt-quatre?

R. Bien, c'est une affaire . . . ça n'a pas été personnel—je n'ai pas fait d'affaires.

Q. Dans tous les cas, ça ne concerne pas le syndicat de mil neuf cent vingt-deux, en aucune façon?

R. Non.

Q. Maintenant, le contrat pièce O,—j'ai cru comprendre hier, que, vous auriez affirmé que ce contrat avait été saisi avec les autres documents qui ont été produits précédemment?

R. Voulez-vous me le montrer, s'il vous plaît. (La pièce est exhibée au témoin.) Ça dû être pris là, soit chez moi ou soit au garage ou soit peut-être aussi dans mes papiers qu'on m'a ôtés à la prison de Québec—on a saisi mes papiers que j'avais dans mes poches et on ne me les a jamais remis.

Q. Maintenant, monsieur Brien, est-ce que vous n'avez pas déclaré à quelqu'un, après votre arrestation, que ce contrat-là n'avait pas été saisi?

R. Ce n'est pas celui-là.

Q. Et que vous l'aviez en votre possession?

R. Il y a un autre contrat—j'avais une autre copie du contrat d'Angleterre, là, qui n'a pas été pris. Je ne pense pas qu'il y avait une copie dans mes papiers.

Q. Comment expliquez-vous, monsieur Brien, que ce contrat, pièce O, aurait été saisi, soit chez vous soit à votre garage de la rue Atwater ou soit sur votre personne, lors de votre arrestation, et que ce contrat, hier matin, était dans la poche du trésorier provincial?

R. Je ne sais pas—vous pourriez le lui demander.

Q. Vous ne le savez pas?

R. Non.

L'HON. M. NICOL.—Je ne vois pas que ça puisse faire grand'chose—il a été produit—c'est un original.

R. (Continuée).—Il y avait plusieurs copies de contrat-là aussi, plusieurs copies originales, il y avait une copie pour chaque membre du syndicat.

M. PATENAUDE.—Vous n'avez pas fait de copie pour le trésorier?

R. Non, c'est l'original ça.

Q. Vous avez donné hier, monsieur Brien, le nom des personnes intéressées dans l'ancienne compagnie, Auto Supply Company, n'est-ce pas? Monsieur Bray n'était aucunement intéressé dans cette compagnie-là?

R. Non, monsieur.

Q. Vous avez dit, hier, que les Anglais qui avaient vendu cette cargaison de vingt mille caisses de liqueurs alcooliques, l'avaient confisquée, après les vingt jours de délai, n'est-ce pas, que vous aviez pour décharger, et l'avaient remportée en Angleterre et voulaient confisquer l'argent que vous aviez payé?

R. Je n'ai pas dit qu'ils l'avaient remportée en Angleterre. Je ne crois pas avoir dit ça. Ils ont annulé le contrat et puis ils ont confisqué, en même temps, le dépôt qu'on avait fait.

Q. Et ils ont gardé leur boisson?

R. Oui.

Q. Maintenant, est-ce que votre syndicat n'a pas réclamé en Angleterre devant les Cours de justice, cet argent qui avait été donné sur cette cargaison?

R. Oui, monsieur.

Q. Par l'entremise de qui?

R. Par l'entremise de ces deux-là—les deux personnes, je crois, qui avaient signé le contrat et qui avaient le droit de réclamer: monsieur Lavallée et monsieur Brosseau.

Q. Avaient-ils des procureurs ici dans la province de Québec pour cette cause-là?

R. C'est monsieur Lord qui a tout conduit cette affaire-là.

Q. Vous, vous ne le savez pas?

R.

Q. Ce n'est pas vous qui avez conduit la cause?

R. Je pense qu'ils avaient, comme procureurs, le bureau de Beaulieu & Gouin—je ne sais pas—je crois que leur avocat à Montréal, c'était monsieur Beaulieu—c'est dans la rue St-Jacques.

Q. Beaulieu, Gouin, Mercier et Marin?

R. Ça doit être ça—monsieur Lord pourra vous le dire.

Q. Maintenant, je comprends que votre transaction a été déclarée légale par les tribunaux d'Angleterre et que vous avez été remboursés?

R. Je crois qu'il y a un règlement hors de cour.

Q. Vous croyez?

R. Oui.

Q. A tout événement, vous avez été remboursés de votre argent?

R. Pas moi, parce que j'avais transporté ma part.

Q. Avez-vous eu connaissance que ceux à qui vous aviez transporté votre part, ont été remboursés de leur argent?

R. Oui, monsieur.

Q. Si je comprends bien, monsieur Brien, vous avez déclaré, hier, que vous n'aviez importé aucune liqueur alcoolique dans la province de Québec?

R. J'ai déclaré ça.

Q. Et c'est exact?

R. C'est exact.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT.

Q. Monsieur Brien, quand les vingt jours ont été expirés et que le contrat a été annulé, est-ce qu'il y avait une partie de la cargaison qui avait été débarquée à New-York?

R. Quelques centaines de caisses.

Q. Alors, cette partie-là, les Anglais ne l'ont pas reprise?

R. Ils ne l'ont pas prise, non.

Q. Comment est-ce que ç'avait été débarqué à New-York?

R. C'avait été vendu.

Q. Non, mais le vapeur qui apportait cette boisson, est-il resté au large?

R. Oui.

Q. A quelle distance au large?

R. Une vingtaine de milles, je crois.

Q. Alors, la boisson a été transportée de ce vaisseau dans le port de New-York, comment? Avec des chaloupes?

R. Avec des chaloupes.

Q. Des yachts à gazoline?

R. Je le crois—je n'y ai pas été—je n'ai jamais été à bord, moi.

Q. Vous n'avez jamais été à bord et vous avez été à New-York?

R. Oui.

Q. Est-ce que ce débarquement s'est fait la nuit ou dans le jour?

R. Ça devait se faire plutôt la nuit.

M. SAUVÉ.—En avez-vous eu connaissance?

R. Non, parce que je n'ai pas été à bord du tout.

Q. Mais, vous savez, quand vous étiez à New-York, vous saviez que c'était débarqué dans la nuit?

R. Je pense bien que oui.

Q. La loi de prohibition aux Etats-Unis était en force dans ce temps-là?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—L'argent pour les couples de cents caisses qui ont été débarquées, qu'est-ce qui est arrivé de ça?

R. Je crois que c'était presque rien qu'on a perçu de ça—une couple de mille piastres.

Q. Vous en avez disposé là, à New-York même, de la partie débarquée?

R. C'était vendu à bord.

Q. Au fur et à mesure que les chaloupes à gazoline venaient les chercher, c'était vendu?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, comment expliquez-vous que cela a pris plus de vingt jours—ou plutôt que dans les vingt jours, vous n'avez pu débarquer qu'une petite quantité comme ça?

R. Parce qu'il a fait mauvais presque tout le temps et les rivières dans lesquelles ces yachts-là entraient à la cachette, étaient toutes gelées. Dans cette période-là, il a fait bien froid et puis on ne pouvait pas

Q. Ils ne pouvaient pas débarquer?

R. Ils ne pouvaient pas atterrir.

Q. Cependant, votre contrat disait que la boisson devait être transportée dans un endroit où il n'y avait pas de glace?

R.

Q. Vous n'étiez pas assez au sud?

R. On n'a pas voulu parler de cette glace-là, lorsque le contrat a été fait

Q. De quelles rivières parlez-vous, quand vous dites que ces yachts-là à gazoline allaient dans les rivières et que les rivières étaient gelées, de quelles rivières parlez-vous?

R. Toutes les petites rivières autour du port de New-York.

Q. Il n'y en avait pas une spéciale?

R. Non.

Q. Vous preniez la meilleure?

R. Oui,—ça dépend de ceux qui achetaient, ils n'avaient pas tous leur place au même endroit.

Q. Est-ce que cela ne dépendait pas aussi de la surveillance qui était exercée par les policiers de New-York?

R. C'est bien ça.

Q. Alors, vous essayiez une rivière et, des fois, il n'y avait pas seulement de la glace, mais il y avait des policiers et vous alliez dans une autre?

R. On m'a dit ça, oui.

M. DURANLEAU.—Vous, personnellement, vous n'en connaissez rien?

R. Non, je ne sais pas nager, je n'ai pas pris de chance.

Q. Mais, il est à votre connaissance que ces embarcations à gazoline sont allées dans les rivières?

R. C'est comme ça que ça se fait.

Q. Comment était-ce payé?

R. C'était payé avant de débarquer.

M. BOUCHARD.—Tout à l'heure, vous avez dit que vous n'étiez pas allé à bord? Voulez-vous dire qui est-ce qui était à bord?

R. C'était monsieur Lavallée. Il est resté à bord tout le temps.

Q. Quels sont ses prénoms à ce monsieur Lavallée?

R. J.-H.

Q. Il réside où?

R. Il réside à St-Jean.

INTERROGÉ PAR L'HONORABLE M. NICOL:

Q. C'était un représentant du syndicat?

R. Oui, c'était un des cinq du syndicat.

Q. Le contrat pourvoit, dans une de ses clauses, qu'il y aura à bord un représentant du syndicat, n'est-ce pas?

R. Oui, c'est ça.

Q. Et c'était monsieur Lavallée qui représentait le syndicat?

R. Oui, monsieur.

Q. Et il y avait, en même temps à New-York, d'autres membres du syndicat qui eux, s'occupaient des acheteurs?

R. Oui, monsieur.

Q. Et les autres qui étaient à New-York, les autres membres du syndicat envoyaient leurs acheteurs au bateau et, là, ils étaient rencontrés par monsieur Lavallée?

R. Oui.

Q. Quel était l'autre représentant du syndicat?

R. Il y avait Harrison aussi, un nommé Harrison.

Q. Et, d'après l'arrangement, si je comprends bien, fait par le syndicat avec les vendeurs, les membres du syndicat avaient vingt-un jours....

R. Vingt jours.

Q. Pour faire le déchargement de la cargaison?

R. Oui, monsieur.

Q. Vingt mille caisses?

R. Oui, monsieur.

Q. Et, si dans les vingt jours, la cargaison n'était pas déchargée par le syndicat....

M. A. LAVERGNE.—Monsieur le Président, si vous me permettez, j'objecte à cette question—le contrat parle par lui-même.

L'HON. M. NICOL.—On le questionne sur le contrat.

M. A. LAVERGNE.—C'est inutile de le faire répéter—d'ailleurs, ce n'est pas la meilleure preuve.

L'HON. M. NICOL.—Et, après les vingt jours, si la cargaison n'est pas débarquée, monsieur Lavallée, le membre du syndicat à bord, restait à bord?—continuait de rester à bord?

R. Oui, je crois qu'il y avait une clause, si je me rappelle bien, dans le contrat, qui disait "*at the end of twenty days in conjunction with the Syndicate.*" En conjonction avec nous,—c'est-à-dire, après vingt jours, il continuait de vendre.

Q. Mais, les représentants Anglais vendaient avec l'approbation de Monsieur Lavallée ou le concours de monsieur Lavallée?

R. Oui.

Q. Et le règlement se faisait, après, entre les membres du syndicat et les Anglais qui avaient vendu, n'est-ce pas?

R. Toutes les clauses qui sont dans le contrat.

Q. A présent, comme question de fait, est-ce qu'il n'y a pas eu une entente de faite entre monsieur Lavallée et les membres du syndicat anglais pour empêcher que la boisson soit livrée à New-York dans les vingt jours, afin que la chose tombe ainsi entre les mains de monsieur Lavallée et des représentants anglais à bord du bateau?

R. Je ne connais pas ça.

Q. C'est-à-dire ce n'est pas rien que la glace qui a empêché le déchargement du bateau?

M. PATENAUDE.—Je m'objecte à cette preuve-là. On nous informe que la Session doit finir bientôt, et l'honorable Trésorier est en train de nous démontrer que ce monsieur Lavallée aurait volé ses compagnons. Cela peut être vrai ou ne pas être vrai, mais je me demande quel rapport. . . .

M. BERCOVITCH.—Vous ne voulez pas le savoir?

M. PATENAUDE.—Non, cela ne me regarde pas. Je ne vois pas comment ça peut nous intéresser.

M. BOUCHARD.—C'est très intéressant pour trouver les détails de ce commerce légitime.

M. PATENAUDE.—Puisque nous sommes sur ce point-là—nous sommes à faire une enquête qui est sérieuse—monsieur Brien nous a déclaré, hier, que la cargaison était arrivée à New-York et que, à sa connaissance, il n'était rien venu de cela au Canada. (S'adressant au témoin). Est-ce que, à votre connaissance, il s'est importé aucune boisson déchargée de ce bateau au Canada?

R. Pas à ma connaissance.

L'HON. M. NICOL.—Ce n'est pas à sa connaissance, mais il aurait pu en venir?

M. PATENAUDE.—Nous avons la preuve à l'heure qu'il est, qu'aucune marchandise de ce bateau n'est venue au Canada—du moins, par les témoins que nous avons.

M. BOUCHARD.—A sa connaissance.

M. PATENAUDE.—Nous sommes à New-York et à Londres. Nous sommes loin de la Commission des liqueurs, Nous sommes chargés de faire enquête sur la Commission des liqueurs, ce qui est arrivé jusqu'à maintenant, et j'admets, dans tous les cas, que c'est de bonne guerre, mais l'honorable trésorier a dirigé ses canons plutôt contre l'un de nos collègues, et il ne serait jamais entré dans les détails de cette preuve, s'il n'avait pas eu l'intention de mentionner le nom de l'un de nos collègues. Eh bien, le moins qu'on pourrait, demander, s'il veut s'en tenir sur ce point et porter une accusation contre un de nos collègues, c'est de se lever et de la porter.

L'HON. M. NICOL.—Tout ce que le témoin a dit, c'est qu'il ne savait pas s'il en était venu ici.

M. PATENAUDE.—Nous avons la preuve, à l'heure qu'il est, que rien n'a été fait au Canada encore au sujet des affaires de la United Supply et je dis que le moins qu'on pourrait faire, ce serait de retirer les documents qui ont été produits et qui n'ont servi à rien jusqu'à maintenant'

L'HON. MONSIEUR NICOL.—Le témoin a produit des documents hier. . . .

M. PATENAUDE.—C'est pour démontrer qu'on fait le commerce ailleurs.

L'HON. M. NICOL.—Il a été question de certaines personnes qui ont expédié ici mille gallons de liqueurs provenant du Maine.

M. PATENAUDE.—Le moins qu'on pourrait demander, c'est de traiter nos collègues convenablement.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Patenaude, nous n'avons pas à faire l'enquête seulement sur les affaires de la Auto Supply. Je comprends qu'on interroge actuellement le témoin sur ce commerce illégitime fait par monsieur Brien—ça, c'est un des points....

M. PATENAUDE.—Quant à ça, nous n'avons pas d'objection, mais je voudrais faire une distinction—le témoin nous a déclaré qu'il n'avait fait aucun commerce par l'entremise de la United Auto Supply avec le Canada—du moins c'est sa version....

M. BOUCHARD.—Nous ne parlons pas de la Auto Supply.

M. PATENAUDE.—Vous avez passé la journée, hier, sur cette question-là, et vous avez produit des documents dont on se servira et dont on s'est servi, hier et dont on se servira encore d'une manière injuste et je crois que nous devons à la loyauté de la Chambre de ne pas traiter injustement un de nos collègues et laisser planer davantage sur lui un doute....

LE PRÉSIDENT.—Je crois que c'est un malentendu?

M. PATENAUDE.—Tant mieux, si c'est un malentendu.

LE PRÉSIDENT.—Parce que, jusqu'à présent, on a essayé de prouver le commerce que monsieur Brien avait avec un nommé Albert et d'autres.

M. PATENAUDE.—Il ne faudrait pas confondre les deux comme on l'a fait, hier.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je regarde les notes sténographiques—je prends connaissance des notes sténographiques de la séance d'hier et je constate qu'on a supprimé complètement les objections que j'ai formulées à la fin de la séance, hier avant-midi. On a supprimé complètement les déclarations que j'ai faites devant ce comité—il n'y a absolument rien du tout—et je constate, cependant, que le sténographe prend note de tout ce qui se dit,—cependant, l'on supprime, dans la transcription, ce qui peut ne pas faire l'affaire de la majorité de ce comité—je voudrais savoir du sténographe pour quelle raison il a supprimé complètement ce que j'ai dit hier à la fin de la séance.

(Le sténographe demande au Président la permission de répondre à ces remarques de monsieur Duranleau et déclare que, si le rapport qu'il a produit ce matin, ne contient pas le rapport complet des remarques faites à la fin de la séance sur la proposition de monsieur Sauvé d'avoir une séance le soir, c'est parce qu'il n'a pas eu le temps de transcrire cette partie de la séance, mais qu'il n'a eu aucunement l'intention de la supprimer et que, au contraire, son intention a toujours été de transcrire cette partie de la séance, aussitôt qu'il en aurait le temps, et de l'annexer à son prochain rapport.

Le sténographe ajoute qu'il a agi ainsi de sa propre initiative et sans avoir reçu d'instruction ni de suggestions de personne, et qu'il est prêt à affirmer sous serment ce qu'il vient de dire.)

INTERROGATOIRE CONTINUÉ PAR L'HON. M. NICOL.

Q. Vous dites que vous ne savez pas pourquoi le déchargement du bateau n'a pas été fait dans les vingt jours, excepté pour les raisons que vous avez données?

R. Excepté pour les raisons que j'ai données.

Q. On vous a demandé si vous aviez eu connaissance du remboursement de l'argent à ceux à qui vous aviez transporté vos intérêts?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que vous en avez eu connaissance?

R. Non, dans ce temps-là, je n'avais plus d'affaire là-dedans—lorsqu'ils ont décidé de faire la réclamation en Angleterre—c'est-à-dire, je n'étais pas encore en faillite, mais on avait eu une assemblée et on a autorisé. . . .

Q. Si j'ai bien compris, hier, vous avez dit, dans votre examen, que personnellement vous n'aviez pas eu connaissance du remboursement de l'argent?

R. Non.

Q. Monsieur Duranleau vous a demandé, tout à l'heure, si vous aviez eu connaissance du remboursement de l'argent à ceux à qui vous aviez transporté vos intérêts et je comprends que vous avez dit que oui?

R. Monsieur Lord m'a dit qu'il avait retiré *twelve thousand pounds*.

Q. C'est monsieur Lord qui vous a dit ça?

R. Oui.

Q. Monsieur Lord vous a-t-il dit de quelle façon avaient été divisées ces douze mille livres?

M. DURANLEAU.—Il est ici monsieur Lord?

L'HON. M. NICOL.—On l'a questionné là-dessus—c'est monsieur Lord qui vous a dit ça?

R. Oui.

Q. Vous n'étiez pas au partage?

M. RIVARD.—Si monsieur Lord a dit ça, je crois que, en justice pour monsieur Lord, ça serait peut-être mieux de le lui demander à lui-même.

M. A. LAVERGNE.—Avec la permission du comité, j'insiste sur l'objection qui a été faite déjà. Depuis trois ou quatre séances, nous enquêtons sur une affaire qui n'est pas du tout du ressort du comité, d'après les instructions qu'il a reçues de la Chambre. Nous avons déjà fait objection à ce que l'on enquête sur les documents et sur les affaires privées de gens qui ne concernent pas ce comité. Monsieur le président, vous êtes un avocat, et un grand avocat, et vous savez que nous avons. . . . (Ici le sténographe ne peut saisir les paroles de Monsieur Lavergne qui parle à l'autre bout de la salle). Vous me permettrez d'ajouter que je trouve étrange que le comité persiste à enquêter sur des affaires qui ne le regardent pas, tandis qu'il y a à Montréal un journal qui traite publiquement la Commission de voleurs et d'empoisonneurs et qu'on n'ose pas même l'assigner.

L'HON. M. NICOL.—On vous a demandé si vous aviez fait de l'importation dans la province de Québec?

R. Oui, monsieur.

Q. Si j'ai bien compris, hier, vous avez parlé de mille gallons qu'il avait été question d'importer dans la province et qui proviendraient du Maine?

R. Oui, monsieur.

Q. Il y a eu des pourparlers ?

R. Des pourparlers.

Q. Mais, est-ce que la transaction s'est consommée, est-ce qu'il y a eu importation ?

R. Jamais, pas moi, pas à ma connaissance non plus.

Q. Est-ce que, à votre connaissance, d'autres ont fait cette importation ?

R. Ah!... il faudrait le demander à Albert. Moi, je n'ai pas continué, parce que je n'avais pas d'argent pour payer ce qu'ils me demandaient de payer. Peut-être que je l'aurais fait—je ne sais pas.

Q. MONSIEUR A. THEBERGE.—Je comparais pour le témoin et je demande s'il est maintenant libéré ?

LE PRÉSIDENT.—Je crois que ça serait peut-être mieux qu'il reste à la disposition du comité encore.

M. THÉBERGE.—On pourrait peut-être le prévenir si on a besoin de lui—Il ne demeure pas à Québec—alors il viendra.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que le témoin devrait rester à la disposition du comité jusqu'à ce que l'enquête soit terminée.

L'HON. M. NICOL.—Il y a des gens de la Commission qui sont ici avec des documents qu'on leur a demandé de produire. Cela ne prendrait pas de temps. Vous leur avez demandé des documents—ils sont ici et on pourrait leur demander de produire ces documents.

M. DURANLEAU.—Si c'est rien que pour les produire, je n'ai pas d'objection.

L'HON. M. NICOL.—C'est rien que pour les produire.

M. SAUVÉ.—On les produira à la fin de la séance.

On procède alors à l'examen de monsieur Lord.

NARCISSE LORD, de St-Jean d'Iberville, commerçant et hôtelier, âgé de 70 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR L'HON. M. NICOL.

Q. Quelle est votre occupation ?

R. Hôtelier—je tiens l'hôtel National, à St-Jean d'Iberville, et je fais commerce.

Q. Vous êtes hôtelier à St-Jean-d'Iberville, monsieur Lord ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous avez eu connaissance du témoignage qui a été rendu, hier, par monsieur Brien ?

R. Une partie—parce que j'entends dur un peu et je n'ai pas compris tout ce qu'il a dit.

Q. Vous savez qu'il a été question de certains documents, Monsieur Lord ?

R. Oui, monsieur.

M. RIVARD.—Je demanderais qu'on demande d'abord à monsieur Lord si ces documents regardent la contrebande qui se fait dans la province de Québec. Avant d'aller faire une enquête dans des affaires privées de quelqu'un il serait bon de s'enquérir si ces documents-là ont bien rapport au commerce qui se fait de liqueurs alcooliques dans la province de Québec et qui est de nature à nuire au commerce de la Commission des liqueurs?

LE PRÉSIDENT.—Le comité a déjà réservé cette objection-là, monsieur Rivard.—Continuez.

M. PATENAUDE.—Je fais une nouvelle objection—pas sur le même point, mais, il est évident que tout ce qu'on cherche ici c'est de mettre en lumière le nom d'un de nos collègues quand ce collègue a déclaré de son siège en Chambre qu'il n'avait rien fait pour enfreindre les lois de la province, les lois du pays, au sujet des opérations dont on parle dans la motion principale,—et le moins que l'on doive faire, il me semble, c'est de se lever de son siège et porter une accusation et en prendre le risque—mais, si vous ne voulez pas entrer par la porte de devant, je nie à qui que ce soit le droit d'entrer par la porte de derrière. (Applaudissement à gauche).

L'HON. M. NICOL.—Demandez-vous une décision?

M. PATENAUDE.—Certainement,—je croyais que l'honorable trésorier se levait pour retirer les documents qu'il avait placés devant la Chambre illégalement.

L'HON. M. NICOL.—Je ne les ai pas placés devant la Chambre.

M. PATENAUDE.—Pour mettre en cause un de ces collègues et salir sa réputation, quand nous avons la preuve, à l'heure qu'il est, que rien n'a été fait dans la province et dans le Canada et qu'il n'a en aucune manière enfreint la loi du pays ou de la province, et quand nous siégeons dans ce comité pour faire enquête sur les affaires de la province. Si l'honorable Trésorier veut faire une enquête sur la réputation de monsieur Lavallée.....

L'HON. M. NICOL.—Il s'agit de monsieur Lord.

M. PATENAUDE.—De monsieur Lord ou de monsieur Lavallée—il est clair qu'il a l'intention d'atteindre un des ses collègues. Or, les règles de la Chambre nous donnent un moyen pratique pour cela, mais on ne peut pas le faire sans courir de risques, ce que ne veut pas faire l'honorable trésorier qui, depuis hier matin, est en train d'insinuer des choses pires que l'accusation qu'il pourrait porter—mais sans courir de risques. Lorsqu'on va à la guerre, on risque sa peau. (Applaudissement à gauche).

L'HON. M. NICOL.—Je n'ai porté aucune accusation.

M. PATENAUDE.—C'est bien pire.

L'HON. M. NICOL.—J'ai le droit de parler ici. Ça fait deux fois que l'honorable député me fait des reproches—mais je n'ai porté aucune accusation. Des documents ont été produits dès le début de cette enquête—ils concernent des témoins—il est question de monsieur Brien, il est question de deux qui sont mentionnés dans la Auto Supply Company. Maintenant, je ne sais pas, comme le dit l'honorable député de Jacques-Cartier, si l'importation en

question n'est pas restée en dehors des limites de la province de Québec—l'importation des liqueurs en question—mais nous le saurons, lorsque nous aurons fini d'examiner les témoins. Monsieur Brien est allé aussi loin qu'il a pu aller, il a dit ce qu'il connaissait et ce qui reste n'est pas à sa connaissance. Si monsieur Lord n'en connaît pas plus que monsieur Brien, nous le saurons, mais l'honorable député de Jacques-Cartier....

M. PATENAUDE.—Est-ce que l'honorable trésorier veut retirer ces documents?

L'HON. M. NICOL.—Je n'ai pas produit de documents et je n'ai pas le droit de les retirer.

M. PATENAUDE.—Au contraire, l'honorable trésorier l'avait dans sa poche, hier matin.

L'HON. M. NICOL.—C'est un original?

M. PATENAUDE.—C'est encore pire.

L'HON. M. NICOL.—Qui ne concerne pas l'honorable député.

M. PATENAUDE.—Je crois que c'est à l'honorable trésorier, qui l'avait dans sa poche, de dire, d'où il venait?

M. BOUCHARD.—Qu'il vienne d'où il voudra, qu'est-ce que ça fait?

L'HON. M. NICOL.—D'ailleurs, il n'est pas question de l'honorable député de St-Henri.

M. PATENAUDE.—(Sur un ton ironique). Ah non!

L'HON. M. NICOL.—Si l'honorable député de Jacques-Cartier veut formuler une objection, qu'il dise à quoi il s'objecte.?

M. PATENAUDE.—Je l'ai formulée, mon objection.

L'HON. M. NICOL.—Hier.

M. PATENAUDE.—Oui.

L'HON. M. NICOL.—Les documents sont produits maintenant.

M. DURANLEAU.—Nous avons formulé des objections avant la production de ces documents?

M. A. LAVERGNE.—J'ai formulé, hier, une objection au nom de mon client et je trouve indigne que l'on enquête sur des affaires privées de gens qui font un commerce en dehors de la province, lorsque le comité d'enquête laisse porter des accusations par un journal de Montréal qui publie vos propres documents et qui vous accuse d'être des voleurs.

M. .—On est à faire l'enquête sur le sujet des documents qui ont été produits et on continue à en faire l'identification.

M. PATENAUDE.—Je désirerais avoir une décision sur l'objection que je viens de faire, portant sur le fait que ce comité n'a pas le droit de faire une enquête tendant à compromettre l'honneur d'un de nos collègues, sans qu'il y ait une motion de fond de faite devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—La Chambre a donné autorisation à ce comité d'enquêter sur les affaires de la Commission des liqueurs et en même temps sur le commerce illégitime fait par messieurs Lord, Lavallée, Brien, Auto Supply Co., et leurs associés. Maintenant, je comprends que c'est cette partie-là que l'honorable trésorier est en train d'essayer de prouver, et on le saura lorsqu'il aura entendu son témoin. On ne peut le savoir avant que le témoin ait parlé. Il arrivera ici ce qui arrive dans toutes les causes: on allègue un fait, on entend des témoins et, à la fin, le fait est prouvé ou il ne l'est pas.

M. A. LAVERGNE.—Le fait allégué ici, c'est qu'il y a eu un commerce de fait en contravention de la Loi des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—On ne le sait pas encore.

M. A. LAVERGNE.—C'est la première question que l'on doit poser.

LE PRÉSIDENT.—On ne peut pas empêcher le Trésorier de procéder de la façon qu'il l'entend à interroger le témoin. Comme monsieur Brien l'a déclaré, on sait qu'une partie de la cargaison venant de Londres a été débarquée dans le port de New-York. Maintenant, on lui demande s'il n'en est pas venu dans le Canada et il dit qu'il ne le sait pas.

L'HON. M. NICOL.—Il dit que non.

LE PRÉSIDENT.—Il dit que ce n'est pas à sa connaissance, qu'il ne le sait pas,—dans tous les cas, c'est au comité à décider. Monsieur Patenaude demande une décision sur l'objection qu'il a faite. Je comprends que ça n'est pas à moi à décider l'objection, c'est au comité à décider si on doit continuer l'interrogatoire de ce témoin ou si on doit l'abandonner. Est-ce que vous exigez une décision du comité?

M. PATENAUDE.—Certainement que j'exige une décision. Il me semble que c'est la plus élémentaire justice qu'on devrait commencer, avant de mettre en cause le nom d'un de nos collègues en Chambre au sujet des opérations de la Commission des liqueurs ou d'opérations personnelles qui peuvent enfreindre les lois de la Province—il me semble que c'est de la plus élémentaire justice, avant de jeter le nom d'un de nos collègues devant le public, de porter une accusation et c'est d'ailleurs ce que les Règles de la Chambre disent en toutes lettres, qu'on ne peut pas tenir devant la Chambre ou devant le Comité un document mentionnant le nom d'un député, sans qu'on ait fait une motion de fond pour le mettre en accusation. D'ailleurs, quand même ça ne serait pas la règle de la Chambre, il y a le code de l'honneur qui est plus haut encore que les Règles de la Chambre. (Applaudissements à gauche)...

L'HON. M. NICOL.—Personne n'a mis un député en accusation.

M. SAUVÉ.—Prenez l'article 245, page 67 des Règlements de la Chambre, à la note douze (12) "Il est irrégulier de lire un document, même déposé, qui contient des accusations contre un député".

L'HON. M. NICOL.—Il n'y a pas d'accusation?

M. SAUVÉ.—Et tout ce qui peut incriminer ou ce qui peut tendre à incriminer un député. C'est là la règle de la Chambre. On a dit, hier, que les Règles de la Chambre ne s'appliquaient pas au comité. J'aviserai le président de lire

les Règles de la Chambre et il va s'apercevoir que les Règles de la Chambre s'appliquent également au comité *mutatis mutandis*.

LE PRÉSIDENT.—Si c'est la note douze de l'article 245 (deux cent quarante-cinq) auquel on veut faire allusion, je suis prêt à admettre que ça peut s'appliquer. La note dit: "Il est irrégulier de lire un document même déposé, qui contient des accusations contre un député." Mais, ici, il n'y a pas d'accusation contre un député.

M. SAUVÉ.—J'ai une note ici qui dit ceci: en vertu du règlement, tout ce qui tend à accuser ou à incriminer un député ne doit pas—doit être arrêté dans les délibérations du comité, et l'on doit faire, comme l'a dit l'honorable député de Jacques-Cartier, tout à l'heure, ne motion en conséquence, pour que cette accusation soit portée à la connaissance de la chambre et, ensuite, la Chambre décidera ce qu'il y a à décider au sujet du député

LE PRÉSIDENT.—Pas comme nous sommes là—nous sommes à enquêter sur des faits dont l'enquête a été permise par la Chambre, et une des choses sur lesquelles nous avons à enquêter, c'est le commerce illégitime qui se fait à côté de celui de la Commission des liqueurs et le commerce de la Commission des liqueurs. Maintenant, nous avons une motion qui nous dit que nous devons enquêter sur le fait du commerce de Messieurs Lord, Lavallée, Brien, United Auto Supply et leurs associés. Il n'y a pas de député en cause ici. Si, au cours du débat, le nom d'un de nos collègues sort, ce n'est la faute de personne et nous avons le droit d'enquêter sur le commerce de ces messieurs et de leurs associés. Maintenant, si un des associés est un député, ce n'est pas la faute du comité et je ne crois pas que l'on doive arrêter la preuve pour ça. Cela n'arrête pas la procédure, je ne pense pas.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je me demande comment la majorité de ce comité et monsieur le président peuvent tenir leur sérieux en face de pareilles déclarations,—lorsqu'il résulte de l'enquête commencée avec le témoin Chouinard, dans les circonstances scandaleuses que l'on connaît, d'un officier de la Cour qui sort des documents officiels d'un dossier de la Cour sans *subpoena*, sans ordre quelconque, de son chef ou, il semble, à la demande du procureur—de l'assistant-Procureur général qui avait conduit l'enquête.

L'HON. M. NICOL.—Le substitut du Procureur général.

M. DURANLEAU.—Le substitut du Procureur général, monsieur Canon—et qui vient dire: voici tous les documents, je les livre et, lorsque toute l'enquête dirigée par l'honorable Trésorier provincial—il n'y avait que lui dans le cabinet qui aurait dirigé l'enquête comme il l'a dirigée—on s'est servi du Trésorier provincial parce qu'il est connu—lorsque toute cette enquête tend simplement à faire sortir le nom d'un collègue.....

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je proteste contre ces insinuations?

M. DURANLEAU.—Tendant à faire sortir devant le comité le nom d'un collègue—il n'y a pas d'autre but que cela—et le Trésorier provincial a fait plus que ça, il a voulu entortiller dans la marchandise de mil neuf cent vingt-deux celle de mil neuf cent vingt-quatre qui ne regarde pas monsieur Brien personnellement et son garage de l'Avenue Atwater, afin de laisser les membres de

ce comité et le public sous l'impression que monsieur Bray était impliqué dans une espèce de transaction que monsieur Brien a voulu faire avec un nommé Albert pour acheter, dans le Nouveau-Brunswick, des liqueurs alcooliques qui devaient être transportées dans la province—et l'on vient ce matin, avec un semblant de sérieux, alors qu'on a agi illégalement du commencement à la fin, qu'on a commencé par la fin simplement pour salir un collègue, et l'on n'a pas même tenté de prouver que la boisson qui avait été achetée de l'autre côté, avait été importée dans la province de Québec au détriment des opérations de la Commission des liqueurs—et on ne l'a pas tenté, parce que l'on savait que ça n'existait pas—on savait que c'était en dehors des limites du pouvoir de ce comité—mais tout ce qu'on voulait, on voulait essayer de salir un député un collègue, sans prendre les moyens reconnus par le droit parlementaire qui veut qu'un membre de la Législature soit mis en accusation directement ou que l'on ne mette absolument rien contre lui—en d'autres termes, si un membre d'une législature entend accuser un collègue il doit porter directement une accusation—le droit parlementaire veut qu'on rentre par la grande porte, lorsqu'on attaque un collègue et que l'on ne passe pas par le soupirail pour aller le frapper dans le dos. Je dis que vous avez l'intention simplement de salir un collègue en dehors de la loi et j'appuie fortement les observations faites par mon collègue de Beauce et je dis qu'il me semble que ce comité devrait maintenir l'objection de l'honorable monsieur Patenaude.

M. SAUVÉ.—Je voudrais ajouter que la Chambre a décidé, il y a deux ou trois ans, qu'un député n'avait pas même le droit de faire allusion à un Conseiller législatif, allusion qui pourrait être considérée comme un propos injurieux, ou pouvant nuire le moins à sa réputation—cela été dit en Chambre quand j'ai voulu rapporter certaines paroles d'un Conseiller législatif sur une accusation qui avait été portée par un Ministre contre un Conseiller législatif, on m'a arrêté en me disant: vous n'avez pas le droit, en vertu des règlements, de dire quoi que ce soit, même de rapporter une parole qui pourrait sembler attaquer la réputation d'un membre de la Chambre haute ou de la Chambre basse, sans porter une accusation directe.

LE PRÉSIDENT.—Quant à ce que vient de dire l'honorable député de Laurier au sujet de la preuve faite pour mil neuf cent vingt-quatre, je n'ai jamais compris que le Trésorier avait relié monsieur Bray au commerce de mil neuf cent vingt-quatre. Maintenant c'est au comité à décider s'il entend...

M. PATENAUDE.—Un mot seulement—je crois qu'il s'agit d'une question plus importante qu'elle parait au premier abord. Tout à l'heure, l'honorable Trésorier nous a déclaré que c'était pour arriver à la preuve de l'importation de cette boisson provenant de la United Auto Supply dans la province. Alors, qu'on lise la déposition de monsieur Brien, donnée hier, et l'on peut voir jusqu'à quel point ses intentions sont sérieuses. Qu'on indique une seule question qu'il a posée au témoin pour savoir si cette boisson avait été importée dans la province de Québec.

LE PRÉSIDENT.—Il le lui a demandé plusieurs fois et le témoin a répondu que cela n'était pas à sa connaissance.

M. PATENAUDE.—Pas du tout—qu'on lise la déposition et vous allez voir qu'on ne lui a pas posé cette question.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que cette question a été posée.

M. PATENAUDE.—C'est moi qui l'ai posée ce matin. Il ne l'avait pas posée hier.

L'HON. M. NICOL.—Je l'ai demandé, encore ce matin, s'il y avait eu de l'importation de cette boisson dans la province de Québec et il m'a dit que ce n'était pas à sa connaissance.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je suis d'opinion que nous devons continuer l'enquête telle que nous l'avons commencée.

M. PATENAUDE.—A New-York?

M. BOUCHARD.—Quant aux autres déclarations qui sont faites par nos collègues de gauche, elles ne me surprennent guère. Voici des gens qui, depuis plusieurs semaines, depuis le début de la session, réclament la lumière la plus large sur le commerce des liqueurs dans la province de Québec?

M. SAUVÉ.—Sur les affaires du gouvernement.

M. BOUCHARD.—Certainement les affaires du gouvernement et c'est pour ça que nous avons cru devoir étendre le cadre de l'enquête, de manière que nous fassions cette lumière la plus large possible pour le commerce des liqueurs dans la province. Maintenant, nous sommes au début de l'enquête. L'honorable député de Jacques-Cartier vient de nous dire que nous avons la preuve qu'il n'y avait pas eu de commerce illicite relativement aux contrats que nous avons produits dans la province de Québec. Je dis que non. Nous avons eu tout simplement la preuve qu'à la connaissance de monsieur Brien, il n'y avait pas eu un tel commerce de liqueurs dans la province de Québec. Nous ne sommes qu'au début de l'enquête et monsieur Brien ne connaît pas tout ce qui s'est fait dans la province de Québec. Nous allons poursuivre notre enquête et nous allons prouver, j'en suis convaincu, qu'il se fait un gros commerce des liqueurs importées d'Angleterre ou importées de Belgique dans la Province. Nous allons prouver de plus, j'en suis convaincu, que ce commerce coûte des sommes énormes à la Commission, au peuple de la province de Québec, et nous avons intérêt à le prouver. Maintenant, on se plaint que, dans les documents qui ont été produits, le nom d'un de nos collègues est mentionné. Eh bien, je ne crois pas que les règles de la Chambre vont jusqu'à dire que, chaque fois que, dans un document, il y a le nom d'un député, que nous devons immédiatement cesser l'enquête d'un comité et rapporter la question devant la Chambre. Je dis que non: Ce n'est pas là l'esprit ni l'idée du règlement concernant cette matière. On prétend même, de l'autre côté, que le commerce qui a été fait en exécution du contrat que nous avons devant le comité, est un commerce légitime. Pourquoi prétend-on que le comité ne doit pas continuer son enquête sur cette question, alors que le nom d'un député est mentionné dans un document, si c'est un commerce légitime. Personne ne viendra prétendre que nous voulons salir la réputation d'un de nos collègues, lorsqu'on mentionne que ce collègue a pris part à un commerce qui est légitime dans la province de Québec.

M. A. LAVERGNE.—D'ailleurs, ce n'est pas en preuve.

M. BOUCHARD.—Ça n'est peut-être pas en preuve non plus—nous le verrons. Nous ne voulons pas empêcher l'Opposition de faire entendre les

témoins qu'elle voudra faire entendre pour prouver que notre collègue n'a pas pris part à ce commerce. Pourquoi venir nous dire—si vous êtes sûrs que vous allez prouver que notre collègue n'a pas pris part à ce commerce illégitime, pourquoi vouloir prétendre que nous voulons salir par cette enquête la réputation de notre collègue? Vous êtes en état de le prouver, c'est vous qui l'affirmez, alors, non seulement vous devez, mais c'est un devoir et une obligation stricte de votre part de continuer cette enquête de manière que vous prouviez que ce collègue n'a pas pris part à ce commerce.

M. SAUVÉ.—Voulez-vous procéder à l'enquête?

M. BOUCHARD.—Nous voulons procéder, mais nous procéderons légalement. Je comprends, maintenant toute la lumière que les honorables membres de l'Opposition voulaient avoir: c'est simplement la vente des liqueurs dans la province de Québec et, maintenant, on veut empêcher la lumière de se faire sur ce commerce. Je suis convaincu que, lorsque cette enquête sera terminée, nous aurons fait la lumière la plus complète et que cette enquête donnera satisfaction à la Chambre et donnera satisfaction au peuple de la province de Québec, et elle démontrera surtout à quels ennuis a été exposée la Commission des liqueurs de Québec, lorsqu'on voit ce commerce que l'on prétend légitime, s'installer dans la ville où nous avons placé le bureau chef de la Commission des liqueurs de Québec. Lorsqu'on voit ces gens....

M. A. LAVERGNE.—Me permettez-vous une question?

M. BOUCHARD.—Deux, si vous voulez?

M. A. LAVERGNE.—Je représente ici, non seulement monsieur Brosseau, mais je représente aussi monsieur Roger Maillet, et je vous demanderais quel jour vous avez l'intention de l'assigner?

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas l'intention d'assigner monsieur Roger Maillet. Je ne suis pas de ceux qui aiment à faire des martyrs avec des messieurs comme monsieur Maillet. S'il veut avoir cette auréole-là, ce n'est pas moi qui la poserai sur son front.

M. SAUVÉ.—Vous dites que vous voulez faire enquête—voulez-vous dire pourquoi, dans votre amendement en Chambre, vous vous êtes opposés à ce que nous fassions l'enquête sur l'administration générale de la Commission des liqueurs?

M. BOUCHARD.—Je vais vous le dire et je crois que nous vous le prouverons avant que cette séance du comité ne soit terminée. Nous voulons vous donner l'enquête la plus large, et si vous voulez poser n'importe quelle question au sujet de l'administration générale, si vous voulez nous dire ce que c'est que vous entendez prouver, nous allons vous donner l'enquête dans la plus large mesure.

M. PELLERIN.—Monsieur le président, voulez-vous me permettre de poser une question à monsieur Bouchard. Je demanderai à monsieur Bouchard quel salaire il reçoit pour être détective du gouvernement.

PLUSIEURS VOIX.—A l'ordre, à l'ordre.

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre—vous n'avez pas le droit de parler ainsi.

M. PELLERIN, (continue à parler, mais sa voix est couverte par des protestations des membres de la droite.)

LE PRÉSIDENT.—Vous n'êtes pas dans l'ordre.

M. PELLERIN.—Vous avez dit, tout à l'heure, que vous aviez commencé une enquête et que vous la continueriez ?

M. BOUCHARD.—Oui.

M. PELLERIN.—Alors, je vous demande quel salaire vous retirez du gouvernement ?

M. BOUCHARD.—L'honorable député peut être tranquille. Je crois que je n'ai pas besoin de ce salaire-là pour vivre. Je ne connais pas quelle est sa situation de fortune, mais...

M. PELLERIN.—Il me semble que l'honorable Trésorier de la province et vous-même, monsieur le président, avez dit, en Chambre, qu'il était très difficile et même impossible et contraire aux intérêts de la Commission des liqueurs de dévoiler votre bureau secret de détectives. Or, voici un détective...

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Pellerin, vous êtes loin de la question, et vous devez comprendre que vous n'êtes pas membre de ce comité.

M. BOUCHARD.—Que l'honorable député soit tranquille, je vais lui répondre. Je reçois deux mille piastres par année, comme lui, pour faire mon devoir comme député, et pas un sou de plus.

M. SAUVÉ.—Ce n'est pas un salaire, ça, c'est une indemnité.

M. BOUCHARD.—Je considère ça comme un salaire—je ne suis pas scrupuleux comme vous autres.

M. SAUVÉ.—C'est vrai ?

M. FORTIER.—Pour revenir à la question, je crois que....

M. BOUCHARD.—Maintenant, monsieur le président, je crois que nous devons continuer l'enquête telle que nous l'avons commencée et que le comité doit renvoyer l'objection qui a été formulée par l'honorable député de Jacques-Cartier—mais, je crois que sa forme devrait être modifiée, parce que, je crois, si on relit son objection on verra qu'on veut faire prononcer le comité dans une phrase incidente qui pourrait peut-être faire signifier autre chose au comité que ce qu'il a l'intention de signifier. Nous avons l'intention de continuer l'enquête telle que nous l'avons commencée et je crois que cette objection a été résolue, hier ou avant-hier, lorsque nous avons décidé que les documents, au sujet desquels on s'est objecté seraient produits devant ce comité. Je crois que l'objection devrait être formulée d'une autre façon qu'elle l'a été.

L'HON. M. CARON.—Si vous me le permettez, monsieur le président—j'ai entendu l'argument qui a été fait ce matin par les honorables amis de l'Opposition lorsqu'ils ont cité les règlements de la Chambre, en disant que ces règlements défendent de faire une accusation ou une insinuation contre un membre de la Chambre—soit de la chambre ou du comité, sans faire une déclaration formelle et sans prendre la responsabilité de cette déclaration. Or, je crois

qu'on a voulu poser la question de façon à établir que ce règlement-là était pour tout le public, mais le règlement qu'on vient de citer est un règlement qui concerne la députation, qui concerne la Chambre seulement et non pas le public. Lorsque l'honorable député de Jacques-Cartier prétend qu'un député en Chambre ne peut pas insinuer quoi que ce soit contre un collègue, sans faire une déclaration formelle et sans mettre son siège en jeu, il a raison, mais ce n'est pas ce que nous avons ici devant le comité, il n'y a aucune insinuation de la part de l'honorable Trésorier provincial. Le comité est chargé d'enquêter sur certaines matières et l'honorable Trésorier provincial a questionné des témoins. Ces témoins font certaines réponses et déposent certains documents. Il arrive que, dans ces documents et dans ces réponses, le nom d'un de nos collègues est mentionné. Ce n'est pas notre collègue le Trésorier provincial qui a mentionné ce nom. Ce n'est pas une accusation qu'il a portée.—ce n'est pas une accusation ou une insinuation qu'il a faite. Personne, parmi les députés de la Chambre, n'a fait d'insinuation contre un collègue et, si son nom est arrivé, il est arrivé incidemment et c'est un témoin qui l'a nommé en répondant à une question. Je ne crois pas que ce règlement de la Chambre puisse s'appliquer ici, car le règlement est fait pour les députés et non pas pour les témoins ou le public, et je crois, par conséquent, que l'objection de l'honorable député de Jacques-Cartier est mal prise.

M. SAUVÉ.—Pardon, monsieur le ministre, mais tout ce qui tend à incriminer ou tout propos injurieux. . . .

L'HON. M. CARON.—Oui, mais toujours par un député de la Chambre. Mon honorable ami confond le règlement, en l'appliquant à tout le monde. Les règlements de la Chambre ont été faits pour les députés en Chambre—pour les membres de la Chambre et, si mon honorable ami le Trésorier était en Chambre et prétendait ce que le témoin a prétendu je crois que la position qui a été prise par l'honorable député de Jacques-Cartier, serait, bonne. Si l'honorable trésorier disait: c'est vrai, je l'accuse d'avoir fait, par exemple, un commerce illicite, ou je crois qu'il l'a fait—certainement que la position prise par l'Opposition serait absolument correcte. Vous diriez que le Trésorier en Chambre, comme membre de la Chambre, n'a pas le droit de porter une accusation sans justification. Mon honorable ami, le Chef de l'Opposition, ne devrait pas confondre: le témoin n'est pas un député de la Chambre. Le témoin répond comme témoin. Ce témoin, par le fait qu'il est témoin, n'est pas régi par les Règlements de la Chambre. Les Règlements de la Chambre ne s'appliquent à aucun témoin, ni à qui que ce soit qui n'est pas député de la Chambre. Je le répète, les règlements sont faits pour les membres de la Chambre et ne peuvent pas s'appliquer à un témoin ou à qui que ce soit en dehors de la Chambre. On ne peut pas prétendre qu'il y a une insinuation ni une accusation faite par le Trésorier provincial. Il n'y en a pas. On ne peut pas prétendre que l'honorable. . . .

M. DUFRESNE.—C'est ce qu'il a fait hier.

L'HON. M. CARON.—Pardon, le Trésorier n'a pas fait d'insinuations contre un collègue. Il a posé des questions, et de ces questions, le nom d'un collègue est sorti, par l'entremise du témoin. Je dis donc qu'on a mal posé la question et que le règlement de la Chambre, qu'on a cité, ne s'applique pas à un témoin ici devant ce comité.

M. FORTIER.—Est-ce que j'ai le droit de savoir sur quel article vous vous appuyez?

M. SAUVÉ.—Regardez les règlements. Demandez au président.

M. FORTIER.—Alors, vous refusez de répondre?

M. DURANLEAU.—Je ne répondrai qu'un mot à l'honorable ministre de l'Agriculture, qui prétend que les règlements ne s'appliquent pas dans une enquête en comité, mais ne s'appliquent qu'à la Chambre.

L'HON. M. CARON.—Pardon, je n'ai pas prétendu que les règlements ne s'appliquaient pas à la Chambre et au comité, mais j'ai prétendu qu'ils s'appliquent aux membres de la Chambre et qu'il n'est pas permis de les étendre plus loin qu'aux membres de la Chambre et qu'ils ne doivent pas s'étendre aux témoins et jusqu'au public.

Alors, si un témoin est venu dire ici: Monsieur un tel, membre de la Chambre—il n'a pas même dit, en autant que je me rappelle, qu'il était membre de la Chambre—mais il a mentionné le nom d'un de nos collègues—c'est un témoin, ce n'est pas un membre de la Chambre qui a dit ça.

M. PATENAUDE.—On n'a pas le droit de s'en servir?

L'HON. M. CARON.—Il n'y a pas eu d'insinuations faites par un député de cette Chambre—il n'y a pas eu d'accusations portées par un député de cette Chambre—et j'admettrai, avec mon honorable ami, qu'il a raison lorsqu'il dit que les règlements de la Chambre s'appliquent au Comité aussi bien qu'à la Chambre, mais, en autant que les membres de la Chambre sont concernés pas autrement.

M. DURANLEAU.—Alors, l'honorable ministre va prétendre qu'un député de la Chambre, en comité, a le droit d'amener un témoin et de manœuvrer de manière à faire sortir le nom d'un collègue?

L'HON. M. CARON.—Pardon, l'honorable Trésorier a produit hier....

M. DURANLEAU.—L'honorable Trésorier, hier, n'a fait qu'une chose: ça été de faire sortir du témoin—de poser des questions directes au témoin, dans le but de faire sortir le nom de monsieur Bray et de lui faire dire que c'était un député de la Chambre—un ancien échevin de Montréal et un député de la Chambre. Ça été l'œuvre du trésorier, ça. Il s'est servi d'un témoin, ça été son œuvre—et l'honorable ministre viendra, avec sérieux, prétendre qu'un ministre du gouvernement pourra procéder de cette façon, pourra venir devant le comité, se servir d'un témoin et, par des questions suggestives et par des documents, salir le nom d'un collègue sans porter d'accusation contre lui. Eh bien, je dis qu'une pareille prétention ne tient pas debout. Ce qu'a fait hier votre témoin, c'est l'œuvre du Trésorier; c'est l'œuvre d'un collègue de monsieur Bray, et je dis que cela est absolument illégal et contraire aux règlements de la Chambre et contraire aux règles de la justice la plus élémentaire. Voilà notre prétention.

L'HON. M. CARON.—Un mot seulement. Mon honorable ami vient de dire que le témoin a été amené par le Trésorier provincial. Je ne crois pas que cela soit exact. Il a été amené par le comité. Il a été questionné par un membre

du comité qui avait le droit de le questionner comme n'importe quel membre du comité et, si le Trésorier a questionné le témoin, il l'a questionné comme témoin du comité et ce qui est sorti du témoignage de ce témoin, n'est pas sorti par les questions du trésorier, mais c'est sorti parce que le témoin l'a mentionné.

M. FORTIER.—Je crois que nous devrions savoir sur quel article l'Opposition base son objection.

M. SAUVÉ.—J'en ai parlé hier. Je ne suis pas obligé d'être ici comme un maître d'école.

M. FORTIER.—Je suppose que le chef de l'Opposition s'appuie sur l'article 366, qui se lit comme suit: "Si quelque information fournie à un comité spécial incrimine un député, le comité porte les faits à la connaissance de la Chambre sans s'en occuper davantage." Est-ce que l'Opposition demande, oui ou non, que nous portions devant la Chambre cette information.

M. PATENAUDE.—Répétez donc cela?

M. FORTIER.—Je vais le répéter avec plaisir. J'ai dit que je ne voyais pas sur quel article on s'appuyait. Je ne trouve que l'article 366. Cet article se lit comme suit: "Si quelque information fournie à un comité spécial incrimine un député, le comité porte les faits à la connaissance de la Chambre sans s'en occuper davantage." Est-ce que l'Opposition demande que nous portions les faits que l'on prétend incriminer un député, le député en question, devant la Chambre? Je voudrais savoir si c'est ça que l'Opposition demande. Je ne sais pas où on veut nous conduire. On a mis monsieur Lord dans la boîte et avant, même qu'on lui pose une seule question, on formule des objections—mais sur quoi? Il ne peut pas s'agir du témoignage de monsieur Lord; on ne lui a rien demandé. Lorsqu'on lui aura posé des questions, je comprends qu'on puisse s'y objecter. Si les questions ne sont pas pertinentes, mais jusqu'à présent, on ne lui en a posé aucune. Maintenant, quant à ce qu'on a dit de mon honorable ami le Trésorier provincial, je crois que c'est une injustice vis-à-vis de lui. L'honorable Trésorier provincial n'a fait qu'interroger le témoin dans les limites qui lui étaient permises, modérément, et le témoin a répondu. Il n'est pas responsable des réponses que le témoin a données et le Comité n'en est pas responsable. Il n'y a que le témoin lui-même qui en est responsable. Cela, peut-être, ne fait pas l'affaire de tout le monde, c'est peut-être regrettable mais nous n'avons pas d'autre but que de faire la lumière. Si nous avons refusé de faire l'enquête sur l'administration générale, c'est que nous voulons savoir où nous allons. Autrement, on aurait pu sauter d'un sujet à un autre et demander la production de toutes sortes de documents qui n'ont pas de rapport avec la question et, pendant ce temps-là, jeter des noms en pâture au public, et faire toutes sortes d'insinuations. Alors, on a dit: spécifiez les faits et, du moment que vous porterez une accusation spécifique nous vous donnerons tous les renseignements possibles et aussi la motion couvre tous les détails possibles et impossibles, imaginables et inimaginables. Ce qui a été dit ici, c'en est pas l'honorable Trésorier qui l'a dit, mais c'est le témoin, c'est M. Brien qui l'a dit lui-même. Quant à ce qu'a dit mon honorable ami le député de Maisonneuve, je crois qu'il l'a dit dans l'empportement du moment et qu'il le regrettera.

M. PELLERIN.—Je n'ai rien dit de....

M. BOUCHARD.—Vous m'avez accusé d'être payé par le gouvernement ?

M. PELLERIN.—Non, j'ai seulement demandé quel salaire vous receviez.

LE PRÉSIDENT.—Il me semble qu'il n'est pas juste de mettre en cause le Trésorier. Nos excellents amis de l'Opposition parlent de fair pay, de loyauté et d'honneur. Ils devraient en avoir pour le Trésorier. Le Trésorier ici n'agit pas comme trésorier: il agit comme membre du comité et il interroge un témoin, comme tout membre a droit de l'interroger, et on devrait plutôt savoir gré au Trésorier de l'interroger exemptant ainsi les autres membres du comité de faire ce travail, d'ailleurs, c'est son droit, et quand il interroge un témoin ici, c'est comme membre du comité et non pas comme ministre ou comme député. Maintenant, à la séance de mardi, lorsqu'on a commencé l'enquête, on s'est objecté à la production de ces documents, mais on a prétendu qu'ils étaient de nature à incriminer un député, et en outre que ce n'était pas pertinent à l'enquête que nous poursuivions, parce qu'il ne s'agissait pas d'un commerce fait dans la province. Le comité a entendu la discussion, un vote a été pris, et les documents ont été admis et il a été décidé de procéder à faire l'enquête. Maintenant, on renouvelle en somme une objection qui a été rejetée mardi dernier. Si on désire que la question soit soumise de nouveau au vote de ce comité, pour ma part, je n'y ai pas d'objection, mais je soumets que la question a déjà été réglée par le comité qui a décidé de poursuivre cette enquête. . . .

M. A. LAVERGNE.—Sous réserve ?

LE PRÉSIDENT.—Le comité a décidé de poursuivre cette enquête sous réserve de l'objection qui avait été faite. Est-ce que l'honorable député de Jacques-Cartier exige que le vote soit pris de nouveau ?

M. PATENAUDE.—Certainement que je l'exige, parce qu'il est enpreuve, maintenant, par le témoin principal, qu'il n'y a pas eu d'importation faite au Canada, à sa connaissance, et je dis qu'il n'est pas juste de continuer à maintenir devant le comité et devant le public le nom d'un de nos collègues, lorsqu'il est en preuve, jusqu'à maintenant, qu'il n'y a pas eu d'importation de faite dans le Canada. Je crois qu'en toute justice pour lui, nous devrions commencer par interroger les témoins pour savoir s'il y a eu de l'importation faite au Canada—je demande simplement qu'on procède d'une manière légale—c'est pour ça qu'on objecte.

LE PRÉSIDENT.—Je ne crois pas que cela soit en preuve. Je ne pense pas qu'il soit établi que la boisson, qui a été débarquée à New-York, n'est pas venue au Canada. Monsieur Brien a déclaré, hier, qu'il était allé avec ses associés à New-York et qu'il est tombé en faillite et qu'il a transporé ses intérêts à monsieur Lord, pour une somme d'environ deux mille piastres, et qu'il ne connaît pas ce qui est arrivé après ça. Je crois que le comité devrait poursuivre son enquête pour savoir où est allée cette boisson. Alors, je comprends que vous voulez que l'on vote de nouveau sur l'objection qui a été faite ?

M. PATENAUDE.—Je m'objecte à la poursuite de cette enquête sur les affaires du Syndicat dont on a parlé et plus particulièrement en ce qui a trait aux documents qu'on a produits, à moins qu'on ne prouve d'abord que les personnes intéressées ont fait de l'importation dans la province de Québec ou au

Canada—surtout si l'on tient compte du fait que l'enquête qui a été poursuivie jusqu'à cette heure a eu plutôt pour but d'atteindre ou de compromettre un de nos collègues, sans avoir auparavant fait la motion de fonds requise en pareil cas.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est-il prêt à voter sur cette motion? Ceux qui sont pour la motion de monsieur Patenaude diront “pour” et ceux qui sont contre diront “contre”.

Le votre est pris sur l'objection de monsieur Patenaude, laquelle est rejetée par vingt-deux (22) contre cinq (5);

LE PRÉSIDENT.—Voulez-vous continuer l'enquête?

EXAMEN CONTINUÉ PAR L'HON. M. NICOL.

Q. Je vous demandais si vous aviez pris communication de certains documents dont il a été question hier. Est-ce que vous avez vu ces documents?

R. Non.

Q. Alors, voulez-vous examiner la pièce?

R. Je ne suis pas capable d'examiner ça comme il faut.

LE PRÉSIDENT.—Vous ne savez pas lire?

R. Je sais lire un peu mais pas assez pour me verser là-dedans. Mon avocat peut me le lire ou bien si vous voulez....

Q. Dans la pièce C, numéro un, il est question d'un câblogramme qui aurait été expédié à North Brosseau, à Piccidilly, London, signé par Auto Supply. Le numéro deux est un câblogramme aussi expédié à North Brosseau et signé Brien. Il s'agit, au numéro trois, d'une lettre signée par Ludger Brien, en date de Montréal, vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-deux, une lettre adressée à la banque Royale au coin de l'Avenue Laurier et.... dans ce message numéro, un il est question de monsieur Lord. “*Waiting Lord, Probably cable to-morrow twenty-eight thousand. All well here.*”, et dans le message numéro deux, il est question d'un nommé Lord. “*Tell Lavallée cable Lord when needing his fourteen, Regards.*” et, dans le document numéro trois, il n'est pas question de vous. Le nommé Lord, dont il est question dans ces deux premiers documents, est-il une personne qui vous est connue?

R. Il est bien probable que ça doit être moi.

Q. Monsieur Narcisse Lord?

R. Oui, Narcisse Lord, c'est moi par exemple.

Q. Il est question, dans le premier document, de vingt-huit mille piastres, et dans le deuxième document, il est dit: *Tell Lavallée cable Lord*—est-ce que vous étiez intéressé dans cet envoi de vingt-huit mille piastres?

R. Oui.

Q. Dans quelle proportion?

R. Je devais mettre quatorze mille, moi.

Q. Et est-ce que vous les avez mis comme question de fait?

R. Oui, monsieur.

Q. Pouvez-vous nous dire où vous vous êtes procuré ces quatorze mille piastres?

M. DURANLEAU.—Qu'est-ce que ça peut faire? Je m'objecte à ça, qu'est-ce que ça peut faire.

L'HON. M. NICOL.—Attendez—je retire la question.

Q. Vous avez envoyé quatorze mille piastres?

R. J'ai envoyé quatorze mille piastres.

Q. Le nommé Lord qui est mentionné dans certains autres documents, d'après ce que vous avez entendu ici du témoin Brien, est-ce que le monsieur Lord qui est mentionné dans ces documents, est toujours le même—vous-même

R. Il faudrait qu'on me montre les documents.

Q. Vous n'avez pas remarqué le témoignage qui a été rendu?

R. J'étais loin et j'entends dur un peu—je n'ai pas compris beaucoup.

Q. Avez-vous eu connaissance, monsieur Lord, du contrat qui a été produit ici comme pièce F.

R. Non, c'est monsieur Lavallée et monsieur Brosseau qui ont fait ça—ils étaient en Angleterre.

Q. C'est monsieur Lavallée et monsieur Brosseau qui ont fait le contrat en Angleterre?

R. Oui, je n'y étais pas.

Q. Mais, est-ce que ce contrat vous a été communiqué plus tard?

R. Oui, monsieur.

Q. Étiez-vous intéressé dans le contrat?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que monsieur Lavallée, monsieur Brosseau et vous étiez les seuls intéressés dans le contrat ou y avait-il d'autres intéressés?

R. Dans le contrat originaire, il y avait monsieur Brosseau, monsieur Lavallée, monsieur Brien, monsieur Nelligan,—un nommé Nelligan et moi.

Q. Le contrat originaire, c'est le contrat pièce O., dont copie a été produite. (M. Rivard donne au témoin lecture du contrat pièce O.)

R. Ça été fait à Montréal.

Q. Le contrat, pièce O., a été fait à Montréal?

R. Oui.

Q. Et tous ceux qui étaient intéressés, qui sont mentionnés dans ce contrat, pièce O., qui a été fait le premier novembre, étaient intéressés dans l'autre contrat qui a été signé par monsieur Brosseau et monsieur Lavallée et qui a été produit ici comme pièce F?

R. Bien, je ne sais pas si monsieur Nelligan n'a pas été retiré plus tard.

Q. Est-ce qu'il y a eu d'autres intéressés que ceux dont les noms apparaissent ici dans le contrat, pièce F, plus tard?

R. Plus tard, il en est revenu d'autres, oui.

Q. Quels sont les autres qui sont revenus?

R. Quand monsieur Brien est venu en difficulté, j'ai acheté ses intérêts parce que il ne pouvait pas suffire à payer les frais pour continuer cette affaire-là et au cours de cette conversation-là, on a trouvé qu'il y avait un monsieur Joseph Godbout, monsieur Amédée Lesieur et le Docteur LeBel qui faisaient partie du contrat.

Q. Pas d'autres?

R. Pas d'autres.

Q. Il n'y a pas eu d'autres intéressés dans l'affaire, à votre connaissance?

R. Pas à ma connaissance.

Q. A présent le bateau—avez-vous suivi les mouvements du bateau qui devait apporter cette liqueur, Monsieur Lord?

R. De loin,—pas de proche—je ne sais pas nager.

Q. Si je comprends bien, vous n'êtes pas bon marin?

R. Non.

Q. Vous n'êtes pas allé outre-mer?

R. J'y ai été—j'y ai été plus tard.

Q. Y avait-il un représentant du syndicat à bord du bateau?

R. Oui, monsieur Lavallée a été tout le temps à bord du bateau avec un nommé Fortner.—Monsieur Lavallée était de retour du front et, à la guerre, il avait fait connaissance de monsieur Fortner et il l'a demandé pour l'assister, pour être sur le bateau avec lui tout le temps.

Q. Lorsque le bateau est parti d'Angleterre, avez-vous été avisé de son départ?

R. Oui, par cablogramme.

Q. Et lorsque vous avez été avisé, qu'est-ce que vous avez fait?

R. Ah bien! ensuite, il était supposé arriver sur la haute mer, pas mal loin et il y avait une certaine organisation qui avait l'air d'après moi—qui était faite pour vendre la marchandise vite quand elle serait rendue sur la mer,—de sorte que j'ai envoyé mon garçon pour voir—rejoindre le bateau, voir si ça se vendrait, que ça se vendrait au plus vite. Toujours, que le boat était de vingt à vingt-cinq milles dans la mer et puis la marchandise devait se vendre—mon garçon avait des renseignements, de temps à autre, et le commerce n'avait pas l'air à marcher.

Q. Quel est le nom de votre garçon?

R. Georges Lord.

Q. Il est allé rejoindre le bateau sur la mer?

R. Oui.

Q. Vous souvenez-vous de la date, à peu près?

R. C'est vers la fin de janvier.

Q. En quelle année?

R. Je crois que c'est en mil neuf cent vingt-deux—c'est subséquentement au contrat—ça doit être en mil neuf cent vingt-trois qu'il s'est trouvé à aller là.

Q. Votre garçon est-il allé là seul ou si quelque d'autre est allé avec lui?

R. Je sais que monsieur Brien est allé à New-York et il y avait monsieur Nelligan aussi qui est allé à New-York?

M. RIVARD.—Vous n'y êtes pas allé, vous?

R. Non,—j'ai déjà été à New-York,—on a pris un certain boat pour aller...

Q. Lorsque vous avez reçu le message que le bateau partait d'Angleterre pour s'en venir, vous a-t-on donné la direction du bateau—saviez-vous à quel endroit vous deviez le rencontrer?

R. Non.

Q. On ne vous l'a pas dit?

R. Non.

Q. Le bateau était-il libre d'aller dans un endroit ou dans un autre?

R. Non, il devait rester loin de New-York, sur la haute mer.

Q. Il devait se mettre en rade, du côté des États-Unis?

R. Du côté des États-Unis,—il ne devait pas venir par ici du tout.

Q. Je remarque dans le contrat, pièce O, qu'il est question d'un commerce que vous auriez établi à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

Q. Ce commerce était antérieurement établi, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Et dans ce contrat, pièce O, il est question que ce commerce soit vendu par vous au Syndicat?

R. Bien, si on faisait le voyage avec succès, le syndicat devait le prendre et devait continuer.

Q. Qu'est-ce que vous aviez à St-Pierre Miquelon, vous appartenant?

R. Il y avait à peu près deux ou trois mille caisses de scotch.

Q. Aviez-vous un établissement quelconque, là?

R. Oui, monsieur.

Q. Faisiez-vous de l'importation à St-Pierre-Miquelon pour l'exporter de là ailleurs?

R. Non, c'était pour vendre à St-Pierre Miquelon, parce qu'il venait des clients, là.

Q. Vous n'aviez pas de bateau, vous?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Les clients allaient à St-Pierre Miquelon prendre la marchandise?

R. Les clients allaient à St-Pierre Miquelon, ils achetaient la marchandise et ils s'en allaient avec.

Q. Si je comprends bien la pièce O, le but était d'acheter un bateau?

R. Oui, monsieur.

Q. Et ensuite le bateau—la compagnie possédant le bateau devait faire le genre de commerce que l'on supposait que ces gens-là faisaient, à qui vous vendiez, et vous n'aviez plus besoin de votre dépôt?

R. C'est parce que les amis qui faisaient partie du syndicat venaient à rentrer dans mon commerce à St-Pierre Miquelon et on devait séparer tous suivant nos intérêts.

Q. Dans le commerce que vous faisiez à St-Pierre-Miquelon, aviez-vous un représentant, là?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui était ce représentant?

R. C'était un français, un monsieur Thélot.

Q. Était-ce le seul représentant que vous aviez?

R. A St-Pierre Miquelon, lorsque je suis rentré dans le commerce, ils n'avaient pas le droit de recevoir de boisson anglaise, scotch, gin, etc. Monsieur Thélot et un autre représentant de St-Pierre sont allés en France, pour obtenir le droit pour moi de faire de l'exportation à St-Pierre Miquelon.

Q. De l'importation à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

Q. Pour rentrer la marchandise à St-Pierre Miquelon ?

R. Oui.

Q. Une fois rentrée, là vous la mettiez . . . ?

R. En entrepôt.

Q. Et ensuite, elle sortait sur paiement?

R. Sur paiement des clients qui allaient là. On ne la laissait pas partir sans payer.

Q. Avez-vous eu connaissance, vous, alors, des ventes faites aux clients et des endroits d'expédition de ces ventes faites à St-Pierre Miquelon?

R. Non.

Q. Personnellement, vous n'en avez pas eu connaissance?

R. Non.

Q. Est-ce que votre représentant vous donnait des envois?

R. Non.

Q. Il ne vous donnait pas d'envois?

R. Il faisait des rapports.

Q. Mais il ne vous donnait pas d'envois?

R. Il ne me donnait pas d'envois.

Q. Est-ce qu'il faisait ses rapports par écrit?

R. Oui.

Q. Avez-vous de ces rapports-là?

R. Je ne pourrais pas vous dire si j'en ai chez nous.

Q. Voudriez-vous examiner vos documents et si vous avez des rapports faits par votre représentant, produire ces rapports ici avec votre déposition?

M. RIVARD.—Je n'ai pas d'objection à ça, mais il me semble qu'on devrait demander d'abord si c'est avant le syndicat.

L'HON. M. NICOL.—C'est une enquête qui se poursuit, j'interroge monsieur Lord et je veux savoir si cette boisson est venue ici et il ne le sait pas.

M. RIVARD.—S'il a eu des rapports, il en a pris connaissance.

L'HON. M. NICOL.—Je lui pose la question. Avez-vous objection à ce qu'il produise les rapports?

M. RIVARD.—Je demande qu'il ne produise pas les rapports de St-Pierre Miquelon, qui ont été faits avant le syndicat.

L'HON. M. NICOL.—Ça fait deux jours qu'on me fait des reproches parce que je n'ai pas demandé si ces importations sont venues ici. A présent que je le demande, on ne veut pas le savoir.

M. RIVARD.—Je ne vous fais pas de reproches, seulement je trouve qu'au point de vue de mon client, il est injuste de produire ce qui ne se rapporte pas à l'enquête.

LE PRÉSIDENT.—Il me semble que cette production doit être faite. Il dit qu'il ne sait pas où est allée la boisson, mais il a eu des rapports par écrit.

R. J'ai eu des rapports qu'on avait vendu telle chose.

Q. Est-ce qu'on vous donnait le nom des acheteurs?

R. Non.

Q. Pas plus de détails que ça?

R. La quantité de marchandise qui a été vendue, le nom de la marchandise, le prix qu'on l'a vendue et le prix que ça coûte à St-Pierre Miquelon, parce que il fallait payer deux piastres et cinquante pour l'entrée et ensuite sa commission. C'est tout ce qu'il me donne.

LE PRÉSIDENT.—Le nom du bateau?

R. Non, pas le nom du bateau.

LE PRÉSIDENT.—Il ne dit pas où c'est expédié?

R. Non.

Q. Ceux qui achetaient la marchandise de St-Pierre Miquelon, prenaient leurs papiers avant de partir, n'est-ce pas?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous n'y êtes pas allé?

R. Oui.

Q. Vous savez qu'il y avait des formalités à remplir?

R. Je sais bien que, lorsqu'on vendait de la marchandise, qu'il sortait de la marchandise de l'entrepôt, il se faisait payer et il prenait le montant de la vente, le montant de l'achat et la différence, il payait sa commission et il me rendait compte de la différence.

LE PRÉSIDENT.—En quelle année était-ce, ça. Était-ce en mil neuf cent vingt-deux ou mil neuf cent vingt-trois?

R. Je ne me rappelle pas si on n'a pas commencé en mil neuf cent vingt—je ne me rappelle pas.

LE PRÉSIDENT.—Alors, vous auriez commencé tout de suite après que la Commission a pris le contrôle des liqueurs?

R. Oui, à peu près.

LE PRÉSIDENT.—A ce moment-là vous teniez un hôtel à St-Jean?

R. Je l'ai encore—depuis quarante-ans que je suis là, je n'ai pas changé de place.

Q. Vous étiez, monsieur Lord, dans le commerce, dans tous les cas, au moment où la pièce O, a été faite, le premier novembre, mil neuf cent vingt-deux, puisque vous parliez de vendre votre commerce—vous étiez dans le commerce?

R. Je crois que c'est en mil neuf cent vingt-un que je suis allé à St-Pierre Miquelon.

Q. Êtes-vous resté longtemps à St-Pierre?

R. Huit à dix jours.

Q. Vous êtes allé là une fois seulement?

R. C'est assez d'une fois.

Q. Pendant que vous étiez là, monsieur Lord, est-ce qu'il s'est fait des expéditions, à votre connaissance?

R. Non, je n'avais pas de marchandise de rendue là, quand j'y suis allé. J'y ai été pour faire des arrangements avec monsieur Thélot parce qu'il m'a télégraphié de Paris que mes conditions étaient acceptées. J'y suis allé pour faire des conditions avec lui et, ensuite, j'ai fait shipper ma marchandise là mais je n'y suis jamais retourné.

Q. Est-ce que vous avez connu personnellement quelques-uns des clients de votre maison de St Pierre Miquelon?—vous avez connu vos vendeurs?

R. J'ai connu mon vendeur, cette date là avec sa famille.

Q. Est-ce que la boisson ou les liqueurs alcooliques importées à St-Pierre Miquelon, étaient achetées par votre représentant en Angleterre ou en Ecosse ou ailleurs, ou par vous-même?

R. Par moi-même, parce que dans le temps que j'y suis allé, je n'en avais pas de boisson et quelques mois après j'ai donné des ordres et ils me l'ont envoyée.

Q. Les achats, si je comprends bien, pour la maison de St-Pierre Miquelon, ont été faits par vous et non pas par votre représentant?

R.

Q. Est-ce correct?

R. Bien, ils ont été faits par moi par des agences de Montréal, ici.

LE PRÉSIDENT.—Vous étiez allé à St-Pierre pour vous louer un pied à terre, là ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Pour que votre boisson puisse arriver là ?

R. Oui, monsieur.

Q. Pour les acheteurs de votre boisson, ceux qui prenaient livraison de la marchandise, vous dites que personnellement vous ne les avez pas connus ?

R. Je ne les ai jamais vus.

Q. Et personnellement vous ne savez pas—ou savez-vous personnellement sur quel bateau ces marchandises-là ont été expédiées de St-Pierre-Miquelon ?

R. Pas de St-Pierre Miquelon, mais pour arriver à St-Pierre Miquelon.

Q. Mais pour partir de là ?

R. Non.

Q. Et vous dites que personnellement vous ne connaissez pas le nom d'aucun des acheteurs qui sont allés prendre livraison des marchandises à St-Pierre-Miquelon ?

R. Le trafic se faisait avec des clients des Etats-Unis—c'est entendu.

Q. Etes-vous en position de dire à ce comité qu'il n'y a pas eu de liqueurs alcooliques expédiées de St-Pierre-Miquelon dans la province de Québec, soit directement ou indirectement ?

R. Je suis convaincu qu'il n'y en a pas eu.

Q. Ni indirectement par quelques ports américains pour revenir ici plus tard ?

R. Non, monsieur.

Q. Connaissiez-vous un nommé Albert, qui a écrit une couple de lettres qui sont produites dans le dossier ici—pièce 1, numéro quatre et numéro deux ?

R. Qu'est-ce qui disait ?

M. DURANLEAU.—A quelle date ?

Q. Une en date du onze août, mil neuf cent vingt-quatre, et l'autre en date du quatre août, mil neuf cent vingt-quatre—où il est question, a dit monsieur Brien, hier, de l'expédition de mille pour le premier essai, et puis cinq cents, à cinq piastres et cinquante (\$5.50) et l'autre cinq cents, à six piastres et cinquante à Montréal (\$6.50) ?

R. Je ne connais rien de ça, je n'ai jamais entendu parler de ça.

Q. Connaissiez-vous monsieur Albert ?

R. Non.

L'HON. M. CARON.—Vous avez dit que certains achats avaient été négociés par vos agents à Montréal ?

R. Oui.

L'HON. M. CARON.—Quels sont ces agents-là ?

R. Monsieur Marcellin Wilson.

Q. Ensuite ?

R. Je vais trouver son nom—je vais vous le dire . . .

Q. Son nom est plus difficile à trouver que celui de monsieur Wilson.

R. C'est un anglais—dans tous les cas, je vais le trouver, ça va me revenir et je vais vous le dire.

Q. Vous ne vous rappelez pas dans le moment ?

R. Non, mais je vais le trouver bien sûr—si vous voulez l'avoir, vous allez l'avoir.

Q. On va attendre.

R. Vous pouvez continuer sur d'autre chose, mais qu'il me revienne je vais vous le dire—monsieur Glaspey.

Q. Monsieur Gillespie?

R. Oui, monsieur.

Q. Pas d'autre?

R. Non, c'est les deux qui m'ont fait envoyer des marchandises de St-Pierre Miquelon.

M. BERCOVITCH.—Où ont-ils envoyé ces marchandises-là?

R. Ah bien!, je ne pourrais pas vous dire. Monsieur Wilson... c'était des marchandises de monsieur Peter Dawson—il y avait bien des années que je faisais des importations—je fais le gros, moi, et j'ai donné des ordres d'importation comme par le passé.

Q. C'était des marchandises qui venaient d'Angleterre.

R. C'était des marchandises de Peter Dawson.

Q. Qui venaient d'Angleterre?

R. Je ne sais pas d'où ça venait—d'Angleterre... je ne peux pas dire si ça venait d'Angleterre ou d'Ecosse, mais ça s'est rendu à St-Pierre.

Q. Vous savez que Peter Dawson, c'est en Ecosse?

R. Je sais qu'il y a un bureau à Londres aussi.

Q. Parce que vous y êtes allé?

R. Je sais qu'il y a un bureau à Londres aussi.

Q. Parce que vous y êtes allé?

R. J'y suis allé.

L'HON. M. CARON.—Vous n'aviez pas d'agents qui faisaient l'importation de St-Pierre Miquelon ici, dans quelques parties de la province de Québec?

R. Non, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Lord, vous avez dit, tout à l'heure que vous ne saviez pas où cette boisson était allée—la boisson qui est sortie de St-Pierre Miquelon—vous avez dit ça?

R. Oui, monsieur.

Q. Comment pouvez-vous jurer qu'il n'est pas venu de cette boisson dans la province de Québec, si, d'un autre côté, vous déclarez que vous ne savez pas où elle est allée?

R. C'est parce que mon agent me disait que le commerce se faisait avec les Etats-Unis.

Q. Mais, vous ne savez pas si, comme question de fait, il ne s'en est pas vendu ici?

R. Je jure qu'au meilleur de ma connaissance, il n'en est pas venu dans la province.

Q. Mais, vous n'en savez rien?

M. DURANLEAU.—Il a dit qu'il était convaincu.

LE PRÉSIDENT.—Il ne peut pas être convaincu, s'il ne sait pas où elle est allée?

L'HON. M. NICOL.—La conviction ne se discute pas.

M. A. LAVERGNE.—On pourrait le demander au Sénateur Wilson?

R. Dans tous les cas, c'est le rapport de mon homme en bas.

L'HON. M. CARON.—Est-ce le Sénateur Wilson ou si c'est vous qui étiez propriétaire des marchandises, une fois rendues à St-Pierre Miquelon?

R. Une fois rendu à St-Pierre Miquelon, c'est moi qui étais le propriétaire.

Q. Alors, ça serait inutile de demander au Sénateur Wilson ce qui est advenu de ces marchandises-là?

R. Je n'ai pas dit de le lui demander.

Q. Vous avez dit de le demander au Sénateur Wilson?

LE PRÉSIDENT.—Non, c'est monsieur Lavergne qui a dit ça?

Q. C'est-à-dire que ces achats de la maison Peter Dawson ont été envoyés à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

M. A. LAVERGNE.—Est-ce que je pourrais demander au témoin si monsieur Dawson n'est pas le gendre du sénateur Wilson?

L'HON. M. NICOL.—Est-ce qu'un homme peut avoir pour gendre une compagnie limitée?

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Monsieur Lord, avez-vous en votre possession certains documents au sujet de la cargaison qui a été amenée à la haute mer près de New-York?

R. Peut-être que oui j'en ai chez nous.

Q. Ce sont les documents que vous avez en votre possession chez vous?

R. Bien, je ne sais pas, il faudrait que je verrais.

Q. Vous avez dû avoir un contrat?

R. J'ai le premier contrat—je dois avoir une copie—j'ai dû avoir celui-là?

M. RIVARD.—La pièce O.

M. DURANLEAU.—Un double de la pièce O.

R. Oui.

Q. Ça, c'est un original?

R. Je crois que j'en ai un aussi.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce un document qui a rapport à la cargaison dans l'affaire de New-York?

R. Ça, c'était pour réclamer,—pour prendre action contre les autorités du boat, pour les faire rembourser l'argent avancé.

LE PRÉSIDENT.—C'est-à-dire que les anglais étaient repartis avec une partie de la cargaison?

R. Ils l'avaient remportée toute.

LE PRÉSIDENT.—Il y en avait eu une partie qui avait été débarquée sur les quais?

R. Non, pas sur les quais.

LE PRÉSIDENT.—Ou dans les petites rivières, comme vous avez dit?

R. Non, ils vendaient à vingt ou vingt-cinq milles—c'était toujours à vingt ou vingt-cinq milles.

LE PRÉSIDENT.—Une partie de la marchandise a été vendue?

R. Sur la mer.

LE PRÉSIDENT.—Une partie a été débarquée?

R. Une partie a été débarquée et les autorités du boat ont gardé l'argent ou à peu près tout l'argent.

LE PRÉSIDENT.—Une partie de la boisson a été débarquée?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et l'autre partie de la boisson a retraversé la mer?

R. Non, au bout de vingt-un jours, d'après nous autres, si la marchandise n'était pas toute vendue, ils avaient droit de s'en emparer et de la garder,

M. BOUCHARD.—Ils n'avaient pas droit de la garder, puisqu'ils étaient en société avec vous autres?

R. C'est ça qu'ils prétendaient,—que plus tard que les vingt et un jours, les dépenses devaient toujours être prises sur les marchandises—mais, au moins ils devaient nous rendre compte des ventes et payer leurs frais d'administration sur le boat, pour un autre quinze jours ou un mois et la balance devait nous revenir. C'était notre prétention—et quand mon garçon m'a téléphoné que le boat ne voulait plus reconnaître que le temps était expiré et qu'ils étaient obligés de s'en aller—il partait pour aller à Halifax avec sa charge, parce qu'ils n'avaient pas été à terre il y avait deux mois. Alors, ils sont descendus à Halifax et je suis allé les rencontrer là. Monsieur Lavallée était resté à bord du boat avec Monsieur Fortner. J'y suis allé et j'ai pris un avocat et on a eu une assemblée avec eux autres pour remédier à ça, pour qu'ils vinssent charger tout ce que ça leur coûterait, mais, au moins, de nous remettre la balance s'il y en avait. Ils ont dit que le temps était expiré et qu'ils n'avaient plus rien à faire avec nous autres. J'ai fait saisir le boat—il y a eu une saisie pour trois cent mille piastres, ça s'est plaidé de suite.

M. BOUCHARD.—Y a-t-il eu des déboursés de faits, lorsque vous avez fait la saisie?

R. Oui, et j'ai fait d'autres frais encore.

Q. Vous avez payé ça vous-même?

R. Oui.

Q. Vous n'avez pas recollecté ça de vos associés, ces frais-là?

R. Oui, monsieur, ce sont ceux qui ont contribué.

Q. Je voudrais savoir si ceux qui sont allés à Halifax avaient signé ce document-là?

R. Non, à Halifax, j'y suis allé presque tout seul à mes dépens, personne ne pouvait me suivre, ça pressait trop, je suis descendu et j'ai fait les déboursés nécessaires et j'ai fait moi-même la saisie au nom de monsieur Brosseau et de monsieur Lavallée.

Q. A quelle place avez-vous fait la saisie?

R. A Halifax.

L'HON. M. NICOL.—Alors, le bateau est venu au Canada?

R. Le bateau est venu à Halifax, parce qu'il n'avait plus de charbon—ils n'avaient plus de quoi manger.

L'HON. M. NICOL.—Ils avaient encore toute la boisson à bord?

R. Non, pas toute, il y en avait plus que les trois quarts de vendu quand j'y ai été.

L'HON. M. CARON.—Il ne s'est pas débarqué de boisson à Halifax?

R. Pas du tout.

L'HON. M. CARON.—En êtes-vous sûr?

R. C'est certain—they sont partis tout de suite après que le jugement a été rendu—le juge ne se reconnaissait pas de juridiction sur cette transaction-là, vu que c'était une affaire qui avait été faite en Angleterre. Il dit: vous pouvez aller en Angleterre, vous ne serez pas bâdrés là.

M. BOUCHARD.—Je comprends qu'il y a eu un contrat qui est intervenu entre les expéditeurs de cette liqueur-là—un contrat qui a été signé par deux personnes, Monsieur Lavallé et monsieur Albert Brosseau?

R. Oui.

Q. Maintenant, je comprends que, dans ce contrat-là, il y en avait d'autres ici au pays, qui assumaient une part de responsabilité dans le contrat qui avait été signé en Angleterre pour acheter cette boisson-là?

R. Oui, il y en avait.

Q. Alors, le contrat réellement, qui a été signé en Angleterre, ne comprenait pas rien que les deux intéressés?

R. Non vous avez un document qui nous mettait tous les cinq.

Q. Est-ce qu'il n'existe pas d'autre document, outre la pièce O, établissant qu'il y a d'autres associés que ceux qui sont mentionnés dans la pièce O?

R. Vous l'avez l'autre contrat fait par monsieur Beaulieu, par monsieur Beaulieu, les avocats Beaulieu & Gouin.

Q. À part ça—je veux connaître les associés réels dans la transaction?

R. Vous en avez cinq.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas d'autres personnes qui étaient réellement intéressées dans le contrat, à votre connaissance?

R. Non.

Q. Personne, à votre connaissance?

R. Personne d'autres ne sont venus, à ma connaissance—rien que monsieur Brien qui m'a vendu ses intérêts et c'est alors qu'il est venu à ma connaissance que monsieur le docteur LeBel, monsieur Amédée Lesieur et monsieur Joseph Godbout étaient intéressés, dans la part que monsieur Brien avait.

Q. Lorsque ce transport a été fait, est-ce qu'il a été signé un document de transport des parts de monsieur Brien aux messieurs que vous venez de mentionner?

R. Pas devant moi.

Q. Peut-être pas devant vous—je ne vous demande pas si c'est devant vous mais, est-ce qu'il est à votre connaissance qu'il a été signé un document du transport dont vous parlez?

R. Je vais vous dire ce que je connais. Je sais que, quand monsieur Brien est tombé en mauvaises affaires, il connaissait monsieur Lesieur depuis plusieurs années et monsieur Lesieur est venu me voir et il m'a présenté son ami, monsieur Godbout et le Docteur Lebel et eux autres m'ont dit: dans l'argent que monsieur Brien a envoyé, on a mis tel montant et tel montant—pouvez-vous nous protéger pour ces montants-là?

Q. Maintenant, est-ce que vous n'avez pas en votre possession un document qui a été signé—ou une copie du document qui a été signé en exécution de ce transport-là?

R. Le transport....

Q. Le transport de Ludger Brien à ces Messieurs-là, lorsque monsieur Brien vous a vendu sa part, l'avez-vous ce document-là ?

R. Non, monsieur Brien a admis qu'il devait ça à messieurs LeBel, Godbout et Lesieur.

Q. Je vous demande si vous n'avez pas le document qui a été signé, lorsque vous avez acheté de Brien les parts qu'il avait dans le contrat pour l'achat de la boisson ?

R. Peut-être que j'ai quelque chose qui pourrait se rapporter à ça.

Q. Réfléchissez donc un moment et essayez de trouver ça—n'avez-vous pas ça chez vous ?

R. Je le sais parce que, lorsque j'en ai parlé à monsieur Brien, monsieur Brien a admis qu'il devait telle et telle chose aux autres.

Q. Alors, s'il y a eu un écrit de fait de ça, lorsqu'il vous a transporté ça, vous avez dû avoir un document ?

R. Je pense que oui, qu'il y a un document.

Q. Vous n'êtes pas sûr si vous avez ce contrat-là ?

R. Bien des fois, des copies importantes comme ça, je les serre comme il faut et des fois je les serre assez bien que je ne me rappelle pas où je les ai mises.

Q. Savez-vous si vous l'avez serré aussi bien que ça, celui-là ?

R. Oui, je crois que je vais vous le trouver mais je ne veux pas vous le promettre, parce que ensuite, vous allez dire que j'ai juré que je le donnerais. Je vais faire tout mon possible pour le trouver.

Q. Non seulement pour le trouver, mais l'apporter devant le comité et le déposer ?

R. Si j'avais été averti, j'aurais pu le chercher.

M. RIVARD.—On ne vous a pas demandé de l'apporter ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, vous ferez des recherches et vous l'apporterez, si vous le trouvez ?

R. Oui.

M. DURANLEAU.—Je fais objection à cette preuve comme inutile et ne relevant pas des pouvoirs du comité. Il est en preuve que monsieur Brien a transporté ses intérêts à Monsieur Lord. Qu'est-ce que ça peut faire qu'il ait fait un document ou qu'il n'en ait pas fait, et qu'est-ce que peuvent faire les conditions de ce transport dans l'enquête que le comité a à faire. Si l'honorable député veut dire au comité ce qu'il entend prouver par la production de ces documents, nous verrons, mais, jusque-là, je ne vois pas que ces pièces aient quoi que ce soit à faire dans l'enquête.

M. BOUCHARD.—Ce que j'entends prouver, c'est un document intimement lié aux opérations sur lesquelles nous sommes à faire enquête, et non seulement j'ai l'intention de demander la production du contrat ou de la copie de contrat en question, mais j'ai l'intention de demander à monsieur Lord, qui n'aura pas d'objection, d'apporter tous les documents qu'il peut avoir en sa possession à St-Jean et les déposer ici: chèques, traites, billets, ordres, télégrammes, copies de télégrammes....

M. BERCOVITCH.—Livrets de banque.

M. BOUCHARD.—Relativement aux opérations en question.

M. BOUCHARD.—Est-ce que l'objection est maintenue ou si elle est renvoyée?

M. DURANLEAU.—Je n'ai pas d'objection à ça.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que vous dites que, si monsieur Bouchard peut établir que la production de ces documents a trait aux transactions sur lesquelles nous enquêtons, vous êtes prêt à retirer votre objection?

M. DURANLEAU.—Que veut-il établir par ces documents?

M. PATENAUDE.—Il y a ici quelque chose de bien extraordinaire. Je crois que tout ce qui a été établi par monsieur Lord, c'est que ce commerce s'est fait à St-Pierre Miquelon et sur la haute mer en dehors de notre juridiction. Il est établi aussi par monsieur Lord que, suivant sa conviction, rien de cela n'était venu dans la province de Québec et que, à sa connaissance, jamais rien n'est venu provenant de St-Pierre Miquelon ou du commerce sur la haute mer. Mais alors où va-t-on?

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que monsieur Bouchard veut produire ces documents qui sont en rapport avec cette affaire, afin d'établir le point—on a demandé au témoin où était allée cette boisson-là. Il a dit qu'il n'avait pas de noms ni de lieu—il vous dit qu'il n'en connaît rien, mais il ajoute: je suis convaincu que ça n'est pas venu ici. Encore une fois, comment peut-il dire ça, s'il ne sait pas où cette boisson est allée. Alors, je comprends qu'on demande la production de documents pour savoir s'il en est venu ici.

M. BOUCHARD.—Je demande que le président donne ordre au témoin de produire le contrat que j'ai mentionné et tous les documents qui peuvent être en sa possession, tels que télégrammes, envois, chèques, traites, billets, cablogrammes, lettres ou contre-lettres relativement à cette transaction-là.

M. RIVARD.—Si le comité le permet, je ferai une objection ici, qui est à peu près la même que celle de l'hon. monsieur Patenaude. Je ne sais pas si monsieur Bouchard a l'intention d'avoir des informations sur le commerce qui peut se faire à St-Pierre Miquelon sans que cela puisse intéresser la Commission. Il est déjà extraordinaire qu'on mette un homme dans la boîte devant le comité et qu'on le fasse parler de ses opérations privées, qu'on lui fasse faire le récit de ses affaires qui ne regardent aucunement la Commission des liqueurs sans qu'on le force de plus à retourner chez lui et apporter ici sa documentation privées, sans qu'on ait relié cette documentation privée en aucune façon au commerce de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Rivard, c'est peut-être la manière de la relier,—avec les documents.

L'HON. M. CARON.—Le témoin ait qu'il est convaincu qu'il n'est pas venu de cette boisson dans la province de Québec, après qu'elle est sortie de St-Pierre-Miquelon. Je ne veux pas mettre en doute la bonne foi du témoin, mais, n'est-ce pas là assez singulier, lorsqu'il s'agit d'opérations aussi considérables et que nous sommes en présence du principal intéressé et que nous lui demandons des informations sur cette agence de St-Pierre Miquelon pour savoir où la boisson a été vendue—n'est-il pas singulier de voir qu'il ne peut pas nous donner d'informations sur les achats et sur les ventes qu'il a faits—on dirait

qu'il a une intention bien formelle de ne pas savoir certaines choses—il dit bien qu'il ne croit pas qu'aucune partie de cette marchandise soit passée dans la province de Québec, mais, en même temps, il a bien soin de ne pas s'informer où elle est allée.

M. RIVARD.—Il a dit le contraire.?

L'HON. M. CARON.—Il a dit: je suis convaincu, mais je ne sais pas. On l'a questionné pour savoir quelle était la destination de la marchandise et il a dit : je ne le sais pas.

Il dit bien, je suis convaincu qu'il n'en est pas venu dans le pays, mais il ne l'a pas demandé.

M. RIVARD.—Oui, il l'a dit qu'il l'avait demandé et que son agent l'avait informé que ce commerce se faisait avec les Etats-Unis—donc qu'il s'en est informé.

M. BERCOVITCH.—Peut-être, que avec les documents, le témoin pourra trouver quelque chose?

M. PATENAUDE.—Je voudrais ajouter rien qu'un mot. On nous dit que ce commerce se faisait au comptant à St-Pierre Miquelon et sur la haute mer et l'honorable ministre de l'Agriculture paraît s'étonner qu'on ne sache pas exactement à qui on a vendu. Regardez donc ce qui se passe ici. Est-ce que la Commission des liqueurs sait à qui elle vend. Elle vend à tout venant, parce qu'elle-même, elle fait un commerce au comptant et il n'y a rien là-dedans de surprenant.

L'HON. M. CARON.—La différence, c'est qu'elle fait le commerce en détail?

M. BERCOVITCH.—Lorsqu'on est payé, peu importe par qui—il n'y a là dedans rien de surprenant, au contraire.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends qu'il s'agissait de transactions considérables à St-Pierre Miquelon. Maintenant, le témoin dit qu'il est convaincu qu'il n'en est pas venu dans la province de Québec. D'un autre côté, il jure qu'il ne sait pas où cette boisson est allée. Dans ce cas, je crois que le comité devrait avoir les documents pour savoir si c'est venu ou non dans la province de Québec. Est-ce le désir du comité d'avoir ces documents-là?

Plusieurs voix.—Oui, oui.

LE PRÉSIDENT.—Alors, monsieur Lord, voudrez-vous, à la prochaine séance, apporter les documents qu'on vous a demandés tels que le contrat, les traites, chèques, livres de banque, etc. qui peuvent avoir rapport à ce commerce-là, de même qu'aux transactions faites à New-York?

R. Les reçus, j'ai ça chez moi.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le comité désire continuer la séance ce matin?

PLUSIEURS VOIX.—Non.

LE PRÉSIDENT.—Alors, le comité sera ajourné à mardi matin, à dix heures et demie.

M. PATENAUDE.—Monsieur le président, avant l'ajournement, je désire déclarer devant le comité que, depuis deux jours, nous avons fait l'enquête d'une manière illégale sur des opérations qui n'ont en aucune manière trait aux affaires de la Commission des liqueurs et que notre enquête s'est bornée à des affaires absolument privées faites sur la haute mer ou, dans tous les cas en pays étrangers et que nous avons fait perdre le temps du comité au lieu de l'employer aux affaires de la province, et je demande à monsieur le président de prier le comité de dire si c'est son désir de revenir au pays et de nous occuper de nos affaires à nous.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Patenaude, nous avons enquêté sur le commerce illégitime qui se fait. Il n'y a pas de doute que cette boisson vient d'en dehors et nous essayons à chercher si elle a pénétré dans le pays. Nous ne sommes pas encore rendus, mais le comité cherche à faire cette preuve-là, et il faut nous donner le temps de la faire.

M. PATENAUDE.—Ce commerce qui se fait en pays étrangers peut être un commerce qui se fait d'une manière légitime.

M. BERCOVITCH.—On ne le sait pas encore.

M. PATENAUDE.—Jusqu'à présent, tout ce qu'on a voulu faire, ç'a été d'amener le nom d'un de nos collègues dans cette affaire d'une manière illégale, pour ne pas dire plus—lorsqu'il est établi d'une manière claire que ce commerce s'est fait d'une manière absolument légitime en pays étrangers,—et alors qu'on n'a pas même tenté de poser des questions tendant à prouver que ces opérations avaient en aucune manière trait aux affaires de la Commission des liqueurs

LE PRÉSIDENT.—Évidemment, comme je l'ai dit tantôt, nous avons prouvé qu'il se faisait un commerce de boisson—il faut que cette boisson vienne de l'étranger et nous sommes à faire une enquête maintenant—les employés de la Commission des liqueurs ont été amenés devant le comité depuis mardi dernier—ils ont produit tous les documents que vous leur avez demandés et même plus que ça, ils ont mis en la possession de l'Opposition les livres de la Commission et la correspondance et je suis informé que l'Opposition a eu à sa disposition trois ou quatre comptables qui sont à examiner les livres depuis ce temps-là. Par conséquent, l'on voit que le gouvernement veut donner à l'Opposition toutes les chances possibles pour faire la lumière et elle ne peut pas se plaindre que l'on ne procède pas à faire l'enquête sur ce commerce illégitime, puisqu'on a donné trois jours de délai aux membres de l'Opposition et à leurs comptables pour pouvoir examiner tous les livres et toutes les factures que nous avons mises devant le comité.

M. A. LAVERGNE.—Si vous me le permettez, monsieur le président je suggérerais que, s'il est nécessaire d'assigner le Sénateur Wilson, il serait bon pour ce comité de s'y prendre un peu d'avance, parce que il est en Floride.

LE PRÉSIDENT.—On n'est pas encore rendu-là?

M. A. LAVERGNE.—Je vous avertis d'avance.

LE PRÉSIDENT.—Nous ne sommes pas encore rendus là et, d'ailleurs, si monsieur le Sénateur Wilson désire envoyer de la boisson à St-Pierre-Mique-

lon, il en a le droit. Pour le moment, il s'agit de savoir s'il en a été importé dans la province de Québec et c'est cela que nous cherchons.

M. A. LAVERGNE.—Le témoin a dit que son agent, à Montréal, était monsieur Wilson. Je demande donc, au nom de mes clients, que monsieur Marcellin Wilson soit assigné devant le comité. Je comprends que monsieur Wilson est un sénateur libéral et un gros souscripteur à la caisse électorale, mais je demande que la justice soit la même pour tout le monde.

PLUSIEURS VOIX.—A l'ordre, à l'ordre.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Lavergne, vous êtes ici comme avocat—vous n'êtes pas ici pour faire des diatribes politiques. Mon devoir est de vous rappeler à l'ordre et je vous rappelle à l'ordre et, si vous ne vous conformez pas monsieur Lavergne, nous serons obligées de vous demander de ne plus comparaître devant le comité. Lorsque vous parlez de la caisse électorale... vous êtes ici comme avocat de monsieur Brosseau pour surveiller ses intérêts et pas pour autre chose.

M. A. LAVERGNE.—Je surveille les intérêts de monsieur Brosseau.

(Plusieurs membres du comité parlent ensemble et couvrent la voix de monsieur Lavergne).

LE PRÉSIDENT.—Si c'est nécessaire d'assigner monsieur Wilson, nous l'assignerons, mais je ne vois pas d'obligation maintenant.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je n'ai qu'un mot à dire au sujet d'une remarque qui vient d'être faite par vous devant ce comité. L'honorable président a dit: nous mettons à votre disposition tous les documents de la Commission, et il apparaît ici des entrées dans un certain livre, certains coupages que fait la Commission. L'honorable président dit: si je suis bien informé, vous avez trois ou quatre comptables qui sont à travailler dans les livres. Je demande pardon à monsieur le président. Evidemment, je ne peux pas faire seul le travail et regarder dans cinq ou six livres pour voir si ce qu'il y a là est correct.—Il me faut de l'aide et j'ai eu une personne qui m'a aidé dans ce travail, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

LE PRÉSIDENT.—Je ne voudrais pas qu'on interpréterait mal mes paroles. Ce n'est pas un blâme que je vous ai adressé. J'ai voulu simplement dire que le comité, de même que le gouvernement, vous a laissé tous les livres et que nous n'avons pas d'objection à ce que vous les examiniez. Vous avez maintenant accès à tous les documents de la Commission qui sont devant vous.

M. DURANLEAU.—Il a été question à l'ouverture de la séance, ce matin de faire déposer par monsieur Michaud certains documents qui lui avaient été demandés. Je crois qu'on pourrait le faire tout de suite—ça serait l'affaire d'un instant.

M. THADDÉE MICHAUD, de la cité de Nontréal, témoin déjà entendu, comparait de nouveau et continue sa déposition comme suit:

LE PRÉSIDENT.—Quels documents produisez-vous?

R. Le bon de commande pièce P, se rapportant à l'importation de cent huit Hogshead de Dawson, spécial?

M. DURANLEAU.—Monsieur Michaud, je comprends que vous avez des rapports quotidiens, non seulement des mélanges, mais aussi des embouteillages?

R. Oui.

Q. Vous avez sur des feuilles libres de mélanges, le nombre de bouteilles qu'a produit l'embouteillage de ces mélanges-là, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est fait en triplicata?

R. En duplicata ou triplicata.

Q. Alors, voulez-vous produire, en même temps, le volume—je comprends que ces rapports quotidiens sont ensuite attachés ensemble en un volume, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Voulez-vous produire le volume de ces rapports quotidiens du département des mélanges?

R. Pour quelle date?

Q. Ainsi que des embouteillages. J'aurais voulu avoir ça pour les deux exercices—le rapport quotidien de votre département—vous avez des rapports que vous adressez à Monsieur Leclerc, par exemple. Je veux avoir ces rapports-là?

M. CORDEAU.—Ça sert à rien de faire produire des choses que l'on n'a pas. Les rapports adressés à monsieur Leclerc, on ne les a pas. C'est aussi bien de demander tout simplement ce que vous voulez avoir, c'est-à-dire le rapport de l'embouteillage.

M. DURANLEAU.—Alors, donnez-moi le rapport quotidien que vous avez des embouteillages de whiskey, de gin de cognac ou de brandy, pour les exercices 1922-23, 1923-24, c'est-à-dire les rapports quotidiens de vos employés?

L'HON. M. CARON.—Ça doit-être assez considérable.

LE TÉMOIN.—Ça comprend sept cents documents (700).

M. DURANLEAU.—C'est attaché ensemble?

R. C'est dans un livre.

M. DURANLEAU.—Je crois que ça peut faire l'affaire.

Le comité s'ajourne alors à dix heures trente a.m., mardi matin, vingt-quatre mars, mil neuf cent vingt-cinq.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 24 MARS 1925.

PRÉSIDENT:—L'hon. J.-E. Perreault.

A 10.45 hrs le président ouvre la séance.

NARCISSE LORD, de St-Jean-d'Iberville, hôtelier et commerçant, témoin déjà assermenté en cette cause, comparait de nouveau et continue sa déposition ainsi qu'il suit:

LE PRÉSIDENT.—Sous le serment que vous avez déjà prêté, monsieur Lord, vous allez continuer votre témoignage.

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. A l'ajournement, vous deviez apporter ce que vous trouveriez de documents relatifs à l'exécution du contrat qui a été mentionné au cours de cette enquête?

R. Oui.

Q. Voulez-vous produire ces documents?

M. DURANLEAU.—Attendez un peu avant que vous les produisiez, voulez-vous me les laisser voir pour voir s'ils sont en rapport avec cette affaire-là.

(Les documents sont exhibés à M. Duranleau.)

M. BOUCHARD.—Vu que ces documents sont volumineux, je demande de suspendre le témoignage de monsieur Lord et nous l'interrogerons après avoir examiné les documents.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'avez pas d'objection, monsieur Lord, à laisser vos documents pour que nous les examinions?

R. Non, monsieur.

M. BERCOVITCH.—Est-ce que ce sont tous les documents, ça?

LE PRÉSIDENT.—Je ne sais pas.

M. BOUCHARD.—Vous n'avez pas de copies de télégrammes et lettres qui vous ont été remises lorsqu'il a été question—qui vous ont été remises par monsieur Brien—lorsqu'il a été question de régler la réclamation en Angleterre?

R. Monsieur Brien n'avait pas d'affaire là-dedans.

Q. Il vous a été remis certains papiers et télégrammes?

R. C'est le contrat que j'ai là.

Q. Ce n'est pas le contrat, ce sont les copies des télégrammes et des lettres qui ont été adressées à Monsieur Brosseau qui était en Angleterre?

R. J'ai cru que vous les aviez la semaine dernière, que monsieur Brien les avait. . . .

Q. Ils ne sont pas produits, il prétend que ce sont les documents qui ont été remis à monsieur Lord pour que monsieur Lord les étudie de manière à communiquer avec monsieur Brosseau au sujet de ces documents-là, les télégrammes et copies de lettres?

R. Toutes les communications que je faisais étaient avec monsieur Lavallée?

Q. Monsieur Lavallée était en Angleterre aussi?

R. Monsieur Lavallée était en Angleterre.

Q. Monsieur Brien ne vous a pas remis des documents?

R. Non.

M. BERCOVITCH.—Vous n'avez pas de chèques à propos de cette transaction-là?

R. Bien, je devrais en avoir chez nous.

Q. On vous a demandé de les produire?

R. Ah !... je n'y ai pas pensé.

M. BERCOVITCH.—C'est bien important?

R. Je pourrais peut-être téléphoner qu'on me les envoie par la malle.

M. BERCOVITCH.—Les chèques et les billets?

R. Des billets, j'en ai rien qu'un.

M. BERCOVITCH.—On veut l'avoir?

R. Je l'ai payé.

L'HON. M. NICOL.—C'est pour ça que vous l'avez, parce que il a été payé?

R. Je ne sais pas si cela a quelque chose à faire avec, par exemple—dans tous les cas je puis téléphoner chez nous pour qu'ils l'envoient.

LE PRÉSIDENT.—Alors, vous aurez ces documents demain?

M. DURANLEAU.—Attendez. Le témoin a dit, dans son témoignage, qu'il y a cinq ou six documents. L'autre jour, vous avez produit une cinquantaine de documents et vous n'avez pas demandé de suspendre le témoignage. Le témoin est sous examen et je sou mets que son examen doit continuer. Ce n'est pas une farce.

M. BERCOVITCH.—On a le droit d'examiner les documents.

M. DURANLEAU.—Examinez-les—pendant ce temps-là, on continuera son témoignage.

M. BERCOVITCH.—On lui a demandé d'apporter les billets, les livres de banque, les chèques, et on n'a rien ici. On a droit d'avoir ces documents.

M. SAUVÉ.—Vous n'avez rien—comment pouvez-vous dire que vous n'avez rien?

M. BERCOVITCH.—Il n'y a pas de chèques, pas de billets.

M. DUFRESNE.—Pouvez-vous forcer le témoin d'apporter ici toute sa comptabilité?

M. BERCOVITCH.—On n'a pas besoin de toute sa comptabilité.

LE PRÉSIDENT.—Nous voulons les documents qui concernent cette cause-ci?

M. DURANLEAU.—Du moment que l'on constatera que cela a rapport à l'affaire, il ne peut pas y avoir d'objection.

M. BERCOVITCH.—Je demande la suspension de l'examen du témoin pour qu'on ait une chance d'examiner tous les documents.

LE PRÉSIDENT.—Quand pourrez-vous avoir ces chèques-là ?

R. Je peux téléphoner tout de suite à mon teneur de livres et, s'il peut les trouver, il les enverra par la malle.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, le témoin peut être questionné sur d'autres points. Il n'y a pas que la question de chèques et des billets. Je comprends que monsieur Bercovitch peut vouloir le questionner sur ces points-là, mais d'autres membres du comité peuvent avoir besoin de le questionner sur d'autres points.

LE PRÉSIDENT.—Certainement.

M. SAUVÉ.—Alors, pourquoi demander de suspendre l'audition de ce témoin ?

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que monsieur Bercovitch demande ça quant à lui.

M. BOUCHARD.—En ce qui me concerne, je demande la production des chèques, documents, livres de banque, etc., que nous avons déjà spécifiés, chose que nous n'avons pas ce matin—ça ne sert de rien de commencer l'examen de monsieur Lord et de recommencer demain matin.

M. SAUVÉ.—Lorsque vous aurez vos documents, vous pourrez continuer comme vous voudrez ? Pendant ce temps-là, d'autres membres du comité peuvent avoir des questions à poser au témoin.

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas d'objection.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Lord, en attendant que ces documents soient produits—connaissiez-vous le magasin de la Commission des liqueurs à Iberville ?

R. Non.

Q. A St-Jean ?

R. A St-Jean, oui.

Q. Depuis l'ouverture de ce magasin, qui en a été le gérant ?

R. Qui a été le gérant ?

Q. Oui.

R. En premier lieu, ça été le major Larocque, un retour du front.

Q. A-t-il été longtemps gérant dans le magasin ?

R. Oui, il pourrait avoir été... pour vous dire au juste... je crois qu'il a été en approchant une couple d'années, je pense bien.

Q. Avez-vous eu connaissance du genre de commerce que faisait monsieur Larocque pour la Commission des liqueurs à St-Jean, durant les deux années qu'il a été en charge du magasin ?

R. Je n'en ai pas eu connaissance—c'est-à-dire, j'ai eu connaissance de certaines transactions...

Q. Avez-vous eu connaissance qu'un jour, monsieur Larocque a dit que ses supérieurs se plaignaient qu'il ne faisait pas beaucoup de commerce pour la Commission ?

M. BERCOVITCH.—J'objecte à cette preuve.

LE PRÉSIDENT.—C'est du *hearsay*.

M. DURANLEAU.—C'est introductif seulement.

LE PRÉSIDENT.—Amenez monsieur Larocque ici—c'est la seule manière de faire cette preuve et non pas par des rapports, des commérages.

M. CRÉPEAULT.—Monsieur Brien en a bien rapporté, lui?

LE PRÉSIDENT.—Il a rapporté des choses qui étaient à sa connaissance.

M. CRÉPEAULT.—C'était des choses qui lui avaient été dites.

M. DURANLEAU.—Comme, par exemple, lorsqu'il a dit que le commerce se faisait sur la haute mer. Il n'y est jamais allé.

M. DURANLEAU.—Dans tous les cas, ce n'est qu'introductif—ce n'est pas une preuve, que je veux faire devant le comité.

M. BERCOVITCH.—C'est évidemment illégal.

LE TÉMOIN.—Est-ce que je dois répondre?

LE PRÉSIDENT.—Non, attendez une minute.

M. SAUVÉ.—Pourriez-vous répondre?

R. Je pourrais répondre.

M. BERCOVITCH.—Vous pourriez répondre, mais d'une manière, illégale.

Q. Avez-vous eu connaissance, monsieur Lord, que monsieur Larocque a fait le commerce de liqueurs alcooliques à la caisse, pour la Commission des liqueurs?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous expliquer ce que vous connaissez à ce sujet-là?

M. BERCOVITCH.—Ce que vous connaissez personnellement?

M. CRÉPEAULT.—Oui, oui.

R. Je dois dire que la Commission est locataire de mon magasin—la moitié de mon magasin est à la Commission des liqueurs et l'autre moitié sert pour mon bureau et mes affaires à moi. Monsieur Larocque est venu me trouver et il me disait que la Commission se plaignait qu'il ne faisait pas beaucoup d'argent.

M. BERCOVITCH.—J'objecte à cela.

M. SAUVÉ.—C'est Larocque qui l'a dit.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas légal.

M. DURANLEAU.—Nous allons voir.

M. BERCOVITCH.—Non, ce n'est que du ouï-dire. Ce n'est pas une preuve légale.

M. PATENAUDE.—C'est votre témoin.

M. BERCOVITCH.—Ça ne fait rien, quand même c'est mon témoin, vous n'avez pas le droit de lui poser des questions illégales.

M. DURANLEAU.—Laissez-donc continuer le témoin, ça va être bien plus court.

LE PRÉSIDENT.—Le comité vient de décider qu'on ne peut pas laisser faire la question.

M. SAUVÉ.—Quelle objection peut-il y avoir?

M. DURANLEAU.—Nous sommes ici pour avoir la lumière—toute la lumière—pour dire comme M. Bouchard...

M. BOUCHARD.—C'est vous qui dites ça.

Q. Je comprends que monsieur Larocque est allé vous trouver?

R. Je voudrais répondre et on ne veut pas me laisser répondre.

M. SAUVÉ.—Répondez?

LE PRÉSIDENT.—Vous répondrez si le comité le désire.

Q. Est-ce que monsieur Larocque est allé vous trouver?

R. Oui.

Q. Pourquoi est-il allé vous trouver?

R. Pour tâcher que j'aiderais—que je lui aiderais à faire des ventes.

Q. A faire des ventes où?

R. Pour envoyer aux Etats-Unis.

Q. Pour le compte de qui?

R. Ah bien, ça se trouvait pour le compte de la Commission et son profit et le mien.

Q. Maintenant, monsieur Lord, avez-vous objection à dire à ce comité si monsieur Larocque a fait beaucoup de ventes pour la Commission aux Etats-Unis, soit au char, ou à la caisse ou au camion?

R. J'en ai eu connaissance pas mal, parce qu'il était entendu qu'on devrait vendre cinq piastres la caisse plus cher que la Commission, pour que la Commission ait son plein montant et que lui aurait deux piastres par caisse et moi j'en aurais trois.

Q. Maintenant, pouvez-vous nous dire, monsieur Lord, combien de caisses de boisson ont été vendues par monsieur Larocque de la manière que vous venez d'expliquer?

R. Je ne peux pas dire comment.

Q. Vous ne pouvez pas dire combien?

R. Non.

Q. A peu près?

R. Il n'y a pas d'à peu près là-dedans? —je sais qu'un jour, monsieur Larocque a dit—d'abord, moi, je ne voulais pas faire de ventes sans être autorisé des supérieurs de la Commission, parce que j'ai dit: je ne veux pas batailler ici au Canada et batailler aux Etats—pour passer là-bas ça fait trop d'ouvrage—si on a la permission de la Commission en Canada—je n'entends pas vendre à des amis qui soient saisis cinq ou six milles plus loin ou dix milles plus loin par la Commission. Je veux que la boisson qu'on vendra, qu'ils s'en aillent courir leur chance aux Etats. Ça fait qu'il n'a jamais pu avoir d'écrit. Un jour, il m'appelle et il me fait rentrer dans le magasin et il dit: je n'ai pas d'écrit, mais

nous avons déchargé un char hier, regardez ce qu'il y a dans le back store. Voilà un char qui a été expédié sans être étiqueté. Il dit: c'est pour vendre les barils et pour nous autres ce commerce-là. Il dit: vous voyez que, s'il n'y a pas d'autorisation, au moins il y a de la marchandise—ça veut dire que ça marche.

Q. Ça voulait dire qu'il n'avait pas d'autorisation écrite?

R. Oui.

Q. Mais qu'il avait mieux?

R. Bien, je ne sais pas, si c'était mieux ou si c'était pire, mais c'est ce qu'on avait.

M. SAUVÉ.—Il l'avait dans les yeux?

R. Oui.

Q. Vous avez constaté que ce char était arrivé à St-Jean venant de la Commission des liqueurs, sans étiquette?

R. Ah bien, je ne savais pas quel aurait été le shipper de ça, mais c'était dans l'entrepôt de la Commission.

LE PRÉSIDENT.—A St-Jean?

R. C'était dans l'entrepôt?

Q. Sans étiquette?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Par l'entrepôt, je comprends que vous voulez dire à St-Jean?

R. Oui.

Q. Et dans ce moment-là, vous avez compris que vous ne seriez pas inquiété par la Commission des liqueurs?

R. Oui, monsieur, jusqu'aux lignes.

L'HON. M. NICOL.—Je ne sais pas si on devrait prendre ce que le témoin a compris, au lieu de prendre les paroles qui ont été dites?

Q. Qu'avez-vous fait de toute cette boisson que monsieur Larocque avait reçue dans les conditions que vous venez d'expliquer?

M. SAUVÉ.—Laissez-donc faire la lumière?

L'HON. M. NICOL.—La lumière véritable—pas la lumière colorée—la lumière blanche.

R. C'était l'entente, lorsque monsieur Larocque aurait des demandes à la caisse comme ça, qu'il devrait la passer pour moi et puis, quand je faisais des transactions, les gens se chargeaient et s'en allaient et d'autres venaient et ils disaient: écoutez-donc, on voit partir une charge de dix ou quinze ou vingt caisses, et puis moi, j'en voudrais deux caisses ou j'en voudrais trois caisses, laissez-moi donc les avoir?—ça fait que monsieur Larocque s'est mis à en vendre lui-même sans passer par moi, de sorte qu'il gardait tout le cinq piastres.

UN MEMBRE DU COMITE.—Il y a eu de la chicane?

R. Non, il n'y a pas eu de chicane, mais j'ai dit à monsieur Larocque: vous allez avoir trop de clients bien vite et le commerce va s'arrêter—tandis que moi, je calculais qu'avec cinq ou six clients, on en avait assez pour faire un bon commerce. Après ça, il y a eu des plaintes et il a été arrêté et il a perdu sa place.

Q. Ces cinq ou six bons clients, je comprends que c'était des américains ?

R. Non, les bons clients étaient, aussi, souvent des canadiens, mais c'était des gens qui faisaient le commerce pour transporter ça de l'autre bord des lignes.

Q. Aux Etats-Unis ?

R. Oui.

Q. Maintenant, cela a duré combien de temps, ce commerce-là ?

R. Bien, je vous disais, tout à l'heure, que cela doit avoir duré le temps que monsieur Larocque a été là ou à peu près—on n'a pas commencé dans les premiers temps tout de suite, mais on a rachevé quand et lui.

Q. Si je comprends bien quand il est parti, quand il a quitté sa place, ce commerce-là n'était pas encore connu dans la région ?

R. Oui.

Q. Trop connu peut-être ?

R. Trop connu—c'est pour ça qu'il a perdu sa place.

Q. Si cela était resté caché ?

R. On aurait pu résister et j'y serais encore probablement et on aurait fait un peu mieux.

M. SAUVÉ.—Je me rappelle qu'en Chambre, on disait souvent que le magasin de St-Jean faisait beaucoup d'argent et on donnait ça comme un commerce légitime.

M. BOUCHARD.—C'est vous qui dites ça que c'est un commerce légitime.

M. SAUVÉ.—Je n'ai jamais dit ça.

LE PRÉSIDENT.—Il n'est pas encore prouvé que c'est la Commission qui a fait ça ?

M. SAUVÉ.—Ce sont ses officiers ?

LE PRÉSIDENT.—Tout à l'heure, on aura une preuve à faire là-dessus ?

M. SAUVÉ.—Je comprends que monsieur le président a une preuve sous la main. Est-ce comme président du comité ?

LE PRÉSIDENT.—Non, c'est comme membre du comité.

Q. Maintenant, l'entrepôt où se trouvaient les boissons que monsieur Larocque prétendait avoir reçues sans étiquettes, où se trouvait-il cet entrepôt-là ?

R. Il tenait à son magasin.

Q. Au magasin de la Commission ?

R. Au magasin de la Commission.

Q. A St-Jean ?

L'HON. M. NICOL.—Je comprends que c'était une bâtisse attenante ?

R. Oui, il y avait rien que la porte qui séparait du back-store, et on passait ensuite dans le magasin.

Q. Mais, c'était l'entrepôt de la Commission ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Loué de vous aussi ?

R. Loué de moi aussi.

L'HON. M. NICOL.—Ça faisait partie de votre immeuble?

R. Oui.

Q. Je vous demandais, tout à l'heure, de produire, monsieur Lord, les documents que vous aviez apportés ce matin, concernant votre commerce à St-Pierre Miquelon et en Angleterre?

R. Ça, c'est en Angleterre.

Q. Voulez-vous produire un document intitulé: "convention pourvoyant à la répartition des profits et pertes pouvant résulter d'une société formée entre messieurs Narcisse Lord, Albert Brosseau et autres."

L'HON. M. NICOL.—Est-ce un original?

MONSIEUR BOUCHARD.—Ça n'est pas signé, ça?

LE PRÉSIDENT.—C'est au "type".

R. Je crois que vous avez un contrat qui est signé, une copie.

L'HON. M. NICOL.—Je m'objecte à la production de ce document, attendu que l'original existe et que c'est la meilleure preuve qu'on doit produire et que ceci n'est même pas une copie certifiée.

M. CRÉPEAU.—Assignez monsieur Gouin—l'original est à son bureau d'affaires—d'ailleurs, vous en avez produit des copies vous aussi.

M. RIVARD.—Ca n'est peut-être pas légal, mais monsieur Lord est capable d'établir que ça été signé.

L'HON. M. NICOL.—Ce n'est pas certifié, ni rien.

LE PRÉSIDENT.—Ça ne vaut rien au point de vue légal.

M. DURANLEAU.—Je comprends, mais il a apporté ici ses papiers.

L'HON. M. NICOL.—Je m'objecte à la production de ce document, qu'on dit être un contrat et qui n'est pas signé ni certifié comme étant une vraie copie de l'original, à moins qu'on ne prouve que l'original a existé et qu'il a été perdu ou qu'on n'est pas en position de le produire.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, il me semble que nos amis de la droite sont bien sévères, lorsqu'il s'agit de documents qui ne font pas leur affaire. On a produit, l'autre jour, une foule de documents sans date, à la mine, ne comportant aucune signature et, cependant, on a forcé le témoin à mettre ça devant le comité—on a fait plus que ça, on a fait même sortir ces documents-là d'un dossier de la Cour criminelle, sans droit, sans ordre, par la simple complaisance d'un officier d'un tribunal, et on les a mis devant le comité. Voici un document qui est évidemment la copie d'un règlement qui a été fait entre les intéressés, après le règlement qui a été fait entre le syndicat de la province de Québec, monsieur Brosseau et autres, et les vendeurs en Angleterre. Ce document-là a été signé par tous les intéressés: Narcisse Lord, Albert Brosseau, Jos. Godbout, J.-H. Lavallée, M. H. Lebel et Amédée Lesieur. Lorsque je dis que c'est signé, je veux dire que les noms apparaissent au dactylographe sur le document. On m'informe et je veux faire dire par le témoin que ce document est un règlement qui a été fait par l'entremise du bureau de messieurs Beaulieu, Gouin et Mercier.

M. RIVARD.—Il y a une lettre signée par monsieur Beaulieu, disant: nous vous incluons le règlement “vous avez cette lettre et, dans cette lettre, est inclus son compte de douze mille piastres.”

Q. Je voulais mettre au dossier, avec ce document, une lettre du bureau de messieurs Beaulieu, Gouin, Marin et Mercier disant : “vous trouverez sous pli copie de la convention qui a été complétée ce matin par la signature de Monsieur Lesieur”—et ensuite faire identifier la copie par le témoin. Si la droite a encore des doutes sur l'authenticité du document, je demanderais ici, pour demain matin, la présence de monsieur Gouin ou de monsieur Beaulieu qui a préparé ce document—et je crois que la droite devrait être satisfaite.

L'HON. M. NICOL.—Je ne sais pas quelle objection il peut y avoir à produire le document—ou c'est une copie du document original ou ça ne l'est pas. Si c'est une copie, pourquoi ne pas produire l'original, alors que cet original existe. L'honorable député est trop bon avocat pour ne pas savoir que, lorsqu'on veut faire une preuve, il faut produire la meilleure preuve possible et la meilleure preuve c'est l'original,—ou si l'original est perdu, on peut produire une copie. Or, ici, on n'a pas parlé de l'original—on n'a pas dit que l'original existe, qu'il est quelque part, qu'il est perdu—on ne dit rien de l'original. On a intérêt à avoir la meilleure preuve, à avoir l'original. Si l'original n'existe pas et si on a une vraie copie et qu'on veut la produire, c'est très bien, mais il me semble qu'on devrait faire cette preuve-là auparavant.

M. A. LAVERGNE.—Il me semble que la preuve est aussi légale que les télégrammes que vous avez fait produire par monsieur Brien?

L'HON. M. NICOL.—Quant aux télégrammes qui ont été produits par le témoin Brien, il les a reconnus comme les ayant expédiés lui-même—il a reconnu son écriture dans presque chaque cas.

M. DURANLEAU.—Nous ne sommes pas ici devant un tribunal de justice, Nous sommes ici en comité d'enquête et nous cherchons des renseignements. Comme le disait, l'autre jour, monsieur Bouchard: nous cherchons toute la lumière. Lorsque le document aura été produit, s'il y a dans cette salle des membres du comité qui ne sont pas satisfaits du document, ils n'auront qu'à assigner le bureau qu'on vient de mentionner, où se trouve l'original—seulement je n'aimerais pas à déranger le bureau de monsieur Gouin inutilement.

UN MEMBRE DU COMITÉ.—Est-ce le bureau de Gouin & Beaulieu?

M. DURANLEAU.—Beaulieu, Gouin, Marin et Mercier.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'on ne pourrait pas d'abord faire identifier le document par le témoin—s'il l'identifie, s'il le reconnaît, on pourra le produire

M. DURANLEAU.—Il l'avait sur lui ce matin?

Je comprends que, si j'avais eu ce document en ma possession, la première chose que j'aurais faite, c'aurait été de le mettre devant le témoin et de lui dire; “reconnaissez-vous ce document là”, c'est lui-même qui l'apporte.

LE PRÉSIDENT.—Il peut l'avoir dans sa poche sans l'avoir jamais lu, mais il peut l'identifier probablement.

M. SAUVÉ.—Demandez-donc à monsieur Lord d'abord si tous ces documents se rattachent à l'affaire?

M. DURANLEAU.—Pour ne pas perdre de temps, je suis prêt à accepter votre suggestion, monsieur le président.

Q. Voulez-vous identifier le document que vous avez apporté ce matin et nous dire si vous le reconnaissez?

L'HON. M. NICOL.—Sous quel numéro le produisez-vous?

M. DURANLEAU.—Nous allons voir.

R. Ça, c'est le montant qui a été préparé après qu'on a eu abandonné le contrat original, parce que, dans cette convention-là, il est arrivé—il est disparu monsieur Nelligan qui était dans le contrat original et il est arrivé pour le remplacer, Joseph Godbout, le docteur Lebel et Amédée Lesieur, et c'est sur cette base-là que nous avons tout réglé notre affaire d'Angleterre, les frais et le revenu.

Q. Alors, voulez-vous le produire?

R. Vous avez la copie là, la répartition, premier versement, deuxième versement, et troisième versement—vous avez tout, j'ai tout mis en ordre pour les reconnaître.

L'HON. M. NICOL.—Monsieur Duranleau, me permettriez-vous une question?

M. DURANLEAU.—Certainement.

L'HON. M. NICOL.—Avez-vous eu en votre possession l'original de ce que vous appelez une copie et que vous avez entre vos mains aujourd'hui?

R. Non, monsieur Beaulieu doit avoir gardé l'original et envoyé à chaque intéressé une copie.

L'HON. M. NICOL.—Vous n'avez jamais eu en votre possession l'original?

R. Non, je l'ai signé.

L'HON. M. NICOL.—Mais, vous ne l'avez pas eu en votre possession?

R. Non, monsieur Beaulieu nous en a envoyé chacun une copie.

L'HON. M. NICOL.—Je vous demande si c'est là l'original?

R. Non, je l'ai vu, au bureau de monsieur Beaulieu lorsque je l'ai signé.

L'HON. M. NICOL.—Dans tous les cas, vous ne l'avez pas ici?

R. Non.

Q. Pouvez-vous jurer que vous avez dans la main la véritable copie d'un original qui existe et qui serait aujourd'hui entre les mains de monsieur Beaulieu?

R. Bien, écoutez donc, il faut toujours avoir confiance dans nos avocats. C'est lui qui l'a. Pour moi, je peux jurer que c'est une véritable copie.

M. DURANLEAU.—Avez-vous signé ce document-là?

R. Oui, je l'ai signé.

Q. Il est resté en la possession de qui?

R. De monsieur Beaulieu et de monsieur Gouin.

Q. Il devait être signé par qui à part vous?

R. Par les autres intéressés.

Q. Pouvez-vous donner leurs noms?

L'HON. M. NICOL.—Je demande si c'est une véritable copie?

M. DURANLEAU.—Attendez, nous allons voir.

R. Narcisse Lord, Albert Brosseau, Joseph Godbout, J. H. Lavallée, M. H. LeBel, docteur, et Amédée Lesieur.

Q. C'étaient tous les intéressés?

R. C'étaient tous les intéressés.

Q. Dans cette affaire-là?

R. Oui, et toutes les répartitions ont été basées avec ces noms-là.

Q. Alors, voulez-vous produire cette copie de contrat avec la lettre de vos avocats qui l'accompagnait, comme pièce P?

R. Oui.

Q. Je comprends que vous avez donné suite à ce contrat pièce P, par des versements, par des règlements successifs ou des partages de l'argent qui vous est revenu d'Angleterre n'est-ce pas?

R. On a marché là-dessus, sur ce règlement-là, dans toutes les dépenses qu'on a été obligé de faire pour aller en Angleterre et, quand on a obtenu un règlement d'Angleterre et que l'argent nous est revenu, il a été reparté sur la même proportion des mêmes noms, au prorata de la mise d'un chacun.

Q. Voulez-vous produire comme pièce Q, une liasse de huit documents comprenant votre règlement à la suite du contrat P. et les numéroter Q, un deux, trois, quatre, cinq, six sept, huit?

R. Oui.

M. RIVARD.—Vous avez inclus le compte de Beaulieu, Gouin, etc., cela n'a pas de rapport—alors il n'y aurait que sept numéros?

Q. On vous a demandé, monsieur Lord, de produire l'acte par lequel monsieur Ludger Brien vous aurait transporté ses droits dans le syndicat?

R. Je l'ai donné là.

Q. Voulez-vous le produire?

R. Oui, monsieur.

Q. Comme pièce R?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous avez apporté aussi, ce matin, une liasse de onze documents concernant des achats de boisson dont vous avez parlé l'autre jour. Voulez-vous produire ces documents comme pièce S?

R. Oui.

MONSIEUR SAUVÉ.—Monsieur le président, tous les membres du comité devraient avoir le même privilège, et afin de sauver du temps j'ai demandé, tout à l'heure, de faire lire les documents—est-ce qu'il y aurait objection à ce que le secrétaire lise ces pièces pour l'information du comité.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a aucune objection.

M. SAUVÉ.—Faites-les donc lire, s'il vous plaît?

L'HON. M. NICOL.—Il peut y avoir objection à la production de ces documents-là?

M. SAUVÉ.—Nous allons voir, au fur et à mesure que la lecture sera faite.

L'HON. M. NICOL.—J'objecte à la production de ces documents, parce que.....

M. DURANLEAU.—Elle est faite.

M. BERCOVITCH.—Non.

M. DURANLEAU.—Ils ont été cotés.

LE PRÉSIDENT.—Vous pouvez toujours faire entrer votre objection

L'HON. M. NICOL.—J'objecte à la production de ces documents, parce qu'ils ont trait à des choses qui ne relèvent pas de l'examen en chef d'abord et qu'ils ne concernent pas l'enquête que nous poursuivons, attendu qu'ils ont trait, apparemment, à des transactions qui auraient eu lieu depuis mil neuf cent vingt-deux à mil neuf cent vingt-quatre, entre la maison P. Dawson et le témoin, concernant l'envoi de marchandises en différents temps et certaines lettres émanant de la maison Wilson, à Montréal qui, apparemment, agissait pour la maison Peter Dawson.

M. SAUVÉ.—Je suppose, monsieur le président, que l'objection pourrait être renvoyée ou acceptée quand la lecture des documents sera faite devant le comité—le comité pourra décider ensuite.

LE PRÉSIDENT.—Il a déjà été question de ça l'autre jour. Monsieur Duranleau a mentionné ici un jugement rendu par l'honorable Juge Archer dans une cause de Boivin, Wilson & Compagnie contre monsieur Lord. Alors, ces documents ont trait à cette transaction, d'après ce que je peux voir, d'après la lecture qu'on en a faite, et il ne doit pas y avoir objection à les mettre au dossier d'après moi.

M. SAUVÉ.—Lisez les documents.

(Le secrétaire du comité donne lecture de la pièce S.)

M. BERCOVITCH.—M. le président, afin de compléter ces documents, je demande la permission de produire la copie du jugement dans la cause de Boivin, Wilson & Co., Limited, contre Narcisse Lord, portant le numéro 1089 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal, parce que, dans ces lettres que l'on vient de lire au comité, il y en a une qui vient de certains avocats réclamant un montant qui est supposé dû par M. Lord. Il en est résulté une action que M. Duranleau connaît très bien, que M. Lord a contestée, en alléguant que la transaction était illégale et faite en contravention de la Loi des liqueurs de Québec, et M. le Juge Archer, entre autres considérants a dit: Considérant que la maison Peter Dawson & Co. de Glasgow ni la demanderesse n'ont fourni au défendeur des liqueurs alcooliques en contravention avec la Loi des liqueurs de la province de Québec.....

LE PRÉSIDENT.—Qui était la demanderesse ?

M. BERCOVITCH.—La demanderesse était la firme Boivin, Wilson & Co., Limited, et, comme le juge a décidé que les demandeurs n'avaient pas agi en contravention de la loi et a condamné M. Lord à payer le montant pour lequel il était poursuivi, je demande donc qu'une copie du jugement soit maintenant produite et lue.

M. RIVARD.—Si le président me le permet—je crois que la remarque que vient de faire le député de St-Louis est absolument juste. Je crois qu'il y aurait moyen de rendre la chose encore plus juste, ce serait de demander que le

dossier de cette cause qui est maintenant pendante devant la Cour d'appel—parce que monsieur Lord a appelé du jugement du Juge Archer—qu'une copie certifiée de ce dossier soit produite devant ce comité.

M. BERCOVITCH.—Je n'ai pas d'objection à ça.

M. A. LAVERGNE.—Pour que le dossier soit plus complet encore, est-ce qu'il ne serait pas bon de mettre au dossier une copie du jugement qui a été rendu en Angleterre, déclarant que la transaction était parfaitement légale.

M. BERCOVITCH.—Il n'y a pas d'objection à ça.

M. A. LAVERGNE.—Cette entente a été ratifiée par la Cour.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que l'arrangement avait été fait en Angleterre et a été ratifié par la Cour.

M. A. LAVERGNE.—Il a été ratifié par la Cour.

M. BERCOVITCH.—Il n'y a pas d'objection.

M. DURANLEAU.—Le secrétaire a encore une lettre à lire.

(Le secrétaire donne lecture de la dernière lettre de la pièce S)

M. RIVARD.—Je comprends, monsieur le président, que vous avez agréé ma demande et que vous ferez produire le dossier?

LE PRÉSIDENT.—Attendez un instant, nous allons procéder.

Q. Voulez-vous, monsieur le témoin, identifier la lettre numéro 11 de la pièce S et dire si c'est une lettre de vous-même adressée à messieurs Boivin, Wilson & Company?

R. C'est une lettre que monsieur Boivin—que monsieur Marcellin Wilson a dictée à sa sténographe dans le bureau même chez lui et qu'il m'a fait signer pour faire l'application.

Q. Maintenant, dans toutes les lettres qui apparaissent à cet exhibit comme étant signées par Boivin, Wilson & Co., par J. M. Wilson, voulez-vous dire qui est-ce monsieur J. M. Wilson?

R. Monsieur Marcellin Wilson, sénateur.

Q. Dans une lettre du 12 février mil neuf cent vingt-quatre, liasse S, monsieur Marcellin Wilson vous écrit qu'il est informé par monsieur Dawson, de Glasgow, que cinq cents caisses de whisky qui étaient à St-Pierre Miquelon pour votre compte, ont été vendues. Savez-vous qui a vendu cette boisson?

R. Ça doit être monsieur Thélot.

Q. L'homme que vous aviez en charge de votre entrepôt à St-Pierre-Miquelon?

R. Mon représentant.

Q. Et il avait informé Peter Dawson, je suppose....

R. Monsieur Dawson avait un agent lui aussi à St-Pierre-Miquelon.

Q. Qui surveillait vos opérations?

R. Qui surveillait les siennes, je crois.

Q. Qui surveillait si la boisson était vendue ou non?

R. Je suppose.

Q. Et sur l'information de son agent, monsieur Dawson a donné la même information à M. Wilson?

R. Je ne sais pas.

Q. Maintenant je vous demande de produire une autre pièce, la copie d'un jugement en date du vingt février, mil neuf cent vingt-cinq, rendu par l'honorable Juge Archer dans une cause de Boivin, Wilson & Co. Ltd, contre vous-même—ce document sera produit comme pièce T,—est-ce que ce jugement est un jugement final ou s'il y a appel?

R. Il y a un appel devant la Cour d'Appel—et—ces papiers-là c'est mon avocat qui me les a remis et il m'a dit que les principaux papiers étaient tous au dossier et qu'il ne pouvait pas les obtenir mais que le comité pourrait les avoir.

M. BERCOVITCH.—Voulez-vous faire lire ce jugement?

(Le secrétaire du comité donne lecture de la pièce T).

M. BERCOVITCH.—Je demande la production d'une copie, comme exhibit U, d'un jugement rendu dans une cause portant le numéro 348 de la Cour supérieure, district de Montréal, le vingt février, mil neuf cent vingt-cinq, par l'honorable juge Archer, cause dans laquelle M. Narcisse Lord, de Saint-Jean-d'Iberville, était demandeur et la firme Boivin, Wilson & Co., Limited, était défenderesse, action intentée par M. Lord pour la répétition de certaines sommes d'argent qu'il prétendait avoir été payées illégalement à la défenderesse, et je demande que ce jugement soit lu et produit au dossier.

(Le secrétaire donne lecture de la pièce U).

M. DURANLEAU.—Je n'ai pas d'objection particulière, mais, seulement on ne devrait pas charger le dossier de documents inutiles.

M. BERCOVITCH.—On demande la production de tout le dossier.

M. DURANLEAU.—Ce sont les mêmes principes qui sont énoncés là que ceux que vous venez de lire dans le jugement précédent

Q. Monsieur Lord, si je vous ai bien compris l'autre jour, le syndicat Brosseau, qui a été formé en mil neuf cent vingt-deux et dont vous faisiez partie, devait continuer le commerce que vous faisiez dans le temps et au sujet duquel la correspondance que vous venez de produire et les jugements qui ont été lus a été faite et ont été rendus?

R.

Q. Comprenez-vous la question?

R. Non, je ne saisis pas bien.

Q. On vous a parlé, l'autre jour, du syndicat Brosseau que vous avez formé et qui devait continuer le commerce que vous exploitiez, dans le temps, à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

Q. Et au sujet duquel vous avez correspondu avec monsieur Wilson. n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Et au sujet duquel vous avez été poursuivi et au sujet duquel ont été rendus les jugements qui viennent d'être lus?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est-à-dire que vous importiez de la boisson à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

Q. Et de là, vous la vendiez aux Etats-Unis—vous la vendiez à ceux qui se présentaient à St-Pierre-Miquelon?

R. Oui monsieur—les boats venaient et on vendait lorsqu'on trouvait le prix.

Q. Le syndicat Brosseau devait faire le même commerce ?

R. Il était supposé—parce que, si on avait eu du succès dans notre premier voyage ils étaient supposés continuer le commerce de St-Pierre-Miquelon.

Q. Comme vous faisiez auparavant avec la maison Marcellin Wilson et avec la maison Dawson ?

R. Oui, monsieur.

Q. Comme vous n'avez pas eu de succès avec la première expédition, tout a pris fin ?

R. Tout a pris fin, oui.

Q. Vous avez produit, il y a quelques minutes, des règlements ou versements concernant le partage des argents qui vous ont été remis par les fournisseurs du syndicat en Angleterre ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous donner les noms de ceux qui ont bénéficié de ce partage de l'argent qu'on vous a remis ?

R. Narcisse Lord, Albert Brosseau, Joseph Godbout, le Docteur LeBel, Amédée Lesieur et J. H. Lavallée.

Q. Qui a préparé ce document pour ce partage ?

R. Ça été préparé par monsieur Beaulieu qui l'a fait préparer par son comptable.

Q. Par le bureau Beaulieu, Gouin, Marin et Mercier ?

R. Oui.

Q. Maintenant, était-ce les seuls intéressés qu'il y avait dans le partage de l'argent qui avait été payé en Angleterre et qui a été remboursé ?

R. D'après moi, oui.

Q. Quelle est la date de ces règlements-là ?

R. Cela a commencé au mois de septembre et a fini au mois de novembre, mil neuf cent vingt-quatre—le vingt-six septembre, mil neuf cent vingt-quatre, le neuf octobre, mil neuf cent vingt-quatre et le vingt novembre, mil neuf cent vingt-quatre.

M. DURANLEAU.—C'est bien, c'est tout.

M. BOUCHARD.—Je demande de suspendre le témoignage—je continuerai mon enquête demain matin—je veux examiner les documents.

M. DURANLEAU.—Les documents ont été lus, monsieur le président.

M. BOUCHARD.—Les documents qui n'ont pas été produits n'ont certainement pas été lus. J'ai demandé la production des chèques, billets, tout ce qu'il peut avoir.

LE PRÉSIDENT.—Au sujet de ce que vous avez rapporté de monsieur Larocque, le retour du front comme vous l'appellez, c'est lui qui vous disait ça ?

R. Oui, c'est monsieur Larocque.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'avez pas rencontré les commissaires de la Commission des liqueurs à ce sujet-là ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Larocque a perdu sa position, il a été destitué.

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Il y a eu une action de prise avant ça, aussi, il a été poursuivi?

R. Je ne peux pas vous dire, je ne sais pas.

L'HON. M. NICOL.—Ce n'est pas à votre connaissance?

R. Non.

INTERROGÉ PAR MONSIEUR BERCOVITCH.

Q. Connaissez-vous un monsieur Lavoie?

R. Qui travaille au bureau de la Commission?

Q. Je ne sais pas où il travaille?

R. Je ne sais pas.

Q. Est-ce que vous lui avez jamais vendu des liqueurs—avez-vous vendu des caisses de liqueurs à Lavoie?

R. Je ne sais pas.

M. BOUCHARD.—Vous ne connaissez pas monsieur Lavoie, le chauffeur d'automobiles?

R. De Montréal?

M. BOUCHARD.—Oui—vous le connaissez?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous lui avez confié des caisses de liqueurs?

R. Peut-être que oui.

Q. Quand?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas la date?

R. Non.

Q. Ni quelle sorte de liqueur que c'était?

R. Non, je ne sais pas.

Q. Est-ce que c'était du brandy?

R. Je ne peux pas vous dire.

Q. Vous ne le savez pas?

R.

Q. D'où venaient ces liqueurs-là?

R. Ça devait venir, je suppose bien, de moi.

Q. Est-ce que ça venait de St-Pierre Miquelon?

R. Non—ça peut être des liqueurs que j'avais eues de reste avant ou après que la Commission a fait des saisies chez moi.

Q. N'est-il pas vrai, monsieur Lord, que vous avez confié deux caisses de brandy à Monsieur Lavoie qui venaient de St-Pierre Miquelon et que monsieur Lavoie a remis ces deux caisses de brandy à monsieur Allan Bray?

R. Non, monsieur.

Q. Vous jurez ça?

R. Je jure que ça n'était pas vrai, parce qu'ils n'étaient pas venus de St-Pierre-Miquelon à St-Jean'

Q. Est-ce qu'il en a été envoyé à monsieur Bray?

R. Pas de ma connaissance, je ne le connais pas—je ne sais pas.

Q. Jurez-vous que non ?

R. Je ne peux pas jurer ce que je ne sais pas. Lui peut vous le dire si c'est vrai.

LE PRÉSIDENT.—Combien d'argent avez-vous eu par l'arrangement sur la transaction de Londres—quel montant total ?

R. Le montant total était de...soixante et quelques mille piastres—soixante-cinq à soixante-six mille piastres, je ne peux pas dire, ça dépendait du change d'alors.

M. BERCOVITCH.—Alors, à demain, si on a les documents.

M. DURANLEAU demande d'entendre le témoin Albert Brosseau.

M. BOUCHARD.—Je crois qu'il y a ici des témoins de la Commission des liqueurs qu'on devrait entendre.

M. SAUVÉ.—Ce ne sera pas long, mais nous avons besoin de poser quelques questions à monsieur Brosseau.

M. BOUCHARD.—Dans tous les cas, je vais dire ce que j'avais commencé à dire.....

M. DURANLEAU.—C'est pour se débarrasser, pour aller plus vite.

M. BOUCHARD.—Je crois qu'on devrait entendre les témoins de la Commission qui sont ici, ce sont des gens qui occupent une position importante à Montréal.

LE PRÉSIDENT.—Vous avez demandé la production de documents—les documents devraient être prêts.

M. A. LAVERGNE.—De la part de monsieur Brosseau, je dois dire que mon client a été ici depuis une semaine—est-ce qu'on ne pourrait pas l'entendre

M. DURANLEAU.—Je crois que le témoignage de monsieur Brosseau ne sera pas long—Monsieur Brosseau est un citoyen dont on a mentionné le nom souvent depuis une semaine—il a été assigné pour mardi dernier et il a laissé ses affaires pour venir ici et il tient à donner sa version de cette affaire du syndicat. En toute justice pour monsieur Brosseau et pour le comité je crois qu'on devrait l'entendre immédiatement et vider maintenant cette affaire et nous prendrons ensuite les officiers de la Commission. Ça ne sera pas long.

M. BOUCHARD.—Je propose qu'avant d'entendre ces témoins-là, nous entendions les témoins qui sont ici présents avec des documents et qui doivent s'en retourner à Montréal. Vous avez ici le président de la Commission et un autre officier de la Commission—il est important, pour la bonne administration des affaires de la province, que ces témoins soient entendus et qu'ils retournent au plus tôt à leurs affaires. Je propose que ces témoins soient entendus avant tout autre.

M. A. LAVERGNE.—Monsieur le président, si le comité me le permet, les témoins qui sont ici de la part de la Commission n'ont pas eu à quitter leurs affaires, mais les affaires de la Commission, tandis que monsieur Brosseau est un citoyen qui est ici et qui a laissé ses affaires personnelles qui en souffrent. Son

nom a été mentionné depuis une semaine et il désirerait se faire entendre, ça ne serait pas très long.

M. SAUVÉ.—Pour ma part, monsieur le président, je veux être logique avec l'attitude que j'ai prise devant le comité, qui a toujours été celle d'enquêter sur la Commission des liqueurs—mais monsieur Bouchard, dans l'intérêt de la province à ce qu'il dit, a voulu faire entendre des particuliers. Il a entendu—le comité les a entendus et l'avocat de l'un de ceux qui ont été assignés insiste pour que son client soit entendu aussi comme les autres ont été entendus, sans nuire à l'enquête sur les affaires de la Commission des liqueurs. Je crois que nous devrions en finir avec les témoins qui ont été assignés, afin que nous puissions ensuite continuer l'enquête, la véritable enquête sur les affaires de la Commission des liqueurs de la province Québec. On me dit que le témoignage de monsieur Brosseau ne sera pas très long. Alors, pourquoi ne pas sacrifier,—puisque c'est M. Bouchard et ses amis qui l'ont voulu,—pourquoi ne pas leur sacrifier cette séance-ci et, ensuite, les officiers de la Commission des liqueurs seront entendus,—et, d'ailleurs, ils ne pourraient pas retourner aujourd'hui pour s'occuper des affaires de la Commission à Montréal—nous pourrions les avoir pour la semaine.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce le désir du comité de les entendre?

Je crois que nous ferions aussi bien d'en finir avec monsieur Brosseau—finir cette affaire-là à présent qu'elle est commencée.

ALBERT BROSSÉAU, de la cité de Montréal, gérant, âgé de 47 ans, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit:

M. BOUCHARD.—Si vous voulez examiner monsieur Brosseau, vous l'avez ici?

M. SAUVÉ.—C'est le vôtre, c'est vous qui l'avez assigné?

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Bouchard déclare qu'il n'a pas de question à poser.

M. BOUCHARD.—Pour le moment—je veux entendre l'autre avant lui.

LE TÉMOIN.—Je suis bien à la disposition du comité pour....

LE PRÉSIDENT.—S'il vous plaît, vous répondrez aux questions lorsqu'on vous les posera.

M. DURANLEAU.—Vous n'avez pas de questions à lui poser?

M. SAUVÉ.—Monsieur Nicol, vous n'avez pas de questions à lui poser.

L'HON. M. NICOL.—Pas pour le présent, monsieur Sauvé.

M. SAUVÉ.—Monsieur Bercovitch?

MONSIEUR BERCOVITCH.—Pas pour le moment.

M. DURANLEAU.—Monsieur Mercier?

L'HON. M. MERCIER.—Pas pour le moment.

M. DURANLEAU.—Monsieur le secrétaire provincial?

L'HON. M. DAVID.—Pas pour le moment.

LE PRÉSIDENT.—Le chef de l'Opposition a-t-il des questions à poser au témoin ?

M. SAUVÉ.—Nous verrons, tout à l'heure. Je comprends que c'est monsieur Bouchard qui a proposé en Chambre de faire assigner monsieur Brosseau, monsieur Lord et les autres—sans doute, monsieur Bouchard a beaucoup de choses à demander à monsieur Brosseau ?

M. BOUCHARD.—Peut-être.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Bouchard n'est pas obligé de l'interroger.

M. SAUVÉ.—C'est lui qui l'a fait assigner.

M. BOUCHARD.—C'est moi qui ai fait assigner tous les témoins—non seulement lui, mais tous les autres. C'est ma motion qui a été adoptée.

M. DUFRESNE.—Avons-nous le droit d'assigner des témoins nous aussi ?

M. SAUVÉ.—Tout le monde a le droit, pourvu que la Chambre y consente. A-t-on peur de la timidité du témoin ou de son avocat ?

L'HON. M. NICOL.—De son avocat surtout.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Brosseau, votre nom a été mentionné comme ayant fait partie d'un syndicat, en mil neuf cent vingt-deux, pour importer des liqueurs alcooliques d'Angleterre ou de St-Pierre Miquelon aux Etats-Unis. Voulez-vous prendre connaissance des documents qui ont été produits par monsieur Chouinard, greffier de la Cour des sessions de la paix, et nous dire quels sont les documents qui ont rapport à ce syndicat et quels sont ceux qui n'y ont aucun rapport. Vous prenez connaissance de la pièce C, des documents C, un, C, deux, C, trois, C, quatre et C. cinq. Documents datés de mil neuf cent vingt-deux.

R. Les documents un et deux ne sont que des copies, ce ne sont pas des originaux.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas ça qu'on vous demande, monsieur Brosseau. Répondez donc à la question.

R. Je pense que je n'ai pas bien saisi la question.

Q. Je vous demande de dire quels sont les documents qui ont rapport à votre syndicat dans la pièce C ?

R. Je constate que ceci semble être la copie d'un télégramme, d'un câblogramme qui aurait été adressé. . . .

Q. Mais pouvez-vous l'identifier ?

R. Bien, au meilleur de ma connaissance, je crois avoir reçu ça. Pour l'information du comité, je dirai ceci.—vous avez pu le constater par le grand nombre de câbles qui m'étaient adressés, que monsieur Brien était friand d'adresser des câbles. Un jour, en entrant au Royal Automobile Club à Londres, j'entends un garçon qui se promenait et qui lançait des mots—qui pageait un nom qui ressemblait au mien. Je n'étais à Londres que depuis huit ou dix jours . .

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas la question—tout ça, ça coûte de l'argent ces discours-là—répondez donc à la question qu'on vous pose.

R. Vous me demandez—je ne peux pas dire—monsieur Brien m'a adressé des câbles qui ont pu être livrés à mon hôtel mais dont je n'ai pas pris connaissance.

LE PRÉSIDENT.—On vous parle de la pièce C. On vous demande si vous l'avez reçue et si ça se rapporte à ce syndicat et c'est la question qu'on vous pose, répondez à ça ?—avez-vous reçu des câblogrammes qui regardaient votre syndicat ?—ces deux premiers-là en particulier ?

R. Ceci ne se rapporte nullement à la transaction en question.

LE PRÉSIDENT.—Quand vous dites ceci, vous voulez dire la pièce numéro quatre ?

R. Le numéro quatre, c'est une incorporation de compagnie d'assurance.

LE PRÉSIDENT.—On vous parle des premiers câbles que vous avez reçus ou que vous n'avez pas reçus ?

R. Je ne peux pas dire, je ne m'en rappelle pas.

M. DURANLEAU.—Maintenant

R. Quant à la dernière, numéro cinq, évidemment, j'étais-là—je ne peux pas vous rendre compte de ce qui a été fait, mais le résultat me prouvant que la pièce cinq a été mise à exécution, c'est-à-dire que le Docteur LeBel, Amédée Lesieur, Godbout, et Brien souscrivaient la somme de cinq mille piastres

Q. Quels étaient les membres du syndicat, monsieur Brosseau ?

R.

Q. Quels étaient les membres du syndicat ?

LE PRÉSIDENT.—A quelle pièce réferez-vous, monsieur Brosseau, actuellement, comment est-ce coté ?

R. Je réfère à la pièce F—ceci encore n'est qu'une copie d'un document. Est-elle exacte, je ne peux pas le dire, parce que je n'ai pas une copie moi-même.—il n'y a eu que deux originaux ou une copie et un original de signés et une copie a été entre les mains de messieurs Herrivel & Brooks à Londres, et l'autre, je me rappelle pas, l'original, je ne me rappelle pas, mais je l'ai transmis à nos avocats, messieurs Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier qui, ensuite, l'ont transmis à Sir Charles Russell, à Londres, et c'est sur ces documents que nous avons poursuivi—ceci semble à première vue mais, est-elle exacte, je ne sais pas—il y a des choses que je peux vous dire qui me frappent, comme sept mille livres (7,000) mais est-ce exact, le mot à mot—j'ai vu la reproduction dans les journaux et elle me semble exacte, elle me semble correcte.

LE PRÉSIDENT.—Vous parlez de la pièce F ?

R. Oui, je l'ai vue, publiée dans Le Devoir et elle m'a paru, autant que ma mémoire puisse me servir, être exacte.

LE PRÉSIDENT.—Vous parlez de la pièce F ?

Q. Voulez-vous prendre connaissance de la pièce O, monsieur Brosseau, et nous dire qui faisait partie du syndicat en mill neuf cent vingt-deux ?

R. Ludger Brien, Albert Brosseau, J. J. Nelligan, Narcisse Lord, J. H. Lavallée.

Q. Voulez-vous expliquer au comité ?

R. J'ai l'original de ceci. C'est une copie seulement, ça ici.

Q. Vous avez l'original?

R. Je l'ai ici.

Q. Est-ce que la copie est exacte.

R. Vous pouvez la comparer.

Q. Voulez-vous expliquer, monsieur Brosseau, dans quel but ce syndicat, pièce O., a été formée?

R. Pour acheter un navire en Angleterre, et cet achat n'a jamais été fait.

Q. Avez-vous formé un autre syndicat pour l'importation de liqueurs alcooliques?

R. C'est-à-dire que c'est le même syndicat qui a agi, mais qui a fait une transaction différente.

Q. Alors, voulez-vous l'expliquer au comité?

R. C'est ce que j'allais dire tout à l'heure, lorsque monsieur le président m'en a empêché.

Q. Quelle autre transaction le syndicat a-t-il faite?

R. Monsieur Lavallée et moi, nous avons été délégués en Angleterre pour faire l'achat d'un navire. Rendus là-bas, les conditions n'étant pas telles que représentées ici, nous avons fait une autre transaction.

Q. Laquelle?

R. Nous avons acheté une grosse cargaison de whisky, au-delà de vingt mille caisses.

Q. Pour être transportées et livrées où?

R. Les clearance papers étaient pour Nassau, dans les Iles Bahamas.

Q. Et qu'est-ce qui est arrivé de cette cargaison?

R. Le contrat disait que les shippers, les propriétaires du navire devaient rester au large—il ne mentionnait pas que c'était l'entente—au large de New-York, pendant vingt-et-un jours (21), pour que nous puissions disposer de la cargaison. Au bout de vingt-et-un jours, si nous n'avions pas pris livraison, nous devions soit retourner dans un port ou la transporter sur un autre navire de façon à les libérer, et en somme une convention nouvelle, tel que dit sur le contrat, devait avoir lieu, mais lorsque les vingt-et-un jours sont arrivés, nous n'avons pas pu nous entendre. Alors, ils sont restés en possession de la cargaison et ils ont refusé de nous rendre compte de la vente. Nous avons pris des procédures et finalement, après une entente qui a été ratifiée par la Cour lorsque la cause a été appelée en Angleterre, ils nous ont payé le montant qui a été convenu.

LE PRÉSIDENT.—Combien, monsieur Brosseau?

R. Ils nous ont donné autour de soixante-dix à soixante-quinze mille piastres, je crois—je n'ai pas fait le calcul du taux du change, mais à peu près ça. Nous avons réglé pour douze mille livres sterling, et ils avaient à payer tous les frais, rembourser toutes nos dépenses, etc., et nous avons retiré soixante-dix à soixante-quinze mille piastres.

LE PRÉSIDENT.—Quelle était la date de ce règlement?

R. La cause a été appelée à Londres, le dix-sept juin, mil neuf cent vingt-quatre, et a été réglée....

LE PRÉSIDENT.—La veille?

R. Non, en Cour même.

Q. Dois-je comprendre que jugement a été rendu en conséquence?

R. Oui, ils ont ratifié—le juge entendait une cause et, dès que la cause a été finie, nous avons été appelés et le juge a suspendu l'audience; nous nous sommes retirés dans une chambre à côté et les avocats des deux parties se sont entendus et nous sommes retournés devant le juge qui a ratifié l'entente.

Q. On a demandé, tout à l'heure, au comité la permission de produire copie de ce jugement. Est-ce que quelqu'un de vous a eu une copie de ce jugement en Angleterre?

R. Il est fort probable ici, que nos avocats ici l'ont. Les correspondants de Sir Charles Russell qui sont Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier.

Q. Alors, avez-vous objection à produire une copie du jugement comme pièce V, si vous l'avez?

R. J'ai ici une lettre, par exemple, de la Banque Impériale qui me rembourse mes dépenses de voyage—ça, c'est la Banque Impériale de Toronto, qui leur avait transmis mes dépenses de voyage.

LE PRÉSIDENT.—Si ce sont vos avocats qui l'ont, vous pouvez leur demander de certifier une copie et de vous l'envoyer?

R. Oui, et s'ils ne l'ont pas, on peut l'avoir très facilement à Londres.

Q. Voudrez-vous la produire comme pièce V?

R. Oui.

Q. Dans tous les cas, vous avez été payé?

R. Certainement.

LE PRÉSIDENT.—Vous produirez cette copie?

R. Oui.

Q. Maintenant, monsieur Brosseau, voulez-vous expliquer au comité quel commerce votre syndicat entendait faire avec cette cargaison de vingt mille caisses dont vous venez de parler?

R. J'entendais faire ce que j'aimerais bien faire encore: acheter vingt mille caisses de boissons pour les vendre en haute mer à ceux qui pouvaient en disposer.

Q. Et, si je comprends bien, cette cargaison a été vendue en haute mer, n'est-ce pas?

R. Oui, je suis allé les rencontrer.

Q. Comme question de fait, est-ce que cette cargaison a été vendue en haute mer?

R. Je n'étais pas certain, mais le rapport des journaux me dit que oui.

Q. Et cette vente aurait été effectuée par vos vendeurs qui ont confisqué la cargaison après les vingt et un jours?

R. Par nos associés anglais.

Q. Par vos associés de Londres?

L'HON. M. NICOL.—Ils sont devenus associés après les vingt-un jours?

R. Non, ils étaient associés en vertu du contrat pièce F.

L'HON. M. NICOL.—Alors, pour toute la transaction, il faut s'en rapporter au contrat—il n'y a pas eu de changements dans le contrat?

R. Non, c'est le contrat entre William J. Herivel, Sydney Peck Herivel, Warwick Brookes, J. H. Lavallée et Albert Brosseau. Encore une fois, ce contrat-là, je crois bien que, dans les grandes lignes, ça me paraît une copie fidèle, mais, si le comité désire l'avoir, je pense qu'on peut faire venir le dossier—il n'y a aucune

objection à ça—si vous avez besoin d'une autorisation, de le faire venir de Sir Charles Russell.

Q. Est-ce que ce document a été porté par vous à la connaissance de quelqu'un à Montréal?

R. Je crois que oui.

LE PRÉSIDENT.—Quel document?

R. La pièce F., je pourrais dire le dossier de l'affaire. Lorsqu'est arrivée la saisie de la barge Tremblay, nous entendions les gens qui nous demandaient—étant donné que c'était connu de tout Montréal un peu partout que nous avions fait des transactions, parce que c'avait été discuté dans les journaux—le Standard a publié la transaction avant la dernière saisie et la Gazette avait publié la saisie, des procédures que nous avions faites à Halifax contre le Istar—si monsieur le président me le permet, qu'on a rapporté le nom comme Estar—mais ce n'est pas ça, le vrai nom, c'est Istar,—si ça vous intéresse peut-être d'avoir des photographies—.....

LE PRÉSIDENT.—Ah non! continuez.

Q. Maintenant, avez vous porté.....

R. J'ai envoyé, à un moment, un de nos avocats mettre la documentation à la disposition de monsieur Cordeau, le président de la Commission des liqueurs de Québec, pour lui démontrer que les transactions que nous avions faites étaient des transactions faites en Angleterre, que nos avocats les avaient toujours déclarées être absolument légales, afin que la Commission soit bien à l'aise et qu'elle nous laisse tranquilles et qu'on n'ait pas toujours des détectives autour de nous autres pour savoir si nous faisions un commerce clandestin, chose que je n'ai jamais faite de ma vie en aucune façon personnellement—je ne sais pas si mes associés en ont fait, mais, moi, je ne suis jamais entré dans aucune transaction comme ça n'importe où.

Q. Maintenant, monsieur Brosseau.....

R. D'autres personnes le savaient aussi.

Q. Qui?

R. Monsieur Perron le savait.

M. LANGLAIS.—Qui est monsieur Perron?

R. C'est le Conseiller législatif, avocat.

LE PRÉSIDENT.—Il savait quoi?

R. Il était au courant de ces transactions-là.

LE PRÉSIDENT.—Lors de la saisie de la barge Tremblay?

R. Non, non, par la suite.

LE PRÉSIDENT.—Après la saisie?

R. Dans tous les cas, c'est lorsque j'ai eu une entrevue avec lui.

LE PRÉSIDENT.—Vous vouliez démontrer à monsieur Perron que vous n'aviez rien eu à faire?

R. Non, c'est à propos de d'autre chose. C'est venu de lui. Il m'en a parlé—ce n'est pas moi qui lui en ai parlé.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit?

R. Il m'a dit que les cochons de l'Opposition qui demandaient cette enquête-là allaient être bien punis, parce que le nom d'un certain ami de l'Opposition allait être mentionné là-dedans.

M. SAUVÉ.—Répétez-donc les premiers mots, s'il vous plaît? (Hilarités).

R. Il m'a dit que ce n'était pas l'année sainte pour lui, mais que c'était l'année de la vengeance.

Q. Maintenant, monsieur Brosseau, vous avez compris....

R. Pardon, il y en avait un autre aussi—il y avait l'honorable monsieur Médéric Martin qui le savait depuis longtemps.

Q. Depuis combien de temps?

R. Depuis, toujours, l'été de mil neuf cent vingt-trois.

M. SAUVÉ.—Il était maire dans le temps?

R. Oui.

Q. Maintenant, monsieur Brosseau, j'ai compris de monsieur Lord que, si cette expédition avait réussie, vous aviez l'intention de continuer le commerce qu'il faisait à St-Pierre Miquelon?

R. Monsieur Lord, à ce moment-là, nous avait raconté qu'il y avait du scotch qu'il avait acheté de la maison, Boivin, Wilson et compagnie et qui avait été expédié à St-Pierre Miquelon. St-Pierre Miquelon, tous ceux qui s'occupent de ce genre de commerce-là vous diront que ce n'est pas une bonne place il n'y a pas d'hôtel, il n'y a pas d'accommodation, il y a de la glace, les gens aiment mieux aller à Nassau ou aux Bermudes,—ceux qui s'occupent de ce commerce-là, plutôt que de s'approvisionner à St-Pierre-Miquelon—Or, il n'a jamais pu, je crois, écouler ce stock-là, et si nous avions réussi, comme nous nous attendions, au large de New-York, pour lui rendre service, nous serions probablement allés chercher ce qu'il avait là bas et nous en aurions disposé de la même façon—c'était même les conditions que monsieur Lord nous imposaient pour entrer dans le syndicat. Il croyait que ce que nous tentions de faire, serait plus avantageux que ce qu'il avait tenté de faire lui-même dans le passé, et que ça serait avantageux de le débarrasser de ce qu'il avait à St-Pierre Miquelon et d'en disposer au large de New-York.

Q. Est-ce que le syndicat a fait d'autre transaction que celle que vous venez de mentionner?

R. Non.

Q. Ça s'est terminé là?

R. Pour le moment.

Q. L'expédition et la vente de la marchandise s'est terminée en janvier ou février mil neuf cent vingt-trois?

R. Oui. Il n'en a jamais fait d'autre.

Q. Le syndicat a pris fin à partir de ce moment-là, sauf que vous avez liquidé et retiré l'argent qui vous revenait avec vos associés d'Angleterre?

R. C'est absolument ça.

Q. Maintenant, on a produit, ce matin, des règlements qui auraient été préparés par vos procureurs, messieurs Beaulieu, Marin, Gouin & Mercier, et dans lesquels le nom des tous les intéressés apparaît?

R. J'ai la même chose ici.

Q. Vous avez la même chose?

R. Oui.

Q. Dans vos papiers?

R. Nos avocats nous l'ont donné—tous les intéressés ont eu chacun une copie de ça.

L'HON. M. NICOL.—Quelle pièce est-ce, monsieur ?

R. Le règlement, Q.

Q. C'est-à-dire, ça, c'est le partage de l'argent, mais il y avait un contrat ?

R. J'entendais le comité, tout à l'heure, dire que c'était une copie—c'est une copie que j'ai moi aussi—pour l'information du comité, je lui dirai que j'ai eu l'original dans les mains, hier après-midi—il était au bureau de messieurs Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier ?

Q. C'est la pièce P ?

R. Ça va tout ensemble, c'est détaché.

Q. N'importe vous avez ici la pièce P.

R. Voici la mienne complète, c'est la même chose.

Q. Quand vous réferez à la pièce P c'est le contrat ?

R. Non, l'original est entre les mains de nos avocats.

LE PRÉSIDENT.—C'est déjà produit, ça ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—A quoi sert cette pièce, si elle est déjà produite ?

LE PRÉSIDENT.—C'est inutile de la produire, c'est un double.

Q. Quels étaient les intéressés dans le partage ?

R. Narcisse Lord, Albert Brosseau, Jos. Godbout, Amédée Lesieur, docteur H. LeBel et J. H. Lavallée.

Q. Y avait-il d'autres intéressés que ça ?

R. Non.

Q. Je vois, dans certains câblogrammes ou lettres déjà produites, qu'on a mentionné le nom de Monsieur Bray. Voulez-vous dire, monsieur Brosseau, si vous connaissez quelque chose au sujet de monsieur Bray en rapport avec ce syndicat ?

R. Oui.

Q. D'abord, faisait-il partie du syndicat ?

R. Du syndicat, non—seulement monsieur Bray m'a prêté cinq mille piastres (\$5,000.00)—le même somme qu'il devait collecter de monsieur Brien — monsieur Brien ne le payait pas, j'avais demandé à monsieur Bray, avant de partir, que je m'en allais là-bas pour faire une grosse transaction et que, s'il me manquait de l'argent, s'il serait assez bon de m'en fournir. En bon sport, il m'a dit : oui—et il m'en a fait parvenir. Je lui avais recommandé de ne pas mettre l'argent entre les mains de Brien, si toutefois il m'en envoyait, de me l'envoyer directement. Monsieur Bray m'a envoyé cinq mille piastres et il a fourni à monsieur Lord—il a escompté le billet de Monsieur Lord pour quatre mille piastres—un billet à quinze jours. Je comprends que monsieur Lord l'a bien payé. Quant à moi, si vous me permettez d'ajouter cela pour l'information du comité, je n'ai pas même encore remis l'argent de monsieur Bray, les cinq mille piastres qu'il m'a envoyées.

Q. Maintenant, lorsque vous dites

R. Si le comité veut bien entendre en vertu de quoi monsieur Brien me devait cinq mille piastres—j'ai les documents ici, si ça vous intéresse.

Q. A tout événement, c'est simplement un service que monsieur Bray vous a rendu ?

R. Monsieur Bray m'avait donné sa parole avant de partir que, si j'avais besoin d'argent là-bas, que je n'avais qu'à avoir recours à lui. A un moment donné, j'en ai eu besoin et il m'a envoyé cinq mille piastres et j'ai appris, à mon retour, qu'il avait aussi aidé monsieur Lord, en lui escomptant son billet à quinze jours pour quatre mille piastres.

Q. C'est-à-dire qu'il a aidé à monsieur Lord à escompter un billet de quatre ou cinq mille piastres à sa banque?

R. Quatre mille piastres, à ce qu'il m'a dit.

Q. Pour quinze jours?

R. Pour quinze jours.

Q. Il a seulement prêté sa signature à monsieur Lord?

R. Absolument—c'est-à-dire que monsieur Lord lui a donné son billet et monsieur Bray a escompté le billet de monsieur Lord.

Q. C'est-à-dire que monsieur Bray a prêté sa signature à monsieur Lord?

R. J'ai compris qu'il avait endossé un billet, monsieur Bray, et il l'avait escompté à sa propre banque.

Q. Et c'est Lord qui l'a payé?

R. Oui.

Q. De sorte que monsieur Bray n'a fait que prêter son nom?

R. Absolument.

Q. Est-ce que monsieur Bray, a eu quoi que ce soit à faire dans le partage qui a été fait entre les intéressés par l'entremise du bureau Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier?

R. Monsieur Bray ne faisait pas partie du syndicat et n'a jamais été un des associés. Monsieur Bray, purement et simplement, m'a prêté cinq mille dollars (\$5,000.00)—il n'a jamais fait partie du syndicat ni avant ni après et je le répète, comme question de fait, son cinq mille piastres, je ne le lui ai pas remis encore.

Q. On a prétendu—on a fait dire, je crois, à monsieur Brien que monsieur Bray était allé à New-York en rapport avec cette affaire-là—savez-vous en quelles circonstances monsieur Bray était allé à New-York?

R. Ah oui!

Q. Voulez-vous le dire au comité?

R. Tout le monde se rappellera qu'à cette époque-là, c'était lors des dernières élections provinciales. Or, c'est un fait reconnu partout que monsieur Bray et moi nous sommes bien bons amis, de sorte que j'étais tellement content de voir qu'il avait été élu que je lui ai téléphoné et j'ai dit: que je serais là-bas et que je ne pouvais pas promettre de venir le féliciter à Montréal, mais je lui ai demandé de venir me rencontrer à New-York. Alors, il est venu recevoir, comme l'a dit monsieur le député de St-Louis, mes félicitations et ma bénédiction à New-York. Il est resté—j'ai vu monsieur Bray un soir—il est resté en tout trois jours et je l'ai vu un soir et, le lendemain, il a passé toute la journée avec son cousin, monsieur Henry Massey, représentant d'une grande compagnie d'acier, la Philadelphia Steel & Iron Company, je crois, et il a quitté, le lendemain, et il est retourné à Montréal immédiatement.

Q. Comme question de fait, est-ce que monsieur Bray en aucune façon, lorsqu'il est allé à New-York, le lendemain de son élection, s'est occupé, de près ou de loin, de cette cargaison que vous avez expédiée d'Angleterre,—de près ou de loin, directement ou indirectement, de cette cargaison qui était sur la haute mer à ce moment?

R. En aucune façon. Les seuls qui ont jamais communiqué avec le navire qui était à quinze milles sud-est de Ambrose Night Ship, sont Monsieur George Lord, le fils de monsieur Lord, et monsieur Dan McLaughlin.

M. BERCOVITCH.—Le détective ?

R. Le détective et moi-même.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que monsieur Nelligan n'était pas dans le syndicat ?

R. Oui, monsieur Nelligan.

LE PRÉSIDENT.—Il était là aussi ?

R. Oui.

Q. Quel est son nom de baptême ?

R. Je crois que c'est James. Il s'appelle Jim.

LE PRÉSIDENT.—Il demeure à Montréal ?

R. Je ne sais pas—il demeurerait à Montréal dans le temps; mais je ne l'ai pas vu depuis bien longtemps.

L'HON. M. NICOL.—Monsieur Lavallée a-t-il communiqué avec le bateau ?

R. Monsieur Lavallée était à bord, lui.

LE PRÉSIDENT.—Etes-vous allé à bord vous aussi, monsieur Brosseau ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Pour savoir ce qu'ils ont fait ?

R. J'ai été à bord, si le comité veut me permettre

LE PRÉSIDENT.—Je vous demande simplement la question ?

R. J'ai été à bord pendant deux jours, lorsque nous avons quitté l'Angleterre. J'y ai été pour des raisons, si le comité veut les savoir . . .

LE PRÉSIDENT.—Vous êtes débarqué ?

R. Le navire a été obligé de revenir

Q. Pour du charbon ?

R. C'est un défaut qu'il y avait au gril et le navire a été obligé, pour faire faire la réparation, de retourner à Plymouth et là, à Plymouth, les intéressés ont pensé que c'était mieux pour moi de revenir aussitôt à Montréal. Je me suis rendu à New-York. J'ai pris le premier navire, ça s'adonnait être le Antonia qui se trouvait-là—j'ai passé par Montréal et, le jour même, je n'ai fait que passer par Montréal, je me suis rendu à New-York immédiatement pour attendre leur arrivée.

Q. Maintenant, monsieur Brosseau, avez-vous tenté en aucune façon d'introduire cette boisson dans la province de Québec ?

R. Jamais.

Q. Soit directement, soit en passant par New-York ou ailleurs ?

R. Je n'étais pas pour m'exposer à être saisi deux fois.—D'ailleurs, je ferai remarquer au comité que ce n'est pas nous qui entrions la marchandise à New-York. Nous ne sommes jamais venus plus près que quinze milles sud-est de Ambrose Light ship. Vous comprendrez que j'étais pas prêt à me faire saisir un navire de cette valeur-là. Ceux qui viennent acheter là, c'est un peu

comme au marché Bonsecours—il y a trente ou quarante navires au large et ceux qui ont besoin de boisson viennent la chercher là, mais il est absolument défendu à aucun navire d'avoir des communications ou de se servir de ces chaloupes pour communiquer avec le rivage—ils seraient saisis immédiatement, parce que la Loi américaine dit que, du moment qu'il y a communication entre le navire et le rivage, il est susceptible d'être saisi immédiatement.

Alors, ceux qui vont là ils sont comme les gens sur le marché Bonsecours ils vont de navire en navire et là où ils font affaire le meilleur marché ils prennent ce qu'ils ont besoin.

Q. Avez-vous tenté, en aucune façon, de faire concurrence à la Commission des liqueurs de Québec ?

R. Non, parce que on se trouvait à vendre à peu près le même prix que la Commission—ce n'était pas possible de faire concurrence à la Commission.

M. SAUVÉ.—Lui avez-vous fait concurrence dans la province de Québec ?

R. Jamais—nous ne sommes jamais allés ailleurs qu'en haute mer—le navire, à un moment donné lorsque, les vingt-un jours ont été expirés, le navire a eu besoin de charbon et vivres et ils sont allés à Halifax. Maintenant, à Halifax, c'est un peu comme de l'autre côté, lorsqu'un navire s'approche d'un quai, ils ne viennent pas accoster sans donner un signal pour que les autorités du port viennent mettre les scellées, le sceau sur tout ce qui est susceptible de payer des droits. Alors, quand ils ont été à Halifax, les autorités ont été signalées et ils sont venus mettre les scellées sur tout et ensuite ils leur ont permis de venir au quai pour prendre du charbon et ce dont ils avaient besoin et c'est là que nous avons saisi le navire. C'est monsieur Léon Mercier-Gouin qui m'a préparé la procuration—je n'avais pas le temps d'aller à Halifax—Monsieur Lord est allé rencontrer monsieur Lavallée et là, ils ont pris un avocat de Halifax et ils ont saisi le navire pour une réclamation d'environ trois ou quatre cent mille piastres—c'est-à-dire notre part de profit. La procédure avait été mal prise, c'est-à-dire la procédure a été prise contre Herivel et Brookes qui étaient nos associés, mais en Angleterre, le navire là-bas, le navire était enregistré au nom de la Brown Corporation. Alors, la procédure étant mal prise, le juge a renvoyé notre saisie et ils ont pris le large, ils sont retournés au large de New-York et ils ont disposé de la cargaison. J'ai dit, tout à l'heure à monsieur le président—ça n'a pas été compris peut-être, que monsieur Brien me devait cinq mille piastres lors de mon départ—monsieur Brien ne s'en appelle peut-être pas, mais je suis prêt à montrer les pièces.

LE PRÉSIDENT.—Du moment que vous le dites

R. Il me devait un billet de trois mille piastres, un billet du vingt-six décembre et un autre de quatre cent cinquante-huit piastres (\$458.00) de Roberts, pas celui qui a eu des démêlés—mais j'avais ces deux comptes-là

M. SAUVÉ.—Avant de continuer, est-ce que le comité désire garder le témoin plus longtemps ou si nous allons ajourner à une heure,—si on désire finir immédiatement avec le témoin, nous pouvons attendre quelques minutes.

LE PRÉSIDENT.—Ça fait trois ou quatre fois que monsieur Brosseau demande à être entendu pour retourner à ses affaires, il vaut autant finir son témoignage pour qu'il retourne à ses affaires—d'après ce que je peux voir les transquestions ne peuvent pas être longues,—y a-t-il d'autres questions qu'on désire poser au témoin.

Aucun membre du comité ne déclare avoir d'autres questions à poser au témoin.

LE PRÉSIDENT.—Alors, c'est fini, vous êtes déchargé, à moins qu'on ait d'autres questions à vous poser.

M. DURANLEAU.—Avant l'ajournement du comité, je demanderai à monsieur le président de vouloir bien faire assigner monsieur W. Lazure, avocat, de Sherbrooke, pour jeudi matin.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est ajourné à demain matin, à dix heures et demie.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 25 MARS 1925.

PRÉSIDENT:—L'hon. J.-E. Perreault.

A 10.40 hrs, le président ouvre la séance.

A l'ouverture de la séance, l'Hon. Médéric Martin, membre du Conseil législatif, comparaît devant le comité.

L'HON. M. MARTIN.—Monsieur le président, je demanderai, comme question de privilège, si le comité veut bien me l'accorder, d'être entendu comme témoin. Je vois, par les journaux, que mon nom a été mentionné—je veux bien croire que ce n'est pas avec une mauvaise intention, mais la manière dont les choses ont été rapportées dans le Star et le Chronicle laissent entendre que j'aurais fait partie de cette bande de commerçants des Etats-Unis par l'entremise...

LE PRÉSIDENT.—Nous allons vous entendre, monsieur Martin.

M. SAUVÉ.—Vous n'avez pas besoin d'être assermenté.

L'HON. M. MARTIN.—Je veux parler sous serment pour être cru.

L'HON. MÉDÉRIC MARTIN, de Montréal, membre du Conseil législatif, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit:

Le Star du vingt-quatre mars, mil neuf cent vingt-cinq, dans son article ici dit: "Mr. Brosseau declares former Mayor heard of liquor syndicate. Mayor Brosseau involves Honorable Mederic Martin in Rum probe." Eh bien, je tiens à déclarer que, ni directement ni indirectement, je n'ai fait partie ou ne fais partie d'aucune transaction de ce genre avec qui que ce soit, pas plus avec eux qu'avec d'autres. Cet article est un article libelleux et c'est mon intention de donner ordre à mes avocats, si rétractation n'est pas faite pleine et entière, de poursuivre ce journal. Maintenant, je vois ici dans le Chronicle, encore sous le témoignage de monsieur Brosseau, ce qui est complètement faux en ce qui me concerne: "In reference to the 28,000 liquor (\$28,000.) shipment from England to be sold off New York, Mayor Brosseau stated that, in order to make certain that the laws of the Province should not be broken, he had shown the docu-

ments concerning the entire transaction to Hon. Médéric Martin, mayor of Montreal at the time." Eh bien, ce n'est peut-être pas aussi clair, je ne sais pas, mais je n'ai pas parlé à Monsieur Brosseau, si ce n'est la semaine dernière, une couple de paroles en passant dans le corridor, depuis quatre ou cinq ans, et il ne m'a jamais, ni directement ni indirectement, produit aucun document. D'un autre côté, je ne voudrais pas me mettre au rang des avocats, je ne suis pas avocat, alors pourquoi venir me consulter, moi, un simple cigarier, pour savoir si ce commerce que ces messieurs faisaient était un commerce légal. Or, jamais, monsieur Brosseau ne m'a communiqué aucun document et le seul document dont j'ai eu connaissance concernant cette importation de liqueurs, c'est-à-dire de vingt mille caisses, c'est que, un jour naturellement, des bruits circulaient naturellement autour de la ville et un ami à moi est venu me dire qu'un tel voulait me voir.

LE PRÉSIDENT.—Vous rappelez-vous en quelle année, monsieur Martin ?

R. Je crois que c'est en mil neuf cent vingt-trois—vers la fin de mil neuf cent vingt-trois ou dans le cours de l'année mil neuf cent vingt-trois. Finalement, ce monsieur est venu à mon bureau et il m'a laissé voir une lettre de la Banque Royale, signée par son gérant à l'encre, pas une copie, démontrant que vingt-huit mille piastres avaient été expédiées en Angleterre pour être converties en louis sterling, lequel montant avait été envoyé par la banque par des chèques de certains individus—c'est ça que j'ai su. Je n'ai jamais parlé à monsieur Brosseau, j'en ai demandé une copie—j'en ai pris une copie.

M. SAUVÉ.—Le témoignage de monsieur Brosseau ne dit pas ça.

R. Si le témoignage de monsieur Brosseau ne dit pas ça, les journaux ne devraient pas le dire.

LE PRÉSIDENT.—Les journaux devraient rapporter les choses telles qu'elles sont. J'ai lu moi-même l'article dont vous parlez et ce n'est pas certainement un rapport fidèle de ce qui s'est dit hier au comité. Les journaux ont un devoir à remplir et ils devraient le remplir comme il faut et ne pas donner des nouvelles qui sont de nature à faire tort injustement aux citoyens.

R. C'est mon intention de me lever au Conseil législatif, cet après-midi, pour protester de mon siège contre ces articles et celui surtout du Star, qui peut laisser croire que je faisais partie du ring. Je n'ai jamais fait partie d'aucun ring et si j'avais fait partie de quelque ring, ça ne serait pas avec ceux qu'on prétend.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le comité a d'autres questions à poser à monsieur Martin ?

M. DURANLEAU.—Je tiens simplement à faire remarquer, monsieur le président que le témoignage transcrit de monsieur Brosseau ne contient absolument rien de ce dont vient de se plaindre monsieur Martin.

LE TÉMOIN.—Je n'ai pas eu connaissance de la chose autrement que par cette lettre.

LE PRÉSIDENT.—Tout ce que vous en connaissez, c'est par cette lettre de la Banque Royale ?

R. Oui, à l'effet qu'un montant de vingt-huit mille piastres a été divisé entre cinq ou six personnes, avait été envoyé en Angleterre pour être converti en louis sterling. Personnellement, je n'ai pas eu connaissance d'autre chose.

On appelle le témoin H. J. Bulley.

M. DURANLEAU.—Le témoignage de monsieur Lord a été suspendu, hier. Je ne vois pas pour quelle raison on ne suivrait pas les règles ordinaires des enquêtes. Le témoin a été examiné sous serment, hier matin, et on lui a ordonné de produire certains documents—il est ici et je crois que nous devons continuer son témoignage.

M. LORD.—Tout ce qu'il y a eu moyen d'avoir, on l'a ?

M. BOUCHARD.—Monsieur Lord, avez-vous reçu les billets et les chèques que vous avez demandés par téléphone, hier, à votre fils ou à votre comptable.

R. Je n'ai pas reçu de billets.

M. DURANLEAU.—Attendez un peu, monsieur Lord va venir ici comme un témoin ordinaire.

M. BERCOVITCH.—Je demanderais qu'on entende monsieur Bulley. C'est un gérant de banque très occupé et son témoignage ne prendra pas plus qu'une dizaine de minutes.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Bouchard, voulez-vous poser à monsieur Lord la question que vous avez commencé à poser tantôt ?

LE TÉMOIN.—NARCISSE LORD, de St-Jean-d'Iberville, hôtelier et marchand, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparaît de nouveau et son témoignage est continué ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ par M. BOUCHARD.

Q. Monsieur Lord, avez-vous reçu les chèques et les billets qu'on vous a demandés ?

R. J'ai reçu seulement qu'un chèque, pas de billets.

Q. Quant aux billets, qu'est-ce qui est survenu de ce billet-là ?

R.

Q. Voulez-vous produire ce chèque comme pièce W. ?

R. Oui, c'est une affaire qui a été payée dans le temps et puis....

LE PRÉSIDENT.—C'est tout ce que vous avez trouvé, c'est-à-dire c'est tout ce qu'on vous a envoyé ?

R. C'est tout ce qu'on m'a envoyé.

M. RIVARD.—Je tiens à dire, de la part de monsieur Lord, que, lorsqu'il a téléphoné hier pour avoir ces documents, monsieur Bouchard était là et qu'il lui a dit qu'est-ce qu'il voulait avoir et il a demandé tout ce qu'on voulait avoir.

Q. Votre livre de banque, vous ne l'avez pas apporté non plus

R. On me l'a pas demandé.

M. BERCOVITCH.—Oui, on vous l'a demandé.

LE PRÉSIDENT.—Ça vous a été demandé, la semaine dernière.

R. Je n'ai pas fait beaucoup d'attention—j'ai demandé les billets et les chèques, tout ce qui se rapporte à la banque.

M. BOUCHARD.—C'est la semaine dernière qu'on vous a demandé d'apporter ici vos livres de banque, chèques, etc. Je crois, monsieur le président, qu'on devrait avoir ici les livres de banque de monsieur Lord. Je ne suis pas prêt à procéder à son interrogatoire avant que nous ayons les documents ou que l'on constate qu'ils ne peuvent pas être produits.

M. RIVARD.—En justice pour monsieur Lord, je tiens à déclarer que, lorsque monsieur Lord a téléphoné hier chez lui, pour avoir ces documents, monsieur Bouchard était là et monsieur Bouchard lui a dit quels étaient les documents qu'il voulait avoir.

M. BOUCHARD.—Pardon, vous vous trompez.

LE PRÉSIDENT.—Le comité la semaine dernière a demandé à monsieur Lord d'apporter ses livres de banque—peu importe ce que monsieur Bouchard lui a dit hier au téléphone—le comité a demandé cela à monsieur Lord d'être ici avec ses livres de banque—vous en avez des livres de banque ?

R. Oui, j'en ai.

LE PRÉSIDENT.—Pourquoi ne les avez-vous pas apportés—est-ce que vous n'avez pas compris ?

R. Oui, j'ai compris, mais je n'y ai pas pensé—il y a toujours rien que cette entrée-là, parce que les autres entrées n'ont pas de rapport avec cette histoire-là.

M. BOUCHARD.—Ce billet a-t-il été chargé à votre compte ou si vous l'avez payé en argent, le billet de quatre mille piastres ?

R. Je ne me rappelle pas, mais je sais que je l'ai payé.

Q. Vous pourriez le constater par votre livre de banque—vous pouvez retirer toute votre administration de la banque ?

R. Je ne sais pas.

Q. Voudrez-vous vous informer à la banque et voir si ce billet n'est pas resté.....

R. Ce billet doit être passé à la banque—le gérant va être ici, tout à l'heure, monsieur Bulley.

Q. Si c'est un billet qui a été donné sur votre banque lorsque le billet est devenu dû il a dû être présenté à votre banque et votre banque a dû le conserver comme pièce justificative ?

R. Je pense bien, oui.

Q. Voudrez-vous faire des recherches pour savoir si le billet n'est pas resté à la banque ou si ça apparaît dans votre livre de banque ou vos livres de banque, si vous avez plusieurs livres de banque ?

R. Moi, j'ai des affaires à deux ou trois banques.

Q. Vous avez trois livrets comme ça ?

R. Mais il y en a qui n'ont pas rapport avec ça, pas du tout.

Q. Je comprends que cela peut ne pas avoir de rapport avec ça ?, mais en cas que cela ait rapport.....

R. Voulez-vous que j'apporte ce qu'il y a chez nous ?

Q. Non, apportez vos livres de banque et ce billet-là, tâchez de le retrouver ?

M. RIVARD.—Je comprends que le député de St-Hyacinthe voudrait avoir des renseignements sur ce billet-là.....

M. BOUCHARD.—Pas seulement sur ce billet-là. Le comité a donné ordre à Monsieur Lord d'apporter ici ses livres de banque.

M. RIVARD.—Ses livres de banque qui se rapportent à l'histoire du syndicat.

M. BERCOVITCH.—Tous ses livres de banque de mil neuf cent vingt-deux.

M. RIVARD.—Même ceux qui ne regardent pas le syndicat ?

M. BERCOVITCH.—On ne le sait pas si ça le regarde.

LE PRÉSIDENT.—C'aurait été plus court si monsieur Lord avait apporté les documents qu'on lui a demandés.

LE TÉMOIN.—Dans tous les cas, si j'apporte ces livres-là, ils ne pourront pas rester longtemps ici ?

LE PRÉSIDENT.—Non, non, c'est rien que pour les montrer.

M. BOUCHARD.—Je demanderai que le témoignage de monsieur Lord soit suspendu jusqu'à ce qu'il ait produit les documents qu'on a mentionnés.

LE PRÉSIDENT.—Faites-les donc venir pour demain matin.

R. Je peux téléphoner encore.

HERBERT J. BULLEY, de la cité de Montréal, gérant de la banque de Montréal, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, déclare et dit :

EXAMINÉ PAR M. BERCOVITCH.

Q. M. Bulley, quelle est votre occupation ?

R. M. le président, je désirerais dire un mot ou deux, avant de rendre mon témoignage. J'ai reçu ordre du gouvernement de venir ici, aujourd'hui, afin de produire certains documents confidentiels.

LE PRÉSIDENT.—De qui, dites-vous ?

R. Du gouvernement.

LE PRÉSIDENT.—Le gouvernement n'a eu rien à faire avec cela—Vous avez reçu un ordre du comité.

R. De produire certains documents confidentiels et je demande protection pour moi-même et pour la banque.

M. BERCOVITCH.—C'est entendu.

M. SAUVÉ.—Non, ceci est important, le témoin vient de déclarer que c'est le Gouvernement qui l'a demandé—nous prenons le témoignage du témoin et non pas celui du président.

LE PRÉSIDENT.—Avez-vous reçu un *subpœna* vous ordonnant de venir ici ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—De qui ?

R. (Le témoin montre un document).

M. BERCOVITCH.—Voulez-vous produire ce *subpœna* comme exhibit X ?

R. Oui. (Le *subpœna* est lu au comité).

M. SAUVÉ.—Monsieur le président voulez-vous lire, s'il vous plaît, la partie du rapport où le comité demande l'assignation du témoin—Monsieur le Secrétaire—à ma connaissance, le comité n'a pas ordonné l'assignation du témoin. Voulez-vous, monsieur le secrétaire, lire la partie du rapport qui vous a autorisé à assigner le témoin ?

LE SECRÉTAIRE.—Je n'ai pas dit ça.

M. SAUVÉ.—C'est vous qui avez assigné monsieur Bulley ?

LE SECRÉTAIRE.—Oui.

M. SAUVÉ.—A la demande de qui ?

LE SECRÉTAIRE.—Du président.

M. SAUVÉ.—Le président était-il autorisé par le comité ?

LE PRÉSIDENT.—Je ne sais pas.

M. SAUVÉ.—Le président déclare qu'il ne le sait pas.

M. DURANLEAU.—Nous faisons objection—nous entrons une objection à l'encontre du témoignage de ce témoin, parce qu'il n'a pas été requis par le comité de comparaître.

Q. Quelle est votre occupation ?

R. Gérant de banque.

Q. De quelle banque ?

R. De la banque Royale du Canada.

Q. De quelle succursale ?

R. La succursale de l'avenue Laurier, Montréal.

Q. Vous est-il arrivé de transmettre des sommes d'argent en Angleterre, en l'an mil neuf cent vingt-deux ou mil neuf cent vingt-trois, à M. Brosseau ?

R. A M. Brosseau ?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, j'ai fait objection à cette preuve, et j'objecte de nouveau pour une deuxième raison, parce que je prétends que le comité des comptes publics, d'après les pouvoirs qu'il a reçus de la Chambre, n'a pas le droit d'interroger le témoin sur les faits que l'on veut faire produire. Le comité a été autorisé à enquêter sur le commerce ou le prétendu commerce de monsieur Lord, M. Lavallée et autres pour l'importation de marchandises faite dans la province de Québec au détriment de la Commission des liqueurs. Voilà le cadre ou les limites du pouvoir qui a été conféré par la Chambre au comité. Nous avons déjà fait objection à ce que ce comité enquête sur des opérations faites en dehors de la province de Québec—entre l'Angleterre, par exemple, et St-Pierre-Miquelon ou entre l'Angleterre, St-Pierre-Miquelon et les Etats-Unis soumettant la même prétention que celle que je viens d'émettre et on nous a dit, du côté de la droite: attendez, nous arriverons à prouver que cette marchandise a été importée définitivement dans la province de Québec. Nous sommes rendus, monsieur le président, à une semaine et demie d'enquête et tout ce qu'on a cherché de faire depuis le commencement de cette enquête, ça été d'essayer de ternir la réputation d'un de nos collègues de la Chambre, en

violation de toutes les règles de la Chambre et en violation du code de l'honneur, comme l'a dit, l'autre jour, l'hon. M. Patenaude, le député de Jacques-Cartier. Les faits qu'on veut mettre devant le comité ont été prouvés, prouvés encore et admis, à savoir qu'une somme d'argent a été envoyée en Angleterre pour payer de la boisson qui a été achetée pour être importée à St-Pierre-Miquelon. Ceci a été prouvé plusieurs fois, malgré nos objections, et maintenant, on voudrait, pour tuer le temps, pour empêcher ce comité d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs sur ses mélanges, sur ses prix et sur toutes ses opérations en général, on voudrait tuer le temps en amenant des témoins encore pour essayer de ternir la réputation de quelqu'un et pour gagner du temps, pour arriver à la fin de la session. Je dis, monsieur le président, comme membre de ce comité, que je dois m'objecter formellement à cette manière de procéder qui n'entre pas dans le cadre de nos pouvoirs et qui nous empêche de faire la véritable enquête que la Chambre nous a autorisés de faire, l'autre jour.

M. BERCOVITCH.—Il me semble, M. le président, si nos amis de l'opposition sont si anxieux de procéder au travail effectif de ce Comité, qu'ils ne devraient pas gaspiller autant de temps et faire un si grand nombre de discours et d'objections. Ce que nous voulons prouver, c'est qu'une certaine somme d'argent a été transmise en Angleterre pour une fin spéciale et cette fin, d'après l'opposition, serait tout à fait légale et, dans ce cas, je ne vois pas pourquoi ils objecteraient à ce que le nom d'une personne soit mentionné à cet égard.

M. LANGLAIS.—Monsieur Brosseau a admis tout cela, hier.

M. BERCOVITCH.—Nous le savons, mais, le fait que M. Brosseau a déclaré cela, hier, ne met pas fin à l'enquête sur ce point et le fait que M. Brosseau a dit oui, ne rend pas la chose vraie.

M. LANGLAIS.—Je m'étonne beaucoup, monsieur le président, qu'on insiste tant sur cette preuve, lorsque le témoin qui devait recevoir cet argent a été entendu hier et qu'il dit qu'il l'avait reçu, et que celui qui envoyait l'argent a dit qu'il l'avait envoyé. Les témoins intermédiaires ne servent de rien. Le témoin principal, c'est la personne même qui devait recevoir l'argent et il l'a admis, de sorte que la preuve est complète.

LE PRÉSIDENT.—D'un autre côté, monsieur Bercovitch veut faire une preuve pour corroborer le témoignage de monsieur Brosseau.

M. LANGLAIS.—A quoi est-ce que cela sert ? Pourquoi demander monsieur Bulley pour allonger la preuve inutilement—cela ne peut-être que pour gagner du temps et nous empêcher de procéder à l'enquête principale.

LE PRÉSIDENT.—C'est une affaire de cinq minutes au plus.

Q. Vous avez reçu certaines instructions de transmettre une somme d'argent à M. Brosseau à Londres ?

R. Oui.

Q. Quand avez-vous reçu ces instructions ?

R. En mil neuf cent vingt-deux.

Q. Pouvez-vous nous donner une date approximative ?

R. 27 novembre, mil neuf cent vingt-deux, 29 novembre, mil neuf cent vingt-deux, et 4 décembre, mil neuf cent vingt-deux.

Q. Je vois que vous consultez un certain écrit. Voulez-vous me permettre d'y jeter les yeux? Je vois que, le 27 novembre mil neuf cent vingt-deux vous avez reçu instruction de Ludger Brien de câbler cinq mille piastres à Arthur Brosseau, Royal Palace Piccadilly, Londres, tel qu'il appert à un écrit paraissant avoir été signé par Ludger Brien, et que je produis maintenant comme exhibit Y.

M. DURANLEAU.—Attendez un instant. J'objecte à la production de ce document comme n'étant pas pertinent et n'étant signé par personne.

Q. Voulez-vous

M. DURANLEAU.—Attendez, il y a une objection à la production du document comme étant simplement une note d'un employé de banque. Ceci ne prouve absolument rien, d'après la décision du président du comité hier, évidemment, ce document ne peut pas entrer dans le dossier.

Q. Voulez-vous expliquer au comité quel est ce document?

R. Ce document est une formule dont nous nous servons, à la banque, lorsque nous faisons un transfert par câblogramme pour quelqu'un, pour nos entrées, et, en réponse à une lettre que nous avons reçue de Ludger Brien, nous avons complété cette formule à notre bureau.

LE PRÉSIDENT.—C'est vous qui l'avez écrit, alors?

R. Oui, monsieur.

M. DURANLEAU.—J'objecte à la production de ce document.

Q. Vous remarquez que le mot "lettre" se trouve dans le document?

R. Oui, monsieur.

Q. Veuillez prendre communication de cette lettre, en date du 28 novembre, 1922, déjà produite comme exhibit C-3, et nous dire si cette lettre se rapporte à ce document de novembre, 1922?

M. BERCOVITCH.—Je demande la production de ce document.

M. DURANLEAU.—J'objecte, parce que ceci n'est pas une preuve. C'est un document fait par un employé, c'est seulement une note de la banque écrite par un employé de la banque, pour garder comme mémoire de l'argent envoyé. Ce n'est pas là une preuve.

LE PRÉSIDENT.—Ça fait preuve seulement comme note?

M. BERCOVITCH.—C'est une preuve de la note, si vous le voulez, qui a été prise par la banque et cela est corroboré par cette lettre du 28. Ce document forme partie de la même transaction et je soumets que nous avons le droit de le mettre au dossier.

LE PRÉSIDENT.—Ça prouve ce que ça prouve. C'est simplement une note de l'employé de la banque.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas un document

LE PRÉSIDENT.—C'est une note prise par la banque.

M. DURANLEAU.—Ca ne vaut pas mieux que son témoignage.

M. BERCOVITCH.—Le document se rapporte à une lettre déjà produite. Il est produit comme exhibit Y.

Q. Voulez-vous examiner ce document en date du 4 décembre, 1922, et rédigé comme susdit :

“Veuillez transmettre, par câblogramme, à Londres, dix mille dollars, J. H. Lavallée, Regent's Palace Piccadilly, Londres,” signé, Narcisse Lord, et dire si vous avez reçu instruction de M. Narcisse Lord, de transmettre ce montant à la personne y mentionnée et si vous l'avez transmis ?

R. Oui, et nous l'avons transmis.

Q. Veuillez produire ce document comme exhibit “Z” ?

R. Oui.

Q. Veuillez, maintenant, prendre communication de ce document, produit comme exhibit A.A., en date du 4 décembre, 1922, et rédigé comme suit : “Veuillez transmettre par câblogramme à Londres, quatre mille piastres, Albert Brosseau”, et signé ou apparaissant signé par Ludger Brien, et dire si vous avez reçu instruction de transmettre ce montant et si vous l'avez transmis ?

R. Oui et nous l'avons transmis.

Q. Veuillez prendre communication du document, que je produis comme exhibit B.B., en date du 29 novembre, 1922, et rédigé comme suit :—“Dupli-cata—Veuillez transmettre, par câblogramme, Londres, pour être remises à A. Brosseau, Regent's Palace Hotel, Piccadilly, huit cent quatre-vingt-une livres sterling et douze schellings” et dire si vous avez reçu instructions de transmettre ce montant et si vous l'avez transmis ?

R. Oui, monsieur, et je l'ai transmis.

Q. Veuillez maintenant, prendre communication de ce document, en date du 27 novembre, et que je produis maintenant comme exhibit “C.C.”.....

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je fais objection à la production de ce document pour les raisons que nous avons déjà données. Toute la preuve faite par l'honorable monsieur Nicol et par monsieur Bercovitch depuis le commencement de cette enquête, n'a eu pour but que d'essayer de ternir la réputation d'un de leurs collègues, en violation de toutes les lois de la Chambre et du code de l'honneur. Nos amis de la droite ont prétendu qu'ils avaient été autorisés d'enquêter sur ce commerce d'importation fait dans la province de Québec au détriment de la Commission des liqueurs. Nous leur avons répondu que nous connaissions le but de toute cette enquête que l'on voulait faire et que ce qu'on voulait, c'était de salir le nom d'un collègue—il n'y avait pas d'autre but que celui-là. On a fait venir le témoin Bulley, sans ordre de ce comité, nonobstant la déclaration dans le *subpoena* qui déclare que c'est le comité qui a ordonné sa comparution, encore pour produire des documents et non pas pour corroborer une preuve qui est admise par tout le monde, mais encore pour essayer de faire sortir le nom d'un de nos collègues et je dis que vous devriez rougir de votre conduite....

M. BOUCHARD.—Ce sont les bleus qui devraient rougir.

M. DURANLEAU.—Lorsque vous savez que le commerce qui a été fait, était parfaitement légal.

M. BOUCHARD.—Si c'était parfaitement légal, je ne vois pas pourquoi on devrait rougir ?

M. DURANLEAU.—Il y a même des noms de vos amis qui ont été mentionnés à propos de cette transaction entre l'Angleterre et St-Pierre-Miquelon—

dans la correspondance de monsieur Lord, il est question de monsieur Marcellin Wilson

L'HON. M. NICOL.—L'Opposition se plaint c'est comme si vous aviez droit, vous autres, de faire des insinuations et toutes sortes de choses . . .

M. DURANLEAU.—Je peux dire à monsieur le Trésorier, que si nous voulions faire sortir des noms d'autres députés de la droite qui ont été impliqués dans ce commerce, nous pourrions

M. BOUCHARD.—Faites-le donc ?

M. DURANLEAU.—Nous le ferons en temps et lieu devant la Chambre et suivant les règles de procédure reconnues par la Chambre. Vous voulez encore faire la même chose que la semaine dernière et bien, allez-y, mais vous en prendrez la responsabilité.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, j'ai demandé, tout-à-l'heure, à monsieur Patry, le secrétaire du comité, quelle autorité il avait pour envoyer un *subpoena* au témoin. Je lui ai demandé dans quelle partie du rapport il était autorisé à faire cette assignation et il m'a répondu que c'était le président du Comité qui lui avait donné cet ordre. Or, je soumets, monsieur le président, que le président du comité n'a pas le pouvoir et n'a pas le droit de donner cet ordre sans y être autorisé par le Comité et j'appuie ma prétention sur l'article 595 des Règlements, et je soumets que le président est le premier qui doit respecter ce règlement.

L'HON. M. NICOL.—C'est une simple question de forme ?

M. SAUVÉ.—Je demande une décision sur ce point.

L'HON. M. NICOL.—C'est une simple question de forme que nous avons ici.

M. SAUVÉ.—Ce n'est pas rien qu'une simple question de forme, je veux savoir si le Comité ou si la majorité ministérielle qu'il y a ici peut procéder à l'encontre des règlements—je ne parle pas pour le moment de l'illégalité—il y en a d'autres qui en ont parlé—mais, à l'encontre des règlements, et si on entend conduire l'enquête de cette façon et fouler aux pieds les droits que nous avons en vertu des règles parlementaires et se servir de la force de la majorité pour écraser ceux qui réclament, que l'on respecte au moins les règles de la Chambre.

LE PRÉSIDENT.—Quant à l'assignation de ce témoin, je dois dire que je ne me souviens plus lequel des députés m'a demandé de le faire assigner, mais dans tous les cas, c'est à la demande du comité que le témoin a été assigné pour confirmer le témoignage de monsieur Brien.

M. SAUVÉ.—Il n'y a rien de tel dans le rapport ?

LE PRÉSIDENT.—Non, je ne constate rien dans le rapport, mais monsieur Patry m'a apporté l'ordre d'assignation et je l'ai signé—mais, en tout cas, le témoin est devant le Comité et si le Comité ne veut pas l'entendre il est certainement maître de ne pas l'entendre, et s'il veut l'entendre, ce n'est pas parce que le comité n'aurait pas passé une résolution spéciale pour amener ici monsieur Bulley que nous ne devrions pas l'entendre. Le témoin étant ici, le comité est parfaitement maître de refuser de l'entendre ou de ne pas l'entendre.

M. SAUVÉ.—Mais, monsieur le président, c'est un moyen bien facile—pour vous et pour la majorité du comité qui m'a l'air pas mal prédisposée, de faire venir un témoin à la sourdine, et une fois qu'il est rendu ici, on le fait entendre—la majorité décide qu'on le fera entendre. Il s'agit de savoir si le président avait le droit d'ordonner à monsieur Patry d'assigner le témoin. Je prétends qu'il n'avait pas le droit de le faire et qu'il a commis un abus en agissant ainsi. Je ne veux pas dire qu'il a fait un acte plus que de partisanerie, mais nous n'admettons pas qu'il avait le droit d'assigner le témoin et je demande que l'on procède suivant la procédure admise, sinon, monsieur le président, nous avons le droit de nous plaindre de ces procédés et j'exprime encore ma profonde surprise de constater que monsieur le président, ait pris sur lui-même de faire assigner le témoin sans être autorisé par le comité. Le président connaît parfaitement les règlements de la Chambre, il les a lus et relus—il est aussi un excellent avocat et il sait conduire une cause d'une façon merveilleuse, surtout les mauvaises causes, et je m'étonne toujours tant il a de ressources surprenantes et c'est pourquoi je dis que nous devons surtout lorsqu'il les manifeste de cette façon, prendre toutes les précautions possibles pour nous prémunir contre tous ses tours.

LE PRÉSIDENT.—Je dois dire que je ne considère pas qu'il y ait quoi que ce soit d'irrégulier d'avoir agi de la sorte, sans avoir référé spécialement au comité comme vous venez de le dire. J'étais sous l'impression que c'est le président qui signe toutes les assignations des témoins et si vous étiez venu me trouver pour assigner un témoin, je l'aurais assigné de suite—ensuite je ne vois pas du tout quel préjudice qui que ce soit peut souffrir ici—si vous n'étiez pas averti de la comparution du témoin, ça ne peut être qu'une question de demander l'ajournement de son témoignage pour l'interroger à une autre séance. Mais je ne vois pas en quoi il peut y avoir préjudice pour qui que ce soit à ce que le témoin soit interrogé.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, vous me permettrez de vous demander pourquoi vous n'avez pas pensé—pourquoi aucun des membres du comité—pourquoi monsieur le trésorier Nicol, qui pense à bien des choses, n'a pas pensé de demander au comité l'autorisation de faire assigner un témoin intéressant et important pour lui.

L'HON. M. NICOL.—Pas pour moi.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, pour couper court à cette discussion plus ou moins oiseuse, le témoin étant ici présent, je propose que l'on procède à son interrogatoire.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, les remarques qui viennent d'être faites par l'honorable chef de l'Opposition, ne sont pas si oiseuses que ça. Voici un abus de pouvoir qui a été commis par le président et nous avons le droit de le signaler.

M. SAUVÉ.—C'est encore un abus de pouvoir. L'article est très clair...

M. BOUCHARD.—L'article n'est pas si clair que ça.

L'HON. M. NICOL.—L'article dit qu'on peut assigner le témoin par un ordre signé par le président. Or, c'est le président qui a signé cet ordre?

M. SAUVÉ.—Pardon—signé par le président, mais en autant qu'un ordre a été donné par le comité.

L'HON. M. NICOL.—C'est une chose qui est bien connue et qui est admise devant toutes les cours de justice que l'on entend, lorsqu'une enquête a lieu, toutes les personnes présentes qui sont capables de jeter de la lumière sur l'enquête que l'on poursuit. Or, il s'agit de savoir si le comité a devant lui un témoin assigné par un ordre du président—qu'il ait été assigné à la demande du Chef de l'Opposition ou qu'il ait été assigné à la demande d'un député quelconque, qu'est-ce que ça peut faire, ça—on joue sur les formes—il s'agit du fond. Si nous avons devant nous une personne qui est capable de donner au comité des renseignements dont le comité a besoin, pourquoi ne pas l'entendre ? et quel préjudice peut-il y avoir à l'entendre. Si le comité avait demandé que le témoin soit assigné, il n'y a pas de doute que le témoin aurait été assigné—or, il est ici aujourd'hui et nous l'entendons ? Il n'y a ici qu'un défaut de forme dans le subpoena—comme il arrive des fois qu'un subpoena peut être signifié par une personne qui ne soit pas qualifiée pour le signifier, mais, si le témoin se rend à ce subpoena, quelle différence cela fait-il si le subpoena a été signé irrégulièrement pourvu que le témoin soit ici, et que la preuve soit légale—si le fait qu'on veut prouver n'est pas admissible, qu'on le dise, —que le comité dise : nous ne voulons pas entendre le témoin et, du moment que le témoin est ici et qu'il est prêt à donner son témoignage, pourquoi ne pas l'entendre ?

M. SAUVÉ.—Ce n'est pas là le point. Je veux être bien compris. Je crois que la majorité ministérielle qui est ici représentée, aurait dû choisir un autre homme pour présenter sa défense ou au moins ses explications, parce que les paroles du Trésorier ne sont pas très claires, mais l'article des règlements est beaucoup plus clair. Nous ne disons pas qu'il y a préjudice, mais nous disons que nous devons procéder suivant la loi et suivant les règlements. Quant à la loi, monsieur Nicol est habitué aux grands procès politiques, plus que moi, mais, moi, je suis habitué aux règles parlementaires.

L'HON. M. NICOL.—L'honorable Chef de l'Opposition admettra que je m'en suis pas mal tiré jusqu'à présent, malgré toutes ses attaques.

M. SAUVÉ.—Il est rendu aux lignes.

Ce que nous soumettons, monsieur le président, c'est que, si on avait voulu assigner ce témoin, il y a eu une séance la semaine dernière, vendredi, et ensuite on a eu le samedi et le dimanche, comme congé et si on avait demandé d'assigner monsieur Bulley, le comité aurait pu consentir à cette demande, mais on a fait absolument le silence sur ce témoin, on n'a pas donné son nom au comité, on l'a fait venir en cachette, on l'a entouré, en arrivant, de ministres, les hommes les plus audacieux du cabinet l'ont entouré et l'ont tenu dans leurs bureaux, tout ça en cachette du comité et, maintenant, on nous l'amène ce matin, contrairement aux règlements. Nous disons que, si vous vouliez l'assigner, c'était de le proposer devant le comité et de procéder régulièrement. Quant à nous, nous ne voulons pas que nous procédions en pirates,—nous voulons nous conformer aux règlements. Nous avons ici un comité pour faire enquête sur les affaires de la Commission des liqueurs, mais on a voulu sortir du cadre et l'on continue encore à procéder illégalement et irrégulièrement devant le comité. Maintenant, monsieur le président, j'en appelle de votre décision et, si nous sommes battus ici, j'en appellerai à la décision qui est la grande cour qui est la Chambre

LE PRÉSIDENT.—Je crois, monsieur Sauvé, qu'il ne faut pas confondre—la question que vous soulevez est une pure question de forme et nous perdons beaucoup de temps à discuter une question de forme, lorsque le témoin est devant le comité—admettant, si vous voulez, que l'assignation aurait été irrégulière par le fait que le subpoena n'aurait pas été autorisé spécialement, le témoin est ici et le comité est libre de l'entendre ou de ne pas l'entendre. Votre objection en est une simplement de forme et c'est au comité à décider. . . .

M. SAUVÉ.—J'en appelle.

LE PRÉSIDENT.—C'est au comité à décider si, avant d'entendre le témoin on doit passer une résolution. . . .

M. SAUVÉ.—J'en ai appelé de votré décision.

M. BOUCHARD.—Je maintiens ma proposition.

LE PRÉSIDENT.—Nous allons procéder au vote. Ceux qui sont en faveur d'entendre le témoin devant le comité, voudront bien dire: pour, et ceux qui sont contre l'audition du témoin diront: contre.

Le vote est pris avec un résultat de quinze pour et sept contre.

M. SAUVÉ.—Je comprends, monsieur le président, que le comité décide qu'on doit entendre un témoin que le président lui-même a assigné par. . . .

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas ça que le comité décide. Le comité décide d'entendre le témoin qui est actuellement ici.

EXAMINÉ PAR M. BERCOVITCH.

Q. M. Bulley, veuillez prendre communication d'un document rédigé comme suit: "27 novembre, mil neuf cent vingt-deux (1922). Veuillez transmettre par câblogramme, à Londres, cinq mille piastres à Arthur Brosseau, Regent's Palace, Piccadilly, signé: J. Allan Bray", et dire au comité si vous avez reçu instruction de M. Bray de transmettre ce montant et si vous l'avez transmis?

R. Oui, et nous l'avons transmis.

Q. Voulez-vous dire au comité de quelle manière cette somme de cinq mille piastres a été payée à la banque?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, on a permis l'audition du témoin, en nous disant que son témoignage ne prendrait pas plus que dix minutes. Nous sommes anxieux de commencer l'enquête sur les opérations de la Commission des liqueurs. Maintenant mon savant ami a prouvé que ces cinq mille piastres là ont été envoyées de l'argent des personnes indiquées dans les documents C.C. On veut savoir, maintenant, de quelle manière les cinq mille piastres ont été formées. Qu'est-ce que cela peut faire au comité—de quelle manière un homme qui a fait des opérations ou qui a prêté de l'argent, aurait prélevé l'argent qu'il a prêté. Je trouve extraordinaire, monsieur le président, que l'on procède de cette façon et je m'objecte à cette preuve comme étant absolument inutile et comme contraire aux règles de la Chambre et de ce comité.

M. BERCOVITCH.—Il peut être très intéressant de savoir de quelle manière cet argent a été donné, si ce fut en argent ou par chèque ou par un

billet escompté ou autrement. Tout cela peut faire une grande différence, plus tard, et, comme nous procédons, il semble que cela n'est pas aussi illégal que nos honorables amis voudraient nous le faire croire. Si mes honorables amis veulent montrer un peu de patience, ils verront que cette preuve peut être très humiliante pour le comité et je soumets que la question est parfaitement légale et devrait être permise.

LE PRÉSIDENT.—La question est permise.

R. Deux ans, c'est une longue période. Aussi exactement que je puis me le rappeler, ce fut un chèque.

Q. Vous rappelez-vous sur quelle banque il fut tiré?

R. Je ne puis dire, monsieur.

Q. Vous rappelez-vous de qui était ce chèque?

R. Je ne puis dire, monsieur.

M. DURANLEAU.—Je fais une objection générale à toute cette preuve comme étant non pertinente.

M. BERCOVITCH.—S'il ne se le rappelle pas, cela ne peut faire une grande différence.

Q. Vous rappelez-vous si c'était le chèque de M. Bray personnellement?

M. LANGLAIS.—Pourquoi poser cette question? Je m'objecte à la question qui est absolument incidieuse et je soumets que mon savant confrère, monsieur Bercovitch, n'a pas le droit de la poser.

M. BERCOVITCH.—Depuis trois jours, nos honorables amis de l'autre côté nous disent que cette transaction est parfaitement légale. Alors, quel tort peut-il y avoir pour une personne, de donner son chèque de cinq mille piastres à une banque, relativement à une transaction comme celle-ci?

M. LANGLAIS.—Je soumets que mon confrère a beaucoup plus de connaissance au point de vue de la preuve qu'il ne semble le vouloir le dire. On pose au témoin la question, s'il peut dire sur le chèque de qui cet argent a été envoyé en Angleterre. Il ne peut pas le dire. Alors, il me semble qu'on n'a pas la permission de lui demander: est-ce sur le chèque d'un tel ou d'un tel, demandez-lui donc si c'est sur votre propre chèque.

M. BERCOVITCH.—Je n'ai pas d'objection.

M. DURANLEAU.—Lorsque l'objection a été faite l'autre jour par l'hon. député de Jasques-Cartier, l'honorable. Trésorier provincial a admis qu'il n'avait pas le droit de tenter d'entacher la réputation d'un collègue lui-même, mais il a dit: le nom est sorti par un témoin.

L'HON. M. NICOL.—Ce n'est pas moi qui ai dit ça, c'est l'honorable monsieur Caron.

L'HON. M. CARON.—Ce que j'ai dit, c'est que c'était un témoin qui avait mentionné le nom et qu'on ne pouvait pas l'empêcher.

L'HON. M. NICOL.—C'est très vrai.

M. DURANLEAU.—Maintenant, vous changez votre manière de faire et vous voulez faire sortir le nom par une question suggestive et illégale

tendant toujours à ternir la réputation d'un collègue illégalement et contrairement aux règles de la Chambre, sans qu'il y ait une motion de fond de faite devant la Chambre elle-même, ce que vous n'avez pas le courage de faire, parce que vous ne voulez pas mettre votre siège en jeu.

M. BERCOVITCH.—Mes amis de l'opposition, réellement, se montrent d'une grande inconséquence. L'opposition devrait se rappeler qu'on ne peut souffler le chaud et souffler le froid en même temps. Ou bien cette transaction est légale ou elle est illégale. Si la transaction est légale, comme vous l'avez soutenu pendant longtemps, il n'y a aucun mal à mentionner le nom de qui que ce soit à son égard; si, d'un autre côté, la transaction est illégale, quel besoin y a-t-il de faire de longs discours pour démontrer que la transaction fut légale, qu'elle ne comporte rien de contraire au devoir. L'opposition devrait être conséquente et ne devrait pas souffler en même temps, le froid et le chaud.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, nous nous sommes objecté dès le principe, dès le début de cette enquête, à ce que nous fassions l'enquête sur les transactions qui pouvaient avoir eu lieu en dehors de la province, et qui ne peuvent avoir aucun intérêt quelconque devant ce comité et vous avez répondu: je maintiens, l'enquête pourvu que nous puissions voir un peu plus tard ce qui en sera. A présent, vous avez entendu tous les témoins principaux, vous avez entendu tous ceux qui ont fait partie du contrat en question et, jusqu'à présent, il n'a pas été prouvé que ce commerce avait jamais été fait dans la province de Québec, mais qu'il avait été fait aux Etats-Unis.

M. BERCOVITCH.—Afin que nous ne perdions pas de temps, je retire la question.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas d'autre question.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Bulley, avez-vous eu quelque chose à faire au sujet du syndicat?

R. Non, aucune.

Q. Le syndicat qui a acheté des liqueurs de l'autre côté?

R. Non, aucune.

Q. Saviez-vous que cette somme de cinq mille dollars, que vous avez transmise par câblogramme de l'autre côté d'après un ordre signé par M. Bray, était un montant qu'il prêtait à M. Brosseau, qui était, alors, de l'autre côté?

R. Non, monsieur.

Q. Vous ne saviez rien à cet égard?

R. Non, monsieur.

Q. Saviez-vous que tous les documents concernant ce syndicat, les contrats et les arrangements, avant et après 1922, étaient entre des personnes autres que M. Bray?

R. Je ne sais rien à ce sujet.—Je ne savais rien au sujet de l'affaire.

Q. Maintenant, où vous a été signifié le *subpoena* que vous aviez?

R. A la banque de Montréal.

Q. Quand?

R. Samedi soir dernier.

Q. Maintenant, avez-vous rencontré d'autres personnes, à Québec, au sujet du témoignage que vous deviez donner devant le comité?

R. M. Tyndale.

Q. Aucune autre personne?

R. Je n'ai pas discuté le témoignage que je devais rendre—Je n'ai pas d'instructions.

Q. Avez-vous rencontré certains ministres du cabinet?

R. J'ai rencontré quelques ministres.

Q. Lesquels?

R. M. Taschereau, M. Nicol, je ne puis me rappeler exactement tous les noms, et aussi M. Lanctôt, je crois.

Q. M. Charles Lantôt?

R. Bien,—quel est son titre officiel?

Q. Assistant-procureur général.

R. C'est un homme de petite taille, je crois.

Q. Était-ce avant la réunion du cabinet?

R. Bien, je ne le sais pas,—c'était hier matin.

Q. Et vous avez montré tous les documents que vous avez produits ce matin?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—C'était bien organisé.

Q. Avez-vous reçu des instructions des autorités de votre banque, au sujet du témoignage que vous étiez pour donner devant le comité?

R. Non.

Q. Ces documents se trouvaient-ils à la banque ou au bureau principal?

R. A la succursale.

Q. A la succursale dont vous êtes le gérant?

R. Dont je le suis.

EXAMINÉ PAR M. BERCOVITCH.

Q. M. Taschereau a-t-il essayé d'influencer votre témoignage?

R. Pas du tout.

Q. La même réponse s'applique-t-elle à M. Lanctôt?

R. La même réponse.

Q. Aussi à M. Nicol?

R. Oui.

Q. Vous êtes sous serment?

R. Oui.

Q. Et vous avez dit toute la vérité, sans que votre témoignage ait été influencé ou ait subi une pression, d'aucune manière?

R. Non.

THADDÉE MICHAUD, de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, témoin déjà assermenté et entendu comparait, de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Michaud, sous le serment que vous avez prêté l'autre jour, vous allez continuer votre témoignage?

R. Oui, monsieur.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Michaud, vous avez produit, la semaine dernière, divers volumes censés contenir les mélanges que fait la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. Je comprends que vous avez produit six volumes renfermant ces mélanges?

R. Oui.

Q. Je comprends que ces volumes contiennent les mélanges que la Commission des liqueurs a faits depuis 1921 jusqu'à aujourd'hui ou jusqu'à quelques jours?

R. Oui.

Q. Des whisky, des brandy et des gin?

R. Oui.

Q. Des rhum et des vins?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre les volumes concernant les mélanges de liqueurs fortes?

R. Oui.

Q. Je comprends monsieur Michaud, que la Commission, depuis 1921, vend deux scotch whisky de sa marque, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. L'un a le nom de Commission X. et l'autre, Commission XX, et un troisième, Commission X.X.X.?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous donner—voulez-vous prendre connaissance du volume en question et nous donner les différents mélanges de scotch que la Commission vend sous l'étiquette X, à la page six, numéro 14?

R. Oui.

Q. Voulez-vous, s'il vous plaît, donner à ce comité le mélange numéro 14 du Scotch Commission X.?

R. 114 gallons et demi de notre infusion Scotch de la maison F.-X. St-Charles; 124 gallons et demi de scotch de la maison Lord; et la maison Hudon, Hébert & Compagnie; 268 Scotch Campbell de la maison Chaput Fils et Compagnie et 72½ gallons de scotch Mc-Adam de la maison Chaput Fils et Compagnie, 76½ gallons de Cardine Scotch—il n'y a pas de nom de maison—29 gallons de Islay Whiskey, c'est un scotch whiskey qui est fait en Ecosse; 21 gallons de Prune Wine qui sert aussi à faire le scotch Whiskey en Ecosse et 37½ gallons d'eau pour le réduire à l'état buvable selon la formule approuvée par le Gouvernement fédéral.

Q. Monsieur le témoin, je vous ai demandé la formule seulement, je ne vous ai pas demandé de commentaires, je veux la formule seulement telle qu'elle existe dans le livre. Si vous avez des commentaires à faire, vous les ferez après, c'est le livre seul qu'on veut avoir.

R. C'est tout pour celui-ci.

Q. Formant un total de combien de gallons?

R. 4816.5 gallons.

Q. Ceci était à quelle date?

R. Le onze octobre, mil neuf cent vingt et un.

Q. Voulez-vous donner la formule du mélange numéro 22, à la page numéro 10 de la même marque?

R. 45 gallons d'alcool de la maison Boivin, Wilson & Cie, 20 gallons Islay Malt Whisky.

Q. Donnez-les donc tel que c'est?

R. 24 gallons de Prune Wine; 24 gallons de Sherry Amontillado; 115

gallons de Dock & Dorran Scotch; 575 gallons de Lond Shore Scotch—en tout 8273.03 gallons, en date du sept novembre, mil neuf cent vingt et un.

Q. Voulez-vous donner la formule numéro 31 du scotch de la Commission un X, à page 15?

R. 14 gallons de fond du lot précédent, résidu du lot précédent; 314½ gallons du département des saisies et rejetés.

Q. Il y a quoi?

R. Rejetés—c'est-à-dire rejetés comme alcool pur....

Q. Lisez donc la balance?

R. 334 gallons.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin a droit de dire comment ça été rejeté.

M. DURANLEAU.—Je demande simplement la formule—je veux mettre la formule claire devant le comité et sans commentaires, maintenant, s'il y a des explications à donner, le témoin pourra les donner en temps et lieu, mais, pour le moment, le comité a le droit d'avoir la formule.

M. BOUCHARD.—Je crois que le témoin a droit d'expliquer sa réponse. Nous voulons avoir toute la lumière. Je ne peux pas noter un témoignage avec un lot de formules très considérables et, ensuite, qu'on vienne nous demander de l'interroger sur chacune des formules. Ça va prendre dix fois plus de temps que d'avoir des explications, lorsqu'elles sont nécessaires, suivant l'opinion du témoin. Nous sommes ici pour comprendre quelque chose, et non pas pour avoir des formules algébriques ou alcooliques qu'on ne comprend pas.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, la règle a été bien établie, au commencement de cette enquête, que, lorsqu'un témoin est sous examen, personne ne doit intervenir. J'ai actuellement le témoin sous examen et c'est mon droit de lui poser des questions comme je l'entends et d'avoir des réponses à mes questions.

M. BOUCHARD.—C'est très bien, seulement je crois....

M. DURANLEAU.—Je demande au témoin de donner la formule qu'il y a dans le livre, je ne veux pas autre chose et c'est mon droit.

M. BOUCHARD.—Je prétends que nous avons des droits nous aussi.

M. DURANLEAU.—Vous pouvez le contre-interroger.

M. BOUCHARD.—Si monsieur Duranleau a droit de questionner le témoin, nous aussi nous devons l'avoir.

LE PRÉSIDENT.—Il a été décidé qu'on n'interviendrait pas pendant l'interrogatoire d'un témoin—personne n'intervient pour empêcher l'interrogatoire, mais la question est de savoir si le témoin peut ajouter une explication à sa volonté. Il me semble qu'il a ce droit là. Lorsque le témoin parle de tant de gallons rejetés, il a droit de dire qu'est-ce que veut dire ce mot "rejeté." Je ne pense pas qu'on puisse scinder sa réponse. On lui pose une question et il répond comme il l'entend et, selon, moi il a certainement le droit de dire: rejeté, ça veut dire telle chose.

M. LANGLAIS.—On demande au témoin de nous lire la formule qui est entrée dans le livre indiquant le mélange, le blending des différentes boissons

qui sont vendues par la Commission. Le témoin vient de nous dire que le scotch X. est le produit de telle formule, de tel blending de boisson, il doit nous dire tel que c'est entré dans le livre. Si j'ai besoin, comme procureur d'une partie, de l'interroger et d'avoir des explications, je peux les lui demander, si j'en ai besoin,—nous pourrons le lui demander, mais le témoignage principal devrait être fait de manière que celui qui l'interroge, puisse faire mettre devant le comité les livres que nous avons demandés quant à ces mélanges ou ces blendings, tels qu'ils ont été faits jusqu'à présent. Nous voulons savoir ce qu'il y a dans le livre officiellement.

LE PRÉSIDENT.—Nous avons les livres devant nous et nous sommes capables de les lire aussi bien que le témoin, c'est inutile de perdre notre temps. Je comprends qu'une question peut être posée pour attirer l'attention sur telle ou telle formule ou la faire expliquer, mais c'est inutile de poser une question simplement pour faire lire ce qu'il y a dans un livre qui est devant le comité.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, les livres ne peuvent rester ici que pour le temps de l'enquête parce que ce sont les livres originaux de la Commission, et nous voulons mettre devant le comité toute la preuve prise dans ces livres, qu'on jugera à propos de mettre, car ces livres seront remportés par les officiers de la Commission, lorsque l'enquête sera finie, et il ne restera rien et c'est pour ça que nous voulons avoir ce qu'il y a dans les livres, car, quand ces livres seront partis, je le répète, il ne restera plus rien devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—C'est entendu.

M. DURANLEAU.—C'est pour ça qu'on veut faire mettre les formules devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—Je ne crois pas que vous ayez le droit d'arrêter le témoin, lorsqu'il veut dire que le mot "rejeté" signifie telle ou telle chose.

M. DURANLEAU.—On demande au témoin de lire la formule, on ne lui demande pas autre chose.

LE PRÉSIDENT.—Quant à moi, je crois que le témoin a droit d'expliquer sa réponse.

M. LANGLAIS.—Nous voulons d'abord simplement compléter son examen et si, ensuite, vous avez des questions supplémentaires, vous aurez le témoin aussi longtemps qu'il le faudra.

L'HON. M. NICOL.—Pourquoi ne pas les faire donner immédiatement par le témoin ? Ces exhibits contiennent une foule de détails et, s'ils ne sont pas expliqués par le témoin, nous serons obligés de faire entendre différents témoins pour expliquer ces exhibits—pourquoi ne pas laisser le témoin donner son explication.

M. LANGLAIS.—Vous avez produit ici des liasses de documents—monsieur Chouinard a produit des liasses de documents que vous lui avez fait lire et vous ne lui avez pas demandé d'explications. Vous avez entendu d'autres témoins ensuite pour expliquer ces documents.

LE PRÉSIDENT.—Il me semble que nous avons tous intérêt à gagner du temps et à comprendre les formules qui sont mises devant le comité.

M. DURANLEAU.—Ce que je veux c'est de mettre d'abord devant le comité les formules telles qu'elles existent dans les livres et ensuite si vous voulez interroger le témoin, vous pourrez le faire, mais, pour le moment, mettons les formules devant le Comité. autrement, on pourrait bien ne passer rien qu'une formule par séance.

LE PRÉSIDENT.—Questionnez le témoin.

M. BOUCHARD.—Je comprends que le témoin a la permission de donner les explications qu'il croira nécessaires sur chacune des formules.

LE PRÉSIDENT.—C'est au comité à le juger.

M. BOUCHARD.—Je fais une motion dans ce sens. Nous sommes ici pour voir clair et nous allons voir clair, dans le plus court temps possible.

M. LANGLAIS.—Vous aurez le témoin tant que vous voudrez.

LE PRÉSIDENT.—La question est de savoir si le témoin peut expliquer les expressions que nous ne comprenons pas.

M. DURANLEAU.—S'il y a des expressions que certains membres du comité ne comprennent pas, lorsque le témoin aura fini de donner son témoignage, n'importe quel membre du comité pourra lui poser les questions qu'il jugera à propos. Tout ce que je veux savoir, c'est la formule qu'il y a dans les livres. comme ces livres sont maintenant devant le comité, je veux avoir les parties qui nous intéressent, puisque ces livres font partie des archives de la Commission et qu'ils ne resteront pas ici, je veux simplement cela pour le moment et j'estime que c'est mon droit.

M. BOUCHARD.—Je maintiens ma motion, que le témoin soit autorisé à donner les explications qu'il jugera nécessaires à la compréhension des formules qu'il nous donne, au fur et à mesure qu'il lira ces formules.

M. DURANLEAU.—Après qu'il nous aura donné les formules entières, et nous n'avons pas besoin à chaque item de ces formules, d'avoir un discours du témoin. Le témoin lira toute la formule....

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le comité est d'opinion que le témoin doit accompagner ses réponses des explications qu'il juge nécessaires sur les choses incompréhensibles.

PLUSIEURS VOIX.—Oui, oui.

M. PATENAUDE.—Si j'ai bonne mémoire, vous avez décidé, l'autre jour, que, pendant l'interrogatoire d'un témoin, les autres membres du comité devaient attendre qu'on ait fini d'interroger avant d'intervenir—maintenant il est interrogé par un de nos collègues...

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas là la question. Vous n'étiez pas ici au commencement de la discussion. Le témoin a commencé...

M. PATENAUDE.—Je comprends bien et, si vous me permettez de dire un mot, vous allez réaliser que je comprends parfaitement bien. Le témoin

est le gérant général de la Commission des liqueurs, et si on n'a rien à cacher à la Commission des liqueurs, quel intérêt peut-on avoir à entourer le témoin, à le prévenir de tout expliquer, à lui fournir les explications, l'arrêter au cours de son témoignage...

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas ça.

M. PATENAUDE.—Alors, pourquoi ne permettez-vous pas à monsieur Duranleau de questionner le témoin, de continuer à le questionner et, si ses réponses ne sont pas claires et si elles ne sont pas satisfaisantes, n'importe quel autre membre du comité pourra l'interroger—c'est le gérant général de la Commission—est-ce qu'on a peur qu'il ne puisse pas répondre aux questions? —a-t-on peur qu'il n'explique pas suffisamment ce qu'il y a dans les livres....

M. BOUCHARD.—C'est justement ça qu'on demande.

LE PRÉSIDENT.—Personne n'est intervenu pour empêcher le témoin de parler et personne n'interviendra non plus. Seulement, monsieur Duranleau lui a demandé de lire une formule—nous sommes rendus à la troisième formule, et en donnant cette formule, quand il vient au mot "rejeté", il veut donner une explication de ce que veut dire le mot "rejeté" et monsieur Duranleau a voulu l'arrêter.

M. DURANLEAU.—Nous avons simplement demandé la lecture de la formule. C'est tout ce que j'ai demandé au témoin. Ce que nous voulons, c'est de mettre le document devant le comité par le témoignage du témoin et, si ça n'est pas satisfaisant, nous mettrons des extraits des livres devant le comité. Pour le moment, tout ce qu'on veut, c'est une lecture fidèle de ce qu'il y a dans le livre et rien de plus,—alors, donnez donc la formule 31 ?

R. Est-ce que je comprends que je dois donner des explications ?

Q. Je vous demande—si vous comprenez bien la question, de lire la formule 31 du mélange qui a été fait le 17 janvier, du scotch de la Commission, une étoile.

R. 14 gallons de fond du lot précédent, c'est-à-dire résidu du lot précédent, 314½ gallons du département des saisies, 35 U.P. et rejeté, 334 gallons.

(Ici, plusieurs membres du comité parlent à la fois, la discussion devient générale rendant le rapport sténographique complet impossible.)

LE PRÉSIDENT rappelle le comité à l'ordre.

M. BERCOVITCH.—Monsieur le président, comme membre du comité, je demande que le témoin explique ce qu'il veut dire par ce mot-là.

M. DURANLEAU.—Vous le lui demanderez plus tard.

M. BERCOVITCH.—Comme membre du comité, j'ai le droit de comprendre tout ce qui se dit ici, et je demande que le témoin donne l'explication des expressions qu'on ne comprend pas. On a posé une question au témoin et j'ai droit à ce qu'il donne l'explication de ce qu'il veut dire par le mot "rejeté" et U.P. ? Je fais ma motion devant le comité et je demande le vote.

M. PATENAUDE.—Je propose, en amendement, que le témoin reçoive ordre de répondre aux questions telles qu'elles lui sont posées.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Patenaude propose, en amendement, que le témoin reçoive ordre de répondre aux questions telles qu'elles sont posées.

Ceux qui sont pour l'amendement de monsieur Patenaude diront pour et ceux qui sont contre, contre.

Le vote est pris et l'amendement est perdu par 15 contre 8 (quinze contre huit).

LE PRÉSIDENT.—Nous allons voter, maintenant, sur la motion de M. Bercovitch à l'effet que le témoin donne des explications, au fur et à mesure qu'il lira les formules. Ceux qui sont pour la motion diront pour et ceux qui sont contre diront contre.

M. PATENAUDE.—Je propose comme un amendement nouveau que le témoin reçoive instructions de répondre comme il le désirera et non pas suivant ce que le comité lui indiquera.

M. BOUCHARD.—Je propose, en sous-amendement, que le témoin reçoive instructions de répondre suivant la vérité et de donner toutes les explications qu'il pourra juger convenables pour le comité.

M. SAUVÉ.—C'est la même chose que la motion de monsieur Bercovitch.

M. DURANLEAU.—Je soulève un point d'ordre. Je sou mets que le sous-amendement du député de St-Hyacinthe n'est pas dans l'ordre.

LE PRÉSIDENT.—Alors, nous en sommes à l'emendement de monsieur Patenaude, à l'effet que le témoin donne les explications qu'il jugera à propos de donner.

M. DURANLEAU.—Dois-je comprendre, monsieur le président, que vous rejetez le sous-amendement du député de St-Hyacinthe ?

R. Le sous-amendement est, en somme, comme la motion principale. Le vote est ensuite pris sur l'amendement de monsieur Patenaude et sur la motion principale, avec le même résultat.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin est autorisé à donner des explications, au fur et à mesure qu'il lira les formules.

Q. Voulez-vous continuer à lire la formule ?

R. 14 gallons de fond du lot précédent—ça veut dire le résidu du lot précédent.

LE PRÉSIDENT.—Quand vous dites lot c'est l o t ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et non pas l'eau ?

R. Évidemment,—314½ gallons du département des saisies et rejetés. Rejetés veut dire que l'alcool qui entre dans cette formule n'est pas assez fort, 65 O.P. pour être vendu comme alcool pur. et on s'en sert dans ce coupage-ci. 334 gallons venant des brisés. Ça veut dire brisés sur table et retournés,—sales, ça veut dire bouteilles brisées sur table, et étiquettes sales. Ça ne veut pas dire que c'est la marchandise, 20 gallons de Islay Ramsay Malt ; 24 gallo ns de Prune Wine, 24 gallons de Amontillado Sherry ; 80 gallons d'alcool 50 degrés O.P.—naturellement ceci, rejeté, c'est la même explication que pour les 314½ gallons.

Q. Alors, vous avez quelle quantité ?

R. 6157 gallons point quarante (6157.40), pardon,—810½ gallons. Scotch one star, 30 degrés U.P.

M. BERCOVITCH.—U. P. quoi ?

R. C'est la formule scientifique acceptée par tous les gouvernements, y compris celui du Canada.

M. BERCOVITCH.—Qu'est-ce que ça veut dire ?

R. Ça veut dire le degré de force, under proof. La formule est prise dans le Food and Drugs Act, Fédéral, page 10 et 11, mil neuf cent vingt (1920).

Q. Quelle date ?

R. Dix-sept janvier, mil neut cent vingt-deux.

Q. Voulez-vous maintenant donner la formule numéro 36 du scotch de la Commission un X, page dix-sept ?

R. 25 gallons de fond.

Q. La date ?

R. Vingt-six janvier, mil neuf cent vingt-deux.

L'HON. M. NICOL.—Quelle formule ?

R. Trente-six, page dix-sept—25 gallons de fond provenant du lot précédent—fond veut dire coupage par le coupage précédent—122½ gallons de Dock and Dorris, c'est du whiskey Ecossais de la maison Boivin, Wilson & Co. 6891½ quarts de Long 691½ gallons de Lond Shore Whiskey Ecossais de la maison Boivin, Wilson & Cie, 36 quarts de Amontillado Sherry de la maison Laporte, Martin & Cie, 36 quarts Prune Wine de la maison Boivin, Wilson & Co.; 30 gallons de Islay Whiskey, c'est du Malt Ecossais, de la maison Hudon, Hébert & Compagnie; 30 quarts d'alcool 55 O.P. provenant des vendeurs; 193 quarts de scotch de A. Gélinas—en tout 1164 gallons de setoch un X, de la Commission.

UN MEMBRE DU COMITÉ.—Quel degré. ?

R. Ça ne l'indique pas.

Q. Voulez-vous donner la formule numéro 40, à la page dix-neuf, du Scotch de la Commission X, même marque ?

R. Treize février, mil neuf cent vingt-deux, 55 gallons de fond résidu; 339 gallons de mixed scotch venant des tables.

M. BERCOVITCH.—Qu'est-ce que ça veut dire ?

R. Lorsqu'une bouteille est brisée sur table, on recueille le résidu et on le filtre—au lieu de perdre une bouteille complète, on recueille le résidu.

L'HON. M. CARON.—Quelqu'un du comité a l'air à comprendre que vous ramassez ça sur la table ?

R. Non, lorsque la bouteille est brisée, on recueille ce qui reste dans la bouteille dans un récipient.

Q. Seulement que deux cent trente-neuf gallons de bouteilles brisées (239) ?

R. 1279½ gallons de Lond Shore Scotch de la maison Boivin, Willson et Compagnie; 426½ gallons de Dock and Dorris Scotch de la même maison, 72½ gallons de Amontillado Sherry de la maison Laporte, Martin & Cie, 72 gallons de Prune Wine de la maison Wilson, Boivin & Compagnie; 46 gallons

d'alcool, 55 O P, des vendeurs; 60 gallons de Islay Whisky Malt de la maison Moquin & Frère et, en tout, 22164 gallons.

Q. Voulez-vous donner la formule 48, à la page vingt-trois, de la même marque de scotch un X. de la Commission?

R. Onze mars, mil neuf cent vingt-deux—248 gallons de Blending Whisky de la maison McIntyre & Company; 10 gallons de scotch Anderson 25 U.P.; 20 gallons de scotch Commission X.X.X.; 25 U.P.; 20 gallons Hazel Burne Malt Whisky de la maison McIntyre & Co., 8 gallons de Prune Wine de la maison Boivin, Wilson & Co., et pour réduire à 30 U.P., 108 gallons d'eau suivant la formule scientifique—en tout 414 gallons.

Q. Voulez-vous maintenant donner la formule 58, à la page vingt-huit, de la même marque Commission des liqueurs X.

R. 31 mars, mil neuf cent vingt-deux, 350 gallons de Blending Whisky; 354 Blending Whisky, 25 U.P.; 8 gallons de Prune Wine; 20 gallons de Hezel Burne Malt Scotch; 17 gallons d'eau pour réduire à la force de 30 U.P.—nous l'avons déjà dit,—c'est la force—15 gallons sont un résidu du précédent coupage formant un total de 414 gallons de scotch Commission X. 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner la formule 63, à la page trente et un de ce volume de la même marque?

R. Sept avril, mil neuf cent vingt-deux, 13 gallons de fond résidu du précédent coupage; 12 gallons scotch Commission trois X. (X.X.X.); 31 gallons Blending Scotch 25 U.P. de la maison McIntyre & Cie; 222 gallons de Blending Scotch 35 U.P.; 4 gallons de Islay Malt de la maison Moquin & Frère; 6 gallons de Hezel Burne Malt de la maison McIntyre & Co.; 8 gallons de Prune Wine de la maison Boivin, Wilson & Co.; 114 gallons de scotch mélangé des tables 25 U.P.—ça, c'est le résidu des bouteilles cassées, comme je l'ai dit tout à l'heure.; 414 gallons X. Scotch—total 414 gallons.

Q. Voulez-vous, maintenant, donner la formule 66, page trente-deux, du scotch vendu sous la même marque un X.?

R. Dix-sept avril, mil neuf cent vingt-deux, 221 gallons de Blending Whisky de la maison McIntyre, 77 gallons de scotch mélangé—petite tank—c'est un réservoir—25 gallons de Hezel Burne Malt de la maison McIntyre; 8 gallons de Prune Wine de la maison Boivin, Wilson et compagnie, et 88 gallons d'eau pour réduire à 30 U.P., en tout 414 gallons de scotch Commission X.

Q. Maintenant, la formule 68 de la même marque?

R. Dix-sept avril, mil neuf cent vingt-deux, 13 gallons de fond. résidu du coupage précédent, 20 gallons.....

Q. Je vous demanderai, monsieur le témoin, de lire d'abord ce qu'il y a dans le livre et, si vous avez des explications à donner, de les faire voir comme étant des explications que vous voulez donner et non pas comme si c'était écrit dans le livre?

R. C'est bien—13 gallons de fond résidu du coupage précédent; 20 gallons de Hezel Burne Malt Écossais; 8 gallons de Prune Wine, 15 gallons de Dawson Pure Malt; 300 gallons de Grog Scotch et 34 gallons pour réduire à 30 U.P. en tout 390 gallons Commission X. Scotch.

Q. Que vous vendez comme une étoile de la Commission des liqueurs?

R.

Q. Voulez-vous donner maintenant le mélange de la même marque numéro deux, à la page 70 du volume?

R. Novembre huit, mil neuf cent vingt-deux—73 gallons de Lindsay Scotch preuve, 36½ gallons Dawson Pure Malt à preuve; 32½ gallons de Hill

and Dawson Scotch à preuve; 7 gallons de Prune Wine; 54 gallons de Atkin Belrose Scotch 25 U.P.; 60 gallons de Hezel Burne Malt à preuve; 16 gallons d'eau distillée; 100 gallons de Grog 23%; 16 gallons de fond résidu du coupage précédent, 395 en tout de Scotch une étoile Commission 30 U.P.

Q. Ce scotch est vendu sous la même étiquette, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Commission des liqueurs un X ?

R. C'est ça.

Q. Voulez-vous, maintenant, donner un autre mélange qui est vendu sous la même marque et que vous trouvez à la page 74 du même volume, numéro deux ?

R. Numéro deux, dix-huit novembre, mil neuf cent vingt-deux, 20 gallons de fond résidu du coupage précédent—c'est la même explication—146 gallons et demi de Dawson Pure Malt à preuve; $99\frac{1}{2}$ gallons de Hill and Dawson à preuve—c'est un scotch—comme explication— $80\frac{1}{2}$ gallons de Hezel Burne, Malt à preuve; 84 gallons de Commission Scotch 3 XXX. (trois X) 25 U.P. des tables; 36 gallons de scotch Whisky 25 U.P.; 106 gallons Atkin Belrose 25 U.P.—Atkin Belrose c'est du scotch—14 gallons de Prune Wine; 104 gallons de Grog 24 degrés; 104 gallons de Grog 22 degrés et $3\frac{1}{2}$ d'eau distillée pour réduire à 30 U.P., en tout 798 gallons une étoile.

Q. Le Grog, qu'est-ce que c'est, est-ce du fond de tonne ?

R. Non, monsieur, c'est l'extraction des spiritueux qui restent dans les barils, par des formules scientifiques—c'est-à-dire l'extraction par l'eau chaude à certains degrés—on retire de chaque fût de l'alcool, des spiritueux qui sont contenus dans le bas du fût, ce qui représente trente à quarante mille piastres d'économies, par année, pour la Commission.

Q. Voulez-vous donner la formule numéro deux, page quatre-vingts, d'une boisson que vous venez encore sous la même marque comme un X.

R. Neuf décembre, mil neuf cent vingt-deux, 622 gallons et demi scotch mixed 25 U.P., 39 gallons de Scotch des saisies—c'est trente-trois, point neuf (33.9) U.P. 43 gallons scotch de saisie à 34, point huit (34.8) U.P. et $29\frac{1}{2}$ gallons d'eau distillée pour réduire à 30 U.P. en tout 774 gallons de scotch, une étoile de la Commission

Q. Voulez-vous donner la formule à la page quatre-vingt-deux du mélange que vous vendez sous la même étiquette, Commission des liqueurs un X., numéro deux.

R. Seize décembre, mil neuf cent vingt-deux, numéro deux, 652 gallons Scotch mélangé 25 U.P.; $40\frac{1}{4}$ de scotch provenant des saisies; 28.1 U.P. (vingt-huit, point, un); $40\frac{3}{4}$ de scotch des saisies, vingt-sept point sept, (27.7) U.P.

L'HON. M. NICOL.—Du scotch des saisies ?

R. Les scotch saisis sont généralement—pas généralement, mais en plusieurs occasions, des scotch que la Commission vend et qu'elle saisit, comme le Dewar, le Kirmarnock, Sandy McDonald, etc. Si c'est du bon scotch, il est approuvé par nos analystes de la Commission et il est analysé en Angleterre aussi—en tout 792 gallons; 23 gallons de fond 30 U.P.—fond, c'est le résidu du coupage précédent—comme explication—36 gallons d'eau distillée pour réduire à 30 U.P.—en tout 792 gallons Commission X.

Q. Voulez-vous donner une autre formule qui apparaît à la page quatre-

vingt-six du même volume de mélange et qui est vendu sous la même étiquette comme scotch un X?

R. Vingt-neuf décembre, mil neuf cent vingt-deux, numéro deux, 19 gallons $\frac{1}{2}$ de fond à 30 U.P.—explication, résidu du coupage précédent—331 gallons de scotch mélangé à 25 U.P. comprenant le Dewar, Kilmarnock et beaucoup d'autres—peut-être d'autres—42 gallons de scotch venant des tables—les tables, c'est les bouteilles brisées recueillies sur les tables, dans des récipients spéciaux—18 gallons d'eau distillée pour réduire à 30 U.P. 2, en tout 410 $\frac{1}{2}$ gallons encore de scotch de la Commission un X.

Q. Que vous vendez sous la même étiquette?

R. Que nous vendons sous la même étiquette.

Q. Maintenant, voulez-vous donner une autre formule de mélange que vous vendez sous la même étiquette, page quatre-vingt-huit, numéro deux?

R. Cinq janvier, mil neuf cent vingt-trois, numéro deux, 320 gallons scotch mélangé 25 U.P. résidu des bouteilles cassées ça aussi—mélange Dewar, Kilmarnock, etc., 42 gallons venant des bouteilles....

Q. Voulez-vous dire de quoi ce scotch est mélangé?

R. De scotch seulement.

Q. Vous dites: venant des bouteilles retournées?

R. Ici, je dois donner une explication sur les bouteilles retournées. Il y a des individus qui nous rapportent des bouteilles, nous disant que la marchandise n'est pas bonne, alors on la fait analyser de nouveau, et si elle est trouvée bonne par les analystes... c'est généralement du scotch importé en bouteilles.

Q. C'est-à-dire que vous la passez, coûte que coûte, dans vos mélanges?

LE PRÉSIDENT.—Le témoin n'a pas dit coûte que coûte?

R. Après que la marchandise a été revisée, analysée.

Q. Continuez.

R. Quatorze gallons et demi de One Star, un X. à 30 U.P. et 22 $\frac{1}{2}$ de two stars à 30 U.P. donnant 399 gallons de scotch Commission un X.

Q. Que vous vendez sous cette étiquette-là?

R. Qu'on vend sous cette étiquette-là.

Q. Maintenant, voulez-vous me donner la formule qui appert à la page quatre-vingt-dix-sept, un autre mélange que vous vendriez sous la même étiquette?

LE PRÉSIDENT.—Formule numéro deux encore?

Q. Oui.

R. Trente janvier, mil neuf cent vingt-trois, 17 fond, 30 U.P.—explication—résidu des coupages précédents—37 $\frac{3}{4}$ gallons saisis numéro 217 trente point, huit U.P. (30.8) trente-sept gallons saisis numéro 217 30 U.P.—je dois dire, en explication, que toute marchandise saisie est analysée par nos chimistes, avant de l'employer—42 gallons baril numéro 64; 42 $\frac{1}{2}$ gallons, barils 43, égale probablement 30 1-3 gallons... non, égale 30... 39 gallons, baril 50, point, neuf (50.9); 40 gallons baril 27; 38 $\frac{1}{2}$ gallons, baril trente-huit, point, quatre (38.4); 35 $\frac{1}{2}$ gallons, baril 31; 38 $\frac{1}{2}$ gallons, baril cinquante, point, neuf (59.0); 37 $\frac{1}{2}$ gallons baril, quarante-un, point, cinq (41.5); 7 gallons de Irish Whisky—le Irish Whisky est fait des mêmes céréales que le scotch whisky, du Barly ou du seigle—34 gallons de scotch vingt-cinq, point, huit (25.8); 9 gallons d'un lot provenant de la maison Jacob Latt; 40 gallons troisième classe de scotch de la Commission un X.—je crois que c'est classé comme troisième—40 gallons

Jacob Latt troisième classe, 27 gallons troisième classe; 52 gallons, un puncheon McIntyre—ça, c'est un fût qui contient la marchandise—il est mentionné comme fût vide seulement,—52 gallons de Barnet Scotch 25 U.P.; 32 gallons $\frac{1}{2}$ de scotch 3 classes; 26 U.P.; 190 gallons de deux P. McCallum, Old Grog scotch whisky 25 U.P.; 53 $\frac{1}{2}$ gallons de la même chose—36 $\frac{1}{4}$ gallons dans le baril numéro cinquante-un (51); 34 gallons dans le baril trente-un (31) trente-sept gallons dans le baril trente-deux, point, quatre (32.4)—trente-trois gallons trois classes. . . .

Q. Troisième classe?

R. C'est trois classes—35 gallons 3 classes, 42 gallons 3 classes, 32 gallons trois classes, 468 gallons McIntyre 5 punch Old Grog Scotch Whisky 25 U.P.; 97 gallons contenant trois barils même chose—75 gallons venant des tables—20 $\frac{1}{2}$ gallons de Islay Malt proof.—32 gallons de Proven Mill—c'est du Malt—45 $\frac{1}{2}$ de Hezel Burn Malt proof—44 d'eau distillée pour réduire à 30 U.P.—en tout 1967 gallons de scotch 30 U.P.

Q. Que vous vendez, tous ces mélanges-là, sous la même marque?

R. Oui, scotch de la Commission X.

LE PRÉSIDENT.—Vous avez employé le mot baril, qu'est-ce que ça veut dire?

R. C'est contenu dans un fût.

LE PRÉSIDENT.—Trente-deux, point, trois—qu'est-ce que c'est ça.

R. C'est probablement des numéros faits pour l'analyse. Si l'analyse dit que le mélange est bon, le mélange est accepté par la Commission.

Q. Maintenant, qu'est-ce que c'est que vous classez comme scotch de troisième classe?

R. C'est du scotch probablement le meilleur marché qu'on vend.

Q. D'un mélange précédent?

R. Non, je ne peux pas dire que c'est un mélange précédent, c'est probablement l'analyste ou le chef de l'embouteillage qui a considéré qu'il devait le classer de troisième classe.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce que toutes ces liqueurs-là n'avaient pas été analysées avant?

R. Toutes ces liqueurs avaient été analysées, au début de la Commission, par la maison Milton Hersey, Donald & Co., etc., ainsi que le docteur Baril de l'Université de Montréal, et le Révérend père Morin, aussi de l'Université de Montréal.

Q. En ce qui concerne les vins de messe?

R. En ce qui concerne les spiritueux aussi.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce que les marques n'étaient pas apposées par l'analyste?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, j'ai le témoin sous examen. Le témoin a donné les explications qu'il a voulu, mais, je crois que ça été la décision du comité que le témoin aurait le pouvoir de donner des explications qu'il désirerait, mais, si mon savant ami a des questions à poser au témoin, il aura le droit de l'interroger, mais je ne crois pas qu'il ait le droit d'intervenir—il lui demandera ces questions, lorsque j'aurai fini.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, avant qu'on ajourne, je demande qu'on assigne le Sénateur Wilson et aussi monsieur Van Dyke et aussi monsieur J. J. Nelligan, pour la prochaine séance.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est ajournée—si nous siégeons ce soir, à huit heures, autrement, ça sera à dix heures et demie demain matin.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 27 MARS 1925

PRÉSIDENT: L'Hon. J.-E. Perrault,

A 10.40 hrs, le président ouvre la séance.

LE PRÉSIDENT.—On a produit, avant-hier, une copie du jugement dans la cause Boivin, Wilson & Compagnie contre Narcisse Lord, avec l'entente que l'original serait produit. On dépose ce matin l'original de ce jugement-là.

M. BERCOVITCH.—Une copie certifiée?

LE PRÉSIDENT.—Pas l'original, une copie certifiée qui est produite comme pièce T. Maintenant, je dois informer le comité que monsieur Lazure vient de téléphoner qu'il a reçu la lettre du greffier, M. Patry, l'assignant pour comparaître ce matin et qu'il prendra le premier train pour s'en venir. J'ai fait remarquer au greffier qu'il aurait pu l'assigner par téléphone.

M. DURANLEAU.—Je crois qu'on pourrait répondre à monsieur Lazure d'attendre qu'on lui téléphone. Nous avons un témoin actuellement sous examen.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, Monsieur Lazure ne peut pas être ici avant ce soir. Il n'y a pas de train avant cet après-midi.

M. DURANLEAU.—On pourrait peut-être communiquer avec lui et lui dire qu'il ne se dérange pas et qu'il attende qu'on l'appelle par téléphone ou autrement.

L'HON. M. NICOL.—J'apprends de Monsieur Lazure qu'à l'arrivée de la malle, il a trouvé une lettre lui demandant d'être à Québec pour dix heures et demie, ce matin, et qu'il doit prendre le premier train pour venir ici.

M. DURANLEAU.—Comme nous avons un autre témoin sous examen et que cela pourrait être long je ne voudrais pas inutilement déranger un confrère—du moment qu'il est à la disposition du comité, c'est facile de l'avoir.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je désirerais faire assigner Monsieur Simard et je demanderais aussi que Monsieur Cordeau reste ici.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Simard, l'ex-président de la Commission?

M. BOUCHARD.—Oui.—Est-ce qu'on exige que je fasse une motion?

M. DURANLEAU.—Non, non.

THADDEE MICHAUD, de la cité de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparait de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. M. Michaud, vous avez commencé hier à donner lecture des différents mélanges que la Commission des liqueurs vend sous l'étiquette Scotch de la Commission un X. Voulez-vous continuer de nous donner le mélange—lire le mélange qu'il y a à la page 104 du même volume, mélange numéro deux.

R. Le vingt-trois avril mil neuf cent vingt-trois—456 gallons de scotch, 25 U.P. from Cases, des caisses; 398 gallons Scotch 25 U.P. Blend; 8½ gallons de Hezel Burne Malt...

M. BOUCHARD.—Qu'est-ce que c'est que du Hezel Burne Malt, Monsieur Michaud?

R. C'est du Malt qui entre dans la confection ordinaire du scotch.

M. BOUCHARD.—Où est préparé ce malt-là?

R. En Écosse.

M. BOUCHARD.—Ça vient d'Écosse?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—C'est une des matières qui sert à la fabrication du scotch?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—En Écosse, on se sert de ce malt-là aussi pour préparer le scotch?

R. Oui.

Q. Puisque vous parlez de 398 gallons de scotch Blend, expliquez donc ce que ça veut dire?

R. U.P. Blend.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire "U.P."?

R. Vingt-cinq de force under proof.

LE PRÉSIDENT.—Et le "Blend"?

R. C'est un coupage précédent.

Q. C'est-à-dire, c'est une quantité de 398 gallons d'un coupage précédent et que vous avez ajoutée dans le coupage dont vous venez de donner lecture?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Maintenant, on vous entend souvent dire U.P. et O.P. Voulez-vous expliquer ce que c'est—je suppose que c'est under proof et over proof?

R. Si vous voulez entendre l'explication du mot preuve, je vais vous la donner.

M. BOUCHARD.—J'aime autant-il faut toujours entendre ça.

R. La vraie signification du mot preuve est celle-ci: "Dans le Royaume-Uni, plus de 200 ans avant la découverte des méthodes exactes, les liquides alcooliques étaient divisés, pour les nécessités fiscales, en 2 catégories: celles des alcools forts, et celles des alcools faibles, à l'aide d'essais arbitraires ou "proof". Le plus communément appliqué consistait à saturer une petite quantité de poudre à canon avec l'alcool examiné, puis d'approcher une flamme. Si la poudre à canon prenait feu, le "spiritueux était "proof ou "over proof"; si, au contraire elle ne prenait pas feu, le spiritueux était "under proof"; naturellement ce procédé non satisfaisant fut changé plus tard. Le deux juillet mil huit cent seize, l'alcoolomètre "Sike's" et les tables de richesse accompagnant cet appareil furent adoptés par l'acte du Parlement, 55 Georges III, 140, comme le procédé légal pour évaluer la richesse alcoolique des spiritueux dans le Royaume-Uni et les colonies anglaises. Par cette loi, le "proof spirit" fut défini. L'alcool à une température de 51 degrés Fahrenheit, possède les douze treizièmes du poids d'un égal volume d'eau distillée. D'après les données les plus exactes, ce mélange d'alcool et d'eau possède une gravité spécifique (densité) de 0.91977. et contient en poids 49.28 pour cent d'alcool, ou en volume, 57.10%. C'est-à-dire que dans le proof spirit, nous avons un mélange d'alcool et d'eau dans les proportions de 57.10 partie d'alcool en volume et de 42.90 partie d'eau en volume. Comme conclusion, si nous avons un produit contenant plus de 57.10% d'alcool en volume, c'est-à-dire plus que proof qui est considéré 100 (cent), nous avons un alcool qui est over-proof. Si, au contraire, le pourcentage d'alcool est moindre que 56.10, c'est-à-dire est inférieur à cent (preuve) (Proof), ce qui manque pour faire cent, nous donne le degré underproof. Comme exemple, un alcool fort contenant 95.14% d'alcool donnera par correspondance dans les tables cent soixante-cinq degrés (165) "degré" (Proof). Il est donc 65 O.P. Un autre exemple. Prenons un scotch à 42.90% d'alcool donnant par correspondance 75 "preuve" (Proof), ce produit est à vingt-cinq U.P. Il est intéressant de faire noter que le "proof" américain diffère quelque peu du "proof" anglais (Sike's) sur ce point que le proof américain cent américain correspond à 12.4 U.P. Anglais c'est-à-dire à 50% d'alcool en volume.

M. BOUCHARD.—Je comprends que proof spirit, c'est 100 degrés?

R. Oui.

Q. Lorsqu'on dit soixante ou soixante-cinq O.P. c'est un alcool qui est plus fort que l'alcool proof?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Et quand vous dites 25 U.P. pour le scotch ou 30 U.P., c'est un scotch qui est moins fort que le proof spirit?

R. Qui est moins fort de 25 degrés.

Q. Ce qu'il y a en moins de 100?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Je demande à mon savant ami de suspendre l'examen de ce témoin, pour un instant. Je viens justement de remarquer le rapport de notre séance d'hier, dans la "*Star*", de Montréal, et je crois qu'il est de mon devoir, comme membre de ce comité, d'attirer l'attention du comité sur la manchette injuste du titre de l'article. M. le président, si vous lisez l'édition d'hier soir de la "*Star*", vous remarquerez la manchette suivante:

"*Water is used to dilute liquor sold by Quebec*". Cet en-tête pris isolément sans le reste des formules qui nous ont été données par le témoin hier, donne une fausse impression. Et, plus bas, : "*Manager of Commission on stand tells of formulas*", puis encore, en sous-titre, en gros caractères, "*Scrapes Barrels*". Maintenant, je me souviens, quant à la preuve qui a été faite, que M. Michaud n'a pas parlé de grattage de barriques. Ce qu'il a dit, c'est qu'on extrayait l'alcool des barriques au moyen d'un procédé scientifique bien connu.

Je soumets que ce titre est de nature à induire le public en erreur et à lui donner une fausse impression. Je dois dire, en toute justice pour le nouveliste de la "*Star*" qui fit le compte rendu de ces séances, que le contexte de l'article ne justifie aucunement cet en-tête, parce que le contexte contient précisément ce que le témoin a déclaré, hier, sur la manière de faire le scotch. Les formules ont été données en détail, les différents ingrédients ont été mentionnés et, comme je le dis, le contexte constitue un rapport honnête de la séance d'hier.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, je comprends que l'honorable député de St-Louis peut protester et dire que l'en-tête de cet article du journal n'est pas exact, mais de là à faire un discours et à interrompre tout le témoignage de Monsieur Michaud et donner d'autres explications, il y a loin. Je donne avis que j'aurai à me plaindre moi aussi dix fois par jour contre toutes les insinuations et les faussetés qui paraissent dans les journaux ministériels.

M. BERCOVITCH.—Je n'ai rien à dire des autres journaux; j'ai le "*Star*" devant moi, en ce moment, et c'est tout ce que je sais.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que c'est une explication et non pas un discours.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, nous sommes à examiner un témoin—nous ne procédons pas comme des enfants ici—nous sommes à examiner un témoin et l'on s'en vient lire des articles de journaux durant le témoignage. Si mon savant ami avait quelque objection à faire à cet article il aurait dû la faire à l'ouverture de la séance ou attendre à l'ajournement, mais lorsqu'on examine un témoin...

M. BERCOVITCH.—J'ai demandé à mon savant ami s'il me permettait de l'interrompre. J'ai compris qu'il me le permettait. J'attire simplement l'attention du comité, sur ce qui a été inscrit dans les en-têtes de ce journal, parce que je crois que c'est mon devoir d'agir de la sorte. En outre, je dis que cela n'est pas un rapport honnête et loyal de ce qui s'est passé hier.

M. BOUCHARD.—Je dois faire remarquer, monsieur le président, que la plupart du temps les titres ne sont pas écrits par les correspondants.

M. SAUVÉ.—Je comprends ça parfaitement, mais ce n'est pas le temps pour l'honorable député de St-Louis de faire des discours.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de discours.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous continuer à donner les formules en question.

R. 8½ gallons de Proven Mill Malt; 4¼ gallons de Prune Wine.

M. BOUCHARD.—Prune Wine, qu'est-ce que c'est que ça. Est-ce du vin ou de l'eau de vie?

R. De l'eau de vie distillée provenant du fruit de la prune.

M. BOUCHARD.—C'est de l'eau de vie comme ça ?

R. Oui, c'est de l'eau de vie.

M. BOUCHARD.—Dont on se sert généralement pour les blends de Scotch en Angleterre ?

T. Oui.

Q. On s'en sert en Angleterre et dans le pays ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Combien y a-t-il d'eau dans le Scotch pur ?

M. DURANLEAU.—Bien, monsieur le président, le comité a décidé, hier, que le témoin pourrait donner les explications qu'il jugerait à propos, mais je sou mets qu'il est impossible de procéder de la manière qu'on tente de faire ce matin.

L'HON. M. NICOL.—Je retire ma question.

M. DURANLEAU.—Je constate que c'est un parti pris de nos amis de la droite pour empêcher la lumière de se faire ?
(Protestations à droite.)

M. BOUCHARD.—Empêcher la lumière en faisant des questions ?

M. DURANLEAU.—C'est encore une tactique bien connue, mais vous ne nous intimidez pas—nous ne craignons rien, nous ferons tout notre devoir.

M. SAUVÉ.—C'est organisé d'avance.

LE PRÉSIDENT.—Continuez,

R. 70 $\frac{3}{4}$ gallons d'eau distillée pour réduire à 30 U. P. suivant la formule scientifique—en tout 976 gallons.

Q. Est-ce que c'est marqué là que c'est pour réduire à 30 U. P. ?

R. Je ne l'ai pas.

Q. Alors, si c'est une explication que vous donnez, donnez-la donc comme explication ?

R. Pardon—alors comme explication.

Q. Dites donc une fois pour toutes que, lorsque vous mettez de l'eau dans votre mélange, c'est pour réduire le Scotch ?

LE PRÉSIDENT.—Vous dites que nous voulons empêcher la lumière. Est-ce que vous ne pensez pas que ça serait mieux de ne pas interrompre le témoin.

M. SAUVÉ.—Je crois que si le président montrait moins de partisanerie dans ce comité...

Q. Voulez-vous dire une fois pour toutes la quantité d'eau que vous mettez dans vos mélanges ? c'est pour réduire vos Scotchs à 30 U.P. ?

R. C'est ça.

Q. Alors, il n'y a pas besoin de le répéter à chaque fois ?

R. ...

Q. Alors, vous avez mêlé les 976 gallons de Scotch de la Commission un X dans ce mélange-là ?

R. Oui.—on l'a vendu en mil neuf cent vingt-trois.

Q. Maintenant, voulez-vous donner la formule qui apparaît à la page 109 du même volume sous le numéro 216 de la même marque?

R. 25 mai, vingt-cinq mai, mil neuf cent vingt-trois, baril numéro 75 des saisies; 40 gallons de Scotch 24. 8 U.P. "*Blend from returned bottles*" 80 gallons 25 U.P.

M. BOUCHARD.—Qu'est-ce que c'est que "*returned bottles*". Sont-ce des bouteilles retournées?

R. Des bouteilles retournées, oui. Il y a des bouteilles qui coulent, par exemple, auxquelles il manque un doigt ou deux, dans la bouteille. La bouteille, au lieu d'être vendue comme telle, est retournée aux entrepôts qui s'en servent de nouveau sous d'autres marques.

Q. Continuez?

R. Des caisses, 170 gallons 25 U.P., c'est la même chose. 20 gallons d'eau distillée, en tout 310 gallons.

Q. Pourquoi?

R. Commission Scotch une étoile 30 U.P.

M. BOUCHARD.—Qu'est-ce que ça veut dire une étoile? Pouvez-vous expliquer ça—est-ce une formule?

R. Non, c'est une marque simplement.

M. BOUCHARD.—Il n'y a pas de standard pour cette marque-là—est-ce que ça ne doit pas remplir telles conditions, telle pesanteur d'alcool?

R. Non, généralement, quand c'est trois étoiles, ça peut donner la même force, si on veut.

Q. Voulez-vous donner, Monsieur Michaud, une autre formule qui apparaît à la page 100, sous le numéro 222 des Scotch que la Commission vend sous l'étiquette de une étoile?

R. Trente mai, mil neuf cent vingt-trois, Blend numéro 2, des caisses, 12 gallons de Scotch.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça "*mixed*"?

R. C'est-à-dire plusieurs pièces.

Q. Dites-le, donnez la lecture tel que c'est là?

R. 12 gallons de Scotch 25 U. P. Mixed, caisse aussi, 22 gallons Scotch 25 U.P.; 10 gallons d'eau distillée, 2 gallons de Proven Mill Malt, 42 gallons de Scotch de saisies, 23.6 U.P.; 42 gallons $\frac{1}{2}$ Scotch saisie 27. 2 U.P.; 38 $\frac{1}{2}$ gallons Scotch saisi 26. 4 U.P.—en tout 169 gallons Commission Scotch one star.

M. BOUCHARD.—Vous dites que c'est un Scotch des caisses, qu'est-ce que c'est que ça? Ce n'est pas du Scotch acheté en caisses de l'autre côté que vous auriez remis dans les blendings—d'où est-ce que ça provenait?

R. Ça provenait des caisses.—Ça comprend du scotch qu'on importe, généralement c'est du Dewar, du Kilmarnock et autres—je mentionne ceux-là, parce que ce sont les premiers, ce sont les meilleurs.

M. BOUCHARD.—Ce sont pas toutes des caisses qui ont des bouteilles coulées là-dedans—n'est pas du stock que vous aviez à la Commission, que vous avez acheté quelque part?

R. Je ne peux pas dire directement. Probablement que c'en est aussi. Ça n'est pas mentionné spécialement ici.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas dit que c'est des bouteilles coulées?

R. Non, ça ne le dit pas.

Q. Vous ne le savez pas?

R. Non.

Q. Vous ne prétendez pas que c'est du Dewar en caisse que vous mettez dans les blends à la quantité de Scotch que vous vendez sous l'étiquette un X.

R. Certainement, lorsqu'il y a une bouteille de brisée, par exemple, qu'on recueille la moitié de la bouteille, on ne peut pas la remettre dans une bouteille de Dewar, parce que ce n'est pas embouteillé à la Commission.

Q. Vous ne prétendez pas que ce que vous appelez caisses, que ce sont des bouteilles brisées?

R. Ce sont probablement des bouteilles brisées—je ne peux pas dire exactement.

Q. Continuez—voulez-vous donner un autre mélange de la même marque qui paraît à la page 117 sous le numéro 256?

R. Quatre août, mil neuf cent vingt-trois—240 gallons Hezel Burne Proof; 77 gallons de Proven Mill Malt Proof; 288 gallons alcool 65 Over Proof, 60 gallons de Prune Wine; 157 gallons de Scotch R. McDonald trois étoiles 25 U. P.; 469 gallons d'eau distillée; un demi gallon de couleur—la couleur, c'est du sucre brûlé dont on se sert dans la confection du Scotch en Angleterre et ici. En tout, 1291½ gallons Commission Scotch une étoile.

Q. Avez-vous fait de la fabrication en Angleterre, vous?

R. Non, mais je l'ai étudiée dans les livres.

M. SAUVÉ.—Dans les livres du trésorier?

R. Pardon, dans les livres des auteurs.

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange que vous vendez sous la même marque et qui est indiqué à la page 126 sous le numéro 295.

R. Quatre septembre, mil neuf cent vingt-trois—270 gallons Bræmer Scotch Proof, 18 gallons de Ramsay Islay Proof; 20 gallons de fond 30 U.P.—résidu du coupage précédent—127 gallons d'eau distillée, en tout, 435 gallons de Commission Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Quelle est la cote de ce livre-là, Monsieur Duranleau?

M. DURANLEAU.—M. un, page 126.

LE PRÉSIDENT.—C'est toujours le même volume?

R. C'est toujours le même volume depuis hier.

Q. Voulez-vous donner une autre formule d'un autre Scotch que vous vendez sous la même étiquette et qui apparaît à la page 132, sous le numéro 22?

R. Vingt-cinq septembre, mil neuf cent vingt-trois, 281 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 proof; 552 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 proof; 91 gallons de Scotch une étoile 30 U.P.,—fond, résidu...

Q. Vous l'avez déjà dit? Dites-le donc une fois pour toutes; pourquoi donner toujours la même explication—les fonds c'est toujours les résidus d'un mélange précédent—que cela soit compris, une fois pour toutes.

R. 41½ gallons de Ramsay Islay Proof; 103 gallons de Grog 20.2%; 310 gallons d'eau distillée—en tout 1378½ gallons de Commission Scotch 30 U.P., une étoile.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange vendu sous la même étiquette et qui apparaît à la page 134, sous le numéro 333.

R. Quatre octobre, mil neuf cent vingt-trois—672 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 preuve, 33 gallons Ramsay Islay preuve.

M. BOUCHARD.—Ramsay Islay, qu'est-ce que c'est que ça? Est-ce un Scotch ça aussi?

R. Ca, c'est un Scotch d'un district d'Écosse qui se nomme Islay—les Iles Islay.—85 gallons de fond 30 U.P. 101 gallons de Grog à 20.6 O.P., 212 gallons d'eau distillée, 39½ gallons de Grog 25%, formant un montant de 1142½ gallons Commission Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange qui apparaît à la page 139 sous le numéro 355 que vous vendez sous la même marque, la même étiquette?

R. Dix-neuf octobre, mil neuf cent vingt-trois. 552 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 preuve; 59 gallons de Ramsay preuve; 65 gallons 30 U.P. fond une étoile; 98 gallons de Grog 23.6; 98 gallons de Grog 21.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce Drug ou Grog?

R. Grog.—101 gallons Grog 20.9; 55 gallons eau distillée—quantité totale 1028 gallons Commission Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange qui apparaît à la page 145 sous le numéro 380, vendu aussi sous l'étiquette Scotch Commission un X.

R. Sept novembre, mil neuf cent vingt-trois—555 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 preuve; 60 gallons de Ramsay Proof; 75½ gallons de Canadian Malt vin—... je ne sais... 63 ditto 30 preuve; 101 Grog 18.1; 99 gallons Grog 17; 182½ gallons eau distillée. Quantité totale, 1140 gallons de Commission Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange qui apparaît à la page 146, au numéro 396, et qui est vendu sous la même étiquette?

R. Vingt novembre, mil neuf cent vingt-trois—550 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 preuve; 60 gallons de Ramsay Islay proof; 160 gallons de Canadian Malt Proof; 101 gallons de Grog 16.5; 258 gallons eau distillée—quantité totale, 1129 gallons de Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange apparaissant à la page 149 sous le numéro 399 et que vous vendez sous la même étiquette?

R. Vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-trois—547 gallons de Bræmer Proof; 60 gallons de Ramsay 2 U.P.; 72 gallons de Commission Scotch 30 U.P. fond; 35½ gallons de Walker Malt 20 U.P.; 30 gallons ditto; 35 gallons ditto; 78 gallons Grog, 19.2; 125 gallons d'eau distillée—quantité totale 1100½ gallons Commission Scotch une étoile 30 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que Grog?

R. C'est l'extraction de liqueurs qui restent dans le fût, au moyen d'eau chaude—approuvé par le Gouvernement Fédéral.

Une voix.—Et du savon?

Q. C'est-à-dire que, lorsque vous avez vidé un quart ou un fût, vous mettez de l'eau chaude dedans—quelle quantité par rapport à la grandeur du baril?

R. A peu près cinq gallons d'eau chaude pour un baril contenant cinquante gallons.

Une voix.—Vous ne mettez pas de savon avec pour laver?

R. Pas chez nous.

M. BOUCHARD.—Lorsque vous dites 25% ou 20 de Grog, ça veut dire qu'il y a là-dedans 25% d'alcool.

R. Oui, de force.

Q. C'est-à-dire que c'est 75% under proof?

R. Oui, c'est 25 degrés.

Q. Maintenant, voulez-vous donner une autre formule ou un autre mélange que vous vendez sous la même étiquette et qui appert à la page 162 du même volume sous le numéro 456?

R. Vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-quatre.—539 gallons de Bræmer numéro 1 preuve; 61½ gallons de Ramsay proof; 5 gallons de fond 30 U.P.; 280 gallons eau distillée; 182 gallons Cork's Irish 25 U.P. Montant total 1067½ gallons de Scotch une étoile 30 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Que veut dire Ramsay Proof?

R. Ramsay Proof, c'est un Scotch concentré, Malt.

LE PRÉSIDENT.—Et Cork's Irish. Est-ce un alcool?

R. C'est un alcoolique, c'est aussi fort que...

M. SAUVÉ.—Du Scotch concentré, pourquoi appelez-vous ça du Ramsay Proof—vous dites que c'est du Scotch concentré, qu'est-ce que ça veut dire?

R. C'est-à-dire qu'on s'en sert dans la confection du Scotch en Ecosse et ici, soit pour renforcer ou donner plus de couleur—enfin donner du goût.

Q. Pourquoi dites-vous toujours, Monsieur le témoin, en Ecosse et ici?

M. Sauvé.—Pas ailleurs?

R. Ça se fait peut-être ailleurs, mais ça se fait en Ecosse, parce que on a copié les procédés Écossais pour faire nos Blends.

Q. Avez-vous copié les procédés des vendeurs autorisés, de ceux de qui vous avez acheté la boisson, lorsque la Commission a commencé ses opérations?

R. On n'a pas eu les formules.

Q. Non, mais, en analysant leurs marchandises, vous avez dû connaître les formules?

R. Nous nous sommes servi de leur produit pour faire le Scotch de la manière qu'ils le font de l'autre côté.

Q. Et comme ça se faisait de ce côté ici?

R. Probablement.

LE PRÉSIDENT.—Je vous demande pardon—le Cork's Irish, qu'est-ce que c'est?

R. C'est un genre de Scotch.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange ou formule que vous vendez ici sous l'étiquette un X, qui apparaît à la page 166 sous le numéro 475?

R. Onze février mil neuf cent vingt-quatre, 532 gallons de Bræmer Proof; 62 gallons de Ramsay Islay Proof; 30 gallons de fond 30 U.P.; 55 gallons de Grog, 17%, 100 gallons de Grog 19%; 54 gallons de Grog 18%; 113½ gallons d'eau distillée un ¼ gallon de couleur—c'est du sucre brûlé—du caramel, formant en tout 946¾ gallons de Scotch une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner une autre formule d'un mélange que vous vendez aussi sous la même étiquette et qui appert à la page 187 sous le numéro 1059?

R. Neuf août mil neuf cent vingt-quatre. 752 gallons de Young's Fine Old Scotch 6 O.P.; 45 gallons de Commission Scotch une étoile 30 U.P. fond; 50 gallons de Cork's Irish 25 U.P.; 400 gallons d'eau distillée—en tout 1245 gallons de Scotch Commission une étoile 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange vendu sous la même étiquette et qui apparaît à la page 189 sous le numéro 1072?

R. Dix septembre mil neuf cent vingt-quatre. 702 gallons Young's Fine Old Scotch 6 O.P.; 67 gallons Commission Scotch 30 U.P.; 50 gallons de Cork's Irish 25 U.P.; 365 gallons d'eau distillée; un gallon de couleur—sucre brûlé—1185 gallons en tout Commission Scotch 30 U.P.

Q. Voulez-vous donner lecture d'un autre mélange que la Commission vendait sous la même étiquette comme un X. et apparaissant à la page 194 sous le numéro 1095?

R. Treize octobre mil neuf cent vingt quatre; 1073 gallons de Young's Fine Old Scotch, 7 O.P.; 100 gallons Cork's Irish, 25 U.P.; 120 gallons Scotch 30 U.P.; 101 gallons Grog 27.15%; 101 gallons de Grog 25%; 101 gallons de Grog 24.3%; 100 gallons de Grog, 22.4%; 310 gallons d'eau distillée, 2 gallons de couleur—en tout 2008 gallons Scotch une étoile 30. U.P.

Q. Maintenant, Monsieur Michaud, est-ce, que vous vos mélanges que vous vendez sous l'étiquette Scotch Commission X, apparaissent dans le volume que vous avez produit devant le Comité?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas des mélanges qui ont été couchés sur des feuilles volantes?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Et qui ont été mis en suite en reliure?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Pas à votre connaissance?

R. Non.

Q. Voulez-vous regarder dans votre volume et nous dire si vous trouvez un mélange d'un Scotch de la Commission un X, en date du vingt-sept mai mil neuf cent vingt-deux, et qui a été publié in extenso dans un journal de Montréal appelé "Le Matin" en date du huit novembre mil neuf cent vingt-quatre?

R. Voulez-vous me dire le numéro.

Q. C'est le rapport journalier du coupage de l'entrepôt numéro sept?

R. Il n'est pas ici.

Q. Où serait-il?

R. Je ne sais pas où il est.

Q. Où est-ce que c'est, l'entrepôt numéro sept?

R. C'est l'entrepôt de Québec.

Q. C'est l'entrepôt de Québec?

R. Oui.

Q. Vous n'avez ici que les livres de Montréal?

R. Ça m'a l'air à ça que ce sont les livres de l'entrepôt de Montréal, que j'ai ici.

Q. Voulez-vous prendre connaissance du journal que je vous exhibe et nous dire si c'est bien là le mélange que je viens de vous mentionner?

R. Je lis ici, mélange numéro 45, rapport journalier du coupage—Est-ce que je dois le lire, Monsieur le président?

LE PRÉSIDENT.—Je ne sais pas—qu'est-ce que c'est ça?

R. C'est le journal "Le Matin."

M. BOUCHARD.—Je désirerais poser une question au témoin.—est-ce que vous n'avez pas des copies, à Montréal, dans un binder de ce que vous appelez

des feuilles volantes, mais qui sont devenues des feuilles volées—certains rapports venant de la Commission de Québec?

R. Nous avons des copies sur feuilles volantes, nous en avons.

Q. Vous êtes-vous informé si vous aviez une partie de ces feuilles volantes qui sont devenues des feuilles volées?

R. Oui, je m'en suis informé lorsque j'ai vu le "Matin".

Q. Ont-elles été volées ces feuilles-là?

R. Oui, environ trois cents ou quatre cents.

M. DURANLEAU.—Personnellement, vous ne savez pas?

R. Personnellement, je ne l'ai pas vu.

Q. Maintenant, ces rapports de coupage sont faits en triplicata, n'est-ce pas?

R. Oui, en triplicata.

Q. Par conséquent, si un triplicata de ces coupages est disparu de la Commission, ce que vous ignorez, vous auriez un autre triplicata?

R. Probablement.

Q. Alors, pourriez-vous nous donner lecture de ces coupages, et nous dire si ce sont des mélanges que vous vendez aussi sous la même étiquette comme un X.

R. Cent quatre vingt-dix gallons...

Q. Voulez-vous lire tout le document, s'il vous plaît?

R. Oui, (lisant le journal le Matin); numéro 45, rapport journalier des coupages—désignation des coupages Scotch C.L.Q. X. 30 U.P.

Q. La date?

R. Entrepôt numéro sept, date, vingt-sept mai mil neuf cent vingt-deux. 190½ gallons de Scotch Jardine; 27½ gallons de Malt Scappa Malt qui rentre dans la composition du Scotch—27½ gallons d'alcool; 5½ gallons de vin de Prune; 4½ gallons de Pajaret.

M. BOUCHARD.—Qu'est-ce que c'est que du Pajaret?

R. Le Pajaret, c'est un vin doux concentré ayant beaucoup de bouquet et qui entre dans la composition du Scotch en Ecosse. Ce vin-là est récolté dans les alentours de Xeréz en Espagne,—120 gallons eau; 5 gallons Malt F.B. Scappa Malt; un gallon de Red Letter.

Q. Red Letter, qu'est-ce que ça veut dire?

R. C'est une marque.—2 gallons de Sherry, V.B.—c'est la marque.

M. BOUCHARD.—Du Sherry, c'est du vin, ça?

R. C'est du vin qui rentre dans la confection du Scotch.—6½ gallons de Scotch 30 U.P.; 51½ gallons Scotch—ça l'air de fond—je ne sais pas.

Q. Bottom?

R. 2 gallons de Scotch 3 étoiles.

Q. Formant un total de...

R. Formant un total de 426 gallons, une étoile.

Q. C'est signé par qui, ça?

R. La signature est illisible—J. H. Feultault.

Q. Est-ce un employé de la Commission à Québec?

R. Il y en a un de ce nom-là à Québec.

M. BOUCHARD.—Je demanderais que le journal, lorsque l'interrogatoire sera fini, soit produit?

M. SAUVÉ.—Certainement.

M. DURANLEAU.—Comment, mais c'est entendu. Voulez-vous nous laisser procéder, s'il vous plaît. Lorsque je mets un document devant un témoin pour le lui faire lire, c'est avec l'intention de le produire. Je sais comment conduire une enquête, Monsieur Bouchard.

Q. Voulez-vous produire ce document comme pièce D.D.?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, Monsieur le témoin, voudrez-vous voir aussi à procurer au comité tous les mélanges qui sont faits à Québec—je comprends que vous avez produit les livres de Montréal—vous verrez à faire produire les livres de mélanges de Québec.

R. (Le témoin prend note de la demande.)

Q. Maintenant, Monsieur Michaud, avez-vous dit tout à l'heure que vous aviez à Montréal un double de tous les mélanges qui se font à Québec?

R. Je crois que oui?

Q. Vous ne l'avez pas apporté?

R. Non, je croyais qu'ils étaient tous ici?

Q. Les livres sont devant le comité?

R. Oui, monsieur.

M. BOUCHARD.—Avez-vous un double des documents qui sont disparus à Montréal?

M. DURANLEAU.—Je vous demande pardon, Monsieur le président, j'ai le témoin sous examen. Vous lui demanderez ça, lorsque ça sera votre tour.

M. BOUCHARD.—Il y a une résolution du comité qui dit que, lorsqu'on a besoin de poser une question, nous avons droit de le faire. Je veux savoir s'il n'y en a pas eu de disparus aussi de ces doubles-là que vous aviez à Québec?

R. Les originaux sont disparus.

M. DURANLEAU.—Il s'agit de savoir, Monsieur Bouchard, si celui qui a emporté ces documents, n'a pas agi dans l'intérêt public. Faites-le donc venir comme témoin devant le comité, celui-là?

M. BOUCHARD.—Voulez-vous le nommer?

M. DURANLEAU.—Je ne le connais pas, mais vous avez l'air à le connaître. Moi, je connais ce que j'ai vu dans les journaux, mais je sais que Monsieur Roger Maillet vous a écrit à plusieurs reprises qu'il était prêt à mettre devant le comité tous ses documents et il a demandé d'être assigné, et je sais également que vous n'avez pas encore demandé son assignation.

M. BERCOVITCH.—Vous allez la demander?

Q. Maintenant, Monsieur, voulez-vous nous donner tous les mélanges que la Commission vend sous la rubrique ou l'étiquette de Scotch de la Commission trois X. Je comprends que ce sont les mélanges faits seulement à Montréal que vous avez ici. Voulez-vous commencer par la page 3 du même volume et nous donner le mélange numéro 8?

R. Trente septembre mil neuf cent vingt-un, 666½ gallons de Peter Dawson Scotch Proof; 16½ gallons de Islay Whisky; 10½ gallons de Prune Wine; 139 gallons et un tiers d'eau.—en tout 833 gallons 20 U.P. Scotch trois étoiles.

Q. Maintenant, voulez-vous nous donner un autre mélange de Scotch trois X. à la page 4, numéro 10?

R. Six octobre mil neuf cent vingt-un—624 gallons de Dawson Scotch de Boivin, Wilson & Co.; 16 gallons de Islay Scotch de S. B. Townsend, 10 gallons de Prune Wine de L. A. Wilson; 150 gallons d'eau. En tout.....

M. SAUVÉ.—De qui est l'eau?

R. De l'eau distillée.

M. SAUVÉ.—De l'eau du St-Laurent?

LE PRÉSIDENT.—Le témoin n'a pas dit que c'était du St-Laurent.

R. 20.2 U.P.

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange vendu sous la même étiquette et qui apparaît à la page 7, numéro 16?

R. Quinze octobre mil neuf cent vingt-un, 624 gallons de Dawson Scotch Boivin, Wilson & Co.; 16 gallons de Islay Proof S. B. Townsend; 10 gallons Prune Wine de Boivin Wilson & Cie; 162 gallons d'eau distillée, en tout 812 gallons 20 U.P.

Q. Maintenant, une autre formule qui appert à la page 8 sous le numéro 18 vendu sous la même étiquette.

R. Vingt octobre mil neuf cent vingt-un, 624 gallons de Dawson spécial Boivin, Wilson & Co.; 10 gallons de Islay Whisky de S. B. Townsend; 6 gallons de Islay Whisky, de Hudon & Orsaly; 10 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Co.; 150 gallons d'eau distillée—en tout 800 gallons 20.2 U.P.

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange qui appert à la page 9 sous le numéro 20, qui est vendu sous la même étiquette?

R. Vingt-deux octobre mil neuf cent vingt-un, from Small Vat Mixed—c'est un petit récipient dans lequel avait été préparé le précédent coupage. 135 gallons de Scotch de Moquin & Frère; 14 gallons et deux cinquièmes, de Islay, de Boivin, Wilson; 9 gallons de Prune Wine, 453 gallons et quatre cinquièmes de Lawson Scotch de 20 U.P., 124 gallons d'eau distillée—en tout 736 1-5 gallons de vingt U.P. (20).

Q. Voulez-vous maintenant nous donner le mélange qui appert à la page 12 sous le numéro 26 et qui est vendu sous la même étiquette de X.X.X.?

R. Vingt-trois novembre mil neuf cent vingt-un. 550 gallons de Lawson Wilson Scotch 2 O.P. Boivin, Wilson & Compagnie; 15 gallons de Islay Ramsay de Moquin & Frère; 9 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Cie; 200 gallons d'eau distillée; 20 gallons de Scotch mêlé de 20 U.P. Small tank;—même explication qu'avant, résidu du coupage précédent—en tout 794 gallons trois étoiles 25 U.P. Scotch.

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange qui se vendait sous la même marque et apparaissant à la page 14 sous le numéro 30?

R. Dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-deux, 18 gallons de fond, résidu de coupage précédent aussi; 52 gallons de.....

Q. Qu'est ce que ça veut dire, ça?

R. C'est parce qu'ils sont toujours rapportées des coupages.

Q. Est-ce que ce n'est pas aussi du Grog, du fond de tonne?

R. Non, c'est mentionné, lorsqu'il y en a. 52 gallons provenant de bouteilles retournées, sales et brisées. Sales, ça s'explique comme je l'ai dit tout à l'heure—ça veut dire les étiquettes sales.

Q. Maintenant, Monsieur le témoin, pourquoi mentionnez-vous dans vos mélanges que les étiquettes sont sales?

R. C'est parce que toutes les opérations du département de l'embouteillage sont suivies au point de vue de la comptabilité et du temps, alors, ça peut donner l'explication, au point de vue comptabilité, de tout ce qui se fait dans le département.

Q. Qu'est-ce que ça peut faire que l'étiquette soit sale ou qu'elle ne le soit pas, pour le mélange?

R. Ce sont les instructions données par le chef du département pour se reconnaître.

Q. Vous reconnaissez les bouteilles par la propreté sur les étiquettes?

R. Voici—52 gallons provenant de bouteilles sales, ça veut dire, pour le moment, que les étiquettes ont été sales ou que les bouteilles ont été brisées.

Q. Brisées en les manipulant?

R. En les manipulant, par accident, dans les entrepôts de la Commission.

Q. Continuez?

R. 113 gallons de la même chose: 489 gallons de Lawson, Wilson Scotch provenant de Boivin, Wilson & Compagnie et de S. B. Townsend; 15 gallons de Islay Whisky de Moquin & Frère; 9 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Compagnie; 121 gallons d'eau distillée—total 817 gallons 25 U.P. Scotch trois étoiles.

Q. Voulez-vous donner le mélange vendu sous la même marque qui apparaît à la page 17 sous le numéro 35?

R. Vingt-trois janvier mil neuf cent vingt-deux, 26 gallons de fond provenant de lot précédent, de coupages précédents; 208 gallons de Simpson & Sheriff Scotch Whisky provenant de la maison Hudon et Orsali.

M. BOUCHARD.—Qu'est-ce que ça veut dire: provenant de la maison Hudon et Orsali?

R. Ce sont des marchandises qui nous ont été vendues, qui nous ont été livrées par les vendeurs au début de la Commission.

M. BOUCHARD.—Moquin & Frère, c'est encore la même chose. Ce sont des liqueurs que vous avez achetées de ces gens-là?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—C'est-à-dire qu'en vertu de la loi, tous les vendeurs étaient obligés de vous remettre leurs liqueurs?

R. Oui.

Q. Continuez?

R. 105 gallons Scotch venant des saisies; 16 gallons de Islay Ramsay de Moquin & Frères; 10 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Co; 184 gallons de Lawson Wilson & Co. Scotch de Boivin, Wilson & Compagnie; 166 gallons d'eau distillée—en tout 756 gallons Scotch de la Commission trois étoiles.

Q. Lorsque vous dites, venant des saisies, je comprends que ce sont des boissons qui avaient été saisies—que les officiers de la Commission ont saisies un peu partout dans la Province, n'est-ce pas, de ces boissons qui appartenaient à la Commission?

R. Oui.

Q. Vous avez un département des saisies?

R. Oui, il y a un département des saisies.

Q. Vous avez des tonnes dans lesquelles sont versées les différentes boissons qui sont saisies, n'est-ce-pas ?

R. Après analyse.

Q. Après analyse ?

R. Oui.

Q. Tous les scotchs saisis sont versés dans une même tonne; tous les brandys saisis sont versés dans une même tonne; et tous les gin saisi sont versés dans une même tonne ?

R. Dans des tonnes respectives.

Q. C'est ça que je veux dire—dans des tonnes respectives, mais les gins . . .

M. BOUCHARD.—Suivant la qualité ou suivant le nombre ?

M. DURANLEAU.—S'il vous plaît, Monsieur, j'ai le témoin sous examen.

M. BOUCHARD.—J'ai le droit de demander une explication.

M. DURANLEAU.—Non, vous n'avez pas le droit de le demander maintenant—vous le ferez, lorsque vous interrogerez le témoin.

Q. C'est-à-dire que vous versez dans une même tonne tous les gins saisis; dans une autre tonne, tous les brandys saisis et dans une autre tonne, toutes les autres boissons saisies ?

R. C'est-à-dire que nous avons plusieurs tonnes et, s'il y a deux ou trois qualités de gin, nous établissons une qualité pour chaque marchandise, d'après l'analyse, et un gin de première qualité est versé dans une tonne de gin de première qualité,—si c'est un cognac, c'est la même chose et, si c'est un Scotch, c'est la même chose.

Q. Monsieur Michaud, je suis informé que tous les brandys après analyse, si vous voulez, vous l'affirmez—sont versés dans une même tonne et que, lorsque cette tonne est remplie, il y a une réquisition de faite pour l'envoyer au stock ?

R. Oui, pour la raison que tous les brandys saisis sont de bonne qualité et relativement supérieurs.

Q. Alors, ce que je vous dis, c'est vrai ?

R. Qu'est-ce que c'est ?

Q. Que tous les brandys saisis sont versés dans une même tonne ?

R. Non, parce que nous embouteillons plusieurs sortes de brandy et ils sont classifiés suivant la qualité aussi,—naturellement ça va dans les produits X, et X.X. et X.X.X.

Q. Monsieur Michaud, êtes-vous prêt à jurer que tous les brandys saisis et transportés au département des saisies, sont versés dans différentes tonnes suivant leur qualité ou s'il n'est pas vrai que tous les brandys sont versés dans une seule tonne et réquisitionnés pour le stock, lorsque la tonne est remplie ?

R. Je ne suis pas responsable de ce que les employés font, mais, quant à moi personnellement, je peux jurer . . .

Q. Vous ne savez pas ce qui se fait ?

M. BERCOVITCH.—Vous ne pouvez pas jurer, quoi ?

R. Quelles marchandises sont classifiées avant l'embouteillage. D'ailleurs, il n'y a pas d'embouteillage qui se fait au département des saisies

Q. On en fait rien là ?

R. Les boissons saisies sont portées dans les départements et sont versées dans des récipients.

Q. Dans quel département ?

R. La classification se fait en bas, dans le département du réservoir, de l'embouteillage.

Q. Après qu'il y a une réquisition pour une tonne remplie de boisson des saisies ?

R. Non, pas après réquisition d'une tonne,—de la marchandise saisie simplement, si c'est une bouteille ou un gallon. . .

Q. Nous reviendrons là-dessus plus tard. Voulez-vous maintenant nous donner un autre mélange vendu sous la même étiquette trois X. et apparaissant à la page 18 sous le numéro 38 ?

R. Onze février mil neuf cent vingt-deux, 52 gallons fond, lot précédent, c'est-à-dire coupage précédent, 1119 gallons de Hill & Thompson Scotch, 30 gallons de Ramway Islay Whisky de Boivin, Wilson & Company; 18 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Cie.; 370 gallons d'eau distillée—en tout 1589 gallons Commission Scotch 3 étoiles.

Q. Voulez-vous m'en donner un autre qui apparait à la page 20, toujours vendu sous la même étiquette—sous le numéro 41 ?

R. Dix-sept février mil neuf cent vingt-deux, 1423 gallons de Lawson Wilson Scotch, maison Meagher Bros., ; 50 gallons de Hezel Burne Malt de McIntyre Co., 25 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Co.; 485 gallons d'eau distillée—en tout 1983 gallons Commission Scotch 3 étoiles.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange de Scotch 3 étoiles, de la Commission, apparaissant à la page 23 sous le numéro 48.

R. Onze mars mil neuf cent vingt-deux, 248 gallons, de Blending Whisky Scotch de McIntyre & Co.; 10 gallons de Anderson Scotch 25 U.P.; 20 gallons de Commission Scotch 3 étoiles, 25 U.P. 20 gallons Hezel Burne McIntyre & Co.; 8 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Co.; 108 gallons d'eau distillée—en tout 414 gallons de Commission une étoile 30 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas trois étoiles, alors ?

R. Non, une étoile.

Q. Voulez-vous donner le mélange de la Commission apparaissant à la page 24 sous le numéro 49 ?

R. Onze mars mil neuf cent vingt-deux, 35 gallons de Hill & Thompson Scotch maison Meagher; 70 gallons Dawson Pure Malt Boivin, Wilson & Co; 60 gallons de Hezel Burne Malt de McIntyre & Co; 114 gallons de Lindsay one diamond Scotch, de McIntyre Co; 7 gallons de Prune Wine de Boivin, Wilson & Co.; 97 gallons d'eau distillée—en tout 410 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Avez-vous aussi un autre mélange qui apparait à la page 28 sous le numéro 57 et vendu sous la même étiquette ?

R. Trente mars mil neuf cent vingt-deux—34 gallons Hill & Thompson Scotch; 58 gallons Dawson Pure Malt; 6 gallons de Prune Wine,; 64 gallons de Hezel Burne Malt; 129 gallons de Lindsay one diamond Scotch; 9 gallons de fond, 60 de Grog; pourcentage alcool n'est pas donné—50 gallons d'eau distillée—en tout 410 gallons étoiles Scotch 25 U.P.

Q. A la page 35, sous le numéro 72, il y a un autre mélange qui est vendu sous la même étiquette—voulez-vous le donner ?

R. Vingt-quatre avril mil neuf cent vingt-deux, lot coupage précédent 10 gallons fond; 60 gallons de Club;—c'est un Scotch, ça,—McIntyre—30

gallons de Grog; 42 gallons de Hezel Burne Malt McIntyre; 9 gallons de Prune Wine Boivin, Wilson & Co. 73½ gallons, Dawson Pure Malt de Boivin, Wilson & Co. 50 gallons de Lawson Wilson Co.; Scotch de Laporte, Martin & Cie; 63 gallons de Lindsay One diamond de McIntyre; 37½ gallons d'eau distillée, total 375 gallons Commission Scotch 3 étoiles.

Q. Voulez-vous me donner le mélange qui apparaît à la page 51 du même volume et qui est vendu sous la même étiquette?

L'HON. M. NICOL.—On vous demande “qui est vendu” est-ce que vous vendez encore de cette marchandise-là?

R. C'est la marchandise qu'on vendait, dans ce temps-là, avec la marchandise provenant des anciens vendeurs. A présent, on vend les Blends tels qu'ils sont faits de l'autre côté, c'est-à-dire importés tout faits.

L'HON. M. NICOL.—On vous a demandé si vous en vendiez et vous avez continué à répondre. Si je comprends bien, vous en avez vendu pour écouler la marchandise que vous aviez prise des anciens vendeurs, mais vous n'en vendez plus aujourd'hui?

R. Non.

Q. Pouvez-vous jurer ça, Monsieur?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous jurer que dans aucun des magasins de la Commission, il ne se vend de ces liqueurs, de ces marques dont vous avez donné la lecture?

R. Nous avons 90 magasins, c'est pas mal difficile de dire s'il y en a encore une bouteille qui reste quelque part.

Q. Par conséquent, vous ne pouvez pas dire qu'il ne s'en vend plus?

R. Je suis sous l'impression qu'il ne s'en vend plus?

Q. Vous ne le savez pas?

R. Sans le savoir au juste, j'en suis presque sûr.

L'HON. M. NICOL.—Dans tous les cas, vous ne faites plus de ces mélanges?

R. Nous n'en faisons plus.

L'HON. M. NICOL.—S'il en a existé...

M. DURANLEAU.—S'il vous plaît, prenez donc note de ce que vous voulez faire dire au témoin et vous l'interrogerez, quand ça sera votre tour.

L'HON. M. NICOL.—C'est très bien, je veux tout faire pour vous être agréable.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas pour ça, mais c'est pour suivre les règles de la preuve.

R. Vingt et un août mil neuf cent vingt-deux, 62 gallons Hill & Thompson Scotch Proof; 117½ gallons Dawson Pure Malt Proof; 109 gallons de Hezel Burne Malt Proof; 267 gallons de Lindsay One diamond Scotch Proof; 65 gallons de Grog à 10% de spirit; 100 gallons de Grog à 10% de spirit; 8 gallons de Prune Wine, 28 gallons d'eau distillée—total 756½ gallons de Commission Scotch 3 étoiles—25 U.P.

Q. Lorsque vous dites, 65 gallons de Grog 14% de spirit, qu'est-ce que ça veut dire?

R. Ça contient 14 degrés.

Q. 14 degrés de cent?

R. Oui.

Q. Et quand vous dites, 100 gallons de Grog 10 degrés de spirit, ça veut dire 10%?

R. Oui.

Q. Ça forme un total de 756½ gallons?

R. 756½ gallons de Commission Scotch 3 étoiles, 25 U.P.

Q. Voulez-vous nous donner le mélange qui apparaît à la page 104 du même volume et qui a été mis en vente par la Commission sous la même étiquette 3X?

R. Six avril mil neuf cent vingt-trois, 36½ gallons de Scotch 28. 5 U.P.; 38 gallons de Scotch 29.8 U.P.; 42½ gallons de Scotch 27.7 U.P.; 43½ gallons de Scotch 32.3 U.P.; 145 gallons de Islay Ramsay Malt, 20 U.P; 11 gallons de Special Dawson proof; 81½ gallons des tables de Scotch de 25 U.P.—en tout 398 gallons Commission Scotch 3X. 25. U.P.

Q. Qu'est-ce que vous voulez dire, lorsque vous dites—... je vois qu'il y a là 4 espèces de Scotch. Sont-ce quatre espèces de Scotch différentes—quelles espèces de Scotch est-ce, ça?—est-ce du Scotch de la Commission?

R. Ce sont des Scotch provenant probablement de saisies ou de la Commission.

Q. Et qui n'ont pas la même force?

R. Ils n'ont pas la même force.

Q. Vous ne savez pas lesquels viennent des saisies?

R. Non, ça n'est pas mentionné là.

Q. Lorsque vous dites, 80½ gallons venant des tables, qu'est-ce que c'est que ça?—Est-ce la même chose que ce que vous avez dit hier?

R. Les bouteilles brisées, les spiritueux recueillis des bouteilles brisées.

Q. Voulez-vous donner lecture d'un autre mélange que la Commission a mis en vente sous la même étiquette de 3 X et apparaissant à la page 134 sous le numéro 330?

R. Trois octobre mil neuf cent vingt-trois—108 gallons de Scotch mélangé à 25 U.P.

Q. Alors, pourriez-vous nous dire quels sont ces Scotch qui ont été mélangés?

R. Je ne peux pas dire.

Q. Dans ce blend-là?

R. Je ne peux pas dire exactement—c'est généralement dans la catégorie des Scotch que j'ai mentionnés tout à l'heure comme le Dewar, le Kilmarnock, le Sandy McDonald, Bullock and Lade, White et autres.

Q. Ça se pourrait-il que ça soit du Scotch saisi aussi?

R. Peut-être.

Q. Et qui ait été mélangé et embouteillé sous l'étiquette 3 X par la Commission?

R. ...

Q. Maintenant, voulez-vous nous donner un autre mélange que la Commission a fait sous la même étiquette et qui apparaît à la page 136 sous le numéro 337?

R. Octobre huit, mil neuf cent vingt-trois, 295 gallons de Watson number 10; 113 gallons d'eau distillée, en tout—408 gallons Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P. Watson No. 10, c'est le nom d'un Scotch d'une distillerie Écossaise.

Q. Et vous le vendez sous le nom et étiquette de Scotch de la Commission comme 3 X?

R. Oui.

Q. Après l'avoir mélangé?

R. Celui-là n'a pas été mélangé.

Q. Mélangé avec de l'eau?

R. Il a été mélangé en Angleterre, blendé en Angleterre et embouteillé comme tel ici.

Q. En ajoutant 113 gallons d'eau?

R. Pour le réduire à 25 U.P.

Q. A ces gallons, vous avez ajouté 113 gallons d'eau?

R. ...

Q. Est-ce ça?

R. Oui, selon la formule scientifique.

Q. Oui, je comprends, vous l'avez dit bien des fois. Voulez-vous donner une autre formule de mélange fait par la Commission sous la même étiquette et qui apparaît à la page 137 sous le numéro 345?

R. Quinze octobre mil neuf cent vingt-trois, 824 gallons de Old Squire; 25 U.P.; Blend 408.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire, 25 U.P. blend? Est-ce un autre Scotch que vous avez mélangé?

R. C'est un coupage.

Q. Un coupage antérieur?

R. Oui.

Q. Sous le nom de Old Squire?

R. Oui., fait avec le Watson No. 10 et du Dawson 408 gallons Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.—en tout 1232 gallons 25 U.P. Commission Scotch 3 étoiles.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange que vous vendez sous la même étiquette et apparaissant à la page 150 du même volume sous le numéro 404.

R. Trente novembre mil neuf cent vingt-deux—ou mil neuf cent vingt-trois—mil neuf cent vingt-trois. 251 gallons de Grant's Liqueur Proof; Grant's liqueur est un Scotch importé de la maison Grant et appelé Grant's Liqueur. 56 gallons de Bræmer Proof Scotch; 102½ gallons d'eau distillée, en tout 409 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

L'HON. M. NICOL.—Quelle est la date?

R. Le trente novembre mil neuf cent vingt-trois.

Q. Voulez-vous donner lecture d'un autre mélange vendu sous la même étiquette et apparaissant à la page 155 sous le numéro 427?

R. Vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-trois—250½ gallons de Grant's Liqueur Proof; 53 gallons de Bræmer Scotch Proof; 2 gallons fond résidu Scotch 3 étoiles 25 U.P.; 100 gallons d'eau distillée—en tout 409½ gallons de Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. A la page 173, vous auriez un autre mélange que vous vendriez—que vous auriez mis en vente sous l'étiquette 3 X.

R. Vingt-deux avril mil neuf cent vingt-quatre, 106 gallons Bræmer Scotch numéro 1 Proof; 294 gallons Grant's Liqueur Proof; 111½ gallons de Scotch 19 U.P.; re McCormick.

Q. C'est une saisie, ça?

R. Je ne sais pas, peut-être—probablement que c'est une marque,—140 gallons d'eau distillée.

Q. Le savez-vous?

R. J'en suis presque sûr.—en tout 650½ gallons Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Vous avez 111½ gallons de Scotch re McCormick. Est-ce du scotch qui a été saisi chez un nommé McCormick?

R. C'est peut-être une marque—c'est peut-être un Scotch saisi chez un nommé McCormick.

Q. Vous ne pouvez pas le dire?

R. Non, je ne peux pas dire.

Q. A la page 178, vous avez un autre mélange que vous vendez sous la même étiquette sous le numéro 1018?

R. Vingt-six mil neuf cent vingt-quatre, 53 gallons Bræmer Scotch Proof; 67 gallons de Holt & Son Special Scotch 3.7 U.P.; 162 gallons de Grant's Liqueur Proof; 4 gallons de Scotch 2 étoiles fond 25. U.P.—résidu du coupage—85 gallons d'eau distillée—en tout 371 gallons de Commission Scotch 3 X. 25 U.P.

Q. A la page 170, il y a aussi un autre mélange sous le numéro 1026, voulez vous en donner lecture?

R. Onze juin mil neuf cent vingt-quatre, 269 gallons de Young's Fine Old Scotch—111 gallons d'eau distillée.—en tout 380 gallons de Scotch.—non, c'est 2 étoiles, ça, 25 U.P. C'est un autre coupage.

Q. Deux étoiles?

R. Deux étoiles.

Q. Voulez-vous regarder à la page 182, sous le numéro 1041, et nous dire si vous ne trouvez pas là un autre mélange que l'on vendait sous la même étiquette de 3 étoiles?

R. Neuf juillet mil neuf cent vingt quatre, 280 gallons de Scotch Proof; 93 gallons d'eau distillée, en tout 373 gallons de Commission Scotch. 25 U.P.

Q. Les deux 280 gallons de Scotch Proof, voulez vous dire si cette boisson provient des saisies?

R. Non, généralement c'est marqué, lorsque ça vient des saisies, alors, c'est probable que ce Scotch nous venait de bouteilles brisées.

Q. Ça venait de bouteilles brisées?

R. Pas de fond.

Q. C'est-à-dire ce qui restait dans les bouteilles?

R. Ce qui restait dans les bouteilles après qu'elles étaient brisées. Maintenant, je ne pourrais pas dire quelle espèce de Scotch est entré dans ces 280 gallons provenant de bouteilles brisées. Lorsqu'on prend généralement les bouteilles brisées, on assortit les bouteilles brisées surtout dans ce cas-ci probablement qui contenaient du Scotch 3 étoiles.

Q. Mais vous ne pourriez pas le dire?

R. Je ne peux pas dire exactement.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que du Scotch Proof?

R. Ça veut dire 100 degrés.

Q. Ça peut provenir aussi de différentes bouteilles de Scotch brisées?

R. Probablement, peut-être.

Q. Maintenant, à la page 187, vous aurez un autre mélange sous le numéro 1062, mis en vente sous la même étiquette Scotch 3 X. de la Commission?

R. Dix-neuf août mil neuf cent vingt-quatre, 68 gallons de Holt & Son 8.5 U.P.; 56 gallons de Young's Fine Old Scotch de 6 O.P.; 158 gallons de Grant's Liqueur Proof; 93 gallons d'eau distillée—en tout 375 gallons de Commission Scotch 3 étoiles vingt-cinq U.P. (25).

Q. Vous auriez, à la page 192, un autre mélange mis en vente comme étant un Scotch de la Commission 3X. sous le numéro 1089.

R. Premier octobre mil neuf cent vingt-quatre—84 gallons de Dawson Old Curio Proof; 20 gallons de Sandy McDonald; 28 gallons de Spey Royal;

LE PRÉSIDENT.—Ce sont là deux Scotch?

R. Ce sont deux Scotch, oui. 40 gallons Bullock Lade Scotch W. L. Ça veut dire White Label; 44 gallons de Grant's Liqueur, 20 gallons de King William; 64 gallons de Dawson Special; 8 gallons de Scotch 3 Stars, 25 U.P.; 100 gallons d'eau distillée. En tout 408 gallons 3 étoiles 25. U.P.

Q. A la page 194, vous avez un autre mélange.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que ce sont des Scotch importés?

R. Importés, oui.

Q. Sous le numéro 1096?

R. Seize octobre mil neuf cent vingt-quatre, 84 gallons Dawson Old Curio preuve; 20 gallons Sandy Mc-Donald Scotch; 28 Gallons Spey Royal Scotch preuve; 40 gallons de Bullock Lade White Label 8 U.P.; 40 gallons Grant's Liqueur preuve; 20 gallons King William preuve; 64 gallons de Dawson Special preuve; 15 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P. fond résidu de la précédente—98 gallons d'eau distillée—en tout 413 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Je vois que, parmi les items de ce mélange, il y a Dawson Curio ou Old Curio que vous embouteillez ici à Montréal, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Ceci, ce sont des fonds de bouteilles aussi?

R. Non, 84 gallons qui viennent de deux fûts.

LE PRÉSIDENT.—Des fûts importés?

R. Des fûts importés, à peu près 40 ou 45 gallons par fût.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange vendu sous la même étiquette, paraissant à la page 196 sous le numéro 1105?

R. Trente octobre mil neuf cent vingt-quatre, 84 gallons de Dawson Old Curio 6 U.P.; 20 gallons Sandy McDonald Preuve; 28 gallons Spay Royal preuve; 40 gallons de Bullock Lade White Label 8 U.P.; 44 gallons de Grant's Liqueur preuve; 20 gallons de King William preuve; 64 gallons de Dawson Spécial preuve; 12 gallons de Scotch three Stars 25 U.P. fond; 95 gallons d'eau distillée—en tout 407 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Voulez-vous prendre maintenant le volume suivant de vos mélanges spiritueux et nous donner la formule numéro 1128?

LE PRÉSIDENT.—Quelle est la cote de ce volume?

R. M.-2. (M. Duranleau.)

R. Cinq décembre mil neuf cent vingt-quatre, 1245 gallons Commission Scotch 3 stars 25 U.P.; page un, volume deux.—176 gallons de Grant's Liqueur 25 U.P.; Blend, part of Blend numéro 490—en tout 1481 gallons Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Je comprends que, dans ce mélange, vous avez 1245 gallons d'un précédent mélange?

R. Oui.

Q. Que vous aviez comme Scotch 3 X?

R. Oui.

Q. Voulez-vous indiquer la date de ce mélange?

R. Blend numéro 1124, vingt-cinq novembre mil neuf cent vingt-quatre.

Q. Alors, voulez-vous donner le Blend 1124, vingt-cinq novembre mil neuf cent vingt-quatre, que vous avez indiqué sous le nom de Commission 3 X. formant un total de 1245 gallons?

R. Vingt-cinq novembre, 252 gallons de Dawson Old Curio 65 U.P.; 60 gallons de Sandy McDonald I. U.P.; 74 gallons de Spay Royal preuve; 120 gallons de Bullock Lade White 8 U.P.; 132 gallons de Holt & Son. 84 U.P.; 60 gallons de King William 4 preuve;—192 gallons de Dawson Special preuve,—; 80 gallons de Commission Scotch 3 Stars 25 U.P.; 265 gallons d'eau distillée, en tout 1245 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Alors, vous avez pris ces 1245 gallons-là et vous les avez mélangés avec d'autres scotch, d'autres ingrédients pour former 1128 gallons.

R. Non, avec un autre Scotch du nom de Grant's Liqueur 176 gallons.

Q. Vous avez pris vos 1245 gallons du Blend 1124?

R. Oui.

Q. Vous avez ajouté 176 gallons de Grant's Liqueur?

R. Oui.

Q. Et je vois en-dessous: blend, part of Blend 490?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous mélangez le Scotch Grant aussi?

R. On s'en servait—on s'est servi ici de Blend 490.

Q. Alors, voulez-vous donner le Blend 490?

R. Trois mars mil neuf cent vingt-quatre, 247 gallons de Grant's Liqueur 5 U.P.; 81 gallons eau distillée—en tout 328 gallons de Grant's Liqueur 25 U.P.

Q. Alors, vous avez pris une quantité de 176 gallons du mélange 490, vous l'avez ajoutée à vos 1245 gallons de Scotch de la Commission provenant du mélange 1124?

R. Oui.—le numéro 490 est du Grant's Liqueur seul.

Q. Et vous avez formé une quantité de 1124 gallons?

R. Oui.

Q. Que vous avez mis en vente sous le nom de Scotch de la Commission 3 X?

R. Oui Monsieur, c'est ça.

Q. Voulez-vous donner une autre formule, la formule 1137 qui doit apparaître à la page 3 de ce même volume M.-2?

R. Seize décembre mil neuf cent vingt-quatre, 60 gallons de Sandy McDonald 1 U.P.; 192 gallons de Dawson Special preuve; 18 gallons Holt & Son 8.4 U.P.; 152 gallons de Grant's Liqueur 25 U.P.; 120 gallons de Bullock Lade White Label 8. U.P.; 84 gallons de Spay Royal preuve; 60 gallons de King William preuve; 252 gallons de Dawson Old Curio 6.5. U.P.; 253 gallons d'eau distillée; 42 gallons de Commission Scotch 25 U.P.; en tout—1233 gallons de Commission Scotch 3 X. 25 U.P.

Q. Vous avez un autre mélange ici à la page 9, vendu sous la même étiquette sous le numéro 1169. Voulez-vous en donner lecture?

R. Seize janvier mil neuf cent vingt-cinq, page 9. 252 gallons de Dawson Old Curio 6. U.P.; 60 gallons de Sandy McDonald I U.P.; 84 gallons de Spay Royal preuve.; 120 gallons de Bullock Lade White Label 8 U.P.; 132 gallons de Grant's Liqueur 5 U.P.; 60 gallons de King William 4 preuve.; 192 gallons de Dawson's Special preuve.; 25 gallons de Holt & Son 8. 4 U.P.; 282 gallons d'eau distillée, en tout 1207 gallons de Commission Scotch 3 étoiles 25 U.P.

Q. Voudrez-vous avoir aussi, Monsieur le témoin, les mélanges qui ont été faits à Québec, non seulement pour un X, mais aussi pour trois X.—tous les mélanges, dans tous les cas, les mélanges pour la ville de Québec, le district de Québec?

R. Des feuilles mobiles?

Q. Soit en volume ou en feuilles mobiles.

R. Il y en a probablement une copie à Montréal. Je vais voir exactement ce que c'est et je les ferai venir.

Q. Quand pourrons-nous les avoir?

R. Pour demain ou après-demain.

Q. Maintenant, Monsieur Michaud, voulez-vous regarder à la page 24 du premier volume M-I et nous donner le mélange d'un whisky blanc que vous auriez mis en vente sous le numéro 50, je crois?

R. Treize mars mil neuf cent vingt et un.

LE PRÉSIDENT.—Treize mars mil neuf cent vingt et un—la Commission n'était pas établie?

R. Pardon—mil neuf cent vingt-deux—133 gallons et un tiers d'alcool à 65 O.P.; 266 gallons et deux tiers d'eau filtrée.—en tout 400 gallons de whisky blanc à 47 U.P.—c'est-à-dire que, pour le réduire à 47 U.P., il faut ajouter 266 gallons et deux tiers d'eau distillée pour le mettre à 47 U.P.

Q. Est-ce que cet alcool provenait de saisies, l'alcool qui entrait dans ce mélange?

R. Ça n'est pas mentionné ici.

Q. Vous ne savez pas?

Q. Voulez-vous donner le mélange de whisky blanc, à la page 26 sous le numéro 53?

R. Seize mars mil neuf cent vingt-deux, page 26, 130 gallons de whisky blanc des tables.

Q. Provenant des tables?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire?

R. Bouteilles brisées—résidu de bouteilles brisées.

Q. Continuez?

R. 133 gallons et un tiers d'alcool 65 O.P. et 268 gallons et deux tiers d'eau distillée—en tout 532 gallons de whisky gallons 47 U.P.

Q. Avez-vous un autre mélange, sous le numéro 54, de whisky blanc aussi?

R. Oui, dix-sept mars mil neuf cent vingt-deux, 129 gallons et deux tiers alcool 65 O.P.; 259 gallons et un tiers d'eau distillée—en tout 389 gallons whisky blanc 47 U.P.

Q. Vous ne savez pas non plus d'où provenait cet alcool?—vos mélanges ne l'indiquent pas?

R. Non. C'était probablement venu des vendeurs autorisés.

Q. Voulez-vous donner un mélange de whisky blanc qui appert à la page 27 sous le numéro 55.

R. Vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-deux, 143 gallons d'alcool 54 O.P.; 273 gallons d'eau; 136 gallons et un tiers d'alcool 58 O.P.; 271 gallons et un tiers d'eau distillée; 137 gallons et deux tiers d'alcool 54 O.P.; 262 gallons et un tiers d'eau distillée—en tout 1224 gallons de Whisky blanc 47 U.P.

Q. Voulez-vous donner le mélange qui appert à la page 30, au numéro 61, de Whisky blanc?

R. Cinq avril mil neuf cent vingt-trois. 117 gallons de whisky blanc; 99 gallons d'alcool 58 O.P.; 199 gallons d'eau distillée, 415 gallons de whisky blanc.

Q. Indiquez donc le total?

R. Formant un total de 415 gallons de whisky blanc.

Q. Je vois que le premier item de ce mélange comprend 117 gallons de whisky blanc. Est-ce que cela provenait d'un mélange précédent?

R. Probablement, si ça nous est arrivé des vendeurs, on a ajouté de l'alcool plus fort et on l'a réduit ensuite selon les formules avec 199 gallons d'eau.

Q. Est-ce que ça pourrait provenir des saisies ce whisky-là

R. Je ne pourrais pas dire.

Q. Est-ce que vous n'employiez pas du whisky blanc qui provenait des saisies?

R. Oui, lorsqu'il y en a, mais je ne peux pas dire à cette époque-là s'il y en a eu de saisi.

Q. Provenant de distillations clandestines?

R. Nous l'employions après analyse.

Q. Je comprends que, après analyse, vous l'employiez?

R. On n'en a presque pas.

Q. Vous ne mentionnez pas dans vos mélanges que ça provient de saisies?

R. Ça n'est pas mentionné, non.

Q. Maintenant, vous dites que ce whisky blanc...

R. Le Whisky blanc probablement nous arrivait tout préparé des magasins de gros—c'est-à-dire des vendeurs qui avaient des licences auparavant.

Q. Ou peut-être des saisies?

R. Peut-être des saisies.

Q. Maintenant, voulez-vous donner au comité le mélange qui appert à la page trente-six sous le numéro 74, d'un autre whisky blanc, vendu par la Commission?

R. Vingt-cinq avril mil neuf cent vingt-trois. 38 gallons de fond, résidu de lot précédent; 74 gallons de whisky blanc venant des tables; 98 gallons d'alcool 58 O.P.; 200 gallons d'eau distillée,—total 410 gallons de whisky blanc 47 U.P.

Q. Lorsque vous dites, venant des tables, c'est comme vous l'avez expliqué tout à l'heure?

R. Oui.

Q. Provenant de bouteilles brisées?

R. C'est ça.

Q. Voulez-vous regarder, à la page 71, au numéro 6 et nous dire si vous n'avez pas un autre mélange que vous vendiez sous la rubrique de whisky blanc?

R. Novembre dix, mil neuf cent vingt-deux—14 gallons fond 48 U.P.; 126 gallons alcool 63 O.P.; 262 gallons d'eau distillée—en tout 402 gallons de whisky blanc 48 U.P.

Q. Voulez-vous regarder, la page 191 et dire s'il y a là un mélange de whisky blanc sous le numéro 1081?

R. Septembre dix-huit, mil neuf cent vingt-quatre 92½ gallons d'alcool 65 O.P.; 31 gallons d'alcool 30 O.P. provenant de saisies; 9 gallons alcool 65 O.P. des tables; 2 gallons whisky blanc 48 U.P., fond provenant de listes, de bouteilles brisées sur table.; 268 gallons d'eau distillée—en tout 402½ gallons de whisky blanc 48 U.P.

Q. Voulez-vous donner le mélange qui apparaît à la page 194 du même volume sous le numéro 1098, d'un autre whisky blanc?

R. Vingt et un octobre mil neuf cent vingt-quatre. 89 gallons alcool 65 O.P.; 45½ gallons alcool 51.2 O.P., saisie; 52 gallons de whisky blanc fond 48 U.P.; 275 gallons eau distillée—en tout 419.9 gallons whisky blanc 48 U.P.

Q. Voulez-vous nous dire exactement qu'est-ce que vous entendez dire par eau distillée?

R. C'est de l'eau que nous passons par une machine qui enlève toutes ses impuretés.

Q. C'est de l'eau qui provient de l'aqueduc de Montréal?

R. C'est l'eau naturelle de Montréal.

LE PRÉSIDENT.—Que vous distillez?

R. Qu'on distille.

Q. Que vous filtrez?

R. Non, qu'on distille.

Q. Même distillée?

R. Même distillée.

Q. Est-ce que vous ne vous servez pas de l'eau filtrée qui entre dans vos boissons?

R. Non, toute l'eau est distillée.

Q. Vous êtes sûr de ça?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vous avez un autre whisky—un Scotch que vous avez vendu et qui se vend encore sous le nom de Old Squire?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous donner le mélange ou les mélanges du whisky que vous vendez sous ce nom-là, par exemple, à la page 109 numéro 220?

R. Mai vingt-neuf, mil neuf cent vingt-trois. 301 gallons Watson numéro 28 O. P.; 318 gallons Dawson Special 2 O.P.; 42 gallons Hezel Burne Malt preuve; 3 gallons Dawson Special 25 U.P.; 274 gallons eau distillée.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça?

R. Fond, résidu.

Q. Dawson Special?

R. Un fond—bouteilles brisées sur table—en tout 938 gallons Old Squire 25 U.P.

Q. Alors, il n'y avait pas de Old Squire dans ce composé-là du tout?

R. Old Squire est une marque.

Q. Vous n'en avez pas acheté du Old Squire?

R. Non, c'est une marque spéciale pour la Commission.

Q. N'est-il pas vrai que vous n'avez jamais acheté de Old Squire?

R. Si la mémoire ne me fait pas défaut, je crois qu'on n'en a jamais acheté.

Q. Savez-vous quelle maison fabrique le Old Squire?

R. Non.

Q. Vous ne le savez pas ?

R. Non.

Q. Voulez-vous donner une autre formule de Old Squire, à la page 112, sous le numéro 234 ?

R. Treize juillet mil neuf cent vingt-trois, 120 gallons Watson, numéro 2 preuve.; 144 gallons Dawson Special 2 O. P.; 27 gallons Hezel Burne preuve; 119 gallons eau distillée—en tout 407 gallons de Old Squire—25 U.P.—comme explication marque O.S.—Old Squire—c'est une marque introduite par la Commission pour vendre le Watson coupé avec les autres, blendé. Ce Watson ne se vendait pas sous sa propre étiquette.

Q. Il n'était pas assez connu ?

R. Je ne peux pas dire.

M. BOUCHARD.—Il l'était trop.

Q. Alors, vous l'avez mélangé avec du Dawson Spécial et du Hezel Burne et de l'eau distillée et vous vendez ce produit sous le nom de Old Squire ?

R. Old Squire.

Q. Maintenant, voulez-vous donner l'autre formule du Old Squire, à la page 115 sous le numéro 246 ?

R. Vingt-huit juillet mil neuf cent vingt-trois, 197 gallons Watson Scotch numéro 2,— O.P.; 200 gallons Dawson Special Scotch, 2 U.P.; 42 gallons Hezel Burne Malt Proof; 69½ gallons d'eau distillée—et onze et demi gallons de Old Squire 25 U.P.

Q. Lorsque vous dites 11½ gallons Old Squire fond, voulez-vous expliquer ce que ça veut dire ?

R. Fond, c'est le résidu d'un lot précédent, d'un coupage précédent.

Q. Que vous mettez dans l'autre mélange, dans le mélange suivant ?

R. Le mélange précédent.

Q. Le mélange précédent de Old Squire ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous donner le mélange vendu sous le nom de Old Squire, apparaissant à la page 125 sous le numéro 289 ?

R. Vingt-neuf août mil neuf cent vingt-trois, 215 gallons de Bræmer Scotch numéro 1 preuve; 270 gallons Dawson Special 5 O.P.; 40 gallons de Hezel Burne Malt Proof.; 32 gallons de Sheriff Islay Malt, 8 O.P., 25 gallons fond 25 U.P., résidu d'un lot précédent.

Q. Ça n'appert pas dans le mélange ?

R. Non, mais lorsque c'est rapporté, c'est ça que ça veut dire. 208 gallons d'eau distillée, en tout 790 gallons de Old Squire 25 U. P.

Q. Voulez-vous donner le mélange de votre Old Squire qui apparaît à la page 161 sous le numéro 454 ?

R. Vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-quatre, 164 gallons de Dawson Special Proof; 10 gallons Bræmer Scotch Proof; 28 gallons de Sheriff Islay Malt à 3.5 U.P.; 110 gallons d'eau distillée—en tout 410 gallons de Old Squire.

Q. Voulez-vous référer à la page 39 du même volume et nous donner un mélange que la Commission a mis en vente sous le nom de Commission Brandy; sous quelle marque a-t-on mis ce brandy là en vente ?

R. Il a été mis dans le temps sous le nom de Commission Brandy 25 U.P.

Q. Voulez-vous donner le mélange de cette boisson ?

R. Mai six, mil neuf cent vingt-deux—page 39. 25 gallons fond, 25 U.P.—probablement un lot précédent—dix gallons essence Brandy Proof. L'essence

de Brandy Proof, c'est un Brandy concentré. Brandy mixed, mélange venant des tables, 22 gallons; 10 gallons de . . .

Q. Qu'est-ce que c'est que ce Brandy mixed venant des tables?

R. Venant des tables, c'est la marchandise recueillie de la même manière que l'autre, des bouteilles brisées sur les tables.

Q. Mélangé?

R. Non, tel que c'est là.

Q. Brandy mélangé venant des tables?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que vous dites que ça venait d'un autre mélange?

R. Non, toutes les bouteilles qui se brisent sur les tables, vont dans ce mélange-là.

Q. Et ce mélange-là entre dans un de vos mélanges?

R. Il entre dans ce coupage-ci.

Q. Ensuite?

R. 10 gallons de Brandy Pellevoisin de la maison Hudon, Hébert & Compagnie.

Q. Ensuite?

R. Six gallons de Brandy B. H. & Cie—ça doit être Boivin, Wilson & Compagnie.; 4 gallons de Brandy Bairaud, de la maison Mægher Brothers; 8 gallons de Claudon, maison Boivin, Wilson & Compagnie; 57 gallons de Gomez Brandy de la maison J. J. Murray et Compagnie; 80 gallons de Brandy de Péliisson de la maison J. J. Murray & Co.; 80 gallons de Frappin de la maison Boivin, Wilson & Co; 30 gallons de Grog à 6%; 311 gallons Brandy 25 coupé sur la liste de l'inventaire.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire, ça?

R. Probablement qu'il y avait dans l'inventaire quantité de marques qui ont été introduites dans ce coupage-ci—311 gallons—je ne peux pas donner exactement l'explication.

Q. Alors, vous auriez dans ce mélange, à part toutes les marques que vous venez de mentionner, 311 gallons de différentes autres marques?

R. Différentes autres marques, oui.

Q. Provenant de la liste de l'inventaire?

R. C'est ça.

Q. Vous ne pourriez pas indiquer ces marques-là?

R. Pas dans le moment, parce que je ne l'ai pas devant moi.

Q. Serait-il possible de les indiquer, d'avoir le détail de ça?

R. Probablement.

Q. Alors, voudrez-vous faire les recherches?

R. Oui.

Q. Et nous fournir les détails sur les 311 gallons que vous avez achetés ou toutes les autres marques qui apparaissent dans le mélange?

R. Oui.

R. Continuez?

R. 110 gallons de Brandy 25 U.P.; vides d'après listes—ça comprend différentes autres marques aussi que je pourrai vous fournir, s'il y a possibilité, dont je pourrai fournir le détail, s'il y a possibilité.

Q. Alors, vous avez ajouté encore à ce mélange 110 gallons de différentes autres marques que vous indiquez comme étant des vides d'après la liste?

R. C'est-à-dire qu'il faudrait référer aux employés pour avoir l'explication.

Q. Vous ne pouvez pas expliquer ce que ça veut dire ces mots-là: vides d'après liste?

R. Probablement que ce sont des bouteilles contenant une variété de marques qui ont été vendues 110 gallons par une liste...

Q. C'est l'explication la plus plausible que vous pouvez donner?

R. 63 gallons...

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que vous allez vous procurer ces listes-là?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Vos vides—tâchez d'avoir la liste?

R. Je vous ai expliqué... il n'y en a pas d'autres.

Q. Vous dites: probablement?

LE PRÉSIDENT.—Vous dites, d'après la liste?

R. 63 gallons d'eau distillée en tout, 815 gallons de Brandy 25 U.P. Commission.

Q. Voulez-vous donner un autre mélange qui apparaît à la page 42 du même volume sous le numéro 7?

R. Quinze mai mil neuf cent vingt-deux. 74 gallons de Canadian Rye de la maison Boivin, Wilson & Compagnie; 23 gallons de Perfection Rye de la maison L. Chaput & Fils et Compagnie.; 38½ gallons de Canadian Rye maison Mægher Brothers; 30 gallons Canadian Rye maison Hudon & Orsali; 78½ gallons de Canadian Rye de la maison Rothschilds Bros.; 239 gallons Canadian Rye de D. A. Sauvé (Hilarités); 28 gallons de Canadian Rye de D. Bélanger; 333 gallons de Rye, Canadian Rye département des saisies; 26 gallons de Rye de J. Latt; 4 gallons de Whisky Scotch.

Q. Quelle marque?

R. La marque n'y est pas?

Q. Il n'y a aucune marque?

R. Aucune marque.

Q. Est-ce du Scotch de la Commission?

R. Ça se peut, mais le Rye et le Scotch sont faits dans certains cas, des mêmes céréales, en Ecosse et ici. 4 gallons de Prune Wine; 25 gallons de K. B. Dry, en tout 895 gallons de Rye 25. U.P.;

Q. Voulez-vous donner un autre mélange à la page 43—c'est un mélange que vous vendez sous le nom de: Brandy de la Commission?

R. Oui—dix-neuf mai mil neuf cent vingt-deux, 13 gallons fond—résidu d'un coupage précédent; 196 gallons de Brandy 25 U.P. d'après liste; 35 gallons de Ricardo Gomez Brandy; 57½ gallons de Frappin Brandy; 4 gallons d'essence de Brandy, bonificateur—c'est une explication, ça—c'est un bonificateur de Brandy—4 gallons d'essence—je viens de les donner—4 gallons de Brandy B. H. & Compagnie; 6½ gallons de Brandy Pellevoisin; 5½ gallons de Brandy de Claudon; 3½ gallons de Brandy Bairaud; 1½ gallon de Brandy Croizet; 3½ gallons de Commodore.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça?

R. C'est une marque de Brandy.

Q. La connaissez-vous?

R. C'est probablement disparu, parce que moi, je ne la connais pas; 4½ gallons de Brandy McIntyre 25 U.P.; 20 gallons de Grog 6%.

Q. 6%?

R. C'est-à-dire 6 degrés—6 degrés sur 100 degrés. Commission Brandy—25 gallons d'eau distillée—en tout 375 gallons Brandy de la Commission 25 U.P.

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange qui appert à la page 44 du même volume et qui est vendu sous la même étiquette, comme Brandy de la Commission.

R. Mai dix-huit, mil neuf cent vingt-deux, 5 gallons B. & H. Co. Brandy; 13 gallons de fond, 25 U.P.; résidu d'un lot précédent; 4 gallons essence de Brandy—explication: bonificateur de Brandy; 58 gallons de Frappin; 6 gallons de Claudon; 4 gallons de Bairaud; 4 gallons de Commodore; 30 gallons de Gomez Brandy; 6 gallons de Pellevoisin Brandy; 5 gallons de McIntyre Brandy; 2 gallons de Léon Croizet, Brandy; 232 gallons de Brandy venant des caisses—ça, ça comprend les autres marques de Brandy.

Q. Vous avez deux 232 gallons venant des caisses—est-ce que ça vient de la boisson saisie?

R. Non, il y avait une quantité de marques de tous les vendeurs et chaque vendeur avait son embouteillage de sa marchandise, des deux ou trois marques.

Q. Pouvez-vous donner le détail de toutes les marques qui sont entrées dans cet item—, dans ce mélange?

R. Probablement.

Q. La quantité de 232 gallons?

R. ...

Q. Serez-vous capable de nous donner ça?

R. Probablement,—20 gallons de Grog 6 degrés; 4 gallons d'eau distillée—393 gallons en tout, Brandy 25 U.P. de la Commission

Q. Voulez-vous nous donner un autre mélange de Brandy qui apparaît à la même page sous le numéro 1?

R. Vingt-quatre mai mil neuf cent vingt-deux, 13 gallons de Brandy fond, 25 U.P., reste d'un lot précédent; 31 gallons de Brandy Espagnol; 59 gallons de Brandy Frappin; 4 gallons essence brandy—explication: bonificateur de Brandy.

Q. Voilà trois fois que vous nous le dites.

R. 5 gallons de B. & H. Co. Brandy; six gallons de Pellevoisin Brandy; 10 gallons de Claudon Brandy; 4 gallons de Bairaud Brandy; 2 gallons de Léon Croizet Brandy; 4 gallons de Commendon Brandy; 5 gallons de McIntyre Brandy 25 U.P.—235 gallons 25 U.P. venant de caisses.

Q. C'est la même explication que vous venez de donner pour les mélanges précédents?

R. Oui.

Q. Et ces différentes marques qui ont été mélangées, ont formé cet item de mélange de 235 gallons?

R. Oui.

Q. Et dont vous pourrez fournir les détails à une prochaine séance?

R. Probablement.

Q. Continuez?

R. 35 gallons d'eau distillée—en tout 413 gallons Brandy de la Commission 25 U.P.

M. RIVARD.—Monsieur le Président, vous avez demandé à Monsieur Lord de venir ici, ce matin, avec ses livres de banque. Nous sommes prêts à les déposer—ça ne devrait pas être bien long—Monsieur Lord est déjà ici depuis une semaine et demie.

M. BOUCHARD.—On pourrait les faire déposer.

M. SAUVÉ.—Nous pourrions peut-être avoir une séance ce soir, Monsieur le Président ?

LE PRÉSIDENT.—La Chambre siège.

M. BERCOVITCH.—On pourrait aussi siéger ce soir.

LE PRÉSIDENT.—Le comité ne peut pas siéger, lorsque la Chambre siège, excepté avec la permission de la Chambre.

M. BERCOVITCH.—On pourrait demander la permission de la Chambre.

M. SAUVÉ.—En tout cas, je crois devoir renouveler ma demande.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que l'ordre du jour est très chargé à la Chambre—il n'est pas probable que le comité siégera.

Le comité s'ajourne alors au lendemain matin 27 mars, mil neuf cent vingt-cinq, à 10.30 a. m.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 27 MARS, 1925.

PRÉSIDENT: L'hon. J.-E. Perrault.

A 10.45 hrs, le Président ouvre la séance.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, avant qu'on ne continue le témoignage de M. Michaud je demanderais l'assignation de quelques témoins pour la prochaine séance: Major René Larocque, Hôpital Militaire, Ste-Anne de Bellevue.—Maurice LaCharité, 23 rue Laurier, Sherbrooke, Qué.,—M. René Bouchard, gérant du magasin numéro un, rue Peel, Commission, des liqueurs Montréal,—E.-P. Dupuis, gérant du magasin de la Commission, à Coaticook.—Stanislas Dupuis, son fils, du même endroit.—Le doc. A. Dupuis, Coaticook.—M. R.-H. Gooley,—Coaticook.—M. John Goudreault, chef de police, Coaticook.—Messieurs C.-E. Lemoyne et B.-E. Lemoyne, marchands, Coaticook.—W.-G. O'Neil et Arthur Vincent, Coaticook—ce sont des employés ou des ex-employés de la Commission. MM. Jos. Deslauriers et Henri Deslauriers, numéro 21½, 5e rue, Limoilou. M. W. George, de W. George Limited, 1185, rue St-Jacques,, Montréal.—M. Charles Stuart, même adresse.—M. James Wright, même adresse.—M. J. Adélard Gravel, entrepreneur, 23 Sherbrooke-Est, Montréal.—M. Adélard Villeneuve, 253, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles,

près Montréal.—MM. Boucher et G.-J. Benning, ou Benninger je ne suis pas certain, rue Shutter, Montréal—je n'ai pas le numéro, pour le moment. M. P.-C. Carle, 561B, rue Wolfe, Montréal.—M. Nithingale, je n'ai pas le nom de baptême—rue Orléans, Montréal.—avec instructions d'apporter avec eux tous les documents, toute correspondance et documents se rapportant à la Commission des liqueurs, les affaires de la Commission des liqueurs en général.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je demanderai d'assigner Monsieur F.-X. De Grandpré de Montréal, surintendant des magasins de la Commission, M.-E. Dulude, Corbyville, Ontario, et Ralph Scott, Commission des liqueurs, Montréal.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, avant que nous continuions, vous me permettrez de donner une certaine rectification à propos du compte rendu des journaux. Certains journaux font dire au Premier Ministre qu'il avait déclaré à la Chambre que j'avais attendu à la fin de la session pour convoquer le comité des comptes publics. Afin de rectifier les faits, je dois déclarer que c'est, le trois février mil neuf cent vingt-cinq, que j'ai demandé au président du comité des comptes publics de bien vouloir commencer les séances. Nous avons commencé par entendre Monsieur Therrien et d'autres et nous avons continué ensuite.

M. RIVARD.—Monsieur le président, avant de continuer l'examen de Monsieur Michaud—je ne voudrais pas intervenir dans l'interrogatoire que l'on veut faire subir aux témoins que l'on veut entendre, seulement, je ferai remarquer que Monsieur Lord est ici depuis une quinzaine de jours et qu'on a remis son témoignage pour qu'il produise des livrets de banque. Je ne veux pas intervenir dans les témoignages, seulement, je demanderais qu'on nous dise, au moins, à quelle date nous pourrions être entendus pour produire ces livres, pour que nous ne soyions pas ici encore une semaine à attendre. On comprend que ceci nuit aux affaires de Monsieur Lord et c'est pourquoi j'insiste pour qu'on l'assigne pour un jour déterminé.

LE PRÉSIDENT.—On pourrait peut-être suspendre le témoignage de Monsieur Michaud?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je ne voudrais pas interrompre trop longtemps le témoignage de Monsieur Michaud, si c'est rien que pour produire ou exhiber un livre de banque qu'on a demandé. . .

M. BOUCHARD.—Je n'ai pas encore commencé de questionner le témoin. —si on siégeait demain. . .

M. DURANLEAU.—On ne siègera pas le samedi?

M. SAUVÉ.—On a besoin de quelques heures pour préparer nos travaux.

M. BOUCHARD.—Je comprends que, si nous siégeons demain, nous pourrions renvoyer Monsieur Lord.

M. SAUVÉ.—Cela, ne nous avancerait pas non plus.

M. BOUCHARD.—Je crois que nous pourrions passer demain les deux ou trois témoins qui attendent pour se faire entendre.

M. BERCOVITCH.—Si je comprends bien, vous avez une vingtaine de témoins encore à entendre pour la semaine prochaine?

M. SAUVÉ.—Le premier ministre refuse toujours de nous donner des séances du soir.

LE PRÉSIDENT.—Ça ne peut pas être long l'interrogatoire de Monsieur Lord.

M. BOUCHARD.—Ça va prendre une demi-heure et peut-être plus.

M. DURALEAU.—Si ça ne prend pas plus qu'une demi-heure, je n'ai pas d'objection.

LE PRÉSIDENT.—Nous avons ici le sénateur Wilson qui attend depuis trois jours. Moi, j'aurais été disposé à siéger demain, mais c'est au Comité à le décider si on doit siéger demain.

M. SAUVÉ.—C'est-à-dire, c'est à la Chambre, ce n'est pas au comité. Le comité ne peut pas décider si la Chambre doit s'ajourner ce soir ou lundi.

LE PRÉSIDENT.—Si la Chambre s'ajourne, c'est une autre affaire.

M. SAUVÉ.—Je soumets, Monsieur le président, que, d'abord, nous ne pouvons certainement pas finir l'enquête du Comité des comptes publics cette semaine, et ne pouvant pas finir, je crois qu'il serait raisonnable que nous ne siégions pas demain, afin de pouvoir prendre le repos que nous méritons. Nous avons siégé tous les jours de la semaine dans une salle où l'atmosphère est assez difficile à supporter et nous avons aussi besoin d'un travail préparatoire, l'examen des dossiers etc, et, en même temps, de voir aux affaires de notre famille.

L'HON. M. CARON.—Si la chambre siège demain, pourquoi le comité ne siégerait-il pas demain matin ?

M. SAUVÉ.—Je dirai une chose, c'est que nous ne devons pas procéder avec le but de finir l'enquête cette semaine.

M. BOUCHARD.—Non, on n'a pas cette intention-là.

M. SAUVÉ.—Pour ma part, si on ajourne le comité à lundi, nous sommes prêts à siéger lundi soir, mais, d'ici à lundi soir, ça nous permettrait au moins de vaquer à nos autres occupations—et, le dimanche, il y a des occupations qui priment tout,—nous avons aussi nos autres occupations demain et nous reviendrons, lundi, recommencer les travaux du comité.

M. BOUCHARD.—Quant à moi, je crois que, pour finir le plus tôt possible cette enquête, nous ne devrions pas perdre de temps. Il me semble que, si la Chambre siège demain, le comité devrait aussi siéger. Nous voulons prendre tout le temps nécessaire pour faire cette enquête et je vois qu'il y a des témoignages qui sont assez longs—si on continue à faire donner par les témoins tous les mélanges de la Commission depuis son origine, ça va prendre une couple de jours encore pour ce témoignage-là, et comme ce témoignage est toujours une chose assez monotone et comme on semble prendre tous les moyens voulus en somme pour nous retarder, pour que nous ne puissions pas faire la lumière sur les opérations de la Commission...

M. SAUVÉ.—Ce n'est pas ça, au contraire, c'est pour avoir le temps de faire la lumière qu'il faut prendre le repos nécessaire pour pouvoir mieux faire

nos travaux ensuite, pour qu'on ne puisse pas nous dire ensuite: je suis fatigué, arrêtez donc les témoignages.

M. BOUCHARD.—Je crois qu'on n'a pas besoin d'arrêter trois jours pour se reposer. Samedi, dimanche et lundi ça fait une semaine de quatre jours.

M. SAUVÉ.—L'honorable député de St-Hyacinthe devrait mieux interpréter mes paroles. Je n'ai pas d'objection à siéger lundi soir et toute l'année, si vous voulez.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, le comité des comptes publics est un comité de la Chambre. Je ne vois pas pourquoi on ferait une exception aux règles ordinaires qui veulent que les comités siègent le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de chaque semaine. D'après les règles de la Chambre, la Chambre ne siège pas le samedi, excepté sur un ordre spécial de la Chambre et dans des cas particuliers. Comme nous le disions au début de cette séance, nous ne pouvons pas terminer cette semaine. Si nous pouvions terminer cette semaine, je pourrais peut-être faire un effort pour siéger demain, comme cela n'est pas possible, il me semble que ce comité devrait s'ajourner comme de coutume et, généralement, il s'ajourne au mardi matin, Si c'est le désir du comité d'ajourner à lundi soir, j'en suis.

M. SAUVÉ.—Je tiens à ce qu'on siége lundi.

M. DURANLEAU.—Mais, quant au samedi, mes savants amis et collègues de droite savent parfaitement que cela n'est pas pratique, que cela n'est pas praticable. Nous avons nos affaires personnelles et nous avons nos affaires de famille, et le samedi, le dimanche, généralement, nous allons dans nos familles. Il n'y a pas de raison particulière pour siéger le samedi et, à part cela, nous aurons, ce matin probablement, d'autres livres qui seront produits et il va falloir avoir le temps de les examiner. Nous ne pouvons pas travailler vingt-quatre heures par jour. Nous sommes prêts à travailler quinze ou dix-huit heures, s'il le faut, mais pas vingt-quatre heures.

LE PRÉSIDENT.—Pourquoi n'entendrions-nous pas monsieur Lord, et le sénateur Wilson, ce matin—on peut suspendre le témoignage de Monsieur Michaud, les deux autres ne peuvent pas être bien longs, tandis que Monsieur Michaud doit être ici jusqu'à la fin.

M. DURANLEAU.—Je désire relever un mot de Monsieur Bouchard, tout à l'heure, lorsqu'il a dit que nous faisons lire toutes les formules du mélange des boissons. Si Monsieur Bouchard veut prendre le trouble de regarder les livres, il verra qu'il n'y a pas un dixième et même pas un douzième des mélanges de la Commission que le témoin a donnés.

M. BOUCHARD.—Vous n'avez pas encore fini?

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le comité aura objection à entendre Monsieur le sénateur Wilson et Monsieur Lord.

M. DURANLEAU.—Voici, Monsieur le président. Si nous sommes pour ajourner à lundi soir, je n'ai pas d'objection, pourvu qu'il n'y ait que ces deux témoins entendus ce matin.

LE PRÉSIDENT.—Les deux témoins seront entendus et Monsieur Michaud continuera ensuite son témoignage.

M. DURANLEAU.—Et nous ajournerons à lundi soir?

LE PRÉSIDENT.—Il se pourrait que la chambre siège lundi soir. Je suis informé que la chambre siègera lundi soir.

L'HON. M. CARON.—Si la chambre siège demain, je ne vois pas pourquoi le comité ne siègerait pas.

L'HONORABLE MARCELLIN WILSON, de la cité de Montréal, sénateur, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, dépose ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD:

Q. Il a été question, Monsieur le sénateur, d'une transaction qui a donné lieu à un procès dont le jugement a été produit devant ce comité. Cette transaction avait eu lieu entre Monsieur Lord et la maison Dawson, et j'aimerais que vous donniez des explications relativement à cette transaction?

R. Narcisse Lord est venu me trouver, en mil neuf cent vingt-deux, je crois. Il m'a expliqué qu'il avait été malheureux et qu'il avait besoin de refaire un peu sa fortune. Il m'a demandé si je voudrais intercéder auprès de la maison Dawson, que je représentais avant mil neuf cent vingt et un, pour lui faire expédier de la marchandise. La maison Dawson ne lui aurait pas expédié de marchandise, à moins que quelqu'un ne le recommande—il n'était pas connu de la maison Dawson. Je l'ai fait et la marchandise a été expédiée à Monsieur Lord, sur promesse expresse de Monsieur Lord qu'il paierait au bout de soixante jours.

Q. Où cette marchandise a-t-elle été expédiée?

R. A St-Pierre Miquelon.

LE PRÉSIDENT.—C'est là qu'elle devait être expédiée aussi?

R. C'est là qu'elle devait être expédiée et qu'elle a été expédiée.

Q. Si j'ai bien compris, Monsieur Lord a dit devant le comité que vous étiez son agent?

M. SAUVÉ.—Je comprends que le témoin a dit que la marchandise avait été expédiée à St-Pierre Miquelon et que c'est le président qui a repris, en disant que ça devait être expédié là.

R. C'est là que la marchandise devait être expédiée et c'est là qu'elle a été expédiée.

Q. La marchandise expédiée à St-Pierre Miquelon, a-t-elle été vendue directement par la maison Peter Dawson à Monsieur Lord?

R. Directement à Monsieur Lord. Il devait faire la remise—il devait remettre le montant à la maison Dawson directement.

Q. Aviez-vous aucun intérêt, quel qu'il soit, dans cette transaction, soit comme commission ou comme profit ou de toute autre manière que ce soit?

R. Aucun intérêt quelconque, ni directement ni indirectement.

Q. Alors, c'est tout simplement pour rendre service à Monsieur Lord que vous avez écrit à la maison Dawson pour le recommander?

R. Absolument, et c'est à sa demande expresse répétée et réitérée. Ça faisait quatre ou cinq fois qu'il me demandait ça. La première fois, j'ai refusé et, finalement, j'ai consenti.

Q. Comment se fait-il que vous avez poursuivi Monsieur Lord devant les Cours pour vous faire rembourser certains montants ou certains argents qui vous étaient dus en vertu d'un billet?

R. Monsieur Lord n'a pas remis le montant, à la maison Dawson, qu'il devait remettre au bout de soixante jours et il m'a demandé expressément qu'il me donnerait son billet, si je lui donnais du délai, et, pour obliger Monsieur Lord également, j'ai accepté de Monsieur Lord des billets et, lorsque les billets auraient été payés, j'aurais remis le montant à la maison Dawson.

Q. Monsieur Lord a dit devant ce comité que vous étiez un de ses agents à Montréal et l'autre agent qu'il a nommé, était un nommé Gillespie, je crois. Est-ce que ceci est la vérité

R. Quant à la maison Gillespie, je n'en connais rien. Quant à la maison Dawson, j'ai cessé d'être leur agent, le premier mai mil neuf cent-vingt et un.

Q. Est-ce que vous étiez l'agent de Monsieur Lord ?

R. Pas du tout.

Q. Vous lui avez rendu un service d'ami ?

R. Absolument.

Q. Monsieur Lord était un de vos anciens clients ?

R. Monsieur Lord était un de mes clients et il s'est réclamé du fait qu'il était mon client, qu'il l'avait été pendant un grand nombre d'années et qu'il avait perdu de l'argent et qu'il voulait essayer à refaire cet argent en vendant des effets à St-Pierre Miquelon.

M. SAUVÉ.—Vous avez trouvé que Monsieur Lord méritait votre sympathie et votre encouragement ?

R. Oui.

Q. Depuis quand avez-vous cessé d'agir comme agent ou comme vendeur de la maison Peter Dawson et de toute autre maison ?

R. Le premier mai, mil neuf cent vingt et un, j'ai cessé toutes mes affaires, je me suis retiré d'affaires et je n'ai fait aucune transaction depuis cette époque.

LE PRÉSIDENT.—Depuis le premier mai, mil neuf cent vingt et un ?

R. Depuis le premier mai, mil neuf cent vingt et un—depuis que la Commission a été instituée.

Q. Alors, vous seriez en état de dire que, ni directement ni indirectement, vous n'avez fait aucun profit, quel qu'il soit, avec la Commission des liqueurs de la province de Québec ?

R. Exactement—et, si le comité me permet, je pourrais peut-être donner lecture des documents que j'écrivais, à la fin d'avril, mil neuf cent vngt et un—que j'écrivais à Monsieur Simard qui était à cette époque le président de la Commission—en lui donnant la liste des maisons que je représentais au Canada avant mil neuf cent vingt et un.

(Le témoin donne lecture d'une lettre et d'une liste de fournisseurs Européens.)

10A

22 avril, 1921.

L'honorable Georges-A. Simard,

Président de la Commission des liqueurs,
59, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Cher Monsieur,

Nous nous permettons de vous remettre, sous pli, une liste des maisons Européennes que nous représentons au Canada depuis un grand nombre d'années, et dont les marques de commerce sont bien connues dans la province de

Québec. En apprenant à ces maisons que nous nous retirons des affaires, le premier mai prochain, et que nous devons mettre fin à nos contrats avec elles, nous avons pris la liberté de les référer à votre commission et vous incluons, sous pli, copies de nos lettres à leur adresse.

Nous attirons votre attention spécialement sur la Maison W. & A. Gilbey, Limited, de Londres, qui est en mesure de vous fournir une variété de marchandises, telles que Scotch et Irish Whisky, vins de Port et Sherry, vins de Bourgogne, vins de Bordeaux, gins anglais, rhum, etc. Ci-inclus, leur dernière liste de prix, mentionnant escompte et commission à l'agent. Il nous fait plaisir de vous dire que toutes les maisons que nous vous recommandons, sont de tout premier ordre.

Vos dévoués,

BOIVIN, WILSON & CIE, LTEE,
Directeur.

(COPIE).

Si vous avez besoin d'autres renseignements, je me ferai un plaisir de vous les donner verbalement.

22 avril, 1921.

LISTE DE NOS AGENCES EUROPÉENNES

BIERE & PORTER ANGLAIS.....	Messrs Read Bros Ltd, Kentish Town. London, N. W. 5 England.
VINS DE PORT & SHERRY.....	Messrs Robertson Bros & Co. 98 Great Tower Street. London E.C. 3—England.
SCOTCH WHISKY.....	Messrs Peter Dawson Limited, 82 Great Clyde Street, Glasgow, Scotland.
IRISH WHISKY.....	Messrs Lawson, Wilson & Cie, Ltd, The Grattan Buildings, 49 Stafford Street, Dublin, Ireland.
VINS DE BORDEAUX, CLARETS & SAUTERNES.....	Faure Frères, Bordeaux, France.
VIN ST-MICHEL.....	M. M. Dandicolle & Gaudin, Bordeaux, France.
AMER PICON.....	Picon & Cie. Bordeaux, France.

VINS DE BOURGOGNE.....	Les Petits Fils de F. Mignier. Dijon, France.
CHAMPAGNE, VINS EPERNAY	Vve A. Devaux & Cie. Epernay, France.
VERMOUTH ITALIEN	C. Chazalettes & Co. Regina Margherita, Torine, Italie.
W. & A. GILBEY LTD. Pantheon (Export Department) London...	Grands exportateurs en Scotch & Irish Whisky—Vins de port & sher- ry, vins de Bourgogne, vins de Bor- deaux, gins anglais, rhum, etc.

COPIE D'UNE LETTRE ADRESSÉE AUX MAISONS QUE JE REPRÉ- SENTAIS

22 avril, 1921.

Messieurs,

Vous avez, sans doute, appris que, le premier mai prochain, le commerce des vins et liqueurs dans la province de Québec, sera exclusivement sous le contrôle d'une Commission nommée à cet effet par la Législature de cette province. Cette Commission aura le contrôle absolu sur l'importation et la vente des vins et liqueurs. Nous avons, en conséquence, décidé de nous retirer des affaires et de discontinuer toutes nos représentations à partir du premier mai prochain. Dans l'espoir que vous pourrez continuer à faire des affaires avec cette Commission, nous nous sommes permis de recommander votre maison et nous vous suggérons de vous mettre immédiatement en relation avec le président de cette Commission, l'Honorable Georges-A. Simard, 59 rue Notre-Dame-Est, Montréal, lui donnant vos plus bas prix et meilleures conditions, déduction faite de tout escompte et commission de représentant, pour les marchandises que vous avez à lui offrir. Inutile de vous dire que la solvabilité de cette Commission est incontestable, c'est pratiquement le crédit de la province de Québec qui est engagé.

Veuillez croire, chers Messieurs, que c'est avec un vif regret que nous devons discontinuer d'aussi vieilles et agréables relations d'affaires avec votre maison. Recevez, Messieurs, nos biens sincères salutations,

BOIVIN WILSON & CIE LTÉE,
Directeur.

(Copie).

Q. Je comprends que vous avez travaillé de manière à ce que la Commission des liqueurs de Québec puisse acheter ses liqueurs, sans avoir à payer une commission quelconque à qui que ce soit dans la province de Québec?

R. Absolument.

Q. Est-ce qu'il est à votre connaissance que, de fait, la Commission des liqueurs a eu la remise de cet escompte qui se payait ordinairement ou la commission qui se payait aux agents dans la province?

R. Je comprends que, dans deux cas seulement—je ne sais pas si la Commission a acheté des marchandises d'autres maisons, mais la maison Gilby et la maison Peter Dawson—ils ont eu la remise de la commission de l'agent.

Q. Maintenant, M. Wilson, vous avez été présent ici, lorsque Monsieur Michaud a rendu son témoignage devant ce comité. Il a été question du blending des liqueurs. Je suppose que vous avez une certaine connaissance de ce qui se pratique dans les vieux pays et en Ecosse, notamment, au sujet du Scotch Whisky?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire de qui généralement les grandes maisons achètent les différents produits qui entrent dans la confection des Scotch?

R. Les grands exportateurs de Scotch Whisky n'exportent pas le produit d'une distillerie. Ce sont tous des blenders. Ils achètent de l'alcool ou du Scotch Whisky de différentes distilleries et ils les font vieillir et, lorsqu'ils sont prêts à être embouteillés, ils font des mélanges suivant le goût du pays ou le marché.

Q. C'est le produit de plusieurs distilleries?

R. Oui.

Q. Si je comprends bien, ces distilleries que vous mentionnez, sont plutôt de petits établissements qui sont répandus un peu partout en Écosse?

R. Il y en a beaucoup plus de petits que de grands, et chaque distillerie a un cachet particulier, un goût particulier—alors, c'est le mélange de tous ces différents whiskys qui est fait là.

LE PRÉSIDENT.—C'est ce mélange qui fait telle marque de Scotch?

R. Oui. Lorsqu'on prend du whisky de Dawson et du Dewar, ce n'est pas le produit d'une seule distillerie. C'est un mélange de plusieurs distilleries.

LE PRÉSIDENT.—De plusieurs alcools?

R. De plusieurs alcools.

Q. Depuis combien de temps, M. Wilson, êtes-vous dans le commerce des liqueurs au pays, ici?

R. Quarante ans et un peu plus.

Q. Je comprends que vous avez été aussi dans la fabrication des alcools?

R. Oui, j'ai été distillateur.

Q. Voulez-vous nous dire si, avant la venue de la Commission des liqueurs dans la province de Québec, les blendings se faisaient à peu près de la même façon qu'ils se font actuellement à la Commission des liqueurs?

R. Oui, toutes les liqueurs.

M. DURANLEAU.—Bien, Monsieur le président, il me semble que c'est pas là une ligne de preuve...

M. SAUVÉ.—Est-ce que Monsieur Wilson sait bien ce qui se passe à la Commission des liqueurs?

M. BOUCHARD.—Il a entendu les témoignages—et il était ici—c'est un ancien commerçant qui a une certaine expérience dans ce commerce-là—et nous devons naturellement prendre nos informations chez des experts et je crois réellement que Monsieur Wilson est un expert et c'est pourquoi je lui demande de répondre à la question, si Monsieur le président le permet.

M. DURANLEAU.—Je mets mon objection, Monsieur le président, à cette preuve, comme n'étant pas pertinente.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que la preuve peut être faite.

M. LANGLAIS.—Je m'objecte, Monsieur le président.

LE PRÉSIDENT.—Il y a déjà une objection.

R. Oui. Je ne peux parler que pour chez moi, mais les mélanges que j'ai vus là, ce sont des mélanges raisonnables qui se faisaient généralement.

Q. Maintenant, est-ce que vous avez visité les établissements de la Commission des liqueurs, à Montréal?

R. J'ai visité, oui, mais les bureaux principalement—j'ai visité d'une manière générale, mais je ne suis pas entré dans les détails.

Q. Pas dans la partie industrielle?

R. Je ne suis pas entré dans les détails.

INTERROGÉ PAR M. NICOL.

Q. Vous avez une longue expérience dans le commerce des liqueurs, comme vous avez dit, Monsieur le sénateur, n'est-ce pas?

R. Oui, Monsieur.

Q. Et, si j'ai bien compris la teneur de vos lettres, vous en êtes sorti avant le premier mai mil neuf cent vingt et un?

R. J'en suis sorti le premier mai mil neuf cent vingt et un.

Q. Depuis cette date du premier mai mil neuf cent vingt et un, est-ce que vous avez été, soit directement ou soit indirectement, intéressé dans le commerce des liqueurs dans la province de Québec ici?

R. Pas pour un sou.

Q. Je crois qu'on vous a demandé, depuis ce temps-là, si vous aviez, soit directement ou soit indirectement fait des profits avec les opérations de la Commission des liqueurs?

R. J'ai répondu que non.

Q. Je crois que vous avez dit que vous aviez une expérience de quarante et quelques années dans ce commerce?

R. Oui, Monsieur.

Q. Voulez-vous dire, Monsieur le sénateur, qu'est-ce que c'est qu'un Scotch potable, tel que celui vendu par Peter Dawson, par exemple, de quelle façon ce Scotch est fait et dans quelle condition il est offert en vente?

R. Je crois l'avoir dit il y a un instant, mais je vais le répéter, si vous voulez.

M. SAUVÉ.—Il l'a dit?

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est?

R. C'est un mélange de différentes distilleries—c'est un blend de Whisky de différentes distilleries, en y ajoutant du vin de prune, du sherry, pour lui donner un certain bouquet.

Q. C'est un mélange provenant de différentes distilleries et vous dites qu'on y ajoute du Sherry et du vin de prune pour lui donner un goût particulier?

R. Pour lui donner un goût particulier et pour le mettre un peu plus moëlleux.

Q. Y a-t-il d'autre chose qu'on ajoute au vin de prune ou au Sherry et à l'alcool ou au Scotch de différentes distilleries, pour le rendre potable.

R. Bien, il y a peut-être des maisons qui ajoutent d'autre chose—certaines maisons peuvent peut-être ajouter une parcelle d'Oporto ou d'Irish Whisky.

Q. Est-ce qu'on y ajoute de l'eau?

R. Certainement, ça c'est pour réduire. Ces scotch whisky sont généralement distillés à 108 ou 110 degrés—huit ou dix degrés au-dessus de preuve. Pour les rendre buvables, on les réduit généralement à quatre-vingt-cinq degrés, c'est-à-dire quinze degrés sous preuve, ou vingt ou trente-cinq degrés en bas de preuve, ça dépend.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que l'eau est nécessaire?

R. Absolument.

Q. Cette réduction se fait avec de l'eau?

R. Oui.

Q. Est-ce que ce procédé est suivi en Écosse seulement ou partout?

R. Partout.

Q. Par qui est fait ce blending ou ce mélange?

R. Ordinairement ça demande un homme rare—ça demande un homme précieux qui sait faire le blending pour convenir à la population, à la clientèle.

Q. Qu'est-ce qu'on appelle cet homme-là?

R. C'est un expert, un expert blender—c'est un monsieur qui est très recherché, parce qu'ils sont assez rares.

Il faut avoir beaucoup de talent et avoir une grande connaissance dans la préparation du Scotch.

Q. Quelle est la partie la plus importante. Est-ce le blendage ou la préparation ou la distillerie du Scotch.

R. Il y a beaucoup plus de distillateurs qu'il n'y a de blenders. Distiller, c'est facile. La distillerie, ce sont les machines qui la font, mais blender, c'est le palais, c'est le goût.

Q. Pourriez-vous, d'après votre expérience, nous dire combien de différentes marques de Scotch on peut prendre pour faire le blend et est-ce que des, fois, on se sert d'autre chose que du Scotch?

R. On peut prendre huit, dix, quinze Scotchs différents, le produit de différentes distilleries pour faire ce blending, et on y ajoute, comme je le disais un instant, du vin, du sherry, on y ajoute du prune wine et de l'eau distillée pour le mettre à la force convenable.

Q. Ceci, si je comprends bien, est la pratique suivie en Écosse?

R. C'est la pratique suivie pour tous les alcools, même les cognacs—les Irish Whiskys la même chose.

Q. Lorsque vous étiez dans le commerce, est-ce que cela se pratiquait—était-ce la pratique suivie dans votre maison?

R. Oui, absolument.

Q. Et les autres maisons de gros de Montréal?

R. Oui—et il y a un avantage à cela et, si vous le permettez, je vais vous l'expliquer. Le Scotch, etc, lorsqu'il est importé en caisses, ils font payer les

droits comme si tous les Scotchs avaient quatre vingt-cinq degrés. Alors, si vous voulez importer du Scotch à quatre-vingts degrés ou à soixante et cinq degrés, c'est-à-dire vingt-cinq sous preuve, et que vous l'importez en caisses, vous perdez les droits sur la différence. Une caisse de Scotch est censée contenir deux gallons. Si le Scotch que vous importez a soixante et dix ou soixante et quinze degrés, de soixante et quinze à quatre-vingt-cinq degrés, il y a dix degrés, et vous payez dix centins par degré, de droits. Alors, vous perdez une piastre par gallon, c'est-à-dire que vous payez une piastre de droits sur de l'alcool que vous n'avez pas—c'est-à-dire deux piastres par caisse. Alors, les maisons faisaient les mélanges aussi tout aussi bien et sauvaient cette différence.

Q. Alors, dans le temps des vendeurs, lorsque ce commerce était permis ici les maisons importaient le Scotch comme vous dites, en fûts?

R. Oui.

Q. Et lorsqu'ils importaient en fûts, ils importaient à base de preuve, n'est-ce pas?

R. Preuve ou au-dessus de preuve.

Q. Et alors la maison payait les droits pour ce qu'elle avait?

R. Pour la force qu'elle importait.

Q. Ensuite, comme vous disiez tout à l'heure, la maison gagnait, de cette façon, quelque chose comme deux piastres par caisse?—une piastre par gallon et, puisqu'il y a deux gallons par caisse, ça faisait deux piastres par caisse?

R. Environ deux piastres par caisse, ça dépendait du degré.

Q. Ensuite il y a aussi, je suppose, l'emballage et les caisses elles-mêmes?

R. Il y a les caisses.—ceux qui vendaient à la bouteille sauvaient les caisses—ce qui est déjà un item.

Q. Il y a le fret aussi, je suppose, qui coûte plus cher?

R. Oui, ça coûte beaucoup plus cher d'importer en caisse qu'en fût.

Q. Est-ce qu'il y a aussi plus de cassure, lorsqu'on importe par caisse, que par fût?

R. Oui.

Q. Il y a plus de perte?

R. Il y a plus de perte.

Q. Sur cette question de perte, d'après votre expérience, voulez-vous dire quel était le montant de la perte à peu près?

R. Ça dépend beaucoup de la marchandise. Ainsi, dans ma distillerie où se faisait l'embouteillage à Berthier, je calculais un item d'ensemble de deux et demi pour cent pour la casse ($2\frac{1}{2}\%$), parce que ce sont des bouteilles plus fragiles que le Scotch et le Cognac. Dans le Cognac, on peut calculer de un et demi à deux pour cent ($1\frac{1}{2}\%$ à 2%).

Q. Pour en revenir à la force du Scotch, lorsque le Scotch est importé en fût, il y a des avantages que vous avez énumérés et il y a d'autres avantages aussi d'importer en fût?—D'abord, si je comprends bien, lorsque vous importez en fût, vous avez tout le Scotch que le fût contient?

R. Oui.

Q. Ensuite, on nous a dit qu'une fois que le fût est vide, on mettait de l'eau distillée, bouillie, dans le baril et qu'on retirait du baril un certain montant d'alcool?

R. Oui, ça se faisait—du moins je crois—ça se faisait chez moi et dans toutes les maisons, parce que l'alcool qui est dans un fût dans le bois, est toujours un alcool très précieux. Ce qui est dans le bois vaut mieux que le reste du contenu.

Q. Pourquoi ?

R. Parce que l'alcool est vieilli dans le bois, et ce qu'on recherche toujours dans l'alcool, c'est de lui donner le goût du bois.

Q. Alors, ça se faisait ?

R. Ça se faisait chez moi.

Q. Est-ce que ça se faisait par exception ou si c'était l'usage du commerce ?

R. Je ne sais pas comment ça se passait ailleurs, mais je suis convaincu que ça devait se faire ailleurs.

Q. C'est l'usage du commerce ?

R. ...

Q. Je remarque, Monsieur le sénateur—je ne sais pas si vous avez entendu les témoins qui ont été entendus ici—Monsieur Michaud, je crois que vous l'avez entendu ?

R. Monsieur Michaud, oui.

Q. J'ai remarqué que, l'orsqu'on l'a questionné par exemple, un certain Scotch trois X, au début du témoignage—au début de son examen—c'est-à-dire au début des mélanges, il y a des formules qui sont données tel numéro, telle page et qu'on semble s'être servi de Scotch provenant de chez Laporte, Martin etc, ou telle ou telle autre maison, Prune Wine etc, qui venaient, je crois, de votre maison ou qui venaient d'ailleurs—en tout cas, il y avait plusieurs mélanges pour faire un blend. Est-ce que cela vous a paru étrange ?

R. Pas du tout. C'est ce que j'aurais fait moi-même, si j'avais été à la commission. Il y avait du Scotch là-dedans qui n'était pas vendable, parce qu'il n'était pas connu, tout en étant de très bonne qualité et, en faisant des mélanges comme ça, ça permettait à la Commission de l'écouler.

Q. J'ai remarqué, lorsqu'on en est venu aux derniers mélanges faits en mil neuf, cent vingt-quatre qu'on dit avoir fait un blend sous tel numéro, telle page—je ne veux pas vous retenir en vous donnant les pages et les numéros—et on donnait deux ou trois marques de Scotch avec d'autre chose et on faisait un blend. Avez-vous remarqué ça ?

R. J'ai remarqué qu'on en a fait plusieurs—entre autre, il y avait le Old Curio de Dawson et du Grant. Le Old Curio est un whisky qui n'a pas moins de vingt ans, et j'ai considéré que ce blend-là était trop généreux. Le Grant est aussi une excellente maison et Dawson est aussi une bonne maison. Ce sont des whisky de tout premier ordre. Pour moi, ça me paraissait exagéré.

M. SAUVÉ.—Vous vendiez toujours de la bonne boisson ?

R. Toujours.

Q. Vous avez toujours vendu du très bon Scotch, de la bonne boisson et vous dites que ce blend de la Commission est plus généreux que ce que vous auriez donné vous-même ?

R. Oui, ce sont des marques de tout premier ordre ces trois-là.

Q. Je crois qu'il a été question, hier, d'un certain blend d'essence de Brandy—voulez-vous dire qu'est-ce que c'est que l'essence de Brandy ?

M. SAUVÉ.—Est-ce l'essence qui est marqué dans le livre ou l'essence de Monsieur Wilson.

L'HON. M. NICOL.—Généralement—l'essence de Brandy ?

M. SAUVÉ.—Il faut toujours savoir si c'est l'essence de la maison Boivin Wilson & Compagnie ou l'essence de la Commission des liqueurs ?

L'HON. M. NICOL.—Je crois que Monsieur Michaud s'est servi de l'expression essence de brandy et bonificateur,—au lieu de Scotch c'est du Brandy.

R. Je crois qu'il y a de l'essence de Brandy, mais ce n'est pas nécessaire—il y a des brandy qui ont beaucoup d'arome et c'est de cela qu'on se sert pour faire les coupages.

Q. Est-ce ça que vous appelez l'essence de Brandy?

R. Non,—je ne sais pas ce que le témoin a voulu dire—il y a de l'essence de Brandy comme il y a de l'essence de Gin et de l'essence de Scotch. D'un autre côté il y a des Brandys fortement aromatisés qui remplacent ces essences, qui rendent les mêmes services et qui sont employés.

M. SAUVÉ.—L'essence, est-ce que c'est meilleur que ce brandy-là?

R. Non.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce que le Brandy concentré est aussi appelé essence de Brandy?

R. Bien, ça dépend—moi, je ne l'appelle pas ainsi—je parle de Brandy fortement aromatisé.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Wilson, c'est en mil neuf cent vingt-deux que vous avez rencontré Monsieur Lord?

R. Je le crois.

Q. Il s'est adressé à vous, parce que il savait que vous étiez apparenté à la maison Peter Dawson d'Écosse?

R. Je suppose.

Q. Lui avez-vous fait vendre beaucoup de boissons alcooliques, de liqueurs alcooliques depuis mil neuf cent vingt et un?

R. A Monsieur Lord?

Q. A Monsieur Lord?

R. Si je lui ai fait vendre?—pas du tout.

Q. Par la maison Dawson?—c'est la seule transaction que vous connaissez?

R. C'était deux mille caisses, tel que cela appert au dossier.

Q. Pour un montant d'environ combien?

R. Vingt mille dollars, je crois.

Q. Vous a-t-il dit quel commerce il voulait faire avec cette boisson?

R. Oui—il avait établi, il avait un établissement ou des arrangements à St-Pierre Miquelon et il voulait faire un commerce à St-Pierre Miquelon.

Q. Il voulait faire le commerce à St-Pierre Miquelon?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a une bien grosse population à St-Pierre Miquelon?

R. Je ne connais pas du tout.

Q. Avez-vous compris que c'était pour vendre aux habitants de St-Pierre Miquelon?

R. Non, non.

Q. Au détail?

R. Non.

Q. Qu'est-ce que vous avez compris?

R. J'ai compris que les bateaux se rendaient à Saint-Pierre Miquelon et achetaient de son établissement, c'est l'explication que Monsieur Lord m'a donnée.

Q. Avez-vous compris que c'était un commerce clandestin qu'il voulait faire avec les commerçants des Etats-Unis?

R. Non, Monsieur Lord avait parfaitement le droit de vendre à Saint-Pierre Miquelon tel qu'il le faisait.

Q. C'est ça que vous avez compris?

R. C'est ce que j'ai compris, et c'est ce qui existe—il a parfaitement droit.

Q. Dites-vous la même chose du commerce qu'il a fait en haute mer?

R. Non, non, je vous parle de St Pierre Miquelon.

Q. Mais c'est la même chose?

R. Non, ce n'est pas la même chose—à St-Pierre Miquelon, Monsieur Lord a le droit de recevoir ses marchandises en payant les droits au gouvernement de St-Pierre Miquelon et c'est ce qu'il faisait. Du moins, c'est ce qu'il m'a dit qu'il faisait.

Q. C'est ce que vous avez compris?

R. ...

Q. Vous n'avez pas douté un instant qu'il pouvait faire autre chose?

R. Je ne me suis pas occupé de ce qu'il voulait faire.

Q. Ça ne vous intéressait pas?

R. Ça ne m'intéressait pas.

Q. De savoir ce qu'il ferait avec cette boisson-là?

R. Pas du tout.

Q. Maintenant, je constate, par la pièce S. qui a été produite, que vous vous êtes fait transporter la réclamation de Peter Dawson Limited, contre Monsieur Lord, et que vous vous êtes fait donner une garantie collatérale en faveur de votre maison, la maison Boivin, Wilson & Cie, Limitée, le vingt-cinq avril mil neuf cent vingt-trois, devant le notaire Pérodeau, pour un certain montant, n'est-ce pas?

R. Oui, c'est exact.

Q. Pour le plein montant?

R. Non, c'est une garantie, c'est une hypothèque sur une propriété dont je ne connais pas la valeur. Je crois qu'il m'a donné une hypothèque de huit à dix mille dollars—je ne connais pas la valeur de la propriété.

Q. Est-ce que vous faites vous-même, Monsieur Wilson, ou votre maison, des affaires avec la maison Peter Dawson Ltd?

R. Pas depuis le premier mai mil neuf cent vingt et un.

Q. Votre maison n'existe plus, je crois?

R. La maison Boivin, Wilson & Cie, Limitée, existe, mais elle ne fait pas d'affaires. La charte existe—nous n'avons pas liquidé.

Q. Maintenant, Monsieur Wilson, depuis mil neuf cent vingt et un, est-ce que vous n'avez pas fait vendre à d'autres de la marchandise par la maison Peter Dawson Limitée?

R. Fait vendre à d'autres...

Q. A d'autres personnes qu'à Monsieur Lord?

R. Non—Monsieur Dawson vient ici deux fois par année lui-même...

Q. Vous êtes-vous intéressé à faire vendre de la marchandise à d'autres par la maison Peter Dawson?

R. Pas que je me rappelle, à tout événement, si j'ai recommandé à la maison Dawson de vendre à celui-ci ou à celui-là c'est sans aucun bénéfice. Je n'ai pas fait un sou là-dedans, ni directement ni indirectement, ni avec Lord ni d'autres.

Q. Mais, comme question de fait, vous rappelez-vous d'en avoir recommandé?

R. Je ne crois pas.

Q. Des ventes à d'autres?

R. Je ne crois pas l'avoir fait.

Q. Connaissiez-vous Monsieur Ludger Brien?

R. Oui, je l'ai connu hier soir.

Q. Vous ne le connaissiez pas auparavant?

R. Je ne le connaissais pas—je le connaissais de vue, mais je n'aurais pu le nommer.

Q. Vous n'avez jamais fait d'affaires avec lui?

R. Je n'ai jamais fait d'affaires avec lui, non.

Q. Depuis mil neuf cent vingt et un?

R. Non, jamais.

Q. Voulez-vous nous dire, Monsieur Wilson, si votre maison et vous-même avez acheté de la boisson de Peter Dawson, depuis mil neuf cent vingt et un?

R. Non, je n'en ai pas acheté, ni moi ni ma maison.

Q. Vous n'en avez pas reçu?

R. Je n'en ai pas reçu.

Q. D'aucune maison?

R. Aucune maison, Maintenant, si vous me permettez, je ferai une observation. J'ai reçu quarante-huit bouteilles de fine champagne, par l'entremise de la Commission, d'un de mes amis d'Europe, du vieux Cognac de soixante et quinze ans.

M. SAUVÉ.—C'était un souvenir?

R. Non, c'était pour mon usage personnel et j'ai payé les droits et le bénéfice de la Commission.

Q. Maintenant, Monsieur Wilson, on vous a fait faire certaines affirmations sur les mélanges des liqueurs—je comprends que vous avez parlé là d'après votre expérience personnelle dans votre établissement?

R. Parfaitement.

Q. Vous ne connaissez rien des mélanges qui se font ailleurs?

R. Non.

Q. Je comprends aussi que la marchandise que vous vendiez sous une certaine étiquette, provenait toujours d'un mélange absolument semblable?

R. Quand je vendais de la marchandise que j'embouteillais chez moi, oui. Je pouvais varier la quantité.

Q. Mais toujours du même mélange?

R. Oui. Les formules que j'ai entendues hier, c'est à peu près ce que je faisais généralement chez moi.

Q. Vous étiez un des vendeurs autorisés, vous?

R. Non.

Q. Avant la loi de mil neuf cent vingt et un?

R. Non, j'étais dans la classe des marchands de gros?

LE PRÉSIDENT.—Vous étiez importateur?

R. J'étais importateur.

Q. N'étiez-vous pas intéressé, Monsieur Wilson, dans une ou plusieurs maisons de vendeurs autorisés?

R. Pas une seule, Monsieur.

Q. Votre intérêt se limitait à . . .

R. Boivin, Wilson & Compagnie.

Q. Vous avez vendu une immense quantité de boissons alcooliques?

R. Oui.

Q. Durant que la loi a été en force?

R. Absolument, autant que j'ai pu.

Q. Voulez-vous donner le chiffre d'affaires que vous faisiez dans la province de Québec?

R. Je faisais des affaires. . .

M. BERCOVITCH.—Attendez une minute?

LE PRÉSIDENT.—Eh quoi est-ce pertinent, ça?

M. BERCOVITCH.—Nous retournons à l'époque précédant l'adoption de la Loi de la Commission.

M. DURANLEAU.—Mais le témoin a parlé d'une expérience de quarante ans.

M. BERCOVITCH.—Qu'est-ce que cela a à faire avec ses ventes? Il rend témoignage à titre d'expert, parce qu'il a été dans ce genre d'affaires pendant quarante ans.

M. DURANLEAU.—Je désire savoir l'étendue de son expérience:—l'étendue de son commerce, nous renseignera à cet égard.

M. DURANLEAU.—Je ne veux pas le chiffre exact—c'est simplement pour nous donner une idée du commerce qu'il a fait. Je ne vois pas qu'on ait raison de s'objecter, surtout lorsque le témoin n'a pas d'objection à le dire

LE PRÉSIDENT.—Quel est l'objet de la question?

M. BERCOVITCH.—Si vous le voulez bien, permettez-moi de répondre à ce qui a été dit par l'honorable député de Laurier et par l'honorable chef de l'opposition. L'honorable député de Laurier se plaint de ce que nous perdions beaucoup de temps. J'aimerais lui rappeler la maxime, tirée des anciens adages, et qui dit qu'on ne doit jeter des pierres, quand on habite une maison de verre. Quand l'on parle de perte de temps, il est bon de dire que nous avons perdu beaucoup de temps, au cours des deux dernières journées, à faire de la lecture dans un livre qui aurait pu être produit et des extraits auraient pu être mis au dossier. Mais, au lieu de cela, voilà deux jours d'enquête que nous avons. Maintenant, l'honorable chef de l'opposition parle de nouveau d'accusation. Nous n'accusons personne.

LE TÉMOIN.—Je n'aurais pas d'objection à le dire, moi.

Q. Avez-vous vendu de la boisson, depuis mil neuf cent vingt et un?

R. Non, Monsieur.

Q. Soit vous-même ou votre maison?

R. Moi-même ou ma maison.

Q. À votre connaissance, vous n'en avez pas vendu?

R. Je n'en ai pas vendu. J'ai fermé mes portes le premier de mai, j'ai vendu mon établissement et j'ai transporté mes bureaux rue St-Jacques.

Q. Vous avez parlé, tout à l'heure, de l'essence de Brandy. Connaissez-vous de quoi est composé l'essence de Brandy?

R. Je n'en ai pas parlé—on m'en a parlé.

R. On vous en a parlé?

R. Oui.

Q. Savez-vous de quoi est composé l'essence de Brandy?

R. Pas du tout.

Q. Je comprends que vous n'en avez jamais employé vous-même?

R. Je n'en ai jamais employé.

INTERROGÉ PAR M. MERCIER (Trois-Rivières).

Q. Monsieur le sénateur, vous avez entendu, au cours de la séance d'hier, Monsieur Michaud, qui nous a donné différentes formules pour le mélange du Scotch, du Brandy, etc, ainsi que du Whisky, avec les différents ingrédients qui rentraient dans ces mélanges? D'une manière générale, il a expliqué les procédés de la Commission des liqueurs pour faire des mélanges. Voulez-vous dire, Monsieur le sénateur, d'après votre expérience, si ces mélanges vous semblent de bons mélanges?

R. Je l'ai dit, il y a un instant—je le répèterai bien, si vous voulez. Ce sont des mélanges qui sont raisonnables et que j'aurais faits moi-même dans les mêmes conditions.

M. SAUVÉ.—Sans connaître ce que comportent ces mélanges-là?

R. Oui, je l'ai entendu dire hier—j'ai entendu les noms des Whiskys, des Scotchs, de différentes marques, le Prune Wine, le Caramel, c'est-à-dire le sucre brûlé, pour donner la couleur à ce produit-là—c'est ce que j'aurais employé.

LE PRÉSIDENT.—Y compris l'eau?

R. Surtout l'eau distillée.

Q. Il n'y a rien, dans ces mélanges-là, qui vous a paru mauvais ou de nature à faire un mauvais mélange comme boisson?

R. Il n'y a rien du tout—tout est parfait.

Q. Vous considérez qu'il n'y a rien non plus, dans ces mélanges, qui aurait pu altérer la santé publique ou contenir quelque poison?

M. SAUVÉ.—S'il peut jurer ça, il est bon?

R. Si les différents produits étaient de bons produits, il n'y a rien dans ces mélanges pour altérer la santé—ce sont des mélanges que l'on fait de l'autre côté.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que les vins commerciaux sont mélangés aussi dans le commerce? Est-ce que plusieurs marques sont mêlées ensemble?

R. Oui.

INTERROGÉ par M. LANGLAIS.

Q. Voulez-vous, s'il vous plaît, Monsieur Wilson, référer à la page 195 des blendings d'alcool.

LE PRÉSIDENT.—Quel livre est-ce, Monsieur Langlais?

R. C'est le livre numéro M—un—à la formule 1100?

R. Oui.

Q. Dans laquelle vous trouvez la formule suivante: "blending numéro 17, 2495 gallons de Monet quatre ans, preuve, fond, 158 gallons 25 U.P.; 63 Grog 29 pour cent; 62 Grog 22%; 765 d'eau distillée?"

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire, avec cette formule, si vous pouvez vendre le Cognac Monet Vieux de quatre ans?

R. Ca dépend d'abord du 25 U.P.—quel âge a-t-il?

Q. Je vous demande, avec l'expérience que vous avez—vous connaissez cette formule, vous l'avez entendue lire?

R. Oui, je sais ça très bien.

Q. Je vous demande si, avec cette formule, vous, Monsieur Wilson, comme commerçant, vous auriez osé vendre cela comme une liqueur vieille de quatre ans avec le mélange que vous avez là?

R. Oui, je l'aurais fait.

Q. Alors, vous auriez vendu—si à peu près la moitié du mélange que vous aviez—s'il y avait une seule quantité de Cognac de quatre ans et que la balance était du Grog et d'autre liqueur de fond, n'ayant aucun âge de marque—vous auriez vendu toute cette liqueur comme ayant quatre ans?

R. Je ne l'aurais pas vendue comme liqueur de quatre ans—je l'aurais vendue comme un Cognac.

Q. Sans garantir la valeur de quatre ans?

R. J'aurais examiné les marques, l'âge.

Q. Alors, lorsqu'on vend une marque comme Monet Cognac quatre ans 25 U.P., les mots quatre ans ne sont pas corrects?

R. Il faudrait que je saurais quel âge avait le 25 U.P. et quel âge avait le Grog. Le Grog pouvait avoir vingt-cinq ans.

Q. On a voulu vous faire dire, par exemple, à propos des Brandys, s'ils sont potables ou valables au point de vue des marques vendues?

R. Je n'ai pas parlé de l'âge. J'ai dit que le mélange, la marchandise était un produit convenable, sans mentionner l'âge.

LE PRÉSIDENT.—Parlez-vous d'une formule qui a été lue?

M. LANGLAIS.—Les formules ont été produites et, dans tous les cas, je viens de la lire.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin a parlé des formules qui avaient été lues?

R. Je les prends telles qu'elles sont là et je dis que c'est un mélange convenable d'après moi, mais je ne parle pas de l'âge. Ça, je ne le sais pas.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre, s'il vous plaît, la page 194 formule 1098 volume numéro M. 1—octobre vingt et un, mil neuf cent vingt-quatre, Blend numéro 6.

R. Oui.

Q. 89 gallons alcool 65 U.P.; 465 gallons de 51 O.P.; 69 gallons alcool 65 O.P.; 455 gallons 51.2 O.P.; alcool saisi —over Proof—

R. Alcool saisi?

Q. Oui—5 gallons de Whisky blanc fond 48 U.P. et 275 gallons d'eau distillée?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous dire, Monsieur Wilson, si les 455 gallons 51.2 saisis étaient de l'alcool potable ou non?

R. Je ne le sais pas, je ne l'ai pas vu.

Q. Alors, à la simple lecture du blend en question, vous ne pouvez pas dire si c'est de l'alcool potable ou non ?

R. Non.

M. DURANLEAU.—Vous faites la même réponse pour tous les mélanges qui ont été lus depuis le commencement de cette enquête, comme pour la marchandise saisie ?

R. Oui—je ne parle pas de la qualité des mélanges, je parle de la quantité.

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Monsieur le sénateur, il a été établi hier, par le témoin Michaud, que tous ces alcools avant d'entrer dans les mélanges, étaient analysés par des chimistes, par des experts de la Commission—ces conditions existant est-ce que vous pouvez hésiter à dire que ces alcools étaient des alcools potables ?

R. Du moment qu'ils ont été analysés, je n'hésite pas à dire qu'ils devaient être potables.

Q. Maintenant, on vous a fait dire que, dans votre maison, vous vendiez sous la même marque tout ce qui constituait...

R. Du moment que l'alcool a été analysé et qu'il a été trouvé pur, je n'hésite pas à dire qu'il n'y a rien là-dedans pour injurier la santé,—mais, pourvu qu'il ait été analysé.

M. SAUVÉ.—Pourvu qu'on s'en soit servi comme tel ?

R. Pourvu qu'il ait été analysé.

Q. Mais, ce que je veux dire—on vous a fait dire que vous vendiez sous la même marque toujours le même mélange. Je voudrais savoir si ce même mélange peut être constitué par différentes marques de Scotch par exemple ?

R. Oui.

Q. Maintenant, est-ce que le Brandy préparé avec ce que le témoin Michaud a appelé du Brandy concentré et que vous semblez désigner par le nom de Brandy fortement aromatisé, est un Brandy pur ?

R. Très pur.

Q. Maintenant, si, dans un mélange, la base du mélange est un Cognac de quatre ans, pouvez-vous dire, après avoir ajouté les matières qui entrent généralement dans un mélange de ce genre, que c'est un Cognac de quatre ans ?

R. Ça dépend des proportions. Si vous ajoutez cent gallons de Cognac de quatre ans à deux cents gallons de Cognac d'un an, vous ne pouvez pas dire que c'est du Cognac de quatre ans.

Q. Si, dans une formule, vous n'avez qu'une espèce de Cognac et si vous avez du Grog qui est beaucoup plus vieux que quatre ans, mais que la base du mélange est un Cognac de quatre ans, est-ce que le produit n'est pas un Cognac de quatre ans ?

R. Oui, oui.

NARCISSE LORD, de St-Jean d'Iberville, hôtelier et marchand, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparaît de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Monsieur Lord, le comité vous a demandé d'apporter vos livres de banque, les avez-vous sur vous?

R. Oui, Monsieur.

Q. Voulez-vous passer ces deux livrets?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Je demande de déposer ces deux livrets?

R. Ce sont des livres dont je me sers, je devrais les rapporter avec moi.

M. RIVARD.—Je ne pense pas qu'on puisse demander au témoin de laisser ici les livrets de banque dont il se sert actuellement. Il en a besoin. Ça serait facile d'en faire des extraits.

M. BOUCHARD.—Je vais faire préparer un extrait de la page qui m'intéresse et nous ferons certifier cette copie et nous la déposerons devant le comité comme pièce FF.

M. DURANLEAU.—Quelle page?

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas numéroté, c'est la page commençant par les mots "en compte avec M. Lord 1922—décembre mil neuf cent vingt et un—jusqu'à vingt-neuf décembre mil neuf cent vingt-deux".

Q. Le comité vous a demandé aussi d'apporter un billet qui vous aurait été endossé par un Monsieur Bray. Est-ce que vous avez apporté ce billet?

R. Non, mon teneur de livre m'a téléphoné qu'il ne pouvait pas le trouver, mais il est marqué d'une croix noire au crayon de mine là où il est chargé dans le livre de banque.

Q. Vous êtes dans l'impossibilité de produire ce billet?

R. Bien, actuellement. Je ne sais pas si je pourrai le trouver une fois rendu chez nous.

Q. Si vous pouvez le trouver, voudrez-vous le faire parvenir au comité lorsque vous serez de retour chez vous?

R. Oui, Monsieur.

Q. Voulez-vous prendre connaissance d'une entrée qui est faite dans votre livret de banque, de la banque Canadienne de Commerce, en date du vingt-six décembre mil neuf cent vingt-deux, entrée indiquée par une croix au crayon?

R. Oui, Monsieur, il y a quatre mille dix-huit piastres et trente-cinq cents marqués.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire?

R. C'est marqué "billet Bray", seulement.

Q. Par vous?

R. ...

Q. Expliquez quel est le billet qui a été chargé à votre compte par cette entrée?

R. Bien, l'entrée est faite par la banque et chargé à mon compte. Lorsque je donne des chèques pour payer certains billets, les numéros se suivent. Je vois que ce billet m'a été chargé sans que j'aie donné un chèque. Il m'a été chargé par la banque quatre mille dix-huit piastres et trente-cinq cents et mon teneur de livre a constaté que c'était le billet que Monsieur Bray m'avait endossé.

Q. C'est lui qui a indiqué cela par les mots "billet Bray" à l'encre.

R. Quant à ce billet-là, le billet endossé par Monsieur Bray, cette marque-là doit avoir été faite par mon commis, tandis que la charge a été faite par la banque.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça "billet Bray"?

R. Bien, c'est parce que je devais envoyer quatorze mille piastres, au moment que ça nous était demandé par Monsieur Lavallée et Monsieur Brosseau qui étaient en Angleterre pour acheter les marchandises dont on a déjà parlé, et j'avais seulement que dix mille piastres—il me manquait quatre mille piastres Monsieur Brien, qui connaissait Monsieur Bray, lui a demandé s'il aurait objection de me passer un billet à quinze jours pour quatre mille piastres. Monsieur Bray a accepté et il me l'a endossé et, au bout des quinze jours, il doit m'avoir été chargé, au bout des quinze jours.

Q. Aviez-vous eu d'autres transactions avec Monsieur Bray, avant qu'il vous endosse ce billet de quatre mille piastres?

R. Je pense que c'était la première fois que je le voyais.

Q. Est-ce la dernière fois que vous l'avez vu aussi?

R. Non, je l'ai vu—bien, je l'ai vu plusieurs fois par la suite—on s'est vu deux ou trois fois pas longtemps après ça.

Q. Est-ce qu'il vous a endossé d'autres billets que celui-là?

R. Non, Monsieur.

Q. C'est la seule transaction que vous avez eue avec lui?

R. Avec Monsieur Bray, oui, Monsieur.

Q. Vous avez dit, tout à l'heure, que ces quatre mille piastres là étaient pour parfaire un montant de quatorze mille piastres qui vous étaient demandées par vos associés en Angleterre, Monsieur Brosseau et Monsieur Lavallée?

R. Oui, Monsieur.

Q. En vertu du premier contrat que vous aviez signé, vous, Monsieur Brosseau, Monsieur Lavallée, Monsieur Nelligan et Monsieur Brien, est-ce que vous vous étiez engagés à payer quatorze mille piastres à Monsieur Brosseau ou à mettre quatorze mille piastres dans le syndicat?

R. Je ne me rappelle pas, quand ils sont partis, je ne me rappelle pas du montant qu'on devait mettre exactement, parce qu'ils étaient partis avec l'idée d'acheter un steamer, un boat et ils ont décidé que ça prenait trop d'argent pour acheter le boat et la marchandise et ils ont trouvé à faire un marché avec quelqu'un qui fournirait le boat et qui les aiderait à avoir, à leur procurer une partie de la marchandise, et il leur fallait sept mille livres sterling de suite.

Q. Vous avez ici la pièce O qui est une copie d'un contrat que vous avez signé conjointement avec d'autres personnes. Voulez-vous lire la clause A et nous dire si c'est bien là le montant que vous deviez mettre dans cette entreprise?

R. En vertu du contrat, ça l'air que c'est dix mille piastres qu'on devait mettre, mais là nos amis ont trouvé qu'ils n'en avaient pas assez pour faire ce qu'ils voulaient faire.

Q. Voulez-vous examiner le contrat et dire quelle est la mise que devait faire Monsieur Brosseau?

R. Ici, ça parle que Monsieur Brosseau devait mettre cinq mille piastres

Q. Cinq mille piastres seulement?

R. Et Monsieur Brien cinq mille piastres et moi dix mille piastres—ça l'air à ça.

Q. Ce que la clause dit—je vais vous la traduire—c'est que Monsieur Narcisse Lord consent à avancer la somme de dix mille piastres et Monsieur Ludger Brien et Albert Brosseau, cinq mille piastres chacun?

R. Oui.

Q. Alors, c'était dix mille piastres que vous deviez, à l'origine, investir dans le syndicat?

R. Oui, Monsieur.

Q. Maintenant, vous dites que vous avez envoyé quatorze mille dollars. Comment se fait-il que vous avez envoyé ces quatorze mille dollars au lieu de dix mille.

R. C'est parce que mon ami, Monsieur Lavallée, et Monsieur Brosseau nous l'ont demandé, qu'ils avaient besoin de ça pour faire la transaction qu'ils trouvaient à faire là.

Q. Comment cela vous a-t-il été demandé. Est-ce par écrit?

R. Ça doit être un télégramme, je suppose.

Q. Avez-vous ce télégramme-là?

R. Ça n'est pas venu à moi directement, je ne crois pas.

Q. A qui ce télégramme est-il venu?

R. Il doit avoir envoyé ça, je pense bien—la plus grande partie de la correspondance, c'était avec Monsieur Brien. Peut-être que ce télégramme-là a pu venir à Monsieur Bray, je n'en sais rien.

Q. Vous ne savez pas si ce télégramme n'a pas été adressé à Monsieur Bray?

R. Je n'en sais rien.

Q. A quelle date avez-vous transmis ces dix mille dollars?

R. Bien... vous avez les papiers qui le disent et les chèques aussi.

Q. Voulez-vous prendre connaissance de ce chèque numéro (1296) douze cent quatre-vingt-seize, tiré sur la Canadian Bank of Commerce et nous dire si c'est bien le premier montant que vous avez adressé et quelle date porte ce chèque?

R. Il porte la date du quatre décembre, mil neuf cent vingt-deux, c'est ma signature et c'est mon chèque.

LE PRÉSIDENT.—Il est produit ce chèque-là.

Q. Vous rappelez-vous, Monsieur Lord, quel était le terme du billet qui vous a été endossé par Monsieur Bray?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je regrette d'être obligé de revenir à la charge. Je désire faire observer, Monsieur le président, que, pour les fins de l'enquête que ce comité est autorisé à faire, nous perdons absolument notre temps—absolument notre temps. Nos savants amis prétendent vouloir établir qu'un commerce avait été fait dans la province de Québec de nature à nuire à celui de la Commission des liqueurs. L'on voit où l'on nous mène—Que cette boisson ait été payée par chèque ou par billet par celui-ci ou par celui-là, qu'est-ce que ça peut faire à la Commission des liqueurs de Québec. En quoi cela peut-il préjudicier aux intérêts de la Commission des liqueurs? Il suffit de poser la question pour la résoudre. Ceci est absolument étranger à l'enquête et ça ne peut être que pour perdre le temps du comité, qu'on procède de cette façon—absolument.

M. SAUVÉ.—A part ça, je ferai remarquer que tout ce qui tend à incriminer un député, on doit le formuler sous forme de motion à la Chambre. On n'a

pas le droit de poser des questions tendant à incriminer un député. C'est le règlement de la Chambre—et je le répète, si Monsieur Bouchard ou Monsieur Bercovitch veulent incriminer Monsieur Bray,—comme l'a dit l'autre jour l'honorable député de Jacques-Cartier, ils doivent le faire au moyen d'une motion, et l'honorable député de St-Henri aura l'occasion de répondre à cette motion, s'il en est capable. Monsieur le président, je veux être bien compris. Depuis quelques jours, Monsieur Bouchard, Monsieur Bercovitch, et Monsieur Nicol ont tenté de poser une série de questions, en disant: nous n'avons pas l'intention de porter contre Monsieur Bray la moindre accusation—nous ne l'accusons pas—mais nous voudrions savoir si le nom de Monsieur Bray n'est pas sur l'endos du billet de Monsieur Lord. Depuis trois jours, soit par insinuation ou autrement, on cherche à incriminer Monsieur Bray. Or, je prétends, Monsieur le président, qu'en vertu des règlements, on n'a pas le droit d'amener devant le comité tout ce qui peut tendre à incriminer un député, sans faire, en Chambre, une motion et je dirai de plus que, si les députés qui, depuis quelques jours ont tenté d'incriminer par toutes sortes d'insinuations et de questions un député—s'ils ont quelque chose contre le député de St-Henri, qu'ils procèdent légalement et par une motion et, si le député de St-Henri s'est rendu coupable en quoique ce soit envers la Commission des liqueurs, ou contre la loi des liqueurs de la province de Québec, je serai le premier à le condamner—mais je dis qu'il est juste de lui donner *fair play* et je dis que c'est une injustice de chercher, par toutes sortes d'insinuations, à l'incriminer, quand on n'a pas le courage de donner toute sa pensée et de faire ce que les règlements leur imposent. C'est là la position que nous prenons. Ce n'est pas parce que nous avons peur. S'il est coupable, qu'on le dise; si on le croit coupable, qu'on le dise, et on aura la permission de faire la preuve, mais en lui donnant aussi les moyens de se défendre. Jusqu'à aujourd'hui, Monsieur Bercovitch prétend que Monsieur Bray n'est pas accusé mais, cependant, on continue tout le temps à agir de façon à tenter de l'incriminer, ce qui est contraire aux règlements. Je le répète, que l'on procède d'une façon régulière, que l'on fasse la motion que nous suggèrent ou nous ordonnent les règlements pour mettre un député en accusation, je n'ai rien à dire contre ce procédé, si on est capable de faire la preuve, et si on n'est pas capable de faire cette preuve, celui qui aura porté l'accusation aura à en répondre devant l'opinion publique. Je crois, Monsieur le président, que ma proposition est raisonnable et je crois que l'application de l'honorable député de Laurier est bien fondée et qu'on ne devrait pas continuer à trainer le nom de Monsieur Bray devant le comité, sans respecter au moins les ordres de la chambre les règlements de la chambre.

M. BOUCHARD.—Monsieur le président, je n'ai pas de leçons de courage à recevoir de l'honorable député qui vient d'adresser la parole. Nous avons commencé cette enquête dans le but de faire de la lumière, non seulement sur le commerce ouvert de la Commission des liqueurs de la province de Québecs mais aussi sur tout les commerces de liqueurs qui se font dans la province de Québec, et ces Messieurs qui veulent acheter des liqueurs, du Scotch où autre chose, ne l'achètent pas dans la province de Québec, ils l'achètent là où le Scotch se fabrique généralement et ils transportent cette boisson dans la province de Québec, Maintenant, on dit que nous incriminons l'honorable député de St-Henri. Eh bien, nous sommes à faire produire des documents d'un syndicat qui a acheté des liqueurs en Angleterre dans le but de les vendre, et je crois que nous devons continuer l'enquête telle que nous l'avons commencée.

Maintenant, nous avons ici une preuve par écrit que nous désirions et, ce qui manque, nous désirons le faire prouver par un témoin qui en a eu connaissance et nous voulons lui faire expliquer la chose. Nous avons entendu, tout à l'heure, un témoin et nous avons intérêt à vérifier la crédibilité que nous devons ajouter à certaines déclarations qui ont été faites devant ce comité—c'est pourquoi je crois que nous devons continuer notre enquête telle que nous l'avons commencée.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je n'ajouterais qu'un mot à ce qui a déjà été dit. D'abord, en réponse aux paroles de l'honorable député de St-Louis, qui a toujours des axiomes lorsqu'il se lève pour adresser la parole—je ne sais pas s'il les prend dans la Bible ou ailleurs, mais il a toujours des axiomes à nous citer. Le député de St-Louis vient faire des reproches au comité d'avoir procédé durant deux jours inutilement sur les mélanges de la Commission des liqueurs. Eh bien, le peuple jugera si nous avons raison de mettre ces mélanges devant le public et devant la chambre—mais ce que je dis, par exemple, c'est que toute l'enquête qu'on fait dans ce moment est absolument inutile pour les fins de l'enquête—absolument inutile. Tout ce qu'on a pu prouver depuis le commencement de cette enquête, au sujet du prétendu commerce d'importation qui se faisait au préjudice de la commission des liqueurs, c'est une commande en Angleterre qui aurait été expédiée à St-Pierre Miquelon par Monsieur Lord et les intéressés dans un syndicat au sujet duquel des documents ont été produits. C'est tout ce que vous avez prouvé et rien autre chose et vous n'avez pas tenté de prouver autre chose. A quoi est-ce que cela sert ça ?

M. BERCOVITCH.—On n'a pas fini.

M. DURANLEAU.—J'en appelle non seulement au comité, mais j'en appelle à l'opinion publique. A quoi est-ce que cela sert pour le comité d'établir de quelle manière le montant, qui a été versé pour payer cette commande de boisson en question, a été payé, par celui-ci ou par celui-là, au moyen de chèques ou de billets ou au moyen d'une traite, qu'est-ce que ça peut faire ? Vous dites que vous ne voulez pas faire sortir le nom de Monsieur Bray, parce que la transaction était parfaitement légale—Monsieur Wilson l'a dit, ce matin, cette transaction était parfaitement légale et mes savants amis sont de cette opinion, que cette transaction était parfaitement légale, et ils disent qu'ils ne veulent pas faire sortir inutilement le nom du député de St-Henri dans cette transaction, eh bien, pourquoi font-ils le contraire, absolument le contraire ? C'est dans un but évident, et vous ne pouvez pas le nier et si vous le faites, le peuple de la province vous jugera.

M. BOUCHARD.—Très bien.

M. DURANLEAU.—Il jugera de votre sincérité, de vos procédés sans courage. Vous espérez, en faisant sortir le nom de Monsieur Bray dans une transaction qui est parfaitement légale, parce qu'on a voulu transporter et vendre cette boisson aux Etats-Unis—vous espérez peut-être faire un peu de tort à la réputation de Monsieur Bray dans l'opinion publique, mais je crois que les procédés que vous employez sont tellement odieux que vous ne réussirez pas.

M. BERCOVITCH.—Les honorables députés de la gauche ont déclaré que c'était une transaction parfaitement légitime; tout était correct, tout avait été fait ouvertement. Si la transaction est légitime, nous ne pouvons incriminer

personne; le témoin n'incrimine pas l'honorable député de St-Henri. Le but de la question est de vérifier la déclaration faite par le témoin. Le témoin a fait une certaine déclaration, concernant le fait qu'on lui aurait donné un billet promissoire pour lui rendre service. Maintenant, il est important de savoir exactement quelles étaient les conditions de ce billet et quel était son montant. Il devrait le savoir, au premier coup d'œil, surtout en ayant les livres de banque ici. C'est afin de vérifier la déclaration faite par le témoin, non seulement aujourd'hui, mais aussi en une circonstance antérieure. Et c'est un moyen de le vérifier. Je ne désire pas mettre la réponse dans la bouche du témoin. Voilà pourquoi je donne la réponse à l'objection faite, en des termes généraux. C'est afin de vérifier la déclaration faite par le témoin. Je sou mets que cette question est légale.

LE PRÉSIDENT.—Nous avons, l'autre jour, discuté la question assez longuement et le comité a décidé de procéder. Quant à la question qui est maintenant devant le comité—on demande dans quel délai ou quand un billet devait être payé. L'autre jour, nous avons entendu Monsieur Lord, qui a déclaré d'une manière bien sûre qu'il devait mettre dix mille piastres dans le syndicat et que, plus tard, il avait mis quatre mille piastres et que ces quatre mille piastres auraient été un billet d'accommodation. Monsieur Bouchard lui a demandé de produire ce billet devant le comité et le comité a été d'opinion que le billet devait être produit. Maintenant, Monsieur Lord arrive ce matin et il dit: le billet, je ne l'ai pas, mais mon livret de banque l'indique. Il me semble que c'est absolument pertinent qu'on lui demande à quel délai était ce billet. C'est la continuation de son témoignage.

M. BERCOVITCH.—Si on n'avait pas besoin de ça, on n'avait pas besoin de poser la question.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que la question devrait être permise.

Q. Dans quel délai était payable le billet de quatre mille piastres, que vous avez mentionné dans votre témoignage?

R. Au meilleur de ma connaissance, il aurait dû être daté à peu près la même date que ce chèque-là à quinze jours.

Q. A quinze jours?

R. Oui.

Q. Alors, avec les trois jours de grâce qui sont accordés pour le paiement d'un billet...

R. Ça ferait dix-huit jours.

Q. Comme la date du chèque est le quatre, ça le met au vingt-deux?

R. Oui, l'entrée m'est chargée le vingt-six par la banque.

Q. Vous avez escompté ce billet-là, je suppose?

R. Je ne sais pas. Je ne me rappelle pas. Je l'ai signé et je pense que c'est Monsieur Bray qui l'a escompté et qui a eu la valeur pour représenter le billet.

Q. Ce billet, que vous avez donné à Monsieur Bray, était signé par vous et endossé par Monsieur Bray et Monsieur Bray est allé l'escompter à sa banque?

R. Bien, ça je ne le jure pas positivement. Mais, au meilleur de ma connaissance, cela a dû arriver comme ça.

Q. Pouvez-vous constater par votre livret de banque si le billet n'a pas été escompté à votre banque? Si le billet avait été escompté, le produit aurait été inscrit dans votre livret?

- R. Il n'a pas été escompté à ma banque à St-Jean.
Q. Avez-vous une autre banque à Montréal?
R. Je ne fais pas d'affaires à Montréal.
Q. Vous ne l'avez pas fait escompter à aucune de vos banques?
R. Non.
Q. Où avez-vous pris l'argent?
R. Quel argent?
Q. Les quatre mille piastres pour remettre à ceux qui devaient avoir l'argent?
R. C'est Monsieur Brien qui l'a envoyé par Monsieur Bulley, je crois.
Q. Le billet était donc un billet signé par vous et endossé par Monsieur Bray et vous l'avez remis entre les mains de qui?
R. Je ne sais pas si c'est Monsieur Brien qui l'a pris ou Monsieur Bray, ils sont allés à la banque de Monsieur Bulley et ils l'ont escompté là et ils ont envoyé l'argent en Europe.
Q. Savez-vous à quelle banque le billet a été escompté à Montréal?
R. C'est là où est Monsieur Bulley. Celui qui a paru comme témoin.
Q. Êtes-vous bien sûr que le billet de quatre mille piastres a été escompté à la banque dont Monsieur Bulley est le gérant à Montréal?
R. Non, je ne suis pas sûr de ça, c'est ça qui m'a été dit. Je ne peux pas jurer que c'est là.
Q. Est-ce que Monsieur Bray vous a dit quelle était la banque ordinaire?
R. De Monsieur Bray—non—il n'a pas parlé de ça.
Q. Vous ne savez pas à quelle banque ou à quelle succursale de banque Monsieur Bray faisait ses affaires dans la ville de Montréal?
R. Non.
Q. Dans tous les cas, ce billet-là a été signé par vous?
R. Il a été signé par moi et il a été payé par moi.
Q. A l'ordre de Monsieur Bray?
R. Signé à l'ordre de Monsieur Bray, oui, Monsieur, c'est-à-dire je ne me rappelle pas bien si c'est...
Q. Était-ce la première fois que vous avez rencontré Monsieur Bray à Montréal?
R. La signature du billet, je crois que c'était la première fois.
Q. Vous n'aviez jamais vu Monsieur Bray avant cette entrevue?
R. Je ne pense pas.
Q. Avant la signature du billet, vous n'aviez pas rencontré Monsieur Bray?
R. Non, je ne crois pas.
Q. Monsieur Bray vous a été présenté par qui?
R. Par Monsieur Brien, je crois.
Q. Avez-vous subséquemment rencontré Monsieur Bray à Montréal ou ailleurs?
R. Depuis ce temps-là, je l'ai rencontré bien des fois à son bureau.
Q. Où est situé le bureau de Monsieur Bray, le bureau dans lequel vous l'auriez rencontré?
R. J'ai rencontré Monsieur Bray souvent au coin des rues St-Laurent et Sherbrooke.
Q. Au coin des rues St-Laurent et Sherbrooke?
R. Oui, ça l'air qu'il tient un garage en société avec Monsieur Brosseau—j'ai été souvent là depuis le règlement de nos affaires et pendant le règlement.

Q. Pouvez-vous spécifier une circonstance particulière dans laquelle vous auriez rencontré Monsieur Bray et dans laquelle vous auriez discuté la question de l'achat des liqueurs que vous importiez d'Angleterre en haute mer?

R. Je ne me rappelle pas avoir discuté ça avec lui.

Q. Pouvez-vous jurer que vous n'avez jamais discuté avec Monsieur Bray cette question-là?

R. Je ne peux pas le jurer, non, si je m'en rappelaiss comme il faut, je le dirais.

Q. Nous allons tâcher de rafraîchir vos souvenirs. Monsieur Lord, n'avez-vous pas à un certain moment été dans l'obligation de consulter des avocats pour diriger certains argents qui étaient le produit de la transaction dont nous parlons dans le moment?

R. Quand on a eu affaire à consulter un avocat à propos de ça, ça toujours été Monsieur Beaulieu.

Q. C'est Monsieur Gouin qui était votre avocat?

R. Oui, le bureau de Beaulieu & Gouin était notre avocat. c'est lui qui a fait nos actes d'arrangements, qui a fait préparer au bureau les versements, les répartitions; il y a eu trois répartitions de faites et ça toujours été par la comptabilité du bureau.

Q. Ne vous êtes-vous pas réunis, certains intéressés, avec votre avocat pour discuter de certains détails de la division qui devait être faite du produit de cet entreprise?

R. Au bureau de notre avocat—à un moment donné, c'était énuméré dans les actes la manière que les frais et les dépenses devraient être payés. La première chose, il paraît que c'était les avocats qu'il fallait payer—les avocats en Angleterre et les avocats à Montréal. Après ça, c'était les dépenses et...

Q. Attendez.

M. DURANLEAU.—Laissez répondre le témoin.

M. BOUCHARD.—Je voudrais commencer par le commencement.

Q. Je veux savoir qui était présent à cette entrevue?

R. Bien, après ça, c'était la mise d'un chacun qui devait porter intérêt—la mise devait être remboursée, si on retirait assez d'argent avec l'intérêt.

Q. Vous avez dû avoir des discussions—ordinairement, un syndicat où les intérêts sont différents et quelquefois fractionnés...

R. On a eu des discussions à propos de l'intérêt.

Q. Qui était présent à ces discussions-là?

R. Je crois que Monsieur Lavallée y était, Monsieur Brosseau, je pense que Monsieur Bray est arrivé, le Docteur LeBel, Monsieur Godbout—je crois que Monsieur Lesieur n'y était pas—je ne me rappelle pas beaucoup.

Q. Pouvez-vous rappeler vos souvenirs et nous dire si Monsieur Bray n'a pas pris part à la discussion?

R. C'est justement ce que je voulais vous dire. Je m'en tiens là.

LE PRÉSIDENT.—Continuez votre réponse, dépêchez-vous?

R. Il s'est fait une discussion à propos des intérêts, combien on devait charger. Monsieur Brosseau et Monsieur Bray disaient: lorsqu'on prend de l'argent à la banque, on paye toujours sept pour cent (7%). Sept pour cent, c'est toujours ce que j'ai payé, moi. Je n'avais pas d'objection à sept pour cent. Les autres ne disaient rien. Monsueir Lavallée, qui s'est donné beaucoup de trouble comme je l'ai dit—si ça n'avait pas été que de lui et de Monsieur Fortner

on n'aurait jamais eu une *cent*—il s'est levé et il s'est opposé à ça. Il a demandé à Monsieur Beaulieu si ça n'était pas cinq pour cent qui était l'intérêt légal qu'on avait le droit de charger—parce que lui, il voulait séparer dans les revenus, dans toutes les dépenses et les mises seraient payées—il devait séparer comme s'il avait souscrit cinq mille piastres.

Q. Qui ça ?

R. Monsieur Lavallée—de sorte que, en chargeant cinq pour cent, il en resterait un peu plus à séparer dans son dividende. De sorte qu'il a fait une démonstration pour montrer qu'on ne devait pas charger plus que cinq pour cent. Moi, j'étais le plus fort intéressé—j'ai dit à Monsieur Lavallée: je n'ai pas d'objection, ça m'a l'air à avoir du bon sens,—je ne sais pas si c'est en loi. Monsieur Beaulieu a dit: en loi, vous n'êtes pas capable de charger plus que cinq pour cent (5%), parce qu'il n'y a pas eu de taux de fixé,—quand même vous auriez emprunté l'argent à sept pour cent, vous n'avez pas le droit d'avoir plus que cinq pour cent. Dans tous les cas, j'ai dit: ça me va—et tout le monde s'est soumis à ça.

Q. Monsieur Bray a-t-il pris part à cette discussion à propos des cinq et des sept pour cent ?

R. Monsieur Bray disait, lui, que, lorsqu'il empruntait de l'argent à la banque, il payait sept pour cent et qu'il devait être payé sept pour cent.

Q. Il avait l'air intéressé dans l'affaire ?

R. Bien... je ne sais pas de quelle manière.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président...

M. BOUCHARD.—Attendez donc un peu.

M. DURANLEAU.—Monsieur Bouchard devient de plus en plus audacieux.

M. BOUCHARD.—Je retire la question.

M. DURANLEAU.—Maintenant que le mal est fait.

M. BOUCHARD.—C'est votre témoin.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Lord, il y a eu des documents produits, préparés par vos avocats ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Pour établir le partage de l'argent, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. N'avez-vous pas été crédité pour une somme de quatorze mille piastres vous, dans ce partage-là ?

R. Je pense que c'est treize mille piastres que j'ai reçues.

Q. Mais, n'avez-vous pas été crédité pour la somme de quatorze mille piastres que vous aviez envoyée de l'autre côté ?

R. Oui, oui, j'avais été crédité pour quatorze mille piastres,—je ne l'ai pas eue d'un seul coup, mais ça tout été retiré.

Q. Et dans ces quatorze mille piastres, était compris le montant de quatre mille piastres couvert par le billet endossé par Monsieur Bray ?

R. Oui.

Q. Et le billet, comme vous l'avez dit il y a un instant, a été payé par vous à votre banque?

R. Oui.

Q. Et il apparaît comme vous ayant été chargé?

R. Oui.

Q. Avec l'intérêt?

R. Oui, pour quatre mille dix-huit piastres et trente-cinq cents (\$4,018.35).

Q. Maintenant, Monsieur Lord, dans le commerce, est-ce que cela se fait souvent d'emprunter le nom de quelqu'un pour escompter pour quelques jours?

R. Ça m'est arrivé bien souvent, toujours.

Q. Ça vous est arrivé bien souvent?

R. Oui.

Q. Et par l'entremise de Monsieur Brien, cela ne vous a pas paru extraordinaire que Monsieur Bray vous prête son nom?

R. Non.

Q. Il vous savait très bon, très solvable?

R. Je ne sais pas ce qu'il connaissait de moi, mais je savais que j'étais bon pour payer ça dans quinze jours.

Q. Et les informations qu'il avait reçues étaient probablement celle-là aussi?

R. Je ne sais pas, mais il s'agissait d'avoir l'argent pour l'expédier.

Q. Ce billet-là, il fallait l'escompter à Montréal pour immédiatement câbler l'argent en Angleterre?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas vous qui l'avez escompté?

R. Non.

INTERROGÉ PAR M. BOUCHARD.

Q. Est-ce que cela arrive souvent dans le commerce d'escompter le billet de quelqu'un qu'on n'a jamais vu ni connu, un billet de quatre mille piastres?

R. J'en ai déjà endossé.

Q. Des gens que vous n'aviez jamais vus ni connus?

R. Pas ni vus ni connus.

Q. Un homme n'endosse pas quatre mille piastres pour quelqu'un qu'il n'a jamais vu ni connu?

R. Je vais vous dire ce que j'ai fait une fois.

Q. Non, c'est correct?

R. Vous ne voulez pas que je le dise.

M. DURANLEAU.—Dites-le?

R. Il y avait un garçon que je ne connaissais pas—il était marié avec une de mes nièces...

M. BOUCHARD.—C'est une question complètement étrangère?—si le témoin entre là-dedans, je demanderai à le questionner jusqu'au bout.

M. RIVARD.—Si vous le questionnez, il sera en état de vous répondre.

M. SAUVÉ.—Qu'est-ce que vous voulez dire par vos menaces?

M. BOUCHARD.—Je ne menace pas du tout.

Plusieurs membres du comité parlent à la fois et le président les rappelle à l'ordre.

THADDÉE MICHAUD, de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparaît de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU.

Q. Monsieur Michaud, on vous a demandé de produire, hier, les mélanges qui ont été faits dans la ville de Québec, aux entrepôts de Québec depuis mil neuf cent vingt et un. Les avez-vous apportés?

R. Oui.

Q. Vous déposez six volumes que l'on va coter sous la rubrique EE, numéros un, deux, trois, quatre, cinq et six.

R. Oui.

Q. Est-ce que ces volumes contiennent tous les mélanges faits à Québec dans les liqueurs alcooliques?

R. Oui.

Q. Les spiritueux et les vins?

R. Oui.

Q. Tous les mélanges?

R. Oui.

Q. Jusqu'à aujourd'hui?

R. Oui.

Q. Y a-t-il d'autres endroits, dans la province de Québec, où l'on fait des mélanges ailleurs qu'à Montréal et qu'à Québec?

R. Non.

Q. Etes-vous certain que ce sont les deux seuls endroits?

R. J'en suis certain.

Q. Alors, vous allez laisser ces livres-là à la dispositions du comité pour le temps de l'enquête?

R. Oui, Monsieur.

M. BOUCHARD.—Vous avez demandé autre chose, je crois, hier, au témoin.

R. Oui, la liste des marchandises qui comprennent le coupage, dans lequel il y avait deux cent trente-deux gallons de Cognac et de Brandy assortis—alors, voulez-vous expliquer les deux documents, que vous produisez comme pièce GG et comme pièce HH?

R. C'est la liste des marchandises importées en caisses et en fûts, qui nous ont été remises par les anciens vendeurs au début de la Commission des liqueurs.

Q. Vous avez fait un total de toutes ces marchandises, de trente et un mille trois cent cinquante-huit gallons (31358)—vous en aviez en fûts et vous en aviez en bouteilles?

R. Oui, nous en avons dix-neuf mille huit cent soixante et six (19866) gallons dans des caisses et onze mille quatre cent quatre-vingt-treize gallons (11493) contenus dans des fûts.

Q. Je comprends que tout cela a été mélangé et que vous vous êtes, ensuite, servi de cela dans vos mélanges subséquents?

R. Oui.

Q. Et, dans le mélange du six mai mil neuf cent vingt-trois, dans lequel entraient une quantité de deux cent trente-deux gallons (232) d'un certain mélange que vous n'avez pas décrit, cette quantité a été prise dans le mélange du trente et un mille trois cent cinquante-neuf gallons (31359) que vous venez de mentionner?

R. Oui.

Q. Dans les pièces GG et HH?

R. Oui.

Q. Maintenant, Monsieur, je comprends que dernièrement ou depuis quelque temps, la Commission des liqueurs s'est occupée d'assurer ses employés.

R. Oui, Monsieur.

Q. Voulez-vous dire quel est l'officier de la Commission qui s'est chargé ou qui s'est occupé de cette opération?

R. Je crois que ce sont les commissaires eux-mêmes.

Q. Ca n'est pas vous?

R. Non.

Q. Voudrez-vous vous enquérir pour savoir quelle est la personne en particulier qui s'est occupée de cette affaire et voudrez-vous voir à l'amener à la séance de mardi matin, avec toute la correspondance, les télégrammes et autres documents concernant cette assurance, tant, entre le cabinet...

M. CORDEAU.—Si le comité me le permet, je ne pense pas que les commissaires seraient disposés à venir ici sur les instructions données par Monsieur Michaud. Je crois que cela serait mieux de passer une résolution ordonnant à ces Messieurs de venir. Si on demande simplement à Monsieur Michaud de les amener, je ne crois pas que Monsieur Michaud puisse donner des instructions aux commissaires, tandis que, si vous passez une résolution, il faudrait bien qu'ils suivent vos instructions. Je dis cela pour la protection du témoin.

M. DURANLEAU.—Le connaissez-vous le Monsieur qui s'est occupé spécialement de ça et pourriez-vous nous le dire?

M. CORDEAU.—C'est Monsieur W. C. Hodgson.

M. DURANLEAU.—Vu la déclaration du président de la Commission, Monsieur le président, je demande que le ou les commissaires qui se sont occupés de l'assurance de leurs employés, soient assignés devant ce comité pour mardi prochain, avec toute la correspondance comprenant lettres, télégrammes, dépêches, etc, tant entre le cabinet et la Commission qu'entre les commissaires et les compagnies d'assurance desquelles on a obtenu ou cherché à obtenir cette assurance ou ces assurances.

Advenant une heure le comité s'ajourne au lendemain, vingt-huit mars (28) mil neuf cent vingt-cinq, à 10.30 hrs. a. m.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

SÉANCE DU 28 MARS, 1925.

PRÉSIDENT: L'Hon. J.-E. Perrault.

A 10.40 a.m., le président ouvre la séance.

M. BERCOVITCH.—Je pense qu'après avoir attendu une semaine, M. Nelligan et M. VanDyke devraient être entendus. Ces messieurs sont ici depuis le commencement de la semaine dernière et désirent retourner chez eux, et nous n'avons pas besoin qu'ils reviennent après la prochaine fin de semaine. Alors, je demande qu'il soient entendus maintenant.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, Monsieur Van Dyke et Monsieur Nelligan ne sont pas des témoins plus précieux que d'autres, et nous avons un témoin sous examen. Je sou mets que notre témoin doit continuer son témoignage. Je ne crois pas qu'il soit équitable que nous intervertissions l'enquête. Hier matin, on nous a dit que le témoignage de Monsieur le sénateur Wilson prendrait un quart d'heure ou une demi heure au maximum et il a pris pratiquement toute l'avant-midi. Je ne crois pas qu'il soit équitable que nous intervertissions la suite de notre enquête de cette manière-là. Nous avons sous examen un témoin important et je m'oppose à ce que, tous les matins, on arrive, pour une raison ou pour une autre, en nous demandant qu'un tel ou un tel soit entendu. Je comprends que cela peut faire l'affaire des Membres de la droite, peut-être, mais je sou mets qu'en justice pour le Comité les témoins devraient être entendus à tour de rôle.

M. BERCOVITCH.—M. Michaud est un employé de la Commission; nous pouvons l'avoir ici en tout temps; il doit être ici. Il est probablement le témoin le plus important au point de vue de l'opposition, et il doit être ici tout le temps pendant toutes les séances de ce comité. Il n'est pas juste pour les autres témoins qui ont été retenus ici toute la semaine, particulièrement lorsque leurs témoignages ne doivent pas être longs, de les faire revenir et de les éloigner encore de leurs affaires la semaine prochaine. Je sou mets que MM. Nelligan et VanDyke devraient être entendus maintenant.

M. LANGLAIS.—Ça va être la même chose encore mardi, Monsieur le président. Nous avons assigné un nombre considérable de témoins et le témoin Michaud ne sera peut-être pas terminé mardiet, alors, il faudra l'interrompre encore, parce que nous aurons d'autres témoins à entendre. Si chacun des témoins, arrive et qu'il dise qu'il a besoin de s'en aller immédiatement, on peut passer ainsi une semaine ou deux semaines.

M. BERCOVITCH.—Les autres témoins ne sont pas ici—ce n'est pas la même chose.

LE PRÉSIDENT.—D'un autre côté, je comprends que le témoignage de Monsieur Michaud peut être bien long encore, si on continue comme on l'a fait à l'interroger sur tous les mélanges de la Commission des liqueurs, ça peut prendre encore trois ou quatre jours.

M. LANGLAIS.—Surtout si on l'interrompt à chaque instant.

LE PRÉSIDENT.—Même sans l'interrompre, il est évident que ça va être très long. D'un autre, côté il faut qu'il soit ici tout le temps. Est-ce bien long ce témoin-là ?

M. BERCOVITCH.—Non.

M. DURANLEAU.—C'est toujours la même chose ça ne sera pas long—mais on sait ce que vous voulez prouver par ces deux témoins-là et ça peut être très long.

M. SAUVÉ.—On ne sait pas ce qu'ils peuvent prouver.

M. DURANLEAU.—On sait ce qu'ils veulent faire.

M. BERCOVITCH.—Si vous transquestionnez longtemps, ça peut-être très long.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, j'insiste pour continuer le témoignage de Monsieur Michaud. Je comprends que vous avez la majorité et que vous pouvez nous passer sur le dos, mais, je dis que c'est excessivement injuste de suspendre le témoignage de Monsieur Michaud, de suspendre un témoignage de l'importance de celui du gérant général de la Commission des liqueurs, pour faire entendre des individus comme Monsieur VanDyke et Monsieur Nelligan. Nous devons procéder avec notre enquête régulièrement. Je demande que Monsieur Michaud soit appelé immédiatement pour continuer son témoignage.

M. BERCOVITCH.—J'insiste pour que Monsieur Nelligan et Monsieur VanDyke soient entendus d'abord.

M. SAUVÉ.—On pourrait les entendre la semaine prochaine—je ne vois pas pourquoi on ne continuerait pas avec le témoignage de Monsieur Michaud. Il a commencé, et Monsieur VanDyke et Monsieur Nelligan ne sont pas d'urgence ici.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que la raison que donne Monsieur Bercovitch c'est que ces témoins-là doivent s'en retourner et qu'ils ne reviendront pas, tandis que, en ce qui concerne Monsieur Michaud, il faut nécessairement qu'il soit ici et qu'il reste jusqu'à la fin.

M. DURANLEAU.—Nous allons avoir de ces témoins-là à la douzaine, la semaine prochaine, Monsieur le président, et tous auront le même droit que Monsieur Nelligan et Monsieur VanDyke de demander d'être entendus, parce que le témoignage de Monsieur Michaud peut être long. Nous en aurons comme ça à la douzaine et le président devra donner égale justice à tout le monde—alors dans quel chaos seront nous.

M. SAUVÉ.—Je comprends, Monsieur le président, que les raisons de Monsieur Bercovitch doivent toujours être les meilleures ?

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Bercovitch donne les raisons et c'est au comité à les apprécier.

M. SAUVÉ.—Je ne sais pas si le comité a toujours raison d'approuver les décisions, mais on n'a jamais pu obtenir rien de vous, Monsieur le président, vous avez toujours décidé en faveur de Monsieur Bercovitch—votre impartialité a l'air d'être bien incomprise.

LE PRÉSIDENT.—Ça l'air à ça

M. SAUVÉ.—Et incompréhensible.

M. DURANLEAU.—Je crois que Monsieur le président a souvent été obligé de violenter sa conscience pour rendre les décisions qu'il rend.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas juste de dire ça.

LE PRÉSIDENT.—Je ne veux pas faire de considérations ni de considérants, mais je dis que c'est au comité qu'il appartient de décider ?

M. SAUVÉ.—Oui, c'est bien organisé.

LE PRÉSIDENT.—On est dix ou onze—il n'y a pas d'organisation là-dedans—c'est au comité à décider s'il veut procéder à l'examen de Monsieur Nelligan et de Monsieur Van Dyke.

M. SAUVÉ.—Je comprends que ce n'est pas le comité qui décide.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas à moi de décider, c'est au comité.

M. SAUVÉ.—Mais, quand on demande quelque chose, c'est vous qui décidez—vous ne demandez pas au comité, vous décidez vous-même.

LE PRÉSIDENT.—Sur certaines questions lors d'un témoignage, j'ai pu décider quelques objections mais, en règle générale, je laisse au comité de décider, et j'entends bien que ça soit le comité qui décide et non pas moi.

M. SAUVÉ.—Très bien, nous allons voter.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je demande que Monsieur Michaud continue son témoignage. D'après les règles ordinaires de la preuve dans les enquêtes publiques, quand un témoin est sous examen, son témoignage doit se continuer jusqu'à la fin, à moins de raisons excessivement graves—raisons qui ne sont pas apportées ce matin par Monsieur Bercovitch. Je crois devoir faire cette demande et j'espère que le comité l'agréera et je dis, Monsieur le président, qu'il serait absolument injuste de permettre à celui-ci et à celui-là, parce que ça fait l'affaire de Monsieur Bercovitch ou des autres membres de la droite, de se faire entendre maintenant. Ce serait absolument injuste de suspendre le témoignage du gérant général de la Commission des liqueurs, témoignage excessivement important et qui intéresse beaucoup plus le comité et la province que ne pourraient l'intéresser les témoignages de Monsieur Nelligan et Monsieur Van Dyke.

M. BERCOVITCH.—Il n'y a rien d'extraordinaire dans cette procédure; cela se produit chaque jour devant les tribunaux. Un témoin peut être sous interrogatoire; on donne une raison pour justifier de suspendre cet interrogatoire. Il n'y a rien d'extraordinaire en cela. Ces messieurs sont ici depuis une semaine et veulent retourner chez eux pour voir à leurs affaires. M. Michaud doit être ici; il est tenu d'être ici, la semaine prochaine et la semaine suivante, de fait, aussi longtemps que durera l'enquête. Je ne vois rien de dérogatoire dans cette procédure, et je pense qu'en toute loyauté à l'égard de ces deux citoyens, ils devraient être entendus maintenant.

M. SAUVÉ.—Au cours de cette semaine, on a semblé établir comme règle que, dans certains cas nous ne devrions pas interrompre les témoignages qui sont déjà commencés. Je me rappelle que Monsieur Lavergne, entre autre, procureur d'un des témoins assignés, a demandé plus d'une fois de faire entendre ce témoin, déclarant que son séjour à Québec était préjudiciable à ses affaires. Monsieur Rivard a fait la même chose—et toujours, le président et le comité ont répondu: bien, qu'il attende son tour, maintenant qu'il est ici, ou bien qu'il retourne à ses affaires et, lorsque nous en aurons besoin, nous le lui ferons dire. C'a été la réponse donnée par le président et par la majorité du comité. Maintenant, que le témoignage de Monsieur Michaud est commencé et qu'il est rendu à une phase importante, on veut l'interrompre pour entendre Monsieur Nelligan et Monsieur Van Dyke, que je ne connais pas d'ailleurs, mais qui ont passé la semaine ici à se renseigner d'une façon bien complète, je suppose—ils n'avaient pas l'air à vouloir partir—je les rencontrais dans les passages ici, mais quelque soit leur témoignage, qu'ils fassent l'affaire ou qu'ils ne fassent pas l'affaire du Comité, cela importe peu—ce qui importe c'est de continuer le témoignage de Monsieur Michaud et, aux séances de la semaine prochaine, on entendra Monsieur Van Dyke et Monsieur Nelligan comme les autres qui ont été assignés. Je ne vois pas l'intérêt qu'il pourrait y avoir d'interrompre le témoignage de Monsieur Michaud quand surtout nous devons avoir en vue et ne pas oublier que le but du Comité des comptes publics est d'enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs qui sont du ressort du gouvernement.

LE PRÉSIDENT.—Eh bien, la question est sur la proposition de Monsieur Bercovitch et sur l'amendement de Monsieur Duranleau. Monsieur Bercovitch a proposé d'entendre Messieurs Nelligan et Van Dyke et Monsieur Duranleau propose, en amendement, de continuer le témoignage de Monsieur Michaud. Nous allons voter d'abord sur l'amendement pour savoir si Monsieur Michaud doit continuer son témoignage, ceux qui sont pour voudront bien dire pour, et ceux qui sont contre diront contre.

Le vote est pris et donne comme résultat quatre pour et onze contre l'amendement de Monsieur Duranleau.

Le témoin Van Dyke est alors appelé.

M. DURANLEAU.—Avant de commencer la déposition du témoin, je demanderais l'assignation de quelques autres témoins qui sont: Monsieur Napoléon Drouin, de Québec, commissaire de la Commission des liqueurs; Monsieur Joseph Boutet, 78 rue St-Joseph, Québec, et Monsieur Falardeau—je n'ai pas son nom de baptême, mais il est bien connu—il est en ce moment à l'Hospice St-Charles—avec instructions d'apporter tous les documents, chèques, contrats, et autres documents concernant l'immeuble numéro 78, rue St-Joseph, et la licence accordée à cet immeuble pour vendre des spiritueux—la licence accordée à Monsieur Boutet.

L'HON. M. NICOL.—Il n'y a pas de licence accordée pour la vente des spiritueux. Vous voulez peut-être dire une licence pour une taverne?

M. DURANLEAU.—Je veux dire une licence de taverne.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques, pour la partie française.

ALEXANDRE BELINGE.

WILLIAM L. VANDYKE, de la cité de Montréal, courtier maritime, âgé de 31 ans, étant dûment assermenté sur les Saints-Évangiles, dépose et dit :

LE TÉMOIN.—M. le président, avant de rendre mon témoignage, je demande la protection de ce comité contre toute action de toute autorité, étrangère ou autres, actions qui peuvent être intentées contre moi par suite de mon témoignage.

LE PRÉSIDENT.—Accordée.

M. BERCOVITCH.—Vous dites que votre occupation est celle de courtier maritime ?

R. Oui, courtier maritime.

Q. Vous demeurez à Montréal ?

R. En effet.

Q. Vous y demeurez depuis combien de temps ?

R. Quatorze ans.

Q. Pour en venir immédiatement au point. Vous rappelez-vous une transaction en vertu de laquelle une cargaison de liqueurs est venue de quelque part en Europe jusqu'à la zone extérieure du port de New-York ?

R. Oui.

Q. C'était, n'est-ce pas, en 1922 ou au commencement de 1923 ; est-ce que ce sont les dates exactes ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu l'occasion de vous rendre à New-York, relativement à cette transaction ?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire approximativement la date où vous étiez là ?

R. Vers le milieu de janvier 1923.

Q. Où étiez-vous ?

R. A l'hôtel Cadillac.

Q. Y avait-il d'autres personnes que vous avez rencontrées à New-York, intéressées dans cette transaction ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous donner leurs noms, s'il vous plaît ?

M. DURANLEAU.—Je fais l'objection que nous avons déjà faite contre la preuve précédente, au sujet de cette transaction, parce qu'elle est illégale, qu'elle n'est pas pertinente et qu'elle ne regarde pas l'enquête faite devant ce comité. Nous avons déjà fait une objection à ce que ce témoin soit entendu, ce matin, parce que nous savons que son témoignage ne serait d'aucune utilité ici, que c'était purement une perte de temps ou dans le but de faire surgir le nom d'un collègue devant ce comité. J'objecte fortement au témoignage de ce témoin, parce que nous n'avons pas d'intérêt à savoir ce que le témoin a fait à New York, relativement au trafic des liqueurs sur la haute mer.

M. BERCOVITCH.—Nous avons eu cette objection déjà et je présume que l'on rendra la même décision qu'auparavant.

LE PRÉSIDENT.—L'objection est réservée.

La question est lue au témoin comme suit :

Q. Voulez-vous donner leurs noms, s'il vous plaît ?

R. M. Brien, M. Brosseau, M. Georges Lord, M. Nelligan, M. Bray.

- M. BERCOVITCH.—Quel M. Bray; connaissez vous son prénom?
- R. Je crois que son prénom est Allan J. Bray ou J. Allan Bray.
- Q. Où avez-vous rencontré ces messieurs?
- R. Je les ai rencontrés d'abord à Montréal.
- Q. Je veux dire quant à New-York; restons à New-York un peu, nous pourrions avoir à revenir à Montréal?
- R. Je les ai rencontrés au Cadillac.
- Q. C'est votre hôtel?
- R. Oui.
- Q. Est-ce que ces autres messieurs que vous venez de mentionner, étaient alors au même hôtel?
- R. A l'exception de M. Nelligan, je crois.
- Q. Tous les autres étaient descendus au même hôtel?
- R. Non, M. Lord était à l'Astor.
- Q. Et les autres étaient à l'hôtel Cadillac?
- R. Oui.
- Q. Combien de temps êtes vous restés là ensemble.
- R. A l'exception de M. Bray, nous avons été là environ trois semaines.
- Q. Vous exceptez M. Bray. Alors, je comprends, qu'il a été là moins longtemps que les autres.
- R. Oui.
- Q. Combien de temps M. Bray a-t-il été là, au meilleur de votre souvenir?
- R. A peu près six jours.
- Q. Que faisiez-vous là?
- R. Nous essayions de disposer d'une cargaison de liqueurs qui était en dehors des limites des Etats-Unis.
- Q. Vous rappelez-vous le nom du bateau contenant cette cargaison?
- R. Le yacht à vapeur "I-Star".
- Q. Vous rappelez-vous la quantité de liqueurs qu'il y avait à son bord et dont on devait disposer?
- R. 19,840 caisses.
- Q. Avez-vous fait ou d'autres ont-ils fait quelques tentatives, durant ce séjour à l'hôtel Cadillac à New-York, pour disposer de cette cargaison?
- R. Oui.
- Q. Avez-vous réussi?
- R. Partiellement.
- Q. De combien de caisses environ y avez-vous disposé?
- R. 1,021 caisses.
- Q. Et quant au reste de la cargaison, d'autres témoins nous l'ont déjà dit, les vendeurs en disposèrent plus tard?
- R. Oui.
- Q. Avez-vous eu quelque entrevue avec ces messieurs dont vous venez de donner les noms, relativement à la disposition de cette cargaison?
- R. Oui.
- Q. Voulez-vous nous dire brièvement quelle fut, en substance, la conversation?
- R. Nous avons discuté le moyen à prendre pour en disposer rapidement et pour trouver des acheteurs, etc. J'agissais comme agent et je transportai mes intérêts en cette affaire à un autre homme à New-York. J'ai dû y rester jus-

qu'au moment où je touchai ma commission provenant de la vente de la cargaison.

Q. Ainsi, si je comprends bien ce que vous venez de nous dire, les messieurs que vous avez nommés, à moins que vous n'en exceptiez quelques-uns d'entre eux, se rencontraient et discutaient des voies et moyens de se débarrasser de la cargaison?

R. C'est cela.

Q. Je suppose que c'était de l'intérêt de chacun des intéressés dans la transaction de disposer de la cargaison aussi promptement que possible?

R. Ils m'ont donné cette impression.

Q. Plus vite on en disposait, plus il y avait de profit?

R. Absolument.

Q. Vous rappelez-vous particulièrement si M. Bray a pris part à quelque-une de ces discussions?

R. En deux ou trois occasions, nous avons débattu la chose, M. Bray et moi-même.

Q. M. Bray et vous-mêmes?

R. Seulement les points techniques, afin de savoir s'il était possible de faire le déchargement en raison de la température, etc, et si les prix se maintiendraient.

R. En d'autres termes, votre discussion portait sur des sujets se rattachant à la transaction?

R. Oui.

Q. Y a-t-il eu quelque discussion quant au portage des profits?

R. Non, pas à ma connaissance.

Q. Vous n'avez pas discuté cette affaire avec personne? Ce qui vous intéressait à New-York, c'était principalement de vous débarrasser de la cargaison aussi promptement que possible?

R. Exactement.

Q. Avez-vous eu l'occasion de rencontrer quelques-unes des personnes dont vous avez donné les noms, en d'autres occasions et à d'autres endroits?

R. Oui.

Q. Où?

R. A Montréal.

Q. Quand?

R. En l'automne de 1922.

Q. Où les avez-vous rencontrées?

R. Au bureau de la Limited Auto Supply, sur la rue Bleury.

Q. Qui avez-vous rencontré, là?

R. J'ai rencontré chacune des personnes que j'ai mentionnées.

Q. Avez-vous eu quelque conversation particulière avec ces personnes au sujet de la transaction?

R. Oui, avec M. Brien spécialement. J'avais lancé l'affaire en juin et elle suivait son cours et ceux avec qui j'étais en relation d'affaires à New-York, devenaient anxieux de savoir comment les choses allaient pour eux, et, en une ou deux occasions, je lui demandai quels étaient ses associés. Il mentionna M. Brosseau comme étant intéressé financièrement, et il me dit aussi qu'il me présenterait à une autre personne qui était intéressée financièrement, qui était assez forte pour faire avancer l'affaire. Je rencontrai M. Brosseau, en septembre, avant son départ pour l'Angleterre, et je vins le voir à propos d'au-

tres affaires. Finalement, un matin, il me présenta à M. Bray. Je n'ai pas discuté la question avec lui à ce moment là, sauf la remarque que nous espérions réussir, un gros problème pour nous tous.

Q. Qui était présent lorsque vous avez rencontré M. Bray?

R. M. Brien.

Q. C'est lui qui vous avait présenté à M. Bray?

R. Oui.

Q. Et alors, y en avait-il d'autre?

R. Bien, mon associé qui était ici.

Q. Qui est-il?

R. M. Oswald Grant.

Q. Et vous avez parlé de faire avancer l'affaire. Est-ce bien ce que vous avez dit?

R. Oui.

Q. Faire avancer l'affaire, qu'entendez-vous par cela?

R. Bien, rendre possible la réalisation de l'argent.

Q. Provenant de quoi?

R. De la cargaison de liqueurs.

Q. Vous rappelez-vous un autre petit incident particulier qui se produisit à ce moment pour savoir qui devait verser l'argent?

R. Oh, oui; j'ai dit que M. Brien prétendait que ceux-ci étaient les fournisseurs d'argent. Un autre incident se produisit à New-York, dont je me souviens particulièrement, alors que les bailleurs de fonds étaient indignés parce que j'étais entré dans la chambre et que je leur avais demandé de ne pas vendre la cargaison à un tiers. J'avais à surveiller mes propres intérêts. Naturellement, si je n'avais pas été capable de protéger ma commission, j'aurais perdu mon argent. J'allai à l'hôtel Astor, une après-midi, je pense que c'était le 20, le jour de la transaction; ces personnes, Brosseau, Nelligan, Brien et Bray étaient dans la chambre, Georges Lord était au téléphone pour demander le consentement de son père; et je suis entré tout excité et leur ai demandé qu'est-ce qu'ils entendaient faire, et M. Bray, et M. Brosseau se levèrent brusquement, prirent feu, et commencèrent à me demander quelle affaire j'avais là-dedans, parce que je n'y avais pas mis d'argent; qu'ils étaient eux-mêmes les bailleurs de fonds.

Q. Qu'ils étaient les bailleurs de fonds. Cet incident, dites-vous, se produisit à l'hôtel Astor à New-York?

R. Oui; c'est M. Bray qui fit d'abord la remarque et alors, M. Brosseau qui arpenta la chambre de long en large, argumenta dans le même sens.

Q. Que prétendaient-ils?

R. Que je n'y avais pas d'affaire, que je devais me taire, je n'avais pas d'affaire, ni d'argent et qu'eux avaient l'argent.

M. DURANLEAU.—Sous la réserve de nos objections.

Q. Vous dites que vous êtes courtier maritime?

R. Oui.

Q. Où est votre bureau?

R. Chambre 811, 1674 Broadway, New-York.

Q. Vous n'avez pas de bureau à Montréal?

R. Non, ma résidence seulement.

Q. Vous avez votre résidence à Montréal?

- R. Oui.
- Q. Et votre bureau à New-York ?
- R. Oui.
- Q. Depuis combien d'années ?
- R. Depuis combien d'années, au sujet de quoi ? . . .
- Q. Que vous faites affaires à New-York et que vous avez votre résidence à Montréal ?
- R. Je fais affaires à New York depuis environ six ans.
- Q. Vous demeurez à Montréal depuis combien d'années, environ ?
- R. Quatorze ans.
- Q. Dois-je comprendre que vos affaires à New-York comme courtier maritime, consistent à agir comme tel dans les transactions particulières dont vous avez parlé au cours de votre témoignage ?
- R. Non, j'ai agi comme agent à commission.
- Q. Vous étiez aussi agent à commission ?
- R. Alors je n'étais pas courtier maritime.
- Q. Depuis quand faites-vous du courtage maritime à New-York ?
- R. Environ deux ans.
- Q. Vous étiez alors agent à commissions à New-York ?
- R. Oui.
- Q. Étiez-vous spécialement agent à commission pour trouver des acheteurs de liqueurs de la même manière que vous avez procédé dans cette transaction ?
- R. Oui.
- Q. Depuis combien d'années agissez-vous comme agent à commission pour vendre des liqueurs aux États-Unis ?
- R. Je n'ai jamais vendu de liqueurs aux États-Unis. J'agis comme agent à commission seulement.
- Q. Agent à commission ?
- R. Oui.
- Q. Vous trouviez des acheteurs ?
- R. Oui.
- Q. Et vous touchiez une commissions pour votre travail ?
- R. Oui.
- Q. Je comprends que vous agissiez comme agent à commission pour des fins de contrebande ?
- R. Pas à ma connaissance. J'ai vendu légitimement des liqueurs venant de St-Pierre ou d'Angleterre ; j'agissais alors comme agent à commission en général pour des marchandises venant de St-Pierre ou de l'Angleterre.
- Q. De la même manière que cela s'est fait dans ce cas particulier, avec M. Brosseau et autres ?
- R. Oui.
- Q. Ainsi, vous avez toujours cru que c'était un commerce légitime ?
- R. Je le crois.
- Q. C'était votre impression, ça l'est encore ?
- R. Oui.
- Q. N'avez-vous jamais eu quelques difficultés avec les autorités aux États-Unis ?
- R. Bien, je comprends que les autorités étaient à la recherche de ce bateau déjà mentionné, et sachant que j'y avais des intérêts, elles se trouvaient naturellement à ma recherche en même temps.

- Q. On vous recherchait, qui vous recherchait?
R. Vous me demandez si les autorités...
Q. Qui, en particulier?
R. Les autorités.
Q. Oui, le procureur général de l'État de New-York?
R. Je ne saurais dire, je ne les ai jamais rencontrées.
Q. Avez-vous déjà été traduit devant les tribunaux aux Etats-Unis?
R. Non, pas à ma connaissance.
Q. Avez-vous déjà été arrêté?
R. Non.
Q. Quelle furent vos difficultés avec les autorités américaines?
R. Ces difficultés provenaient du commandant à bord du bateau, qui manqua de discrétion dans ses communications avec la rive, ainsi de suite, les autorités en étaient ennuyées.
Q. Qu'avez-vous fait, lorsqu'elles vous recherchaient à ce sujet?
R. Je n'ai rien fait; elles ne me recherchaient pas. Si elles m'avaient recherché, elles m'auraient trouvé, j'étais là à l'hôtel.
Q. Avez-vous été assigné devant les autorités?
R. Non.
Q. Jamais?
R. Non.
Q. N'avez vous pas dit que vous aviez eu des difficultés avec elles?
R. Oui.
Q. Quelles difficultés avez-vous eues, alors?
R. Elles essayaient d'empêcher la vente des marchandises en employant les moyens pour l'arrêter; mais jamais elles ne m'ont arrêté, et ne m'ont jamais abordé à ce sujet.
Q. C'est la seule difficulté que vous ayez eue avec les autorités, là-bas?
R. Oui.
Q. Est-ce la seule transaction dans laquelle vous ayez agi comme agent à commission?
R. Non, j'ai eu d'autres transactions.
Q. Dans la vente des liqueurs?
R. J'ai eu d'autres transactions depuis; j'ai été en Angleterre acheter des marchandises pour d'autres personnes.
Q. Avez-vous vendu des marchandises à d'autres personnes à New-York?
R. J'ai été en Angleterre et j'ai acheté des marchandises pour d'autres personnes.
Q. Des marchandises qui devaient être expédiées à St-Pierre, Miquelon?
R. Des marchandises qui devaient être expédiées en haute mer, ce qui est parfaitement légitime.
Q. Des marchandises pour être expédiées en haute mer?
R. Ce qui est parfaitement légitime.
Q. Depuis combien de temps faites-vous ce commerce?
R. Je l'ai dit au début de mon témoignage; à peu près depuis que la prohibition existe aux Etats-Unis.
Q. Faites-vous encore le même commerce?
R. Non, je ne le fais pas; je suis courtier maritime, maintenant.
Q. Avez-vous été intéressé dans le bootlegging, à Montréal, en expédiant des marchandises aux Etats-Unis.
R. Non.

- Q. Le jurez-vous?
R. Bootlegging, avez-vous dit?
Q. Oui, en achetant des marchandises à Montréal ou ailleurs dans la province de Québec et en les expédiant aux États-Unis?
R. J'ai acheté des marchandises pour d'autres personnes, de la commission des liqueurs.
Q. Quand?
R. Il y a plus de deux ans.
Q. Pour qui?
R. Je ne me souviens pas des noms, maintenant.
Q. Jurez-vous que vous ne pouvez pas vous rappeler leurs noms maintenant?
R. Vous savez bien que ces contrebandiers viennent et vont sous des surnoms.
Q. Nous en viendrons à cela dans une minute. Quelle quantité de marchandises avez-vous achetée pour ces contrebandiers?
R. Nous avons l'habitude d'aller aux environs des magasins pour cueillir une bouteille à la fois dans les différents magasins: 15, 18, 20 caisses, quelque chose comme cela.
Q. 15, 18, 20 caisses.
M. BERCOVITCH.—Une bouteille à la fois.
M. DURANLEAU.—Vous n'avez pas le droit d'intervenir.
M. BERCOVITCH.—Vous n'aimez pas à entendre cela.
M. DURANLEAU.—J'aimerais à entendre la voix du témoin.
M. BERCOVITCH.—J'ai une plus belle voix.
M. DURANLEAU.—Nous l'entendrons à la Chambre.
Q. Vous dites 20 à 50 caisses?
R. Non, j'ai dit 15 à 20.
Q. En faisant le tour des magasins?
R. Oui.
Q. Vous-même?
R. Non; j'avais une automobile et un homme qui remplissait la tâche.
Q. Combien de temps prenait-il pour charger votre voiture en faisant comme cela le tour des magasins?
R. On peut faire le tour de la cité de Montréal dans une heure.
Q. Combien de temps cela vous prenait-il.
R. Toute une journée.
Q. Toujours le même homme?
R. Non, nous en avions plusieurs.
Q. Combien de fois vous fallait-il aller à chaque magasin dans la cité pour charger votre voiture.
R. Nous faisons le circuit des magasins une fois par jour.
Q. Pendant combien de temps avez-vous fait ce commerce?
R. Pendant environ un mois à Montréal.
Q. Vous étiez bien connu de tous les gérants des magasins, naturellement?
R. Pas de tous; c'était parfaitement légitime d'entrer et d'acheter une bouteille, cinq ou six fois.

Q. Vous n'étiez pas connu du tout ?

R. Je n'avais pas à être connu plus que toute autre personne.

Q. Vous ont-ils vu ?

R. Peut-être; ils ont vu d'autres clients.

Q. Ils ont vu votre voiture naturellement.

R. Non, ils ne vont pas au dehors pour regarder et voir où nous apportons les liqueurs.

Q. Jurez-vous que personne des magasins de la Commission n'a vu votre voiture contenant des caisses ?

R. Je ne peux jurer ce que d'autres personnes ont vu.

Q. Vous ne cachez pas votre voiture; votre voiture se trouvait exactement en face de chacun des magasins.

R. Oui.

Q. Avec les caisses dedans ?

R. Pas des caisses, des bouteilles, ai-je dit.

Q. Je sais, mais vous aviez alors des caisses pour y mettre les bouteilles ?

R. Non.

Q. Vous n'aviez pas de caisses ?

R. Non.

Q. Comment vous arrangiez-vous pour charger la voiture de quinze à vingt caisses avec des bouteilles comme cela ?

R. C'est une affaire bien simple.

Q. Voudriez-vous l'expliquer ?

M. BERCOVITCH.—M. Duranleau veut apprendre ce commerce.

M. SAUVÉ.—Ne regardez pas M. Bercovitch.

LE TÉMOIN.—Cela ne prend pas un homme intelligent pour savoir qu'on peut placer quinze ou vingt caisses dans le tonneau d'une automobile.

M. DURANLEAU.—Comment vous arrangiez-vous pour passer cette liqueur en contrebande aux Etats-Unis ?

M. BERCOVITCH.—Il n'a pas dit qu'il la passait en contrebande.

LE TÉMOIN.—Je n'ai pas dit que je la passais en contrebande; je l'ai vendue à d'autres pour la passer aux frontières.

M. DURANLEAU.—Avec un certain profit ?

R. Absolument.

Q. Combien par caisse ?

R. On me donnait l'argent, et je payais les marchandises et faisais tant la bouteille.

Q. Combien ?

R. Une moyenne selon la marque que nous avions à acheter et l'ouvrage que nous avions à faire.

Q. Voulez-vous nous donner une idée de vos profits sur chaque marque ?

R. Peut-être dix cents, la bouteille, quinze cents, la bouteille.

Q. Je suppose que vous avez un dépôt en banque à Montréal ?

R. Si j'ai ?

Q. Vous n'avez aucun dépôt ?

R. Dans... ?

Q. Dans aucune banque ?

R. Vous voulez dire actuellement ?

Q. Oui.

R. J'ai un petit montant d'argent.

Q. En ce temps là ?

R. Probablement, je ne sais pas ; il y a de cela une couple d'années ; je ne peux pas m'en souvenir.

Q. Maintenant, depuis combien de temps êtes-vous intéressé dans l'expédition de marchandises d'Angleterre jusqu'à la haute mer aux environs de New-York, sur le bateau I-Star ?

R. Depuis combien de temps—je ne sais pas exactement ce que vous voulez dire.

Q. Depuis combien de temps êtes-vous intéressé dans l'expédition des marchandises sur le bateau I-Star, de l'Angleterre jusqu'à la haute mer ?

R. C'est une question technique. Je considère que j'étais intéressé depuis le moment où l'expédition commença ou fut inaugurée.

Q. Depuis quand ?

R. Depuis 1923.

Q. Durant toute l'année 1923 ?

R. Non, la transaction commença en juillet 1923.

M. BERCOVITCH.—1922.

LE TÉMOIN.—1922.

M. SAUVÉ.—Il a dit 1923.

LE TÉMOIN.—En 1922.

M. BERCOVITCH.—En janvier 1923, il était à New-York au sujet de la cargaison. C'est ce qu'il a dit.

M. DURANLEAU.—Vous avez continué à être en relation avec ce bateau en 1923 ?

R. Oui.

Q. Je suppose que vous aviez une belle clientèle d'acheteurs de liqueurs à New York ?

R. Il y a une personne à laquelle j'ai transporté mes intérêts dans le cas particulier que j'ai mentionné.

Q. Quand vous agissiez comme agent à commission pour la vente des liqueurs à New-York, vous deviez avoir une jolie clientèle d'acheteurs ?

R. Parlez-vous du bateau I-Star ?

Q. Non, d'une manière générale.

R. Oh ! oui ; on devient naturellement connu quand on arrive avec une expédition et avec un chargement comme celui qu'avait l'I-Star ; on devient connu.

Q. Vous étiez bien connu ?

R. Tout comme certains politiciens et tous les autres deviennent connus.

Q. Et spécialement une personne qui vend des liqueurs dans les Etats-Unis est bien connue. Voulez-vous donner les noms de quelques-uns de vos acheteurs ?

M. BERCOVITCH.—Ne pensez-vous pas que c'est aller trop loin. C'est très bien pour vous d'essayer à connaître la partie préliminaire de l'affaire, mais sûrement vous n'avez pas besoin de connaître ses acheteurs ?

M. DURANLEAU.—Laissez donc répondre votre intelligent témoin.

M. BERCOVITCH.—J'objecte à la question. Je sou mets que ce n'est pas une question qu'il convient de faire, les noms de ses clients. Je ne sais pas s'il a quelqu'objection particulière à les donner. Comme tout autre, il peut craindre la concurrence.

M. DURANLEAU.—Nous avons besoin de vérifier ses affirmations.

M. BERCOVITCH.—Ne vaudrait-il pas mieux aller à New-York pour y entendre les témoignages?

M. DURANLEAU.—Nous voulons les avoir ici, afin que nous puissions les voir. Les finances de la province ne justifieraient pas que tout le comité se rendît à New-York.

LE PRÉSIDENT.—Voulez-vous répondre?

LE TÉMOIN.—Je préférerais ne pas répondre; cela pourrait en incriminer d'autres que je ne tiens pas à mentionner.

M. DURANLEAU.—Vous pourriez mentionner plusieurs noms, mais vous ne voulez pas qu'ils soient incriminés.

R. C'est cela.

Q. C'est là votre réponse?

R. Oui.

Q. Ainsi, vous ne persisteriez pas à jurer que les affaires que vous y faisiez étaient parfaitement légitimes?

R. En tant que cela me regarde, c'était légitime.

Q. De votre part, c'était parfaitement légitime, mais, de la part des acheteurs, cela pourrait les incriminer?

R. Parce qu'ils opèrent là-bas; ce n'était pas mon cas.

Q. Vous agissiez comme agent seulement?

R. Oui.

Q. De votre part, l'entreprise était parfaitement légitime. Et quant à eux c'était de nature à les incriminer, est-ce là votre explication?

R. Je n'ai pas dit que c'était de nature à les incriminer quant à eux; je dis que je pourrais les incriminer; ce que je n'entends pas faire.

Q. Vous avez juré que ce que vous aviez fait était parfaitement légitime?

R. Oui.

Q. Vous avez toujours pensé ainsi?

R. Oui.

Q. Vous dites que c'est cela, mais, quant à eux, vous pourriez être incriminé?

R. Ils pourraient l'être.

Q. Vous ne voulez pas qu'ils soient incriminés?

R. C'est cela.

Q. Comment expliquez-vous que l'entreprise, de votre part, était parfaitement légitime, tandis que, de la part de vos acheteurs, elle ne l'était pas?

R. Parce que je suis allé en Angleterre, de même qu'à Saint-Pierre et que j'y ai acheté des marchandises; j'avais parfaitement droit de le faire.

Q. Et quand vous avez négocié avec ces acheteurs à New-York, comment pouvez-vous dire que l'entreprise, de votre part, était légitime, parfaitement légale, et que, de leur part, elle ne l'était pas?

R. Parce que j'étais au Canada ou en Angleterre au moment des transactions.

Q. Je ne comprends pas votre explication; je ne pense pas que ce soit là une explication.

R. C'est très simple, je suis à Halifax...

Q. C'est le seul...

M. BERCOVITCH.—Laissons-le répondre, c'est très simple...

R. C'est très simple. Je suis à Halifax, à Montréal ou en Angleterre, quelqu'un m'envoie des dépêches, m'envoie de l'argent pour acheter des marchandises pour lui; j'achète ces marchandises et les expédie, je nolise un bateau, lui expédie des marchandises, si c'est nécessaire. Mais il fait ses opérations aux Etats-Unis—comment, je ne le sais pas; ce n'est pas de mes affaires.

M. DURANLEAU.—Quand vous étiez à New-York pour négocier avec eux, c'était de personne à personne?

R. Il vous faut revenir.

Q. Comment pouvez-vous expliquer que ce commerce était légitime?

R. C'est parfaitement légitime, tout le monde le sait, pour moi d'y aller et de leur vendre des marchandises en Angleterre ou à St-Pierre.

Q. Ainsi ces personnes ne peuvent être incriminées, si vous donnez leurs noms?

R. Oui, elles peuvent l'être.

Q. Si le contrat était parfaitement légitime?

R. En tant que cela me regarde personnellement, il l'était. Je suis un étranger, je peux aller aux Etats-Unis et vendre des liqueurs à qui que ce soit.

Q. Je ne comprends pas comment vous pouvez dire que vous êtes un étranger quand vous dites que votre place d'affaires était à New-York?

R. Je dis que j'ai un bureau à 811.

Q. Vous n'avez pas de bureau à Montréal et votre place d'affaire, comme vous l'avez déjà déclaré, était à New-York; comment pouvez-vous jurer maintenant que vous êtes un étranger quand vous êtes à New-York?

R. Si vous appelez cela une place d'affaire, l'endroit où je reçois mon courrier, où je ne paye aucun loyer pour le bureau, où je reçois mon courrier et où je rencontre mes clients; j'appelle cela mon bureau.

Q. Vous jurez qu'un homme qui a un bureau à New-York et qui n'en a pas ailleurs est un étranger à New-York?

R. Apparemment, vous ne me comprenez pas.

Q. Est-ce cela que vous comprenez?

R. Je dis que vous ne me comprenez pas, apparemment. Je dis que je suis un étranger parce que je ne suis pas un sujet américain.

Q. Où êtes-vous né?

R. Aux Etats-Unis.

Q. Où?

R. Dans l'état de New-York.

Q. Où?

R. A Saratoga Springs.

Q. Vous avez été élevé là?

R. Jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans. Je prétends être un canadien maintenant, j'ai vécu ici depuis assez longtemps.

- Q. N'avez-vous jamais été naturalisé canadien?
R. Non.
Q. Vous n'êtes pas un canadien. Avez-vous déjà été arrêté aux Etats-Unis.
R. Non.
Q. Vous en souvenez-vous?
R. Absolument.
Q. Vous avez une bonne mémoire?
R. Oui.
R. Vous ne vous souvenez pas d'avoir été arrêté?
R. Je ne l'ai pas été.—J'aurais pu l'être à ce sujet—on peut avoir eu quelques documents contre moi, mais je n'ai jamais été arrêté.
Q. Vous avez réglé l'affaire?
R. Ce n'est pas nécessaire.
Q. Et?
R. Pas nécessaire.
Q. Voulez-vous dire que ce n'est pas nécessaire de répondre?
R. Non; je dis qu'il n'est pas nécessaire de régler l'affaire; je ne sais pas ce que signifie votre question.
Q. Quand vous dites que l'on avait des documents contre vous, vous ont-ils été signifiés?
R. Non.
Q. Comment le savez-vous?
R. Je l'ai entendu dire.
Q. Par qui?
R. Que ce soit vrai ou non, je l'ai entendu dire.
Q. De qui l'avez-vous appris?
R. Je ne peux pas m'en souvenir maintenant.
Q. Je suppose que, lorsque vous l'avez entendu dire, vous avez fui?
R. Non, j'étais justement là, à New-York.
Q. Vous étiez un étranger et vous avez jugé bon de laisser la ville, n'est-ce pas?
R. Je ne me suis jamais enfui des Etats-Unis. Je vais aux Etats-Unis et j'en reviens à ma guise actuellement.
Q. Vous y avez encore votre bureau?
R. J'y ai ces relations, si vous appelez cela un bureau.
Q. C'est là votre place d'affaire, si vous avez juré déjà que vous n'en avez pas à Montréal?
R. Oui.
Q. Votre résidence seulement; et votre place d'affaire est à New-York?
R. Je ne sais pas exactement ce que vous voulez dire par place d'affaire. Vous pourriez vous expliquer.
Q. Vous ne savez pas ce que je veux dire?
R. Vous pourriez expliquer votre idée.
Q. Êtes-vous assez vieux pour comprendre ce qu'est la place d'affaire de quelqu'un?
R. Assez vieux, je crois.
Q. Bien; vous avez déjà juré que votre place d'affaire était à New-York?
R. Oui, je crois que j'ai juré cela.

- Q. Vous avez donné l'adresse ?
R. Oui.
Q. Le numéro de votre chambre ?
R. Oui.
Q. Sous quel nom faites-vous affaire dans la cité de New-York ?
R. Sous mon propre nom.
Q. Votre nom paraît-il dans l'indicateur des adresses ?
R. Non.
Q. Payez-vous des taxes à votre place d'affaire ?
R. Non.
Q. Comment cela ?
R. Je vous ai dit que j'y recevais seulement mon courrier et que j'y ren-
contrais mes clients; je n'y paye même pas de loyer de bureau.
Q. Vous n'y payez même pas de loyer ?
R. C'est un de mes clients.
Q. Qui paye le loyer pour vous ?
R. L'un de mes clients.
Q. Qui est-il ?
R. Je refuse de répondre; cela pourrait l'incriminer.
Q. Vous pourriez incriminer la personne qui paye le loyer pour vous ?
R. Il ne paye pas pour moi, je me sers de son bureau.
Q. Comment pouvez-vous incriminer la personne qui vous donne un
espace dans son bureau, sans que vous ayez à payer de loyer ?
R. Parce que c'est un client, comme je l'ai expliqué.
Q. C'est un de vos clients dans votre commerce spécial ?
R. Oui.
Q. Ainsi, vous étiez encore dans ce commerce spécial de la vente des liqueurs ?
R. Non; cette personne nolise les bateaux et je fais le travail pour elle.
Q. Vous dites que vous faites son travail ?
R. Je dis qu'il nolise les bateaux et je lui en procure en quelque endroit que
ce soit.
Q. Et il s'occupe de cela spécialement dans le commerce des liqueurs,
dois-je comprendre ?
R. Oui.
Q. N'avez-vous pas juré, il y a quelques minutes, que, depuis environ un an
vous aviez abandonné ce commerce ?
R. Non.
Q. Que vous étiez seulement courtier maritime ?
R. Je n'ai pas dit que je l'avais abandonné; je dis que je suis un courtier
maritime.
Q. Mais votre commerce spécial est celui de courtier maritime dans les
affaires de liqueurs ?
R. Si vous exposez la chose de cette manière.
Q. Non; c'est à vous qu'il appartient de l'exposer de la manière que vous
voulez; ce n'est pas à moi.
R. J'ai dit que je suis un courtier maritime.
Q. Un courtier maritime pour faire la contrebande des liqueurs aux Etats-
Unis ?
R. Non.
Q. Ou pour la vente des liqueurs ?
R. Non.

Q. Vous jurez—je désire être franc avec vous—vous jurez maintenant que vous gagnez votre vie comme courtier maritime d'une façon générale?

R. Oui.

Q. Ou seulement en vendant des liqueurs?

R. Si je peux acheter quelques liqueurs pour quelques-unes de ces personnes là où c'est permis, je le fais bien volontiers.

Q. Voulez-vous donner les noms des personnes pour lesquelles vous agissez comme courtier maritime dans des transactions légitimes; sûrement vous ne pouvez pas les incriminer?

R. Ce sont les mêmes trafiquants de liqueurs.

Q. Quels sont-ils?

R. Je refuse de répondre à cela; cela pourrait les incriminer.

Q. Ca pourrait vous incriminer?

R. Non, ça pourrait les incriminer.

Q. Comment pouvez-vous les incriminer, lorsque vous agissez comme courtier maritime dans des affaires ordinaires?

R. Parce que je sais pourquoi ils ont besoin des bateaux..

Q. Pour transporter des liqueurs?

R. Oui.

Q. Quelle est la commission que vous gagnez comme tel?

R. Tout dépend du travail que je fais.

Q. En général, quel travail faites-vous?

R. J'affrète des bateaux, je leur procure des équipages, et je vois aux approvisionnements.

Q. Et alors?

R. S'il est nécessaire, je vois au chargement des liqueurs.

Q. Où?

R. Soit à Halifax, à St-Pierre ou en Angleterre.

Q. Ainsi, vous allez à bord?

R. Non, je n'ai pas dit cela; il n'est pas nécessaire d'aller à bord, si vous restez tout auprès le long du quai, pour voir à ce que le chargement des marchandises se fasse convenablement.

Q. Ainsi, vous allez en Angleterre?

R. Oui.

Q. Pour voir au chargement des bateaux?

R. Pas nécessairement pour voir au chargement des bateaux; j'y vais pour nolisier les bateaux pour eux.

Q. Quand êtes-vous allé en Angletrre la dernière fois?

R. En septembre.

Q. Dernier. Combien avez-vous eu pour votre travail?

R. Je ne puis pas m'en souvenir.

Q. Qui vous a payé?

R. La personne que je représentais.

Q. Qui est-elle?

R. Je ne veux pas donner son nom.

Q. Je suppose que vous faisiez de bonnes affaires comme courtier maritime?

R. Bien...

Q. En chargeant des bateaux de cargaisons de liqueurs?

R. Si je faisais de bonnes affaires, dites-vous?

- Q. Oui.
R. Assez pour vivre.
Q. Tenez-vous des livres?
R. Non.
Q. Aucune tenue de livres?
R. Non.
Q. Avez-vous des employés?
R. Non.
Q. Avez-vous eu des employés à votre bureau?
R. Je n'ai pas de bureau, où voulez-vous dire, à New-York?
Q. Vous avez dit que vous aviez un bureau à New-York?
R. Oui.
Q. Et nulle part ailleurs?
R. Je n'ai pas d'employé à New-York. J'ai déjà déclaré que je n'y payais pas de loyer.
Q. Ainsi, vous dites que vous n'avez pas de bureau à New-York?
R. Je le dis de nouveau, si vous considérez que j'en ai un parce que j'y reçois mon courrier et que j'y rencontre mes clients.
Q. Vous avez un endroit où vous recevez votre courrier?
M. BERCOVITCH.—Et les clients?
M. DURANLEAU.—A quel endroit à New-York?
R. Au bureau dont j'ai déjà mentionné le numéro.
Q. Voulez-vous le dire de nouveau?
R. Chambre 811, 1674 Broadway?
Q. Le téléphone est-il à votre nom?
R. Non.
Q. Je suppose que vous ne pouvez pas avoir d'objection à donner le nom du locataire de ce bureau?
R. Non, je ne pense pas.
Q. Voulez-vous donner son nom?
R. *The Life Investment Corporation*.
Q. Comment êtes-vous payé, par chèques?
R. Non, pas moi personnellement; pas faits à moi personnellement.
Q. Vous n'avez jamais été payé par chèque?
R. Non pas à moi personnellement.
Q. Par vos clients?
R. Non.
Q. Toujours en argent?
R. Généralement.
Q. Avez-vous un dépôt dans une banque à New-York?
R. Non, j'ai eu une boîte de sûreté pour dépôt.
Q. Mais, vous n'avez aucun dépôt dans une banque?
R. Non.
Q. Vous n'en avez jamais eu?
R. Non. Un instant; j'ai pu en avoir il y a quelques années.
Q. Mais, vous n'avez aucun dépôt depuis trois ans?
R. J'ai pu avoir un petit dépôt d'épargnes; je ne peux pas m'en souvenir maintenant.

Q. Vous ne pouvez pas vous en souvenir ?

R. Non.

Q. Avez-vous un livret de banque ?

R. Non, pas de banques américaines, à ma connaissance. Pas de banques des Etats-Unis.

Q. Vous dites que vous avez votre résidence à Montréal et une espèce de place d'affaire à New-York. Comment vous arrangez-vous pour vivre à Montréal et faire vos affaires à New-York ?

R. Comment je m'arrange ? Qu'entendez-vous exactement par cette question ?

Q. Voyagez-vous chaque jour ?

R. Non.

Q. Comment procédez-vous, chaque semaine ?

R. Suivant les circonstances.

Q. Qu'entendez-vous par suivant les circonstances ?

R. Je peux être à New-York aujourd'hui et y rester pendant une semaine et n'y pas aller avant six mois, selon les affaires que j'y ai.

Q. Vous pouvez être à New York pendant six mois ?

R. Je dis que je peux y être pendant une semaine et n'y pas retourner avant six mois ?

Q. Etes-vous marié ?

R. Oui.

Q. Avez-vous une famille.

R. Oui.

Q. Où demeurez-vous.

R. A Montréal.

Q. Quelle rue ?

R. Avenue Northcliffe.

Q. Quel numéro ?

R. 381.

Q. Ainsi, vous ne restez pas tout le temps à New-York pour vos affaires ?

R. Non.

Q. Quand vous êtes à Montréal, que faites-vous, de quoi vous occupez vous à Montréal ?

R. La même chose, Je ne change pas d'affaire parce qu'il m'arrive d'être à Montréal pendant une semaine chez moi.

Q. Vous louez des bateaux pour des clients à Montréal, aussi ?

R. Non, je ne pense pas qu'il y en ait à louer ; s'il y en avait, cela m'exempterait bien des ennuis.

Q. Que faites-vous à Montréal ?

R. Je vais chez moi, voir ma famille, tout comme vous le feriez.

Q. Vous allez chez vous voir votre famille. C'est là tout ce que vous faites à Montréal ?

R. Je peux y transiger quelques affaires. Je peux avoir quelque chose à y faire.

Q. Quelle espèce de transactions ?

R. Certains détails concernant mes affaires.

Q. Concernant le trafic de liqueurs ?

R. Concernant mes affaires de courtage.

Q. Des affaires de courtage de liqueurs ?

R. Peut-être.

- Q. Avez-vous quelques clients à Montréal?
R. Aucun.
Q. Pas de client du tout?
R. A moins qu'il ne leur arrive d'y venir pour me voir.
Q. Avez-vous des relations d'affaires avec la Commission des liqueurs à Montréal?
R. Seulement de la manière que j'ai mentionnée, il y a quelques années.
Q. Vous n'y avez pas d'autres affaires que d'aller autour des magasins et d'y charger des voitures?
R. Je n'y ai pas d'autres affaires.
Q. N'avez-vous pas eu quelques relations d'affaires avec les officiers de la Commission des liqueurs?
R. J'aimerais à les connaître mieux.
Q. Pourquoi?
R. Je préférerais, si je le pouvais, les connaître mieux.
Q. Ainsi, vous croyez que si vous connaissiez mieux les officiers de la Commission, vous feriez de bonnes affaires?
R. Peut-être que s'ils savaient comment j'achète mes marchandises, dans les vieux pays, je pourrais obtenir ma nomination comme acheteur là-bas.
Q. Malheureusement, vous n'êtes pas...
R. Je ne les connais pas assez bien.
Q. ... Vous n'êtes pas un vendeur à la Commission des liqueurs?
R. C'est malheureux pour moi.
Q. Vous êtes plutôt un acheteur?
R. Oui, très malheureusement pour moi.
Q. Mais, cependant, vous êtes un bon client?
R. Cela se peut; c'est peut-être la raison pour laquelle la Commission...
Q. Pensez-vous que, si les officiers apprenaient que vous êtes un bon client qui fait le tour des magasins de la Commission des liqueurs chaque jour avec des voitures pour les charger de bouteilles, que vous n'auriez pas un certain crédit?

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que le témoin peut bien en savoir?

M. DURANLEAU.—Il semble en connaître beaucoup.

LE PRÉSIDENT.—Répondez.

LE TÉMOIN.—Je ne pense pas.

M. DURANLEAU.—Quand êtes-vous allé à New-York, la dernière fois?

R. En février.

Q. A quelle date?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. Le premier?

R. C'est peut-être le dernier.

Q. Vous devez le savoir; vous êtes sous serment?

R. Je sais; je ne me souviens pas de la date.

Q. Vous êtes allé à New-York la dernière fois...

R. Non.

Q. Cela peut être le premier ou le deuxième jour de février, cela peut être le dernier jour de février, vous ne vous en souvenez pas?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. Y avez-vous été longtemps?

R. Non, j'ai été là une couple de jours.

Q. Y avez-vous fait de grosses affaires?

R. Non.

Q. Aucune?

R. Aucune.

Q. Quand êtes-vous allé à New-York avant cela?

R. En décembre.

Q. Combien de temps êtes-vous resté à New-York?

R. Trois ou quatre jours.

Q. De bonnes affaires?

R. Non, malheureusement pour moi.

Q. Aucune?

R. Aucune.

Q. Je suppose que, lorsque vous y étiez en février ou en décembre, vous aviez un courrier important qui vous attendait?

R. J'avais quelques lettres. Je ne sais pas si elles étaient importantes ou non.

Q. Elles n'étaient pas très importantes, parce que vous n'y avez fait aucune transaction; tout ce que vous aviez dans votre courrier, était un désappointement?

R. Pas nécessairement; je pouvais avoir quelques lettres d'amour.

Q. Sûrement, vous voulez dire de votre femme?

R. Vous ne pourriez pas l'imaginer autrement, n'est-ce pas?

Q. Je ne sais pas; c'est à vous à le dire. Ainsi, vous avez quitté Montréal où vous étiez avec votre famille depuis deux mois, pour aller à New-York et attendre un courrier dans lequel se trouvaient des lettres d'amour de votre femme?

R. Malheureusement, je n'ai pas passé par Montréal, cette fois.

Q. Vous n'êtes pas passé par Montréal; où êtes-vous allé?

R. J'allais à New-York.

Q. Je comprends que vous avez quitté Montréal pour aller à New-York?

R. Je n'ai pas dit cela.

Q. Vous demeurez à Montréal?

R. C'est vrai.

Q. D'où étiez-vous parti pour aller à New-York, en décembre?

R. D'Halifax.

Q. Vous avez été à Halifax pendant quelque temps?

R. Oui.

Q. Combien de temps?

R. Quatre ou cinq semaines.

Q. Quelles étaient vos affaires à Halifax?

R. Courtier maritime.

Q. Toujours courtier maritime, toujours dans le même commerce, je vois. Avez-vous quelque correspondance relative au commerce que vous avez fait depuis six mois?

R. Non.

Q. Vous n'en avez aucune?

R. Non.

- Q. Où gardez-vous votre correspondance ?
R. Je n'ai aucune . . .
Q. Je veux dire vos lettres d'affaires—vos lettres d'amour, nous n'avons rien à faire avec cela.
R. Je les ai détruites, j'imagine; je n'en ai pas sur moi.
Q. Jurez-vous que vous avez détruit toute votre correspondance d'affaires ?
R. Non, parce que . . .
Q. Comme homme d'affaires ?
R. Non, je ne l'ai pas toute détruite.
Q. Vous venez de dire que vous l'aviez probablement détruite, que vous n'en aviez aucune ?
R. Je n'en ai aucune sur moi; vous m'avez demandé si j'en avais; je n'en ai pas.
Q. Avez-vous quelque correspondance d'affaires que vous pouvez montrer à ce comité ?
R. Pas ici.
Q. Pouvez-vous l'avoir ?
R. Je pense que j'en ai chez moi.
Q. Voulez-vous revenir, la semaine prochaine, et apporter toute votre correspondance d'affaires depuis six mois comme courtier maritime ?
R. Oui.
Q. Vous allez faire cela ?
R. Je n'ai rien dans ma correspondance dont je pourrais avoir honte.
Q. Vous apporterez toute votre correspondance, le prochain mardi matin ?
R. Volontiers, si vous en finissez avec moi maintenant parce que . . .
Q. Nous voulons voir vos documents importants concernant vos affaires.
R. Supposez que je n'en trouve pas, qu'advient-il ?
Q. Bien, où les gardez-vous ?
R. Dans ce genre spécial d'affaires, il n'y a pas de correspondance; de fait, il y a le moins de correspondance possible.
Q. Vous avez déjà juré que vous aviez de la correspondance ?
R. J'ai dit que je pouvais en avoir.
Q. Correspondance d'affaires ?
R. Je peux en avoir, je ne présume pas . . .
Q. Vous n'en êtes pas sûr ?
R. Je n'en suis pas sûr.
Q. Si vous en avez, où est-elle ?
R. Chez moi, si j'en ai.
Q. Où chez vous; avez-vous un coffre-fort ?
R. Non, pas à Montréal.
Q. Dans votre bureau à New-York, vous avez probablement un coffre-fort ?
R. Je crois qu'il y a un coffre-fort dans un coin.
Q. Ainsi vous avez un coffre-fort à New-York pour y garder votre correspondance et être sûr que vous ne la perdrez pas, parce que vous n'y avez que de la correspondance ?
R. Je ne sais pas à quoi vous voulez en venir; je ne vois aucune correspondance à New-York.
Q. Dois-je comprendre que vous avez un coffre-fort dans votre bureau à New-York ?

- R. Il y a un coffre-fort dans le bureau à New-York.
- Q. Est-ce votre coffre-fort?
- R. Non.
- Q. Vous n'avez pas de coffre-fort pour vous-même; pourquoi avez-vous dit que vous aviez un coffre-fort à New-York?
- R. Parce que vous m'avez demandé si j'en avais.
- Q. Vous n'en avez pas?
- R. Je ne suis pas le propriétaire du coffre-fort.
- Q. Avez-vous ou n'avez-vous pas un coffre-fort à New-York?
- R. Non.
- Q. Pourquoi avez-vous dit que vous en aviez?
- R. Je ne sais pas; je n'ai pas compris parfaitement votre question.
- Q. Bien, je pense que vous êtes assez habile pour comprendre les questions?
- R. J'ai dit qu'il y avait un coffre-fort dans le bureau de New-York.
- Q. J'ai demandé si vous aviez un coffre-fort à Montréal, vous avez dit: non, j'en ai un à New-York.
- R. Non.
- Q. Ainsi vous n'avez pas personnellement de coffre-fort?
- R. Non.
- Q. Où est votre correspondance à Montréal?
- R. Chez moi.
- Q. Où chez vous, avez-vous une liasse?
- R. Non.
- Q. Vous n'avez pas de liasse. Où mettez-vous votre correspondance d'affaire chez vous, si vous n'avez pas de liasse?
- R. Elle peut être ça et là dans la maison.
- Q. Alors, vous ne gardez pas votre correspondance?
- R. Si je la garde?
- Q. Oui.
- R. Que voulez-vous dire par la garder?
- Q. Vous ne gardez pas votre correspondance dans votre maison; vous l'éparpillez votre correspondance?
- R. Voulez-vous dire que je ne la garde pas intacte?
- Q. Oui; vos enfants jouent avec?
- R. Non, pas nécessairement.
- Q. Nous verrons à la prochaine séance de mardi matin si vous pouvez apporter ici votre correspondance d'affaire, depuis six mois. Maintenant, depuis février dernier, quels ont été vos moyens d'existence?
- R. Les mêmes.
- Q. Vous nous avez dit que, malheureusement, vous n'aviez pas fait d'affaires quand vous êtes allé à New-York en février, la dernière fois.
- R. Il nous arrive quelque fois d'en faire suffisamment d'avance.
- Q. Ainsi, maintenant, vous déclarez que vous n'avez pas fait d'affaires depuis février dernier et que vous aviez suffisamment d'argent de côté pour vous-même et pour votre famille jusqu'à date?
- R. J'ai perdu de l'argent depuis.
- Q. Dans quelle affaire spéciale?
- R. Dans le courtage de liqueurs, comme vous le supposez.
- Q. Vous avez perdu de l'argent, comment? Ce sera très intéressant de savoir combien vous avez perdu d'argent dans le commerce de liqueurs. On

nous a toujours dit que c'était très payant: Voulez-vous tout nous expliquer, dire ce que vous avez fait depuis février dernier, expliquer au comité comment vous avez perdu tant d'argent?

R. Bien, j'ai perdu un bateau, d'abord.

Q. Quel bateau?

R. Celui dans lequel j'étais intéressé, le Canada.

Q. C'était votre propre bateau?

R. Non, j'y étais intéressé. J'avais avancé de l'argent pour les approvisionnements, tout comme le fait un courtier maritime.

Q. A qui appartenait le bateau?

R. A W. J. Herivel.

Q. De New-York?

R. De Londres.

Q. Ainsi, vous agissiez comme courtier maritime pour M. Herivel?

R. Dans un sens.

Q. Que voulez-vous dire, dans un sens?

R. J'avais avancé de l'argent pour l'approvisionnement.

Q. Est-ce qu'un courtier maritime, en général, avance de l'argent pour l'approvisionnement?

R. Oui.

Q. Il en avance?

R. Oui.

Q. Quel montant avez-vous avancé?

R. Environ \$2400 ou \$2500.

Q. Quand?

R. En février.

Q. Quand vous étiez à New-York?

R. Non, quand j'étais à Halifax.

Q. Avant d'aller à New-York ou après?

R. Avant et après.

Q. Où avez-vous pris cet argent, dans une banque?

R. Oui; en partie dans une banque et en partie de l'argent que j'avais en main.

Q. Vous aviez de l'argent en main?

R. Oui.

Q. En général, vous gardez votre argent en main; vous n'avez pas confiance dans les banques?

R. Oh! oui.

Q. Vous gardez votre argent en main. Quelle banque vous a procuré de l'argent, en février?

R. Aucune banque ne m'en a procuré.

Q. Quelle banque vous a procuré de l'argent?

R. J'ai fait un chèque tiré sur ma propre banque, je ne m'en suis pas procuré, si vous entendez par "s'en procurer", faire un emprunt.

Q. Vous ne vous êtes pas procuré d'argent au moyen d'un emprunt?

R. Non.

Q. Vous vous en êtes procuré au moyen d'un chèque sur votre propre dépôt?

R. Oui.

Q. Sur quelle banque?

- R. La banque d'Hochelaga.
Q. Où?
R. A Montréal.
Q. Quelle succursale?
R. Avenue Décarie.
Q. En général, faites-vous vos affaires à cette banque ou à une autre banque?
R. C'est la seule banque que j'ai en Canada.
Q. Vous avez un livret de banque, naturellement?
R. Oui.
Q. N'avez-vous pas dit, antérieurement, que vous ne pouviez pas vous rappeler si vous aviez un livret de banque?
R. Aux Etats-Unis, m'avez-vous demandé; j'ai dit que je n'en avais pas.
Q. A Montréal, vous en avez un?
R. Oui.
Q. Voulez-vous apporter votre livret de banque et le produire, mardi matin?
R. Oui.
Q. Où était ce bateau; à Londres?
R. Non, il était au Canada.
Q. Où?
R. A Yarmouth.
Q. Avez-vous échangé de la correspondance avec M. Herivel à propos de ce bateau?
R. Mon avocat l'a à Halifax.
Q. Vous avez laissé votre correspondance à votre avocat?
R. Pour le bateau, en particulier.
Q. Avez-vous eu quelques démêlés devant les tribunaux à propos de ce bateau?
R. Oui.
Q. Je vois.
R. Non, nous ne sommes pas allés en cour.
Q. Vous aviez un arrangement avec M. Herivel pour charger le bateau à vos frais, acheter les approvisionnements du bateau à Halifax?
R. Oui, à Yarmouth.
Q. Je suppose que l'affaire a été transigée par correspondance?
R. Non, M. Herivel était lui même à Halifax.
Q. Comment se fait-il que vous ayez avancé de l'argent pour les approvisionnements, s'il était là lui même?
R. C'était une question d'affaires.
Q. Vous étiez en quelque sorte un associé, je suppose?
R. Non.
Q. Vous avez dit que vous étiez intéressé dans ce bateau?
R. Oui.
Q. Quels étaient vos profits, s'il y en avait?
R. Le bateau devait prendre un chargement, et s'il n'avait pas sombré, nous aurions réussi.
Q. Étiez-vous à bord, lorsqu'il a sombré?
R. Je ne suis pas un bon nageur.
Q. Dois-je comprendre, d'après votre réponse, que vous n'étiez pas à bord?
R. Le bateau a sombré à 150 milles au nord-ouest des Bermudes.

- Q. Quelle en a été la cause, la cargaison était trop lourde ?
R. Non; il rencontra du gros temps.
Q. Etait-il chargé ?
R. Oui.
Q. Alors ?
R. Oui.
Q. Etes-vous allé de l'autre côté pour en faire faire le chargement ? Qui s'est occupé de cette partie de l'entreprise ?
R. M. Hérivel.
Q. Je suppose qu'il a quitté Yarmouth sur le "Canada" ?
R. Il a quitté...
Q. Il a quitté le Canada sur ce bateau ?
R. Non, il est parti du Canada sur le "Melita".
Q. Et il s'est trouvé de l'autre côté pour le chargement ?
R. Non.
Q. Qui s'est occupé du chargement de l'autre côté ?
R. Le navire n'a pas été chargé de l'autre côté.
Q. Il a sombré en haute mer, en revenant de l'autre côté ? Etait-il chargé ?
R. S'il était chargé ? Je ne vous comprends pas.
Q. Chargé de marchandises ?
R. Oui.
Q. De quelle sorte ?
R. Des liqueurs.
M. SAUVÉ.—Des marchandises "sèches" ?
R. Des liqueurs, des marchandises "sèches".
M. DURANLEAU.—Et ces liqueurs ont été transportées à quel endroit ?
R. Transportées aux Bermudes.
Q. Où vous étiez-vous procuré ces liqueurs ?
R. Je ne puis répondre à cette question parce que je ne le sais pas. Pour être franc avec vous, je ne le sais pas. M. Hérivel a arrangé cela et il ne m'en a rien dit.
Q. Jurez-vous, sur votre serment, que, bien que vous fussiez intéressé pour des milliers de piastres dans le navire le "Canada", surtout, en ce qui regarde les liqueurs, vous ne pouvez dire d'où venaient les marchandises ?
R. Je ne puis le dire sous serment, parce que je n'en ai pas vu faire le chargement.
Q. Quelle sorte de marchandises y avait-il ?
R. Des liqueurs.
Q. Quelle sorte de liqueurs ?
R. Je ne saurais le dire, parce que je ne les ai pas vues; elles étaient sous scellés à Yarmouth; je n'ai pas vu les marchandises.
Q. Elles étaient sous scellés ?
R. Oui.
Q. Etat-ce des marchandises de la Commission des liqueurs ?
R. Non.
Q. Quelle espèce de marchandises était-ce ?
R. Il avait pris son chargement d'un autre bateau sur la haute mer; je ne sais pas quelles étaient ses marchandises.

Q. Vous jurez que vous avez avancé de l'argent pour plus de \$2000.00 sans savoir quelle espèce de marchandise serait expédiée et quel profit devait produire ce chargement?

R. J'étais intéressé dans le bateau, non dans la cargaison.

Q. Vous étiez intéressé dans le bateau, comment?

R. Nous avions acheté le bateau il y a quelques années.

Q. Vous aviez acheté le bateau vous-même?

R. Oui, et il n'avait pas été payé entièrement.

Q. L'aviez-vous acheté seul ce bateau?

R. Non, avec M. Oswald Grant.

Q. Qui est-il?

R. C'était mon associé à cette époque.

Q. Où demeure-t-il?

R. Aux Etats, quelque part; je ne sais pas où il est.

Q. Où était-il à ce moment là?

R. Aux Bermudes. Quand le bateau a été acheté, demandez-vous?

Q. Quand le bateau a-t-il été acheté?

R. Aux Bermudes.

Q. Quand?

R. En février 1923.

Q. Avez-vous fait d'autre chose, cet hiver, d'autres affaires?

R. J'en avais suffisamment avec les autres affaires dont j'ai parlé.

Q. Vous en aviez suffisamment de cette affaire spéciale?

R. Pratiquement, oui.

Q. Quelle était votre part de propriété dans le bateau?

R. Cinquante pour cent.

Q. Combien l'aviez-vous payé?

R. Il nous coûtait cinq mille livres; nous ne l'avions pas entièrement payé.

Q. Combien en aviez-vous payé?

R. Environ \$22,000.00.

Q. Et si je vous comprends bien maintenant, vous avez loué votre bateau à M. Herivel?

R. Non.

Q. Expliquez donc exactement quelles étaient vos conventions avec M. Herivel?

R. Nous avons acheté le bateau de lui.

Q. Vous avez acheté le bateau de lui?

R. Oui.

Q. Il y a deux ans. Mais, dans cette transaction spéciale, ce transport spécial, quelle convention aviez-vous avec M. Herivel?

R. Je devais faire revenir le bateau après le déchargement des marchandises.

Q. Et vous n'aviez rien pour avoir loué le bateau?

R. Non.

Q. Rien du tout?

R. Non, parce qu'il avait payé beaucoup d'argent pour les réparations aux Bermudes; c'était encore sa propriété.

Q. Combien de temps avez-vous été en possession du bateau pendant ces deux années, depuis que vous l'avez acheté?

R. Personnellement, je n'en ai jamais eu la possession, parce qu'il était sur la haute mer.

Q. Qui en avait la possession ?

R. M. Grant.

Q. Votre associé ?

R. A cette époque.

Q. Combien de temps en avez-vous eu possession avec M. Grant, votre associé, durant les deux années que vous aviez le bateau ?

R. Je ne comprends pas parfaitement votre mot *possession*, votre question...

Q. Combien de temps vous êtes-vous servi du bateau ?

R. Nous ne nous en sommes jamais servi parce qu'il était aux Bermudes et après l'avoir eu nous l'avons abandonné et alors, il retourna aux Bermudes pour y être réparé, nous ne pûmes payer les frais de réparation; de sorte que M. Herivel reprit le bateau.

Q. Vous avez acheté un bateau il y a deux ans appelé le "Canada" ?

R. Oui.

Q. Vous ne vous en êtes jamais servi ?

R. Non.

Q. Aviez-vous payé quelque chose en acompte ?

R. Oui.

Q. L'argent vous a-t-il été remis ?

R. Non.

Q. Le bateau était aux Bermudes, il y a deux, ans quand il fut acheté ?

R. Oui; il vint d'Angleterre aux Bermudes.

Q. Quand vous l'avez acheté ?

R. Oui.

Q. Il était entendu, quand vous l'avez acheté, qu'il devait être envoyé aux Bermudes ?

R. Oui.

Q. Qui prit charge du bateau aux Bermudes, il y a deux ans.

R. M. Grant.

Q. Votre associé ?

R. A cette époque.

Q. Et il s'en est servi combien de temps ?

R. Il ne s'en est pas servi du tout. Il fut avarié en mer, comme je l'ai expliqué.

Q. Et le bateau y resta pendant deux ans ?

R. Non; comme nous ne pouvions pas payer les réparations, M. Herivel nous reprit le bateau et s'en servit pour lui-même, d'après ce que je sais. Quand je le retrouvai, c'était à Yarmouth, l'automne dernier.

Q. Vous avez trouvé le bateau à Yarmouth, l'automne dernier ?

R. Oui.

Q. Vous ne saviez-pas qu'il était là ?

R. Non.

Q. Vous l'avez trouvé là accidentellement ?

Q. J'appris, par une autre personne qui savait que j'y avais engagé de l'argent que le bateau était là.

Q. C'est alors que vous êtes allé chez un avocat ?

R. Oui.

Q. Avez-vous fait saisir le bateau?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce qui arriva?

R. M. Herivel vint et fit un arrangement avec moi; me remit le bateau pourvu que je lui permisse de faire le déchargement de la cargaison qu'il y avait à bord; j'avais à payer des dépenses. C'est l'argent que j'ai avancé.

Q. L'argent que vous avez avancé était pour les dépenses?

R. Pour l'approvisionnement.

Q. Qu'entendez-vous par l'approvisionnement?

R. Tout courtier maritime doit fournir l'équipage, lui faire des avances, fournir les choses nécessaires, tel que le charbon, les provisions, l'eau, et ainsi de suite; c'est ce que j'ai fait.

Q. C'est ce que vous avez fait.

R. C'était l'entente avec M. Herivel.

Q. De sorte que vous avez eu beaucoup d'ennuis au sujet de ce bateau. C'est pratiquement tout ce que vous avez fait durant l'hiver?

R. Pratiquement cela, oui.

Q. Ainsi vous n'êtes pas très très occupé à cette époque de l'année?

R. Je pourrais l'être, si on me laissait aller.

Q. Vous ne pouvez pas le dire. Avez-vous quelque chose en perspective dans votre commerce spécial de courtier maritime?

R. Oui; le printemps s'en vient, alors que les bateaux sont nolisés, et je puis être capable de faire de l'argent de toute manière.

Q. Avez-vous quelque correspondance à ce sujet pour le printemps prochain?

R. Non. Je sais, ayant été à Halifax, qu'il y a reprise des affaires en matière de navigation.

Q. C'est la raison pour laquelle vous espérez avoir quelque chose à faire le printemps prochain?

R. Ce printemps, maintenant.

Q. Y avait-il quelques assurances sur le bateau qui sombra en haute mer?

R. Je comprends qu'il y en avait, mais je n'y ai aucun droit.

Q. Comment se fait-il?

R. Bien, je n'ai pas fait...

Q. Si vous avez payé une partie du prix du bateau, comment se fait-il que vous n'ayiez aucun intérêt dans la police d'assurance?

R. Je n'ai pas fait un bon marché, j'ai négligé ce point.

Q. Jurez-vous que vous avez négligé de faire assurer le bateau?

R. Oui, je le jure; je le regrette beaucoup.

Q. Comme propriétaire du bateau, vous n'avez pas jugé à propos de le faire assurer?

R. Vous ne semblez pas comprendre; je n'avais aucun contrôle sur le bateau tant qu'il n'était pas déchargé; alors pourquoi l'aurais-je assuré. Je prenais des chances.

Q. Il était à vous?

R. Il ne m'avait pas été transféré, on ne m'avait pas donné de contrat de vente.

Q. Vous n'aviez pas encore de contrat de vente?

R. Non.

Q. Une promesse seulement?

R. C'est tout.

Q. Une promesse verbale?

R. Oui.

Q. Vous jurez maintenant que vous avez acheté le bateau il y a deux ans, que vous avez payé une partie du prix et que vous n'aviez seulement qu'une promesse de vente; vous jurez cela?

R. Mon associé fit la première transaction aux Bermudes et il l'a faite d'une manière particulière.

Q. Vous ne savez pas s'il avait conclu un contrat?

R. Oui; j'ai dit qu'il en avait fait un verbalement.

Q. C'est votre manière de procéder dans cette sorte d'affaires; c'est toujours une affaire verbale, même quand vous achetez des bateaux. Quelles étaient les dimensions du bateau?

R. Il jaugeait 140 tonnes.

Q. Ainsi, si je vous comprends bien, vos affaires étaient surtout à Yarmouth pendant tout l'hiver?

R. A Yarmouth et à Halifax.

Q. Y aviez-vous quelque place d'affaires là?

R. Non.

Q. Aucune place d'affaires?

R. Aucune.

Q. Pas de résidence?

R. Oui, je résidais à l'hôtel.

Q. Vous receviez votre courrier à l'hôtel?

R. Tout le courrier que j'avais, oui.

Q. Vous deviez avoir un peu de correspondance.

R. Oh ! oui.

Q. Un homme d'affaires, très important comme vous, devait recevoir une correspondance. Vous l'apporterez votre correspondance, mardi prochain.

R. Je ne sais pas si j'en ai; je puis en avoir.

Q. Si vous en avez, vous l'apporterez ici?

R. Je l'apporterai.

Q. Prétendez-vous que dans vos affaires concernant le vapeur Canada vous agissiez comme agent maritime ou courtier maritime?

R. Comme courtier maritime et partie intéressée.

Q. Vous avez dit déjà que comme courtier maritime on procédait généralement comme cela.

R. Oui.

Q. Qu'un courtier maritime achète l'approvisionnement pour le bateau?

R. Oui.

Q. Prétendez-vous que vous agissiez comme tel dans cette transaction spéciale du bateau à vapeur Canada?

R. Quant à savoir comment acheter les provisions, aussi de suite, oui; comme partie intéressée, oui.

Q. Vous agissiez comme courtier maritime pour votre associé?

R. Oui, je dois dire que oui.

Q. Pour votre associé. Où était-il à cette époque?

R. Non, pas d'associé; je n'avais pas d'associé; M.Hérivel n'était pas mon associé.

Q. M. Grant?

R. M. Grant.

R. Oui.

R. Il m'avait transporté ses intérêts.

Q. Par écrit?

R. Oui.

Q. Vous avez ces écrits?

R. J'en ai; bien que je ne sache pas où ils sont.

Q. Vous ne savez pas où ils sont?

R. Non.

Q. Vous jurez que vous ne savez pas où sont vos contrats?

R. Ils peuvent être au bureau de mon avocat ou au bureau de l'avocat de M. Herivel; je ne suis pas certain où ils sont.

Q. Vous ne pouvez le dire?

R. Non.

Q. Ainsi, vous ne pouvez pas jurer que vous n'avez pas eu de correspondance récemment avec personne comme courtier maritime? Pouvez-vous jurer que vous n'avez pas de correspondance avec aucune personne, comme courtier maritime, au cours des derniers trois mois?

Q. Avec qui?

R. Avec des clients.

Q. Au sujet d'une certaine affaire?

R. L'affaire que vous avez en tête.

Q. Importante?

R. Si elle est importante? Nous pouvons la supposer telle.

Q. Vous pensez?

R. Si vous la supposez telle, elle est importante.

Q. A propos de quoi?

Vu qu'il est 12.30 p. m., le comité s'ajourne et l'interrogatoire du témoin est en conséquence suspendu jusqu'à lundi à 8.30 p. m., si la chambre ne siège pas, ou jusqu'à mardi à 10.30 a. m., si la Chambre siège lundi soir.

Je certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

W. JOHN BREEN.

Sténographe officiel.

SÉANCE DU MARDI MATIN, 31 MARS 1925.

PRÉSIDENT: L'honorable J.-E. Perrault.

Continuation du témoignage de Wm. L. VanDyke.

WILLIAM L. VANDYKE déjà assermenté, comparaisant de nouveau, continue son témoignage comme suit:

PAR M. DURANLEAU, C.R.

Q. Ce comité vous a demandé de lui apporter toute votre correspondance d'affaires durant les derniers six mois.

R. J'ai une dépêche en mains démontrant que mes papiers sont à Halifax. Je n'ai trouvé aucun document important à Montréal, et j'ai télégraphié à mon avocat, à Halifax, et sa réponse m'apprend que les papiers sont là et qu'ils sont confidentiels.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Votre réponse est une dépêche?

R. Oui.

Q. Il serait préférable de produire la dépêche. (Ce télégramme se lit comme suit):

HALIFAX, Nouvelle-Écosse, le 30 mars.

A. M. Wm. L. VanDyke, Château-Frontenac, Québec.

La vôtre du 30 reçue, demandant dossiers et documents concernant vos affaires; sont, d'après vos propres instructions, gardés comme confidentiels. Désire vous voir à Halifax relativement à diverses matières.

J. P. CONNOLLY.

Par M. DURANLEAU:

Q. Ainsi, vous avez une cause confiée à M. Connolly, à Halifax, et il a votre correspondance relative à cette cause en particulier?

R. Oui.

Par M. BERCOVITCH:

Q. Quel est ce M. Connolly?

R. M. J. P. Connolly est membre de la société Henry Harriss, Rogers & Stuart.

Q. Quelle sorte de société?

R. Un bureau d'avocat.

Par M. DURANLEAU:

Q. Ainsi, vous n'avez aucune correspondance à montrer à ce comité?

R. Aucune.

Q. La seule correspondance que vous ayez est celle qui se rapporte à cette cause en particulier qui est entre les mains de M. Connolly à Halifax?

R. Oui.

Q. Et cette correspondance est gardée là par lui comme confidentielle, selon vos instructions?

R. Oui.

Par M. BERCOVITCH:

Q. L'autre jour, en réponse à une question posée par mon savant ami, vous avez déclaré être sous l'impression que la transaction que nous avons mentionnée spécialement était une transaction légale?

R. Oui.

Q. Vous avez dit aussi, cependant, que comme conséquence de cette transaction, on avait intenté contre vous certaines procédures dans l'Etat de New York?

R. Oui.

Q. Ainsi, la conclusion qui s'en dégage est que la transaction n'a pu avoir le sceau de la légalité que vous imaginiez?

R. Pas au point de vue des Etats-Unis.

Q. En d'autres termes, ce que vous prétendez, c'est que la transaction était illégale aux Etats-Unis?

R. Oui.

Et le déposant ne dit rien de plus.

J. H. KENEHAN,

Sténographe judiciaire officiel.

TEMOIGANGE DE JAMES J. NELLIGAN.

JAMES J. NELLIGAN, demeurant au No 703, rue Dorchester-Ouest, dans la cité et le district de Montréal, étant dûment assermenté, témoigne comme suit:

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH, C. R.:

Q. Quelle est votre occupation?

R. Je suis actuellement marchand.

Q. A Montréal?

R. Oui.

Q. Connaissez-vous M. Lord?

R. Je le connais.

Q. Connaissez-vous M. Brosseau?

R. Oui.

Q. Connaissez-vous M. Brien?

R. Oui.

Q. Et M. Bray?

R. Oui.

Q. Vous rappelez-vous une transaction pour laquelle vos services ont été requis et vous êtes allé en Angleterre?

R. Je me la rappelle.

Q. Pouvez-vous nous donner la date approximative de cette transaction?

R. Je partis pour l'Angleterre le 4 novembre 1922.

Q. Avec qui y êtes-vous allé?

R. Avec M. Brosseau et M. Lavallée.

Q. Combien de temps avez-vous été en Angleterre?

R. J'y ai été une semaine seulement.

Q. Et alors vous en êtes revenu?

R. Oui.

Q. A votre retour à Montréal, avez-vous eu une conversation avec quelqu'un?

R. Oui.

Q. Avec qui?

R. Nous avons eu des conversations tous les jours, avec M. Brien,—M. Brosseau était absent,—M. Bray et M. Lord.

Q. Où eurent lieu ces conversations?

R. Au bureau de M. Brien, à la United Auto Supply, rue Bleury.

Q. A Montréal?

R. Oui.

Q. En avez-vous eu plusieurs de ces conversations?

R. Tous les jours, pratiquement.

Q. Avec tous ces messieurs dont vous venez de mentionner les noms?

R. Avec quelques-uns d'entre eux. Avec tous, plus ou moins.

Q. Vous avez dit que M. Bray était présent à ces conversations?

R. Oui.

Q. Était-il présent le plus souvent?

R. Je pourrais difficilement dire cela. Il était présent quelquefois.

Q. Pouvez-vous dire, en un mot, la substance de ces conversations?

R. Nous discussions simplement les détails de la transaction et les perspectives de profits.

Q. Les détails de quelle transaction?

R. Pour commencer par le commencement. Je m'occupais d'affaires maritimes, dont je me suis occupé pratiquement toute ma vie. J'avais vendu un bon nombre de bateaux—en ce sens que je les ai achetés en Europe, en France et en Angleterre et je les ai vendus en Canada. Je parlai à M. Brien de l'achat d'un bateau par lui et ses associés, pour transporter des liqueurs à New-York; il y intéressa M. Brosseau. M. Brosseau et lui-même faisaient affaire ensemble. Puis, ils eurent M. Lord et M. Lavallée. Finalement, il me parut que M. Brosseau n'était pas capable d'engager autant d'argent qu'on lui en demandait, alors il obtint le concours de M. Bray.

Q. Ainsi, les conversations se rattachaient à cette transaction spéciale?

R. Oui.

Q. L'importation de liqueurs dans l'Etat de New-York?

R. Oui. Nous sommes allés en Angleterre, et nous avons réalisé qu'au lieu d'acheter un bateau, il serait préférable et plus pratique d'appréter un bateau, surtout parce que les propriétaires du "I Star" avaient de l'argent et convinrent de s'assurer d'une cargaison de liqueurs. Leur proposition revenait à ceci: Ils devaient s'occuper du bateau et de la cargaison et nous devons nous charger de la garantie—Je pense que L7000 fut finalement le montant convenu.

Q. En tout cas, le I-Star fut chargé?

R. Oui.

Q. Et, envoyé sur l'Océan?

R. Oui.

Q. Et resta à l'extérieur du havre de New-York?

R. Oui, mon travail était pratiquement fini après mon arrivée à New-York et dès que j'eus placé le bateau.

Q. Vous nous avez parlé de conversations que vous avez eues avec M. Bray, M. Brosseau et autres, à Montréal, après votre retour d'Europe. Voulez-vous nous donner la substance de ces conversations, en tant que vous pouvez vous en souvenir?

R. C'est très difficile à cette date de vous en donner des détails. Nous discussions simplement la question des différentes sortes de liqueurs qui devaient être achetées.—Des différentes marques et des prix.

Q. Et des profits.

R. Et des profits.

Q. Que fut-il dit au sujet des profits?

R. Il semblait, si ces Anglais avaient joué la partie équitablement, que nous allions avoir un profit d'environ deux cent cinquante mille piastres (\$250,000) ou trois cent mille piastres (\$300,000) de profits.

Q. A-t-on parlé de la proportion de ces profits pour M. Bray?

R. Non, d'une manière générale seulement.

Q. De quelle manière?

R. Je me souviens difficilement de cela.

Q. Devait-il avoir quelques profits?

R. Oh ! oui, absolument. Cela avait été réglé avant notre départ pour l'Angleterre. M. Brosseau dit à M. Brien et à moi-même que quand M. Bray...

M. Duranleau (interrompant). Je m'objecte à toute preuve de oui-dire, comme étant illégale, comme l'a déjà décidé le Président.

LE PRÉSIDENT.—Il faut que M. Bray ait été là.

M. BERCOVITCH.—Je n'insisterai pas.

Par M. BERCOVITCH, continuant:

Q. M. Bray était-il présent lors de la conversation au cours de laquelle on discutait les profits?

R. Non. Nous avons rencontré toutefois M. Bray plus tard, le même jour—le soir, de fait. Il en résulta alors qu'au lieu d'exiger un profit de \$2000 ou \$3000, comme nous nous y attendions, sur ses \$5000, il réclama le double de son argent—il voulait 100%.

Q. C'est-à-dire \$10,000 pour ses \$5000?

R. Oui.

Q. C'est ce qu'il demandait?

R. Oui.

Q. En votre présence?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il eut d'autres conversations dans le même sens à Montréal?

R. Je ne pense pas, parce que c'était pratiquement la dernière chose que nous avions à faire. Nous sommes partis une journée ou deux après.

Q. C'était avant votre départ?

R. Oui.

Q. Plus tard, après votre retour, j'ai compris que vous aviez déclaré avoir eu certaines conversations avec M. Bray et d'autres personnes au sujet des profits que vous étiez pour faire?

R. Oui. Nous avons une réunion tous les jours et nous en causions.

Q. Qu'est-ce qu'il fût dit, si on en parla, au sujet de la proportion des profits?

R. Je ne pense pas qu'il en fut alors question. Les choses en restèrent là, pratiquement, jusqu'à notre arrivée à New-York.

Q. Vous êtes allé à New-York?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire la date approximative de votre voyage à New-York?

R. Dans les premiers jours de janvier.

Q. Janvier, 1923?

R. Oui.

Q. Qui était à New-York?

R. M. Brosseau, M. Brien, M. Georges Lord et moi-même, puis M. Bray vint plus tard pour y rester pendant une semaine, je pense.

Q. Vous rappelez-vous où il s'est retiré?

R. Je pense qu'il se retira à l'hôtel Cadillac. Je n'étais pas là. J'étais au Thordyke depuis quelque temps, puis au Commodore.

Q. Je suppose que vous avez eu quelques entrevues là?

R. Oui.

Q. Plusieurs?

R. Oui; tous les jours.

Q. Qui était présent à ces entrevues à New-York?

R. Tous ceux qui ont été mentionnés, y compris M. Bray, M. Brosseau, M. Brien et M. Lord. Finalement, les conditions de notre affaire furent très mal fixées. Les propriétaires du bateau qui étaient aussi les propriétaires de la cargaison, après une période de vingt jours, pouvaient, ou nous exclure ou c'était le contrat qui pouvait être interprété de deux manières. Pratiquement, ils nous ont exclus et se sont mis à l'œuvre et ont vendu eux-mêmes les marchandises à leurs propres profits. Nous avons eu plusieurs entrevues afin d'en finir avec ce contrat.

Q. Avec les vendeurs, voulez-vous dire?

R. Oui. M. Brosseau insistait très fortement pour vendre toute la cargaison dans un certain délai et à sacrifice. M. Bray l'appuyait, et de fait, je pense qu'il s'y était rendu à cette fin.

Q. Pour l'appuyer, afin de vendre la cargaison à sacrifice?

R. Oui. M. Lord, M. Brien et moi-même ne voulions pas faire cela. Nous voulions tenir ferme.

Q. Vous vouliez faire plus de profits?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'on décida, finalement, quelque chose?

R. Non. Le délai prit fin et ils nous mirent de côtés. On décida de ne pas sacrifier les marchandises.

Q. Vous teniez ferme pour garder la cargaison aussi longtemps que possible pour obtenir le plus haut prix possible.

R. Oui. M. Bray et M. Brosseau me dirent que je devais me mêler de mes affaires.

Q. Pourquoi vous dirent-ils cela?

R. Je n'y avais pas d'intérêt financier. Mon intérêt était technique.

Q. Qui était intéressé financièrement dans cette affaire?

R. M. Bray, M. Brien, M. Brosseau et M. Lord.

Q. Voyant qu'ils étaient le pouvoir derrière le trône, ils insistèrent pour disposer du bateau et de la cargaison?

R. Oui.

Q. Et ils vous dirent de vous mêler de vos affaires?

R. Oui.

Q. Et je suppose vous avez suivi leur conseil?

R. Je ne pouvais pas faire autrement.

Q. Et, cela dura environ une semaine, vous dites?

R. Plusieurs jours.

- Q. Ensuite, vous êtes revenu à Montréal?
R. Oui.
- Q. Vous rappelez-vous une discussion concernant la raison pour laquelle le nom de M. Bray ne devait pas figurer dans cette transaction?
R. Il ne voulait pas y figurer.
- Q. Pourquoi pas?
R. C'était une personne en vue. C'était un échevin de la cité, dans le temps. Il devait être candidat à la mairie contre M. Martin, et il ne voulait pas que son nom fut mentionné dans une affaire de ce genre.
- Q. Parce qu'il devait être candidat à la mairie dans la cité de Montréal?
R. Oui.
- Q. Quand eut lieu cette discussion, à propos de sa candidature à la mairie de Montréal?
R. C'était un sujet fréquent de conversations entre nous dans le temps?
- Q. A Montréal ou à New-York?
R. Aux deux endroits.
- Q. Est-ce lui qui insistait sur le fait qu'il devait être candidat à la mairie contre M. Martin et qu'il ne voulait pas que son nom figurât, pour cette raison?
R. C'est mon impression, oui.
- Q. Vous n'avez aucun doute à ce sujet?
R. Non.
- Q. Vous étiez l'un des signataires des contrats produits à cette enquête?
R. Oui.
- Q. Qu'est-ce qu'il advint, en définitive, de votre part dans ce contrat?
R. Ce fut un fiasco, pour moi.
- Q. Si je comprends bien, vous voulez dire que vous n'en avez rien retiré?
R. Très peu.
- Q. Vous a-t-on remis votre argent?
R. J'avais des dépenses, alors; Je n'y avais pas engagé d'argent.
- Q. Mais, vous a-t-on payé vos dépenses!
R. Oui.
- Q. Connaissez-vous quelque chose au sujet de l'arrivée du I-Star à Halifax?
R. Oui. Après être resté à New-York pendant environ un mois, il dut se rendre à Halifax pour se procurer du charbon et des provisions.
- Q. Combien de temps y est-il resté?
R. Quelques jours. Nous y avons saisi le bateau.
- Q. Savez-vous si on y a déchargé des liqueurs?
R. Non.
- Q. Il y a une autre question que j'ai à vous poser. Y a-t-il eu quelques caisses de liqueurs du I-Star qui ont été vendues à New-York?
R. Oui.
- Q. Vous rappelez-vous combien?
R. Voulez-vous dire avant notre arrivée? Environ mille, je pense.
- Q. Qui toucha l'argent?
R. Les gens à bord du bateau touchèrent l'argent—les propriétaires—excepté, M. Brosseau qui toucha, je pense \$3,000.00.
- Q. M. Brosseau, qui fournissait de l'argent?
R. Oui.

Par M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous eu quelques entrevues avec quelqu'un en ces derniers jours, relativement au témoignage que vous deviez donner devant ce comité?

R. Non, monsieur, sauf que j'ai donné à M. Bercovitch un aperçu de mon témoignage.

Q. Lui avez-vous procuré une version écrite de votre témoignage?

R. Non, monsieur.

Q. Vous avez seulement donné à M. Bercovitch tous les détails que vous prétendiez connaître au sujet de cette transaction se rattachant au I-Star en décembre 1922?

R. Oui.

Q. Je comprends, d'après votre témoignage, que la cargaison du I-Star était supposée être vendue sur la haute mer à l'extérieur de New-York?

R. Oui.

Q. Cela n'avait rien à faire avec le commerce de liqueurs dans la province de Québec?

R. Non.

Q. Y avait-il une entente que cette liqueurs serait achetée en Angleterre et transportée à St-Pierre de Miquelon, sur la haute mer pour y être vendue?

R. Il n'était pas question du tout de St-Pierre de Miquelon dans cette affaire.

Q. Cette liqueur fut apportée directement d'Angleterre sur la haute mer?

R. Jusqu'à New-York.

Q. Il était entendu qu'elle devait être vendue sur la haute mer?

R. Oui.

Q. Et les mille caisses vendues furent ainsi vendues à ces mêmes conditions, sur la haute mer?

R. Oui.

Q. Et, naturellement, vous ne voyiez rien d'extraordinaire dans cette affaire?

R. Je ne comprends pas parfaitement cela.

Q. C'était parfaitement légal?

R. Oui.

Q. Il n'y avait rien en cela de contraire aux lois de la province de Québec?

R. Non, monsieur. La vente était légale; l'achat je présume, était illégal.

Q. Vous présumez que l'achat en Angleterre était illégal?

R. Non, l'achat à New-York. En d'autres termes, les vendeurs étaient dans les limites de la loi, mais les acheteurs faisaient de la contrebande aux Etats-Unis.

Q. Vous ne savez pas ce que les acheteurs étaient supposés faire avec leurs liqueurs?

R. Non.

Q. Ce que vous avez fait, c'est la vente sur la haute mer?

R. Oui.

Q. Et votre commerce était parfaitement légal?

R. Oui.

Q. Etiez-vous présent quand fut fait le partage entre les parties intéressées aux bureaux de Messieurs Beaulieu, Gouin, Marin et Mercier, à Montréal?

R. Non, monsieur.

Q. On vous a payé vos dépenses?

R. Au fur et à mesure.

Q. M. Brosseau vous a avancé toutes vos dépenses?

R. M. Brien, en grande partie.

Q. Ainsi, vous n'aviez rien eu à faire dans le partage?

R. Non, je n'ai rien eu; mais j'aurais dû en avoir.

M. SAUVÉ.—Il y a une petite différence.

Par M. DURANLEAU, continuant:

Q. Quelle a été votre occupation en ces dernières années?

R. Je me suis occupé de transport toute ma vie, jusqu'à ce que la compagnie dont je faisais partie ait fait faillite, il y a deux ans.

Q. Quelle compagnie?

R. *The Eaton Nelligan Shipping Limited*. Depuis lors je suis un marchand d'accessoires électriques.

Q. Avez-vous été intéressé dans le bootlegging dans la province de Québec

R. Non.

Q. En aucune manière?

R. D'aucune manière ou d'aucune façon.

Q. Jurez-vous cela?

R. Absolument.

Et le témoin ne dit rien de plus.

J. H. KENEHAN,

Sténographe judiciaire officiel.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je demanderais l'assignation de quelques autres témoins avant de continuer. Je demanderais à assigner M. G.-V. Gadbois, 323, rue Bellechasse Montréal; M. Henri Martin, 163 Roberval, Verdun, près Montréal, Je voudrais aussi assigner M. Leonard Burton, —il est ingénieur actuellement à bord du Old Grape ou Club Grape—je ne peux pas lire très bien—Old Grape Point, Québec.

LE PRÉSIDENT.—Où est-ce cette place-là?

UNE VOIX.—Roberval ce n'est pas dans Verdun c'est à la côte St-Paul.

LE PRÉSIDENT.—A quelle place est-ce, Old Grape?

R. C'est dans le port de Québec.

LE PRÉSIDENT.—C'est dans Québec?

M. DURANLEAU.—Oui, Monsieur—M. Richard Joyal, de Coaticook; W. Dumoulin, Coaticook, et Ed. Laroche, Coaticook—Edouard ou Edmond Laroche, Coaticook.

M. BOUCHARD.—Avant de finir avec ce témoin, Monsieur le Président, je demande d'assigner Joseph Ethier, Louis Parmentier, je donnerai l'adresse plus tard, et L.-E. Daoust tous les trois de Montréal.

THADDÉE MICHAUD, de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparait de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, on vous a demandé de produire le rapport de l'embouteillage?

R. Oui.

Q. Des différents blendings—qui apparaissent dans les livres, blendings qui apparaissent dans les livres de la Commission tant à Montréal qu'à Québec. Avez-vous ici ces rapports?

R. Oui.

Q. Je comprends que vous mettez à la disposition du comité quatre volumes?

R. Oui.

Q. D'embouteillage?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire au comité qu'est-ce que comprennent ces volumes?

LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il n'a pas déjà dit ça?

Q. Est-ce l'embouteillage de Montréal ou de Québec?

R. De Montréal seulement.

LE PRÉSIDENT. Sont-ce de nouveaux volumes, ça?

R. Oui, ce sont de nouveaux volumes.

Q. De quelle année à quelle année, de quelle date à quelle date?

R. Du premier mai mil neuf cent vingt-deux au trente avril mil neuf cent vingt-trois.

Q. Au trente avril mil neuf cent vingt-trois?

R. Mil neuf cent vingt-quatre.

Q. Avez-vous ici des rapports d'embouteillage?

LE PRÉSIDENT.—Ces livres sont-ils produits sous quelque cote quelconque?

R. Ils sont produits comme exhibit J. J. un, deux, trois et quatre.

LE PRÉSIDENT.—C'est du commencement?

R. Du premier mai mil neuf cent vingt-deux.

Q. Vous n'avez pas les rapports pour l'embouteillage, pour l'année mil neuf cent vingt et un à Montréal?

R. Mil neuf cent vingt et un, oui.

Q. Sont-ils tenus dans des volumes de feuilles détachées, reliés comme ça à mesure?

R. Ils sont sur des feuilles éparses, dans le moment que l'on fait relier, à mesure.

Q. Maintenant, quand pouvez-vous avoir, Monsieur Michaud, les rapports d'embouteillage depuis le commencement de l'embouteillage à Québec jusqu'à aujourd'hui?

R. Probablement demain ou après-demain.

Q. Savez-vous s'il y a plusieurs volumes de ces embouteillages?

R. Je ne pourrais pas vous dire.

Q. Maintenant, Monsieur Michaud, voulez-vous prendre le volume numéro un du mélange des vins à Montréal, regardez à la page 5 et donnez-nous le mélange numéro 29?

R. Dix-sept octobre mil neuf cent vingt et un, page 5, 265 bouteilles Vermouth assorti venant de divers expéditeurs,—5 bouteilles au gallon, Pastine & Cie; un baril Vermouth Charlebois Compagnie; un baril Vermouth Goods in *bad order, blended instead of destroyed*. Voici l'explication. Les marchandises qui sont en mauvais ordre, ça ne veut pas dire une marchandise nocive ou toxique, mais ça veut dire du vin qui a déposé et qui est clarifié ou filtré ensuite avant de s'en servir.

Q. Et vous l'avez mélangée au lieu de la déduire?

R. Oui.

Q. Combien avez-vous de différents vins dans ce mélange-là?

R. 265 bouteilles assorties de Vermouth différents.

Q. Différents Vermouth, 265 bouteilles?

R. Oui—le détail est de l'autre côté de la page.

Q. Voulez-vous en donner la lecture?

R. 12 bouteilles de Martini Rossi; 14 bouteilles de Noyi-Prat; 11 bouteilles de Calisano; une bouteille de Martinassi; 11 bouteilles de Rinota; 7 bouteilles de Deleyto; 14 bouteilles de Martinassi; 14 bouteilles de Savoya; 6 bouteilles de Martini Rossi; 3 bouteilles de Martinassi; 1 bouteille de Cinado Coza; 3 bouteilles de Noyi Prat; 1 bouteille de Martinassi; 7 bouteilles de Savoya.

M. BERCOVITCH.—Est-ce tout du Vermouth?

R. C'est tout du Vermouth de première qualité, des meilleures maisons de l'autre côté.

M. SAUVÉ.—Le meilleur marché?

R. Non, les meilleures maisons de l'autre côté.

Q. Continuez?

R. 5 bouteilles de Bosco; 7 bouteilles de Noyi Prat; 25 bouteilles de Ahrenst & Cie; 25 bouteilles de Caselis Prat Soleil; 52 bouteilles de Noyi Prat; 16 bouteilles de Savoya; 18 bouteilles de Bancia; 4 bouteilles de Ballat; 1 bouteille de Martini Rossi; 10 bouteilles de Vermouth Italien. S. P. Colt.

Q. Tous ces vins-là étaient constatés comme étant en mauvais ordre?

R. *Goods in bad order*—quelques-uns seulement, parce que toutes les marchandises de Martini Ressi, c'est une des meilleurs marques—quelques-unes avaient déposé—c'est moi-même qui ai mis la note au bas: *goods in bad order*, afin de se reconnaître pour le département de la comptabilité.

Q. *Blended instead of destroyed*?

R. Oui.

Q. Ces bouteilles-là, vous ne pouviez pas les vendre dans l'état où elles étaient, n'est-ce pas?

R. Non, parce que elles avaient déposé.

Q. Etes-vous en état de jurer qu'elles n'avaient fait que déposer?

R. Je n'ai pas examiné chaque bouteille.

Q. Etes-vous prêt à jurer ça?—êtes-vous prêt à jurer que toutes ces bouteilles-là n'avaient fait que déposer?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous êtes prêt à jurer ça?

R. Oui.

Q. Avez-vous le détail?

R. Oui.

- Q. Voulez-vous produire le livre ?
R. Je l'ai signé moi-même, le détail.
Q. Je vous demande si vous avez le détail de l'examen de 265 bouteilles qui sont comprises dans le premier item du mélange numéro 29 ?
R. Je n'ai pas le détail ici, mais de l'autre côté.
Q. Je vous parle du détail du numéro 29 ?
R. D'abord, ces vins-là ont été analysés, d'abord, la plupart, par monsieur Louis Germain, qui, dans le temps, était notre chef-caviste, et je suis sûr que la marchandise n'était pas en mauvais ordre pour ne pas être vendue au public.
- M. SAUVÉ.—Comment ça s'appelle-t-il tous ces vins-là en mélange ?
M. BOUCHARD.—C'est un *mixed cocktail*.
Q. Vermouth. . . .
R. Probablement Vermouth de la Commission.
- M. SAUVÉ.—Sur les bouteilles, est-ce marqué comme ça—est-ce que ça veut dire cinquante-six mélanges ?
R. Ça veut dire, réunion du contenu de toutes les bouteilles qu'il y a ici
- M. SAUVÉ.—Une réunion de bouteilles ?
R. Du contenu.
Q. Alors, tous ces mélanges de marchandises que vous avez indiqués vous-même dans les livres de la Commission comme étant de la marchandise en mauvais ordre et dont vous avez fait un mélange au lieu de les détruire, ont été vendus ou sont en vente sous l'étiquette de la Commission des liqueurs de la province de Québec ?
R. Oui, après avoir été filtrés, traités et analysés.
- LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il y en a encore en vente de ces mélanges ?
R. Non, ça c'est en mil neuf cent vingt-et-un que ça été vendu.
- LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il y en a encore en vente ?
R. Non, c'est vendu depuis mil neuf cent vingt et un, depuis quatre ans.
- LE PRÉSIDENT.—Il n'y en a plus. ?
R. Non.
- M. SAUVÉ.—Ça été vendu au public ?
R. Ça été vendu.
Q. Ça été vendu au public de la province de Québec ?
- M. BERCOVITCH.—On ne sait pas.
R. Dans les magasins.
Q. Etes-vous prêt à jurer que toutes ces marchandises sont complètement épuisées ?
R. Bien, depuis. . . . je ne suis pas prêt à jurer que depuis quatre ans, . . . il me semble qu'il n'y en a plus.
Q. Comme question de fait, après l'embouteillage de ces marchandises-là, elles ont été expédiées dans les différents magasins de la Commission ?
R. Oui.
Q. Pour être vendues sous l'étiquette de la Commission ?
R. Ça s'est fait il y a quatre ans.

Q. Vous croyez que cette marchandise a été vendue en public, mais vous n'en êtes pas certain?

R. Logiquement.

M. BERCOVITCH.—Monsieur Michaud, est-ce que cette marchandise est encore en vente à l'heure actuelle?—d'après votre liste de prix?

R. Je ne crois pas.

Q. Avez-vous votre liste de prix ici?

M. SAUVÉ.—Combien les avez-vous vendus ces vins-là?

R. D'après la liste, nous n'en avons plus.

Q. Maintenant, je comprends que vous ne vendez plus de Vermouth sous l'étiquette de la Commission des liqueurs?

R. Non, pas d'après la liste.

Q. Vous ne vendriez que du Marianne, du Baron Berton & Cie et du Noyi Prat & Cie?

R. Et le Cinzano.

Q. Et le Martini Rossi?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—C'est tout de l'importation, ça?

R. Oui.

Q. C'est importé en bouteille?

R. Oui.

Q. Et vous le vendez comme tel?

R. Oui.

Q. Voulez-vous regarder à la page 29 du même volume, numéro 132.

R. Oui.

Q. Et nous donner la composition du mélange d'un vin que vous avez mis en vente sous le nom Imported Port?

R. 11 janvier mil neuf cent vingt-deux (onze) chez Rhéon, un quart de Cask de Muscat de la maison Fortier, 1 baril de Spellman Port, R. Belisle—un quart California Port; Old Wine Import,—un quart de Muscat Rhéno.

Q. Dites-donc de qui vous l'avez acheté?

R. Acheté de U. Grondin. Un quart de California Rhéno acheté de P. Daoust. Un baril de Port, Cie d'Agences Européennes, la Compagnie d'importations—un quart de Cask New York State Port; en tout 128½ gallons.

Q. Qui vous coûtaient, d'après votre même volume, combien?

R. Une piastre et quatre-vingt-huit cents par gallon. (\$1.88).

Q. Et que vous avez vendus combien?

R. Je ne sais pas—c'est marqué ici; selling cinq piastres. Ça ne veut pas dire que c'est le prix de vente.

Q. Voulez-vous dire quel prix vous avez vendu ces vins-là, ces vins importés composant ces différentes marques, et achetés de différentes maisons?

R. Je pourrai vous le dire plus tard—dans le moment, je n'ai pas ça, parce que c'est en mil neuf cent vingt-et-un et je n'ai pas les livres de la comptabilité.

Q. N'avez-vous pas dans votre livre le prix de vente?

R. C'est marqué "selling" par un employé. Ce n'est pas moi qui ai établi le prix coûtant.

Q. Êtes-vous prêt à jurer que le prix de vente qui appert dans ce volume en regard de ce mélange n'est pas exact?

R. Ça peut varier.

M. SAUVÉ.—Suivant les clients?

R. Non.

M. BERCOVITCH.—Ce serait plus cher pour le Chef de l'Opposition?

M. CRÉPEAULT.—Il n'en boit pas.

Q. Êtes-vous prêt à jurer que ce chiffre n'est pas exact?

R. Ça m'a l'air de l'écriture de Monsieur Guertin?

Q. Est-ce un employé actuel de la Commission?

R. Oui.

Q. Qui avait la charge d'établir les prix?

R. Il n'avait pas la charge spéciale, mais il a écrit ça, d'après ses chiffres qu'il a écrits dans ce livre-là.

Q. Vous constatez qu'il a entré le prix coûtant et le prix de vente dans ce livre-là, n'est-ce pas?

R. Approximatif.

M. TÉTREAU.—Comment appelez-vous ça, ce mélange-là?

R. *Imported Port*.

M. BERCOVITCH.—C'est importé?

M. TÉTREAU.—Est-ce importé d'Europe?

R. Importé de Californie. Les Vins de Californie—l'Espagne ne pouvait plus fournir de vins, à la fin de la guerre, et les maisons canadiennes ont importé de Californie. Je dois dire que ça arrive souvent que ça soit des prix de blends ou mélanges faits pour aller dans d'autres blends et celle-ci coûtait probablement une piastres et quatre-vingt-huit (\$1.88) mais dans un blend il n'y en avait d'autres qui pouvaient coûter plus cher.

Q. Et qui ont été vendus plus cher?

R. Qui ont été vendus probablement les prix qu'on voit là.

Q. Voulez-vous donner le mélange qui appert à la page 36 du même volume et nous dire d'abord sous quelle étiquette vous avez vendu ce mélange?

R. Quel numéro?

Q. Il n'y a pas de numéro, mettez la date seulement?

R. Dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-deux, ça ne porte aucun numéro. Dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-deux, de la maison Armon, importation de bouteilles vides pour blends. D'abord, je dois dire que ce livre contient des détails au point de vue mathématique, au point de vue de la comptabilité seulement, afin de pouvoir retracer les quantités, et il n'est pas mentionné ici le traitement ni le qualification ni le filtrage de la marchandise ni l'analyse. Toutes ces marchandises sont filtrées, clarifiées et analysées avant de les vendre au public et avant de les passer dans un autre blend.

Q. Donnez-nous donc la liste de tous les ingrédients qui entrent dans ce mélange.

R. Dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-deux, Chianti Ruffino de la maison Armon,—c'est un litre.

Q. La quantité?

R. Un demi litre de Chianti Vecchio; un litre de Martinezzi Vermouth; une bouteille de Invalid Port; une bouteille de Vermouth Calisano de Social Club; une bouteille de Vermouth Noyi Pratt,—cruches...

Q. Combien de cruches?

R. Deux cruches de cinq gallons de Claret; 1 gallon Native Sherry; une cruche de 4 gallons de Tawney Port de la maison R. Buron; 52 bouteilles de St-Julien Claret de la maison A. Bouvier.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça, A. L.?

R. Je ne sais pas—je dois faire remarquer que toutes ces marchandises-là sont nommées et mises par ordre, mais il y a des traits ici qui indiquent que ces marchandises ont été classifiées avant de les employer dans le mélange.

10 bouteilles...

Q. Attendez un peu—vous recommencez un autre mélange après un trait? —Recommencez?

R. Dix bouteilles...

Q. Vous avez 52 bouteilles de St-Julien Claret?

R. Oui, 52 bouteilles de St-Julien Claret de la maison A. Bouvier; 10 bouteilles de St-Julien Claret de la maison L. Godin; 10 bouteilles de St-Estèphe de la même maison. C'est une marque plutôt—Godin; c'est une marque; 11 bouteilles de St-Estèphe marque L. Rupert; 26 bouteilles de Pommard marque Marcelly; 18 bouteilles de Sauterne B. et G. Barton & Guestier; 6 bouteilles de Bulwer Cider; 23 demi-bouteilles ditto; 6 demi-bouteilles de Pomagne Cidor; 6 litres de Chianti Castello; 12 bouteilles de Vin du Rhin Laubinger; une bouteille du vin du Rhin Lettinger; une bouteille de vin du Rhin Bodenheimer; 6 bouteilles de vin du Rhin Hannaheimer; 16 bouteilles de Hoppenheimer, Vin du Rhin; 3 bouteilles de Old Port Gunmanens; 7 litres de Vermouth Noyi Pratt; 6 litres de Marcello Palmer Vermouth; 5 litres de la même chose, Port Italien, Bosco Vermouth, 28 bouteilles St-Julien B., G., de la maison A. Bouvier; 45 demi-bouteilles de St-Julien Barton & Guestier; 22 demi-bouteilles Graves, Barton & Guestier; 26 demi-bouteilles de Nédoc B. & G.; 2 bouteilles de Château Lacombe Claret; une demi-bouteille de Château Lacombe Claret; une demi-bouteille de Chambertin; Saarbach, 4 demi-bouteilles de Spanish Madeira Sherry; 7 bouteilles de Savoya Vermouth Italien, un autre mélange...

M. TÊTREAU.—Qu'est-ce que ça fait tout ça?

Q. Prétendez-vous qu'il y a un mélange spécial de ces marchandises entre chaque trait?

R. Les traits l'indiquent, mais je ne peux pas le jurer.

R. Vous ne pouvez pas le jurer?

R. Non.

Q. Alors, Monsieur Michaud, dites-vous que le mélange composé de toutes ces espèces de liqueurs ou de vins dont vous venez de nous donner une partie de lecture et se chiffrant à 285 sortes de vins, ont été mélangés ou ont été employés plutôt dans un grand nombre de mélanges tous sous le même numéro?

R. D'après ce que je vois ici, ils ont tous été employés dans un mélange portant le même numéro—comme les traits indiquent la classification, il est très probable qu'à la suite nous reverrons que les mélanges, c'est-à-dire que la marchandise décrite ici a été introduite dans des mélanges classifiés.

M. BOUCHARD.—On vous fait dire qu'il y a eu 285 sortes de vins, n'est-ce pas plutôt des marques qu'on devrait dire—est-ce qu'il y a eu 285 sortes de vins employés là-dedans?

R. Ce sont des marques et il y a des répétitions, comme Barton & Guestier qu'on rencontre à toutes les deux ou trois lignes.

M. BOUCHARD.—Alors, il n'y a pas 285 sortes de vins ?

R. Je ne les ai pas comptées.

M. BOUCHARD.—Je voudrais faire expliquer votre réponse, parce que, comme on a posé la question, on semble admettre qu'il y a deux cent quatre-vingt cinq sortes de vins ?

R. Non, ce sont des marques.

M. DURANLEAU.—C'est-à-dire différentes sortes de vins de différentes maisons ?

R. Différentes marques, différentes maisons.

M. BOUCHARD.—La même sorte de vins, mais de différentes maisons ?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Du Claret, c'est du Claret et du Port, c'est du Port ?

R. Oui, et du Sherry c'est du Sherry.

M. TETREAU.—Sous quel nom se vendait tout ce mélange, (Château La Pompe, Château Margaux, etc ?

R. Comme il n'y a rien qui appert ici—lorsque c'était du Vermouth, on le vendait comme Vermouth probablement et, lorsque c'était du vin français, on le vendait comme vin de table probablement.

M. NICOL.—(L'Hon.).—C'est le *blender* qui pourrait nous dire ça ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Le *Blender* de la Commission ?

R. Oui.

Q. Qui ?

R. Celui-ci est signé par Monsieur L. Daoust qui est au service de la Commission dans le moment.

L'HON. M. NICOL.—Ce que vous avez ici, vous dites que c'est fait au point de vue de la comptabilité ?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Non pas au point de vue du *blendage* ?

R. Simplement au point de vue de la comptabilité. Lorsque les marchandises rentrent, elles sont débitées et, pour créditer le compte, il faut donner la marchandise sous le même nom, afin de se reconnaître.

Q. Alors, si je comprends bien, les volumes qui sont produits ici, ne sont pas précisément des volumes de mélanges ?

R. Bien, ce n'est pas seulement ça.

Q. Alors, dites-vous que ce n'est pas fait au point de vue des mélanges seulement, mais au point de vue de la comptabilité.

R. Je n'ai pas dit; seulement les mélanges j'ai dit ceci: c'est que ici vous remarquez que c'est séparé par deux traits.—dans ce livre-là, au point de vue de la comptabilité—mais ça n'indique pas que ces marchandises-là ont été analysées et clarifiées ou traitées pour les mettre en bonne condition, pour les vendre au public.

Q. Maintenant, voulez-vous dire pour quelle raison vous n'avez pas revendu cette boisson, ou cette liqueur ou ces vins dans le même état qu'ils étaient, c'est-à-dire en bouteilles ou au gallon ou en barils—c'était des vins de maisons assez connues d'après ce que je peux voir?

R. Oui, mais la Commission avait une variété d'à peu près 1500 à deux mille marques et il aurait fallu une comptabilité extrêmement compliquée pour contrôler toutes ces marques-là.

Q. Alors, si je comprends bien, vous avez fait tous ces mélanges de vins et vous les avez mélangés dans un nombre infini d'autres mélanges, uniquement pour simplifier la comptabilité de la Commission?

M. SAUVÉ.—Sans vous soucier du public?

M. BERCOVITCH.—Attendez un peu et laissez répondre le témoin.

R. J'ai dit que la marchandise était analysée et, si on trouvait une marque qui n'était pas bonne, on ne pouvait pas la vendre dans les magasins. C'étaient des vins, d'abord, qui étaient équivalents à la marchandise qu'on importait dans le temps et qui étaient mélangés avec des vins de même qualité ou de mêmes prix et valeur.

Q. Ce n'est pas une réponse à ma question. Vous avez dit, il y a un instant, que la Commission n'a pas vendu ces vins-là, les vins de marques connues dans l'état où vous les avez achetés, soit en bouteilles, soit au gallon, uniquement pour simplifier votre comptabilité?

R. Non, je crois avoir dit tout à l'heure, lorsque j'ai référé aux mots "en mauvais ordre".

Q. Prétendez-vous, maintenant, que tous ces vins au nombre que je vous ai mentionnés qui sont entrés dans le mélange comprenant onze pages de votre volume numéro U, ont été ainsi mélangés parce qu'ils étaient en mauvais ordre?

R. Non, je réfère au premier *blend* que vous m'avez demandé, le premier numéro où il y avait quelques bouteilles en mauvais ordre, qui ont été clarifiées et traitées avant d'être vendues, mais, ici, ce n'est pas de la marchandise qui est mentionnée comme étant en mauvais ordre. Toute cette marchandise-là était de tout premier ordre,—j'ai lieu de le croire.

Q. Alors, pourquoi ne l'avez-vous pas vendue dans le même état que vous l'avez achetée, avec la marque de la maison qui apparaissait sur la marchandise?

R. Parce qu'il n'y avait pas moyen de la vendre. Il aurait fallu vendre deux mille marques. Je crois même que nous avons essayé d'en vendre au début de la Commission, mais sans succès, telle qu'elle était.

Q. Jurez-vous que toutes ces marchandises-là ont été installées sur les tablettes de vos magasins?

R. Non, je ne peux pas jurer ça, mais je sais qu'il en a été installé à l'entrepôt et que tous ceux qui prétendaient acheter pouvaient en acheter.

Q. Alors, vous avez préféré tout les mélanger, vider ces bouteilles et ensuite les remélanger dans d'autres mélanges?

R. Après les avoir traités.

Q. Et vous avez vendu tout ça sous l'étiquette de la Commission des liqueurs?

R. Après les avoir exposés en vente.

Q. C'est là votre explication—de sorte que ça n'est plus maintenant pour simplifier votre comptabilité?

R. Aussi pour simplifier la comptabilité, autrement nous aurions eu à peu près quinze cents à deux mille marques. . .

Q. C'était surtout pour simplifier votre comptabilité?

R. Aussi.

Q. Maintenant, voulez-vous nous dire, Monsieur Michaud, dans combien d'autres mélanges ce premier mélange, comportant onze pages dans votre volume, a été employé?

R. Je ne peux pas vous dire ça.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas un seul mélange—vous en avez plusieurs mélanges qui sont indiqués dans ces onze pages-là?

R. Plusieurs.

M. BOUCHARD.—Alors, ce n'est pas tout ça qui a été mélangé ensemble?

R. Non,—d'ailleurs c'est indiqué ici, c'est par classification.

Q. Monsieur Michaud, n'est-il pas vrai que le mélange en question, c'est-à-dire celui qui apparaît à la page 36 de ce volume, apparaît dans un grand nombre d'autres mélanges, en petites quantités?

R. Il faudrait que j'y réfèrerais.

Q. Et désignés sous différents noms?

R. . . .

Q. Regardez donc à la page 48—vous avez là le numéro 166—voulez-vous en donner la lecture?

R. Janvier onze, mil neuf cent vingt-deux—un baril, Vin de Port, vidanges recueillis dans les bouteilles. . .

Q. Lisez donc tel que c'est dans le livre?

R. Vidanges bouteilles—c'est recueilli dans les bouteilles. Un baril de Vin de Port, vidanges Port—résidu de Port.—un quart de Cask de Vin Oporto de la maison Hébert—un quart de Cask de Muller Port de la maison Crossman; un quart de Cash Tommey Port de la maison. . . .

Q. Qu'est-ce que c'est qu'un quart de Cask?

R. C'est un baril de vingt-huit gallons contenant vingt-huit gallons.

M. BERCOVITCH.—Voulez-vous dire qu'est-ce que vous voulez dire par vidanges?

M. DURANLEAU.—Je suis après. . . Je vois, dans les deux premiers item, vidanges bouteilles et vidanges tonnes qui portent le même chiffre, le chiffre 389 comme prix, comme prix coûtant?

R. Trois piastres et quatre vingt-neuf cents (\$3.89).

Q. Voulez-vous nous dire d'où proviennent ces fonds de bouteilles ou ces fonds de tonnes?

R. Voici—un baril en vidanges—d'après moi, vidange, ça veut dire que, s'il y a deux ou trois gallons d'enlevés sur un baril, ce qui reste, c'est un baril en vidange.—ainsi il y a eu probablement quarante-deux gallons (42) de pris d'un baril qui contenait cinquante gallons (50).

Q. Alors, vidange, ça veut dire la différence entre cinquante gallons et quarante-deux gallons?

R. Ça veut dire quarante-deux gallons. . .

Q. Est-ce la même explication pour les vidanges de tonnes et de bouteilles?

R. C'est-à-dire une tonne qui contenait cinquante-deux gallons, c'est le résidu—s'il y avait un résidu de trente gallons sur un baril ou une tonne. . .

M. SAUVÉ.—Vous voulez dire, si je comprends, ce n'est pas toute une tonne?

R. C'est une partie de tonne.

L'HON. M. NICOL.—Une tonne entamée?

R. Oui, une tonne entamée.

Q. Mais c'est une partie du mélange de votre page 36?

R. La page 36 probablement parce que c'est marqué. . .

R. Vous constatez, n'est-ce pas, que c'est marqué à l'encre rouge, voir page 36?

R. Oui.

Q. Par conséquent, ces deux item seraient une partie de tonne ou une partie de baril du grand mélange de la page 36 à la page 46?

R. Peut-être, mais ça ne dit pas ça exactement—ça dit: voir page 36.

Q. Alors, qu'est-ce que ça veut dire: voir page 36?

R. Ça veut dire: référer à la page 36.

Q. Oui mais pourquoi?

R. Probablement qu'il y a du vin qui a été mis dans cette classification-là et qui a fait partie de ce mélange aussi.

Q. Est-ce la même explication que vous donnez pour le mélange numéro 167, le numéro suivant, à la même date?

R. Oui.

Q. Et ce mélange se vendait comme imported Port?

R. Voici—je vois ici, voir page 36—seulement pour la première ligne, c'est-à-dire pour les vidanges de bouteilles.

Q. De barils ou de bouteilles?

R. Pour le numéro 167, c'est la même chose pour la première ligne seulement—voir page 36.

Q. Alors, quelle est la quantité que vous avez employée dans le mélange 167 du grand mélange de la page 36?

R. Un baril de vin de Port 40 gallons.

Q. Alors, vous avez, dans ce mélange 167, indiqué votre grand mélange sous le nom de vin de Port?

R. Je vous fais remarquer que, dans le grand mélange, à partir de la première page, on rencontre du vin de Port, probablement que c'est du vin de Port à partir de la page 36 à venir à la page 48, qui a été classifiée et rapporté dans le mélange 167, comme ça paraît indiqué—c'est seulement du vin de Port. . .

Q. Alors, vous avez indiqué ça comme vidange de bouteilles?

R. Oui.

Q. Maintenant, quelles sont les autres marchandises qui sont entrées dans le mélange numéro 167?

R. Un quart de cask de Muller Oporto, Augusto de la maison G. Rolland; un quart de cask de Red Port Muller, de la maison Rolland, et un quart de cask de Gethsemani, vin de Messe, C. Lepage; —un quart de cask de vin de la maison Ouimet, de Reus, de la même maison.—Reus, c'est en Espagne, c'est du vin de Port.

Q. Tout ça, c'est inclus dans le mélange 167?

R. Oui.

Q. Vous avez ici un autre mélange, sous le numéro 168, qui serait vendu sous le titre de: Imported Port?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—A quelle page?

R. Page 40.—Onze janvier vidanges bouteilles, un baril de vin de Port 37 gallons.

Q. Toujours sous le même chiffre, trois piastres et quatre-vingt-neuf cents?

R. Voir page 36.

Q. Toujours le même mélange, page 36?

R. Oui.

Q. Ensuite?

R. Ensuite, un quart de cask de Muller Towney Port de la maison A. Bouvier; un quart de cask Muller Towney Port de la maison Crossman; un quart de cask de Spellman Port de la maison L. Chaput; un quart de cask de la marque Muller Towney Port de la maison G. Lepage; un quart de cask de la marque Stormonth de la maison A. Bouvier.

Q. Je vois, dans le numéro 169, que vous avez encore: vidanges bouteilles—tousjours page 36—43 gallons?

R. Première ligne seulement.

Q. 43 ballons?

R. Oui.—Vous avez du New York State Port de la maison L. Chaput; un quart de cask de Muller Tawney Port de la maison A. Bouvier, et un quart de cask de Muller Red Port de la maison Spective; un quart de cask de Gethscémani, vin de Messe, de la maison U. Grondin.

Q. Maintenant, voulez-vous regarder la marque 170 et nous dire ce que vous auriez mis sous cette même étiquette de Native Port, à la page 49?

R. Dix-huit janvier mil neuf cent vingt-trois, 3 de Native Port de la maison Bright, 15 gallons de Port refusés, de la maison E. Vaillancourt.

Q. Ce mélange était vendu sous l'étiquette de la Commission des liqueurs

R. Il a été vendu sous le nom de l'étiquette de la Commission des liqueurs

M. BERCOVITCH.—“Refusé”, qu'est-ce que ça veut dire?

M. DURANLEAU.—J'en viens là, Monsieur.

M. BERCOVITCH.—Je vous le demande?

M. DURANLEAU.—Pourquoi?

M. BERCOVITCH.—Parce que je veux le savoir.

M. DURANLEAU.—Il va le dire. Je suis après lui faire expliquer les mélanges—lorsque j'aurai fini, si vous n'avez pas compris, vous le lui demanderez.

M. BERCOVITCH.—On a le droit d'objecter, je suppose.

Q. Je trouve, dans ce mélange de Native Port, qu'il est question d'une maison Bright.

M. BOUCHARD.—Je veux avoir l'explication du mot “refusé”?

R. D'après moi, c'est de la marchandise qui a été refusée comme prix de Native Port et ça été accepté comme vin meilleur marché.

Q. Accepté par qui, comme vin meilleur marché?

R. Par Monsieur Daoust, le chef.

M. BERCOVITCH.—Le chef de quoi?

R. Le chef des caves.

M. BERCOVITCH.—A la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. Alors, vous avez ajouté aux trois barils de Native Port de la maison Bright, quinze gallons de Port qui avaient été refusés par votre chef, vous avez mêlé ça ensemble et vous avez vendu ça sous l'étiquette de Native Port de la Commission des liqueurs?

R. Oui, mais refusé veut dire "refusé" quant aux prix.

LE PRÉSIDENT.—Et non pas quant à la qualité?

R. Non, parce que toutes les marchandises sont analysées avant de les introduire dans les mélanges.

Q. Est-ce la même explication que vous donnez, concernant les mélanges 172, 173, 174, 175 et 177?

R. Oui.

Q. Vous avez tout vendu cette marchandise sous l'étiquette "*Native Port*" de la Commission?

R. Oui.

Q. Y compris la marchandise refusée?

R. Pour la même raison.

Q. Pourquoi ne vendiez-vous pas le Native Port de la maison Bright qui est une maison bien connue—pourquoi faire disparaître l'étiquette de cette maison, pour ajouter de la marchandise refusée par votre chef et revendre le tout sous l'étiquette de la Commission des liqueurs?

R. Parce que tous les vins ne s'allient pas ensemble.—c'est probablement parce que ce vin-là s'alliait mieux au vin Canadien que les autres.

Q. C'est probablement parce que le vin de la maison Bright.....

R. Non, le vin de Vaillancourt.

Q. Est-ce que le vin de Bright ne pouvait pas être vendu sous son étiquette propre?

R. Je ne prétends pas ça, mais je dis que les quinze gallons du vin de Vaillancourt était du vin probablement—non seulement probablement, mais j'en suis sûr que ce vin se mélangeait bien au vin Native Port.

Q. Alors, vous préféreriez faire un mélange des deux et le vendre sous l'étiquette de la Commission?

R. Oui, parce que nous ne pouvions pas vendre le vin de Monsieur Vaillancourt sous sa propre étiquette.

Q. Qui est-ce qui décidait de ces mélanges-là—qui est-ce qui faisait les mélanges?

R. C'était le chef de cave lui-même.

Q. Monsieur Daoust?

R. Oui.

Q. Et, dans tous ces mélanges-là, il y avait aussi des vidanges de bouteilles et des vidanges de tonnes?

R. Du résidu.

M. BOUCHARD.—Des balances de bouteilles?

R. Des balances de bouteilles.

Q. Voulez-vous référer aux numéros 176, 177, 180 et 182, à la page 50?

R. Dix janvier mil neuf cent vingt-trois.

Q. Vous avez vendu là un Imported Sher.y, sous le numéro 176?

R. Oui.

- Q. Comprenant quoi?
R. Un baril de California Sherry de la maison F. X. St Charles & Compagnie.
Q. Ensuite?
R. Deux barils de vin Sherry, vidanges, balance de bouteilles, 78½ gallons.
Q. Aux mêmes chiffres, trois piastres et quatre-vingt-neuf cents, n'est-ce pas?
R. Oui.
Q. Toujours à la page 36?
R. Pour cette ligne-ci,—un quart de Cask de D. H. Amontillado Sherry de la maison Laporte, Martin & Compagnie.
Q. Et tous les autres, c'est à peu près la même chose?
R. Oui.
Q. Tous les autres numéros que je vous ai mentionnés?
R. Oui.
Q. Le numéro 178, c'était sous l'étiquette de Tarragone Rouge?
R. Oui.
Q. Et 180 aussi?
R. Oui, Monsieur.
Q. Et 182 et 183?
R. Pardon, ils ne sont pas marqués "voir page 36"—178 c'est un autre.
Q. Il paraîtrait que, sous le numéro 188, vous avez un autre mélange que vous vendez sous le nom de Native Port. Voulez-vous expliquer ce que c'est?
R. Vingt-six janvier mil neuf cent vingt-deux, page 54, 65 gallons de Native Port, Bright, Niagara...
Q. Bright Niagara, c'est une maison Canadienne, n'est-ce pas?
R. Oui.
Q. Qui vous a vendu du Native Port?
R. Oui.
Q. Quel mélange avez-vous fait avec ça?
R. Native Port.
Q. Sous l'étiquette de la Commission?
R. Oui.
Q. C'est-à-dire sous l'étiquette, Commission Native Port?
R. Oui.
Q. Quel mélange avez-vous fait?
R. Ah bien ! Native Port
Q. Mais, quel mélange avez-vous fait sous l'étiquette Native Port?
R. 65 gallons de Native Port de Bright, Niagara, et 65 gallons de *Native Port Blend*.
Q. Sur votre page trente-six?
R. Ça n'est pas marqué page trente-six.
Q. Avec le même chiffre trois piastres et quatre-vingt-neuf cents?
R. Ça se peut. C'est-à-dire que toute cette marchandise valait, l'une mélangée à l'autre, trois piastres et quatre-vingt-neuf cents.
Q. C'est le grand *blend* de la page trente-six que vous avez évalué au prix coutant de trois piastres et quatre-vingt-neuf que nous retrouvons dans tous ces mélanges-là?
R...

M. BOUCHARD.—Si je comprends bien, c'est votre grand *blend*, mais, vous avez dit qu'il y avait plusieurs *blends* avec d'autres ingrédients?

R. Ça été classifié.

M. BOUCHARD.—C'est parce que, dans votre question, vous indiquez toujours ça comme étant un *blend* unique avec un mélange de onze pages dans le livre—ceci ne représente pas l'exacte vérité?

R. Ça été classifié par familles.

M. BOUCHARD.—Ça ne veut pas dire que ça se trouve dans le grand-*blend*?

M. DURANLEAU.—Examinez-le et vous verrez que c'est tout du grand *blend*.

M. BOUCHARD.—S'il y a plusieurs *blends*, ce n'est pas tout le grand *blend*.

M. DURANLEAU.—Nous allons voir.

Q. Eh bien, voulez-vous nous donner la composition du *blend*, du mélange, que vous avez ajouté, les 75 gallons de mélange que vous avez ajoutés au Native Port de la maison Bright de Niagara sous le mélange numéro 188—puisque Monsieur Bouchard veut l'avoir?

R. Bien, il faudrait que je parcourrais les 11 pages pour trouver les mélanges.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que ça n'est pas Monsieur Daoust qui pourrait nous donner toutes ces informations-là?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—C'est lui qui fait les mélanges, il doit savoir ça —ça devrait être lui que vous devriez interroger et il nous dirait pourquoi et comment il l'a fait?

M. DURANLEAU.—Nous avons ici le gérant général de la Commission sous examen.

LE PRÉSIDENT.—Il ne paraît pas que c'est lui qui ait fait les mélanges.

M. DURANLEAU.—Il doit être en état de nous rendre compte de ce qui se fait dans son département.

R. Je suis en état, mais quant aux prix, c'est la comptabilité...

Q. Je ne parle pas des prix je parle du mélange?

LE PRÉSIDENT.—Est-ce vous qui avez présidé à ces mélanges?

R. Non.

Q. M. BERCOVITCH.—On devrait faire la meilleure preuve en ayant celui qui fait les mélanges.

M. SAUVÉ.—Vous l'aurez tout à l'heure?

M. DURANLEAU.—Nous avons le témoin et nous voulons voir ce qu'il veut dire. Ce qu'il pourra nous dire, il nous le dira ou, si Monsieur Michaud est prêt à jurer qu'il ne peut pas nous donner de renseignements, c'est son affaire.

Q. Jurez-vous, Monsieur Michaud, que vous ne pouvez pas donner les mélanges qui ont servi dans l'autre mélange numéro 188?

R. Oui.

Q. Vous n'êtes pas capable?

R. Non.

Q. Et c'est la même réponse pour tous les mélanges que vous trouvez aux mêmes pages sous les numéros 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198.

R. Oui.

Q. Vous n'êtes pas capable de donner ces mélanges-là?

R. Non.

M. SAUVÉ.—A cette heure, il n'est plus capable.

Q. Voulez-vous regarder les numéros 218, 219, 220 et 221, à la page 59?

R. Trente et un janvier mil neuf cent vingt-trois, 42 gallons de California Sherry de F.-X. St-Charles.

Q. De quelle maison?

R. De la maison F.-X. St-Charles.

Q. Quelle manufacture, quelle marque?

R. California Sherry—c'est effacé—Sherry Blend, 106 gallons.

Q. Vous ne savez pas non plus de quel blend les cent six gallons ont été ajoutés au California Sherry?

R. Non.

Q. Vous constatez, cependant, que vous vendiez ce mélange sous l'étiquette California Sherry et que, sur une quantité de 148 gallons, vous n'aviez que 42 gallons de California Sherry et que le reste, les 106 gallons, étaient du blend, un mélange antérieur que vous ne connaissez pas?

R. Ça été mélangé—nous n'avons jamais vendu cela, je crois, sous le titre de California Sherry.

Q. Du California Sherry, vous n'en avez jamais vendu?

R. Je ne crois pas.

R. Est-ce qu'il n'apparaît pas dans votre livre sous l'étiquette de California Sherry?

R. Il apparaît là, mais nous n'avons jamais eu de prix sur la liste, de cette marque.

Q. Alors, voulez-vous regarder vos listes de prix de ce temps-là et nous dire sous quelle marque vous vendiez les mélanges numéros 218, 219, 220 et 221, qui sont tous des mélanges de vins de nature reconnue?

R. Je regarderai.

Q. Avec une infime proportion de Sherry de Californie et une grande proportion de mélanges antérieurs que vous déclarez ne pas connaître.

R. ...

Q. Avez-vous votre liste de prix ici pour déterminer ça immédiatement?

R. Non, je ne peux pas le déterminer immédiatement, parce que la nouvelle liste de prix ne comprend pas de California Sherry, et même je ne crois pas qu'on en ait vendu sous le nom de California Sherry.

Q. Vous n'avez pas jugé à propos d'apporter ici la liste de prix des années mil neuf cent vingt-deux et mil neuf cent vingt-trois?

R. Non.

Q. Ni mil neuf cent vingt-quatre?

R. Non.

M. BOUCHARD.—N'est-ce pas Monsieur Daoust qui peut nous donner ces informations-là ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Alors, pourquoi ne le dites-vous pas, c'est aussi bien de le dire tout de suite ?

R. Oui, Monsieur Daoust peut donner les informations.

M. BOUCHARD.—Monsieur Daoust a la liste de prix ?

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je m'oppose à la manière de procéder de Monsieur Bouchard, et de Monsieur Bercovitch qui veulent faire la leçon au témoin.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas nécessaire.

M. DURANLEAU.—Je comprends que ce n'est pas nécessaire, mais il y a bien des choses qui sont inutiles et que vous avez faites depuis le commencement de cette enquête.

M. BOUCHARD.—Est-ce que vous n'en avez pas fait, vous ?

Q. Vous venez de dire, Monsieur Michaud, que c'est Monsieur Daoust qui est en état de dire sous quelle étiquette les marchandises mélangées sous les numéros 218 et autres, ont été vendues par la Commission ou sont en vente ?

R. Oui.

Q. Par la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

Q. Alors, il a ici les listes de prix des années mil neuf cent vingt-deux, mil neuf cent vingt-trois et mil neuf cent vingt-quatre ?

R. Il n'est pas ici.

Q. Il n'est pas ici ?

R. Non.

Q. Mais, est-ce que les listes de prix sont actuellement entre les mains de Monsieur Daoust ?

R. Non, elles sont entre les mains de la Commission.

Q. Alors, vous pourriez dire qu'est-ce qui entrerait dans chaque mélange et sous quelle étiquette le mélange a été vendu ou est en vente et vous pourriez dire s'il a été vendu du California Sherry sous cette étiquette ?

R. ...

Q. Jurez-vous, Monsieur Michaud, que, même de mémoire, vous, le gérant général de la Commission, vous ne pouvez pas nous dire si tous ces mélanges n'ont pas été vendus sous le nom de California Sherry ?

R. Non, je ne peux pas, malgré mon titre de gérant général, parce qu'il passe dans la Commission à peu près un million ou deux millions de gallons de vins et liqueurs par année.

Q. Vendiez-vous du California Sherry en mil neuf cent vingt-deux et mil neuf cent vingt-trois ?

R. Je ne peux pas l'affirmer.

Q. Vous ne pouvez pas l'affirmer ?

R. Non.

Q. Voulez-vous vous enquérir auprès des Commissaires et des officiers de la Commission qui sont ici s'ils n'auraient pas la liste de prix de mil neuf cent vingt-deux et mil neuf cent vingt-trois ?

M. SAUVÉ.—Le Président est ici.

M. CORDEAU.—Je sais tout et, si vous voulez avoir mon témoignage, je suis prêt à le rendre.

R. Je pourrai le leur demander.

Q. Voulez-vous le leur demander tout de suite?

LE TÉMOIN.—Avez-vous cette liste?

M. CORDEAU.—Je ne l'ai pas avec moi, mais Monsieur Daoust connaît tous ces détails-là.

M. DURANLEAU.—On veut avoir la liste de prix?

R. Je ne l'ai pas ici.

Q. Voudrez-vous l'apporter?

R. ...

Q. Voulez-vous, maintenant, me donner le mélange de claret de Native Sherry et de Imported Port et de Native Port apparaissant sous les numéros 220 et 234 à la page 62—d'abord le numéro 234?

R. Deux février mil neuf cent vingt-trois.

Q. Ce qui est inclus sous le nom de claret, n'est-ce pas?

R. Claret, oui—Cantalong 50 gallons, Larcher, Père & Fils, Commission, 105 gallons.

Q. Qu'est-ce que c'est que ça, Commission, 105 gallons?

R. 105 gallons provenant des clarets, vins de table de même famille qui nous ont été envoyés au début de la Commission par les maisons Townsend, Laporte & Martin, et Boivin, Wilson et Compagnie.

Q. Toutes ces marchandises-là ont été mélangées et vous en mettez une certaine quantité dans les mélanges suivants?

R. Oui.

Q. Les mélanges subséquents?

R. Oui.

Q. Dans ce cas-ci, vous avez 105 gallons de mélanges de la Commission et 50 gallons de Cantalong,—qu'est-ce que c'est que ça?

R. C'est un claret.

Q. Est-ce que c'est une marque?

R. Ça vient de la maison Larcher, Père & Fils.

Q. C'est Larcher qui vendait ça?

R. Oui, c'est du Cantalong de la maison Larcher, Père & Fils.

Q. Oui, mais de quelle fabrique?

R. De la fabrique Larcher, Père & Fils.

Q. Est-ce qu'il y avait une fabrique à Montréal sous le nom de Larcher, Père & Fils?

R. A Bordeaux, je crois.

Q. En France?

R. Oui.

Q. Maison bien connue?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous jurez que vous ne savez pas?

Q. Bien connue?... connue, oui, mais bien connue...

Q. C'était une maison connue et la marque de la maison était assez connue pour être vendue?

R. Oui.

Q. Et vous avez préféré faire disparaître le nom de cette marque et ajouter 105 gallons de mélange de la Commission pour vendre ça sous le nom de Claret de la Commission?

R. Oui, sans défense de la maison elle-même.

Q. Vous avez fait la même chose quant à ce qui concerne le Native Sherry dont les mélanges apparaissent aux numéros 241, 242, 243?

R. Oui.

Q. Vous avez mélangé le Native Sherry de la maison Bright de Niagara avec les mélanges de la Commission?

R. Avec la permission de la maison Bright.

Q. Avec les mélanges de la Commission?

R. Oui, avec la permission de la maison Bright de Niagara.

Q. Vous avez fait la même chose pour le Imported Port numéro 244?

R. Oui.

Q. Vous l'avez mélangé avec les mélanges précédents de la Commission?

R. Oui.

Q. Quelle marque avez-vous mélangée?

R. Le Nicolai Port, de la maison W. A. Wilson.

Q. Qu'est-ce que c'est que le Nicolai Port?

R. C'est un Port de la maison Nicolai, dont la maison Wilson se servait dans ce temps-là pour les mélanges et on s'en est servi à la Commission pour les mélanges aussi.

Q. Alors, la maison Wilson se servait du Port Nicolai pour faire des mélanges?

R. Oui.

Q. D'où venait ce Port-là?

R. C'était importé.

Q. Mais d'où?

R. D'Oporto, je crois,—du Portugal.

Q. C'est une marque qui venait du Portugal?

R. Oui.

Q. Vous avez la même chose sous le numéro 245, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Du Nicolai Port mélangé avec un mélange de la Commission?

R. Oui.

Q. Que vous avez mis en vente sous le nom de Imported Port?

R. Oui.

Q. Voudrez-vous référer aux numéros 324, 325, 326, et 327 et nous dire quels sont les mélanges que vous avez faits là?

R. Pages 79 et 80—en février mil neuf cent vingt-trois—numéro 324, page 79, vingt et un février mil neuf cent vingt-trois.....

(Les notes sténographiques de cette déposition sont alors prises par le sténographe L.-A. Cusson).

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

Native Sherry, de la maison Bright, de Niagara, 22 gallons; 24 gallons de Native Sherry, de la maison Sénécal & Frère; 6 gallons de Sherry "Two Grapes", de la maison Laporte Martin & Cie; 17 gallons de Blend ou mélange; 32 gallons de mélange, Commission des liqueurs de Québec.

Q. Ces deux derniers item représentent des mélanges de la Commission des liqueurs?

R. Ils représentent des mélanges de différentes marques, cela peut comprendre un blend de Stanford, qui est de la même famille, et d'autres.

Q. Ce sont des mélanges tout de même?

R. Tous de vins canadiens qui viennent de Niagara Falls.

Q. Vous avez mis ces vins-là en vente sous le nom de "Native Sherry"?

R. Oui.

Q. Maintenant, qu'est-ce que veulent dire les mots "*shipped to Bright and Co.*"?

R. C'est une simple annotation, que M. Daoust pourra vous expliquer.

Q. Personnellement, vous ne pouvez pas le dire?

R. Non.

Q. Apparemment, ce serait de la marchandise que vous auriez expédiée à Bright & Cie, de Niagara, après l'avoir mélangée?

M. BERCOVITCH.—Il ne le sait pas.

LE TÉMOIN.—Je ne sais pas.

Par M. DURANLEAU:

Q. Apparemment ce serait cela?

M. BERCOVITCH.—Il ne le sait pas.

M. DURANLEAU.—C'est à lui à répondre, monsieur Bercovitch, ce n'est pas à vous.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin vient de dire qu'il ne sait pas.

M. DURANLEAU.—Il l'a dit après M. Bercovitch.

Par M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, voici un mélange qui apparaît dans le livre et où on voit, écrit à l'encre rouge, la note "*Shipped to Bright & Co.*", apparemment, cette marchandise a été envoyée à Bright & Co.

M. BERCOVITCH.—L'entrée parle par elle-même.

M. DURANLEAU.—C'est moi qui intéroge le témoin, monsieur Bercovitch, et c'est le témoin qui doit répondre, ce n'est pas à vous à répondre pour le témoin.

M. BERCOVITCH.—J'ai le droit de m'objecter aux questions, quand elles sont illégales.

Par M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, jurez-vous que vous ne pouvez en aucune façon expliquer les mots "*shipped to Bright & Co.*"?

R. Je le jure.

Q. Que l'on voit à ce mélange?

R. Oui.

Q. Nous avons ensuite le mélange 325, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. C'est le même mélange que le No 324?

R. Oui.

Q. Et la même explication?

R. Oui.

Q. Ainsi que pour le No 326?

R. Oui.

Q. 327?

R. Oui.

Q. 328?

R. Oui.

Q. Maintenant, voulez-vous donner la composition des mélanges que nous trouvons à la page 81, que vous auriez mis en vente sous le nom de "Richfort" exhibit N-1?

R. Nos. 329, 330, 331, 5 février, 1923, page 81: 58 gallons de Port Portoca M. Nicola; 12 gallons de "Special Vintage" de la maison Hudon Hébert & Cie; 2 gallons de Port Nicola "*Two Grapes*", de la maison Hudon Hébert & Cie; 3 gallons de Port supérieur, de la maison Hudon Hébert & Cie; 2 gallons de vin de messe, de la maison Hudon Hébert & Cie; 12 gallons de Port, de la maison P. Daoust; 16 gallons de Port "Spillman", de la maison Belisle; 8 gallons ditto, de la maison Renaud; 13 gallons de Port de la Commission des liqueurs de Québec.

Q. Même mélange qu'auparavant?

R. Oui.

Q. Est-ce la même chose pour les mélanges 330 et 331?

R. Oui.

Q. 332 aussi?

R. Oui.

Q. Vous paraissez avoir vendu un Port spécial dont les détails apparaissent aux mélanges Nos 334 à 337 inclusivement; voulez-vous donner le détail de ces mélanges.

R. No 334, 6 février, 1923: 10 gallons de Port "New York State", provenant de J. Fillion; 10 gallons "California," provenant de Charles Pagé; 10 gallons de Malaga, provenant de C. Galipeau; 14 gallons de Malaga, provenant de L. Ricard; 6 gallons de Port "Tawney", de L. Ricard; 10 gallons de "California" Port, de E. Hogue; 10 gallons de "California" Port, de D. Charron; 18 gallons de Port, de la maison F.-X. St Charles & Cie, et 21 gallons de la Commission des liqueurs de Québec.

Q. Formant un total de 129 gallons?

R. 129 gallons.

Q. Vous avez maintenant devant vous le No 335, 336 et 337?

R. Oui.

Q. Je vois qu'au No 338, votre mélange des pages 36 et suivantes revient sous le nom de "Native Port"; voulez-vous vérifier cela.

R. Mars le 6, 1923, No 388, Port Blend, 43 gallons.

Q. Qu'est-ce que c'est que ce Port Blend? C'est votre blending des pages 36 et suivantes?

Par M. BOUCHARD:

Q. C'est l'un des *blendings*?

R. C'est l'un des *blendings*. Mais cela n'apparaît pas ici; on dit: "Voir page 36".

PAR M. DURANLEAU:

Q. Regardez le chiffre.

R. Cela peut être un autre vin qui vaut le même prix.

Q. De quoi est composé le mélange?

R. 4 gallons de Blackberry Wine, de L. Chaput Fils & Cie; 5 gallons Mass Wine "Casana" de la maison J. Tar...; 1½ gallon de Mass Wine, de la maison Boivin Wilson & Cie; 121½ gallons de Port Niagara, de la maison Bright.

Q. Voulez-vous dire, monsieur Michaud, pourquoi vous ne vendez pas ces vins de Messe tels que vous les avez achetés, pourquoi vous en faites ainsi des mélanges que vous vendez sous le nom de "Native Port"?

R. Les vins de messe sont généralement des vins sucrés, qui s'allient bien aux vins "Native Port", et comme c'étaient des quantités de deux ou trois gallons, nous n'avons pas jugé nécessaire—le chef de cave n'a pas jugé nécessaire de mettre tous ces vins sous différentes étiquettes comme venant de telle et telle maison.

Q. Prenez, par exemple, les 5 gallons de vin de messe "Casana" de la maison Tardif; est-ce que vous ne pourriez pas vendre ce vin-là sous sa propre marque?

R. Non, cela ferait trop de marques. Vous allez en rencontrer encore plusieurs dans le parcours du livre. Il y en a à peu près 10 que je viens de nommer, cela aurait ajouté autant de marques différentes de vins de messe.

Q. Vous avez voulu simplifier votre liste de prix et faire apparaître vos marchandises comme étant de la fabrication de la Commission des liqueurs de Québec? C'était là votre but, d'après ce que je puis voir.

R. Non.

Q. Est-ce que tous ces mélanges-là ne sont pas vendus comme étant des mélanges de la Commission des liqueurs?

R. C'était vendu comme du "Niagara" Port, ou "Native Port".

Q. Vous avez vendu le mélange 388 sous le nom de "Niagara Port"?

R. Oui, mélangé avec des vins plus dispendieux et de meilleure qualité.

Q. Vous avez voulu donner à la marque "Niagara" une plus grande importance.

R. Non, parce que nous n'avons pas cette marque "Niagara" sur notre liste, nous l'appelons simplement "genre Port".

Q. Vous ne donnez pas de noms particuliers ou de marques aux vins de Port que vous vendez?

R. Nous les appelons "Native Port", "Native Sherry".

Q. Vous les vendez sous le nom de "Native Port" et "Native Sherry".

R. Sur les étiquettes nous mettons "genre Port" ou "genre Sherry".

Q. Mais, dans votre liste de prix, vous les indiquez sous le nom de "Native Port"?

R. Oui.

Q. Ou "Native Sherry"?

R. Oui.

Q. C'est pour établir les quantités seulement, pour les fins de comptabilité?

R. Oui. On les classe aussi comme étant du vin rouge ou du vin blanc.

Q. Vin rouge, et, entre parenthèses, "Native Port"?

R. Oui.

Q. Vin blanc, et, entre parenthèses, "Native Sherry"?

R. Oui.

Q. Ce sont les mélanges que vous venez de mentionner que vous vendez sous ces noms-là?

R. Et sur les étiquettes, on met "genre Port" ou "genre Sherry".

Q. Au No 385, le mélange que vous avez mis en vente sous le nom de "Native Port", je vois les mots "Native Port Desormeaux, 7 gallons, refusé", et je vois la même chose au No 388; qu'est-ce que cela veut dire?

R. Cela ne veut pas dire que le vin a été refusé. Cette note est écrite en dessous des chiffres, ce qui indiquerait que M. Desormeaux était en négociations, dans le temps, avec la Commission et que le vin a été refusé d'abord et accepté ensuite. Je crois qu'il y a eu discussion dans le temps avec les vendeurs au détail quand aux prix qu'ils nous demandaient pour leur marchandise.

Q. C'est pour cela que vous avez noté dans votre mélange, au crayon de mine, le mot "Refusé"?

R. Oui.

Q. C'est l'explication que vous donnez?

R. Oui—pour que la comptabilité se reconnaisse.

Q. Refusé quant aux prix?

R. Bien, aux débuts de la Commission, il y a eu discussion au sujet de certaines marchandises retournées par les vendeurs; on ne s'entendait pas sur les prix; ensuite, lorsque la marchandise eût été acceptée, nous l'avons entrée, et, pour fins de comptabilité, pour se reconnaître, ils ont mis, au crayon, dans le livre des mélanges, le mot "refusé".

Q. Voulez-vous donner la composition des mélanges Nos 390, 391 et 392, que vous avez vendus sous le nom de "Native Sherry", page 96.

R. 7 mars, 1923, mélange No. 372, 35 gallons, mélange No 369, 142 gallons; en tout, 177 gallons.

Q. Voulez-vous donner le détail du mélange No 369 qui apparaît dans le mélange 390.

R. 3 mars, 1923: "Native Sherry", de la maison Bright de Niagara, 162 gallons.

Q. Voulez-vous donner le détail qui apparaît à l'encre rouge.

R. 142 gallons du mélange No 390; 11 gallons en cruches et 9 gallons de lie ou résidu.

Q. Qu'est-ce que vous entendez par la "lie"? Est-ce le fond des tonnes?

R. Non. La "lie" est la partie constituante des vins, qui est solide et qui est filtrée. Lorsqu'on a fini d'embouteiller une barrique, il reste un résidu au fond de la barrique, et en filtrant ce résidu, on obtient 2 ou 3 gallons de vin, qui est reporté dans un autre mélange.

Q. Cela revient à ce que je disais: la "lie", ce sont les 2 ou 3 gallons qui restent dans le fond d'une tonne, après qu'elle a été vidée.

R. Lorsque nous l'avons filtrée, nous avons un bon produit, un vin pur.

Q. Je comprends cela, mais je vous prie de répondre à ma question: c'est ce qui reste au fond de la tonne n'est-ce pas? C'est bien cela?

R. C'est la partie qu'on ne peut pas embouteiller telle qu'elle est, parce qu'elle contient un dépôt.

Q. Vous filtrez ce résidu épais qui reste au fond de la tonne?

R. Oui.

Q. Et le vin que vous obtenez par ce filtrage, vous le mettez dans un autre mélange?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—M. Duranleau pose une série de questions et ne donne pas au témoin le temps d'y répondre.

M. DURANLEAU.—Je lui ai posé des questions simples et il y a répondu.

LE TÉMOIN.—Est-ce qu'il me serait permis de donner des explications au sujet de la lie?

PLUSIEURS MEMBRES DU COMITÉ.—Certainement.

LE TÉMOIN.—J'en ai ici une définition prise du dictionnaire scientifique de Larousse:

"LIE: Matière épaisse qui se dépose au fond d'un récipient contenant du vin. On recueille cette lie dont on extrait une proportion assez forte de vin. Les quantités varient suivant l'âge des vins et leur nature. Un vin très corsé et très chargé en... produira plus de lie qu'un vin léger, et dans deux vins de même nature, mais d'âges différents, le volume de lie sera plus considérable dans le vin jeune que dans le vin vieux."

PAR M. BOUCHARD:

Q. C'est un extrait de quel dictionnaire, dont vous venez de donner lecture?

R. Du dictionnaire scientifique de Larousse. Si la Commission n'utilisait pas cette lie, comme nous embouteillons à peu près 25,000 barils de liqueurs par année, à 2 ou 3 gallons par baril, nous perdriions 75,000 gallons de liqueurs.

Par M. BERCOVITCH:

Q. De bonne liqueur?

R. Oui.

Par LE PRÉSIDENT:

Q. C'est-à-dire que le fond du baril étant plus épais, on ne peut pas l'embouteiller tel qu'il est?

R. Non.

Q. Alors vous le filtrez?

R. Nous le filtrons.

Q. Et quand il a été filtré, vous l'embouteillez?

R. Oui.

Q. Il devient alors aussi clair que le reste.

R. Il devint aussi clair que le reste.

Q. Vous obtenez ainsi 2 ou 3 gallons de vin de même nature et de même qualité que le reste?

R. De même nature et de même qualité.

Par M. DURANLEAU:

Q. Voulez-vous, maintenant, donner la composition du mélange 398, que vous auriez mis en vente sous le nom de "Claret Spécial"?

R. 7 mars, 1923, No 398: Vieux stock des maisons de détail, 102 bouteilles...

On sait que, plus la marchandise est vieille, meilleure elle est.

Q. Ce que vous dites là, c'est une explication?

R. C'est une explication. Ce sont des bouteilles qui portaient des marques différentes qui nous ont été envoyées par des vendeurs de détail, lorsque la Commission a pris le commerce.

Q. Ce sont des vieux stocks de magasins dans tous les cas?

R. Oui.

Q. 102 bouteilles?

R. 102 bouteilles.

Q. Ensuite?

R. 8 $\frac{1}{3}$ gallons.

Q. Même chose?

R. Même chose.

Q. Ensuite?

R. 35 bouteilles de Claret Pinaud, $\frac{1}{2}$ bouteille de St-Julien, $\frac{1}{2}$ bouteille de St-Emilion, 1 bouteille de Chianti...

Le Chianti est un vin sec de même nature que le Bordeaux ordinaire.

...Lies de toutes espèces, 37 gallons; vidange des bouteilles retournées des magasins, 101 gallons.

Q. Formant un total de combien?

R. 152 $\frac{1}{3}$ gallons.

Q. C'était un claret spécial, celui-là?

R. Oui, des mêmes marques.

Q. Voulez-vous donner le mélange 426, page 105, que vous avez mis en vente sous la rubrique "Vin Canadien—Native Port".

R. Mars 10, 1923, mélange 426, page 65: 5 gallons de Native Port T. Labelle; 40 gallons provenant du mélange 447; 57 bouteilles de Sarto Sherry; 60 bouteilles de Mansanella Sherry; 165 bouteilles de Regina Sherry; 50 bouteilles de Martin Sherry; 6 bouteilles de Gordon Sherry; 24 bouteilles de Old Sherry; 2 gallons de Port, Native.

Par M. SAUVÉ:

Q. Tout cela est mélangé?

R. Oui. C'est meilleur que le Native Sherry.

M. SAUVÉ.—Cela dépend des goûts.

Par M. DURANLEAU:

Q. Je comprends que le même mélange se continue sur la page suivante; voulez-vous continuer la lecture.

R. 2 gallons de Native Sherry; 8 bouteilles de Pinaud Claret; 21 bouteilles de Château Lowdon Claret; 5 bouteilles de Domaine Tivoli; 9 bouteilles de Old Port Wine; 48 bouteilles de vin Rita Tonic. Comme tous les autres vins toniques, il ne contenait pas de tonique.

Par LE PRÉSIDENT.:

Q. C'était un vin ordinaire?

R. C'était un vin ordinaire.

Par M. DURANLEAU:

Q. C'était l'une des marchandises qui s'étaient vendues comme tonique par les différents marchands de qui vous aviez acheté ou chez lesquels vous aviez saisi?

R. Oui; mais ils ont perdu leurs patentes par la suite, parce que les vins ne contenaient pas assez de tonique, c'étaient des vins ordinaires.

Q. Continuez.

R. 116 bouteilles de vin Vital Tonique; 24 bouteilles de Native Port; 15 litres de Native Port; 381 litres de Native Port.

Q. Ce sont des Native Port de la Commission, cela, je suppose?

R. Les 381 litres, non; probablement que c'est de la marchandise retournée par les vendeurs.

Q. Ensuite.

R. 616 litres de Native Port Regina; 11 bouteilles de Port St-David, quarts; 23 bouteilles de Native Port; 3 bouteilles Manuel Barres Sherry; 6 bouteilles de vin mousseaux de la maison Girard; 7 bouteilles de V. . . Port; 2 bouteilles de San Antonio Port; 12 bouteilles de Invalid Port; 12 bouteilles de S. . . Tinto Port; 11 bouteilles de Fino d'Oporto Port; 25 bouteilles Emperor Sherry; 19 bouteilles Fine Old Sherry; 4 bouteilles de Style Madeiro; 9 bouteilles de Rave Old Sherry; 136 bouteilles de Sherry San Jose; 67 bouteilles de Sherry Trois-Etoiles Turner & Co; 93 bouteilles de Sherry Mareno; 36 bouteilles de Sherry Ovido; 125 bouteilles de Sherry Médecinal. . .

Sherry Médecinal qui ne contient pas de médecine; le mot médecinal est tout simplement une marque que l'on a donnée au vin.

Par LE PRÉSIDENT:

Q. C'est une marque de commerce?

R. C'est une marque de commerce.

Par M. DURANLEAU:

Q. Continuez?

R. 2 bouteilles de vin Salubre Port; 3 bouteilles de Port Red Heart; 8 bouteilles de Mariani Tonic. . .

Ne contient pas de tonique.

Par M. DURANLEAU:

Q. Qui le vendait? Nous allons le faire venir pour voir si son vin contenait des toniques.

R. Je puis le prendre en note, veuillez chercher son adresse et le faire venir.

Q. Voudrez-vous fournir à ce Comité les noms de tous les marchands de qui vous avez acheté ou chez qui vous avez saisi les vins qui apparaissent comme étant des vins toniques—les noms et les adresses?

R. Oui, monsieur.

Q. Pourriez-vous donner la composition de tous ces vins toniques, qui, d'après vous, ne contenaient pas de toniques, et que ces marchands vendaient sous un nom trompeur?

R. Je ne pourrais pas en donner la composition, mais, comme tous les marchands qui vendaient des toniques ont perdu leurs patentes parce que leurs toniques ne contenaient pas assez de tonique, c'est ce qui me fait dire que ces vins-là ne contenaient pas de toniques.

Q. C'est cela qui vous le fait dire, vous n'en connaissez pas la composition personnellement?

R. Non.

Q. Continuez la lecture des éléments entrant dans les mélanges. Nous en sommes au mélange 426.

R. 2 bouteilles de Rizat Port; 13 bouteilles de Watson Tonic; 12 bouteilles de Superior Old Port; 28 bouteilles de Fine Old Port; 21 bouteilles de Pesat Wine; 21 bouteilles de Jewish Old...

C'est du vin de Palestine, de la même famille.

... 11 bouteilles de Port St-Vincent; 12 bouteilles de Jose Miranda Port 17 bouteilles de Invalid Port; 86 bouteilles de Invalid Port; 71 bouteilles de vin St-François; 20 bouteilles de Invalid Port.

Par M. DURANLEAU:

Q. Vous ne vendez pas ce vin-là sous l'étiquette "Invalid Port" ?

R. Non. Tous les vins sont faits pour les invalides.

Q. Ce n'est pas ce que je vous demande; je vous demande si la Commission portait ce vin-là dans sa liste de prix sous le nom de Invalid Port.

R. Non.

Q. Vous êtes sûr de cela.

R. Oui.

Q. Continuez.

R. 425 bouteilles San Antonio Port, 392 bouteilles Duval Port, 232 bouteilles de la marque Doctor's Special Port; 378 bouteilles de Slow Wine.

Par M. BERCOVITCH:

Q. D'où venaient tous ces vins-là ?

R. Des marchands de gros et des marchands de détail.

Q. Vous ne connaissez pas les noms ?

R. Les noms ne sont pas mentionnés ici.

Par M. DURANLEAU:

Q. Continuez.

R. 124 bouteilles de Sprezza Port; 139 bouteilles de Senator Tonic; 59 bouteilles de Army and Navy Port; 103 bouteilles de Vintage Port; 39 bouteilles de Royalty Port; 35 bouteilles de Royalty Port, 6 bouteilles de Vin des Carmes; 12 bouteilles de Old Port Wine; 2 bouteilles de Invalid Port; 23 bouteilles de vin St-Paul; 13 bouteilles de Ramo Port; 2 bouteilles de Selected Old Port; 2 bouteilles de Red Sherry Wine; 1 bouteille de St-Augustin Port; 125 bouteilles de Native Port No 1; 33 bouteilles de Turner Port; 260 bouteilles de Cardinal Port; 59 bouteilles de Cardinal Port; 35 bouteilles de St-David Port; 4 bouteilles de Morgan Port; 3 bouteilles de Nectar Port; 1 bouteille de Pure Grape Wine; 9 bouteilles de Port Une-Etoile de Oakville; 2 bouteilles de Deux-Etoiles Oakville; 7 bouteilles de Sweet Oakville; 12 bouteilles de Santa Paulo Port; 11 bouteilles de Vin St-Michel; 6 bouteilles de Calebs Port; 43 bouteilles de Condola Brand Port; 12 bouteilles de Royalty Port.

En tout, 5,076 bouteilles.

Par LE PRÉSIDENT:

Q. C'est le mélange 426, cela ?

R. Oui, vendu sous le nom de Native Port.

Q. Quelle quantité?

R. 5,076 bouteilles.

Je, soussigné, sténographe officiel, déclare et certifie que les dix-huit pages qui précèdent sont et contiennent une transcription fidèle et exacte de la preuve prise par moi à cette enquête, à la séance ci-dessus mentionnée. Et j'ai signé.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

31 MARS, 1925—SÉANCE DU SOIR

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J.-E. PERRAULT

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, avant de continuer l'enquête, je désirerais avoir un rapport au sujet des témoins que nous avons fait assigner depuis le commencement de cette enquête.

LE SECRÉTAIRE.—Ils ont été assignés par lettres enregistrées.

M. DURANLEAU.—Avez-vous eu des réponses de ces témoins? Est-ce qu'il y en a qui se sont rapportés?

LE SECRÉTAIRE.—Personne ne s'est rapporté à moi, mais, je sais qu'il y en a ici dans la salle.

M. DURANLEAU.—Avez-vous la liste des témoins? Voulez-vous en faire l'appel.

Le Secrétaire appelle les témoins suivants:

J.-Adélarde Gravel, entrepreneur, 23 rue Sherbrooke, Montréal (Il ne répond pas).

Adélarde Villeneuve, 253, Troisième Avenue, Pointe-aux-Trembles, près Montréal. (Il ne répond pas).

M. Boucher et J. Benning, rue Notre-Dame, Montréal. (Il ne répond pas).

P.-V. Carle, 551 Wolfe, Montréal. (Il ne répond pas).

M. Nightingale, Montréal. (Ne répond pas).

F.-X. DeGranpré, Commission des liqueurs, ville de Montréal (Présent).

Stanislas Dupuis. (Ne répond pas).

Le Major René Larocque, Hôpital Ste-Anne de Bellevue. (Ne répond pas)

Maurice Lacharité, 23, rue Laurier, Sherbrooke. (Présent).

René Bouchard, gérant du magasin de la Commission des liqueurs de la rue Peel, à Montréal. (Présent).

E.-P. Dupuis. (Présent).

Stanislas Dupuis. (Présent).

Dr. A. Dupuis. (Présent).

R.-H. Houllé. Coaticook (Ne répond pas).

John Boudreau, chef de police, Coaticook, (Présent).

C.-E. Lemoine. (Présent).

R.-E. Lemoine. (Présent).

W.-J. O'Neil et Arthur Vincent, de Coaticook. (Présents).
Joseph Deslauriers. (Présent).
Henri Deslauriers. (Ne répond pas).
W. George, de William George, Limited, 1185, St-Jacques, Montréal
(Ne répond pas).
Chas. Stuart. (Ne répond pas).
Jos. Wright, (Montréal. (Ne répond pas).
F.-X. DeGranpré. Commission des Liqueurs, Montréal (Présent).
M. E.-C. Dulude. (Corbyville, Ontario (Ne répond pas).
Ralph Scott, Commission des liqueurs. (Présent).
Napoléon Drouin. (Ne répond pas).
Joseph Boutet, 78 St-Joseph. (Ne répond pas).
M. Falardeau, de l'Hospice St-Charles. (Ne répond pas).

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je crois qu'il va falloir prendre un autre moyen que des lettres enregistrées pour assigner les témoins qui n'ont pas répondu à leur nom.

(Le président donne instruction au secrétaire de communiquer avec les témoins qui n'ont pas répondu à leur nom et de leur dire que leurs dépenses de voyage seront payées.)

M. DURANLEAU.—Il y a le capitaine Larocque, qui, je suis informé, est à l'Hôpital de Ste-Anne de Bellevue.

LE PRÉSIDENT.—Est-il malade ?

M. DURANLEAU.—Il n'est pas malade pour ne pas pouvoir sortir.

(Le président donne instruction au chef Rioux de téléphoner à M. Larocque, à l'Hôpital Ste-Anne de Bellevue.)

M. DURANLEAU.—Dans tous les cas, monsieur le Président, je demande que les témoins que vous ne pourrez pas atteindre par téléphone, qui ne vous promettent pas de venir, en communiquant avec eux par téléphone, soient assignés en la manière ordinaire, avec un subpœna et leurs frais de passage.

LE PRÉSIDENT.—C'est bien, nous allons envoyer le chef Rioux avec des subpœna et de l'argent.

Donnez la liste des témoins absents et on y verra.

M. DURANLEAU.—Maintenant, Monsieur le Président, comme le témoignage du gérant général de la Commission va être très long, et que nous avons ici, ce soir, plusieurs témoins qui viennent de loin et dont les témoignages seront assez courts, je crois qu'il serait de l'intérêt de ces citoyens, et aussi du Comité, qu'ils soient entendus immédiatement afin qu'ils soient libérés et puissent s'en retourner chez eux. Je demande à faire entendre tout de suite M. Joseph Deslauriers.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le témoignage de M. Michaud doit être bien long ?

M. DURANLEAU.—Très long. Il y a encore la question des profits et cela va être encore bien long. Comme M. Michaud devra être ici tout le long de l'enquête, il me semble qu'il vaudra mieux suspendre son témoignage pour libérer ces gens-là, dont les témoignages ne seront pas longs.

LE PRÉSIDENT.—Le témoignage de M. Michaud est suspendu à la demande de M. Duranleau.

JOSEPH-JOACHIM DESLAURIERS, de Limoilou, comparait et est assermenté.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Où demeurez-vous, Monsieur Deslauriers?

R. A Limoilou, Québec.

Q. Quelle est votre occupation.

R. Capitaine de navire.

Q. Depuis longtemps?

R. Depuis trois ans.

Q. En quelle qualité avez-vous travaillé, durant la saison d'été de 1923?

R. Comme capitaine.

Q. Sur plusieurs navires?

R. Sur deux navires.

Q. Lesquels?

R. Sur le "BERNARD M" et le "NAPOLÉON L".

Q. Dans quelles circonstances avez-vous été engagé comme capitaine du navire "BERNARD M"?

R. Pour naviguer entre Montréal, St-Pierre Miquelon et New-York, à la haute mer.

Q. Quelle espèce de navire est le "BERNARD M"?

R. C'est un navire côtier, navire en bois.

Q. Qui vous a engagé?

R. *W. George Limited*, de Montréal.

Q. Qui avait nolisé ce navire?

R. *W. George* de la ville de Montréal.

Par M. BERCOVITCH:

Q. Une charte-partie?

R. Non, je crois qu'il était propriétaire.

Q. Le bateau a été affrété par charte-partie?

R. Je ne puis dire.

Q. Vous devez avoir un écrit?

R. Non, je n'ai aucun écrit.

LE PRÉSIDENT.—Il était capitaine seulement.

M. BERCOVITCH.—Oh ! je vous demande pardon.

R. Vous dites que ce navire a été nolisé par *W. George*, de *W. George Limited*, de Montréal?

R. Oui.

Q. Savez-vous à qui appartenait ce navire?

R. *A. M. George*, de la ville de Montréal, parce que j'ai été engagé par lui.

Q. Où avez-vous été engagé?

R. A Montréal, à son office.

Q. A 1185 St-Jacques?

R. Pardon, c'était sur la rue Notre-Dame, dans le temps.

Q. Dans le temps il était sur la rue Notre-Dame.

R. Oui.

Q. En tout cas, c'était au bureau de W. George, Limited?

R. Oui.

Q. A quelle date avez-vous pris charge du "BERNARD M"?

R. Le 11 mars, 1923.

Q. C'est un navire de quel tonnage?

R. De 394 tonneaux, je crois, de registre.

Q. D'après le registre du navire?

R. Oui.

Q. Avez-vous travaillé longtemps en qualité de capitaine de ce côtier?

R. Du 11 mars au 1er octobre, 1923.

Q. Où avez-vous pris le navire, vous?

R. A Halifax, Nouvelle-Écosse.

Q. A quelle date?

R. Le 14 mars.

Q. Avez-vous fait plusieurs voyages?

R. J'ai fait deux voyages à bord.

Q. Le premier?

R. De Halifax à St-Pierre Miquelon et à la haute mer.

R. Et le deuxième voyage?

R. De Sydney, Nouvelle-Écosse, à Montréal.

Q. A quelle date êtes-vous arrivé à Montréal?

R. Le 14 de juillet.

Q. 1923?

R. 1923.

Par M. BERCOVITCH:

Q. Avec le "BERNARD M"?

R. Oui.

Par M. DURANLEAU:

Q. Aviez-vous à bord d'autres personnes qui avaient été engagées par M. George?

R. Chas. Stewart, qui était *super cargo*.

Q. D'autres personnes?

R. Non, pas à bord.

Q. Henri Deslauriers était-il à bord?

R. Oui, c'était mon premier officier.

Q. C'était votre premier officier?

R. Oui.

Q. Engagé par qui?

R. Par moi.

Par LE PRÉSIDENT:

Q. Henri Deslauriers, c'est votre frère?

R. Oui.

Par M. DURANLEAU:

Q. Qui était l'ingénieur du côtier "BERNARD M"?

R. Leonard Burton.

Q. Et vous dites que vous êtes arrivé à Montréal vers le... ?

R. 14 de juillet.

Q. Avez-vous été longtemps à Montréal ?

R. Du 14 de juillet au 29 de juillet au matin.

Q. A quel endroit avez-vous accosté à Montréal ?

R. Je me suis accosté en arrivant à Montréal au pied du premier lock du canal Lachine, et j'ai redescendu au quai Laurier le dimanche soir, le lendemain.

Q. Et vous êtes resté là jusqu'au 29 juillet ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que vous attendiez ?

R. Mon chargement.

Q. Quel chargement ?

R. Un chargement de liqueurs.

Q. Avez-vous pris un chargement ?

R. Oui.

Q. A quelle date ?

R. Le 28 juillet

Q. Quelles espèces de liqueurs a-t-on chargées sur ce côtier ?

R. Du Old Charter, rye américain.

Q. Quelle quantité ?

R. 2000 caisses.

Q. Qui a transporté à bord du "BERNARD M" ces 2000 caisses de Old Charter ?

R. Des camions-automobiles et des teams de chevaux.

Q. Combien cela a-t-il pris de temps pour charger les 2000 caisses ?

R. Depuis à peu près 2 h. de l'après-midi jusqu'à peu près 6 h. du soir.

Q. D'où provenait cette boisson.

R. On m'a dit...

M. BERCOVITCH (interrompant): Non, pas ce qu'on vous a dit.

LE PRÉSIDENT.—Parlez de choses que vous connaissez personnellement pas de "on dit".

Par M. DURANLEAU:

Q. D'après les étiquettes ?

R. De la Commission des liqueurs.

Q. D'après les étiquettes sur les enveloppes ?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cela.

LE PRÉSIDENT.—Si les enveloppes étaient forgées ?

M. DURANLEAU.—On verra ensuite.

LE PRÉSIDENT.—Il ne le sait pas, lui. Qu'il parle de choses à sa connaissance.

M. SAUVÉ.—(Au témoin): A votre connaissance.

Par M. DURANLEAU:

Q. D'après les étiquettes, les enveloppes, d'où provenait cette boisson-là ?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à la question, ça n'est pas la meilleure preuve.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas que la question suppose une connaissance suffisante; vous dites: d'après les étiquettes et les enveloppes. Peut-être que vous pourriez demander quelles étiquettes les colis portaient.

M. DURANLEAU.—Laissez répondre le témoin, il va l'expliquer; c'est au témoin à expliquer.

LE PRÉSIDENT.—On ne peut pas dire, d'après les étiquettes, d'où la boisson provenait-elle? à moins que ce soit à sa connaissance personnelle. Je crois que l'objection à la question telle que posée, est bien prise.

M. DURANLEAU.—La question est posée, je demande une adjudication.

LE PRÉSIDENT.—Je ne crois pas que la question soit dans l'ordre monsieur Duranleau.

M. DURANLEAU.—Dois-je comprendre que c'est la décision du Président?

LE PRÉSIDENT.—En autant que je suis concerné, mais le Comité peut renverser ma décision.

M. DURANLEAU.—Alors, vous décidez que la question est hors d'ordre?

LE PRÉSIDENT.—Je décide que la question est hors d'ordre.

Par M. DURANLEAU:

Q. Comment était étiquetée et emballée la marchandise en question.

R. La marchandise était emballée et marquée de la Commission des liqueurs sur les emballages, avec le prix de \$5.25 la bouteille.

Q. Avec le prix marqué sur quoi?

R. Sur l'emballage et sur le label de la bouteille.

Q. Sur l'emballage et l'étiquette de la bouteille?

R. Oui.

Q. Les étiquettes ou labels, quelle en était la nature? Qu'est-ce qu'il y avait de mentionné sur ces étiquettes-là?

R. Il y avait le nom de la liqueur, et sur, l'emballage "emballé par la Commission des liqueurs".

Q. Sur l'emballage même.

R. Oui.

Q. Était-ce imprimé, cela?

R. Oui, c'était imprimé.

Q. Qui a vu, à votre connaissance, au chargement de ces 2000 caisses de Old Charter?

R. W. George, de Montréal, et James Wright.

Q. Et un nommé James Wright?

R. Oui.

Q. Qui travaillait pour qui?

R. Pour W. George.

Q. Avez-vous eu occasion de les rencontrer souvent, durant les quinze jours que votre côtier est resté à Montréal, attendant son chargement?

R. James Wright, je l'ai vu à peu près tous les jours.

Q. Et M. George ?

R. M. George, je l'ai vu moins souvent. Je suis allé au bureau plusieurs fois et il est venu quelquefois à bord.

Q. Est-ce que M. Wright vous a donné des raisons pourquoi ça prenait tant de temps pour le chargement du bateau.

LE PRÉSIDENT.—C'est du oui-dire, cela, monsieur Duranleau, il faudrait demander cela à M. Wright lui-même.

M. DURANLEAU.—Je le lui demanderais bien, mais il n'est pas ici.

M. BERCOVITCH.—Que l'on pose la question à M. Wright.

M. DURANLEAU.—Je la lui poserai quand il sera ici.

LE PRÉSIDENT.—Il faut attendre qu'il soit ici. Parce que M. Wright est absent aujourd'hui, vous ne pouvez pas faire rapporter des oui-dire par ce témoin-ci.

M. DURANLEAU.—Ce témoin-ci peut toujours vous dire ce que M. Wright faisait.

LE PRÉSIDENT.—Ce que M. Wright faisait, peut-être; mais, vous demandiez au témoin de rapporter ce que M. Wright avait dit, du moins c'est ce que j'ai compris.

Par M. DURANLEAU :

Q. Qu'est-ce qu'il faisait, M. Wright, à bord ?

R. M. Wright était mon directeur.

Q. Qu'est-ce qu'il a fait, durant ces quinze jours.

R. Il s'est occupé du chargement.

Q. Il s'est occupé du chargement.

R. Oui.

Q. Et il n'a apporté le chargement que le 29 de juillet.

R. Le 28.

Q. Qu'est qu'il vous a dit pour justifier le retard qu'il apportait à charger votre navire.

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à la question.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que l'objection est bien prise, c'est du oui-dire. La meilleure preuve, ce serait le témoignage de M. Wright lui-même. L'objection est maintenue—quant à moi.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, avant que votre décision ne soit rendue, je tiens à vous rappeler que vous avez deux poids et deux mesures. Quand il s'est agi de faire rapporter des déclarations par des témoins qui étaient favorables à la majorité de ce Comité, au sujet d'une prétendue cargaison qui aurait été transportée en haute mer, près de New York, ce qui n'intéressait en aucune façon la Commission des liqueurs, vous avez permis ces déclarations, prétendant que cela était de nature à renseigner l'autorité.

LE PRÉSIDENT.—Je ne me rappelle pas à quelle question vous faites, allusion. Si elle a été permise, c'est peut-être parce qu'il n'y a pas eu d'objection de faite.

M. DURANLEAU.—Je vous demande pardon, il y a eu des objections et vous avez permis les déclarations; vous avez fait rapporter des déclarations par M. Van Dyke, par M. Nelligan, par M. Brien, des déclarations de celui-ci, de celui-là, malgré nos objections. Maintenant que nous commençons à vouloir enquêter sur le bootlegging de la Commission des liqueurs, je vois que vous avez des membres dans ce comité qui sont bien stylés pour s'objecter, même avant que les questions ne soient posées et pour être prêt à rendre une décision qui fasse l'affaire de la majorité.

M. BERCOVITCH.—Je ne crois pas que mon savant ami ait le droit de faire semblables affirmations. Si je me rappelle bien, la question dont il parle était absolument différente. Il s'agissait d'une déclaration faite par une personne, quant à la connaissance de ce comité,—dans le commerce de bootlegging. Que ce fut sur la haute mer ou dans la province de Québec, ou ailleurs, elle fut faite directement par la personne impliquée. Ce n'est pas du tout la même chose.

M. DURANLEAU.—Je crois que M. Wright était assez intéressé pour qu'on puisse recevoir ses déclarations.

Par M. DURANLEAU:

Q. C'est M. Wright qui voyait à ce chargement-là.

R. Oui.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit pour justifier le retard qu'il a apporté à le faire?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à la question.

LE PRÉSIDENT.—Cette objection doit être maintenue.

Par M. DURANLEAU:

Q. Qu'est-ce que M. George vous a dit au sujet de ce chargement?

LE PRÉSIDENT.—M. George a été assigné comme témoin, vous pourrez le lui demander.

M. DURANLEAU.—Il n'y a pas encore d'objection, Monsieur le Président.

M. BERCOVITCH.—J'objecte. Vous avez dit que j'avais été trop vite auparavant. J'attendais, cette fois-ci.

Par M. DURANLEAU:

Q. Qu'est-ce que M. George vous a dit au sujet de ce chargement?

M. BERCOVITCH.—Objecté à cette question comme illégale.

LE PRÉSIDENT.—C'est la même chose.

M. SAUVÉ.—Quel est l'intérêt du comité de s'objecter à cela?

LE PRÉSIDENT.—Ces gens-là viendront, vous pourrez leur demander les déclarations qu'ils ont faites.

M. DURANLEAU.—Ils ne sont pas ici, pas un seul n'a répondu à l'appel de son nom.

M. BERCOVITCH.—Ils vont être ici.

M. DURANLEAU.—Nous verrons quand ils seront ici, nous les interrogerons sur ce point-là; en attendant, je sou mets qu'il est de l'intérêt du comité de connaître les déclarations faites par ces gens-là au témoin.

M. BERCOVITCH.—Même en attendant, il faut que l'on pose des questions légales.

LE PRÉSIDENT.—Ils ont pu faire n'importe quelles déclarations.

M. DURANLEAU.—Vous avez posé des question illégales à vos témoins.

M. BERCOVITCH.—Pourquoi ne vous y êtes-vous pas objecté?

M. DURANLEAU.—Nous nous sommes objectés et le Président a rendu jugement en votre faveur, et la majorité a décidé en votre faveur.

M. BERCOVITCH.—C'était un bon jugement.

M. TÉTREAU.—Le jugement de la force.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je maintiens ma question.

LE PRÉSIDENT.—Je suis obligé de maintenir ma décision.

M. DURANLEAU.—Je maintiens ma question, monsieur le président, et je demande le vote du Comité.

M. SAUVÉ.—Le comité est-il suffisamment renseigné pour se prononcer?

LE PRÉSIDENT.—Tout le monde a écouté la discussion avec attention. Tous ceux qui sont en faveur que le témoin rapporte des conversations qui ont eu lieu avec des étrangers, diront oui.

M. LANGLAIS.—Avant que le vote ne soit appelé, je sou mets, monsieur le Président, que nous ne faisons pas une enquête sur les déclarations du témoin, mais sur les opérations de la Commission des liqueurs, et toute déclaration qui a pu être faite par un témoin, se rapportant à cette chose-là, devrait être permise. Voici un témoin qui nous a dit qu'il a été engagé comme capitaine d'un bateau, qu'il a chargé sur ce bateau une cargaison de marchandises étant des liqueurs, et que les personnes intéressées dans le chargement étaient M. George et l'autre personne qu'il a mentionnée. Je crois que l'objet même du contrat était du bootlegging, et il s'agit maintenant, non pas de déclarations de n'importe qui, mais de la personne même intéressée dans ce contrat, du propriétaire même du bateau, ou du chargement du bateau. Si le propriétaire de ce chargement a eu des relations quelconques avec la Commission des liqueurs, il me semble que nous pouvons le demander à n'importe quel témoin. Il me semble que cette enquête devrait être conduite autrement que selon les principes de la preuve en matière civile, autrement qu'une cause ordinaire

devant les tribunaux, où on ne peut pas faire de preuves par des "on dit". Il me s'agit pas, maintenant, de prouver un contrat, mais simplement de mettre un fait devant le comité. Il me semble que tout ce qui peut tendre à prouver la nature de la transaction qui a été faite dans cette circonstance là, doit nous intéresser et devrait être permis. Nous avons ici le capitaine du navire, le maître du bord; il me semble qu'il serait intéressant de savoir les instructions qui lui ont été données et les déclarations qui lui ont été faites.

M. BERCOVITCH.—On ne peut pas lui demander ce qu'un tel ou un tel lui a dit.

M. LANGLAIS.—On lui demande ce qui a été la cause du retard dans le chargement de la cargaison.

M. BERCOVITCH.—Si M. George était ici comme témoin, et si vous lui demandiez: "Avez-vous fait telle ou telle chose", et qu'il répondrait non, alors vous pourriez lui demander: Avez-vous fait une déclaration contraire à un tel? cela serait légal; mais, pas la question telle qu'elle est posée maintenant.

M. DURANLEAU.—Nous ne sommes pas devant une Cour de justice.

M. BERCOVITCH.—Le comité est ici pour rendre justice à tout le monde.

LE PRÉSIDENT.—Nous ne sommes pas pour faire rapporter des "on dit".

M. DURANLEAU.—Je demande le vote, monsieur le Président. Ceux qui sont en faveur que le témoin rapporte les déclarations qui ont été faites au témoin par M. Wright et M. George, diront "oui", ceux qui sont contre, diront "non" (Le vote est pris)

LE PRÉSIDENT.—Treize ont dit non, huit ont dit oui. La décision du Président est maintenue.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Deslauriers, durant les quinze jours en question, que le côté "BERNARD M" est resté au quai de Montréal, voulez-vous dire ce qu'ont fait M.M. Wright et George, à votre connaissance?

R. M. Wright est venu à bord, à peu près tous les jours, et M. George est venu seulement quelquefois.

Q. M. Wright voyageait du bateau à la ville?

R. Oui.

Q. Savez-vous où il allait dans la cité de Montréal?

R. Je ne l'ai pas suivi partout, mais je sais qu'il allait au bureau de M. George, parce que, quand j'allais au bureau de M. George, je l'ai vu souvent là.

Q. Est-il allé ailleurs, à votre connaissance?

R. Le matin qu'il m'a dit que notre chargement était prêt, nous avons fait une course en automobile jusque vers le Parc Dominion.

Par LE PRÉSIDENT:

Q. Qui cela? Vous, vous avez fait cette course-là?

R. Oui.

Par M. DURANLEAU:

Q. En compagnie de qui?

R. De M. Wright.

Q. Y avait-il un magasin ou un entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec, près du Parc Dominion?

R. Moi, je ne le connaissais pas, il me l'a dit.

Q. Quel était l'objet de votre voyage dans ces parages-là?

R. Il ne m'a pas dit que c'était prêt; seulement, il a débarqué, ensuite, il est revenu, il a rembarqué dans l'auto, et nous sommes revenus à bord.

Q. Il est débarqué de l'auto et il est entré où?

R. Soit disant à l'entrepôt des liqueurs, qu'il m'a dit.

Q. En bas de la rue Notre-Dame?

R. En bas de la rue Notre-Dame. Je sais que ce n'est pas loin du Parc Dominion.

Q. Était-ce l'entrepôt de M. Caron?

R. Je ne sais pas.

Q. Dans tous les cas, c'était un entrepôt de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Pardon, vous n'avez pas droit de dire cela; le témoin vient de dire qu'il ne le sait pas.

Par M. DURANLEAU:

Q. Dans tous les cas, vous avez vu qu'il était débarqué de la voiture?

R. Oui.

Q. Et qu'il était entré?

R. Oui.

Q. Dans un grand édifice?

R. Dans un entrepôt, en autant que j'ai pu le voir.

Q. Qu'il vous a dit être l'entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec?

R. C'est ce qu'il m'a dit.

Q. Et c'est dans l'après-midi de ce jour-là?...

R. Oui.

Q. Que les voitures et les camions sont arrivés à votre navire avec les 2000 caisses de Old Charter?

R. Oui.

Q. Empaquetées, avec des étiquettes de la Commission des liqueurs de Québec sur les paquets?

M. BERCOVITCH.—Je vous demande pardon. Ce n'est pas une question loyale et elle n'est pas posée loyalement. Ce que le témoin a déclaré, c'est qu'il y avait sur les paquets des étiquettes, comme suit: "Commission des liqueurs de Québec". La question présuppose que c'étaient des bouteilles et qu'elles venaient réellement de la Commission des liqueurs de Québec. Ce n'est pas une inférence qui découle justement de la réponse donnée par le témoin.

LE PRÉSIDENT.—Cela n'est pas prouvé.

Par M. DURANLEAU.—Maintenant, monsieur Deslauriers, êtes-vous resté longtemps à Montréal, après avoir reçu le chargement en question?

R. Je suis parti le lendemain, à 4 h. du matin.

Q. Avez-vous obtenu des documents de la douane?

R. Certainement.

Q. Ce que vous appelez vos "clearance papers"?

R. Autrement, je ne serais pas parti.

- Q. Qui est allé chercher les documents en question?
R. M. Georges et moi, à la douane.
- Q. Est-ce que la quantité de boisson que vous aviez à bord a été mentionnée dans les documents.
R. Oui.
- Q. 2000 caisses?
R. Oui. C'était un connaissance, un bill of lading.
- Q. Vous êtes parti à 4h. du matin, le 29 juillet?
R. Oui.
- Q. Où êtes-vous allé?
R. A St-Pierre Miquelon.
- Q. Qui était à bord?
R. Chas. Stewart, comme *super-cargo*.
- Q. L'employé de M. George dont vous avez parlé tout à l'heure?
R. Oui, et comme équipage, mon équipage.
- Q. Henri Deslauriers?
R. Oui.
- Q. Burton, l'ingénieur?
R. Oui.
- Q. Y en avait-il d'autres?
R. Il y avait mon second ingénieur, le cuisinier, les chauffeurs, tout l'équipage, complet.
- Q. Vous vous êtes rendus à St-Pierre Miquelon?
R. Oui.
- Q. Quand êtes-vous arrivé à St-Pierre Miquelon?
R. Je ne pourrais pas dire la date au juste—je crois que j'ai cela dans mes notes du bord—à peu près trois jours après.
- Q. Trois jours après.
R. A peu près.
- Q. Qu'est-ce que vous avez fait ensuite?
R. J'ai complété mon chargement à St-Pierre Miquelon.
- Q. Vous avez complété votre chargement, de quelle espèce de marchandise?
R. Canadian Club Champagne et du Brandy.
- Q. Et où êtes vous allés ensuite?
R. Sur la haute mer, au large de New-York.
- Q. Est-ce que toute la cargaison a été vendue?
R. Oui, monsieur.
- Q. Sur la haute mer?
R. Oui.
- Q. Qui a reçu le produit de toutes ces ventes?
R. M. Wright.
- Q. M. James Wright?
R. M. James Wright.
- Q. Vous rappelez-vous à quel prix il vendait ces marchandises?
R. Oui, parce que j'ai coopéré à la vente.
- Q. Combien avez-vous vendu le Old Charter?
R. On a vendu du Old Charter \$48., \$50, et \$55. la caisse.
- Q. Avez-vous été longtemps en haute mer pour faire cette vente?
R. J'ai été entre 58 et 62 jours.
- Q. Avez-vous dit au début de votre témoignage, que, les prix étaient de \$5.25?

R. Oui, de \$5.25.

Q. La bouteille?

R. La bouteille.

Q. Alors, comment M. Wright pouvait-il vendre sa marchandise?

R. Cela, je ne sais pas. Le prix était marqué sur la bouteille.

Q. \$5.25 était le prix qui apparaissait sur l'étiquette?

R. Sur l'étiquette.

M. NICOL.—C'était de la contrebande, cela est facile à voir; si c'eut été de la liqueur de la Commission, il ne l'aurait pas vendu \$50. la caisse.

M. DURANLEAU.—Est-ce un jugement que vous rendez?

M. NICOL.—Oui.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous le faire enregistrer?

M. NICOL.—Je n'y ai pas d'objection, mais vous ne le direz pas.

LE TÉMOIN.—Je ne serais prêt à dire que c'était de la contrebande, parce que c'était au large de New York. C'était absolument légal, ce n'était pas de la contrebande.

Q. Est-ce que ce n'était pas marqué \$3.25 sur la bouteille?

R. Non.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. Monsieur Deslauriers, vos papiers de "clearance", où les avez-vous pris?

R. A la douane, à Montréal.

Q. En avez-vous conservé des copies?

R. Non, monsieur, c'est une chose qu'on ne garde jamais.

Q. Est-ce que vous n'en avez pas gardé à bord du bateau?

R. Non. Ces papiers-là, ordinairement, la douane en garde une copie et le capitaine laisse l'autre copie à la douane de destination.

Q. Dans ce cas-ci, vous n'étiez pas obligé d'en laisser une copie à la douane de destination?

R. J'étais toujours obligé de les laisser en revenant.

Q. En revenant?

R. Certainement.

Q. Avez-vous fait une déclaration exacte à la douane de Montréal.

R. Certainement.

Q. De tout ce qu'il y avait à bord?

R. Oui. Parce que, quelle que soit la nature du chargement, à la douane, il faut absolument donner la nature du chargement.

Q. Pour quel pays avez-vous pris vos papiers?

R. Pour St-Pierre Miquelon.

Q. C'était pour aller directement à ce pays-là, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que cette cargaison devait être déchargée là?

R. Quand je suis parti, je ne savais pas si elle devait être déchargée ou non.

Q. D'après vos papiers de "clearance"?

R. Le chargement était consigné à C. P. Chartier, St-Pierre Miquelon. D'après mes papiers je devais décharger la cargaison, parce qu'il faut payer les droits à St-Pierre Miquelon, et s'ils ne la font pas décharger, ils la prennent sous leurs risques.

L. A. CUSSON,
Sténographe.

M. DURANLEAU appelle le témoin Lacharité.

M. NICOL.—Nous avons suspendu l'interrogatoire de M. Michaud pour entendre un témoin, j'insiste maintenant pour continuer le témoignage de M. Michaud.

M. DURANLEAU.—Les employés de la Commission doivent rester ici pendant toute la durée de l'enquête, alors je ne vois pas pourquoi on ne ferait pas entendre d'abord les témoins qui doivent s'en retourner chez eux, aussitôt qu'ils auront été interrogés.

Le président et le comité acquiescent à la demande de M. Duranleau.

MAURICE ALFRED LACHARITÉ, de la ville de Sherbrooke, est maintenant appelé et assermenté.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Lacharité, je comprends que vous demeurez en la cité de Sherbrooke, province de Québec.

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis longtemps?

R. Depuis mon enfance, je suis né là.

Q. Y a-t-il des magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Sherbrooke.

R. Il y en a deux dans le moment.

Q. Est-ce que ces deux magasins-là ont existé depuis le commencement des opérations de la Commission des liqueurs en 1921?

R. Non, monsieur.

Q. Depuis combien de temps?

R. C'est-à-dire, il y en a un qui existe depuis le mois de juin, 1921, et le deuxième, je ne me rappelle pas quand il a été ouvert.

Q. Avez-vous travaillé, vous, dans l'un de ces magasins-là?

R. Oui.

Q. Lequel?

R. Le No 38.

Q. Où est-il situé?

R. Sur la rue King, en face de l'hôtel Queen.

Q. Quand avez-vous commencé à travailler dans ce magasin-là?

R. Trois mois après son ouverture. Il a été ouvert le 13 juin, 1921, je crois.

Q. Qui en était le gérant?

R. M. J.-A. Bouthillier.

Q. Qui en est le gérant actuellement?

R. La même personne.

Q. Avez-vous travaillé longtemps à ce magasin-là?

R. Deux ans et quelques mois.

Q. Quand avez-vous cessé d'y travailler?

R. Après deux ans et quelques mois.—en octobre, je crois—c'est à peu près octobre.

Q. En octobre, 1923?

R. Oui, à peu près cela.

Q. Est-ce cela?

R. Oui.

Par M. BERCOVITCH:

Q. Pourquoi avez-vous cessé de travailler là ?

M. DURANLEAU.—S'il vous plaît, monsieur Bervocitch, attendez donc votre tour, vous l'interrogerez tout à l'heure.

M. BERCOVITCH.—Avez-vous objection à ce que je pose cette question-là maintenant ?

M. DURANLEAU.—Oui, j'y ai objection.

M. BERCOVITCH.—Si vous avez objection, je retire ma question, je vais attendre.

Par M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous eu connaissance, monsieur Lacharité, qu'il se faisait un commerce autrement qu'à la bouteille, à ce magasin là ?

R. Ce serait assez difficile de le prouver, parce que je n'ai pas eu connaissance du chargement.

M. BOUCHARD.—Ah ! Ah !

Par M. DURANLEAU:

Q. Vous n'avez pas eu connaissance du chargement ?

R. Non, monsieur.

Q. De quoi avez-vous eu connaissance ?

R. Du "punchage", au "Cash", en partie, mais je ne savais pas pourquoi au juste, en quoi ça consistait, qui en était l'acheteur, ni rien de cela ; mais je sais qu'on n'en était pas les vendeurs.

Q. Vous n'en étiez pas les vendeurs ?

R. Non, monsieur.

Q. Ce n'était pas vous qui vendiez ?

R. Non, monsieur.

Q. Qui faisait les ventes ?

R. D'après ce que je puis voir, . . .

Par LE PRÉSIDENT (interrompant):

Q. Le savez-vous personnellement ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—Parlez de ce que vous connaissez, pas de commérages.

M. DURANLEAU.—Bien, monsieur le Président, laissez donc le témoin répondre ; nous allons voir ce qu'il va dire.

LE PRÉSIDENT.—Nous ne sommes pas ici pour établir des commérages, des "on dit".

M. DURANLEAU.—Le témoin était un employé du magasin, il était dans le magasin.

LE PRÉSIDENT.—Il ne le sait pas.

M. DURANLEAU.—Nous allons voir s'il ne le sait pas.

M. BERCOVITCH.—Il l'a dit qu'il ne le sait pas.

Par M. DURANLEAU :

Q. Vous travailliez dans le magasin, monsieur Lacharité, ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que vous faisiez là ?

R. Commis.

Q. Vous étiez commis ?

R. Oui.

Q. En quoi consistait votre travail comme commis ?

R. A servir au comptoir, pour commencer; on m'a donné d'autres emplois après, tels que faire les rapports, de temps à autre, et aussi faire les inventaires à tous les lundis matin, pour égaliser la marchandise.

Q. Connaissiez-vous des gens qui venaient s'alimenter au magasin de M. Bouthillier pour faire des chargements de boisson à être transportée en dehors de Sherbrooke, aux États-Unis ?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cette question.

LE PRÉSIDENT.—Cette question peut être posée, si le témoin peut le dire.

M. BERCOVITCH.—S'ils l'achetaient légalement, cela fait toute la différence du monde.

M. DURANLEAU.—Laissez le témoin répondre d'abord.

M. BERCOVITCH.—Mais, le témoin ne peut pas répondre. Le témoin ne peut que nous relater les faits et, après qu'il nous aura fait connaître les faits, il appartiendra au Comité de dire si c'est légal ou non. Nous n'allons pas demander au témoin de nous donner une interprétation de la loi. La Commission a le droit de vendre certaines liqueurs en grandes quantités.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin peut répondre à cette question-là.

LE TÉMOIN.—J'ai eu connaissance que quelqu'un a demandé à M. Bouthillier pour acheter de la boisson.

Par LE PRÉSIDENT :

Q. Vous étiez là quand ils l'ont demandé ?

R. J'étais au comptoir, Même, ils l'ont demandé à moi, et, à ma connaissance, M. Bouthillier en a refusé; et, à ma connaissance, il en a qui ont passé au bureau. Ce qui s'est passé, je ne le sais pas, la porte se fermait.

Par M. DURANLEAU :

Q. Pourriez-vous donner des noms de personnes qui cherchaient à s'approvisionner de cette manière-là.

LE PRÉSIDENT.—La question est peut-être un peu vague. On peut s'approvisionner légalement; nous ne sommes pas pour faire donner les noms de tous ceux qui pouvaient acheter légalement.

M. DURANLEAU.—Non, des gens qui chargeaient à la voiture.

LE PRÉSIDENT.—Si c'est du vin, on peut en prendre des tonnes.

LE TÉMOIN.—Vous voulez dire ceux que j'ai dit qui entraient dans le bureau?

M. DURANLEAU.—Oui, des gens qui faisaient le commerce en dehors de Sherbrooke et qui venaient s'approvisionner à Sherbrooke.

LE TÉMOIN.—Dans les étrangers.

M. DURANLEAU.—Dans les étrangers ou dans les gens de Sherbrooke.

LE TÉMOIN.—Qui entraient dans le bureau, que M. Bouthillier faisait entrer dans son bureau.

M. DURANLEAU.—Je vous demande si, comme vendeur, vous connaissez des gens qui faisaient le commerce de boisson en dehors de Sherbrooke.

LE TÉMOIN.—Il y avait M. . . .

LE PRÉSIDENT.—Il n'a pas été établi qu'il y avait des gens qui faisaient le commerce.

M. DURANLEAU.—Je lui demande s'il le sait.

LE PRÉSIDENT.—Il vient de dire qu'il n'en connaissait pas.

LE TÉMOIN.—Je réponds ce que j'ai dit déjà, que j'ai vu entrer des gens dans le bureau.

LE PRÉSIDENT.—Vous ne savez pas s'ils allaient là, dans le bureau, pour faire le commerce? Vous dites que la porte se fermait, alors vous n'en savez rien?

R. Ils étaient reconnus comme des bootleggers.

Par M. DURANLEAU:

Q. Vous dites qu'ils étaient reconnus comme . . .

R. Des bootleggers.

Q. Comment s'arrangeaient-ils pour charger leurs voitures?

R. Je n'ai rien vu là-dedans. Je puis vous dire ce que j'ai entendu dire, mais je n'ai jamais vu charger.

Q. Vous n'en avez jamais vu charger?

R. Non.

Q. A quel hôtel se tenaient-ils, ces gens-là?

R. A l'American, et quelques-uns au Queen.

Q. A l'American Hotel et au Queens Hotel?

R. Oui.

Q. Est-ce loin du magasin en question?

R. Le Queen est juste en face, et l'American, vous n'avez qu'à traverser la voie ferrée du Grand Tronc, à droite,

Q. Avez-vous constaté de quelle manière ces gens-là s'approvisionnaient au magasin de la commission tenu par M. Bouthillier.

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cette question.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin a dit qu'il n'avait rien vu.

M. DURANLEAU.—Il va le dire.

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à la question.

LE PRÉSIDENT.—Il ne peut pas savoir comment ils s'y prenaient, il n'a rien vu.

M. DURANLEAU.—Il va le dire s'il n'a rien vu. C'est drôle comme le Président de ce comité est anxieux d'empêcher le témoin de répondre.

LE PRÉSIDENT.—Je vous demande pardon, je ne veux pas empêcher le témoin de répondre.

M. DURANLEAU.—Est-ce que la question est illégale?

LE PRÉSIDENT.—Etant donné ce que le témoin a déjà dit, la question n'est pas légale. Vous lui avez demandé comment ils s'y prenaient pour charger il a dit qu'il n'avait rien vu.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Avez-vous vu quelque chose?

R. J'ai eu connaissance du "punchage".

Q. On vous a parlé du chargement.

R. Pas dans le chargement.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous n'étiez pas dans la cour, n'est-ce pas?

R. Non.

Q. Mais, de quelle manière s'y prenaient-ils, pour sortir les boissons du magasin de M. Bouthillier?

R. Bien, une escousse, ils ont eu des voyageurs—des types qui traversaient la rue et qui venaient chercher une bouteille.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Ils venaient chercher une bouteille.

R. Oui. Il y avait un chef; le chef c'était M. Wagner, un allemand.

Q. M. Wagner était le chef de la bande qui venait acheter à la Commission?

R. Oui.

Q. Combien étaient-ils de cette bande-là.

R. La bande régulière, ils étaient douze.

Q. Maintenant, monsieur Lacharité, ces douze personnes-là voyageaient du magasin à l'hôtel Queen?

R. Oui.

Q. Combien faisaient-ils de voyages dans une journée.

R. Ah! vous me demandez une question là.

Q. A peu près. Je comprends que vous ne les avez pas comptés.

R. Non.

Q. Mais à peu près.

R. Ça dépendait, je crois bien, du voyage.

Q. Cela dépendait de la charge que l'on voulait former?

R. Je crois bien que oui; ça dépendait de ce dont ils avaient besoin.

Q. Maintenant, combien sortaient-ils de bouteilles, chaque fois que chacun de ces douze de la bande entraient dans le magasin de M. Bouthillier?

R. Une, deux, autant que les poches pouvaient en contenir.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Savez-vous cela personnellement?

R. Oui, je les ai servis personnellement.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Ils remplissaient leurs poches de bouteilles et ils traversaient la rue.

R. Oui.

Q. Combien de temps après revenaient-ils?

R. Aussi vite comme ils pouvaient marcher.

Q. Et où allaient-ils avec cela? Dans la cour de l'hôtel Queen?

R. Je ne sais pas, je ne les suivais pas.

Q. Maintenant, quand un bootlegger arrivait comme cela pour former sa charge, et que les douze membres de la bande commençaient à voyager aux magasins de la Commission, aviez-vous beaucoup d'ouvrage?

R. Ah ! oui.

Q. Vous en aperceviez-vous, quand il y avait une charge à remplir.

R. Oui.

Q. Comment?

R. Parce qu'on avait de l'ouvrage.

Q. Vous travailliez fort?

R. Il fallait se grouiller.

Q. Combien cela a-t-il duré de temps, monsieur Lacharité? Est-ce tout le temps que vous avez travaillé au magasin 38?

R. C'est-à-dire pas tous les jours.

Q. Non, je comprends cela, mais est-ce que cet état de chose a duré les deux années et quelques mois que vous avez travaillé là?

R. Oui.

Q. Savez-vous si cela dure encore?

R. Bien, j'ai passé là l'autre jour, et j'ai vu des voyageurs; j'ai pensé que c'était cela.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne le savez pas?

R. Je ne peux pas en faire serment.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Les mêmes voyageurs?

R. Les mêmes; c'est-à-dire pas les douze, la "gang" a diminué.

Q. Le cercle des voyageurs a diminué un peu.

R. Je ne dirai pas le cercle des voyageurs, parce que ce serait faire déshonneur aux bons voyageurs de commerce legal.

Q. Je parle des voyageurs qui voyagent de l'hôtel au magasin.

R. Oui.

Q. Maintenant, quelle espèce de boisson charroyaient-ils comme cela, du magasin de M. Bouthillier à l'hôtel Queen, en face.

R. Oh ! ça variait pas mal. Du rye, quelque peu de brandy—c'est à dire Cognac—du gin, du dry gin. Une escousse ça été du Old Charter, ça variait pas mal.

Q. Maintenant, est-ce que cela arrivait plusieurs fois par semaine qu'il arrivait que ces voyageurs remplissaient leurs poches de bouteilles?

R. Des semaines, on était tranquille, d'autres semaines ils venaient tous les jours.

Q. Dans quel temps de l'année est-ce que cela se produisait le plus souvent?

R. En été.

Q. Est-ce que c'est bien connu à Sherbrooke ce genre de commerce-là?

R. C'est le mot de passe.

Q. C'est le mot de passe?

R. Oui.

Q. Tout le monde sait cela?

R. En partie, oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Est-ce que c'est pour cela que vous avez perdu votre place?

R. Non, monsieur.

M. DURANLEAU.—Vous êtes bien anxieux de savoir cela?

M. BERCOVITCH.—Je serais bien aise de le savoir. (Plusieurs personnes parlent à la fois).

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre !

PAR M. DURANLEAU:

Q. Maintenant, monsieur Lacharité, règle générale, savez-vous avec quelle sorte d'argent M. Bouthillier était payé par la bande des voyageurs que vous venez de mentionner.

R. Ce n'était pas M. Bouthillier qui recevait l'argent, c'étaient nous.

Q. C'était vous autres qui receviez l'argent?

R. Ils nous payaient au comptoir.

Q. Avec quelle espèce d'argent?

R. De l'argent canadien.

Q. Toujours de l'argent canadien?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Ce n'étaient pas des billets promissoires.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous n'avez pas été payés avec de l'argent américain pendant un certain temps?

R. Oui.

Q. Par qui avez-vous été payés avec de l'argent américain?

R. Je crois que ça devait être des touristes; du moins, ils m'en avaient l'air.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il passe beaucoup de touristes à Sherbrooke?

R. Beaucoup.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Combien entrait-il d'argent américain par jour en été, à peu près, au magasin No 38?

R. Définir au juste le montant, je ne le pourrais pas, mais, d'après ce qui me passait dans les mains, ça devait arriver à peu près dans les \$800, \$1000, \$1200.

Q. D'argent américain?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Par jour, cela?

R. Par jour, oui.

Q. Quel chiffre?

R. De \$800 à \$1200, ça variait. Je ne vous donne pas là un chiffre juste mais, d'après ce qui me passait dans les mains, ça devait être à peu près ce, chiffres-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'était dans le temps des touristes américains, cela?

R. Oui, en été.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Q'est-ce que M. Bouthillier faisait de cet argent-là?

R. Je sais qu'il allait le changer à la banque.

Q. Qu'il allait changer de l'argent américain pour de l'argent canadien?

R. Oui.

Q. Et il rendait ses comptes, ensuite, à la Commission avec de l'argent canadien.

R. Pas à ma connaissance.

Q. Mais vous avez constaté qu'il allait faire l'échange de l'argent américain à la banque.

R. C'est-à-dire, constaté comme ceci: je ne sais pas si c'était régulièrement, mais je sais que, moi, j'ai été faire des dépôts de temps à autre, que, la veille, nous avions reçu de l'argent américain, et que, dans le dépôt, il n'en était pas compté.

Q. Quel était le taux du change dans ce temps-là?

R. Il a monté jusqu'à 19.

Q. C'est-à-dire que l'argent américain valait.....

R. 19c dans la piastre.

Q. Vous voulez dire 19c de plus que l'argent canadien?

R. Oui, ça variait entre 14, 15 et ça monté jusqu'à 19. D'après ma connaissance, 19 a été à peu près le plus haut.

PAR M. NICOL:

Q. Pas en 1922?

R. En 1921.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Lorsque vous faisiez des dépôts à la banque, vous constatiez qu'il n'y avait plus d'argent américain.

R. Je constatais qu'il n'y avait plus d'argent américain.

Q. Est-il à votre connaissance que des officiers du bureau-chef de la Commission des liqueurs aient donné des instructions à M. Bouthillier de faire les remises en argent américain, tel qu'il l'avait reçu?

R. D'après ce que M. Bouthillier disait lui-même.

Q. Et vous avez constaté que c'était de l'argent canadien qu'il déposait à la banque.

R. C'est-à-dire les fois que j'ai été déposer moi-même.

Q. Maintenant, lorsque les douze voyageurs se promenaient du magasin de M. Bouthillier à l'hôtel et de l'hôtel au magasin, est-ce que M. Bouthillier avait connaissance de ces voyages-là?

R. Certainement.

Q. Connaissiez-vous des Américains, monsieur Lacharité, ou des bootleggers qui venaient au magasin de M. Bouthillier?

R. Pas par leurs noms.

Q. Mais vous les connaissiez bien de vue?

R. C'est-à-dire, je les connaissais quand je les voyais entrer, mais pour vous dire que je savais définitivement que c'étaient des bootleggers, je ne dirais pas oui tout de suite, parce que, pour cela, réellement, il faut avoir eu des relations avec eux, pour pouvoir savoir si c'en était, oui ou non.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas des Américains qui se seraient plaints à vous que M. Bouthillier leur chargeait à la caisse plus cher que le prix officiel de la Commission?

R. A ma connaissance, une fois, oui.

Q. Qu'il aurait chargé jusqu'à \$13. plus cher que le prix de la Commission.

R. C'est ce qu'il m'a rapporté, oui.

M. BERCOVITCH.—C'est illégal, cela.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne le savez pas personnellement?

R. C'est ce que la personne elle-même m'a dit.

Q. Mais vous, vous ne savez pas s'il a vendu plus cher.

R. Je ne l'ai pas vu.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Maintenant, monsieur Lacharté, avez-vous eu connaissance qu'il se soit fait de l'embouteillage au magasin 38 de la Commission des liqueurs à Sherbrooke?

LE TÉMOIN.—De l'embouteillage?

L'AVOCAT.—De l'embouteillage de vin?

R. Non.

Q. Des bouteilles que l'on vidait, parce qu'elles étaient gâtées ou sales et dont on réembouteillait le contenu après l'avoir coulé.

R. Oui, c'est déjà arrivé, cela.

Q. Dans quelle espèce de liqueur?

R. Le Taragone rouge.

Q. Pourquoi le vidiez-vous comme cela?

R. Parce qu'il avait déposé.

Q. Vous vidiez les bouteilles?

R. C'est-à-dire, pas moi.

Q. Qui faisait faire ce travaille-là?

R. M. Bouthillier.

Q. Par qui?

R. Par M. Gingras.

Q. Par un M. Gingras?

R. Oui.

Q. Il passait le vin dans des cotons, ou autre chose comme cela, pour le couler?

R. Oui. Il avait un morceau de coton, avec un couloir, et il filtrait le vin. Mais il a dû le retourner à Montréal quand même, parce qu'il n'a pas pu réussir.

Q. Vous croyez qu'il n'a pas pu réussir?

R. Oui, ça prend un bon coton pour filtrer du vin.

Q. Vous n'êtes pas certain s'il a été retourné?

R. Oui, à ma connaissance, il a été retourné.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Retourné à la Commission des liqueurs, à Montréal.

R. Oui.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. Monsieur Lacharité, on vous a demandé si c'était M. Bouthillier qui recevait l'argent; j'ai compris que vous avez dit que non, parce que ce n'était pas lui qui était au comptoir lorsque les liqueurs étaient vendues à ces douze personnes qui allaient et venaient.

R. C'est-à-dire, quand il vendait lui-même, il recevait l'argent, mais, le plus souvent, c'était nous autres.

Q. C'étaient les commis?

R. Oui.

Q. Est-ce que M. Bouthillier vendait beaucoup au comptoir ou si c'étaient les commis qui vendaient?

R. M. Bouthillier nous aidait de temps à autre.

Q. Est-ce qu'il s'est vendu plus d'une bouteille à la fois à la même personne, de liqueurs alcooliques que la Commission défend de vendre à plus d'une bouteille à la fois?

R. On leur servait une bouteille, ils la payaient, on leur en servait une autre et ils la payaient; trois ou quatre de suite, comme cela.

Q. Si je comprends bien, c'étaient des liqueurs alcooliques, cela?

R. Oui.

Q. Pas des vins, n'est-ce pas?

R. Non.

Q. C'est-à-dire qu'un homme achetait une bouteille, il la mettait dans sa poche...

R. Il la mettait dans sa poche, il payait pour une autre...

Q. Est-ce qu'il sortait et revenait ou s'il payait tout de suite pour une autre?

R. Pas nécessairement. Ce n'était pas nécessaire de sortir.

Q. Est-ce vous-même qui vendiez dans ces conditions-là?

R. A la connaissance de M. Bouthillier, oui.

Q. Vous avez vendu comme cela aussi?

R. Oui.

Q. Vous vendiez une bouteille à un homme, il la payait, et, sans qu'il sorte du magasin, il payait pour une autre bouteille et vous la lui livriez.

R. Oui.

PAR M. NICOL.:

Q. Monsieur Lacharité, quand vous faisiez cela, est-ce que vous croyiez remplir les exigences de la loi ou si vous saviez que cela était illégal, à ce moment-là?

M. DURANLEAU.—Objecté à cette question comme illégale. Nous ne sommes pas ici pour recevoir les impressions du témoin sur la légalité des transactions.

M. NICOL.—Très bien.

LE PRÉSIDENT.—On peut lui demander s'il croyait mal faire.

PAR M. NICOL:

Q. Monsieur Lacharité, aviez-vous reçu des instructions sur la façon dont vous deviez servir le public?

R. C'est-à-dire, nous n'avons jamais reçu d'instructions, mais son consentement était là.

Q. Le consentement de qui?

R. De M. Bouthillier.

Q. Il y avait l'inspecteur qui venait là, n'est-ce pas?

LE TÉMOIN.—L'Inspecteur?

L'AVOCAT.—L'inspecteur de la Commission; il venait de temps à autre?

R. Dans le temps que j'étais là, il n'était pas très régulier.

Q. Est-ce que ça s'est fait beaucoup, cela? Ou si, en général, vous vendiez une bouteille à la fois seulement?

R. C'est-à-dire, on ne leur vendait qu'une bouteille à la fois, on ne leur tenait pas six bouteilles devant le nez.

Q. Est-ce que vous vendiez une bouteille qui était payée, ensuite une autre bouteille qui était payée encore? Est-ce que ça été de même tout le temps.

R. En partie, oui.

PAR M. GALIPEAULT.—On a posé une question, tout à l'heure, pour savoir si le témoin croyait violer la loi, lorsqu'il vendait une bouteille et ensuite une autre bouteille. Je crois qu'il serait intéressant de savoir cela, pour voir s'il était de bonne foi ou non.

M. DURANLEAU.—Il ne s'agit pas ici de la bonne ou mauvaise foi du témoin, il s'agit de savoir ce qui s'est pratiqué au magasin de la Commission des liqueurs.

M. GALIPEAULT.—Nous avons le droit de savoir à qui nous avons affaire, cela est élémentaire.

M. DURANLEAU.—Evidemment, le témoin exécutait les ordres de son patron.

M. BOUCHARD.—Je vous demande pardon, cela n'est pas prouvé.

PAR M. NICOL:

Q. Je vous ai demandé, tout à l'heure, monsieur Lacharité, si vous aviez reçu des instructions, je vais vous répéter la même question: aviez-vous reçu des instructions, et saviez-vous que cela était contre la loi de vendre une bouteille à un homme qui la payait, la mettait dans sa poche, et payait une seconde bouteille que vous livriez encore?

R. Pour moi, c'était de bonne foi.

Q. C'était de bonne foi?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous considérez que c'était légal, cela?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cela, monsieur le président. Je ne crois pas que le témoin soit ici pour interpréter la loi. Le président du comité est capable d'interpréter la loi, qui d'après lui est très claire, et je m'objecte à ce qu'on fasse interpréter la loi par le témoin.

M. GALIPEAULT.—Il ne s'agit pas d'interpréter la loi, il s'agit de savoir qu'est-ce que le témoin croyait faire quand il faisait cela.

M. DURANLEAU.—Il a dit qu'il était de bonne foi.

M. GALIPEAULT.—Il est très intéressant, pour le public, et pour le comité, de savoir si les commis sont honnêtes ou non. Je suis très surpris que M. Duranleau s'objecte à cette question-là. Le public, le gouvernement et les membres de la Commission des liqueurs ont le droit de savoir comment les commis remplissent leurs devoirs, comment ils interprètent et appliquent la loi. Si on ne peut pas s'enquérir de cela, je me demande pourquoi on fait une enquête.

M. DURANLEAU.—Le témoin n'est pas ici pour interpréter la loi.

M. GALIPEAULT.—Il est ici pour donner des réponses quand cela fait votre affaire, je suppose?

PAR M. NICOL:

Q. Maintenant, à propos de l'argent américain qui était reçu, les clients venaient au magasin et ils achetaient et, quelquefois, ils payaient en argent américain, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Savez-vous si, à ce moment-là, instruction avait été donnée au gérant du magasin d'envoyer ces argents-là à une banque américaine et de déposer les argents canadiens à la banque canadienne à Sherbrooke, et les argents américains, de les expédier par la malle ou par l'express à une banque américaine? Savez-vous que c'était cela qu'il faisait?

R. Je me rappelle qu'un peu avant que je quitte l'emploi de la Commission, M. Bouthillier a reçu un livre de la Commission des liqueurs pour que l'argent soit déposé dans une banque, je crois.

Q. A votre connaissance, est-ce que ce n'est pas la pratique qui a toujours été suivie, et cela ne pourrait-il pas expliquer le fait qu'on ne vous remettait que de l'argent canadien, quand vous alliez faire des dépôts? Vous dites que vous avez fait quelques dépôts et qu'on ne vous remettait que de l'argent canadien pour ces dépôts-là. Si les argents américains avaient été expédiés à New York, cela expliquait ce fait-là?

R. Dans ce temps-là, il n'avait pas eu le livre.

Q. Il n'avait pas eu le livre, mais est-ce qu'il avait reçu les instructions?

R. Je ne pourrais pas dire.

Q. Vous ne savez pas?

R. Non.

PAR M. BOUCHARD.:

Q. Pouvez-vous jurer que l'argent canadien que vous alliez déposer, était la recette totale de la journée?

R. Oui.

Q. Vous pouvez jurer cela ?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Ceux à qui vous vendiez les bouteilles, payaient le prix ordinaire de la Commission des liqueurs pour chaque bouteille ?

R. Oui.—De qui voulez-vous parler ?

Q. Quand vous vendiez au comptoir.

R. Oui.

Q. Ceux de la bande.

R. Oui, on n'a jamais chargé du surplus.

Q. Vous leur vendiez aux prix marqués sur les bouteilles.

R. Oui.

Q. C'étaient les prix de la Commission des liqueurs.

R. Oui.

Q. Ils payaient au comptoir.

R. Oui.

Q. Et tout l'argent allait à l'Commission des liqueurs.

R. L'argent allait dans le "Cash".

PAR M. BERCOVITCH :

Q. De la Commission des liqueurs.

R. Oui, enregistré par une demoiselle qui travaillait là.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. La Commission n'a rien perdu dans vos ventes ?

R. Non.

M. DURANLEAU.—Excepté qu'elle a perdu la différence entre la valeur de l'argent américain et celle de l'argent canadien.

M. BERCOVITCH.—Nous ne le savons pas.

LE PRÉSIDENT.—Ça n'est pas établi, cela.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Même après que M. Bouthillier eut reçu une circulaire du bureau-chef de la Commission d'avoir à déposer l'argent américain à New York, est-il à votre connaissance qu'il ait gardé de l'argent américain pour le remplacer par de l'argent canadien.

R. Je n'ai pas dit une circulaire, j'ai dit un livret.

Q. Est-il à votre connaissance que, même après cela, M. Bouthillier a gardé l'argent américain pour le remplacer par de l'argent canadien.

R. Je ne pourrais pas le prouver.

Q. Est-ce que M. Bouthillier ne vous l'a pas déclaré à vous-même ?

M. BOUCHARD.—C'est du oui-dire, cela.

LE PRÉSIDENT.—Il s'agit d'un officier de la Commission.

R. Pas après ce moment-là.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Il vous le disait auparavant ?

R. Oui.

Q. C'est quelque temps seulement avant votre départ qu'il a reçu ce livret en question.

R. Peut-être six mois avant, je crois.

Q. A peu près six mois avant votre départ?

R. Je ne me rappelle pas au juste.

Q. Vous avez dit, tout à l'heure, que M. Bouthillier était votre chef, le chef du magasin ou vous étiez employé.

R. Il était mon gérant.

Q. Il était l'officier supérieur de la Commission des liqueurs à ce magasin-là.

R. Oui.

Q. Tout ce qui se faisait là était à son vu et su?

R. Oui.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

M. DURANLEAU.—Pendant que nous sommes à entendre des témoins courts, qui ne doivent pas rester ici tout le temps de l'enquête, nous avons ici des témoins qui viennent de Coaticook et de Sherbrooke, dont les témoignages seront très courts; je crois que nous devrions continuer à entendre ces témoins-là.

M. BERCOVITCH.—Nous voudrions faire entendre immédiatement M. de Grandpré, dont le témoignage sera très court.

M. BOUCHARD.—Nous voudrions faire entendre M. De Grandpré pour vider l'incident de Sherbrooke. Nous n'avons pas d'intérêt à mêler les faits de l'enquête. Nous voulons une enquête aussi courte et aussi complète que possible, et le meilleur moyen d'y arriver, c'est de vider chaque incident avant d'en commencer un autre. Je propose que M. de Grandpré soit entendu maintenant.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce sur l'affaire de Sherbrooke?

M. BOUCHARD.— Oui.

M. DURANLEAU.—Je demande, monsieur le Président, que M. Freddy Lemoine, de Coaticook, soit appelé maintenant. Son témoignage va être très court.

LE PRÉSIDENT.—Il me semble que la proposition de M. Bouchard est légitime. Nous sommes à Sherbrooke, terminons Sherbrooke, ensuite, nous prendrons Coaticook. Pourquoi mêler tous les témoignages.

FRANÇOIS-XAVIER DE GRANDPRÉ, de Montréal, est maintenant appelé et assermenté.

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH:

Q. Docteur DeGranpré, quelle est votre occupation?

R. Je suis surintendant de la Commission des liqueurs.

Q. Vous avez votre bureau à Montréal.

R. Oui, monsieur.

Q. Le magasin No 38, situé à Sherbrooke, est-il sous votre juridiction?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce vous qui donnez des instructions aux gérants de tous les magasins qui sont sous votre juridiction?

R. Oui, au point de vue physique et pour la réglementation des magasins.

Q. Qui est le gérant du magasin à Sherbrooke?

R. M. Bouthillier.

Q. Depuis quand?

R. Depuis le commencement de la Commission des liqueurs.

Q. En 1921?

R. Je crois que oui.

Q. Lui avez-vous donné des instructions pour la conduite de ce magasin.

R. Oui, monsieur.

Q. Personnellement?

R. Oui, en plusieurs occasions.

Q. Voulez-vous dire quelles instructions vous lui avez données à propos de l'argent américain, particulièrement.

R. Cela n'est pas de mon ressort, c'est du ressort du Département de la comptabilité.

Q. Mais savez-vous s'il a reçu des instructions?

M. SAUVÉ.—Cela est du "ouï-dire".

M. BERCOVITCH.—Je lui demande s'il le sait, s'il ne le sait pas, il va le dire.

R. J'ai des raisons de croire...

PAR M. DURANLEAU:

Q. Le savez-vous personnellement?

R. ...

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à toute preuve de ouï-dire.

M. BERCOVITCH.—Certainement, vous avez raison.

LE TÉMOIN.—Il est à ma connaissance qu'il y a eu une circulaire qui a été émise et envoyée à tous les gérants par le président.

Q. A quel effet?

R. A l'effet d'envoyer l'argent américain à New York.

Q. A une banque américaine?

R. A la banque de Montréal, à New York,—et on leur a donné à ce moment-là des instructions et des formules particulières pour remplir cet objet.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Est-ce vous qui avez fait cela?

R. C'est moi qui ai émis la circulaire.

Q. Savez-vous si elle a été envoyée?

R. Elle a été envoyée par mon département, oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Savez-vous si une de ces circulaires a été envoyée à M. Bouthillier à Sherbrooke?

R. Oui.

Q. Vous ne savez pas cela personnellement.

R. Oui.

Q. Maintenant, quelles instructions avez-vous données à M. Bouthillier, à Sherbrooke, à propos des ventes des liqueurs alcooliques?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cette preuve comme illégale, monsieur le président. Il est à présumer que les instructions qui ont été données par le bureau chef de la Commission étaient en conformité avec la loi. Ceci ne nous intéresse pas, ce qui nous intéresse, c'est de savoir ce qui s'est passé dans le magasin en question et de quelle manière on a vendu. Nous ne prétendons pas que M. Bouthillier a chargé les voitures des bootleggers sur les instructions spéciales de la Commission, et je ne vois pas pourquoi on viendrait devant ce comité produire des circulaires ou faire dire par les officiers de la Commission quelles sont les instructions qu'ils ont données aux gérants des magasins.

M. BERCOVITCH.—Je soumets que la question est parfaitement légale. Nous avons le droit de demander quelles instructions ont été données par les officiers de la Commission des liqueurs à ses employés. Nous avons le droit de prouver que, si l'un des employés de la Commission a fait quelque chose de contraire à la loi, ce fut hors la connaissance de la Commission ou des officiers supérieurs de la Commission. Je soumets que la question est parfaitement légale, qu'elle fait partie de la question de fait qui nous occupe et qu'il n'y a aucune raison qui justifie mon savant ami d'y objecter.

LE PRÉSIDENT.—L'enquête est faite sur la Commission des liqueurs, je crois que nous avons intérêt à savoir si la Commission des liqueurs a connu cela, quelles instructions elle a données, afin de savoir si ces instructions ont été suivies ou si elles ne l'ont pas été. Je crois que la question est pertinente.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Avez-vous donné des instructions à M. Bouthillier, votre gérant au No 38, à Sherbrooke, relativement à la vente des liqueurs alcooliques?

R. Oui, monsieur.

Q. Quelles sont ces instructions?

R. Je crois que la meilleure réponse serait de produire une copie du livre des règlements qui a été envoyé à tous les employés, à tous les gérants. Voici le livre des règlements qui a été envoyé à chaque employé.

(Le témoin exhibe le livre en question).

Q. Vous avez envoyé un de ces livres à M. Bouthillier à Sherbrooke?

R. A tous les employés de la Commission.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous produisez une copie de ce livret comme pièce KK?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. A part de lui avoir envoyé ce livret, avez-vous donné des instructions personnellement à M. Bouthillier à Sherbrooke.

R. Générales, oui.

Q. De quelle nature?

R. Dans le sens de bien observer la loi, de ne vendre qu'une bouteille à la fois, strictement.

Q. Vous avez donné ces instructions-là à M. Bouthillier personnellement?

R. Et, en plus, à chaque employé de M. Bouthillier: qu'une personne ne pouvait pas payer pour deux bouteilles; que chaque individu devait déposer le prix de sa bouteille; qu'une personne ne pouvait pas payer pour deux bouteilles.

Q. Vous avez donné ces instructions-là vous-même?

R. Oui, monsieur, en plus du livret.

Si vous permettez, voici copie d'une lettre que l'on donne au gérant lorsqu'il est nommé gérant.

Q. Voulez-vous lire la lettre, s'il vous plaît?

PAR M. BOUCHARD:

Q. M. Bouthillier l'a-t-il eue cette lettre-là, comme les autres?

R. Je ne crois pas; ce sont les gérants qui ont été nommés subséquemment aux premiers gérants.

M. DURANLEAU.—Nous ne nous occupons que de Sherbrooke dans le moment. Je m'objecte à cette preuve-là.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Maintenant, monsieur De Grandpré, connaissez-vous M. Lacharité, le dernier témoin qui a été entendu.

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis longtemps?

R. Depuis qu'il a commencé à travailler pour la Commission.

Q. Vous savez qu'il a été un employé de la Commission?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce qu'il est encore un employé de la Commission.

R. Non, monsieur.

Q. Depuis quand a-t-il cessé d'être à l'emploi de la Commission?

R. Je ne saurais dire exactement. Je crois que c'est en 1923, dans l'automne, en septembre ou octobre, je crois, qu'il a été renvoyé.

Q. Savez-vous pour quelle raison il a laissé l'emploi de la Commission.

R. Il a été renvoyé sur un rapport de son gérant.

Q. Renvoyé?

R. Renvoyé.

Q. Savez-vous pour quelle raison?

R. Sur le rapport de son gérant.

Q. Savez-vous les raisons?

R. J'ai le rapport du gérant ici.

Q. L'avez-vous, le rapport?

R. Oui.

Q. Voulez-vous me le laisser voir, s'il vous plaît.

(Le témoin met le rapport entre les mains de M. Bercovitch qui en prend communication).

Q. Dans tous les cas, vous nous dites que M. Lacharité a été renvoyé sur un rapport qui vous a été fait par le gérant du magasin.

R. Oui.

RÉINTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. M. de Granpré, voulez-vous dire à quelle date vous avez envoyé à M. Bouthillier, à Sherbrooke, votre circulaire concernant les dépôts d'argent américain.

R. Je ne pourrais pas dire si j'ai la date ici.

Q. Est-ce en 1923?

R. Je ne saurais vous le dire de mémoire.

Q. Vous ne savez pas même en quelle année?

R. Non. Ça peut être en 1922, à la fin de 1922, ou au commencement de 1923.

Q. M. Lacharité a dit que c'était à peu près six mois avant son départ. Croyez-vous que cela soit exact?

R. Ça peut être à la fin de 1922 ou au commencement de 1923. Je ne saurais dire la date exacte, mais il serait facile de le savoir.

Q. Maintenant, vous dites que vous avez donné des instructions verbales, personnellement, à M. Bouthillier relativement à la vente à la bouteille.

R. Oui, monsieur.

Q. Dois-je comprendre que vous l'avez avisé qu'il pouvait livrer plusieurs bouteilles à un individu...

R. Non, monsieur.

Q. Pourvu qu'il paye chaque bouteille.

R. Non, monsieur, une bouteille à la fois.

Q. Une bouteille à la fois?

R. Oui, tel que la loi le demande.

Q. Vos instructions verbales étaient qu'un individu pouvait se présenter au magasin autant de fois qu'il le voulait...

R. Non, monsieur ce ne sont pas mes instructions.

Q. Et acheter une bouteille...

R. Non, monsieur ce ne sont pas mes instructions.

Q. Ce ne sont pas vos instructions?

R. Non, mes instructions, c'était de suivre les règlements de la Commission.

Q. Suivre les règlements de la Commission?

R. Oui.

Q. Alors, vous n'avez fait que lui répéter ce que nous lisons au paragraphe B, page 3, du livret produit comme pièce KK, qui se lit comme suit:

“LIMITATION DE LA VENTE DES SPIRITUEUX.—Il est défendu de vendre à la même personne plus d'une bouteille de spiritueux à la fois. Afin d'éviter de graves abus, la Commission a décidé qu'une bouteille à la fois voudra dire une bouteille par jour.”

R. C'est cela.

Q. Et c'est cette interprétation de la loi que les gérants doivent faire respecter.

R. Ce sont mes instructions aux gérants en général.

Q. Voulez-vous dire, monsieur DeGrandpré, dans quelle circonstance vous auriez dit à M. Bouthillier, à Sherbrooke, ce que je viens de lire.

R. Pas chaque fois que j'y suis allé, mais, enfin, quand l'occasion s'en est présentée. J'ai dû le lui répéter une fois ou deux.

Q. Pas plus souvent que cela?

R. Ah ! non, ce n'était pas nécessaire.

Q. Ce n'était pas nécessaire ?

R. Je ne crois pas.

Q. A quel sujet avez-vous jugé nécessaire de lui répéter ce que contenait le livret en question ?

R. Lorsque je fais l'inspection des magasins, je répète aux gérants les instructions générales de toujours suivre la loi.

Q. Je suis informé, monsieur DeGrandpré, que, d'une fenêtre du magasin de M. Bouthillier, vous avez eu connaissance, durant quelques heures, des voyages de la bande des douze dont a parlé M. Lacharité et que vous trouviez cela bien drôle.

R. C'est absolument faux, monsieur.

Q. Vous jurez cela ?

R. Oui, absolument faux; et je n'aurais pas permis...

Q. Vous n'avez jamais constaté vous-même à Sherbrooke...

R. Non, monsieur.

Q. Que les mêmes individus se présentaient plusieurs fois au magasin de la commission...

R. Non, monsieur.

Q. Durant une après-midi ou une avant-midi ?

R. Non, monsieur.

Q. Pour venir chercher de la boisson.

R. Non, monsieur, et je ne l'aurais pas permis.

Q. Maintenant, je suppose que vous n'avez jamais entendu parler à Sherbrooke que le magasin No 38, le magasin Bouthillier, vendait de la manière que vient de décrire M. Lacharité et que cela était notoire dans Sherbrooke ?

R. Non monsieur.

Q. Vous n'avez jamais entendu parler de cela ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous jurez cela ?

R. Oui, monsieur.

Q. Où vous retirez-vous à Sherbrooke ?

R. Au Sherbrooke Hotel.

Q. Avez-vous passé là quelques jours, des fois ?

R. Rarement; une demi-journée, pas plus.

Q. Et combien de fois par mois y alliez-vous ?

R. Pas par mois, mais trois ou quatre fois par an.

Q. Et personne ne vous a jamais parlé de l'état de chose qui existait depuis l'ouverture de ce magasin jusqu'à aujourd'hui ?

R. Sauf le rapport qui m'a été fait par le gérant, attirant mon attention que l'employé Lacharité vendait plus d'une bouteille à la fois.

Q. A part cela, monsieur ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous n'avez jamais entendu parler, par personne...

R. Non, monsieur.

Q. De cet état de chose ?

R. Non, monsieur.

Q. Par aucun citoyen de Sherbrooke ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous n'avez jamais entendu rien dire au sujet de la manière dont le commerce se faisait au magasin No. 38 ?

R. Non, monsieur.

Q. Maintenant, pourriez-vous produire devant ce comité la liste des dépôts qui ont été faits à la banque de New-York, suivant les instructions du bureau-chef, par M. Bouthillier?

R. Cela n'est pas de mon département, monsieur.

Q. Ce n'est pas de votre département?

R. Non, monsieur.

Q. Du département de qui?

R. De la comptabilité.

Q. Qui était en charge, dans le temps, de ce département?

R. M. Saunders, dans le temps.

Q. Est-ce encore lui?

R. Non.

Q. Est-il encore à l'emploi de la Commission, ce monsieur Saunders?

R. Non, monsieur.

Q. Depuis combien de temps?

R. Depuis trois ou quatre mois, je pense.

Q. Maintenant, connaissez-vous le nombre des ventes qui étaient faites, chaque jour généralement, au magasin No 38 à Sherbrooke?

R. Oui, monsieur, j'ai le rapport journalier des ventes. Je reçois tous les jours des rapports des ventes.

Q. Du magasin en question?

R. De tous les magasins.

Q. Est-ce que le nombre des ventes de ce magasin-là n'était pas de nature à vous surprendre...

R. Non, monsieur.

Q. ... si vos instructions avaient été suivies de ne vendre qu'une bouteille par jour à une personne?

R. Non, monsieur; les ventes étaient très légitimes, étant donné la population.

Q. Combien se vendait-il de bouteilles de liqueurs alcooliques en moyenne par jour au magasin No 38 à Sherbrooke?

R. Je ne pourrais pas dire cela. De mémoire je ne peux pas le dire.

(Le témoin réfère à un état).

Ce que je puis dire, c'est que la moyenne des ventes au magasin de Sherbrooke pour, l'année dernière, a été de 603. Cela comprend toutes les ventes, toutes les opérations.

Q. 603 bouteilles?

R. Par jour.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Y compris les vins?

R. Y compris les vins, qui sont quelquefois vendus à la caisse. Ceci, c'est le nombre des unités d'opération.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Maintenant pourriez-vous dire quel a été le nombre de bouteilles de spiritueux, de boissons fortes, qui ont été vendues à ce magasin-là?

R. Non, je n'ai que la totalité.

Q. Vous n'avez que la totalité?

R. Oui.

Q. Pourriez-vous dire quelle a été la moyenne du nombre de bouteilles vendues, tous les jours, à ce magasin-là ?

R. Non, monsieur je n'ai que la moyenne de l'année.

Q. Où l'avez-vous prise cette moyenne-là ?

R. Je l'ai faite d'après les rapports qui m'arrivent tous les jours.

Q. Qui vous arrivent tous les jours ?

R. Oui.

Q. Avez-vous ici ces rapports ?

R. Non, monsieur.

Q. De mémoire, pourriez-vous dire quelle est la différence entre le nombre de bouteilles vendues, chaque jour, dans le cours de l'hiver et le nombre de bouteilles vendues, chaque jour, dans le cours de l'été à ce magasin-là ?

R. La proportion serait de 60 pour l'été, et 40 pour l'hiver, ou 60% l'été et de 40% l'hiver.

Q. Vous donnez cela de mémoire ?

R. De mémoire, approximativement.

Q. Pourriez-vous produire une liste des ventes faites au magasin 38 à Sherbrooke, durant l'année 1924, pour tous les jours de l'année 1924 ?

R. Je pourrai l'extraire de mes rapports, mais je crois que nous pouvons plutôt l'avoir en nous adressant au département de la comptabilité.

Q. Alors, voulez-vous faire produire une liste des ventes du magasin No 38 à Sherbrooke, indiquant le nombre des bouteilles vendues, chaque jour, durant l'année 1924, et les montants qu'ont rapportés les ventes de chaque jour cette année-là.

LE TÉMOIN.—Le total en argent ?

L'AVOCAT.—Le nombre des bouteilles vendues et le produit en argent pour chaque jour de l'année 1924, et aussi pour l'année 1923 ?

R. Oui, monsieur.

PAR M. SAUVÉ :

Q. Vous dites, monsieur DeGranpré, si j'ai bien compris, qu'il y a deux magasins de la Commission à Sherbrooke.

R. Oui, il y en a un qui a été établi dans le cours de l'année dernière—un deuxième qui a été établi dans le cours de l'année dernière.

Q. Quel est le nombre de bouteilles vendues à l'autre magasin ?

R. Je n'ai pas l'année complète de l'autre magasin.

Q. Vous n'avez pas la moyenne ?

R. Je ne pourrais pas vous donner la moyenne pour le temps... non, je n'ai pas la moyenne.

Q. Est-ce que vous constatez qu'il s'en vend autant à ce magasin-là qu'à l'autre ?

R. Pas tout à fait, non; le magasin 38 fait plus d'affaires, parce qu'il est situé près de la gare du Grand Tronc, et nécessairement, les étrangers s'approvisionnent là de préférence.

Q. Tenant compte de la population de Sherbrooke, vous n'êtes pas surpris du nombre de bouteilles vendues au magasin 38 ?

R. Non.

Q. C'est une moyenne de 60 par jour ?

R. Oui.

Q. Considérez-vous que c'est un progrès pour la tempérance ?

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas une question, cela.

PAR M. BOUCHARD:

Q. Monsieur DeGrandpré, est-ce qu'il y a beaucoup de touristes qui passent à Sherbrooke en été?

R. Considérablement.

PAR M. NICOL:

Q. Le chemin Derby Line est le chemin le plus fréquenté par les Américains?

R. Oui, et Sherbrooke est aussi sur la route de Québec.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il y a beaucoup de gens qui viennent des États-Unis à Québec, en passant par Sherbrooke?

R. Oui, un grand nombre.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous dites qu'un deuxième magasin a été ouvert à Sherbrooke?

R. Oui.

Q. Voulez-vous donner la date de l'ouverture de ce magasin?

R. Je ne l'ai pas ici, mais je pourrai vous la donner.

Q. Donnez-nous la à peu près?

R. Je crois que c'est au mois de juillet, 1924.

Q. Juillet ou août, 1924?

R. Oui, à peu près.

Q. Qui avez-vous installé comme gérant de ce magasin?

R. M. Dufort.

Q. Qu'est-ce qu'il faisait auparavant, ce monsieur Dufort?

R. Je vous avoue que je n'en suis pas certain.

Q. On m'informe que c'était un barbier?

R. C'est possible, mais je ne le sais pas.

Q. Et qu'il est le gendre de M. Therrien, qui a été candidat à la dernière élection partielle de Sherbrooke?

R. Je ne suis pas officiellement informé de cela.

Q. Qui l'a nommé?

R. Il a été nommé régulièrement par les commissaires.

Q. Ce n'est pas vous qui avez présidé à sa nomination?

R. C'est moi qui ai fait son examen, et j'ai déclaré qu'il était compétent.

Q. En quoi consiste l'examen que doit subir un gérant de magasin?

R. L'éducation, l'instruction, son expérience des affaires, s'il possède l'anglais. C'est à peu près cela.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Et le français aussi je suppose?

R. Évidemment.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous nous avez dit que vous ne saviez pas ce qu'il faisait, avant d'avoir été bombardé gérant de ce magasin, cet homme qui a été jugé très compétent?

R. Du moment qu'il avait de l'expérience en affaires, il pouvait remplir la position comme n'importe qui.

M. SAUVÉ.—Pour raser les gens?

LE TÉMOIN.—Il n'est pas le seul à raser les gens.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

M. BOUCHARD.—Je propose que nous entendions maintenant M. Cordeau, au sujet de l'incident qui a été soulevé par le premier témoin, M. Deslauriers.

M. DURANLEAU.—L'incident de M. Deslauriers n'est pas encore terminé; si M. Bouchard veut bien servir sa cause, il fera mieux d'attendre.

M. BOUCHARD.—C'est peut-être mieux que je la serve mal.

M. DURANLEAU.—Je crois, monsieur le Président, que nous devrions continuer notre enquête. M. le président de la Commission des liqueurs va être ici tout le temps de l'enquête, qui va durer encore plusieurs jours. Nous avons ici plusieurs citoyens de Coaticook et d'ailleurs, qui voudraient s'en retourner à leurs affaires, comme M. Van Dyke, par exemple, qui avait d'importantes affaires auxquelles il voulait retourner.

M. BERCOVITCH.—La séance n'est pas finie, nous pourrions les entendre après.

M. DURANLEAU.—Je crois qu'on devrait nous laisser continuer notre enquête comme elle a été commencée.

M. BOUCHARD.—Je crois qu'il est important d'entendre immédiatement M. Cordeau.

M. DURANLEAU.—Je déclare, monsieur le Président, que nous n'avons pas fini notre preuve au sujet de l'incident Deslauriers.

M. GALIPEAULT.—Monsieur le président, avec votre permission, le comité a entendu tout à l'heure le témoin Deslauriers, qui a relaté certains faits. Si M. Cordeau est en état de répondre à cela, d'expliquer ce qui s'est passé, ou de dire exactement ce qui s'est passé, il est de l'intérêt du public et de l'intérêt du comité de l'entendre. Pourquoi laisser le public sous l'impression d'une version peut-être incomplète, qui peut, peut-être, être expliquée? Je crois que c'est le vrai moyen de procéder à cette enquête, que chaque fois qu'un fait est relaté, de donner à l'autre côté l'occasion de fournir des explications. M. Duranleau dit qu'il a d'autres témoins à faire entendre, il fera entendre ses autres témoins après.

LE PRÉSIDENT.—Il ne sera peut-être pas nécessaire d'entendre M. George, après avoir entendu M. le Président de la Commission.

M. DURANLEAU.—Il ne sera peut-être pas nécessaire de faire entendre M. le Président de la Commission, quand notre preuve aura été complétée.

M. GALIPEAULT.—Je crois qu'il vaut mieux mettre les choses au clair, autant que possible.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que nous devrions vider l'incident.

M. DURANLEAU.—Je demande que M. Lemoine, de Coaticook, soit appelé comme témoin.

M. BOUCHARD.—J'ai une motion déjà devant le comité.

M. DURANLEAU.—Cette demande a été faite au moment où M. Lemoine a été appelé comme témoin.

M. GALIPEAULT. Je comprends que le témoignage de M. Cordeau va être très court.

M. DURANLEAU.—Dans tout les cas, ma motion est devant le comité.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que vous demandez le vote? Je crois, quant à moi, que nous devrions terminer l'incident de la barge "BERNARD M". C'est aussi bien de clarifier cela de suite. Nous les entendrons après, vos témoins, si c'est nécessaire. Si M. Cordeau peut nous renseigner tout de suite là-dessus, c'est aussi bien d'en finir.

LOUIS-BRUNO CORDEAU, président de la Commission des liqueurs, résidant à Montréal, est maintenant appelé, assermenté, et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. Vous êtes président de la Commission des liqueurs, monsieur Cordeau?

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis quelle date?

R. Depuis le 7 novembre, 1923.

Q. Avez-vous entendu le témoignage de M. Joseph Deslauriers?

R. Oui, monsieur.

Q. Il nous a dit qu'au mois de juillet, 1923, il est allé à Montréal et qu'il a passé là quinze jours avec son bateau. Vous avez entendu cela n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Et il nous a dit que la dernière journée, je crois, entre 2 et 6 h. de l'après-midi, on avait fait un chargement à bord de ce bateau; vous avez entendu cela?

R. Je l'ai entendu.

Q. Et il a dit que l'on avait chargé 2000 caisses de ce qui était, apparemment, du Old Charter.

R. Je l'ai entendu.

Q. Pourriez-vous dire si cette boisson pouvait provenir de la Commission des liqueurs?

M. DURANLEAU.—Il faut interroger le témoin sur des faits. Il s'agit de savoir s'il en a eu connaissance personnellement. Je m'objecte à la question comme illégale.

M. NICOL.—Je lui demande s'il peut le dire.

LE TÉMOIN.—Je n'ai pas eu connaissance du chargement du bateau "BERBARD M", ni d'aucun autre bateau, de liqueurs alcooliques provenant de la Commission des liqueurs de Québec.

Q. Et si le chargement avait eu lieu des magasins ou entrepôts de la Commission des liqueurs, est-ce que vous en auriez eu connaissance?

R. Je n'étais pas le président de la Commission des liqueurs dans le temps, de sorte que je n'ai pas eu connaissance de ce qui a pu se faire avec le bateau "BERNARD M"; seulement, je puis vous dire que je suis porté à croire que la transaction n'a pas eu lieu, vu les prix qui ont été payés et les prix qui ont été vendus.

Q. Combien se vendait cette liqueur?

R. Elle se vendait \$5.75 la bouteille, à la Commission.

Q. M. Deslauriers nous a dit ici que cette liqueur était marquée à \$5.25 la bouteille et qu'elle avait été vendue \$48. \$50, et \$55. la caisse. Alors, il y aurait eu perte pour eux, parce que, à \$5.75 la bouteille, la caisse aurait coûté \$63.00, n'est-ce pas?

R. C'est une transaction qui ne les aurait pas payés. Seulement, je voulais ajouter ceci: c'est que, du moment que les "clearance papers" ont été donnés par le gouvernement fédéral, pour de la marchandise à être expédiée dans un pays étranger où il est permis de vendre des liqueurs alcooliques, la Commission des liqueurs a le droit de vendre à la caisse, et au char, et à la barge,—au point de vue purement légal.

Q. C'est-à-dire que la Commission des liqueurs a le droit de vendre à la caisse pour expédition dans des pays étrangers, et même dans d'autres provinces du Dominion?

R. Certainement. Tout ce qui est demandé, ce sont des "clearance papers" du ministère des douanes à Ottawa. Dans cette circonstance-ci, si les liqueurs alcooliques ont été transportées de la Commission des liqueurs, c'est la douane d'Ottawa, qui a été trompée, parce que, d'après les déclarations du témoin, ces liqueurs-là avaient été achetées pour être livrées à St-Pierre Miquelon.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Si c'était pour aller à St. Pierre Miquelon?

R. Si c'était pour aller à St-Pierre Miquelon, avec des "clearance papers" pour St-Pierre Miquelon, la Commission des liqueurs avait le droit d'en vendre un plein bateau.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Il résulte de votre explication, monsieur le président, que, du moment que l'acheteur vous déclare que c'est pour votre être exporté à St-Pierre Miquelon, vous vendez à plein bateau.

R. Non, Monsieur, cela ne résulte pas de mon explication, parce que je n'en ai jamais vendu une seule caisse pour être exportée, depuis que je suis président de la Commission des liqueurs. Seulement, je vous dis ceci: c'est que, du moment qu'on nous produit les "clearance papers" du département de la douane à Ottawa, nous sommes protégés quant au port de débarquement de la marchandise.

Q. Alors, d'après votre interprétation de la loi, la Commission des liqueurs a le droit de vendre à la caisse et au bateau, pourvu que ce soit pour exporter en dehors du pays?

R. Dans un pays où la vente est légale. Quand je vous dis cela, ce n'est pas ma seule interprétation de la loi, nous avons des opinions légales des meilleurs avocats de Montréal sur cette question-là.

Q. Maintenant, il n'y a pas de doute que vous savez, comme président de la Commission des liqueurs, ayant une police très importante au service de votre Commission, que toutes les marchandises qui sont exportées à St. Pierre Miquelon, c'est pour ensuite être revendues en haute mer, près des côtes des États-Unis.

R. Je ne le sais pas, d'après mon expérience personnelle, parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, depuis que je suis président de la Commission, la Commission n'a pas vendu une seule caisse de boisson pour être exportée.

R. Bien, à votre connaissance?

Q. Depuis que je suis président de la Commission, la Commission n'a pas vendu une seule caisse de boisson, de spiritueux, pour être exportée, j'en suis absolument certain.

Q. Bien, monsieur le président, vous ne présidez pas à toutes les ventes de la Commission?

R. Non, mais, dans les magasins la vente des spiritueux ne se fait qu'une bouteille à la fois; et, si un gérant de magasin ne suit pas la loi, nous le poursuivons et nous le faisons condamner à la prison, et il est arrivé déjà plusieurs cas où nos gérants de magasins ont été condamnés à la prison. De sorte que, pour pouvoir acheter plus qu'une bouteille à la fois, il faut l'acheter au bureau-chef, et, au bureau-chef, il ne peut pas se faire de vente sans que j'en aie connaissance, autrement, l'employé perdrait sa place, je vous en réponds.

Q. Maintenant, au bureau-chef, monsieur le président, est-ce que le nom des acheteurs est enregistré?

R. Au bureau chef, le nom des acheteurs est enregistré.

Q. Voulez-vous dire à quel magasin, au bureau chef, se font les grosses ventes?

R. Nous n'avons qu'un magasin au bureau-chef, et ce magasin-là c'est le magasin de gros. Il ne se vend que du vin à ce magasin-là.

Q. Quel est le numéro de ce magasin-là?

R. 64.

Q. Il résulte de votre témoignage, concernant l'incident du "BERBARD M", que vous n'étiez pas le président de la Commission dans le temps et que vous n'en connaissez rien?

R. Pour résumer mon témoignage, je n'étais pas président de la Commission des liqueurs, de sorte que je ne sais pas si la transaction a eu lieu, bien que je sois porté à croire qu'elle n'a pas eu lieu. Mais, si elle a eu lieu, du moment que les "clearance papers" étaient donnés par le département des douanes, la transaction était légale.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

CHARLES LEMOINE, de Coaticook, est assermenté et interrogé:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Lemoine, vous demeurez à Coaticook?

R. Oui, monsieur.

Q. Quelle est votre occupation?

R. Marchand-tailleur.

Q. Est-ce que votre établissement de commerce est bien éloigné du magasin de la Commission des liqueurs?

R. Voisin, monsieur.

Q. Qui est le gérant de ce magasin de la Commission des liqueurs, à Coaticook?

R. M. E.-P. Dupuis.

Q. A-t-il un fils du nom de Stanislas, ce M. Dupuis?

R. Oui, monsieur.

Q. Y a-t-il longtemps que M. Dupuis est le gérant de ce magasin de la Commission des liqueurs?

R. Depuis que le magasin a été ouvert.

Q. Depuis quelle année?

R. 1923.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Quel temps, en 1923?

R. Au mois de décembre.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Depuis décembre, 1923?

R. Oui.

Q. Est-il à votre connaissance, monsieur Lemoine, que les boissons fortes se vendent à la charge, à ce magasin-là.

R. Je ne connais pas cela, moi. Je ne travaille pas dans le magasin des liqueurs, je suis marchand-tailleur.

Q. Est-ce que votre magasin donne sur la cour du magasin de la Commission des liqueurs?

R. Ma shop, oui.

Q. Votre boutique?

R. Ma boutique.

Q. Avez-vous vu, de temps à autre, des voitures venir, de temps à autre, dans la cour du magasin de la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. Pour charger des boissons alcooliques?

R. Ça, je ne peux pas le dire; charger des boissons de la Commission.

Q. Avez-vous vu les voitures de quelqu'un entrer dans la cour?

R. Oui, j'ai vu déjà des voitures.

Q. De qui?

LE TÉMOIN.—Les voitures?

L'AVOCAT.—Oui.

R. Je ne sais pas à qui les voitures appartiennent.

Q. Est-ce que vous n'avez pas vu des camions entrer dans la cour du magasin de la Commission des liqueurs?

R. Qu'est-ce que vous entendez par des camions?

Q. Des camions-automobiles, des trucks.

R. Ah ! oui, j'ai vu des trucks dans la cour.

Q. Vous avez reconnu les trucks de certaines personnes de Coaticook?

R. Oui.

Q. Le truck de M. Bachand, par exemple?

R. De M. Bachand, oui, je l'ai vu dans la cour.

Q. Dans la cour du magasin de la Commission?

R. Non, non. Il y a deux cours; j'ai une cour et il y en a une autre; il y a un passage mitoyen.

Q. Il y a un passage mitoyen qui sert pour les deux cours?

R. Oui.

Q. Pour la vôtre et celle de la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. Et vous avez vu arriver ce camion de M. Bachand et entrer dans la cour du magasin de la Commission des liqueurs?

M. BERCOVITCH.—Il n'a pas dit cela.

R. Non, je ne me rappelle pas avoir vu la voiture de M. Bachand dans la cour de la Commission. Peut-être qu'elle est venue, vous comprenez que je ne suis pas là tout le temps.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne le savez pas?

R. J'ai mon affaire à voir.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Lemoine, d'après mes informations, vous auriez vu ou quel-qu'un de votre magasin aurait vu sortir des boissons du magasin de la Commission des liqueurs, en arrière, qui étaient chargées dans des voitures.

R. La boisson, elle est déchargée en arrière, et les caisses passent dans ma cave pour entrer dans la leur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Cela, c'est pour entrer dans le magasin de la Commission des liqueurs?

R. C'est pour entrer dans le magasin de la Commission des liqueurs. Il n'y a seulement qu'une porte de cave, et ils sont obligés de passer dans la même porte dont je me sers pour aller dans ma cave, pour aller dans leur cave. Quand ils déchargent des boîtes, comment voulez-vous que je sache quelle sorte de boisson il y a là-dedans, ou s'il y en a dans les boîtes ou s'il n'y en a pas.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Je vous demande si vous avez vu sortir...

LE TÉMOIN.—Des caisses?

L'AVOCAT.—Des caisses.

R. Oui, j'ai vu sortir des caisses; des caisses vides, qui sont supposées être vides.

Q. Je vous parle des caisses de boisson, monsieur.

R. Oh ! non, j'en ai pas vu sortir.

Q. Y a-t-il quelqu'un de votre magasin qui en a vu sortir, et qui vous a fait rapport à ce sujet-là?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cette question.

LE TÉMOIN.—Non.

LE PRÉSIDENT.—Si ce n'est pas à sa connaissance, il ne peut pas le dire.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous jamais vu des voitures être chargées de liqueurs alcooliques dans la cour du magasin ou près du magasin tenu par M. Dupuis?

R. Arrêtez un petit peu... Expliquez-moi donc ça encore une fois.
(La question est lue au témoin par le sténographe).

M. BERCOVITCH.—La question n'est pas claire.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas à vous à vous plaindre, c'est au témoin.

M. BERCOVITCH.—Je dois empêcher que le témoin tombe dans une trappe.

M. DURANLEAU.—Il peut se protéger lui-même, il n'a pas besoin de vous.

M. BERCOVITCH.—Je sou mets que ce n'est pas une question "fair".

LE PRÉSIDENT.—Si le témoin ne la comprend pas, il peut demander qu'elle soit expliquée. (Au témoin). Si vous ne comprenez pas la question, vous avez droit de demander qu'elle vous soit expliquée. Ne répondez pas à peu près.

(La question est lue de nouveau au témoin).

LE TÉMOIN.—Qu'est-ce que vous entendez par liqueur alcoolique?

M. DURANLEAU.—Je n'y ai pas goûté, monsieur.

LE TÉMOIN.—Bien, ni moi.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Comme question de fait, monsieur, avez-vous vu des voitures chargées avec de la boisson venant du magasin de M. Dupuis, et n'avez-vous pas dit à quelqu'un déjà, que vous aviez vu cela bien des fois?

R. Non, non. Écoutez...

M. BERCOVITCH.—J'objecte à cette question-là.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, il est facile de voir à quel témoin nous avons affaire. Nous sommes informés qu'au magasin de M. Dupuis, par l'entremise de son fils M. Stanislas Dupuis, et par d'autres personnes bien connues dans Coaticook, le commerce de bootlegging se fait régulièrement dans Coaticook. Ce fait-là est notoire. Nous sommes informés que les autorités municipales se sont plaintes de ce fait-là.

M. NICOL.—Vous le prouverez par des témoins qui le savent.

M. DURANLEAU.—Et que M. Lemoine connaît parfaitement la situation.

LE PRÉSIDENT.—Il nous a dit qu'il ne le connaissait pas.

M. DURANLEAU.—Parce qu'il n'avait pas goûté la boisson que l'on sortait du magasin de la Commission pour en emplir des voitures.

LE TÉMOIN.—Vous me demandez... ?

De quelle manière que vous me demandez ? Vous me demandez à la caisse ?

L'AVOCAT.—A la caisse ou avec des bouteilles sorties des caisses.

LE TÉMOIN.—On va parler des bouteilles.

L'AVOCAT.—Commencez par parler des bouteilles.

LE TÉMOIN.—Arrêtez un peu. Les bouteilles sont enveloppées, n'est-ce pas ?

Q. C'est vous qui le savez, monsieur.

LE TÉMOIN.—Comment est-ce que je puis dire si c'est une bouteille quand l'enveloppe est dessus ?

L'AVOCAT.—Alors, vous avez vu sortir des caisses remplies de quelque chose qui paraissait avoir la forme d'une bouteille ?

M. BERCOVITCH.—Non, non, ce n'est pas cela qu'il a dit.

LE TÉMOIN.—Oui, cela, je vais l'admettre.

PAR M. DURANLEAU. :

Q. Alors, vous avez vu sortir des caisses du magasin de M. Dupuis.

LE TÉMOIN.—Vous appelez cela des caisses ?

L'AVOCAT.—Ou des bouteilles, si vous voulez.

LE TÉMOIN.—C'est là la question que je voulais savoir.

L'AVOCAT.—Ou des bouteilles, si vous voulez.

LE TÉMOIN.—Non, parce que, comme je vous dis, des bouteilles on ne peut pas en juger, voilà la seule raison. Les bouteilles entrent par la même porte et sortent par la même porte.

Q. Alors, ce sont des bouteilles que vous avez vu sortir ?

R. Je ne peux pas dire des bouteilles, ce sont des enveloppes.

Q. Des enveloppes ayant la forme d'une bouteille ?

R. Je ne pourrais pas jurer une bouteille, parce que, si la bouteille est enveloppée...

Q. Vous n'avez pas vu la bouteille ?

R. Non.

Q. Vous n'avez vu que l'enveloppe ?

R. J'ai vu des enveloppes.

Q. Et ils sortaient cela du magasin pour en emplir des voitures ?

R. Je n'en ai pas vu sortir du magasin, mais j'ai vu en mettre dans des voitures.

Q. Vous en avez vu mettre dans des voitures?

R. Oui.

Q. Où étaient placées les voitures?

R. Dans la cour.

Q. Dans la cour du magasin de M. Dupuis?

R. Oui.

Q. On en mettait combien de ces objets enveloppés, que vous ne pouvez pas dire que c'était des bouteilles?

R. Je ne peux pas vous en donner le montant, monsieur, parce que vous comprenez, je n'étais pas intéressé. Je ne suis pas intéressé dans la Commission. Je loue le magasin à la Commission.

Q. Je le sais, monsieur Lemoine, et personne ne prétendra que vous êtes intéressé dans les affaires de la Commission, que vous faites de l'argent avec la Commission.

R. Du moment que la Commission me paye mon loyer, c'est tout ce que je demande.

Q. Dans tous les cas, vous avez vu charger des voitures avec des objets qui avaient la forme d'une bouteille?

R. Oui, monsieur, cela, je l'ai vu.

Q. Et qui étaient dans des enveloppes.

R. Oui. Je vous donne cela au meilleur de ma connaissance.

Q. Avez-vous jamais remarqué s'il y avait des étampes ou des étiquettes sur les enveloppes en question?

R. Je n'ai jamais remarqué cela.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Est-ce que c'étaient des bouteilles vides?

R. Cela, c'est une chose que je ne peux pas dire.

Q. Vous ne savez pas?

R. Non, je ne peux pas dire si c'étaient des bouteilles vides ou des bouteilles pleines.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Dois-je comprendre que vous prétendez que, dans ces enveloppes fermées, qui ne vous permettaient pas de voir ce qu'il y avait en dedans, il pouvait y avoir des bouteilles vides.

R. Je ne pouvais pas voir. Quand il y a une enveloppe sur quelque chose, vous, aussi bien que moi, vous n'auriez pas été capable de le dire.

Q. Vous constatiez que ces enveloppes étaient bleues, n'est-ce pas?

R. Je ne peux pas dire, cela, je ne le sais pas, parce que je n'ai pas examiné l'enveloppe.

Q. Vous n'avez pas examiné l'enveloppe?

R. Non, non. Mon cher ami, j'ai vu cela au travers des châssis, il faut toujours bien être raisonnable.

Q. Maintenant, cela arrivait combien de fois par semaine?

R. Bien, monsieur, cela, je vais vous le dire bien franchement, je ne l'ai jamais remarqué, parce que je suis un homme qui m'occupe de mon affaire et de mon ouvrage, et les affaires des autres ne me regardent pas.

Q. Cela arrivait tellement souvent que vous ne le remarquiez pas?

R. Je ne peux pas dire combien souvent, monsieur, cela est arrivé; mais, comme on dit, un homme qui se mêle de ses affaires dans ce monde-ci, il a une

grosse job dans les mains, J'ai toujours considéré qu'un homme qui se mêlait de ses affaires avait une grosse job.

Q. Alors, si je comprends bien, monsieur, vous avez vu ces opérations-là se faire très souvent, mais vous n'avez voulu tirer aucune conclusion de ce que vous voyiez ?

R. Non, monsieur.

Q. Et vous ne vous êtes jamais plaint aux autorités de Coaticook ?

R. Non, non, parce que je n'avais aucune affaire. Pour commencer, je suis un homme de 58 ans et c'est la première fois que je suis appelé comme témoin.

Q. Vous, tout ce que vous aviez à faire, tout ce qui vous intéressait, c'était de retirer votre loyer ?

R. Retirer mon loyer et faire mon affaire, et me mêler de mes affaires.

Q. Mais ne croyez-vous pas qu'un citoyen a un devoir public à remplir, et que, quand il voit ce que vous avez vu, il doit le dénoncer aux autorités ? Est-ce que ces choses-là ne vous intéressaient pas comme citoyen ?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cette question-là.

M. DURANLEAU.—Le témoin peut se protéger sans vous.

LE TÉMOIN.—Je vous réponds poliment.

M. DURANLEAU.—Très poliment, et très habilement aussi.

LE TÉMOIN.—Je ne vous ai pas insulté; je vous ai répondu à la question que vous m'avez demandée.

M. BERCOVITCH.—J'objecte à la question, parce qu'elle est injuste et, en second lieu, parce que le témoin n'a pas affirmé le fait que mon savant ami intercale dans la question, comme venant de la bouche du témoin.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, sur l'objection, je crois que j'ai le droit de dire quelque chose, moi aussi.

LE PRÉSIDENT.—Certainement.

M. DURANLEAU.—Nous avons devant nous le locateur de la Commission des liqueurs, qui vient nous dire qu'il ne s'est pas occupé de ce qui se passait dans la cour de la Commission, parce qu'il croyait de son devoir de se mêler de ses affaires. Je pose une question au témoin, pour savoir s'il ne croit pas que c'était l'affaire d'un citoyen de dénoncer ce qu'il a vu.

M. BERCOVITCH.—Je pense que la question va plus loin que cela.

M. GALIPEAULT.—Je ne vois pas à quoi peut servir cette question-là. M. Duranleau ne lui a pas demandé s'il s'agissait du commerce de la Commission des liqueurs ou autre chose. A quoi cela va-t-il nous avancer de savoir si cet homme-là a fait son devoir ou non ou quelle était la notion qu'il avait de son devoir. Il s'agit de savoir ce qu'il a vu et c'est tout.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je ne crois pas qu'il soit juste que l'honorable Ministre des Travaux publics intervienne dans cette enquête.

M. GALIPEAULT.—J'en ai demandé la permission au Président, et avec la permission du président, j'ai le droit d'intervenir. Je suis membre de la chambre et j'ai tout autant d'intérêt et de droit que le procureur qui interroge les témoins. Et je crois, en plus, qu'il est de mon devoir de demander que l'on traite ce témoin-ci comme un citoyen ordinaire, comme un homme honorable. En plus, je dois dire ceci: j'ai conduit quelques causes déjà dans ma vie, et il me semble que, si on avait commencé par demander au témoin s'il s'agissait du commerce de la Commission, nous serions peut-être plus avancés que nous le sommes maintenant.

M. DURANLEAU.—Il n'a rien vu que des enveloppes.

M. GALIPEAULT.—S'il n'a rien vu, votre interrogatoire est inutile.

LE PRÉSIDENT.—S'il n'a rien vu, vous ne pouvez pas prendre comme fait acquis qu'il aurait dû dénoncer un état de choses scandaleux.

M. DURANLEAU.—Je dis cela d'après le témoin.

M. SAUVÉ.—Il a vu des enveloppes.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Maintenant, monsieur Lemoine, est-ce qu'il n'est pas notoire dans Coaticook, connu de tout le monde dans Coaticook, que le magasin de M. Dupuis vend constamment aux bootleggers.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que cela a à faire?

M. DURANLEAU (au témoin). Vous n'en avez jamais entendu parler?

LE PRÉSIDENT.—Quand même ce serait notoire, si ça n'est pas basé sur des faits; il faut que ce soit basé sur des faits.

M. DURANLEAU.—La notoriété est généralement basée sur des faits.

LE PRÉSIDENT.—Il y a bien des commérages qui deviennent de la notoriété.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous jurez que vous n'en avez jamais entendu parler?

R. Non, je ne jure pas que je n'en ai jamais entendu parler.

Q. Vous en avez entendu parler?

R. Oui.

Q. Vous avez entendu parler aussi que le fils de M. Dupuis va chercher de la boisson au magasin de son père et qu'il va vendre cela en dehors de Coaticook?

M. BOUCHARD.—Je m'objecte à cette question.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Dites-vous que vous n'en avez pas entendu parler?

M. GALIPEAULT.—Monsieur le président, avec votre permission: voici une série de questions absolument illégales, du commencement à la fin. On amène un témoin ici pour prouver des faits; il ne peut rien prouver, alors

on lui demande s'il est notoire que telle et telle chose s'est passée. Est-ce que, réellement, on veut baser cette enquête sur des rumeurs? Quand même le témoin viendrait dire: je l'ai entendu, est-ce juste pour le public, pour la Législature, et pour ce comité de faire une enquête avec des moyens de preuve qu'aucun tribunal au monde n'admettrait.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, il y a assez de députés et d'avocats qui font partie de ce comité, il me semble que le Ministre des Travaux publics ne devrait pas intervenir.

M. GALIPEAULT.—L'honorable député ne réussira pas à m'empêcher de parler, quand je le jugerai à propos.

M. DURANLEAU.—La semaine dernière, nous avons eu un membre de la Chambre, de la gauche, qui a voulu se lever pour dire quelque chose, et le président de ce comité est arrivé, le lendemain matin, avec les règlements de cette Chambre, pour lui démontrer qu'il n'avait pas le droit d'intervenir.

LE PRÉSIDENT.—Pardon, vous n'avez pas le droit de dire cela.

M. DURANLEAU.—Est-ce que vous allez maintenant permettre au Ministre des Travaux publics...

LE PRÉSIDENT.—J'ai dit au député qu'il avait le droit de parler avec la permission du président, et le député a parlé avec ma permission.

M. DURANLEAU.—Dois-je comprendre que le président de ce comité va permettre maintenant à n'importe quel membre de la Chambre d'agir ici, comme s'il était membre du comité?

LE PRÉSIDENT.—Du moment qu'il en demandera la permission et qu'il l'obtiendra, c'est le règlement.

M. DURANLEAU.—Vous allez donner la permission à tout le monde?

LE PRÉSIDENT.—C'est le règlement qui le veut.

M. GALIPEAULT.—Je suis membre de la Chambre depuis 1909, et ce serait la première fois, à ma connaissance, qu'il ne serait pas permis à un député de parler à une séance de comité. Je n'ai pas le droit de voter, mais j'ai le droit de parler.

M. DURANLEAU.—Vous faites des discours.

M. GALIPEAULT.—Je dis ce que je crois devoir dire.

(La question à laquelle l'objection a été faite, est relue au témoin).

Q. Vous avez entendu parler aussi que le fils de M. Dupuis va chercher de la boisson au magasin de son père et qu'il va vendre cela en dehors de Coaticook?

LE PRÉSIDENT.—Cette preuve-là ne peut pas être permise, c'est une preuve de rumeur et nous sommes ici pour avoir des faits.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous vu les voitures du garçon de M. Dupuis se charger de paquets comme ceux que vous avez mentionnés tout à l'heure?

R. Oui, j'ai vu une voiture chargée de paquets, mais je ne suis pas capable de dire que c'était à M. Dupuis, cette voiture-là.

Q. Vous ne pouvez pas dire que c'étaient les voitures de M. Stanislas Dupuis?

R. C'est malaisé de dire que je puis jurer que cette voiture-là, ça lui appartient à lui.

Q. Vous savez que c'était lui qui s'en servait?

R. Oui, je l'ai vu s'en servir, mais, pour dire que je puis jurer que c'était sa voiture, qui lui appartient...

Q. Sans dire qu'elle lui appartenait, vous savez que c'était lui qui s'en servait, qu'elle servait à son commerce?

R. Oui, ça c'est correct, mais je veux vous expliquer.

Q. Je constate cela, que vous avez besoin de donner des explications.

R. Ce que je dis, je veux que ce soit juste.

Q. Dans tous les cas, cette voiture dont se servait M. Stanislas Dupuis, le fils du gérant du magasin de la Commission des liqueurs à Coaticook, se charger de colis comme ceux que vous avez mentionnés il y a quelques minutes?

R. Comme je vous dis, avec ce que j'ai vu.

Q. Des colis en forme de bouteilles?

R. Oui.

Q. Enveloppés dans une enveloppe complète, intacte?

R. C'est très difficile de dire ce qu'il y a là-dedans.

Q. Oui, c'est très difficile.

R. Je veux dire pour moi.

Q. Pour vous, cela doit être très difficile.

R. Est-ce qu'un homme peut jurer sur un paquet et dire que c'est de la boisson, s'il ne voit pas?

Q. C'est bien difficile. Est-ce que M. Dupuis vendait autre chose que de la boisson au magasin de la Commission des liqueurs à Coaticook?

R. Je ne sais pas.

Q. Ah ! vous ne savez pas cela?

R. S'il vendait autre chose que de la boisson?

Q. Tenait-il un autre commerce?

R. Non, il tient rien que ce commerce-là; mais, vous me demandez s'il vendait autre chose.

Q. Alors, il tient le commerce de la Commission des liqueurs?

R. Je ne lui connais pas d'autre commerce.

Q. Et vous ne vous êtes jamais demandé ce que contenaient les enveloppes en question lorsque son fils venait charger sa voiture?

R. Je ne me le suis jamais demandé.

Q. Et personne ne vous l'a demandé, aucun citoyen de Coaticook ne vous l'a demandé, ce que contenaient les colis avec lesquels on chargeait la voiture du fils du gérant de la Commission?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à la question.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Personne ne vous en a parlé?

M. BERCOVITCH.—Je m'objecte à cette question comme tendant à faire une preuve de oui-dire.

LE PRÉSIDENT.—C'est du oui-dire.

M. DURANLEAU.—Non, ce n'est pas du oui-dire.

LE PRÉSIDENT.—Ce qu'on a pu lui dire, ça n'est pas une preuve.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas ce qu'on a pu lui dire que je veux prouvés, je demande au témoin si quelqu'un de Coaticook s'est informé de lui, de ce que se passait dans la cour du magasin de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin est ici pour rapporter ce qu'il sait personnellement. On lui demande si d'autres lui en ont parlé, qu'est-ce que cela a à faire?

M. DURANLEAU.—Est-ce que M. le président va affirmer sérieusement qu'il résulte du témoignage du témoin qu'il ne connaît rien?

LE PRÉSIDENT.—Il a vu des gens charger des objets qui étaient sous enveloppe, il ne sait pas ce qu'il y avait dedans. Ça pouvait être du vin.

M. DURANLEAU.—Et le président du comité est de l'avis du témoin, qu'on peut pas dire ce qu'il y avait dans ces paquets.

M. BERCOVITCH.—Le président du comité n'est pas obligé de répondre à vos questions.

M. DURANLEAU.—Il vient d'exprimer son opinion.

M. BERCOVITCH.—Il a le droit de l'exprimer, il est ici pour cela.

PAR M. NICOL:

Q. Monsieur Lemoine, les paquets que l'on sortait, vous avez dit que vous ne savez pas ce qu'ils contenaient?

R. Peut-être que c'étaient des liqueurs, mais je ne suis pas capable de le dire; je ne connais pas les enveloppes qu'il y a autour.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne savez pas qu'il y avait du vin dedans ou autre chose?

R. Je ne sais pas s'il y avait du vin dedans ou autre chose.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

ARTHUR VINCENT, commis au magasin de la Commission des liqueurs, à Coaticook, est assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Est-ce que vous êtes l'un des commis du magasin de la Commission des liqueurs, en charge duquel se trouve M. E.P. Dupuis?

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis longtemps?

R. Depuis son ouverture, le 19 décembre, 1923.

Q. Et vous l'êtes encore?

R. Oui, monsieur.

- Q. Connaissez-vous le fils de M. Dupuis, Stanislas Dupuis?
R. Oui, monsieur.
Q. Vous connaissez ses voitures?
R. Oui.
Q. Viennent-elles souvent...
R. Assez.
Q. Au magasin de son père?
R. Assez souvent.
Q. Qui charge ces voitures?
R. Il a ses hommes, et nous autres.
Q. Qu'est-ce que c'est que vous chargez dans ces voitures?
R. Des fois ce sont des boîtes vides, d'autres fois, il emporte du stock, il entre notre stock en dedans.
Q. Des fois il emporte du stock?
R. C'est lui qui décharge nos chars, quand on reçoit un char.
Q. Je parle du stock qui sort du magasin de la Commission des liqueurs.
R. Il n'emporte rien que des boîtes vides.
Q. Monsieur Vincent, jurez-vous que vous n'avez jamais aidé à charger les voitures du fils de M. Dupuis?
R. Oui, monsieur.
Q. Ou les voitures de M. Bachand?
R. Oui, monsieur.
Q. Avec de la boisson de la Commission des liqueurs?
R. Oui.
Q. Vous n'avez jamais aidé?
R. Jamais.
Q. Qui s'occupait de cela dans le magasin?

LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas droit de poser cette question-là au témoin. Le témoin nous a dit que le fils de M. Dupuis transportait le contenu des chars au magasin de la Commission des liqueurs, et que tout ce qu'il a transporté du magasin, ce sont des boîtes vides. Maintenant vous lui demandez qui s'occupait de cela.

PAR M. DURANLEAU:

- Q. Vous connaissez M. George Lafleur?
R. Oui.
Q. M. Bédard?
R. Oui.
Q. Qu'est-ce qu'ils font?
R. Ce sont des employés de M. Dupuis.
Q. Les avez-vous vus charger de la boisson...
R. Je ne me souviens pas.
Q. Dans les voitures de M. Dupuis, fils?
R. Je ne me souviens pas.
Q. Est-ce que vous auriez perdu la mémoire, depuis que vous avez été assigné comme témoin devant ce comité?
R. ...
Q. Jurez-vous, monsieur, que vous ne vous le rappelez pas?
R. Je ne me souviens pas.
Q. Vous ne vous souvenez pas?

R. ...

Q. N'est-il pas vrai que vous avez déclaré à plusieurs personnes dans Coaticook...

M. BERCOVITCH.—J'objecte à la question, à moins que l'on ne mentionne le nom, l'endroit et la date. C'est la seule juste manière de contredire un témoin. Vous devez le mettre en relation directe avec tout ce qui est arrivé et vous devez mentionner la date, l'endroit, avec le nom ou les noms.

LE PRÉSIDENT.—Je crois qu'en toute justice pour le témoin, vous devriez spécifier les personnes, la date, et l'endroit.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous jamais déclaré à M. Joyal que la chose se pratiquait couramment au magasin de M. Dupuis, le temps que vous avez été à l'emploi de M. Dupuis, au magasin de la Commission des liqueurs, à Coaticook?

LE PRÉSIDENT.—De quelle chose parlez-vous?

M. DURANLEAU.—Du chargement de la voiture ou des voitures du fils de M. Dupuis ou de M. Bachand, avec des liqueurs provenant du magasin de la Commission des liqueurs?

R. ...

Q. Qu'est-ce que vous répondez?

R. Je ne me souviens pas.

Q. Vous ne vous en souvenez pas?

R. ...

Q. Vous avez pu lui en parler et que vous ne vous en rappelleriez pas?

R. Je ne me souviens pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas lui avoir parlé de cela?

R. Non.

Q. Vous savez que le fils de M. Dupuis tient un entrepôt à Coaticook?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous jamais vendu de la boisson au fils de M. Dupuis?

R. Oui monsieur.

Q. Souvent?

R. Quand il est venu.

Q. Plus qu'une bouteille à la fois?

R. Je ne me souviens pas. Je lui vendais quand il venait au comptoir.

Q. Combien de bouteilles lui avez-vous vendues dans une journée?

R. ... Je ne sais pas.

Q. A peu près?

R. ... Des fois, peut-être bien, quinze, vingt.

Q. Ceci c'était à M. Stanislas Dupuis?

R. Oui,

Q. Mais, avait-il des employés qui entraient aussi au magasin?

R. Oui.

Q. Pour acheter de la boisson?

R. Oui.

Q. Plusieurs?

R. Des fois, ils étaient, deux, trois, quatre, ça dépendait.

Q. Des fois, cinq?

- R. Je ne pense pas qu'ils aient jamais été plus que quatre.
- Q. Ils n'étaient pas plus que quatre?
- R. Quatre ou cinq.
- Q. Voulez-vous donner les noms de ceux qui entraient avec M. Dupuis pour acheter de la boisson.
- R. Il y avait Arthur Bédard, il y avait George Lafleur, le jeune Houle, je ne sais pas son premier nom.
- Q. Un M. Dumoulin aussi?
- R. Oui.
- Q. A tout le set de M. Stanislas Dupuis, fils—M. Lafleur, M. Bédard, Houle, Dumoulin—combien avez-vous vendu de bouteilles dans une journée à ces messieurs-là?
- R. Je les servais tant qu'ils venaient.
- Q. Quelle est la quantité de bouteilles que vous avez vendues à M. Dupuis dans une journée, tant par lui que par ses employés?
- R. Ah ! cela . . . Des fois, ils venaient une quinzaine de fois dans une journée et je leur vendais.
- Q. Qu'est-ce qu'ils faisaient de toutes ces bouteilles-là?
- R. Ah ! je ne sais pas.
- Q. Où était la voiture de M. Dupuis au moment où ils se présentaient si souvent et aussi nombreux au magasin de M. Dupuis, père, pour acheter des liqueurs enivrantes?
- R. La voiture, je ne sais pas si . . . Des fois c'est arrivé qu'ils la mettaient en arrière, des fois ils s'en allaient chez eux avec.
- Q. Ça arrivait des fois qu'ils la mettait en arrière, à quel endroit?
- R. En arrière du magasin.
- Q. En arrière du magasin de la Commission des liqueurs?
- R. Oui.
- Q. Dans la cour?
- R. Dans la Cour.
- Q. Et c'était dans cette voiture-là qu'ils allaient porter les bouteilles qu'ils allaient chercher chez vous?
- R. Je ne sais pas s'ils les portaient toujours là.
- Q. Quand elle était là?
- R. Oui.
- Q. Ils allaient porter leurs bouteilles là?
- R. Oui.
- Q. Et, quand la voiture était remplis, ils s'en allaient?
- R. Ils ne l'ont jamais emplie, je ne pense pas.
- Q. Ils ne l'emplissaient pas complètement?
- R. Non.
- Q. Combien ça leur prenait-il de temps pour remplir ainsi une charge convenable? Combien d'heures cela prenait-il?
- R. Ça leur prenait une heure et demie.
- Q. À peu près une heure et demie?
- R. Oui.
- Q. Maintenant, ce commerce-là se pratique depuis que vous êtes à l'emploi de la Commission des liqueurs à Coaticook?
- R. Oui.
- Q. Jusqu'à aujourd'hui?
- R. Oui.

Q. Maintenant, vous avez eu connaissance, monsieur, que des gens soient venus au magasin de la Commission demander à acheter de la boisson en certaines quantités, à M. Dupuis, le gérant, et qu'il les a référés à son fils? Si je suis bien informé, cela a eu lieu devant vous, en votre présence—n'est-ce pas?

R. Parce que les voyages de boisson, je ne m'en suis jamais mêlé.

Q. Vous n'avez jamais voulu vous mêler des voyages de boisson?

R. Bien, me mêler, comme ça... j'ai vendu au comptoir.

Q. Vous n'avez jamais voulu vous mêler des voyages qui se chargeaient près du magasin de M. Dupuis?

R. Oui.

Q. Mais, n'est-il pas vrai, monsieur, qu'en votre présence, des bootleggers se sont présentés à M. Dupuis, le gérant du magasin, et qu'il les a référés à son fils, Stanislas.—en votre présence?

R. Je ne me souviens pas.

Q. Si mes informations sont exactes, cela serait arrivé en votre présence.

R. Je ne me souviens pas.

Q. Vous ne vous le rappelez pas?

R. ...

Q. Maintenant, vous connaissez les voitures de D. S. Bachand?

R. Je les connais, quand son nom est marqué dessus, on peut lire.

Q. Comme question de fait, les connaissez-vous?

R. Je connais que son nom est marqué dessus.

Q. Combien M. Bachand a-t-il d'employés...?

R. Je ne sais pas.

Q. Pour venir acheter des liqueurs alcooliques au magasin de M. Dupuis?

R. Je ne pense pas qu'il soit jamais venu charger des liqueurs alcooliques chez nous.

Q. Si je suis bien informé, ce sont des employés de M. Stanislas Dupuis qui chargeaient dans les voitures de M. Bachand.

R. (Après avoir fait signe que non) Je ne me souviens pas d'avoir vu les voitures de M. Bachand chez nous.

Q. En arrière du magasin?

R. Je ne me souviens pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas?

R. Non.

Q. Ni en avant?

R. En avant, je les ai vues.

Q. Et vous avez vu les employés entrer au magasin et acheter des bouteilles de liqueurs fortes?

R. Cela est arrivé une fois qu'ils sont venus chercher du vin.

Q. Vous avez eu connaissance une fois que M. Bachand soit venu chercher du vin?

R. Pas lui, ses hommes.

Q. Qui était en société avec Stanislas Dupuis pour faire ce commerce?

R. Ah! je ne sais pas.

Q. Est-ce que ce ne sont pas les voitures de "E.-P. Dupuis & Fils"?

R. Les voitures du Cold Storage.

Q. De E.-P. Dupuis & Fils?

R. Je ne sais pas si c'est E.-P. Dupuis & Fils, c'est le Cold Storage.

Q. Est-ce que le nom de la maison Dupuis n'apparaît pas sur les voitures?

R. Je ne pense pas.

Q. Vous n'êtes pas certain.

R. Je ne suis pas certain.

Q. Maintenant, tout ce que vous avez rapporté il y a un instant a été fait à la connaissance de M. Dupuis, le père, le gerant du magasin.

R. Je ne sais pas s'il nous voyait.

Q. Il était là ?

R. Il se tient dans son bureau, la plupart du temps.

Q. Il voit ce qui se passe dans le magasin ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous ne savez pas si le gérant a vu ce qui se passait depuis le mois de décembre, 1923 ?

R. S'il regarde, il doit voir, s'il ne regarde pas, il ne voit pas.

Q. Et est-ce qu'il regarde ? Est-ce qu'il a les yeux ouverts dans son magasin, ce monsieur Dupuis ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous ne savez pas ? . . .

R. . . .

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Quand il se faisait des ventes à ce magasin-là, est-ce que les ventes étaient faites une bouteille à la fois ?

R. Une bouteille à la fois.

Q. Et celui qui achetait la bouteille, payait pour sa bouteille ?

R. Oui, il payait pour sa bouteille.

Q. Il payait le prix régulier ?

R. Le prix régulier.

Q. Le prix marqué sur la bouteille.

R. Oui.

Q. Et l'argent allait où ?

R. Dans le cash.

Q. Dans le cash de la Commission des liqueurs.

RÉ INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Comme question de fait, monsieur, les employés de M. Stanislas Dupuis emplissaient leurs poches de bouteilles, quand ils entraient dans le magasin ?

R. On leur donnait une bouteille à la fois.

Q. Ils mettaient la bouteille dans une poche et la payaient ?

R. Ils la payaient.

Q. Ensuite, ils vous donnaient de l'argent pour une deuxième bouteille, vous leur donniez une deuxième bouteille, et ils la mettaient dans leur poche ?

R. Ils payaient pour la deuxième et ils l'avaient.

Q. Quand ils avaient de la place pour en mettre une troisième, ils payaient pour et ils l'avaient aussi ?

R. Ils l'avaient, on la leur donnait.

Q. Et cette opération se répétait aussi longtemps qu'ils revenaient en demander ?

R. . . .

Q. Ils entraient au magasin, remplissaient leurs poches, sortaient, revenaient les poches vides et les remplissaient de nouveau, toujours en payant chaque bouteille ?

- R. Chaque bouteille.
Q. Une bouteille à la fois ?
R. Une bouteille à la fois.
Q. Et ils faisaient cela pendant une heure et demie.
R. Il fallait qu'ils aillent porter cela à leur voiture.
Q. Quelle espèce de boisson, généralement, est-ce que le fils de M. Dupuis achetait comme cela ?
R. Il y avait du scotch, du gin et du brandy ?
Q. Toute espèce de boissons ?
R. C'était mélangé.
Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

JOHN BOUDREAU, de Coaticook, est assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

- Q. Monsieur Boudreau, vous demeurez à Coaticook ?
R. Oui, monsieur.
Q. Depuis longtemps ?
R. Depuis 21 ans.
Q. Quelle est votre occupation à Coaticook ?
R. Je suis chef de police.
Q. Depuis combien d'années ?
R. Depuis 15 ans.
Q. Connaissez-vous le magasin de la Commission des Liqueurs tenu par M. E.-P. Dupuis, à Coaticook ?
R. Oui, monsieur.
Q. Est-il à votre connaissance que les bootleggers viennent s'approvisionner à ce magasin là ?

M. BERCOVITCH.—Votre connaissance personnelle ?

LE TÉMOIN.—Oui, je comprends.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas à vous à diriger le témoin.

M. BERCOVITCH.—J'ai le droit de lui dire qu'il faut que ce soit sa connaissance personnelle.

M. DURANLEAU.—Il le dira si c'est à sa connaissance personnelle.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas une question loyale que vous posez.

M. DURANLEAU.—Je ne pense pas que vous puissiez faire des leçons aux autres en fait de loyauté, monsieur Bercovitch.

LE TÉMOIN.—Je sais bien que je vois voyager du monde, je ne sais pas si ce sont des bootleggers ou non. On voit entrer du monde là, sortir, entrer; je ne sais pas si ce sont des bootleggers ou non.

Q. Où sont leurs voitures à ces gens-là, qui entrent et sortent du magasin de la Commission ?

R. Des fois, elles sont dans la rue en avant, des fois, en arrière. Mais, je n'ai jamais été en arrière, je ne sais pas s'ils en ont en arrière.

Q. Qu'est-ce qu'ils sortent du magasin de la Commission ?

R. On voit sortir des bouteilles.

Q. Vous voyez sortir des bouteilles ?

R. Bien, des paquets enveloppés.

Q. Des paquets enveloppés ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce qu'ils font de ces paquets enveloppés ?

R. Des fois, ils les mettent dans leurs poches et ils s'en vont avec, des fois, ils ont une voiture et ils les mettent dedans.

Q. Avez-vous vu souvent des voitures se charger comme cela de paquets qui sortaient du magasin de M. Dupuis ?

R. Pas absolument souvent, non.

Q. De temps à autre ?

R. De temps à autre, oui.

M. NICOL.—Le témoin n'a pas dit qu'il voyait des voitures se charger, il a dit qu'il voyait des gens sortir.

M. DURANLEAU.—Laissez, s'il vous plaît, répondre le témoin.

M. NICOL.—Vous suggérez que le témoin a dit qu'il avait vu charger des voitures, il n'a jamais dit cela.

PAR M. DURANLEAU :

Q. L'on vous a demandé, monsieur Boudreau, de surveiller ce magasin-là ?

R. Non, monsieur.

Q. Les autorités de Coaticook ne vous ont pas demandé de surveiller ce magasin-là ?

R. Non, monsieur.

Q. Personne ne vous a demandé de surveiller le magasin ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous l'avez surveillé de vous-même ?

R. On passe dans la rue et on voit ce qui se fait. Des fois, on le remarquera, des fois, on ne le remarquera pas. On ne s'en occupe pas beaucoup, parce que nous n'avons pas d'affaire à cela. Vous savez que la loi de la Commission des liqueurs, on n'a pas d'affaire à cela, nous autres.

Q. La loi de la Commission vous défend de vous occuper de la manière dont ils vendent les boissons ?

R. Ils peuvent bien en vendre un char, on n'a rien à faire avec cela. Je ne suis pas autorisé de voir à cela du tout, cela ne me regarde pas.

Q. Est-ce qu'il ne vous est pas déjà arrivé d'avoir été demandé par M. Dupuis...

R. Une fois, oui.

Q. Pour le protéger ?

R. Une fois, cela est arrivé une fois.

Q. Parce que le public ne voulait pas laisser charger la boisson dans la voiture ?

R. C'est cela qu'il m'a dit: qu'il pensait qu'ils l'arrêteraient, qu'ils briseraient ses bouteilles.

Q. M. Dupuis vous a dit que le public casserait ses bouteilles?

R. C'est cela qu'il m'a dit.

Q. Alors, le public de Coaticook était soulevé contre les ventes qui se faisaient à ce magasin-là?

R. Un certain petit groupe, je suppose, je ne sais pas qui.

Q. M. Dupuis vous a dit qu'un certain groupe du public voulait empêcher le chargement d'une voiture?

R. Oui, monsieur.

Q. A la porte du magasin?

R. A la porte du magasin.

Q. Et il vous a demandé de venir le protéger?

R. Oui.

Q. Vous rappelez-vous à peu près vers quel temps c'était?

R. Si je me rappelle bien, il me semble que c'était l'été dernier.

Q. Vous vous êtes rendu à l'endroit en question?

R. Je me suis rendu, oui.

Q. A la porte du magasin?

R. Oui.

Q. Et la voiture a été chargée?

R. La voiture a été chargée après, quelque temps après; mais je ne suis pas resté en avant du magasin, j'ai été plus loin.

Q. Vous avez vu que la voiture avait été chargée quelques minutes après?

R. Oui.

Q. Quelle voiture était-ce?

R. Je ne me remets pas, c'était une automob'le, si je me souviens bien.

Q. Savez-vous à qui appartenait cette automobile?

R. C'était à son fils.

Q. L'automobile appartenait à son fils?

R. Oui.

Q. Avez-vous pu voir quelle quantité de boisson a été chargée dans la voiture?

R. Non, monsieur.

Q. Elle était toute transportée dans l'automobile de son fils, cette fois-là?

R. Je n'ai pas pu voir quelle quantité?

Q. Vous n'avez pas pu voir quelle quantité?

R. Non.

Q. Est-ce qu'on est entré et sorti plusieurs fois du magasin?

R. Je ne peux pas dire combien de fois, dans tous les cas, j'en ai vu sortir quelquefois.

Q. Et vous avez vu la voiture se remplir?

R. Je ne peux pas dire qu'elle a été emplie.

Q. Vous n'avez pas vu exactement la quantité qui a été mise dans la voiture?

R. Non, monsieur.

Q. La quantité de boisson qui a été placée dans la voiture?

R. Non, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne pouvez pas dire si c'était du vin?

R. Je ne peux pas dire cela, monsieur.

Q. C'était probablement du vin?

R. Je ne sais pas.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

M. DURANLEAU (après que plusieurs membres du comité ont quitté leurs sièges). Avant que l'on ajourne la séance de ce comité, monsieur le président, je demanderais que les moyens soient pris pour faire entendre M. René Larocque, qui est actuellement à l'Hôpital militaire de Ste-Anne de Bellevue, et on m'informe que son témoignage sera très important, et je demande qu'on aille prendre sa déposition à l'hôpital.

LE PRÉSIDENT.—Cette application aurait dû être faite avant que le comité se lève, tout le monde est parti.

M. DURANLEAU.—Alors, je ferai la motion demain matin.

Je, soussigné, sténographe officiel, déclare et certifie que les pages qui précèdent sont et contiennent un rapport fidèle et exact des délibérations de ce comité et de la preuve entendue par lui, à la séance tenue dans la soirée du 31 mars, 1925.

Et j'ai signé.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

SÉANCE DU 1er AVRIL, 1925.

PRÉSENT: L'hon. J.-E. Perrault.

A 10.40 hrs, le président ouvre la séance.

M. BERCOVITCH.—Je propose, Monsieur le président, que Monsieur Ethier soit entendu comme premier témoin, ce matin.

LE PRÉSIDENT.—Qui est Monsieur Ethier?

M. BERCOVITCH.—Monsieur Ethier est un expert dans les mélanges

LE PRÉSIDENT.—Est-il de Montréal?

M. BERCOVITCH.—Il est de Montréal.

LE PRÉSIDENT.—Est-il ici depuis quelque temps ?

M. BERCOVITCH.—Hier.

M. DURANLEAU.—Il y en a qui sont ici depuis la semaine dernière, Monsieur le président.

L'HON. M. NICOL.—Monsieur Ethier est un homme d'affaires et qui s'est mis à notre disposition pour donner des renseignements. Ca ne sera pas long.

M. DURANLEAU.—Avant ça, nous désirerions faire appeler encore certains témoins qui ont été assignés.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que Monsieur Rioux s'en va leur servir des subpœnas ?

M. DURANLEAU.—Ils sont peut-être ici—avez-vous la liste ici ?

M. SAUVÉ.—Monsieur Rioux, c'est l'agent de la police provinciale ?

LE PRÉSIDENT.—On l'a envoyé les chercher.

M. DURANLEAU.—Je veux faire simplement appeler les témoins, pour voir s'ils sont ici. (S'adressant au secrétaire du comité.) Voulez-vous faire appeler les témoins ?

M. PATRY.—Voici la lettre que j'ai envoyée, ce matin, à M. T. N. Carle . .

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas ça que je vous demande, je vous demande d'appeler les témoins, pour voir s'ils sont présents. Il y en a beaucoup qui ne savaient pas qu'il y avait une séance, hier soir. Ils sont peut-être ici maintenant. Vous avez d'abord William George.

M. PATRY.—Il n'est pas ici.

LE PRÉSIDENT.—Vous devriez faire une liste de ces témoins-là.

M. PATRY.—Il y a le major René Larocque, Monsieur Maurice Lacharité . . .

M. DURANLEAU.—Au sujet de René Larocque, je comprends que Monsieur Rioux a fait rapport au comité ?

LE PRÉSIDENT.—Voici un télégramme que nous avons reçu.

“Major René Laroque confiné à l'hôpital par suite de prostration nerveuse. Maladie contractée, à la guerre, beaucoup aggravée depuis la réception de votre subpoena. Incapable de comparaître devant votre comité comme témoin. Certificat médical en ce sens sera envoyé demain par la poste. Sur. Stearnes, Hôpital Sainte-Anne de Bellevue.”

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Rioux, avez-vous parlé au médecin ?

M. RIOUX.—J'ai parlé au surintendant de l'hôpital, par téléphone, et il m'a dit qu'il était impossible pour le major Larocque de sortir de l'hôpital parce qu'il était gravement malade. J'ai demandé de confirmer cela par un certificat assermenté et d'envoyer une dépêche à cet effet-là.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je sais pertinemment que Monsieur Larocque est anxieux de comparaître et d'être entendu devant ce comité. Encore, le vingt-quatre mars, mil neuf cent vingt-cinq, je donnerai communication d'une lettre qu'il adressait à Monsieur Sauvé—avec la permission de Monsieur Sauvé au sujet de ce qu'il disait. (M. Duranleau donne lecture d'une lettre.)

M. DURANLEAU.—Je demande que cette lettre soit produite au dossier comme pièce LL.

LE PRÉSIDENT.—Non.

L'HON. M. NICOL.—Ce n'est pas une preuve.

LE PRÉSIDENT.—La lettre ne peut pas être mise au dossier. Elle porte des accusations et nous n'avons pas ici Monsieur Larocque sous la main pour le transquestionner. Ce sont de simples oui-dire. On peut l'avoir comme témoin et on le transquestionnera. Cette lettre-là, il n'était pas sous serment, quand il l'a écrite. Maintenant, je m'explique difficilement qu'il soit exempté de venir rendre témoignage. Je ne sais pas si le surintendant est un médecin. Il nous dit qu'il est malade "*with nervous collapse*." Il ne m'a pas l'air en état de témoigner beaucoup.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, si vous voulez prendre connaissance de cette lettre vous allez voir qu'elle est écrite très bien, il a une main absolument ferme et cette lettre est datée du 24 de mars.

M. SAUVÉ.—Est-ce que le surintendant était sous serment, lorsqu'il a envoyé ça ?

LE PRÉSIDENT.—Il dit qu'il va envoyer un certificat.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, si vous ne voulez pas permettre la production de cette lettre qui est très importante et si le témoin ne vient pas ici devant le comité, je demanderais que l'on prenne les moyens pour aller le faire entendre à l'hôpital Ste-Anne.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que nous allons avoir un certificat—on va voir ce que le médecin va nous dire—un certificat assermenté.

M. DURANLEAU.—Je fais une proposition, Monsieur le président...

LE PRÉSIDENT.—Quant à aller à Ste-Anne, je ne pense pas que le comité se transporte à Ste Anne. Ce comité est un comité de la Chambre qui doit siéger à Québec.

M. DURANLEAU.—Je crois que le comité a le pouvoir de déléguer....

M. SAUVÉ.—Cela s'est fait dans l'affaire Mousseau.

M. DURANLEAU.—De déléguer un, ou deux ou trois de ses membres. avec un sténographe, pour prendre la déposition du témoin, et je fais cette proposition, pour le cas où Monsieur Larocque ne pourrait pas se rendre ici.

LE PRÉSIDENT.—Nous allons attendre le certificat du médecin, qui va arriver aujourd'hui, et nous verrons ensuite.

M. SAUVÉ.—S'il n'arrive pas, est-ce qu'il faut ajourner les procédures ?

LE PRÉSIDENT.—On va attendre le certificat du médecin. (On appelle le témoin, M. Ethier.)

M. DURANLEAU.—Attendez un instant, j'étais à faire appeler des témoins.

LE PRÉSIDENT.—Je vous demande pardon.

(Le secrétaire du comité appelle Monsieur Bouchard, Monsieur Dupuis, Monsieur William George, Monsieur Charles Stuart, M. James Wright, M. Henri Drolet, Monsieur Leonard Burton, Monsieur J.-Adélard Gravel, Monsieur G. D. Gadbois.)

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je demande que trois autres témoins soient assignés. Je demande l'assignation de Monsieur Henri Mongeon, gérant de la Commission des liqueurs—du magasin de la Commission des liqueurs à Longueuil; Monsieur Aimé David, de Longueuil, et Monsieur Béland, aussi de Longueuil, contremaître de la Corporation. Je n'ai pas son nom de baptême, mais il est contremaître de la corporation.

M. SAUVÉ.—On a décidé, hier, pour ne pas briser les témoignages...

M. BERCOVITCH.—Monsieur Deslauriers est ici.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Deslauriers était ici, hier soir.

LE SECRÉTAIRE.—Monsieur Henri Deslauriers est ici.

M. DURANLEAU.—Nous étions, hier soir, à faire la preuve au sujet du chargement des deux mille caisses de Old Charter sur le côtier *Bernard M.* Nous avons fait entendre un Monsieur Deslauriers et nous avons ici, ce matin Monsieur Henri Deslauriers et Monsieur Burton et, d'après la décision qui était rendue hier, nous devrions terminer cette affaire.

L'HON. M. NICOL.—Il n'y a pas eu de décision de rendue à ce sujet-là.

M. BERCOVITCH.—Nous avons laissé cette affaire-là pour entendre des témoins dans l'affaire de Coaticook.

M. SAUVÉ.—C'est parce que Monsieur Deslauriers n'y était pas, hier soir.

LE PRÉSIDENT.—Entendons donc Monsieur Deslauriers, ça ne prendra pas grand temps. Nous perdons plus de temps avec toutes ces discussions là qu'à entendre le témoin.

JOSEPH-HENRI DESLAURIERS, demeurant au No 21, 5e rue, Limoilou, Québec, navigateur, âgé de 27 ans, étant assermenté sur les Saints-Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Monsieur Deslauriers, en mil neuf cent vingt-trois, quelle était votre occupation ?

- R. J'étais premier officier sur le *Bernard M.*
Q. A qui appartenait ce bateau ?
R. Craig George, de Montréal.
Q. A un Monsieur George de Montréal ?
R. Oui.
Q. L'avez-vous vu, M. George ?
R. Souvent.
Q. Vous l'avez vu souvent ?
R. Oui.
Q. A quel endroit ?
R. A New York, au Commodore Hotel, et, ensuite, à Montréal.
Q. Où le rencontriez-vous à Montréal ?
R. Ordinairement au quai Laurier.
Q. Où se trouve situé le quai Laurier ?
R. Dans Hochelaga.
Q. Où allait-il, au quai Laurier ?
R. A bord du *Bernard M.*
Q. A bord du *Bernard M.* ?
R. Oui.
Q. Où avez-vous pris charge du *Bernard M.*, vous, avec le capitaine Deslauriers ?
R. A Halifax.
Q. Vous rappelez-vous la date où vous êtes arrivé à Montréal ?
R. Je n'étais pas sur le *Bernard M.*, lorsqu'il est arrivé à Montréal. Il doit être arrivé le quatorze, parce que je suis débarqué à Québec, le treize, à dix heures a.m.
Q. Vous êtes débarqué du *Bernard M.* ?
R. Oui.
Q. Et le bateau a continué jusqu'à Montréal ?
R. Oui.
Q. Et, quand êtes-vous revenu à bord du *Bernard M.* après le treize juillet ?
R. Le lundi matin, le seize.
Q. Le seize ?
R. Oui.
M. BERCOVITCH.—De quel mois ?
R. Juillet.
M. BERCOVITCH.—De quelle année ?
R. Mil neuf cent vingt-trois.
Q. Vous êtes resté à bord, pendant combien de temps ?
R. Tant que le bâtiment a été à Montréal, tout le reste de la saison.
Q. Combien de temps êtes-vous resté à bord, à compter du seize juillet ?
R. Nous devons être partis de Montréal, le vingt-huit ou dans les alentours.
Q. Le vingt-huit de juillet ?
R. Le vingt-huit de juillet, oui.
Q. Qu'est-ce que vous avez fait entre le seize et le vingt-huit juillet, à Montréal ?
R. Nous avons attendu un chargement.
Q. Qu'est-ce que faisait Monsieur George dans l'intervalle, en attendant le chargement ?

R. Dans l'intervalle je n'ai pas vu Monsieur George souvent. Je ne l'ai pas vu... du moins je l'ai vu une ou deux fois au plus.

Q. Y avait-il d'autres personnes, d'autres employés de Monsieur George que vous voyiez plus souvent ?

R. Il y avait Monsieur Charles Stuart et William Wright.

Q. Est-ce James ou William ?

R. Récemment, je ne l'ai jamais nommé par son premier nom, c'était toujours Slim.

Q. Vous saviez que c'était un Monsieur Stuart ?

R. Un Monsieur Wright.

Q. Venait-il souvent à bord, durant le temps que vous avez été accosté, Monsieur Wright ?

R. Presque tous les deux jours. Souvent, il venait tous les jours aussi.

Q. A-t-il été question du chargement qui devait s'opérer sur votre navire ?

R. Pas avec moi. Suivant ce que le capitaine m'a dit...

LE PRÉSIDENT.—Attendez un peu—racontez ce que vous savez personnellement, pas ce qu'on vous a dit ?

R. Moi, je recevais les ordres du capitaine.

Q. Vous receviez les ordres du capitaine au sujet du chargement ?

R. Oui.

Q. Quels sont les ordres qui vous ont été donnés ?

R. Lorsqu'on parlait de charger, le capitaine disait toujours qu'il était retardé.

LE PRÉSIDENT.—Ce ne sont pas des ordres, ça ?

Q. Maintenant, vous rappelez-vous la date où le chargement a été fait ?

R. Nous sommes partis le vingt-huit au matin—il a été fait la veille de notre départ.

Q. La veille de votre départ ?

R. Oui.

Q. Est-ce que ça prit bien du temps pour charger ?

R. Nous avons commencé à une heure et demie de l'après-midi, une heure et demie et nous avons fini vers cinq heures et demie du soir.

Q. Avez-vous vu arriver les voitures avec les marchandises qu'elles contenaient ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Y avait-il plusieurs voitures ?

R. Je ne les ai pas comptées.

Q. Mais, est-ce qu'il y en avait plusieurs ?

R. Il y en avait plusieurs.

Q. Quelle espèce de voiture était-ce ?

R. C'était des camions-automobiles et des chevaux doubles—des teams.

Q. Avez-vous vu s'il y avait, sur les voitures, des marques indiquant qui était propriétaire de ces voitures ?

R. Je ne me le rappelle pas.

Q. Vous ne vous le rappelez pas ?

R. Non.

Q. Quelle espèce de marchandise avez-vous reçue à bord, provenant de ces voitures ?

R. J'ai constaté, à l'ouverture de quelques boîtes, que c'était des bouteilles avec le paquetage de la Commission des liqueurs, l'étiquette.

Q. C'était de la boisson ?

R. C'était de la boisson.

Q. De la boisson forte ?

R. Du Old Charter.

Q. Quelle espèce d'empaquetage y avait-il ?

R. L'empaquetage de la Commission des liqueurs.

Q. D'après votre constatation personnelle ?

R. Oui.

Q. Et l'étiquetage ?

R. De la Commission des liqueurs.

Q. Le matin du chargement, vous rappelez-vous si le capitaine s'est absenté avec Monsieur Wright ?

R. Je sais que le capitaine a laissé le bâtiment, le matin.

Q. Il a été combien de temps absent ?—combien d'heures ?

R. Je ne peux pas vous dire, Monsieur. Je sais qu'il a été de retour dans l'avant-midi.

Q. Est-il parti en automobile ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous ne pouvez pas dire ?

R. Non, Monsieur.

Q. Maintenant, je comprends que vous êtes parti le lendemain matin ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Avez-vous eu connaissance des papiers de la douane, qui ont été obtenus pour vous permettre de partir de Montréal ?

R. Non, parce que je n'avais aucune affaire aux papiers.

Q. Ce n'est pas vous qui aviez affaire à ça ?

R. Non.

Q. Où êtes-vous allé en partant, le lendemain ?

R. Nous sommes descendus à Québec.

Q. Etes-vous arrêtés à Québec ?

R. Oui.

Q. Longtemps ?

R. Nous sommes arrivés à Québec—nous avons passé l'après-midi à Québec et nous sommes partis le lendemain matin, vers quatre heures, aux alentours de quatre heures.

Q. Où avez-vous amarré à Québec—où avez-vous accosté ?

R. Nous sommes restés dans la rade, à l'ancre.

Q. Avez-vous complété votre chargement à Québec ?

R. Non, Monsieur.

Q. Vous êtes repartis, le lendemain de, Québec ?

R. Oui.

Q. Pour vous rendre où ?

R. A St-Pierre Miquelon.

Q. Qu'avez-vous fait, à St-Pierre Miquelon ?

R. Nous avons complété le chargement de liqueurs.

Q. Et ensuite ?

R. Nous sommes retournés à douze milles de New York.

Q. A quel endroit—sur la haute mer ?

R. Sur la haute mer, oui, Monsieur.

Q. Dois-je comprendre que le chargement a été vendu en haute mer ?

R. En haute mer.

Q. Qui a reçu tout l'argent provenant de cette vente ?

R. C'était Monsieur Wright qui venait chercher l'argent.

Q. Vous avez été, pendant combien de temps, en haute mer ?

R. Deux mois toujours, certain.

Q. A peu près deux mois ?

R. Oui.

Q. Qui était l'ingénieur du Côtier *Bernard M.* ?

R. Monsieur Burton.

Q. Celui qui était assigné comme témoin devant le comité ?

R. Oui, Monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que vous avez débarqué des liqueurs, lorsque vous avez jeté l'ancre à Québec ?

R. Non.

LE PRÉSIDENT.—La cargaison que vous avez prise, c'était pour St-Pierre Miquelon ?

R. Pour St-Pierre Miquelon.

LE PRÉSIDENT.—Lorsque vous dites que c'était l'emballage de la Commission, vous voulez dire que c'était imprimé ?

R. Oui, imprimé.

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Monsieur Deslauriers, avez-vous vu quelqu'un avant de venir rendre votre témoignage ?

R. Si j'ai vu quelqu'un ?

Q. Oui ?

R. J'ai été avec le capitaine Deslauriers, ce matin.

Q. A part du capitaine Deslauriers ?

R. C'est tout.

Q. Vous n'avez parlé à personne avant de venir rendre votre témoignage ?

R. Ce matin ?

Q. Ce matin ou avant aujourd'hui ou avant hier ?

LE PRÉSIDENT.—Depuis que l'enquête est commencée ?

R. J'ai rencontré Monsieur Lockwell, hier.

Q. Qui est Monsieur Lockwell ?

R. Je ne saurais trop vous dire qui il est.

Q. Vous ne le connaissez pas ?

R. Je le connais . . .

Q. Vous ne l'avez pas connu avant le jour que vous l'avez vu ?

R. Ça fait quelque temps que je connais Monsieur Lockwell.

Q. Est-ce que c'est un citoyen de Montréal ?

R. C'est un citoyen de Québec.

Q. Qu'est-ce qu'il fait à Québec, savez-vous ?

R. Je ne sais pas, on m'a dit qu'il s'occupait d'assurances.

Q. Est-ce que ça n'est pas l'ex-échevin Lockwell, de Québec ?

R. Oui, on me l'a dit.

M. BERCOVITCH.—C'est tout.

M. DURANLEAU.—Vous avez fait un gros point.
(On appelle le témoin Burton et celui-ci ne répond pas).

LE PRÉSIDENT.—Il me semblait qu'il avait répondu tantôt ?

M. DURANLEAU.—Il doit être dans le corridor.

M. PATRY.—Il ne répond pas.
(On appelle comme témoin Monsieur Joseph Ethier).

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, je renouvelle mon objection. Nous avons suspendu le témoignage de Monsieur Michaud pour faire entendre quelques courts témoins dont les uns venaient de Sherbrooke, d'autres de Coaticook et d'autres d'ailleurs. Maintenant, il me semble que nous devrions continuer le témoignage de Monsieur Michaud. Il n'y a pas de raison pour suspendre son témoignage indéfiniment.

M. BERCOVITCH.—Pourquoi l'avez-vous suspendu hier soir ?

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que le témoignage de Monsieur Ethier ne peut pas être long. Nous avons encore des gens de Coaticook.

JOSEPH ETHIER, de la cité de Montréal, financier, âgé de 58 ans, étant dûment assermenté sur les Saints-Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Monsieur Ethier, que faites-vous, quelle est votre occupation ?

R. Financier, Monsieur.

Q. Vous demeurez où ?

R. A Montréal.

Q. Avant de devenir financier, quelle était votre occupation ?

R. Gérant de magasins licenciés.

Q. Vous étiez gérant de quels magasins ?

R. Magasins de gros—Laporte, Martin Limitée.

Q. A Montréal ?

R. Oui.

Q. Vous étiez si je comprends bien le vice-président de la Compagnie Laporte, Martin & Compagnie ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vous avez été le gérant de cette compagnie-là, pendant combien de temps ?

R. Vingt et un ans (21).

Q. Et, avant d'être entré chez Laporte, Martin & Cie, avez-vous travaillé ailleurs ?

R. Je suis entré chez Laporte, Martin & Cie—j'ai travaillé quatre ans et demi ailleurs, mais je suis entré chez Laporte, Martin & Cie en mil huit cent quatre-vingt-cinq et j'en suis sorti en mil neuf cent vingt-trois. J'ai été trente-huit ans chez Laporte & Martin.

Q. Avez-vous eu une grande expérience dans les liqueurs alcooliques ?

R. J'étais le gérant général—j'étais au courant de tout ce qui se faisait.

Q. Voulez-vous dire au comité quel genre de commerce faisait Laporte, Martin, Limitée?

R. Le commerce de liqueurs et d'épiceries.

Q. En gros ou en détail?

R. En gros seulement.

Q. Avez-vous eu une grande expérience dans les mélanges des whiskys de différentes sortes?

R. Nous mélangions les différentes liqueurs pour en réduire le coût.

Q. Voulez-vous examiner, Monsieur Ethier, s'il vous plaît, le volume marqué M. un, et lire le mélange numéro 14 dans ce livre, étant un mélange de Scotch un X. de la Commission des liqueurs?

R. Je vois qu'il y a plusieurs sortes de liqueurs qui me paraissent être du Scotch et du *Prune Wine* et de l'eau, je comprends que c'était pour réduire la force. Je comprends—je vois ici qu'il y a une force de vingt-cinq... vingt... dix... je ne vois pas de force qui est donnée—ah oui! la voilà ici.—qu'est-ce que c'est que ça, ici, ce n'est pas une force qui est donnée en total? C'est un mélange? C'est un mélange qui se faisait ordinairement chez nous. Ça dépend de la quantité—la force de ce mélange n'est pas marquée, mais, ordinairement, la force de famille est de trente en bas de preuve, c'est-à-dire 70 degrés de force—70 degrés plus fort que l'eau. C'est ce qui se fait dans le commerce et je crois que la Commission fait de même, parce que la loi de la douane exige de payer les droits sur 85 degrés. Quand vous importez plus faible, si vous importez plus faible pour avoir une marchandise moins dispendieuse, vous payez des droits sur de l'eau, tandis que, si vous l'importez à preuve ou 15 en bas, vous payez sur la valeur, sur la quantité de force d'alcool que vous importez—parce que 85 degrés c'est trop fort pour boire. En général, nous faisons une réduction comme il s'est fait ici.

Q. Qu'avez-vous à dire à propos des différents produits qui entrent dans ces mélanges?

R. Ça me paraît être des produits tout sains, naturellement, je n'ai pas analysé ces produits, mais les noms de ces marchandises me paraissent corrects.

Q. Est-ce que ces mélanges-là ont déjà été faits chez Laporte, Martin & Cie?

R. Oui, Monsieur.

Q. Souvent?

R. Nous en faisons continuellement.

Q. Et vos produits étaient bons?

R. Oui, sains.

Q. Est-ce qu'il y avait quelque chose d'offensif dans ces mélanges là?

R. Il n'y avait rien d'offensif—il n'y avait rien—écoutez donc...

M. SAUVÉ.—Le Premier Ministre a dit le contraire dans ses discours?

LE PRÉSIDENT.—Vous allez transquestionner le Premier Ministre.

Q. Y a-t-il quelque chose d'offensif à la santé dans ces mélanges-là?

R. Ces mélanges que vous avez ici, je les connais bien il n'y avait rien... je pense que c'est la maison F.-X. St-Charles—ce sont des mélanges corrects.

Q. Alors, si je vous comprends bien, n'y il avait rien dans ces mélanges-là qui pouvait nuire à la santé?

R. Ah non! certain.

Q. Maintenant, voulez-vous examiner un autre mélange page 205, numéro 14 ?

L'HON. M. NICOL.—Combien y a-t-il de gallons ?

R. 562½ gallons.—ça fait un total de 562½ gallons.

Q. Voulez-vous examiner, sur la page dix, la formule numéro 22 et nous dire qu'est-ce que vous pensez de ce mélange-là ?

R. C'est encore un mélange de Scotch. Vous n'avez pas la force ici—oui, oui c'est marqué correct.

Q. Voulez-vous dire qu'est-ce que vous pensez de ce mélange ?

R. Ce mélange me paraît très bien. C'est une bonne marchandise. Le Sherry qui entre là-dedans, Amontillado, c'est une bonne marque de Sherry. Le Islay Whisky, c'est encore une marque qui est très bonne. Le Prune Wine, ça s'emploie partout. C'est un mélange qui s'employait autrefois dans le commerce à Montréal et ailleurs. Depuis que je suis dans les affaires, nous en avons toujours employé.

Q. Ça veut dire depuis trente-huit ans ?

R. Oui, on en a toujours employé.

M. SAUVÉ.—Le Premier Ministre a dénoncé ça ?

Q. Vous mettez de l'eau dans le mélange, pourquoi ?

R. Pour réduire la force.

LE PRÉSIDENT.—Vous mettez de l'eau distillée ?

R. On en mettait, nous autres.

LE PRÉSIDENT.—Dans tous les cas, est-ce que ce sont les mélanges qui se font pour le Scotch ?

R. Les maisons que j'ai visitées faisaient ces blends-là.

LE PRÉSIDENT.—Le Scotch c'est un mélange, c'est un blend ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que, en Écosse, on fait des blends comme ça ?

R. Les maisons d'Écosse font toutes sortes de Scotchs.

LE PRÉSIDENT.—Avec des blends ?

R. Oui, différentes sortes de distillations.

Q. Est-ce qu'il y a quelque chose dans ces produits-là que vous voyez, dans ces mélanges, qui peut nuire à la santé ?

R. Je ne vois rien. Celui qui en boirait trop, probablement...

Q. Ça, je le comprends, mais prenez les différents produits ?

R. Non, les produits sont sains. Ce sont les produits qui s'emploient ordinairement.

Q. Maintenant, voulez-vous examiner, à la page 15, la formule 31 et nous dire qu'est-ce que vous pensez de ce mélange ?

R. Naturellement, je ne peux pas dire ce qu'il y a dans les marchandises qui sont marquées des saisies.—parce que nous n'avons aucune liqueur saisie chez nous. Ici, le département des saisies, je ne sais pas.

Q. Si elles étaient analysées et inspectées—assumant qu'elles étaient analysées et inspectées et trouvées chimiquement pures, qu'avez-vous à dire de ces mélanges ?

R. Je n'ai rien à dire—c'est tout la même chose que l'autre, cette ligne-là, c'est suivant les chimistes qui les emploient.

Q. Est-ce que c'était des mélanges qui se faisaient avant que la Commission des liqueurs soit venue en existence ?

R. Bien, nous mêlions—c'est le même mélange que l'autre.

Q. Est-ce que c'est comme ça que le Scotch se fait ordinairement ?

R. Oui, Monsieur, ce sont les mélanges qui se faisaient ordinairement pour le Scotch.

M. SAUVÉ.—Dans la fabrication du Scotch à Montréal ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Et ailleurs ?

R. Dans le Whisky mêlé—lorsqu'il entre une partie de Scotch, c'est reconnu comme du Scotch.

Q. Voulez-vous maintenant examiner le mélange numéro 36 et nous dire qu'est-ce que vous pensez de ce mélange ?

R. Le détail me paraît toutes des liqueurs saines.

Quant à la force... le détail de ce mélange me paraît tout comme l'autre,—ça revient au même. La base est toujours une base d'alcool et le Scotch, c'est le malt qui donne le *flavor*.

LE PRÉSIDENT.—C'est le malt qui donne le *flavor* ?

R. Oui, le bouquet, et c'est le Prune Wine qui le rend plus moelleux.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce de l'alcool, le Prune Wine ?

R. Non, ce sont des prunes macérées,—c'est du vin de prune.

Q. Et c'est ça qui donne... (Le Président.)

R. C'est ça qui donne le moelleux.

LE PRÉSIDENT.—Et c'est une partie de tout Scotch ?

R. De tout Scotch, qui est un blend.

LE PRÉSIDENT.—Tous les Scotchs d'Écosse sont blendés comme ça ?

R. La plupart des maisons que j'ai visitées—je ne les ai pas visitées toutes, mais celles que j'ai visitées.

LE PRÉSIDENT.—C'est avec le Prune Wine qu'on donne le moelleux ?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Tout Scotch a du moelleux ?

R. C'est selon, peut-être—vous avez des Scotchs importés—ordinairement en Écosse, on n'a pas de limites d'âge pour exporter l'alcool. On peut l'envoyer le lendemain qu'il est sorti de la distillerie. Alors, il n'est pas aussi moelleux que lorsque on se sert de vieux alcools. Il faut mettre quelque chose pour le rendre plus doux, tout en ayant la même force, le même degré d'alcool—c'est ça qui se fait. Je vois bien que ce que la Commission a fait, c'était pour ne pas payer de droits sur de l'eau, ni du transport sur de l'eau. C'est ce que nous faisons nous-mêmes.

M. SAUVÉ.—Et le profit est plus considérable ?

R. Et, ensuite, ça le rend plus buvable. Autrement c'est trop fort.— si vous l'importez tel qu'il est, vous êtes obligés de payer les droits et c'est trop fort.

INTERROGÉ PAR M. DUFRESNE:

Q. Prétendez-vous que le Scotch est meilleur, lorsqu'il est mêlé?

R. Oui, il se vend mêlé.

Q. Lorsque vous mêliez plusieurs marques sous le nom de Laporte & Martin, c'était du Scotch importé?

R. Du Scotch importé, mêlé avec de l'alcool canadien.

Q. Mêlé de l'autre côté?

R. Non, ici.

Q. Aviez-vous une maison spéciale pour embouteiller le Scotch Whisky?

R. C'est nous-mêmes qui faisons ça.

M. SAUVÉ.—En arrière du magasin?

R. Nous avons un étage complet.

Q. Comme question de fait, ce Scotch-là portait une étiquette, "Importé"?

R. Nous avons des marques enregistrées.

LE PRÉSIDENT.—Donnez au témoin le temps de répondre?

R. Nous avons des étiquettes enregistrées dont nous avons le contrôle.

Q. Est-ce que vous aviez un Scotch ou plutôt un Brandy que vous appeliez Martel—avez-vous des brandys nommés Martel, Biscuit du Boucher, Richard, etc, plusieurs bonnes marques de l'autre côté?, des maisons bien connues—vous en vendiez beaucoup?

R. Oui, oui—celles-là, nous les vendions sous leurs étiquettes. C'était embouteillé de l'autre côté.

Q. Est ce que vous vendiez plus de Scotch importé que de Scotch embouteillé ici au Canada?

R. Pour le commerce local, nous vendions plus d'embouteillage d'ici que de l'embouteillage fait de l'autre côté—mais, lorsque nous vendions en dehors, il s'en vendait plus importé.

Q. Comme ça, vous étiez outillés à Montréal pour embouteiller le Scotch?

R. Oui.

Q. Toutes les liqueurs en général?

R. Oui—nous n'étions pas les seuls—toutes les maisons qui avaient des licences faisaient pareil.

M. PELLERIN.—Ce n'était pas les meilleures marques?

R. C'était de la bonne marchandise.—nous avons, par exemple le Scotch Haig and Haig dont nous avons vendu quarante mille caisses dans un an.

M. SAUVÉ.—En quelle année?

R. En mil neuf cent vingt.

M. SAUVÉ.—L'année que le Premier Ministre a tant dénoncée.

R. C'était de la bonne marchandise.

Q. Est-ce que vous vendiez plus de Scotch importé que de Scotch que vous embouteilliez?

R. Ça dépend de la clientèle.

Q. Le Scotch importé se vendait-il plus cher?

R. Ah oui, bien plus cher.

Q. Et vous vendiez plus de Scotch importé, malgré que vous le vendiez plus cher?

R. En général, on vendait plus de nos embouteillages—la seule année que j'ai mentionnée c'est une année qu'il s'est vendu en dehors.

Q. Avez-vous embouteillé longtemps à la maison Laporte, Martin & Cie?

R. Trente ans, au moins.

Q. Est-ce que toutes les maisons de gros qui vendaient des liqueurs comme ça embouteillaient à Montréal?

R. Je le crois—je n'étais pas ailleurs.

M. SAUVÉ.—Avez-vous dit que le Scotch importé était moins bon que votre Scotch?

R. Je n'ai pas dit ça.

M. SAUVÉ.—Avez-vous dit le contraire?

R. J'ai dit qu'on pouvait faire un aussi bon Scotch embouteillé chez nous, comme on pouvait l'importer.

Q. Dans vos annonces—vous annonciez beaucoup, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous disiez—lorsque vous annonciez un bon scotch,—un Scotch supérieur pour le High Life—est-ce que vous disiez au public que c'était embouteillé à la maison Laporte & Martin ou si c'était importé?

R. Nous mentionnions notre embouteillage.

Q. Savait-on dans le public que c'était fabriqué chez vous?

R. Oui, nous avions nos marques.—nous mentionnions les marques que nous importions, contrôlées par la maison.

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH:

Q. Si je vous ai bien compris, vous avez dit que tous les Scotchs qui se faisaient en Ecosse c'était des blends?

R. Oui, à ma connaissance, c'est tous des mélanges de différents whiskys.

Q. Même les meilleurs Scotchs?

R. Oui.

M. DUFRESNE.—Avez-vous visité cette industrie en Europe?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Ai-je bien compris que vous avez dit que vous vendiez beaucoup plus de mélange faits par vous autres à Montréal que du Scotch que vous importiez?

R. Oui, Monsieur, nous en vendions plus.

M. SAUVÉ.—Ca payait mieux.

R. Oui, ça payait mieux.

Q. Vous n'étiez pas obligé de payer les droits sur l'eau?

R. C'étaient les consommateurs qui le demandaient.

LE PRÉSIDENT.—Pendant trente ans, ça faisait comme ça?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et vos consommateurs aimaient ce scotch-là ?

R. Oui, au moins trente ans.

M. SAUVÉ.—Le public était satisfait de votre boisson ?

R. La preuve, c'est que notre commerce, qui a commencé avec quelques mille piastres, a monté jusqu'à treize millions, c'était un signe que les gens étaient très satisfaits.

M. SAUVÉ.—Il y a rien que le Premier Ministre qui ne l'est pas ?

R. Ah bien ! écoutez donc, faire plaisir au curé et à la paroisse, c'est forçant.

Q. Voulez-vous examiner, Monsieur Ethier, le blend numéro 511, à la page 173, et nous dire ce que vous pensez de ce Scotch ?

R. Voyez-vous, ici, vous n'avez pas la force de ce mélange ici (Monsieur Michaud s'approche du témoin et cherche avec lui dans le livre.)

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cette manière de procéder. Je ne crois pas qu'on puisse mettre deux témoins dans le livre.

M. BERCOVITCH.—Ce n'est pas ce que l'on fait. Le témoin, tout simplement, ne comprend pas les entrées faites dans les livres, et il demande à quelqu'un qui connaît bien ces livres, de lui dire ce qu'ils signifient.

M. DUFRESNE.—J'ai compris que c'était un homme d'expérience...

M. BERCOVITCH.—Il a le droit d'avoir de l'aide.

R. Il y a des noms de Scotchs avec lesquels je ne suis pas familier—ils peuvent être de très bonne qualité, mais je ne les connais pas. On n'a jamais importé ces marques-là. C'est un mélange bien ordinaire—il y a rien que du Scotch de mentionné et de l'eau,—c'est rien que du Scotch réduit avec de l'eau—ce Scotch-là doit être plus dur qu'un Scotch bien fûmé, bien sec, plutôt que moelleux, c'est tout ce que je peux dire sur ça.

M. DURANLEAU.—Ce sont des suppositions que vous faites ?

R. Il n'y a pas d'autre chose que du Scotch et de l'eau,—il n'y a rien, il n'y a pas de Prune Wine, il n'y a rien pour l'adoucir.

LE PRÉSIDENT.—C'est plus dur que si on y avait ajouté du Malt ou du Prune Wine ?

R. Oui, Monsieur.

L'HON. M. NICOL.—Est-ce que ça peut se faire que du vin de prune ait été ajouté dans le Scotch qui a fait le mélange ?

R. Bien, d'abord, c'est marqué que c'est du Scotch importé pur et de l'eau seulement.

Q. Alors, c'était du très bon Scotch ?

R. C'est du Scotch et pas d'autre chose, tel que préparé de l'autre côté et de l'eau pour réduire la force.

Q. Maintenant, voulez-vous examiner la page 178, le blend numéro 6, et nous dire qu'est-ce que vous pensez de ce blend-là ou de ce mélange-là ?

R. Ça, je vois qu'il y a seulement du Whisky Canadien, seulement de l'alcool, du Whisky blanc et de l'eau distillée.

Q. C'est du Whisky blanc ?

R. Oui, c'est du Whisky blanc canadien, de l'alcool canadien réduit avec de l'eau.

LE PRÉSIDENT.—C'est ça qui se fait toujours ?

R. Oui, mais chez nous nous ne vendions pas de whisky réduit canadien. Nous n'en vendions pas aux consommateurs. C'était l'épicier ou le détailleur qui le réduisait lui-même.

LE PRÉSIDENT.—Vous vendiez l'alcool pur ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et, ensuite, l'épicier le réduisait à une forme buvable ?

R. Deux dans un et des fois trois dans un, ça dépendait de sa volonté.

M. DURANLEAU.—Il pouvait vendre de l'eau, s'il voulait ?

LE PRÉSIDENT.—L'alcool à cent degrés ce n'est pas buvable ?

R. L'alcool à 165, c'est ce qu'on appelle communément High Wine, c'est
150.

LE PRÉSIDENT.—Ça n'est pas buvable ?

R. Non.

M. DUFRESNE.—Avez-vous une marque spéciale que vous aimez plus que l'autre ?

R. Dans le Scotch importé ?

M. DUFRESNE.—Non, l'alcool ?

R. Non, l'alcool canadien c'est tout distillé pareil—c'est pareil. Vous avez l'alcool de sucre, mais, lorsqu'il est distillé—c'est la même distillerie, ça devient aussi pur l'un comme l'autre,—même l'alcool de sucre a été analysé et il a été trouvé plus pur que l'alcool de grain.

Q. Le Gooderham and W. c'est l'alcool que vous vendiez le plus souvent ?

R. C'est la plus grande maison.

M. DUFRESNE.—C'est la maison qui vendait le plus d'alcool, parce qu'il était préférable à l'autre ?

R. Le Gooderham and W. c'est la plus vieille maison.

M. DUFRESNE.—Il n'était pas mêlé et c'est pour ça qu'il se vendait mieux que l'autre ?

R. Pas nécessairement,—les distilleries étaient arrangées en *pool*—c'est-à-dire qu'il y avait le Seagram et le Wiser et ils étaient limités à tant de gallons par année de vente, sans s'occuper de leur réserve—c'était un arrangement entre plusieurs compagnies.

LE PRÉSIDENT.—Si je vous comprends bien, il a toujours été dans l'usage du commerce, ici comme ailleurs, de mélanger différentes espèces de Scotchs et d'y ajouter de l'eau et du Prune Wine ou du malt ?

R. Suivant le goût du consommateur.

LE PRÉSIDENT.—Chez vous, vous avez fait ça pendant trente ans ?

R. Au moins ça.

INTERROGÉ PAR M. LANGLAIS:

Q. Si je comprends bien, la quantité d'eau qui était ajoutée dans vos alcools faisait augmenter le profit que la maison faisait sur la vente ?

R. Bien, ça faisait une qualité moins dispendieuse.

Q. Ça faisait diminuer le prix et la qualité de la boisson que vous vendiez ?

R. Oui.

Q. Tous ces alcools que vous avez achetés en Écosse, étaient des alcools distillés, n'est-ce pas ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vendus sous la responsabilité de la maison de laquelle vous les achetiez ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Et ils étaient censés avoir été analysés de l'autre côté, avant d'être expédiés à vous autres ?

R. Je le crois.

Q. Voulez-vous, s'il vous plaît, prendre la page 108 de l'exhibit qui est maintenant devant vous, sur les alcools ?

LE PRÉSIDENT.—Quel volume ?

Q. C'est M. un, je crois, le même volume que nous avons au numéro 216, et nous dire si le mélange que vous voyez sous le numéro 216 peut être composé d'un alcool qui est bon ?

R. Bien, ici je vois que cela vient de différentes sources. Je crois que le chimiste doit avoir examiné cela avant de le mettre parce que c'est de la marchandise saisie.

Q. Alors, quand vous lisez "40 gallons de Scotch 24 U.P. provenant de saisies" vous ne pouvez pas dire quel est cet alcool ou la qualité de l'alcool qui est dans le mélange ?

R. Non, pas moi.

Q. Lorsque vous trouvez quatre-vingt gallons 25 U.P. provenant d'un blending précédent, vous ne pouvez pas dire quelle qualité de blending ou d'alcool cela représente ?

R. Non, Monsieur, bien sûr. Je ne peux pas dire quelles sont les marchandises saisies, les marchandises retournées, je ne sais pas qu'est-ce que c'est.

Q. Y a-t-il rien dans ce mélange, qui vous indique qu'il puisse être composé d'un blending potable ou non ?

R. Non, tout ce que je peux dire, c'est que, s'il y avait eu de la marchandise comme ça chez nous je l'aurais examinée.

LE PRÉSIDENT.—Vous l'auriez fait analyser ?

R. Certainement.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre la page suivante.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'auriez pas jeté cette marchandise-là, si elle avait été trouvée bonne ?

M. LANGLAIS.—Vous lui ferez dire tantôt ce qu'il en a fait ?

R. On n'en a jamais jeté.

M. DURANLEAU.—Vous cherchiez à passer tout ce que vous pouviez ?

R. On n'en a jamais eu assez méchante pour la jeter.

Q. Voulez-vous prendre le même volume, page 110, à la formule 222 ?

R. Oui.

Q. Vous trouvez là un blending qui contient 12 gallons de Scotch provenant d'un mélange précédent: 22 gallons de Scotch provenant aussi d'un mélange précédent; 10 gallons d'eau distillée; 2 gallons de Proven Mill Malt preuve; 42 gallons de Scotch saisi; 42½ gallons de Scotch saisi; 38½ gallons de Scotch saisi—voulez-vous nous dire si vous pouvez jurer que ce mélange-là, à la simple lecture des ingrédients qui rentrent dedans, puisse être un mélange potable?

R. Bien, dans le livre, je ne peux pas voir s'il est potable ou non. Je ne sais pas ce qu'il y a.

Q. Maintenant, voulez-vous dire, s'il vous plaît, ce qu'il y a à la page 110, lorsque vous lisez la formule 222, quand vous trouvez vis-à-vis la recette—prix de revient—et que vous tombez dans le Scotch saisi et que vous mettez 42 gallons de Scotch saisi, prix de revient, neuf piastres et soixante et dix-sept cents? (\$9.77).

R. Bien, le Scotch—les droits sur le Scotch sont de \$10.00—alors les droits de \$9.77, ce n'est pas un Scotch à preuve. ça serait une qualité bien commune.

Q. C'est entré, n'est-ce pas?

R. Ici, à preuve, mais vous avez \$17.37.

Q. Non, c'est un blend?

R. C'est un malt, c'est très dispendieux.

LE PRÉSIDENT.—Le malt, c'est très dispendieux?

R. Le vieux malt, c'est très dispendieux, ça doit valoir, à peu près, au moins, 20 shillings le gallon, le bon malt.

LE PRÉSIDENT.—C'est importé, le malt?

R. Oui.

Q. Vingt chelins le gallon à peu près, sans droits?

R. Sans droits à payer. Alors, le prix ici serait, avec les droits, s'il est preuve, c'est \$10.00 de droits—ici, c'est \$17.37.

Q. C'est le prix moyen?—le Scotch saisi, 25 U.P., vous avez le prix moyen de \$9.77?

R. Il est marqué là—le Scotch saisi, n'étant pas à vingt-sept U.P.—\$7.53... C'est un calcul—vous avez \$2.70 à ôter des droits—100 degrés, c'est \$10.00 et vous avez 27 degrés de moins, ça fait \$2.70 de moins.

Q. Ça fait \$2.70 de droits sur la marchandise?

R. Non, ça ferait \$7.30 de droits—il n'est pas alloué grand'chose sur la valeur de la marchandise—vous avez \$7.30 de droits là-dessus—il ne reste pas grand'chose pour la marchandise. Vous avez \$2.72 de droits à ôter sur \$10.00. Il vous reste \$7.28 et vous avez calculé ça à \$7.57, il vous reste moins que trente cents pour le liquide. Ça été évalué à bien bon marché.

L'HON. M. NICOL.—Dans la saisie?

R. Oui, Monsieur, vous avez rien que le transport à peu près.

Q. 38½ gallons de Scotch saisi, il est entré à \$9.47, n'est-ce pas?

R. Oui, vous avez peut-être une meilleure valeur—vous avez \$2.64 de droits à ôter sur dix piastres (\$10.00) (\$2.64), il reste \$7.36—alors, vous avez un total de 169 gallons qui donnent un prix moyen de \$9.50.

Q. Voulez-vous maintenant prendre la page 175, numéro 1005?

R. Ça, c'est du Whisky blanc.

Q. Vous avez 91 gallons d'alcool provenant des tables?

R. Oui.

Q. 52 gallons d'alcool saisi?

R. Oui.

Q. Et 310½ gallons d'eau distillée?

R. Oui.—Voyez vous, ces alcools-là sont purs, 65, 64.8 degrés, ce sont des alcools strictement purs, vous savez, qui ont été saisis. Pour moi, ces gens-là achetaient de l'alcool pur et ils n'y ont pas touché—il s'est trouvé dans la même forme et on a ajouté de l'eau pour le réduire—sur 145 gallons, vous avez 310 gallons d'eau, ce qui donne une force de 48 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce une bonne force, ça?

R. Bien, c'est trop faible, ordinairement, ils ne doivent pas vendre comme ça, je ne crois pas.

M. BOUCHARD.—Est-ce du Whisky ou est-ce du Scotch?

R. C'est du Whisky blanc canadien.

M. BOUCHARD.—48 U.P.?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas assez réduit, ça?

R. Ça voudrait dire 3 gallons pour 150—2 gallons d'eau de 150 divisés par trois...

M. BOUCHARD.—Si je comprends bien, le Whisky se vendait à la Commission à 47 ou 48?

R. Non, c'est 150—un degré plus ou moins, suivant l'âge, ça varie d'un degré, 48, 48.6, 49, ça veut dire 150 degrés, 50 plus de preuve.

M. BOUCHARD.—Je veux savoir quelle est la force du Whisky blanc vendu?

R. C'est ordinairement ça.

M. BOUCHARD.—47 ou 48 U.P.

R. C'est-à-dire, c'est 50, un degré plus ou moins, il n'y a pas de différence

L'HON. M. NICOL.—Et vous constatez que, sur la formule 1005, vous avez du Whisky blanc 48 U.P.?

R. Oui.

Q. Le prix de revient du Whisky est de

R. Oui, parce que l'alcool canadien, vous avez rien que neuf cents au lieu de dix cents.

Q. C'est de l'alcool saisi?

R. C'est de l'alcool canadien ça, c'est strictement pur.

Q. Sur l'alcool saisi, vous ne savez rien personnellement?

R. Non, mais, du moment que c'est analysé...

Q. Vous pouvez voir la force, mais vous ne pouvez pas voir la qualité?

R. ...

Q. Cette force de 48 U.P. c'est très faible, n'est-ce-pas?

R. Non, c'est réduit ordinairement deux dans un.

M. BOUCHARD.—A quel degré vendez-vous votre alcool?

R. 150—l'alcool c'est 165 et le High Wine, qui se vendait 90%, était de 150 et vous réduisez deux dans un. Le détailleur donnait deux gallons d'eau et un gallon de Whisky.

M. BOUCHARD.—Si la Commission, en le réduisant, mettait deux gallons d'eau par gallon de Whisky à 165 degrés d'alcool, c'est plus fort que l'ancien?

R. Oui.

INTERROGÉ PAR M. DUFRESNE:

Q. Si je comprends bien, vous avez toujours vendu votre alcool pur?

R. Nous n'avons pas vendu aux consommateurs, excepté lorsque les lois des autres provinces nous permettaient d'en expédier

Q. Vous avez vendu dans le Canada l'alcool pur?

R. On ne le vendait pas aux consommateurs.

LE PRÉSIDENT.—Seulement que vous vendiez pour la consommation en dehors de la province de Québec?

R. Non, non, on ne vendait pas aux consommateurs.

Q. Vous vendiez aux épiciers?

R. Aux épiciers seulement.

Q. Et c'est eux qui le réduisaient?

R. C'est eux qui le réduisaient, oui.

LE PRÉSIDENT.—A votre connaissance, l'épicier réduisait toujours—il ne vendait pas autrement?

R. Il pouvait vendre autrement, mais ça ne se boit pas autrement.

INTERROGÉ PAR M. LANGLAIS:

Q. Vous avez parlé de l'alcool que vous ne vendiez pas au détail dans la province de Québec?

R. On ne vendait aucune marchandise aux consommateurs.

Q. Vous ne vendiez aucune marchandise quelconque aux consommateurs?

R. Dans la province de Québec.

Q. Est-ce que vous vendez tous vos Scotchs et vos Brandys déjà blendés avec addition d'eau aux marchands détaillants?

R. Oui.

Q. Vous ne savez pas si les marchands détaillants y ajoutent de l'eau ou non?

R. Non, nous avons assez de notre commerce à surveiller.

Q. Vous ne savez pas si les marchands de détail vendaient la boisson aux consommateurs après avoir encore ajouté de l'eau aux marchandises que vous leur aviez livrées?

R. Ah non, on ne s'occupait pas des affaires des autres, certain.

Q. Quand les débitants de liqueurs de la province de Québec ont été accusés d'avoir vendu aux consommateurs des boissons qui étaient mauvaises, en-dessous de la force ordinaire et mauvaises pour la santé, vous n'en étiez pas responsables personnellement, parce que vous aviez vendu simplement aux marchands?

R. Oui.

Q. Maintenant, est-ce que vous connaissez tous les mélanges qui sont entrés dans ce livre, exhibit M-1 ?

R. Ce qu'on m'a montré, c'est par écrit et je vous ai dit ce que je connaissais.

Q. Mais les marques ou les composés des différentes maisons qui sont entrés dans ce livre, en avez-vous une connaissance personnelle—avez-vous déjà acheté de ces marchandises-là de toutes les maisons ?

R. Nous achetions ainsi de Dawson—j'en ai acheté du Islay ainsi que du Dewar—j'ai acheté de Campbell, j'ai acheté de McLaren—la plupart des marchandises qu'il y a là, nous en avons acheté.

Q. Avez-vous acheté du Bræmer ?

R. Non, je n'ai jamais acheté de Bræmer.

Q. Je suppose que, dans les différentes distilleries qui sont en Écosse, il y a des distilleries qui font des produits supérieurs et d'autres qui le sont moins ?

R. Probablement.

Q. Il y a différentes maisons qui mettent des alcools sur le marché même à preuve et qui ont une qualité inférieure à celles qui sont vendues par certaines autres maisons ?

R. Ah bien ! je ne connais pas toutes les distilleries d'Écosse.

Q. Est-ce que le degré d'alcool ou le degré de force en alcool a quelque influence sur la qualité ?

R. Non.

Q. Vous pouvez avoir des alcools de 65 degrés de preuve qui soient parfaitement imposables, n'est-ce pas, et qui ne soient pas bons pour mettre dans le commerce ?

R. Si ce sont des alcools qui ne sont pas rectifiés, certainement.

Q. Les alcools qui sont faits actuellement dans la province de Québec par des particuliers, ne sont pas des alcools rectifiés, n'est-ce pas ?

M. BERCOVITCH. —Qu'a-t-on à faire avec ça ?

M. LANGLAIS. —Je vous demande pardon.

R. Je ne connais pas de maisons qui font de l'alcool pour être consommé sans être rectifié. Il se fait bien de l'alcool pour l'industrie.

Q. Je vous parle de l'alcool qui se fait clandestinement par les particuliers ?

R. Je ne connais pas.

Q. Vous ne savez pas si, dans la province de Québec, la Commission des liqueurs n'a pas saisi une quantité considérable d'alcools sur des particuliers ?

R. Non.

Q. Vous ne connaissez pas ça ?

R. Non.

Q. C'est pourquoi vous n'êtes pas capable de dire dans les mélanges actuels, quand vous trouvez de l'alcool saisi, si cet alcool est saisi sur des manufacturiers ou sur des particuliers ?

R. Non, je dis que je ne le sais pas personnellement, seulement, si c'était notre affaire, nous ferions analyser ces alcools avant de s'en servir.

Q. Est-ce que l'analyse d'un alcool fabriqué, il y a trois, quatre ou cinq mois, peut donner le degré de nocivité de cet alcool et montrer s'il est bon ou pas bon pour la consommation ?

R. L'alcool peut s'analyser une minute après être sorti de l'alambic aussi bien que cinq ans après, et on peut trouver les défauts ou les impuretés qu'il y a.

L'HON. M. NICOL.—Les alcools d'alambics saisis, c'est le Gouvernement fédéral qui saisit ces alcools-là ?

R. C'est sous la loi fédérale.

M. SAUVÉ.—Et des fois, la Commission des liqueurs saute dessus,—comme pour la barge Tremblay.

M. CORDEAU.—Non, on saute dessus, mais on débarque. Le gouvernement fédéral nous l'a enlevé.

Q. Personnellement, vous ignorez si c'est de l'alcool saisi sur des particuliers, qui est entré dans les blends ?

R. Je ne connais pas du tout.

Q. Voulez-vous référer à la page 166, mélange 475, où vous avez 4946 gallons $\frac{3}{4}$ (4946 $\frac{3}{4}$) vendus au prix de revient de \$11.00 ?

R. Oui.

Q. Vous trouvez du Bræmer—vous ne connaissez pas ça ?

R. Je ne connais pas cette marque-là.

Q. Le Ramsay Islay, connaissez-vous ça ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce une bonne marque ?

R. Très bonne.

Q. Vous avez 532 gallons de Bræmer Proof ?

R. Nous n'en avons jamais importé.

Q. 62 gallons de Ramsay ?

R. Oui.

Q. 30 gallons de fond ?

R. Le fond, ça doit être le résidu du fond de quart de la même qualité c'est la balance d'un quart.

LE PRÉSIDENT.—Vous vendiez ça, vous autres aussi ?

R. On ne perdait jamais une goutte ?

Q. 30 gallons de fond—vous ne savez pas qu'est-ce que c'est que ce fond-là ?

R. Il est marqué comme fond, c'est le résidu, la balance.

Q. 56 gallons de Grog.

L'HON. M. NICOL.—On devrait donner au témoin le temps de répondre.

R. Il est marqué comme fond, balance de quart.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que ce fond est aussi bon que le reste ?

R. Ah oui, le dessous est aussi bon que le dessus.

Q. 55 gallons de Grog, ça ne vous dit pas grand'chose.

R. Le Grog, tout le monde en faisait—on n'envoie pas un quart aux déchets, on met de l'eau pour sortir ce qu'il y a dedans.

LE PRÉSIDENT.—De l'eau chaude ?

R. De l'eau ordinaire.

LE PRÉSIDENT.—Pour soutirer l'alcool ?

R. Pour soutirer l'alcool qu'il y a dans le bois.

M. BERCOVITCH.—Est-ce du bon alcool, ça ?

R. C'est aussi bon, comme l'autre, on le mêle avec l'autre, des fois, ça donne 17%, 19%.

Q. Alors, 55 gallons de Grog, 100 gallons de Grog, 54 gallons de Grog, ça fait passablement de Grog, ça fait 194 gallons de Grog?

R. Il n'est pas plus méchant que le dessus, et vous avez certainement le droit d'ajouter seulement de l'eau pour soutirer l'alcool qu'il y a dedans.

M. BERCOVITCH.—Parlez donc plus fort. On n'entend pas.

R. On me demande des explications et je dis que le prix mentionné ici, ça, c'est le Grog—c'est seulement le degré d'alcool qui est chargé, le degré d'alcool soutiré du quart.

L'HON. M. NICOL.—C'est autant de gagné pour la Commission?

R. C'est ça que nous faisons et, si la Commission ne le fait pas, c'est parce qu'elle ne connaît pas son affaire.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que ça faisait un bon mélange?

R. C'est aussi bien que l'autre.

Q. Vous constatez qu'il y a 194 gallons de Grog dans les blends?—ça représente beaucoup de gallons, ça?

R. 113 gallons d'eau pour le réduire à la force—vous avez 946 gallons de Scotch à \$11.00 prix de revient les droits compris.

LE PRÉSIDENT.—C'est pour réduire ça à 70?

R. Oui, ça vous donnerait ça, c'est le Family Proof, c'est le degré qu'on vend ordinairement dans les liqueurs importées.

Q. Ceci est vendu comme Scotch un X. à 30 U.P.?

R. Je ne suis pas prêt à répondre, je ne peux pas dire ça.

Q. A la face même de ce mélange, vous ne pouvez pas dire quelle est sa qualité?

R. Non.

Q. Bien que ce qu'il y a dedans vous paraisse très bon?

R. Ça me paraît très bon.

Q. Le Bræmer, vous ne le connaissez pas?

R. Non.

Q. Tout ce que vous connaissez, c'est le Ramsay?

R. Oui.

Q. Le restant, vous ne le connaissez pas?

R. Le Ramsay et l'eau,—je connais bien l'eau.

Q. C'est assez facile d'ajouter de l'eau à la boisson, n'est-ce pas?

R. Ah oui!

Q. Vous n'avez pas besoin d'autre chose que du marchand de détail et du consommateur pour pouvoir en ajouter à demande?

R. Oui.

INTERROGÉ PAR L'HON. M. NICOL:

Q. C'est une chose qui se faisait partout dans toutes les maisons?

R. Oui.

Q. Il faut toujours de l'eau pour réduire l'alcool?

R. Oui.

Q. Pour le mettre au degré voulu pour être potable?

R. Oui, c'est impossible de le boire autrement.

Q. Est-ce que les blends se font aussi dans les Brandys?

R. La même chose s'applique.

Q. Et votre maison faisait des blends aussi pour les vins?

R. Oui, nous coupions les vins, différentes sortes de vins pour différents goûts, pour plaire aux consommateurs. On importait des vins secs, des vins doux—il y a des gens qui voulaient avoir des vins demi-doux.

Q. Et vous faisiez les blends à votre maison?

R. Oui.

Q. Qui est-ce qui était le président?

R. Monsieur Laporte, Sir Hormisdas Laporte.

Q. Il était au courant de tout ce qui se passait chez vous?

R. Bien, je le crois, mais il a été cinq ans à Ottawa. Pendant ce temps-là, il n'était pas au courant de ce qui se faisait chez nous.

Q. Il y avait d'autres maisons réputées avec lesquelles vous étiez en compétition?

R. Oui.

Q. Quelles étaient les principales maisons avec lesquelles vous étiez en compétition?

R. Il y avait la maison Hudon & Hébert, Chaput, Boivin, Wilson, Hudon & Orsali, et d'autres maisons comme la maison F.-X. St-Charles.

LE PRÉSIDENT.—Toutes des bonnes maisons?

R. Oui.

Q. Et ces maisons faisaient, d'après vous et à votre connaissance, le même genre de commerce?

R. Le même genre de commerce.

Q. Est-ce que ces maisons avaient des marques de Scotch et d'autres liqueurs préparées par elles dans leurs maisons?

R. Oui, Monsieur.—Et nous avons eu occasion souvent d'acheter de leurs marchandises pour les comparer avec les nôtres, ce que nous étions obligés de faire pour la compétition.

Q. Votre maison achetait ça elle-même pour voir comment leurs produits comparaient avec les vôtres?

R. On achetait les bouteilles des licenciés détaillants pour les comparer avec ce qu'on avait.

Q. Vous analysiez ça, pour voir si votre marchandise était en état de rester en compétition avec elles?

R. Je pense bien que les autres maisons faisaient pareil.

Q. Alors, c'était une nécessité de votre commerce de faire ce mélange-là?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—A votre connaissance, est-ce que cela se fait dans le monde entier?

R. Oui.

Q. D'une façon générale, ça se fait dans le commerce de liqueurs?

R. Oui c'est ce qui a toujours existé.

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH:

Q. Avez-vous des connaissances particulières à propos du Vermouth?

R. Oui.

Q. Les dépôts qu'il y a dans le Vermouth, est-ce que ça veut dire que ce n'est pas un bon Vermouth ?

R. Au contraire, il y a des Vermouths qui déposent les uns plus que les autres, parce qu'ils sont plus forts en herbes. Le Vermouth, c'est du vin avec des herbes macérées. Dans le vin, on trouve toujours un dépôt.

LE PRÉSIDENT.—Ça ne veut pas dire que ce n'est pas un bon Vermouth, parce qu'il dépose ?

R. Pas nécessairement, on peut filtrer le Vermouth et le decanter longtemps, plusieurs fois. C'est une affaire de goût. Il y en a qui préfèrent un Vermouth qui dépose, dans lequel une plus grande quantité d'herbes est restée—c'est une matière de goût. Il y en a qui aiment le Vermouth sec, d'autres l'aiment doux et d'autres, demi-doux. On en a préparé nous-mêmes du Vermouth.

Q. Est-ce que c'est vrai que les meilleurs Vermouths déposent ?

R. Ah oui!, tous les vermouths déposent plus ou moins.

Q. Est-ce que ce n'est pas même une preuve de bonne qualité ?

R. Oui, le Vermouth ne reste jamais très limpide—aucun Vermouth ne reste très limpide.

Q. Maintenant, voulez-vous dire quel est l'avantage qu'il y a de mêler de l'eau distillée au lieu de l'eau ordinaire ?

R. L'eau distillée est plus neutre et elle ne brouille pas. L'eau courante de l'aqueduc dépose, surtout à certaines saisons si elle n'est pas distillée, elle vient à brouiller la liqueur.

LE PRÉSIDENT.—L'eau distillée est une eau absolument pure ?

R. C'est une eau pure.

Q. C'est un avantage pour les mélanges ?

R. Il n'y a pas de dépôt, ça ne fait pas de dépôt.

INTERROGÉ PAR M. PLANTE:

Q. Monsieur Ethier, ces blendages dont vous avez parlé, est-ce que le public était mis au courant de la manière dont c'était fait—est-ce indiqué sur les bouteilles que l'on vend ?

R. Non.—La plupart étaient importées, c'était marqué sur la bouteille, la plupart du temps.

Q. Sans dire ce qui entrait dans la composition de cette boisson ?

R. Jamais.

Q. Maintenant, tous ces blendages étaient-ils faits à la connaissance ou avec l'autorisation des autorités fédérales ?—est-ce que les autorités douanières ou les autorités d'accise à Ottawa avaient connaissance et vous autorisaient à faire ces blendages-là ?

R. On ne leur a pas demandé de permis, seulement, s'ils ne le savaient pas, c'est parce qu'ils ne voulaient pas le savoir parce que c'était public,—tout le monde en faisait.

M. SAUVÉ.—Les gens ne savaient pas ce qu'ils buvaient ?

R. Ah bien !, ça dépend—il y en a une quantité qui boivent l'étiquette.

Q. Avec votre expérience, pouvez-vous dire si l'eau de l'Écosse, surtout de certains districts d'Écosse, a la même propriété que l'eau dont vous vous servez pour faire les mélanges dans la province de Québec ?

R. Je ne vois pas quelle différence il y a, l'eau distillée est la même partout—c'est chimiquement pur.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Ethier, n'est-il pas vrai que l'eau joue un rôle—même l'eau distillée, joue un rôle important dans le goût, le bouquet du mélange?

R. Si vous avez un mélange trop faible, le bouquet disparaît en partie.

Q. Ne savez-vous pas que, dans certaines parties des Iles Britanniques, telle marque, telle fabrication de liqueurs a une plus grande valeur parce que, dans telle partie des Iles Britanniques, ils ont une eau spéciale ou des puits spéciaux d'eau, des eaux spéciales qui donnent un meilleur goût à la boisson—est-ce que vous ne connaissez pas ça?

R. C'est la première fois que j'en entends parler.

Q. Ne savez-vous pas même que c'est cela qui a bâti la réputation de certaines grandes distilleries qu'il y a en Écosse?

R. Je ne pense pas que ça soit ça.

Q. Maintenant, Monsieur Ethier, on vous a parlé tout à l'heure, au sujet des mélanges d'après votre expérience, et vous avez dit que vous aviez visité une maison en Écosse?

R. Plusieurs maisons.

Q. Voulez-vous les nommer?

R. Ah oui! il y a les maisons Mitchell, Brown, Dewar, Watson, Donville, Dunville c'est en Irlande—Mitchell, il y a deux maisons—nous avons représenté la maison Mitchell pendant vingt ans. Il y a une maison en Irlande et une en Écosse et ils faisaient leur blend...

Q. Quand avez vous fait cette visite?

R. En mil huit cent quatre-vingt-dix-huit et en mil neuf cent dix.

Q. En quoi a consisté votre examen de ces manufactures?

R. J'allai là, pour visiter, pour voir ce qui se faisait et pour faire les achats.

Q. Pour les achats?

R. Oui.

Q. Vous n'avez pas assisté aux mélanges?

R. Oui.

Q. Au travail des mélanges?

R. Oui.

Q. De quelles maisons?

R. Chez Mitchell, chez Brown et chez Donville.

Q. En 1898?

R. En 1910.

Q. Ici, au Canada vous parlez d'après votre expérience personnelle?

R. Oui.

Q. Vous n'avez jamais assisté aux mélanges qui se faisaient dans les autres maisons?

R. Non.

Q. Avez-vous eu beaucoup d'échantillons des autres maisons?

R. Nous en avons achetés pour comparer avec les nôtres.

Q. Vous achetiez la boisson?

R. Nous achetions des bouteilles qui étaient embouteillées dans d'autres maisons, pour les comparer, et nous avons un chimiste chez nous depuis plus de 30 ans.

Q. Maintenant, est-ce que vous vendiez longtemps après avoir embouteillé, des fois?

R. Il y a des quantités qui se vendaient plus ou moins vite. Naturellement, nous enbouteillions continuellement et nous vendions continuellement.

Q. Alors, vous mettiez la boisson sur le marché immédiatement après l'avoir embouteillée?

R. Oui.

Q. Vous aviez plusieurs marques?

R. Oui.

Q. Sur lesquelles vous indiquez: Scotch de 6 ans, Scotch de 4 ans etc—?

R. Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu d'âge de marqué sur les bouteilles?

Q. En êtes-vous certain?

R. Oui.—on ne marquait jamais d'âge sur l'étiquette.

Q. Est-ce que vous le marquez quelque part?

R. Non, nous ne distillons pas nous-mêmes. Nous achetions des maisons de Scotchset, pour l'âge, nous nous fions aux gens.

Q. L'âge que vous indiquiez sur votre marchandise, vous l'indiquiez en vous fiant...

M. BERCOVITCH.—Pardon, il a dit qu'il ne l'indiquait pas?

M. DURANLEAU.—Il va le dire?

LE PRÉSIDENT.—Le témoin a répondu qu'il n'indiquait pas l'âge sur es étiquettes.

Q. Où indiquiez-vous l'âge de la marchandise?

R. Nous ne l'indiquions pas, nulle part.

Q. Vous n'avez jamais indiqué l'âge de la marchandise?

R. Jamais—la seule indication qu'il y avait, c'était sur les boissons importées sur lesquelles il y avait un âge marqué.—quelques marques.

LE PRÉSIDENT.—Et que vous vendiez comme importées?

R. Telles qu'elles étaient avec l'étiquette telle qu'importée.

Q. Vous receviez la marchandise embouteillée et vous la revendiez dans le même état?

R. On avait, par exemple, du Cognac Bouchard, c'était marqué 10, 40 ans, 20 ans.

Q. Mais, la marchandise que vous faisiez, vous n'indiquiez aucun âge?

R. Non.

Q. Parce que vous la vendiez aussitôt qu'elle était embouteillée?

R. Ça ne veut pas dire qu'elle venait d'être distillée. ça. L'embouteillage n'a rien à faire avec la distillation. La distillation peut être d'il y a dix ans et l'embouteillage, d'hier.

Q. Maintenant, vous avez vendu à la Commission des liqueurs tout le fonds de commerce qui vous restait lorsque la loi a été mise en force en 1921.

R. Oui.

Q. Avez-vous fini de régler vos comptes avec la Commission?

R. Ah oui

Q. Depuis longtemps?

R. Oui, ils ont été réglés dans la même année.

M. SAUVÉ.—A l'amiable?

R. A l'amiable.

Q. C'est toute de la bonne boisson que vous avez vendue à la Commission des liqueurs?

R. Je le crois—on ne nous a pas fait de reproches.

Q. Cependant vous n'avez rien perdu, vous avez tout employé?

R. Ah oui! on a fait tout ce qu'on a pu faire, mais c'était toute de la boisson saine, du moins, je n'ai aucun doute, on n'a pas eu de plaintes.

Q. Maintenant, lorsque vous dites, Monsieur Ethier, qu'il se fait de ces mélanges-là en Angleterre, dans la maison Dawson, par exemple, Peter Dawson Limited, prétendez-vous que la maison Peter Dawson achète du Whisky de différentes maisons d'Écosse?

R. Oui, c'est certain.

Q. Et qu'elle fait des mélanges?

R. Oui.

Q. Elle ne distille pas elle-même?

R. Ah oui! elle distille elle-même, c'est une distillerie, mais c'est rare les distillateurs qui emploient rien que leur distillerie. Ils emploient des alcools de différentes distilleries.

Q. Ils emploient les alcools des autres distilleries?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Pour les mélanger ensemble?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Est-ce que ça se faisait comme ça dans les maisons de gros de Montréal?

R. Je crois qu'on essayait de faire aussi bien.

M. SAUVÉ.—Mais pas mieux?

R. On disait qu'on faisait mieux.

M. SAUVÉ.—Vous disiez ça, mais, au fond, ça n'était pas vrai?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous envoyiez de la boisson dans les campagnes partout où il y a des épiciers?

R. Des épiciers licenciés, oui.

M. SAUVÉ.—Et, lorsqu'on a prétendu que des chars portaient de la ville et s'en allaient dans toutes les campagnes déverser de la boisson empoisonnée—est-ce que vous considérez que ce régime-là...

M. BERCOVITCH.—Pardon, je m'objecte à ça.

M. DURANLEAU.—La question n'est pas encore posée.

M. SAUVÉ.—Le premier ministre l'a dit en pleine Chambre.

LE PRÉSIDENT.—Le Premier Ministre n'est pas témoin ici, je n'ai jamais entendu le Premier Ministre dire ça.

M. SAUVÉ.—Le Premier Ministre a cherché à déprécier les maisons de gros et tout le commerce des boissons, dans le but de justifier l'étatisation du commerce d'alcool.

LE PRÉSIDENT.—Le Premier Ministre a pu parler de certains vendeurs, surtout la dernière année, en 1920 et 1921, mais vous avez ici un témoin qui a fait ce commerce pendant 40 ans et il vous parle de ce qui s'est passé pendant 40 ans de son expérience, pendant 40 ans.

M. SAUVÉ.—Le Premier Ministre a dit plus que ce que vous dites là.

LE PRÉSIDENT.—Je le regrette.

M. BERCOVITCH.—Dans tous les cas, tout ça, ça n'est pas prouvé.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Quand vous êtes allé visiter les maisons dont vous avez parlé en Irlande et en Écosse, ça n'était pas simplement pour faire des achats, mais c'était pour vous rendre compte des méthodes qu'elles avaient ?

R. Oui.

Q. Et vous vous êtes rendu compte de leurs méthodes ?

R. Oui.

Q. Et vos méthodes sont exactement les mêmes que celles qui se pratiquaient dans ces maisons d'Écosse ?

R. La seule différence, c'est que nous réduisions la force pour ne pas payer trop de droits sur l'eau.

Q. Mais, ailleurs, on réduisait la force aussi ?

R. Oui.

Q. Pour le vendre ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Je propose que M. Scott soit maintenant entendu.

M. DURANLEAU.—Nous avons un témoin dont l'interrogatoire est déjà commencé, M. Michaud.

M. BERCOVITCH.—Mais, vous n'étiez pas très anxieux d'entendre Monsieur Michaud, hier soir, et, pour compléter le témoignage de M. Ethier, il nous faut M. Scott.

LE PRÉSIDENT.—A quel point de vue ?

M. BERCOVITCH.—Pour confirmer le témoignage de M. Ethier, au sujet des *blends*, et ainsi de suite. M. Ethier déclare qu'il voit les *blends*, mais il ne sait pas s'ils ont été ou n'ont pas été analysés et, pour mettre une certaine suite dans la preuve, nous devrions entendre M. Scott maintenant et savoir, d'une manière certaine, si ces différents ingrédients ont été soumis, oui ou non, à une analyse chimique.

M. BERCOVITCH.—J'ai un autre témoin pour cela à faire entendre plus tard, mais il me faut M. Scott maintenant.

M. DURANLEAU.—Je m'oppose à cela. Nous avons le gérant général de la Commission des liqueurs dont le témoignage n'est pas terminé et je ne vois pas de raison de suspendre ce témoignage pour entendre un autre employé de la Commission des liqueurs. Je demande que Monsieur Michaud continue son témoignage—on n'est pas pour intervertir la preuve de cette façon-là.

M. BERCOVITCH.—Vous l'avez fait vous-même ?

M. DURANLEAU.—Monsieur Michaud n'a pas fini son témoignage et c'est un officier de la Commission. . .

M. BERCOVITCH.—Vous n'avez pas voulu l'examiner, hier soir.

M. DURANLEAU.—Je vous demande pardon.

M. BERCOVITCH.—Je propose que M. Scott soit maintenant entendu.

L'HON. M. NICOL.—L'examen de Monsieur Michaud a déjà été suspendu—d'abord l'examen de Monsieur Michaud a duré au moins 15 heures. Vous lui avez fait produire des livres qui sont devant le comité et ils ont été laissés ici pour que l'on puisse se mettre au courant de ces livres et les lire pendant des heures et des heures. On a passé le temps à faire lire ce volume de page en page devant le comité et, avec cela, on a retardé l'examen d'autres témoins nécessaires qui sont ici depuis au delà d'une semaine—des témoins qui sont occupés et, pendant ce temps-là, on a passé le temps à lire des formules. Il est évident que c'est une tactique pour retarder l'examen des témoins—on a fait entendre Monsieur Ethier, cela n'a duré que quelques minutes—maintenant, il y a Monsieur Scott dont le témoignage ne devrait prendre que quelques minutes aussi, tandis que Monsieur Michaud, il faudra l'examiner encore des heures de temps.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, Monsieur Nicol parle de tactique qui serait suivie. Il n'y a pas de tactique là-dedans—il y a seulement le fait que le public veut savoir qu'est-ce que c'est qu'on lui fait boire, et le témoignage de Monsieur Michaud est un témoignage très intéressant à ce point de vue, les livres de la Commission n'ont pas été produits ici, ils ont été simplement déposés pour qu'on puisse s'en servir durant l'enquête et nous voulons mettre devant le public ce que c'est qu'on lui fait boire et le public est intéressé à le savoir. Je dis donc, Monsieur le président, que nous ne devons pas interrompre le témoignage d'un officier de la Commission comme M. Michaud, qui est le gérant général, pour faire entendre un autre officier de la Commission. Hier soir, nous avons fait entendre des citoyens qui étaient ici depuis plusieurs jours, parce qu'on ne voulait pas les retarder plus souvent dans leurs affaires, mais, pour un officier de la Commission, nous n'avons pas raison de suspendre l'examen du gérant général pour faire entendre un autre employé. Nous voulons compléter la preuve que nous sommes en train de faire. Je demande que le témoignage de M. Michaud soit continué.

M. BERCOVITCH.—Je maintiens ma proposition.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce que le témoignage de Monsieur Michaud va être très long encore ?

M. SAUVÉ.—Ca dépend de ce qu'il va dire.

M. BERCOVITCH.—Je demande que l'on entende M. Scott ?

LE PRÉSIDENT.—Est-ce le désir du comité d'entendre maintenant Monsieur Scott ?

Plusieurs voix. Oui, oui.

M. DURANLEAU.—Ma proposition est devant le comité. Je demande que l'examen de M. Michaud soit continué suivant les règles ordinaires de la preuve.

M. BERCOVITCH.—Je m'en tiens à ma motion.

M. SAUVÉ.—J'ai compris que, hier soir—afin qu'il n'y ait pas de malentendu—M. Duranleau a demandé d'entendre certains témoins venant de la

campagne ou d'ailleurs et on a consenti à suspendre le témoignage de M. Michaud, pour interroger ces témoins-là.—Nous avons maintenant un autre employé de la Commission, je ne vois pas pourquoi on ne continuerait pas le témoignage de M. Michaud. Je crois que c'est plus raisonnable.

LE PRÉSIDENT.—Alors, la question devant le comité est sur la proposition de M. Bercovitch, proposant que M. Scott soit entendu comme témoin et M. Duranleau propose, en amendement, que Monsieur Michaud continue son témoignage. Le vote est sur l'amendement. Ceux qui sont en faveur de continuer le témoignage de M. Michaud, diront oui et ceux qui sont contre diront non.

Le vote est pris avec le résultat de 18 contre et 5 pour.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE,

Sténographe

TÉMOIGNAGE DE RALPH SCOTT

RALPH SCOTT, demeurant à 119 rue Mercier, Longue Pointe-Montréal, étant appelé et dûment assermenté, témoigne comme suit:

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH, C. R.

Q. Quelle est votre occupation?

R. Distillateur consultant et expert en whiskey.

Q. A quelle époque remontent vos relations avec le commerce de whisky?

R. Sûrement à quarante-cinq ans.

Q. Où?

R. En Écosse, en Irlande et en Canada.

Q. Combien de temps ont duré vos relations avec le commerce de Whisky en Écosse?

R. Vingt-quatre ans.

Q. Et, en Irlande?

R. Neuf ans.

Q. Et, en Canada?

R. Douze ans.

Q. Quelle était votre principale occupation en Écosse dans ce commerce de Whisky.

R. Distillateur.

Q. Avez-vous acquis une expérience spéciale dans le mélange blending des whiskys écossais?

R. Oui.

Q. Où?

R. En Irlande, en Écosse, et en Canada.

Q. Où étiez-vous employé quand vous êtes venu d'abord au Canada?

R. Je suis venu au Canada comme vendeur d'abord pour des distillateurs écossais.

Q. Vous êtes maintenant à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec ?

R. Oui.

Q. Depuis quand êtes-vous à son emploi ?

R. Trois ans.

Q. Avant d'entrer à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec où étiez vous employé ?

R. J'étais conseiller à la compagnie Milton Hersey, les analystes de la Commission.

Q. Quand vous étiez à la compagnie Milton Hersey avez-vous eu connaissance des analyses des liqueurs que la Commission des liqueurs de Québec avait envoyées à cette compagnie pour les faire analyser.

R. Oui.

Q. Avez-vous eu l'occasion de faire des rapports à ce sujet ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire au comité brièvement quels étaient ces rapports concernant la plupart des liqueurs qui vous furent envoyées ?

M. DURANLEAU.—Est-ce que ce sont des rapports écrits ?

M. BERCOVITCH.—Je vais le savoir dans une minute.

M. DURANLEAU.—Nous voulons avoir la meilleure preuve, naturellement.

M. BERCOVITCH.—Celui qui a fait le travail peut donner la meilleure preuve.

M. DURANLEAU.—Si le témoin parle de rapports écrits, ces rapports devraient être ici et être produits.

M. BERCOVITCH.—Je sou mets que le témoin sous serment qui a participé aux analyses est une meilleure preuve que tout écrit,

M. DURANLEAU.—Vous savez parfaitement bien le contraire.

M. BERCOVITCH.—Vous ne supposez pas que je soutiendrais une chose, alors que je saurais ou penserais différemment.

PAR M. BERCOVITCH, continuant :

Q. Quel a été le résultat des analyses que vous avez faites

M. DURANLEAU.—Je crois que la question est en rapport avec l'analyse du témoin. On lui fait dire comment il a été analysé. C'est un écrit qui est mentionné.

PAR M. BERCOVITCH, continuant :

Q. Quel a été le résultat des analyses ?

R. Un grand nombre de spiritueux étaient de très très pauvre qualité.

Q. Et qu'est-ce qu'on a fait ?

R. La Commission en a acheté un certain nombre, je comprends.

Q. Savez-vous qu'est-ce qu'on en a fait ?

R. On en a fait un *blend*.

Q. Et qui a suggéré d'en faire un *blend* ?

R. Je n'étais pas *blender*. J'étais conseiller.

Q. Je veux dire comme conseiller?

R. Comme *blender*.

Q. A la suggestion de qui furent-ils mélangés?

R. A ma suggestion.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'était en 1921?

R. 1921, oui.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Ces liqueurs, dont vous avez parlé comme étant de pauvre qualité, étaient des liqueurs qui provenaient des vendeurs à cette époque?

R. Oui.

Q. Et c'est vous, à titre d'expert, qui avez suggéré que ces liqueurs fussent mélangées?

R. C'est moi.

Q. Lorsqu'elles furent mélangées (*blended*), voulez-vous dire au comité quel en a été le résultat?

R. Elles furent d'assez bonne qualité, parce que les liqueurs de qualité inférieure furent mélangées avec d'autres qui étaient meilleures.

Q. Et la conséquence fut que vous avez obtenu un *blend* assez convenable?

R. Un *blend* assez agréable au goût.

Q. Avant que ces marchandises, dont vous avez parlé comme étant de qualité inférieure, fussent mélangées (*blended*), savez-vous ce que les vendeurs en faisaient?

R. Je n'en ai aucune idée.

Q. Savez-vous si elles étaient vendues par les vendeurs?

R. Je comprends que c'étaient les mêmes que celles que l'on vendait.

Q. Et la Commission des liqueurs refusa de les vendre dans l'état où elles étaient?

R. C'est vrai.

Q. Voulez-vous examiner le *blend* dans le volume I de ce livre, page 6, étant le *blend* No 14 . . .

M. NICOL (interrompant):

Est-ce que c'est un *blend* dont s'est enquis M. Duranleau?

M. BERCOVITCH:

L'un des *blends* mentionnés par M. Duranleau dans l'interrogatoire de M. Michaud.

LE TÉMOIN: Il n'y a rien de mauvais dans la composition de ce *blend* dans sa préparation.

Q. Que dites-vous quand à la saveur de ce *blend*?

R. Les ingrédients devraient former dans l'ensemble un *blend* assez agréable au goût, d'une classe de whisky, à meilleur marché.

Q. Savez-vous si c'est l'une des marques que la Commission des liqueurs vendait à bon marché?

R. Ça devrait être, par la combinaison.

- Q. Vous savez que l'on ne se sert plus de ces blends maintenant ?
R. On ne s'en sert pas.
- Q. Ces blends provenaient des divers stocks que la Commission des liqueurs eut à acheter des vendeurs ?
R. Oui.
- Q. Et, aujourd'hui, la Commission des liqueurs de Québec vend un blend absolument différent ?
R. Entièrement.
- Q. Un bien meilleur blend.
R. Certainement.
- Q. Et cela se fait depuis que l'on a épuisé les stocks qui avaient été achetés des divers vendeurs ?
R. Oui.
- Q. Vous savez cela d'après votre expérience personnelle ?
R. Oui.
- Q. Voulez-vous dire au comité si, d'après votre expérience, il y a déjà eu des whiskys écossais qui ont été mélangés de la même manière que ce blend que vous avez sous les yeux maintenant ?
R. Oui, c'est un blend ordinaire qui est en usage en Écosse depuis plus plusieurs années,—de la drèche.
- Q. Je comprends que tous les whiskys écossais sont des blends ?
R. Non, Monsieur.
- Q. Que sont-ils exactement ?
R. Il y a cinq sortes de whiskys écossais entre les blends :
Lowland malts ;
Isley malts ;
Campbellton malts—whisky ordinaire (grain whisky).
- Toutes ces sortes mises ensemble constituent le mélange de Scotch (blended Scotch).
- Q. Tous ces whiskys sont-ils vendus séparément pour la consommation ?
R. Très peu d'entre eux, maintenant.
- Q. Tous ces différents whiskys que vous avez mentionnés, particulièrement les whiskys de malt, sont mélangés ensemble, et alors ce produit mélangé est vendu comme whisky écossais ?
R. Oui.
- Q. Sous diverses marques ?
R. Oui.
- Q. Cela s'applique en Écosse, en Canada, et je suppose, nous pouvons dire que c'est à peu près la règle générale dans tout l'univers ?
R. Oui, Monsieur.
- Q. Vous ai-je compris, lorsque vous avez dit que vous étiez à l'emploi de la Commission des liqueurs depuis environ trois ans ?
R. Trois ans.
- Q. Qu'avez-vous à dire des scotchs préparés par la Commission des liqueurs et vendus au public aujourd'hui ?
R. Je les considère très, très bons, pour le prix qui en est fait.
- Q. Est-ce un whisky écossais de bonne qualité ?
R. Je les considère de très, très bonne qualité.
- Q. Voulez-vous examiner une autre formule, à la page 10, la formule No 22,, qui constitue l'un des *blends* au sujet desquels M. Duranleau a interrogé M. Michaud, et nous dire ce que vous pensez de ce blend ?

R. C'est une préparation très commune, une préparation ordinaire. La principale partie dont il faudrait se méfier, serait la forte proportion d'alcool.

Q. Vous savez que c'est réduit?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Quelle en est la composition?

R. 45 gallons d'alcool, 60-O.P., ce qui signifie tout d'abord un *blend* commun.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Ce n'est pas un *blend* de très bonne qualité?

R. Non.

Q. Mais un *blend* agréable au goût?

R. Évidemment, le résultat devrait avoir été cela.

Q. Rien de nuisible à la santé, dans ce *blend*?

R. Absolument rien.

Q. Et, c'était l'une des marques de whiskys à meilleur marché?

R. Oui, il doit en avoir été ainsi.

Q. Qui étaient vendues à cette époque?

R. Oui:

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Au commencement?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Quand la Commission des liqueurs acheta le stock des vendeurs?

R. C'est cela. Le Islay whisky est un whisky très fort.

On utilise généralement les 24 gallons de vin de prune dans les whiskys de qualité inférieure.

Q. Vous voulez dire qu'on l'utilise généralement dans les marques de whiskys meilleur marché?

R. Oui.

Q. Cela ne veut pas dire que c'est un vin de prune commun?

R. Non, Monsieur, c'est généralement en usage.

Q. C'est fréquemment utilisé? Est-ce là ce que vous voulez dire?

R. Oui.

On se sert aussi de l'Amontillado pour l'adoucir. Le Dockandoris est un whisky de mélange de même que le Longshore. Les deux appartiennent aux marques de scotchs importés à meilleur marché.

Q. Seriez vous assez bon de donner au comité une définition d'un terme employé par M. Michaud, et je pense, par quelques autres témoins, du mot "grog". Veuillez-donc dire au comité ce que "grog" signifie exactement?

R. "Grog" est un terme qui, réellement, est plutôt un terme d'argot. Le véritable terme est "recovered spirit". C'est une liqueur spiritueuse qui a été absorbée dans les barriques et qui en est extraite.

Q. L'alcool qui est extrait du bois?

R. Oui.

Q. Et, comme vous le dites, le terme "grog" est une expression d'argot?

R. Partiellement, une expression d'argot.

- Q. Et la définition réelle de ce qui est extrait du bois, est "recovered spirit"
R. Oui.
Q. Qu'avez-vous à dire quant à la qualité de cet alcool ainsi extrait ?
R. Absolument pur. Chimiquement pur.
Q. Est-ce aussi bon que d'autres liqueurs qui auraient été dans des barriques ?
R. Pas aussi fort, naturellement, parce qu'il y a de l'eau. C'est tout aussi bon, sauf cela.
Q. Probablement plus doux, parce qu'il a vieilli dans le bois ?
R. Suivant la longueur du séjour de l'alcool dans le bois des barriques.
Q. Pouvez-vous dire au comité si c'est la pratique ordinaire d'extraire les spiritueux de cette manière ?
R. Oui. Il en est ainsi depuis au delà de trente ans, à ma connaissance.
Q. Partout ?
R. En Écosse et en Irlande.
Q. Et ici aussi ?
R. Oui, ici de même.
Q. Quand on importe de l'alcool dans ce pays, vous savez que certains droits d'accise doivent être payés au gouvernement fédéral ?
R. Les droits de douanes sont payés.
Q. Au gouvernement fédéral ?
R. Oui.
Q. Ces droits de douanes sont très élevés ?
R. Actuellement, ces droits sont trop élevés, je crois.
Q. Et vous payez les droits de douane sur l'alcool qui est absorbé par les barriques ?
R. En effet.
Q. Cela veut dire que lorsque, vous payez des droits sur les barriques qui arrivent au Canada, et que le bois de la barrique a absorbé une certaine quantité d'alcool, la Commission paye réellement un droit sur la quantité absorbée par la barrique même ?
R. Le droit nous est imposé, lorsque la barrique arrive. Si nous la gardons pendant deux ans, par exemple, et s'il y a perte par évaporation ou diminution de valeur ou infiltration ou absorption par le bois, nous payons sur ce que nous n'avons pas.
Q. Mais, quant à la qualité de l'alcool, elle est tout aussi bonne, sinon meilleure, que le contenu véritable de la barrique ?
R. C'est très bon pour réduire.
Q. C'est fréquemment en usage pour le mélange ?
R. Constamment en usage.
Q. Tandis que nous demandons des explications de certains termes dont se sont servi quelques-uns des témoins, voulez-vous dire aussi au comité ce que signifie exactement le résidu d'une barrique ?
R. C'est un autre terme qui est une inexactitude. Il n'y a rien qu'on puisse appeler résidu dans aucun produit de distillerie on devrait appeler cela les restes (*balances*).
Un résidu, suivant, mon interprétation, comporte l'idée d'un dépôt ou d'un précipité au fond d'une barrique. Les résidus dont vous parlez ne sont pas cela. Ce sont véritablement des restes (*balances*).
Q. Des restes (*balances*) dans les barriques ?
R. Dans la cuve.

Q. Qu'avez-vous à dire quant à la qualité de ces restes (*balances*) ?

R. La même chose et quant au fond et quant au sommet.

Q. Ainsi, lorsque les témoins parlent de résidus, ou se servent d'autres termes pour indiquer ce qui est contenu dans le fond d'une barrique, cela signifie que ce sont les restes (*balances*) dans la barrique, après qu'on en a tiré une certaine quantité ?

R. Exactement.

Q. Et la liqueur est tout aussi bonne au fond qu'elle l'était au sommet lorsqu'on l'a retirée ?

R. Absolument.

Q. Voulez-vous regarder à la page 173 du volume I, *blend* No 3, marqué 511, et dire au comité ce que vous pensez de ce *blend* ?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à la question comme absolument illégale et injuste pour le témoin, à moins que l'on n'indique ou les mélanges ou les numéros des mélanges qui ont été examinés.

M. BERCOVITCH.—On va arriver à ça.

M. DURANLEAU.—Je m'objecte aux questions générales tendant à b tenir une réponse générale d'un employé de la Commission des liqueurs.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que le témoin peut répondre.

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à toute question directe et suggestive à un employé de la Commission.

LE TÉMOIN :

Ce *blend* est composé de whiskys très bons et très riches (*fat*).

PAR M. BERCOVITCH, continuant :

Q. Je ne savais pas que les whiskys pouvaient être riches (*fat*) ?

R. Oui, ils le peuvent. Ils peuvent être riches (*fat*) et ils peuvent être pauvres (*thin*).

M. NICOL :

Est-ce l'un des *blends* dont s'est enquis M. Duranleau ?

M. BERCOVITCH.—Oui. Il a parlé, je crois, du "Scotch XXX de la Commission des liqueurs."

PAR M. BERCOVITCH, continuant :

Q. Et quel est le résultat de ce *blend* ?

R. La combinaison de ce whisky devrait être très très belle.

Q. C'est un *blend* que vous connaissez bien ?

R. Oui. Le résultat m'en est très familier.

Q. Et les ingrédients ?

R. Ils sont absolument parfaits (O.K.)

LE PRÉSIDENT :

Quel en est le numéro ?

M. BERCOVITCH :

No 511, à la page 173, qui est mentionné comme "scotch XXX de la Commission des liqueurs", avril, 1922.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Voulez-vous dire au comité si, avant que la Commission des liqueurs se serve de l'un de ces ingrédients, soit dans le *blend* que l'on vient de mentionner soit dans l'un des *blends* que vous avez déjà examinés, ces ingrédients ont d'abord été analysés avant d'avoir été mélangés?

R. Oui.

Aussitôt qu'ils ont été reçus, ils ont été analysés.

Q. Ai-je raison de dire qu'ils n'ont été utilisés que lorsque l'analyste les a déclarés chimiquement purs?

R. Absolument.

PAR LE PRÉSIDENT:

La même chose s'applique à tous les *blends*?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. A tous les *blends* dont se sert la commission des liqueurs de Québec?

R. Oui. Les ingrédients sont tous analysés.

Q. Voulez-vous dire maintenant au comité, à peu près de quelle manière procède la Commission des liqueurs pour utiliser la marchandise où les liqueurs qui ont été saisies?

R. Quand les marchandises ont été soumises à l'analyste, et que celui-ci a fait son rapport, j'examine toutes les liqueurs alcooliques qu'elles contiennent, et si elles sont jugées propres à la consommation et absolument exemptes de tout élément délétère, elles sont utilisées (*used up*), autrement, j'ordonne une nouvelle distillation.

Q. Que voulez-vous dire par "*used up*"?

R. On en fait des *blends*, autrement, j'ordonne qu'elles soient distillées de nouveau, et c'est ce qui se fait.

Q. Ainsi, ces liqueurs qui ont été saisies sont d'abord analysées, et puis l'on soumet le rapport de l'analyste, déclarant qu'elles sont chimiquement pures et si elles sont chimiquement pures c'est alors, et seulement alors, qu'elles sont utilisées dans le *blending* des whiskys?

R. Oui.

Q. Et, si elles ne sont pas chimiquement pures, elles sont distillées de nouveau avant d'être utilisées? Est-ce bien cela?

R. Elles sont envoyées pour être distillées de nouveau, oui.

Q. Maintenant, quant à l'usage de l'eau dans quelques-uns des *blends* que vous avez examinés, voulez-vous dire au comité si l'usage de l'eau est une chose qui se fait souvent?

R. C'est la seule méthode en usage pour diluer les spiritueux autres que le "grog".

Q. Y a-t-il d'autres manières de réduire la force des spiritueux autrement qu'avec de l'eau?

R. C'est la seule manière que je connaisse.

Q. C'est la seule manière connue de faire du whisky, scientifiquement ou artistiquement. Et je ne sais pas si c'est une science ou un art?

R. C'est les deux. C'est la seule manière.

Q. Alors, nous pouvons considérer comme une règle évidente que la seule méthode de réduire les spiritueux, connue dans l'art et la science de la distillation et de la fabrication ou du mélange de whisky, est d'employer l'eau?

R. D'employer l'eau.

Q. Qu'avez-vous à dire de l'usage de l'eau distillée?

R. Je préfère l'eau distillée, parce que c'est la plus pure.

Q. En d'autres termes quand l'eau est distillée, toutes les impuretés que l'on trouve ordinairement dans l'eau que l'on emploie chaque jour, sont éliminées et l'eau est alors considérée chimiquement pure?

R. Oui.

Q. Ainsi, la pratique de se servir d'eau distillée pour diluer les liqueurs afin d'en réduire la force, est justifiée par le commerce ou par les experts qui ont à pratiquer l'art et la science de manufacturer des liqueurs?

R. Certainement.

Q. Voulez-vous regarder à la page 182, No 1041, un *blend* dont a parlé mon savant ami, au cours de l'interrogatoire de M. Michaud, et dire au comité ce que vous pensez de ce *blend*?

R. "Scotch Proof"—Cela n'indique pas sa qualité. N'importe quel scotch pourrait s'y trouver. Si, cependant, on s'en est servi pour faire un *blend* "XXX" il doit avoir été de qualité "XXX".

Q. Qu'est-ce que cela signifierait, en termes plus simples?

R. Un *blend* parfait. Un *blend* de haute qualité.

Q. Un whisky de haute qualité?

R. Un whisky de haute qualité.

Q. Voulez-vous regarder aussi à la page 187, *blend* No 1062, un autre *blend* dont a parlé mon savant ami, M. Duranleau, au cours de l'interrogatoire de M. Michaud, et voulez-vous dire au comité ce que vous en pensez?

R. Je connais les trois whiskys qu'on y a utilisés, et ils sont tous de très bonne qualité. Holts, et Grants surtout sont de bonne qualité.

Q. Et, quel serait le résultat de ce *blending*?

R. Un whisky uniforme de haute qualité.

Q. Et vous savez que la Commission des liqueurs de Québec a vendu ce whisky comme scotch whisky de qualité "XXX"?

R. Oui.

Q. Voulez-vous regarder à la page 192 du volume I, *blend* No 1089, et dire au comité ce que vous pensez de ce *blend*?

R. Ce *blend* est composé de tous les meilleurs whiskys que nous ayons—
—whiskys mûrs.

Q. Il est composé de whiskys mûrs du plus haut prix?

R. Très vieux, mûrs.

Q. Et quelle est le résultat de ce *blend*?

R. Une très belle combinaison. Je le pense qu'il est supérieur à d'autres que nous avons eus.

Q. Est-ce un genre de scotch whisky de qualité vraiment supérieure?

R. Certainement.

Q. Et que la Commission des liqueurs vend comme scotch "XXX"?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—C'est aussi l'un des *blends* dont a parlé mon savant ami, M. Duranleau, dans son interrogatoire de M. Michaud.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Savez-vous, comme question de fait, si ce *blend* No 1089 et mentionné comme étant un scotch whisky vraiment supérieur et de haute qualité, est le

blend qui est actuellement vendu par la Commission des liqueurs de Québec maintenant?

R. C'est plus que probable. Je ne le sais pas, mais c'est plus que probable.

Q. Voulez-vous regarder à la page 194, *blend* 1096, un *blend* mentionné par mon savant ami, M. Duranleau, dans son interrogatoire de M. Michaud, et voulez-vous dire au comité ce que vous pensez de ce *blend*?

R. C'est une répétition du *blend* précédent.

Q. En termes précis, qu'est-ce que cela veut dire?

R. Un whisky de très haute qualité.

Q. Vous savez qu'il est vendu par la Commission des liqueurs de Québec comme un scotch whisky "XXX"?

R. Oui.

Q. Qu'avez-vous à dire au sujet des ingrédients de ce *blend*?

R. Ils sont tous de la même qualité. Ce sont des whiskys forts, d'un très haut degré, parvenant à une très forte maturité,—tous ce qu'ils en sont.

Q. Est-ce que ce sont là des whiskys riches ou pauvres?

R. Cinq de ces whiskys sont des whiskys particulièrement riches et forts.

Q. Peut-on répéter, au sujet de ce *blend*, ce que vous avez dit au sujet du *blend* précédent, que c'est un scotch whisky de catégorie supérieure et de très haute qualité?

R. Certainement.

Q. Dois-je comprendre que vous êtes maintenant un *blender* de la Commission des liqueurs de Québec?

R. Je ne suis pas maintenant *blender*. Je suis conseiller.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Conseiller pour faire le *blending*?

R. Oui.

J'examine tous les whiskys, quand ils sont embouteillés et quand ils sortent de la machine d'embouteillage.

PAR M. BERCOVITCH, continuant:

Q. Que devez-vous faire des whiskys, quand ils sortent des machines d'embouteillage?

R. Quand ils sont corrects, après l'embouteillage, je ne sais pas ce que l'on en fait après cela.

Q. Quand ils sortent des machines d'embouteillage, sont-ils purs et parfaits de toute façon?

R. Ils doivent l'être, ou je ne les accepterais pas.

Q. Et vous êtes particulièrement vigilant à cet égard, je comprends?

R. On me dit que je suis trop vigilant.

Q. Suis-je exact en résumant ce que vous nous avez dit, il y a quelques instants, comme signifiant qu'actuellement les *blends* sont supérieurs à ce qu'ils étaient au commencement?

R. Ils sont bien différents.

Q. Toujours depuis que la Commission des liqueurs s'est débarrassée des stocks qu'elle a achetés des vendeurs, les *blends* sont-ils de beaucoup supérieurs?

R. Bien supérieurs.

Q. Et, d'après ce que vous savez de la situation actuelle, la Commission des liqueurs n'a plus en magasin aucun stock des vendeurs?

R. Elle n'en a plus du tout.

Q. Et tous les ingrédients employés pour le *blending* des scotchs actuellement, sont de la plus haute qualité, analysés, et parfaitement purs chimiquement?

R. Oui.

M. DURANLEAU:

Pourquoi ne rendez-vous pas témoignage vous-même, M. Bercovitch?

M. BERCOVITCH:

Je le veux bien, si cela vous plaît, et je pense que je pourrais donner un témoignage splendide. Naturellement, je sais que cela ne vous convient pas.

M. DURANLEAU.—Non, cela ne me convient pas, parce que ce n'est pas légal.

PAR M. NICOL:

Q. Vous avez dit à M. Bercovitch que, maintenant, les *blends* de scotchs sont de qualité bien supérieure. Depuis combien de temps en est-il ainsi?

R. Depuis l'année dernière.

Q. Dès que vous vous êtes débarrassés des vieux stocks?

R. Oui.

Q. En aviez-vous beaucoup de ce vieux stock, à la fin de 1923?

R. Une bonne quantité.

Q. Et vous avez fait des progrès importants au cours de la dernière année, ou à peu près?

R. Oui. Nous en avons fait un *blending* pour nous débarrasser.

Et vu qu'il est une heure, l'interrogatoire du témoin est suspendu. Et, pour le présent, le déposant ne dit rien de plus.

J. H. KENEHAN,

Sténographe judiciaire officiel.

Et, à 4.15 heures du premier jour d'avril, 1925, ledit témoin, Ralph Scott, a comparu de nouveau, personnellement.

Et son examen se continue, comme suit:

PAR M. DURANLEAU:

Q. Où avez-vous reçu votre instruction?

R. Sterling, Écosse.

Q. Avez-vous obtenu vos diplômes comme chimiste?

R. Non, je ne suis pas un chimiste.

Q. Vous ne possédez aucun diplôme?

R. Non, monsieur.

Q. D'aucune université?

R. Une instruction ordinaire, seulement, à Edinburgh.

Q. Comme chimiste?

R. Pas comme chimiste, non, monsieur.

Q. Vous avez déclaré, je l'ai compris, que vous étiez à l'emploi de la Commission des liqueurs?

- R. Oui.
- Q. Et vous êtes à l'emploi de la Commission depuis trois ans?
- R. Je suis, depuis trois ans, à l'emploi de la Commission, comme expert.
- Q. Quel est votre salaire?
- R. \$55.00 par semaine, actuellement.
- Q. Et vos fonctions consistent à diriger les *blenders*?
- R. Oui.
- Q. Vous avez déclaré, ce matin, que le résidu des tonneaux était aussi bon que le reste?
- R. Oui, je l'ai dit.
- Q. Pourquoi n'embouteillez-vous pas le résidu, comme vous le faites avec le reste?
- R. L'ajustage des robinets. Les robinets sont plus élevés que le fond.
- Q. N'est-il pas vrai qu'il se dépose au fond des matières qui ne peuvent être utilisées lorsqu'on embouteille les liqueurs?
- R. Il n'y a jamais de dépôt dans les matières distillées.
- Q. Y a-t-il des matières organiques dans le fond d'un tonneau?
- R. Cela peut arriver.
- Q. Qu'il n'est pas bon de mettre en bouteilles?
- R. Cela peut arriver.
- Q. Êtes-vous au courant du département des effets saisis.
- R. Pas autant. Les spiritueux viennent entre mes mains pour l'examen.
- Q. Et, c'est tout ce que vous savez?
- R. C'est tout ce que je sais.
- Q. Savez-vous, si ce n'est pas un fait que tous les whiskys saisis sont mis dans la même barrique?
- R. Je n'en ai jamais entendu parler.
- Q. Vous n'en avez jamais entendu parler?
- R. Non.
- Q. Et, quand le tonneau est rempli, il est envoyé au département des entrepôts?
- R. Il est examiné par l'analyste, et par moi-même, et, si nous trouvons qu'il n'est pas bon, nous le refusons et nous ne permettons pas qu'il aille au *blend*. Nous le renvoyons pour qu'il soit distillé de nouveau.
- Q. Quand vous constatez qu'il n'est pas bon, qu'en faites-vous?
- R. Nous le renvoyons pour qu'il soit distillé de nouveau.
- Q. Où se trouve votre distillerie?
- R. Nous l'envoyons à une distillerie en dehors, pour qu'il soit distillé de nouveau.
- Q. Vous n'avez pas votre propre distillerie, à la Commission?
- R. Non.
- Q. A quelle distillerie envoyez-vous l'alcool qui n'est pas bon?
- R. Je crois que le dernier a été envoyé à la distillerie Parker.
- Q. Vous ne savez pas?
- R. Il a été envoyé chez Parker.
- Q. Où?
- R. "*The Montreal Products*".
- Q. Où est-ce?
- R. Près du canal, quelque part.
- Q. Y êtes-vous allé?
- R. Oui, j'y suis allé.

Q. Règle générale, avez-vous remarqué que les marchandises saisies contenait du fusel-oil dans une certaine proportion?

R. Quelquefois, une légère proportion de fusel-oil.

Q. Est-il bon de mettre du fusel-oil dans les *blends*?

R. En très petite quantité, ce n'est pas nuisible.

Q. Est-ce bon?

R. Ce n'est pas nuisible, en petite quantité. Nous avons des fusel-oils...

Q. (interrompant). Une certaine quantité de...

M. BERCOVITCH (interrompant). Le témoin n'a pas fini sa réponse. Je sou mets qu'on devrait lui permettre de compléter ce qu'il a à dire.

M. DURANLEAU.—Je crois qu'il a terminé sa réponse.

M. BERCOVITCH.—Non, il a commencé par dire:—“Nous avons des fusel-oils...”

LE TÉMOIN.—Il y a des fusel-oils dans tous les whiskys.

PAR M. DURANLEAU, continuant:

Q. Une certaine quantité de fusel-oil?

R. Oui.

Q. Et, quand la quantité est trop considérable, c'est nuisible?

R. C'est nuisible, certainement.

Q. Avez-vous remarqué que, dans toutes les marchandises saisies, il y avait une proportion trop considérable de fusel-oil?

R. Quelques-unes d'entre elles contenaient une très petite proportion de fusel-oil, mais elles avaient d'autres propriétés inacceptables.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Et, alors, elles étaient refusées?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Règle générale, le fusel-oil n'est pas à désirer dans les spiritueux?

R. En grandes proportions, oui.

Q. Je comprends que le fusel-oil est pernicieux?

R. En grandes quantités, il l'est.

Q. Je suppose que vous êtes responsable de tous les *blends* qui sont faits à la Commission des liqueurs?

R. Je suis responsable des marchandises mises en bouteilles.

Q. Vous êtes responsable de tous les *blends* qui sont faits?

R. Oui, monsieur.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Quand vous trouvez du fusel-oil en quantités excessives, vous servez-vous de la liqueur pour les *blends*?

R. Non, monsieur.

Q. Que faites-vous avec une liqueur de ce genre?

R. Elle est renvoyée pour être distillée de nouveau.

Q. Et, quand elle est purifiée et que vous avez les proportions voulues, alors, elle est utilisée pour en faire des *blends*?

R. Oui.

Q. Et seulement dans ce cas?

R. Et dans ce cas seulement.

Q. Vous nous avez déjà déclaré qu'il y a une certaine proportion de fusel-oil dans toutes les liqueurs?

R. Oui, monsieur.

Q. Et, dès que la quantité n'en est pas excessive, cela n'est pas nuisible?

R. Non.

Q. Et, la présence du fusel-oil dans les liqueurs est une chose absolument inévitable?

R. Elle est absolument inévitable. C'est une partie du liquide. Naturellement, plus les spiritueux sont rectifiés, plus ils sont purs.

Q. Et ce ne sont que des spiritueux purs qui ont été utilisés par la Commission des liqueurs?

R. Certainement.

Et le témoin ne dit rien de plus.

J. H. KENEHAN. Sténographe judiciaire officielle.

THADDÉE MICHAUD, de la cité de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparaît de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, nous avons commencé l'examen de vos mélanges de vins. Voulez-vous donner le mélange No 507?

M. BERCOVITCH.—Quel volume?

R. Le même volume No 1, des vins.

L'HON. M. NICOL.—Quelle page?

Q. Page 127—voulez-vous me donner ce mélange-là, Monsieur Michaud?

R. No 507 A. Native Port cinq, avril mil neuf cent vingt-trois, 44 gallons de Niagara Native Port, de la maison T. J. Wright, 44 gallons 3 grappes de Laporte, Martin Ltée., 3 grapes Port.; 85 gallons de Fresh Grapes Port de Patenaude, Carignan & Cie., en tout 173 gallons.

Q. Qu'est-ce qu'il y a, en marge à l'encre rouge, ici?

R. Six gallons rapportés au *blend* 556; 10 gallons au *blend* No 557; 108 gallons au *blend* No 558; 10 gallons au *blend* No 559; 10 gallons au *blend* No 560; 10 gallons au *blend* No 561; 10 gallons au *blend* No 652.

Q. C'est-à-dire que c'est rapporté comme un mélange dans un autre mélange?

R. Dans d'autres mélanges.

Q. Dans 7 autres mélanges, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Maintenant, le No 507 qui apparaît sous la même rubrique, sous le nom de Native Port?

R. Quatre avril mil neuf cent vingt-trois, 46½ gallons de liqueurs Bourgogne de F. X. St-Charles; 568 gallons de Porto California de Boivin, Wilson & Co.; 10½ gallons de Comez Altar Wine de L. Chaput, Fils & Cie; 9½ gallons de vin de Messe Manyer; 5½ gallons de Malaga Commission des liqueurs de Québec—en tout 128 gallons.

Q. Est-ce d'un mélange précédent ça, Commission des liqueurs de Québec Malaga

R. Apparemment.

Q. C'est un mélange précédent?

R. Oui.

Q. Et vous retrouvez ce même mélange dans d'autres mélanges, n'est-ce pas?

R. Oui, 15 gallons au mélange 547, 15 gallons au Mélange No 549, 10 gallons au mélange No 556; 10 gallons au mélange 554; 10 gallons au mélange No 555; 66 gallons au *blend*...

Q. C'est-à-dire qu'après avoir fait le mélange dont vous venez de donner lecture vous avez fait servir ce mélange dans d'autres mélanges subséquents?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Dans des mélanges subséquents ou antérieurs?

R. Subséquents, les numéros qui suivent.

Q. Maintenant, voulez-vous donner le mélange qui porte le No 538, à la page 134 du même volume, et qui aurait été mis en vente aussi sous la rubrique de Native Port?

R. Dix-neuf avril 1923, 110 gallons de Pure Juice Port Guilles de la maison L. Chaput Fils & Cie; 35 gallons de Sherry Guilles; 5 gallons de Reisling Mixed Liquor—c'est du Vin du Rhin de Lesierr et Cie, 22 gallons...

Q. Attendez un instant Qu'est-ce que veulent dire ces mots là: "tous ces vins sont en fermentation"?

R. Ça veut dire que ces vins ont fermenté naturellement et la fermentation a été arrêtée naturellement.

LE PRÉSIDENT.—En quoi faisant—comment arrêté?

R. Un vin qui fermente, on ne peut pas dire que c'est un vin qui est mauvais. Un vin fermenté—d'abord il faut qu'un vin soit fermenté pour être du vin. C'est le moût du raisin qu'on fait fermenter, qui est le vin, et le sucre qui contient ce moût tourne en alcool ce qui fait du vin.

LE PRÉSIDENT.—C'est ça qui est la fermentation?

R. Oui—et, quelquefois, lorsque le vin a fermenté une fois, au contact de la chaleur, lorsqu'il reste encore du sucre naturel qui n'a pas fermenté, il peut encore recommencer à fermenter. Alors, ces vins qui ont été retournés en fermentation, ont été corrigés et ensuite ils étaient en parfait ordre.

Q. Retournés par qui?

R. Bien, retournés... probablement qu'on a dû en avoir des maisons Chaput & Lesieur en fermentation.

LE PRÉSIDENT.—Les avez-vous corrigé, ces vins-là?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—De quelle manière?

R. De la manière naturelle.

Q. En les mélangeant?

R. Non, en les clarifiant d'abord, en les arrêtant par une dose de gaz acide sulfureux de 350 milligrammes au litre.

Q. Vous mentionnez dans votre rapport que tous ces vins sont en fermentation ?

R. Oui.

Q. Ils l'étaient au moment du mélange ?

R. Peut-être qu'ils l'étaient au moment du mélange, mais, lorsque le mélange a été fini, les vins ont été corrigés parce que, si on avait introduit un seul quart de vin en fermentation dans une grande quantité, tout le vin aurait fermenté et ce serait perdu.

LE PRÉSIDENT.—Et aurait été gâté ?

R. Aurait été gâté.

Q. Et vous avez embouteillé ces vins-là immédiatement après le mélange ?

R. Je ne pourrais pas dire ça—la formule ne le dit pas.

Q. Mais c'est ce que vous faisiez généralement ?

R. Non, pas toujours, le produit reste en tonne jusqu'à ce qu'il soit complètement clarifié et, lorsqu'il est clarifié, on s'en sert pour l'embouteiller.

Q. Pendant combien de temps vos vins restaient-ils en tonne avant d'être embouteillés ?

R. Ça varie. On en a en tonne depuis six mois, d'autres un mois—si la clarification a le temps de se faire au bout d'un mois—généralement au bout de trois semaines, la clarification a le temps de se faire. Ça peut prendre trois semaines, un mois, six mois.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'embouteillez jamais ces vins, si la fermentation n'est pas finie ?

R. Non, parce que le vin fermenterait en bouteille et tout le contenu serait perdu.

Q. Mais tous ces vins en fermentation, vous les faites entrer dans un grand nombre d'autres mélanges, n'est-ce pas ?

R. Tous ces vins ont été corrigés, avant de les employer.

LE PRÉSIDENT.—Avant de les embouteiller vous voulez dire ?

R. Oui, avant de les embouteiller.

Q. Vous en trouvez aux numéros 539, 540, 541, 542, 543, 545 et 546 ?

R. Oui.

Q. Tous des vins en fermentation ?

R. Oui.

Q. Vous en trouvez aussi aux numéros 550, 551, 552 ?

R. Oui.

Q. Ces vins sont en fermentation ?

R. Oui. Mais tous ces vins ont été corrigés d'ailleurs avant de les vendre au public.

LE PRÉSIDENT.—Avant de les embouteiller ?

R. Avant de les embouteiller, oui.

Q. Voulez-vous donner la formule No 564 d'un autre vin que vous avez étiqueté sous le nom de Claret spécial ?

L'HON. M. NICOL.—A quelle page ?

Q. A la page 140 ?

R. Vingt-cinq avril mil neuf cent vingt-trois, 4 bouteilles ouvertes retournées; 2 bouteilles de fond de Jirial; une de Cantalong, 22 bouteilles...

Q. Qu'est-ce que c'est que ça ?

R. Retourné—22 bouteilles de Bichard, côtes de Beaune.

Q. Voulez-vous expliquer ce que veut dire ce mot retourné ?

R. Voici l'expérience que nous avons eue à Montréal dans les débuts de la Commission et, souvent, c'est ce qui est arrivé. Voici un individu qui se présente à un magasin; il veut avoir une bouteille de vin de table ou d'un vin quelconque, alors, si le commis lui demande s'il veut du vin de table, généralement il dit que oui. On lui sert une bouteille de vin de table, du vin français sec, et lorsqu'il ouvre la bouteille, ils'aperçoit que ce n'est pas du vin sucré et il retourne la bouteille, en disant que ce n'est pas ce qu'il a acheté. Le gérant du magasin change la bouteille et retourne l'autre bouteille ouverte.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce ça que ça veut dire ?

R. C'est ça que ça veut dire généralement.

Q. Mais vous ne le savez pas ?

R. Je le sais, oui.

Q. Vous ne prétendez pas que c'est dans tous les cas ?

R. Presque dans tous les cas.

Q. Est-ce que ça n'arrive pas très souvent aussi que ce sont des bouteilles qui sont en fermentation ou qui ont suri et dont le vin n'est pas buvable et qu'il est retourné dans ces conditions-là ?

R. Le vin qui est en fermentation, c'est généralement du vin à 11 degrés d'alcool seulement, qui nous avait été envoyé au début de la Commission par les marchands de gros. Ces vins avaient été manufacturés ici à Montréal et ne contenaient que 11% d'alcool. Alors, lorsqu'on les envoyait dans nos magasins, les vins étaient trop légers et, au contact de la chaleur, ils fermentaient. Ce ne sont pas des vins français de table.

Q. Ce n'est pas une réponse à ma question.

M. BERCOVITCH.—De quelle maison venaient ces vins-là ?

R. Des maisons Hudon, Hébert & Cie, Patenaude, Carignan & Cie et autres.

Q. Nous en sommes à l'année mil neuf cent vingt-trois, n'est-ce pas ?

R. Je vous dis que ces vins qui ont fermenté, ce sont des vins qui étaient sucrés et qui ne contenaient pas le titre voulu d'alcool pour empêcher la fermentation de se produire, au contact de la chaleur. A présent, les vins français étaient retournés pour les raisons que j'ai données antérieurement.

Q. Je vous ai posé une question, à laquelle vous n'avez pas répondu. Est-ce qu'il n'est pas arrivé en plusieurs circonstances que ce sont des bouteilles qui ont été retournées, parce que le vin était gâté ou suri ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Pas à votre connaissance ?

R. Non.

Q. Cela a pu arriver et que vous ne le sachiez pas ?

R. Je ne sais pas.

Q. Maintenant, encore une formule, Monsieur.

R. 50 gallons de claret français, provenance inconnue.

Q. 50 gallons ?

R. Oui, ça c'est en 1923—voulez-vous avoir l'explication ? 76 gallons de claret Zinfandel de Laporte, Martin & Cie; 6 gallons de lie, en tout 160 gallons.

Q. Et vous avez fait, avec tout ça, un Claret spécial vendu comme tel?

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que ce mot "lie"?

R. Des balances du fond, des barils.

LE PRÉSIDENT.—C'est la balance d'une barrique?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce aussi bon que le reste?

R. Oui, c'est aussi bon au fond comme au sommet.

Q. Excepté qu'il y a plus de dépôt?

R. Excepté qu'il y a plus de dépôt qui est clarifié avant de l'employer.

LE PRÉSIDENT.—Alors, au lieu d'employer les mots "balance de barrique" vous dites "lie"?

R. Oui, lie.

Q. Maintenant, voulez-vous nous dire si, dans les formules Nos 565 et 566 il n'y a pas encore eu du vin qui était en fermentation et qui aurait été employé dans le mélange—à la page 141?

R. Oui, il y en a dans les deux—deux mai 1923, les deux.

M. BERCOVITCH.—Sous quel nom?

R. Native Sherry, les deux.

Q. Les deux sont indiqués comme étant en fermentation, n'est-ce pas?

R. Mais, on les a rectifiés, corrigés, comme je l'ai dit tout à l'heure.

Q. Qu'est-ce que veut dire, Monsieur Michaud, un vin piqué?

R. Un vin piqué est un vin qui est vert, qui contient plus d'acidité qu'un autre vin, et que nous gardons pour le mélanger à un vin qui n'en contient pas beaucoup.

Q. Est-ce un vin qui a suri?

R. Non.—c'est un vin qui est plutôt vert, qui contient plus d'acidité.

LE PRÉSIDENT.—Qui est plus acide qu'un autre.

R. Oui.

Q. Comment appelez-vous du vin suri, généralement?

R. Le vin suri est un vin qui est atteint du microderma acéti—c'est la dernière phase avant de tourner au vinaigre.

Q. Voulez-vous référer à la formule 569 et nous dire quels sont les vins qui sont entrés dans ce mélange?

R. Oui—mai 3, mil neuf cent vingt-trois...

Q. Sous quel nom?

R. Rich and full bodied Sherry. Quatorze gallons de Sherry Lopez piqué provenant de la maison Hudon & Orsali; 62 gallons Tarragone blanc Sherry de la Cie Franco-Américaine; 84 gallons de vin de Misa, de Hudon; & Orsali, formant en tout 160 gallons.

Q. Que vous avez vendus sous le nom de Rich and Full Bodied Sherry?

R. Oui.

Q. Les formules 571 et 672 sont-elles de même nature?

R. Oui.

Q. Je vois que vous avez là un mélange de plusieurs vins, tous, soit en fermentation, soit piqués?

R. Oui,—ils ont été corrigés avant de les employer.

Q. Voulez-vous en donner la lecture?

R. Quatre mai 1923, 12 gallons de Barthez Reus, Port en fermentation, de F. X. St-Charles & Cie.; 28 gallons de Oporto Ventoza piqué, de Hudon & Orsali; 39 gallons de Port Wine importé de F. X St-Charles & Cie; 35 gallons de Tarragone rouge en fermentation de la Cie Franco-Américaine; 9 gallons d'Oporto en fermentation de F.-X. St-Charles & Cie, soutirés des lies Tarragone Rouge No. 70, 8 gallons—131 gallons en tout.

Q. Numéro 572?

R. Mélange 572, quatre mai 1923. 12 gallons—c'est la même chose.

Q. Ça donne un total de 138 gallons?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il a été clarifié, ce vin là, avant d'être embouteillé?

R. Il a été collé d'abord et clarifié ensuite.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que collé?

R. Collé, c'est précipiter la matière en suspens dans le vin, au moyen d'un collage qui est fait généralement de blancs d'œufs.

Q. Vous avez aussi des mélanges portant les Nos 579, 581 et 582 contenant aussi des vins en fermentation, n'est-ce pas?

R. Oui, comme je l'ai dit—voulez-vous que je lise?

Q. Tous les vins qui apparaissent dans ces mélanges, étaient des vins en fermentation?

R. Oui, sauf le Niagara Native Sherry.

Q. Et vous avez fait les quantités de 143 gallons, 145 gallons, 155 gallons, et 161 gallons?

R. Oui.

Q. Au mois de mai 1923?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Mais, pas quand les vins étaient en fermentation?

R. Non, on fait le mélange après que le vin a été corrigé.

Q. Alors, pourquoi mettez-vous dans votre mélange que ces vins-là sont en fermentation?

R. Pour des fins de comptabilité.

Q. Pour des fins de comptabilité?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que ça peut faire à la comptabilité que le vin soit en fermentation ou qu'il soit suri ou qu'il ne le soit pas?

R. Il y a un transfert de comptabilité sous certains chapitres, et si le mélange est rapporté dans un autre mélange sous un autre chapitre, il n'y a pas moyen de se reconnaître pour contrôler la quantité de gallons.

Q. Voulez-vous regarder les mélanges portant les Nos 640, 641 et 642 d'une marchandise que vous avez mise en vente sous le nom de Native Port, et voulez-vous me dire si c'est là aussi de la marchandise piquée?

R. Le 17 juin 1923, 121 gallons de Niagara Native Port de la maison Bright; 23 gallons de Muscat piqué de Desmarais & Robitaille; 144 gallons.

Q. Est-ce la qualité de la marchandise, ça, d'être piquée?

R. Ce n'est pas la qualité, c'est un vin, comme je l'ai dit tout à l'heure qui contenait plus d'acidité que les autres et qui a été corrigé en le mélangeant à d'autres qui en contenaient moins.

Q. Mais, pourquoi contenaient-ils plus d'acidité ?

R. Parce que c'est un vin piqué—c'est l'explication.

Q. Est-ce qu'il est fait comme tel ou s'il perd de sa valeur ?

R. Il y en a qui est fait comme tel—il y a des vins verts dans certains districts de France, par exemple, qui contiennent plus d'acidité que les autres, c'est un vin qui est appelé piqué, il peut être appelé piqué.

Q. N'est-il pas vrai que le vin, que vous avez appelé piqué dans vos livres, était du vin qui avait commencé à perdre sa valeur, qui avait commencé à surir, mais qui n'était pas encore suri complètement et que vous avez appelé du vin piqué ?

L'HON. M. NICOL.—A quelle page, ça ?

R. Nos 640 et 641.

L'HON. M. NICOL.—A quelle page ?

R. Page 161. Le vin peut perdre une certaine valeur, mais il peut être bu comme tel, s'il n'est pas trop piqué—s'il est trop piqué, s'il contient trop d'acidité, qu'on ne pourrait pas le mélanger avec d'autre, dans ce cas là, il est inutile d'essayer à le mélanger.

Q. Je comprends que le vin qui commence à tourner, commence par piquer et ensuite il devient sur ?

R. Oui, mais cela est corrigé tant qu'il y a moyen de s'en servir.

Q. Alors, vous le corrigez en le mélangeant avec d'autre ?

R. C'est le seul moyen.

Q. Je constate que, dans tous les mélanges de la Commission à partir du No 647 au No 664 inclusivement, vous avez employé tous des vins, soit piqué ou soit en fermentation ?

M. BERCOVITCH.—Le témoin n'a pas dit ça—il n'a pas dit qu'ils ont été employés. Il a dit que tous ces vins-là ont été corrigés avant d'être employés.

M. DURANLEAU.—Il donnera son explication.

M. BERCOVITCH.—Non, mais il ne l'a pas dit.

M. DURANLEAU.—Je prends le livre tel qu'il est.

M. BERCOVITCH.—Ça ne fait rien, le témoin dit qu'ils ont corrigé ces vins-là.

M. DURANLEAU.—C'est le document officiel.

LE PRÉSIDENT.—Le livre n'indique pas qu'ils ont été employés comme ça ?

R. D'ailleurs, si on envoyait dans les magasins des vins en fermentation, c'est logique, tous ces vins-là se perdraient et, depuis le début de la Commission, il n'a pas été retourné une bouteille par mois, à ma connaissance.

Q. N'est-il pas vrai que le vin qui a déjà commencé à piquer, à tourner ou à surir, souvent même après le mélange, est exposé à recommencer à surir ou à piquer ?

R. Il pourrait être exposé, mais, comme ça n'est pas arrivé chez nous et que la marchandise s'est vendue et que nous n'avons eu aucune plainte, je n'ai pas raison de croire qu'il a mal tourné.

Q. C'est-à-dire que vous n'en avez pas reçu vous-même personnellement ?

R. Moi, personnellement et je ne crois pas, les employés non plus.

Q. Vous ne savez pas si des plaintes nombreuses n'ont pas été faites à vos gérants de magasins ?

R. Si des plaintes nombreuses avaient été faites à nos gérants de magasins—les gérants de magasins auraient porté plainte au surintendant et le surintendant m'aurait écrit.

Q. Est-ce que vous ne constatez pas qu'à chacun des mélanges qu'on vous a mentionnés, de 647 à 664 inclusivement, au bout de la marchandise employée, vous voyez, entre parenthèse et à l'encre rouge, le mot "piqué" ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous regarder le mélange No 676 et nous dire s'il n'y a rien de spécial ?

M. BERCOVITCH.—A quelle page est-il entré ?

R. A la page 168.

R. Six juillet 1923. Extra dry Sherry, 113 gallons de Manzanilla Sherry de L. Chaput, Fils & Cie; 5 1/3 de Sherry extra dry du No. 6.

Q. Retourné du numéro six ?

R. Retourné du No 6 en mauvais ordre.—Du Sherry qui a déposé.

Q. C'est une explication que vous ajoutez ?

R. Oui, parce que...

Q. Mais, vous ne le trouvez pas dans le volume.

M. BERCOVITCH.—Attendez donc—le témoin a droit de répondre—parce que quoi ?

R. Généralement, un Sherry qui est retourné, 5 gallons—ça se pourrait que le Sherry ait déposé, alors, lorsqu'il est retourné, on le clarifie de nouveau, on le coule de nouveau et il devient aussi beau, aussi bon qu'il était auparavant et on le revend de nouveau.

Q. Vous constatez que ce vin a été retourné du magasin No 6 ?

R. Probablement retourné du magasin numéro 6.

Q. En mauvais ordre ?

R. En mauvais ordre.

Q. Et vous l'avez employé dans un mélange que vous avez vendu sous la rubrique Extra Dry Sherry ?

R. Après l'avoir corrigé, clarifié et collé.

Q. Voulez-vous regarder les mélanges 389, 690 et 691 et nous dire si ce n'est pas là encore du vin qui était piqué ?

R. 11 juillet 1923, 110 gallons de Niagara Native Port de T. J. Bright; 25 gallons de Muscat piqué, de Desmarais & Robitaille; 4 1/2 gallons de Native Port, de Bazinet & Brodeur.—Pour les raisons que j'ai données antérieurement, il a été mélangé.

M. BERCOVITCH.—Quelles raisons ?

R. C'est-à-dire quand un vin contient trop d'acidité, on le mêle avec un qui en contient moins, pour le rendre buvable.

Q. C'est-à-dire que, lorsqu'il commence à tourner, vous le mélangez avec d'autres pour que ça paraisse un peu mieux?

R. Non, on le mélange avec un vin plus fort, qui contient plus d'alcool.

Q. Et que vous vendez sous la rubrique de Native Port?

R. Oui.

Q. De la Commission des liqueurs de Québec?

R. Oui.

Q. C'est la même chose pour le mélange 690, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Et le numéro 691?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—A quelle page?

R. La page suivante.

Q. Alors, vous avez fait là encore 140 gallons, 156 gallons et 148 gallons avec du vin dans l'état que vous venez de mentionner?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Après l'avoir rectifié?

R. Après avoir été corrigé.

Q. Voulez-vous regarder au mélange 693 et nous dire s'il n'y a rien de spécial—c'est un vin qui a été mis en vente, sous quel nom?

R. Médium dry Sherry.—onze juillet 1923—40 $\frac{3}{4}$ gallons de Inghan Colli Mass Wine.; 20 gallons de Sherry Calif, 3X, de la maison S. M. Townsend; 39 gallons de Sherry Calif un X, de la maison A. Lesieur; 43 gallons $\frac{3}{4}$ de Davidson Sherry de la maison F. X. St-Charles; 8 gallons de Pale Dry Sherry, bad order, retournés, Café Bouillon; bad order. Ça veut dire encore que ce vin a déposé et qu'on l'a clarifié et corrigé, à la Commission, avant de l'employer.

Q. Mais, est-ce que ça ne voudrait pas dire d'autre chose aussi—est-ce que tous les vins en mauvais ordre sont des vins qui ont déposé ou si ce sont des vins en mauvais ordre qui ne sont pas buvables?

R. Il y a plusieurs autres manifestations qui sont corrigées avec les remèdes qu'il faut.

Q. Ça pourrait être aussi du vin qui n'était pas buvable et qui a été retourné par la maison Bouillon?

R. Si ça n'avait pas été du vin buvable, il aurait été analysé, avant de l'employer de nouveau.

Q. Et il ne l'a pas été?

R. Il ne l'a pas été, pour la raison qu'il déposait simplement,—ce n'est pas une maladie—quelque fois, c'est un signe de qualité que les clients ne connaissent pas.

Q. Et vous croyez que la maison Bouillon ne connaît pas la qualité des vins?

R. Je crois que la maison Bouillon connaît la qualité des vins, mais, je n'ai jamais cru qu'elle nous avait renvoyé de vins en mauvaise condition et imbuables.

Q. Vous le notez là?

R. C'est marqué: bad order, 8 bouteilles retournées de Bouillon, in bad order,—8 gallons?

Q. Pourquoi Bouillon a-t-il retourné ce vin-là ?

R. Parce que le vin déposait.

Q. C'est une supposition que vous faites ?

R. Non, ce n'est pas une supposition, j'en suis presque sûr, parce que j'ai entendu parler de ce cas, il me semble.

Q. Vous avez entendu parler de ce cas ?

R. Oui, parce que Monsieur Bouillon est venu à mon bureau et il m'a parlé dans ce sens-là.

Q. En 1923 ?

R. Oui.

Q. Mais, pourquoi aurait-il retourné le vin, s'il y avait simplement un dépôt dans la bouteille et si tout était bon ?

R. C'était pour le faire clarifier de nouveau.

Q. Et vous l'avez mélangé avec d'autre vin pour faire un Medium Dry Sherry ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Après l'avoir clarifié ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous référer au No 694 et nous dire s'il y a là encore du vin retourné en mauvais ordre ?

R. 11 juillet, même jour, 41 gallons de Inghan Colli Mass Wine, de Boivin, Wilson & Cie; 19¾ de Sherry de Calif, 3 X. de la maison Townsend 37 gallons de Sherry Calif, un X, de la maison Lesieur; 40 gallons de Sherry Davidson, de la maison F.-X. St-Charles; 8 gallons retournés, de la maison Bouillon, de Pale Dry Sherry en mauvais ordre—la même raison que j'ai donnée tout à l'heure, pour être clarifiés avant d'être employés dans les *blends* ?

Q. Comment se fait-il que, lorsque vous recevez ainsi des marchandises en mauvais ordre, vous les partagez dans différents mélanges comme ça—vous en mettez 8 bouteilles dans un mélange et 8 bouteilles dans l'autre ?

R. C'est des gallons.

Q. 8 gallons dans un mélange et 8 autres gallons dans l'autre, pourquoi le partagez-vous comme ça ?

R. Probablement parce que c'est arrivé dans deux fûts différents.

Q. C'est la seule explication que vous puissiez donner ?

R. Oui.

Q. N'est-ce pas parce qu'on voulait en limiter la proportion ?

R. Monsieur Daoust qui a fait les *blends* pourrait vous donner les explications ?

Q. Vous, vous ne le savez pas ?

R. Non.

Q. Regardez donc le mélange suivant, No 694, —y a-t-il d'autres vins en mauvais ordre qui paraissent avoir été employés ?

R. Non, je n'en vois pas.

Q. C'étaient tous des vins piqués, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Dans le mélange 696 ?

R. Oui.

Q. Que vous avez mis en vente sous le nom de Native Port—vous avez fait ces mélanges-là ?

R. Oui.

Q. Du Native Port, de Niagara, de la maison Bright, 45 gallons, et vous avez ajouté 100 gallons de Muscat piqué?

R. Oui.

Q. Formant un total de 532 gallons?

R. $552\frac{1}{2}$ gallons.

Q. La même chose pour le No 697—avec 476 gallons de Niagara Native Port, vous avez fait un mélange avec du Muscat, piqué 100 gallons, formant un total de 576 gallons?

R. Oui.

Q. Maintenant, comment expliquez-vous que nous retrouvions, dans plusieurs formules précédentes subséquentes, ce vin muscat piqué—100 gallons dans le No 696, dans le No. 697, 100 gallons, 25 gallons dans le No 698 et 25 gallons dans le No 699, tous du vin piqué?

R. Si on mettait toujours la même quantité, la quantité totale dans un seul blend, l'acidité ne pourrait pas être corrigée en le mélangeant à l'autre vin.

Q. Vous avez partagé votre vin muscat dans différents mélanges avec du Native Port, pour le vendre sous le même étiquette de Native Port?

R. Oui, et avant ça, on a corrigé l'acidité.

Q. Voulez-vous regarder le No 700 et nous dire s'il n'y a rien de particulier?

R. Il y a ici, 15 juillet 1923, $83\frac{3}{4}$ gallons de Port mélangé, Commission des liqueurs Québec.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire, ça?

R. Port mélangé, c'est la balance de plusieurs fûts mis ensemble.

Q. Une balance de plusieurs mélanges?

R. Oui.

Q. Que vous avez fait entrer dans un autre mélange vendu sous le nom de Rich Port?

R. Oui.

Q. Et vous avez fait entrer 83 gallons de ce mélange là?

R. Oui.

Q. Ensuite?

R. 40 gallons de Port Escholido en vidange, de L. Charest, bad order.

Q. C'est la même explication je suppose?

R. Oui.

Q. Encore de la marchandise en mauvais ordre?

R. Pour être clarifiée, parce qu'elle déposait?

Q. Parce qu'elle déposait ou parce qu'elle n'était pas buvable pour d'autres raisons?

R. Non, lorsqu'on dit "*bad order*", généralement ça veut dire que le vin a déposé. C'est l'expression admise.

Q. Quand un vin est réellement en mauvais ordre et qu'il n'est pas buvable, comment l'indiquez-vous?

R. On le vend comme vinaigre, pour faire du vinaigre.

Q. Vous le vendez pour faire du vinaigre?

R. Oui.

Q. Mais, lorsqu'il a commencé à se gâter, à surir, qu'est-ce que vous en faites?

R. Lorsqu'il n'y a pas moyen de le mélanger, on le vend aux vinaigriers.

Q. Et lorsque vous croyez qu'il y a moyen de le corriger, qu'est-ce que vous en faites?

R. On le corrige.

Q. Et comment l'indiquez-vous dans vos mélanges, dans ce temps?

R. Il est indiqué comme ici, comme Port.—C'est un vin qui a été corrigé et on lui donne le même nom qu'il portait avant.

Q. Et vous le marquez sous le nom "bad order"?

R. C'est lorsque c'est un vin qui a déposé.

Q. Maintenant, Monsieur Michaud, pourquoi indiqueriez-vous dans vos mélanges, de la marchandise qui n'aurait fait que déposer sous le nom, souligné en rouge, de: "*bad order*" et, cependant, vous mentionneriez la même marchandise qui aurait commencé à tourner ou à surir et que vous aurez employée dans vos mélanges...

R. Ceci est un livre pour des fins de comptabilité, simplement pour contrôler les quantités, nous ne sommes pas pour indiquer la manière de soigner ou de traiter tous les vins—nous avons des volumes spéciaux entre les mains de nos cavistes et de nos chimistes pour ça, pour nous indiquer comment s'y prendre pour corriger et soigner les vins qui sont en mauvais ordre—nous ne sommes pas pour entrer ici toutes les formules et toutes les recettes, les manières particulières de soigner ces vins-là—c'est seulement tenu au point de vue de la comptabilité pour contrôler les quantités.

Q. Je ne crois pas que votre explication soit satisfaisante, M. Michaud.

M. BERCOVITCH.—Peut-être qu'elle ne vous satisfait pas, vous?

R. Je ne peux pas l'expliquer autrement, c'est la seule...

Q. Vous employez dans vos mélanges de la marchandise qui commence à surir, lorsque vous croyez qu'elle peut être corrigée?

R. Oui.

Q. Vous employez également dans les mélanges, de la marchandise qui n'a fait que déposer?

R. Oui.

Q. Et vous prétendez que, lorsque nous rencontrons dans vos mélanges l'inscription "*in bad order*", ceci veut dire de la marchandise qui n'est pas en mauvais ordre, mais qui n'a fait simplement que déposer?

R. Oui.

Q. Et lorsque vous employez dans vos mélanges, de la marchandise qui a commencé à surir, qui a commencé à se gâter, vous ne l'indiquez pas?

LE PRÉSIDENT.—Le témoin n'a jamais dit qu'il avait employé de la marchandise qui avait suri?

M. DURANLEAU.—Le témoin a dit que, lorsqu'il croit que la marchandise peut être corrigée, elle est employée dans un mélange?

LE PRÉSIDENT.—Non, elle est corrigée, d'abord.

R. Elle est corrigée, d'abord.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas la même chose.

Q. Je veux savoir qu'est-ce qui indique dans vos rapports de mélanges, qu'une marchandise était en mauvais ordre et que vous l'avez corrigée?

R. C'est le simple bon sens,—si on mettait de la marchandise en mauvais ordre dans une quantité de 125 gallons, toute la marchandise tournerait en mauvais ordre et ne serait pas buvable.

Q. Ce n'est pas une réponse à ma question. Je vous demande comment vous indiquez dans vos mélanges, la marchandise qui était en mauvais ordre

et que vous avez réparée avant de la mélanger.—Comment l'indiquez vous dans ce mélange-là ?

R. C'est au point de vue de la comptabilité seule que ce livre là est tenu. Je vais vous l'expliquer. La maison Charest nous a envoyé 40 bouteilles de Escholido en mauvais ordre. Alors, il y a un compte sous ce chapitre: maison Charest débitée pour 40 bouteilles de Escholido mauvais ordre. Alors, le département de la comptabilité, pour créditer ce compte, doit savoir où la marchandise a été, et c'est au moyen de ce livre qu'il s'en rendra compte,—c'est simplement au point de vue de la comptabilité.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas vous qui tenez ce livre-là

R. Non, ce n'est pas moi.

Q. Maintenant, sous le No 501, vous constatez que vous avez encore à plusieurs item, des marchandises soulignées, en rouge, des mots "*bad order*" aussi ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Voulez-vous donner cette formule ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous donner cette formule ?

R. 18 juillet 1923.

Q. Quel numéro ?

R. 701.

Q. Quelle page ?

R. 174.—Rich Port, 85 gallons Mixed Port reçu du stock; 14 gallons des Mixed Port... déjà chargé... c'est de la comptabilité ça, 3¼ gallons...

Q. Attendez un peu. Je constate que vos deux premiers item sont un mélange que vous avez vendu sous la rubrique de Rich Port. Le premier item est 83 gallons de Mixed Port de la Commission des liqueurs de Québec, reçus du stock. Comment se fait-il, Monsieur Michaud, que ce vin, ce Mixed port, qui était déjà en stock pour être vendu, revient au département des mélanges pour être mélangé avec de la marchandise qui est mentionnée comme étant "*in bad order*" ?

R. C'est un transfert de comptabilité, comme nous avons dit tout à l'heure.

Q. C'est encore un transfert de comptabilité?—mais c'était de la marchandise qui était rendue en stock ?

R. Oui.

Q. Pour être vendue comme telle ?

R. Bien, après avoir été corrigée, si elle était en mauvais ordre, comme vous venez de le dire.

Q. Nous parlons du premier item de votre mélange. Ce mélange compte six item ?

R. Oui.

Q. Les deux premiers item, c'est du Mixed Port de la Commission, reçu du stock et ensuite je vois un autre item, 14 gallons de Native Port de la Commission des liqueurs, déjà chargés à l'embouteillage ?

R. C'est ça qui explique que c'est un rapport de comptabilité simplement.

Q. Comment expliquez-vous que ce Mixed Port, qui était déjà rendu en stock pour être vendu, revient au département des mélanges pour être mélangé avec différentes marchandises mentionnées comme étant "*in bad order*" ?

R. Le comptable pourra vous le dire.

Q. Non, c'est à vous que je le demande, comme gérant général de la Commission ?

R. C'est simplement un record de comptabilité comme cela se fait—ce n'est pas moi qui vois à la comptabilité—probablement que le chef de l'em-bouteillage, Monsieur Daoust, vous le dira.

Q. Ce n'est pas un record de comptabilité—vous constatez que c'est une marchandise qui est déjà en vente, le Mixed Port que vous avez dans ces deux item ?

R. Qui est déjà en vente ? . . . c'est un transport de stock simplement d'un département à un autre.

Q. Maintenant, c'était déjà un Port qui avait été mélangé ?

R. Oui.

Q. Et vous l'avez remélangé avec d'autres marchandises ?

R. Oui.

Q. Je vois que le troisième item de ce mélange est un Rich Port du *blend* numéro 671, soutiré des lies ?

R. Oui.

Q. C'est la lie du tonneau dans lequel le *blend* 671 avait été vidé, n'est-ce pas ?

R. Oui, la lie clarifiée.

Q. Je vois le quatrième item qui est un autre Rich Port, le No 70G. encore soutiré des lies ?

R. Oui.

Q. Et les deux derniers item, du Port Eschelfido et du Imported Port. des vidanges de bouteilles ?

R. Les balances de bouteilles.

Q. D'où provenaient ces balances de bouteilles ?

R. Ça n'est pas mentionné là.

Q. Mais, d'après ce que vous en savez, d'où proviennent ces balances-là—est-ce des bouteilles cassées ?

R. Oui, probablement.

Q. Et ces deux item sont mentionnés "in bad order" ?

R. Oui.

Q. En encre rouge ?

R. Oui, et clarifiés, corrigés.

Q. Et vous avez fait avec tous ces mélanges, une espèce de vin, une quantité de 119 gallons que vous avez mis en vente sous le nom et la rubrique de Rich Port ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Après avoir . . .

R. Après avoir été corrigés et mis en bon état.

Q. Maintenant, je vois, au numéro suivant, que vous avez formé une autre quantité de 421 gallons que vous avez mis en vente sous le nom de Native Port ? Je constate que, dans le premier item, il y a cent quinze gallons de Muscatel Mc-Intryre "bad order" ?

R. Oui—c'est un vin aussi qui est corrigé avant de l'avoir employé.

Q. C'est un vin qui était en mauvais ordre et que vous avez corrigé ou tenté de corriger ?

R. Ça, c'est de la marchandise qui vient de la maison McIn tryre. C'est une marchandise qui a été dans plusieurs entrepôts et a été agitée de telle façon que le vin a fait un dépôt et, avant de l'employer, on l'a clarifié afin de le mettre dans un état vendable.

Q. Maintenant, dans le quatrième item de ce mélange, il y a une quantité de 126 gallons de Cheap wine. Voulez-vous dire quelle espèce de vin en quantité aussi considérable que 126 gallons vous avez indiquée sous la rubrique de Cheap Wine?

R. C'est probablement du vin de raisins secs de la maison Patenaude & Carignan et de la maison Hébert & Cie.

Q. Vous êtes rendu dans le domaine des probabilités?

R. Bien, je vous l'ai dit tout à l'heure, les vins de raisins secs fabriqués à Montréal étaient des vins de moins de valeur que les autres et c'est pour ça qu'on les a appelés *Cheap wine*.

Q. Lorsqu'on dit *Cheap Wine*, ça veut dire que c'est un vin commun?

R. C'est un vin...

Q. Pourriez-vous retracer d'où provenait ce *Cheap Wine*, en quantité de 126 gallons, que vous avez entré dans ce mélange?

R. Probablement que M. Daoust, le chef de cave pourra vous le dire.

Q. J'aimerais mieux avoir les livres pour savoir exactement d'où ça provient?

R. ...

Q. Maintenant, vous avez fait un autre mélange—je prends tous vos mélanges à la suite les uns des autres—le mélange 703. Vous avez là encore six différentes sortes de vins: 18 gallons de Native Port vidé des bouteilles, et vous avez encore marqué en encre rouge "*in bad order*".

R. Oui.

Q. Était-ce encore des bouteilles brisées?

R. Ou des bouteilles pleines qui avaient déposé—le vin avait déposé et on l'a corrigé.

Q. Vous avez un autre item de 16 gallons de Native Port, vide de bouteilles encore?

R. Oui.

Q. Ça peut être la même chose?

R. Oui.

Q. Le troisième item—Native Port vidé de bouteilles "*bad order*"?

R. Oui.

Q. C'est la même chose?

R. Oui.

Q. Ensuite, vous avez 25 gallons de Muscat Piqué?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que ça veut dire?

R. Qui contient beaucoup d'acidité—on l'a corrigé en le mélangeant avec un vin qui en contenait moins,—avec un vin qui contenait beaucoup de sucre, comme le vin canadien.

Q. Ensuite vous avez 3 gallons de Native Port soutiré des lies?

R. Oui.

Q. Encore des fonds de tonne?

R. Clarifiés.

Q. Et à ça vous avez ajouté 84 gallons de Niagara Native Port?

R. Oui.

Q. Je comprends que le Niagara Native Port est un Port convenable, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Et vous ajoutez à celui-là tous les autres item que je viens de mentionner, afin de pouvoir les passer sous le nom de Native Port?

R. C'est-à-dire que le Muscat est beaucoup meilleur que le Native Port.

Q. Même lorsqu'il est piqué?

R. Même lorsqu'il est piqué et corrigé avant de l'employer.

Q. Vous avez fait un mélange de 156 gallons?

R. Oui.

Q. Que vous avez mis en vente, comme Native Port de la Commission des liqueurs de Québec?

R. Oui.

Q. Le numéro suivant 704, c'est la même chose, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. 10 gallons de vidanges de bouteilles "bad order"?

R. Balance de bouteilles.

Q. Vingt-six gallons de vidanges de bouteilles "bad order"?—qu'est-ce que c'est que des vidanges de bouteilles?

R. C'est des balances de bouteilles.

Q. Comment des vidanges de bouteilles?

R. On enlève dans un récipient ce qu'il y a dans les bouteilles auxquelles il en manque.

Q. Vous avez pris le fond des bouteilles?

R. Oui, parce qu'elles étaient brisées probablement.

Q. Alors, vous avez là dix gallons de vidanges de bouteilles?

R. Oui.

Q. Voici un autre item, 26 gallons vidanges de bouteilles "bad order"?

R. 20 gallons de vidanges de bouteilles "bad order".

Q. Et vous avez 25 gallons de Muscat piqué?

R. Oui.

Q. Et vous avez 57 gallons de Native Port?

R. Oui.

Q. Et 2 gallons soutirés des lies?

R. Oui.—tout ça est clarifié et corrigé avant de l'embouteiller.

M. BOUCHARD.—Et vous en faites une marchandise bien potable?

R. Oui.

Q. Vous avez ici une quantité de 140 gallons?

R. Oui.

Q. Que vous avez mis en vente sous le nom de Native Port de la Commission des liqueurs?

R. Oui, Monsieur.

Q. C'est la même chose pour le mélange suivant, n'est-ce pas 148 gallons, 18 gallons de vidanges de bouteilles *in bad order*; 32 gallons de vidanges de bouteilles *in bad order*; 25 gallons de Muscat piqué; 3 gallons de Native Port, et 70 gallons de Niagara Native Port?

R. Oui, Monsieur, ramenés en bon ordre avant la vente.

Q. Vous avez revendu tout ça ou vous avez mis ça en vente, sous la rubrique de Native Port de la Commission des liqueurs de Québec?

R. Oui, clarifiés et remis en bon ordre avant la vente.

LE PRÉSIDENT.—Avant l'embouteillage?

R. Avant l'embouteillage.

M. SAUVÉ.—Avant la vente ou avant l'embouteillage?

R. Les deux.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Monsieur le Président, si vous voulez me permettre de poser une question—est-ce que les vidanges de bouteilles, ça ne peut pas être des bouteilles dont le bouchon est mauvais et qui ont perdu une partie de leur contenu?

R. Certainement.

L'hon. M. GALIPEAULT.—Ca, ça n'est pas des bouteilles brisées?

R. Non.

Q. Maintenant, vous avez un autre mélange, ici, sous le numéro 706, qui paraît très intéressant aussi. Vous avez 10 différents vins, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Vous avez 32 gallons de Niagara Native Port; 327½ gallons, dis-je, de Niagara Native Port; 15 gallons du même; ensuite vous avez du Native Port Blend, numéros 696, 702 et 688?

R. Oui.

Q. Ce sont vos mélanges précédents portant les Nos qu'on vient de mentionner, que vous avez introduits de nouveau dans le mélange 706?

R. Oui.

Q. Ensuite, je vois 100 gallons de Muscat piqué?

R. Oui.

Q. Et les trois derniers item sont du vin que vous avez saisi?

R. Trois gallons de vin saisi.

Q. Les trois derniers item?

R. Trois gallons en tout.

Q. Des saisies numéros 496, 481 et 475?

R. Oui.

Q. Et vous avez là un total de 590 gallons que vous avez vendus sous la même rubrique?

R. Oui.

Q. Native Port de la Commission des liqueurs de Québec?

R. Oui.

M. BERVOVITCH.—Est-ce que ce mélange est aussi bon que le Niagara Native Port?

R. Il est meilleur, parce qu'il contient plus de muscat qui est plus dispendieux.

Q. Et je suppose aussi que les vins saisis étaient aussi meilleurs que le Niagara Native Port?

R.

Q. N'est-ce-pas?

R. Peut-être—5 gallons sur 596½ gallons.

Q. N'est-il pas vrai, Monsieur Michaud, que vous faites ces mélanges, parce que vous voulez passer la mauvaise marchandise avec la bonne?

R. Non.

Q. Et que ceci ressort clairement des mélanges dont je viens de vous donner lecture?

R. Non.

M. BERCOVITCH.—Tous ces ingrédients sont clarifiés et corrigés avant d'être mélangés ?

R. Oui.

Q. Maintenant, le numéro 707—regardez le numéro suivant—c'est encore un mélange de Tarragone avec du Sherry et avec des vides de bouteilles mentionnés comme étant in "in bad order" aussi ?

R. Oui—Tarragone blanc *bad order*—le Tarragone blanc dépose beaucoup—c'est simplement un vin qui a déposé et qui a été clarifié.

Q. 40 gallons de Tarragone blanc indiqués comme étant en mauvais ordre ?

R. Oui, le Tarragone blanc est un vin qui dépose beaucoup. C'est pour ça qu'il est entré *in bad order* mais, avant de l'employer, il a été clarifié.

M. BERCOVITCH.—Il a été mis en parfait ordre ?

R. Oui, en parfait ordre.

Q. M. BERCOVITCH.—Avant d'entrer dans le mélange ?

R. Oui.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Il n'y a pas de mélanges qui sont vendus faits avec des vins en mauvais ordre ?

R. Jamais.

Q. Vous avez un mélange portant le numéro 7-3 dont tous les ingrédients sont aussi marqués en lettres rouges comme étant *in bad order* ?

R. Quatre lignes seulement, qui représentent 26 gallons—27 gallons *in bad order*.

M. BERCOVITCH.—Qu'est-ce que ça veut dire ?

R. C'est encore du vin qui a déposé et qui a été corrigé.

Q. Ça ne peut pas être autre chose ?

R. Non.

Q. Vous jurez ça ?

R. Bien, je le jure au meilleur de ma connaissance.

Q. Maintenant, je constate que ces vins *in bad order* ont été retournés des magasins de la Commission ?

R. Oui.

Q. Une certaine quantité du magasin numéro 5, une autre quantité du magasin numéro 6, une autre quantité du magasin 51, de Waterloo ?

R. Lorsque nous avons des doutes quant à la qualité d'un vin, nous le faisons analyser, et si l'analyse prouve que le vin n'est pas utilisable nous le vendons pour faire du vinaigre.

Q. Et lorsque vous croyez qu'il est utilisable, vous le travaillez et vous essayez de le rectifier et vous le mentionnez dans votre mélange comme étant *in bad order* ?

R. Oui, nous avons un caviste expert pour ça.

Q. Et là, vous avez fait un mélange que vous avez mis en vente sous le nom de Rich Port de la Commission des liqueurs de Québec, composé de 13 item, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous en donner la lecture—cela m'a l'air très intéressant ?

R. Quel numéro ?

Q. 713 à la page 177 ?

R. 541 gallons de California Port, 3 étoiles de la maison J.-N. Douglas; 6¾ gallons soutirés des lies de Rich Port,—clarifiés encore, Commission des liqueurs de Québec, de White Port qui avait goût de Rhum.

Q. De la Commission des liqueurs ?

R. Oui, Monsieur—le goût de Rhum est enlevé par la clarification, complètement.

LE PRÉSIDENT.—Ca s'enlève facilement ?

R. Par la clarification.

Q. Alors, n'est-il pas vrai qu'avec ce White Port qui avait été mélangé par la Commission—je vois que c'est White Port de la Commission des liqueurs de Québec...

R. Probablement, il n'y en a que cinq gallons,—je ne peux pas dire la provenance exactement.

Q. Vous la voyez la provenance—c'est Commission des liqueurs de Québec ?

R. Je vois Commission des liqueurs de Québec.

Q. Alors, c'est un mélange de la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

Q. Comment se fait-il qu'il avait goût de Rhum, ce White Port là ?

R. Il peut avoir été mis dans un récipient qui avait contenu du Rhum. Comme je viens de le dire, c'est facile à corriger par la clarification.

Q. Voulez-vous continuer votre nomenclature ?

R. 12 bouteilles de Port White 1¾ gallon provenant du magasin numéro 5; 9 bouteilles de Port Wine, 1¼ gallon provenant du magasin numéro 6; 72 bouteilles de Escholdo Port, 12 gallons, provenant du magasin 51. 12 gallons de Escholdo Port, provenant du magasin de Waterloo *bad order*...

M. BERCOVITCH.—Monsieur Michaud...

M. DURANLEAU.—Laissez-moi donc questionner le témoin.

M. BERCOVITCH.—Je voulais simplement vous demander si vous ne trouvez pas que M. Duranleau est lourd sur votre épaule.

M. DURANLEAU.—Si le témoin trouve que je l'incomode, il peut le dire

L'HON. M. GALIPEAULT.—Ce n'est pas facile de rendre témoignage dans la position où vous êtes là. Un juge n'endurerait pas ça pendant cinq minutes.

M. DURANLEAU.—Je vous demande pardon, je suivais simplement la lecture du témoin—ce n'est rien d'extraordinaire.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Un témoin n'est pas un souffre-douleur.

M. DURANLEAU.—Si vous voulez me procurer une loupe pour voir à six pieds, je prendrai une autre position.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Je m'aperçois que le témoin, de temps, en temps s'éloigne tant qu'il peut. Je pense qu'il va finir par tomber par terre, si la chaise n'a pas de bras,—je suis simplement humain.

M. DURANLEAU.—Le Ministre des Travaux publics me semble prendre un peu de licence. Il n'est pas membre de ce comité.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Est-ce parce que je ne suis pas membre de ce comité que je n'aurais pas le droit de donner mon impression ni de dire un mot, lorsque j'en ai demandé la permission à Monsieur le président ?

M. BERCOVITCH.—C'e n'est pas là une manière de questionner un témoin.

M. DURANLEAU.—Le Président du comité, lorsque le docteur Pellerin a demandé la permission de dire quelques mots ici.

LE PRÉSIDENT.—Oui, oui, vous l'avez déjà dit trois fois. (Ici la discussion devient générale et le rapport sténographique n'est pas possible.)

LE PRÉSIDENT.—J'ai dit que Monsieur Pellerin avait le droit de parler, lorsqu'il en demanderait la permission.

M. DURANLEAU.—Je m'aperçois que ce qu'on veut faire ici, c'est simplement de l'obstruction.

M. SAUVÉ.—Le ministre des Travaux publics n'est pas ici pour servir de policier pour le Gouvernement.

L'hon. M. GALIPEAULT.—Il me semble que ce que je fais, j'ai droit de le faire—si vous voulez m'intimider, vous pouvez être sûr que vous ne m'intimiderez pas. Quand un membre de la Chambre demande au comité la permission d'interroger un témoin, le comité ne le lui refuse pas. Encore une fois, je suis membre de cette Chambre et j'ai les mêmes droits et les mêmes obligations que tous les autres, et si, par accident, je ne suis pas membre de ce comité, je comprends que la seule sanction, c'est que je n'aurais pas le droit de voter, mais j'ai le droit d'être ici comme tous les députés de la Législature et, si c'est ainsi que l'on traite en équité et si c'est la règle qu'on veut établir, c'est parfait, mais il est bon que le public le sache—mais, dans tous les cas, vous ne m'empêcherez pas de dire ce que je veux dire.

M. SAUVÉ.—Je ne conteste pas, Monsieur le président, que le Ministre des Travaux publics ait le droit de parler, mais, quant à ce qu'il a dit à propos du témoin, je n'ai rien remarqué de cela.

L'hon. M. GALIPEAULT.—Les juges nous font cette remarque-là tous les jours—ne vous mettez pas trop près du témoin, parce que vous l'intimidez. Le témoin est ici pour rendre témoignage, et Monsieur Bercovitch avait raison de dire ce qu'il a dit. Tout le monde a remarqué la chose et Monsieur Bercovitch a eu raison de dire que le témoin était dans une position peu convenable pour rendre témoignage.

M. SAUVÉ.—Si Monsieur Michaud est sérieusement incommodé par l'attitude de Monsieur Duranleau.

LE TÉMOIN.—Je ne m'en suis pas plaint—je suis père de seize enfants (16) et j'en prends plusieurs sur mes genoux.
(Rires et applaudissements.)

M. DURANLEAU.—Très bien.

M. SAUVÉ.—Le réponse de Monsieur Michaud est meilleure que les prétentions de Monsieur Galipeault.

LE PRÉSIDENT.—Où en étiez-vous ?

Q. Monsieur Michaud, on vous a arrêté au moment où vous étiez à donner une explication très intéressante au sujet des trois item, au sujet de ce long mélange étant du vin retourné de 4 magasins de la Commission des liqueurs et mentionné dans les mélanges comme étant *in bad order* ? Vous en étiez à donner l'explication ?

R. L'explication—nous sommes très minutieux au sujet de nos vins et nous avons des inspecteurs qui parcourent les magasins, tous les mois ou toutes les semaines, et du moment qu'ils trouvent, dans un magasin, quelques bouteilles de vin qui ont un défaut quelconque, ils la retournent simplement à la Commission et, à la Commission, on le marque *in bad order*.

Q. Lorsque c'est en bouteilles ?

R. Si c'est du vin en bouteilles, c'est simplement du vin qui a déposé et qui peut se clarifier et c'est ce que nous faisons avant de le mettre en vente.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas dans vos magasins, Monsieur Michaud, des vins qui commencent à se gâter, à tourner ou à surir ?

R. Dans le moment, je ne sais pas.

Q. Et qui vous sont renvoyés au département de la Commission qui est en charge de la rectification ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Vous avez dit, il y a un instant, que, lorsque les vins commencent à surir, vous tâchez de les rectifier ?

M. BERCOVITCH.—Non, ce n'est pas ça qu'il a dit ?

Q. Et lorsqu'ils sont trop avancés, vous les vendez pour faire du vinaigre ?

R. Je ne crois pas avoir dit ça. J'ai dit que nous avons constaté qu'il ne nous est pas arrivé une bouteille par mois, pendant douze mois, nous n'avons pas reçu une bouteille, par mois, qui était dans un état non buvable. Alors, s'il y en a eu, elles ont été analysées et, si à l'analyse, on a trouvé que le vin ne pouvait pas être employé on l'a vendu comme vinaigre.

Q. Comme question de fait, Monsieur Michaud, vous avez une quantité considérable de vin avec lequel vous ne réussissiez pas dans vos mélanges ?

R. Je ne l'ai jamais entendu dire.

Q. N'est-il pas vrai que vous avez été obligé de jeter du vin dans les égouts ?

R. Jamais, à ma connaissance d'ailleurs.

Q. A quelques reprises ?—Ça n'est pas marqué ?

R. La comptabilité ne le permet pas, parce que lorsqu'on reçoit une quantité de vins, la comptabilité doit contrôler cette quantité et, s'il y avait un seul quart de jeté, il faudrait que la chose fût approuvée par le gérant général lui-même.

M. BERCOVITCH.—Le gérant général c'est vous ?

R. Moi-même.

Q. Et est-ce que c'est arrivé ?

R. Ça n'est pas arrivé.

Q. Jamais, à votre connaissance ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Alors, au lieu de le jeter, vous le vendiez pour du vinaigre ?

R. Nous le vendions pour du vinaigre.

Q. Est-ce que la Commission a une fabrique de vinaigre ?

R. Non, mais il y a des vinaigriers, à Montréal, qui l'ont acheté.

Q. Qui ça ?

R. Comme la *Lion Vinegar Co.*, et d'autres compagnies qui font du vinaigre.

Q. Continuez la lecture de ces intéressants mélanges, Monsieur Michaud ?

R. Saisie numéro 289, un seizième de bouteille (1/16) de Convido Port—le Convido Port, c'est un Port magnifique; un sixième de Robello Port, la même chose—.

Q. Les derniers item, dont vous venez de donner lecture, provenaient de saisies ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous continuer de lire ?

R. Cinq sixièmes de Port saisi—saisie numéro 416,—un seizième de gallon de vin du Bonnet (Dubonnet) provenant de la saisie 265—deux gallons de Escholido Port, saisie 265, et un huitième de Gilby Castillo Port, de la saisie 289.

Q. Voulez-vous nous dire de quoi est composé le mélange 718 ?

LE PRÉSIDENT.—Quelle page ?

Q. Page 179, vingt-quatre juillet 1923—je comprends que c'est du vin que vous avez mis en vente sous le nom de Native Port de la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

Q. Quelle en est la composition et combien y a-t-il d'item ?

R. Dix—c'est du Native Sherry, plutôt.

Q. Combien y a-t-il d'item, dans ce mélange, qui provenaient de la saisie ?

R. Huit, qui représentent à peu près 8½ gallons.

Q. Et quels sont les autres ingrédients qui vont dans ce mélange ?

M. BERCOVITCH.—Sur quelle quantité ?

R. Sur 552 gallons.

Q. Quels sont les autres ingrédients qui vont dans ce mélange, à part les saisies ?

R. 236½ gallons de Native Sherry de la maison Bright; 278 gallons de Sherry, une couronne de la maison Laporte, Martin & Cie; 30 gallons de Native Sherry, *bad order*, du magasin de Valleyfield, provenant de 17 caisses.

Q. Est-ce qu'on n'aurait pas pu le vendre aux États-Unis, le vin de Valleyfield ?

R. Ils n'avaient pas pu le vendre à Valleyfield, parce que le vin avait déposé, et il a été retourné, pour cette raison, et corrigé et mis dans un blend, ensuite.

M. BERCOVITCH.—Est-ce qu'il s'est vendu en parfait ordre ?

R. En parfait ordre.

Q. En autant que vous pouvez l'affirmer ?

R. Bien, je suis très scrupuleux là-dessus.

Q. Vous avez un mélange de Light and very Dry Port, numéro 775, qui ne manquerait pas d'intérêt. Voulez-vous en donner lecture Monsieur Michaud ?

R. Numéro 775, page 193, 24 août mil neuf cent vingt-trois. 4 gallons et demi ($4\frac{1}{2}$) de Light and very Dry Port Blend 256; $49\frac{1}{2}$ gallons de Light and very Dry Port du Blend numéro 264; 1 gallon ditto du blend 156; 73 gallons et demi ($73\frac{1}{2}$) de Dark and Rich Port du Blend 681; $9\frac{3}{4}$ gallons de Dark and Rich Port du blend 681. En tout, 138 gallons et quart ($138\frac{1}{4}$).

Q. Vous constatez que ce mélange a été fait de tous les vins de la Commission des liqueurs, n'est-ce pas, qui ont été mélangés ?

R. Qui avaient déjà été mélangés.

Q. Dans les numéros 256, 264, 156, 680, 681 ?

R. Oui.

Q. Ce vin n'était plus vendable dans l'état où il se trouvait au moment de ce mélange-là ?

R. Non.

Q. C'est pour ça que le vin a dû être mélangé ?

R. Non, c'est parce que la constitution de ces vins va très bien ensemble, Port Rouge et very Dry Port—c'était l'idée—c'était le vin qui se vendait, dans le temps, sous le nom de Light and very Dry Port.

Q. Pourquoi l'avez-vous remélangé tout ensemble et avez-vous ajouté d'autre chose, Dark and Rich Port ?

R. Parce que le Rich Port, qui est plus riche que l'autre, le rendait meilleur.

Q. Est-ce que ces Light and very Dry Ports déjà mélangés n'avaient pas perdu de leur valeur ?

R. Je ne crois pas.

Q. Et n'est-ce pas pour ça que la Commission avait jugé à propos de le mélanger avec du Dark and Rich Port ?

R. Ça n'est pas dit là.

Q. C'est possible que ça ne soit pas dit ?

R. Ce n'est pas dit là.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Vous n'avez pas de raison de le supposer ?

R. Du tout.

Q. Maintenant, regardez donc le mélange 802, à la page 199, et dites-nous si c'est un mélange que vous avez vendu sous le nom de Vermouth Français ?

R. Sept septembre 1923.—Vermouth Français, blend 523. Vermouth Français, 137 gallons, 13 gallons de bouteilles transvidées *bad order*, de la maison Bailly & Frères, et 46 bouteilles de Vermouth Soleil *bad order*, parce qu'il avait déposé—on a appris, ce matin, d'un homme qui est dans le commerce depuis quarante ans et qui a de l'expérience, qu'un Vermouth qui dépose, c'est un signe de qualité.

Q. C'était un des vendeurs à la Commission ?

R. Au public.

Q. Et dont on retrouve la marchandise dans tous vos mélanges ?

R. C'est un des vendeurs, des marchands de gros qui ont envoyé leur stock à la Commission, au début de la Commission.

M. BERC'OVITCH.—Parce qu'ils y étaient obligés par la loi ?

R. Oui.

Q. Vous avez un autre mélange, absolument différent des autres, au numéro 803, que vous avez mis en vente sous la rubrique de Native Port encore. Voulez-vous dire de quoi il était composé ?

R. 16 gallons de Native Port blend numéro 789.

Q. Etes-vous sûr de ça ?

R. Oui.

Q. Ensuite ?

R. 27 gallons de T. J. Bright, Native Port. 427½ gallons de Native Port de T. J. Bright; un demi gallon de la saisie numéro 70 de Rita Wine; 5 gallons de Bonald Wine, venant du magasin numéro 15, c'est-à-dire trente-deux bouteilles qui avaient été transvidées; 24 bouteilles de Native Port saisie numéro 655; 8 bouteilles de Native Port, saisie numéro 545; 8½ gallons d'un fût saisie numéro 684; 57 gallons et quart d'Oporto Ventosa de la maison Hudon Orsali & Co.; 55 gallons de very Dry Sherry—on tout 601 ¾ gallons.

Q. Que vous avez vendus sous le nom de Native Port ?

R. Oui.

Q. Maintenant, quelle raison donnez-vous pour le mélange qui entre dans ce mélange et qui revient du magasin numéro 15 ?

R. Il n'y en a pas de donnée ici. Le chef-caviste peut vous le dire, c'est lui qui a signé le blend.

LE PRÉSIDENT.—Qui était le chef-caviste ?

R. Monsieur Daoust.

Q. Voulez-vous, maintenant, regarder le volume numéro 2 . . .

LE TÉMOIN.—Je suis harassé !

M. BERCOVITCH.—Le témoin se déclare fatigué; il est six heures moins dix, on pourrait ajourner. (On appelle le témoin Daoust).

M. DURANLEAU.—Le témoignage de Monsieur Daouest va être long.

LE PRÉSIDENT.—S'il y a un témoin plus court, on pourrait le prendre. (Le témoin J.-A. Gravel est appelé et ne répond pas).

M. DURANLEAU.—Monsieur Burton est-il ici ?

(Monsieur Burton ne répond pas).

(M. Joyal étant appelé ne répond pas).

(Le président appelle de nouveau Monsieur Daoust).

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, j'ai cessé d'interroger le témoin Michaud, parce que mon savant ami a demandé l'ajournement à huit heures et demie. Je ne veux pas perdre de temps de cette manière-là et, si l'on veut continuer, je vais continuer l'interrogatoire de Monsieur Michaud. Il n'y a pas de raison de suspendre l'interrogatoire de Monsieur Michaud, seulement, on m'a représenté que Monsieur Michaud avait l'air fatigué.

On demande l'ajournement à huit heures et demie—nous n'avons plus que cinq minutes. . .

LE PRÉSIDENT.—Je n'ai entendu personne demander l'ajournement.

M. DURANLEAU.—Je l'ai entendu, moi.

M. BERCOVITCH.—Je demande l'ajournement, dans les circonstances, vu que Monsieur Michaud est bien fatigué.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Dupuis est-il là ?

(Le témoin Dupuis répond à l'appel du président).

STANISLAS DUPUIS, de Coaticook, commerçant et propriétaire d'une compagnie de transport public, âgé de 27 ans, étant dûment assermenté sur les Saint-Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Vous êtes le fils de Monsieur E.-P. Dupuis, gérant du magasin de la Commission des liqueurs à Coaticook ?

R. Oui.

Q. Vous dites que vous êtes propriétaire d'une compagnie de transport ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Êtes-vous le seul propriétaire de cette compagnie ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Est-ce que vous n'avez pas un entrepôt ici, à Coaticook ?

R. Bien, je suis associé.

Q. Avec qui ?

R. C'est une compagnie limitée.

Q. Qui est intéressé dans cette compagnie limitée ?

R. Mon père, ma mère, mon beau-frère, ma sœur et moi.

Q. Et c'est cette compagnie limitée de famille, qui exploite cet entrepôt à Coaticook ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Je comprends que vous avez une agence de bière ?

R. Oui.

Q. D'une maison de Sherbrooke ?

R. Oui.

Q. Quelle maison ?

R. La Silver Spring.

Q. Est-ce que votre compagnie limitée a plusieurs voitures de transport ?

R. Actuellement, la compagnie limitée n'a pas de voitures qui marchent sous le nom de E.-P. Dupuis & Fils, Limitée. Les voitures marchent sous le nom de Compagnie de Transport de Coaticook, Enregistré.

Q. Qu'est-ce que c'est que cette compagnie de transport enregistrée ?

R. J'ai fait une déclaration au bureau d'enregistrement à Coaticook et chez le protonotaire à Sherbrooke.

Q. Je ne vous demande pas si vous avez fait une déclaration, je vous demande qui est-ce que c'est ?

R. C'est moi-même.

Q. Votre père n'a pas d'intérêt dans cette affaire ?

R. Non.

Q. Vous jurez ça ?

R. Oui.

Q. Demeurez-vous chez lui ?

R. Non, Monsieur, je demeure avec ma famille.

Q. Vous êtes marié ?

R. Oui.

Q. Vous demeurez à Coaticook ?

R. Oui.

Q. Quelles sont les voitures qui servent actuellement à venir chercher les boissons que vous achetez au magasin de votre père à Coaticook ?

R. Les voitures qui marchent sous le nom de la Cie de Transport de Coaticook, enregistrée ou mon char personnel.

Q. Quels sont les employés dont vous vous servez pour faire acheter et charroyer cette boisson ?

R. Les employés qui travaillent pour la Cie de Transport et les employés qui travaillent pour E. P. Dupuis & Cie Ltée.

Q. Voulez-vous donner leurs noms ?

R. Arthur Bédard, Georges Lafleur, Omer Houle, Pierre Dumoulin.

Q. Y en avait-il d'autres ?

R. Je ne me rappelle pas d'autres.

Q. Vous ne vous rappelez pas d'autres ?

R. Je crois que ce sont les quatre seuls.

Q. Comment vous y preniez-vous pour charger vos voitures avec tous ces employés-là ?

L'HON. M. NICOL.—Vous supposez qu'il chargeait dans ses voitures.

M. DURANLEAU.—La preuve a été faite très clairement, hier soir, et c'est tellement connu qu'il ne le nierait pas.

M. BERCOVITCH.—Posez la question...

M. DURANLEAU.—N'intervenez pas, vous savez que j'ai affaire à un témoin hostile.

M. BERCOVITCH.—C'est mon droit d'intervenir, à chaque fois que vous poserez des questions illégales.

M. DURANLEAU.—Vous êtes un farceur.

M. BERCOVITCH.—Vous n'avez pas le droit de prononcer de semblables paroles et je demande qu'elles soient retirées. Elles ne sont pas du tout parlementaires et vous n'oseriez pas les prononcer devant les tribunaux ou nulle part ailleurs.

M. DURANLEAU.—Je les prononcerais et n'importe quel juge m'écouterait.

M. BERCOVITCH.—Je vous demande pardon et je vous assure qu'il y a plus de juges qui m'écoutent et me respectent qu'il y en a qui vous écoutent et vous respectent. Je sou mets que mon savant ami devrait être rappelé à l'ordre : il n'a pas le droit de faire une remarque de cette nature.

M. DURANLEAU.—Je ne me suis pas comparé avec vous, je ne voudrais pas me comparer avec vous. Je sou mets que j'avais le droit de poser la question, quand j'ai affaire à un témoin hostile.

(La discussion devient générale et plusieurs membres du comité parlent à la fois).

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre—vous n'avez pas le droit de dire qu'un membre du comité est un farceur.

M. DURANLEAU.—Il a fait une farce.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas un langage parlementaire et devant le comité, vous devez suivre les règles parlementaires.

L'HON. M. MERCIER.—Monsieur le président, je demande, comme membre de ce comité, que Monsieur Duranleau retire le mot *fareur*, qu'il a prononcé.

M. DURANLEAU.—Je n'ai rien à retirer, Monsieur le Président, le mot est parlementaire et le mot est français.

L'HON. M. MERCIER.—Ceci n'est pas juste et je demande au nom du comité que Monsieur Duranleau retire le mot qu'il a prononcé.

(La discussion devient encore générale, et plusieurs membres du Comité parlant à la fois, le rapport sténographique devient impossible).

LE PRÉSIDENT.—Je crois que vous devez retirer cette parole.

M. DURANLEAU.—Monsieur le Président, si Monsieur Bercovitch se croit blessé par les paroles que j'ai dites je les retirerai.

M. BERCOVITCH.—Je vous assure, M. Duranleau, qu'il n'y a rien que vous puissiez dire qui puisse me blesser.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je demande que Monsieur Bercovitch retire les paroles qu'il vient de prononcer, et je dis que l'injure qu'il vient de lancer à ma figure est cent fois plus grave que celle qu'il prétend que je lui aurais lancée. Il n'a pas le droit de parler ainsi.

M. BERCOVITCH.—Mes paroles sont parlementaires.

M. DURANLEAU.—Si, comme vous dites, mes paroles ne peuvent pas vous atteindre, vous n'avez pas besoin de demander de les retirer et j'avais le droit de les dire.

M. BERCOVITCH.—Vous n'avez le droit de vous servir que d'expressions qui soient parlementaires.

M. DURANLEAU.—Dans tous les cas, ceux qui nous connaissent, peuvent juger entre nous deux.

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre, à l'ordre.

Q. Vous achetiez de la boisson au magasin de votre père, n'est-ce pas ?

R. Je suis client régulier de la Commission des liqueurs de Québec tel que le public.

Q. Vous achetiez de la boisson pour remplir vos voitures ?

R. Pas nécessairement.

Q. L'avez-vous fait oui ou non ?—Vous êtes-vous jamais rendu à la porte, soit de devant ou de derrière ou soit au châssis du magasin de votre père, pour acheter des bouteilles et en remplir votre voiture ?

R. J'ai déjà acheté de la boisson en certaines quantités, du magasin de liqueurs à Coaticook. Je ne me rappelle pas avoir jamais rempli ma voiture, parce qu'elle est très grande.

Q. Alors, combien mettiez-vous de bouteilles dans votre voiture, lorsque vous alliez avec votre voiture pour en acheter—je parle de la boisson forte—généralement, combien mettiez-vous de bouteilles dans votre voiture ?

R. Je n'ai jamais remarqué.

Q. A peu près ?

R. J'ai déjà mis six bouteilles et j'ai déjà mis cent bouteilles, et cent cinquante, peut-être plus, je ne me le rappelle pas.

Q. Combien est-ce que ça vous prenait de temps pour acheter, disons cent cinquante bouteilles et les mettre dans votre voiture ?

R. Je n'ai jamais fait le calcul, je n'ai jamais pris le temps.

Q. A peu près ?

R. Je ne peux pas répondre là-dessus.

Q. Une heure ?

R. Peut-être une heure, peut-être plus et peut-être moins, je ne sais pas du tout.

Q. Vous n'avez jamais calculé le temps ?

R. Non, jamais.

Q. Ça se faisait tellement vite ?

R. Pas nécessairement.

Q. Que vous n'aviez pas besoin de calculer le temps ?

R. Je n'étais jamais pressé.

Q. Et, quand vous aviez rempli votre voiture à demi si vous voulez—de cent cinquante à deux cents bouteilles, à la porte du magasin de la Commission, où alliez-vous avec cette boisson-là ?

R. J'allais chez moi, à ma maison privée.

Q. Que faisiez-vous de cette boisson ?

R. ...

M. DURANLEAU. (Au sténographe). Vous notez les hésitations du témoin.

R. Je les livrais à celui qui m'avait demandé d'aller les chercher à la Commission des liqueurs pour lui.

Q. Où emmagasiniez-vous ces liqueurs ?

R. Je n'en ai jamais emmagasiné.

Q. Où les mettiez-vous ?

R. Chez moi, à ma maison privée.

Q. Jurez-vous que vous n'en avez jamais mis dans l'entrepôt de votre compagnie ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vous n'en avez jamais mis là ?

R. Jamais.

Q. Vous n'en avez jamais mis dans votre maison privée ?

R. Oui, je l'ai dit tantôt, je l'apportais toujours là.

Q. Vous déchargeiez ça chez vous ?

R. Oui.

Q. Ensuite, vous la revendiez ?

R. Non, Monsieur, je n'ai jamais vendu une bouteille de boisson de la Commission des Liqueurs.

Q. Vous alliez en chercher pour les autres ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Avec quel profit ?

R. J'avais un certain taux pour faire la commission.

Q. Quel taux, Monsieur. C'est intéressant pour le comité de le savoir ?

R. Ça variait, j'ai déjà eu une piastre de la caisse, j'ai déjà eu une piastre et demie et j'ai déjà eu deux piastres.

Q. Vous n'avez pas eu un peu plus ?

R. Non, Monsieur.

Q. Vous aviez une jolie clientèle ?

R. Non, pas extraordinaire.

Q. Pas extraordinaire ?

R. Non, Monsieur.

Q. Vous étiez pas mal connu comme ayant vos coudées franches au magasin de votre père et pouvant en sortir la boisson à la caisse, moyennant une piastre ou deux piastres ou une piastre et demie de la caisse ?

LE PRÉSIDENT.—Je vous demande pardon, Monsieur Duranleau, il n'a pas dit qu'il sortait la boisson à la caisse. Il a dit qu'il l'a sortait à la bouteille et qu'il la transportait chez lui. Vous n'avez pas le droit de mettre dans vos questions des choses comme celle-là.

Q. Vous livriez cette boisson-là à ceux pour qui vous l'achetiez, en caisse ?

R. Non, Monsieur, je n'en ai jamais livré en caisse.

Q. Vous livriez vos cent cinquante, deux cents ou deux cent cinquante bouteilles...

M. BERCOVITCH.—Il n'a pas dit ça ?

L'HON. M. NICOL.—Il s'est rendu à cent cinquante bouteilles.

M. DURANLEAU.—Il a dit cent cinquante et peut-être plus ?

M. BERCOTICH.—Dire deux cents ou deux cent cinquante, c'est augmenter la réponse du témoin.

R. La question qui m'est posée—on me demande si je la livrais dans les caisses ?—jamais.

Q. Comment la livriez-vous ?

R. Je prenais la boisson et je la mettais dans la voiture du propriétaire.

Q. Où lui donniez-vous ça ?

R. Comment ?

Q. Où lui donniez-vous ça ?

R. Chez moi, à ma maison privée.

Q. Si je comprends bien, vos clients venaient chez vous et vous leur livriez la boisson—d'où venaient-ils ces clients-là ?

R. Ils venaient du comté de Compton.

Q. Du comté de Compton ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Y en a-t-il plusieurs à qui vous livriez de la boisson et qui venaient du comté de Compton ?

R. Les plus importants.

Q. Les plus importants venaient du comté de Compton—est-ce qu'il en venait souvent ?

R. Je ne me rappelle pas d'avoir vu le même homme plus qu'une fois par semaine.

Q. Combien en aviez-vous qui venaient une fois par semaine, du comté de Compton, charger leurs voitures chez vous ?

R. Quatre ou cinq.

Q. N'est-il pas vrai, Monsieur Dupuis, que vous aviez d'autres clients qui venaient d'ailleurs que du comté de Compton ?

R. Oui. Je n'ai pas dit qu'il y en avait seulement du comté de Compton. J'ai dit que c'était les plus importants.

Q. C'était les plus importants?

R. Oui.

Q. C'est un comté dans lequel il y a la prohibition, si je comprends bien?

R. Il y a le Scott Act.

Q. Et les autres venaient d'où?

R. Il y en a un qui venait de Standhope et il y en a un qui venait de Rock Island.

Q. Ces deux-là venaient-ils souvent?

R. Très rarement.

Q. Combien de fois par mois?

R. Peut-être une fois par mois. Je les ai déjà vus deux fois par mois.

Q. Est-ce qu'il n'en venait pas d'autres que ces deux-là, qui venaient d'ailleurs que du comté de Compton?

R. J'en ai eu un, une fois, qui venait de l'État du Vermont, qui est venu chercher du Champagne ou du vin, et j'ai fait la chose—j'ai été chercher le Champagne et le vin à la Commission des liqueurs, absolument gratis.

Q. Est-ce que vous n'aviez pas des voitures qui transportaient de la boisson à Beach's Fall et à Derby Line.

R. Non.

Q. Est-ce que les voitures de D. S. Bachand n'ont pas transporté de la boisson, des liqueurs alcooliques, prises au magasin de la Commission des liqueurs de Québec chez votre père?

R. Non.

Q. Pour la transporter aux endroits que je viens de mentionner?

R. Non, Monsieur.

Q. Ça n'est pas à votre connaissance?

R. Mon, Monsieur, et je peux ajouter là-dessus que j'ai enten du Monsieur Bachand dire au gérant du magasin à Coaticook, une fois, que, s'il avait connaissance qu'un de ses commis allait au magasin des liqueurs pendant les heures d'ouvrage, de l'avertir et qu'il le mettrait dehors. Il a demandé ça à ma connaissance. J'étais témoin, lorsque Monsieur Bachand a dit ça à mon père. le gérant de la Commission.

Q. Il voulait que ses hommes restassent à leur ouvrage?

R. Il a une licence de licencié de magasin, il ne veut pas que ses hommes fassent absolument rien d'illégal.

R. Vous voulez prendre la défense de Monsieur Bachand?

R. Oui, et avec raison.

Q. Puisque vous jugez à propos d'ajouter ce long considérant sur les intentions de Monsieur Bachand—êtes vous parent avec lui?

R. Oui, c'est mon oncle?

Q. Connaissez-vous les voitures de *E. T. Cartage Co.*,?

R. ...

Q. À qui appartenaient ces voitures?

R. Elles appartenaient à une compagnie limitée.

Q. Quels sont les intéressés dans cette compagnie?

R. Le seul que je connaisse, c'est Monsieur D. S. Bachand, je n'en connais pas d'autres.

Q. Est-il à votre connaissance que ces voitures-là, les voitures de la compagnie, ont transporté des boissons alcooliques?

R. Non, Monsieur.

Q. Ce n'est pas à votre connaissance et je ne crois pas que ça soit à la connaissance de qui que ce soit.

Q. Maintenant, Monsieur Dupuis, combien est-ce que ça fait de temps que vous faites le commerce que vous venez de mentionner il y a un instant, de procurer des liqueurs alcooliques à vos clients du comté de Compton et d'ailleurs ?

R. J'oserais dire, depuis janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Q. Depuis janvier mil neuf cent vingt-quatre ?

R. A peu près.

Q. Votre clientèle a-t-elle augmenté depuis ce temps-là ?

R. Non, Monsieur, c'est toujours les mêmes clients.

Q. Combien leur livriez-vous de bouteilles en règle générale, par voyage ?

R. Ça, c'est très difficile à dire, ça n'est jamais régulier.

Q. Ils venaient avec des voitures assez grandes ?

R. Non, des autos ordinaires.

Q. Quelles espèces d'automobiles ?

R. Il y en avait un qui avait un Ford et un autre avait un petit McLaughlin, un coach et un troisième avait un McLaughlin à cinq places.

Q. Et puis ?

R. Je ne me rappelle pas le quatrième, quelle sorte de voiture il avait.

Q. N'importe—Comment chargeaient-ils la boisson forte dans ces voitures-là ?

R. Ils la cordaient.

Q. Ils cordaient les bouteilles dans la machine ?

R. Avec le paquetage, avec l'enveloppe.

Q. Est-ce qu'ils mettaient plusieurs rangées les unes par-dessus les autres ?

R. Dans ces petits chars-là, c'est très difficile d'en mettre énormément.

Q. Combien mettaient-ils de bouteilles—vous devez le savoir ?

R. Je vous avoue franchement, mon cher Monsieur, que je ne les ai jamais comptées.

Q. A peu près ?

R. Peut-être cent vingt, ça ferait dix caisses et puis soixante, cent quatre-vingt—peut-être une moyenne de quinze caisses, cent cinquante à cent quatre-vingt bouteilles.

Q. Où ça ?

R. C'est seulement dans le char McLaughlin à cinq places.

Dans les autres chars, je ne peux pas mettre autant que ça.

Q. Combien peuvent-ils mettre ?

R. Dans le Ford, c'est difficile d'en placer plus que cent vingt-cinq ou cent bouteilles.

Q. A peu près dix caisses ?

R. Peut-être.

Q. Et vous vous procuriez toute cette boisson au magasin de votre père ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Avez-vous eu connaissance que le public de Coaticook a voulu vous faire un mauvais parti, un jour que vous vouliez charger votre voiture à la porte du magasin de votre père et que vous auriez demandé l'intervention du chef de police pour vous protéger, parce qu'on voulait casser vos bouteilles ?

R. Un matin, un de mes clients est arrivé à Coaticook et il a été vu et, immédiatement, un de mes bons amis est venu me dire que Richard Joyal devait me

faire un mauvais parti—il ne m'a pas dit que c'était le public, mais il m'a spécifié Richard Joyal.

M. BERCOVITCH.—Qu'est-ce qu'il fait, ce Richard Joyal?

R. A venir jusqu'en mil neuf cent vingt-quatre, je ne le sais pas.

M. BERCOVITCH.—Et depuis?

R. L'an dernier, il avait l'agence de la Frontenac, à Coaticook.

Q. Il vendait de la bière?

R. Il vendait de la bière en gros seulement, c'est une agence.

Q. Alors, vous avez demandé l'intervention du chef de police?

R. Oui, Monsieur.

LE PRÉSIDENT.—A cause de Joyal?

R. Oui.

Q. Le chef de police s'est rendu à la porte du magasin de la Commission?

R. Pas nécessairement.

Q. Pour protéger votre chargement?

R. Il s'est tenu à quelques pieds de ma machine.

Q. Il était là pour vous protéger?

R. Oui, Monsieur.

Advenant six heures vingt, le comité s'ajourne à 8.40, le même soir.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède, est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

1er AVRIL 1925, SÉANCE DU SOIR

Présidence de l'honorable J.-E. PERRAULT:

QUINZIÈME SÉANCE.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur Duranleau m'informe que le témoignage de M. Lemoine, de Coaticook, le fils de M. Lemoine qui a été interrogé hier, ne sera pas requis.

M. DURANLEAU.—On me dit que le témoignage du fils sera le même que celui du père, et, comme nous ne tenons pas à multiplier la preuve sur un même point, j'ai dit à M. Lemoine que, quant à moi, je n'avais pas besoin de lui.

LE PRÉSIDENT.—Le Comité est prêt à le libérer?

(Acquiescement général).

LE PRÉSIDENT.—M. Lemoine est libéré.

Suite du témoignage de Stanislas Dupuis.

STANISLAS DUPUIS, de Coaticook, comparait de nouveau et son interrogatoire est continué.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Dupuis, les achats que vous faisiez au magasin de la Commission des liqueurs tenu par votre père, vous les faisiez de votre père et des employés du magasin?

R. De ceux qui étaient dans le magasin.

Q. Soit de votre père, soit de ceux qui étaient sous sa direction au magasin?

R. Oui.

Q. Et vous employiez ces quatre ou cinq personnes du moulin et d'autres, pour entrer dans le magasin, acheter autant de bouteilles qu'ils le pouvaient et les apporter à votre voiture?

R. Oui.

Q. Et, quand vous aviez le nombre de bouteilles requis—pour le client qui vous attendait, je suppose—vous vous dirigiez du côté de votre maison, et là, vous faisiez la livraison de la marchandise?

R. Oui.

Q. Moyennant le profit que vous avez mentionné cette après-midi?

R. Oui, monsieur.

Q. Lorsque ces personnes, ou ces clients, au lieu de se présenter à vous, se présentaient à votre père, de quel côté les dirigeait-il.

R. Je ne sais pas, monsieur.

Q. Vous ne savez pas?

R. Non, monsieur.

Q. N'est-il pas vrai, monsieur Dupuis, qu'en plusieurs circonstances ou en certaines circonstances, ces acheteurs de Brome, ou d'ailleurs, se transportaient chez vous et vous disaient qu'ils étaient envoyés par votre père.

R. Je n'ai jamais eu d'acheteurs de Brome, monsieur,

Q. Je me trompe, je voulais dire de Compton.

R. Que, quand j'avais des acheteurs...?

Q. Que, quelquefois, ces acheteurs se sont présentés à vous et vous ont dit qu'ils étaient envoyés par votre père?

R. Je ne me rappelle pas avoir jamais eu quelqu'un qui m'a dit qu'il était envoyé par mon père.

Q. Vous ne vous rappelez pas qu'on leur a dit que, pour avoir de la boisson à la caisse, il fallait passer par vous.

R. Non, monsieur.

Q. Vous ne vous rappelez pas cela?

R. Non, monsieur.

Q. Est-il à votre connaissance qu'il y a eu beaucoup de plaintes à Coaticook, contre vos achats au magasin de votre père?

R. Non, monsieur.

Q. Cela n'est pas à votre connaissance?

R. Non, monsieur.

Q. Personne ne s'est jamais plaint à vous?

R. Non, monsieur.

Q. Est-il à votre connaissance qu'on se soit plaint à la Commission des liqueurs?

R. Non, monsieur,

Q. Au bureau-chef?

R. Non, monsieur, ce n'est pas à ma connaissance du tout.

- Q. Vous ne connaissez pas cela non plus?
R. Je n'ai jamais eu aucune affaire avec le bureau-chef.
Q. Les autorités municipales de Coaticook?
R. On m'informe que les autorités municipales n'ont jamais fait de plaintes.
Q. De qui avez-vous reçu cette information?
R. En général.
Q. Qui vous a informé de cela?
R. Je l'ai demandé au chef de police et je l'ai demandé au président du comité de police.
Q. Le chef de police vous a dit qu'il ne s'occupait pas de cela?
R. Je ne connais pas son affaire.
Q. De sorte que ce n'est pas lui qui a pu vous informer si les autorités municipales avaient fait des plaintes ou si elles n'en avaient pas fait?
R. Le président du comité de police m'a dit qu'il n'y avait pas eu de plaintes et qu'il n'y avait jamais eu de motion de faite.
Q. Il vous a dit qu'il n'y avait pas eu de plaintes, soit au Conseil ou au comité de police?
R. Oui.
Q. C'est le président du comité de police qui vous a dit cela.
R. Oui.
Q. Quand vous a-t-il dit cela?
R. Il me l'a dit à différents intervalles.
Q. Comment l'appellez-vous?
R. M. Francis Laroche.
Q. Quant à lui personnellement, il était satisfait de vos opérations?
R. Il faut croire. Il n'en était peut-être pas au courant.
Q. Vous ne lui avez pas fait connaître votre genre de commerce?
R. Je n'étais pas intéressé à le lui faire connaître, parce qu'il n'était pas...
Q. Comme question de fait, vous ne le lui avez pas fait connaître?
R. Non, monsieur.
Q. Vous avez supposé qu'il le connaissait?
R. Coaticook est une petite ville, tout le monde le sait.
Q. Maintenant, monsieur Dupuis, M. Dumoulin, M. Bédard et cet autre monsieur que vous avez mentionné cette après-midi, sont-ils encore à votre emploi?
R. A l'exception de M. Dumoulin.
Q. Vous étiez présent ici, hier, lorsque nous avons demandé l'assignation de ces témoins.
R. Oui, monsieur.
Q. Qui a communiqué avec eux?
LE TÉMOIN.—Qui a communiqué avec eux?
L'AVOCAT.—Oui. Depuis que nous avons demandé leur assignation.
R. Je ne sais pas si quelqu'un a communiqué avec eux.
Q. Est-ce vous ou est-ce votre père, à votre connaissance?
R. Je n'ai pas communiqué avec eux, moi, ni mon père, à ma connaissance.
Q. On m'informe qu'il sont disparus de Coaticook, ce matin. Trois d'entr'eux.

LE TÉMOIN.—Qui sont disparus de Coaticook ?

L'AVOCAT.—Oui, après une nouvelle qu'ils ont reçue de Québec.

R. Moi, je ne leur ai pas parlé.

Q. Vous ne connaissez personne qui est ici avec vous, qui leur ait téléphoné ?

R. Non, monsieur.

Q. Ou qui aurait communiqué de quelque manière avec eux.

R. Non, monsieur.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Quand vous êtes allé au magasin de la Commission des liqueurs pour acheter, est-ce que vous avez acheté une bouteille à la fois.

R. Une bouteille à la fois.

Q. Est-ce que les autres, dont vous avez parlé dans votre déposition, faisaient la même chose, à votre connaissance ?

R. C'était les instructions qu'ils avaient de moi, d'acheter une bouteille à la fois.

Q. Et vous payiez le prix marqué sur la bouteille ?

R. Oui.

Q. Le prix régulier ?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Pour chaque bouteille ?

R. Pour chaque bouteille.

Q. Au fur et à mesure que la bouteille vous était vendue ?

R. Oui.

PAR M. VERCOVITCH :

Q. Est-ce qu'il est à votre connaissance que quelqu'un ait acheté plus qu'une bouteille à la fois ?

R. Non, monsieur, ce n'est pas à ma connaissance.

Q. Maintenant, quand vous receviez \$2. ou \$2.50 par caisse, comme vous l'avez dit dans votre examen en chef, est-ce que c'était pour le transport de cette liqueur ?

R. C'était pour mon ouvrage.

Q. Pour votre ouvrage et pour l'usage de votre voiture ?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est pour le transport de la liqueur que vous avez chargé ce montant-là ?

R. Oui. C'est pour cela que j'ai enregistré une compagnie de transport, quand j'ai commencé cela.

Q. Comme ça, pour vous, ce n'était pas un commerce ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous ne faisiez pas le commerce des liqueurs ?

R. Non, monsieur, parce que je recevais l'argent avant d'aller chercher la boisson.

Q. Et vous payiez \$1. ou \$1.50 ou \$2.00 ?

R. Je payais le prix qui était marqué sur la bouteille pour la boisson.

Q. Et vous chargiez \$1. ou \$1.50 ou \$2 pour transporter cette liqueur ?

R. Oui, pour aller la chercher et la transporter.

RE-INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Vous chargez \$1. ou \$2. par caisse pour transporter cette boisson-là, où ?

R. Pour la transporter chez moi.

Q. Ah ! pour la transporter chez vous ?

R. J'allais la chercher à la Commission des liqueurs.

Q. Du magasin de la Commission des liqueurs, vous la transportiez chez vous ?

R. Oui, je me rendais à la maison avec.

Q. Et vous la déchargez chez vous ?

R. Oui, Je vous l'ai dit cette après-midi, cela.

Q. C'était pour transporter la boisson au magasin de votre père à votre maison privée à vous, que vous chargez \$2. par caisse ?

M. BERCOVITCH.—Pas du magasin de son père, du magasin de la Commission des liqueurs, peut être que, pour vous, c'est pareil.

M. DURANLEAU.—S'il vous plaît, monsieur Bercovitch, si je fais une question illégale, vous ferez une objection.

M. BERCOVITCH.—Je fais l'objection et je fais l'observation en même temps.

M. DURANLEAU.—Vos observations, je puis m'en passer.

M. BERCOVITCH.—Bien, je ne sais pas.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, si c'est de cette manière-là que l'on veut procéder, avec votre protection, je crois que nous avons lieu de protester.

LE PRÉSIDENT.—Continuez.

M. DURANLEAU.—Nous sommes en minorité, mais nous avons droit, au moins, à la protection du président, et je soumets que M. Bercovitch n'a pas le droit de faire des observations ou d'arrêter l'examen du témoin, de la manière qu'il le fait dans le moment. S'il a une objection à faire à une question, qu'il fasse son objection, et le président ou le comité décidera; et je soumets que M. Bercovitch n'a pas le droit d'intervenir, lorsque je pose une question au témoin.

M. BERCOVITCH.—J'ai le droit d'intervenir pour faire des objections et je fais l'objection maintenant.

M. DURANLEAU.—Vous avez la majorité, mais nous avons droit à la protection de la présidence de ce comité.

M. BERCOVITCH.—Je fais l'objection maintenant, monsieur le président. La question n'est pas légale, parce qu'il n'y a rien dans la preuve, jusqu'à maintenant, pour prouver que le magasin en question appartient à M. Dupuis, père.

LE PRÉSIDENT.—La preuve constate le contraire, c'est le magasin de la Commission.

M. SAUVÉ.—C'est encore pire.

M. BOUCHARD.—Tant mieux pour vous autres.

LE PRÉSIDENT.—Probablement que c'est ce que M. Duranleau veut dire, que c'est le magasin de la Commission.

M. DURANLEAU.—Je n'ai pas besoin d'être corrigé par M. Bercovitch et je sou mets ma question.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Votre père n'a pas de magasin, lui?

R. Non, monsieur.

Q. C'est du magasin de la Commission dont il s'agit?

R. Du magasin de la Commission.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Et c'est ce que vous avez compris, lorsque je vous ai posé la question n'est-ce pas.

R. Oui, certainement, c'est ce que j'ai compris, mais, tout de même, ça ne lui appartient pas.

Q. Evidemment, mais, vous avez compris que c'était le magasin de la Commission sous la direction de votre père?

R. Oui.

Q. Maintenant, quel avantage y avait-il pour ces marchands à aller chercher la marchandise à votre maison privée, plutôt qu'au magasin de la Commission des liqueurs en charge duquel est M. E.-P. Dupuis, votre père?

LE TÉMOIN.—Quel avantage il y avait pour eux autres?

L'AVOCAT.—Oui, et de payer \$2 par caisse de plus pour cela, pour aller la chercher chez vous plutôt qu'au magasin de la Commission des liqueurs.

R. Le seul avantage, c'est qu'ils me connaissaient, et ils n'étaient pas obligés. . . Ils savaient que j'avais des hommes pour faire l'ouvrage, ils n'étaient pas obligés d'engager ailleurs. M'engager moi, ou engager un autre, du moment. . .

Q. Alors, c'était pour le temps de vos hommes, ce n'était pas pour le prix du transport que vous chargiez \$2.00.

R. Mes hommes travaillent pour moi, pour ma compagnie de transport.

Q. Ce n'était pas pour le transport, c'était pour le temps de vos hommes.

R. J'ai une compagnie de transport, mon cher monsieur, et j'ai des hommes pour faire l'ouvrage; ils font l'ouvrage que je leur demande de faire.

Q. Vous avez une compagnie de transport, pour aller acheter des liqueurs alcooliques au magasin de la Commission et les transporter à votre maison privée?

R. Non seulement cela, je fais du transport public.

Q. Je parle au point de vue des marchandises que vous achetez au magasin de la Commission. C'était comme compagnie de transport que vous chargiez \$2. par caisse, pour aller chercher de la boisson au magasin de la Commission.

R. Pour faire l'ouvrage.

Q. Pour aller chercher la boisson au magasin de la Commission et la transporter chez vous?

R. C'était pour faire l'ouvrage.

Q. Quelle distance y a-t-il du magasin de la Commission à votre maison privée?

R. Il peut y avoir un quart de mille.

Q. Quand vous transportiez vingt caisses, cela vous donnait \$40?

R. Pas toujours.

Q. Quand vous chargiez \$2. par caisse?

R. Cela est arrivé si rarement que j'ai eu \$2. par caisse. Je n'ai jamais eu vingt caisses à \$2 par caisse.

Q. Quelle quantité de caisses livriez-vous, généralement?

R. Il était rare que c'était plus que quinze caisses—à part du vin.

Q. Et quand vos clients se rendaient chez vous, vous partiez avec votre voiture et vos employés, vous alliez au magasin de la Commission et vos employés entraient à tour de rôle.

R. Ils faisaient la navette.

Q. Ils faisaient la navette du chemin au magasin?

R. Oui.

Q. Et, comme vous l'avez dit cette après-midi, ils achetaient trois ou quatre bouteilles, les uns et les autres, ils les payaient, les mettaient dans leurs poches, allaient les porter à la voiture et revenaient au magasin; et, par ce moyen-là, ça vous prenait une demi-heure, trois quarts d'heure, une heure, pour acheter assez de bouteilles pour remplir douze ou quinze caisses, selon la commande que vous aviez.

R. Je n'ai pas spécifié de temps, cette après-midi.

Q. A peu près ce temps-là?

R. Ça prenait un peu plus que cela, des fois.

Q. Et ces clients-là viennent vous trouver toutes les semaines, à peu près?

R. Ce n'est pas régulier.

Q. A peu près toutes les semaines?

R. Je vous l'avoue franchement, je n'ai pas de notes là-dessus.... Mettons à peu près toutes les semaines.

Q. Et c'est de cette manière-là que vous comptiez acheter cette boisson-là une bouteille à la fois?

R. Oui.

Q. Maintenant, est-ce qu'il y en avait d'autres dans Coaticook, qui faisaient le même commerce que vous?

R. Je ne pourrais pas dire, monsieur.

Q. Vous disiez tout à l'heure: "L'acheter de moi ou l'acheter d'un autre, ça ne faisait pas de différence"; est-ce qu'il y en avait d'autres, à votre connaissance, qui faisaient le même commerce que vous, qui allaient au magasin de la Commission.

R. Je l'ai déjà entendu dire, mais ce sont des ouï-dire seulement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Est-ce que vous alliez leur chercher du vin aussi à ces gens-là, au magasin de la Commission des liqueurs?

R. Beaucoup, beaucoup de vin et beaucoup de champagne.

Q. Quand ils avaient du vin à acheter, c'était vous qui y alliez et vous le transportiez vous-même?

R. Oui. Je connais un certain client qui venait presque rien que pour cela, du vin.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

DÉPOSITION DE LÉON BOUCHARD

LÉON BOUCHARD, employé de la Commission des liqueurs, à Montréal, est maintenant assermenté et interrogé.

INTERROGÉ par M. DURANLEAU :

Q. Monsieur Bouchard, vous êtes gérant de l'un des magasins de la Commission des liqueurs à Montréal.

R. Oui, monsieur.

Q. Quel magasin ?

R. Au magasin No 1.

Q. Sur quelle rue ?

R. Sur la rue Peel.

Q. Depuis longtemps ?

R. Depuis le 10 mars, 1923.

Q. Durant l'élection partielle de Sherbrooke, l'automne dernier, vous avez fait quelques voyages en automobile du côté de Sherbrooke ?

R. Pas quelques voyages, j'ai fait un voyage.

Q. Vous rappelez-vous la date de votre voyage ?

R. Le jour de la Toussaint.

Q. Vous êtes allé là en automobile ?

R. Je suis allé passer une semaine à Sherbrooke.

Q. Avec qui étiez-vous ?

R. J'étais avec ma femme, un monsieur Fournier et sa dame.

Q. Voulez-vous dire qu'est-ce que vous avez transporté dans votre voiture, en vous allant à Sherbrooke.

R. J'ai transporté les passagers qui étaient avec moi, ma femme, M. Fournier et sa dame.

Q. Est-ce que vous n'avez pas transporté de la liqueur ?

R. Ah ! non. — Ah ! non. D'ailleurs, je n'avais pas de place, j'ai une voiture à quatre places.

Q. Je vous demande, monsieur, si vous n'avez pas fait un voyage, durant l'élection de Sherbrooke, avec des liqueurs alcooliques dans votre voiture.

R. Non, monsieur.

Q. Vous jurez cela ?

R. Ah ! oui, monsieur.

Q. Je suis informé que vous avez fait un ou deux voyages...

R. Ah ! non, pardon.

Q. Avec une voiture remplie de liqueurs.

R. Je vous demande pardon, je n'en ai pas fait.

Q. Vous êtes bien positif de cela.

R. Je suis positif de la chose.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

M. THADDÉE MICHAUD, est appelé pour continuer son témoignage, mais il déclare être fatigué, rendu au bout de ses forces, et prie le comité de vouloir bien ajourner à demain son interrogatoire, ce qui lui est accordé du consentement de tout le monde.

DÉPOSITION DE LOUIS-A. DAOUST

LOUIS-A. DAOUST, chef-caviste de la Commission des liqueurs, à Montréal, est appelé, assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. Quelle est votre occupation, monsieur Daoust?

R. Je suis en charge du département des vins.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Est-ce vous qui êtes le chef des cavistes?

R. Oui, monsieur.

Q. Comme a dit M. Michaud?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Depuis combien de temps.

R. A l'emploi de la Commission, trois ans.

Q. Et avant d'entrer à l'emploi de la Commission, quelle était votre occupation?

R. J'ai été six ans à la maison F. X. St-Charles, et quinze ans, à la maison Lawrence Wilson, dans les vins et liqueurs.

Q. Que faisiez-vous à la maison Lawrence Wilson?

R. C'était moi qui étais surintendant.

Q. Alors, vous avez eu une longue expérience dans les vins, n'est-ce pas?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Depuis combien de temps êtes-vous à l'emploi de la Commission?

R. Trois ans; depuis le commencement de janvier, 1922.

PAR M. NICOL:

Q. Quel âge avez-vous?

R. 39 ans.

Q. Voulez-vous prendre communication du volume 1, à la page 5.

(Le témoin réfère à la page 5).

Q. Est-ce que vous trouvez là le mélange 29?

R. Oui, monsieur.

Q. Je crois que c'est M. Duranleau qui a interrogé M. Michaud au sujet de ce mélange. Pourriez-vous dire ce que c'est que ce mélange?

R. Je n'étais pas à l'emploi de la Commission dans ce temps là, c'était en octobre, 1921, cela.

Q. Par ce que vous voyez entré dans le livre, pouvez-vous dire ce que c'est?

R. Oui. Ceci est un blend de Vermouth.

Q. C'est un Vermouth?

R. Oui.

Q. Est-ce que c'est un blend, ou un mélange, qui a été effectué dans les conditions ordinaires, quant aux différents ingrédients qui y sont entrés?

R. Oui, parce que c'est tout du Vermouth.

Q. C'est tout du Vermouth?

R. Oui.

Q. Alors il n'y a rien d'extraordinaire dans ce blend-là, n'est-ce pas ?

R. Non.

Q. Voulez-vous regarder à la page 29 du même livre, au sujet duquel M. Duranleau a aussi examiné M. Michaud, au sujet du blend qu'il y a là.

R. Oui.

Q. Est-ce que ce mélange-là a été fait de votre temps.

R. Pas celui-là, non.

Q. D'après ce que vous voyez dans la formule, est-ce qu'il y a quelque chose d'extraordinaire dans ce mélange ?

R. Non, je ne vois rien d'extraordinaire.

Q. Est-ce que c'est un des Vermouth qui avait déposé, cela ?

R. Il n'y a pas de Vermouth là.

Q. Qu'est-ce que c'est, cela ?

R. Ce sont tous des vins de Port.

Q. Dans le blend 99, c'étaient des Vermouth ?

R. Tous des Vermouth.

Q. Est-ce qu'ils avaient déposé ?

R. Ça ne le dit pas là.

Q. Si on a dit que ces Vermouth-là avaient déposé, est-ce qu'il y a quelque chose d'extraordinaire là-dedans ?

R. Non, monsieur.

Q. D'après votre expérience, qu'est-ce que cela signifie, un Vermouth qui dépose ?

R. C'est parce qu'il a été trop longtemps en bouteille. Tous les Vermouth, généralement, sont mis en bouteille clairs et ils déposent, par la suite.

Q. Est-ce que cela peut affecter leur qualité, le fait de déposer ?

R. Pas du tout.

Q. Voulez-vous regarder à la page 36 du même volume.

R. Oui monsieur.

(Le témoin réfère à la page 36).

Q. Qu'est-ce que vous trouvez à cette page-là, 36 ? C'est un blend du 19 janvier ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il a été fait à votre connaissance, celui-là ?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Il n'a pas de numéro ?

R. Il n'a pas de numéro. Ce sont des bouteilles vidées.

PAR M. NICOL :

Q. M. Michaud a été interrogé au sujet de ces mélanges-là ; il nous a donné la composition de ce mélange-ci en particulier. Il y a différentes sortes de vins qui sont entrés dans ce mélange-ci, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous dire à peu près combien de sortes de vins y sont entrées.

R. Quand j'ai pris charge du Département des vins, la Commission avait acheté environ (400,000) quatre cent mille gallons de vin de différentes maisons des petits épiciers jusqu'aux magasins de gros. Il y avait là-dedans une quantité de marques qui n'étaient pas connues, et nous avons mis tous ces vins-là

ensemble, les ports avec les ports, les clarets avec les clarets, les sherry avec les sherry, les sauternes avec les sauternes, etc. Ensuite, nous avons mis ces vins-là sur le marché, mêlés ainsi les uns avec les autres, comme vous le trouverez plus tard.

Q. Vous aviez reçu ces quantités de vin des différents vendeurs autorisés ?

R. Vendeurs autorisés et épiciers.

Q. La Commission était obligée de prendre tous ces vins-là ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que la Commission en a fait ?

R. Nous les avons vidés.

Q. Avant de les vider, elle les a reçus.

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance de cela quand la Commission les a reçus ?

R. Non, monsieur, c'était avant mon temps.

Q. Vous ne savez pas s'il y a eu une analyse de faite, lorsque ces vins ont été reçus par la Commission ?

R. Je sais que les vins ont presque tous été analysés, à la réception des marchandises.

PAR M. DURANLEAU

Q. Vous n'étiez pas là ?

R. Non, mais j'ai vu les analyses. Les analyses ont été faites par la maison Milton Hersey et la maison Donald.

Q. Quand vous êtes arrivé, vous, à la Commission des liqueurs, il y a trois ans, est-ce qu'il y avait encore une quantité considérable de ces vins-là qui restaient ?

R. Quatre cent mille gallons, approximativement.

Q. Qui provenaient de quelle maison ?

R. De toutes les maisons.

Q. Quelles maisons ?

R. Les grosses maisons : Laporte Martin, Hudon Hébert, Chaput Fils, Boivin Wilson, Lawrence Wilson, Hudon & Orsali, A. Lesieur, Desmarais, Patenaude & Carignan, F.-X. St-Charles ; et tous les noms que vous voyez-là.

Q. Toutes ces différentes maisons-là avaient des marques de vins qui leur étaient particulières, je suppose.

R. Oui. En partie, toutes ces maisons-là faisaient leur embouteillage, et comme vous le voyez, ils avaient tous chacun leurs marques. Comme la Commission ne pouvait pas mettre toutes ces marques sur le marché, nous avons décidé de les mêler.

Q. Vous dites que la Commission ne pouvait pas mettre toutes ces marques sur le marché, voulez-vous expliquer pour quelle raison elle ne le pouvait pas ?

R. Parce qu'il y avait trop de marques. Comme vous le voyez, la Commission a pris un grand nombre de petites quantités de vins, comme, par exemple, de Brière, 11 bouteilles de quinquina, 17 bouteilles de Sherry, 7 bouteille de Merino.

Q. C'est-à-dire que, si la Commission avait entrepris de vendre ces vins sous les différentes marques qu'ils portaient quand vous les avez reçus, vous n'auriez pas pu avoir dans chacun des magasins de la Commission un assortiment complet de toutes les marques.

R. C'était impossible.

Q. Pour obvier à cela, vous avez pris des tonneaux et vous avez versé dans ces tonneaux des vins venant de différentes maisons et portant différentes marques, mais de même espèce et de même qualité.

R. Pour se débarrasser de toutes ces marchandises, j'ai suggéré à la Commission de vider les bouteilles dans les tonneaux suivant les marques, et ensuite, de les mélanger avec d'autres marques.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. D'autres marques de même espèce?

R. De même espèce.

PAR M. NICOL:

Q. De cette façon, vous avez fait un vin qui était moyen, je suppose, meilleur que les plus mauvais que vous aviez mis dans le tonneau, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Est-ce que ces vins-là étaient potables, monsieur Daoust?

R. Oui, monsieur. Tous les vins qui n'étaient pas potables, nous les avons travaillés.

Q. Après que le mélange, qui est maintenant sous examen, eût été fait, est-ce que le résultat de ce mélange-là a été un vin sain et potable?

R. Oui monsieur.

M. DURANLEAU.—Il me semble, monsieur le président, que, pour l'examen d'un employé de la Commission des liqueurs surtout celui qui est responsable de tous ces mélanges—il admet que c'est lui-même qui a suggéré ces mélanges-là—il me semble que l'honorable Trésorier provincial pourrait être un peu moins suggestif.

M. NICOL.—J'admets cela, monsieur le président, mais j'ai eu un si mauvais exemple, depuis que l'enquête est commencée, de mon ami, M. Duranleau, que je suis tenté de le suivre sans m'en apercevoir.

M. DURANLEAU.—Je ne suis pas dans la même position que vous quand j'interroge les officiers de la Commission des liqueurs.

M. NICOL.—Vous ne pouvez pas dire qu'ils n'ont pas été très volontiers à donner leurs témoignages, vous ne pouvez pas leur faire de reproche de ce chef-là.

M. DURANLEAU.—Je crois que mon observation est à propos.

PAR LE PRÉSIDENT.

Q. Est-ce que ce n'est pas là, à la page 36, que l'on a dit qu'il y avait un *blend* de onze pages?

R. Oui.

Q. Est-ce un *blend*, cela, ou si c'en est plusieurs?

R. Ce sont toutes des marques qui ont été vidées.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin dit que ce n'est pas un *blend*. On a interrogé M. Michaud là-dessus et j'avais compris que l'on voulait faire dire au témoin que c'était un *blend*, long de onze pages.

PAR M. NICOL:

Q. Qu'est-ce que c'est, cela?

R. Ce n'est pas un *blend*.

Q. Qu'est-ce que c'est ?

R. Tout cela a été vidé, les ports avec les ports, les sherry avec les sherry, les clarets avec les clarets. Tous les vins qui sont mentionnés là, n'ont pas été mélangés ensemble.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. A partir de la page 36, les onze pages qui suivent, ce n'est pas un *blend* ?

R. Non.

PAR M. NICOL :

Q. Qu'est-ce que c'est ?

R. C'est un vidage.

PAR M. BOUCHARD :

Q. Je comprends que ces onze pages sont simplement une liste de tous les vins que vous avez divisés suivant leur espèce ?

R. Oui.

Q. Une liste simplement ?

R. Oui.

PAR M. NICOL :

Q. Et vous avez fait autant de tonneaux qu'il y avait de sortes de vins ?

R. Oui.

Q. Ensuite, qu'est-ce que vous avez fait de ces tonneaux qui ont été le résultat de ce vidage-là ?

R. Vous allez le trouver plus loin dans les mélanges.

Q. Vous vous en êtes servi plus tard, au fur et à mesure que vous en aviez besoin ?

R. Exactement.

Q. Ces onze pages-là représentent, environ, combien de sortes de vins ?

R. Une centaine de marques peut-être,—plus que cela—je ne sais pas.

Q. Plus que cent marques, n'est-ce pas ?

R. Oui.

M. DURANLEAU.—Je pense que c'est 215 que M. Michaud a dit.

LE TÉMOIN.—Probablement.

PAR M. NICOL :

Q. C'était pour faire disparaître ces deux cents et quelques marques—si c'est le nombre exact—que vous avez mis ensemble les vins de même nature, portant des marques différentes ?

R. Exactement.

Q. Le livre fait voir ce que vous avez fait de ces vins-là ensuite ?

R. Oui.

Q. Vous les avez vendus au gallon ?

R. Oui. S'il y en avait parmi ceux-là qui ont été jugés ne pas être bons, ils ont été passés au vinaigre.

Q. Est-ce qu'il y en avait qui n'étaient pas bons ?

R. Probablement, sur la quantité.

Q. Ceux qui n'étaient pas bons ?

- R. Ont été passés au vinaigre.
Q. Quelle quantité y a-t-il eu, à peu près, de ce vin qui a été passé au vinaigre ?
R. Je ne peux pas le dire. Ces vins en bouteilles étaient presque tous bons.
Q. D'où provenaient ces vins qui ont été passés au vinaigre ?
R. De ces différentes maisons ?
Q. Vous ne pouvez pas dire quelle quantité a été passée au vinaigre ?
R. Non. Des vins en bouteilles, il n'y en a presque pas eu, presque tous les vins en bouteilles étaient bons.
Q. Dans les vins que vous avez achetés en tonneaux ou au gallon, il y en avait qui n'étaient pas bons.
R. Il y en avait parmi qui n'étaient pas bons.
Q. Est-ce qu'il y avait du vin importé et du vin Canadien qui n'étaient pas bons.
R. Il y en avait des deux.
Q. Vous ne pouvez pas dire quelle quantité.
R. Non, je ne peux pas le dire.
Q. Levinque vous avez passé au vinaigre, c'était du vin qui, dans le temps, était dans le commerce des différentes maisons d'où provenaient ces vins, n'est-ce pas ?
R. Oui, monsieur.
Q. Il était vendu à leur clientèle.
R. Je ne sais pas s'ils l'ont vendu comme cela.
Q. D'après votre expérience, et vous dites que vous en avez eu quinze ans dans une maison et six ou sept ans dans une autre...
R. Vingt-quatre ans en tout.
Q. ... est-ce que le vin qui est résultat des opérations qui apparaissent au livre, à la page 36 et les onze pages suivantes, a été un aussi bon vin que les vins vendus par les maisons d'où ces vins provenaient ?
R. Oui, puisqu'ils venaient de ces mêmes maisons.
Q. Ils venaient de ces mêmes maisons, mais vous dites que vous les avez fait passer par un procédé quelconque.
R. Les vins malades; les vins qui n'étaient pas malades, non.
Q. Le résultat a été un bon vin ?
R. Oui.
Q. Maintenant, voulez-vous regarder à la page 48 du même volume, le blend No 166, je crois. On a interrogé M. Michaud au sujet de ce mélange-là, est-ce que ce mélange a été fait à votre connaissance ?
R. Oui.
Q. Est-ce qu'il y a quelque chose d'étrange dans ce mélange-là ?
R. Non, monsieur.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Lisez-le donc, pour voir.

(Le témoin lit)

"Vidange de bouteilles, 2 barils..."

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Voulez-vous expliquer ce que l'on entend par le mot vidange ?

R. Ce sont des bouteilles qui ont été vidées et mises dans des barils, et que nous avons passées dans ce mélange-là. Le prix coûtant était \$3.67.

PAR M. NICOL:

Q. Cela venait de l'opération mentionnée à la page 36 ?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. D'ailleurs le mélange réfère à la page 36 ?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Et ce mélange comprend quoi ?

R. Un quart de 26 gallons de la maison Hudon-Hébert, un quart de 31 gallons, de la maison Krausman, et un quart de 36 gallons de la maison Benoit.

Q. Est-ce que tous ces vins-là pouvaient être mélangés ensemble tel que vous l'avez fait.

R. Oui, monsieur, c'étaient tous des vins en parfaite condition.

Q. Vous avez eu connaissance de cela vous-même ?

R. Oui, monsieur. Tous ces vins-là ont été examinés, baril par baril. Ça m'a pris des mois pour les examiner.

Q. Maintenant, qu'est-ce que vous dites du mélange No 167, à la même page, sur lequel M. Michaud a été interrogé ?

R. C'est la même chose.

Q. Et du mélange 168, encore à la même page ?

R. La même chose.

Q. Vous avez là encore du vin qui provient de l'opération mentionnée à la page 36, n'est-ce pas ?

R. Exactement.

Q. Ce vin-là, dans quelle condition était-il ?

R. En parfaite condition ?

Q. Il n'y a rien d'étrange dans ce mélange-là ?

R. Non, monsieur.

Q. Il y a, encore là, des vins de même espèce provenant de différentes maisons ?

R. De cinq différentes maisons. Ce sont des vidanges de bouteilles.

Q. Dans le mélange 169, y a-t-il autre chose ?

R. Non.

Q. C'est la même chose encore ?

R. La même chose.

Q. Maintenant, qu'est-ce que vous avez à dire au sujet du mélange 170 ?

R. Ceci est un Native Port—vin canadien: trois barils de la maison Bright, un baril de la maison Vaillancourt, 15 gallons.

Q. Et vous avez fait un vin que vous avez appelé comment ?

R. Vin canadien; c'est du vin canadien.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. On voit le mot "refusé", là.

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que cela veut dire, cela, "refusé" ?

R. C'est du vin qui a été refusé comme étant... C'est-à-dire, c'était un vin présenté comme un vin supérieur et qui a été refusé comme tel; nous l'avons versé dans des vins inférieurs. Le vin était en parfaite condition, seulement, il ne valait pas le prix auquel il avait été facturé.

Q. Il a été refusé quant au prix ?

R. Quant au prix.

PAR M. NICOL:

Q. C'est-à-dire que vous l'avez mis à un autre prix dans le mélange actuel, mais c'était un vin qui était parfait sous tous rapports ?

R. Oui, monsieur. Pour expliquer cette question des vins refusés je dois dire que des vins qui ont été livrés à la Commission, ayant été facturés à des prix jugés trop élevés par la Commission, ils ont été refusés à ce prix-là, et j'ai fait un prix suivant la valeur du vin, pour pouvoir les passer dans des vins canadiens ou Taragone, comme vous le verrez plus tard.

Q. Quand on voit dans le livre, comme, par exemple, à la formule 171, le mot "refusé", c'est cela que ça veut dire ?

R. Oui.

Q. De même, pour la formule 172, c'est la même chose ?

R. Oui.

Q. C'est cela que ça veut dire ?

R. Oui.

Q. De même pour la formule 173 ?

R. Oui.

Q. Et 174 ?

R. Oui.

Q. C'étaient des vins de même espèce ?

R. Oui, des vins du même type.

Q. C'est la même chose pour tous ces numéros: 175, 176, 177 ?

R. Oui. Dans 176, vous avez deux barils de vin Sherry qui viennent de la page 36.

Q. Voulez-vous regarder à la page 50: No 176, 10 janvier 1923. (Le témoin réfère au No 176).

Q. Il n'y a rien de particulier dans ce mélange-là ?

R. Non, monsieur.

Q. Excepté que vous avez là du vin qui provient encore de vidages ?

R. Du vidage des bouteilles de la page 36.

Q. Voulez-vous regarder, à la même page, le mélange No 178 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Qu'est ce que c'est, cela ?

R. Ce sont des vins de différentes maisons, tous des Terragone.

Q. Le mélange a été fait avec des vins qui proviennent de... ?

R. Des différentes maisons, douze maisons différentes.

Q. Est-ce vous-même qui avez fait ce mélange ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous examiné chacun de ces vins, avant de faire ce mélange ?

R. J'ai examiné tous les barils, baril par baril,

Q. Pour quelle raison avez-vous fait ce mélange ?

R. Pour avoir un titre uniforme.

Q. Vous avez pris des vins provenant de combien de maisons ?

R. Dix maisons.

Q. Et vous avez mélangé ces vins-là ensemble, pour en faire un vin uniforme ?

R. Oui, monsieur.

- Q. Le vin qui a résulté de ce mélange-là, de quelle qualité était-il ?
R. De bonne qualité. De bonne qualité pour ces prix là. C'étaient des vins à \$2.67, nous les avons vendus au même prix.
Q. Ça provenait des vendeurs autorisés, cela ?
R. Des vendeurs autorisés et des petits vendeurs.
Q. Et vous les avez vendus au même prix, vous dites ?
R. Pas absolument, parce que le prix coûtant était \$2.67, et notre Terragone se vendait \$2.65, ou \$2.70, je ne me rappelle pas au juste, quelque chose comme cela.
Q. La Commission était obligée par la loi, je comprends, de prendre tous les vins des vendeurs autorisés, s'ils étaient potables, n'est-ce pas ?
R. Oui, monsieur.
Q. Vous les avez traités de la façon que vous venez de dire et vous les avez mis sur le marché ?
R. Oui.
Q. Et la Commission les a vendus, sans faire de profit, d'après vous ?
R. Nous en avons vendu sans faire de profit, et nous en avons vendu avec perte; nous en avons vendu beaucoup avec perte.
Q. Est-ce que les composants de ce mélange que vous avez fait, auraient été vendus par les vendeurs autorisés, si la Commission ne les avait pas achetés.
R. Certainement, avec un profit plus élevé que cela.
Q. Voulez-vous regarder le mélange 180 et le mélange 182.
R. C'est la même chose que 178.
Q. Quant à 188, à la page 54, sur lequel M. Michaud a été interrogé, qu'est-ce que vous trouvez là ?
R. Un vin canadien.
Q. Est-ce vous qui avez fait ce mélange-là ?
R. Oui, monsieur.
Q. Voulez-vous dire au comité dans quelles circonstances vous l'avez fait ?
R. Les circonstances ordinaires.
Q. Pourquoi l'avez-vous fait.
R. Pour pouvoir passer tous les vins. C'est la même chose.
Q. C'était pour pouvoir passer tous les vins.
R. Oui.
Q. Il a été vendu à quel prix ?
R. Je crois que le prix vendant, dans le temps, était \$1.70.
Q. Et il coûtait combien ?
R. \$2.65.
Q. Vous l'avez vendu en bas du prix coûtant, alors ?
R. Oui.
Q. Pourquoi avez-vous fait cela ?
R. Afin de pouvoir passer tous ces vins que nous avons eus des différentes maisons.
Q. Ils provenaient de qui, ces vins-là, dans le mélange 188 ? Des vendeurs autorisés ?
R. Certainement, tous des vendeurs autorisés.
Q. Est-ce que c'étaient des vins que la Commission des liqueurs avait obtenus des anciens licenciés ?
R. Exactement.
Q. Et les licenciés les auraient vendus, n'est-ce pas, si la loi des vendeurs autorisés eût été continuée ?

R. Evidemment.

Q. Et vous dites que la Commission les a vendus à meilleur marché que le prix coûtant?

R. Oui.

Q. Maintenant, voulez-vous regarder le mélange No 190?

(Le témoin réfère au No 190).

R. Même chose.

Q. C'est la même chose?

R. Oui.

Q. Comment l'appellez-vous?

R. Vin canadien—Native Port.

Q. Ce sont des Native Ports?

R. Oui.

Q. C'étaient les différentes marques de vin provenant d'anciens licenciés, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce qu'ils ont tous été vendus dans les mêmes conditions que vous venez de mentionner pour le mélange 188?

R. Oui, monsieur. C'est un *blend* qui a été ait, pour avoir un mélange égal.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Était-ce un bon vin?

R. Oui, monsieur.

PAR M. NICOL:

Q. C'est un bon vin, mais un vin à bon marché?

R. A bon marché.

Q. La même chose se continue sur la page 56, je crois, jusqu'à 199.

R. Oui.

Q. Tout ce que vous venez de dire s'applique à tous ces mélanges-là?

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'est vous qui avez fait tous les mélanges qui apparaissent à ce livre-là?

R. Oui, monsieur. C'est moi qui fais tous les mélanges de ces vins-là, depuis que je suis entré à la Commission des liqueurs.

Q. A présent, voulez-vous regarder les mélanges Nos 218, 219, 220 et 221, du 31 janvier, 1923, au sujet desquels M. Duranleau a interrogé M. Michaud. (Le témoin réfère à ces différents mélanges.)

Q. C'est un sherry, cela, n'est-ce pas? Il s'agit de sherry?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire au comité dans quelles circonstances vous avez traité ces sherry-là.

R. Ces vins-là ont été traités de la même manière que les autres. Celui-ci est un vin supérieur, il a été vendu à un prix plus élevé.

Q. Vous avez fait, là encore, un mélange.

R. Un mélange uniforme, pour pouvoir le vendre.

Q. Vous souvenez-vous à quel prix vous l'avez vendu?

R. Je ne pourrais pas dire. Je crois que ce vin-là se vendait à \$5.00 le gallon, dans le temps; je ne pourrais pas dire exactement.

Q. Est-ce que tout a été fait régulièrement?

R. Régulièrement.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Est-ce que le prix de vente n'apparaît pas dans le livre?

R. Non.

Q. En regard du prix coûtant?

R. Non, monsieur.

PAR M. NICOL:

Q. Prenez donc le mélange du 2 février, 1923. Je n'en ai pas le numéro mais il s'agit d'un claret.

R. Le claret n'est pas de mon Département; les vins français sont d'un autre département.

Q. Voulez-vous regarder les formules 241, 242 et 243 et expliquer ce que vous avez fait quant à ces formules-là.

R. Ce sont des mélanges semblables aux mélanges précédents.

Q. Il s'agissait là de quoi?

R. De Native Sherry, qui coûtait \$2.78 et qui a été vendu à \$2.25, je crois.

Q. Vous l'avez vendu à meilleur marché que le prix coûtant?

R. Oui, monsieur.

Q. Pourquoi avez-vous fait cela?

R. Parce que les vins n'avaient pas la valeur que la Commission avait payée, alors nous avons décidé de les passer comme cela.

Q. La Commission, dans cette circonstance-là, a payé aux vendeurs autorisés plus que le vin ne valait réellement?

R. Oui.

Q. Et elle l'a vendu, comme vous dites, à meilleur marché que le prix coûtant pour pouvoir écouler cette marchandise.

R. Oui, monsieur.

Q. Le mélange 244 représente quoi?

R. Du "Imported Port".

Q. Est-ce vous-même qui l'avez fait?

R. Oui, monsieur.

Q. Qu'est-ce que vous en dites, de cette marchandise?

R. C'est un mélange régulier.

Q. Qu'est-ce que vous dites du mélange 245? Est-ce que c'est la même chose?

R. C'est la même chose.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. D'après une note que j'ai ici relativement au mélange 245, je vois que vous avez mis dans ce mélange un *blend* de la Commission; y a-t-il quelque chose comme cela?

R. Non. Il y a un *blend* de 40 gallons mélangé avec du Port de Nicolai.

Q. D'où provenait ce *blend* là?

R. C'est un mélange de bouteilles, ou quelque chose comme cela.

Q. C'est une des marques de la page 36?

R. Ça peut provenir de là; c'est une marque.

PAR M. NICOL:

Q. Dans tous les cas, ce *blend* a-t-il été examiné, avant de faire le mélange ?

R. Oui, monsieur.

Q. De quel qualité était-il ?

R. C'était un vin de bonne qualité pour vendre à ce prix-là.

Q. Maintenant, voulez-vous regarder les formules 324, 325, 326 et 327, au sujet desquelles M. Michaud a été interrogé.

(Le témoin réfère à ces différentes formules).

Q. Je trouve à la formule 324, la mention "Shipped to Bright & Co." Qu'est-ce que cela veut dire, cela ?

R. Cela veut dire que nous avons reçu un char de vin de cette maison-là, et, après l'avoir mis dans les "vats", je me suis aperçu que le vin n'était pas en bonne condition. Nous avons écrit à la maison Bright, qui a envoyé un expert, et, ensuite, nous a demandé de retourner tous ces vins à la manufacture.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'était un vin qui avait été expédié par Bright et que vous avez retourné à Bright ?

R. Oui.

Q. Parce qu'il n'était pas en bonne condition ?

R. Oui. Vous voyez que, dans ces mélanges-là, il y a d'autres sherry mélangés parmi ceux-là. Je me suis aperçu que le vin de la maison Bright n'était pas en bon état, seulement après qu'on eut clarifié les vins. L'expert de la maison Bright a trouvé que leur vin n'était pas convenable et il nous a demandé de le retourner.

Q. Et vous avez retourné ce vin-là ?

R. Tout le vin de ce même mélange, même celui qui n'avait pas été mélangé, parce que c'était leur vin qui n'était pas bon.

Q. Tous ces numéros, que je viens de vous nommer, sont dans les mêmes conditions et ils ont tous été retournés ?

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous ne l'avez pas vendu, par conséquent ?

R. Non, monsieur.

PAL M. NICOL.

Q. Alors, ceci ne peut pas affecter le public ?

R. Aucunement.

Q. 332 n'a pas été retourné ?

R. Non.

Q. 329 et suivants ?

R. C'est un mélange de "Rich Port". C'est un vin que nous avons vendu, si je me rappelle bien, à \$5.00 le gallon, ou \$5.75.

Q. Et le mélange a été fait avec différentes marques de vin provenant des maisons mentionnées dans le livre ?

R. Oui.

Q. Pour chaque formule, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Vous avez fait ces mélanges-là dans quel but ?

R. Dans le but d'avoir un mélange uniforme.

Q. Est-ce que le résultat obtenu a été bon ?

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Avant de faire ces mélanges-là, est-ce que le vin était préparé, clarifié ?

R. Le vin est clarifié après que le mélange a été fait.

Q. Vous l'analysez ?

R. C'est-à-dire que tous ces vins-là ont été analysés, à leur arrivée à la Commission.

PAR M. NICOL:

Q. On a interrogé M. Michaud au sujet des mélanges 334 et 337; qu'est-ce que vous dites de ces mélanges-là ? Qu'est-ce que vous avez fait ?

R. C'est un mélange de vins pour vendre à \$3.25 le gallon.

Q. Provenant de qui ?

R. Provenant de toutes les différentes maisons.

Q. Différentes marques de vins provenant des différentes maisons qui sont mentionnées là ?

R. Oui.

Q. Une dizaine de maisons ?

R. Oui.

Q. C'était encore dans le but de faire un vin uniforme ?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous avez vendu ces vins-là à un prix raisonnable ?

R. \$3.25.

Q. Est-ce que c'était un vin potable ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que c'est plus cher que ce que les vendeurs l'auraient vendu, s'ils avaient continué leur commerce.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je m'objecte à cela. Est-ce plus cher que le prix que le vendeurs l'auraient vendu s'ils avaient continué leur commerce ? Qu'est-ce que nous avons à faire avec cela ? Nous ne sommes pas intéressés à connaître les prix des vendeurs autorisés. Nous en avons assez entendu parler, dans le temps des vendeurs autorisés. Je m'objecte à la question, Monsieur le président, comme étant étrangère à l'objet de cette enquête.

M. NICOL.—Très bien, je n'insiste pas plus que nécessaire.

Q. Voulez-vous retourner à 388; il est question là, je crois, d'un vin refusé.

R. Pas à 388.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous avez du vin de messe dans 388 ?

R. Oui.

Q. Pourquoi ?

R. C'est une petite balance de vin de messe d'un gallon et demi que nous avons passé dans le vin canadien. Le vin de messe est supérieur au vin canadien.

Q. Pour lui donner une meilleure qualité encore ?

R. Evidemment.

Q. Il y a le numéro 385: c'est là qu'est mentionné le mot "refusé": 54 gallons refusés.

R. C'est la même chose que le cas précédent que j'ai expliqué. C'est du vin canadien qui a été refusé, probablement parce que le vin n'était pas en parfait état. Quand je l'ai mis dans ce mélange-là, le vin était parfaitement correct.

Q. S'il y avait eu quelque chose de défectueux, vous y auriez remédié.

R. Oui.

Q. Quand vous l'avez mis dans le mélange, vous dites qu'il était en parfait état.

R. Évidemment.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Au No 388, est-ce qu'il n'y a pas du vin refusé aussi?

(Le témoin réfère au No 388).

R. Non, monsieur.

PAR M. NICOL:

Q. Maintenant, voulez-vous regarder les Nos 390, 391 et 392, sur lesquels on a interrogé M. Michaud.

(Le témoin réfère à ces numéros.)

Q. Est-ce qu'il y a quelque chose de spécial là-dedans?

R. Non, monsieur. Ce sont tous des vins qui ont été mélangés dans les blends. 390, 391 et 392, ce sont des vins qui ont été rapportés.

Q. De 90, 91 et 92?

R. Oui.

Q. Et traités de nouveau?

R. Je ne le crois pas. C'est probablement une erreur de comptabilité qu'il y a, je ne sais pas. Ce sont les mêmes vins.

Q. 398, pouvez-vous dire qu'est-ce que c'est.

R. Ce n'est pas de mon département.

PAR LE PRÉSIDENT

Q. A 398, il y a une entrée "vieux stock de magasins"; qu'est-ce que cela veut dire?

R. Cela, ce sont des bouteilles qui ont été retournées du magasin, du vieux stock. La Commission avait envoyé de ces vieux vins des anciennes maisons, et il nous en a été retourné longtemps après. Ces vins-là, qui étaient probablement troubles, ont été retournés, ouverts et vidés dans des barils, puis clarifiés de nouveau.

PAR M. NICOL:

Q. Une fois clarifiés dans quel état étaient-ils?

R. En parfait état.

Q. Et c'est dans ces conditions-là qu'on les utilise, comme on l'a fait pour le mélange dont il est question à la formule No 388, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, voulez-vous regarder le No 507.

(Le témoin réfère au No 507).

Q. Il est dit là que vous avez fait combien de gallons?

R. ...

Q. 128 gallons, n'est-ce pas?

R. 128 gallons, oui.

Q. Est-ce que c'est un mélange régulier?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que c'est que les 15 gallons que l'on voit là?

R. Ce sont 15 gallons de liqueur de Bourgogne.

Q. Qu'est-ce que c'est?

R. Ces 15 gallons de liqueur de Bourgogne n'étaient certainement pas de la liqueur de Bourgogne. Il est arrivé des erreurs de ce genre-là, lors de la réception des marchandises. Par exemple, il y avait probablement du vin de Port, ou du vin canadien, qui avait été mis dans un baril à Bourgogne, et à la réception, ils ont entré ce vin dans le livre de réception comme étant de la liqueur de Bourgogne. Quand j'ai ouvert ces barils-là, je me suis aperçu que ce n'était pas de cette marchandise-là, alors je l'ai passée dans le vin canadien; mais, comme il avait été entré d'abord dans le livre comme liqueur de Bourgogne, pour les fins de la comptabilité, il fallait l'entrer comme liqueur de Bourgogne.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il fallait continuer à l'appeler du même nom qui lui avait été donné à la réception?

R. Exactement.

PAR M. NICOL:

Q. C'est ce qui explique la présence dans ce mélange d'une liqueur de Bourgogne?

R. Oui.

Q. C'étaient des vins qui avaient été mis dans des barils portant la marque d'un vin différent?

R. Exactement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Voulez-vous regarder aux pages 105 et 106: y a-t-il quelque chose de particulier au sujet de ces mélanges?

LE TÉMOIN.—Quel numéro?

LE PRÉSIDENT.—426.

R. Ce sont toutes des bouteilles qui ont été vidées, comme vous l'avez vu à la page 36.

Q. Vidées dans des barriques?

R. Vidées dans des barriques pour faire un mélange plus tard.

Q. Ce sont les Nos 426 à 430?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Cela fait un total de combien?

R. 5076 bouteilles.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Qu'est-ce que c'est, cela?

R. Ce sont tous des vins de différentes marques.

Q. Est-ce un mélange ou simplement une indication de marques?

R. C'est une indication de marques, le mélange a été fait par la suite. Ceci, c'est comme ce que je vous ai expliqué précédemment: le port avec le port le sherry avec le sherry, le claret avec le claret, etc.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Les différentes marques de vins de même nature ont été versées dans un même quart?

R. De même nature, oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Les numéros 426 à 430 ne représentent pas un mélange?

R. Non, monsieur.

Q. C'est simplement une liste de produits?

R. C'est une liste de bouteilles vidées.

Q. Et mélangées ailleurs?

R. Oui.

Q. Le mélange apparaît à un autre endroit du livre?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Mélangés d'abord ensemble, quand vous les avez versés dans le quart?

R. Oui, mais des vins de même nature.

Q. Mais tous mélangés ensemble?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Vous avez fait comme pour la formule aux pages 36 et suivantes?

R. Oui.

Q. Vous avez pris des vins de même nature et vous les avez mis dans le même récipient?

R. Oui, monsieur.

Q. Ensuite, quand vous en avez eu besoin, vous avez pris ces vins-là pour faire des marques différentes?

R. Exactement.

Q. Est-ce que les marchandises énumérées là étaient de bonne qualité.

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous regarder à la formule 507: est-ce qu'il y a quelque chose de particulier?

R. Non.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. 507—A?

R. Non plus.

PAR M. NICOL:

Q. Tous ces mélanges-là ont été faits par vous?

R. Oui, monsieur.

Q. On peut les prendre les uns après les autres...

R. Oui.

Q. Et qu'est-ce que vous en dites?

R. Tous ces mélanges sont des bons mélanges.

Q. Voulez-vous regarder le No 551, ainsi que le No 552 dont il a été question, et nous dire s'il y a quelque chose de spécial là. Vous avez, ici, 73 gallons de vin sherry de la maison Bright; 72 gallons de sherry marqué "en fermentation", de la maison Laporte Martin. Qu'est-ce que cela veut dire "en fermentation"?

R. Cela veut dire que ces vins-là, quand j'ai pris la charge du département, ont été trouvés en fermentation et ils ont été travaillés, et quand les vins ont été en meilleure condition, nous les avons mêlés avec les autres que vous voyez là.

Q. Pour quelle raison avez-vous inscrit là les mots "en fermentation"?

R. Pour les définir pour la comptabilité

Q. Cela ne veut pas dire, alors, que, quand le mélange a été fait, le vin était en fermentation?

R. Le vin était en parfait état, nous ne mélangeons pas de vin en fermentation.

Q. Il l'avait été, mais il était en parfait état quand vous l'avez mélangé?

R. Oui.

Q. Maintenant, il a été question de vin "piqué"; voulez-vous nous expliquer ce que cela veut dire.

R. Un vin piqué, c'est un vin plus acide qu'il ne devrait être. Nous le traitons à peu près de la même façon, et quand le vin est rendu à son état normal nous le mélangeons avec d'autres vins.

Q. Je crois qu'à certains endroits, il est question de vins en mauvais état—"bad order"—qu'est-ce que cela veut dire?

R. Tous les vins marqués "en mauvais état", ou "in bad order", ce sont des vins qui ont été retournés troubles et qui ont été vidés et ensuite revidés dans le tonneaux pour être revendus au gallon.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Après avoir été clarifiés?

R. Évidemment.

PAR M. NICOL:

Q. Dans certains mélanges, que je n'ai pas sous la main, il est question de "fond de barrique"; qu'est-ce que cela veut dire, cela? Voulez-vous l'expliquer au comité?

R. Quand nous vidons une "vat"—ou une tonne de vin—il reste toujours un fond de 10, 15 ou 20 gallons, suivant la grandeur de la tonne. Ce fond de baril ou de tonne, nous le sortons pour le filtrer et ensuite le remélanger dans un autre mélange.

Q. De quelle qualité est ce vin-là?

R. De la même qualité que le vin qu'il y avait dans la barrique.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Regardez donc le No 569.

R. "Rich and F... Body Sherry".

PAR M. NICOL:

Q. Qu'est-ce que ça veut dire, cela?

R. C'est un vin canadien vendu sous ce nom-là, au prix de \$3.25 le gallon.

Q. C'est là qu'on a entré le mot "piqué", pour le Sherry Lopez ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que ça voulait dire, cela ?

R. Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, c'est un vin qui était piqué et qui a été travaillé; il a été passé, quand le vin était en bon état.

Q. Est-ce qu'il y a des maladies du vin qui sont reconnues par ceux qui s'occupent de vins ? Des défauts que l'on appelle des maladies ?

R. Oui. Parmi ces maladies il y a le vin en fermentation, ou piqué. Piqué, c'est quand il commence à fermenter.

Q. Est-ce que les vins, dans cet état-là, peuvent être traités ?

R. Oui, monsieur.

Q. Après que les vins ont été traités, est-ce qu'ils reviennent à leur état naturel ?

R. Oui.

Q. Et dans ces conditions-là, est-ce qu'ils sont aussi potables qu'ils l'étaient avant ?

R. Oui.

Q. Ce que vous avez fait dans ces différents mélanges que nous venons de voir, est-ce que c'était quelque chose qui se faisait couramment dans le commerce ?

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Le mélange des vins, est-ce une chose qui se fait couramment ?

R. Continuellement.

PAR M. NICOL :

Q. Savez-vous si, en Europe, en France et ailleurs, les producteurs de vin se contentent de vendre le produit de leurs vignobles, ou s'ils achètent des producteurs voisins et font de mélanges, eux aussi ?

R. Je ne suis jamais allé en Europe, mais je sais que tous les producteurs de vin font des mélanges, parce qu'ils n'en produisent pas suffisamment eux-mêmes pour les vendre avec avantage.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Vous ne savez pas cela personnellement ?

R. Je n'y suis jamais allé.

PAR M. NICOL :

Q. Il y a des auteurs qui traitent de ces questions-là, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Les avocats s'instruisent dans les livres, vous avez le droit de faire la même chose, je suppose ?

R. Exactement.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Dans plusieurs formules vous avez les mots "Vin Muscat" qui apparaissent; qu'est-ce que c'est que ce vin-là ?

R. Le Muscat est un vin plus sucré que les vins ordinaires.

Q. Alors, vous l'avez employé à quoi, pour quoi?

R. J'en ai passé dans les Terragone, j'en ai passé dans les vins canadiens, suivant l'état du vin.

Q. Pour le rendre plus sucré?

R. Pour le rendre plus sucré, exactement.

PAR M. NICOL:

Q. Voulez-vous regarder les formules 640, 641, et 642, dont il a été question avec M. Michaud.

(Le témoin réfère à ces formules)

Q. Qu'est-ce que ça représente, cela?

R. 23 gallons de Muscat piqué, passés dans 121 gallons de Native Port, de Bright.

Q. C'est un des mélanges où il est question de ce vin Muscat?

R. Oui.

Q. Et, dans ce cas-ci, il était piqué?

R. Il était piqué.

Q. Qu'est-ce que ça veut dire, cela?

R. C'est un vin qui était plus acide que les autres, qui a été travaillé et qui a été passé, après qu'il eût été guéri de sa maladie, dans ces vins-là.

Q. Ce qui en est résulté, est-ce que c'était un vin potable?

R. Après, oui.

Q. Ce n'était pas un vin cher, n'est-ce pas?

R. Non, \$2.26 le gallon. Il a été vendu \$1.70.

Q. C'est la même chose pour la formule 641?

R. C'est la même chose pour les formules, 641, 642, 643.

Q. Dans les formules 647 à 664, qu'est-ce que l'on trouve là?

R. La même chose que 641 et 642.

Q. On trouve du vin Muscat piqué?

R. Oui.

Q. Et dans d'autres cas, un peu plus loin, n'est-ce pas, vous allez trouver "en fermentation", n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Cela veut dire qu'à un moment donné, ces vins-là étaient dans quel état?

R. Ces vins-là étaient en fermentation et nous les avons travaillés, et après que le vin eût été guéri de la maladie nous l'avons passé dans le Native Sherry.

Q. Ce que vous avez dit tout à l'heure, dans votre examen, s'applique à tous ces mélanges qui sont mentionnés là?

R. A tous ces mélanges-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Dans vos mélanges, vous n'avez pas employé de vin piqué ou de vin en fermentation?

R. Jamais.

PAR M. NICOL:

Q. Ces mots ont été mis là pour fins de comptabilité seulement?

R. Oui, monsieur.

Q. Regardez donc les formules 689, 690 et 691, au sujet desquelles M. Michaud a été interrogé.

R. C'est la même chose que les autres formules.

Q. Et dans les mêmes conditions?

R. Exactement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. 693?

R. 693: Medium Dry Sherry.

PAR M. NICOL:

Q. Qu'est-ce que c'est, cela?

R. Ce sont 8 gallons de Sherry retournés du Café Bouillon.

Q. Les mots "bad odor" ont été entrés là pourquoi?

R. "Bad odor", ces mots s'appliquent à un vin troublé, ou vin sale.

Q. Est-ce que ces mots ont été entrés là pour fins de comptabilité aussi?

R. Bien, quand il est retourné, il est entré dans la comptabilité comme étant un vin en mauvaise condition.

Q. Vous l'avez traité, avant de le mettre dans ce mélange-là?

R. Il n'y avait aucun traitement à faire, seulement à le clarifier?

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. 693?

R. C'est la même chose.

Q. Il y a deux mélanges dans 693?

R. C'est un seul mélange de vins en mauvaise condition. Ce sont des vins de différentes maisons, qui ont été mélangés ensemble pour en faire une marque uniforme. C'est le même mélange dans 693 et 694.

Q. Vous l'avez partagé entre le 693 et le 694?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Après l'avoir clarifié?

R. Oui. Je l'ai mis dans les tonnes et je l'ai clarifié ensuite.

PAR M. NICOL:

Q. M. Michaud a été interrogé au sujet des formules suivantes, 696 à 698; quelles explications avez-vous à donner au sujet de ces mélanges-là?

R. La même chose que les autres.

Q. Je passe aux pages 174 et 175; on y trouve la même chose. Aux nos 701, 702, 703, 704, 705 et 707, vous trouvez à peu près les mêmes entrées.

R. Jusqu'à 706, ce sont des Native Port; 707, c'est du Tarragone.

Q. Et quand le mot "piqué" se rencontre, est-ce que vous donnez la même explication que vous avez donnée déjà?

R. Exactement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. 713?

R. Ici, vous avez un Rich Port.

PAR M. NICOL:

Q. Qui provient de différents magasins?

R. Qui provient de différents magasins et de bouteilles retournées des magasins.

Q. Est-ce qu'il y avait, dans ce mélange-là, des liqueurs non potables, des mauvaises liqueurs, qui sont entrées dans ce mélange-là?

R. Non, monsieur. Il y a aussi des marchandises saisies.

Q. Les marchandises saisies, est-ce qu'elles sont examinées avant d'entrer dans un mélange?

R. Dans les marchandises saisies, les vins s'en viennent dans mon département, et tous les vins qui sont jugés en bonne condition sont gardés et, s'ils sont en mauvaise condition, ils sont retournés au département des saisies.

Q. Alors, êtes-vous en position de dire que tout ce qui est entré dans ce mélange-là, était en parfait état au moment du mélange?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous regarder la formule 775?

(Le témoin réfère à 775).

R. "Light and very dry Port"

Q. C'est un mélange ou blend qui a été fait de combien de sortes de vins?

R. Deux sortes.

Q. Quelles sortes?

R. "Light and very Dry" et "Dark and Rich".

Q. Est-ce que c'est un mélange usité, cela?

R. Oui.

Q. Voulez-vous regarder le mélange 802 et dire de quoi il est composé?

R. De Vermouth français.

Q. Est-ce qu'il a été fait par vous?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a quelque chose d'irrégulier dans ce mélange-là?

R. Non, monsieur.

Q. Il est composé de bonnes liqueurs?

R. De Vermouth français.

Q. Maintenant, monsieur Daoust, le mélange 803, qu'est-ce que vous en dites?

R. Ce sont des vins canadiens.

Q. Mélanges faits par vous aussi?

R. Oui, la même chose que les autres?

Q. C'est vous qui êtes en charge, aujourd'hui, du département des vins, n'est-ce pas, comme vous l'avez dit?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce qu'il vous reste encore, à la Commission des liqueurs, des vins provenant des anciens licenciés?

R. Il en reste encore un peu. Je ne peux pas dire exactement combien, mais quelques centaines de gallons seulement.

Q. Comment pouvez-vous comparer les mélanges faits par vous aujourd'hui, et ceux qui étaient faits au début des opérations de la Commission des liqueurs, quant aux éléments qui entrent dans ces mélanges?

R. Aujourd'hui, ça n'est pas du tout la même chose; nous importons des vins de telle ou telle marque, de telle ou telle maison, et ils sont passés tels qu'ils sont. Il n'y a aucun mélange de fait aujourd'hui.

Q. Aujourd'hui, vous achetez des vins de France, ou d'autres pays?

R. De France, du Portugal, d'Espagne.

Q. Et ces vins-là sont...

R. Sont passés nature.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Voulez-vous dire par là que vous les vendez tels que vous les recevez ?

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Alors, quelle qualité de vin la Commission des liqueurs vend-elle au public aujourd'hui.

R. Des vins de première qualité.

Q. Est-ce que les vins vendus aujourd'hui par la Commission des liqueurs peuvent se comparer, quant à la qualité, aux vins que l'on vendait ici, lorsque la Commission des liqueurs a commencé son commerce ?

R. Les vins que nous vendons aujourd'hui sont supérieurs à ceux que l'on vendait dans ce temps-là, parce que, dans ce temps-là, il n'y avait pratiquement pas de vins de Port importés du Portugal ou d'Espagne, c'étaient tous des vins de Californie, parce qu'il n'y avait pas moyen de se procurer ces vins-là de l'autre côté.

Q. Aujourd'hui, la Commission vend des vins importés et les vend nature ?

R. Nature.

Q. A présent, malgré que les vins que vous vendez aujourd'hui soient meilleurs, d'après vous, que ceux qui étaient vendus par les anciens licenciés, est-ce que les mélanges faits par vous avec des vins que la Commission avait obtenus des anciens licenciés, et dont vous avez parlé au cours de votre témoignage, étaient des vins potables que l'on pouvait vendre au public en toute sûreté.

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous dites que c'est vous qui avez présidé au mélange des vins depuis le 15 de janvier, 1922 ?

R. Depuis à peu près cette date-là.

Q. Avez-vous jamais employé un mauvais vin dans les mélanges que vous avez faits ?

R. Jamais.

R. Vous n'avez jamais employé de vin piqué ?

R. Jamais.

Q. Ni de vin en fermentation ?

R. Jamais.

Q. Ni sûr ni autrement ?

R. Jamais.

Q. Tous les vins que vous avez employés étaient de bonne qualité ?

R. En parfaite condition.

Q. Vous les avez traités quand ils étaient piqués ou qu'ils étaient malades ?

R. Oui, monsieur.

PAR M. NICOL:

Q. Vous avez eu une longue expérience avec les anciens licenciés; pouvez-vous dire si les vins que la Commission vend aujourd'hui, vins de bonne qualité, comme vous l'avez dit aujourd'hui, sont vendus par la Commission moins cher que ces mêmes vins étaient vendus du temps des anciens vendeurs, à votre connaissance ?

R. Bien, si vous considérez l'époque de la guerre, et même après la guerre, la Commission aujourd'hui vend des vins meilleurs à meilleur marché, parce que, dans ce temps-là, il n'y avait pas moyen de se procurer des vins, comme je l'ai dit, et les vins étaient hors de prix. Mais si nous prenons l'ancien temps, avant la guerre, les maisons de gros, les bonnes maisons, qui faisaient du commerce régulier avec les épiciers, ils vendaient des vins à peu près la même chose que la Commission vend aujourd'hui—dans l'ancien temps.

Q. Cela, c'était les maisons de gros ?

R. Oui.

Q. Est-ce que le détail, lui, vendait plus cher ?

R. Il était supposé vendre plus cher, il fallait qu'il fasse son profit.

Q. C'est-à-dire que les prix des marchands de gros avant la guerre, étaient à peu près les mêmes que les prix de la Commission aujourd'hui ?

R. Oui.

Q. Les prix de détail de la Commission des liqueurs, puisqu'elle ne vend pas autrement qu'au détail ?

R. Oui.

Q. Alors, entre les prix des marchands de détail avant la guerre et les prix de la Commission des liqueurs, il y a la différence du profit du marchand de détail, n'est-ce pas ?

R. Oui.

R. Il faudrait ajouter aux prix de la Commission des liqueurs aujourd'hui, le profit du marchand détaillier ?

R. Oui.

Q. Ce profit va au bénéfice du public ?

R. Oui.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. LANGLAIS:

Q. Avez-vous eu quelque chose à faire avec l'achat des vins des débitants de liqueurs ?

R. Non, monsieur.

Q. Avez-vous quelque chose à faire dans la fixation des prix que la Commission des liqueurs charge au public pour ses marchandises ?

R. Non, monsieur j'ai seulement à préparer les vins.

Q. Vous n'avez aucune comptabilité à faire ?

R. Non, monsieur.

Q. Et vous ne savez pas quels sont les prix qui ont été payés par la Commission des liqueurs aux anciens débitants.

R. Oui, parce que je les ai ici, les prix, ils sont marqués dans les prix.

Q. Est-ce vous qui avez fait ces entrées dans le livre ?

R. Ce n'est pas moi, seulement c'est moi qui les ai fait faire; j'ai donné instruction de les faire.

Q. Est-ce que vous savez le prix qui a été payé ?

R. Par le prix qui est marqué dans le livre, oui.

Q. Vous ne connaissez que le prix qui est marqué dans le livre ?

R. Si je ne connaissais pas les prix qui ont été payés, je ne pourrais pas faire le mélange—je ne pourrais pas faire les prix du mélange.

Q. Vous êtes la seule personne chargée des mélanges pour les vins canadiens ?

R. Les vins canadiens et tous les autres vins, à part des vins français.

Q. Tout ce qu'on appelle vulgairement "Native Wines"?

R. Non, monsieur, pas seulement cela, il y a beaucoup de sortes de vins qui ne sont pas des Native Wines. Les Native Wines sont les vins fabriqués au pays.

Q. Quels sont les autres vins dont vous vous servez?

R. Nous avons des vins du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Madère, etc; toutes les marques.

Q. Vous n'exceptez que le vin français qui tombe dans le département d'une autre personne.

R. Qui n'est pas sous ma juridiction.

Q. Quand la Commission achète du vin, elle le place d'abord dans votre département?

R. Tout le département des vins est mon département; seulement, nous n'avons pas assez d'espace chez nous pour loger tous les vins que nous avons, et nous en avons en entrepôt un peu partout.

Q. Est-ce que tous les mélanges se font dans votre département?

R. Oui, monsieur.

Q. Et, naturellement, c'est vous qui êtes payé, à l'heure qu'il est, pour faire ces mélanges-là?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous n'avez aucun intérêt quelconque, n'est-ce pas, à dire que les mélanges que vous avez faits sont des mélanges inférieurs, pour le public?

R. Non, monsieur. Tout ce que j'ai fait, je l'ai toujours fait dans l'intérêt du public.

Q. Vous l'avez fait dans l'intérêt du public?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous l'avez fait aussi croyant que c'était un mélange parfaitement correct, n'est-ce pas?

R. Oui, et j'en suis positif.

Q. Quand vous prenez différentes marques de vins, 500 ou 1000, ou 2000 bouteilles, et que vous les mettez dans la même tonne, est-ce que vous êtes en état de jurer que c'est un vin parfaitement bon?

R. Oui, monsieur.

Q. Alors, pourquoi ne le faites-vous plus aujourd'hui?

R. Parce que nous n'avons plus de ces vins-là; nous avons disposé de toutes ces marques que nous avions achetées des anciens vendeurs.

Q. Vous n'êtes pas capables de vous procurer de ces vins-là à l'heure qu'il est?

R. Puisque nous avons fait notre possible pour nous en débarrasser, puisque nous nous sommes débarrassés de tous ces vins-là, il ne nous en reste pas.

Q. Puisque vous vous êtes débarrassés de tous ces vins-là il ne vous en reste pas?

R. De ces marques-là.

Q. Alors, vous ne faites plus de mélanges aujourd'hui?

R. Non, monsieur.

Q. Et vous considérez que les vins que vous vendez aujourd'hui, maintenant que vous ne faites plus de mélanges, sont supérieurs, à ceux que vous vendiez lorsque vous faisiez des mélanges?

R. C'est-à-dire, oui, parce que nous n'avions pas, dans ce temps-là, des vins de Port du Portugal, ni des Sherry d'Espagne; nous nous servions presque

exclusivement de vins de Californie. Aucune maison de gros, dans ce temps-là, n'avait aucun vin de prix medium; elle n'avait que des vins inférieurs, ou des vins très chers, que ces maisons-là n'ont pas pu vendre et qu'elles ont retournés à la Commission.

Q. Voulez-vous, s'il vous plait, référer au mélange 519, volume 3 des vins, en date du 13 mars, 1925, livre que je vous exhibe, et me dire, si vous avez des mélanges dans ce No 519, par exemple, blend 488, blend 471, blend 456, qu'est-ce que cela veut dire, cela?

R. 488, c'est le fond, le résidu de la tonne 488, du mélange 488. Après avoir été filtré, il a été transféré dans le mélange 519, qui était un vin de même nature, un vin pareil. C'est la même chose pour le blend 471 et le blend 456.

Q. 471, vous voyez que ce sont différentes marques de vins qui ont été mêlées ensemble.

R. Oui, du vin canadien.

Q. Du Bright?

R. Du Bright, du Stanford Park, et 2 gallons retournés d'un magasin.

Q. 468, c'est du Stanford Park et du Bright mêlés à du No 326?

R. C'est encore le fond de la tonne du blend précédent.

Q. Est-ce que vous pensez que ce ne sont pas des mélanges, cela?

R. Non, monsieur.

Q. Vous pensez que, quand vous prenez le mélange No 468 et que vous y mettez deux autres blends, 326 et 330, que vous ne faites pas un mélange?

R. Non, monsieur, puisque c'est du vin de même nature. Si vous prenez le No 328 et le No 326 vous allez voir que c'est du Stanford Park et du Bright.

Q. Et un autre vin qui vient de vos magasins?

R. C'est du vin canadien qui a été retourné d'un magasin.

Q. Est-ce que c'est le même vin exactement?

Q. Exactement, c'est marqué, là.

Q. Dans le mélange No 456, Native Sherry, vous avez du Toussaint?

R. Oui.

Q. Quelle date?

R. 7 janvier, 1925. Il est entré dans le mélange du 13 mars.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous avez du vin Toussaint, du Bright et du Stanford Park?

R. Oui, monsieur.

PAR M. LANGLAIS.

Q. Ceci a été mélangé le 13 mars, dans le mélange 519?

R. Oui, qui est la même chose.

Q. C'est à dire, c'est du vin Sherry, mais provenant de différentes maisons?

R. De deux maisons différentes.

Q. La maison Toussaint?

R. Oui.

Q. La maison Bright?

R. Oui.

Q. Et la maison Stanford Park?

R. Oui.

Q. Trois maisons, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Êtes-vous capable de jurer que c'était le même vin ?

R. Oui.

Q. Pourquoi ?

R. Parce que c'est du Native Sherry. Si ce n'eut pas été du Native Sherry, il ne serait pas entré dans ce blend-là.

Q. Native Sherry, n'est-il pas vrai que c'est le nom sous lequel vous le vendez ?

R. Oui.

Q. Vous le composez avec des vins de différentes marques qui viennent de différentes maisons.

R. C'est du Native Sherry de différentes marques. Quel que soit le blend, c'est toujours du Native Sherry quand même.

Q. C'est toujours du même vin, mais ce sont des Sherry de différentes marques ?

R. Les marques de Bright, de Stanford Park.

Q. C'est celui-ci que je ne comprends pas.

R. C'est ce que j'ignore.

Q. Il est marqué là "Native Sherry", qu'est-ce que cela veut dire ?

R. Il est marqué "From diverse stores, Native Sherry, 2 gallons". C'est du Sherry qui a été retourné, probablement, de deux magasins différents, un gallon de chaque magasin, et qui a été remis dans une tonne de Native Sherry.

Q. Vous n'êtes pas capable de jurer que ces vins Native Sherry qui portaient différentes marques, étaient du Stanford Park ou du Bright ?

R. Oui, parce que vous allez trouver pas autre chose que du Stanford Park et du Bright dans tous les mélanges de Native Sherry, et de, quelquefois du Toussaint; le restant, c'est tout du Port.

Q. Ce Native Sherry, No. 519, vous l'avez entré à 84c., prix coûtant, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et il est vendu \$2.00.

R. Oui, monsieur.

Q. Quel est le pourcentage de profit sur ce vin-là ?

R. Il est marqué là; de 84c à \$2.00.

Q. Le No 514 est-il vendu en bouteille ou au gallon ?

R. Ces vins-là sont généralement vendus au gallon; il peut aussi avoir été embouteillé.

Q. Généralement, tous ces vins-là sont vendus au gallon ?

R. Oui.

Q. Le No 514, page 95, il vous coûte \$1.00 et il est vendu \$2.20, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Le No 511, à la page 94, vous coûte 89c et est vendu \$1.75 ?

R. Je crois qu'il y a erreur, là; aujourd'hui c'est \$1.50, je crois.

Q. Dans le temps, ce n'était pas une erreur, il était payé 89c et vendu \$1.75

R. Oui.

Q. Le No. 513, à la même page, coûte 88c et est vendu \$1.75 ?

R. Oui. Ces prix-là ne sont pas de mon ressort, je n'ai rien à faire avec les prix vendants.

Q. Vous n'avez rien à faire avec les prix vendants en ce sens que ce n'est pas vous qui les fixez, mais vous les constatez ?

R. Oui.

Q. Page 93: Le No 510 vous coûte 87c et est vendu \$2.00, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. 509, il vous coûte \$2.42 et vous le vendez \$4.00 ?

R. Oui.

Q. 507, à la page 93, il vous coûte \$2.89 et est vendu \$4.50 ?

R. Oui.

Q. Le No 506 coûte 89c et est vendu \$1.75 ?

R. Oui.

Q. Le No 503, page 93, vous coûte \$4.82, et vous le vendez \$9.00 ?

R. Oui.

Q. Les Native Port vous coûtent 89c le gallon ?

R. 89 ou 90, oui.

Q. Et vous les vendez \$1.75 ?

R. Oui.

Q. Le No 496, Lisbon White Port, vous coûte \$1.70, et vous le vendez \$3.00 ?

R. Oui.

Q. Le No 494, White Port, vous coûte \$3.43½, et vous le vendez \$6.00, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Le No 493 vous coûte \$2.78 et vous le vendez \$4.25 ?

R. Oui. Cela, c'est pour rembourser l'argent que nous avons perdu au début.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il y a des dépenses aussi ?

R. Oui.

PAR M. LANGLAIS:

Q. Le No 475, Port Six Grapes, vous coûte \$6.40, et vous le vendez \$12.00 ?

R. Oui. Ça, c'est pour les gens qui sont riches.

Q. Le No 473, il vous coûte 65c, et vous le vendez \$1.50 la bouteille ?

R. Oui.

Q. Combien de bouteilles y a-t-il dans un gallon ?

R. Six bouteilles ?

PAR M. LANGLAIS:

Q. Page 96; le No 444 vous coûte \$1.87 et vous le vendez \$3.00 ?

R. Oui.

Q. Le précédent vous coûte \$1.54 et vous le vendez \$2.50 ?

R. Oui.

Q. Le No. 441, Native Sherry, vous coûte 85c et vous le vendez \$2.25 ?

R. Oui.

Q. Il coûtait plus cher au mois de décembre, n'est-ce pas, le prix a été changé, vous le vendiez \$1.75 alors ?

R. Non, non. Ceci, c'est du Sherry et il a toujours été à \$2.25, c'est le Port qui a été à \$1.75.

Q. Il vous coûte 89c le gallon et vous vendez au gallon aussi ?

R. Oui, nous vendons au gallon.

Q. Tous les Native Sherry vous coûtent 89c et vous les vendez \$2.25 ?

R. Ils coûtent 89c, depuis un certain temps

Q. Dans le livre, ici, ils vous coûtent cela ?

R. Oui.

Q. L'examen des vins, monsieur Daoust, faites-vous cela simplement au goûter ?

R. Tous les vins à l'arrivée sont envoyés à l'analyse, aux chimistes, qui les analysent, et ils m'envoient une copie de l'analyse, chaque fois.

Q. C'est lui qui vous déclare les maladies ?

R. Oui, monsieur, s'il y en a.

Q. Quand le vin est guéri, est-ce au goût que vous vous en apercevez ?

R. On peut s'en apercevoir au goût facilement, celui qui connaît son affaire.

Q. Je veux savoir si c'est votre manière.

R. Anciennement, oui. Aujourd'hui, nous avons un laboratoire, et quand il y a quelque chose, je ne prends pas la peine de les examiner. Si je découvre que les vins ne sont pas en bonne condition, je les envoie tout de suite au laboratoire pour les faire analyser.

Q. Êtes vous capable de dire combien de vin vous avez refusé ou envoyé aux manufacturiers de vinaigre.

R. Je ne peux pas le dire de mémoire, non.

Q. Vous ne vous en rappelez pas de mémoire ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous n'avez aucune idée de cela ? Avez-vous des livres ou des documents qui puissent indiquer cela ?

R. Oui, je puis vous les donner. La comptabilité est plus en état que moi de vous les donner, cependant, je les ai moi-même.

RE INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. On vous a parlé de l'examen des vins: il y a plus d'un examen que l'on peut faire d'un vin, n'est-ce pas ? Il y a l'examen chimique, comme vous venez de le dire ?

R. Oui.

Q. Et vous-même, vous faites ce que l'on appelle un examen physique, n'est-ce pas ?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. La dégustation ?

R. La dégustation.

PAR M. NICOL:

Q. On vous a demandé de dire combien de gallons de vins, à peu près, avaient été vendus pour du vinaigre; à part du vin vendu pour du vinaigre, est-ce que la Commission fait distiller du vin pour en extraire les alcools ?

R. Oui, monsieur.

Q. Des vins qui n'étaient pas bons comme vins, mais l'alcool qu'on en extrayait était bon ?

R. Oui; c'est-à-dire qu'ils ont extrait l'alcool de dedans.

Q. Vous avez fait cela ?

R. Oui.

Q. Pour ne pas perdre le produit complètement ?

R. Oui.

Q. Maintenant, il a été question des prix actuels, on vous a demandé les prix de différents vins, \$1.10, 89c, 90c, etc; les prix coûtants que vous avez donnés, est-ce que ce sont des prix bruts?

R. Bruts.

Q. La Commission est-elle obligée de garder ces vins-là pendant quelques mois avant de les vendre?

R. Souvent, assez longtemps.

Q. Ceci, n'est-ce pas, ajoute au coût du vin?

R. Certainement; ensuite, à part cela, il y a beaucoup d'évaporation à ajouter, il y a aussi l'emmagasiner.

Q. Ensuite, vous êtes obligés de les envoyer dans les entrepôts?

R. Oui.

Q. Il y a la main d'œuvre?

R. Oui.

Q. Cela coûte quelque chose aussi?

R. Oui.

Q. Ensuite, il y a les examens que vous faites faire?

R. Oui.

Q. Cela coûte quelque chose aussi?

R. Oui.

Q. Maintenant, il y a les frais d'administration.

R. Oui.

Q. Il y a l'embouteillage, dans certains cas.

R. Il y a l'embouteillage.

Q. L'embouteillage, combien est-ce que ça coûte, à peu près, et l'emballage des vins?

R. Nous comptons environs \$2. par caisse, de 1.50 à \$2. par caisse.

Q. Et il y a 12 bouteilles dans une caisse?

R. 12 bouteilles dans une caisse.

Q. Cela, c'est à part de la manipulation, de l'entreposage, etc.

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a l'assurance aussi?

R. A part cela, oui.

PAR L'HONORABLE M. CARON:

Q. Ces déboursés-là sont à part le montant mentionné dans le livre?

R. Oui.

Q. S'ajoute?

R. Oui.

Q. Ensuite, vous avez perdu du vin que vous avez été obligés de convertir en vinaigre?

R. Beaucoup.

Q. Vous en avez perdu beaucoup?

R. Oui.

Q. Est-ce que cette perte-là s'ajoute encore au coût?

R. Non, ça n'a rien à faire.

Q. Cela n'est pas compris dans les chiffres que vous avez dans votre livre?

R. Non.

Q. Par conséquent, cela s'ajoute encore au coût des vins que vous avez dans le livre des mélanges?

R. Je ne sais pas comment la Commission arrange cela?

Q. Cela a été une perte pour la Commission ?

R. Ça été une perte pour la Commission.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il y a eu aussi des pertes sur les premiers vins vendus par la Commission ?

R. Oui.

Q. La Commission a perdu sur les prix d'achat ?

R. Oui. Tous ces vins, qui ont été payés très cher, ont été vendus en bas du prix coûtant, en plusieurs circonstances.

PAR L'HONORABLE M. CARON:

Q. Si la Commission a fait du profit sur certains vins, elle a perdu sur d'autres ?

R. Elle a perdu beaucoup au début.

Q. Ces vins qui sont mentionnés dans ce livre, c'est le produit des blends, des mélanges ?

R. Actuellement il n'y en a pas de mélanges ?

Q. Mais je croyais que ceci était un livre de mélanges ?

R. Chaque fois que nous remplissons une tonne, nous appelons cela un blend. On convertit tant de gallons de tel ou tel vin, d'une certaine marque, pour être mis en bouteilles, ou en cruches.

PAR M. LANGLAIS:

Q. Ces chiffres que l'on trouve sous votre signature dans le volume premier, en marge, comme par exemple, à la page 51, No 179: Vermouth, \$3.55, c'est le prix coûtant du mélange que vous avez entré là, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Tous ces chiffres-là, \$1.80, \$2.71, mis en dessous de votre signature, c'est le prix coûtant ?

R. Oui.

Q. Ou le prix vendant ?

R. Le prix vendant est \$2.70.

Q. Je vous demande si c'est la valeur, \$2.71, si c'est ce que ça vous coûte

R. Oui.

Q. Quel est le prix vendant ?

R. \$2.70.

Q. Alors, c'est le prix vendant, cela ?

R. Non, monsieur; il n'est pas marqué ici, le prix vendant.

Q. Il n'est pas marqué ?

R. Non, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous dites que ce vin-là s'est vendu \$2.70 ?

R. \$2.70. Il a été vendu en bas du prix coûtant.

PAR M. LANGLAIS:

Q. Dans tous les cas, les prix vendeurs ne sont pas entrés dans ce livre-ci ?

R. Non, mais, si vous regardez la liste des prix vendeurs, vous allez voir que les prix sont à peu près ceux que je vous dis là.

Q. Dans tous les cas, ils ne sont pas dans votre livre ?

R. Non, pas ceux-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Mais, les prix vendants que vous donnez là, sont à votre connaissance personnelle?

R. Oui. Dans les commencements, des vins qui nous coûtaient \$2.65 le gallon, ont été vendus \$1.75 le gallon.

Q. Vous savez que la Commission a vendu des vins bien en dessous du prix coûtant en dessous du prix payé aux marchands.

R. Je ne suis pas au courant de cela. J'ai toujours entendu dire qu'ils avaient acheté sur les prix de factures.

Q. Savez-vous que la Commission a fait examiner des marchandises pour faire baisser les prix.

R. Pas à ma connaissance.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous ne savez pas, monsieur Daoust, que des vendeurs autorisés, ou des marchands de Montréal, n'ont reçu que 30, 40 ou 50% du prix coûtant de leur marchandise, de la Commission des liqueurs, suivant la qualité de leur marchandise.

R. Non, monsieur, je ne suis pas au courant de cela.

Q. Maintenant, si je comprends bien, ce n'est pas vous qui avez établi les prix coûtants qui apparaissent en marge des différents mélanges dans le livre des vins?

R. Non, ce n'est pas moi; seulement, j'avais un livre de tous ces prix-là, moi, dans lequel toutes les quantités qui entraient dans un mélange étaient entrées, avec le prix de chaque espèce de vin qui entrait dans le mélange, et ces différentes quantités ont été données à un homme qui s'occupait spécialement d'entrer ces quantités dans ce livre-là, avec les prix.

Q. Ce n'est pas vous qui avez établi les prix qui apparaissent dans le livre?

R. Non, monsieur.

Q. Vous ne pourriez pas nous dire exactement quels sont les frais qui ont formé le montant du prix coûtant qui apparaît dans le livre.

R. Non, monsieur, cela n'est pas de mon département.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

DÉPOSITION DE LOUIS PARMENTIER

LOUIS PARMENTIER, de Montréal, comparaît, est assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. NICOL:

Q. Vous êtes de Montréal, monsieur Parmentier.

R. Actuellement, oui.

Q. Quel est votre âge?

R. 32 ans.

Q. Vous êtes à l'emploi de la Commission des liqueurs?

R. Oui, monsieur.

Q. En quelle qualité?

R. Pour la conservation des vins de messe et des vins légers?

PAR LE PRÉSIDENT:

Depuis combien de temps êtes-vous à l'emploi de la Commission?

R. Depuis presque le début?

PAR M. NICOL:

Q. Avant d'être à l'emploi de la Commission des liqueurs, où demeuriez-vous?

R. J'ai d'abord fait un stage dans le Nord du Canada pour ma santé, pour me remettre des suites de la guerre. Auparavant, j'étais en France.

Q. Quelle était votre occupation en France?

R. J'ai toujours été dans les vins. Je suis fils de négociant, j'ai grandi dans le métier.

Q. Vous avez une expérience considérable dans le traitement des vins, n'est-ce pas?

R. Je le crois.

Q. Êtes-vous en état de nous dire de quelle façon la Commission des liqueurs de Québec achète ses vins, quelles sont les classes de vins qu'elle achète, et de quelle façon elle conserve ses vins après les avoir achetés?

R. On conserve les vins au Canada de la même façon que nous les conservons en France. C'est-à-dire que nous sommes constamment en contact avec le liquide, et dès que quelque chose d'anormal se produit, on en supprime la cause. Toutes les maladies des vins sont occasionnées par des ferments; alors, dès qu'un ferment apparaît dans un liquide, on l'élimine du liquide, et, naturellement, en supprimant la cause, on supprime le mal.

Q. Est-ce que le vin, par sa nature, est difficile à conserver?

R. Oui, monsieur, très difficile, le vin est aussi fragile que le lait.

Q. Êtes-vous au courant des vins que la Commission des liqueurs achète en France, aujourd'hui, et dans d'autres pays d'Europe?

R. Oui, monsieur.

Q. Qu'est-ce que vous avez à dire quant à la qualité de ces vins?

R. Quant à la quantité, je pourrais dire que le Canada est peut-être le second pays du monde où l'on boit des bons vins, s'il n'est pas le premier. Le premier avant la guerre, était supposé être la Belgique, mais je ne serais pas surpris qu'aujourd'hui, ce soit le Canada.

Q. Quand vous parlez du Canada, parlez-vous...?

R. De la province de Québec; enfin, ce que je connais du Canada.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Depuis que vous travaillez à la Commission, surtout.

R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. Ce que vous venez de dire pour les vins en général, est-ce que vous pouvez le dire pour les vins de messe en particulier?

R. Certainement. D'ailleurs, les vins de messe sont sous le contrôle du Père Morin, que vous avez eu l'occasion de voir ici.

Q. Maintenant, qu'est-ce que vous pouvez dire quant aux mélanges qui sont faits?

R. Le mélange est une opération légale, et même indispensable dans certains cas, car c'est le seul moyen que nous avons pour équilibrer les produits. Ainsi, on marie un vin léger avec un vin corsé, parce que le vin léger ne pourrait pas se tenir seul, ou un vin qui contient une très forte proportion de couleur avec un vin faible en couleur, ou des vins très acides avec ceux qui manquent d'acidité. C'est le seul moyen que l'on a pour équilibrer les produits.

Q. C'est exactement ce que vous faites à la Commission des liqueurs ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce que cela se fait ailleurs, à votre connaissance ?

R. Dans tous les pays du monde où l'on fait la manipulation des vins.

Q. En France ?

R. En France, en Afrique, où je suis allé, en Belgique, un peu partout.

Q. Maintenant, qu'est-ce que vous avez à dire des vins que la Commission des liqueurs reçoit de France et qu'elle vend ici, quant à la qualité.

R. Bien, il y en a pour toutes les bourses.

Q. Il y en a pour toutes les bourses ?

R. Absolument.

Q. Maintenant, quant à la pureté des vins ?

R. Tous les vins que nous recevons de France sont envoyés au laboratoire et analysés, et s'ils ne sont pas reconnus parfaitement purs par les analystes, ils sont refusés.

Q. Maintenant, pour les vins qui viennent d'Espagne, d'Italie, du Portugal ?

R. C'est la même chose, tous sont traités de la même façon.

Q. Alors, la Commission ne vend que des vins de première qualité.

R. Oui.

Q. Chacun dans leur genre ?

R. Chacun dans leur genre.

Q. Qu'est-ce que vous pouvez dire de la façon dont la Commission des liqueurs garde les vins.

R. Très bonne, c'est un très bon moyen. C'est le même principe qu'en France.

PAR M. LANGLAIS:

Q. Ce n'est pas vous qui avez la garde des vins français ?

R. Oui, monsieur.

PAR M. NICOL;

Q. Je crois que vous avez dit qu'il y avait quelquefois des vins qui étaient malades ?

R. Oui, monsieur. Bien, malades—c'est-à-dire, susceptibles de le devenir, parce qu'on n'attend pas qu'ils soient malades pour les soigner.

Q. Quand un vin est susceptible de devenir malade, qu'est-ce que vous faites ?

R. On élimine la cause, qui est toujours provoquée par des bactéries ou des mauvais ferments. On élimine ces ferments, et en éliminant le ferment on supprime la maladie.

Q. Un vin, dans cette condition-là, peut être traité, n'est-ce pas, il y a des traitements à lui faire subir ?

R. Oui.

- Q. Lorsqu'il a subi ces traitements-là, est-ce qu'il redevient normal?
R. Il est normal.
Q. Aussi bon qu'il était avant?
R. Absolument.
Q. A présent, on a parlé ici de vins qui déposaient.
R. Oui, monsieur.
Q. Comme le Vermouth, par exemple?
R. Tous les vins, en vieillissant, déposent.
Q. Est-ce que cela est un signe de mauvaise qualité?
R. Non, pas du tout, c'est normal.
Q. Lorsque, par exemple, le vin est en barrique et qu'il dépose, lorsque vous mettez ce vin-là en bouteilles et que vous arrivez au fond de la barrique, est-ce que vous le mettez en bouteilles tel qu'il est ou si vous lui donnez un certain traitement, avant de le mettre en bouteille?
R. S'il est clair, nous le laissons intact; s'il ne l'est pas, nous le clarifions.
Q. S'il n'est pas clair, vous le clarifiez?
R. Oui.
Q. Un vin qui n'est pas clair, après qu'il a subi le traitement voulu, après que vous l'avez clarifié, est-il aussi bon?
R. Absolument.
Q. Cela n'affecte pas du tout sa qualité?
R. Pas du tout, au contraire.
Q. Vous dites, au contraire?
R. Au contraire, parce que, voyez-vous, le clarifiage a pour but non seulement d'éliminer les matières qui sont en suspension dans le liquide, qui sont normales, mais celles même qui pourraient se former.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. LANGLAIS:

- Q. Est-ce que vous recevez des vins embouteillés d'avance, en bouteilles?
R. Oui.
Q. En quantité?
R. Oui.
Q. Est-ce que les vins français qui viennent à la Commission sont, en partie embouteillés en France?
R. Oui.
Q. Quels soins donnez-vous à ces vins?
R. Nous les mettons à une température fraîche et nous couchons les bouteilles. Le but de coucher la bouteille, n'est pas de conserver le vin, ce n'est pas parce que la bouteille est couchée que le vin se conserve, mais par le fait que la bouteille est couchée, le bouchon renfle, et naturellement, l'air ne pénètre pas, parce que l'air est le plus grand ennemi du vin.
Q. Est-ce que ces vins en bouteilles passent à l'analyse, les vins importés de France?
R. Certainement. Ils sont contrôlés par le gouvernement.
Q. Par le gouvernement français ou le gouvernement canadien.
R. Français et canadien.
Q. Quand le vin arrive à la Commission des liqueurs, est-ce que les analystes du gouvernement l'examinent?
R. Oui.

Q. Lorsqu'il est en fûts, le conservez-vous en fûts, votre vin ?

R. Oui, parfaitement.

Q. Longtemps ?

R. Le temps nécessaire.

Q. Comment vous apercevez-vous qu'il va devenir malade quand il est en fûts, comme cela ?

R. Par certains symptômes.

Q. Quels sont ces symptômes ?

R. La couleur, d'abord, ensuite l'acide carbonique qui se produit, et même qui agit sur les fûts, parce que, lorsqu'il y a dégagement d'acide carbonique dans un fût, les douvres forcent, plient; les douvres, ce sont les planches qui constituent le tonneau.

Q. Quant ils forcent comme cela, le vin est malade ?

R. C'est-à-dire qu'il peut le devenir. Il ne l'est pas encore, mais il peut le devenir.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. C'est l'air ?

R. Non, ce sont des ferments qui, en travaillant, dégagent de l'acide carbonique.

PAR M. LANGLAIS :

Q. Maintenant, que faites-vous pour enlever les ferments qu'il y a dans les vins ?

R. On les colle.

Q. Vous les collez ?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. En quoi cela consiste-t-il, les coller ?

R. En lui donnant une dose d'albumine, qui est du blanc d'œuf, à raisons d'un blanc d'œuf par barrique. Cette albumine se coagule avec certains acides du vin, forme une espèce de voile et se précipite au fond; et, en se précipitant au fond, elle entraîne avec elle toutes les matières qui sont en suspension dans le liquide. Ensuite, on pratique un soutirage, qui consiste à séparer la partie claire de la partie trouble, et la partie claire est saine. C'est la partie claire que nous offrons au public.

Q. C'est le vin guéri ?

R. Oui.

UNE VOIX.—C'est clair.

(Rires).

PAR M. DURANLEAU :

Q. Monsieur Parmentier, vous guérissez tous les vins d'après ce que je puis voir ?

R. Oui. Tous les vins, c'est-à-dire, tous ceux que je connais, quand ils sont guérissables.

Q. Vous ne manquez jamais votre coup.

R. Je n'en ai jamais perdu depuis que je suis à la Commission.

- Q. Vous n'en avez jamais perdu ?
R. Non, monsieur, aucun.
Q. Vous n'avez jamais été obligé de jeter du vin ?
R. Non, monsieur.
Q. Ou de le faire servir pour le vinaigre.
R. Jamais.
Q. Jamais ?
R. Jamais.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Savez-vous, monsieur Parmentier, qu'il est vrai qu'on se sert d'alcool dans le vin ?

- R. Oui, monsieur.
Q. Pour qu'ils se gardent durant la traversée.
R. Oui. C'est ce qu'on appelle le vinage.
Q. Vous mettez de l'alcool dans le vin ?

R. Pas toujours. Ce n'est pas toujours nécessaire. On en met, si le vin n'a pas la contenance alcoolique voulue. Pour qu'un vin puisse subir la traversée, il lui faut au moins dix d'alcool en volume. C'est-à-dire que, dans 100 litres de liquide, il faut dix litres d'alcool. Si le vin a le degré voulu, il est inutile de le viner; c'est-à-dire qu'il est inutile de lui faire une addition d'alcool; il supportera facilement la traversée sans cela.

PAR LE PRÉSIDENT:

- Q. L'alcool est ajouté là-bas ?
R. Si c'est nécessaire; si ça n'est pas nécessaire, ils n'en ajoutent pas.
Q. Quand cela est nécessaire, c'est en France qu'ils l'ajoutent ?
R. Oui.

PAR M. NICOL:

Q. A la Commission des liqueurs, à Montréal, vous n'ajoutez pas d'alcool ?
R. Pas du tout. Quand les vins arrivent à la Commission des liqueurs, nous les laissons reposer. Au lieu de faire un collage, nous n'avons qu'à le laisser reposer, parce que le brassement que le vin subit dans la traversée, produit le même effet qu'un collage. En somme, c'est un vieillissement naturel, qui exempte d'introduire dans le vin une dose d'albumine, ou d'autres matières, pour en provoquer le vieillissement.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Il y a longtemps que vous êtes à l'emploi de la Commission des liqueurs ?
R. Depuis presque le début ?
Q. Quel est votre salaire ?
R. \$60.00 par semaine.
Q. Et c'est vous qui avez la responsabilité de tous les vins ?
R. Oui, vins français et vins de messe. Les vins de messe, depuis un an.
Q. Lorsque des vins de messe sont refusés, à quoi servent-ils ensuite ?
R. Ils servent dans d'autres liquides, dans d'autres vins, dans d'autres blends. Pour être bons, comme vins de messe, il faut que les vins remplissent certaines conditions spéciales. Ces conditions-là, je les ignore, c'est le Père Morin qui en décide.

Q. C'est-à-dire, il faut qu'ils soient purs ?

R. C'est possible.

Q. Quand ils sont refusés, vous vous en servez dans d'autres mélanges ?

R. Oui.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, j'avais fait assigner M. Dupuis, père; je dois déclarer qu'avec la preuve que j'ai faite par M. Dupuis, fils, je n'ai pas besoin de M. Dupuis, père.

LE PRÉSIDENT.—M. Dupuis, père, est déchargé. Le Dr Dupuis est aussi déchargé. (A M. Duranleau. M. Goulet, qui est ici depuis deux jours, demande d'être entendu ou déchargé.

M. DURANLEAU.—Déchargez-le.

LE PRÉSIDENT.—M. Goulet est déchargé.—M. Gadbois, de Montréal, est-il ici.

(Pas de réponse).

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, est-ce que M. René Laroque sera ici ?

LE PRÉSIDENT.—Vous connaissez la situation. Nous n'avons pas le certificat du médecin encore.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous le faire appeler.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.—(Appelant) M. Laroque est-il ici ?

(Personne ne répond).

LE PRÉSIDENT.—Avec la dépêche que nous avons eue du médecin, je ne pense pas qu'il soit venu.—Il y a M. O'Neil ici.

(M. O'Neil est appelé et interrogé).

TÉMOIGNAGE DE WILLIAM O'NEIL

WILLIAM O'NEIL, de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, étant appelé et dûment assermenté, témoigne comme suit

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU

Q. Quelle est votre occupation ?

R. Commis à la Commission des liqueurs.

Q. Où ?

R. A Coaticook.

Q. Êtes-vous à l'emploi de M. A.-P. Dupuis ?

R. Sous sa direction.

Q. Vous avez entendu le témoignage que M. Dupuis, jr, a rendu cette après-midi ?

R. Oui.

Q. Avez-vous vendu bien souvent des marchandises aux employés du fils de M. Dupuis ?

R. Non, pas très souvent.

Q. Êtes-vous le vendeur au magasin ?

R. Oui.

Q. Combien de fois la semaine avez-vous vendu des marchandises au fils de M. Dupuis pour qu'il en charge les camions ou voitures qu'il amenait à la porte du magasin de la Commission des liqueurs ?

R. Pas très souvent.

Q. Vous n'en avez pas pris note ?

R. Non.

Q. Combien d'employés a-t-il pour faire l'achat du nombre de bouteilles nécessaires à un chargement ?

M. NICOL.—J'objecte à cette question. Il n'a pas été prouvé que M. Dupuis avait des employés afin de faire des achats. Il a des employés dans le cours régulier de ses affaires, et il a déclaré que ses employés achetaient parfois des marchandises, mais qu'ils ne sont pas des employés engagés par lui pour acheter des marchandises.

M. DURANLEAU.—Nous ne prétendons pas qu'il a des employés spéciaux pour cette fin, mais qu'il a des employés quand il va au magasin pour acheter des marchandises.

PAR M. DURANLEAU, continuant;

Q. Combien d'employés a-t-il quand il va au magasin de la Commission des liqueurs pour acheter des liqueurs ?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. Connaissez-vous ses employés ?

R. Quelques-uns d'entre eux, oui.

Q. Connaissez-vous M. Dumoulin ?

R. Oui.

Q. M. Bédard ?

R. Oui.

Q. Et quelques autres ?

R. Le jeune Houle.

Q. Y en a-t-il d'autres ?

R. Je ne me souviens pas qu'il y en ait d'autres.

Q. Combien de personnes, à l'ordinaire, vont à votre magasin ou au magasin de la Commission des liqueurs pour charger les voitures de M. Dupuis ?

R. Je ne pourrais pas vous le dire—pas exactement.

Q. Vous ne savez pas que, lors qu'ils entrent acheter des liqueurs durant une heure ou une heure et demie, pour charger le camion à la porte, vous ne vous rappelez pas combien de personnes ils emploient à cette fin ?

R. Non.

Q. Combien de temps M. Dupuis prend-il pour acheter 150 ou 200 bouteilles de liqueurs, avec ses employés ?

R. Je ne sais pas. Je n'ai jamais porté attention à cela.

Q. Une demi-heure ?

R. Je ne puis pas vous dire. Je n'ai jamais tenu compte du temps qu'ils prenaient.

Q. Je comprends qu'ils achètent des bouteilles et qu'ils les mettent dans leur poche ? C'est-à-dire, ils achètent autant de bouteilles qu'ils ont de poches et ils payent pour chaque bouteille ?

R. Une bouteille à la fois.

Q. Ils commandent une bouteille, la payent, la mettent dans une poche, demandent une autre bouteille, la payent, et la mettent dans une autre poche, demandent une troisième bouteille, la payent et, s'ils ont une troisième poche, ils mettent la bouteille dans cette troisième poche, et alors, ils sortent et mettent ces bouteilles dans la voiture ? C'est de cette manière qu'ils procèdent ?

R. Pas de moi.

Q. De qui ? A l'ordinaire, qui sert les employés du fils de M. Dupuis, quand ils vont au magasin acheter un certain nombre de bouteilles de liqueurs ?

R. C'est moi-même quelque fois.

Q. Et quels sont les autres ?

R. Les deux autres employés.

Q. Est-ce que M. Dupuis, sr, s'occupe lui-même de l'affaire quelquefois ?

R. Je ne fais pas attention à cela.

Q. Mais il sert les clients ?

R. Oui.

Q. Comme vous le faites vous-même ?

R. Oui.

Q. Et, naturellement, il sert son fils et les employés de son fils, quand ils viennent au magasin acheter des liqueurs ?

R. Sans doute.

M. BERCOVITCH.—J'espère que mon savant ami ne se plaindra pas à l'avenir des questions suggestives.

M. DURANLEAU.—Vous comprenez que le témoin est un employé de la Commission des liqueurs ?

M. BERCOVITCH.—Je le lui ai entendu dire.

M. DURANLEAU.—Et, ce n'est pas mon témoin.

M. Il est bien disposé.

Par M. DURANLEAU, continuant :

Q. Et, cela se pratique depuis combien d'années ?

R. Depuis un an ou un peu plus. Depuis que c'est ouvert.

PAR M. BERCOVITCH.—Il y a environ un an que le magasin est ouvert ?

R. Oui, il y a environ un an que le magasin a été ouvert.

PAR M. DURANLEAU, continuant :

Q. Et ces affaires avec M. Dupuis, fils, se font depuis que le magasin a été ouvert ?

R. Je ne pourrais pas dire cela.

Q. Vous étiez là ?

R. Oui.

Q. Vous êtes employé de la Commission des liqueurs depuis l'ouverture du magasin ?

R. Oui.

Q. Et vous devez savoir que les affaires du fils, comme on l'a déjà expliqué, se font depuis l'ouverture du magasin ?

R. Je ne pourrais pas dire cela, parce que je ne connais rien des affaires de l'extérieur. Tout travail se fait en arrière du comptoir, et je vends des marchandises au comptoir, une bouteille à la fois.

Q. Depuis combien de temps, après l'ouverture du magasin, le fils de M. Dupuis a-t-il commencé de venir au magasin avec ses employés et d'acheter 100 ou 150 ou 200 bouteilles, dans une heure ou une heure et demie ou deux heures pour remplir sa voiture ?

M. BERVOVITCH.—Le témoin n'a jamais déclaré cela.

M. DURANLEAU.—Mais, oui.

M. BERCOVITCH.—Je demande pardon à mon savant ami, le témoin n'a jamais dit que le fils de M. Dupuis allait au magasin avec ses employés et achetait 100 ou 150 ou 200 bouteilles pour remplir sa voiture, si je me souviens de son témoignage.

M. DURANLEAU.—M. Dupuis, jr., a déclaré cela.

M. BERCOVITCH.—Mais, nous n'interrogeons pas M. Dupuis, jr. Le témoin n'a jamais fait telle déclaration. Il a dit qu'il n'en connaissait rien. Quant à lui, il ne l'a pas vu.

PAR M. DURANLEAU, continuant :

Q. Combien de temps après l'ouverture du magasin, le fils de M. Dupuis a-t-il commencé d'aller au magasin avec ses employés et d'acheter 100 ou 150 ou 200 bouteilles, dans une heure ou une heure et demie ou deux heures, pour charger sa voiture ?

M. BERCOVITCH.—Le témoin n'a pas fait telle déclaration. Il a dit qu'il ne l'avait pas vu.

M. DURANLEAU.—N'influencez pas le témoin.

M. BERCOVITCH.—Je n'influence pas le témoin. Je fais seulement une objection.

M. DURANLEAU.—Vous ne faites des remarques que dans le but d'indiquer au témoin ce qu'il devrait dire ?

M. BERCOVITCH.—Vous n'avez aucun droit de dire cela, et vous savez que ce que vous dites, n'est pas exact. J'objecte à la question.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin n'a pas parlé de cela, M. Duranleau,

PAR M. DURANLEAU, continuant :

Q. Combien de bouteilles M. Dupuis, jr. et ses employés ont-ils achetées quand il est allé au magasin avec sa voiture ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous n'en avez pas d'idée ?

R. Non.

Q. Aucune idée quelconque ?

R. Non.

Q. N'avez-vous jamais remarqué qu'ils achetaient des bouteilles, qu'ils remplissaient leurs poches de bouteilles, qu'ils sortaient, qu'ils revenaient, quelques minutes plus tard, et qu'ils faisaient la même chose ?

R. Non.

Q. Et qu'ils ont fait cela pendant une heure ou une heure et demie; et n'avez-vous jamais remarqué combien de bouteilles ils achetaient de cette manière ?

R. Non.

R. N'avez-vous jamais vu la voiture de M. Dupuis, à la porte ?

R. Oui.

Q. N'avez-vous jamais vu ses employés ou lui-même prendre des bouteilles à votre magasin et en charger la voiture ?

R. Non.

Q. N'avez-vous jamais regardé à l'extérieur, pour voir qu'est-ce qu'ils faisaient de ces bouteilles ?

R. Non.

Q. Vous n'avez jamais regardé à l'extérieur ?

R. Non.

Q. Vous fermiez les yeux ? Vous ne vouliez pas voir ce qu'ils faisaient de ces bouteilles, je suppose ?

M. BERCOVITCH.—Avez-vous le droit de suggérer cela au témoin ?

M. DURANLEAU.—Il n'est pas mon témoin.

M. BERCOVITCH.—Quelle différence cela fait-il ?

M.—Il est peut-être aveugle

PAR M. DURANLEAU, continuant :

Q. A l'ordinaire, où le fils de M. Dupuis plaçait-il sa voiture, quand il venait avec ses employés acheter des liqueurs ? Dans la cour ?

R. Oui.

Q. Et il rentrait par la porte d'en arrière ?

R. Non, monsieur.

Q. Il rentrait ordinairement par la porte d'en avant ?

R. Oui.

Q. Et, alors, il passait par la ruelle ou par le passage ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous n'avez jamais remarqué qu'est-ce qu'ils faisaient avec les liqueurs ?

R. Quand ils avaient franchi la porte, je ne les voyais pas.

Q. C'était la fin de cette affaire, quant à vous ? Quand ils avaient franchi la porte, vous ne voyiez plus rien ?

R. Non.

Q. Vous ne vouliez pas voir davantage ?

M. BERCOVITCH.—Avez-vous le droit de questionner de cette manière ?

Q. Est-ce que la même chose se pratique encore ?

M. BERCOVITCH.—Que voulez vous dire par "la même chose" ?

M. DURANLEAU.—La même espèce de commerce.

M. BERCOVITCH.—Quelle espèce de commerce ?

M. DURANLEAU.—Laissez donc répondre le témoin.

M. BERCOVITCH.—Mais, il y a tant de questions posées que le témoin ne peut pas répondre.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin n'a pas dit que Depuis faisait un commerce. Je ne vois pas pourquoi vous lui demandez si ce commerce-là se fait encore?

M. DURANLEAU.—Je parle des achats; c'est une partie du commerce, cela.

PAR M. DURANLEAU, continuant:

Q. Est-ce que la même chose se continue, est-ce que cela s'est fait au cours du dernier mois?

R. Non pas que je sache. Voulez-vous dire maintenant, où, pendant le dernier mois?

Q. Au cours du dernier mois.

R. Oui.

Q. Quand le fils de M. Dupuis est-il allé au magasin avec ses employés, la dernière fois?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. Et quand y est-il resté une heure ou une heure et demie?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. La semaine dernière?

R. Il y a quelques temps. Je ne me rappelle pas quand.

Q. Vous ne pouvez pas vous en souvenir?

R. Non.

Q. Vous êtes certain que c'était au cours du dernier mois, mais vous ne pouvez pas vous souvenir de la date?

M. BERCOVITCH.—Le témoin a-t-il dit que c'était au cours du dernier mois?

M. DURANLEAU.—Oui. Il vient de le dire.

M. BERCOVITCH.—Je vous demande pardon. Le témoin parle à voix si basse que je ne l'ai pas entendu.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. J'ai compris que vous aviez dit que vous étiez commis, dans ce magasin.

R. Oui.

Q. Vous vendiez une bouteille à la fois?

R. Oui.

Q. Cette bouteille vous était payée?

R. Oui.

Q. Et le client sortait du magasin?

R. Oui.

Q. Où déposiez-vous l'argent que vous receviez pour cette bouteille?

R. Dans la caisse.

Q. De la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. A son magasin de Coaticook?

R. Oui.

Q. C'était tout ce que vous aviez à faire ?

R. Oui.

Q. C'était votre devoir ?

R. Oui.

Q. Et vous vous en acquittiez ?

R. De mon mieux.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. La Commission a-t-elle été payée pour toutes les liqueurs qui furent vendues ?

R. Oui.

PAR M. BRAY :

Q. Vous ne vouliez pas voir ce qu'ils faisaient ? Vous vouliez n'avoir rien à faire avec cela ?

M. BERCOVITCH.—Je ne crois pas que la question soit légale. M. Duranleau a posé la même question et l'a retirée.

LE PRÉSIDENT.—M. Duranleau a posé la même question et il l'a abandonnée.

M. BRAY.—Excusez-moi, je ne l'ai pas entendu.

Et le déposant ne dit rien de plus.

J.-H. KENEHAN,
Sténographe judiciaire officiel.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous suspendre l'examen de M. L.
Celui qui s'est occupé de M. L. n'est pas ici dans le moment.

LE PRÉSIDENT.—Il ne faudra pas arriver à la fin de l'enquête et dire : M. L. n'est pas ici.—Quant aux témoins de Québec, ce matin, on m'a remis un certificat de médecin disant que M. Napoléon Drouin est malade. M. Drouin m'a fait dire que, si on a besoin de documents, son secrétaire a tous les documents en mains et il est prêt à les fournir au comité. Est-ce que nous demandons ces témoins-là ? Allons-nous faire venir le secrétaire de M. Drouin, M. Boutet, pour demain matin, ou si on les abandonne.

M. DURANLEAU.—Je voudrais faire entendre M. Drouin.

LE PRÉSIDENT.—Il est au lit, ça fait trois semaines qu'il est malade au lit.

M. DURANLEAU.—Il sera peut-être mieux, avant peu.

LE PRÉSIDENT.—M. Joseph Boutet ?

M. DURANLEAU.—C'est la même chose, c'est le même cas.

LE PRÉSIDENT.—Cette transaction-là, Monsieur Duranleau, si je suis bien informé, c'est une transaction qui a été faite par écrit ; il y a des actes.

M. DURANLEAU.—Il y a autre chose en dehors des actes.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas.

M. DURANLEAU.—On verra.

Et la séance est levée.

Je, soussigné, sténographe officiel, déclare et certifie que les pages qui précèdent sont et contiennent un rapport fidèle et exact des délibérations du comité et des témoignages entendus par lui, à la séance ci-dessus mentionnée.

Et j'ai signé:

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

SÉANCE DU 2 AVRIL, 1925.

A 10.40 hrs, le président ouvre la séance.

PRÉSENT: L'hon. J.-E. Perrault.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je demanderai un rapport concernant l'assignation de certains témoins de Montréal.

LE PRÉSIDENT.—Quels témoins, ceux d'hier?

M. DURANLEAU.—Ceux que Monsieur Rioux est supposé avoir assignés.

LE PRÉSIDENT.—Il est parti à une heure et demie, hier après-midi.

M. SAUVÉ.—Vous n'en avez pas eu de nouvelles?

M. PATRY.—Nous n'en avons pas eu de nouvelles encore.

M. DURANLEAU.—Monsieur Rioux n'est pas revenu.

M. PATRY.—On lui a donné ordre, à onze heures et demie hier soir

LE PRÉSIDENT.—Il n'est pas encore de retour.

M. SAUVÉ.—Je comprends qu'on n'a pas encore assigné M. Carle.

LE PRÉSIDENT.—Il est sur la liste d'hier.

M. SAUVÉ.—Il n'a pas encore été assigné avant aujourd'hui?

M. PATRY.—Il a été assigné par lettre enregistrée, et nous avons envoyé M. Rioux, hier, avec l'argent.

M. DURANLEAU.—Il a été assigné par lettre enregistrée, d'abord, et il n'a pas répondu?

R. Non, il a été assigné pareil comme tous les autres.

M. SAUVÉ.—La lettre n'a pas été retournée?

M. PATRY.—Non,

M. DURANLEAU.—Voulez-vous faire l'appel des témoins, pour constater leur absence ou leur présence ?

LE PRÉSIDENT.—Ceux qui n'ont pas été entendus.

M. DURANLEAU.—D'abord M. J.-A. Gagnon.

M. PATRY.—Je n'ai pas de Monsieur Gagnon.—il y a Monsieur William Georges, Charles Sutart.....

LE PRÉSIDENT.—Les témoins qui sont ici, voudront bien répondre à leurs noms.

(Le secrétaire du comité fait l'appel des témoins et les seuls témoins qui répondent à l'appel sont M. Dulude, M. Joyal, M. Ed. Laroche.

Quant à Monsieur Napoléon Drouin, le président déclare qu'il a un certificat du Dr Guérard, à l'effet que Monsieur Drouin est malade depuis trois semaines et incapable de sortir, et que Monsieur Drouin s'est déclaré prêt à envoyer son secrétaire au comité pour produire tous les documents qu'on lui demanderait).

RICHARD JOYAL, de Coaticook, agent d'immeubles, âgé de 27 ans, étant dûment assermenté sur les Saints-Évangiles, dépose ainsi qu'il suit :

INTERROGÉ par M. DURANLEAU :

Q. Monsieur Joyal, vous demeurez à Coaticook depuis un certain nombre d'années ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Combien d'années ?

R. Deux ans.

Q. Avez-vous été dans le commerce des boissons alcooliques, à Coaticook ?

R. Oui, monsieur.

Q. Durant combien de temps ?

R. Jusqu'à ce qu'ils prennent le contrôle.

LE PRÉSIDENT.—Jusqu'à ce que la Commission des liqueurs prenne le contrôle ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance, à Coaticook, que des boissons alcooliques aient été vendues à la caisse ou à la voiture, par le magasin de la Commission des liqueurs, à Coaticook ?

R. Non, pas à la caisse.

Q. De quelle manière ?

R. Ah bien ! huit à dix bouteilles à la fois sont sorties du magasin, mais pas une caisse complète. Je n'ai pas eu connaissance qu'il soit sorti une caisse complète.

Q. Avez-vous eu occasion d'en acheter vous-même, Monsieur Joyal ?

R. Non, monsieur.—Monsieur Dupuis n'a pas voulu m'en vendre, sans que j'aie vu son garçon.

Q. Quand vous êtes-vous adressé chez Monsieur Dupuis pour avoir de la boisson ?

R. Une couple de fois ?

Q. Une couple de fois ?

R. Oui.

- Q. Qu'est-ce que vous vouliez avoir ?
R. Je voulais avoir du Scotch et des boissons que les bootleggers demandaient.
Q. Y a-t-il longtemps que vous avez fait cette demande-là ?
R. Je n'y suis pas allé depuis le printemps dernier.
Q. Depuis le printemps de 1924 ?
R. Le printemps de 1924.
Q. Est-ce la dernière fois que vous y êtes allé, au printemps 1924 ?
R. Oui.
Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit ?
R. Il m'a dit qu'il fallait passer par son garçon et puis qu'il n'était pas pour séparer à parts égales avec sa famille, qu'il fallait qu'on paye \$2.00 la caisse pour l'avoir—qu'il prétendait avoir gagné ça par son ouvrage et son influence et qu'il ne séparerait pas avec personne.
- M. BERCOVITCH.—Ça n'est pas légal. C'est du oui-dire.
- M. DURANLEAU.—Il s'est présenté là pour acheter ?
- M. BERCOVITCH.—C'est du oui-dire.
- M. DURANLEAU.—Qu'est-ce qu'il vous a dit au sujet de son garçon ?
R. Il m'a dit que c'était lui qui faisait son ouvrage, qui sortait le stock.
Q. Qui sortait le stock du magasin de la Commission des liqueurs ?
R. ...
Q. Avez-vous eu occasion de rencontrer son garçon à ce sujet-là ?
R. Ah ! bien...
Q. En avez-vous parlé directement à lui ?
R. Non.
Q. Vous ne lui en avez pas parlé à lui ?
R. Non.
Q. Avez-vous eu connaissance si le garçon sortait des liqueurs alcooliques du magasin de la Commission des liqueurs ?
R. On le voyait voyager—on le voyait charger sa boisson, le soir, et, le jour, la même chose, mais je ne peux pas dire quels étaient les paquets qu'il sortait, mais les bouteilles sortaient par en arrière—je ne peux pas dire que c'était de la boisson ou qu'est-ce que c'était.
Q. C'était la manière de sortir ?
R. Oui.
Q. Il rentrait et il sortait avec cinq ou six bouteilles à la fois ?
R. Oui.
Q. Où portait-il les bouteilles ?
R. Dans la cour en arrière.
Q. Qu'est-ce qu'il y avait dans la cour en arrière ?
R. Il y avait une voiture.
Q. La voiture de qui ?
R. De E.-P. Dupuis, du Cold Storage, je ne sais pas si c'est à lui ou son garçon, mais la compagnie, dans tous les cas.
Q. Qui est-ce qui se servait de ces voitures-là ?
R. Bédard et Dumoulin, et l'autre, c'est un petit rouge, je crois bien.
Q. Les employés de Stanislas Dupuis ?
R. Oui.

Q. Maintenant, savez-vous si cet état de chose a duré pendant longtemps?

R. Depuis que c'est ouvert.

Q. Est-ce notoire dans Coaticook, ça?

R. Tout le monde est au courant.

Q. Tout le monde le sait?

R. ...

Q. Maintenant, le fils de M. Dupuis, Stanislas, a rapporté une circonstance où il aurait demandé la protection de la police pour pouvoir faire son chargement de boisson, à la porte du magasin de la Commission des liqueurs, en prétendant que c'était vous qui vouliez lui faire un mauvais partie en brisant ses bouteilles. Voulez-vous dire au comité ce que vous connaissez de ça?

R. J'ai rencontré Monsieur Dupuis et je lui ai demandé si la boisson, c'était la Commission qui l'avait ou s'il l'avait à lui.

Q. Quel Monsieur Dupuis?

R. E.-P. Dupuis le gérant.

Q. Qu'est-ce que c'est que vous lui avez demandé?

R. Je lui ai demandé si la Commission lui appartenait ou s'il était rien qu'employé, puisqu'il donnait ça rien qu'à son fils et que les autres ne pouvaient pas en avoir. Il m'a dit qu'il était indépendant d'eux autres. J'ai rencontré des échevins—on en a parlé devant la police, on en a parlé devant plusieurs et ils ont dit; c'est aussi bien de l'arrêter et de le rapporter à la Commission. Là, c'est mon père qui a averti la police qu'on était pour prendre possession de ses bouteilles lorsqu'elles sortaient.

M. SAUVÉ.—La police le protégeait?

R. Elle était obligée, d'ailleurs.

LE PRÉSIDENT.—Ça, c'est arrivé une fois?

R. Oui—il a eu peur, il a pensé, qu'on était pour prendre ses bouteilles en sortant et il a fait demander le chef de police pour se faire protéger.

Q. Maintenant, est-il à votre connaissance que les autorités municipales, ou les officiers des autorités municipales de Coaticook, se sont plaint à la Commission des liqueurs à ce sujet-là, au bureau chef?

R. Pour moi, je ne peux pas dire.—pas devant moi, dans tous les cas.

Q. Personnellement vous ne pouvez pas dire?

R. Non.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous êtes l'agent de la Brasserie Frontenac?

R. Je l'étais.

Q. Vous l'étiez dans ce temps-là?

R. Oui.

Q. Vous vendiez de la bière?

R. Oui.

Q. La boisson dont vous parlez sortait-elle bouteille par bouteille?

R. Ah bien, bouteille par bouteille je ne peux pas dire que les commis donnaient plus qu'une bouteille à la fois, mais ils sortaient des paquets de sept à huit bouteilles.

Q. Vous ne savez pas comment les achats se faisaient?

R. Non.

Q. Il n'y a jamais eu de caisses de sorties, à votre connaissance?

R. Non.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. En connaissez-vous, Monsieur Joyal, qui réussissaient à acheter des liqueurs alcooliques de la même manière que le fils de M. Dupuis, le gérant?

R. Je n'en connais pas d'autres.

Q. Il n'y avait que lui?

R. ...

Q. Qu'est-ce que ça voulait dire, lorsque vous donniez cette explication que M. Dupuis ne voulait pas partager les profits avec ses employés?

R. C'est parce qu'il nous demandait deux piastres la caisse, lorsqu'on allait voir le fils. J'ai compris qu'il prenait sa commission.

Q. Lorsque ça passait par le fils, le père n'avait pas à partager?

R. J'ai compris ça comme ça.

LE PRÉSIDENT.—Ca n'est que ce que vous avez compris?

R. Oui.

THADDÉE MICHAUD, de Montréal, gérant général de la Commission des liqueurs, âgé de 47 ans, témoin déjà assermenté et entendu en cette cause, comparait de nouveau et son interrogatoire est continué ainsi qu'il suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, voulez-vous nous dire quels sont les officiers ou l'officier qui reçoit les plaintes, à la Commission des liqueurs au bureau-chef, contre les infractions commises par les gérants de magasins?

R. Je crois que c'est la Commission elle-même—ce sont les commissaires eux-mêmes.

Q. J'ai ici une lettre certifiée par le secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook, comme étant une vraie copie de l'original déposée aux archives de la municipalité, lettre qui se lit comme suit:

M. BERCOVITCH.—Je crois avoir le droit de voir cette lettre, avant qu'elle ne soit produite au comité.

M. DURANLEAU.—Nous n'avons pas d'objection.

(La lettre est exhibée à Monsieur Bercovitch).

M. DURANLEAU.—Cette lettre se lit comme suit:

“Coaticook, Québec, le 24 mai, 1924.

La Commission des liqueurs Québec, Place des Patriotes, Québec. Messieurs, Le président du comité de police de cette ville a été informé par plusieurs citoyens que M. Stanislas Dupuis, le fils du gérant du magasin de votre commission, se présente fréquemment à ce magasin, accompagné de trois ou quatre de ses employés, et entrant et sortant à tour de rôle, ils y achètent une bouteille à la fois, mais dans l'espace de quelques minutes, des quantités de liqueurs se montant à plusieurs douzaines de bouteilles. Les citoyens qui ont fourni cette information, ajoutent que Monsieur Dupuis vend ces liqueurs à des particuliers avec un profit de deux ou trois piastres par douzaine. Le président du comité de police vous prie de lui donner les informations suivantes: 1°

Monsieur Dupuis a-t-il le droit d'acheter des liqueurs de cette manière et le gérant de votre magasin a-t-il le droit de les lui vendre? 2^o Si oui, pourquoi le gérant de votre magasin refuse-t-il d'en vendre de la même manière à d'autres personnes?

Le président du comité de police me prie d'ajouter que la population de cette ville est très mécontente de la manière que le commerce des liqueurs est administré à Coaticook, et que, à moins que cette question ne soit tirée au clair dans le plus bref délai possible, il est certain que les citoyens vont prendre des mesures nécessaires pour faire cesser l'état de chose qui existe actuellement.

Veuillez me croire, votre très dévoué, (Signé) Arthur Bouchard, secrétaire-trésorier. Vraie copie de l'original déposé dans les archives de la municipalité." Voulez-vous dire si la Commission a reçu cette lettre-là?

R. Je ne peux pas dire—je ne l'ai jamais vue.

Q. Ce n'est pas vous qui êtes en charge de ce département-là?

R. Non.—Monsieur le président pourrait vous le dire.

M. CORDEAU.—Vous le savez bien, puisque vous avez eu la réponse. Si le secrétaire vous a donné copie d'une lettre qu'il m'a envoyée, à plus forte raison, il devrait vous donner l'original de la réponse que je lui ai envoyée.

M. DURANLEAU.—Je veux savoir si la Commission a reçu cette lettre-là?

M. CORDEAU.—Certainement qu'elle l'a reçue et qu'elle y a répondu. Et je pense que le secrétaire-trésorier aurait pu vous donner la réponse à sa lettre.

M. DURANLEAU.—Si le président de la Commission prétend avoir répondu à cette lettre, il n'aura qu'à mettre une copie de sa réponse devant le comité et nous en serons satisfaits.

M. CORDEAU.—Je vais vous la donner tout de suite.

Q. Alors, voulez-vous produire, Monsieur le gérant, la lettre en question, du 24 mai 1924, comme pièce "LL" et la réponse de Monsieur Cordeau comme pièce "MM"?

LE PRÉSIDENT.—Je crois qu'on ferait mieux de lire la lettre au témoin, pour la lire dans la déposition, et demander à la produire.

M. BOUCHARD.—Donnez lecture de la lettre:

"27 mai, 1924. M. Arthur Bouchard, secrétaire-trésorier, Coaticook. Cher Monsieur, J'accuse réception de votre lettre du 24 mai, 1924, adressée à la Commission des liqueurs de Québec et se rapportant à certaines informations qu'aurait reçues le président du comité de police de votre ville, au sujet de la manière dont le gérant de notre magasin à Coaticook en conduisait les opérations. Vous me dites, dans votre lettre, que le président du comité de police aimerait à recevoir les informations suivantes: 1^o M. Dupuis a-t-il le droit d'acheter des liqueurs de cette manière et le gérant de votre magasin a-t-il le droit de les lui vendre? 2^e Si oui, pourquoi le gérant de votre magasin refuse-t-il d'en vendre de la même manière à d'autres personnes. Je crois que la meilleure réponse à donner à ces questions est de vous référer à la loi elle-même qui se lit comme suit: "Chaque vente, par la Commission, d'alcool ou de spiritueux livrés dans un de ses établissements ou par elle expédiés dans la province, est restreinte,

quant à la quantité, à une bouteille, à moins que cette vente ne soit faite à une personne autorisée à en revendre, ou pour des fins industrielles.” Je dois ajouter que notre gérant à Coaticook, comme tous nos autres gérants, d’ailleurs, a reçu des instructions formelles d’observer la loi. Quant aux renseignements qu’aurait reçus le président du comité de police et que vous m’avez communiqués dans votre lettre, je vais faire faire une enquête pour en vérifier le bien fondé. Veuillez me croire, Votre bien dévoué.”

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que c’est Monsieur Cordeau, le président de la Commission, qui a envoyé cette lettre produite comme pièce “MM” ?

M. CORDEAU.—C’est moi qui l’ai écrite.

Q. Monsieur Michaud. . .

M. SAUVÉ.—Lorsque vous dites une bouteille à la fois, est-ce que ça veut dire une bouteille par jour ?

M. BERCOVITCH.—Ce n’est pas le témoin qui peut répondre à cette question, c’est la loi.

LE PRÉSIDENT.—C’est une question d’interprétation.

M. DURANLEAU.—Quelles sont les instructions données par la Commission ?

M. SAUVÉ.—Je comprends que Monsieur De Grandpré, l’autre jour, a dit ça.

(Ici la discussion devient générale et le président rappelle le comité à l’ordre.)

M. SAUVÉ.—Je comprends que Monsieur Michaud a dit que c’était une bouteille par jour que les vendeurs doivent vendre ?

M. BERCOVITCH.—Pardon, il n’a pas dit ça.

M. DUFRESNE.—Ce n’est pas ce que le petit livre dit.

M. BERCOVITCH.—Je m’objecte à la question.

M. SAUVÉ.—C’est bon.—Je demande, Monsieur le Président, si j’ai droit de poser la question.

LE PRÉSIDENT.—Vous avez droit de poser la question.

M. BERCOVITCH.—C’est une question d’interprétation de la loi.

M. SAUVÉ.—Je demande à Monsieur Michaud d’interpréter la loi sur ce point ?

M. BERCOVITCH.—Il n’est pas avocat ?

M. SAUVÉ.—Il est assez intelligent qu’il peut se comparer à bien des avocats.

M. BERCOVITCH.—Je ne sais pas si vous pensez à Monsieur Duranleau, en disant ça ?

M. SAUVÉ.—Nous n'avons pas la même mentalité—nous n'avons pas été élevés de la même manière.

M. BERCOVITCH.—Dieu merci.

LE PRÉSIDENT.—A l'ordre ! A l'ordre !

M. SAUVÉ.—Gardez votre Dieu et ne le reniez pas—ne prenez pas son nom en vain.

LE PRÉSIDENT.—Répondez, si vous pouvez répondre ?

R. Le règlement, c'est une bouetille à la fois, mais pour moi, si j'avais été gérant de magasin et que je n'aurais pas reçu ce règlement, j'aurais compris que le règlement était de ne donner qu'une bouteille à la fois—alors, si un individu entraît deux ou trois fois dans une journée pour acheter de la marchandise, je lui en aurais vendu.

M. SAUVÉ.—Mais, il y a le règlement ici ?

R. Quand il y a eu un règlement d'émis, j'aurais suivi le règlement tel qu'il est maintenant.

M. SAUVÉ.—Il est dit: une bouteille par jour. Ce sont les renseignements donnés aux vendeurs, les instructions données aux vendeurs, aux gérants de magasin de la Commission des liqueurs.

R. Comme l'administration générale est sous la charge d'un surintendant, je ne m'occupe pas spécialement de ces ventes, alors, je vous ai donné ma réponse sur ce que j'aurais fait, si le règlement n'avait pas été passé.

LE PRÉSIDENT.—Sans le règlement, vous auriez compris que la loi vous autorisait à vendre plusieurs fois par jour ?

R. Une bouteille à la fois, oui.

M. SAUVÉ.—Maintenant, ce règlement-là, a été envoyé à chacun des gérants de la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Je comprends que, plusieurs fois par année, trois, quatre, cinq, six fois par année, il y a un officier qui visite ces magasins-là et qui donne encore aux gérants les instructions nécessaires et qui leur explique les règlements et qui leur demande de bien suivre les règlements ?

R. Oui.

Q. Il s'informe si les gérants de magasins suivent les règlements ?

R. C'est ce que je comprends.

Q. Je comprends que c'est le livret qui a été produit sous la cote "KK" devant ce comité ?

R. Oui.

M. Duranleau donne lecture du règlement.)

LE PRÉSIDENT.—Seulement la loi ne mentionne pas une bouteille par jour.

R. Non, pas la loi Taschereau, passée en 1921.

LE PRÉSIDENT.—C'est une bouteille à la fois ?

R. Une bouteille à la fois.

M. HAMEL.—Me permettriez-vous de poser quelques questions?

LE PRÉSIDENT.—Certainement.

INTERROGÉ par M. HAMEL:

Q. En votre qualité de gérant général, êtes-vous capable de nous dire combien il y avait de gérants de magasins au début des opérations de la Commission des liqueurs?

R. Au début, à Montréal, le 2 mai au matin, mil neuf cent vingt et un, il y en avait treize et un à St-Jean—quatorze en tout, et quelques mois après, il y en avait trente-six en tout.

Q. Au début des opérations de la Commission, il y avait 36 gérants de magasins de la Commission des liqueurs?

R. Oui.

Q. Maintenant, est-ce que tous ceux qui étaient gérants de magasins, qui occupaient cette charge au début des opérations de la Commission, ont conservé leur position ou y en a-t-il qui ont été démis de leurs fonctions?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire quel en est le nombre?

R. Difficilement—je sais qu'il y en a probablement 10 ou 15 qui ont été renvoyés?

Q. Sur 36?

R. 10 ou 15.

Q. Sur trente-six?

R. Je le crois.—peut-être moins, mais il me semble que c'est ça—je comprends là-dedans, peut-être, tous les gérants qui ont été renvoyés depuis le début, sur les 90 magasins qu'on a à présent.

Q. Ils ont été renvoyés sur des plaintes qui ont été faites contre eux, je suppose?

R. Oui.

Q. Faute d'observer les règlements de la Commission?

R. Oui.

Q. Je suppose que le gérant d'un magasin, par exemple, tout en respectant la lettre de la loi, c'est-à-dire en ne vendant qu'une bouteille à la fois, permet, cependant, qu'on sorte de son magasin une quantité considérable de bouteilles, dans un temps déterminé, dans une journée, par exemple. Est-ce que c'est un cas suffisant pour le démettre de ses fonctions?

M. DURANLEAU.—Je ne vois pas que cette question soit légale. Le règlement de la Commission a été produit et je ne crois pas que ça soit à un témoin de l'apprécier et de dire si tel ou tel cas est suffisant pour démettre ou ne pas démettre un employé, d'abord ce n'est pas lui qui voit à ça.

LE PRÉSIDENT.—Je pense que c'est la pratique que vous voulez établir.

M. HAMEL.—C'est la pratique que je veux établir. Je suis informé qu'un très grand nombre de gérants de magasins, depuis le commencement des opérations de la Commission des liqueurs, ont été démis de leurs fonctions, justement parce que ils ne se sont pas absolument conformés aux règlements—alors je veux savoir, je veux m'enquérir—je veux faire démontrer par le témoin que la Commission des liqueurs a fait son devoir sous ce rapport, qu'elle a mis de côté un grand nombre de gérants, parce qu'ils n'observaient pas d'une manière assez sévère les règlements de la Commission.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin vous a déjà répondu sur ce point, que plusieurs gérants avaient été destitués, parce qu'ils n'observaient pas les règlements.

INTERROGÉ PAR M. LANGLAIS:

Q. Voulez-vous référer, s'il vous plaît, à l'exhibit M-I, page 200, le premier volume des alcools, à la formule 1122, en date du 21 novembre mil neuf cent vingt-quatre, et dire quelles sont les formules des mélanges qui ont été faits à cette date?

R. 21 novembre 1924—blend No 17, 2510 gallons de cognac Monnet 4 ans deux degrés au dessus de preuve; fond 177 gallons de Cognac Monnet, 25 U.P. balance de fût; 64 gallons de Grog...

LE PRÉSIDENT.—Balance de fût, qu'est-ce que c'est?

R. Les fonds—64 gallons de Grog 33.6%.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que ça veut dire, ça?

R. 33 degrés et six dixièmes d'alcool.—64 gallons de Grog 32%—852 gallons d'eau distillée, en tout 3665 gallons de Cognac Monnet 4 ans 25 U.P.

Q. Ce mélange numéro 1122 a été vendu par la Commission sous le nom de Cognac Monnet de 4 ans?

R. Je dois remarquer que ceci n'est pas un mélange.—C'est un Brandy tout préparé qui nous vient de l'autre côté, de la maison Monnet—les fonds, ce sont des balances de fûts qui proviennent de la maison Monnet et les Grog proviennent de la maison Monnet aussi ils sont extraits aussi des fûts qui viennent de la maison Monnet., et l'eau distillée pour le réduire à 25 U.P.; c'est de l'eau approuvée par la Commission. Ce n'est pas un mélange.

LE PRÉSIDENT.—C'est un spiritueux?

R. Oui.

R. Tout de même, vous l'avez entré sous le nom de blend No 17?

R. C'est une appellation, une désignation pour se reconnaître.

Q. Vous avez mis 2500 gallons de Cognac Monnet 4 ans et, puis vous en avez fait 3665 gallons de Cognac Monnet 4 ans?

R. Oui.

Q. Et vous avez vendu ça à \$9.31, c'est-à-dire que ça vous coûtait \$9.31 le gallon?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Était-ce le coût brut, M. Michaud?

R. Oui.

L'HON. M. NICOL.—Il n'y a pas de droits là-dedans?

R. Ceci comprend les droits.

Q. Comme question de fait, le prix de revient ou le prix coûtant de la, marchandise telle qu'entrée à la formule 1122 est de \$9.31 le gallon, à part l'embouteillage et les autres frais?

R. Le gallon, oui.

Q. Voulez-vous prendre maintenant la page précédente, page 199, formule 1120?

R. Quinze novembre 1924, Blend numéro 17, 2501 gallons Monnet quatre ans 2 Over Proof, 177 gallons, fond, balance de baril 25 U. P.; 60 gallons de Grog

27.5%; 63 gallons de Grog, 32.6%; 60 gallons de Grog 32%—; 796 gallons d'eau distillée suivant la formule scientifique pour le réduire à 25 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce un mélange, ça ?

R. Non, c'est la marchandise telle qu'importée de l'autre côté.

Q. C'est-à-dire que vous importez 2501 gallons de Cognac Monnet ?

R. Oui.

Q. Et que vous en faites 3665 gallons de Monnet 4 ans ?

R. C'est réduit à 25 U.P.

M. BOUCHARD.—Je comprends que ces liqueurs-là sont importées avec un degré d'alcool plus considérable que celui que vous vendez à la Commission ?

R. Oui, elles sont importées à 2 degrés au-dessus de preuve.

LE PRÉSIDENT.—Ça n'est pas buvable ?

R. Non, si on vendait de la marchandise à deux degrés au-dessus de preuve ce qui représente 60% d'alcool, ça détériorerait tous les tissus organiques.

M. BOUCHARD.—A présent, vous le vendez à combien de degrés ?

R. A 25 U.P. ou 75 degrés—selon la formule autorisée par le gouvernement fédéral.

M. BOUCHARD.—Alors, il faut nécessairement mettre de l'eau là-dedans pour le réduire ?

R. Il le faut absolument, autrement, vous avez un produit trop pur—pas trop pur, mais trop fort— inassimilable au corps humain.

M. BOUCHARD.—Je comprends que là-dedans, c'est de la marchandise de quatre ans—il n'y a que l'eau qui n'a pas 4 ans ?

R. C'est-à-dire, elle a plus de quatre ans, parce qu'elle est presque éternelle—si on considère les formes géologiques, elle est vieille probablement de plusieurs millions d'années.

EXAMEN CONTINUÉ PAR M. LANGLAIS:

Q. De quatre ans là-dedans, il n'y a que les 2501 gallons de Cognac Monnet parce qu'il est acheté en fût en Europe, et la balance pour faire les 3655 gallons ç'a été fait à la Commission des liqueurs, à Montréal, et vendu immédiatement après ?

R. La balance, on prend le Grog et ça provient de la maison Monnet aussi et la balance des barils qui provient aussi de la maison Monnet.

M. BOUCHARD.—Alors, c'est tout du quatre ans, ça ?

R. Oui.

Q. Le Grog aussi ?

R. Le Grog peut avoir resté plus longtemps que la marchandise elle-même dans le fût dans le bois du fût.

Q. Maintenant, vous avez un prix de revient, y compris les droits, de \$9.35 ?

R. A part les frais d'embouteillage.

Q. \$9.35 le gallon ?

R. A part les frais d'embouteillage et d'administration.

Q. Voulez-vous maintenant prendre la formule 1117, page 198 M ?

R. Novembre douze, mil neuf cent vingt-quatre, Blend numéro 20. 295 gallons de Bisquit-Dubouché 4 ans, un U.P.

LE PRÉSIDENT.—Le Cognac qui vient de la maison Bisquit-Dubouché, est importé tout préparé ?

R. Importé en fûts, et préparé à la maison Bisquit-Dubouché, à Cognac. 16 gallons de Bisquit-Dubouché, 4 ans 25 U.P. fond, balance de barils; 94 gallons d'eau distillée pour le réduire à la force de 25 U.P. selon la formule scientifique—en tout, 405 gallons de Bisquit-Dubouché quatre ans.

LE PRÉSIDENT.—Quelle date ?

R. 12 novembre, 1924.

LE PRÉSIDENT.—Ça n'est pas un mélange ?

R. Non, ce n'est pas un mélange, c'est la marchandise telle qu'importée.

Q. Sur cette formule, vous avez importé 295 gallons ?

R. Oui.

Q. En fûts ?

R. Oui.

Q. De un U.P. ?

R. Oui.

Q. Vous y avez ajouté 16 gallons d'un mélange précédent, qui se vendait par la Commission à 25 U.P. ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Quel mélange ?

R. Ça ne paraît pas comme mélange. Fond, veut dire simplement balance de fût de la maison Bisquit-Dubouché.

Q. Mais à 25 U.P. ?

R. Oui.

Q. Ce n'est pas à preuve ?

R. Non, ça avait déjà été réduit.

LE PRÉSIDENT.—C'est-à-dire qu'il y avait eu de l'eau dedans ?

R. C'avait déjà été réduit suivant la formule scientifique à 25 U.P. ; parce que cette marchandise-ci comportait plus que le degré d'alcool voulu, il a fallu y ajouter 94 gallons d'eau pour la réduire suivant la formule scientifique.

Q. Les 16 gallons étaient déjà réduits ?

R. Oui.

Q. Et vous y avez ajouté 94 gallons d'eau pour réduire ce Bisquit-Dubouché de quatre ans à 25 au-dessous de preuve ?

R. Oui.

Q. Le prix de revient était de combien ?

R. \$10.73, sans compter l'embouteillage.

M. BOUCHARD.—C'était tout de la liqueur de quatre ans ?

R. Oui.

M. DUFRESNE.—Si je comprends bien, c'est une marque ancienne, une marque d'Europe, bien connue, qui s'appelle le Bisquit-Dubouché ?

R. Oui.

M. DUFRESNE.—Est-ce que vous avez acheté cette marque là ou est-ce que la compagnie vous a permis d'embouteiller sous cette marque ?

R. Oui, nous avons la permission.

M. DUFRESNE.—Vous avez la permission de la Compagnie?

R. Oui, nous importons en fûts et nous embouteillons.

M. DUFRESNE.—Avez-vous acheté les bouteilles aussi de la maison?

R. Les bouteilles sont importées quelque fois d'Europe, mais, à présent que les compagnies canadiennes sont capables de les faire, nous les faisons faire à Montréal.

M. BERCOVITCH.—Les étiquettes sont importées des maisons desquelles vous achetez les liqueurs?

R. Oui, certainement—la maison nous permet aussi d'embouteiller sous sa propre étiquette. La maison nous a envoyé un expert ici, de l'autre côté, dans la personne de Monseieur Mella, qui a été 28 ans à la maison Bisquit-Dubouché et qui est venu examiner notre installation et voir comment on s'y prenait pour préparer la marchandise, et huit jours après son arrivée à la Commission, il est venu à mon bureau me dire qu'il n'y avait rien à ajouter, que tout était à la perfection, et il a dit: au lieu de vous montrer quelque chose, j'en ai appris, surtout au point de vue de l'expédition des affaires, au point de vue de l'organisation.

Il me dit: si vous me permettez, je prendrai des notes de certains détails. . .

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je m'objecte à ce discours qui n'est pas une réponse à la question et, en tout cas, ça ne serait que du oui-dire d'un homme qui aurait parlé lorsqu'il n'était pas sous serment.

LE PRÉSIDENT.—M. Dufresne a demandé des détails sur la fabrication ici?

M. DURANLEAU.—Monsieur Dufresne a posé une question et le témoin n'avait qu'à dire oui.

M. BERCOVITCH.—Il a droit de donner des explications.

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à ce que le témoin nous fasse des discours.

LE PRÉSIDENT.—Le discours est fini.

Q. A tout événement, vous vous servez, pour vendre le Brandy, de l'étiquette d'une maison française?

R. Non, non, ceci est vendu sous l'étiquette de la Commission, avec la permission de la maison Bisquit-Dubouché.

Q. Est-ce que, sur vos bouteilles, vous n'avez pas mis l'étiquette de la maison Bisquit-Dubouché, montrant par l'étiquette, lorsque la bouteille est mise à nu, que cette bouteille vient directement d'Europe?

R. Certainement, la maison Bisquit-Dubouché nous permet aussi d'embouteiller sous sa propre étiquette, et de faire l'embouteillage sous l'étiquette de la Commission.

Q. N'est-il pas vrai que, lorsque vous avez dépouillé, la bouteille de l'enveloppe de la Commission, vous avez une bouteille qui, apparemment, semble venir directement d'Europe et avoir été cachetée en Europe?

R. Certainement, tout est importé d'Europe.

M. BOUCHARD.—Si je comprends bien, la question de Monsieur Langlais réfère à la liqueur qui est faite avec les différents. . .

R. Dans ce blend-ci, la marchandise nous est envoyée sous l'étiquette de la Commission, d'après ce que je peux voir.

Q. Jurez-vous que le Bisquit-Dubouché de 4 ans, lorsqu'il est depouillé de son enveloppe de la Commission et que la bouteille reste nue, que l'apparence extérieure de la bouteille n'indique pas une étiquette venant directement de France?

R. Non, Monsieur.

Q. Tous les Bisquit-Dubouché de quatre ans sont-ils dans le même sens que vous donnez là?

R. Non.

Q. Alors, quelle est l'étiquette que vous mettez sur la bouteille?

R. L'étiquette qui nous est envoyée par la maison Bisquit-Dubouché, ses capucules et ses bouchons.

Q. Alors, je veux savoir si lorsque cette bouteille est dépouillée du papier que la Commission y a mis, la bouteille elle-même étiquetée par vous, par la Commission à Montréal, bouchée par la Commission à Montréal, capsulée par la Commission à Montréal, ne paraît pas, cependant, avoir été complètement préparée pour être mise en vente en Europe?

R. Est-il question d'apparence?

Q. Je vous parle de l'extérieur de la bouteille?

R. Naturellement, il est permis à tout commerçant de préparer le mieux qu'il peut la marchandise qu'il veut vendre, et même la préparer aussi bien qu'elle peut être préparée de l'autre côté.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de différence dans la boisson?

R. Il n'y a pas de différence dans la boisson, non.

LE PRÉSIDENT.—Seulement que vous avez ajouté de l'eau pour la réduire?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—On fait la même chose de l'autre côté?

R. . . .

LE PRÉSIDENT.—Si vous aviez importé la marchandise de Bisquit-Dubouché directement en bouteilles de l'autre côté, elle aurait eu la même apparence que vous lui avez donnée à la Commission et la même eau que vous y mettez et le même degré d'alcool?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Seulement, vous auriez payé plus de droits?

R. Oui.

M. DURANLEAU.—Il me semble, Monsieur le Président, que vous devriez laisser le témoin sous examen de Monsieur Langlais. Vous donnez un mauvais exemple au Comité.

LE PRÉSIDENT.—Peut-être.

M. DURANLEAU.—Vous avez établi une règle, dès le début de cette enquête, il me semble que nous devrions procéder suivant la manière de procéder qui a été établie?

LE PRÉSIDENT.—Seulement, lorsqu'on essaye de faire dire au témoin des choses qu'il ne veut pas dire, je considère que j'ai le droit d'intervenir.

M. DURANLEAU.—On ne veut pas lui faire dire autre chose que ce qu'il veut dire, seulement on l'examine. . . .

M. LANGLAIS.—Il a dit ce que je voulais lui faire dire. Il a dit que la Commission des liqueurs embouteillait, à Montréal, des marchandises qu'elle vendait comme des marchandises importées?

R. C'en est aussi.

M. DURANLEAU.—Je ne crois pas qu'il soit équitable de procéder de la manière qu'on fait maintenant et je désire enregistrer un protêt contre cette manière de procéder. Vous avez établi une règle, au début de ce comité, et du moment qu'un membre de l'opposition a voulu intervenir pour poser une question à un témoin qui était sous examen par un de nos amis de la droite, vous l'avez arrêté en lui disant: vous poserez votre question, lorsque le témoin aura fini d'être interrogé par celui qui l'a sous examen.

M. BERCOVITCH.—Pardon.

M. DURANLEAU.—Je n'ai pas fini.—Je demande, maintenant, que cette règle serve pour tout le monde. Nous voulons avoir égale justice devant le comité et que, lorsque nous avons un témoin sous examen, personne n'ait le droit d'intervenir—vous l'avez dit et décidé et, cependant, depuis deux jours, vous n'avez fait que poser des questions au témoin, au moins cinq ou six membres de la droite, avec le Président en tête, se sont acharnés sur le témoin avant qu'il ne réponde. Ceci est contre toutes les règles de la preuve et contre la décision qui a été donnée au commencement de cette enquête.

L'HON. M. MERCIER.—J'étais présent à l'autre séance, lorsque Monsieur Ethier a donné son témoignage. Monsieur Bercovitch interrogeait Monsieur Ethier et Monsieur Duranleau et plusieurs autres membres de l'autre côté, Monsieur Dufresne et d'autres, pendant que Monsieur Bercovitch interrogeait le témoin, nos amis de la gauche lui ont posé des questions et personne de ce côté ne s'est objecté. J'en ai fait moi-même la remarque à Monsieur Bercovitch, je lui ai dit: c'est votre témoin—il dit: laissez donc faire. Vous l'avez interrogé tant que vous avez voulu—pourquoi nous demander d'avoir deux poids et deux mesures? Vous avez posé une foule de question au témoin que nous avions sous examen et nous ne nous sommes pas objectés.

M. LANGLAIS.—Je crois que nous devrions suivre les règles ordinaires d'une enquête et que celui qui interroge doit avoir au moins la liberté de finir le sujet sur lequel il interroge et avoir une réponse complète du témoin.

Voulez-vous maintenant prendre le même volume, à la formule 1116, en date du onze novembre mil neuf cent vingt-quatre, à la même page?

R. Onze novembre mil neuf cent vingt-quatre, page 198, Sandy McDonald 23 U.P. 887 gallons Blend 26 Sandy McDonald un U.P.; 82 gallons de fond, des barils de la même marque 23 U.P. 253 gallons d'eau distillée, en tout 1222 gallons de Sandy McDonald 23 U.P.; réduit suivant la formule scientifique.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que c'est que du Sandy McDonald?

R. C'est un Whisky Écossais importé tout préparé et vendu comme tel.

Q. Le Whisky Écossais importé d'Europe, c'est ce que vous avez importé en fût, c'est 887 gallons ?

R. Oui.

Q. La balance pour former 1222 gallons, a été faite et préparée à Montréal, à la Commission ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre maintenant la formule 1115, à la même page, en date du 11 novembre, 1924 ?

R. 660 gallons de Burnett's Dry Gin 25 Over Proof; 258 gallons de Burnett's Dry Gin 20 U.P., balance de baril; 371 gallons d'eau distillée, en tout 1289 gallons de Burnett's Dry Gin 20 U.P. selon la formule scientifique.

Q. Vous avez importé en fût 660 gallons de Burnett's Dry Gin, et à la Commission, vous avez formé 1289 gallons de Burnett's Dry Gin vendu à 9 U. P. au prix de revient de \$11.31 ?

R. Oui, à part les frais d'embouteillage et d'administration.

Q. Au gallon ?

R. Oui.

Q. Je comprends qu'à la colonne de chiffres qu'on voit dans ce livre, à la page 198, c'est le prix de revient de la marchandise au gallon ?

R. Oui.

Q. \$11.31 ?

R. Oui.—s'il m'est permis d'ajouter quelque chose—

M. BERVOVITCH.—Certainement.

R. Un représentant de la maison Burnett est venu à mon bureau et il m'a dit...

M. DURANLEAU.—Attendez un instant, je m'objecte à ça—le président a décidé assez souvent, depuis le commencement de cette enquête, que la preuve de oui-dire ne pouvait pas être admise. Je m'oppose à ce que le témoin rapporte de prétendues conversations ou de prétendues déclarations d'un représentant de cette maison qui n'est pas ici, parce que cette preuve est simplement du oui-dire.

Je demande l'application de la même règle et je demande que cette déclaration ne soit pas prise. Si tel représentant de la maison a fait telle ou telle déclaration, qu'on l'amène devant ce comité, mais, je m'objecte à ce discours, attendu que l'on rapporte de prétendues déclarations du représentant d'une maison qui n'est pas ici et pour une deuxième raison, parce que ceci n'est pas une réponse à la question qu'on a posée au témoin.

M. BERCOVITCH.—Lorsque le témoin Joyal a été examiné, ce matin, il a répété tout ce que le gérant lui avait dit.

LE PRÉSIDENT.—Si le témoin veut donner une autorisation qu'on lui a donnée, il a le droit de le faire. Si cette conversation ne se rapporte pas à cette autorisation, on n'en a pas besoin.

R. C'est au point de vue de l'emploi de l'eau distillée à Montréal.

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cela—il est évident qu'on ne peut pas mettre devant le comité une preuve de ce genre.

LE PRÉSIDENT.—Continuez

Q. Voulez-vous prendre la formule 1114, en date du 10 novembre mil neuf cent vingt-quatre.

M. OUELLET.—Je comprends, Monsieur le président, que l'enquête doit être faite complète, et pour ma part, je suis prêt à siéger aussi longtemps qu'il le faudra, même 8 ou 10 jours encore—mais je constate une chose, c'est que, depuis que nous examinons ces livres-là, nous répétons d'une page à l'autre à peu près les mêmes questions et nous avons les mêmes réponses. Je n'ai pas d'objection à terminer tout le livre, si cela peut intéresser le comité, quand même cela devrait nous retenir ici encore deux jours de plus. Je ne voudrais pas faire d'obstruction, mais j'aimerais qu'on s'en tiendrait aux choses nécessaires qui peuvent nous porter en route.

M. LANGLAIS.—Les livres en question n'ont pas été produits. Ils ont été simplement déposés devant le comité pour le temps de l'enquête, afin que nous puissions nous en servir, le temps que l'enquête durera. Maintenant, nous avons besoin d'extraire de ces livres certaines formules, certains renseignements qui pourront nous servir en temps et lieu, afin de savoir qu'est-ce que c'est que la Commission met en vente. Je ne fais pas ça pour le simple plaisir de la chose et je puis vous assurer que, si nous pouvions nous dispenser de faire lire et de faire transcrire par le sténographe les formules que nous examinons, je le ferais avec plaisir mais du moment qu'on a produit ces livres, nous sommes obligés d'extraire de ces livres les renseignements qui nous sont nécessaires et qui peuvent nous servir en temps et lieu.

M. BOUCHARD.—Monsieur le Président, je n'ai pas d'objection à ce que l'on continue comme on a commencé, mais il me semble qu'on aurait pu simplifier dix fois le travail qu'on avait à faire devant ce comité. Si on voulait avoir ces formules que l'on fait prouver maintenant par le témoin...

LE PRÉSIDENT.—On veut les lui faire lire.

M. BOUCHARD.—Je ne sais pas pour quelle raison on fait répéter ce genre de formules qui comportent toujours exactement la même chose, 200 ou 250 fois—encore une fois, je ne veux pas retarder l'enquête, mais il me semble qu'on devrait simplifier la procédure pour ne pas retarder l'enquête qu'on a à faire.

M. MERCIER, (Trois-Rivières).—Monsieur le président, je demande la parole. Pour ma part, Monsieur le président, je voudrais savoir qu'est-ce qu'on a l'intention de faire—je voudrais savoir si nos amis ont l'intention de faire copier tout les livres de la Commission de cette manière-là. Je m'objecterai à ça. Nous avons déjà passé plusieurs séances à faire lire au témoin des formules et pour l'information de ce comité, afin de faire comprendre, expliquer ces formules, nous avons eu des témoins ici comme l'hon. Sénateur Wilson, Monsieur Ethier, Monsieur Daoust et Monsieur Scott qui sont venus dans la boîte ainsi que Monsieur Parmentier, et qui nous ont expliqué ces formules. Quant à moi, je suis satisfait de l'exposé qui nous a été fait des formules des différents mélanges.

Maintenant, si nos amis disent qu'ils ont encore besoin de formules, il n'est pas besoin de les faire transcrire par le sténographe. Je trouve que le procédé est trop long, Monsieur le président. Si l'on a besoin que de quelques formules, c'est très bien, nous sommes prêts à patienter encore, mais notre patience jusqu'ici a été mise durement à l'épreuve, et tous les membres du comité admettront avec moi que la lecture de ces formules a été longue et ennuyeuse. Si on a

besoin d'un plus grand nombre de formules je suggère que l'on demande des extraits du livre, que l'on demande des copies du livre, mais que l'on ne perde pas le temps du comité pour faire répéter et faire copier par le sténographe toutes ces formules-là. Quant à moi, Monsieur le président, le gérant qui est le témoin, et les experts sont venus témoigner ici au cours des différentes séances nous ont expliqué tous ces mélanges-là et il ne serait pas nécessaire, il me semble, de faire copier tous les livres de la Commission par le sténographe, et à moins que nos amis nous disent qu'ils ont l'espérance d'en voir la fin, je m'objecterai à ce que l'on continue indéfiniment à procéder de cette manière, parce que je comprends, des deux côtés ici, nous ne voulons pas prolonger l'enquête inutilement, mais il me semble aussi que de ce côté ici, nous avons écouté nos amis de l'autre côté avec beaucoup de patience.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je n'ai qu'un mot à répondre à l'Hon. député de Trois-Rivières, qui vient de déclarer que, pour sa part, les témoignages de Monsieur le sénateur Wilson, de Monsieur Parmentier, de Monsieur Ethier et de Monsieur Daoust l'ont convaincu parfaitement et qu'il en est satisfait. Après les témoignages de ces Messieurs, pour lui c'est la fin, et il ne veut plus en entendre d'autres. Si mon ami des Trois-Rivières est satisfait, tant mieux pour lui, mais ce comité n'est pas composé seulement des membres de la droite, mais il y a aussi les membres de la gauche qui représentent un peu l'opinion populaire dans la province, et je crois que nous avons le droit d'obtenir, sur les mélanges de la Commission ou sur les blends de la Commission, les renseignements dont nous croyons avoir besoin. Maintenant, comment voulez-vous que nous posions des questions pour obtenir des explications du témoin sur tel ou tel mélange s'il n'en a pas d'abord donné la formule. Je me demande comment le comité pourrait comprendre ces explications, si, d'abord, le témoin n'avait pas donné les formules de ces vins et de ces whiskys. Pour moi, cela s'impose. Nous avons fait donner les formules des vins et des whiskys et, maintenant, mon ami, Monsieur Langlais, est à lui faire donner des explications sur les mélanges de brandys, de rhums et de gins. Il me semble que nos amis de la droite ont entendu tant de témoins qu'ils croient si favorables et dont ils ont l'air si satisfaits qu'ils devraient nous laisser continuer.

M. MERCIER (Trois-Rivières).—Monsieur le président, je crois que l'on n'a pas compris ma pensée. J'ai déclaré que, si mes amis insistaient pour continuer à procéder de la manière qu'ils ont commencé, je n'ai rien à dire—qu'ils continuent.

LE PRÉSIDENT.—Il n'y a pas de doute, quant à moi, qu'on aurait pu simplifier l'enquête beaucoup, et que l'opposition qui a eu les livres de la Commission entre les mains pendant des jours et des jours, qui les a fait examiner par une foule de personnes, aurait pu faire faire des extraits de toutes ces formules et les produire devant ce comité, comme exhibits, et ensuite, demander au témoin de les expliquer, si on ne les comprenait pas. Au lieu de ça, on a dicté, depuis, plusieurs centaines de formules de mélanges—enfin l'opposition conduit son enquête comme elle l'entend, mais on perd beaucoup plus de temps de cette manière que si on avait produit des extraits.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, vous faites là une affirmation un peu gratuite, lorsque vous dites que les livres ont été examinés par un grand nombre de personnes. Il ne faut pas aller si loin que ça.

LE PRÉSIDENT.—Disons plusieurs personnes, si vous voulez ?

M. DURANLEAU.—Evidemment qu'un seul homme ne pouvait pas parcourir tous ces volumes-là, mais ils n'ont pas été examinés par plusieurs personnes.

L'HON. M. NICOL.—L'autre jour, Monsieur Duranleau a examiné ces volumes en partant de la première page jusqu'à la dernière, et maintenant, Monsieur Langlais est à les parcourir, en partant de la dernière page jusqu'à la première.

M. DURANLEAU.—Je vous demande pardon, j'ai commencé à examiner ces formules pour les Scotch et les vins et maintenant, Monsieur Langlais continue en ce qui concerne les brandys, les rhums et les scotch.

LE PRÉSIDENT.—Nous voulons que cette enquête se continue, mais je demanderai à nos amis de procéder le plus vite possible—je crois que, sur cette question de mélanges, nous savons maintenant à quoi nous en tenir.

M. LANGLAIS.—Si on nous avait laissés continuer, nous aurions eu le temps de repasser six formules. Laissez-moi donc encore demander quelques formules dont j'ai besoin et je crois que le comité sera satisfait, que cela prend moins de temps que la discussion de toutes les objections qu'on veut faire à l'enquête.

LE PRÉSIDENT.—Continuez ?

Q. Nous sommes à la page 198.—Je vous demande la formule numéro 1114 en date du dix février mil neuf cent vingt et un ?

R. 108½ gallons 65 O.P.; 20 gallons d'alcool 50. 3 O.P. provenant des saisies; 12 gallons de Whisky blanc 48 U.P., fond, balance; 34 gallons du Whisky blanc provenant du stock général; 274 gallons d'eau distillée, en tout 448½ gallons de Whisky blanc 48 U.P. suivant la formule scientifique pour faire le Whisky blanc au degré de force voulue.

Q. C'est-à-dire du Whisky blanc de la force 48 Under Proof qui vous revient à \$5.27 le gallon ?

R. Oui moins, l'embouteillage et les frais d'administration.

M. BOUCHARD.—Est-ce que ce prix modique-là ne provient pas du fait que là-dessus, vous aviez du stock saisi ?

R. Oui vingt gallons de stock saisi.

Q. Vos vingt gallons sont entrés au prix de revient de \$13.02 ?

R. Oui.

Q. Le gallon ?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Le gallon O.P. ?

R. Oui, 50. 3 O.P.

M. BOUCHARD.—Mais, le coût de revient, au lieu d'être \$19.00 comme à l'ordinaire—lorsqu'il est réduit deux dans un.

R. Oui.

Q. L'alcool en question, la saisie à 50 .3 O.P. est de \$13,02—entré dans votre livre comme prix coûtant ?

R. Oui.

Q. Et tout le mélange, 448 gallons, est vendu par la Commission comme du Whisky blanc 48 U.P. et le prix coûtant est de \$5.27 le gallon ?

R. Oui.

M. BOUCHARD.—Le prix provient du fait que vous avez là-dedans du stock saisi qui vous coûte moins cher que le stock que vous achetez régulièrement ?

R. Oui, parce que le stock régulier coûte, en moyenne, \$17.17 le gallon.

Q. Voulez-vous maintenant prendre la formule à la page 197, en date du quatre novembre mil neuf cent vingt-quatre, numéro 1110 ?

R. 904 gallons de Old Mull Scotch Whisky un au-dessus de preuve, 59 gallons de Old Mull 23 U.P., provenant d'un baril de Old Mull, ayant contenu du Old Mull; 291 gallons d'eau distillée pour le réduire à 23 U.P.,—1254 gallons.

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est pas un mélange, ça ?

R. Non, c'est du Old Mull préparé de l'autre côté, importé en fûts et préparé de l'autre côté.

Q. C'est du Old Mull importé en fûts, à raison de 904 gallons en fûts réduits à 1254 gallons 23 U.P. et dont le prix coûtant est de \$15.05 le gallon ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Quel est le numéro ?

R. 1110.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre la formule 1108, page 196, en date du 6 novembre mil neuf cent vingt-quatre ?

R. Oui.

Q. Et nous dire qu'est-ce que comporte cette formule ?

R. 832 gallons de rhum 35 O.P.; 34 gallons de Scotch 3 U.P.; 31 gallons de rhum, 30 U.P.; 4 gallons de couleur, Caramel, sucre brûlé; 767 gallons d'eau distillée, en tout 1717 gallons de rhum Jamaïque 30 U.P.

Q. Ceci est vendu par la Commissions sous le nom de rhum Jamaïque.

R. 30 U.P. importé de Jamaïque.

Q. Le prix de revient est de \$7.78 ?

R. Le prix de revient est de \$7.78 à 30 U.P.

Q. Le Scotch, les 83 gallons de Scotch, c'est fait à la Commission, n'est-ce pas ?

R. Non, c'était un Scotch importé qui s'allie très bien au rhum.

Q. Vous n'importez pas directement le Scotch en fûts ?

R. Directement, oui, nous en importons beaucoup.

Q. Par quoi trouvez-vous que le Scotch en question a été importé ? Le Scotch 34 gallons 3 U.P. ?

R. Je crois que c'est importé.

Q. Vous vous imaginez que ça peut être importé.

R. C'est importé.

Q. Il n'y en a pas eu de fait à la Commission même ?

R. Non—il y a eu des mélanges faits à la Commission, mais il n'y en a jamais eu de Scotch fait à la Commission.

LE PRÉSIDENT.—La Commission ne fait pas le Scotch ?

R. Non.

M. BOUCHARD.—Vous ne faites pas de malt de Scotch, à la Commission ?

R. Non.

M. BOUCHARD.—Je comprends que le malt de Scotch, c'est la base du Scotch ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vous avez une certaine quantité de Scotch, que vous mélangez avec de l'alcool, et différents ingrédients que vous faites entrer dans le Scotch et, avec ça, vous faites du Scotch de la Commission un X. ou 3X, sous le titre de Scotch de la Commission des liqueurs ?

R. Oui.

Q. Il n'y a aucune importation directe de ce Scotch tel que vous le vendez—vous importez les ingrédients qui rentrent dans le Scotch, mais vous n'importez pas le scotch tel que composé ?

R. Oui, depuis un an et demi, on importe le Scotch tout préparé et on l'embouteille tel qu'on le reçoit.

Q. Sans rien y ajouter ?

R. Quelquefois on ajoutera un produit meilleur, un Scotch de plus grande valeur.

M. BERCOVITCH.—C'est ce qu'on appelle du Scotch *fat* ?

R. Pour donner une meilleure constitution, pour faire un bon Scotch.

Q. Et vous ajoutez de l'eau ?

R. Oui, pour le rendre buvable.

Q. Le rhum que vous vendez à l'heure actuelle, je comprends que vous avez eu 882 gallons de rhum 35 O.P. et vous en avez fait 1717 gallons que vous appelez rhum de la Jamaïque, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Qui vous revient \$7.78 ?

R. Oui.

Q. Le gallon ?

R. Le gallon.

Q. Et vous le vendez vous-même à quel prix ?

R. Il n'y a pas de prix vendant dans ce livre-là, à l'heure actuelle.

M. BOUCHARD.—Le nombre plus considérable de gallons que vous avez, comme résultat des mélanges que vous avez faits, n'est-il pas produit par le fait que le rhum que vous importez est de 35 au-dessus de preuve et que vous êtes obligés, pour le rendre potable, de la baisser à 30 au-dessous de preuve ?

R. Certainement, il faut ajouter plus d'eau à une liqueur, à un spiritueux qui a plus de force que les spiritueux ordinaires. L'alcool contient généralement 100 degrés, preuve, et le rhum contient 135 degrés.

Q. Voulez-vous prendre, à la date du 27 octobre 1924 à la page 195, la formule 1103 et nous dire de quoi est composée cette formule et quelle est la marchandise vendue par la Commission sous cette formule 1103 du 27 octobre, 1924 ?

R. 1636 gallons de Dawson Special 1 (un) O.P.; 119 gallons à un Dawson Special à 25 U.P.—vous avez déjà la raison;—567 gallons d'eau distillée—en tout 2322 gallons de Dawson Special amené à la force de 25 U.P. suivant la formule scientifique et mathématique, si vous voulez.

Q. Cela vous coûte \$14.01 le gallon ?

R. \$14.01 le gallon.

Q. Et la Commission le vend sous le nom de Dawson Special?

R. Tel qu'importé.

M. DUFRESNE.—Je comprends que les liqueurs que vous vendez, sont rarement des liqueurs importées en bouteilles par la Commission?

R. On en vend—la majorité de nos liqueurs sont vendues importées en bouteilles.

Q. Maintenant, la formule 1100, à la même page, octobre 23, 1924?

R. 22 octobre 1924, 2495 gallons de Monet 4 ans, preuve, 158 gallons de Monet 25 U. P., fond, balance de baril; 63 gallons de Grog 29%; 62 gallons de Grog 22 degrés; 785 gallons d'eau distillée en tout 3543 gallons Cognac Monet 4 ans, 25 U.P. selon la formule scientifique.

Q. Le prix de revient à la Commission est de \$9.51 le gallon?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Je comprends que c'est toujours le prix de revient brut?

R. Oui, c'est le prix de revient brut, sans compter les frais d'embouteillage et les frais d'administration.

Q. Mais, ça comprend les frais de douane?

R. Ça comprend les frais de douane.

Q. Maintenant, la formule 1098, page 194, en date du 21 octobre 1924?

R. 894 gallons d'alcool 65 O.P.; 45½ gallons d'alcool 51.2 O.P.; provenant des saisies; 5 gallons de Whisky blanc, fond, balance de fûts, 48 U.P.; 275 gallons d'eau distillée. En tout, 4049 gallons de whisky blanc 48 U.P.

Q. Au prix de revient à la Commission de \$5.59 le gallon?

R. Prix brut.

Q. Y compris les droits?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Combien est-ce que ça se vend?

R. \$1.50 la bouteille.

Q. Maintenant, la formule 1094, page 193, en date du 11 octobre 1924.

R. 788 gallons de Myers Rum 35 O.P.; 24 gallons de Bourbon whisky 14.5 U.P.; 35½ gallons ditto de 3.1 U.P.; 109 gallons de Grog 30%; 106 gallons de Grog 26%; 9½ gallons de couleur, Caramel, sucre brûlé; 625 gallons d'eau distillée, en tout 1697 gallons de rhum Jamaïque 30 U.P.

Q. Au prix de revient de \$7.52?

R. \$7.52.

R. Maintenant, la formule 1088, à la page 192, 25 septembre, 1924.

R. 762 gallons de Dawson Special preuve; 60 gallons de Dawson Special balance de fût, 25 U.P.; 260 gallons d'eau distillée—en tout 1092 gallons de Dawson Special 25 U.P. réduit selon la formule scientifique.

Q. Et vendu par la Commission comme Dawson Special?

R. Dawson Spécial tel qu'importé.

Q. Au prix coûtant de \$14.06 le gallon?

R. Oui.

R. Maintenant, voulez-vous prendre la formule 1081 page 191 en date du 18 septembre, 1924?

R. 92 gallons et demi d'alcool 65 O.P.; 31 gallons d'alcool 30 O.P. provenant des saisies; 9 gallons de 65 O.P. d'alcool recueilli des bouteilles brisées sur

les tables: 2 gallons de whisky blanc 40 U.P. balance de baril, fond; 268 gallons d'eau distillée, en tout 402½ gallons de whisky blanc 48 U. P. réduit selon la formule scientifique.

Q. Prix de revient \$5.34, n'est-ce pas?

R. Prix de revient \$5.34.

Q. Maintenant, la formule 1078, page 190, septembre 15, 1924?

R. 284 gallons de Bisquit-Dubouché, preuve; 9 gallons de Bisquit-Dubouché, 25 U.P. provenant des barils; 92 gallons d'eau distillée en tout 385 gallons de Bisquit-Dubouché—6 ans.

Q. Prix de revient à la Commission, \$9.84?

R. \$9.84 le gallon.

Q. Maintenant, la formule 1066, page 188, 24 septembre, 1924.

R. 1544 gallons de Monet quatre ans, 3 O.P.; 62 gallons de Grog 29.6%; 59 gallons de Grog 29.9%; 114 gallons de cognac de la Commission, fond, balance de baril, de cognac Monet aussi—ça ne le dit pas, mais c'en est; 436 gallons d'eau distillée, en tout 2215 gallons réduits à 25 U.P. selon la formule scientifique.

Q. C'est la même chose pour le Monnet de quatre ans?

R. Oui.

Q. A raison de \$9.51 le gallon, prix de revient?

R. Oui, importé tout préparé.

M. DURANLEAU.—Quel est le prix de revient?

R. \$9.51 le gallon.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre la formule numéro 1068, septembre 9, 1924, page 188?

R. 210 gallons de Myiers Rum 35 O.P.; 109 gallons de Grog 30%; 131 gallons d'eau distillée; un gallon de couleur, sucre brûlé, Caramel, en tout 451 gallons de rhum Jamaïque 30 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient \$7.49.

R. \$7.49 du gallon.

Q. Maintenant, la formule 1055, juillet 31, 1924, page 186?

R. 85 gallons d'alcool 65 O.P.; 78 gallons d'alcool des saisies 65 O.P.; 10 gallons whisky blanc 48 U.P.; 357 gallons d'eau distillée, en tout 530 gallons de whisky blanc réduit à 45 U.P. selon la formule scientifique.

Q. Prix de revient \$5.37?

R. \$5.37 le gallon, oui.

Q. Maintenant, la formule 1050, juillet, 25 1924, page 195?

R. 1625 gallons Monnet quatre ans 8 U.P.; 62 gallons de Grog 36%; 60. gallons de Grog 31%; 64 gallons de Grog 30%; 128 gallons de Cognac Monnet quatre ans à 25. U.P. provenant des barils; 415 gallons d'eau distillée. En tout 2354 gallons de cognac Monnet quatre ans 25 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Votre Grog, était-ce du Monnet aussi?

R. Du Grog Monet, oui.

LE PRÉSIDENT.—Ça vient tout de la maison Monnet?

R. Oui.

Q. Prix de revient \$9.60 le gallon?

R. Oui.

Q. Maintenant, prenez la formule 1042; page 183, juillet 11, 1924.

R. 308 gallons Myiers Rum 35 O.P.; 12 gallons de rhum Jamaïque 30 U.P.; 96 gallons de Gorg 28.5%; 33 gallons de Bourbon whisky 1.3 O.P.; 263 gallons d'eau distillée; 2 gallons de sucre brûlé, couleur, caramel,—en tout 704 gallons de rhum Jamaïque de la Commission 30 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient \$7.11?

R. \$7.11, oui.

Q. Maintenant, la formule 1039 page 182, 8 juillet, 1924.

R. 298 gallons de Jules Robin, 10 ans; 1.8 au dessus de preuve; 88¼ gallons d'eau distillée; trois-quarts de gallons de sucre de couleur, caramel, sucre brûlé—en tout 387 gallons de cognac très vieux, 25 U.P. selon la formule scientifique.

LE PRÉSIDENT.—Toute de la même liqueur encore?

R. Toute, telle qu'importée.

Q. Au prix de revient de \$10.24?

R. Oui.

Q. Vendue par la Commission sous le nom de Cognac très vieux, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Maintenant, la formule 104, 9 juillet, 1924, page 182?

R. 480 gallons de Gin Severy, 6.1 O.P.; 175½ gallons de gin des tables 23 U.P.; 150 gallons d'eau distillée—en tout 805½ gallons de gin de la Commission 25 U.P.

Q. Au prix de revient de \$8.21?

R. \$8.21 le gallon.

Q. Maintenant, la formule 1022.

R. Formule 1022, 31 mai, 1924, page 179, 782 gallons Monnet 4 ans, à preuve; 40 gallons de Monnet 25 U.P. balance de baril; 63 gallons de Grog 21.5 pour cent; 61 gallons de Grog à 24.4%; 174 gallons d'eau distillée, en tout 1120 gallons Monnet quatre ans 25 U.P. réduit suivant, la formule scientifique.

Q. Au prix de revient de \$9.53?

R. Au prix de revient de \$9.53.

Q. Maintenant, la page 179, formule 1025?

R. 5 juin, 1924, page 179, 238 gallons d'alcool 65 O.P.; 10 gallons d'alcool 65 O.P. provenant des bouteilles brisées sur les tables; 8 gallons de fond, balance de fût, 48 U.P. 289 gallons d'eau distillée; 430.8 gallons de whisky blanc 48 U.P.

Q. Prix de revient \$5.38?

R. Prix de revient \$5.38.

Q. Maintenant, la formule 1015, page 177, en date du 23 mai, 1924.

R. 4105 gallons de Myiers Rum 35 O.P.; 9 gallons de Rye Bourbon 4.1 U.P.; 24 gallons rye Bourbon 25 U.P.—je dois ajouter que le rye Bourbon s'allie bien au rhum. 7 gallons de couleur, sucre brûlé; 23 gallons de balance de fût, fond, 30 U.P.; 385 gallons d'eau distillée, en tout 850 gallons de rhum 30 U.P.

Q. Prix de revient \$7.51 le gallon?

R. \$7.51 le gallon.

Q. La formule 1008, maintenant, page 176, en date du 12 mai, 1924?

R. 214 gallons dry gin provenant des tables, bouteilles retournées ou brisées; 62 gallons et un tiers, de Old Tom Gin 25 U.P.; 20 gallons de gin 20 U.P.;

28 gallons provenant des saisies 30.7; 6 gallons d'eau distillée. En tout 330.3 gallons Commission Dry Gin 25 U.P.

Q. Coût, \$6.74 le gallon?

R. Oui.

M. DURANLEAU.—Avez-vous donné le prix coûtant?

R. \$6.74.

Q. Maintenant, la formule 1005, page 175, en date du 5 mai, 1924.

R. 91 gallons d'alcool 65 O.P. provenant de résidu de bouteilles brisées sur les tables; 52½ gallons provenant des saisies à 64.8 O.P; 310 gallons et demi d'eau distillée, en tout 450 gallons de whisky blanc 48 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient \$5.47?

R. Prix de revient \$5.47.

Q. Les gallons d'alcool saisis sont entrés aux prix coûtants, \$17.14?

R. \$17.14, oui, afin d'établir nos prix coûtants pour fins d'inventaire.

Q. Voulez-vous prendre la formule 1002, en date du 3 mai, 1924, page 175?

R. 412 gallons de Myers Rum, 35 O.P; 105 gallons de Serge Rum, Jamaïque, 35 O.P; 75 gallons de Grape Brandy à 50%; 62 gallons d'alcool provenant des saisies 37.6 O.P; 112 gallons de Grog 27.3%; 106 gallons de Grog 28.7%; 40 gallons de Grog 29.6%; 12 gallons de rhum 30 U.P. provenant de fonds de barils, balance de barils; 8 gallons de couleur, sucre brûlé, caramel; 473 gallons d'eau distillée en tout 1407 gallons de rhum, 30 U.P.

Q. Maintenant, page 171, formule 502, en date du 2 avril, 1924

R. 164 gallons de Dawson Special 1.3 O.P. 79 gallons de Braemer Scotch Whisky preuve; 18½ gallons de Malt Scotch Malt 5.5 O.P; 93½ gallons d'eau distillée, en tout 355 gallons de Old Squire 25 U.P. réduit selon la formule scientifique.

Q. Au prix de revient de combien?

R. \$13.35 le gallon.

Q. Maintenant, prenez la formule 488, page 169, du 4 mars, 1924.

R. 90.2 gallons d'alcool 65 O. P; 42.5 gallons d'alcool 64.8 O. P. provenant des saisies; 290 gallons d'eau distillée, en tout 422.7 gallons de whisky blanc 48 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient?

R. \$5.56.

Q. L'alcool saisi est entré à \$16.77?

R. Pour fins d'inventaire.

Q. Et l'alcool ordinaire 90.2 est entré à \$16.92?

R. A \$16.92.

Q. Maintenant, prenez la formule 482, février 22, page 167?

R. 412 gallons de Myers Rum 35 O.P.; 108 de Serge Rum 35 O.P.; 38 gallons de Grog 35%; 39 gallons de... 20 gallons balance de baril 30 U.P.; 32½ gallons saisie 30.3 U.P.; 100 gallons de Grog 16%. 109 gallons de Grog 34%; 104 gallons de Grog 27%; 379½ gallons d'eau distillée; 2 gallons de couleur, sucre brûlé, en tout 1344 gallons de rhum 30 U.P.

Q. Au prix de revient de \$7.84?

R. Au prix de revient de \$7.84.

LE PRÉSIDENT.—Quelle date?

R. Le 20 février, 1924.

Q. Maintenant, prenez la formule 466, page 164.

R. 530 gallons de Burnett Dry Gin 25 O.P. 28 gallons de Burnett Dry Gin 20 U.P. balance de fût; 298 gallons d'eau distillée—en tout 856 gallons de Burnett Dry Gin réduit à 20 U.P. selon la formule scientifique

Q. Prix de revient?

R. Prix de revient de \$10.32 le gallon.

Q. Maintenant, page 163, formule 464.

R. 31 janvier, 1924. 90 gallons alcool provenant des saisies 64.6 O.P.; 40 gallons provenant des saisies 65 O.P.; 285 gallons eau distillée, en tout 415 gallons whisky blanc 48 U.P. A présent, est-ce qu'il m'est permis de lire l'analyse concernant cet alcool saisi qui est venu comme whisky blanc?

LE PRÉSIDENT.—Donnez l'information que vous avez à donner.

M. BERVOVITCH.—Lisez-la?

LE PRÉSIDENT.—Quelle est cette entrée, sur laquelle vous avez une explication?

R. C'est sur le mot "saisie".—La saisie a été faite le 5 décembre, 1924

Q. Voulez-vous le produire purement et simplement?

R. Ceci est 25, apparemment—c'est 1924. Alors, c'est un rapport concernant les alcools saisis.

M. BERCOVITCH.—Lisez-le donc?

R. C'est signé par le chimiste. "Cet alcool issu d'une bonne distillation et d'une rectification soignée est très pur et ne contient rien pouvant l'empêcher de servir dans nos alcools réguliers. Signé, Henri Chapleau, chimiste de la Commission."

Q. Voulez-vous, Monsieur Michaud, produire, comme exhibit N.N., le rapport de votre chimiste ou une copie de ce rapport.

LE PRÉSIDENT.—Pouvez-vous vous défaire de ça?

R. Oui, je peux tous les avoir.

Q. Maintenant, décembre 20, 1923, formule 421, page 154.

R. 856 gallons Bisquit-Dubouchée Cognac preuve. 72 gallons de Bisquit-Dubouché 25 U.P. provenant des fûts; 285 gallons eau distillée, en tout 1213 gallons de Bisquit-Dubouché 6 ans à 25 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient?

R. Prix de revient \$9.80.

Q. Maintenant, la formule 407 page 151.

R. 10 décembre, 1924, 414 gallons Myers Rum 35 O.P.; 216 gallons de Serge Jamaica Rum Myers 35 O.P. 74 gallons de Grape 50.5 O.P.; 93 gallons de Wampole Rum 35. O.P.; 25¾ gallons de fond, balance de fûts, 30 U.P.; 79 gallons de Grog 39%; 35 gallons de Grog 20%; 135 gallons de Grog 17.7%; 605 gallons d'eau distillée; 2 gallons de couleur, sucre brûlé, caramel, en tout 1675 gallons et trois quarts de rhum Commission 30 U.P. réduit suivant la formule scientifique.

Q. Prix de revient.

R. Prix de revient \$7.60.

Q. Maintenant, page 138, 16 octobre, 1923, formule 348?

R. 598 gallons Dawson Old Curio 5 U.P.; 15 gallons de Dawson balance de fûts 25 U.P.; 159 gallons eau distillée. En tout 772 gallons de Dawson Old Curio réduit à 25 U.P. selon la formule scientifique et importé comme tel.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre la page 69 formule numéro un ou mélange numéro un, plutôt?

R. 36 gallons Brandy 25 U.P. balance de barils; 630 gallons venant des caisses, c'est-à-dire des marques venant des marchands de gros qui n'ont pas été mises dans la liste spéciale de la Commission, 25 U.P.

LE PRÉSIDENT.—Qu'est-ce que vous voulez dire?

R. Nous avons reçu des magasins de gros à peu près deux mille marques. Nous en avons mis 500 sur notre liste et la différence de 1500 marques a passé dans nos mélanges sous la rubrique venant des caisses.

M. BERCOVITCH.—Quelle est la date de ce mélange?

R. Novembre 6, 1922.

M. DURANLEAU.—Dans quel volume?

R. Même volume M., un page 69.—92½ gallons d'eau distillée; 9 gallons de Barrand Brandy preuve; 15½ gallons de Claudon preuve; 6 gallons de Comendon preuve. 50 gallons de Commission Brandy preuve. 175 gallons de Pelisson Brandy, preuve; 15 gallons de Rochelle Brandy, preuve; 3 gallons de Bonificateur, Brandy Concenter, preuve; 3 gallons de Barnett Brandy, preuve; 6 gallons provenant des saisies, 33.4 U.P.; 12 gallons B.H. compagnie preuve Brandy; 81 gallons Frappin Brandy; 4½ gallons de Croiset Brandy, preuve; 12 gallons de Brandy de la maison McIntyre 25 U.P., en tout 1153 gallons de Brandy de la Commission 25 U.P.

L'HON. M. NICOOL.—Quelle page?

R. Page 69. Ce sont tous des brandys mêlés ensemble.

LE PRÉSIDENT.—Ce sont toutes des boissons de même nature?

R. Oui.

Q. Quel est le prix de revient?

R. \$9.03?

M. BERCOVITCH.—C'est vendu sous le nom de Brandy et non pas sous le nom de Cognac?

R. Non, sous le nom de Brandy.

LE PRÉSIDENT.—Y a-t-il une différence entre Cognac et Brandy?

R. Oui, il y a une différence. Le Cognac provient de la délimitation du district Cognac seul, l'authentification en est faite par l'acquit blanc. L'acquit blanc c'est la feuille qui accompagne la marchandise généralement sur du papier blanc et c'est cette feuille qui nous est remise à la Commission, lorsque nous recevons la marchandise. L'acquit rose est la feuille rose sur laquelle est imprimé le de la compagnie de transport et que cette compagnie de transport nous remet en nous apportant le Brandy, c'est-à-dire que cette marque ne provient pas de la délimitation de Cognac mais du district environnant le district de Cognac.—Mais nous n'en avons jamais importé depuis les débuts de la Commission—nous avons simplement importé du Cognac.

LE PRÉSIDENT.—Vous n'avez pas importé de Brandy ?

R. Seulement du Cognac.

L'HON. M. MERCIER.—Vous parlez de l'acquit; par qui est donné cet acquit ?

R. Par le gouvernement français lui-même.

LE PRÉSIDENT.—Certifiant que cette boisson vient de la région de Cognac ?

R. Oui.

M. BERCOVITCH.—Et que c'est pur ?

R. Ah oui ! c'est du Cognac pur.

L'HON. M. MERCIER.—Et certifiant aussi qu'il a l'âge ?

R. Je crois que oui.

Q. La formule, à la page 66, entrée sous le nom de Commission Brandy, est-elle aussi formée des mêmes mélanges que ceux que vous venez de mentionner ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT.—Et c'est vendu comme Brandy de la Commission ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Maintenant, voulez-vous prendre la page 55, formule numéro ?

R. 734 gallons American Rye; 42 gallons eau distillée, en tout 776 gallons Old Charter Rye, 13.4 U.P.

Q. Vous avez ici un brandy, à la page 50, formule un, à la date du 18 août, 1922.

R. 117½ gallons Brandy Frappin preuve; 102 gallons de Spanish Brandy preuve; 52½ gallons de Péliesson Frère, preuve; 8 gallons de Claudon preuve; 16 gallons de Rochelle preuve; 8 gallons de Barrand preuve; 3 gallons de Croiset, 25 U.P.; 10 gallons de Brandy provenant de la maison McIntyre, 25 U.P.; 1 gallon de Bonificateur, preuve; 8 gallons de Comandon, preuve; 8 gallons de B. H. compagnie preuve. 370 gallons Brandy 25 U.P.; 107 gallons d'eau, en tout, 814 gallons 25 U.P. Brandy de la Commission.

Q. Ce Brandy de la Commission, c'est au prix coûtant de \$8.52 le gallon ?

R. Variant de huit à neuf piastres et demie le gallon.

Q. Cette formule de \$8.52 est celle que vous venez de lire, c'est à peu près le même genre que la formule précédente, \$8.87 le gallon ?

R. Oui.

Q. La formule à la page 51, c'est \$9.15 le gallon ?

R. Oui.

Q. C'est tout du Brandy ?

R. Oui.

Q. La formule à la page 53, \$9.35 et \$8.71 le gallon ?

R. Oui. prix de revient à la Commission.

LE PRÉSIDENT.—Dépendant de la qualité ?

R. Bien, c'est à peu près dans les mêmes prix.

LE PRÉSIDENT.—Sous la direction de qui ces mélanges ont-ils été faits ?

R. Sous la direction du chimiste et du maître de chaix.

Q. Maintenant, ces prix-là sont les prix bruts ?

R. Oui, ce sont les prix brut, ça ne comprend pas le fret, ni l'assurance, ni l'encaissage.

M. BERCOVITCH. — Ni l'embouteillage ?

R. Ni l'embouteillage, ni l'administration, ni le paquetage, ni le quaiage, ni la casse.

Q. Ceci est du département de la comptabilité ?

R. Oui.

Q. A la page 47, le mélange numéro un, le prix de revient est \$8.16 ?

R. Oui.

INTERROGÉ PAR LE PRÉSIDENT:

Q. On vous a fait lire un grand nombre de formules. Je comprends que la plupart des boissons qui entraient dans ces formules, étaient des boissons importées auxquelles vous ajoutiez de l'eau ?

R. Oui.

Q. Que vous importiez en fûts et que vous vendiez telles que vous les receviez ?

R. Oui.

Q. Sauf réduction, ensuite, pour la rendre buvable ?

R. Oui.

Q. Maintenant tous ces mélanges ont été faits par des experts ?

R. Des experts, oui.

Q. Après analyse ?

R. Oui.

Q. Et les produits étaient purs et bons ?

R. Oui.

Q. Les boissons saisies sont analysées avant d'être employées ?

R. Oui, on est plus scrupuleux encore pour celles-là.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Michaud, vous parlez de prix de revient. Qui est-ce qui peut nous donner le détail de ces prix de revient ?

R. Ce sont Messieurs Lamarche et Burn.

Q. Sont-ils ici ?

R. Oui.

Q. Qui a entré les chiffres que vous avez donnés cet avant-midi, quant aux prix de revient, dans les livres en question.

R. Ça m'a l'air de l'écriture de Monsieur Gagné, le comptable.

Q. D'après les données, je suppose, de Monsieur Lamarche et de Monsieur Burn.

R. Probablement.

Q. Vous, personnellement, vous ne pourriez pas nous donner le détail de ces prix de revient ?

R. Non.

Advenant une heure, le comité s'ajourne à 8½ heures ce soir.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède, est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ALEXANDRE BELINGE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC
SÉANCE DU MARDI SOIR, 2 AVRIL 1925.

La séance est ouverte à 9 heures, p.m.

PRÉSIDENT:—L'hon. M. Perrault.

LE PRÉSIDENT.—J'ai une lettre et un télégramme que je vais lire au Comité et déposer au dossier.

(Le président donne alors lecture de la lettre et du télégramme suivants):

“DÉPARTEMENT DU RÉTABLISSEMENT CIVIL DES SOLDATS.”

HÔPITAL SAINTE-ANNE,

Sainte-Anne-de-Bellevue, 1 avril, 1925

A tous ceux que cela concerne:—

La présente certifie que l'ex-capitaine René Laroque est malade à l'Hôpital Sainte-Anne, où il a été sans interruption pendant les derniers dix-neuf mois, et qu'il souffre de désordres nerveux, maladie qu'il a contractée pendant qu'il était en service actif.

Certains incidents de peu d'importance, survenus pendant qu'il était ici, ont invariablement provoqué une aggravation notable de son instabilité nerveuse qui dure toujours et, depuis qu'il a reçu un *subpœna* de Québec, samedi dernier, il est d'une émotivité si agitée qu'il est devenu nécessaire de restreindre sa liberté afin d'assurer sa propre sécurité. Dans cet état d'agitation extrême, il est incapable de coordonner ses idées, il est devenu d'humeur variable et irritable et absolument incapable de rendre témoignage devant votre Comité avec l'exactitude voulue.

Si on le forçait à comparaître devant le comité, cela aurait pour effet inévitable de rendre son agitation encore plus grande et aussi, probablement, de prolonger la période de son traitement à l'Hôpital.

Il est donc désirable qu'on l'exempte d'aller rendre témoignage.

P. M. MCGROVE, M.D.,
Hôpital Sainte-Anne”.

SAINT-ANNE DE BELLEVUE,
2 avril, 1925.

L'honorable M. PERRAULT,
Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Pour confirmer notre conversation de ce jour, re Larocque, je regrette de ne pouvoir accéder à votre demande, car l'état de choses, mentionné dans le certificat en date du 1 avril, se continue.

Le surintendant,
Hôpital Sainte-Anne.

LE PRÉSIDENT.—Je dépose ces deux documents entre les mains du greffier.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, y a-t-il un rapport au sujet des témoins de Montréal qui ont été assignés?

LE SECRÉTAIRE.—M. Rioux n'est pas encore arrivé.

M. DURANLEAU.—Vous n'avez pas de rapport?

LE SECRÉTAIRE.—Non.

LE PRÉSIDENT.—Nous avons ici, M. Gadbois, allons-nous le libérer?

M. DURANLEAU.—Nous allons voir, monsieur le président.

SUITE DU TÉMOIGNAGE DE M. THADDÉE MICHAUD.

M. THADDÉE MICHAUD, gérant de la Commission des liqueurs, est rappelé et, sous le serment qu'il a déjà prêté, il continue son témoignage comme suit:

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:—

Q. Monsieur Michaud, vous vendez une marque sous le nom de London Dry Gin, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire où cette boisson est manufacturée?

R. En Angleterre.

Q. Quelle est la maison d'Angleterre qui vous vend cette marchandise?

R. C'est la maison Holloway's.

Q. Je trouve dans les journaux de Montréal, de temps à autre, une annonce au sujet du London Dry Gin; est-ce la Commission des liqueurs qui publie ces annonces?

R. Non, monsieur, la Commission des liqueurs ne fait aucune annonce.

Q. Ou est-ce la maison qui vend la marchandise, qui publie cette annonce-là?

R. Probablement.

Q. Vous prétendez que la Commission des liqueurs ne fait aucune annonce

R. Aucune annonce.

Q. Aucune publication?

R. Aucune annonce.

Q. Même pour ses marchandises?

R. Même pour ses marchandises.

Q. Quelles sont les marchandises que vous achetez de la distillerie de St-Hyacinthe?

R. Le American Bourbon, le Charter Oak Rye.

Q. Qui est distillé à St-Hyacinthe?

R. A St-Hyacinthe.

Q. Par quelle compagnie?

R. C'est la Consolidated Distillery, qui a une distillerie à St-Hyacinthe.

Q. Est-ce qu'il y a d'autres distilleries à St-Hyacinthe, qui vous approvisionnent de boissons?

R. Non.

Q. C'est la seule?

R. Oui.

Q. La *Consolidated Distillery*?

R. Oui.

Q. Vous approvisionne-t-elle d'autres boissons que celles que vous venez de mentionner ?

R. De St-Hyacinthe, non; je crois que non.

Q. La seule boisson, c'est l'American Bourbon ?

R. Oui.

PAR M. BOUCHARD:

Q. Le Hill and Underwood, est-ce que vous ne l'achetez pas chez nous ?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous venez de dire que cela venait de l'autre côté ?

R. Le Hill & Underwood, non. Vous m'avez parlé du London Dry Gin. c'est cela que je vous ai dit qui venait d'Angleterre.

Q. Je vous ai demandé où vous achetiez le London Dry Gin ?

R. Il est importé de plusieurs places: de la maison Gordon, de la maison Burnett.

Q. Vous avez un London Dry Gin connu sous le nom de Hill & Underwood, que vous achetez à St-Hyacinthe ?

R. C'est un type de London Dry Gin qui est fait à St-Hyacinthe et qui se vend sous la marque de Hill & Underwood.

Q. Qui la distille cette boisson-là ?

R. C'est la *Consolidated Distillery* ?

Q. Qui l'embouteille ?

R. La Consolidated.

Q. Maintenant, je constate que cette compagnie annonce sa boisson comme étant un standard de pureté, depuis au-delà de 160 ans.

R. Cela, c'est sous le contrôle du Gouvernement fédéral, la Commission des liqueurs n'a rien à y voir.

Q. Je comprends cela, mais c'est la Commission des liqueurs qui vend cette boisson-là au public ?

R. La Commission la vend au public, mais les marques sont sous le contrôle du Gouvernement fédéral.

Q. Mais cela n'empêche pas que vous vendez une marchandise qui est distillée depuis peu de temps, embouteillée depuis peu de temps, et cependant, cette marchandise est annoncée dans les journaux comme ayant un standard de pureté depuis au-delà de 160 ans.

M. BERCOVITCH.—La question est de nature à induire le témoin en erreur. D'abord, mon savant ami devrait produire l'annonce elle-même. Et même si l'annonce n'est pas produite, il vient justement d'en donner lecture et et elle ne signifie pas que cette liqueur a 160 ans. Elle dit seulement que le degré (*Standard*) de pureté conservé par Hill & Underwood a été conservé pendant 160 ans. Cela ne veut pas dire que la liqueur a 160 ans.

M. DURANLEAU—Mon savant ami me met dans la bouche une chose que je n'ai pas dite. Je n'ai jamais prétendu que la boisson avait 160 ans d'âge, ou que l'annonce le prétendait; seulement, l'annonce fait comprendre que la distillerie existe depuis bien longtemps.

M. BERCOVITCH.—Non, l'annonce ne dit pas cela non plus.

M. DURANLEAU.—En tous cas, nous allons voir.

M. BERCOVITCH.—Produisez l'annonce.

M. DURANLEAU.—Elle paraît dans la "Gazette" tous les matins. Je produis cette annonce comme pièce "N-N".

PAR M. DURANLEAU:

Q. Pouvez-vous dire combien il y a d'années que la distillerie Consolidated existe?

R. Je ne pourrais pas dire. Pour moi, depuis sept ans. Mais, à St-Hyacinthe, je pense qu'elle existe depuis très longtemps. Je pense qu'elle a été la propriété de la maison Chaput, un temps; ensuite, elle a été achetée par une autre compagnie, et elle a été revendue à la *Consolidated Distillery*.

Q. Maintenant, savez-vous si, ce qui apparaît au bas de cette annonce, Standard de pureté depuis 160 ans, est exact?

R. Je l'espère.

Q. Le savez-vous?

M. BERCOVITCH.—Vous n'êtes pas si vieux que cela, vous n'avez pas 160 ans.

M. DURANLEAU.—S'il vous plaît, monsieur Bercovitch.

LE TÉMOIN.—C'est une question qui est hors de mes capacités.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Ne croyez-vous pas, monsieur Michaud, que cette annonce est de nature à tromper le public.

R. Je ne le crois pas.

Q. Pour la Commission, de vendre une marchandise qui est annoncée par de pareilles annonces.

R. D'ailleurs, je ne suis pas ici pour discuter cela. Si la compagnie qui annonce croit pouvoir dire cela, c'est elle qui en est responsable.

Q. Est-ce que les autorités de la Commission des liqueurs ne se sont jamais demandé, si la Commission pouvait mettre en vente une boisson distillée dans une manufacture qui existe depuis peu de temps et qui est annoncée de cette façon-là.

M. NICOL.—Est-ce que la distillerie de St-Hyacinthe n'est pas une branche d'une maison qui existe déjà depuis des années et des années en Europe, en Écosse ou en Angleterre? C'est une maison connue en Europe, je crois, cela... Elle peut exister depuis 160 ans.

M. DURANLEAU.—En Angleterre; mais il ne s'agit pas ici de la distillerie anglaise, mais de la distillerie canadienne.

LE TÉMOIN.—C'est la marque qui existe depuis 160 ans.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Dans tous les cas, la Commission ne s'est pas demandé s'il n'y avait pas lieu d'empêcher une annonce comme celle-là.

R. Je ne sais pas.

PAR L'HONORABLE M. CARON:

Q. Est-ce que vous vendez cette boisson-là plus cher que les gins de même qualité d'autre provenance?

R. Je pense que nous la vendons meilleur marché.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Combien payez-vous ce gin de la *Consolidated*?

R. Je ne pourrais pas le dire sans avoir vu les factures.

Q. Je vois que le prix de cette marchandise a été porté, dans la pièce "A", à \$20.45, y compris les droits, est-ce que ce chiffre-là pourrait vous indiquer que la marchandise vient de cette distillerie?

R. Probablement. Je crois qu'il y a le frêt à ajouter.

Q. Il y aurait le coût de la marchandise, les frais de transport.

R. Les frais de transport ne sont pas compris, je crois.

Q. Les droits?

R. Les droits.

Q. Dans la somme de \$20.45 la caisse?

R. Je pense que le fret n'est pas compris dans \$20.45.

Q. Pourriez-vous produire une facture de la maison *Consolidated*?

R. Oui.

Q. Une des dernières factures de la maison *Consolidated*?

R. Oui.

Q. Comme pièce "P-P"?

R. Oui.

Q. Maintenant, monsieur Michaud, le Gin de Kuyper est-il embouteillé par la Commission?

R. Non, en Hollande.

Q. Il est acheté à la caisse.

R. Oui.

Q. Et vendu tel que vous l'achetez?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il n'est pas vendu à la caisse?

R. Il est vendu une bouteille à la fois.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Je comprends cela, mais il est vendu tel qu'importé?

R. Oui.

Q. Voudriez-vous produire l'une des dernières factures de la maison qui vous vend cette marchandise?

R. Oui, monsieur.

Q. Et nous produire, en même temps, un état des autres dépenses comprises dans le coût de cette marchandise, apparaissant à la pièce "A", et y attacher les pièces justificatives, et produire ces documents comme pièces...

R. Cela est déjà produit, monsieur Duranleau, dans la pièce "B".

Q. La pièce "B", c'est un état des dépenses additionnelles.

R. Vous avez les droits.

Q. Je veux avoir le détail du prix d'acquisition.

M. L. B. CORDEAU.—Dans la pièce "B", vous avez le montant payé au pays d'origine, avec les droits.

LE TÉMOIN.—Pour Hill & Underwood aussi, c'est la même chose.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Nous avons demandé un état de la pièce "A" convertie en piastres et cents; est-ce que cet état a été préparé?

R. Je crois que vous avez demandé plutôt, si je ne me trompe pas, un tableau des échanges depuis quatre ou cinq mois.

Q. Nous voudrions avoir, monsieur le gérant, un document semblable à la pièce "A", mais comportant des prix en piastres et cents au taux du change. Pourriez-vous préparer cet état à l'aide de vos documents, par exemple, à l'aide des factures de chacune des maisons apparaissant à la pièce "A".

M. NICOL.—Il ne serait peut-être pas juste de baser cet état sur des factures, parce que le taux du change, à la date de la facture, peut ne pas être le même que celui qui existait à la date du paiement. On dit que le change a baissé considérablement depuis dernièrement.

M. DURANLEAU.—Nous aurons la date de l'achat et la date du paiement.

M. NICOL.—Un pareil état pourrait faire paraître que les marchandises ont été achetées par la Commission à meilleur marché que ce qu'elle a réellement payé. Si les factures ont été payées quand le taux du change était baissé de 7 ou 8 à 5, cela ferait une différence.

PAR M. DUFRESNE:

Q. Est-ce que vous faites de l'importation deux fois par année?

LE PRÉSIDENT.—Attendez un peu, monsieur Dufresne, nous allons d'abord régler ce point-là avant de passer à autre chose.

M. DURANLEAU.—Je n'ai pas d'objection. (Au témoin). Vous produirez le taux du change pour les derniers six mois

LE TÉMOIN.—Oui.

PAR M. DURANLEAU.:

Q. On m'informe que cette liste-là est déjà prête, auriez-vous objection à la produire?

R. Je n'ai pas d'objection.

(La liste est produite comme pièce "Q-Q".)

Q. On vous avait demandé d'apporter les rapports d'embouteillage pour le district de Québec.

(Le témoin exhibe 6 volumes d'embouteillage).

Q. Je comprends que les volumes que vous exhibez dans le moment, ne comprennent pas les rapports d'embouteillage pour le district de Québec?

R. Non.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Ce sont ceux du district de Montréal.

R. Oui, monsieur.

PAR M. DURANLEAU:

Q. N'avez-vous pas, monsieur Michaud, des rapports sur des feuilles détachées, provenant du département de l'embouteillage et adressées à M. Leclerc?

R. Non.

Q. Êtes-vous bien positif de cela ?

R. J'en suis positif.

Q. Il n'y en a jamais eu ?

R. Jamais.

Q. Ce monsieur Leclerc est-il employé à Montréal ou à Québec.

R. Il y a un monsieur Leclerc employé à Montréal, qui ne reçoit pas de rapport.

Q. L. Leclerc ?

R. L. Leclerc.

Q. Le nom qui apparaît en tête du rapport, est L. Leclerc ?

R. Je ne crois pas qu'il y ait eu des rapports faits à M. Leclerc. D'ailleurs, je pourrai vérifier, si vous le voulez. Le rapport contient le mélange, et au bas du mélange, l'embouteillage. Des fois, l'embouteillage ne comprend qu'une partie du mélange. D'autres fois, il comprend tout le mélange. Je vérifierai, monsieur Duranleau, et s'il y en a, je les produirai.

Q. Si vous trouvez ces rapports-là, voudrez-vous les produire ?

R. Oui.

Q. Voudrez-vous m'envoyer un double des rapports que vous ferez.

R. Oui.

Q. Ce sont des copies que vous allez faire ?

R. Oui.

Q. Voudrez-vous m'en faire parvenir un double ?

R. S'il y en a.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Je comprends que vous dites que vous n'êtes pas sûr d'en avoir.

R. Oui.

Q. Vous allez regarder ?

R. Je vais regarder, et s'il y en a, je les produirai.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Maintenant, monsieur Michaud, je comprends que vous avez des arrangements avec certaines maisons d'Europe, pour embouteiller leurs marchandises ici au Canada, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Et il y a d'autres maisons qui n'ont pas voulu consentir à cet arrangement-là, et qui ne consentent à vous vendre leur marchandise qu'en caisses pour être vendues ici telles qu'elles sont expédiées par elles.

R. Je ne sais pas s'il y a des lettres officielles à cet effet-là.

Q. Vous savez qu'il y a des maisons qui n'ont pas voulu consentir à ce que leurs marchandises soient embouteillées ici.

R. Je l'ai entendu dire seulement.

Q. En tous cas, il y a plusieurs maisons qui vous envoient leurs marchandises en caisse seulement, pour être vendues par la Commission dans l'état où elles sont expédiées d'Europe.

R. Oui.

Q. Pourriez-vous nous donner un rapport de la quantité des mélanges que vous avez faits depuis le commencement des opérations de la Commission, pour chacune de vos marques avec le nombre de gallons ?

R. Cela pourrait se faire, mais ce serait très long.

Q. Est-ce que vous n'avez pas cela dans vos livres ?

R. On l'a dans les livres, mais . . .

Q. Est-ce que vous n'avez pas un rapport sommaire indiquant les quantités de mélanges de chacune des marques, des mélanges que vous avez faits durant l'année fiscale ?

R. Oui.

Q. Vous avez cela dans vos livres ?

R. Oui.

Q. Voudrez-vous produire un rapport de chacune des marques ?

LE TÉMOIN.—Pour quelle année ?

L'AVOCAT.—Disons, pour les deux dernières années.

R. Oui.

Q. Pour chacune des marques que vous emboteillez à la Commission ?

R. Oui—Parlez-vous des blends ?

Q. Je vous demande un état sommaire des quantités des mélanges que vous avez faits durant les deux dernières années ? A la fin de chaque année, vous devez faire un état des quantités de gallons que vous avez mélangés.

R. Il n'y a pas d'état de fait, cela est compris dans les livres.

Q. Cela est compris dans les six livres que vous avez produits ?

R. Oui.

Q. Mais, vous dites que vous ne faites pas d'état sommaire, à la fin de chaque année ?

R. Non, on ne fait pas d'état sommaire.

Q. Vous êtes-vous jamais rendu compte, à peu près, de la quantité de gallons que vous avez mélangés, durant une année,—dans les spiritueux, par exemple ?

R. Je pourrais peut-être vous donner cela approximativement.

Q. Pourriez-vous le donner tout de suite.

R. Non.

M. NICOL.—(A M. Duranleau)—Je ne sais pas ce que vous entendez par mélanges; le témoin a dit que, depuis au-delà d'une année, ils n'en font plus de mélanges.

M. DURANLEAU.—Les blendings, si vous voulez.

M. BERCOVITCH.—Est-ce qu'il y a une différence entre un blending et un mélange.

M. DURANLEAU.—Ça l'air à cela.

M. BERCOVITCH.—Je ne sais pas.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Est-ce qu'il y a une différence entre les blends et les mélanges ?

R. Oui, un blend c'est un coupage avec des marchandises d'une même famille, tandis qu'un mélange c'est une mixture de différents produits.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous prétendez, que depuis un certain temps, vous ne faites que des blends.

R. Des blends ou coupages.

Q. Si vous vouliez bien examiner vos livres et faire ce rapport—cela ne devrait pas être bien long—quant aux blends et aux mélanges, les deux ensemble, des spiritueux et des vins, pour les deux dernières années, et produire ce document comme pièce “R-R”. Je comprends que ce rapport-là sera séparé, pour chacune des espèces de liqueurs: les brandys, les gins, les rhums.

R. Si c'est possible, comme je le crois.

Q. Est-ce vous qui voyez aux rapports financiers des différents magasins?

R. Non, c'est le comptable en chef.

Q. Est-il ici ce soir.

R. Non, il est à Montréal.

Q. Monsieur Lamarche?

R. M. Lamarche voit au prix coûtant de la marchandise.

Q. Monsieur Michaud, au sujet du blend—ou du mélange plutôt, c'est un mélange, celui-là—celui qui apparaît aux pages 36 à 46, les onze pages...

R. Ce n'est pas un mélange, monsieur Duranleau, c'est simplement une liste de marchandises qui avait été faite pour établir une moyenne de prix. Je me souviens que cette liste avait été faite sur des feuilles volantes, mises dans une filière, et comme il était important de conserver cette liste, j'ai conseillé aux employés de la transcrire plutôt dans un livre pour ne pas la perdre.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Elle a été entrée dans le livre?

R. Elle a été entrée dans le livre et elle comprend onze pages. Cela n'est pas un mélange.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Qu'est-ce que vous avez fait de ces marchandises-là.

R. Elles ont été mélangées avec d'autres, à mesure qu'on en avait besoin. Si on avait besoin de vins de Port, ou de Bordeaux, tout ce qu'il y avait de Bordeaux dans cette liste-là, était mélangé avec les Bordeaux, tout ce qu'il y avait de vin de Port, était mélangé avec les vins de Port, tout ce qu'il y avait de Vermouth, était mélangé avec les Vermouth. Et le prix coûtant, en moyenne, était \$3.89.

Q. Tous les vins que vous avez achetés—les vins St-Michel, tous ces vins-là—sont entrés dans ces mélanges-là.

R. Il n'y a pas de vin St-Michel.

Q. Je croyais que vous aviez mentionné du vin St-Michel, hier.

R. Nous en avons compté onze bouteilles.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

DÉPOSITION DE FRANÇOIS-XAVIER DEGRANDPRÉ (Rappelé)

François-Xavier de Grandpré, l'un des officiers de la Commission des liqueurs, déjà entendu, est rappelé et interrogé de nouveau, comme suit :

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Monsieur de Grandpré, je pense que vous avez déjà dit que vous êtes inspecteur des magasins de la Commission des liqueurs de la province de Québec, ou surintendant des magasins.

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous reçu une lettre du président de la Commission des liqueurs, en date du 27 mai, 1924, référant au magasin de Coaticook ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous lire cette lettre là, s'il vous plaît ?

R. Oui, monsieur.

(Le témoin donne lecture de la lettre suivante:)

“Montréal, 27 mai, 1924.

“Cher monsieur,

“J'accuse réception de votre lettre du 26 mai, 1924, me transmettant la “lettre du secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook, en date du 4 mai, 1924, “à votre adresse, fournissant certaines informations sur la manière dont le “gérant de votre magasin, à Coaticook, conduisait ses opérations. J'ai répondu “directement au secrétaire-trésorier de la cité de Sherbrooke. (Ceci est évi- “demment une erreur, il voulait dire Coaticook).

“Quant aux informations qui nous sont communiquées, je crois qu'il est de “votre devoir de faire une enquête pour voir si elles sont bien fondées ou non.

“Je vous retourne une copie de la lettre du secrétaire-trésorier de la ville de “Coaticook, pour votre dossier. Je garde l'original dans mon dossier. Je vous “inclus aussi une copie de ma réponse au secrétaire-trésorier de Coaticook.

“Votre bien dévoué.

(Signé): L.-B. CORDEAU.

Q. C'est une lettre que le président de la Commission des liqueurs vous a écrite à propos du magasin de Coaticook ?

R. Oui, monsieur.

Q. Après avoir reçu cette lettre, avez-vous fait une enquête ?

R. Oui, monsieur. Quelques jours après, dans les premiers jours de mai, je suis allé à Coaticook. Je suis allé voir M. Bouchard, le signataire de la lettre, le secrétaire-trésorier de la ville, qui m'a dit que, dans l'intervalle, il s'était informé au sujet de plaintes qu'il avait reçues, et qu'il avait lieu de croire que ces plaintes originaient d'une chicane entre acheteurs, à la Commission, que la population de Coaticook était absolument satisfaite de la manière dont le magasin était conduit. J'ai fait rapport à M. le président, et depuis, nous n'avons plus entendu parler de rien, il n'y a plus eu aucune plainte.

Q. Vous vous êtes rendu sur les lieux ?

R. Je suis allé à Coaticook voir M. Bouchard, lui-même

Q. Le monsieur qui avait envoyé la lettre à M. Cordeau, le président de la Commission ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et c'est après avoir eu une entrevue avec ce monsieur là que vous avez fait un rapport verbal à M. Cordeau ?

R. Oui, monsieur.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Votre enquête s'est limitée à aller rencontrer le secrétaire-trésorier de la municipalité à Coaticook ?

R. Oui, le signataire de la lettre, le plaignant.

Q. Mais le plaignant avait informé la Commission que toute la population de Coaticook était soulevée contre ce qui se passait à ce magasin-là, n'est-ce pas ?

R. J'ai la lettre ici, une copie de la lettre.

Q. Vous avez une copie de la lettre du secrétaire ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous donner lecture de la lettre de la municipalité, écrite par son secrétaire.

R. Oui, monsieur.

(Le témoin donne lecture de la lettre suivante)

“Coaticook, 24 mai, 1924.

“La Commission des liqueurs de Québec,

“Messieurs,

“Le Président du comité de police de cette ville a été informé par plusieurs citoyens que M. Stanislas Dupuis, le fils du gérant du magasin de votre Commission, se présente fréquemment à ce magasin, accompagné de trois ou quatre de ses employés, et, entrant et sortant à tour de rôle, ils y achètent une bouteille à la fois, dans l'espace de quelques minutes, des quantités de liqueurs se montant à plusieurs douzaines de bouteilles. Les citoyens qui ont fourni cette information ajoutent que M. Dupuis vend ces liqueurs à des particuliers avec des profits de \$2. ou \$3. par douzaine.

“Le président du comité de police vous prie de vouloir bien nous donner les informations suivantes :

“1. M. Dupuis a-t-il le droit de vendre des alcools de cette manière, et le gérant de votre magasin a-t-il le droit de les lui vendre ?

“2. Si oui, pourquoi le gérant de votre magasin refuse-t-il d'en vendre de la même manière à d'autres personnes ?

“Le président du comité de police me prie de vous informer qu'à moins que cette question ne soit tirée au clair dans le plus bref délai possible, il est certain que les citoyens vont prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'état de choses qui existe actuellement.

“Veuillez me croire, etc.

(Signé) ARTHUR BOUCHARD,

“Secrétaire-trésorier”.

Q. Votre enquête s'est bornée à aller voir M. Bouchard ?

R. Oui, monsieur.

Q. Celui qui vous avait communiqué l'information.

R. J'ai consulté quelques autres personnes, entre autres le propriétaire du magasin qui a comparu ici, qui était supposé connaître quelque chose. Il m'a dit que non, il n'y avait pas de plaintes. Je me suis renseigné auprès des employés aussi, mais je n'ai pas eu d'informations autres que celles données par M. Bouchard; elles concordaient.

Q. Vous avez pris des renseignements auprès de M. Lemoine ?

R. Oui, monsieur.

Q. Le propriétaire de l'immeuble, le locateur de la Commission des liqueurs.

R. Oui, monsieur.

Q. Vous êtes-vous informé de M. Lemoine s'il était vrai que le fils de M. Dupuis, avec ses employés, venait charger ses voitures, soit dans la cour, soit à la porte du magasin de la Commission ?

R. Je me suis informé d'une manière générale, demandant à M. Lemoine s'il savait qu'il y avait eu des plaintes, si les citoyens de Coaticook avaient réellement protesté contre la manière dont le magasin était tenu.

Q. Alors, vous vous êtes borné à vous informer sur le point de savoir s'il y avait des plaintes.

R. Oui.

Q. Vous ne vous êtes pas informé pour savoir comment le magasin était administré et de quelle manière les ventes y étaient faites.

R. Je ne sais pas ce que cette question-là veut dire.

Q. Vous avez entendu le fils de M. Dupuis, l'autre soir, ?

R. Oui, monsieur.

Q. Dire qu'il avait quatre clients du compté de Compton, où le Scott Act est en force, qui venaient chacun à peu près une fois par semaine, chercher une charge de boisson forte, variant de dix à quinze caisses; qu'il avait aussi deux clients des Etats-Unis qui venaient, mais un peu moins souvent, et que c'était lui qui, en chaque circonstance, allait au magasin de la Commission, avec ses quatre employés, charger sa voiture dans l'espace d'une heure ou d'une heure et demie, pour, ensuite, retourner chez lui et livrer sa marchandise à ses clients ? Vous avez entendu cela ?

R. Je l'ai entendu, oui.

Q. Avez-vous fait la moindre enquête, depuis le mois d'avril 1924, pour vous rendre compte de l'état de choses qui était dénoncé par la lettre et que le fils de M. Dupuis a avoué devant ce comité.

R. Lorsque je suis allé à Coaticook, c'était au mois de mai, 1924.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Longtemps avant le témoignage de M. Dupuis ?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU :

Q. M. Dupuis a déclaré qu'il faisait ce commerce encore aujourd'hui et qu'il le faisait depuis le mois de janvier 1924.

R. C'était au mois de juin. J'ai cru que la meilleure personne pour m'informer, c'était le signataire de la lettre, celui qui nous avait donné les informations.

Q. Vous n'avez envoyé aucun inspecteur ou aucun détective pour faire surveiller ce magasin-là et voir de quelle manière la loi était respectée par son gérant.

R. Cela a pu être fait à mon insu. Sur les rapports que je fais à la Commission, ces messieurs envoient quelquefois des inspecteurs, ensuite, mais sans m'en informer.

Q. Est-ce que vous n'avez pas des rapports des inspecteurs ?

R. Non, monsieur, pas moi.

Q. Comme surintendant des magasins ?

R. Pas des inspecteurs de la police, si c'est cela que vous voulez dire.

Q. Est-ce que vous n'avez pas une police à votre disposition pour faire surveiller tous les magasins ?

R. La Commission a une police, moi, j'ai des inspecteurs qui vont faire l'inspection physique et l'inventaire de la marchandise.

Q. Je parle de la surveillance des magasins quant à la manière dont la loi est observée par vos gérants de magasins.

R. Cette police-là est sous la Commission, mais je n'ai pas d'affaire à cela ?

Q. Vous n'avez pas d'affaire à cela ?

R. Non, monsieur.

Q. Et vous ne recevez aucun rapport de ce département-là ?

R. Non, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Vous dites, monsieur de Granpré, que, lorsque vous êtes allé à Coaticook, vous êtes allé chez M. Lemoine, prendre des informations; qu'est-ce qu'il vous a dit, M. Lemoine ?

R. M. Lemoine m'a dit qu'il n'avait jamais entendu dire qu'il y avait eu des plaintes.

Q. Qu'il n'en avait jamais eu connaissance ?

R. Qu'il n'en avait jamais eu connaissance.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Il n'y avait pas que la question des plaintes, il y avait le fait de savoir s'il était vrai que le fils de M. Dupuis charroyait la boisson de la façon qu'on vient de vous dire ?

R. Il ne me l'aurait pas dit à moi.

Q. Il ne vous l'aurait pas dit à vous ?

R. Non, évidemment.

Q. Je pense bien que, si vous aviez demandé ces renseignements-là au gérant de magasin ou à son fils, vous n'auriez pas été bien renseigné.

R. C'est pour cela que je suis allé chez M. Bouchard.

Q. Etes-vous allé au chef de police ?

R. Non. Il m'a dit qu'il avait vu lui-même. . .

Q. (Interrompant la réponse). Vous n'avez pas vu le chef de police ?

R. Non, monsieur.

M. BERCOVITCH.—(A M. Duranleau). Attendez.

(Au témoin): Il vous a dit quoi ?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cette interruption de la part de M. Bercovitch.

M. BERCOVITCH.—Laissez le témoin répondre.

(Au témoin).—Continuez votre réponse, s'il vous plaît ?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte, monsieur le président, à toute preuve de oui-dire.

M. BERCOVITCH.—Un témoin a le droit, c'est élémentaire, de donner sa réponse, sans être interrompu.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas une question que je fais, c'est une objection.

M. BERCOVITCH.—Pardon, vous avez posé une question, le témoin a commencé à répondre, et vous l'avez arrêté. Si la preuve qu'il fait n'est pas légale, vous aurez le droit de la faire rejeter du dossier, mais le témoin a le droit de répondre.

LE PRÉSIDENT.—Je ne pense pas, monsieur Duranleau, que cela soit une preuve de oui-dire. M. de Grandpré s'est adressé à M. Bouchard, le secrétaire de la municipalité qui était le plaignant, je crois qu'il a le droit de rapporter ce que M. Bouchard lui a dit.

M. DURANLEAU.—Si le témoin entend prouver ce que M. Bouchard lui a dit, je crois qu'il doit amener M. Bouchard ici et en faire la meilleure preuve.

LE PRÉSIDENT.—Nous en sommes sur la bonne foi du témoin, sur la question de savoir s'il a fait son enquête ou s'il ne l'a pas faite. Vous paraissez lui faire reproche de ne pas avoir poussé plus loin son enquête, il a droit de dire pourquoi il n'est pas allé plus loin.

M. DURANLEAU.—Le plaignant agissait en sa qualité de secrétaire, il parlait au nom de la municipalité.

LE PRÉSIDENT.—Si la plainte avait été retirée dans l'intervalle ?

M. DURANLEAU.—Elle n'a pas été retirée.

LE PRÉSIDENT.—(Au témoin). Vous pouvez continuer.

LE TÉMOIN.—M. Bouchard m'a dit qu'il avait vu lui-même le chef de police qui l'avait mis au courant que c'était une chicane entre acheteurs.

LE PRÉSIDENT.—Et que la population ne se plaignait pas ?

LE TÉMOIN.—Et que la population ne se plaignait pas.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Vous a-t-il dit que le chef de police avait même été appelé pour protéger un des chargements du fils de M. Dupuis, à la porte du magasin de la Commission ?

R. Non, il ne m'a pas dit cela, il ne m'a pas mentionné ce fait-là.

Q. Vous n'êtes pas allé voir le maire de la municipalité.

R. Non, monsieur. Je ne le connaissais pas.

Q. Vous n'êtes allé voir aucun des voisins du magasins de la Commission, sauf M. Lemoine, le locateur ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous n'avez pas cru devoir le faire ?

R. Il était le seul que je connaissais.

PAR M. NICOL :

Q. C'était M. Bachand qui était maire, n'est-ce pas ?

R. Je ne le sais pas.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

DÉPOSITION DE JACQUES DULUDE

JACQUES DULUDE, de Corbyville, Ontario, est maintenant assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. BERCOVITCH :

Q. Quelle est votre occupation, monsieur Dulude ?

R. Je suis "blender" à la *Canadian Industrial Alcohol Co.*, à Corbyville.

Q. A l'emploi de la *Canadian Industrial Alcohol Co.* de Corbyville, Ontario ?

R. Oui, monsieur.

Q. Depuis combien de temps ?

R. Deux mois.

Q. Avant d'entrer au service de la *Canadian Industrial Alcohol Co.* où étiez-vous employé ?

R. J'ai été sept ans à l'emploi de la maison Townsend & Co., à Montréal.

Q. Quel genre de commerce faisait cette maison-là ?

R. Le commerce des liqueurs en gros.

Q. Après avoir quitté l'emploi de S. B. Townsend & Co., pour qui avez vous travaillé ?

R. J'ai été onze ans et trois mois chez Lawrence Wilson & Co.

Q. Quelle sorte de commerce faisait Lawrence Wilson & Co.

R. Le commerce des boissons.

Q. Alcooliques ?

R. Oui.

Q. A Montréal ?

R. Oui.

Q. Je suppose qu'après l'entrée en vigueur de la loi des liqueurs alcooliques de la province de Québec, vous avez cessé de travailler pour la maison Lawrence Wilson & Co. ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et pour qui avez-vous travaillé, après ?

R. Pour la Commission des liqueurs de Québec.

Q. Quand êtes-vous entré au service de la Commission des liqueurs de Québec.

R. Le 29 juin, 1921.

Q. Et vous êtes resté là jusqu'à quand ?

R. Jusqu'au 1er février, cette année.

Q. Quel genre de travail faisiez-vous pour la compagnie Lawrence Wilson & Co. ?

R. J'ai fait des mélanges pendant trois ou quatre ans.

Q. Vous étiez ce que l'on appelle en anglais "blender"?

R. Oui, monsieur.

Q. Et, quand vous êtes entré au service de la Commission des liqueurs de la province de Québec, en quelle qualité avez-vous travaillé-là?

R. Blender.

Q. Comme blender aussi?

R. Oui.

Q. Et maintenant, en quelle qualité êtes-vous employé?

R. Comme blender, pour la *Canadian Industrial Alcohol Co.*

Q. A Corbyville, Ontario?

R. Oui.

Q. Maintenant, avez-vous eu quelque chose à faire avec les mélanges ou blends que la Commission des liqueurs de la province de Québec a faits?

R. Certainement, c'est moi qui les ai faits tous, pendant trois ans et sept mois.

Q. Vous avez fait tous les mélanges pendant trois ans et sept mois?

R. Oui, monsieur.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous avez entendu l'énumération d'un grand nombre de mélanges, qui a été faite devant ce comité?

R. Oui, monsieur.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Je ne veux pas entrer dans les détails de chacun de ces mélanges, mais, d'une manière générale, voulez-vous dire si les blends que vous avez préparés pour la Commission des liqueurs de la province de Québec, sont des blends qui ont été bien faits, aussi bien faits que ceux que vous avez faits pour les autres commerçants.

R. Certainement. Toutes les marchandises employées par moi à la Commission des liqueurs, étaient absolument pures et parfaitement buvables pour le public.

Q. Avant de faire ces blends-là, avez-vous fait analyser les liqueurs?

R. Toutes les marchandises que j'employais étaient analysées?

Q. Par qui?

R. Par les analystes Milton Hersey et J. T. Donald, de Montréal.

Q. Tous les produits et ingrédients qui entraient dans les blends que vous avez préparés pour la Commission des liqueurs, avaient été, auparavant, analysés par ces deux compagnies-là?

R. Certainement.

Q. Et, si les analystes vous donnaient un rapport disant que les ingrédients étaient chimiquement purs, vous vous en serviez pour faire vos blends?

R. Oui, monsieur.

Q. Et si, d'un autre côté, ils vous donnaient un rapport que les produits n'étaient pas purs, qu'est-ce que vous faisiez avec?

R. On les mettait de côté pour les envoyer rédistillés.

Q. Et après qu'ils avaient été rédistillés, qu'est-ce que vous en faisiez?

R. L'alcool redevenu complètement pur, on l'employait dans l'alcool.

Q. Avez-vous, en aucune occasion, employé autre chose que des produits ou des ingrédients chimiquement purs?

R. Non monsieur.

Q. Jamais ?

R. Jamais.

Q. Maintenant, vous nous dites que vous avez eu une grande expérience dans les blends : dans certains blends qui ont été mentionnés ici, vous avez employé du "Prune Wine" ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire au comité qu'est-ce que c'est que du "Prune Wine" ?

R. Le "Prune Wine" est un produit qui est employé par toutes les maisons de commerce, dans tous les pays du monde, et dont l'emploi est permis par tous les gouvernements dans les proportions qui conviennent de 1 à 1½%.

Q. Et vous avez employé le "Prune Wine" dans les proportions nécessaires pour faire les blends.

R. Oui.

Q. Est-ce un alcool ?

R. Non. Il y a, dans le "Prune Wine", un certain degré d'alcool, mais ce n'est pas considéré comme alcool.

Q. Qu'est ce que vous avez fait avec les liqueurs que la Commission des liqueurs avait acquises des vendeurs.

R. Nous les avons employées dans différents mélanges.

Q. Vous les avez employées, seulement après qu'elles avaient été analysées ?

R. Exactement.

Q. Vous ne les avez jamais employées avant qu'elles aient été analysées par les chimistes ?

R. Jamais.

Q. Et, après avoir ainsi fait analyser les stocks des vendeurs, comment procédiez-vous pour préparer vos liqueurs ?

R. Je les employais d'après leur catégorie, leur classe, dans des proportions différentes, en les enrichissant de "Prune Wine" ou de Sherry, sur une base dont j'avais droit de me servir.

Q. Et cela a duré combien de temps ?

R. Environ deux ans, près de deux ans.

Q. Et après deux ans ?

R. Nous employions les marchandises importées en les réduisant avec de l'eau distillée.

Q. Importées d'où ?

R. D'Angleterre, de France, d'Écosse : Scotch, cognac, gin, tout ce que vous voudrez.

R. Et, maintenant, vous employez seulement les produits que vous importez directement d'Angleterre, d'Écosse ou de France ?

R. Certainement.

Q. Faites-vous des mélanges ou des blends, maintenant ?

R. Aujourd'hui, on les appelle blends.

Q. Vous les appelez blends, pourquoi ?

R. Parce que l'on n'emploie seulement de la même marchandise, réduite avec de l'eau distillée à la force demandée.

Q. Et comment réduisez-vous les liqueurs ?

R. En employant l'eau distillée.

Q. L'eau distillée ?

R. Certainement.

Q. Est-ce que ça se fait partout comme cela ?

R. Sûrement. Si vous aviez une liqueur à preuve, par exemple, vous ne pourriez jamais la boire, vous vous brûleriez tous les tissus de la gorge et de l'estomac. Dans toutes les marchandises qui ont un certain degré de force, on est obligé d'employer de l'eau distillée pour les mettre buvables.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. La Commission importe ces boissons-là en fûts?

R. Oui, monsieur.

Q. Et vous y ajoutez simplement de l'eau pour les réduire.

R. Exactement.

Q. Vous vendez la boisson telle que vous la recevez?

R. Oui, monsieur.

Q. Avec cette seule différence que vous y ajoutez de l'eau distillée pour la réduire à la force voulue?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Est-ce qu'il y a un autre moyen de réduire l'alcool.

R. Je n'en connais pas d'autre.

Q. Ici ou ailleurs.

R. Ici ou ailleurs, c'est le seul moyen de réduire l'alcool. Toutes les boissons, Cognacs, Scotchs, ou autres, sont réduites avec de l'eau distillée.

Q. Quand vous parlez d'eau distillée, vous voulez dire que c'est de l'eau pure?

R. Absolument pure, absolument neutre.

Q. Maintenant, pour le Brandy: comment avez-vous procédé pour préparer les blends de Brandy?

R. De la même manière.

Q. Vous avez employé...?

R. Différentes marchandises, d'après leur classe et leur valeur, et on les a employées dans les mêmes proportions que pour les autres marchandises.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Vous parlez des stocks qui avaient été achetés par la Commission, des verdeurs?

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Avant de les employer?

R. Ils avaient été analysés, ils étaient chimiquement purs.

Q. Et cela a duré combien de temps?

R. Je n'ai pas pris les dates exactes, mais cela a duré à peu près l'espace des deux premières années.

Q. Est-ce que la même réponse s'applique aux vins?

R. Les vins, Monsieur, cela est en dehors de mon domaine.

Q. Maintenant, monsieur Dulude, voulez-vous donner votre opinion sur les liqueurs qui sont vendues par la Commission des liqueurs, à présent?

R. Elles sont de première qualité.

M. DURANLEAU.—Vous feriez mieux de poser cette question-là à un autre.

M. BERCOVITCH.—C'est un expert, qui n'est pas à l'emploi de la Commission, qui n'a pas d'intérêt.

M. DURANLEAU.—C'est lui qui a fait les blends.

M. BERCOVITCH.—C'est précisément pour cela qu'il est un expert.

M. DURANLEAU.—Où a-t-il appris son métier?

LE TÉMOIN.—Je l'ai appris dans les meilleures maisons, monsieur, et je connais mon métier.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Pouvez-vous nous parler des Scotchs?

R. Certainement, comme de toutes les liqueurs en général, excepté les vins que je ne connais pas.

Q. Avez-vous entendu le témoignage de M. Scott, l'autre jour, ici?

R. Oui, monsieur.

Q. Êtes-vous en position de corroborer tout ce qu'il a dit à propos des Scotchs que la Commission des liqueurs vend maintenant?

M. DURANLEAU.—Je m'objecte à cela.

M. BERCOVITCH.—Pourquoi?

M. DURANLEAU.—Si vous voulez interroger le témoin sur tous les sujets qui ont été traités par M. Scott, très bien; mais, le témoin est ici devant nous et je prétends qu'il n'est pas légal de lui demander de corroborer le témoignage d'un témoin qui a péroré devant le comité pendant des heures.

M. BERCOVITCH.—Prétendez-vous dire qu'il n'a pas dit la vérité?

M. DURANLEAU.—Nous argumenterons cela plus tard.

M. BERCOVITCH.—Pour le moment, je crois que ma question est légale. Je lui ai demandé s'il avait entendu le témoignage de M. Scott, il a répondu oui; je lui demande, maintenant, s'il peut corroborer ce témoignage-là.

M. DURANLEAU.—Je m'objecte.

M. BERCOVITCH.—Il peut le faire ou ne pas le faire, je ne sais pas; c'est simplement pour raccourcir le témoignage.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Est-ce que vous avez entendu tout le témoignage de M. Scott.

R. Oui, monsieur.

LE PRÉSIDENT.—Ça ira plus vite de le faire corroborer.

M. BERCOVITCH.—C'est pour raccourcir le témoignage.

LE PRÉSIDENT.—Vous pouvez répondre, monsieur Dulude.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Êtes-vous en position de corroborer le témoignage de M. Scott que vous avez entendu l'autre jour, ici?

R. Entièrement.

Q. A la *Canadian Industrial Alcohol Co.*, la compagnie pour laquelle vous travaillez maintenant, quelle manière emploie-t-on pour réduire les alcools?

R. La même manière.

Q. Cela veut dire?...

R. Que nous employons de l'eau distillée pour réduire l'alcool à la force voulue.

Q. Il n'y a pas d'autre moyen?

R. Non, monsieur.

Q. Ni ici ni ailleurs.

R. Il n'en existe pas.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Dulude, êtes-vous jamais allé en Europe?

R. Non, monsieur.

Q. Dans aucune manufacture ou aucune distillerie d'Europe?

R. Non, monsieur.

Q. Le témoignage que vous venez de rendre, vous l'avez rendu d'après votre expérience personnelle acquise chez Lawrence Wilson et chez Townsend. Et, si j'ai bien compris votre témoignage, ce que vous avez fait à la Commission, c'est ce que vous faisiez chez Townsend et chez Wilson?

R. Oui, monsieur.

Q. Exactement la même chose.

R. Exactement.

Q. Ces maisons fournissaient des vendeurs autorisés, je comprends, avant la loi des liqueurs?

R. Ils vendaient aux différentes maisons de gros et aux épiciers, dans le temps.

Q. Et vous avez fait, à la Commission, exactement la même chose que vous faisiez auparavant dans ces maisons là.

R. Sur le même principe.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Et que vous faites maintenant à Corbyville?

R. Oui, monsieur.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Maintenant, qui est intéressé dans la *Canadian Industrial Alcohol Co.* de Corbyville?

R. Je ne pourrais pas dire tous ceux qui sont intéressés dans la compagnie, je suis là depuis 2 mois seulement.

Q. Est-ce qu'il y a des gens de Montréal?

R. Il y a des gens de Montréal, je le sais.

Q. Qui?

R. Je sais qu'il y a Sir Mortimer Davis, il y a un M. W., un M. Reinhart. Ce sont les trois que je connais de nom et, là-bas, je travaille pour un M. Hughes.

Q. Ce sont les seuls de Montréal que vous connaissez?

R. Oui, monsieur.

PAR M. NICOL:

Q. C'est une des plus grandes distilleries du monde?

R. Je ne puis pas dire du monde, mais c'est une des plus grandes distilleries du Canada.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous avez l'air très satisfait du travail que vous avez fait à la Commission ?

R. Certainement, parce que je l'ai fait consciencieusement.

Q. Vous n'êtes pas ici pour critiquer ce que vous avez fait.

R. Certainement non; seulement je l'ai fait comme tous les autres l'auraient fait.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Vous êtes ici pour nous dire la vérité ?

R. Simplement la vérité.

Q. Et vous l'avez dite ? Maintenant, êtes-vous capable de nous dire quelque chose à propos de l'essence de Brandy ?

R. Essence n'est pas le mot, ce serait plutôt bonificateur ou concentré de cognac.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'est une chose que vous mettez dans le mélange pour le bonifier ?

R. C'est un bonificateur, ce n'est pas de l'essence de Brandy. Parce qu'avec de l'essence de Brandy, avec 16 oz., vous allez faire 600 gallons de Brandy.

Q. C'est un mot impropre qui a été employé dans la formule.

R. Exactement.

Q. Qu'est-ce que c'est que ce bonificateur ? Pourquoi l'emploi-t-on ?

R. Si vous avez un Brandy qui n'est pas d'une qualité très très bonne, quoique étant pur, vous y ajoutez quelque chose pour lui donner plus de saveur, un goût plus plaisant au palais.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Cela, ce n'est pas employé depuis 1923 ?

R. Non. Il y en eu un certain stock qui a été employé, après cela, on n'en a jamais employé d'autres.

Q. Depuis 1923, vous n'en avez pas employé ?

R. Non.

Q. Aujourd'hui, vous ne vendez que le Brandy importé ?

R. Oui.

M. SAUVÉ.—Il n'est plus là, il ne peut pas le savoir.

LE PRÉSIDENT.—Aller jusqu'au mois de février ?

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Vous connaissez la marque de Gin, Hill & Underwood ?

R. Oui.

Q. Ce gin est fait par qui ?

R. Par Hill & Underwood, d'Angleterre.

Q. Avez-vous vu l'annonce qui a été produite ce soir, disant: Standard of quality 160 years old ?

R. Ce n'est pas 160 ans d'âge, cela veut dire que la maison a été en existence depuis 160 ans.

Q. Cela veut dire que la maison est en existence depuis 160 ans ?

R. Oui.

Q. Et cette maison-là a des succursales dans diverses parties du monde ?

R. La maison Hill & Underwood a vendu à la *Consolidated Distillery* et, aujourd'hui, il sont le contrôle absolu de l'étiquette et de la marchandise.

Q. De Hill & Underwood ?

R. Oui.

Q. Et, aujourd'hui, le gin de Hill & Underwood est préparé par la *Industrial Alcohol Company* ?

R. Oui.

Q. La compagnie pour laquelle vous travaillez maintenant ?

R. Oui.

Q. Quelle sorte de marchandise est-ce que le gin de Hill & Underwood ?

R. C'est une très bonne marchandise pour le prix, \$2.50.

Q. Cette marchandise est vendue par la Commission des liqueurs à \$2.50 ?

R. Oui.

Q. Et, pour le prix, c'est une marchandise de 1ère classe ?

R. Oui.

RÉINTERROGÉ PAR M. DURANLEAU :

Q. Monsieur Dulude, vous avez parlé de Brandy concentré, où est-ce fabriqué, cela ?

R. En France.

Q. Comment est-ce fabriqué ?

R. Je ne pourrais pas vous dire comment c'est fabriqué; ce que je sais, c'est que cela a toujours été employé comme bonificateur.

Q. Comme question de fait, vous ne savez pas ce que ça contient ?

R. Non, je n'en ai jamais fabriqué. On l'a toujours importé comme bonificateur.

Q. Comme essence de Brandy ?

R. Ce n'est pas une essence de Brandy, c'est simplement un bonificateur.

Q. Vous mettez cela dans la marchandise inférieure ?

R. On met cela dans la marchandise qui, quoique étant bonne, a un caractère inférieur.

Q. Comment, un caractère inférieur ?

R. Vous pouvez avoir une marchandise qui peut être très bonne, mais qui n'est pas tout à fait aussi plaisante au goût, ou à l'arôme; alors, vous lui donnez de cela pour lui donner de l'arôme ou du goût.

Q. Et aussi de la force ?

R. La force n'y fait absolument rien, c'est pour le goût.

Q. Quand vous avez de la boisson de mauvaise qualité, vous y mettez de l'essence de Brandy ?

R. Cela ne veut pas dire que la marchandise est de mauvaise qualité; la marchandise peut être d'une excellente qualité, mais elle n'a pas tout à fait assez d'arôme.

Q. Maintenant, quand vous mettez de la couleur dans vos mélanges, voulez-vous donner la raison pour laquelle vous mettez cette couleur.

R. On emploie de la couleur, quelquefois, parce que certains mélanges, après y avoir ajouté de l'eau distillée, deviennent un peu trop pâles. Pour lui donner la couleur nécessaire, la couleur des eaux, la couleur standard, vous ajoutez, quelquefois, quelques onces de couleur.

Q. Pour donner une plus belle couleur à votre marchandise ?

R. Oui.

Q. Avez-vous l'autorisation du pouvoir fédéral pour mettre, comme ingrédient dans vos mélanges, de la couleur ?

R. Cela a toujours été en existence.

Q. Je ne vous demande pas si cela a toujours été en existence, je vous demande si vous avez une autorisation du pouvoir fédéral ?

R. L'autorisation, ce n'est pas moi qui l'avais, c'était la Commission. Je n'avais pas à m'occuper de cela.

Q. Vous personnellement, vous ne savez pas ?

R. Non.

Q. Maintenant, est-ce que les étiquettes placées sur ces marchandises indiquaient qu'il y avait de la couleur dedans ?

R. Non, monsieur.

Q. Elles n'indiquaient pas qu'il était entré de la couleur dans les mélanges ?

R. Non, monsieur.

PAR M. BOUCHARD :

Q. Connaissez-vous une loi qui empêche de mettre du sucre brûlé dans un produit quelconque ?

R. Non, monsieur.

Q. Ce que M. Duranleau appelle couleur, c'est tout simplement du caramel, ou du sucre brûlé.

R. Oui.

PAR M. BERCOVITCH :

Q. Est-ce que cela affecte la liqueur ?

R. Du tout; on n'en met qu'une petite quantité, une affaire de rien.

Q. N'est-il pas vrai que tous les Scotchs sont colorés ?

R. Je ne dirai pas tous, mais il y en a une quantité qui sont colorés.

PAR M. DURANLEAU :

Q. Ceux qui sont trop faibles en couleur, on leur en met.

R. Ceux qui veulent en mettre. Vous pouvez donner la couleur que vous voulez aux Scotchs ou aux Cognacs.

PAR M. BERCOVITCH :

Q. Est-ce que cela affecte la qualité au Scotch ?

R. Pas du tout.

Q. Cela n'a rien à faire avec la qualité ?

R. Certainement que non, parce qu'on en met une quantité de rien : une chopine dans 600 gallons. C'est complètement nul.

Q. Est-ce que même cela bonifie le brandy ?

R. C'est spécialement dans les mélanges.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Alors, vous n'avez jamais, dans vos mélanges, employé de l'essence de Brandy ?

R. Non, jamais d'essence.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

DÉPOSITION DE LOUIS-BRUNO CORDEAU.

LOUIS-BRUNO CORDEAU, le président de la Commission des liqueurs de Québec, déjà entendu, est rappelé et interrogé de nouveau comme suit :

PAR M. MERCIER :

Q. Monsieur Cordeau, vous avez reçu une lettre venant de Coaticook, à laquelle on a référé et qui est produite devant ce comité; avez-vous eu quelque chose à faire après la réception de cette lettre?

R. J'ai produit, ce matin, la réponse que j'ai faite à M. Bouchard, le secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook et, le même jour, j'ai écrit à M. DeGrandpré, qui est notre surintendant des magasins, d'aller faire une enquête et de me faire un rapport. M. de Grandpré m'a fait le rapport qu'il vous a dit.

Je dois ajouter que c'est la seule plainte que la Commission ait jamais reçue au sujet de la façon dont le magasin de Coaticook était conduit. Je n'ai pas reçu de plainte. Je n'avais pas reçu de plainte, avant, et je n'ai pas reçu d'autres, plaintes depuis?

Q. Quelles sont les instructions que vous donnez à vos gérants de magasin, quant à la tenue du magasin et à la façon de faire le commerce?

R. Les instructions, que les gérants de magasin ont entre les mains, sont contenues dans le petit livret rouge qui a été produit ici; un livret semblable est donné à chaque gérant de magasin, lorsqu'il est nommé.

Maintenant, dans les premiers temps de la Commission, lorsque la Commission a commencé ses opérations, elle a dû prendre comme gérants de magasin des gens qui n'avaient pas d'expérience dans la façon de conduire ces magasins-là, bien qu'ils pouvaient avoir eu de l'expérience dans le commerce; mais, depuis que la Commission est en marche, les gérants de magasins sont tous remplacés chez nous par le système de promotion. Ce sont les commis de magasin ayant le plus d'expérience et les meilleurs records, qui sont promus aux grades de gérants de magasins. Ou bien encore, les inspecteurs de magasin, c'est-à-dire les hommes qui, sous la direction de M. DeGrandpré, font le tour des magasins de la province pour voir comment ces magasins-là sont tenus et pour voir comment les stocks sont tenus. De sorte que je puis dire que nous avons aujourd'hui, dans toute la province, des gérants de magasin absolument compétents.

Dans le cas de Coaticook, comme c'était un magasin que nous ouvrons dans un district rural, nous avons dû nommer un homme qui n'avait pas une longue expérience dans les magasins; je crois qu'il n'avait eu que l'expérience d'un mois ou deux seulement, avant d'être nommé. Il n'y avait pas d'autres magasins à Coaticook.

Q. Au cours des témoignages qui ont été rendus, on a référé à des quantités considérables de boisson, qui ayant été trouvées inférieures, avaient été jetées dans les égouts; avez-vous eu connaissance de ce genre-là?

R. Cela est arrivé avant mon temps. Si vous voulez me le permettre, je puis vous donner en quelques mots un résumé de la façon dont la Commission a procédé, tant pour les vins que pour les spiritueux.

Q. C'est cela que je voudrais savoir.

R. Quand la Commission a été instituée, lorsque la loi créant la Commission est devenue en force, le premier mai, 1921, la Commission a dû prendre les stocks de spiritueux des importateurs et des vendeurs autorisés. Les impor-

tateurs et les vendeurs autorisés faisaient un commerce d'embouteillage considérable, et dans les stocks qui ont été livrés à la Commission, le 1er mai 1921, si je suis bien informé, la Commission a dû prendre possession de cent quatre-vingt mille gallons de spiritueux. Et si vous voulez référer à la loi des liqueurs alcooliques—il en a été assez question ici—vous allez constater que la Commission n'avait le droit de vendre qu'à la bouteille, qu'une bouteille à la fois; de sorte qu'elle ne pouvait pas disposer de ces 180,000 gallons de liqueurs alcooliques autrement qu'en les embouteillant. Et c'est pour cela, je comprends, que la Commission a dû commencer à embouteiller. Si la Commission n'avait pas embouteillé, en comptant seulement le coût des droits—je ne parle pas du coût de la marchandise elle-même—seulement le coût des droits, sur 180,000 gallons, à \$10.00 le gallon, cela veut dire que la Commission aurait dû perdre \$1,800,000.00.

Donc la Commission a dû embouteiller, et pour embouteiller, il s'agissait de réduire le nombre des marques qui existaient. Chaque importateur avait une dizaine de marques, de Scotchs, ou de brandy ou de rhums, ou de gins; cela en aurait fait un nombre infini. Et la Commission ne pouvait toujours pas embouteiller cela sous le nom de cet importateur-là qui n'existait plus. Alors, elle s'est procuré les services d'experts, qui ont fait des blends. Et après ce qui a été dit ici, l'analyse et l'examen physique—l'analyse par les deux maisons de chimistes qui avaient la meilleure réputation au pays, la maison Milton Hersey et la maison Donald—après cet examen-là, lorsque ces marchandises-là étaient acceptées, eh ! bien, les experts ont pris le meilleur moyen possible pour en disposer, en faisant ce que vous avez appelé des mélanges, qui en réalité, étaient des blends—en français, ils appellent cela des coupes—et ils ont formé deux sortes de Scotchs, un Scotch de qualité moindre, pour vendre à meilleur marché, et un Scotch d'une meilleure qualité, pour être vendu un peu plus cher. Ces Scotchs-là ont été vendus sous la marque de un X et la marque de trois X et les experts prétendent, et tout le monde prétendait que, malgré que quelquefois il pouvait y avoir un changement dans la formule d'un produit quelconque, c'était toujours le même goût, qui s'est continué tout le temps que cela a pris à la Commission pour disposer de ces marchandises-là, et quand la Commission a eu fini d'en disposer, alors elle s'est mise à acheter de l'autre côté, directement, des Scotchs blendés au lieu de faire des blends; au lieu de créer des Scotchs elle a acheté des Scotchs qui étaient créés. Et comme ces produits-là avaient eu un certain succès sur le marché, la Commission a décidé de continuer sur le marché la marque de Un-X et la marque de Trois-X. Et depuis que je suis à la Commission, j'ai ajouté, moi, la marque de Deux-X.

Ces marchandises-là, ce sont des Scotchs que nous achetons de l'autre côté, et la seule chose qui est faite à la Commission, c'est de les réduire au degré alcoolique auquel nous les vendons. Le Scotch Un-X, qui est un Scotch que nous vendons à très bon marché, à \$2.50, est réduit à 70.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Avec de l'eau distillée ?

R. Avec de l'eau distillée. Les Scotchs deux-X et trois-X se vendent à 75 et 25 en dessous de preuve.

Et cela a un avantage considérable, vu la quantité considérable de ces Scotchs que nous vendons, cela nous met en mesure d'acheter ces produits-là par soumission. Nous demandons aux distillateurs d'Écosse de nous envoyer des échantillons, et nous leur demandons quel prix ils peuvent nous faire pour 25,000

gallons à la fois— nous achetons cela par quantités de 25,000 gallons, 30,000 gallons—et c'est ce qui nous permet de vendre à meilleur marché le Scotch que nous embouteillons nous-mêmes, parce que nous l'achetons en aussi grandes quantités.

Maintenant, quand on a eu fini de vendre les Scotchs que la Commission avait embouteillés, les Scotchs que la Commission avait obtenus des importateurs et des vendeurs autorisés, la Commission se trouvait à avoir son installation d'embouteillage par-dessus le marché. Il eut été ridicule de mettre cette installation de côté. Ce sont les maisons de l'autre côté, certaines maisons, qui ont offert à la Commission de faire faire leur embouteillage chez nous. La Commission a accepté, et c'est la raison pour laquelle nous embouteillons aujourd'hui à la Commission, en fait de Scotchs, plusieurs Scotchs: le Peter Dawson, le Old Curio, le Sandy Macdonald, le Spray Royal; enfin les Scotchs des maisons les plus importantes d'Écosse.

Je dois dire que ces maisons-là ne confieraient pas l'embouteillage de leurs produits, qui sont connus dans le monde entier, si elles n'étaient pas satisfaites de la garantie d'embouteillage que la Commission leur donne.

Maintenant, quant à l'avantage que cela nous procure et dont nous faisons profiter l'acheteur, vous le voyez par les prix auxquels nous vendons ces marchandises: le Peter Dawson, que nous vendons \$3.50, le Sandy Macdonald, que nous vendons \$3.75, le Spray Royal, que nous vendons \$3.50. Ces marchandises-là si elles étaient embouteillées de l'autre côté, nous serions obligés de les vendre \$4.00 et \$4.25, comme elles sont vendues dans les autres provinces.

L'avantage est facile à comprendre. Nous achetons, en fait d'embouteillage, une moyenne de 200,000 gallons par année. Comme cette liqueur-là est achetée à preuve, et comme les marchandises en caisse sont vendues à 25 en dessous de preuve, cela veut dire que les marchandises en caisse nous arrivent avec 25% d'eau. Conséquemment, nous payons le transport pour 25% d'eau. 25% de 200,000, cela veut dire que nous paierions le transport sur 50,000 gallons d'eau. 50,000 gallons, cela fait, si je ne me trompe, 250 tonnes. Et pour vous donner une idée du coût du transport, je vous dirai que, de Liverpool à Montréal, le coût du transport est de 86 schellings la tonne. Vous voyez immédiatement l'économie qu'il y a à faire l'à-dessus.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Et l'eau distillée de la province de Québec est aussi bonne que l'eau distillée d'Écosse?

R. Une fois que l'eau est distillée, elle devient neutre.

PAR M. NICOL:

Q. A part du transport de la marchandise, vous gagnez aussi sur le degré de l'alcool?

R. Parfaitement, et voici comment: le gouvernement fédéral ne permet pas l'importation de spiritueux à un degré plus bas que 85, c'est-à-dire que l'on peut importer à un degré plus bas que 85, mais nous payons comme si les spiritueux avaient 85. Conséquemment sur les Scotchs que nous importons en caisses, nous payons pour 10 degrés d'eau.

Q. Des droits?

R. Des droits. Ce qui veut dire \$1.00 le gallon, ce qui veut dire \$2.00 la caisse.

Q. Alors, \$1.00 le gallon sur votre importation de 200,000 gallons, cela représenterait une somme de combien, à peu près? Avez-vous chiffré cela?

R. Le calcul est facile à faire: 200,000 gallons à \$1.00 le gallon, c'est \$200,000.00.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Cordeau, vous avez dit, il y a un instant, que les maisons qui ont permis à la Commission des liqueurs d'embouteiller leurs produits ici à Montréal, ne l'auraient pas permis à n'importe qui, qu'elles l'ont permis parce que c'était la Commission des liqueurs, n'est-ce pas.

R. Elles nous l'ont permis parce qu'elles sont certaines que les produits que nous embouteillons, nous les embouteillons tels que nous les recevons.

Q. Combien y a-t-il de maisons qui l'ont refusé à la Commission des liqueurs, ici à votre entrepôt.

R. Je n'en connais pas une seule. Je sais qu'il y a certaines maisons qui préfèrent faire le petit bénéfice qu'elles peuvent faire sur les bouteilles, sur les bouchons. Je sais, d'un autre côté, du moins, on me l'a dit, je n'ai pas communiqué avec les maisons, qu'il y a certains producteurs qui préfèrent faire l'embouteillage eux-mêmes.

Q. Dans ce cas-là, puisque c'est si profitable pour la Commission d'embouteiller ici à Montréal, comment se fait-il que vous n'avez pas essayé d'obtenir la permission d'un grand nombre d'autres maisons, en Europe, de qui vous achetez à la caisse, alors que vous payez les droits sur de l'eau, comme vous l'avez dit, il y a un instant.

R. Nous payons des droits sur de l'eau pour les produits que nous n'embouteillons pas chez nous.

Q. C'est ce que je vous demande: pourquoi n'avez-vous pas essayé d'obtenir de ces maisons, la permission d'embouteiller leur marchandise à Montréal?

R. Si toutes les maisons voulaient nous permettre d'embouteiller leurs produits, nous les embouteillerions.

Q. Je vous pose cette question: pourquoi n'avez-vous pas obtenu la permission des autres maisons? Il y a un grand nombre d'autres maisons dont vous importez les produits en caisses, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Pourquoi n'avez-vous pas obtenu leur permission d'embouteiller ici?

R. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est probablement parce que ces maisons-là préfèrent embouteiller elles-mêmes, pour la raison, je suppose, qu'elle font un certain profit sur leurs bouteilles, sur leurs bouchons.

Q. Vous supposez que vos prédécesseurs ont essayé d'obtenir cette permission et ne l'ont pas eue.

R. J'ai tout lieu de le supposer.

Q. Vous croyez cela?

R. Oui.

Q. Quant à vous, depuis que vous êtes président de la Commission, vous n'avez pas essayé d'obtenir cette permission-là?

R. Je n'ai pas essayé; seulement, toutes les fois que des maisons de l'autre côté m'ont offert de faire l'embouteillage, j'ai toujours accepté avec plaisir, parce que cela nous permettrait de vendre notre produit à meilleur marché.

Q. Vous avez accepté l'état de choses qui existait et vous n'avez pas tenté de faire mieux?

R. Depuis que je suis à la Commission, je crois que nous avons réussi de faire l'embouteillage du Old Mull et du Sandy Macdonald.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Avez-vous fini vos explications.

R. Quant aux avantages, je pourrais continuer encore.

Q. Il y a autre chose à ajouter?

R. Pour les spiritueux, par exemple, 200,000 gallons de spiritueux, ça veut dire, cela, en comptant 2 gallons à la caisse—il y a plus que 2 gallons à la caisse, parce que ces 2 gallons à la caisse à preuve, et comme c'est en dessous de preuve, il y a plus que 2 gallons à la caisse, mais mettons deux gallons à la caisse, si vous voulez—cela veut dire 100,000 caisses au moins. 100,000 caisses, cela veut dire 1,200,000 bouteilles. 1,200,000 bouteilles, cela veut dire 100,000 grosses de bouteilles. Alors, comme nous payons les bouteilles \$8.50 la grosse, nous payons à l'industrie de cette province, pour les spiritueux seuls, \$850,000.00, que cette industrie n'aurait pas, si nous achetions de l'autre côté à la caisse. Sans parler de l'industrie de l'imprimerie.

Nos contrats pour nos bouteilles, sont divisés également entre les deux manufactures de bouteilles qu'il y a dans la province.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Dans Québec?

R. Dans la province de Québec. Et cela a permis, par exemple, à la "Consumers Glass" de ne pas fermer ses portes cet hiver. Quelque temps avant le jour de l'an, cette compagnie est venue me demander si je consentirais à leur donner le contrat pour l'année à ce temps-là, pour qu'elle soit sûre de son contrat.

Il y a l'industrie des caisses, il y a l'industrie du bouchon. A part cela, il y a chez nous les employés que nous avons pour faire l'embouteillage.

PAR M. DURANLEAU:

Q. A ce sujet, monsieur Cordeau, est-ce que vous n'importez pas des maisons qui vous ont autorisés à embouteiller ici les bouchons, les étiquettes, et tout ce qui sert à l'embouteillage, excepté la bouteille?

R. Non. Quand nous vendons la marchandise sous l'étiquette d'une maison, ces étiquettes-là nous sont fournies par cette maison-là; elles nous sont fournies pour rien; mais tout ce que nous vendons sous l'étiquette de la Commission, ces étiquettes-là sont achetées par nous et sont imprimées par nous.

Quand j'ai parlé des étiquettes, j'en ai parlé d'une façon incidente, parce que le montant n'en est pas aussi considérable que celui des bouteilles. Je vous donne simplement le contrat que nous avons donné pour les bouteilles de spiritueux, les bouteilles pour le vin ne sont pas mentionnées là-dedans. Le contrat pour les bouteilles de spiritueux, pour l'année 1925 est pour 100,000 grosses à \$8.50 la grosse.

Q. Vous nous dites, monsieur Cordeau, que ces maisons-là vous fournissent les étiquettes pour rien?

R. Oui.

Q. Il me semble avoir vu dans les factures de la maison Peter Dawson, Limited, des chiffres assez ronds pour tous les accessoires d'embouteillage qui doivent comprendre les étiquettes?

R. Non, les capsules et les bouchons. Il y a certaines maisons qui fournissent les capsules pour rien, d'autres qui ne les fournissent pas; il y en a qui

fournissent les étiquettes pour rien. Dans tous les cas, 100,000 grosses à \$8.50 la grosse, cela doit faire \$850,000.00.

Q. Dois-je comprendre que vous embouteillez le Old Curio, aussi?

R. Oui, monsieur.

Q. Tous les Old Curio qui sont vendus par la Commission sont embouteillés ici.

R. Sont embouteillés ici.

Q. Quelles sont les imprimeries qui impriment vos étiquettes, monsieur Cordeau.

R. Nous demandons des soumissions. Nous avons un chef du Service des impressions, qui demande des soumissions et qui donne les contrats aux plus bas soumissionnaires. C'est plutôt lithographié, cela, ce sont plutôt des compagnies de lithographie qui sont intéressées là-dedans.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Avez-vous d'autres explications à fournir?

R. Quant aux brandys, c'est la même chose qui a déjà été dite, il n'y a pas grand'chose à ajouter sur la question des brandys. La Commission a vendu comme brandy ce qu'elle avait eu des vendeurs autorisés et des importateurs. Elle l'a vendu sous le nom de brandy au lieu de le vendre sous le nom de cognac, parce qu'elle ne pouvait pas en garantir l'authenticité.

Je dois dire qu'il y avait, si je suis bien informé, 255 marques de brandy que les vendeurs autorisés et les importateurs vendaient dans le temps. La Commission en a fait un brandy qu'elle a vendu comme brandy 25 U.P.—75 degrés, 25 en dessous de preuve. Quand ce stock-là a été épuisé, la Commission, pour profiter encore de son installation d'embouteillage, a décidé de mettre sur le marché des cognacs qui représenteraient les types classiques de cognac tel que fabriqué en France, et ces types sont connus sous les noms de une-étoile, deux étoiles, trois-étoiles. La Commission a demandé des soumissions aux producteurs de cognacs pour des quatre-ans, des six-ans et des dix-ans. Elle a pu obtenir des prix très bon marché, comme vous avez pu le voir par la liste des prix coûtants que l'on a produits, et elle a mis sur le marché un quatre-ans, un six-ans, et un dix-ans. Le dix-ans n'est pas missous le titre de dix-ans, il est mis sous le titre de "Vieux Cognac—cognac très vieux.

Quand je suis arrivé à la Commission, il y avait encore des quatre-ans et des six-ans. Pour indiquer au public exactement ce que nous lui vendons, aujourd'hui, au lieu de le vendre comme quatre-ans ou comme six-ans, nous le vendons avec, sur la bouteille, l'indication de son année.

Ce que nous avons actuellement sur notre liste de prix, ce sont des cognacs de 1919 et de 1917. Quand nous les avons achetés, ceux de 1917 étaient des six-ans et ceux de 1919 étaient des quatre-ans; par conséquent, nos quatre-ans se trouvent aujourd'hui être des six-ans et nos six-ans se trouvent être des huit-ans et nos dix-ans sont des douze-ans. Quand nous achèterons d'autres quatre-ans, d'autres six-ans et d'autres dix-ans, nous changerons nos étiquettes et nous mettrons exactement ce que nous vendrons.

A propos des produits que nous embouteillons nous-mêmes aujourd'hui, je dois dire que nous embouteillons toute la gamme des spiritueux: L'alcool, le cognac, le scotch, un rye, un dry gin, un gin ordinaire et les rhums.

Je dois dire que les produits que la Commission embouteille elle-même, qu'elle vend sous sa propre étiquette et sous sa garantie, sont des produits abso-

lument purs et qui peuvent subir la comparaison avec n'importe quel produit embouteillé de l'autre côté.

PAR M. NICOL:

Q. Et vous pouvez les vendre à meilleur marché?

R. Ce sont les marchandises que nous vendons le plus; cela veut dire que les gens ont confiance en nous. Si les gens perdent leur confiance dans l'embouteillage que nous leur vendons, ce n'est pas la Commission qui va y perdre, ce sera l'acheteur qui y perdra, parce qu'il achètera quand même, mais il paiera plus cher, s'il achète de la marchandise embouteillée de l'autre côté.

Q. Comme un témoin a dit, il achètera la marque, l'étiquette.

R. Quant à nous, cela nous donnerait infiniment moins d'ouvrage et moins de vérification, si nous vendions toutes les marchandises en bouteilles, l'embouteillage étant fait de l'autre côté, comme on vend des timbres-poste.

Maintenant, il y a la question des vins. La question des vins était encore beaucoup plus difficile que la question des spiritueux, parce que, dans les spiritueux, la Commission n'était obligée de prendre que les spiritueux provenant des importateurs et des vendeurs autorisés; cela voulait dire les spiritueux de douze maisons d'importations et de 25 maisons de vendeurs autorisés; c'était tout ce qu'il y avait dans la province. Mais, quand il n'est agi de la question des vins, la situation s'est compliquée du fait que la Commission a dû prendre les vins des fabricants de vins, des licenciés, parce que dans les deux années de la loi de prohibition, il y avait des licenciés qui avaient droit de vendre du vin, les hôteliers avaient droit de vendre du vin et tous ces gens-là ont envoyé à la Commission, au 1er mai, 1921 tout leur stock. Il y a des épiciers qui ont fait des rapports, par exemple, de onze bouteilles d'une marque quelconque. La Commission ne pouvait pas mettre sur le marché 11 bouteilles d'une marque; elle ne pouvait pas mettre sur le marché 2 gallons d'une autre marque, ou, comme vous l'avez vu dans les blends, 1 gallon et demi de vin de messe provenant de telle maison.

La Commission a procédé dans l'affaire des vins comme elle avait procédé dans l'affaire des spiritueux. Elle a pris des experts et elle a fait les mélanges qu'on a lus ici. Nos experts nous disent que ces mélanges-là étaient des mélanges de première classe. Dans tous les cas, ils ont été vendus à meilleur marché que le prix coûtant. Et la raison en est facile à comprendre. Dans les spiritueux, il n'y avait que douze maisons d'importation; et comme la Commission payait le prix coûtant, elle se trouvait à payer aux maisons d'importation le prix de l'importation, tandis qu'aux vendeurs autorisés elle s'est trouvée à payer le prix du détail, parce que le prix coûtant des vendeurs autorisés n'était pas le même que le prix coûtant de l'importateur. Quand on en est venu aux vins, il s'est trouvé une autre complication, une troisième catégorie de vendeurs et un autre prix coûtant. Le prix coûtant de la troisième personne se trouvait plus élevé encore que le prix coûtant de l'importateur. De sorte que cela se trouvait à faire un prix auquel la Commission n'aurait pas pu vendre.

Eh bien ! la Commission a fait—elle a fait ce qui a été fait. Elle prétend avoir vendu un bon vin, à meilleur marché que ce qu'il lui coûtait et elle s'en est débarrassée, et aujourd'hui, depuis au-delà d'un an et demi, la Commission achète les vins canadiens purs, elle achète les Bordeaux purs de l'autre côté, elle achète le Oporto purs et les sherry purs; et aujourd'hui nous n'avons pas besoin de blenders à la Commission, ni dans le département des vins, ni dans le département des alcools, nous vendons le produit tel que nous le recevons.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Dans les deux cas.

R. Dans les deux cas.

Je n'ai rien à dire contre les blends, au contraire, parce que le commerce des vins et le commerce des spiritueux ne pourrait pas exister sans les blends. Le producteur de vin, de l'autre côté, ne pourrait pas vendre tout le temps un produit uniforme, de la même qualité, s'il ne se servait pas du blend, parce que les vignobles ne produisent pas toujours le même raisin, et les raisins ne produisent pas toujours la même qualité de vin; et même les raisins d'une même année ne donnent pas tout le temps un vin d'un goût uniforme, cela dépend du moût qu'il y a dedans; et la seule chose qui fait que les grandes maisons de France peuvent vendre des quantités si considérables de vin uniforme, faire enregistrer des marques de commerce qu'ils appelleront "Château Lafitte", "Château Margot", "Château Larose", c'est qu'ils font des blends. De même, ce qui fait que John Dewar vend toujours un Scotch qui a le même goût, bien qu'il achète ses malts et ses alcools de différentes maisons, c'est qu'il se sert de blenders. C'est la même chose pour Johnny Walker, c'est la même chose pour toutes les grandes maisons, de sorte que je n'ai rien à dire contre les blenders, au contraire.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous nous avez dit, tout à l'heure, que la Commission s'était débarrassée de toutes les marchandises qu'elle avait achetées des vendeurs autorisés. J'ai cru comprendre de l'un de vos employés, qu'il vous restait encore à peu près 100,000 gallons de marchandise mélangée.

R. Il n'a pas du dire cela, je ne crois pas.

L'HONORABLE M. CARON.—C'est 100 gallons qu'il a dit, et non pas 100,000, j'étais ici.

LE TÉMOIN.—Si vous voulez me le permettre—je ne sais pas si cela peut vous intéresser.

LE PRÉSIDENT.—Renseignez-nous.

LE TÉMOIN.—J'ai ici des extraits d'un livre par André Simon, qui est le plus grand expert d'Angleterre dans les spiritueux et les vins, qui a écrit plusieurs livres sur la question, et qui a écrit entre autres un livre qui s'appelle "The Connoisseurs' Text-Book—Wines and Spirits—The Blood of the Grape." Si vous le voulez, je puis vous déposer ici ce qu'il dit à propos des blends des spiritueux et des blends des vins.

PAR M. DURANLEAU.—C'est dans un livre, cela.

LE TÉMOIN.—C'est dans un livre, j'en ai fait copier des extraits, afin de vous renseigner. Je dois vous avouer que, quand je suis arrivé à la Commission, je ne connaissais pas cela, l'histoire des blends; je ne savais pas même que ça existait; aujourd'hui, je le sais parfaitement.

Je produis comme exhibit un extrait du livre d'André Simon.

PAR M. NICOL:

Q. En avez-vous plusieurs copies?

R. J'en ai trois copies.

M. NICOL.—Donnez-en donc une à M. Duranleau, cela l'intéressera.

LE TÉMOIN.—J'ai trois copies de ce qu'il dit sur le coupage des vins.

LE PRÉSIDENT.—Mettez tout cela ensemble et produisez comme un seul exhibit.

LE TÉMOIN.—Sur le blend des whiskey, j'ai deux copies.

PAR M. MERCIER:

Q. Monsieur Cordeau, la Commission vend-elle des liqueurs alcooliques à la caisse dans la province de Québec?

R. Elle vend des vins à la caisse.

Q. A part des vins?

R. Nous ne vendons pas de spiritueux à la caisse.

Q. Vous ne vendez pas de spiritueux à la caisse?

R. Non.

Q. Pouvez-vous donner une idée de l'organisation que vous avez, au point de vue administratif, au bureau central de la Commission et dans les différents magasins, brièvement—de l'organisation que vous avez au point de vue administratif?

R. Je passerai peut-être pour vouloir me vanter, mais je prétends que c'est la meilleure organisation qu'il y a au monde; elle peut être comparée facilement même avec celle du C.P.R. Toutes les précautions sont prises sous tous les rapports. La liqueur alcoolique, quand on la reçoit et jusqu'à ce qu'elle soit embouteillée pour être livrée aux magasins, et jusqu'à ce qu'elle passe entre les mains de la clientèle, rien n'est négligé.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Sous le rapport de la propreté?

R. Sous le rapport de la propreté et sous tous les rapports. A part cela, nous avons chez nous, vous avez vu cela dans nos rapports annuels, une infirmerie outillée de tout ce qu'il y a de plus moderne en fait d'infirmeries et qui est sous la direction d'une garde diplômée très compétente.

M. DURANLEAU.—Tout cela regarde l'administration générale.

M. MERCIER.—C'est ce que je demande.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, vous avez fermé la porte à l'enquête sur l'administration générale, il me semble que vous ne devriez pas revenir sur votre décision.

LE TÉMOIN.—Je crois qu'un bon moyen pour vous rendre compte de la façon dont les choses sont conduites chez nous, ce serait, messieurs, que vous veniez nous rendre une visite.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Est-ce que vos caves à vin sont bien organisées?

R. Superbement organisées. Comme M. Parmentier, qui est bien au courant de la question, vous l'a dit, c'est aussi bien qu'en Europe.

Q. M. Parmentier nous a dit que l'on buvait d'aussi bon vin ici qu'en France.

R. Je ne suis jamais allé en France, seulement, je suis orgueilleux de nos vins, comme je suis orgueilleux de tout ce que nous vendons.

A propos de notre scotch trois-X dont il a été question ici, pour en donner la qualité, je vais vous produire une lettre que j'ai reçus de la maison *Greenless and Williams, Limited*.

Q. Qu'est-ce que c'est que cette maison-là?

R. C'est une des plus grandes distilleries d'Écosse. Pour vous donner une idée de leurs connaissances en fait de Scotchs je vous dirai que c'est cette maison-là qui vend le Grand Old Parr.

M. DURANLEAU.—Je ne crois pas que ceci soit une preuve.

LE TÉMOIN.—C'est parce qu'on a laissé planer des doutes sur le produit que la Commission vend sous sa propre étiquette.

M. DURANLEAU.—Je comprends votre désir, mais une lettre d'une maison, quelle que soit cette maison, n'est pas une preuve. Si vous ameniez ici quelqu'un de cette maison qui aurait examiné votre marchandise et qui viendrait ici témoigner sous serment devant le comité; mais une lettre comme celle-là n'est pas une preuve.

M. MERCIER.—Quelle objection peut-il y avoir à la produire?

LE PRÉSIDENT.—Ce n'est peut-être pas la meilleure preuve.

M. DURANLEAU.—Le président du comité, et le président de la Commission des liqueurs, qui est avocat, savent parfaitement bien que la lettre d'un tiers, qui n'a pas été écrite sous serment, ne peut pas être offerte en preuve.

LE PRÉSIDENT.—Ça n'est pas la meilleure preuve; la meilleure preuve serait de produire ici, devant la Commission, celui qui a écrit la lettre; mais, vu qu'il demeure en Écosse, vu qu'il est absent, je crois, pour avoir le bénéfice de son opinion, que nous devrions permettre la production de sa lettre.

LE TÉMOIN.—Ce n'est pas la maison Greenless qui nous vend la marchandise trois-étoiles, seulement, son représentant est venu me voir, et en discutant de liqueurs alcooliques, je lui ai dit que, pour moi, le meilleur Scotch qu'il y a sur le marché, c'était le Scotch de la Commission trois-étoiles. Il en a acheté une bouteille pour me démontrer que je me trompais et que le meilleur Scotch était le Grand Old Parr, et ceci est la lettre qu'il m'a écrite à ce sujet-là.

LE PRÉSIDENT.—Lisez-là.

M. DURANLEAU.—Seulement, si vous prenez trop de temps, nous ne pourrions pas finir.

(Le témoin donne lecture de la lettre suivante:)

“M. L.-B. Cordeau,

Président, Commission des liqueurs de Québec,
Montréal.

Cher Monsieur le président,

J'ai acheté une bouteille de votre Scotch XXX, après vous avoir rencontré l'autre jour, vu que je n'en avais pas fait l'essai depuis très longtemps et je voulais en faire l'épreuve.

Vous m'aviez déclaré que vous étiez fier de cette marque et, d'après les expériences que j'en ai faites moi-même, vous avez toutes les raisons de l'être. Je l'ai trouvé excellente sous tous les rapports et j'ai trouvé que c'était un

blend admirablement balancé. Celui qui en est l'auteur a certainement obtenu un très beau résultat.

J'étais absolument sûr que l'échantillon que nous soumettrions était incontestablement supérieur, avant que j'en eusse fait l'essai. Je pense encore que sa saveur est un peu supérieure, mais il n'y a certainement rien de mieux, quant à l'arôme.

Deux autres personnes, de mes amis, tous deux experts, ont déclaré que votre XXX était un *blend* balancé d'une manière exceptionnelle et une marque dont vous deviez être fier.

Lors de mon prochain voyage à Montréal, je vous soumettrai nos échantillons pour que vous les approuviez. J'ai demandé à M. Michaud de m'avertir de l'arrivée de certains échantillons envoyés par nos employés, afin que je puisse faire un seul voyage pour m'occuper des deux affaires à la fois."

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Quand est-ce qu'il vous a écrit cela?

R. Le 19 février, 1925.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Est-ce qu'elle vous vend de la marchandise, cette maison-là?

R. Ils nous vendent le Grand Old Parr et ils nous vendent une autre marchandise qui entre dans notre trois-étoiles.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Ce n'est pas lui qui vous a vendu cette marchandise-là?

R. Non.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Si je comprends bien, le trois-étoiles n'est pas *blendé* par vous?

R. Ce sont des Scotchs achetés de l'autre côté et dont le mélange se fait ici.

Q. Alors, vous mêlez plusieurs Scotchs ensemble pour faire le trois-étoiles de la Commission?

R. Pour faire le trois-étoiles de la Commission, nous mêlons les Scotchs que nous avons achetés de l'autre côté.

Q. Maintenant, j'ai entendu parler pendant les témoignages, de la question des prix.

R. Quant à la question des prix, je n'ai pas grand'chose. Je ne sais pas si les membres du comité ont jamais eu nos listes de prix. Je crois que, pour que vos rapports soient complets, nos listes de prix devraient être produites nos listes de prix actuelles.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Avez-vous vos listes de prix depuis le commencement des opérations de la Commission?

R. Non, je ne les ai pas.

Q. Est-ce que les prix sont changés souvent?

R. Non. Il y a une revision ordinairement une fois par année. Celle-ci, la liste de prix actuelle, c'est une revision du 1er juin, 1924.

Q. Pourriez-vous produire une liste de prix du changement précédent?

R. Oui, je puis produire la liste de prix précédente.

(La liste de prix précédente sera produite comme pièce "V-V").

PAR M. DURANLEAU:

Q. Est-ce la dernière, cela?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'elle n'est pas datée de décembre, 1924?

R. Non. C'est le dernier livret. C'est la revision qui a été faite le premier juin, la revision générale.

Maintenant, à part cela, j'ai avec moi les dernières listes de prix des Commissions des autres provinces.

M. DURANLEAU.—Nous n'avons rien à faire avec cela.

PAR M. NICOL:

Q. Comment est-ce que cela se compare?

M. DURANLEAU.—Vous n'êtes pas pour entrer dans le commerce des autres provinces. Comparez donc plutôt vos prix coûtants avec vos prix vendants, cela intéressera un peu plus la population de cette province. Je m'ob-jecte à cette preuve, monsieur le président.

M. NICOL.—On a parlé des prix, et on critique nos prix comme si nous vendions trop cher.

M. DURANLEAU.—Le comité n'a rien à voir à cela. Il s'agit de savoir quels sont les profits que vous faites sur vos marchandises. C'est cela qui intéresse le peuple de la province. Il s'agit de savoir si les profits que la Com-mission fait sont raisonnables.

M. BERCOVITCH.—Au point de vue de la comparaison, nous avons le droit de produire une liste des prix des autres endroits, afin de constater comment ils soutiennent la comparaison avec les prix de la province de Québec. La question des profits est une question tout à fait différente.

LE TÉMOIN.—J'ai ici...

M. DURANLEAU (Interrompant). Attendez. Nous avons laissé faire le président de la Commission des liqueurs, qui a fait un très beau plaidoyer en faveur de sa Commission, mais je sou mets que la question ici n'est pas de savoir quels sont les prix dans les autres provinces ou les autres pays, il s'agit de savoir quels sont les prix de la marchandise vendue par la Commission des liqueurs de Québec, dans la province de Québec. Cette enquête a été instituée pour faire connaître les prix coûtants de la marchandise qui est mise sur le marché par la Commission des liqueurs de la province de Québec, et je m'oppose à ce que l'on mette au dossier les prix des autres provinces, qui ne nous intéressent pas.

L'HONORABLE M. GALIPEAULT.—Si vous voulez bien me le permet-tre, monsieur le président, en ma qualité de membre de cette Chambre, de dire quelque chose, je crois qu'il y a différents moyens de savoir si la Commission des liqueurs de la province de Québec vend à des prix convenables. Il y a cer-tainement le moyen qu'a employé l'honorable député, qui consiste à comparer le prix coûtant avec le prix vendant; mais, je crois que la comparaison de nos prix avec les prix des autres provinces, est aussi un moyen de savoir si nos prix sont raisonnables ou non. Un des moyens employés partout, devant les cours de justice et ailleurs, pour établir la valeur, ou ce que devrait être le prix d'une

chose, c'est de se renseigner sur les prix de choses semblables ailleurs. Je ne vois pas pourquoi on priverait le public de cette source de renseignements. Comme, dans les autres provinces, on vend les mêmes produits qu'ici, je crois qu'il serait à propos de savoir à quels prix elles les vendent. Sans cela, l'enquête ne serait pas complète.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, depuis trois ans, nous avons demandé au comité des comptes publics de connaître les prix coûtants de la Commission, afin de savoir si les profits faits par la Commission étaient exagérés ou bien si l'administration de la Commission était bonne. C'est la demande qui a été faite depuis 1922. Le Gouvernement a répondu: "nous ne pouvons pas vous donner les prix coûtants." Cette année, nous avons formulé la même demande et le gouvernement a répondu: "Nous allons vous les donner." Nous avons fait une motion à cet effet, demandant que la Chambre autorise le comité des comptes publics à enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs.

M. Bouchard a fait un amendement pour inclure aussi l'enquête sur le bootlegging. Nous avons demandé une enquête sur les prix coûtants, nous ne refusons pas de les connaître; nous voulons les connaître, nous avons voulu les connaître. Nous avons voulu enquêter sur les opérations de la Commission des liqueurs. Nous continuons le travail, très bien. Mais est-ce que nous devons étendre les témoignages au-delà de ce cadre quand, surtout, la Chambre et le comité nous ont refusé d'enquêter sur toutes les opérations de la Commission des liqueurs. C'est la Chambre et le comité qui ont limité notre champ d'enquête. Ils ont dit: Non, vous n'enquêterez pas sur l'administration générale de la Commission, mais vous vous limiterez à ce qui est indiqué dans la motion et vous enquêterez sur le bootlegging en même temps que sur certaines opérations de la Commission des liqueurs. Si, maintenant, nous enquêtons sur les opérations des différentes Commissions de liqueurs qui existent dans le pays, dans les autres provinces, je sou mets respectueusement au comité que nous sortons du cadre qui a été tracé par la Chambre et par le comité. Et je considère, monsieur le président, qu'à cette phase de l'enquête surtout, il n'est pas raisonnable que le comité décide d'étendre le champ des opérations, quand il nous a tant limités, nous, au cours de l'enquête.

L'HONORABLE M. GALIPEAULT.—Ce sera l'affaire de quelques minutes.

M. FORTIER.—Voulez-vous me permettre une observation. Si ma mémoire est fidèle—si elle ne l'est pas, on pourra me corriger—il me semble que, dans la Chambre on a reproché à la Commission de vendre trop cher ses liqueurs.

M. DURANLEAU.—De prendre des profits exagérés sur son prix coûtant.

M. FORTIER.—Depuis deux ans, on a dit au peuple que la Commission des liqueurs vendait la boisson à des profits exorbitants. Si l'on prouvait devant ce comité que la province de Québec vend ses boissons moins cher qu'ailleurs, je crois que ce serait une preuve que la province de Québec est raisonnable dans la vente des liqueurs et que la Commission des liqueurs conduit ses opérations d'une façon honnête, que le peuple en a pour son argent. C'est tout simplement un état comparatif des prix que l'on veut mettre devant le comité.

M. SAUVÉ.—Pour être logique, il faudrait comparer toutes les liqueurs vendues par les autres provinces avec celles vendues par la Commission des liqueurs de la province de Québec.

L'HONORABLE M. GALIPEAULT.—On veut comparer les mêmes liqueurs, les mêmes marques, monsieur Sauvé, nous ne savons pas quels mélanges il y a là-dedans. Nous connaissons bien maintenant les mélanges de la province de Québec, mais nous ne connaissons pas les mélanges de la Colombie Anglaise et des autres provinces.

L'HON. M. GALIPEAULT.—Pour les liqueurs mélangées de l'autre côté, la comparaison serait bonne.

M. DURANLEAU.—Je ne crois pas que la question souffre de doute. Le président n'a qu'à lire la résolution qui a été adoptée par la Chambre, qui définit exactement le cadre de cette enquête, et on ne peut pas en sortir. Si vous permettez d'enquêter sur les prix des boissons dans les autres provinces, il faudra faire venir de ces autres provinces des témoins pour établir la valeur réelle des boissons qui sont vendues d'abord, les mélanges qui sont faits là-bas, les prix coûtants des marchandises qui sont vendues dans les autres provinces.

Il me semble, monsieur le président, qu'il suffit de poser la question pour la résoudre, et je m'oppose formellement à ce que l'on introduise au dossier, des prétendues listes de prix d'autres provinces.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que la résolution adoptée par la Chambre couvre absolument toutes les affaires, toutes les opérations de la Commission et particulièrement la question des prix. Le public est intéressé à savoir—et cette enquête n'est pas faite seulement pour nous autres, elle est faite surtout pour le public—le public est intéressé à savoir quels profits la Commission fait. On a fait de la preuve pour essayer d'établir que la Commission fait un profit trop élevé. D'un autre côté, je crois qu'il serait intéressant pour le public de savoir quel est le profit que la Commission fait, comparé à ce qui se fait ailleurs, dans les mêmes circonstances, sur les mêmes marchandises. Les provinces qui nous entourent ne sont pas si loin que leur marchandise doit leur coûter plus cher qu'ici. Je crois qu'il serait intéressant pour le public de savoir cela.

M. DURANLEAU.—Il n'y a pas moyen de faire de comparaisons de ce genre-là. Si la Colombie Anglaise achète un millier de gallons, alors que nous en achetons ici 25,000 gallons, on ne peut pas faire de comparaison. Les prix de la Colombie Anglaise ne prouveront pas que la Commission des liqueurs de Québec vend meilleur marché, proportionnellement on vend plus cher.

L'HONORABLE M. GALIPEAULT.—On peut établir cette distinction-là. Il s'agit de demander au témoin des explications. Si, par exemple, on achète ici à meilleur marché qu'ailleurs, peut-être que cela servira à démontrer que la Commission des liqueurs de Québec est mieux administrée que celle des autres provinces. Je ne vois pas pourquoi on ne permettrait pas de faire la comparaison entre les deux.

M. SAUVÉ.—J'étais sous l'impression, et je reste sous l'impression, que le public existait aussi au commencement de la session, quand nous avons demandé l'enquête; qu'il n'existe pas seulement depuis que le président de la Commission des liqueurs nous a fait l'honneur de venir témoigner devant ce comité. Il existait, et c'était au nom de ce public que nous demandions une enquête complète. Le public existait, quand la majorité de la Chambre et la majorité du comité ont refusé de nous permettre d'enquêter sur toutes les opérations de la Commission des liqueurs. Le public, dans ce temps-là aussi, aurait

été bien aise de connaître les opérations de la Commission de la province de Québec. Alors, pourquoi la Chambre a-t-elle rejeté la motion que nous lui avons soumise, et pourquoi le gouvernement et sa majorité ont-ils prétendu, dans ce temps-là, qu'ils ne voulaient pas enquêter sur toutes les opérations de la Commission des liqueurs, quand, aujourd'hui, un des membres du Gouvernement vient de dire que, dans l'intérêt public, pour l'amour du public, il faudrait faire connaître l'administration de la Commission des liqueurs de la Colombie Anglaise, et, d'ailleurs, quand on nous a refusé d'enquêter sur toutes les opérations de la Commission des liqueurs de la province de Québec. Je crois que le premier intérêt du public de la province de Québec, c'est de connaître toutes les opérations de la Commission des liqueurs de la province de Québec, avant de connaître les opérations de la Commission de la Colombie Anglaise.

Je comprends que, si on n'avait pas refusé cette motion, si on nous avait répondu: Faites l'enquête comme vous le voudrez sur les opérations de la Commission des liqueurs, je comprendrais que le comité des comptes publics pourrait nous dire: Comme vous avez eu toutes libertés d'enquêter sur la Commission des liqueurs de Québec, nous demandons la liberté d'enquêter même sur les opérations de la Commission des liqueurs de la Colombie Anglaise. Mais nous avons été limités, limités par la Chambre et par le Comité. Et vous-même, monsieur le président, vous avez été extrêmement sévère pour nous et extrêmement libéral pour la majorité du comité; vous n'avez jamais décidé en notre faveur.

LE PRÉSIDENT.—Quand vous aviez raison.

M. SAUVÉ.—A cette phase de l'enquête, quand elle est sur le point de s, terminer, il me semble, monsieur le président, que vous ne devriez pas, au moins nous laisser sous l'impression que vous allez être davantage, je ne dirai pas partial, mais en faveur de la majorité ou de votre propre affaire.

M. NICOL.—L'honorable chef de l'opposition trouve que vous avez été sévère pour l'Opposition, mais il dit cela en riant.

LE PRÉSIDENT.—On peut être sévère et juste.

M. SAUVÉ.—Quand je ne ris pas, on dit que je me fâche.

M. NICOL.—Si l'honorable chef de l'opposition croit que ce comité n'a pas le droit de s'enquérir des prix, il est un peu en retard pour le dire, parce que, depuis deux ou trois jours, ceux qui ont interrogé les témoins ici se sont enquis des prix. Ce matin, nous avons eu l'examen de M. Michaud fait par M. Langlais, membre de ce comité, et dans je ne sais combien de cas, il lui a fait donner d'abord le prix coûtant de la marchandise.

M. SAUVÉ.—De la marchandise de la Commission de Québec.

M. NICOL.—Ensuite, il a demandé, dans plusieurs cas, le prix vendant. Je considère que le comité ne fait que continuer dans le même genre de preuve, en faisant la preuve que l'on demande de faire maintenant. Il ne fait que compléter la preuve qui a été commencée.

En examinant les témoins ici, l'autre jour, j'ai moi-même prouvé le prix actuel de la marchandise et je lui ai fait comparer ces prix avec les prix des marchandises qui étaient vendues par les anciens vendeurs. Et ce témoin a dit

que les vins étaient vendus aujourd'hui par la Commission des liqueurs à un prix égal—moindre d'abord, de beaucoup, que les prix auxquels on vendait les vins auparavant, et à un prix qui pouvait se comparer au prix de gros des marchands en 1914. Nous avons commencé par faire la comparaison entre les prix de la Commission des liqueurs, aujourd'hui, et ceux des marchands, en 1914, et l'on a dit que les prix d'aujourd'hui étaient moindres, pour les mêmes marques de vins français, que ce que le public payait pour ces vins au prix du détail. Or, nous avons commencé à faire cette preuve, elle a été faite. . .

M. DURANLEAU.—C'est vous qui l'avez commencée.

M. NICOL.—Et vous nous l'avez laissé faire; vous avez continué de la faire pendant deux jours.

M. SAUVÉ.—C'est le président qui vous protégeait.

M. NICOL.—Nous continuons notre travail en allant un peu plus loin et en comparant les prix dans la province de Québec, avec les prix des autres provinces pour les mêmes marchandises, pour les mêmes marques.

M. SAUVÉ.—Et le trésorier peut garder son sérieux !

M. DURANLEAU.—Est-ce que M. Cordeau peut nous établir le pourcentage des profits qu'ils font dans les autres provinces ?

LE PRÉSIDENT.—C'est une question que vous pourrez lui poser. Vous pourrez lui demander si, dans les autres provinces, ils font un pourcentage de profits moindre qu'ici sur le prix coûtant. Le pourcentage est peut-être moins fort là-bas comparativement à celui de la province de Québec.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, l'argument que vient d'apporter l'honorable trésorier provincial est loin d'être convaincant. Son argument se résume à peu près à ceci: j'ai tenté de commettre une illégalité, en faisant comparer par un témoin les prix vendeurs de la Commission avec ceux des vendeurs autorisés avant la loi actuelle et puis cela a passé. Alors et par conséquent, j'ai le droit maintenant de me transporter dans les autres provinces et de continuer mon inquisition.

M. NICOL.—Vous n'avez pas objecté, parce que c'était légal.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, l'argument pêche par sa base. La seule chose qui intéresse ce comité et la province, c'est de savoir si la Commission des liqueurs fait un profit raisonnable sur les prix coûtants de sa marchandise. C'est là toute la question. Si elle fait un profit de 100% sur les prix coûtants, le public jugera si ce profit-là est raisonnable ou ne l'est pas. Si la Commission fait un profit de 100%, même sur les droits qu'elle paye sur la marchandise qu'elle achète, c'est le public également qui jugera si ces profits-là sont raisonnables. Mais, quant à vouloir comparer les prix de la Commission des liqueurs, pour de la marchandise qu'elle mélange elle-même ou qu'elle importe d'Europe, avec les prix vendeurs d'autres marchandises, que nous ne connaissons pas et que nous ne sommes pas en état de pouvoir évaluer, je dis que ceci ne peut pas ressortir de cette enquête; les pouvoirs qui nous ont été accordés ne vont pas jusque-là. S'ils allaient jusque là, nous aurions le droit de nous transporter dans ces autres provinces et de faire enquête sur les mélanges qu'ils font

et sur le coût des marchandises, qui entrent dans les mélanges qui apparaissent à la liste de prix que le témoin veut produire.

Je comprends que M. Cordeau, en avocat habile, comme il l'a toujours été— et je dirai en passant que je regrette de ne plus le voir au Barreau—M. Cordeau a fait un plaidoyer habile en faveur de l'administration de la Commission des liqueurs, mais je dis qu'il ne faut pas aller jusqu'à la licence. Nous avons permis à M. Cordeau d'expliquer tout le système de la Commission, mais, maintenant, il prend un peu trop de corde; il est rendu dans les autres provinces, et je crois qu'il est temps de mettre le holà. Quant à moi, je fais une objection formelle à l'introduction dans le dossier, de ces documents.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, l'honorable ministre des Travaux publics disait tout à l'heure: Le public, ce cher public, il faut le renseigner. Je comprends que, s'il n'y avait pas d'autres moyens de renseigner le public sur les prix des autres Commissions de liqueurs du pays, mon Dieu, il pourrait y avoir une certaine raison d'élargir le cadre de l'enquête; mais le ministre des Travaux publics peut se procurer, pour renseigner son public, les rapports que ses amis des autres provinces peuvent lui procurer. Il a des amis, par exemple, au Nouveau-Brunswick, nous en avons eu une autre preuve au cours de cette session. Il peut, au cours de ses discours, renseigner le public. Mais je sou mets, monsieur le président, qu'en ouvrant cette porte-là, vous violez, pour ainsi dire la motion qui a été adoptée et vous brisez les cadres qui ont été tracés par vous-même au début de l'enquête. Si le comité permettait cet exposé, nous serions forcés, logiquement, pour compléter cet exposé, de faire assigner des personnes compétentes pour venir établir la manière dont les Commissions des autres provinces administrent leurs affaires, leurs opérations, leurs mélanges, etc. Sans cela, nous ne pouvons pas faire de comparaison, dans un comité d'enquête.

LE PRÉSIDENT.—La Chambre a autorisé le comité à enquêter sur les prix de ventes, les prix coûtants, etc. L'un des points était de savoir si la Commission des liqueurs faisait des profits considérables, etc. Je crois que l'on a parfaitement le droit de comparer nos prix avec ceux de nos voisins. Mais en transquestion, vous aurez le droit de demander au témoin jusqu'à quel point il est en état de faire la comparaison, et alors, nous verrons.

M. SAUVÉ.—Nous avons demandé, monsieur le président, d'établir le prix coûtant et de connaître toute l'administration de la Commission, afin de pouvoir conclure si ces prix vendants ne sont pas trop élevés, eu égard aux prix coûtants.

C'est la demande qui a été faite depuis trois ans à la Chambre et devant le comité des comptes publics.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que l'une des bases pour établir si la Commission vend à un prix exorbitant, c'est de savoir à quel prix nos voisins vendent les mêmes marchandises.

M. SAUVÉ.—Pourquoi nous a-t-on empêché d'enquêter sur toutes les opérations de la Commission des liqueurs?

LE PRÉSIDENT.—La Chambre ne s'est jamais opposée à ce que l'on enquête sur toutes les affaires de la Commission; la Chambre s'est opposée à ce que l'on emploie, dans la motion, des termes généraux et vagues. Vous avez

donné des détails, vous avez indiqué certaines choses spécifiques, et à la fin, vous avez ajouté: toutes les opérations de la Commission.

M. SAUVÉ.—Nous avons ajouté: “et sur l’administration générale”.

LE PRÉSIDENT.—C’est à cela que la Chambre a objecté, aux termes généraux. On ne s’objecte pas à ce que l’on enquête sur les affaires de la Commission, mais on a dit: spécifiez votre motion.

L'HONORABLE M. CARON.—Monsieur le président, je ne crois pas que nos amis de l’opposition aient à se plaindre, ils ont eu ici tous les renseignements qu’ils ont demandés et au-delà. Le seul renseignement qui ne leur a pas été donné, c’est le nombre des détectives et l’organisation policière de la Commission. Il est évident qu’on ne pouvait pas donner ces renseignements-là.

Maintenant, on dit: vous ne pouvez pas sortir de la province. La Commission des liqueurs, monsieur le président, est une des grandes institutions de la province de Québec. Nous connaissons ici son efficacité, mais nous voulons la connaître davantage. Or, son efficacité est démontrée de plus d’une manière, mais un bon moyen de la démontrer, c’est de faire un état comparatif des avantages qu’elle offre au public et de ceux qui sont offerts par d’autres commissions similaires dans d’autres provinces. Nous sommes très intéressés à savoir si notre Commission est efficace, si elle a rendu des services au public.

Est-elle organisée de manière à donner satisfaction à ceux qui achètent des marchandises d’elle? Je crois que oui, mais cette satisfaction nous l’aurons d’une manière double, plus avantageuse et plus certaine quand nous aurons tous comparés ces prix avec les prix des autres provinces de la Confédération,

Je me demande pourquoi nos amis de l’opposition s’objectent avec tant d’énergie à ce que la lumière soit faite. Ils veulent être renseignés comme nous ils veulent que la vérité sorte, pourquoi s’objecter à ce que la vérité soit mise devant l’autorité?

Il n’est pas nécessaire de faire venir quelqu’un pour savoir quels sont les blends de la Colombie Anglaise, mais il serait bien intéressant de savoir si les gens de la Colombie Anglaise payent la boisson plus cher que nous. Si tel est le cas, nous aurons établi que la Commission est encore plus effective qu’on ne l’avait cru.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, si la majorité du comité, avec votre protection, et même votre suggestion, permet ce qui est maintenant demandé, vous démontrerez, ni plus ni moins, qu’il est impossible d’avoir une enquête impartiale au comité de comptes publics. On en a eu la preuve avant aujourd’hui, mais ce sera une confirmation nouvelle.

LE PRÉSIDENT.—Je crois que la question peut être permise. (Au témoin): Vous pouvez répondre.

LE TÉMOIN.—Je produis la liste des prix de la Colombie Britannique, comme pièce “W.-W”.

Je produis aussi la liste des prix de la Commission des liqueurs de l’Alberta, comme pièce “X-X”. Celle de l’Alberta est en date du 1er janvier 1925.

Je produis la liste des prix de la Commission des liqueurs du Manitoba comme pièce “Y-Y”.

Je produis la liste des prix du Gouvernement du Nouveau-Brunswick.

M. SAUVÉ.—Ce sont des provinces en déficit.

LE TÉMOIN.—Je dois ajouter que, dans toutes les provinces que je viens de mentionner, les Commissions ont droit de vendre les spiritueux à la caisse, alors qu'ici nous n'avons pas le droit de vendre à la caisse.

LE PRÉSIDENT.—Avez-vous d'autres renseignements à nous communiquer, monsieur Cordeau?

LE TÉMOIN. Il y a la comparaison entre nos prix et les prix de 1921.

PAR M. SAUVÉ.—Monsieur Cordeau, est-ce que vous considérez—je vous pose la question—est-ce que vous considérez que c'est *fairplay* d'offrir ces prix-là comme comparaison, quand vous n'êtes pas en état d'établir sous serment la qualité et la valeur des marchandises qui sont offertes à ces prix-là dans les autres provinces?

R. Le John Dewar, nœc plus ultra, par exemple, le John Dewar Special, est le même dans tout l'univers; Le Usters Green Stripe est le même dans tout l'univers. Les produits de ces maisons qui ont des réputations mondiales, ne sont pas vendus à des qualités différentes dans des pays différents. De même, je suis certain que le John de Kuyper, que nous vendons ici, n'est pas différent du John de Kuyper qui est vendu au Manitoba, ou dans l'Alberta ou la Colombie Anglaise; et je serais bien surpris si le Melcher Gin que nous vendons ici n'était pas un Melcher Gin de même qualité que celui qui est vendu dans les autres provinces.

Je ne parle pas de nos embouteillages, parce que j'ai fait connaître au comité les avantages que nous avons à embouteiller ici; de sorte qu'il ne peut pas y avoir de doute que, dans les autres provinces, on ne peut pas vendre la boisson que nous embouteillons, au même prix que nous la vendons, parce que nous sauvons \$2.00 la caisse sur les droits seulement. Nous sauvons sur le passage, enfin sur tout. Je ne veux parler que des autres produits.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Cordeau, est-ce qu'on ne prétend pas que les autres provinces ont imité Québec, en se faisant commerçants de liqueurs?

R. Bien, en se faisant commerçants de liqueurs...

C'est-à-dire, quand ils ont vu les effets de la loi dans Québec, ils ont décidé de nous imiter.

Q. Vous voulez dire qu'ils ont imité la province de Québec en se faisant commerçants et qu'ils l'ont relancée dans leurs prix?

R. Bien, relancée—they vendent plus cher d'une façon générale, tout ce que je puis dire, c'est qu'ils vendent plus cher. Pour quelles raisons, ce n'est pas à moi de le dire.

Q. Mais vous constatez qu'ils nous ont relancés?

R. Je constate qu'ils vendent plus cher que nous, et je constate le fait additionnel qu'ils ont droit de vendre à la caisse, tandis que nous vendons à la bouteille seulement.

Q. Est-ce que vous suggérez un amendement à la loi?

R. Si nous vendions à la caisse, ce serait beaucoup plus considérable et nos dépenses seraient moins fortes; nous pourrions probablement couper sur nos dépenses d'administration. En tous cas, cela n'est pas de mon ressort, c'est de votre ressort, à vous autres qui êtes les législateurs.

M. SAUVÉ.—Comme c'est du ressort des autres provinces d'administrer leur propre affaire, ce n'est pas du vôtre.

LE TÉMOIN.—Ce n'est pas du mien, du tout. Je n'ai rien à dire sur les prix qu'ils vendent, je n'ai rien à dire sur la façon dont ils administrent; je compare tout simplement nos prix avec les leurs, et il résulte de cette comparasion, le fait que nous vendons meilleur marché qu'eux, c'est tout.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Prétendez-vous, monsieur Cordeau, que vous vendez meilleur marché qu'eux autres par rapport à leurs prix coûtants et par rapport à vos prix coûtants?

R. Je ne prétends rien, je prends simplement le prix vendant.

Q. Seriez-vous en état de produire les prix coûtants, à ces différentes provinces, des marchandises qui apparaissent aux listes de prix que vous venez de produire?

R. Non.

Q. Vous ne le pourriez pas?

R. Je ne le pourrais pas. Je sais qu'il y a certains prix qui sont des prix mondiaux, qui sont les mêmes pour tout le monde. Quant au reste, je ne le sais pas.

Q. Vous avez une idée des prix de transport?

R. Oui.

Q. Vous savez ce que ça peut coûter à la Colombie Anglaise, par exemple, pour faire transporter sa marchandise d'ici à la Colombie Anglaise.

R. Quant à la Colombie Anglaise, je dois vous dire ceci: c'est que ses frais de transport, pour les marchandises qui viennent des villes britanniques, ne sont pas plus élevés que les nôtres. Ils font venir leur marchandise par le canal de Panama et ils ne sont pas affectés par la "shipping federation". J'admets, par exemple, que le Manitoba, lui, a un coût additionnel de transport.

PAR M. BERCOVITCH:

Q. Vous avez, monsieur Cordeau, une liste de prix d'une maison degros avant que la Commission ait commencé à faire des affaires?

R. Voici: parmi tous les importateurs qu'il y avait ici, dans la province de Québec, j'ai pris une liste de prix de la maison qui a fait des affaires dans cette période-là, avec moins de tension, avec moins d'activité fébrile que certaines autres maisons; j'ai pris la liste de prix de la maison Chaput, qui était une maison absolument sérieuse et qui a été moins affectée que les autres par le genre de commerce qui était fait pendant ces deux années-là.

J'ai ici la liste de prix de la maison Chaput pour les vins français et les Bordeaux. Les seuls Bordeaux que la maison Chaput vendait, les seuls vins français qu'elle vendait comme Bordeaux, c'étaient les Barton-Guestier. Si l'on compare...

M. DURANLEAU (interrompant).—Monsieur le président, je fais la même objection, je soumets que ceci n'est pas pertinent, et qu'il n'est pas dans les pouvoirs de ce comité d'enquêter sur les prix des vendeurs autorisés ou des distillateurs, antérieurement à la loi qui nous régit actuellement.

LE PRÉSIDENT.—C'est la même question.

M. DURANLEAU.—Je demande que mon objection soit enregistrée et que le président rende une décision.

LE PRÉSIDENT.—Question permise.

M. SAUVÉ.—Comme d'habitude.

LE TÉMOIN.—Si l'on compare les prix de la maison Chaput pour les sauternes—ce sont toujours les prix à la caisse, et il est spécialement dit au commencement du catalogue qu'ils ne vendent pas, dans les marchandises en caisses, moins qu'une caisse, et dans les marchandises au gallon, moins que deux gallons à la fois. On voit ici qu'ils vendaient les Graves \$12.50 la caisse; le Barsac, \$13.50 la caisse; les sauternes ordinaires, \$14.00 la caisse; les haut-sauternes, \$17.50 la caisse; et les Château Yquem, \$36.00 la caisse.

Maintenant, si vous voulez prendre notre liste de prix, pour les sauternes, vous allez trouver que nos Graves, nous les vendons 85c la bouteille—la maison Chaput les vendait \$12.50 la caisse, ou 12 bouteilles. Nous vendons notre Barsac \$1.00 la bouteille. Nous vendons nos sauternes ordinaires \$1.00 la bouteille. Nous vendons les haut-sauternes, \$1.20 et les Château Yquem, \$2.75.

Cela, ce sont les prix à la bouteille, et nos prix à la bouteille sont meilleur marché que les prix à la caisse de la maison Chaput.

Maintenant, pour les clarets. La maison Chaput vendait le Médoc, \$11.50 la caisse; le St-Julien \$12.00 la caisse; le Pont-et-Canet, \$12.50; le Château Larose, \$19.00 la caisse; le Château Margot, \$21.50 la caisse.

Nous avons les mêmes produits et nous vendons le Médoc 90c la bouteille; le St-Julien, \$1.00 la bouteille, le Pont-et-Canet, \$1.10 la bouteille, le Château Larose, \$1.50 la bouteille, le Château Margot, \$1.75 la bouteille.

Q. Est-ce qu'ils payaient les mêmes droits?

R. Je ne sais pas quels étaient les droits sur les vins dans ce temps-là. S'il y a quelque chose, c'était moins fort dans ce temps-là qu'aujourd'hui. Ceci ce sont les prix d'une maison d'importation qui vendait seulement en gros.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Ce sont des prix de gros que vous avez donnés?

R. Oui, monsieur, les prix de la maison Chaput qui vendait au gros seulement, et qui le dit dans son catalogue.

Maintenant, si vous prenez les Oportos: la maison Chaput vendait au gallon les Oportos une grappe, deux grappes, trois grappes, et quatre grappes, aux prix de \$8.00, \$9.00, \$9.50, \$10.00, alors que nous, nous vendons les Oportos, une grappe, deux grappes, trois grappes et quatre grappes, \$3., \$4., \$5. et \$6.50. Le cinq-grappes est vendu \$9.00.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Combien vous coûte-t-il?

R. Nous avons donné la liste de nos prix coûtants; je ne crois pas que la maison Chaput ait payé plus cher que nous.

Q. Est-ce que, dans la circulaire de la maison Chaput, les prix des boissons fortes sont donnés?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous les produire?

R. Oui, je n'y ai pas d'objection. Je pensais qu'on n'était pas intéressé dans les boissons fortes, mais je puis les produire la même chose.

Ainsi, par exemple, on a parlé, cet avant-midi, du prix coûtant des vins canadiens...

M. DURANLEAU.—Monsieur Cordeau, si vous avez la liste, est-ce qu'il ne serait pas aussi bien de la produire.

R. Oui, je vais la produire.

M. DURANLEAU.—Il ne faut pas que l'enquête s'éternise.

LE TÉMOIN.—Non, j'ai hâte de m'en aller. J'ai simplement à ajouter, quant aux vins canadiens—vu que ça été dit à haute voix ce matin—que la maison Chaput vendait son vin canadien rouge \$2.50 le gallon—cela, c'était le Port Wine, Native Port Wine—et elle vendait son vin canadien blanc, c'est, à-dire, le Native Sherry, \$2.75 le gallon—\$2.50, \$2.75. Nous, nous vendons \$1.75 et \$2.00

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. La même marchandise?

R. Oui. Pour le reste, je vais produire la liste.

PAR M. NICOL:

Q. Si vous produisez la liste des boissons fortes, monsieur Cordeau, est-ce qu'il ne faut pas faire une différence, aujourd'hui, quant aux prix des boissons fortes, des spiritueux, vu que les droits de douane sont tout à fait changés pour ces genres de liqueurs.

R. Il est facile de faire la comparaison, le droit de douane a été augmenté exactement de 100%.

Q. En comparant les prix des alcools, il faut ajouter, aux prix donnés dans le catalogue de la maison Chaput, 100% de plus pour les droits de douane?

R. Le droit de douane était de \$5.00. Il a été porté à \$10.00; le droit d'accise était de \$4.50, il a été porté à \$9.00. C'est exactement 100%.

En plus, il faut ajouter la taxe de vente, qui est de 5% sur le prix de la marchandise, mais le prix de la marchandise additionné des droits de douane et des droits d'accise. Si c'est de la marchandise importée sur laquelle il y a un droit d'accise, nous payons, nous, 5% de "sales tax" sur le coût du droit d'accise au pays d'origine. Ainsi, par exemple, Angleterre, le droit d'accise sur les spiritueux est de £3-12-6 du gallon—c'est-à-dire que le droit d'accise d'Angleterre est plus élevé que notre droit d'accise ici. Le marchand qui exporte n'est pas obligé de payer le droit d'accise, cependant, le Gouvernement fédéral, ici, nous charge 5%, pareil comme si le marchand de l'autre côté avait payé le droit d'accise sur cette marchandise-là; nous payons un droit d'accise sur £3-12-6.

PAR L'HONORABLE M. CARON:

Q. Une taxe de vente, vous voulez dire?

R. Une taxe de vente. Nous payons une taxe de vente sur tous les spiritueux qui nous viennent de la Grande-Bretagne et il en est de même de tous les autres pays.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,
Sténographe.

LE PRÉSIDENT.—Est-ce qu'il y a d'autres témoins à entendre?

M. DURANLEAU.—M. Lamarche.

DÉPOSITION DE RENÉ LAMARCHE.

RENÉ LAMARCHE, employé de la Commission des liqueurs, de Montréal, est assermenté et interrogé.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Qu'est-ce que vous faites?

R. Je m'occupe des prix coûtants, des douanes et des réclamations.

Q. Vous êtes à l'emploi de la Commission des liqueurs?

R. Oui.

INTERROGÉ par M. DURANLEAU:

Q. Est-ce vous qui établissez les prix coûtants?

R. Pour les importations.

Q. Et pour les mélanges que la Commission fait?

R. Les mélanges que la Commission a faits dans les débuts, et les prix coûtants ont été établis par le département de la comptabilité, pour toutes les marchandises qui avaient été achetées des marchands de gros, des vendeurs, etc.

Q. Les prix coûtants qui apparaissent pour les différents mélanges de la Commission, dans ses volumes qui sont ici, qui sont marqués "M-1" jusqu'à "M-6", qui les a faits ces prix-là?

R. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les prix coûtants des marchandises achetées des marchands ont été établis par le département de la comptabilité.

Q. Voulez-vous, monsieur Lamarche, prendre l'un des prix coûtants ou prix de revient, qui apparaissent aux différents mélanges—disons le No 2, dans "M-1"—et nous donner le détail de ce prix de revient.

(Le témoin réfère à une page du livre et l'indique à M. Duranleau).

Q. Vous réferez au No 146, page 149, et vous donnez le prix coûtant d'un Native Port, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Le prix coûtant est de \$1.15 et le prix vendant de \$2. n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous donner le détail de ce prix coûtant, de \$1.15.

R. Oui, monsieur.

Q. D'abord, qu'est-ce qui entre dans ce prix coûtant-là?

R. Le prix coûtant total est établi séparément pour chaque marchandise provenant de divers expéditeurs. Vous avez tant de clarets de Californie, qui proviennent de la maison Lesieur, dont le prix coûtant a été établi par le département de la comptabilité.

Q. Qu'est-ce qui est entré dans ce prix coûtant-là?

R. Dans les prix coûtants établis par la comptabilité, je ne pourrais pas dire exactement; ces prix coûtants-là, ils ne sont pas faits sur la même base que les autres prix coûtants. Ils comprennent le prix de facture, le transport, le quaiage, l'assurance, les droits, et c'est tout; la manœuvre n'est pas incluse, ni l'étiquetage, ni l'encaissage, ni rien.

Q. C'est-à-dire que ce prix coûtant, c'est le prix que vous coûte la marchandise lorsqu'elle est rendue à la maison et avant l'embouteillage?

R. Ce prix-ci est le prix que nous avons payé à la maison de qui cette marchandise a été achetée.

Q. Oui, je comprends; cela comprend le prix d'achat, les frais de transport, les frais de passage, les frais d'assurance, les droits, enfin tous les frais encourus jusqu'au moment où la marchandise arrive à l'entrepôt

R. Dans les cas des anciens marchands, comme vous pouvez le voir ici, les prix démontrés incluent leurs profits, chose qu'on ne fait pas sur nos prix coûtants à nous.

Q. C'est le prix que vous avez payé, vous autres?

R. C'est le prix que nous avons payé.

Q. De sorte que, dans tous les mélanges dans lesquels sont entrés des marchandises achetées aux prix de détail, des différents vendeurs autorisés ou des différents marchands, vous avez inclus le prix que vous avez payé?

R. Oui.

Q. Vous avez inclus cela dans votre prix coûtant?

R. Oui.

Q. Bien que ce fut un prix de détail que vous aviez payé?

R. Oui,—dans le cas des anciens marchands.

Q. Maintenant, dans les autres mélanges que vous faites depuis que les marchandises achetées des anciens marchands n'entrent plus dans vos mélanges, voulez-vous expliquer ce que comprend le prix coûtant ou le prix de revient qui apparaît dans votre livre?

R. Oui, monsieur. Je crois que nous avons déjà produit une liste, la première journée, sur laquelle tous les détails sont démontrés. Je puis encore vous les donner; le prix de la marchandise, le fret, quaiage, le camionnage, le mesurage de la marchandise et les droits.

Q. Maintenant, monsieur Lamarche, on vous avait demandé de produire des factures des marchands de l'autre côté, pour établir le prix coûtant avec pièces justificatives; avez-vous apporté cela?

R. Oui, monsieur. Voici un dossier complet d'une transaction avec la maison Peter Dawson, que vous avez demandé, pour la commande 1592.

Q. C'était une commande de combien de gallons?

R. Cette expédition-ci est un lot de 108 barriques de Scotch.

Q. 108 barriques de Scotch?

R. Oui, monsieur.

Q. Qui contient combien de gallons?

R. Lorsque cette barrique de Scotch est arrivée à Montréal, elle a été jaugée par ce qu'on appelle en anglais un "gager", en français "valetour", ainsi que par les autorités de la douane, c'est-à-dire, le gouvernement fédéral. Ils ont trouvé, à l'arrivée, 5,947 gallons impériaux, gallons liquides.

Q. Quel était le prix d'achat de ces 5,947 gallons impériaux?

R. Le prix que la Commission a payé. Le prix facturé est pour les gallons qui ont été expédiés de là-bas ici. Naturellement, les gallons qui se sont évaporés des barils durant le transport, nous avons payé pour, pareil.

Q. Je vous demande combien vous avez payé pour cette quantité de liqueurs?

R. Nous avons payé £7,529-11-6 pour les 108 barriques.

Q. Avez-vous fait le calcul, en piastres et cents?

R. Oui: \$34,636.05, au taux du change à la date d'arrivée.

Q. Maintenant, quels ont été les frais de transport?

R. Le fret revient à \$884.20; frais de valetage, \$20.52; quaiage, \$45.23; assurance, \$274.65; camionnage, \$54.00; le prix des fûts, \$1,614.00. Nous avons

payé en droits, c'est-à-dire lorsque nous avons dédouané cette marchandise, \$71,345.57.

PAR M. MERCIER:

Q. Les droits représentent deux fois le prix d'achat?

R. Oui, deux fois; deux fois le prix d'achat et les déboursés.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous dites, quand nous avons dédouané cette marchandise: je comprends que vous payez les droits sur la marchandise au fur et à mesure que vous la vendez.

R. Pardon; au fur et à mesure, non, pardon. Avant de sortir la marchandise des douanes, nous sommes obligés de payer les droits.

Q. Avant de sortir la marchandise de votre entrepôt?

R. De l'entrepôt de la douane dans notre bâtisse, qui est sous le contrôle du gouvernement fédéral.

Q. Prétendez-vous que vous êtes obligés de payer les droits avant l'embouteillage?

R. Cela dépend des cas, si l'embouteillage est fait droits payés ou en douane.

Q. Mais, règle générale, est-ce que vous ne faites pas l'embouteillage en douane?

R. Maintenant, nous faisons l'embouteillage en douane.

Q. Et vous ne payez la douane que lorsque les marchandises, sortent de l'entrepôt pour aller aux magasins de la Commission.

R. Pardon. Après que la marchandise est embouteillée, elle est placée dans un étage qui est sous le contrôle du gouvernement fédéral, et dont seul l'homme du gouvernement fédéral a la clef. Lorsque nous désirons mettre des marchandises dans notre entrepôt, sur un autre plancher, dans notre stock, nous sommes obligés d'en payer les droits. Ces marchandises-là restent sur ce plancher pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'elles soient expédiées aux magasins.

Q. Maintenant, je vois ici, au bas la mention: "per gallon, \$18.85 $\frac{3}{4}$ ", ceci est-il le coût d'un gallon, après avoir calculé ou additionné toutes ces dépenses? Est-ce le coût par gallon, du nombre de gallons qu'il y avait dans ces 108 barriques?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, voulez-vous nous laisser voir le blending ou les blendings qui ont été faits avec ces 108 barriques.

R. Oui, monsieur. Il y a eu 10 blendings, c'est-à-dire, dix lots qui ont été passés aux blendings et un lot expédié en douane à Québec. Maintenant je puis vous donner le détail des dix blendings, si vous le désirez.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Est-ce que ceci n'est pas un exhibit produit?

R. Non, ce n'est pas produit.

Q. Mais, c'est pour être produit?

R. Oui, on va le faire produire.

LE PRÉSIDENT.—Quel intérêt y a-t-il à faire entrer ceci dans le témoignage?

M. DURANLEAU.—C'est pour le comprendre. L'autre jour on ne l'a pas compris, parce qu'il n'y avait personne pour l'expliquer; alors, je fais donner des explications.

LE TÉMOIN.—Dans ces choses-là, il y a plusieurs petits détails qui seraient longs à donner, parce que nous avons un système de comptabilité très complet, très détaillé; mais, je puis vous l'expliquer jusqu'à la fin, si vous le désirez.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Tout ce que je veux savoir, monsieur Lamarche, c'est le résultat de tous les blends qui ont été faits avec la quantité de boisson que vous avez reçue dans les 108 barriques?

R. Je vais vous le dire. A la date du 3 janvier et du 5 janvier, il a été fait un mélange de 20 barriques, qui ont donné un résultat de 755 caisses.

Q. 755 caisses?

R. Oui.

Q. Avez-vous le total des caisses? A part de l'expédition qui a été faite à Québec, comme vous l'avez dit il y a un instant, avez-vous le total des caisses et des bouteilles qui ont été produits par cet achat-là.

R. Non, je ne l'ai pas, je n'ai que chaque item séparé. On peut les additionner.

Q. Voulez-vous donner, pour chacun des mélanges, le nombre des bouteilles que vous avez encaissées?

R. Oui, monsieur.

A la date du 12 janvier: 25 barriques transportées au département des blends, ont produit 938 caisses.

A la date du 22 janvier: 3 barriques ont produit 112 caisses.

A la date du 1er février: 15 barriques ont produit 558 caisses.

Le 5 février: 10 barriques ont donné 378 caisses.

Le 5 février: 3 barriques ont donné 113 caisses.

Le 7 février: 10 barriques ont donné 384 caisses.

Le 18 février: 10 barriques ont donné 384 caisses.

Le 25 février: 2 barriques ont donné 75 caisses.

Q. Est-ce tout ce qui a été mélangé ici?

R. Oui. 98 barriques ont été mélangées à Montréal, et 10 barriques ont été expédiées en douane à Québec.

Q. D'après les proportions que vous venez de donner, qu'est-ce que les 10 barriques, qui ont été expédiées à Québec, auraient produit en caisses de 3 bouteilles.

R. Ce qui a été produit à Québec, je ne pourrais pas le dire exactement, je n'ai pas le rapport du mélange.

Q. Mais, je suppose que c'est dans les mêmes proportions?

R. Dans les mêmes proportions.

Q. Etant donné que l'on aurait fait un mélange dans les mêmes proportions, quel aurait été le produit de ces 10 barriques qui ont été expédiées à Québec?

R. Dans les mêmes proportions qu'à Montréal, si le mélange a été fait exactement dans les mêmes proportions qu'à Montréal, les dix barriques auraient donné 378, à peu près, ou 380, autour de là.

Q. Disons 380 caisses.

R. A peu près.

Q. Ce sont toutes des caisses de douze bouteilles?

R. Douze bouteilles. Les barriques expédiées à Québec contenaient peut-être quelques gallons en plus ou en moins.

Q. Maintenant, monsieur Lamarche, est-ce que le document que vous produisez maintenant comme pièce "C-C-C", nous fournit le calcul, d'après le prix coûtant que vous avez donné il y a un instant, de ce que vous ont coûté tous ces embouteillages, par bouteille.

R. Pardon, le prix coûtant, ici, ne démontre que le prix du liquide avant d'être mis dans les caisses.

Q. Est-ce que votre exhibit fait voir combien chaque bouteille vous coûtait après l'embouteillage?

R. Non, monsieur.

Q. Je vous avais demandé, monsieur Lamarche, de prendre un cas particulier, comme celui que vous nous fournissez maintenant, et de nous faire le calcul de ce que chaque bouteille vous a coûtée?

R. Je n'étais pas ici lorsque cela a été demandé.

Q. Prenez le prix coûtant—les dépenses que vous avez mentionnées, il y a un instant—les blends que vous avez faits, le nombre de bouteilles que vous avez produit avec ces blends et donnez-nous ce que vous a coûté cette marchandise à la bouteille.

R. Je ne l'ai pas là-dedans comme je l'ai démontré sur les listes qui ont été produites.

Q. Je voudrais avoir un cas particulier, afin de pouvoir contrôler vos listes.

R. Cela est toujours facile à faire. Vous me dites que cela a été demandé, je n'y étais pas, quand ça été demandé.

Q. Alors, monsieur, voudrez-vous produire, comme liste supplémentaire, un détail des différents blends qui ont été faits avec cet achat de 108 barriques mentionnées à l'exhibit "C-C-C", en donnant le total de bouteilles que l'embouteillage de toute cette marchandise, après les blends, a produit, avec le prix qu'elle vous a coûté pour chaque bouteille.

Et vous produirez comme pièce "D-D-D" cette liste, qui sera une liste supplémentaire à la pièce "C-C-C".

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, monsieur Lamarche, vous nous fournissez là un cas de marchandise achetée en fûts et embouteillée à Montréal; voulez-vous prendre un achat, fait dans les derniers six mois, par exemple, d'une marchandise achetée en caisse, importée en caisse? Prenons un Martell, par exemple, et un Hennessy.

R. Oui, monsieur.

Q. De une, deux et trois-étoiles?

R. Il n'y a que deux marques seulement.

Q. Et donnez-nous le détail du coût de cette marchandise rendue à Montréal, avec toutes les pièces justificatives, comme vous l'avez fait dans le cas de la pièce "C-C-C"?

R. Oui, monsieur.

Q. Tous les détails, avec pièces justificatives, et en piastres et cents, s'il vous plaît.

R. Oui, monsieur.

Q. Et vous produirez ce document comme pièce "E-E-E".

R. Oui.

Q. Si vous produisez le détail d'un achat de Hennessy et le détail d'un achat de Martell, faites-en deux listes séparées, et l'une sera produite comme "E-E-E" et l'autre comme "F-F-F".

Ce sont des marchandises importées en caisses et vendues telles qu'importées?

R. Oui.

Q. Vous produirez ces deux listes-là?

R. Oui.—Vous est-il nécessaire d'avoir les reçus de dédouanement avec cela? Cela n'a rien à faire avec le prix coûtant.

Q. Du moment que vous donnerez les pièces justificatives, nous serons satisfaits. Seulement, vous mettrez le détail complet, le détail de la douane, du transport, enfin tout.

R. C'est bien.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

Je, soussigné, sténographe officiel, déclare et certifie que les pages qui précèdent sont et contiennent un rapport fidèle et exact des délibérations de ce comité et de la preuve entendue par lui à la séance ci-dessus mentionnée.

Et j'ai signé.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

DIX-HUITIÈME SÉANCE, 3 AVRIL 1925.

Séance du matin

Présidence de l'honorable J.-E. Perrault.

La séance est ouverte à 10 hrs 25.

LE PRÉSIDENT.—Le témoin Gadbois est déchargé.

Y a-t-il d'autres témoins?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, nous avons demandé l'assignation régulière d'un certain nombre de témoins. Je comprends que la première assignation avait été faite par lettres enregistrées seulement, et nous avons demandé que certains témoins soient assignés régulièrement, par le ministère d'un huissier. Je voudrais bien avoir le rapport de l'huissier, s'il y en a un.

LE PRÉSIDENT.—Je dois vous dire, monsieur Duranleau, que, d'après les règlements, les témoins peuvent être invités, par lettre, à se présenter devant le comité. Nous nous sommes conformés au règlement, et nous avons envoyé des lettres aux témoins dont vous nous avez fourni les noms. Ensuite, nous les avons fait assigner autrement.

M. DURANLEAU.—Très bien. Je voudrais maintenant avoir le rapport de la personne qui a été chargée d'assigner ces témoins.

LE PRÉSIDENT.—Le secrétaire va vous en donner la lecture.

(Le secrétaire donne lecture du rapport suivant):

“Je, soussigné, G.-H. Rioux, détective dûment nommé, etc., certifie, par les présentes, et fais retour, sous mon serment d’office, que le deuxième et le troisième jour d’avril, 1925, j’ai personnellement signifié les subpœnas émis par le greffier du comité des comptes publics de l’Assemblée législative re enquête sur la Commission des liqueurs aux personnes suivantes:

“E. Béland, contremaitre, personnellement, à Longueuil; A. David, voyageur, personnellement, à Longueuil; H. Mongeau, gérant, personnellement, à Longueuil; J.-A. Gravel, contremaitre, personnellement, à Montréal; A. Villeneuve, Pointe-aux-Trembles; P.-N. Carle, à son domicile, en parlant à sa femme, Mme N. Carle.

“Je n’ai pas signifié de subpœna à Wm George, Chas Stewart, James Wright, Boucher, J. Benning. Après recherches faites, je suis informé qu’ils sont aux États-Unis.”

Fait ce 3ème jour d’avril, 1925.

(Signé): G.-H. RIOUX,
Détective provincial”.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous produire ce rapport au dossier.

LE SECRÉTAIRE.—Je le produis.

LE PRÉSIDENT.—M. J.-A. Gravel est déchargé.

M. DURANLEAU.—Voulez-vous faire appeler tous les témoins, d’abord, M. Henri Martin, que j’ai déjà fait appeler.

(M. Henri Martin est appelé et ne répond pas).

M. DURANLEAU.—P.-N. Carle.

(M. Carle est appelé et ne répond pas).

M. DURANLEAU.—Voulez-vous appeler les autres que l’on dit être absents du pay.

(Wm George, Chas Stewart, Jas Wright, M. Boucher, J. Benning sont appelés et ne répondent pas.)

M. DURANLEAU.—Le capitaine René Larocque?

(Le capitaine René Larocque est appelé et ne répond pas).

M. DURANLEAU.—M. Villeneuve.

(M. A. Villeneuve est appelé et répond: Présent.)

DÉPOSITION DE ADÉLARD VILLENEUVE

ADÉLARD VILLENEUVE est maintenant assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. M. Villeneuve, quelle est votre occupation?

R. Je ne fais rien dans le moment.

Q. Quelle est votre occupation habituelle, qu’est-ce que vous faites généralement?

R. Généralement? je suis dans la comptabilité.

Q. Vous êtes comptable.

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous travaillé déjà pour la Commission des liqueurs de Québec comme comptable.

R. Oui, monsieur.

Q. Pendant combien de temps?

R. Un an et trois mois.

Q. Travaillez-vous encore pour la Commission?

R. Non, monsieur.

Q. Depuis quand ne travaillez-vous plus pour la Commission des liqueurs?

R. Depuis le 14 février.

Q. Le 14 février dernier?

R. Oui.

Q. Avez-vous occupé la charge de comptable, au département des saisies de la Commission des liqueurs à Montréal?

R. Oui, monsieur.

Q. Durant combien de temps?

R. Du 1er octobre, 1923, au mois de juillet, 1924.

Q. Voulez-vous dire à ce comité ce que l'on faisait dans ce département des boissons saisies dans les différentes parties de la province?

R. Dans le département des saisies, nous faisons d'abord la réception des boissons qui nous venaient des détectives de la Commission, des inspecteurs de la Commission.

Q. Des inspecteurs de la Commission?

R. Oui.

Q. Vous dites que vous faisiez la réception: en quoi consistait cette opération?

R. Cette opération consistait à entrer toutes les marchandises qui avaient été saisies. Nous faisons d'abord un brouillon, et de ce brouillon, nous faisons un Daily Sheet Report, une feuille de rapport du jour; et ensuite, on ouvrait un compte.

Q. Cela, c'était au point de vue comptabilité?

R. Comptabilité.

Q. Maintenant, pour ce qui regarde la marchandise elle-même: vous dites que vous la receviez des détectives; était-elle reçue dans ce département-là?

R. Monsieur Brais recevait la marchandise, M. Brais est gardien de la Commission des liqueurs.

Q. Il recevait la marchandise dans le département même où vous travailliez?

R. Oui, monsieur.

Q. Et qu'est-ce qu'il faisait ensuite de cette marchandise?

R. Il la donnait à M. Martin qui était le "trucker".

Q. Qu'est-ce que vous entendez par le "trucker".

R. C'était lui qui conduisait le truck de la Commission.

Q. Il lui remettait la marchandise, vous dites?

R. Oui, et il lui donnait un numéro.

Q. Est-ce qu'il y avait, dans ce département, des récipients dans lesquels étaient versées les boissons saisies?

R. Il y avait des barils, oui.

Q. Il y avait des barils?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire à ce comité quelles sont les marchandises que l'on transvidait dans les différents barils qu'il y avait au département.

R. Quand les marchandises étaient confisquées, les échantillons nous revenaient du département de la police. Ces marchandises étaient entamées; c'étaient des bouteilles entamées; par exemple, il y avait des moitiés de bouteilles ou bien deux doigts enlevés sur la bouteille. Ces marchandises étaient transférées dans les barils.

Q. Est-ce que toutes les bouteilles allaient dans le même baril, étaient versées dans le même baril?

R. Ah ! non, non, non.

Q. Voulez-vous expliquer au comité quelles sont les bouteilles qui étaient versées dans un même baril et celles qui étaient versées dans les autres barils?

R. Les gins allaient dans un baril.

Q. Dans un même baril?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Dans un baril de gin?

R. Dans un baril de gin. Les Scotchs allaient dans un baril de Scotch, les brandys allaient dans un baril de brandy, les alcools, dans un baril d'alcool. On faisait faire une analyse.

PAR M. DURANLEAU:

Q. De sorte que, si je comprends bien, tous les gins confisqués qui vous arrivaient du département de police étaient versés dans un même baril?

R. Oui. Par exemple, le Usher Gin, le Bold Gin, de Kuyper, le Melcher, étaient vidés dans le même baril.

Q. Et il en était de même pour les autres espèces de boissons?

R. Oui.

Q. Les brandys?

R. Oui.—Ce que j'ai vu verser.

PAR M. NICOL:

Q. C'était pour les échantillons, cela?

R. Oui, pour les échantillons.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Et ceci a été fait tout le temps que vous avez été employé dans ce département?

R. Oui, à ma connaissance.

Q. Maintenant, pour les marchandises saisies et qui n'étaient pas encore confisquées, savez-vous ce qu'on en faisait?

R. Ces marchandises-là restaient dans le stock jusqu'à ce qu'on ait reçu un avis de confiscation.

Q. Et quand vous aviez reçu l'avis de confiscation?

R. Il y avait une analyse à faire, pour voir la qualité; et, si c'étaient des marques standard, qui n'avaient pas été ouvertes, on les transférait aux stocks.

Q. Au département du stock?

R. Oui. M. Brais transférait ces marchandises au stock et moi je les entraais dans mes livres, comme transférés au stock par une réquisition.

Q. Et si c'étaient des marchandises déjà ouvertes?

R. Les marchandises ouvertes? Quand le baril était plein on l'envoyait au stock.

Q. Non, non, les marchandises ouvertes.

R. Quand le baril était plein, on l'envoyait au stock.

Q. Je comprends cela, mais, quand des bouteilles ouvertes entamées, vous arrivaient, après que vous aviez reçu l'avis de confiscation, qu'est-ce qui advenait de ces bouteilles-là?

R. Ces bouteilles-là étaient vidées dans le baril.

Q. De la manière que vous avez mentionnée il y a quelques minutes.

R. Oui.

Q. Avec les restes?

R. Oui. Sur les réquisitions, nous marquions le No de la saisie et le contenu qu'on avait vidé dans le baril, tel numéro, et j'entraais dans le ledger: Réquisition tel No, vidée dans baril tel numéro.

Q. Et quand le baril était plein, qu'est-ce qu'il en advenait?

R. On l'envoyait au stock; on faisait faire une analyse et on le passait au stock.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Si l'analyse était bonne.

R. Si l'analyse était bonne.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous aviez une réquisition du département des stocks?

R. On avait une réquisition pour le passer au stock.

Q. Pour le baril en question?

R. Oui.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Il n'était passé au stock que si l'analyse était bonne, que si l'analyse démontrait que c'était du bon stock.

R. Notre département passait la marchandise au stock, on envoyait un échantillon à l'analyste pour qu'il soit analysé. Maintenant, le stock, cela ne nous regardait plus, une fois la marchandise partie de notre département. C'était au stock que l'on en prenait soin ensuite?

R. Oui.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

DÉPOSITION DE HENRI MONGEAU.

HENRI MONGEAU, de la ville de Longueuil, est assermenté et interrogé.

INTERROGÉ PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Mongeau, vous êtes le gérant de la Commission des liqueurs, dans la ville de Longueuil, n'est-ce pas ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous connaissez les règlements écrits ? . . .

R. Absolument bien.

Q. Attendez un instant—les règlements écrits qui vous sont fournis par la Commission des liqueurs ?

R. Oui, monsieur.

Q. Relativement à la manière dont vous devez conduire les opérations dans votre magasin ?

R. Oui, monsieur.

Q. Personnellement, monsieur Mongeau, est-ce que vous ne faites pas un commerce de liqueurs alcooliques ?

LE TÉMOIN.—Qu'entendez-vous, monsieur ?

L'AVOCAT.—Personnellement.

LE TÉMOIN.—Si je fais moi-même . . . ?

L'AVOCAT.—Oui, en dehors de votre magasin.

R. Jamais.

Q. En dehors du magasin de la Commission ?

R. Jamais.

Q. Nous sommes informés—, c'est aussi bien de le dire, cela vous donnera peut-être une chance de vous disculper—nous sommes informés que de la boisson est achetée à votre magasin et transportée chez un M. Béland, qui a été assigné comme témoin devant ce comité, et que là, ou dans la ville de Longueuil, il se ferait un commerce de liqueurs alcooliques dans lequel vous seriez intéressé avec M. David.

LE TÉMOIN.—Voulez-vous la réponse, monsieur ?

L'AVOCAT.—Oui.

R. Je nie absolument cela, et je vous dis que je n'ai jamais trempé dans d'autres commerces de boisson que celui dont je suis autorisé par la Commission

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Comme gérant ?

R. Comme gérant, bien entendu. Je jure cela, monsieur.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Vous jurez cela ?

R. Je jure cela.

Q. Vous connaissez bien M. Béland ?

R. Absolument bien.

Q. Vous êtes déjà allé dans son établissement ?

R. Je suis allé chez eux en différents temps. M. Béland a une grande famille et on se visite surtout quand il fait des noces, quand il marie ses enfants.

PAR M. SAUVÉ:

Q. Est-ce que ça noce souvent?

R. De ma connaissance, je suis allé aux noces deux fois.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Nous ne sommes pas intéressés à savoir si vous allez aux noces.

R. Vous me demandez si je vais chez M. Béland, je vous le dis.

Q. Je vous ai demandé si vous visitiez son établissement?

R. Je visite M. Béland dans les occasions que je viens de vous dire, c'est tout, monsieur.

Q. Vous jurez que vous n'êtes jamais allé chez M. Béland, pour des questions de boissons enivrantes?

R. Jamais, jamais.

Q. Ou pour un commerce quelconque de boissons enivrantes?

R. Jamais, monsieur.

Q. Je tenais à vous faire donner votre version. Vous devez être au courant qu'il y a dans Longueuil une rumeur à cet effet-là?

R. Mon Dieu, ça me surprend.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. En avez-vous déjà entendu parler de cette rumeur-là?

R. Jamais, c'est la première fois que j'en entends parler.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Ils ne sont pas allés vous le dire à vous, alors?

R. Non, et je trouve étrange...

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. L'information qui a été donnée est fausse?

R. Absolument fausse; elle ne peut pas tenir d'aucune manière.

Q. Vous n'avez jamais rien fait d'illégal?

R. Jamais rien d'illégal, je vous l'avoue franchement, monsieur le président. Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, il y a les deux autres personnes qui étaient supposées être intéressées dans cette affaire; si elles désirent mettre au dossier leurs dénégations, je suis prêt à leur en donner l'occasion. Si ce qu'elles disent est vrai, ce sera tant mieux pour elles. J'ai été informé qu'une rumeur s'est accréditée dans la région à l'effet que le questionnaire a indiqué il y a un instant.

LE PRÉSIDENT.—Monsieur David tient-il à corroborer le témoignage de M. Mongeau.

M. DAVID.—Je suis prêt.

DÉPOSITION DE AIMÉ DAVID

AIMÉ DAVID, de Longueuil, est assermenté et interrogé.

INTERROGÉ par M. DURANLEAU:

Q. Monsieur David, vous venez d'entendre le témoignage de M. Mongeau?

R. Oui, monsieur.

Q. Pour ce qui vous concerne, corroborez-vous son témoignage?

R. Absolument.

Q. Vous n'avez jamais eu affaire...

R. Jamais.

Q. ... A un commerce quelconque de boissons alcooliques?

R. Jamais. Le magasin de liqueurs à Longueuil est bien tenu et ce qui a été dit par la rumeur, est absolument faux, d'un bout à l'autre.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

DÉPOSITION DE L.-B. CORDEAU (rappelé).

LOUIS-BRUNO CORDEAU, le président de la Commission des liqueurs de Québec, déjà entendu, est rappelé et interrogé de nouveau.

Interrogé par le président.

Q. Le témoin Villeneuve vient de parler de saisies; il a dit que, quand des liqueurs sont saisies par la Commission, des échantillons en sont pris et envoyés à l'analyse et, ensuite, les boissons sont vidées dans une barrique. Est-ce que la Commission des liqueurs fait des saisies de boissons qui sont fabriquées clandestinement, avec des alambiques, dans les campagnes ou ailleurs?

R. La fabrication clandestine n'est pas de notre ressort, elle est du ressort du gouvernement fédéral.

Q. Toutes ces saisies-là sont faites par le gouvernement fédéral?

R. Oui.

Q. Cela ne va pas chez vous?

R. Non.

PAR M. SAUVÉ:

Q. Une partie de la barge Tremblay y est allée?

R. Elle a été retournée.

Q. C'était une erreur?

R. Ce n'était pas une fabrication clandestine.

Q. Non?

R. Non, c'était une fabrication de distilleries européennes.

Q. Importées par qui?

R. Je ne sais pas. Comme il y a un procès pendant....

PAR M. DURANLEAU:

Q. Monsieur Cordeau, dites-vous que votre police ne s'occupe aucunement des distilleries clandestines?

R. Non, je ne dis pas qu'elle ne s'en occupe aucunement. Il y a une partie de nos inspecteurs qui sont en même temps des officiers fédéraux, et quand ils saisissent des liqueurs alcooliques de fabrication clandestine, tel que les cas d'alambic dans les campagnes, ces liqueurs alcooliques-là sont mises sous la garde du Ministère des Douanes.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. D'Ottawa?

R. Oui.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Cela, c'est au point de vue de la douane?

R. Ce n'est pas nous qui poursuivons,—ce n'est pas la Commission des liqueurs qui poursuit.

Q. Prétendez-vous que ces boissons-là ne viennent jamais à la Commission des liqueurs.

R. Jamais.

Q. Pour servir dans vos mélanges?

R. Jamais.

M. LANGLAIS.—L'année dernière, monsieur le président, il a été saisi, dans le district de Kamouraska, une automobile Chrysler chargée de boisson saisie par la Commission des liqueurs même. Si cette boisson-là n'a pas été envoyée à la Commission des liqueurs, la poursuite a été prise au nom de la Commission des liqueurs.

LE TÉMOIN.—Le comté de Kamouraska est du district de Québec, seulement, ce que je puis dire, c'est que, si c'était de la boisson de fabrication clandestine, il est certain que la Commission n'en a pas pris possession. Le Gouvernement nous paye même les services de nos officiers, quand ils agissent dans l'opération de saisies d'alambics ou de boissons de fabrication clandestine.

Q. Comment expliquez-vous que le dénonciateur ait reçu, dans ces cas-là, sa quote-part, non seulement de la vente de l'automobile, mais de la vente de la boisson?

R. Le gouvernement fédéral paye quelque chose au dénonciateur, la loi fédérale le dit.

Q. La poursuite a été prise au nom de la Commission des liqueurs?

R. C'était un cas de transport. Celui qui transporte une liqueur alcoolique de contrebande commet la même offense que celui qui transporte de la bonne boisson, et la Commission des liqueurs a le droit de poursuivre dans tous les cas de transport illégal.

Q. Je comprends cela; mais ce que je voudrais comprendre aussi, c'est pourquoi la Commission des liqueurs a fait, maintenant, comme bonne et valable la saisie de la boisson qu'elle avait opérée.

R. Vous me parlez d'un cas que j'ignore.

Q. Si vous ne savez pas, très bien. C'était l'explication que je voulais avoir.

R. Je ne connais rien du cas dont vous parlez. Ce que je vous dis, c'est que, dans les cas de transport, même si la boisson transportée est de fabrication clandestine, nous poursuivons.

Q. Comment expliquez-vous que la Commission des liqueurs, dans les jugements qu'elle demande devant les cours, se fasse déclarer propriétaire des boissons qui ont été saisies?

Ce sont des boissons saisies dans les différents districts et, par les jugements rendus, la Cour déclare la Commission des liqueurs en possession légale des boissons qui ont été saisies ?

R. C'est un cas de transport, monsieur Langlais, que vous mentionnez, et dans ces cas-là, tout est confisqué. Ce n'est pas un cas de fabrication, c'est un cas de transport. Dans les cas de transports, nous agissons comme des agents fédéraux et nous agissons en même temps pour nous-mêmes.

PAR LE PRÉSIDENT :

Q. Ces boissons de fabrication clandestine qui sont saisies, elles ne vont pas chez vous, elles ne sont pas versées dans vos barriques, dans vos récipients, pour entrer ensuite dans les blends ?

R. Jamais.

Q. Comment la reconnaissez-vous cette boisson-là ?

R. Par l'analyse. La boisson fabriquée clandestinement dans nos campagnes, est facile à reconnaître avec l'alcool pur que nous vendons.

PAR M. CRÉPEAU :

Q. Comme ça, vous l'apportez chez vous pour l'analyser ?

R. Dans les cas de transport, il le faut bien ; mais, dans les cas de fabrication, on ne l'apporte pas chez nous. Lorsque nous saisissons quelque part un alambic où il y a de l'alcool, cet alcool n'est pas apporté chez nous.

Q. Si vous saisissiez la boisson et que vous ne voyez pas l'alambic ?

R. Si nous avons des informations qu'il y a des liqueurs alcooliques quelque part possédées illégalement, nous y allons et nous pratiquons la saisie.

Q. Et qu'est-ce que vous faites de cette boisson-là ?

R. Comme il a été dit tout à l'heure, elle est envoyée chez nous, nous poursuivons, et si nous gagnons notre cause, si je juge déclare la liqueur alcoolique confisquée, alors cette boisson-là est analysée ; et si c'est une boisson de première classe, elle entre dans notre stock, de la façon que M. Villeneuve vous a expliqué tout à l'heure.

Q. Alors, c'est de la boisson fabriquée clandestinement pareil ?

R. Non, ça ne peut pas être de la boisson fabriquée clandestinement, parce que cette boisson-là n'est pas potable, elle ne peut pas être comparée avec les alcools purs tels que nous les vendons, tels qu'ils se vendent aujourd'hui. Il n'y a pas une seule fabrication clandestine qui peut distiller de l'alcool à 65 au-dessus de preuve, à 165, parce que, à 165, c'est de l'alcool presque chimiquement pur. De l'alcool chimiquement pur, cela n'existe pas, seulement en théorie, parce que ça se transforme en gaz.

PAR M. LANGLAIS :

Q. Vous devez savoir que des boissons fabriquées dans la province clandestinement, ont été analysées et que les analystes ont déclaré qu'elles étaient à 65 au-dessus de preuve.

R. Monsieur Langlais, je vous certifie qu'il n'y a pas une seule fabrication clandestine, dans la province ou ailleurs, où on peut distiller de l'alcool à 65 au-dessus de preuve.

PAR M. SAUVÉ :

Q. A propos de la barge Tremblay : pourquoi vos officiers ont-ils saisi une partie de la boisson, ou ont-ils voulu saisir la boisson ?

R. Nos officiers avaient d'abord saisi toute la boisson de la barge et ils avaient commencé à en faire le déchargement, et ils avaient commencé à transporter l'alcool chez nous. Nous étions en meilleure posture pour faire le transport, vu que nous avons des camions-automobiles et des hommes compétents. Nous avions commencé, et quand nous avons eu 1700 gallons environ de transportés à nos entrepôts, nous avons reçu instruction d'Ottawa de cesser d'en faire le déchargement, et le ministère des douanes en a pris charge, a fait le déchargement de la boisson qui restait encore sur la barque et ensuite ils sont venus chercher ce qui avait été apporté chez nous.

Q. Pourquoi avez-vous amené cela chez vous ? Parce que vous étiez mieux outillés ?

R. Nous étions mieux outillés pour faire ce transport-là.

Q. Est-ce que vous avez coutume de faire cela, quand il y a des barges qui passent, de prendre la boisson parce que vous êtes mieux organisés ?

R. Il ne peut pas y avoir de coutume, c'était la première barge et j'espère bien que ce sera la dernière.

Q. Il y a des bateaux qui partent de Montréal avec des milliers et des milliers de caisses de boisson. Cela se fait clandestinement. Les organisations se font à Montréal ?

R. Non, cela ne se fait pas clandestinement. Un bateau qui part de Montréal avec de la liqueur...

Q. Il y en a toujours.

R. Ah ! il y en a, certainement. Hiram Walker doit expédier au moins un char ou deux par semaine.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. Hiram Walker, de Walkerville ?

R. De Walkerville.

PAR M. SAUVÉ:

Q. Je ne parle pas de M. Walker; il y en a d'autres qui font le commerce de boissons clandestinement.

R. Il y en a probablement; seulement, si c'est un commerce clandestin, c'est un commerce que je ne connais pas.

Q. Votre police en prend des fois ?

R. Elle en prend des fois, assez souvent.

Q. Quand elle a aperçu cette barge-là, elle a sauté dessus et elle a voulu prendre la boisson et la mettre dans vos entrepôts ?

R. Oui.

Q. Parce que ces entrepôts-là étaient plus confortables pour les traiter; il y avait un dispensaire, il y avait un hôpital, il y avait des médecins, des spécialistes, pour traiter cette boisson saisie. Alors, Ottawa est arrivé et vous a dit: Ce n'est pas à vous autres, cela, vous n'avez pas droit de vous en emparer.

M. BOUCHARD.—Ce n'est pas une question, celà, c'est un espèce de discours.

LE TÉMOIN.—Si vous voulez bien diviser votre question je vais y répondre.

(Le sténographe lit la question, en la divisant par parties).

Q. Quand on a aperçu cette barge là, on a sauté dessus ?

R. Quant à cette partie-là, c'est vrai, et on a débarqué la boisson, vite.

Q. Et vous avez voulu prendre la boisson et la mettre dans vos beaux entrepôts?

R. On en a mis une partie dans nos beaux entrepôts. Ils sont beaux.

Q. Parce que ces entrepôts-là étaient plus confortables pour traiter la boisson?

R. Non, ce n'est pas pour ça.

M. SAUVÉ.—Vous avez un hôpital?

LE TÉMOIN.—C'est pour le monde, l'hôpital; c'est pour nos employés l'hôpital.

LE PRÉSIDENT.—Les gardes-malades ne soignent pas l'alcool?

LE TÉMOIN.—Non.

M. SAUVÉ.—Pas les vins?

LE TÉMOIN.—Non. Les vins sont dans la cave et ce n'est pas un hôpital du tout.

Je dois dire que, quant à l'alcool de la barge Tremblay, c'était de l'alcool européen, absolument pur, 65 ou 66 au dessus de preuve, et que la province aurait fait une bonne affaire si elle avait pu garder cet alcool-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Q. C'est Ottawa qui l'a repris?

R. C'est Ottawa qui l'a repris.

PAR M. SAUVÉ:

Q. Vous prétendiez que vous aviez droit de la saisir?

R. Je prétendais que nous avions droit de la saisir, et nous en avons le droit aussi; seulement, je n'ai jamais prétendu que nous avions droit de la garder, quand Ottawa voulait l'avoir.

Q. Vous n'avez pas résisté aux menaces d'Ottawa?

R. Il n'y a pas eu de menaces; ils ont simplement dit: "Nous voulons en prendre possession", et on la leur a donnée".

Q. Il n'y a eu aucune difficulté.

R. Il n'y a eu aucune difficulté. Je n'ai jamais de difficulté avec personne.

Q. Vous jurez cela?

R. Je le jure.

PAR M. DURANLEAU:

Q. Etes-vous allé sur la barge Tremblay, à Montréal?

R. Non, je n'y suis pas allé.

Et le déposant ne dit rien de plus.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

LE PRÉSIDENT.—Y a-t-il d'autres témoins ?

M. DURANLEAU.—Monsieur le président, je désire exprimer mon regret de l'absence d'un grand nombre de témoins, absents pour différentes raisons, les uns pour cause de maladie, comme M. Drouin, M. René Larocque, et les autres pour cause d'absence du pays, comme M. Carle, M. Wm George, M. Stewart, M. James Wright; et d'autres, pour des raisons que nous ne connaissons pas, qui n'est pas cru devoir se rendre à la demande du comité. Nous avions des faits extrêmement importants à mettre devant le comité par ces témoins, et nous espérons que nous aurons l'occasion plus tard de mettre, devant un comité quelconque ou devant le public, ce que nous espérons prouver par tous ces témoins.

M. MERCIER (de Trois-Rivières).—Monsieur le président, nous avons constaté, hier et la journée précédente qu'un grand nombre de témoins qui avaient été assignés pour comparaître devant le comité ont été libérés. Ce matin même, deux ou trois témoins de Longueuil sont venus dans la boîte dire qu'ils n'avaient rien d'étrange à dire et que les rumeurs qui circulaient à Longueuil étaient absolument fausses, sans aucun fondement. Dans les circonstances, je crois que M. Duranleau a eu toute la latitude voulue et qu'il n'a aucune plainte à porter devant le comité.

M. DURANLEAU.—Ce n'est pas une plainte que je fais, c'est un regret que j'exprime.

LE PRÉSIDENT.—Les autres témoins qui sont ici, qui n'ont pas été entendus, sont libérés, comme d'ailleurs tous ceux qui ont été appelés et qui ne sont pas venus.

M. SAUVÉ.—Monsieur le président, voulez-vous me permettre de proposer qu'un rapport soit fait à la Chambre.

LE PRÉSIDENT.—Je comprends que le rapport, c'est le président qui doit le faire, que le comité a fini son travail.

M. SAUVÉ.—Un rapport sera fait à la chambre suivant les règlements ?

LE PRÉSIDENT.—Oui.

M. SAUVÉ.—Nous voudrions faire respecter les règlements, au moins à la fin.

LE PRÉSIDENT.—Le comité est ajourné *sine die*.

Et la séance est levée.

Je, soussigné, certifie que les pages qui précèdent sont et contiennent un rapport fidèle et exact des délibérations de ce comité et de la preuve faite devant lui, à la séance ci-dessus mentionnée.

Et j'ai signé.

L.-A. CUSSON,

Sténographe.

LISTES DES PIÈCES PRODUITES

- A—Une liste contenant six pages intitulée: Prix facturés.
 B—Une liste contenant cinq pages intitulée: Déboursés sur les marchandises suivantes.
 C—Liasse de documents classés:—C-1, C-2, C-3, C-4, C-5.
 D— “ “ “ “ :—D-1, D-2, D-3, D-4, D-5, D-6, D-7, D-8, D-9, D-10.
 E—Liasse de télégrammes classés:—E-1, E-2, E-3, E-4, E-5, E-6, E-7, E-8, E-9, E-10, E-11, E-12, E-13.
 F—Arrangement intervenu entre MM. William Herivel & Sidney Herivel et Warwick Brookes d'une part et Henri Lavallée & Albert Brosseau d'autre part.
 G—Comprenant une page.
 H—Documents cotés:—H-1, H-2, H-3, H-4, H-5.
 I—Correspondance avec Peter Dawson, Ltd.
 J— “ intitulée:—Filière des commissaires.
 K— “ intitulée:—Des achats.
 L— “ intitulée:—Dossier de comptabilité.
 M—1, M-2, :—Volumes intitulés:—Blend spiritueux.
 N-1, N-2, N-3, N-4, :—Volumes intitulés.—Blend, des vins.
 (I, J, K, L, :—Originaux rapportés par Monsieur Thadée Michaud et qui sont tous de la correspondance avec Peter Dawson, Ltd., et sur lesquels il n'a pas été interrogé.—M-1, M-2, et N-1, N-2, N-3, N-4:—Originaux rapportés par Monsieur Thadée Michaud et sur lesquels il est interrogé à l'enquête.)
 O—Contrat entre MM. Ludger Brien, Albert Brosseau, J. Nelligan, Narcisse Lord et J.-H. Lavallée.
 P—Convention relative à la répartition des profits.
 Q—Comprenant huit documents classés de:—1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
 R—Contrat entre MM. Narcisse Lord et Ludger Brien, 10 mars, 1923.
 S—Liasse de documents classés de:—S à S-11.
 T—Copie de jugement dans une cause de la Cour supérieure, Montréal portant le numéro 1089 et rendu par l'hon. juge Archer, le 20 mars 1925, Boivin Wilson & Co., demanderesse, vs Narcisse Lord, de Saint-Jean d'Iberville, défendeur.
 U—Copie de jugement dans une cause de la Cour supérieure de Montréal, portant le numéro 1089 et rendu par l'hon. juge Archer, le 20 février, 1925, Narcisse Lord, de Saint-Jean d'Iberville, vs Boivin Wilson & Co.
 V—Chèque produit par Monsieur Narcisse Lord, déc., 4, 1922, au montant de \$10,000.00.
 X—Original du subpoena servi à Monsieur H. J. Bulley.
 Y—The Royal Bank of Canada. Réquisition de télégraphier chèque de \$5,000.00, en date du 27 novembre, 1922. Signé:—Ludger Brien.
 Z—The Royal Bank of Canada. Réquisition de télégraphier chèque de \$10,000.00, en date du 4 décembre, 1922. Signé:—Narcisse Lord.
 AA—The Royal Bank of Canada. Réquisition de télégraphier chèque de \$4,000.00, en date du 4 décembre, 1922. Signé:—Ludger Brien.
 BB—The Royal Bank of Canada. Réquisition de télégraphier chèque de \$4,000.00, en date du 29 novembre, 1922. Signé:—Ludger Brien.

-
- CC—The Royal Bank of Canada. Réquisition de télégraphier chèque de \$5,000.00, en date du 27 novembre, 1922. Signé:—J. Allan Bray.
- DD—Le journal "Le Matin" en date du 8 novembre, 1924.
- EE—EE-1, EE-2, EE-3, EE-4, EE-5, EE-6. (Mélanges de la Commission de la ville de Québec, produits par Monsieur Thaddée Michaud et rapportés par lui.)
- FF—Copie certifiée d'une page du livre de banque "sur la Banque Canadienne de Commerce", de Monsieur Narcisse Lord.
- GG—Pièce intitulée:—Marchandises en caisses.
- HH—Pièce intitulée:—Brandy en fûts.
- II—Télégramme en date du 30, adressé à Van Dyke par J. P. Connelly, daté de Halifax.
- JJ—Volumes intitulés:—JJ-1, JJ-2, JJ-3, JJ-4, (Rapports quotidiens d'habillage et d'embouteillage des spiritueux de la Commission des liqueurs de Montréal, remportés par M. T. Michaud.
- KK—Livret d'instructions aux gérants et employés de la Commission des liqueurs de Québec.
- LL—Lettre de la Corporation de Coaticook à la Commission des liqueurs de Québec.
- MM—Réponse de Monsieur L.-B. Cordeau, président de la Commission des liqueurs de Québec, Montréal, à Monsieur Arthur Bouchard, secrétaire-trésorier de la municipalité de Coaticook.
- NN—Analyse des boissons saisies—Analysées par Monsieur Chapleau.
- OO—Annonce de London Dry Gin dans la "Gazette".
- PP—Taux d'échange.
- QQ—Rapport de Leclerc (non déposé).
- RR—État sommaire des Blends et des mélanges de vins et spiritueux. (Non déposé.)
- SS—Extrait d'un livre de André L. Simon, sur les vins.
- TT—Extrait d'un livre de André L. Simon, sur les whiskys.
- UU—Liste de prix de la Commission des liqueurs de Québec, 1924.
- VV—Liste de prix précédente, 1923.
- WW—Liste de prix de la Colombie Britannique.
- XX—Liste de prix de l'Alberta.
- YY—Liste de prix du Manitoba.
- ZZ—Liste de prix du Nouveau-Brunswick.
- AAA—Liste de prix de la Maison Chaput.
- BBB—Liste de prix de la Maison Chaput.
- CCC—Peter Dawson:—Commande No 1592.
- DDD—Liste supplémentaire à CCC.
- EEE—Liste semblable à celle qui est produite pour CCC, pour le brandy Hennessy.
- FFF—Liste semblable à celle qui est produite pour CCC, pour le brandy Martell.
- GGG—Re assignation de Monsieur Larocque de l'Hôpital de Sainte-Anne de Bellevue. Lettre et télégrammes.
- HHH—Certificat du docteur Guérard, re Nap. Drouin.
- III—Rapports de G.-H. Rioux, détective provincial.
- JJJ—Certificats—Lettres enregistrées.

PIÈCE A

		PRIX FACTURÉ
Alcool		1.82 le gallon & \$1.90
COGNAC		
Cognac X		1350 Fcs l'hectolitre
" XXX		1450 " "
" 1919		1140 " "
" 1917		1450 " "
" 10 ans		1126 " "
Hennessy X		140 la caisse
" XXX		190 " "
Martell X		140 " "
" XXX		190 " "
Jules Robin XXX		150 " "
Pinet Castillon X		110 " "
Pellison 3 Diamants		135 " "
Pérodeau 15 ans		140 " "
Monnet V. O		120 " "
" V V S O P		300 " "
Croizet 1860		290 " "
" 1830		580 " "
Otard Dupuy Charles X		540 " "
Bis. Dubouché 1858		420 " "
" " 1804		1200 " "
Eau de Vie de Marc		110 " "
Fine Bourgogne		162 " "
GINS		
C. L. Q.		382 Fcs l'hectolitre
Severy		382 " "
Holloway's		7/ le gallon
Burnett's		8/6 " "
Melcher's	42 ozs	13.00 la caisse
"	26 ozs	7.90 " "
"	10 ozs	7.90 " "
De Kuyper	42 ozs	24/6 " "
"	26 ozs	14/6 " "
"	10 ozs	17/2 " "
Kiderlen's		48/3 " "
Gilbey's		22/ " "
Old Pensioner		26/ " "
Booth's House of Lords		34/6 " "
Coates Plymouth		29/ " "
Gordon's		22/ " "
Ross's Sloe		45/ " "

Fockink	16 Florins la caisse
Bols	16 " "
Boulton's	21.35 la caisse
Hills & Underwood	20.45 "

IRISH WHISKIES

Burke's	45/ la caisse
Mitchell's	17/6 le gallon

RHUMS

Jamaica	9/ le gallon	
St. James	144 Fcs la caisse	litre
Two Dagger	48/ la caisse	
Bacardi	18.20 "	

RYE WHISKIES

Walker's Imperial	24.00 la caisse	
" Canadian Club	26.00 "	
Gooderham & Worts Special	25.00 "	
Corby's Special Selected	25.00 "	
Seagram's 83	26.50 "	
Royal Reserve	24.00 "	
Old Kentucky	37.00 "	32 ozs
" "	29.80 "	26 ozs
Old Charter	4.50 le gallon	

SCOTCH WHISKIES

Commission X	15/ le gallon	
" XX	15/ "	
Mountain Dew	23/ "	
Dawson Special	24/6 "	
" Old Curio	36/8 "	
Bulloch Lade White Label	24/6 "	
" " Gold "	28/6 "	
Sandy Macdonald	32/ "	
Gilbey's Spey Royal	25/ "	
McNish's Doctors Special	24/6 "	
Old Mull	31/ "	
King William IV	32/6 "	
Grant's Liqueur	32/8 "	
Regal Liqueur	45/ "	
White Horse	55/ la caisse	
Premier	55/ "	
Black & White	55/ "	
King George IV	55/ "	
Dewar's Special	60/ "	

Usher's Green Stipe	60/	la caisse
Johnnie Walker Red Label	60/	"
Grand Old Parr	65/	"
Dewars Ex. Special	70/	"
" Ne Plus Ultra	80/	"
Johnnie Walker Black Label	82/	"
Duncan's Royal Palace	30.00	"
Embrassy	30.00	"

LIQUEURS

Apricot Brandy, Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	116 Fcs	la caisse
Blackberry	$\frac{3}{4}$ "	98	" "
Cherry	$\frac{3}{4}$ "	100	" "
Curaçao	$\frac{3}{4}$ "	99	" "
"	1 "	124	" "
Crème de Cacao	1 "	106	" "
Crème de Menthe	1 "	104	" "
Kirsch	$\frac{3}{4}$ "	138	" "
Maraschino	$\frac{3}{4}$ "	110	" "
Oxygénée	1 "	135	" "
Apricot Brandy, M. Brizard	1 "	140	" "
" " "	$\frac{3}{4}$ "	116	" "
Cherry " "	$\frac{3}{4}$ "	116	" "
Peach " "	$\frac{3}{4}$ "	116	" "
Crème de Menthe " "	$\frac{3}{4}$ "	93	" "
" " "	1 "	114	" "
Curaçao " "	$\frac{3}{4}$ "	117	" "
Kummel " "	$\frac{3}{4}$ "	96	" "
Maraschino " "	$\frac{3}{4}$ "	138	" "
Anisette, M. Lapostole	$\frac{3}{4}$ "	137	" "
Cherry Cognac " "	$\frac{3}{4}$ "	131	" "
Cordon Rouge " "	$\frac{3}{4}$ "	215	" "
Kummel " "	$\frac{3}{4}$ "	137	" "
Mandarine " "	$\frac{3}{4}$ "	179	" "
Charry Brandy, N. Carrière	1 "	108	" "
Anisette, Nicolleau	1 "	108	" "
Crème de Cassis " "	1 "	115	" "
Kirsch " "	1 "	125	" "
Crème de Cassis, Bailley	1 "	114	" "
Crème de Cacao, Bardinet	1 "	108	" "
Curacao Blanc " "	1 "	120	" "
Maraschino, Hanappier	1 "	108	" "
Kummel, Herman & Jansen	21 ozs	19 Florins	"
" Eckau Comte de Pahlen	$\frac{3}{4}$ Litre	144 Fcs	"
Bénédictine	$\frac{1}{2}$ "	204	" "
"	1 "	180	" "
Chartreuse Verte	$\frac{1}{2}$ "	168 Ptas	"
" " "	1 "	144	" "
" Jaune	$\frac{1}{2}$ "	132	" "
" " "	1 "	108	" "

Cordial Médoc	1/2 Litre	186	Fcs la caisse
" "	1 "	162	" "
Cointrau Triple Sec	1 "	153	" "
Liqueur Hermite	3/4 "	201.60	Lire "
Arquebuse des Alpes	1 "	201.60	" "

COCKTAILS

Manhattan	22.00	la caisse
Martini	22.00	" "

AMERS

Angostura	13.00	la caisse
Burnett's	30/	" "

BIÈRE

Bass's Ale	P	47/	la caisse
" "	C	58/	" "
Guinness's Stout	P	50/	" "
" "	C	58/	" "

CHAMPAGNES

Moët & Chandon Brut Imp.	P	145.80	Fcs la caisse
" " " " "	C	169.80	" "
" " " " " 1914	P	228	" "
" " " " " "	C	252	" "
Gauthier & Cie Carte Noire	P	215	" "
" " " " " "	C	227	" "
Paul Ruinart Brut	P	246	" "
" " " " " "	C	264	" "
" " Extra Dry 1911	P	258	" "
" " " " " "	C	276	" "
Irroy Cachet Français	P	210	" "
" " " " " "	C	234	" "
" Brut 1911	P	240	" "
" " " " " "	C	264	" "
Perrier Jouet Extra Dry	P	198	" "
" " " " " "	C	222	" "
" " Brut	P	210	" "
" " " " " "	C	234	" "
" " " " " 1915	P	222	" "
" " " " " "	C	246	" "
Bollinger Ex. Quality 1915	P	228	" "
" " " " Brut	P	204	" "
Chas. Heidsieck Brut 1911	P	210	" "
" " " " " "	C	234	" "
Krug & Cie Extra Sec	P	222	" "
" " " " " "	C	246	" "

Lanson Extra Dry 1914	P	180 Fcs la caisse
" " " "	C	204 " "
" " " "	Magnums	204 " "
Pommery & Greno Sec	P	216 " "
" " " "	C	240 " "
" " Brut	P	216 " "
" " " "	C	240 " "
" " Réserve 1915	P	240 " "
" " " "	C	264 " "
Giesler Brut 1911	P	276 " "
" " " "	C	288 " "
" Extra Dry 1906	P	312 " "
Clicquot Yellow Label Dry	P	228 " "
" " " "	C	252 " "
" Gold Label Brut	P	228 " "
" " " "	C	252 " "
" " " " 1915	P	276 " "
" " " " "	C	300 " "
Mumm's Extra Dry	P	204 " "
" " " "	C	228 " "
" Cordon Rouge	P	228 " "
" " " "	C	264 " "
" " " " 1911	P	350 " "
" " " " "	C	384 " "
Pol Roger Extra Dry 1914	P	240 " "
" " " " "	C	252 " "

VINS MOUSSEUX

Jules Belin	P	93 Fcs la caisse
" " "	C	111 " "
Chauvenet	P	119 " "
" " "	C	139 " "
Vouvray Monopole	P	120 " "
" " "	C	138 " "
Sparkling Moselle	P	89 " "
" " Saarbach	P	37/3 la caisse
Pommard, Albert Morot	P	87 Fcs la caisse
" " " "	C	106 " "
Chambertin " "	C	142 " "
Red Castle, Henri de Bahezre	P	94 " "
" " " " "	C	106 " "
Pommard Collin Bourisset	P	100 " "
" " " "	C	118 " "
Chambertin " "	P	120 " "
" " " "	C	138 " "
Grand Bourgogne	P	150 " "
" " "	C	168 " "
Chambertin Noirot Carrière	P	91 " "
" " " "	C	109 " "
Nuits " "	P	97 " "
" " " "	C	115 " "

BOURGOGNES

Chauvenet	Beaujolais	P	82.5	Fcs la caisse
"	"	C	100.5	" "
"	Moulin à Vent	P	89.	" "
"	"	C	107.	" "
"	Beaune	P	89.	" "
"	"	C	107.	" "
"	Pommard	P	99.	" "
"	"	C	117.	" "
"	Nuits	P	105.5	" "
"	"	C	123.5	" "
"	Chambertin	P	128.5	" "
"	"	C	176.5	" "
"	Chablis	P	102.5	" "
"	"	C	120.5	" "
"	Chablis Supérieur	P	125.5	" "
"	"	C	143.5	" "
Collin Bourisset	Macon	P	60.	" "
"	"	C	72.	" "
"	Moulin à Vent	P	90.	" "
"	"	C	102.	" "
"	Beaune	P	120.	" "
"	"	C	132.	" "
"	Pommard	P	108.	" "
"	"	C	120.	" "
"	Nuits	P	120.	" "
"	"	C	132.	" "
"	Chambertin	P	168.	" "
"	"	C	180.	" "
Faiveley	Moulin à Vent	P	72.	" "
"	"	C	90.	" "
"	Nuits	P	84.	" "
"	"	C	102.	" "
Fromont	Beaujolais	P	60.	" "
"	"	C	75.	" "
"	Moulin à Vent	P	69.5	" "
"	"	C	84.5	" "
Drouhin	Beaune	P	83.	" "
"	Pommard	P	65.5	" "
"	Nuits	P	95.	" "
N. Carrière	Beaune	P	110.	" "
"	Pommard	P	177.	" "
"	Cevrey Chambertin	P	117.	" "
"	Chambolle Musigny	P	110.	" "
"	Vosne Romanée	P	110.	" "
H. Granjean	Macon	P	56.	" "
"	Beaujolais	P	56.	" "
"	Moulin à Vent	P	75.	" "
"	Macon Blanc	P	62.	" "

H. Granjean Meurseault	P	92	Fcs la caisse
“ Pouilly	P	81	“ “
Bouchard Pommard	P	116	“ “
“ “	C	131	“ “
“ Chambertin	P	144	“ “
“ “	C	159	“ “
Clos des Papes	P	78	“ “
Château-neuf du Pape	P	117	“ “
La Bataillière	P	260	“ “
Grivelet & Cusset, Chambertin	P	276	“ “
Hospice de Beaume, Hunblot	P	204	“ “
“ “ Guichard	P	276	“ “
“ “ Rousseau	P	270	“ “
Montrachet	P	264	“ “
Grand Vin d'Anjou	P	90	“ “
Chablis, Vigneron	P	156	“ “
“ “	C	171	“ “

BORDEAUX ROUGES

Club	P	48	Fcs la caisse
“	C	60	“ “
Medoc	P	48	“ “
“	C	78	“ “
St-Julien	P	66	“ “
“	C	84	“ “
Pontet Canet	P	72	“ “
“ “	C	84	“ “
Batailley	P	66	“ “
“	C	74	“ “
Château Larose	P	84	“ “
“ “	C	96	“ “
Château Lafite	P	120	“ “
“ “	C	132	“ “
Château Margaux	P	120	“ “
“ “	C	132	“ “
Château Latour	P	132	“ “
Château Haut Brion	P	360	“ “
Château Rauzen Gassies	P	216	“ “
Bordeaux Rouges		525	“ la barrique
St. Emilion		575	“ “

BORDEAUX BLANCS

Graves	P	60	Fcs la caisse
“	C	72	“ “
Barsac	P	96	“ “
“	C	108	“ “
Sauternes	P	102	“ “
“	C	120	“ “

Haut Sauternes	P	120	Fes la caisse
" "	C	138	" "
Château Yquem	P	240	" "
" "	C	252	" "
Château Montbrun	P	72	" "
" "	C	84	" "
Château Guiraud	P	120	" "
Château Lafaurie Peyraguay	P	144	" "
Château Raynè Vigneau	P	228	" "
Grand Supérieur Blanc		1500	" la barrique
Mont St. Jean		1000	" "
Haute Côte		525	" "

VINS CANADIENS

Vin Rouge	.65 le gallon
Vin Blanc	.65 le gallon

OPORTOS

Gilbey's Invalid	35/	la caisse
Convido	42/	"
Royal Palace	48/	"
Hunt's Port	54/	"
Commendador	72/	"
Harvey's Club	48/	"
" V S O	53/	"
" Hunting	60/	"
Sandeman's Light Ruby	26/	"
" Superior	36/	"
" V S O	44/	"
" Royal	72/	"
Cockburns XXX	70/	"
" V F O	82/	"
Lisbon 1 Diamant	11	livres la pipe
" 3 "	14	" "
" 4 "	15	" "
Port 1 Grape	16	" "
" 2 "	27	" "
" 3 "	40	" "
" 4 "	50	" "
" 5 "	75	" "
" 6 "	100	" "
" White	45	" "

TARRAGONNES

Tarragonne Rouge	670	Ptas les 650	Litres
" Blanc	700	"	650 "
" Xérès			

Gilbey's Invalid	35/	la caisse
Royal Palace	49/	"
Sandeman's XXX	28/	"
" Armada	40/	"
" Montilla Fino	40/	"
Harvey's Shooting	50/	"
" Bank	54/	"
" Old Fashioned	52/	"
" Margarita	72/	"
" Bristol Milk	78/	"
" Reina Victoria	84/	"
" Bristol Cream	102/	"
Emperador	72/	"
Misa V. F O	86/	"
Oloroso 1815	130	Ptas "
Real Solera 1790	170	" "
Jerez	850	" les 500 litres
Claro	1100	" " 500 "
Brown	35	livres la pipe
Vino de Pasto	40	" "
Amontillado	50	" "
Oloroso	66	" "
Jubilée	67	" "
Amoroso	103	" "

VERMOUTHS

Mariane	51	Fcs la caisse
Baron Berton	50	" "
Noilly Pratt	96	" "
Cinzano	120	Lire "
Martini Rossi	90	" "

VINS DE MESSE

Dulce ou Socco	700	Ptas les 650 Litres
Gethsemani	548	" 500 "
Château Cluxel	760	Fcs la barrique

DIVERS

Dubonnet	75	Fcs la caisse
Madeira Camade Lobos	58/	" "
" Fine Malmsey	48/	" "
" Réserve	45/	" "
Bernard's Ginger Wine	21/	" "
Chianti	P	75 Lire "
"	C	93 " "
Clos St Odile	P	96 Fcs "
" "	C	108 " "
Knipperlé	P	75 " "
Grevenmacher	P	34.80 " "

PIÈCE B

DÉBOURSÉS SUR LES MARCHANDISES SUIVANTES :

A la caisse ou au gallon

		Taxe de vente droits	Fret	Quaiage, ca- mionnage, assu- rance, divers.	Cassage, évaporation 3%	Emboutillage
ALCOOL:—						
65 o.p.	Gall. Liquide	15.68			.50	
40 oz.	Caisse.....	47.04			1.50	2.00
COGNACS:—						
C.L.Q. 1919—Qts.....	"	14.13	.18G	.04G	.54	2.00
" 1917— "	"	14.43	.18G	.07G	.56	2.00
Hennessy XXX "Staple"	"	16.97	.78	.19	.85	
Monnet VVSOP—1858.....	"	17.60	.80	.32	1.15	
Croizet 1830	"	18.25	.79	.43	1.59	
B. D. Napoléon 1804	"	19.70	.76	.73	2.74	
BRANDIES:—						
Fine Bourgogne—Litres.....	"	18.83	.76	.18	.83	
Greek Koniak XXX—Qts.....	"	18.52	.47	.13	.89	
GINS:—						
C.L.Q.—26 oz.....	"	16.43	.20G	.04G	.53	2.00
Melcher's 10 "	"	10.73	.12		.55	
" 26 "	"	14.32	.12		.66	
" 42 "	"	29.25	.23		1.26	
DeKuyper's 10 oz.....	"	14.14	.21	.15	.55	
" 26 "	"	18.63	.21	.16	.67	
" 42 "	"	37.18	.41	.29	1.30	
Bols Stone Jars Litre	"	26.49	.63	.21	1.01	
DRY GINS:—						
Hills & Underwood	"	14.63			.66	
Burnet, Qts.....	"	16.77	.18G	.04G	.63	2.00
Gordon's, Qts	"	19.57	.62	.16	.76	
OLD TOM GINS:—						
Booth's, Qts	"	19.58	.56	.16	.76	
SLOE GIN:—						
Ross's Irish Qts.....	"	19.35	.85	.18	.83	
IRISH WHISKIES:—						
Burke's, Quarts.....	"	19.55	.62	.18	.85	
" Imp. Quarts	"	30.20	.81	.34	1.40	
RHUMS:—						
St. James ½ Litre	"	24.24	.75	.21	1.02	
" ¾ "	"	18.30	.72	.18	.76	
" " "	"	24.54	.72	.19	.99	
Two Dagger, Quarts.....	"	15.03	.65	.26	.80	
Bacardi, Quarts.....	"	19.27	1.80	.25	1.18	
C.L.Q. 35 o.p., 40 oz.....	"	34.65	.30G	.06G	1.11	2.00
" 30 u.p. Quarts.....	"	11.65	.10G	.02G	.38	2.00

		Taxe de vente droits	Fret	Quaiage, ca- missionnage, assu- rance, divers.	Cassage, évaporation 3%	Emboutillage
BOURBON-WHISKEY:—						
Old Charter, 33 oz	Caisse	24.20	.21	.27	1.12	2.00
RYE-WHISKIES:—						
Canadian Club, Quarts	"	14.65	.34		.81	
SCOTCH-WHISKIES:—						
Royal Palace, Quarts	"	14.86			.93	
C.L.Q. X	"	15.72	.20G	.05G	.63	2.00
Dawson's Special, "	"	17.05	.20G	.05G	.75	2.00
Gilbey's Spey Royal, "	"	17.50	.20G	.05G	.80	2.00
White Horse "Staple"	"	19.60	.56	.21	.98	
Dewar's Spec. Liq. Imp. Qts "Staple"	"	29.33	.83	.28	1.47	
LIQUEURS:—						
M. Brizard Kummel, 21 oz	"	15.85	.74	.26	.73	
Cusenier Cordial, ¾ Litre	"	18.37	.66	.21	.76	
Benédicotine, "	"	20.52	.82	.24	.97	
" ½ "	"	21.79	.93	.26	1.06	
BITTERS:—						
Angostura, 8 oz.	"	11.79	.51	.05	.73	
Burnett's Orange, Qts	"	19.56	.62	.19	.82	
ALE & STOUT:—						
Quatre Doz. Qts.	"	5.31	.79	.35	.50	
Huit Doz., Pts.	"	5.46	.92	.36	.58	
CHINESE SPIRIT:—						
Ngkapei, Pts.	"	33.50	5.48	.15	1.52	
CHAMPAGNES:—						
Ordinaire, Quarts.	"	9.80	.60	.32	.80	
" Pints.	"	9.95	.70	.38	.90	
Magnums.	"	9.25	.70	.38	.83	
Extra dry, ¼ Btle.	Panier	1.31	.23	.05	.11	
VINS MOUSSEUX:—						
Chauvenet, Quarts.	Caisse	10.18	.53	.16	.52	
Paille-Laurent Moselle, Qts	"	10.14	.62	.20	.52	
Saarbach Moselle, Qts	"	12.76	.33	.20	.63	
BOURGOGNES ROUGES & BLANCS:—						
Chauvenet, Qts & Pts	"	1.00	.51	.18	.22	
BORDEAUX ROUGES & BLANCS:—						
B. & G, Qts & Pts. ....	" .....	.80	.77	.17	.22	
L. & G. Chat. Ht-Brion, Qts.	"	1.60	.77	.41	.87	
" " Lafaurie, Qts.	"	1.10	.77	.23	.32	
St-Emilion.	Gall .....	.20	.15	.03	.03	
Mont- St-Jean. ....	" .....	.28	.15	.02	.04	

		Taxe de vente droits	Fret	Quaiage, ca- minage, assu- rance, divers.	Cassage, évaporation 3%	Embouteillage
OPORTOS:—						
Gilbey's Invalid	Caisse	4.96	.68	.18	.37	
Convado	"	4.51	1.42	.20	.43	
Royal Palace	"	5.19	1.02	.26	.50	
Hunt's Port	"	5.57	1.01	.23	.53	
Commendador, 1/4 Btls.	"	8.43	2.67	.36	.89	
" Pts.	"	8.03	1.06	.35	.80	
" Qts.	"	7.53	1.07	.31	.74	
Harvey's Club	"	6.69	.72	.22	.59	
" V.S.O.	"	6.00	1.98	.31	.53	
" Hunting	"	7.97	.73	.25	.68	
Sandeman's Light Ruby	"	4.50	1.99	.26	.37	
" Superior	"	5.26	1.98	.29	.45	
" V.S.O., Qts.	"	6.72	1.89	.20	.55	
" Royal, Qts.	"	8.15	1.98	.38	.77	
Cockburn's XXX	"	8.70	1.20	.37	.79	
" V.F.O.	"	9.73	1.20	.41	.91	
Port 5 Grapes	Gall	2.08	.16	.05	.14	
TARRAGONES:—						
Rouge	"	.90	.06	.04	.04	
Blanc	"	.91	.06	.04	.04	
SHERRIES:—						
Gilbey's Invalid	Caisse	5.43	.68	.20	.43	
Royal Palace	"	5.41	.60	.25	.51	
Sandeman's XXX Pale	"	3.77	2.18	.04	.36	
" Armada	"	5.50	2.16	.26	.49	
" Montilla Fino, Qts.	"	5.37	2.16	.26	.49	
" " Pts.	"	5.83	2.59	.27	.55	
Harvey's Shooting	"	6.50	1.19	.20	.56	
" Bank	"	6.69	1.19	.22	.59	
" Old Fashioned Brown	"	6.56	1.19	.22	.59	
" Margarita	"	9.08	1.53	.24	.84	
" Bristol Milk	"	8.67	1.19	.26	.82	
" R. L. Amontillado Reina Vict.	"	9.76	.71	.86	.71	
" Bristol Cream	"	10.62	1.19	.30	1.04	
Emperador, 1/4 Btls.	"	7.89	.62	.31	.78	
" Pts.	"	7.59	.62	.30	.74	
" Qts.	"	7.54	.90	.20	.71	
Misa V.F.O., Pts.	"	9.10	2.25	.43	.96	
" " Qts.	"	8.75	1.87	.42	.91	
Oloroso Niuda des Allimes	"	8.18	2.33	.18	.81	
Real Solera 1790 Viuda des Allimes	"	10.47	2.33	.23	1.03	
Brown	Gall	1.26	.13	.03 1/2	.09	
VERMOUTHS:—						
Marianne, Litre	Caisse	2.23	.73	.17	.19	
Baron Berton	"	3.23	.81	.24	.24	
Noilly Pratt,	"	2.75	.61	.22	.22	
Cinzano,	"	2.95	.35	.20	.24	
Martini & Rossi,	"	2.59	.38	.20	.21	

		Taxe de vente droits	Fret	Quaiage, ca- mionnage, assu- rance, divers.	Cassage, évaporation 3%	Emboutillage
VINS TONIQUES:—						
Dubonnet.....	"	2.84	.67	.18	.22	.....
VINS DIVERS:—						
Cossart Gordon Madeira Rserve.....	"	5.76	1.14	.15	.48	.....
" " Malmsey.....	"	5.90	.73	.19	.49	.....
" " Coma de Lobos.....	"	6.65	1.14	.18	.59	.....
Muscat de Frontignan.....	Gall.....	.31	.22	.02 $\frac{3}{4}$	.08 $\frac{1}{2}$	.....
Bernard's Ginger Wine.....	Caisse.....	12.40	.63	.16	.55	.....
Chianti Italian Wine, Qts.....	"	.64	.30	.19	.14	.....
Clos Ste-Odile.....	"	.79	.90	.13	.19	.....
Vin d'Alsace Knipperlé, Qts.....	"	.69	.91	.13	.18	.....
Dulce ou Secco.....	Gall.....	.96	.06	.03	.05	.....
Château Cluzel.....	"	.21	.16 $\frac{1}{2}$	.07	.04	.....

Montréal, le 9 février 1925.

PIÈCE "C-1"

Cablogramme.—Message de nuit.

North Brosseau, "Untippable Piccy", Londres.

Bray Brien prêts attendant Lord. Cablogramme probablement demain pour vingt-huit mille. Tous bien ici. Trois cent soixante nouveaux membres depuis premier.

Autosupco.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "C-2"

North Brosseau,

"Untippable Piccy", Londres.

Bray cinq Brien neuf en tout quatorze mille à disposition. Cablez Brien quand aurez besoin. Dites Lavallée cabler Lord quand aura besoin de ses quatorze. Salutations. Lettre avec code suit.

Brien.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "C-3"

Bureau principal: 497 rue Bleury
près Sherbrooke

Adresse télégraphique:—Autosupco.
U.A.S. *United Auto Supply Company, Limited*

Tél. Plateau 525
Communications pri-
vées avec tous les dé-
partements.
Distributeurs d'accu-
mulateurs électriques
USL
pour la province de
Québec.

Montréal, 28 novembre, 1923.

Service d'urgence

Appelez Est 30

Succursales de Montréal:

Succursale des accumulateurs: 497, rue Bleury

Succursale—Angle des rues Laurier et S. Urbain

Succursale—686 avenue Atwater

Succursale—316, avenue Hôtel-de-Ville

Succursale—Maisonnette 770 rue Adam.

Succursale—Montréal-Nord, Boulevard Gouin

Succursale—Lachine, rue Saint-Joseph.

M. H. J. Bulley,

Gérant, Banque Royale, Succursale Laurier.

Cher Monsieur,

Les présentes vous autorisent à cabler cinq mille piastres,—argent Cana-
dien, à l'adresse suivante:—North Brosseau, "Untippable, Piccy", Londres,
Ang., avec cinq mille piastres de l'éch. Bray, aussi en argent canadien.

R
(*timbre en caoutchouc*)
(*de la banque*)

Votre bien dévoué,

LUDGER BRIEN.

Certifié,
Nov. 28, 1922.

5000.00
La Banque Royale du Canada
Succursale, Ave. Laurier, Montréal.

(*timbre en caoutchouc*)
(*de la banque*)

LII03.15.1
G 4.53

Payé
Nov. 28 1922

I

La Banque Royale du Canada
Succursale de l'Ave. Laurier, Montréal.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D. G. P.

PIÈCE "C-4"

Affaire 4859 Galée No. 2

M. D. "Store" 30

Constitué en corporation en vertu des lois de la province de Québec, Mars 1922.

M. S. M. Roberts,
Expert assurance contre les accidents.M. Ludger Brien,
Directeur gérant,
United Auto Supply Co. Ltd

B. Clément,

M. J. S. Walker,
Manufacturier.

M. Albert Brosseau, entrepreneur, maire de Montréal-nord.

Lt-Col. E. J. Williams, D.S.O.
Médecin-chirurgien.M. R. W. Dickson,
Entrepreneur.M. H. Lebel, M.D.
Médecin.M. D. McLaughlin,
Gentilhomme.

R. H. Roberts, M.A., inspecteur de l'éducation, Calgary, Alta.

MM. Brown, Montgomery & McMichael,

MM. Robertson, Brown, Ward & Co.
Home Bank of Canada.

Montréal Québec.

Président
Vice-Président
Secrétaire
Avocats.
Vérificateurs.
Banquiers.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "C-5"*Bureau principal: 497 rue Bleury.**Adresse télégraphique: Autosupco près Sherbrooke.**Tél. Plateau 525
Communications privées
avec tous les départements.
Distributeurs d'accumu-
lateurs électriques.*

USA United Auto Supply Co. Limited

U.S.L.
pour la province de Québec

Service d'urgence
Appelez Est 30

Montréal, 25 novembre 1922.

Succursales de Montréal:

Succursales des accumulateurs: 497 rue Bleury.

Succursale—Angle Laurier et St-Urbain.

Succursale—686 Avenue Atwater.

Succursale—316 Avenue H. tel'de-Ville.

Succursale—770 rue Adam, Maisonneuve.

Succursale—Boulevard Gouin, Montréal-Nord.

Succursale—rue St-Joseph, Lachine.

Je, soussigné, reconnais avoir reçu de M. Amédée Lesieur un chèque au montant de \$1666.66, soit un tiers de \$5,000, cinq mille dollars, étant convenu que cet argent sera sa part dans un syndicat entre le Dr M. H LeBel, Amédée Lesieur et moi-même. Cet argent sera employé pour l'achat ou grément d'un bateau et tout revenu provenant dudit bateau et de sa cargaison, devra être divisé comme suit, soit un tiers à chacun de nous trois, des revenus nets d'un montant de \$5,000, cinq mille piastres investies, c'est-à-dire le prorata de chaque \$5,000 investies dans ledit bateau.

LUDGER BRIEN.

Même copie,
 au Dr M. H. LeBel.

Vraie copie certifiée:

GUS. CHOUINARD,
 D.G.P.

PIÈCE "D-1"

North Brosseau,
 "Untippable", Londres.
 Dites quand venez. Retard désastreux.
 Brien.
 (Pour être expédié, s'il est parti)

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD.
 D.G.P.

PIÈCE "D-2"

North Brosseau,
 "Untippable, Piccy", Londres.
 Dix mille envoyés Albert B. "Regent Palace", attendez-les à cet endroit,
 quatre mille seront envoyés demain.

Autosupeo.

Vraie copie certifiée,
 GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "D-3"

16-11-22

Brosseau,

Aux soins Automobile, Londres, Ang.

Comment vont toutes choses. Ici, tout va bien. Ecrivez-moi, donnez nouveau code. 160 nouveaux souscripteurs.

Brien.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-4"

Brosseau,

"Untippable", Londres, Ang.

Faites diligence. Traversez vite. Aucune objection à deux ou trois mille en plus de vingt. Soyez là avant Noël.

Brien.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-5"

North Brosseau,

"Untippable", Londres, Ang.

La plus grande célérité nécessaire arrivée avant Noël urgente. Aucune objection augmenter quantité Urigyurild.

Brien.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-6"**CABLOGRAMME**

North Brosseau,
"Untippable", Londres, Ang.

Justement de retour Azvum, tout excellent. Dépêchez-vous et partez.
Accusez réception derniers quatorze envoyés.

Brien.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-7"

Montréal, 18 déc. 2

Brosseau,
Aux soins Lartnec,
Glasgow (Ecosse).

Important tous messages *suivant code, employer celui Brien*, si nécessaire.
Retard cause inquiétude ici. Cablez raisons. Répondez complètement autres
cablogrammes.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-8"

Quatorze tous envoyés Banque Royale, accusez réception.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "D-9"**CABLOGRAMME**

Message de nuit.

Brosseau, Nelligan,

Aux soins Automobile, Londres.

Où sont papiers concernant Roberts. Cablez votre adresse postale.
Envoyez code par la poste.

Autosupco.

Chargez au compte de *United Auto Supply Co., Ltd.*

Ludger Brien,

Gérant.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "D-10"

Montréal, 16 déc. 2

A. Harrison,
Hôtel Commodore,
New-York.

Nell a reçu votre lettre et votre télégramme, mais il n'a pas votre adresse, car Van a déclaré que vous avez changé d'adresse. Attendons encore cablo-gramme annonçant départ bateau. Aussitôt que nous l'aurons reçu, ces deux-là vous rejoindront.

Brien.

Compte *United Auto Supply*,
497, rue Bleury.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD.

D.G.P.

PIÈCE "E-1"

Canadian National Telegraphs

17 OHX JE 39

Lunenburg, N. E., 15 août, 1924.

Heure solaire

5.30 P.M.

Ludger Brien,

Garage Atwater,

(inscrit au timbre) 2474

Montréal, Qué.

Van arrivé Montréal ce matin. Communiquez avec lui et assurez-vous si nous pouvons acheter bateau avec argent ici impossible d'en nolisier un, et s'il fournira cargaison, répondez hôtel avant demain midi. Docteur arrive Montréal demain matin.

444P

Beckingham

Vraie copie certifiée.

GUS. COUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-2"

Canadian National Telegraphs

2 LC ABL PD Fone

Succursale Saint-Henri

1538 rue N.-D. Ouest

Angle Ave. Atwater

Phone Westmount 3449

Lunenburg, N. E., 7-31-24 9.32 A.M.

Ludger Brien,

Garage Atwater,

Montréal.

Avons été retardés plus longtemps que prévu bateau partira dimanche serai là exactement aussi vite possible voir lettre.

Walter,

9.15 A.M.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-3"

Télégraphe de la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique.
W437 AX F 12 via H X Londres, 11 juillet (au crayon) WA 6650J

T. L. T. Nagillen
Montréal.

(au crayon)

J. J. Nelligan,
381 Northcliffe.

Lord inabordable veuillez payer chèque quarante livres sterling. Salutations.

Studer.

9.40 P.M.

Téléphones W & D
à 9.H a. m. par G.M. & O.
Vraie copie certifiée,
GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "E-4"

Canadian National Telegraphs

Demandez Ludger m'écrire Lunenberg N.E. quels arrangements.

W. Van Dyke,

King's Hotel Lunenberg.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "E-5"

Canadian National Telegraphs

232 HX GO 19

Lunenberg, N. E., 6 P. M., 23 juillet

Ludger Brien,

Garage Atwater, Ave. Atwater, Montréal.

(inscrit au timbre) 2381

Impossible téléphoner douze ici probablement dangereux serai Montréal
quelques jours quand lettre reçue répondrai de manière être compris par télégramme.

V-D

520 P

(inscrit au timbre) Heure solaire

Duplicata de télégramme téléphoné
Del.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "E-6"*Canadian National Telegraphs*

A1732 13

Glace Bay, N.E., 1055 A, 14 juillet

Mme B. Sproule,

No 552 "Beverly Inn",

112, rue Drummond, Montréal, Qué.

Lettre reçue faites cabler par Brien quinze cents immédiatement tout O.K. éeris aujourd'hui réponse.

B.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-7"*Canadian National Telegraphs*

Montréal, 8 janvier 1922.

Geo. Hearn,

Londres, (Angleterre)

Cablogramme Herivel reçu retard désappointant mais tout correct pourvu fasse savoir promptement nom position actuelle bateau quantités chargées si deux Montréalais à bord adresse télégraphique Herivel.

Nelligan.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,

D.G.P..

PIÈCE "E-8"*Canadian National Telegraphs*

7

4 JTY 48 NL

(inscrit au timbre) 2406

Saint-Jean, N.B., 20 septembre, 1924.

Ludger Brien,

688, Ave. Atwater, Montréal, Qué.

Ai rencontré votre ami ne sachant naturellement rien de ce dont il parlait. Trop évident que quelque chose n'allait pas quelque part. Me suis tout le temps fait un devoir de ne pas parler. Devrais être à Montréal mercredi mais ça dépend du permis départ bateau. Rappelez-vous que vous ne savez rien.

Geo.

(inscrit au timbre) Heure solaire

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-9"*Canadian National Telegraphs*

27 LC AB 64 BLU FONE

Succursale de Saint-Henri
1538, rue Notre-Dame Ouest, Angle Atwater
Tel. Westmount 3449
Bridgewater, N. E., 9-22-24 2.25 P.M.

Ludger Brien,

Garage Atwater, Montréal.

La vôtre reçue pars pour New-York aujourd'hui n'ai rien appris au sujet de mes affaires à cet endroit bien qu'ayant envoyé plusieurs télégrammes ne puis rien faire pour vous car suis obligé d'emprunter moi-même de Hemmers présence à New-York rend affaires mauvaises pour lui tel que prévu ai assez payer balance due ordre de Davidson il doit vendre marchandises à sacrifice compléter argent. Autre chose expliquée de manière satisfaisante à Hearn.

2.30 PM

Van.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-10"

Télégraphe de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique.

(inscrit au timbre) 1325

352 AX.J. 9 via HX 15 novembre

Londres

LCL Autosupco

Montréal *United Auto Supply* (en plomb)

Travaille fort adresse soins Automobile Londres.

855 P

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "E-11"*Canadian National Telegraphs*

NA 438 13

18 jan. 1924 PM 7.35

F New-York NY 18 719P

Ludger Brien

1109, Ave. Green Tel. 7063 F. Montréal, Qué.

Ai complété arrangements cablez-moi immédiatement votre part ou autant que possible.

A.J.H.A.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

(inscrit au timbre) 2215

PIÈCE "E-12"*Canadian National Telegraphs*

1 LC MF 9

FI cité de New-York, 24 janvier, 1924 325 P.

Ludger Brien,

1165, Ave. Green,

Affaire retardée quelques jours à cause Scharlin m'attends partir samedi-
Anthony

405 P

Succursale de Westmount

1219, Avenue Green, Tel. Ouest. 6490.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "E-13"*Canadian National Telegraphs*

Ludger,

Arrivé sain et sauf cet a.m. et je pars bientôt pour Sag Harbor L.I. Est incluse votre licence que j'ai oubliée. Le bureau fait attention à votre crayon. Vous donnerai de mes nouvelles plus tard.

Van.

Vraie copie certifiée.

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "F-1"

Convention faite, ce septième jour de décembre 1922, entre William John Herivel et Sidney Peck Herivel et Warwich Brookes (ci-après appelés les expéditeurs) d'une part, et James Henry Lavallée et Albert Brosseau (ci-après appelés les acheteurs) d'autre part. Attendu que les expéditeurs ont fait des arrangements pour acquérir des quantités de whisky et les expédier à quelque part de l'univers et que les acheteurs désirent acheter du whisky et le faire décharger dans certains ports ou transborder en mer. Il est par les présentes convenu de ce qui suit:

1. Les acheteurs s'engagent à acheter des expéditeurs une quantité de whisky qui ne sera pas inférieure à dix mille caisses (une caisse signifiera douze bouteilles de quarte ordinaire et pas supérieure à vingt mille caisses, la quantité assujettie à ces limites étant à la discrétion des expéditeurs (ci-après appelée la cargaison), au prix de \$16.25 (seize dollars et un quart), en argent des États-Unis, par caisse, lequel prix comprendra celui du whisky et du fret.

2. Les expéditeurs livreront la cargaison à un point convenu à pas moins de vingt milles de la côte de l'Atlantique des États-Unis d'Amérique et à St-Pierre Miquelon, à un port de Terre-Neuve, à Nassau, dans les Bahamas, ou à un de ces trois endroits, mais aucun point ou port de livraison ne devra dépasser cinquante de latitude nord ou vingt-deux de latitude sud, pourvu toujours que le point de livraison soit, en tous cas, dans une latitude libre de glace.

3. Le prix de \$16.25 (seize dollars et vingt-cinq centins) sera un prix total jusqu'au point de déchargement, soit dans le cas de transbordement en mer ou de déchargement à un port, mais ne comprendra pas le coût de déchargement ou de transbordement, en sus des travaux ordinairement requis pour mettre les caisses par dessus le bord du vaisseau des expéditeurs, et la livraison de la cargaison sera considérée comme complète lorsque le navire aura atteint le point ou les ports indiqués dans les limites mentionnées à la clause 2.

4. Les caisses de whisky seront payées en certificats du trésor des États-Unis avant qu'aucune des caisses ne soit enlevée du bateau.

5. Les expéditeurs ont livré une facture aux acheteurs pour les dernières deux mille cinq cents caisses, dont copie est annexée à la présente convention et marquée cédule 2, et les acheteurs paieront aux expéditeurs une somme de L7000 (sept mille livres sterling) en à compte sur ladite facture lors de la signature de la présente convention et dont quittance, par les présentes.

6. La cargaison sera composée d'autant de marques de whisky que celles, et de quantités se rapprochant autant que possible de celles qui sont spécifiées par les acheteurs dans la cédule I annexée aux présentes, pourvu, toutefois, qu'on ne choisisse aucune marque qui puisse coûter aux expéditeurs plus que cinquante schellings par caisse sortie de l'entrepôt et si, parmi le whisky choisi, il y en a qui coûte aux expéditeurs plus que cinquante (50) schellings sorti de l'entrepôt (à l'exception des mille caisses de la marque Peter Dawson Old Curio), les acheteurs paieront aux expéditeurs en sterling ou en monnaie des États-Unis, aux taux du change du jour, la différence entre le prix de cinquante schellings et le prix d'achat, à mesure et lorsque le prix d'achat original sera payé.

7. Les acheteurs auront pour prendre charge de la livraison vingt et un jours francs après l'arrivée du bateau à l'endroit convenu (ou dix jours francs dans le cas de déchargement dans un port) et si, à l'expiration de ce terme, les acheteurs n'ont pas pris livraison, les expéditeurs auront le droit, conjointe-

ment avec les représentants des acheteurs à bord, de disposer de la cargaison ou de ce qui en restera, comme ils le jugeront convenable, et toute perte, que pourraient encourir les expéditeurs résultant de ce que la cargaison n'aurait pas été livrée à l'endroit tel que prévu d'abord, sera compensée par les acheteurs aux expéditeurs à même l'argent qui leur sera payé en vertu de la clause 5, pour la dernière partie de la cargaison.

8. Quand les acheteurs auront pris livraison de quinze mille caisses ou plus, les expéditeurs, à la demande des acheteurs, retourneront en Angleterre avec les caisses qui resteront à bord (pas plus de cinq mille) pour en faire de nouveau livraison à un point de déchargement au prochain voyage du bateau, et les emmagasiner, dans l'intervalle, sur le bateau, sans frais supplémentaires ou de fret, ou si le bateau ne fait pas un second voyage, à cette fin, les déposer dans un entrepôt d'un port d'Angleterre ou d'Écosse ou les transborder dans un autre bateau dans le même port, sans frais, à la condition que le même prix d'achat de \$16.25 (seize dollars et vingt-cinq centins) par caisse soit payé par les acheteurs aux expéditeurs, dans les quarante-huit heures suivant l'arrivée du bateau dans un port anglais ou écossais immédiatement au terme du voyage. Il est convenu, toutefois, par les présentes, que jamais les acheteurs n'auront à payer des frais de douane.

(Signé) W. J. Herivel
Warwick Brookes
Sydney P. Herivel
J. H. Lavallée
Albert Brosseau

Témoins des signatures de:
(Inscrit au timbre) 6d.

W. J. Herivel
S. P. Herivel
Warwick Brookes
J. H. Lavallée
Albert Brosseau

(Signé) D. A. Cree, secrétaire
28 Cheapside
Londres, Angleterre.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

"F-2"

Marques et quantités de whisky dont il est fait mention dans le contrat, la cédule 1.

4000	caisses	Black and White
6000	"	Peter Dawson
4000	"	Bourbon
1000	"	Peter Dawson Old Curio
2000	"	John Haig
3000	"	Old Orkney ou Holt & Co. ou d'autres marques ou les trois à la fois.
20000	"	

Vraie copie certifiée

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

“F-3”

FACTURE

Le 7 décembre 1922.

De W. H. Herivel S. P. Herivel & Warwick Brookes
de

Braye Alderney C. I.

A

J. H. Lavallée et A. Brosseau

Regent Palace Hotel, Piccadilly, Londres “W”.

TERMES: Au comptant et sans déduction sur livraison.

2,500 caisses de whisky à \$16.25 la caisse: \$40,625.00.

Cette facture est pour les dernières 2,500 caisses de votre commande de 20,000 caisses selon la convention en date du 7 décembre 1922, et dont la livraison complètera le contrat, c'est-à-dire que ces 2,500 caisses ne pourront vous être livrées que lorsque vous aurez pris livraison des 17,500 caisses.

Cette facture est la cédule deux mentionnée dans la convention.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

“F-4”

Tél. Victoria 146

25 Chesham Place

“S.W.I.”

Le 7 décembre 1925.

Chers Messieurs:

Relativement aux marchandises que nous vous expédions en vertu de la convention en date du 7 décembre 1922, c'est notre intention de prendre une police maritime ordinaire contre une perte totale, sur le bateau et sur vos marchandises et d'assurer vos marchandises jusqu'à concurrence de L10,000.

Nous vous préviendrons lorsque cette police aura été émise, en vous en donnant le numéro et les détails, etc.

Votre dévoué,

pour S. F. Herivel, W. Brookes,

(Signé) W. J. Herivel.

Messieurs J. H. Lavallée & A. Brosseau,
Regent Palace Hotel,
Piccadilly, “W”.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

“F-5”

7 décembre 1922.

Nous accusons réception de Messieurs J. H. Lavallée et A. Brosseau de L7,000 (sept mille livres sterling) en à compte, conformément à la clause 5 de la convention du 7 décembre 1922.

Pour:

W. J. Herivel, S. P. Herivel & Warwick Brookes.

(Signé) W. J. Herivel,
(*Inscrit au timbre*) 2d

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE “G”

Tél. Westmount 3530
688, avenue Atwater

Hon. P.-E. Blondin, Président.
Ludger Brien, gérant.

GARAGE ATWATER, LIMITED

Réparations générales
Lavage
Réparations de pneus
General Auto Repairs
Washing
Vulcanisation

Montréal, 192
12 o/c

Ludger,—

Ne puis attendre plus longtemps. J'ai un rendez-vous qui me retiendra la plus grande partie de l'après-midi. Je viens justement de manquer de nouveau entrevue avec notre ami, mais je lui ai laissé un mot, afin qu'il me téléphone à l'hôtel. S'il vous parle, dites-lui que je lui téléphonerai aussitôt que je serai libre.

N'oubliez pas qu'il faut que je vous voie, ce soir, car mes gens seront ici demain matin.

Geo.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "H-1"

THE ROYAL
The Raymond & Doherty Co. Ltd
Proprietors

St-Jean, N. B. 16 sept. 1924.

Cher Ludger,—

J'ai laissé un mot à Montréal pour qu'on te donne ton argent aussitôt que cela sera réglé et l'avocat m'a dit, mercredi, que cela devrait être payé vendredi.

J'ai appris de N. Y. qu'on envoie deux charges, ainsi que tes acheteurs soient prêts.

Je serai de retour à Montréal dimanche, mais écris-moi s'il te faut des renseignements. Veuille donc téléphoner au capitaine P. pour lui dire que je t'ai écrit.

Mon ami communiquera directement avec lui lorsqu'on aura besoin du pilote.

Tout pour le mieux.

Georges.

Vraie copie certifiée,

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "H-2"

A. E. Albert
Aroostock Seed and Table
Potatoes
Farm machinery and Fertilizer

Potato Houses
St. Francis, Maine.
Pelletier's Mill N.B.
Clair, N.B.
Storage Capacity 25000 BBLs
Telephone 3-31 St. Francis, Me.
References
The Provincial Bank of Canada.
Edmunston, B. B.
The First National Bank
Fort Kent, Maine.

Choice Seed Stock a Specialty.

Fort Kent, Maine, 11 août 1924.

Mr Ludger Brien,
688a Atwater, Montréal.

Cher Monsieur,—

J'ai reçu votre télégramme, hier, et mon homme que je dois envoyer à Montréal n'est pas ici, mais, dans une journée ou deux, il sera ici et il va aller à Montréal tout de suite et vous pourrez revenir avec lui. Son nom est Maxime Albert, un de mes oncles. Je crois qu'il peut arranger les choses pour à présent, plus tard on pourra charger avec des patates.

Je suis,

A. E. Albert,

Vraie copie certifiée

GUS. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "H-3"

New York, le 6 janvier 1923.

Mon cher Ludger,

J'ai reçu votre bonne lettre, vendredi, et je m'attendais d'avoir d'autres nouvelles de vous conformément à la demande que j'ai faite à Mme V. de vous téléphoner et de vous demander de me télégraphier les noms de celui qui a la garde des marchandises à votre ferme et de m'informer de l'état des chemins dans vos environs, parce que j'ai quelqu'un qui veut en transporter une centaine dans son auto, et je lui ai dit quels merveilleux arrangements vous pouviez faire pour disposer d'une grande quantité d'alcool, tout en mentionnant le montant, et il était prêt à partir, hier, mais n'ayant pas de nouvelle de vous, et aussi vu que je ne pouvais pas trouver le livre contenant les noms de ce gardien, je l'ai renvoyé. Maintenant, voici une proposition. En ce moment je peux avoir des marchandises de première qualité, chargées à bord d'un wagon de fret, pour \$3.60 et les barils seront peints de la couleur ou du nom que vous voudrez. Lorsque ces marchandises sont chargées et que l'expéditeur obtient son connaissance, il veut avoir son argent, mais il n'enverra pas moins de cinquante barils à la fois. Cette personne est l'associée de notre troisième sociétaire ici et est digne de toute confiance. Ai-je oublié de vous dire, dans mon autre lettre, que votre homme Martin était un fourbe. En effet, j'ai vu Sherwood, le lendemain de mon arrivée et, à son grand regret, il se souvient très bien de Martin. Il paraît qu'on lui donna de l'argent, un jour, pour en faire quelque chose et il le vola, puis après cela on lui donna crédit pour un petit chargement, et depuis lors, il ne s'est jamais montré. J'ai travaillé beaucoup, à peine ai-je eu le temps de dormir, mais vous savez que j'ai été absent bien longtemps, de sorte qu'il me reste beaucoup de nouvelles difficultés à aplanir avant de pouvoir accomplir quelque chose. La proposition de Lord, tant au sujet des marchandises à l'Île que des produits de Montréal, sera en voie d'accomplissement dans quelques jours, mais je suis empêché par le manque de fonds, de faire beaucoup parce que Jimmy ne m'a donné que \$35. depuis que je suis ici. J'ai eu mon auto de Saratoga, le jour de l'An, et ce n'est qu'hier matin que j'ai été capable d'avoir les plaques de licence, et j'ai eu la malchance, alors que j'étais allé à Long Island, hier soir, de geler le radiateur, parce que je n'avais pas d'argent pour acheter un anti-congélateur, ce qui signifie que je vais être arrêté pendant quelques jours jusqu'à ce que je l'aie fait réparer et que j'aie trouvé de quoi pour en payer les frais. J'ai fait en sorte de vendre ici un peu de marchandises à \$12.50 avec un bénéfice de .50 cts, ce qui est un bien petit profit, mais les petites choses ont leur valeur. Je désire vous remercier de votre bonne offre de m'aider, et à vrai dire, je me sens obligé beaucoup envers vous, mais, quoique ce soit dimanche aujourd'hui et que je n'aie que .65 cts dans ma poche, je peux tenir et espérer des jours meilleurs. Cependant, je suis inquiet au sujet de ma famille parce qu'au moment de mon départ quelqu'un a donné à Mme V. un chèque de \$100.00, en retour de son billet, parce que je lui ai présenté un quelqu'un ici, qui s'occuperait d'affréter son bateau, et le lendemain de mon départ, il a ordonné à la banque de ne pas le payer, et ce n'est qu'hier que je l'ai appris, dans une lettre que j'ai reçue de Mme V. Dans l'intervalle, cette personne a fait signer sa charte-partie et s'est esquivée de moi, mais, soyez certain qu'à moins qu'elle n'honore ce chèque je vais m'assurer qu'elle n'ait pas d'argent de mes gens tant, qu'elle n'aura pas rempli sa promesse. Cela a mis Mme "V" ainsi que moi-même, dans une bien mauvaise situation, car elle comptait sur cela pour acquitter certains comptes

et j'ai donné à ma propriétaire ici un chèque de \$25.00 pour payer le loyer de ma chambre, et s'il revient, cesera diablement difficile de le payer. Si vous voulez bien m'obliger veuillez donc vous rendre chez Mme V. et lui dire quoi faire au sujet de ce chèque de cent piastres car cette personne que, vous connaissez, est retournée chez elle, hier soir.

Il est possible que je me rende moi-même en auto, si je suis assez heureux de la faire réparer et d'obtenir crédit pour cent piastres. Cela dépendra naturellement des circonstances, si elles sont favorables.

J'ai intéressé quelqu'un ici à engager \$50,000. avec Georges Hearn et il a câblé à son homme à Londres, vendredi, de avoir Georges pour faire des arrangements avec lui directement, ainsi j'espère voir quelque chose, provenant de cette source dans quelques jours.

Il se découvre de nouvelles choses chaque jour ici au sujet de "L" et de "H" et bientôt des plumes vont voler.

Je vous remercie beaucoup de vos bons souhaits et j'ai confiance et j'espère que vous réussirez vous aussi de toute manière au cours de cette nouvelle année.

Mes meilleures amitiés,

(Signé) Walter.

Vraie copie certifiée

GUS. CHOUINARD,

D.G.P.

PIÈCE "H-4"

A. E. ALBERT

*Arcostock Seed and Table
Choice Seed Stock Speciality*

Potatoes

Farm Machinery and Fertilizer

*Potato Houses
St. Francis, Maine
Pelletier's Mill, N. B.
Clair N. B.*

*Storage Capacity 25000 BBLs.
Telephone 3-31 St-Francis, Me.
References*

*The Provincial Bank of Canada,
Edmunston, N. B.
The First National Bank
Fort Kent, Maine.*

Clair, N. B. 4 août 1924.

M. Ludger Brien, J.P.C.C.S.
688a rue Atwater,
Montréal.

Cher monsieur,—

Je me suis rencontré avec mes gens et on sera satisfait de vous vendre 1000 pour la première essaille. Vous payerez 500 à \$5.50 ici et l'autre 500 à \$6.50 Montréal, et, si cela est satisfaisant, envoyez-moi un télégramme comme ceci: "*Letter rec'd ready to make contract*", et, comme cela, on enverra un homme pour arranger la question du *shippage*. On a un homme, ici, il est bien connu par quelqu'un à Montréal et peut arranger quelque chose qu'il aura du bon sens, et i vous verra, à propos de cela, vous pourrez parler de la chose entre vous deux!

Si vous trouvez que cela est correct, vous monterez avec lui et on fera le *shipment*. Tout ce que je veux savoir dans le moment, si vous êtes satisfait de mon prix, il faut descendre absolument pour arranger l'affaire en ordre.

J'espère recevoir une nouvelle de vous d'une manière ou de l'autre.

Je suis,

Votre dévoué,
(Signé) A. E. Albert.

P.S.—Envoyez le télégramme comme ceci: A. E. Albert, Clair, N. B. "*Letter rec'd ready to make contract*".

J'ai écrit à M. Sproul et je lui ai dit que la question du *boat* que c'était pas mal difficile et que mes gens ne se sont pas encore décidés à cela et je pense bien qu'il va vous montrer sa lettre.

Vraie copie certifiée,
G. C.

PIÈCE "H-5"

Thomas F. Dobbin
Gérant pour le Canada.

Edmund Foster,
Assistant-gérant.

Fondée A. D. 1819

COMPAGNIE FRANÇAISE DU PHENIX

Société anonyme d'assurances contre l'incendie

Siège social: Paris, France

Surplus aux détenteurs de polices, \$6,506,874.

Bureau-chef pour le Canada: Edifice Lewis, 17, rue Saint-Jean, Montréal.

Le 14 mai, 1923.

Monsieur Ludger Brien,
316 avenue Hôtel-de-ville,
Montréal.

Police 400956—J. E. Bisailon

Monsieur,—

Cette police couvre sur bâtisse de demeures à Clarenceville.

Nous désirons vous aviser que nous voulons être relevés de notre responsabilité dans ce cas et nous vous demanderions de bien vouloir annuler la police et nous la retourner tout de suite, ayant soin de faire signer le reçu d'annulation par Monsieur Bisailon, pour un rabais pro rata de \$11.25.

Votre dévoué,

E. Foster,
Assistant gérant.

Vraie copie certifiée,
Gus. CHOUINARD,
D.G.P.

PIÈCE "O"

CONVENTION faite ce premier jour de novembre, 1922, par et entre

Ludger Brien	de Montréal	Marchand
Albert Brosseau	"	Marchand
J. J. Nelligan	"	Gér. ligne "S.S."
Narcisse Lord	St Jean, Qué.	Hôtelier
J. H. Lavallée	"	Manufacturier

Le groupe susdit devant être connu et désigné sous le nom de "Le Syndicat".

"A"—A la demande du Syndicat, M. N. Lord s'engage à avancer la somme de dix mille piastres et MM. Ludger Brien et Albert Brosseau, cinq mille piastres chacun.

"B"—L'argent ainsi avancé devra être employé, en totalité ou en partie, à l'achat d'un bateau, dont la propriété sera dévolue audit N. Lord.

"C"—Après l'achat de ce bateau qui sera choisi par le représentant du Syndicat, il devra être muni d'un équipement et d'un équipage et utilisé de n'importe quelle manière que le Syndicat choisira unanimement pour le bénéfice du Syndicat dans son ensemble. Le bateau devra être assurée pour sa pleine valeur, au taux Lloyd, et aussi pour la valeur des profits du transport, la police devant être faite payable à N. Lord, suivant ses intérêts.

"D"—N. Lord, de concert avec J. H. Lavallée, ayant organisé et mis en marche une affaire à Saint-Pierre Miquelon, s'engagent conjointement et solidairement (après l'arrivée et la disposition de la première cargaison transportée par le bateau en Amérique) transporter ladite affaire au Syndicat pour qu'elle devienne la propriété du Syndicat et le Syndicat devra acquérir de N. Lord et J. H. Lavallée tout le stock qu'ils pourront avoir en entrepôt à Saint-Pierre ou en transit et provenant de *Supply Co St-Pierre*, et il est entendu que N. Lord et J. H. Lavallée recevront le prix que lesdites marchandises auront coûté, le mot coût signifiant l'argent payé ou à payer comme prix d'achat des marchandises ainsi que l'argent payé ou à payer pour le fret, les droits, l'entreposage, etc., en un mot, toutes les dépenses légitimes se rapportant aux dites marchandises.

"E"—Tous les profits qui seront faits par le Syndicat par l'exploitation dudit bateau ou par suite de toute autre affaire entreprise par ledit Syndicat, devront être partagés par parts égales, entre les membres du Syndicat, c'est-à-dire:—

- Un cinquième à Ludger Brien
- Un cinquième à Albert Brosseau
- Un cinquième à J. J. Nelligan
- Un cinquième à N. Lord et
- Un cinquième à J. H. Lavallée.

Tous les profits faits par le Syndicat comprendront les profits faits à Saint-Pierre Miquelon après que l'affaire y sera devenue la propriété du Syndicat.

"F"—Afin que N. Lord recueille l'argent qu'il s'est engagé à avancer, il pourra lui être nécessaire de souffrir des pertes en vendant certaines marchandises ou certaines parts qu'il devra convertir afin de se procurer cet argent et, dans ce cas, le Syndicat s'engage à lui rembourser cette perte, chaque membre du Syndicat devenant personnellement responsable envers N. Lord de la perte qui sera prouvée.

"G"—Il est entendu et le Syndicat convient que,—si l'on ne réussit pas à faire un profit par l'exploitation dudit bateau par la compagnie et si l'on éprouve une perte d'une manière quelconque par suite de l'achat du bateau par ledit N. Lord,—le Syndicat devra le dédommager de cette perte et chaque membre signataire de la présente convention devient personnellement responsable de cette perte envers ledit N. Lord.

"H"—Il est, en plus, entendu et spécialement convenu qu'à même les profits faits par le Syndicat, et provenant de toute source quelconque, les sommes d'argent avancées par tout membre du Syndicat de même que la totalité ou une partie du prix d'achat du bateau, ou les frais d'équipement, d'approvisionnement ou d'équipage dudit bateau, devront être remboursés aux membres du Syndicat qui auront fait ces avances, et les réclamations provenant de ces avances auront priorité sur les profits.

Après que ces réclamations auront été payées, le bateau deviendra la propriété du Syndicat.

Signé ce premier jour de novembre, 1922.

En présence de:

(Signé) G. H. LORD
" R. H. Lovelock

(Signé) Ludger Brien
" Albert Brosseau
" J. J. Nelligan
" Narcisse Lord
" L. H. Lavallée.

PIÈCE "P"

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER

Avocats

Montreal Trust Bldg 11 Place d'Armes

Montréal, Canada.

L.-E. Beaulieu, LL.D., C.R.
Léon-Mercier Gouin, LL.D.
Gustave Marin, C. R.
Paul Mercier, C. R. M.P.
Paul Gouin, LL.B.
Edouard Tellier, LL.B.

Téléphone Bell
Main 3189
" 3093
" 3094
" 3095

HON. RODOLPHE LEMIEUX, C. R., M.P.
Conseil.

Montréal, 18 décembre, 1923.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean, Co. d'Iberville, P. Q.

Cher Monsieur.

Veuillez trouver sous pli copie de la convention qui a été complétée, ce matin, par la signature de M. Lesieur.

Je vous envoie également les trois billets de \$400.00 chacun, signés respectivement par MM. J. Godbout, A. Lesieur et M. H. Lebel.

Vous voudrez bien accuser réception et me croire.

Votre dévoué,

LEB/MB

L. E. Beaulieu.

CONVENTIONS pourvoyant à la répartition des profits et des pertes pouvant résulter d'une société formée entre Messieurs Narcisse Lord, Albert Brosseau & al.

Attendu que le 1er novembre 1922, il fut formé entre Messieurs Ludger Brien, Albert Brosseau, J. J. Nelligan, Narcisse Lord et J. H. Lavallée, une convention ayant pour objet l'acquisition d'un navire ainsi que l'achat d'une entreprise exploitée alors par Messieurs Narcisse Lord et J.-H. Lavallée, à St-Pierre, Miquelon, et incluant certaines marchandises en entrepôt ou en transit:

Attendu qu'à la suite de cette convention, Messieurs J. H. Lavallée et Albert Brosseau se rendirent à Londres, Angleterre, et conclurent avec Messieurs William John Herivel, Sindney Peck Herivel and Warwick Brookes, un arrangement par lequel ces derniers devaient leur vendre une certaine quantité de marchandises et transporter ces marchandises à bord du navire qu'ils devaient nolisier, pour, les dites marchandises, être vendues au profit du syndicat;

Attendu que de fait, les marchandises ont été achetées; que partie du prix de ces marchandises, savoir sept mille livres sterling ont été payées par MM. J. H. Lavallée et Albert Brosseau; que ces marchandises ont été transportées et vendues aux États-Unis d'Amérique; que le prix en a été perçu par MM. Herivel, Herivel & Brookes, mais que ces derniers ont refusé de rendre compte aux sociétaires des profits réalisés sur la revente:

Attendu qu'une instance est actuellement pendante devant les tribunaux, à Londres, pour faire condamner MM. Herivel, Herivel & Brookes à rendre compte des dites sommes qui leur furent remises et des profits réalisés dans l'entreprise;

Attendu que Monsieur J. J. Nelligan, dont le nom paraît dans la convention du 1er novembre 1922, s'est désisté de l'entreprise, n'y a pris aucune part et s'en est désisté; que Monsieur Narcisse Lord a acquis tous les droits de Monsieur Ludger Brien dans la convention précitée et que, par ailleurs, Messieurs Joseph Godbout, Amédée Lesieur et M. H. Lebel, M.D. sont venus se joindre aux sociétaires originaires;

Attendu que certains intéressés ont déboursé, de leurs deniers personnels, en sus de leur mise sociale, des sommes importantes, pour le bénéfice de l'entreprise commune, et qu'il peut devenir nécessaire de faire d'autres dépenses et d'encourir d'autres déboursés;

A ces causes, les soussignés, voulant éviter toutes difficultés à raison des faits et conventions précitées, et désirant établir une base pour la répartition des profits et des pertes, ont convenu et arrêté ce qui suit, savoir

1.—D'un commun accord, il est convenu et arrêté que la mise de chacun au fonds social a été et est comme suit, savoir

- 1.—La mise de M. Narcisse Lord, incluant le prix payé pour acquérir les droits et intérêts de M. Ludger Brien, est de.....\$ 13,333.
- 2.—La mise de M. Albert Brosseau est de.....8,700.
- 3.—La mise de M. J. Godbout est de.....3,500.
- 4.—La mise de M. A. Lesieur est de.....1,336.
- 5.—La mise de M. M. H. Lebel, M.D., est de.....1,336.

11. D'un commun accord, les dépenses encourues et les déboursés faits par M. Narcisse Lord, en sus de sa mise, dans l'intérêt commun, sont fixés à \$5,000.00.

A même ce montant, M. Lord prend à sa charge personnelle un montant de \$250.00. Il reconnaît avoir reçu, avant l'exécution des présentes, de Messieurs Joseph Godbout, Amédée Lesieur et M. H. Lebel, une somme de \$250.00 chacun, soit en tout \$750.00, et il reconnaît avoir reçu, lors de la passation des présentes, une autre somme de deux mille piastres (\$2,000.00) représentée par quatre billets promissoires, payables à son ordre, à un mois de date, dont l'un au montant de \$800.00, signé par M. Albert Brosseau, et dont les trois autres au montant de \$400.00 chacun, signés respectivement par Messieurs Joseph Godbout, Amédée Lesieur et M. H. Lebel, M.D. Les quatre billets ci-dessus pourront être renouvelés de mois en mois, en payant, à chaque renouvellement, le 1-3 du montant originaire.

III. Toutes les sommes qui pourront être perçues à raison de la réclamation qui fait actuellement l'objet d'une action instituée contre MM. Herivel, Herivel & Brookes, que ce soit à la suite d'un jugement, d'un arrangement ou autrement, seront distribuées entre les soussignés selon l'ordre de préférence et le rang ci-après établis:

- 1.—Seront payés en premier lieu les frais, honoraires et déboursés des avocats, les frais de justice et les frais extra-judiciaires, incluant le coût des présentes conventions;
- 2.—En deuxième lieu, il sera payé par Sir Charles Russell, une somme de 1,000.00 à chacune des personnes dont les noms suivent, savoir: Georges Hearn, capitaine Faulkner et J. H. Lavallée;
- 3.—Seront payés en troisième lieu, les dépenses et déboursés encourus, en sus des mises sociales, savoir: à M. Narcisse Lord, \$3,000.00, à MM. Joseph Godbout, Amédée Lesieur et M. H. Lebel, \$250.00 chacun payées avant ce jour, aux souscripteurs de chacun des billets remis ce jour au dit M. Lord, le montant payé sur leur billet respectif. Ces diverses sommes viendront concurremment et, en cas d'insuffisance des deniers, elles seront payées au prorata. Viendront au même rang et concurremment avec les dépenses et déboursés déjà faits, les dépenses et déboursés qui pourront encore être nécessaires pour conduire l'affaire à sa conclusion; chaque partie s'obligeant à participer dans ces dépenses, en proportion de sa mise;
- 4.—Seront remboursées en quatrième lieu à chacun des soussignés, les mises sociales telles qu'établies par l'article 1 avec intérêts;

5.—Le résidu de ce qui pourra être perçu de MM. Herivel, Herivel & Brookes, sera réparti dans les proportions suivantes:
50% à M. Narcisse Lord; 21.03% à M. Albert Brosseau; 8.58% à M. Joseph Godbout; 4.10½ à M.M. H. Lebel; 4.10½% à M. Amédée Lesieur. M. Lavallée participera dans ce résidu comme s'il eût fourni une mise de \$5,000.00 et recevra en conséquence 12.18%.

IV.—Tout signataire des billets remis ce jour à M. Lord, qui ne rencontrera pas son billet à échéance, perdra une proportion de 5% sur la part des profits qui lui est attribuée par le paragraphe 5 de l'article III, et cette proportion sera attribuée à M. Narcisse Lord, à titre de dommages liquidés.

VI.—Advenant le cas où l'action actuellement pendante serait renvoyée, chacun participera au paiement des frais au protata de sa mise; M. Lavallée ne devant cependant pas contribuer au paiement de tels frais.

VII.—Les parties aux présentes autorisent Mtre L. E. Beaulieu à percevoir et toucher toutes les sommes qui pourront être recouvrées des dits MM. Herivel, Herivel & Brookes, et qui pourront lui être remises par MM. Charles Russell & Co., avocats, de Londres, et le dit M. Beaulieu est autorisé à faire la distribution des sommes ainsi perçues, conformément aux présentes conventions.

VIII.—Toutes les conventions antérieures sont abrogées et sont remplacées par les présentes. La clause V rayée est nulle.

EN FOI DE QUOI nous avons signé, ce 17ème jour de décembre, mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) NARCISSE LORD,
" ALBERT BROSSEAU,
" JOS. GOUBOUT,
" J. H. LAVALLÉE,
" M. H. LEBEL,
" AMÉDÉE LESIEUR.

PIÈCE "Q-1"

Montréal, 20 novembre, 1924.

MM. A. BROSSEAU & AUTRES.

3ème versement.

RE HERIVEL & BROOKS

1924

Oct. 10 Balance restée au crédit \$ 2,800.12
Nov. 19 Par crédit de la banque Royale (en règlement) 2,373.43

DERNIER DIVIDENDE:

Narcisse Lord, 50%.....	\$ 2,586.98
Albert Brosseau, 21.03%.....	1,088.06
Jos. Gobbout, 8.58%.....	443.92
M. H. Lebel, M.D. 4.10½%.....	212.16
A. Lesieur, 4.10½%.....	212.16
L. H. Lavallée, 12.18%.....	630.27
	<hr/>
	\$ 5,173.55 \$ 5,173.55

PIÈCE "Q-2"

MM. LAVALLÉE & BROSSEAU

à

CHARLES RUSSELL & CO

VOUS-MÊMES & BROOKES & HERIVEL

CAISSES

1924				1923			
Juil. 10.	A M. J. H. Lavallée, avance.	225	0 0	Juil. 21.	Par vous,	150	0 0
Sept. 25.	A MM. Beaulieu, Gouin & Cie par cable 25, \$26,760., Par la poste 26, \$26.743.,	12000	0 0	1924			
Nov. 6	A Capt. W. A. Faulkner \$1000, A M. J. H. Lavallée, taxe de témoin,	223	14 3	Jan. 21	Par Vous,	1200	0 0
		150	0 0	Juin 3	Par Vous,	250	0 0
	A M. A. Brosseau, taxe de témoin,	150	0 0	Juil. 9	Par défendeurs en règlement de réclamation, tel que convenu après jugement,	12000	0 0
	A M. G. Lord, taxe de témoin,	100	0 0		Par dépôt intérêt sur 12000,	42	1 7
	A déboursés par nous-mêmes,	364	1 4	Nov. 3	Par défendeurs pour frais taxés et déboursés, y compris taxes de témoins,	842	18 2
	Nos frais,	750	0 0				
	A Balance remise à MM. Beaulieu, Gouin & Cie,	522	4 2			14484	19 9
		14484	19 9				

PIÈCE "Q-3"

Province de Québec,
District de Montréal.

In re:

A. BROSSEAU & LAVALLÉE.

&

HERIVEL & BROOKS.

Les soussignés reconnaissent avoir reçu de Mtre L. E. Beaulieu, dans l'affaire ci-dessus, la somme portée en regard de leurs noms respectifs, savoir:

Narcisse Lord,	\$ 13000.00
Albert Brosseau,	7000.00
J. Godbout,	2500.00
A. Lesieur	1500.00
M. H. Lebel	1500.00

En conséquence, les soussignés donnent quittance au dit Mtre L.-E. Beaulieu pour la somme ainsi reçue. De plus, les soussignés approuvent, confirment et ratifient la distribution faite comme susdit, nonobstant toutes les stipulations et conditions de la convention intervenue le 17 décembre 1923, relativement au partage des sommes qui devaient être reçues dans l'affaire sus mentionnée, et ils libèrent le dit L.-E. Beaulieu de toute responsabilité à ce sujet, promettant et garantissant de tenir indemne de toutes réclamations quelconques, soit de la part des soussignés eux-mêmes, soit de la part de tout autre personne.

Les soussignés confirment, approuvent et ratifient également la remise faite par le dit L.-E. Beaulieu de la somme de à M. Hearn.

Le partage ci-dessus se rapporte à la somme de \$26,760.00 reçue par cable de MM. Charles Russell & Co., comme premier versement sur la somme obtenue par règlement dans la cause précitée; la balance revenant aux soussignés dans la même cause devant être partagée de façon à exécuter intégralement la convention convenue en l'écrit du 17 décembre 1923.

Montréal, 26 septembre, 1924.

PIÈCE "Q-4"

Province de Québec,
District de Montréal.

2ème versement.

In re:

J. H. LAVALLÉE & A. BROSSÉAU

vs

W. BROOKES & AL.

Les soussignés reconnaissent avoir reçu de Mtre L.-E. Beaulieu, dans l'affaire susdécrite, une nouvelle distribution de deniers s'élevant pour chacun d'eux à la somme portée en regard de son nom respectif:

Narcisse Lord,	\$ 12,284.36
Albert Brosseau,	5,523.19
J. Godbout,	2,861.67
A. Lesieur,	1,346.72
M. H. Lebel,	1,464.09
J. H. Lavallée,	68.23

Les sommes susdites représentent le remboursement intégral pour chacune des parties, de toutes les dépenses et déboursés encourus en rapport avec l'affaire ci-haut mentionnée, tel que prévu au sous-paragraphe 3 de la section 2 d'un acte de convention signé le 17 décembre 1923; ces sommes représentent en outre le remboursement intégral de la mise sociale, avec intérêt depuis le 1er novembre 1922, au taux de 5% l'an, tel que déterminé au paragraphe 4 de la même section.

Les parties ratifient, confirment et approuvent la distribution faite comme susdite, ainsi que la remise par MM. Charles Russell & Co., de la somme de \$1000., au capitaine Faulkner et d'une autre somme de \$1000., à M. J. H. Lavallée, et elles déclarent n'avoir aucune autre réclamation à exercer les unes envers les autres, dans l'affaire dont il s'agit, que celle pouvant leur revenir conformément au paragraphe 5 de la section 3 de la même convention, sur le résidu pouvant rester à distribuer, une fois tous les frais arrêtés et payés.

Ce résidu ne comprendra, en aucun cas, ce qui pourrait être alloué à l'une quelconque des parties à titre de frais de voyage, de taxes de témoins ou d'indemnité pour perte de temps, taxables contre la partie adverse, en sus du montant déjà payé à chacune d'elles, de ce chef.

Les signataires approuvent le mémoire de frais dû à Mtres Beaulieu, Gouin, Marin & Mercier, et fixé à la somme de \$748.90, et ils autorisent ces derniers à retenir cette somme à même les argents par eux perçus.

Montréal, 9 octobre 1924.

PIÈCE "Q-5"

MM. A. BROSSÉAU & AUTRES.

Re: HERIVEL & BROOKES.

1924

Janv. 10	Par crédit	M. N. Lord.....	\$ 1137.00	
"	"	A. Brosseau.....	307.00	
"	"	Jos. Godbout.....	244.00	
"	"	N. H. Lebel.....	177.00	
"	"	A. Lesieur.....	177.00	2252.00
Janv. 18	"	N. Lord.....	1583.00	
"	"	A. Brosseau.....	830.00	
"	"	Jos. Godbout.....	320.00	
"	"	N. H. Lebel.....	135.00	
"	"	A. Lesieur.....	135.00	3063.00
Mai 12	"	N. Lord.....	583.00	
"	"	A. Brosseau.....	300.00	
"	"	Jos. Godbout.....	122.00	
"	"	N. H. Lebel.....	117.00	1122.00
" 27	"	Jos. Godbout.....	188.00	
"	"	M. H. Lebel.....	88.00	
"	"	A. Lesieur.....	88.00	334.00
				6801.00
Janv. 21	Envoyé par traite à Sir Chs. Russell & Co..		5235.75	
Mai 27	Envoyé par traite à Sir Chs. Russell & Co..		1111.25	
Mai 27	Remis à M. N. Lord, balance de la proportion pour frais de voyage.....		310.00	
Mai 21	Remis à M. A. Brosseau, balance de la proportion pour frais de voyage.....		50.00	6707.00
	Balance restée au crédit.....		\$94.00	
Sept. 23	Par crédit de la banque de Montréal.....			23730.00
Oct. 6	Par crédit de la banque de Montréal.....			23743.28
				53597.28
" 26	Remis premier dividende à M. N. Lord....	13000.00		
"	" " " " " A. Brosseau	7000.00		
"	" " " " " Jos. Godbout	2500.00		
"	" " " " " N. H. Lebel	1500.00		
"	" " " " " A. Lesieur	1500.00		
"	Payé à M. Geo. Ahearn.....	1000.00		
Oct. 9	Remis deuxième dividende à M. N. Lord....	12284.33		
"	" " " " " A. Brosseau	5523.19		
"	" " " " " Jos. Godbout	2861.67		
"	" " " " " N. H. Lebel	1464.09		
"	" " " " " A. Lesieur	1346.72		
"	Payé à M. J. H. Lavallée balance des dépenses et déboursés.....	68.23		
	Frais de Mtre L.-E. Beaulieu, C. R.....	748.90		50797.16
41	Balance restant à distribuer.....		\$ 2800.12	

PIÈCE "Q-6"

Province de Québec,
District de Montréal.

In re:

J. H. LAVALLÉE ET A. BROSSÉAU

VS

W. BROOKES & AL.

Les soussignés reconnaissent avoir reçu de Mtre L. E. Beaulieu, dans l'affaire susdécrite, une troisième et dernière distribution de deniers s'élevant pour chacun d'eux à la somme portée en regard de son nom respectif:

Narcisse Lord,	\$ 2,586.98
Albert Brosseau,	1,088.06
J. Godbout,	443.92
A. Lesieur,	212.13
N. H. Lebel,	212.13
J. H. Lavallée,	630.27

Les sommes susdites représentent le solde revenant à chacun des signataires, par et en vertu de la convention sous seing privé signée par eux, le 17 décembre 1923, et, par les présentes, ils se donnent mutuellement et réciproquement quittance générale et finale.

De plus, lesdits signataires confirment, ratifient et approuvent la distribution ci-dessus et celles qui l'ont précédée, et ils libèrent le dit L.-E. Beaulieu de toutes responsabilités au sujet desdites distributions, lui donnant quittance générale et finale de toutes réclamations quelconques, et promettent et garantissent conjointement et solidairement de le tenir indemne de tous troubles, prétentions et actions de la part de qui que ce soit, à raison des diverses distributions de deniers qu'il a faites aux signataires.

M. Narcisse Lord, ayant représenté, dans le préambule de la convention du 17 décembre 1923, qu'il avait acquis tous les droits de M. Ludger Brien, par les présentes, promet et garantit indemniser ses cosignataires contre et à raison de tous troubles, actions, réclamations ou prétentions de la part dudit Ludger Brien, dans les deniers qui ont été distribués comme susdit, par l'intermédiaire de Mtre L.-E. Beaulieu.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé, à Montréal, dit district, ce 29ème jour de novembre 1924.

NARCISSE LORD.

PIÈCE "Q-7"

Montréal, 1er octobre 1924.

MM. Brosseau, Lord, Godbout & al.

RAPPORT DES ARGENTS REÇUS ET DÉBOURSÉS

1924					
Janvier	10	Reçu de M.	Albert Brosseau	\$ 607.00	
"	18	" " "	Albert Brosseau	830.00	
Mai	12	" " "	Albert Brosseau	300.00	
					\$ 1737.00
Janvier	10	" " "	Narcisse Lord	1137.00	
"	18	" " "	Narcisse Lord	1583.00	
Mai	12	" " "	Narcisse Lord	583.00	
					\$ 3333.00
Janvier	10	" " "	N. H. Lebel	117.00	
"	18	" " "	N. H. Lebel	135.00	
Mai	12	" " "	N. H. Lebel	117.00	
"	27	" " "	N. H. Lebel	88.00	
					\$ 487.00
Janvier	10	" " "	Joseph Godbout	244.00	
"	18	" " "	Joseph Godbout	320.00	
Mai	12	" " "	Joseph Godbout	122.00	
"	27	" " "	Joseph Godbout	188.00	
					\$ 874.00
Janvier	10	" " "	A. Lesieur	117.00	
"	18	" " "	A. Lesieur	135.00	
Mai	27	" " "	A. Lesieur	88.00	
					\$ 370.00
Janvier	18	Payé à Sir Charles Russell		5235.75	
Mai	20	Payé à Sir Charles Russell		1111.25	
"	27	Payé à M. A. Brosseau		50.00	
"	27	Payé à M. N. Lord		310.00	
"	27	Balance restée au crédit		94.00	
				\$ 6801.00	\$ 6801.00
Sept.	26	Reçu de la banque de Montréal			\$ 23750.00
"	27	Remis à M. N. Lord		\$ 13000.00	
"	27	" " "	A. Brosseau	7000.00	
"	27	" " "	J. Godbout	2500.00	
"	27	" " "	A. Lesieur	1500.00	
"	27	" " "	G. Ahearn	1000.00	
"	27	" " "	Dr J. H. Lebel	1500.00	
				Balance restée au crédit	250.00
				\$ 23750.00	\$ 26760.00

PIÈCE "Q-8"

1924

Charles Russell & Co.,
37, rue Norfolk,
Strand, W. C. 2.

Nous, par les présentes et conjointement et solidairement, vous donnons le pouvoir et vous demandons de disposer des montants reçus et à recevoir par vous pour les demandeurs, dans l'action intentée devant la Haute Cour de justice, en Angleterre, par James Henry Lavallée et Albert Brosseau, demandeurs, contre Warwick Brookes, William John Herivel et Sidney Peck Herivel, défendeurs, comme suit:—

(a) Quant à la somme de \$1,000.00,—de la payer au Capt. W. A. Faulkner, en monnaie anglaise calculée au taux du change existant lorsque cette somme lui sera payée.

(b) Quant à la balance desdits montants,—y compris les sommes d'argent à vous déjà payées en à compte des frais et de la garantie,—de les payer à Louis-E. Beaulieu ou suivant les instructions que je donnerai, le reçu ou l'autorisation dudit Louis-E. Beaulieu devant constituer pour vous une quittance complète et suffisante.

Nous vous autorisons, en plus, avant que vous payiez les sommes susdites, à déduire et à retenir les montants des frais encourus dans ladite action et à déduire et à retenir aussi pour vous-mêmes la somme de L225, par vous avancée à M. Lavallée, le 10 juillet, 1924.

PIÈCE "R"

CONVENTION

Faite à Montréal, dans la province de Québec, ce 8ème jour de mai 1923, par et entre Ludger Brien de la cité de Montréal, dans la province de Québec, marchand, et Narcisse Lord de la ville de St-Jean, dans la province de Québec, hôtelier, comme suit:

"A" Attendu qu'un syndicat a été formé, dans la cité de Montréal, province de Québec, le premier novembre de l'année mil neuf cent vingt-deux (1922), par: Ludger Brien, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand; Albert Brosseau, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand; James J. Nelligan, de la cité de Montréal, gérant à Québec de ligne de bateaux à vapeur, Narcisse Lord, de la la ville de Saint-Jean, province de Québec, hôtelier, et James H. Lavallée de la ville de St-Jean, manufacturier, dans le but d'acheter un bateau et d'entreprendre un certain commerce entre la Grande-Bretagne et les ports de l'Amérique septentrionale, ou sur la haute mer, dans lequel syndicat, parce que Ludger Brien, y ayant engagé un certain montant d'argent, avait droit, en vertu de l'acte de syndicat, de partager dans tous les profits qui pourraient résulter, pour le syndicat, de l'exploitation dudit

bateau ou de toute autre source, jusqu'à concurrence d'un cinquième; maintenant, attendu qu'il convient à Ludger Brien de cesser de faire, plus longtemps et de quelque manière que ce soit, partie de ce syndicat, il est convenu que:

"B" Ledit Ludger Brien transporte à Narcisse Lord tout et chaque intérêt qu'il a dans ledit syndicat et dans tous les profits obtenus par celui-ci de toute manière quelconque pour la somme de deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-sept cents (\$2666.67) que, par la présente, M. Ludger Brien reconnaît avoir reçue.

"C" Ledit Narcisse Lord ne consent pas à assumer d'autres obligations dont peut être responsable Ludger Brien par suite du fait que, comme membre, il a signé l'acte du syndicat ci-dessus mentionné.

"D" Il est spécialement entendu et convenu par Ludger Brien, s'il était démontré que la somme engagée dans le syndicat par lui était moindre que la somme convenue telle que ci-dessus comme prix d'achat, qu'il remboursera à Narcisse Lord la différence qui pourrait être établie.

Signé et scellé à Montréal, le dixième jour de mai de l'année 1923, en présence de:

Témoins: A. E. BERTZ,
ARTHUR LA VOIE,

LUDGER BRIEN,
NARCISSE LORD.

PIÈCE "S à S-11"

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON

Avocats
Edifice Trust and Loan
30 rue St-Jacques
Tél. Main 3038

Montréal, le 25 sept. 1924.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean d'Iberville,
Qué.

Cher Monsieur,

Nous avons reçu instructions de la part de nos clients, MM. Boivin, Wilson & Cie, Ltée, de vous réclamer la somme de \$12,665.55, suivant état de compte annexé.

A défaut par vous d'effectuer le règlement de cette réclamation d'ici au 30 courant, nous devons prendre des procédures judiciaires contre vous, sans autre avis.

Vos tout dévoués,

Masson, Billette, Brodeur & Masson,

Par J. E. B.

Frais de lettre \$10.00.
J.N.C.L.

"CABLE ADDRESS" "BOIVIN"

Boivin, Wilson & Co.
Limited
Montréal, Canada.
Tél. Main 5566

Banque d'Hochelaga Building.
112 St. James Street
Room 63
Montréal, 2 juin, 1924.

St-Jean d'Iberville,
Qué.

Cher Monsieur,

Je désire vous informer que notre président est de retour d'Europe depuis quelques semaines et qu'il désire que le montant qui nous est dû, nous soit payé au plus tôt, sinon des procédures seront prises contre vous.

Nous vous prions de vouloir bien nous faire parvenir votre chèque par retour du courrier.

Vos dévoués,

Boivin, Wilson & Cie Limitée,

Par Willie Marien,
Secrétaire-trésorier.

W.N.L.

BELL TÉLÉPHONE MAIN: 7495, 7496

Edifice Dominion Express,
115 rue St-Jacques.

Montréal, le 25 avril 1923.

M. Nargisse Lord,
St-Jean, P. Q.

Doit à Stuart, Cox & Pérodeau,
Notaires et Commissaires.

A transport en faveur de Boivin, Wilson & Cie, Ltée, et 2 copies, \$10.00.

Stuart, Cox & Pérodeau.
Notaires.

Téléphone Main: 7495-7496

Hon. N. Pérodeau, LL.D.
J.-Athur Pérodeau, LL.L.

Edifice Dominion Express,
145, rue St-Jacques.

Montréal, le 26 avril 1923.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean d'Iberville,
P. Q.

Cher Monsieur,

Ci-inclus, veuillez trouver copie de l'acte de transport en garantie collatérale par vous en faveur de Boivin, Wilson & Cie, Limitée, passé devant J.-A. Pérodeau, N. P., le 25 avril courant.

S'il vous plaît, en accuser réception et obliger.

Vos dévoués,

STUART, COX & PÉRODEAU,
Par G. F.

“CABLE ADDRESS” “BOIVIN”

Boivin, Wilson & Co.
Limited
Montréal, Canada.
Tél. Main 5366.

Banque d'Hochelaga Building.
112 St-Jacques Street
Room 63

Montréal, 26 février 1924.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean d'Iberville,
Qué.

Cher Monsieur,

Je suis, ce matin, en possession d'une lettre de la maison Peter Dawson, Ltd, me priant de presser la collection de la balance du compte que vous leur devez.

S'il vous plaît, y voir immédiatement et me croire.

Votre dévoué,

J. M. WHARE.

JMW/L

"CABLE ADRESS" "BOIVIN"

Boivin, Wilson & Co.
Limited
Montréal, Canada.
Tél. Main 5566.

Banque d'Hochelaga Building
112 St-James Street
Room 63

Montréal, 12 février 1924.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean d'Iberville,
Qué.

Mon cher Monsieur Lord.

Je suis informé par MM. Peter Dawson Ltd, de Glasgow, que les 500 caisses de Dawson qui étaient à St-Pierre Miquelon pour votre compte, ont été vendues. Tel étant le cas, vous devriez être en mesure d'acquitter la balance de ce compte immédiatement, ce que je vous prie de faire dans le plus court délai possible, car MM. Dawson insistent pour que ce compte soit acquitté sans retard.

Bien à vous,

J. M. WHASE.

J.M.WJ..

"CABLE ADRESS" "BOIVIN"

Boivin, Wilson & Co.
Limited.
Montréal, Canada.
Tél. Main 5566.

Banque d'Hochelaga Building.
112 St-James Street.
Room 63.

Montréal, le 23 février 1923.

Monsieur Narcisse Lord,
St-Jean,
P. Q.

Cher Monsieur,

Nous n'avons pas eu de vos nouvelles depuis une dizaine de jours, concernant le paiement de votre premier billet, au montant de L1573.4.2. passé dû le 21 décembre dernier.

Nous désirons vous informer que votre deuxième billet, au montant de £2938.3.1. devient dû demain.

Vous voudrez bien passer à nos bureaux à ce sujet au plus tôt possible.

Vos tout dévoués,

BOIVIN, WILSON & CIE, LTÉE,
Willie Marien,
Secrétaire-trésorier.

W.M. R.S.

PETER DAWSON, LTD

Distillateurs et marchands de Scotch Whisky.

Distillerie Towiemore Glenlivet, Banffshire.

Bureau principal,
82, rue Great Clyde.

J. W. R.

Glasgow, 23 septembre 1922.

Monsieur Georges Lord,
as. de la Canadian Bank of Commerce,
Saint-Pierre, Miquelon.

Cher Monsieur,

Pour faire suite à la lettre que nous vous avons écrite le 18 du courant, nous vous transmettons maintenant votre compte en duplicata et la déclaration d'assurance, pour assurance maritime prise sur les 50 caisses de Scotch Whisky P.D. expédiées par le navire "Anne-Antoinette". Aulieu de vous câbler, comme nous vous avions dit que nous le ferions dans notre lettre précédente, nous vous avons câblé à Montréal et nous avons reçu une réponse nous donnant instruction de prendre l'assurance à L. 7.7. pour cent.

Bien à vous,

PETER DAWSON, LTD.
par J. Walker.

PETER DAWSON, LTD.

Distillateurs et marchands de Scotch Whisky.

Distillerie Towiemore-Glenlivet, Banffshire.

Bureau principal.
82, rue Great Clyde.

Glasgow, 18 septembre, 1922.

Monsieur Georges Lord,
as. de la Canadian Bank of Commerce,
Saint-Pierre, Miquelon.

Cher Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous envoyer, ci-inclus et en duplicata, le conaissement et la facture des 500 caisses de Scotch Whisky spécial P. D., que nous vous avons expédiées de Glasgow, par le navire "Anne-Antoinette".

Ces marchandises vous sont expédiées d'après les instructions reçues de MM. Boivin, Wilson & Compagnie, de Montréal. Nous espérons que vous trouverez ces documents en règle et que toutes les marchandises envoyées vous arriveront sûrement et en parfait ordre.

Le meilleur taux que nous avons pu obtenir pour protéger, par une assurance maritime, nos intérêts dans cette expédition, a été de sept guinées par cent. Comme cela constitue des frais excessivement élevés, nous avons jugé à propos de vous câbler et de vous demander si vous étiez disposé à payer cette prime. En attendant, nous avons omis cet item de notre compte, mais, si vous désirez que nous prenions l'assurance, nous vous enverrons plus tard notre compte pour

ce montant. Il est possible que vous puissiez trouver plus avant ageux de prendre vous-même cette assurance.

En attendant, veuillez agréer nos salutations.

Nous sommes,

Vos bien dévoués,

PETER DAWSON, LTD.

par J. WALKER

P.S. Le connaissance (B L.) a été envoyé sous enveloppe séparée, par le navire contenant la marchandise.

FACTURE

PETER DAWSON LTD

Distillateurs et marchands de Scotch Whisky

Distillerie Towiemore-Glenlivet, Banffshire.

Bureau principal.

82, rue Great Clyde.

Glasgow, 18 septembre 1922.

Vendu à M. Georges Lord, aux soins de la Canadian Bank of Commerce, St-Pierre Miquelon.

Un gage est constitué sur les marchandises pour toutes dettes sur comptes ouverts ou autrement.

Marques	Quantités	Contenu Gallons	Force U. P.	Preuve Gallons	Taux	L.	S.	D.
22/187	901/1400	12B. 1.985	25.0	1.48				
A 500 caisses	Whisky spécial	P. D.			à 55	1375		
Fret à 9 fr.	par caisse à chaque					77	10	4
58 pds	par L1.					3		
Con. (B/L) et droits.								
					L	1455	10	4

G. L.

St-Pierre Miquelon.

1/500

Expédié de Clyde par "Anne Antoinette".

Commande reçue de MM. Boivin, Wilson & Cie, Ltée.

PETER DAWDON.

Par J. WALKER.

Montréal, 18 août 1922.

MM. Boivin, Wilson & Cie, Ltée,
Montréal.

Messieurs,

Veillez commander pour mon compte, de la maison "Peter Dawson" Limited, Glasgow, les marchandises suivantes, pour être expédiées à Saint-Pierre Miquelon, 500 caisses Dawson "Special" 55-F.O.B.
F.O.B. Glasgow.

Veillez demander à MM. Peter Dawson, Ltd, de payer toutes les charges sur ces marchandises que je rembourserai en même temps que le prix des marchandises, à soixante jours de l'expédition de Glasgow, au cours du change sur Londres à cette époque.

Votre dévoué,

PIÈCE "T"

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal.
No 1089.

COUR SUPÉRIEURE.

Le 20ème jour de février 1925.

PRÉSENT: L'honorable juge ARCHER.

BOIVIN, WILSON & COMPAGNIE, LIMITÉE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal,

Demanderesse;

vs

NARCISSE LORD, de St-Jean d'Iberville, dans le district d'Iberville,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, ainsi que leurs témoins, sur le mérite de cette cause; après avoir examiné la procédure, les pièces produites, et avoir délibéré:

Attendu que la demanderesse réclame du défendeur la somme de £2602-10-3, balance due sur:—a/L2931-3-1, montant d'un billet signé par le défendeur, à Montréal, le 20 novembre 1922, payable à l'ordre de la demanderesse, à trois

mois de date, au bureau de la Banque d'Hochelaga, à Montréal, le tout tel qu'appert audit billet produit; b/L1573-4-2, montant d'un billet signé à Montréal, par le défendeur, le 18 septembre 1922, payable à l'ordre de la demanderesse, à trois mois de sa date, au bureau de la Banque d'Hochelaga, à Montréal, le tout tel qu'appert audit billet produit; ladite somme de L2602-10-3, aux taux actuel de l'échange, représente une somme de \$11,610.46 que le défendeur, bien que plusieurs fois requis, refuse et néglige de payer à la demanderesse;

Attendu que le défendeur produit la défense suivante: il admet avoir signé les deux billets mentionnés en la déclaration, mais il nie devoir le montant de ces billets; les deux billets qui font la base de la présente action ont été donnés en paiement de liqueurs alcooliques vendues par la demanderesse au défendeur en contravention à la loi;

Attendu que, pour réponse, la demanderesse dit que les deux paragraphes de la défense sont niés, tant en droit qu'en fait;

Considérant qu'il incombait au défendeur de prouver que les deux billets, qui font la base de la présente action, ont été donnés en paiement de liqueurs alcooliques vendues par la demanderesse au défendeur, en contravention à la loi;

Considérant que le défendeur, examiné comme témoin, a produit l'écrit suivant, qui est la commande pour l'achat des liqueurs alcooliques qui font le sujet du litige dans la présente cause:

"Montréal, 18 août 1922.

"MM. Boivin Wilson & Cie, Ltée.,
Montréal.

"Messieurs,

"Veuillez commander, pour mon compte, de la maison "Peter Dawson, "Limited," Glasgow, les marchandises suivantes pour être expédiées à St-Pierre Miquelon:

"500 caisses Dawson "Special"

"f.o.b. GLASGOW".

"Veuillez demander à MM. Peter Dawson, Limited, de payer toutes les charges sur ces marchandises, que je rembourserai en même temps que le prix des marchandises, à soixante jours de l'expédition de Glasgow, au cours du change sur Londres à cette époque.

"Votre dévoué,

(Signé) "NARCISSE LORD."

Considérant qu'il est prouvé que la demanderesse, qui avait été, autrefois, agent de la maison Peter Dawson, Limited, de Glasgow, avait cessé d'agir comme agent pour ladite compagnie depuis 1921, année où la loi des liqueurs alcooliques a été sanctionnée;

Considérant que la commande mentionnée dans la lettre du 18 septembre 1922, ayant été envoyée à la maison Peter Dawson, Limited, de Glasgow, ladite maison l'accepta et adressa au défendeur la facture suivante:

PETER DAWSON LTD.

Distillers and Scotch Whisky Merchants.

Towiemore-Glenlivet, distillerie, Banffshire.

Bureau chef,
82 rue Great Clyde.

Glasgow, 18th september, 1922.

Vendu à N. Lord, Esq., aux soins de Canadian Bank of Commerce, St-Pierre Miquelon.

Marques	Quantités	Contenu	Force	Preuve	Taux	L	S	D
		Gallons	U. P.	Gallons				
22-187	901-1400	12B.985	25.0	1.48				
A 500 caisses Whisky spécial P.D. à 55—1375.								
Freight à 9 fr. per case at exch. 58 fr.....						77	10	4
"per L1.....						3		
"B-L and dues.....								
						1455	10	4
						117	13	4
						1573	4	10

"Régulé par billet à trois mois daté du 18 septembre 1922.

"G. L. "1-500
 "St. Pierre
 "Miquelon.
 "Order recd. from
 "Messrs Boivin Wilson
 "Co. Ltd.

"BOIVIN WILSON & CO LIMITED.

"Shipped from Clyde

"per ANNE-ANTOINETTE."

"PETER DAWSON, LTD.

"J. WALKER".

Considérant que, sur réception de cette facture à Montréal, le défendeur remit à la demanderesse un billet de L 1573-4-2 daté du 18 septembre 1922, et ce, en règlement du montant réclamé par la facture; (le tout tel qu'appert au document ci-dessus) produit par le défendeur lui-même, lors de son examen au préalable;

Considérant qu'il appert, par les documents produits, que les liqueurs achetées par le défendeur, savoir: 500 caisses de Scotch Whisky, étaient f.o.b. Glasgow, pour être expédiées à St.-Pierre Miquelon;

Considérant qu'il appert, par le connaissement produit, que lesdites marchandises ont été, le 18 septembre 1922, expédiées sur le voilier "Antoinette", en destination de St-Pierre Miquelon;

Considérant qu'il est admis par le défendeur que le deuxième envoi de marchandises de Glasgow à St-Pierre Miquelon, le 20 novembre 1922, a été fait dans les mêmes circonstances et les mêmes conditions, et que le billet de L2938-3-1, en date du 20 novembre 1922, a été donné à la demanderesse en règlement de la facture envoyée;

Considérant que la défense invoque, au soutien de ses prétentions, la loi concernant les liqueurs alcooliques de la province de Québec et spécialement les sections 23, paragraphe 9 de 49, sous-paragraphe 11 de l'article 3; sections 63 et 64 de la loi concernant les liqueurs alcooliques; 11 Georges V, chapitre 24 et ses amendements;

Considérant que, comme dit dans l'article 13 des Statuts refondus de la province de Québec, un tel statut doit recevoir une interprétation large, libérale et propre à assurer l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leur véritable sens, esprit et intention;

Considérant qu'il appert par les documents produits, qu'il s'agit de l'achat de liqueurs alcooliques, f.o.b. Glasgow, et expédiées à St-Pierre Miquelon;

Considérant qu'il ne s'agit pas de vente de liqueurs alcooliques à être expédiées à un endroit quelconque de la province de Québec;

Considérant que la Loi des liqueurs de la province de Québec ne peut s'appliquer ni être invoquée, lorsqu'il s'agit de l'achat de liqueurs alcooliques en entrepôt dans un autre pays, pour être livrées dans un pays autre que la province de Québec, et ce, même si le contrat a été fait dans cette province;

Considérant que ni la maison Peter Dawson, Limited, de Glasgow, ni la demanderesse n'ont fourni au défendeur de liqueurs alcooliques en contravention à la loi des liqueurs de la province de Québec;

Considérant que la Loi des liqueurs de la province de Québec ne peut être invoquée, dans l'espèce, et que, même si elle pouvait être invoquée, aucune des dispositions ne peut justifier les prétentions du défendeur;

Considérant que le défendeur n'a pas prouvé son plaidoyer;

Considérant qu'il a été admis, à l'audition, que le montant réclamé représentait, au taux de l'échange, la somme de \$11,610.46;

Condamne le défendeur à payer à la demanderesse ladite somme de \$11,610.46, avec intérêt et dépens.

(Signé) CHAS. ARCHER, J.C.S.

(Vraie copie),

T. DEPATIE,
Dept. P.C.S.

PIÈCE "U"

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }
District de Montréal.
No 348.

COUR SUPÉRIEURE.

Le 20^e jour de février 1925.

Présent: L'honorable JUGE ARCHER.

NARCISSE LORD, commerçant, de la ville de St-Jean, dans le district d'Iberville,
Demandeur;

VS

BOIVIN, WILSON, & COMPAGNIE, LIMITÉE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaire en les cité et district de Montréal
Défenderesse.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, ainsi que leurs témoins, sur le mérite de cette cause; après avoir examiné la procédure, les pièces produites et avoir délibéré:

Attendu que le demandeur réclame de la défenderesse la somme de \$9043.19 et allègue: à raison de la vente de liqueurs alcooliques qui lui ont été fournies par la défenderesse, en contravention à la loi, il lui a donné deux billets promissoires: l'un au montant de £2931-3-1, signé par lui à Montréal, le 20 novembre 1922, payable à l'ordre de la défenderesse à trois mois de date, au bureau de la Banque d'Hochelaga à Montréal; l'autre au montant de £1573-4-2, signé par lui, à Montréal, le 18 septembre 1922, payable à l'ordre de la défenderesse, à trois mois de sa date, au bureau de la Banque d'Hochelaga, à Montréal, lesdits deux billets étant déjà produits dans une cause pendante devant la Cour supérieure, dans et pour le district de Montréal, et dans laquelle la défenderesse est demanderesse et le demandeur est défendeur, ladite cause portant le numéro 1089 des dossiers de ladite Cour; le 15 juin 1923, il a payé à la défenderesse, en à compte sur lesdits billets, la somme de \$9043.19; le paiement de ladite somme de \$9043.19 a été fait sans cause et contrairement à la loi, et il est en droit de poursuivre la répétition de ladite somme;

Attendu que le demandeur conclut que, par le jugement à intervenir, il soit déclaré que le paiement de ladite somme \$9043.19 a été fait par lui à la défenderesse, sans cause et contrairement à la loi, et que la défenderesse soit condamnée à lui remettre et payer ladite somme de \$9043.19 avec intérêts et dépens;

Attendu que la défenderesse a produit la défense suivante: en réponse au paragraphe 1^{er} de la déclaration, elle allègue que les billets et action y mentionnés parlent par eux-mêmes et nie le reste dudit paragraphe; en réponse au paragraphe 2, elle allègue avoir reçu la somme de \$9043.19 en à compte de

billets décrits au paragraphe premier de la déclaration; le paragraphe 3 est nié; l'action du demandeur est mal fondée tant en droit qu'en fait;

Considérant que cette cause a été réunie, pour les fins de la preuve, à la cause portant le numéro 1089 des dossiers de cette Cour, dans laquelle le présent demandeur est défendeur et la présente défenderesse est demanderesse, et que la même question de droit se soulève dans la présente cause;

Considérant que la somme réclamée par le demandeur, de la défenderesse, est un acompte qui aurait été payé sur les billets dont il s'agit dans la cause ci-dessus mentionnée;

Considérant qu'il incombait au demandeur de prouver que le paiement a été fait sans cause et contrairement à la loi;

Considérant que le demandeur invoque, au soutien de ses prétentions, la loi concernant la vente des liqueurs alcooliques dans la province de Québec (11 Georges V, chapitre 24 et ses amendements), et plus spécialement la section 63 qui se lit comme suit:

"63. Tout paiement en deniers ou en objets d'une valeur pécuniaire, à raison de la vente de liqueurs alcooliques fournies en contravention avec la présente loi, est censé avoir été fait sans cause et contrairement à la loi.

"La répétition de ce paiement peut être poursuivie contre celui qui l'a reçu, par celui qui l'a fait, ou par sa femme sans l'autorisation de celui-ci, ou par son père, ou son tuteur, s'il est mineur, et, sauf les droits des tiers, tous actes et obligations, faits ou consentis, en tout ou en partie, en considération ou à raison des liqueurs alcooliques livrées en violation de la présente loi, sont nuls;"

Considérant que les liqueurs alcooliques ont été achetées à Glasgow, en Écosse, et expédiées à St-Pierre Miquelon, le tout tel qu'il appert aux documents produits par le demandeur et par son témoignage au préalable;

Considérant que la loi des liqueurs alcooliques de la province de Québec ne peut être invoquée et n'a aucune application, dans l'espèce;

Considérant que la défenderesse n'a pas fourni de liqueurs alcooliques au demandeur, en contravention à la loi;

Considérant, de plus, que, pour les raisons données dans la cause portant numéro 1089, ci-dessus mentionnée, l'action est mal fondée;

Considérant que le demandeur n'a pas prouvé les allégations essentielles de sa déclaration.

Renvoie l'action avec dépens.

(Signé) CHAS. ARCHER,

J.C.S.

PIÈCE "V"

No 1296
A *The Canadian Bank of Commerce*

Saint-Jean, Qué., 4 décembre 1922.

10

202

succursale Saint-Jean.

Payez à l'ordre de la Banque Royale du Canada
Dix mille 100 dollars
\$10,000.00.

N. S. Lord,
Narcisse Lord.

(*Inscriptions au timbre*)
(*au recto*)

Négociable au pair
par l'intermédiaire des succursales
de Montréal.

The Canadian Bank
of Commerce.
Payé

Canadian Bank of Commerce

Déc. 7 1922

202

St. Jean Qué.

Accepté
Déc. 6 1922.
202 St-Jean, Qué.
(*Inscriptions au timbre*)
(*au verso*)

Câble Londres
N. Lord

Payez à l'ordre de
Banque ou banquier
La Banque Royale du Canada
St-Jean, P. Q.

La Banque Royale du Canada
L Déc. 5 1922 A
I

11

368 Montréal Qué.

PIÈCE "X"

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 20 mars 1925.

ASSIGNATION

Monsieur H. J. Bulley,

Avis vous est, par les présentes, donné que vous êtes prié de comparaître, afin de rendre témoignage, devant le comité spécial qui siège à la chambre 31, bills publics, et procède à l'enquête sur la Commission des liqueurs, et d'apporter la correspondance échangée entre vous-même et M. Ludger Brien et ses associées, relativement à un achat fait en Angleterre, en novembre, 1922, de même que toutes traites, tous chèques, bordereaux de dépôts en banque et tous les documents concernant vos transactions avec Brien, spécialement la feuille de votre grand-livre,—le mardi prochain, 24ème jour de mars, à 10½ heures, a.m.

Par ordre du Comité,

JULES PATRY,
Greffier du Comité.

PIÈCE "Y"

Formule No 85

La Banque Royale du Canada,
Constituée en corporation en 1869.

No

27 novembre, 1922.

Veuillez transmettre par câblogramme, à Londres, à mes risques, cinq mille piastres à Arthur Brosseau, Regent Palace, Piccadilly.

L 1103.15.1 Stg

Taux 452¼ P. C.

Câblogramme devant être payé par

\$ 4,991.73

\$ 8.27

 \$5,000.00

Lettre 11-28 de

LUDGER BRIEN,

Souscripteur.

PIÈCE "Z"

Formule No 85

La Banque Royale du Canada

Constituée en corporation en 1869.

No

4 décembre, 1922.

Veillez transmettre par câblogramme, à Londres, à mes risques, dix mille piastres, (\$10,000.00) à J. H. Lavallée, Regent Palace, Piccadilly, Londres, Angleterre.

2197.16.6 stg

\$ 9986.25

Taux 454 3-8 p. c.

\$ 13.75

\$10,000.00

Câblogramme devant être payé par

NARCISSE LORD,

Souscripteur.

PIÈCE "AA"

Formule No 85

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

CONSTITUÉE EN CORPORATION, EN 1869

No.....

4 décembre 1922.

Veillez transmettre, par câblogramme, à Londres, à mes risques, quatre mille piastres, \$4,000.00, à Albert Brosseau.

L. 879.2.5. stg

Taux 4.54 3-8 p. c..... \$ 3,994.47

5.53

\$ 4,000.00

Câblogramme devant être
payé par.....

LUDGER BRIEN,

Souscripteur.

PIÈCE "BB"

Formule No 86

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

CONSTITUÉE EN CORPORATION, EN 1869

No.....

29 novembre 1922.

Veillez transmettre, par câblogramme, à Londres, à mes risques, la somme de L. 881-12-0 stg à payer à A. Brosseau, Hôtel Regent Palace, Piccadilly.

Taux 4.53 p. c. \$ 3,991.19
8.81

\$ 4,000.00

(Duplicata)

LUDGER BRIEN,

Souscripteur.

PIÈCE "CC"

Formule No 85

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

CONSTITUÉE EN CORPORATION, EN 1869

No.....

27 novembre 1922.

Veillez transmettre, par câblogramme, à Londres, à mes risques, cinq mille piastres, \$5,000.00, à Arthur Brosseau, Regent Palace, Piccadilly.

L. 1103.15.1 stg, taxe 4.52¼ p. c. \$ 4,991.73
8.27

\$ 5,000.00

Câblogramme devant être
payé par.....

J. ALLAN BRAY,

Souscripteur.

PIÈCE "DD"

Extrait du journal "Le Matin" du 8 novembre 1924

"WHO SAID P-P-PRUNES?"

La Commission nous vend du vin de prunes!! Et le reste!!

Form 216 116C-7.15 No. 45

RAPPORT JOURNALIER DES COUPAGES

Désignation des coupages: **Scotch C.I. J. I. 50 U.I**

Entrepôt **No. 7** Date **27-mai 1922**

Quantité Employée	Ingédients Employés	Quantité produite	Remarques
* 190.5	Jardine.	15.08	5372.74
* 27.5	Soaps Malt	10.115	757.37
* 27.5	Alcool.	17.17	1172.17
* 5.5	Vin de Prunes.	1.56	74.75
* 4.0	Fajarotte	11.11	19.08
— 126.0	Eau		
✓ 5.0	Malt F.B. <i>Scapa Malt L 4 1/2</i>	10.115	57.75
✓ 1.0	Eye Red Letter	3.58	8.59
* 2	Sherry V.V.	2.75	7.56
* 6.5	Scotch 30 D.P.	10.115	66.69
✓ 31.5	<i>Blending Scotch</i> Probs 40 Scotch <i>Black Bottom</i>	14.16	429.5
* 2.0	Scotch 21X <i>Cost 10.00</i>	11.52	23.04
426		429.5	4299.17.
		791.5	4247.75
		12	51.29
		176	5540.55

Spent time water

Handwritten signatures and notes:
 29 1/2 Gals
 25 1/2 c 7 1/2
 5540.55

NOTE.—Ne jamais oublier de donner la quantité d'eau employée, s'il y a lieu.

En réponse à la question que nous posait M. Macnab, la semaine dernière, le comité des citoyens qui s'est chargé de faire une enquête sur les agissements de la commission nous transmet le document suivant:

PIÈCE "FF"

LA BANQUE CANADIENNE DU COMMERCE

EN COMPTE AVEC N. LORD

Date	Détails	Dr	Cr	Initiales	Balance
1922 Déc. 21.....	Fowd.....	15,849.80	15,673.75		
	1310.....	1,104.95			
	1308.....	1,021.65			
	Dix.....		1,200.00		
" 22.....			115.00		
			720.15		
	Timbres.....	.64			
	Dix.....		275.00	Cr	6.66
" 23.....			50.00		56.66
	1311.....	64.54			
" 26.....			242.70		
	L. Martin.....	95.52			
	McLaren.....	34.60		Cr	104.70
	Dix.....		1,254.20		
	Billet Bray.....	4,018.35			
		59.24			
" 27.....	Timbres.....	.44		Dr	2,719.13
			467.74	Dr	2,251.39
	Dix.....		1,331.66		
" 28.....		721.96			
		56			
" 29.....		12.00			
		10.14		Dr	1,664.19
		22,994.39	21,330.20		

Vraie copie,

ANTOINE RIVARD,

Brandy (en fûts)		Gallons		
Brandy Barnett	McIntyre	105	8.85	929.25
" Frappin	Boivin & Wilson	2,593	7.36	19,084.48
" Jobit 25 U. P.	Hudon & Orsali	5	6.53	32.65
" Pelisson	McIntyre	968.5	8.40	8,135.40
" Espagnol	Meagher Bros	26	8.50	221.00
" Pas de nom	Moquin Frère	328	9.49	3,112.72
" "	E. Gélinas	131	7.35	962.85
" R. G.	L. Chaput	31.5	8.25	259.88
" Godet Old Rochelle	L. Chaput	326	7.61	2,480.86
" Larochelle	Hudon & Hébert	829	15.22	12,617.38
" Pelisson	Chaput & Fils	407.5	13.71	5,586.83
" Père & Cie	E. Gélinas	2,542	14.47	36,782.74
" "	J. Murray	297	14.47	4,297.59
" Barraud	Meagher Bros	331	14.46	4,786.26
" Pas de nom	St-Charles	143	13.79	1,971.97
" Gomez Spanish	Chaput Fils	1,397	13.71	19,152.87
" "	J. Murray	1,033	13.70	14,152.10
		11493.5		134,566.83

PIÈCE "II"**TÉLÉGRAPHE DE LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN
DU PACIFIQUE**

145RAS 28

TÉLÉGRAMME
Message de nuit

Halifax, N. E., 30 mars 1925.

W. L. VANDYKE,
Château Frontenac, Québec.

Reçu votre du trente demandant liasses et documents contenant votre affaire sont d'après vos propres instructions considérés comme confidentiels. Désire que vous veniez à Halifax, au sujet diverses affaires urgentes.

J. P. CONNELLY.

8.05 p.m.

PIÈCE "KK"**MANUEL DES GÉRANTS ET DU PERSONNEL DES MAGASINS****GÉNÉRALITÉS**

1.—Le gérant est responsable de son magasin. Il doit y faire régner l'ordre et la propreté et y faire respecter la loi.

2.—Comme il est également responsable de ses employés, il a sur eux toute l'autorité nécessaire à l'accomplissement de son devoir.

3.—Les employés doivent respecter le gérant et lui obéir en tout ce qui se rapporte au service de la Commission. Les actes d'indiscipline, la mauvaise tenue, ou la mauvaise conduite ne seront pas tolérés.

Le gérant devra dénoncer au Bureau chef tout employé indiscipliné en spécifiant la nature de l'offense et, s'il y a lieu, la punition infligée.

LA LOI

4.—Le premier devoir du gérant est de respecter lui-même et de faire respecter la loi des liqueurs de Québec dans les limites de sa juridiction.

A cette fin, il devra se procurer un exemplaire de la loi et l'étudier à fond pour en bien connaître et comprendre toutes les dispositions.

Il devra également prêter la plus grande attention et se conformer scrupuleusement aux circulaires interprétatives que la Commission lui adressera à l'occasion; se rappelant que c'est à la Commission et non pas à ses employés qu'il appartient d'interpréter la loi et d'en diriger l'application.

5. Sans considérer les autres dispositions de la loi comme moins importantes et sans en négliger la mise en vigueur, le gérant devra voir à ce que les articles suivants soient rigoureusement respectés.

A.—*Ouverture des magasins.*—Les magasins de la Commission sont ouverts tous les jours de neuf heures du matin à six heures du soir, sauf :

a) le samedi, où ils doivent fermer à une heure de l'après-midi, à moins que la Commission n'ait donné instruction de prolonger les heures d'ouverture.
b) Les dimanches, le jour de l'an, l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël, où il leur est interdit d'ouvrir.

c) De plus, un magasin situé dans une circonscription où se tient une élection municipale, provinciale ou fédérale, doit rester fermé, le jour du scrutin.

B.—*Limitation de la vente des spiritueux.*—Il est défendu de vendre à la même personne plus d'une bouteille de spiritueux à la fois.

Afin d'éviter de graves abus, la Commission a décidé "qu'une bouteille à la fois" voudrait dire "une bouteille par jour" et c'est cette interprétation de la loi que les gérants doivent faire respecter.

De plus, il faut entendre par cette défense de *vendre* plus d'une bouteille à la fois, qu'il est défendu de recevoir en même temps, de la même personne, plus que le paiement d'une bouteille. Si deux ou plusieurs clients se présentent en même temps pour acheter des spiritueux, chacun devra payer pour sa bouteille. On ne devra pas permettre à l'un des acheteurs de payer pour un ou plusieurs autres.

C.—*Les habillages.*—La loi exige que les bouteilles soient livrées complètement étiquetées et enveloppées ou habillées. Il est strictement défendu à nos employés de déchirer l'habillage avant de remettre une bouteille à un acheteur, même si celui-ci insiste pour qu'on lui rende ce service.

Si l'acheteur enlève lui-même l'habillage avant de partir et le laisse dans le magasin, le gérant devra le faire brûler ou autrement le détruire. Il est formellement défendu, dans tous les cas, de vendre des habillages à des regrattiers comme rebuts, car il est à prévoir qu'on cherchera à les utiliser pour faire du "bootlegging".

Le personnel.—6.—D'après la loi des liqueurs de Québec, chaque employé de ses magasins doit fournir à la Commission la protection d'une police de garantie de \$3,000, dans le cas des gérants, et de \$2,000, dans le cas des autres employés.

Les demandes à ce sujet doivent être adressées à la Cie d'Assurance London & Lancashire, 145, rue Notre-Dame ouest, Montréal, aux soins de Monsieur J. Ross.

7.—Quand les besoins du service l'exigent, les gérants doivent se rendre à leur travail avant l'heure d'ouverture des magasins. Ils ne doivent quitter leur magasin, pendant la journée, que pour des raisons majeures.

Il est défendu de permettre aux employés de s'absenter, ou de partir avant l'heure de fermeture sauf, pour des raisons très sérieuses.

Il est du devoir du gérant de faire rapport immédiatement, par écrit, au surintendant des magasins, de l'absence d'un employé, pour quelque cause que ce soit.

8.—Les employés doivent se rendre à leur travail à 8.30 du matin, heure solaire. Une heure et quart leur est allouée pour le repas du midi. Le soir, ils ne quittent le magasin qu'avec la permission du gérant, après que leur travail de la journée est terminé.

9.—Il est strictement défendu aux employés de magasins, y compris les gérants:

- a) De boire des boissons enivrantes, pendant leurs heures de service.
- b) D'accepter des pourboires.
- c) De fumer dans le magasin ou aucune partie de ses dépendances, en tout temps, avant, durant ou après la fermeture.

10.—Seuls, les employés d'un magasin et les inspecteurs de la Commission munis de leur carte d'identification, doivent être admis à l'intérieur du grillage. Cette règle est formelle. Il est, cependant, fait exception pour les salles d'échantillons des magasins de vins: le public doit continuer à y être admis comme par le passé.

11.—Le personnel des magasins doit avoir une mise et une tenue irréprochables. La propreté est de rigueur. Toute négligence sur ce point fera l'objet d'un rapport au bureau-chef et si, après enquête, la plainte est trouvée fondée, une sanction appropriée pourra être appliquée.

Les commis pourront échanger leur veston régulier pour un plus léger, mais il leur est interdit de se mettre en "bras de chemise". A plus forte raison, cette défense s'applique-t-elle aux gérants qui, en toutes choses, doivent donner l'exemple à leurs employés.

12.—Les gérants et les autres employés de magasin doivent donner au surintendant leur nom au long, leur adresse et, s'il y a lieu, leur numéro de téléphone. A chaque changement d'adresse ou de numéro de téléphone, ils doivent immédiatement avvertir le surintendant.

13.—Il est défendu aux employés de la Commission de faire figurer ce titre sur leur carte de visite ou d'affaires sans une permission spéciale des commissaires.

14.—Les commis doivent se mettre et se tenir bien au courant de leur stock. Autant que possible, ils en apprendront les numéros par cœur, ce qui leur permettra d'expédier les affaires plus rapidement.

15.—Il ne doit exister aucun lien de parenté entre un gérant et ses employés ou entre ces derniers.

16.—Le lundi ou le premier jour ouvrable de chaque semaine, le gérant doit envoyer au payeur, au Bureau chef de la Commission, la liste de ses employés et des salaires dus, déductions faites des retenues quand il y a lieu d'en faire. Sur réception de cette liste, le payeur enverra au gérant le montant nécessaire pour payer son personnel. Une semaine de salaire est toujours retenue par la Commission jusqu'au départ de l'employé.

17.—A moins d'une autorisation spéciale de la Commission, les chefs de services, ou les gérants n'ont pas le droit de donner une lettre de recommandation à un employé qui quitte le service par renvoi ou de son plein gré; la Commission, cependant, se fait toujours un devoir de renseigner ceux qui le lui demandent, sur les états de service de ses anciens employés.

LES MAGASINS

18.—Les magasins doivent être tenus dans un état de propreté irréprochable. Il est défendu d'y laisser traîner quoi que ce soit sur le plancher, l'ameublement ou la boiserie, à l'intérieur comme en dehors du grillage.

19.—Les gérants devront porter une attention toute spéciale, le plus de goût et d'ordre possible à l'installation de l'ameublement et de la marchandise dans leur magasin.

Les marchandises devront être classées logiquement, de façon à pouvoir être rapidement retrouvées.

20.—Les vins demandent une attention toute spéciale, particulièrement les vins légers et les vins mousseux. Tous les vins doivent être gardés au frais le plus possible, la bouteille couchée.

21.—Chaque fois qu'il existe une entrée à l'arrière du magasin, il est défendu de la laisser obstruer. Toutes les marchandises devront être reçues par cette porte, et non par l'entrée principale ou publique.

22.—Il est défendu de poser ou de laisser poser dans les magasins, ou sur les murs à l'extérieur, toute affiche de quelque nature qu'elle soit, sauf celles qui viennent de la Commission et les feuilles volantes du service d'hygiène.

RÉQUISITION

23.—Chaque jour, les gérants doivent commander, sur des formules spéciales fournies par le Bureau-chef, les marchandises nécessaires à leur commerce du lendemain.

Ils auront soin de faire venir en quantité suffisante toutes les marques que le genre de clientèle fréquentant leur magasin peut désirer, mais en ayant également soin de ne pas réquisitionner des marques qui ne leur sont jamais demandées, et de ne pas faire venir en quantité trop considérable même les marchandises qui se vendent bien.

La compétence d'un gérant se révèle surtout par l'équilibre qu'il sait maintenir entre son stock et les demandes de sa clientèle.

24.—Les réquisitions doivent être faites en triplicata et signées par le gérant lui-même.

L'original (feuille rose) sera adressé à l'entrepôt, le duplicata (feuille blanche), au bureau-chef; le triplicata (feuille jaune) restera au magasin.

Il est nécessaire de toujours inscrire sur la réquisition, le nom de la voie de déchargement ou de la station la plus rapprochée.

25.—Pour faciliter le travail de la comptabilité, les gérants voudront bien faire deux réquisitions distinctes, une pour les vins, l'autre pour les spiritueux.

De plus, pour éviter les erreurs et rendre plus rapide le travail à l'expédition, les marchandises commandées doivent toujours être inscrites, sur la formule de réquisition, dans l'ordre alphabétique et numérique.

26.—On devra faire rapport de toutes les marchandises demandées par les clients et qui ne seraient en stock ni au magasin, ni à l'entrepôt. Si la demande pour certaines de ces marchandises se fait assez considérable, la Commission pourra s'en procurer, ou bien vous indiquer des substituts de valeur égale ou supérieure à celle des marques ainsi demandées.

RÉQUISITION DES MARCHANDISES

27.— Une facture accompagne toutes les marchandises expédiées aux magasins. Sur réception, le gérant doit vérifier l'envoi avec soin, comparer la facture avec sa commande et signer lui-même le récépissé, qui devra être retourné au bureau-chef.

Le gérant devra enregistrer sur le certificat de livraison, sous le titre "exception" toute casse, erreur, perte ou dommage qu'il aura constaté

dans le lot de marchandise à lui apporté. Il devra également n'accepter que sous réserve les caisses qui ne seraient pas brochées ou en parfait état, et faire mention de cela sur le certifiat de livraison. Un rapport de ces faits sera ensuite envoyé au bureau-chef, pour servir de base à une réclamation éventuelle.

28.—Les demandes de crédit doivent être formulées séparément pour chaque catégorie:—

10.—Pour bouteilles cassées.

20.—Pour bouteilles manquantes.

30.—Pour bouteilles reprises par l'entrepôt ou tout autre service autorisé.

Dans chaque cas, le numéro de la facture correspondant à la réclamation devra être mentionné.

29.—Il est du devoir des gérants de voir à ce que le déchargement des marchandises et le déplacement des caisses et des bouteilles, dans leurs magasins, se fassent avec le plus grand soin et sans brutalité de façon à éviter la casse la plus possible.

De même, en ouvrant les caisses, toutes les précautions nécessaires doivent être prises pour éviter de les briser, afin qu'elles puissent servir à plusieurs reprises.

Pour les mêmes raisons d'économie, le personnel de nos magasins devra conserver avec soin et renvoyer à l'entrepôt, en paquets de 100 feuilles assorties, le papier gaufré qui sert à l'emballage des bouteilles de spiritueux dans les caisses.

30.—Un système d'inventaire perpétuel est établi dans les magasins et doit être soigneusement tenu. Il comporte une feuille distincte pour chaque numéro de notre liste de prix apparaissant dans le stock; l'addition des marchandises inscrites sur ces feuilles doit correspondre au stock complet du magasin. Dès que des marchandises sont reçues, il faut les inscrire sur ces feuilles, sous l'en-tête "Reçues" tandis que, sous l'en-tête "Vendues" l'on doit inscrire toutes les ventes à mesure qu'elles se font.

Pour savoir, à un moment donné, ce qui reste d'une certaine marque en stock, il suffit de déduire sur la feuille d'inventaire la quantité "Vendue" de la quantité "Reçue". Cet inventaire perpétuel doit être constamment tenu à date.

A la fin de chaque mois, un relevé devra être fait, sur des feuilles d'inventaire perpétuel, des marchandises reçues et vendues durant le mois et des marchandises en mains, à la clôture des opérations du mois. Ce relevé devra être adressé au Bureau-chef pas plus tard que le 3 du mois suivant, et devra correspondre avec les chiffres de l'inventaire perpétuel, qui est tenu à jour au Bureau-chef à l'aide des rapports quotidiens de l'entrepôt et des magasins.

31.—Un rapport des opérations de la journée doit être envoyé chaque soir au Bureau-chef par le gérant.

Pour les fins de ce rapport, les opérations de la journée sont censées finir un peu avant trois heures, alors que le gérant prépare son dépôt de banque. Les ventes subséquentes doivent être considérées comme faisant partie des opérations du lendemain.

Le rapport quotidien doit être fait sur les formules fournies par le bureau chef. Une seule des colonnes doit être utilisée; la comptabilité se réservant l'autre. Comme sur les formules de réquisition, les marchandises vendues doivent être inscrites au rapport quotidien dans l'ordre numérique. Il est indispensable d'inscrire non seulement le numéro, mais aussi la lettre qui

l'accompagne. Si la première page n'est pas assez grande pour contenir toutes les ventes, on pourra continuer l'inscription au verso de la feuille, mais en écrivant toujours dans la colonne opposée à la marge de la reliure.

Le gérant doit garder une copie de ce rapport, ainsi que les coupons de la caisse enregistreuse, sauf les "nuls" qui doivent être attachés au rapport.

32.—Chaque magasin est pourvu d'une caisse enregistreuse, et là où il y a trois commis ou plus, cette caisse doit être sous la surveillance d'un caissier.

La caisse enregistre le montant de chaque vente, le total des ventes, le numéro et le prix de l'article vendu. Lorsque le gérant retire l'argent de l'encaisse pour faire son dépôt, il doit enlever du registre le ruban de papier sur lequel sont inscrites les opérations du jour. Puis, il écrit sur ce ruban, la date, le numéro du magasin et le grand total des ventes effectuées dans son magasin depuis le début.

De ce chiffre, il doit déduire (a) le chiffre correspondant, enregistré la veille; (b) les bulletins nuls. Le reste, indiquant les opérations de la journée, devra correspondre avec le montant du rapport et le reçu de dépôt.

33.—Le gérant doit faire son dépôt tous les jours, le plus tard possible avant la fermeture de la banque. Le dépôt doit comprendre toutes les recettes de la journée. Par suite, il faut toujours qu'il y ait concordance parfaite entre le montant du dépôt, celui du rapport et celui de la caisse enregistreuse.

Tous les reçus de dépôt doivent être remplis à l'encre. Dans le blanc, à la suite des mots, "*Reçu de*" on mettra, "*Magasin No.*" et l'on exigera que l'estampe officielle de la banque y soit apposée, en plus de la signature de l'employé.

Le duplicata du reçu doit être attaché au rapport journalier.

Tout l'argent reçu après la fermeture de la banque, doit être mis dans le coffre-fort, ou dans un autre coffret de sûreté, à la banque.

34.—Une somme initiale de \$50., dite "*petite caisse*", est mise à la disposition de chaque gérant, pour payer les petites dépenses courantes du magasin.

Le compte de la petite caisse doit être tenu constamment à jour sur une feuille spéciale à deux colonnes, fournie par le Bureau-chef.

Dans la première colonne, sous l'en-tête "*Avance*", seront entrées (a) la somme initiale de \$50.00; (b) les autres sommes reçues à cette fin de la Commission. Les dépenses sont entrées dans la colonne "*Déboursées*".

Le compte "*petite caisse*" doit être tenu personnellement par le gérant. C'est à lui que les avances seront faites et que tous les comptes et toutes les pièces justificatives devront être remis.

Aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par mois, le gérant fait un rapport de petite caisse au bureau-chef. Après vérification, la comptabilité lui adresse un chèque en remboursement du montant total déboursé par la petite caisse.

Il est formellement défendu au gérant de laisser épuiser sa petite caisse et d'acheter à crédit au nom de la Commission.

PRÉCAUTIONS A PRENDRE

35.—Les gérants doivent voir à ce que toutes les précautions possibles soient prises contre les incendies, et s'assurer souvent que les extincteurs chimiques sont en bon état.

Ces précautions, toujours nécessaires, le sont doublement pour nous, parce que la Commission n'a pas d'assurance et porte elle-même ses risques d'incendie.

33.—Une ou deux lumières de force moyenne doivent être laissées allumées dans le magasin, toute la nuit.

Elles devront donner sur le coffre-fort qui, lui, devra être placé de façon à être bien visible du dehors.

Les rideaux ou stores devront rester écartés, durant la nuit, pour que l'intérieur du magasin soit visible de l'extérieur.

La négligence à observer cette double recommandation, entraînerait, pour le coupable, des sanctions sévères.

37.—Les vols à main armée se faisant de plus en plus nombreux, il est absolument nécessaire que tout employé de la Commission à qui de l'argent est confié, soit pour aller faire le dépôt en banque, soit pour toute autre raison, ne sorte qu'accompagné par et sous la protection d'un autre employé armé.

38.—Dans le même ordre d'idée, les gérants doivent ne pas perdre de vue que d'audacieux bandits peuvent tenter de s'emparer de l'argent de la Commission, non seulement sur la rue, en s'attaquant aux messagers, mais même dans nos magasins. Ils devront donc exercer une vigilance constante pour éloigner ce danger.

Il leur est recommandé, en particulier, de réduire au minimum leurs sorties et celles de leurs employés. Si un coup doit être tenté sur l'un de nos magasins, ce sera, vraisemblablement, à un moment où le personnel de ce magasin aura été réduit par l'absence d'une partie des employés.

DIVERS

39.—Toute correspondance destinée au Bureau-chef doit être adressée simplement "Casier 1800".

40.—Il est important de toujours apposer le numéro du magasin sur les lettres, rapports de vente, reçus, réquisitions de marchandises ou de papeterie, demande de crédit et sur les rubans de la caisse enregistreuse.

41.—Le signe hiéroglyphe servant à identifier le magasin où une marchandise a été vendue, doit être apposé sur toutes les bouteilles.

C'est une des règles les plus importantes, et le gérant doit voir à ce qu'elle soit rigoureusement observée. Toute infraction à cette règle devra être sévèrement punie.

42.—Les employés de magasins doivent se consacrer exclusivement au service de la Commission. Il leur est interdit d'occuper un autre emploi rémunéré en dehors de leurs heures de travail.

43.—Il est également défendu au personnel, y compris le gérant, d'acheter à crédit des marchandises de la Commission, d'emprunter ou de prêter de l'argent, soit de la petite caisse ou de la caisse courante, pour aucune raison que ce soit.

44.—Les gérants devront soumettre par écrit à la Commission toute difficulté non prévue ci-dessus, qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leurs fonctions, et la Commission leur fournira tout le concours et tous les renseignements utiles.

La Commission recevra de même avec gratitude les observations que les gérants pourraient avoir à soumettre, pour l'amélioration du service que nos magasins donnent au public.

PIECE "LL"

LA CORPORATION DE
THE OF
LA VILLE DE COATICOOK
THE TOWN OF COATICOOK

Coaticook, Qué., le 24 mai 1924.

La Commission des liqueurs de Québec,
Place des patriotes,
Québec.

Messieurs,

Le président du comité de police de cette ville a été informé, par plusieurs citoyens, que M. Stanislas Dupuis, le fils du gérant du magasin de votre commission, se présente fréquemment à ce magasin, accompagné de trois ou de quatre de ses employés, et entrant et sortant à tour de rôle, ils y achètent, une bouteille à la fois, mais, dans l'espace de quelques minutes, des quantités de liqueurs se montant à plusieurs douzaines de bouteilles. Les citoyens qui ont fourni cette information, ajoutent que Monsieur Dupuis vend ces liqueurs à des particuliers avec un profit de deux ou de trois piastres par douzaine.

Le président du comité de police vous prie de lui donner les informations suivantes:

1. Monsieur Dupuis a-t-il le droit d'acheter des liqueurs de cette manière et le gérant de votre magasin a-t-il le droit de les lui vendre?

2. Si oui, pourquoi le gérant de votre magasin refuse-t-il d'en vendre de la même manière à d'autres personnes?

Le président du comité de police me prie d'ajouter que la population de cette ville est très mécontente de la manière dont le commerce des liqueurs est administré à Coaticook et que, à moins que cette question ne soit tirée au clair dans le plus bref délai possible, il est certain que les citoyens vont prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'état de choses qui existe actuellement.

Veuillez me croire,

Votre très dévoué,

(Signé) ARTHUR BOUCHARD,

Secrétaire-trésorier.

Vraie copie de l'original déposé dans les archives de la municipalité

ARTHUR BOUCHARD,

Secrétaire-trésorier.

PIÈCE "MM"

27 mai 1924.

M. ARTHUR BOUCHARD,
Secrétaire-trésorier,
Coaticook, Qué.

Cher monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 24 mai 1924, adressée à la Commission des liqueurs de Québec et se rapportant à certaines informations qu'aurait reçues le président du comité de police de votre ville au sujet de la manière dont le gérant de notre magasin, à Coaticook, en conduirait les opérations.

Vous me dites, dans votre lettre, que le président du comité de police aimerait à recevoir les informations suivantes:

1. M. Dupuis a-t-il le droit d'acheter des liqueurs de cette manière et le gérant de votre magasin a-t-il le droit de les lui vendre?

2. Si oui, pourquoi le gérant de votre magasin refuse-t-il d'en vendre de la même manière à d'autres personnes?

Je crois que la meilleure réponse à donner à ces questions est de vous référer à la loi elle-même qui se lit comme suit: "Chaque vente par la Commission, d'alcool ou de spiritueux livrés dans un de ses établissements ou par elle expédiés dans la province, est restreinte, quant à la quantité, à une bouteille, à moins que cette vente ne soit faite à une personne autorisée à en revendre, ou pour des fins industrielles".

Je dois ajouter que notre gérant à Coaticook, comme tous nos autres gérants, d'ailleurs, a reçu des instructions formelles d'observer la loi.

Quant aux renseignements qu'aurait reçus le président du comité de police et que vous m'avez communiqués dans votre lettre, je vais faire faire une enquête pour en vérifier le bien fondé.

Veillez me croire,

Votre bien dévoué,

.....

PIÈCE "NN"

Téléphone Lasalle 4500.

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC—THE QUEBEC LIQUOR
COMMISSION

LABORATOIRE—AU PIED DU COURANT—LABORATORY

Angle Delorimier et Craig-est

Corner Delorimier and Craig Eas.

Chimiste en Chef

Chief Chemist. H. Chapleau, I, Ch. B. Sc. A.

Assistant. H. P. Foran, B. A. M. Sc.

Conseillers Techniques.

R. P. Morin, C.S.V., M.A.L., c.s. de l'Univer-
sité de France, doyen de la faculté des
Sciences de l'Université de Montréal.

Consulting chemists.

Prof. L. Bourgouin, 11, Ch. Dir. du Départe-
ment de Chimie Indust. à l'Ecole Poly-
technique. Membre de la Société d'hygiène
alimentaire de France.

RAPPORT D'ANALYSE—REPORT OF ANALYSIS NO 4038

Echantillon No. — Marque —

Sample No — Brand—Alcool.

Reçu le }
Received } Dec. 5, 1924, 4.15 P. M.

Apporté par — E. A. Brais

Brought by — Saisie. No 3318. 66 gal.

L.-P. ST-ONGE, 49 Cuvilliers.

EXAMEN PHYSIQUE

Couleur	—	Incolore
Apparence	—	Claire assez
Arôme	—	—
Goût	—	—
Densité 15. 5° C.	—	8177
Sike's C.P.	—	65.4

Examen chimique		
Alcool °/° en Poids	—	91.63
“ Volume	—	94.45
“ Esprit de Preuve	—	165.60
“ O. P.	—	65.60
Extrait % à 100° C.	—	0.016
Matières réductrices	—	Néant
Alcool méthylique	—	do
Absorption par le chloroforme	—	3.0
Acides en grs par 100 L. d'alcool à 50°.	—	3.45
Aldéhydes “ “ “	—	0.88
Furfurol “ “ “	—	Néant
Éthers “ “ “	—	6.16
Alcools supérieurs “ “	—	Traces
Coefficient non-alcool “ 100°	—	17.51

REMARQUES

Cet alcool, issu d'une bonne distillation et d'une rectification soignée, est très pur. Il ne contient rien pouvant l'empêcher de servir dans nos alcools réguliers.

M.M. Cordeau,
Désaulniers,
Hodgson,
Michaud,
Ewitt,
Dumont,
Cartier.

HENRI CHAPLEAU,
Chimiste.

Montréal, 16 décembre 1924.
Forme No 262

PIÈCE “OO”

HILLS & UNDERWOOD

Renommé

Marque H & U de fabrique

London Dry Gin

Le gin que vous demanderez encore. Le type de la liqueur pure depuis plus de 160 ans, \$2.50 la bouteille.

Le gin “for you” est le “H & U”.

PIÈCE "PP"

TAUX D'ÉCHANGE FOURNIS PAR LE MINISTÈRE DES DOUANES,
du 4 août, 1924, au 7 mars, 1925.

Montréal, le 17 mars, 1925.

M. RENÉ LAMARCHE.

Taux d'échange
"Appraiser's Bulletin"

1924 AOUT	No 2964		No 2969				No 2972	
	4 au 9		11 au 16		18 au 23		25 au 30	
Londres.....	4.46	4.54	4.54	4.56	4.47 $\frac{3}{4}$	4.51 $\frac{1}{2}$	4.48 $\frac{1}{4}$	4.50 $\frac{1}{2}$
France.....	.0540	.0556	.0557	.0570	.0533	.0545	.0539	.0552
Belgique.....	.0479	.0509	.0512	.0526	.0493	.0507	.05	.0509
Italie.....	.0439	.0451	.0450	.0453	.0439	.0447	.0442	.0446
Suisse.....	.1877	.1902	.1890	.1893	.1882	.1887	.1873	.1885
Hollande.....	.3864	.3905	.3916	.3924	.3875	.3906	.3865	.3874
Espagne.....	.1349	.1360	.1350	.1357	.1333	.1348	.1326	.1336

SEPTEMBRE	No 2972		No 2974				No 2976		
	2 au 6		8 au 13		15 au 20		22 au 27		29 au 4-10
Londres.....	4.43 $\frac{1}{2}$	4.48 $\frac{1}{4}$	4.42 $\frac{1}{2}$	4.47	4.46	4.47	4.46	4.47	4.45 4.46 $\frac{1}{4}$
France.....	.0525	.0541	.0521	.0538	.0531	.0535	.0526	.0530	.0524 .0531
Belgique.....	.0496	.0507	.0493	.0500	.0496	.0499	.0480	.0495	.0480 .0485
Italie.....	.0436	.0443	.0435	.0439	.0438	.0439	.0438	.0439	.0438 .0438
Suisse.....	.1874	.1884	.1874	.1888	.1888	.1891	.1893	.1906	.1908 .1915
Hollande.....	.3815	.3864	.3817	.3843	.3843	.3855	.3857	.3865	.3858 .3879
Espagne.....	.1313	.1345	.1310	.1329	.1322	.1329	.1324	.1348	.1328 .1339

OCTOBRE	No 2977		No		No 2981				
	6 au 11		13 au 18		20 au 25		27 au 1-11-24		
Londres.....	4.45 $\frac{3}{4}$	4.49	4.48 $\frac{1}{2}$	4.49 $\frac{1}{2}$	4.48 $\frac{3}{4}$	4.50	4.49 $\frac{3}{4}$	4.52 $\frac{3}{4}$	
France.....	.0516	.0525	.0519	.0525	.0521	.0524	.0521	.0527	
Belgique.....	.0476	.0481	.0480	.0484	.0480	.0482	.0479	.0484	
Italie.....	.0432	.0437	.0436	.0437	.0432	.0436	.0431	.0436	
Suisse.....	.1914	.1922	.1919	.1921	.1923	.1924	.1922	.1927	
Hollande.....	.3879	.3915	.3910	.3926	.3920	.3940	.3931	.3969	
Espagne.....	.1331	.1344	.1344	.1346	.1343	.1344	.1342	.1350	

Taux d'échange
"Appraiser's Bulletin"

1924 NOVEMBRE	No 2983				No 2986				
	3 au 8		10 au 15		17 au 22		24 au 29		
Londres.....	4.54	4.59½	4.60¼	4.62¾	4.61	4.63	4.62	4.62¾	
France.....	.0522	.0525	.0528	.0533	.0533	.0530	.0526	.0539	
Belgique.....	.0480	.0482	.0485	.0486	.0481	.0485	.0484	.0490	
Italie.....	.0430	.0436	.0433	.0435	.0432	.0433	.0432	.0435	
Suisse.....	.1926	.1929	.1926	.1928	.1927	.1929	.1929	.1932	
Hollande.....	.3967	.3999	.3995	.4015	.4011	Au-des- sus du pair	.4020	Au-des- sus du pair	
Espagne.....	.1350	.1356	.1355	.1363	.1361	.1378	.1367	.1371	

DÉCEMBRE	No 2991				No 2994				No 2999	
	1 au 6		8 au 13		15 au 20		22 au 27		29 au 2-1-25	
Londres.....	4.03¾	4.69	4.71	4.72	4.70½	4.73	4.71¼	4.73¾	4.74	4.77
France.....	.0540	.0552	.0535	.0542	.0537	.0542	.0539	.0542	.0541	.0544
Belgique.....	.0493	.0503	.0494	.0499	.0495	.0501	.0499	.0501	.0498	.0502
Italie.....	.0433	.0435	.0433	.0435	.0427	.0434	.0429	.0431	.0423	.0426
Suisse.....	Au-dessus du		Au-dessus du		Au-dessus du		Au-dessus du		Au-dessus du	
Hollande.....	" pair		" pair		" pair		" pair		" pair	
Espagne.....	.1375	.1390	.1391	.1430	.1395	.1419	.1394	.1406	.1403	.1404

JANVIER	No 2999		No 3004				No 3011		
	5 au 10		12 au 17		19 au 24		26 au 31		
Londres.....	4.77¼	4.80	4.77¾	4.80	4.79	4.81½	4.79	4.80	
France.....	.0537	.0542	.0536	.0541	.0541	.0545	.0539	.0543	
Belgique.....	.0500	.0501	.0501	.0505	.0505	.0518	.0513	.0521	
Italie.....	.0419	.1423	.0408	.0420	.0411	.0416	.0413	.0418	
Suisse.....	Au-dessus du		Au-dessus du		Au-dessus du		Au-dessus du		
Hollande.....	" pair		" pair		" pair		" pair		
Espagne.....	.1405	.1426	.1417	.1421	.1424	.1431	.1426	.1434	

Taux d'échange
"Appraiser's Bulletin"

1924 FÉVRIER	No 3011		No 3017				No 3024	
	2 au 7		9 au 14		16 au 21		23 au 28	
Londres.....	4.78	4.79	4.77½	4.79	4.76	4.77¾	4.75	4.77
France.....	.0539	.0542	.0515	.0539	.0520	.0530	.0513	.0519
Belgique.....	.0512	.0518	.0501	.0512	.0503	.0508	.0502	.0503
Italie.....	.0415	.0416	.0410	.0415	.0409	.0412	.0404	.0405
Suisse.....	Au-dessus du		.1928 Au pair		.1924 .1927		.1923 .1925	
Hollande.....	" "		Au-dessus du		.4010 Au pair		.4005 .4011	
Espagne.....	.1428	.1433	.1421	.1429	.1422	.1425	.1416	.1422
MARS	No 3024							
	2 au 7							
Londres.....	4.75¼	4.77½						
France.....	.0504	.0520						
Belgique.....	.05	.0508						
Italie.....	.04	.0410						
Suisse.....	.1925	.1928						
Hollande.....	.3998	.4000						
Espagne.....	.1419	.1422						

PIÈCE "SS"

Extrait de **"The Supply, the care and the sale of wine"**
 Manuel à consulter par les marchands de vins,
 par André L. Simon
 Auteur du Manuel du connaisseur, de "Wines and Spirits" et
 "The Blood of the Grape".

Le TAWNY PORT

Le Tawny Port est une affaire absolument différente. Ce n'est pas du vin par lui-même; ce n'est pas un vin de différents vignobles et d'une seule année, comme le porto de vendange, mais un blend de vins de différentes vignobles comme de différentes vendanges,

Tous les vins de porto sont des blends

Le Tawny Port ne mûrit pas en bouteille, comme le porto d'une vendange, mais en fût. Le Tawny Port acquiert sa force à l'époque de la vendange, tout comme le porto de vendange, mais il est gardé en fût à Oporto et mélangé

(blended), non seulement une fois, mais plusieurs fois, de sorte qu'il y a une variété infinie de Tawny Ports, et les expéditeurs de porto à Oporto ont toujours une plus grande chance de vous fournir ce dont vos clients peuvent avoir besoin, que vous ne pouvez le faire vous-même ici.

Il vous faut avoir en magasin toutes les sortes de vins, y compris les portos de vendange.

Les expéditeurs de porto se spécialisent dans les portos mûris en fût, de sorte que leur assortiment sera toujours plus considérable et de plus grande variété que les vôtres.

Dans le cas des Tawny Ports, la meilleure chose que vous puissiez faire, est de découvrir l'espèce ou les espèces de vin les plus acceptables pour vos clients, et de négocier avec vos expéditeurs de porto, comme vous le faites avec vos expéditeurs de sherry, c'est-à-dire de leur demander de vous fournir le vin que vous voulez, s'ils peuvent faire en sorte de vous le vendre au prix que vous voulez.

Les grands assortiments que tiennent les principaux expéditeurs de porto, et leur connaissance de l'art du **blending**, devraient leur permettre de vous fournir les différentes espèces de porto mûri en fût suivant la différence des circonstances et des clients.

Naturellement, vous ne devez pas oublier qu'un bon Tawny Port ne peut être à bon marché, parce qu'il ne peut jamais être un vin très jeune. Vous pouvez toujours vous procurer un jeune porto blanc coloré parce qu'il a été mélangé (blended) avec du vin rouge; cette sorte de vin peut être agréable à l'œil, mais ne l'est certainement pas au palais des connaisseurs.

Extrait de "The Blood of the Grape"

Le manuel du commerce du vin

Précis des conférences données au **Wine Trade Club**, au cours de l'hiver 1919-1920, devant les employés du commerce du vin

Par André L. Simon

Chapitre 15. Le blending du vin

Obtenir des quantités suffisantes d'une variété de vins convenables et répondre aux besoins d'un grand nombre de clients très différents, telle doit être la principale préoccupation de tout marchand de vins. C'est une tâche difficile, une tâche qui exige beaucoup d'application et surtout des connaissances; c'est une tâche qui serait impossible, si l'art du blending n'existait pas.

La fermentation est le premier et le plus important agent dans la science de la fabrication du vin; le blending est le second agent, il est d'une importance considérable.

Si, par hasard, vous aviez, au sujet du blending, l'idée obscure que c'est une opération légale, mais tout juste dans les limites de la loi, un procédé que l'on tolère, qui frôle dangereusement et de bien près la falsification, un art qui est ainsi appelé parce qu'un faiseur habile peut être appelé un artiste, veuillez chasser de votre esprit cette idée maintenant et pour toujours.

Le blending du vin est à la fois légitime et nécessaire. C'est une manière parfaitement légitime d'améliorer différents vins, de les améliorer sans changer aucunement les lois fondamentales de la nature.

C'est une chose quelquefois nécessaire, afin de rendre vendables plus aisément des vins qui, quoique bons, pourraient autrement être difficiles à vendre.

Les honnêtes gens qui ne font le commerce que de vins honnêtes, ont recours au blending, lorsque c'est la meilleure chance qu'ils ont de fournir une qualité supérieure.

Le blending est la seule vraie méthode d'améliorer la qualité et de diminuer le prix coûtant de la plupart des vins.

On peut dire que l'objet général du blending, est de procurer une meilleure valeur au consommateur et de plus grands profits au marchand; les moyens qu'il y a d'atteindre cette fin, étant de fixer les degrés de la qualité et les prix.

PIÈCE "TT"

Extrait de **Wine & Spirits**

Le Manuel du connaisseur—par André L. Simon.

Le whisky est un alcool de céréales dont il y a un nombre illimité de types, de genres et de variétés. Pendant plusieurs années, le whisky a été la seule liqueur spiritueuse qui fut à la portée des classes pauvres de l'Irlande et de l'Écosse. Il était distillé dans un simple vase servant d'alambic et sur un feu non couvert. Son goût et sa saveur variaient beaucoup suivant la manière que chaque distillateur avait prise pour faire sécher le malt; suivant les différents ruisseaux d'où l'eau avait été puisée pour faire le mélange; suivant le combustible employé pour la distillation; et suivant le lieu et le mode d'entreposage de la liqueur qui venait d'être distillée. Tous ces traits caractéristiques distinctifs existent encore aujourd'hui parmi les whiskys qui sont distillés dans les différentes parties de l'Écosse et de l'Irlande, mais, ils sont peu connus et ne seront jamais appréciés par les millions de personnes qui boivent maintenant du whisky dans toutes les parties du monde.

Un alcool fabriqué avec de l'orge transformée en malt, contient certaines huiles essentielles et des substances volatiles qui lui donnent un caractère absolument distinctif, mais ne le rendent pas nécessairement agréable au goût pour d'autres que ceux auxquels l'hérédité, un entraînement précoce et une coutume ancienne ont appris à l'apprécier. Voilà pourquoi le whisky n'a jamais obtenu plus qu'une réputation très limitée et purement locale, avant que nous n'ayons eu le **blender**. Le **blender** ne s'inquiète pas des prétentions de concurrents qui proclament l'excellence parfaite des whiskys fabriqués dans divers districts et par diverses distilleries dans chaque district; le **blender** ne se demande pas si l'on obtient des résultats supérieurs ou inférieurs par les feux de tourbe ou le chauffage à la vapeur; ou encore, au moyen de vases servant d'alambic ou au moyen d'alambics brevetés. Le rôle du **blender** consiste à comprendre ce que le public demande, à provoquer la confiance du public quant à l'article qu'il doit vendre et à fournir au public ce qu'il demande, cela d'une manière satisfaisante et profitable.

Le **blender** a réussi à atteindre ce triple objet, grâce à l'usage judicieux qu'il a fait de l'alcool rectifié ou sans saveur. Inutile de dire qu'il y a beaucoup de whisky que l'on peut obtenir et dans la fabrication duquel on n'a fait entrer aucun alcool rectifié, mais il n'en est pas moins vrai que la plus grande partie du trafic énorme du whisky qui a été fait au cours des cinquante dernières années, en Angleterre et dans tout l'univers, est due au rôle joué par les **blenders**.

Avec les produits de toutes les distilleries des Highlands, qui diffèrent les uns des autres quant à la saveur et au goût, comment n'importe quel de ces établissements aurait-il pu faire un commerce d'envergure mondiale s'il n'avait trouvé les moyens de gagner et de conserver la confiance de ses clients quant à la qualité uniforme du whisky compris sous le nom ou sous la marque de l'établissement ?

Il est bien vrai que l'on a dû abandonner la définition vieillotte du whisky : "Un alcool de céréales fabriqué avec de l'orge transformée en malt par la distillation dans un vase servant d'alambic", mais ce sacrifice n'est pas très grand, après tout; le changement s'est opéré grâce aux **blenders**, mais les distillateurs en ont bénéficié et le public en a été satisfait. Est-ce que ce n'est pas là une fin qui justifie amplement les moyens qui l'ont fait atteindre ?

PIÈCE "UU"

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

LISTE DE PRIX No 16

Décembre 1924

Sujette à être modifiée sans avis.

Guide de l'acheteur

D'après la Loi des liqueurs de Québec, un client ne peut acheter qu'une bouteille de liqueur spiritueuse à la fois, mais les commandes de vins ne sont pas limitées. On peut acheter en même temps une bouteille de spiritueux et telle quantité de vin que l'on désire.

La Commission des liqueurs a le monopole absolu de la vente des spiritueux: toute transaction faite en dehors d'elle relativement à ces boissons, constitue une violation de la loi et rend ses auteurs passibles d'amende et de prison. Les hôteliers et les restaurateurs peuvent servir des vins à table à leurs hôtes avec leur repas, mais seuls les établissements de la Commission des liqueurs ont le droit de vendre les vins destinés à être emportés et consommés à domicile. Comme les précédentes, ces dispositions de la loi sont accompagnées de sanctions.

Des dispositions spéciales régissent la vente de l'alcool industriel, et les ventes d'alcool aux hôpitaux, universités et pharmacies, et aux médecins. Tous les intéressés devraient se renseigner auprès de la Commission et en obtenir des formules de commande avant de faire leurs achats.

La Commission fait la livraison des commandes de vins à Québec et à Montréal, y compris Notre-Dame-de-Grâces, Outremont, Westmount et Verdun, aux conditions suivantes frais d'emballage inclus:—

Une bouteille.....	\$.30
Une caisse ou moins.....	.30
Une cruche ou un petit baril (1 et 2 gallons).....	.30
Une cruche ou un petit baril (5 à 10 gallons).....	.50
Un baril.....	1.00

L'acheteur doit payer, outre le prix de la marchandise, la valeur du contenant d'après le tarif ci-dessous:—

Cruches, 35 sous par gallon, c'est-à-dire, une cruche d'un gallon, 35 sous; de deux gallons, 70 sous, etc.

Un baril de 5 gallons.....	\$3.00
“ “ “ 10 “	3.50
“ “ “ 15 “	4.00
“ “ “ 20 “	4.50

Pour les vins canadiens, qui n'ont pas à être transvidés, le coût des contenants est un peu moins élevé:—

Barils de 17 à 21 gallons.....	\$2.50
“ “ 35 “ 42 “	5.00

En retournant les contenants en bon état et fret payé, l'acheteur a droit au remboursement de la somme qu'ils lui ont coûtée.

Deux salles d'échantillons sont ouvertes au public: l'une à Québec, 235, rue Saint-Paul, et l'autre à Montréal, Place des Patriotes.

Tous les magasins de la Commission sont ouverts de 9 heures du matin à 6 heures du soir, sur semaine, sauf les samedis où ils ferment à 1 heure de l'après-midi. Ils sont fermés tous les dimanches, le Jour de l'An, l'Epiphanie, le Mercredi des Cendres, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et Noël. Tout magasin situé dans une circonscription électorale où se tient une élection, soit fédérale, soit provinciale, soit municipale, doit fermer le jour du vote.

Commandes par correspondances

Les commandes par correspondance doivent être envoyées à l'une des trois adresses ci-dessous, suivant que l'acheteur habite la région de Montréal, la région de Québec, ou les environs de la Rivière-du-Loup:—

La Commission des liqueurs de Québec, Casier 1800,
Montréal.

La Commission des liqueurs de Québec,
Edifice “Merger”, Québec.

La Commission des liqueurs de Québec,
Rivière-du-Loup, P. Q.

Comme la succursale de la Rivière-du-Loup ne peut expédier que par messagerie (express), les résidents des environs qui désireraient recevoir leurs colis par la poste, devront envoyer leurs commandes à nos bureaux de Québec.

Par correspondance, comme dans les magasins, on ne peut acheter qu'une bouteille de spiritueux par commande, mais les achats de vins ne sont pas limités.

N. B.—Chaque commande doit donner une description complète de la marchandise désirée, dans les mêmes termes qui servent à la désigner dans ce catalogue.

La Commission livre les bouteilles de vins ou de spiritueux à ses frais, n'importe où dans la province, mais l'acheteur doit payer les frais d'emballage à raison de 30 cents par bouteille.

L'emballage est gratuit pour le vin acheté à la caisse.

Les commandes de vins au gallon doivent être accompagnées, outre le prix de la marchandise, du coût des contenants et de l'emballage, d'après le tarif ci-dessous pour les vins en cruche, et le tarif de la page 3 pour les vins en baril.

Cruches 1 gallon	\$.60
“ 2 “	1.20
“ 5 “	2.25

L'expédition est faite aux risques de l'acheteur, qui, en cas de perte ou de dommages, a cependant recours contre la compagnie qui a transporté sa marchandise.

La Commission ne vend qu'au comptant. Les compagnies de transport refusent de transporter des liqueurs payables sur livraison. L'argent doit être envoyé par lettre recommandée. Les chèques certifiés, les traites de banque, les mandats de poste ou d'express sont acceptés, pourvu qu'ils soient payables au pair, à Montréal, à Québec ou à la Rivière-du-Loup, suivant le cas.

Les chèques non acceptés ou certifiés, et tout montant inférieur au prix de la marchandise commandée, y compris s'il y a lieu, les frais d'emballage, seront retournés à l'acheteur.

A moins d'avis contraire de l'acheteur, la Commission remplacera par une marchandise équivalente toute marchandise épuisée ou dont le prix aurait été augmenté. Par ailleurs, la Commission retournera à son propriétaire l'argent payé en excès sur une marchandise dont le prix aurait été réduit.

Le prix d'une caisse de vin de douze bouteilles est douze fois le prix d'une bouteille; et le prix d'une caisse de vingt-quatre demi-bouteilles, est de vingt-quatre fois le prix d'une demi-bouteille.

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

ALCOOL

2B	Alcool 65 O. P.	10 oz.	1.60
2A	" " "	20 oz.	3.10
1C	" " "	40 oz.	6.00
2E	Whisky Blanc 48 U.P.	26 oz.	1.50

COGNACS

8C	Cognac 1919, Q.L.C.	10 oz.	1.00
8B	" " "	13 oz.	1.35
8D	" " "	20 oz.	1.95
8A	" " "	26 oz.	2.50
8E	" " "	40 oz.	3.85
9C	Cognac 1917, Q.L.C.	10 oz.	1.25
9B	" " "	13 oz.	1.50
9D	" " "	20 oz.	2.30
9A	" " "	26 oz.	2.75
9E	" " "	40 oz.	4.30
6D	Cognac Très Vieux, Q.L.C.	13 oz.	1.65
6C	" " "	26 oz.	3.25
6B	Jules Robin 10 ans	13 oz.	1.80
6A	" " "	26 oz.	3.50
11D	" " XXX	26 oz.	3.50
3D	J. G. Monnet & Cie X	10 oz.	1.20
3E	" " X	20 oz.	2.35
3F	" " X	26 oz.	3.00
4C	" " XXX	10 oz.	1.45
4D	" " XXX	20 oz.	2.65
4E	" " XXX	26 oz.	3.25
5D	" " V.O.	26 oz.	3.75
7A	Bisquit Dubouché X	10 oz.	1.20
7C	" " X	20 oz.	2.35
7D	" " X	26 oz.	3.00
7E	" " XXX	10 oz.	1.45
7F	" " XXX	20 oz.	2.65
7G	" " XXX	26 oz.	3.25

4F	Pinet Castillon X	26 oz.	3.80
3A	Hennessy X	26 oz.	3.80
3B	" XXX	26 oz.	4.25
5A	Martell X	26 oz.	3.80
5B	" XXX	26 oz.	4.25
4B	Pelisson 3 Diamonds	26 oz.	4.00
12B	Perodeau 15 ans	26 oz.	4.00
5E	J. G. Monnet & Cie V.V.S.O.P.	26 oz.	5.50
10C	" " 1858	26 oz.	8.00
10A	B. Léon Croizet 1860	26 oz.	6.00
10B	" " 1830	26 oz.	8.50
10D	Otard & Dupuy Charles X	26 oz.	9.00
10F	Bisquit Dubouché 1858	26 oz.	8.00
10E	" " Napoléon 1804	26 oz.	16.00

EAU DE VIE

11C	Eau de Vie de Marc	26 oz.	3.75
11A	F. Mugnier, Fine Bourgogne	Litre	4.00
95D	Palestine Carmel Brandy 25 U.P.	13 oz.	1.80
96C	" " " "	26 oz.	3.20
95E	" " " Proof	13 oz.	2.05
96D	" " " "	26 oz.	4.00
95H	Koniak XXX, Greek	26 oz.	3.81

GINS

28H	Q.L.C. Gin	10 oz.	1.00
28G	" "	26 oz.	2.45
28F	" "	42 oz.	3.60
27G	Severy Gin	10 oz.	1.10
27F	" "	20 oz.	2.00
27H	" "	40 oz.	3.75
24F	Melcher Gin	10 oz.	1.10
24E	" "	26 oz.	2.55
24D	" "	42 oz.	3.80
24C	DeKuyper Gin	10 oz.	1.15
24B	" "	26 oz.	2.70
24A	" "	42 oz.	4.20
26H	Nolet's	20 oz.	2.30
25C	Kiderlen's Croix d'Honneur	20 oz.	2.50
25D	Foekink (Stone Jar)	Litre	4.25
28D	Bols (Glass Jar)	$\frac{3}{4}$ Litre	3.50
27E	" (Stone Jar)	Litre	4.25

DRY GINS

26E	Q.L.C. Dry Gin	Qts.	2.00
28C	Boulton's	Qts.	2.50
26G	Hills & Underwood	Qts.	2.50
25B	Holloway's	Qts.	2.75
28A	Burnett's	Qts.	2.85
21A	Gilbey's	Qts.	3.20
26C	Old Pensioner	Qts.	3.25
26B	Coates Plymouth	Qts.	3.30
27A	Gordon's	Qts.	3.35
26D	Booth's House of Lords	Qts.	3.70

OLD TOM GINS

25A	Boulton's	Qts.	2.65
27C	Gilbey's	Qts.	3.10
28B	Booth's	Qts.	3.60

SLOE GIN

27D	Ross's Irish	Qts.	4.25
-----	--------------	------	------

IRISH WHISKIES

29A	Burke's	26 oz.	3.75
29C	Mitchell's	26 oz.	3.25
29D	"	40 oz.	5.00

RHUMS

39C	Jamaica Rum 30 U.P. Q.L.C.	10 oz.	.90
38E	" " " "	13 oz.	1.10
38B	" " " "	20 oz.	1.60
39A	" " " "	26 oz.	1.95
38A	" " " "	40 oz.	3.00
39F	" " 20 U.P. "	13 oz.	1.30
39E	" " " "	26 oz.	2.50
38G	" " 35 O.P. "	20 oz.	2.85
38F	" " " "	40 oz.	5.50
37C	St-James Rhum	$\frac{1}{2}$ Litre	2.20
37B	" "	$\frac{3}{4}$ Litre	3.55
37A	" "	Litre	4.25
39B	Two Daggers, Jamaica Rum	26 oz.	3.75
39D	Bacardi, Cuban	26 oz.	5.00

RYE WHISKIES

41D	Canadian Rye Q.L.C.	Qts.	2.50
43F	Walker's Imperial	13 oz.	1.60
40A	" "	Qts.	3.10
43G	" Canadian Club	13 oz.	1.75
40B	" " "	Qts.	3.40
41B	Corby's Special Selected	13 oz.	1.60
41A	" " " "	Qts.	3.10
43D	Royal Reserve Rye	13 oz.	1.60
40E	" " " "	Qts.	3.10
43E	" " " "	40 oz.	4.60
40C	Gooderham & Worts Special	Qts.	3.25
42A	Seagram's 83, 9 years old	Qts.	3.40
43A	" White Wheat	Qts.	3.10

BOURBON WHISKIES

40H	Old Charter	10 oz.	1.80
40G	" " "	20 oz.	3.60
42E	" " "	33 oz.	5.95
42D	" " "	40 oz.	7.00
41F	Old Kentucky	26 oz.	3.80
41E	" " "	32 oz.	4.75
42C	Old Crow	26 oz.	3.80
42B	" " "	32 oz.	4.75
43C	Charter Oak	26 oz.	3.80
43B	" " "	32 oz.	4.75
42F	William Penn	32 oz.	4.75

SCOTCH WHISKIES

44P	Commission X	10 oz.	1.25
44B	" X	13 oz.	1.50
46A	" X	20 oz.	2.15

46C	Commission X	26 oz.	2.75
46B	" X	40 oz.	4.15
51A	" XX	26 oz.	3.00
51B	" XX	40 oz.	4.50
44G	" XXX	10 oz.	1.45
44C	" XXX	13 oz.	2.00
46G	" XXX	20 oz.	2.80
46D	" XXX	26 oz.	3.75
46H	" XXX	40 oz.	5.50
49A	Old Squire	26 oz.	3.50
49B	Mountain Dew	26 oz.	3.50
45A	Dawson's Special	26 oz.	3.50
50D	Bulloch Lade White Label	26 oz.	3.50
50H	MacPherson's Liquor	Rep. Qts.	3.50
48E	Sandy MacDonald	26 oz.	3.75
50B	Gilbey's Spey Royal	26 oz.	3.75
44D	McNish's Doctors Special	26 oz.	3.75
45G	Duncan's Royal Palace Liquor	13 oz.	2.00
45F	" " " "	26 oz.	3.85
50F	Embassy Liqueur	26 oz.	3.85
50G	" " " "	40 oz.	5.75
48C	Old Mull	26 oz.	4.00
45B	King William IV	26 oz.	4.25
50C	Bulloch Lade Gold Label	26 oz.	4.25
45C	Dawson's Old Curio	26 oz.	4.25
47A	Grant's Liqueur	26 oz.	4.25
45E	White Horse	26 oz.	4.25
48A	Wright & Greig Ltd Premier	26 oz.	4.25
49D	Buchanan's Black & White	26 oz.	4.25
50A	King George IV Top Notch	26 oz.	4.25
47D	Dewar's Special Liqueur	26 oz.	4.40
47F	" " " "	40 oz.	6.50
49C	Usher's Green Stripe	26 oz.	4.40
49F	" " " "	40 oz.	6.50
48D	"Johnnie Walker" Red Label	26 oz.	4.40
48G	" " " "	40 oz.	6.75
48F	Grand Old Parr	26 oz.	4.65
48H	" " " "	40 oz.	6.85
50E	Chivas Regal Liqueur	26 oz.	4.75
47E	Dewar's Extra Special Liqueur	26 oz.	4.90
47C	" " "Ne Plus Ultra"	26 oz.	5.25
48B	"Johnnie Walker" Black Label	26 oz.	5.40

LIQUEURS

33F	Apricot Brandy, Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	3.75
32E	Blackberry " "	$\frac{3}{4}$ "	3.50
30B	Cherry " "	$\frac{3}{4}$ "	3.60
31B	Curaçao Orange	$\frac{3}{4}$ "	3.50
34G	" " " "	1 "	4.50
31G	Crème de Cacao	1 "	4.35
35G	Crème de Menthe	1 "	4.35
33E	Kirsch	$\frac{3}{4}$ "	4.15
30C	Maraschino	$\frac{3}{4}$ "	3.65
36G	Oxygénée Verte	1 "	4.50
31C	Apricot Brandy, Marie Brizard	$\frac{3}{4}$ "	3.65
30H	" " " "	1 "	4.75
31D	Cherry Brandy	$\frac{3}{4}$ "	3.60
32C	Peach Brandy	$\frac{3}{4}$ "	3.50
34F	Crème de Menthe	$\frac{3}{4}$ "	3.50
34E	" " " "	1 "	4.50
33G	Orange Curaçao	$\frac{3}{4}$ "	3.60
36 I	Kummel	$\frac{3}{4}$ "	3.15
35F	Maraschino	$\frac{3}{4}$ "	3.60

36B	Anisette, Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ "	3.75
35D	Cherry Cognac " "	$\frac{3}{4}$ "	3.75
34D	Cordon Rouge " "	$\frac{3}{4}$ "	4.50
35E	Kummel " "	$\frac{3}{4}$ "	3.75
35C	Mandarine " "	$\frac{3}{4}$ "	4.20
32G	Cherry Brandy, Noirot Carrière	1 "	4.65
35A	Anisette, Nicolleau	1 "	4.75
33A	Crème de Cassis " "	1 "	4.25
33D	Kirsch " "	1 "	4.95
30A	Crème de Cassis, Bailley	1 "	4.25
31E	Crème de Cacao, Bardinet	1 "	4.25
31H	Curaçao Blanc " "	1 "	4.35
31A	Maraschino, Hanappier	1 "	4.50
31F	Kummel Allash Herman & Jansen	21 oz.	3.35
36H	Kummel, Eckau Comte de Pahlen	$\frac{3}{4}$ Litre	3.85
32B	Bénédictine	$\frac{1}{2}$ "	2.40
32A	" "	1 "	4.60
34H	Cordial Medoc	$\frac{1}{2}$ "	2.50
32F	" "	1 "	4.75
33H	Cointreau Triple Sec	1 "	4.75
36C	Chartreuse Verte	$\frac{1}{2}$ "	3.35
36D	" "	1 "	6.25
36E	" Jaune	$\frac{1}{2}$ "	3.00
36F	" "	1 "	5.60
35H	Hermite Liqueur	$\frac{3}{4}$ "	3.60
36A	Arquebuse-des-Alpes	1 "	3.95
30F	Swedish Punch	Qts.	3.80
95 I	Liqueur Uzo	Qts.	3.50

CONGRESS COCKTAILS

99E	Manhattan	Qts.	2.75
99F	Martini	Qts.	2.75

AMERS

99C	Dr Siegert's Angostura	8 oz.	1.80
99D	Fernet-Branca, (Italien)	1 Litre	3.00
99G	Burnett's Orange	Qts.	3.50

ALE & STOUT

95G	Bass's Ale	Pts.	.35
95F	" "	Qts.	.60
96G	Guinness's Stout	Pts.	.35
96F	" "	Qts.	.60

CHINESE LIQUORS

99A	Ngkapei	Pts.	1.80
99B	Muikwailo	Pts.	1.90

CHAMPAGNES

13G	Moët & Chandon, Brut Imperial	Qts.	3.75
13H	" " " "	Pts.	2.00
15C	" " Brut Imperial 1914	Qts.	4.00
15D	" " " "	Pts.	2.25
20A	C. Gauthier & Co, Carte Noire 1911	Qts.	3.50
20B	" " " "	Pts.	1.90
19G	Paul Ruinart & Cie, Brut	Qts.	4.15
19H	" " " "	Pts.	2.25
18E	" " Extra Dry 1911	Qts.	4.25
18F	" " " "	Pts.	2.25

13F	Louis Roederer, Extra Dry	Qts.	4.00
14F	" " " "	Pts.	2.25
15F	" " Brut 1915	Qts.	4.00
16F	" " " "	Pts.	2.25
23C	Ernest Irroy, Cachet Français	Qts.	4.00
23D	" " " "	Pts.	2.25
22E	" " Brut 1911	Qts.	4.00
23E	" " " "	Pts.	2.25
18A	" " " "	Magnums	7.75
17D	Perrier Jouet & Co., Extra Dry	Qts.	4.00
17E	" " " "	Pts.	2.25
16G	" " Brut	Qts.	4.00
16H	" " " "	Pts.	2.25
18G	" " Brut 1915	Qts.	4.00
18H	" " " "	Pts.	2.25
18B	Bollinger, Extra Quality Brut 1915	Qts.	4.15
18C	" " Brut	Qts.	4.00
16A	Charles Heidsieck, Brut 1911	Qts.	4.00
16B	" " " "	Pts.	2.25
13B	Krug & Co., Private Cuvée Extra Sec	Qts.	4.00
13C	" " " "	Pts.	2.25
13D	Lanson Père & Fils, Extra Dry 1914	Qts.	4.00
13E	" " " "	Pts.	2.25
15A	" " " "	Magnums	7.75
14G	Pommery & Greno, Sec	Qts.	4.00
14H	" " " "	Pts.	2.25
14B	" " Brut	Qts.	4.00
14A	" " " "	Pts.	2.25
15G	" " Réserve 1915	Qts.	4.25
15H	" " " "	Pts.	2.35
20E	Giesler & Co., Brut 1911	Qts.	4.25
21A	" " " "	Pts.	2.25
20C	" " Extra Dry 1906	Qts.	4.50
21D	Vve Clicquot Ponsardin Yellow Label Dry	Qts.	4.00
22A	" " " "	Pts.	2.25
21E	" " Gold Label Brut	Qts.	4.00
22B	" " " "	Pts.	2.25
21G	" " Gold Label Brut 1915	Qts.	4.25
21H	" " " "	Pts.	2.25
22C	" " Gold Label Brut 1911	Qts.	4.50
22D	" " " "	Pts.	2.05
21B	G. H. Munm & Co., Extra Dry	Qts.	4.00
21C	" " " "	Pts.	2.25
21F	" " Basket 6¼	Btls.	7.25
22F	" " Cordon Rouge	Qts.	4.50
22G	" " " "	Pts.	2.50
22H	" " Bas. 6¼	Btls.	7.75
23F	" " Cordon Rouge 1911	Qts.	5.50
23G	" " " "	Pts.	3.00
23A	Pol Roger Extra Dry 1914	Qts.	4.50
23B	" " " "	Pts.	2.50

VINS MOUSSEUX BLANCS

81C	F. Chauvenet, Sparkling White Cap	Qts.	2.80
81D	" " " "	Pts.	1.50
83A	" " Pink Cap	Qts.	2.80
83B	" " " "	Pts.	1.50
83C	Jules Bélin, Sparkling Arlot, Monopole Demi Sec	Qts.	2.80
83D	" " " "	Pts.	1.50
88B	Collin-Bourisset, Grand Bourgogne Brut Extra Blanc	Qts.	3.70
88C	" " " "	Pts.	2.00

19D	Vouvray Monopole Cuvée Réservee 1904	Qts.	2.75
19E	" " " " " "	Pts.	1.50
98H	Sparkling Moselle Paille-Laurent	Qts.	2.75
98 I	" " Ed. Saabach & Co.	Qts.	3.25

VINS MOUSSEUX ROUGES

76F	Albert Morot, Pommard Mousseaux Sec	Qts.	2.75
76G	" " " " " "	Pts.	1.50
77F	" " Chambertin " " "	Pts.	1.65
82A	F. Chauvenet, Sparkling Red Cap	Qts.	2.80
82B	" " " " " "	Pts.	1.50
82D	Henri de Bahezre Sparkling Red Castle	Qts.	2.50
82E	" " " " " "	Pts.	1.35
84A	Jules Bélin Sparkling Arlot Monopole Demi-Sec	Qts.	2.50
84B	" " " " " "	Pts.	1.35
87E	Collin-Bourisset Pommard Mous. Sec	Qts.	2.75
88A	" " " " " "	Pts.	1.50
89A	" " Chambertin Mous. Sec	Qts.	3.10
89B	" " " " " "	Pts.	1.65
84F	Noirot-Carrière Gevrey Chambertin Mous.	Qts.	3.00
85F	" " " " " "	Pts.	1.60
91F	" " Nuits Mousseaux	Qts.	3.00
91G	" " " " " "	Pts.	1.60

BOURGOGNES ROUGES

77E	F. Chauvenet Beaujolais 1917	Qts.	0.90
78C	" " " " " "	Pts.	.50
78D	" " Moulin-à-Vent 1917	Qts.	1.00
79A	" " " " " "	Pts.	.60
79B	" " Beaune 1917	Qts.	1.00
78E	" " " " " "	Pts.	.60
79C	" " Pommard 1917	Qts.	1.10
79D	" " " " " "	Pts.	.65
79E	" " Nuits 1917	Qts.	1.15
80A	" " " " " "	Pts.	0.65
80B	" " Chambertin 1917	Qts.	1.40
80C	" " " " " "	Pts.	0.80
85C	Collin - Bourisset Mâcon	Qts.	1.00
85D	" " " " " "	Pts.	0.60
85E	" " Moulin-à-Vent	Qts.	1.40
86A	" " " " " "	Pts.	0.75
86B	" " Beaune 1918	Qts.	1.70
86C	" " " " " "	Pts.	1.00
87A	" " Pommard	Qts.	1.60
87B	" " " " " "	Pts.	.90
86D	" " Nuits St-Georges 1919	Qts.	1.70
86E	" " " " " "	Pts.	1.00
87C	" " Chambertin Chapelle 1919	Qts.	2.30
87D	" " " " " "	Pts.	1.20
81E	J. Faiveley Moulin-à-Vent 1911	Qts.	1.15
81F	" " " " " "	Pts.	0.75
82C	" " Nuits St-Georges 1915	Qts.	1.40
82F	" " " " " "	Pts.	0.80
84D	P. Fromont Beaujolais Cuvée Réservee 1915	Qts.	1.10
84E	" " " " " "	Pts.	0.65
85A	" " Moulin-à-Vent Cuvée Réservee 1915	Qts.	1.20
85B	" " " " " "	Pts.	0.75
90B	Joseph Drouhin Beaune 1919	Qts.	1.20
90C	" " Pommard 1919	Qts.	0.90
88D	" " Nuits 1919	Qts.	1.25

88E	Noirot-Carrière Beaune 1915.....	Qts.	1.60
89C	" " Pommard 1915.....	Qts.	1.60
89D	" " Gevrey Chambertin 1919.....	Qts.	1.60
89E	" " Chambolle-Musigny 1915.....	Qts.	1.60
90A	" " Vosne Romanée 1914.....	Qts.	1.60
91B	Henri Grandjean, Mâcon 1919.....	Qts.	.85
91C	" " Beaujolais 1920.....	Qts.	1.10
91A	" " Moulin-à-Vent 1919.....	Qts.	1.10
77C	Bouchard, Pommard 1919.....	Qts.	1.50
77D	" " ".....	Pts.	0.80
77G	" " Chambertin 1918.....	Qts.	1.65
77H	" " ".....	Pts.	1.00
82G	Clos des Papes 1918.....	Qts.	1.10
83H	Châteauneuf du Pape 1911.....	Qts.	1.25
76B	Albert Morot, La Bataillière, 1904.....	Qts.	2.50
76C	Grivelet & Cusset, Chambertin 1911.....	Qts.	2.75
82H	Hospices de Beaune 1915, Humblot.....	Qts.	2.50
83F	" " 1911, Guichard.....	Qts.	2.60
83G	" " 1911, Cuvée Rousseau.....	Qts.	2.75

BOURGOGNES BLANCS

91E	Noirot-Carrière, Chablis Supérieur 1919.....	Qts.	.95
77A	Bouchard, Chablis Village 1919.....	Qts.	1.10
77B	" " ".....	Pts.	.65
76D	" " Chablis Supérieur 1918.....	Qts.	1.25
76E	" " ".....	Pts.	.75
80D	F. Chauvenet, Chablis 1917.....	Qts.	1.10
80E	" " ".....	Pts.	.60
81A	" " Chablis Supérieur 1917.....	Qts.	1.15
81B	" " ".....	Pts.	.65
91D	Henri Grandjean, Mâcon Blanc 1919.....	Qts.	.90
90D	" " Meursault 1918.....	Qts.	1.25
90E	" " Pouilly 1919.....	Qts.	1.15
63H	Grand Vin d'Anjou.....	Qts.	1.15
83E	Union des Propriétaires Vignerons, Chablis 1er Crû.....	Qts.	2.10
84C	" " ".....	Pts.	1.20
76A	Albert Morot, Montrachet 1911.....	Qts.	2.25

BORDEAUX ROUGES

56D	Bordeaux Rouge, Q.L.C.....	Pts.	.25
56C	" " ".....	Qts.	.45
56F	" " ".....	Gallon	2.00
56G	" " ".....	Gallon 6 Btls.	2.40
56E	" " ".....	Gallon 12 Pts.	2.80
57H	St. Emilion.....	Pts.	.30
58A	" " ".....	Qts.	.55
58B	" " ".....	Gallon	2.60
58D	" " ".....	Gall. 6 Btls.	3.00
58C	" " ".....	Gall. 12 Pts.	3.40
52C	Barton & Guestier, Medoc.....	Qts.	.90
52D	" " ".....	Pts.	.55
52A	Barton & Guestier, St-Julien.....	Qts.	1.00
52B	" " ".....	Pts.	.60
53B	" " Pontet Canet.....	Qts.	1.10
53C	" " ".....	Pts.	.65
52F	" " Margaux.....	Qts.	1.20
52E	" " Batailley.....	Qts.	1.25
53A	" " ".....	Pts.	.70
54A	" " Château Larose.....	Qts.	1.50
54B	" " ".....	Pts.	.85

53D	Barton & Guestier, Château Lafite.....	Qts.	1.75
53E	" " " ".....	Pts.	1.00
54C	" " " " Château Margaux.....	Qts.	1.75
54D	" " " " " ".....	Pts.	1.00
54F	Nath. Johnston, Club.....	Qts.	.90
54G	" " " " " ".....	Pts.	.55
55B	" " " " Medoc.....	Qts.	.90
55C	" " " " " ".....	Pts.	.55
54E	" " " " St-Julien.....	Qts.	1.00
55A	" " " " " ".....	Pts.	.60
55F	" " " " Pontet Canet.....	Qts.	1.10
55G	" " " " " ".....	Pts.	0.65
55D	" " " " Château Larose.....	Qts.	1.50
55E	" " " " " ".....	Pts.	.85
56A	" " " " Château Margaux.....	Qts.	1.75
56B	" " " " " ".....	Pts.	1.00
58E	Latrille & Ginestet, Château Latour 1914.....	Qts.	1.75
58G	" " " " Château Haut Brion 1906.....	Qts.	3.75
58H	" " " " Château Rauzen Gassies 1899.....	Qts.	2.40

BORDEAUX BLANCS

62F	Haute Côte.....	Pts.	.30
64A	" " " ".....	Qts.	.50
64B	" " " ".....	Gallon	2.20
64H	" " " ".....	Gallon 6 Btls.	2.60
62G	" " " ".....	Gallon 12 Pts.	3.00
64C	Mont St-Jean.....	Qts.	.60
64D	" " " ".....	Gallon	2.50
62H	" " " ".....	Gallon 6 Btls.	2.90
63D	" " " ".....	Gallon 12 Pts.	3.30
61F	"Grand Supérieur Blanc".....	Pts.	0.40
61G	" " " ".....	Qts.	0.70
63F	" " " ".....	Gallon	3.40
63G	" " " ".....	Gallon 6 Btls.	3.80
61H	" " " ".....	Gallon 12 Pts.	4.30
64E	L. Danglade & Fils, Sauternes 1917.....	Qts.	1.10
64F	" " " " " ".....	Gallon	5.70
64G	" " " " " ".....	Gal. 6 Btls.	6.10
63E	" " " " " ".....	Gal. 12 Pts.	6.50
59A	Barton & Guestier Graves.....	Qts.	0.85
59B	" " " " " ".....	Pts.	0.50
59C	" " " " Barsac.....	Qts.	1.00
59D	" " " " " ".....	Pts.	.60
59E	" " " " Sauternes.....	Qts.	1.00
60A	" " " " " ".....	Pts.	.60
60B	" " " " Haut Sauternes.....	Qts.	1.20
60C	" " " " " ".....	Pts.	.75
60D	" " " " Château Yquem.....	Qts.	2.75
60E	" " " " " ".....	Pts.	1.50
61A	Nath. Johnston Graves.....	Qts.	.85
61B	" " " " " ".....	Pts.	.50
61C	" " " " Barsac.....	Qts.	1.00
61D	" " " " " ".....	Pts.	.60
61E	" " " " Sauternes.....	Qts.	1.00
62A	" " " " " ".....	Pts.	.60
62B	" " " " Haut Sauternes.....	Qts.	1.20
62C	" " " " " ".....	Pts.	.75
62D	" " " " Château Yquem.....	Qts.	2.75
62E	" " " " " ".....	Pts.	1.50

63A	J. Lebegue & Cie, Barsac.....	Qts.	1.00
59H	" " " ".....	Pts.	.60
63B	" " " Goutte d'Or.....		
	Château Montbrun.....	Qts.	1.10
63C	" " " ".....	Pts.	.60
60H	James Maxwell Château Guiraud 1914.....	Qts.	1.75
60F	Latrille & Ginestet, Château Lafaurie Peyraguay 1917.....	Qts.	1.75
60I	" " " Château Rayne Vigneau 1916.....	Qts.	2.75

VINS CANADIENS

66E	Vin Rouge (Native Port).....	Pts.	.25
66C	" " " ".....	Qts.	.40
66F	" " " ".....	.40 oz.	.60
67B	" " " ".....	Gallon	1.75
75E	Vin Blanc (Native Sherry).....	Pts.	.30
72C	" " " ".....	Qts.	.50
73E	" " " ".....	.40 oz.	.75
72E	" " " ".....	Gallon	2.25

OPORTOS

67A	Lisbon 3 Diamonds.....	Qts.	.65
66D	Rich Douro.....	Qts.	1.00
68C	Alto Douro.....	Qts.	1.50
68A	Escholdo.....	Pts.	1.10
68B	" " " ".....	Qts.	2.00
67F	Gilbey's Invalid.....	Qts.	1.90
65A	Convido.....	Qts.	2.25
69C	Royal Palace.....	Qts.	2.65
70A	Hunt's Port (Hunt Roope & Co.).....	Qts.	3.00
69E	Commendador.....	$\frac{1}{4}$ Btls.	1.15
69A	" " " ".....	Pts.	2.00
69D	" " " ".....	Qts.	3.75
66G	Harvey's Club "Old Tawney".....	Qts.	2.95
70C	" " V.S.O. Dry.....	Qts.	3.35
70D	" " Hunting.....	Qts.	3.60
65F	Sandeman's Light Ruby.....	Qts.	2.50
65G	" " Superior.....	Qts.	2.80
65E	" " V.S.O.....	Pts.	1.65
65D	" " V.S.O.....	Qts.	3.00
65C	" " Royal.....	Pts.	2.25
65B	" " " ".....	Qts.	4.00
66B	Cockburn's XXX.....	Qts.	4.10
66A	" " V.F.O.....	Qts.	4.60
66H	Lisbon 1 Diamond.....	Gal.	2.25
68D	" " 3 Diamonds "Medium Rich".....	Gal.	2.50
70E	Port 1 Grape "Soft Light Old".....	Gal.	3.00
70F	" " 2 Grapes "Tawney Medium Dry".....	Gal.	4.00
70G	" " 3 Grapes "Ruby Rich".....	Gal.	5.00
70H	" " 4 Grapes "Light Medium Dry".....	Gal.	6.50
69G	" " 5 Grapes "Very Old Dry".....	Gal.	9.00
69H	" " 6 Grapes "Very Finest Old".....	Gal.	12.00
68F	White Port, Lisbon 4 Diamonds "Old Rich".....	Qts.	.70
68E	" " " " " ".....	Gal.	3.00
68I	" " " " " ".....	Qts.	1.25
68H	" " " " " ".....	Gal.	6.00

VINS TARRAGONNE

67C	Tarragonne Rouge.....	Qts.	.65
67D	" " " ".....	Gal.	2.60
75C	" " Blanc.....	Qts.	.65
75D	" " " ".....	Gal.	2.65

XÈRES—SHERRIES

73G	Claro "Medium Dry"	Qts.	.90
71E	Extra Dry	Pts.	.65
71D	"	Qts.	1.15
73B	Amontillado "Very Pale Dry"	Qts.	1.20
72B	Oloroso "Choice Old Rich"	Qts.	1.50
74D	Amoroso "Very Fine Old Pale"	Qts.	2.25
72A	Gilbey's Invalid	Qts.	1.90
74E	Royal Palace	Qts.	2.90
71A	Sandeman's XXX Pale	Qts.	2.10
71F	" Armada	Qts.	2.55
74I	" Montillo Fino	Pts.	1.40
74F	" "	Qts.	2.55
72F	Harvey's Shooting	Qts.	3.20
73F	" Bank	Qts.	3.40
71I	" Old Fashioned Brown	Qts.	3.50
73A	" Margarita "Pale Dry"	Qts.	4.30
72G	" Bristol Milk	Qts.	4.60
73I	" Rare Old Amontillado "Reina Victoria"	Qts.	4.70
74G	" Bristol Cream	Qts.	5.85
72D	Emperador	$\frac{1}{4}$ Btls.	1.20
72I	"	Pts.	2.00
72H	"	Qts.	3.75
75H	Misa V.F.O.	Pts.	2.50
75G	"	Qts.	4.75
74A	Oloroso 1815, Viuda des Allimes & Hijos	Qts.	4.25
74B	Real Solera 1790, Viuda des Allimes & Hijos	Qts.	5.50
73C	Jerez, "Full Rich"	Gal.	3.20
71H	Claro, "Medium Dry"	Gal.	4.25
71B	Brown "Superior Rich"	Gal.	4.50
74H	Vino de Pasto, "Superior Old"	Gal.	5.00
73H	Amontillado, "Very Pale Dry"	Gal.	6.25
71G	Oloroso, "Choice Old Rich"	Gal.	8.00
71C	Jubilee, "Old Nutty"	Gal.	9.00
75I	Amoroso, "Very Fine Old Pale"	Gal.	12.75

VERMOUTHS FRANÇAIS

92E	Marianne	Litre	1.00
92D	Baron Berton & Cie	Litre	1.30
94A	Noilly Pratt & Cie	Litre	1.65

VERMOUTHS ITALIENS

92A	Cinzano	Litre	1.30
93A	Martini Rossi	Litre	1.65

VINS TONIQUES

95B	Bacchus	Litre	1.25
95A	Dubonnet	Litre	1.50

VINS DIVERS

97H	Madeira Reserve, Cossart Gordon & Co.	Qts.	2.20
97G	" Fine Malmsey " " "	Qts.	2.25
97F	" Cama de Lobos " " "	Qts.	2.70
68G	Vin de Liqueur de Perpignan	Qts.	1.10
75A	Muscat de Frontignan	Qts.	1.00
75B	" "	Gal.	5.00
98B	Muscat Rancio	Qts.	1.75

96A	Palestine Carmel Alicante	Qts.	1.00
96B	" " Port	Qts.	1.10
95C	Greek Muscat Nectar	Qts.	1.75
98A	Bernard's Ginger Wine	Qts.	2.35
98D	Malaga Blanc	Qts.	.75
98E	" "	Gal.	4.00
98F	Chianti, Vin Italien	Qts.	1.00
98G	" "	Pts.	.55
100E	Vin d'Alsace Clos St-Odile	Qts.	1.25
100G	" " "	Pts.	.75
100H	" " Knipperlé	Qts.	1.10
100I	" " Grevenmacher	Qts.	.95

VINS DE MESSE

97B	Dulce or Seece	Qts.	.65
97C	" "	Gal.	2.75
100A	Gethsemani	Qts.	.70
97A	" "	Gal.	3.00
100C	Rich	Qts.	.70
97E	" "	Gal.	3.00
100B	Extra Quality	Qts.	.80
97D	" "	Gal.	3.75
96H	Château Cluzel	Gal.	2.50
96 I	" "	Gal. 6 Btls.	2.90
97 I	St-Augustine (Communion Wine)	Qts.	1.00

MAGASINS

1—180, rue Peel St.	Montréal
2—142, rue St. Antoine St.	"
3—2035, rue Bleury St.	"
4—72, Blvd. St-Laurent—St. Lawrence Blvd.	"
5—138, rue Ste-Elizabeth St.	"
6—2526, Blvd. St. Laurent.	"
7—395, rue Wellington St.	"
8—23, Place du Marché.	St-Jean
9—204, Ave. St-Viateur Ouest.	Montréal
10—843, Blvd. St-Laurent.	"
11—582, rue Demontigny Est—Demontigny St. East.	"
12—2103, rue Notre-Dame Ouest—Notre Dame St. West.	"
13—6482C, rue Lajeunesse St.	"
14—2188, Ave. de l'Eglise—Church Ave	"
15—716, Ave. Atwater Av.	"
16—90, Ave. Laurier Est—Laurier Av. East.	"
17—979 rue Notre-Dame Ouest—Notre Dame St. West.	"
18—2083, rue Ontario Est—Ontario St. East.	"
19—413, rue Mont-Royal Est—Mount Royal St. East.	"
20—50, Place Jacques-Cartier.	"
21—3075, rue Notre-Dame Est—Notre Dame St. East.	"
22—1005, rue Ontario Est—Ontario St. East.	"
23—2211, rue Mont-Royal Est—Mount Royal St. East.	"
24—281b, rue Visitation St.	"
25—2264, rue St. Denis St.	"
26—378, rue St-Joseph St.	Lachine
*27—202, rue Notre-Dame St.	Trois-Rivières
28—867, rue Ste-Catherine Ouest—St. Catherine St. West.	Montréal
*29—95, rue Cascades St.	Les Chûtes Shawinigan
*30—145, rue Ste-Catherine St.	Grand'Mère
*31—205, rue Lafontaine St.	Rivière-du-Loup
*32—48, Côte du Palais.	Québec
33—	St-Jérôme

34—Cousineau & Gr. Isle St., Bellerive.....	Valleyfield
35—.....	Granby
*36—235, rue St. Paul St.....	Québec
37—48, rue Anne St.....	Joliette
38—21, rue King St.....	Sherbrooke
*39—55, rue de la Couronne St.....	Québec
*40—.....	Louiseville
41—.....	Beauharnois
42—.....	Marieville
43—251, Cascades.....	St-Hyacinthe
44—237, rue Notre-Dame Ouest—Notre Dame St. West.....	Montréal
45—.....	Waterloo
*46—.....	Drummondville
*47—17, rue Commerciale St.....	La Tuque
*48—22, rue St-Stanislas St.....	Québec
49—14, rue St-Georges St.....	Sorel
50—206, rue Champlain St.....	Hull
51—.....	Buckingham
52—.....	Aylmer
53—.....	Berthierville
54—1719b, rue Ste-Catherine Est—St. Catherine St. East.....	Montréal
55—55, rue De Lorimier St.....	"
56—29, rue St-Jean-Baptiste St. "Vins Sacramentels".....	"
*57—Commandes par la Poste—Mail Orders. Edifice "Quebec Railway" Bldg.....	Québec
58—129, rue St-Denis St.....	Montréal
*59—944, rue St-Jean St.....	Québec
*60—347, rue St-Jean St.....	"
61—.....	Rignaud
62—.....	L'Assomption
*63—29, rue Sous-le-Fort St.....	Québec
64—Commandes par la Poste—Mail Orders. Place des Patriotes.....	Montréal
65—250, rue Laurier Ouest (Vins seulement)—Laurier St. West (Wine only).....	"
66—27, rue McGill College (Vins seulement)—McGill College St. (Wines only).....	"
67—202, rue Ste-Catherine Est (Vins seulement)—St. Catherine St. East (Wines only).....	"
68—.....	Laprairie
69—.....	Ste-Thérèse-de-Blainville
70—.....	Longueuil
71—287, rue Victoria St.....	Valleyfield
72—25, rue Principale St.....	Hull
73—36, rue Ste-Anne St.....	Ste-Anne-de-Bellevue
*74—54, rue St-Jean (Vins seulement)—St. Jean St. (Wines only).....	Québec
75—3340, rue Adam St.....	Montréal
76—2382, rue Ste-Catherine Est—St. Catherine St. East.....	"
77—.....	Bedford
78—186, rue King Ouest.....	Sherbrooke
79—.....	Cartierville
80—.....	Farnham
81—.....	Coaticook
82—.....	Magog
83—.....	Ste-Agathe-des-Monts
84—2832, rue Masson St.....	Montréal
*85—91, Côte du Passage.....	Lévis
86—5356, rue Sherbrooke Ouest—Sherbrooke St. West.....	Notre-Dame-de-Grâce
*87—137b, rue St-Josph (Vins seulement)—St. Joseph St. (Wines only).....	Québec
88—27, rue Napier St.....	Iberville
*89—462, rue St-Maurice St.....	Trois-Rivières

* Les magasins ainsi marqués sont situés dans la région de Québec.

PIÈCE "VV"
COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC
LISTE DE PRIX No 15

Sujette à être modifiée sans avis.

Guide de l'acheteur

D'après la Loi des liqueurs de Québec, un client ne peut acheter qu'une bouteille de liqueur spiritueuse à la fois, mais les commandes de vins ne sont pas limitées. On peut acheter en même temps une bouteille de spiritueux et telle quantité de vin que l'on désire.

La Commission des liqueurs a le monopole absolu de la vente des spiritueux: toute transaction faite en dehors d'elle relativement à ces boissons, constitue une violation de la loi et rend ses auteurs passibles d'amende et de prison. Les hôteliers et les restaurateurs peuvent servir des vins à table à leurs hôtes avec leur repas, mais seuls les établissements de la Commission des liqueurs ont le droit de vendre les vins destinés à être emportés et consommés à domicile. Comme les précédentes, ces dispositions de la loi sont accompagnées de sanctions.

Des dispositions spéciales régissent la vente de l'alcool industriel, et les ventes d'alcool aux hôpitaux, universités et pharmacies, et aux médecins. Tous les intéressés devraient se renseigner auprès de la Commission et en obtenir des formules de commande avant de faire leurs achats.

La Commission fait la livraison des commandes de vins à Québec et à Montréal, y compris Notre-Dame-de-Grâces, Outremont, Westmount et Verdun, aux conditions suivantes frais d'emballage inclus:—

Une bouteille.....	\$.30
Une caisse ou moins.....	.30
Une cruche ou un petit baril (1 et 2 gallons).....	.30
Une cruche ou un petit baril (5 à 10 gallons).....	.50
Un baril.....	1.00

L'acheteur doit payer, outre le prix de la marchandise, la valeur du contenant d'après le tarif ci-dessous:—

Cruches, 35 sous par gallon, c'est-à-dire, une cruche d'un gallon, 35 sous; de deux gallons, 70 sous, etc.

Un baril de 5 gallons.....	\$3.00
" " " 10 ".....	3.50
" " " 15 ".....	4.00
" " " 20 ".....	4.50

Pour les vins canadiens, qui n'ont pas à être transvidés, le coût des contenants est un peu moins élevé:—

Barils de 17 à 21 gallons.....	\$2.50
" " 35 " 42 ".....	5.00

En retournant les contenants en bon état et fret payé, l'acheteur a droit au remboursement de la somme qu'ils lui ont coûtée.

Deux salles d'échantillons sont ouvertes au public: l'une à Québec, 235, rue Saint-Paul, et l'autre à Montréal, Place des Patriotes.

Tous les magasins de la Commission sont ouverts de 9 heures du matin à 6 heures du soir, sur semaine, sauf les samedis où ils ferment à 1 heure de l'après-midi. Ils sont fermés tous les dimanches, le Jour de l'An, l'Épiphanie, le Mercredi des Cendres, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël. Tout magasin situé dans une circonscription électorale

où se tient une élection, soit fédérale, soit provinciale, soit municipale, doit fermer le jour du vote.

Commandes par correspondances

Les commandes par correspondance doivent être envoyées à l'une des trois adresses ci-dessous, suivant que l'acheteur habite la région de Montréal, la région de Québec, ou les environs de la Rivière-du-Loup:—

La Commission des liqueurs de Québec, Casier 1800,
Montréal.

La Commission des liqueurs de Québec,
Edifice "Merger", Québec.

La Commission des liqueurs de Québec,
Rivière-du-Loup, P. Q.

Comme la succursale de la Rivière-du-Loup ne peut expédier que par fret ou par messagerie (express), les résidents des environs qui désireraient recevoir leurs colis par la poste, devront envoyer leurs commandes à nos bureaux de Québec.

Par correspondance, comme dans les magasins, on ne peut acheter qu'une bouteille de spiritueux par commande, mais les achats de vins ne sont pas limités.

N. B.—Chaque commande doit donner une description complète de la marchandise désirée, dans les mêmes termes qui servent à la désigner dans ce catalogue.

La Commission livre les bouteilles de vins ou de spiritueux à ses frais, n'importe où dans la province, mais l'acheteur doit payer les frais d'emballage à raison de 30 cents par bouteille.

L'emballage est gratuit pour le vin acheté à la caisse.

Les commandes de vins au gallon doivent être accompagnées, outre le prix de la marchandise, du coût des contenants et de l'emballage, d'après le tarif ci-dessous, pour les vins en cruche, et le tarif de la page 3, pour les vins en barils.

Cruches 1 gallon	\$.60
" 2 " 	1.20
" 5 " 	2.25

L'expédition est faite aux risques de l'acheteur, qui, en cas de perte ou de dommages, a cependant recours contre la compagnie qui a transporté sa marchandise.

La Commission ne vend qu'au comptant. Les compagnies de transport refusent de transporter des liqueurs payables sur livraison. L'argent doit être envoyé par lettre recommandée. Les chèques certifiés, les traites de banque, les mandats de poste ou d'express sont acceptés, pourvu qu'ils soient payables au pair, à Montréal, à Québec ou à la Rivière-du-Loup, suivant le cas.

Les chèques non acceptés ou certifiés, et tout montant inférieur au prix de la marchandise commandée, y compris, s'il y a lieu, les frais d'emballage, seront retournés à l'acheteur.

A moins d'avis contraire de l'acheteur, la Commission remplacera par une marchandise équivalente toute marchandise épuisée ou dont le prix aurait été augmenté. Par ailleurs, la Commission retournera à son propriétaire l'argent payé en excès sur une marchandise dont le prix aurait été réduit.

Le prix d'une caisse de vin de douze bouteilles, est douze fois le prix d'une bouteille; et le prix d'une caisse de vingt-quatre demi-bouteilles, est de vingt-quatre fois le prix d'une demi-bouteille.

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

ALCOOL ET WHISKY BLANC

1C	Alcool 65 O.P.	40 oz.	6.00
2A	" 65 O.P.	20 oz.	3.10
2B	" 65 O.P.	10 oz.	1.60
2E	Whisky Blanc Canadien 48 U.P.	26 oz.	1.50

BRANDY ET COGNACS

3A	Hennessy X	Qts.	3.75
3B	" XXX	Qts.	4.00
3D	J. G. Monnet X	10 oz.	1.10
3E	" " X	20 oz.	2.15
3F	" " X	26 oz.	2.75
4B	Pelisson 3 Diamonds	Qts.	4.00
4C	J. G. Monnet XXX	10 oz.	1.45
4D	" " XXX	20 oz.	2.50
4E	" " XXX	26 oz.	3.10
4F	Pinet Castillon X	Qts.	4.00
5A	Martell X	Qts.	3.80
5B	" XXX	Qts.	4.00
5D	J. G. Monnet V.O.	Qts.	3.75
5E	" " V.V.S.O.P.	Qts.	6.25
6A	Jules Robin 10 ans	26 oz.	3.50
6B	" " "	13 oz.	1.80
6C	Cognac Très Vieux	26 oz.	3.25
6D	" " "	13 oz.	1.65
7A	Bisquit Dubouché X	10 oz.	1.15
7C	" " X	20 oz.	2.25
7D	" " X	26 oz.	2.85
7E	" " XXX	10 oz.	1.45
7F	" " XXX	20 oz.	2.65
7G	" " XXX	26 oz.	3.25
8A	Cognac X Q.L.C.	26 oz.	2.50
8B	" " "	13 oz.	1.35
8C	" " "	10 oz.	1.00
8D	" " "	20 oz.	1.95
8E	" " "	40 oz.	3.85
9A	Cognac XXX Q.L.C.	26 oz.	2.75
9B	" " "	13 oz.	1.50
9C	" " "	10 oz.	1.25
9D	" " "	20 oz.	2.30
9E	" " "	40 oz.	4.30
Page 41			
10A	B. Léon Croizet Grande Fine Champagne Cognac 1860.	Qts.	6.00
10B	" " " " " " " 1830.	Qts.	8.50
10C	J. G. Monnet " " " " " 1858.	Qts.	8.00
10D	Otard Dupuy Res. Charles X.	Qts.	9.00
10E	Bisquit Dubouché Grande Fine Champagne Napoléon 1804.	Qts.	16.00
10F	" " " St. Martial 1858.	Qts.	8.00
11A	F. Mugnier Fine Bourgogne	Qts.	4.00
11B	Jules Robin.	Qts.	3.20
11C	Eau de Vie de Mare.	Qts.	3.75
11D	Jules Robin XXX	Qts.	3.50
12B	Pérodeau 15 ans	Qts.	4.00

CHAMPAGNES

13B	Krug & Co. Private Cuvée Extra Sec	Qts.	4.00
13C	" " " " " "	Pts.	2.25
13D	Lanson Père & Fils Extra Dry 1914	Qts.	4.00
13E	" " " " " "	Pts.	2.25
13F	Louis Roederer Extra Dry	Qts.	4.00
13G	Moët & Chandon Brut Impérial	Qts.	3.75
13H	" " " " " "	Pts.	2.00
14A	Pommery & Greno Brut	Pts.	2.25
14B	" " " " " "	Qts.	4.00
14F	Louis Roederer Extra Dry	Pts.	2.25
14G	Pommery & Greno Sec	Qts.	4.00
14H	" " " " " "	Pts.	2.25
15A	Lanson Père & Fils Extra Dry 1914	Magnums	7.75
15C	Moët & Chandon Brut Impérial 1914	Qts.	4.00
15D	" " " " " "	Pts.	2.25
15F	Louis Roederer Brut 1915	Qts.	4.00
15G	Pommery & Greno Reserve 1915	Qts.	4.25
15H	" " " " " "	Pts.	2.35
16A	Charles Heidsieck Brut 1911	Qts.	4.00
16B	" " " " " "	Pts.	2.25
16F	Louis Roederer Brut 1915	Pts.	2.25
16G	Perrier Jouet Brut	Qts.	4.00
16H	" " " " " "	Pts.	2.25
17D	" " Extra Dry	Qts.	4.00
17E	" " " " " "	Pts.	2.25
18A	Ernest Irroy Brut 1911	Magnums	7.75
18B	Bollinger Extra Quality Brut 1915	Qts.	4.15
18C	" " " Brut	Qts.	4.00
18E	Paul Ruinart & Cie Extra Dry 1911	Qts.	4.25
18F	" " " " " "	Pts.	2.25
18G	Perrier Jouet Brut 1915	Qts.	4.00
18H	Perrier Jouet Brut 1915	Pts.	2.25
19G	Paul Ruinart & Cie Brut	Qts.	4.15
19H	" " " " " "	Pts.	2.35
20A	C. Gauthier & Co. Carte Noire 1911	Qts.	3.50
20B	" " " " " "	Pts.	1.90
20C	Giesler & Co. Extra Dry 1906	Qts.	4.50
20D	" " " " " "	Pts.	2.50
20E	" " Brut 1911	Qts.	4.25
21A	" " " " " "	Pts.	2.25
21B	G. H. Mumm & Co. Extra Dry	Qts.	4.00
21C	" " " " " "	Pts.	2.25
21D	Vve Clicquot-Ponsardin Yellow Label Dry	Qts.	4.00
21E	" " " " Gold Label Brut	Qts.	4.00
21F	G. H. Mumm & Co. Extra Dry, Basket	6¼ Btls.	7.25
21G	Vve Clicquot-Ponsardin Gold Label Brut 1915	Qts.	4.25
22A	" " " " Yellow Label Dry	Pts.	2.25
22B	" " " " Gold Label Brut	Pts.	2.25
22C	" " " " " " 1911	Qts.	4.50
22D	" " " " " " " "	Pts.	2.50
22E	Ernest Irroy Brut 1911	Qts.	4.00
22F	G. H. Mumm & Co. Cordon Rouge	Qts.	4.50
22G	" " " " " "	Pts.	2.50
22H	" " " " " Basket	6¼ Btls.	7.75
23A	Pol Roger Extra Dry 1914	Qts.	4.50
23B	" " " " " "	Pts.	2.50
23C	Ernest Irroy Cachet Français	Qts.	4.00
23D	" " " " " "	Pts.	2.25
23E	" " Brut 1911	Pts.	2.30
23F	G. H. Mumm Cordon Rouge 1911	Qts.	5.50
23G	" " " " " "	Pts.	3.00

VINS MOUSSEUX

19D	Vouvray Monopole Cuvée Réservee 1904	Qts.	2.75
19E	" " " " " "	Pts.	1.50

GINS

24A	DeKuyper's Gin	42 oz.	4.20
24B	" "	26 oz.	2.70
24C	" "	10 oz.	1.15
24D	Melcher's "	42 oz.	3.80
24E	" "	26 oz.	2.55
24F	" "	10 oz.	1.10
25A	Boulton's Old Tom Gin	Qts.	2.65
25B	Holloway's London Dry Gin	Qts.	2.75
25C	Kiderlen's Croix d'Honneur	20 oz.	2.50
25D	Fockink Gin (Stone Jar)	Litre	4.25
26A	Gilbey's Dry Gin	Qts.	3.20
26B	Coates Plymouth Gin	Qts.	3.30
26C	Old Pensioner Dry Gin	Qts.	3.25
26D	Booth's House of Lords Dry Gin	Qts.	3.70
26G	Hills & Underwood Dry Gin	Qts.	2.50
26H	Nolet's Gin	20 oz.	2.30
27A	Gordon's Dry Gin	Qts.	3.35
27C	Gilbey's Old Tom Gin	Qts.	3.10
27D	Ross's Sloe Gin	Qts.	4.25
27E	Bols Gin (Stone Jar)	Litre	4.50
27F	Severy Gin	20 oz.	2.00
27G	" "	10 oz.	1.10
27H	" "	40 oz.	3.75
28A	Burnett's London Dry Gin	Qts.	2.85
28B	Booth's Old Tom Gin	Qts.	3.60
28C	Boulton's Dry Gin	Qts.	2.67
28E	Sea Horse Gin	42 oz.	4.00

IRISH WHISKIES

29A	Burke's	26 oz.	3.75
29C	Mitchell's	26 oz.	3.25
29D	"	40 oz.	5.00
29E	Cork Distilleries XXX	26 oz.	3.25
29F	" "	40 oz.	5.00

LIQUEURS

30A	Crème de Cassis	Litre	4.65
30B	Cherry Brandy Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.30
30C	Maraschino Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.50
30F	Swedish Punch	Qts.	4.40
30H	Apricot Brandy Marie Brizard & Roger	Litre	5.10
31A	Maraschino Hanappier	Litre	4.50
31B	Curaçao Orange Ex. See Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.15
31C	Apricot Brandy Marie Brizard & Roger	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
31D	Cherry Brandy Marie Brizard & Roger	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
31E	Crème de Cacao Bardinet	Litre	4.15
31F	Kummel Allasch Jansen	21 oz.	3.35
31G	Crème de Cacao Cusenier	Litre	4.90
31H	Curaçao Blanc Bardinet	Litre	4.40
32A	Bénédictine	Litre	5.25
32B	"	$\frac{1}{2}$ Litre	2.75
32C	Peach Brandy Marie Brizard & Roger	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
32E	Blackberry Brandy Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.25
32F	Cordial Medoc	Litre	5.50

32G	Cherry Brandy Ex. Sup. Noirot	Litre	5.00
33A	Crème de Cassis Nicolleau	Litre	4.65
33D	Kirsch Nicolleau	Litre	5.00
33E	" Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.50
33F	Apriocot Brandy Cusenier	$\frac{3}{4}$ Litre	4.50
33G	Curacao Orange Marie Brizard & Roger	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
33H	Curacao Triple Sec Cointreau	Litre	5.40
34D	Cordon Rouge Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ Litre	6.40
34E	Crème de Menthe Marie Brizard & Roger	Litre	5.00
34F	" " " "	$\frac{3}{4}$ Litre	3.90
34G	Curacao Orange Ex. Sup. Cusenier	Litre	5.25
34H	Cordial Medoc	$\frac{1}{2}$ Litre	2.90
35A	Anisette Nicolleau	Litre	4.75
35C	Mandarine Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ Litre	5.65
35D	Cherry Cognac Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ Litre	5.00
35E	Kummel Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ Litre	5.15
35F	Maraschino Marie Brizard & Roger	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
35G	Crème de Menthe Verte Cusenier	Litre	4.85
55H	Hermite Liqueur	$\frac{3}{4}$ Litre	3.60
36A	Arquebuse des Alpes	Litre	3.95
36B	Anisette Marnier Lapostole	$\frac{3}{4}$ Litre	5.10
36C	Chartreuse Verte	$\frac{1}{2}$ Litre	3.50
36D	" "	Litre	6.50
36E	Chartreuse Jaune	$\frac{1}{2}$ Litre	3.15
36F	" "	Litre	5.85
36G	Oxygénée Verte Cusenier	Litre	5.00
36H	Kummel Ec-Kau Comte de Pahlen	$\frac{3}{4}$ Litre	4.25

RHUMS

37A	St. James Rhum	Litre	4.25
37B	" " "	$\frac{3}{4}$ Litre	3.50
37C	" " "	$\frac{1}{2}$ Litre	2.25
38A	Q.L.C. 30 U.P.	40 oz.	3.00
38B	" 30 U.P.	20 oz.	1.60
38E	" 30 U.P.	13 oz.	1.10
38F	" 35 O.P.	40 oz.	5.50
38G	" 35 O.P.	20 oz.	2.85
39A	" 30 U.P.	26 oz.	1.95
39B	Two Daggers	26 oz.	3.75
39C	Q.L.C. 30 U.P.	10 oz.	.90
39D	Bacardi	26 oz.	5.00

RYE WHISKIES

40A	Walker's Imperial Rye	Qts.	3.10
40B	Canadian Club	Qts.	3.40
40C	G. & W. Special Rye	Qts.	3.25
40E	Royal Reserve Rye	Qts.	3.10
40G	Old Charter American Bourbon	20 oz.	3.60
40H	" " "	10 oz.	1.80
41A	Corby's Special Selected	Qts.	3.10
41E	Old Kentucky Bourbon	Amer. Full Qts.	4.50
41F	" " "	Amer. Fifths	3.70
42A	Seagram's 83	Qts.	3.10
42B	Old Crow Bourbon	Amer. Full Qts.	4.50
42C	" " "	Amer. Fifths	3.70
42D	Old Charter American Bourbon	40 oz.	7.00
42E	" " " "	33 oz.	5.95
42F	Wm. Penn " "	Full Qts.	4.75
43A	Seagram's White Wheat	Qts.	3.10
43B	Charter Oak Bourbon	Amer. Full Qts.	4.50
43C	" " "	Amer. Fifths	3.70
43D	Royal Reserve Rye	13 oz. Flask	1.60
43E	" " "	40 oz.	4.60

SCOTCH WHISKIES

44B	Commission X	13 oz.	1.50
44C	" XXX	13 oz.	2.00
44E	Haig & Haig 5 Stars	26 oz.	4.90
44F	Commission X	10 oz.	1.25
44G	" XXX	10 oz.	1.40
45A	Dawson's Special	26 oz.	3.50
45B	King William IV.	26 oz.	4.50
45C	Dawson's Old Curio	26 oz.	4.20
45E	White Horse	26 oz.	4.15
45F	Duncan's Royal Palace Liqueur	26 oz.	3.85
45G	" " "	13oz. Flask	2.00
46A	Commission X	20 oz.	2.15
46B	" X	40 oz.	4.15
46C	" X	26 oz.	2.75
46D	" XXX	26 oz.	3.75
46F	Watson's No. 10	26 oz.	4.20
46G	Commission XXX	20 oz.	2.80
46H	" XXX	40 oz.	5.60
47A	Grant's Liqueur	26 oz.	4.25
47C	Dewar's "Ne Plus Ultra"	26 oz.	5.25
47D	" Special Liqueur	26 oz.	4.40
47E	" Extra Special Liqueur	26 oz.	4.90
47F	" Special Liqueur	40 oz.	6.50
48B	Kilmarnock Black Label	26 oz.	5.40
48C	Old Mull	26 oz.	4.20
48D	Kilmarnock Red Label	26 oz.	4.40
48E	Sandy Maddonald	26 oz.	4.20
48F	Grand Old Parr	26 oz.	4.65
48G	Kilmarnock Red Label	40 oz.	6.75
49A	Old Squire	26 oz.	3.50
49C	Usher's Green Stripe	26 oz.	4.40
49D	Black & White	26 oz.	4.20
49F	Usher's Green Stripe	40 oz.	6.50
50A	King Geo. IV Top Notch	26 oz.	4.20
50B	Spey Royal	26 oz.	3.75
50C	Bullock Lade Gold Label	26 oz.	4.25
50D	" " White Label	26 oz.	3.85
50E	Chivas Regal Liqueur	26 oz.	4.75
50F	Embassy Liqueur	26 oz.	3.85
50G	" " "	40 oz.	5.75

BORDEAUX ROUGES (CLARETS)

52A	Barton & Guestier	St. Julien	Qts.	1.00
52B	"	"	Pts.	0.60
52C	"	Medoc	Qts.	0.90
52D	"	Médoc	Pts.	0.55
52E	"	Batailley	Qts.	1.25
52F	"	Margaux	Qts.	1.20
53A	"	Batailley	Pts.	0.70
53B	"	Pontet Canet	Qts.	1.10
53C	"	"	Pts.	0.65
53D	"	Château Lafite	Qts.	1.75
53E	"	"	Pts.	1.00
54A	"	Château Larose	Qts.	1.50
54B	"	"	Pts.	0.85
54C	"	Château Margaux	Qts.	1.75
54D	"	"	Pts.	1.00

54E	Nath. Johnston	St-Julien	Qts.	1 00
54F	"	" Club	Qts.	0 90
54G	"	" Club	Pts.	0 55
55A	"	" St-Julien	Pts.	0 60
55B	"	" Médoc	Qts.	0 90
55C	"	" "	Pts.	0 55
55D	"	" Château Larose	Qts.	1 50
55E	"	" "	Pts.	0 85
55F	"	" Pontet Canet	Qts.	1 10
55G	"	" "	Pts.	0 65
56A	"	" Château Margaux	Qts.	1 75
56B	"	" "	Pts.	1 00
56C	Q.L.C.	Bordeaux Rouge	Qts.	0 45
56D	"	" "	Pts.	0 25
56E	"	" "	Gall. 12 Pts	2 80
56F	"	" "	Gal.	2 00
56G	"	" "	Gall. 6 Btls.	2 40
58A	St. Emilion		Qts.	0 55
58B	"		Gallon	2 60
58C	St.Emilion		Gall. 12 Pts.	3 40
58D	"		Gall. 6 Btls.	3 00
58E	L. & G.	Château Latour 1914	Qts.	1 75
58F	"	Château Margaux, 1907	Qts.	2 50
58G	"	Château Haut Brion 1906	Qts.	3 75
58H	"	Château Rauzan Gassies 1899	Qts.	2 40

BORDEAUX BLANCS (SAUTERNES)

59A	Barton & Guestier	Graves	Qts.	0 85
59B	"	" "	Pts.	0 50
59C	"	" Barsac	Qts.	1 00
59D	"	" "	Pts.	0 60
59E	"	" Sauternes	Qts.	1 00
59H	J. Lebegue & Cie	Barsac	Pts.	0 60
60A	Barton & Guestier	Sauternes	Pts.	0 60
60B	"	" Haut Sauternes	Qts.	1 20
60C	"	" "	Pts.	0 75
60D	"	" Château Yquem	Qts.	2 75
60E	"	" "	Pts.	1 50
60F	L. & G.	Château Lafaurie Peyraguay 1917	Qts.	1 75
60G	"	Château Latour Blanche 1916	Qts.	1 75
60H	James Maxwell	Château Guiraud 1914	Qts.	1 75
60I	Château Rayne	Vigneau 1916	Qts.	2 75
61A	Nath. Johnston	Graves	Qts.	0 85
61B	"	" "	Pts.	0 50
61C	"	" Barsac	Qts.	1 00
61D	"	" "	Pts.	0 60
61E	"	" Sauternes	Qts.	1 00
61F	Sauternes	"Grand Supérieur Blanc"	Pts.	0 40
61G	"	" "	Qts.	0 70
61H	"	" "	Gall. 12 Pts.	4 30
62A	Nath. Johnston	Sauternes	Pts.	0 60
62B	"	" Haut Sauternes	Qts.	1 20
62C	"	" "	Pts.	0 75
62D	"	" Château Yquem	Qts.	2 75
62E	"	" "	Pts.	1 50
62F	Sauternes	Haute Côte S. Larcher	Pts.	0 30
62G	"	" "	Gall. 12 Pts.	3 00
62H	"	" Mt. St. Jean S. Larcher	Gall. 6 Btls.	2 90
63A	J. Labegue & Cie	Barsac	Qts.	1 00
63B	"	" Goutte d'Or Château Montbrun	Qts.	1 10
63C	"	" "	Pts.	0 60

63D	Sauternes Mt. St. Jean.	Gall. 12 Pts	3.30
63E	" L. Danglade & Fils 1917.	Gall. 12 Pts	6.50
63F	" Grand Supérieur Blanc.	Gallon	3.40
63G	" " "	Gall. 6 Btls.	3.80
63H	Grand Vin d'Anjou.	Qts.	1.15
64A	Sauternes Haute Cote S. Larcher.	Qts.	0.50
64B	" " "	Gal.	2.20
64C	" Mt. St Jean S. Larcher.	Qts.	0.60
64D	" " "	Gal.	2.50
64E	" L. Danglade & Fils 1917.	Qts.	1.10
64F	" " "	Gal.	5.70
64G	" " "	Gall. 6 Btls	6.10
64H	" Haute Côte S. Larcher.	Gall. 6 Btls.	2.60

OPORTOS

65A	Convido Port.	Qts.	2.25
65B	Sandeman's Royal Port.	Qts.	4.50
65C	" " "	Pts.	2.50
65D	" V.S.O. Port.	Qts.	3.10
65E	" " "	Pts.	1.75
65F	" Light Ruby Port.	Qts.	2.85
65G	" Superior Port.	Qts.	3.20
66A	Cockburn's V.F.O. Port.	Qts.	4.50
66B	" XXX Port.	Qts.	4.00
66C	Native Port.	Qts.	0.40
66D	Rich Douro Port.	Qts.	0.85
66E	Native Port.	Pts.	0.25
66F	" " "	40 oz.	0.60
66G	Harvey's Club Port "Old Tawney".	Qts.	2.85
67A	Lisbon 4 Diamonds Port.	Qts.	0.60
67B	Native Port.	Gallon	1.75
67C	Tarragona Rouge.	Qts.	0.50
67D	" " "	Gal.	2.60
67F	Gilbey's Invalid Port.	Qts.	1.90
68A	Escholdo Port.	Pts.	1.10
68B	" " "	Qts.	2.00
68C	Alto Douro Port.	Qts.	1.03
68D	Lisbon 3 Diamonds Port "Ruby Medium Rich.	Gal.	2.55
68E	Lisbon 4 Diamonds White Port "Fine Old Rich".	Gal.	5.00
68F	Lisbon 4 Diamonds White Port "Fine Old Rich".	Qts.	0.75
68G	Vin de Liqueur de Perpignan.	Qts.	1.10
68H	White Port "Fine Old Rich".	Gal.	6.00
68I	" " "	Qts.	1.25
69A	Commendador's Port.	Pts.	1.90
69C	Royal Palace Port.	Qts.	2.65
69D	Commendador's Port.	Qts.	3.60
69E	" " "	$\frac{1}{4}$ Btls.	1.10
69G	Port 5 Grapes "Very Old Dry".	Gal.	10.00
69H	Port 6 Grapes "Very Finest Old".	Gal.	11.00
70A	Hunt's Port (Hunt Roope & Co.).	Qts.	3.60
70C	Harvey's V.S.O. Dry Port.	Qts.	3.15
70D	Harvey's Hunting Port.	Qts.	3.40
70E	Port 1 Grape "Soft Light Old".	Gal.	3.00
70F	" 2 Grapes "Tawney Medium Rich".	Gal.	4.00
70G	" 3 Grapes "Ruby Rich".	Gal.	5.00
70H	" 4 Grapes "Light Medium Rich".	Gal.	6.50

SHERRIES

71A	Sandeman's XXX Pale Sherry.	Qts.	1.90
71B	Brown Sherry "Superior Rich".	Gal.	4.40
71C	Jubilee Sherry "Old Nutty".	Gal.	9.70
71D	Extra Dry.	Qts.	1.15
71E	Extra Dry.	Pts.	0.65
71F	Sandeman's Armada.	Qts.	2.25
71G	Oloroso Sherry "Choice Old Rich".	Gal.	8.60
71H	Claro Sherry "Medium Dry".	Gal.	4.35
71I	Harvey's Old Fashioned Brown.	Qts.	3.50
72A	Gilbey's Invalid Sherry.	Qts.	1.90
72B	Oloroso Sherry "Choice Old Rich".	Qts.	1.60
72C	Native Sherry.	Qts.	0.45
72D	Emperador Sherry.	$\frac{1}{4}$ Btls.	1.20
72E	Native Sherry.	Gal.	2.25
72F	Harvey's Shooting.	Qts.	3.20
72G	" Bristol Milk.	Qts.	4.60
72H	Emperador Sherry.	Qts.	4.00
72I	" "	Pts.	2.20
73A	Harvey's Margarita (Pale Dry).	Qts.	4.30
73B	Amontillado Sherry.	Qts.	1.10
73C	Jerez Sherry "Full Rich".	Gal.	3.20
73E	Native Sherry.	40 oz.	0.70
73F	Harvey's Bank Sherry.	Qts.	3.40
73G	Claro Sherry "Medium Dry".	Qts.	0.85
73H	Amontillado "Very Pale Dry".	Gal.	6.25
74D	Amoroso "Very Fine Old Pale".	Qts.	2.25
74E	Royal Palace.	Qts.	2.90
74F	Sandeman's Montilla Fino.	Qts.	2.55
74G	Harvey's Bristol Cream.	Qts.	5.85
74H	Vino de Pasto "Superior Old".	Gal.	5.00
74I	Sandeman's Montilla Fino.	Pts.	1.45
75A	Muscat de Frontignan.	Qts.	1.00
75B	" "	Gal.	5.25
75C	Tarragona Blanc.	Qts.	0.50
75D	" "	Gal.	2.75
75E	Native Sherry.	Pts.	0.25
75F	Fino Sherry.	Pts.	0.85
75G	Misa V.F.O.	Qts.	5.10
75H	" "	Pts.	2.60
75I	Amoroso "Very Fine Old Pale".	Gal.	12.75

BOURGOGNES

76A	Albert Morot Montrachet 1911.	Qts.	2.25
76B	" " La Batailliere 1904.	Qts.	2.50
76C	Grivelet & Cusset Chambertin 1911.	Qts.	2.75
76D	Bouchard Chablis Supérieur 1918.	Qts.	1.25
76E	" " " "	Pts.	0.75
76F	Albert Morot Pommard Mousseux.	Qts.	2.75
76G	" " " "	Pts.	1.50
77A	Bouchard Chablis Village 1919.	Qts.	1.10
77B	" " " "	Pts.	0.65
77C	" Pommard 1919.	Qts.	1.50
77D	" " " "	Pts.	0.80
77E	F. Chauvenet Beaujolais 1916.	Qts.	0.90
77F	Albert Morot Chambertin Mousseaux.	Pts.	1.65
77G	Bouchard Chambertin 1918.	Qts.	1.65
77H	" " " "	Pts.	1.00

78C	F. Chauvenet	Beaujolais 1917.....	Pts.	0.50
78D	"	Moulin-à-Vent 1917.....	Qts.	1.00
78E	"	Beaune 1917.....	Pts.	0.60
79A	"	Moulin-à-Vent 1917.....	Pts.	0.60
79B	"	Beaune 1917.....	Qts.	1.00
79C	"	Pommard 1917.....	Qts.	1.10
79D	"	" ".....	Pts.	0.65
79E	"	Nuits 1917.....	Qts.	1.15
80A	"	" ".....	Pts.	0.65
80B	"	Chambertin 1917.....	Qts.	1.40
80C	"	" ".....	Pts.	0.80
80D	"	Chablis 1917.....	Qts.	1.10
80E	"	" ".....	Pts.	0.60
81A	"	Chablis Supérieur 1917.....	Qts.	1.15
81B	"	" ".....	Pts.	0.65
81C	"	Sparkling White Cap.....	Qts.	2.80
81D	"	" ".....	Pts.	1.50
81E	J. Faiveley	Moulin-à-Vent 1911.....	Qts.	1.15
81F	"	" ".....	Pts.	0.75
82A	F. Chauvenet	Sparkling Red Cap.....	Qts.	2.80
82B	"	" ".....	Pts.	1.50
82C	J. Faiveley	Nuits St-Georges 1915.....	Qts.	1.40
82D	Henri de Bahezre	Sparkling Red Castle.....	Qts.	2.50
82E	"	" ".....	Pts.	1.35
82F	J. Faiveley	Nuits St-George 1915.....	Pts.	0.80
82G	"	Clos des Papes 1918.....	Qts.	1.10
82H	Hospices de Beaune	1915 Humblot.....	Qts.	2.50
83A	F. Chauvenet	Sparkling Pink Cap.....	Qts.	2.80
83B	"	" ".....	Pts.	1.50
83C	Jules Belin	Spk. Arlot Monopole White Cap Demi-Sec.....	Qts.	2.80
83D	"	" ".....	Pts.	1.50
83E	Union des Vignerons	Chablis 1er Crû.....	Qts.	2.10
83F	Hospices de Beaune	1911 Guichard.....	Qts.	2.60
83G	"	" Cuvée Rousseau.....	Qts.	2.75
83H	Chateaufort du Pape	1911.....	Qts.	1.25
84A	Jules Belin	Spk. Arlot Red Cap Monopole Demi-Sec.....	Qts.	2.80
84B	"	" ".....	Pts.	1.50
84C	Union des Vignerons	Chablis 1er Crû.....	Pts.	1.20
84D	P. Fromont	Beaujolais Cuvée Réservee 1915.....	Qts.	1.10
84E	"	" ".....	Pts.	1.65
84F	Noirot-Carrière	Gevrey Chambertin Mousseux.....	Qts.	3.00
85A	P. Fromont	Moulin-à-Vent Cuvée Réservee 1915.....	Qts.	1.20
85B	"	" ".....	Pts.	0.75
85C	Collin - Bourisset	Mâcon.....	Qts.	1.00
85D	"	" ".....	Pts.	0.60
85E	"	Moulin-à-Vent.....	Qts.	1.40
85F	Noirot-Carrière	Gevrey Chambertin Mousseux.....	Pts.	1.60
86A	Collin - Bourisset	Moulin-à-Vent.....	Pts.	0.75
86B	"	Beaune 1918.....	Qts.	1.70
86C	"	" ".....	Pts.	1.00
86D	"	Nuits St-Georges 1919.....	Qts.	1.70
86E	"	" ".....	Pts.	1.00
87A	"	Pommard.....	Qts.	1.60
87B	"	" ".....	Pts.	0.90
87C	"	Chambertin Chapelle 1919.....	Qts.	2.30
87D	"	" ".....	Pts.	1.20
87E	"	Pommard Mousseux Sec.....	Qts.	2.75
88A	"	" ".....	Pts.	1.50
88B	"	Grand Bourgogne Brut Extra Blanc.....	Qts.	3.70
88C	"	" ".....	Pts.	2.00
88D	Joseph Drouhin	Nuits 1919.....	Qts.	1.25
88E	Noirot-Carrière	Beaune 1915.....	Qts.	1.60
89A	Collin - Bourisset	Chambertin Mousseux Sec.....	Qts.	3.10
89B	"	" ".....	Pts.	1.65

89C	Noirot-Carrière	Pommard 1915.	Qts.	1.60
89D	"	Gevrey Chambertin 1919.	Qts.	1.60
89E	"	Chambolle-Musigny 1915.	Qts.	1.60
90A	"	Vosne Romanée 1914.	Qts.	1.60
90B	Joseph Drouhin	Beaune 1919.	Qts.	1.20
90C	"	Pommard 1919.	Qts.	0.90
90D	Henri Grandjean	Meursault 1918.	Qts.	1.25
90E	"	Pouilly 1919.	Qts.	1.15
91A	"	Moulin-à-Vent 1919.	Qts.	1.10
91B	"	Mâcon 1919.	Qts.	0.85
91C	"	Beaujolais 1920.	Qts.	1.10
91D	"	Mâcon Blanc 1919.	Qts.	0.90
91E	Noirot-Carrière	Chablis Village Sup. 1919.	Qts.	0.95
91F	"	Nuits Mousseux.	Qts.	3.00
91G	"	"	Pts.	1.60

VERMOUTHS

92A	Cinzano, italien	Litre	1.30
92D	Baron Berton & Cie, français.	Litre	1.30
92E	Marianne français	Litre	1.00
93A	Martini & Rossi, italien.	Litre	1.65
94A	Noilly Prat & Cie, français.	Litre	1.65

DIVERS

95A	Dubonnet Tonic Wine	Litre	1.50
95B	Bacchus Tonic Wine	Litre	1.25
95D	Carmel Brandy 25 U.P.	13 oz.	1.80
95E	" " Proof	13 oz.	2.10
95F	Bass's Ale	Qts.	0.60
95G	" " "	Pts.	0.35
96A	Carmel Alicant	26 oz.	1.00
96B	" Port	26 oz.	1.10
96C	" Brandy 25 U.P.	26 oz.	3.25
96D	" " Proof	26 oz.	4.00
96F	Guinness's Stout	Qts.	0.60
96G	" " "	Pts.	0.35
97A	Gethsemani Mass Wine	Gal.	3.50
97B	Ventoza Mass Wine	Qts.	0.60
97C	" " "	Gal.	3.00
97D	Pureza Mass Wine	Gal.	4.30
97E	Rich Mass Wine	Gal.	3.40
97F	Madeira Cama de Lobos	Qts.	2.70
97G	" Fine Malmsey	Qts.	2.25
97H	" Reserve	Qts.	2.20
97I	St. Augustine	Qts.	1.00
98A	Bernard's Ginger Wine	Qts.	2.35
98B	Muscat Rancio	Qts.	1.75
98C	Malaga Noir	Qts.	1.10
98D	" Blanc	Qts.	0.75
98E	" " "	Gal.	4.00
98F	Chianti Ex. Vecchio Mirafiore	Qts.	1.00
98G	" " " "	Pts.	0.55
99A	Ngkapei Chinese Liquor	Pts.	1.80
99B	Muikwailo Chinese Liquor	Pts.	1.90
99C	Angostura Bitters, Dr. Siegert's	8 oz.	1.80
99D	Fernet Branca Bitters	Litre	3.60
99E	Manhattan Cocktail	Qts.	2.75
99F	Martini Cocktail	Qts.	2.75
99G	Burnett's Orange Bitters	Qts.	3.50
100E	Vin d'Alsace Clos St. Odile	Qts.	1.25
100F	" " " "	Pts.	0.75
100G	" " Knipperlé	Qts.	1.10
100H	" " Grevenmacher	Qts.	0.95

PIÈCE "WW"

Troisième rapport annuel du "Liquor Central Board" de la province de la Colombie-Anglaise

APPENDICE C—Suite

LISTES DE PRIX (ARRÊTÉS MINISTÉRIELS) ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1923, AU 31 MARS 1924

Liste des prix	A.M. No	Approuvé	Remarques
No 1.	423	18-4-23	Amendement.
"	517	28-4-23	"
"	518	28-4-23	"
"	542	5-5-23	"
"	625	30-5-23	"
"	706	19-6-23	"
"	740	27-6-23	"
"	781	4-7-23	"
"	855	18-7-23	"
"	856	18-7-23	"
"	886	26-7-23	"
"	982	11-8-23	"
"	999	14-8-23	"
"	1140	24-9-23	"
"	1188	5-10-23	"
"	1285	7-11-23	"
"	1360	27-11-23	"
"	1375	30-11-23	"
"	1423	10-12-23	"
"	1430	11-12-23	"
"	1448	15-12-23	"
"	1502	28-12-23	"
"	168	18-2-24	"
"	235	22-2-24	"
No 2.			
No 3.	581	15-5-23	Amendement.
"	676	12-6-23	"
"	741	27-6-23	"
"	822	7-7-23	Annulant listes précédentes et mettant en vigueur une nouvelle liste de prix.
"	1051	29-8-25	Amendement.
"	1250	19-10-23	"
"	1284	6-11-23	"
"	1376	30-11-23	"
No 4.			
No 5.	356	4-4-23	Amendement.
"	520	28-4-23	"
"	582	15-5-23	"
"	675	12-6-23	"
"	739	27-6-23	"
"	821	7-7-23	Annulant liste des prix.
No 6.	436	20-4-23	
"	583	15-5-23	Amendement.
"	738	27-6-23	"
"	1141	24-9-23	"

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 1

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	16 oz.	8 oz.
<i>Scotch Whisky</i>					
Antiquary.....			\$ 4 75		
Ancient Highland Malt.....		\$ 7 20	5 00		
Aitken Melrose.....			3 50		
Ambassador.....			4 00		
Buchanan's Black & White.....		6 50	4 25		
Begg's Gold Cap.....		7 00	4 75		
Bell's Special Reserve.....			4 25		
Balmoral.....			3 75		
Ben Eoin.....			3 75		
Bonnie Briar.....			4 00		
Caledonia.....	\$21 75	5 75	3 75	\$ 2 50	
Catto's Extra Special.....		7 20	4 90		
Catto's Gold Label.....			4 25		
Catto's Two Crown.....			4 50		
Cream of Barley.....			4 00		
Chivas Regal.....			5 50		
Dewar's Extra Special.....			4 90		
Dewar's Special.....			4 40		
Dewar's White Label.....			4 50		
Dawson's Curio.....			4 75		
Dawson's Special.....		6 50	4 25		
Doctor's Special.....			4 50		
D.C.L. 20 ans, très rare.....			5 50		
Grant's Best Procurable.....			4 75		
Grant's Standfast.....			4 00		
Greer's O.V.H.....			4 00		
Gilmour-Thomson Stag (Jorum).....			4 75		
Haig's Dimple.....			4 90		
Heather Dew.....			3 75		
Harvey's Special.....			4 25		
Whiteley's House of Lords.....			4 25		
Haig & Haig.....			4 75		
Hepburn & Ross' Perfection.....			3 75		
Iona.....			4 25		
Jardine's.....			4 25		
Johnnie Walker's Red Label.....		6 50			
King's Liqueur.....			4 00		
King George Top Notch.....			4 25		
King George Gold Label.....		7 00	4 75		
Long John.....			4 00		
L.C.B. Scotch.....	21 00	5 25	3 50	2 25	\$ 1 30
L.C.B. Catto's.....	23 00	6 00	4 00	2 75	
L.C.B. Whyte & McKay.....	23 00	6 00	4 00	2 75	
L.C.B. Grant's Best Procurable.....	25 00	6 50	4 25		
L.C.B. Hill Thompson.....	23 00	6 00	4 00	2 75	
McDonald's Glenlivet.....			4 00		
McDonald's Extra Special.....			4 00		
McDonald & Muir's Special.....			4 50		
Millburn.....			4 00		
McCallum Perfection.....			4 50		
Old Orkney.....		6 50	4 25		
Old Smuggler.....			4 50		
Old Mull.....			4 50		
Queen Anne.....			4 50		
Roderick Dhu.....			4 00		
Roseulter.....			3 75		
Rob Roy.....			3 75		
Royal Household.....			4 75		
Sandy Macdonald.....		6 75	4 50		
Sheriff's V.O.....			3 75		

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 1—Suite

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	16 oz.	8 oz.
<i>Scotch Whisky—Suite</i>					
Spey Royal.....		\$ 6 25	\$ 4 25		
Simpson's Blue Funnel.....			4 00		
Simpson's White Seal.....			3 75		
Sympathy.....			4 00		
Stoddart's.....			4 00		
Teacher's Highland Cream.....			4 50		
Usher's G.O.H.....			4 75		
Usher's Special Reserve.....			4 30		
Usher's Green Stripe.....			4 25		
Veteran.....			4 25		
Vat 69.....			4 65		
Walker's Black Label.....		7 20	5 25		
Walker's Red Label.....			4 50		
Watson's No 10.....			4 25		
Whyte & McKay.....			4 50		
White Horse.....		6 50	4 25		
Wee Scot.....			4 00		
<i>Irish Whisky</i>					
Burke's XXX.....		6 50	4 50		
Bushmill's.....			3 50		
Dublin.....			3 50		
Dunville's.....			3 75		
Jameson's XXX.....			4 50		
Mitchell's XXX.....		6 00	4 00		
<i>Rye Whisky</i>					
B.C. Liqueur D.D.....		5 25	3 50		
B.C. Special.....		4 75	3 25	\$ 2 00	
B.C. Special (en gros, 2 ans).....	\$17 50				
B.C. Special (en gros, 7 ans).....	19 50				
B.C. Special XXX.....			3 00		
Corby's Special Selected.....		4 75	3 00		
Corby's Majestic.....			2 75		
G. & W.....			3 25		
G. & W. Special.....		5 10	3 50		
Hunter, Louis.....			3 25		
Hunter, Louis, Bourbon.....			3 75		
L.C.B. B.C. Special (2 ans).....		4 50	3 00		
L.C.B. Seagram's.....		5 00	3 35	2 00	
Seagram's "83".....		5 00	3 50		
Seagram's V.O.....		5 50	3 50		
Seagram's (en gros).....	21 50				
Seagram's (en gros, 7 ans).....	19 50				
Walker's Club.....		5 25	3 75		
Walker's Special.....		5 00			
Walker's Imperial.....			3 50		
L.C.B. Rye.....					1 15
<i>Whisky Bourbon</i>					
Big Hollow.....			3 50	Pints	½ Pts.
Cutter's Bourbon.....			4 50		
Cotter's Draught.....	21 00	6 00	4 00	2 25	
Green River.....			3 50	1 75	
Old Crow.....		5 25 32 oz.	4 50		
Old Kentucky Bourbon.....			5 25		
Pebbleford.....			4 50	2 25	
Sunnybrook.....			4 50	2 25	1 15

APPENDICE C—Suite
LISTE DE PRIX NO 1—Suite

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	Bouteille	Halfpints
<i>Gin</i>					
Booth's House of Lords.....			\$ 3 75		
Booth's Old Tom.....			3 50		
Booth's Old Tom (17 U.P.).....	\$20 00				
Booth's High & Dry (17 U.P.).....	20 00				
Booth's High & Dry.....			3 50		
Burrough's Dry.....			4 25		
B. & N. Red.....				\$ 4 25	
B. & N. Green.....				2 50	
B. & N. Violet.....				1 40	
Coate's Plymouth.....			3 50		
Cavendish Dry.....			3 25		
De Kuyper's Red.....				5 00	
De Kuyper's Green.....				3 25	
De Kuyper's Violet.....				1 50	
Essex.....			3 75		
Gilbey's Dry.....			3 50		
Gilbey's Plymouth.....			3 50		
Gilbey's Old Tom.....			3 50		
Gordon's London Dry.....			3 50		
Gordon's Old Tom.....			3 50		
Hill & Underwood.....			3 25		
				16 oz.	8 oz.
Hollaway's.....			3 50		
Hultskamp "Old Schiedem".....			3 50		
L.C.B. Booth's High & Dry.....		\$ 4 75	3 25		
L.C.B. Old Tom.....		4 75	3 25		
L.C.B. B. & N. Geneva.....	17 00	4 75	3 25		
L.C.B. Melcher's.....		4 50	3 00		
L.C.B. Gin.....				2 25	\$ 1 10
Levert & Schudel (Green).....			3 00		
				Bouteille	
Melcher's Red.....				4 75	
Melcher's Green.....				3 00	
Melcher's Violet.....				1 35	
Melcher's 15 U.P.....	18 00				
McLaren's.....			3 25		
Nelson's Dry.....			3 25		
Old Pensioner.....			3 50		
Vickers.....			3 50		
Wolff's Schnapps.....			3 75		
Wynand & Focking Old Superior.....			4 50		
<i>Brandy</i>					
		Imp. Qts.	Rep. Qts.	Pints	16 oz.
Brillett's Eau de Vie.....			3 75		
Courvoisier.....			4 75		
Clouret.....			4 00		
Godet 1852.....			6 00		
Hennessey XXX.....			4 25		
L.C.B. Godet..... Gal., \$20 00	5 00	3 50	2 50	2 00	1 00
L.C.B. Magnier.....	5 00	3 50	2 50	2 00	1 00
L.C.B. Renault.....	5 00	3 50	2 50	2 00	1 00
L.C.B. Brandy.....					1 25
Martell's XXX.....		4 25			
Magnier (en gros)..... Gall., \$20 00					
Mounie D.....		3 75			
Mounie D, 12 ans.....				2 50	
Renault XXX.....		4 50			
Renault (en gros)..... Gal., \$20 00					
Moukow Five Star.....		4 25			

APPENDICE C—Suite
LISTE DE PRIX NO 1—Suite

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	16 oz.	8 oz.
<i>Rhum</i>					
Brabant's Demerara.....			\$ 3 00		
Brabant's Demerara Red Seal Proof.....		\$ 5 25	3 50		
Demerara (35 O.P.).....	\$23 00	6 00	4 00	\$ 2 40	\$ 1 35
Demerara (Proof).....	17 50	4 50	3 00	2 00	1 10
Demerara (15 U.P.).....	14 00	3 75	2 50		
Jamaïque (35 O.P.).....	23 00	6 00	4 00	2 40	1 35
Jamaïque (Proof).....	17 50	4 50	3 00	2 00	1 10
Jamaïque 15 U. P.....	14 00	3 75	2 50		
Edwin Charley Red Seal.....			3 25		
Edwin Charley.....			3 00		
Edwin Charley V.S.O.....			3 75		
Navy O.V.R.....			3 00		
Red Heart.....			3 00		
Brabant Demerara 35 O.P.....		6 75	4 50		
<i>Vins</i>					
				Qts.	Pts.
Bourgogne (non mousseux):					
Emu Australien.....				1 50	85
L.C.B. Australien.....	5 50			1 00	
Moulin à Vent.....			1 75		
Rubicon Australien.....				1 40	85
Beaune.....				1 75	
Pommard.....				2 00	
Chablis Australien.....				1 50	85
Bourgogne (mousseux).....				4 00	
Champagnes:					
Moët & Chandon.....				5 25	2 75
Pommery & Greno.....				5 25	2 75
Heidsieck.....					2 75
Clarets:					
Château Yquen.....				2 25	
Château Lafite.....				1 30	
Château Larose.....				1 00	
Margaux.....				1 00	50
Medoc.....				85	50
St-Julien.....				90	60
Componac.....				1 25	65
Saint-Emilion.....			1 35		
Pontet Canet.....				1 50	80
Bordeaux Rouge.....			90		
Bordeaux Vieux.....	3 75				
Ports.					
Bon Vino.....				90	
Convido.....				2 35	
Commendator.....				3 50	
Concord Grape.....				1 00	
Concord.....				75	
California Port.....	6 00			1 10	
Gilbey's Invalid.....				2 40	
Golden Crest.....				1 25	
Golden Crest Logan.....				1 25	
Gonzales' One Eagle.....				1 50	
Gonzales' Two Eagle.....				2 35	
Gonzales' Three Eagle.....				2 40	
Gonzales' Medium Full.....	5 10				

APPENDICE C—*Suite*LISTE DE PRIX NO 1—*Suite*

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	Qts.	Pts.
<i>Vins—Suite</i>					
<i>Ports—Suite</i>					
Gonzales' Old Tawney.....	\$ 7 00			\$ 1 25	
Graham Red Port.....				2 50	
Hopke's Victoria.....				2 50	
Kennedy's Tonic Port.....			1 25		
L.C.B. Gonzales' Medium Full.....				\$ 1 00	
L.C.B. Gonzales' Three Eagle.....				2 40	
L.C.B. Tarragona.....				90	\$ 0 60
Native Port.....	\$ 3 75				
St. Vista Port.....				1 50	
Tarragone.....	3 25				
<i>Vins mousseux:</i>					
Sparkling Moselle.....					2 00
<i>Vins de messe:</i>					
St. Augustine.....	4 00		\$ 1 25		
<i>Sauternes:</i>					
Graves.....				90	50
Sauterne.....				1 25	70
Haut Sauterne.....				1 25	75
Olivier.....				1 00	50
Bordeaux Blanc.....			90		
Gorden Blanc.....			1 15		
Grave's Supérieurs.....			1 25		
Barsac.....			1 50		
Grave's Supérieurs.....	4 50				
<i>Sherry:</i>					
Amontillado.....				3 00	
Emperador.....				3 25	
Fuerherd's Corona.....				2 75	
Gilbey's Invalid.....				1 75	
Golden Crest.....				1 25	
Gonzales' F.O. Pale.....				1 90	
Gonzales' Full Pale.....				1 85	
Gonzales' Light G.....	8 60			1 35	
Gonzales' Sherry.....	6 00			1 00	
Native.....	3 75				
Niagara Falls.....				1 00	
So.era.....				1 60	
Duff Gordon.....	5 50		1 00		
Californie.....	6 00			1 10	
<i>Liqueurs</i>					
Absinthe.....			4 25		
Ainesette.....			4 25		
Amers Angostura.....					2 00
Bénédictine.....				6 00	3 50
Chartreuse Verte.....					3 50
Cherry Whisky.....			4 00		
Chartreuse Jaune.....					3 00

APPENDICE C—*Suite*
LISTE DE PRIX NO 1—*Suite*

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	Qts.	Pts.
<i>Liqueurs—Suite</i>			Bouteille		
Crème de Cassis.....			\$3 75		
Crème de Cocoa.....			4 00		
Crème de Menthe.....			4 00		
Curacao Rouge.....			4 25		
Fero China.....			4 00		
Fernet Branca.....			4 50		
Gordon's Sloe Gin.....			3 50		
Herring's Cherry Brandy.....			5 00		
Horsk Punch.....			4 25		
L'Abbé Français, Brandy d'apricots.....			3 25		
L'Abbé Français, Table Verte.....			3 50		
Kummel.....			4 00		
Merville's Peppermint.....			4 25		
Maraschino.....			3 75		
Neissen's Bittermint.....			2 50		
Orange Bitters.....			4 00		
Ross Apricot Brandy.....			4 00		
Ross Blackberry Brandy.....			4 75		
Ross Cherry Brandy.....			4 25		
Ross Gin.....			4 25		
Vermouth Noilly Prat.....			1 50		
Vermouth Martini & Rossi.....			2 00		
Vermouth Aselmo.....			2 50		
Vermouth Ballor.....			2 00		
Westminster Apricot Brandy.....			4 50		
Westminster Blackberry Brandy.....			4 40		
Westminster Cherry Brandy.....			4 25		
Vodka.....			4 50		
Cocktails:					
Silk Hat, Vermouth.....			3 00		
Silk Hat, Martini.....			3 00		
Silk Hat, Manhattan.....			3 00		
L.C.B. Manhattan.....			3 00		
L.C.B. Martini.....			3 00		
Seazarac Manhattan.....			3 00		
Seazarac Martini.....			3 00		
Wynand & Focking:					
Half & Half (Curacao & Amer).....			4 25		
Punch au Rhum.....			4 25		
Punch au Whisky.....			4 25		
Cherry Brandy.....			4 25		
Crème de Menthe.....			4 25		
Advokaat.....			4 50		
Liqueur Impériale (Jaune).....			5 00		
Liqueur Impériale (Verte).....			5 00		
Hubertine.....			5 00		
Cumin (Allash).....			3 00		
Royal Orange (Ex. Dry).....			5 75		
Apricot Brandy.....			5 25		
Curacao Orange.....			5 25		
Curacao Orange Triple Sec.....			5 25		
Crème de Cocoa.....			5 25		
Eau de Vie du Cap.....			5 25		
Anisette.....			4 25		
Curacao Orange.....			4 50		

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 1—Suite

Description	Gal.	Imp. Qts.	Rep. Qts.	Pints	Moitiées
<i>Vin Chinois</i>					
Mui Kwai Lue.....			\$1 50		\$ 0 80
Ng Ka Py.....			1 25		80
Ngor Mi.....			90		
Ng Ka Py (Vieux).....				\$ 0 65	
Sam Ching.....				1 25	
<i>Vin Japonais</i>					
Hakutsuru.....			1 00		
Kiki-Jirushi.....			1 50		
Kiki-Masamune.....			1 00		
Sakuru Masamune.....			1 25		
Taku-Masamune.....			1 50		
<i>Ale et Bière forte (importés)</i>					
<i>La douzaine</i>					
Bass' Ale					
Ross & Bros.....			\$ 7 25	\$ 4 25	
J. P. O'Brien & Co.....				4 25	
Blood, Wolfe & Co.....					\$ 2 75
Bière forte Guinness:					
E. & J. Burke.....			7 25	4 25	2 75
J. P. O'Brien.....				4 25	2 75
Ross & Bros.....				4 25	2 75
Blood, Wolfe & Co.....				4 25	2 75
Winnipeg Ale:					
McDonagh & Shea.....				2 50	
Munich and Pilsener Beer:					
Amstel.....			5 60	3 30	
<i>Alcool</i>					
		Imp. Qts.	Rep. Qts.	Pints	16 oz.
Non-potable (65 O.P.)..... Gal., \$24 00	\$ 6 25	\$ 4 50	3 25		8 oz.
Grain pur..... Gal., 27 50	7 00	4 75	3 50	3 20	1 50
Absolu..... Gal., 36 00					1 60
Absolu..... 2 lb., 9 50					
Absolu..... 1 lb., 5 00					

LISTE DE PRIX NO 2

Priz de vente aux pharmaciens des liqueurs qui seront vendues par eux en vertu de la section 21 et de la sous-section (1) de la section 51 du "Government Liquor Act"

Les liqueurs doivent être vendues par les magasins de liqueurs du Gouvernement aux pharmaciens qui devront en disposer conformément aux dispositions des sections 21 et 51 du "Government Liquor Act", aux mêmes prix que ceux qui sont indiqués sur la liste de prix No 1, sujet à un escompte de 10 pour cent.

Aucun escompte ne doit être accordé sur le prix de vente des liqueurs aux pharmaciens.

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 3

Liste des prix de vente de l'ale (Pints)

Vancouver Breweries, Limited; Westminster Brewery, Limited; et Rainier Brewing Company, Limited

No	Endroit	Douzaine	Bouteille	No	Endroit	Douzaine	Bouteille
1.....	Abbotsford	\$2 50	\$0 25	32.....	Nelson.....	\$2 75	\$0 25
2.....	Ashcroft.....	2 60	25	33.....	Nanaimo.....	2 40	25
3.....	Anyox.....	2 60	25	34.....	Ocean Falls.....	2 70	25
4.....	Atlin.....	4 00	35	35.....	Prince Rupert.....	2 60	25
5.....	Campbell River.....	2 60	25	36.....	Prince George.....	2 85	25
6.....	Coalmont.....	2 70	25	37.....	Princeton.....	2 70	25
7.....	Chilliwack.....	2 50	25	38.....	Pouce Coupe.....	4 00	35
8.....	Cumberland.....	2 60	25	39.....	Penticton.....	2 70	25
9.....	Cranbrook.....	2 75	25	40.....	Port Alberni.....	2 50	25
10.....	Courtenay.....	2 60	25	41.....	Powell River.....	2 70	25
11.....	Coquitlam.....	2 50	25	42.....	Parksville.....	2 60	25
12.....	Duncan.....	2 50	25	43.....	Quesnel.....	2 90	25
13.....	Fernie.....	2 75	25	44.....	Rossland.....	2 75	25
14.....	Greenwood.....	2 75	25	45.....	Revelstoke.....	2 75	25
15.....	Grand Forks.....	2 75	25	46.....	Smithers.....	2 80	25
16.....	Golden.....	2 75	25	47.....	Stewart.....	2 65	25
17.....	Invermere.....	2 80	25	48.....	Salmon Arm.....	2 65	25
18.....	Kaslo.....	2 75	25	49.....	South Westminster.....	2 40	25
19.....	Keremeos.....	2 75	25	50.....	Sidney.....	2 50	25
20.....	Kelowna.....	2 75	25	51.....	Trail.....	2 75	25
21.....	Kamloops.....	2 60	25	52.....	Terrace.....	2 75	25
22.....	Langley Prairie.....	2 50	25	53-59..	Magas. de Vanc. (7).....	2 40	25
23.....	Lillooet.....	2 75	25	60, 61..	Magas. de Vict. (2).....	2 40	25
24.....	Ladysmith.....	2 50	25	62.....	Vernon.....	2 75	25
25.....	Ladner.....	2 50	25	63.....	Williams Lake.....	2 85	25
26.....	McBride.....	2 85	25	64.....	Yahk.....	2 75	25
27.....	Mission.....	2 50	25	65.....	Maillardville.....	2 40	25
28.....	Michel.....	2 85	25	66.....	Kimberley.....	2 80	25
29.....	Merritt.....	2 75	25	67.....	Aliee Arm.....	2 60	25
30.....	North Vancouver.....	2 40	25	68.....	Esquimalt.....	2 40	25
31.....	New Westminster.....	2 40	25	69.....	Oliver.....	2 75	25

Silver Spring Brewery, Limited et Victoria Phoenix Brewery, Limited

1.....	Abbotsford	\$2 50	\$0 25	21.....	Kamloops:		
2.....	Ashcroft.....	2 60	25		S.S. Brewery.....	\$2 60	\$0 25
3.....	Anyox.....	2 60	25		Victoria Phoenix.....	2 40	20
4.....	Atlin.....	4 00	35	22.....	Langley Prairie.....	2 50	25
5.....	Campbell River.....	2 60	25	23.....	Lillooet.....	2 75	25
6.....	Coalmont.....	2 70	25	24.....	Ladysmith.....	2 50	25
7.....	Chilliwack.....	2 50	25	25.....	Ladner.....	2 50	25
8.....	Cumberland.....	2 60	25	26.....	McBride.....	2 85	25
9.....	Cranbrook.....	2 75	25	27.....	Mission.....	2 50	25
10.....	Courtenay.....	2 60	25	28.....	Michel.....	2 85	25
11.....	Coquitland.....	2 50	25	29.....	Merritt.....	2 75	25
12.....	Duncan.....	2 50	25	30.....	North Vancouver.....	2 40	25
13.....	Fernie.....	2 75	25	31.....	New Westminster.....	2 40	25
14.....	Greenwood.....	2 75	25	32.....	Nelson.....	2 75	25
15.....	Grand Forks.....	2 75	25	33.....	Nanaimo.....	2 40	25
16.....	Golden.....	2 75	25	34.....	Oceal Falls.....	2 70	25
17.....	Invermere.....	2 80	25	35.....	Prince Rupert.....	2 60	25
18.....	Kaslo.....	2 75	25	36.....	Prince George.....	2 85	25
19.....	Keremeos.....	2 75	25	37.....	Princeton.....	2 70	25
20.....	Kelowna.....	2 75	25	38.....	Pouce Coupe.....	4 00	35

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 3—Suite

Liste des prix de vente de l'Ale (pints)—Suite

Silver Spring Brewery, Limited et Victoria Phoenix Brewery, Limited—Suite

No	Endroit	Douzaine	Bouteille	No	Endroit	Douzaine	Bouteille
39.....	Penticton.....	\$2 70	\$0 25	51.....	Trail.....	\$2 75	\$0 25
40.....	Port Alberni.....	2 50	25	52.....	Terrace.....	2 75	25
41.....	Powell River.....	2 70	25	53-59..	Magas. de Vanc (7).	2 40	25
42.....	Parksville.....	2 60	25	60, 61..	Magas. de Vict. (2).	2 40	25
43.....	Quesnel.....	2 90	25	62.....	Vernon.....	2 75	25
44.....	Rossland.....	2 75	25	63.....	Williams Lake.....	2 85	25
45.....	Revelstoke.....	2 75	25	64.....	Yahk.....	2 75	25
46.....	Smithers.....	2 80	25	65.....	Maillardville.....	2 40	25
47.....	Stewart.....	2 65	25	66.....	Kimberley.....	2 80	25
48.....	Salmon Arm.....	2 65	25	67.....	Alice Arm.....	2 60	25
49.....	South Westminster..	2 40	25	68.....	Esquimalt.....	2 40	25
50.....	Sidney.....	2 50	25	69.....	Oliver.....	2 75	25

Nelson Brewing Company

14.....	Greenwood.....	\$2 25	\$0 25	44.....	Rossland.....	\$2 10	\$0 20
15.....	Grand Forks.....	2 25	25	51.....	Trail.....	2 10	20
18.....	Kaslo.....	2 10	20	64.....	Yahk.....	2 10	20
32.....	Nelson.....	2 00	20				

Revelstoke Brewing Company

16.....	Golden.....	\$2 40	\$0 20	45.....	Revelstoke.....	\$2 20	\$0 20
17.....	Invermere.....	2 40	20	48.....	Salmon Arm.....	2 30	20

APPENDICE C—Suite
 LISTE DE PRIX NO 3—Suite
 Liste des prix de vente de la bière—Suite
 Littoral

No	ENDROIT	PINTS		QUARTS	
		Douzaine	Bouteille	Douzaine	Bouteille
1.....	Abbotsford.....	\$ 2 10	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
2.....	Ashcroft.....	2 15	20	3 75	35
3.....	Anyox.....	2 20	20	3 75	35
4.....	Atlin.....	3 20	30	5 35	45
5.....	Campbell River.....	2 10	20	3 50	30
6.....	Coalmont.....	2 15	20	3 75	35
7.....	Chilliwack.....	2 10	20	3 50	30
8.....	Cumberland.....	2 10	20	3 50	30
9.....	Crambrook.....	2 30	20	3 85	35
10.....	Courtenay.....	2 10	20	3 50	30
11.....	Coquitlam.....	2 00	20	3 50	30
12.....	Duncan.....	2 00	20	3 50	30
13.....	Fernie.....	2 30	20	3 85	35
14.....	Greenwood.....	2 25	20	3 75	35
15.....	Grand Forks.....	2 25	20	3 75	35
16.....	Golden.....	2 30	20	3 85	35
17.....	Invermere.....	2 30	20	3 85	35
18.....	Kaslo.....	2 35	20	4 00	35
19.....	Keremeos.....	2 35	20	4 00	35
20.....	Kelowna.....	2 20	20	3 75	35
21.....	Kamloops.....	2 00	20	3 50	30
21.....	Kamloops (Silver Spring).....	2 20	20	3 75	35
22.....	Langley Prairie.....	2 05	20	3 50	30
23.....	Lillooet.....	2 40	20	4 00	35
24.....	Ladysmith.....	2 00	20	3 50	30
25.....	Ladner.....	2 00	20	3 50	30
26.....	McBride.....	2 50	25	4 20	35
27.....	Mission.....	2 10	20	3 50	30
28.....	Michel.....	2 30	20	3 85	35
29.....	Merritt.....	2 25	20	3 75	35
30.....	North Vancouver.....	2 00	20	3 50	30
31.....	New Westminster.....	2 00	20	3 50	30
32.....	Nelson.....	2 25	20	3 75	35
33.....	Nanaimo.....	2 00	20	3 50	30
34.....	Ocean Falls.....	2 20	20	3 75	35
35.....	Prince Rupert.....	2 15	20	3 75	35
36.....	Prince George.....	2 35	20	4 00	35
37.....	Princeton.....	2 15	20	3 75	35
38.....	Pouce Coupe.....	3 50	30	5 85	50
39.....	Penticton.....	2 20	20	3 75	35
40.....	Port Alberni.....	2 10	20	3 50	30
41.....	Powell River.....	2 20	20	3 75	35
42.....	Parksville.....	2 10	20	3 50	30
43.....	Quesnel.....	2 60	25	4 35	40
44.....	Rossland.....	2 30	20	3 85	35
45.....	Revelstoke.....	2 20	20	3 75	35
46.....	Smithers.....	2 35	20	4 00	35
47.....	Stewart.....	2 15	20	3 75	35
48.....	Salmon Arm.....	2 20	20	3 75	35
49.....	South Westminster.....	2 00	20	3 50	30

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 3—Suite

Liste des prix de vente de la bière—Suite

Littoral—Suite

No	ENDROIT	PINTS		QUARTS	
		Douzaine	Bouteille	Douzaine	Bouteille
50.....	Sidney.....	\$ 2 00	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
51.....	Trail.....	2 30	20	3 85	35
52.....	Terrace.....	2 30	20	3 85	35
53-59...	Vancouver, Magasins (7).....	2 00	20	3 50	30
60, 61...	Victoria, Magasins (2).....	2 00	20	3 50	30
62.....	Vernon.....	2 20	20	3 75	35
63.....	Williams Lake.....	2 50	25	4 20	35
64.....	Yahk.....	2 30	20	3 85	35
65.....	Maillardville.....	2 00	20	3 50	30
66.....	Kimberley.....	2 40	20	4 00	35
67.....	Alice Arm.....	2 20	20	3 75	35
68.....	Esquimalt.....	2 00	20	3 50	30
69.....	Oliver.....	2 25	20	3 75	35

Brasserie de Fernie

9.....	Cranbrook.....	\$ 2 00	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
13.....	Fernie.....	2 00	20	3 50	30
17.....	Invermere.....	2 20	20	3 70	35
18.....	Kaslo.....	2 20	20	3 70	35
28.....	Michel.....	2 10	20	3 50	30
64.....	Yahk.....	2 15	20	3 60	30
66.....	Kimberley.....	2 10	20	3 50	30

Brasserie de Cranbrook

9.....	Cranbrook.....	\$ 2 00	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
17.....	Invermere.....	2 20	20	3 70	35
18.....	Kaslo.....	2 20	20	3 70	35
64.....	Yahk.....	2 00	20	3 50	30
66.....	Kimberley.....	2 10	20	3 50	30

Brasserie de Nelson

14.....	Greenwood.....	\$ 2 25	\$ 0 20	\$ 3 75	\$ 0 35
15.....	Grand Forks.....	2 25	20	3 75	35
18.....	Kaslo.....	2 10	20	3 50	30
32.....	Nelson.....	2 00	20	3 50	30
44.....	Rossland.....	2 10	20	3 50	30
51.....	Trail.....	2 10	20	3 50	30
64.....	Yahk.....	2 10	20	3 50	30

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX NO 3—Suite

Liste des prix de vente de la bière—Suite

Brasserie de Princeton

No	ENDROIT	PINTS		QUARTS	
		Douzaine	Bouteille	Douzaine	Bouteille
6.....	Coalmont.....	\$ 2 00	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
19.....	Keremeos.....	2 00	20	3 50	30
37.....	Princeton.....	2 00	20	3 50	30

Brasserie de Trail

32.....	Nelson.....	\$ 2 10	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
51.....	Trail.....	2 00	20	3 50	30

Brasserie de Revelstoke

45.....	Revelstoke.....	\$ 2 00	\$ 0 20	\$ 3 50	\$ 0 30
---------	-----------------	---------	---------	---------	---------

LISTE DE PRIX NO 4.

Liste des prix de vente des liqueurs à l'usage des adeptes de la religion juive seulement.

	Bouteille		
Cognac.....	\$3 50		
Vishnick.....	3 00		
Vodka (90 par cent).....	3 00		
Vodka (80 par cent).....	3 25		
Madoc.....	1 75		
Sauternes.....	1 75		
Alicante.....	2 00		
Muscat.....	2 35		
		Pints,	Quarts.
Carmel Brandy (25 U.P.).....		\$ 2 60	\$4 95
Carmel Brandy (Proof).....			5 75
Freidman's Brandy XXXXX.....			5 65
Carmel Alicante.....			2 10
Carmel Port.....			2 10
Best Red Wine (Medoc).....			2 05
Best White Dry Wine (Sauternes).....			2 15
Best Muscat.....			2 75
Carmel Alicante (gal., \$9.90).			

LISTE DE PRIX No 6

Liste de prix à charger pour la vente des liqueurs en caisses et en gros, vendues à l'entrepôt (IN BOND) au capitaine, agent ou représentant accrédité de tout navire transocéanique, pour les fins des magasins du bateau seulement.

Scotch Whisky.

	Par Caisse	
	Imp. Qts.	Rep. Qts.
Ancient Highland Malt.....		\$20 90
Ambassador.....		19 20
Black & White.....	\$25 45	18 60
Begg's Gold Cap.....	31 35	21 00
Bonnie Briar.....		18 50
Bell's Special Reserve.....		15 00
Catto's Gold Label.....		16 45
Catto's Extra Special.....	28 95	20 55
Cream of Barley.....		17 20
Dewar's Special Liqueur.....		17 40
Dewar's Extra Special.....		20 40
Dawson's Curio.....		20 20
Dawson's Special.....		16 60
Doctor's Special.....		16 80
Grant's Standfast.....		15 60
Gilbey's Spey Royal.....	23 35	15 70
Greer's O.V.H.....		17 55
Heather Dew.....		15 00
Haig's Dimple.....		21 75
Haig & Haig Five Star.....		18 75
House of Lords.....		17 40
Iona.....		16 35
King's Liqueur.....		16 45
King George Gold Label.....		19 80
King George Top Notch.....		16 80
Long John.....		15 60
Milburn's.....		14 05
MacDonald & Muir.....		16 45
Old Orkney.....	24 25	16 45
Old Mull.....		17 20
Old Smuggler.....		18 00
Perfection.....		16 95
Queen Anne.....		19 00
Regal Liqueur.....		25 80
Rob Roy.....		17 05
Roderick Dhu.....		18 00
Rosculter.....		17 05
Royal Household.....		19 95
Sandy MacDonald.....	27 00	17 40

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX No 6—Suite.

Liste des prix à charger pour la vente des liqueurs en caisses et en gros, vendues à l'entrepôt (IN BOND) au capitaine, agent ou représentant accrédité de tout navire transocéanique, pour les fins des magasins du bateau seulement.

Scotch Whisky—Suite

	Par caisse	
	Imp. Qts.	Rep. Qts.
Sympathy.....		\$18 60
Stodar's R.O.H.....		17 05
Simpson's Blue Funnel.....		14 30
Simpson's White Seal.....		15 00

<i>Scotch Whisky—(Suite)</i>		Par caisse
	Imp. Qts.	Rep. Q's.
Teacher's Highland Cream.....	19 00
Usher's G.O.H.....	19 10
Usher's O.V.G.....	16 45
White Horse.....	\$25 80	18 00
Walker's Black.....	24 85
Walker's Red.....	18 40
Whyte & McKay.....	17 30
En fût:		Le gal.
Catto's Proof.....	\$8 35
Grant's Proof.....	11 20
Hill Thompson Proof.....	9 15
Whyte & McKay Proof.....	9 75

<i>Irish Whisky</i>		La Caisse
	Imp. Qts.	Rep. Qts.
Burke's.....	\$19 70	\$13 20
Jameson's.....	.....	16 60
Mitchell's.....	20 05	13 45

<i>Rye Whiskey.</i>		
B.C. Special.....	21 60	16 10
B.C. Trois étoiles.....	.....	11 20
B.C. Doubled Distilled.....	24 75	19 60
Canadian Club.....	25 10	18 75
G. & W. Special.....	24 40	18 00
Louis Hunter.....	.....	10 10
Seagram's "83".....	28 10	17 40
En fût:		Le Gal.
B.C. 2 ans.....	.....	\$5 80
Seagram's.....	.....	7 95

<i>Whisky Américain</i>		La Caisse
	Imp. Qts.	Rep. Qts.
Cutter's.....	\$19 45
Louis Hunter Bourbon.....	12 60

<i>Gin</i>		
Booth's House of Lords.....	.....	10 80
Booth's High & Dry.....	.....	7 95
Booth's Old Tom.....	.....	8 40
B. & N. Key.....	\$ 9. 80	5 40
De Kuyper s.....	10. 00	5 55
Gordon's Old Tom.....	.....	6 85
Gordon's Dry.....	.....	7 35
Gilbey's Dry.....	.....	7 45
Gilbey's Old Tom.....	.....	7 45
Gilbey's Plymouth.....	.....	7 45
Holloway's Dry.....	.....	9 60
Melcher's.....	21 50	12 75
Old Pensioner.....	.....	7 70
Old Schiedem.....	.....	7 80
Old Superior.....	.....	10 10
Plymouth (Coate's).....	.....	9 25
Wolff's Schnapps.....	.....	18 00
En fût:		Le Gal.
Booth's High & Dry.....	.....	\$3 15
Booth's Old Tom.....	.....	3 15
B. & N.....	.....	2 05
Melcher's.....	.....	4 65

APPENDICE C—Suite

LISTE DE PRIX No 6—Suite

Liste des prix à charger pour la vente des liqueurs en caisses et en gros, vendues à l'entrepôt (IN BOND) au capitaine, agent ou représentant accrédité de tout navire transocéanique, pour les fins des magasins du bateau seulement.—Suite.

Brandy		La Caisse	
		Rep.	Qts.
Courvoisier.....		\$18	00
Denis Mounie.....		19	00
Hennessey trois étoiles.....		15	75
Martell's trois étoiles.....		15	75
En fût:		Le Gal.	
Magnier.....		\$4	95
Renault's.....		3	95
Rhum		La Caisse Imp. Qts.	
		Rep.	Qts.
Brabant's Proof.....	\$12 50	\$9	25
Branbant's R.S. (15 U.P.).....		8	20
E. Charley R.L. (15 U.P.).....		10	95
E. Charley V.S.O.....		15	85
En fût:		Le Gal.	
Demerara 35 O.P.....		\$2	95
Jamaïque 35 O.P.....		3	45
Vins		La Caisse	
		Rep.	Qts.
Vin Porto:			
Commendator.....		\$23	55
Convindo.....		14	55
Concord.....		7	10
Graham's Red.....		15	60
Gonzales' One Eagle.....		10	45
Gonzales' Three Eagle.....		13	20
Gilbey's Invalid.....		13	20
Kopke's Victoria.....		14	65
En fût:		Par Gal.	
Gonzales' Old Tawney.....		\$3	55
Gonzales' Medium Full.....		2	40
Tarragone.....		1	50
Sherry:		La Caisse	
		Rep.	Qts.
Amontillado.....		\$23	30
Emperador.....		23	40
Gilbey's Invalid.....		13	35
Gonzale's Fine Old Pale (Bleue).....		12	40
Gonzales' Full Pale (Rouge).....		11	90
Solera.....		15	40
En fût:		Le Gal.	
Gonzales'.....		\$3	40
Gonzales' Light Godlen.....		4	15
Claret:		La Caisse	
		Rep. Qts.	Pints.
Margeaux.....	\$6 75	\$8	20
Medoc.....	6 50	7	70
St-Julien.....	7 60	8	65
Champagne et vins mousseux:			
Moët & Chandon.....	39 50	42	25
Vins non mousseux:			
Beaune.....	13 70		
Componac.....	8 05	9	40
Emu (Australien).....	12 00	13	45
Graves.....	6 60	7	70
Haut Sauterne.....	10 60	12	00
Olivier.....	8 40	9	60
Pommard.....	17 70		
Rubicon.....	10 70	12	00
Sauterne.....	9 40	10	60
En fût:		Le Gal.	
Emu.....		\$3	80

APPENDICE C—Suite.

LISTE DE PRIX—Suite.

Liste des prix à charger pour la vente des liqueurs en caisses et en gros, vendues à l'entrepôt (IN BOND) au capitaine, agent ou représentant accrédité de tout navire transocéanique, pour les fins des magasins du bateau seulement.—Suite.

Liqueurs, etc.	La Caisse	
	Rep. Qts.	Pints.
Bénédictine.....	\$27 85	\$30 00
Amers d'Angustura.....		18 00
Curacao.....	14 40	.....
Crème de Carao.....	11 20	.....
Crème de Menthe.....	14 30	.....
Kummel.....	10 80	.....
Marasquin.....	12 25	.....
Crème de Cassis.....	10 80	.....
Cacao Chouac.....	9 50	.....
Vermouth Français.....	7 80	.....
Vermouth Ballor.....	10 00	.....
Vermouth Martini Rossi.....	6 50	.....
Amers aux Oranges.....	12 50	.....
Fockink Rum Punch.....	14 30	.....
Fockink Whisky Punch.....	14 30	.....
Westminster Cherry Brandy.....	15 60	.....
Westminster Blackberry Brandy.....	16 95	.....
Westminster Apricot Brandy.....	18 60	.....
Herring's Cherry Brandy.....	22 35	.....
Ross Sloe Gin.....	15 40	.....
Ross Apricot Brandy.....	13 95	.....
Ross Blackberry Brandy.....	20 40	.....
Gordon Sloe Gin.....	8 05	.....

Saki Japonais.

La Caisse de 48

Hakutsuru.....	\$24 10
Sakuru Masamune.....	31 40
Kiki Jirushi.....	34 30
Kiki Masamune.....	26 05

Vins Chinois

La Caisse de 50

Mui Kwai Lue.....	\$14 85
Ng Ka Py.....	14 00

La Caisse de 24.

Ngor Mi.....	\$6 85
--------------	--------

Guinness:

Ale et bière forte

La Caisse

Burke's (quarts, 4 douzaines la caisse).....	\$16 65
Burke's (pints, 6 douzaines la caisse).....	15 20
Burke's (nips, 5 douzaines la caisse).....	9 00
O'Brien's (pints, 6 douzaines la caisse).....	14 40
O'Brien's (nips, 10 douzaines la caisse).....	18 60
Ross (pints, 8 douzaines la caisse).....	20 20
Ross, (nips, 12 douzaines la caisse).....	21 25
Blood, Wolfe & Co., (pints, 6 douzaines la caisse).....	15 30
Blood, Wolfe & Co. (nips, 10 douzaines la caisse).....	18 60

Bass:

Burke's (pints, 6 douzaines la caisse).....	13 80
Burke's (nips, 5 douzaines la caisse).....	8 45
O'Brien's (pints, 6 douzaines la caisse).....	14 85
Ross, (pints, 8 douzaines la caisse).....	19 15
Blood, Wolfe & Co. (pints, 6 douzaine la caisse).....	15 30
Blood, Wolfe & Co. (nips, 10 douzaines la caisse).....	18 60

Alcool.

Le Gal.

Alcool, Grain pur (65 O.P.).....	\$6 00
Alcool, Non potable (65 O.P.).....	2 15

PIÈCE "X X"

"LIQUOR CONTROL BOARD" DE L'ALBERTA

LISTE DE PRIX NO 3—1 JANVIER 1925

Peut être annulée sans avis

SCOTCH WHISKY

"Reputed Quarts", sauf indication contraire.

1. A. H. M. (20 ans Sandy Mac.)	\$ 5.25
2. Begg's Gold Cap	5.00
3. Black and White	4.75
4. Bulloch Lade's Gold Label	4.75
5. C. B. S. (Control Board Scotch)	4.25
6. Rutherford & Kay's Dreadnought	4.50
7. Dawson's Curio	5.50
8. Dawson's Special	4.75
9. Dewar's Extra Special	5.25
10. Ferintosh	4.00
11. Grant's B. P.	5.00
12. Haig's Dimple	5.25
13. Haig's Pinch Decanter	5.25
14. Holt's Decanter	5.00
15. Hudson's Bay B.P.	5.00
17. King George Gold Label	5.00
18. King George Top Notch	4.75
19. Lowrie's Special	5.00
20. Mackinlay's M.L.	5.00
21. Mackinlay's V.O.B.	4.75
22. Queen Anne	5.00
23. Roderick Dhu (Bulloch Lade & Co.)	4.35
24. Royal George	4.25
25. Sandy Macdonald	4.75
26. Sandy Macdonald	Imp. Qts. 7.25
27. Spey Royal	4.50
28. White Horse	4.75
29. Whyte & MacKay Special	4.65
30. Walker's Black Label	5.50
31. Ye Old Monk's	5.00
32. Ye Old Monk's (Flacon de grès)	5.50
33. Ye Old Monk's	Imp. Qts. 7.50
34. McLaren's 1887	5.25
35. McLaren's 1890	4.75
36. Duncan's Royal Palace	4.50
37. The Embassy	4.50

IRISH WHISKY

51. Burke's	Imp. Qts. 6.75
52. John Jameson's, 3 étoiles	Imp. Qts. 7.25
53. Old Bushmills	Imp. Qts. 7.00
54. Old Comber	Imp. Qts. 6.75
55. Power's 3 Swallows	Imp. Qts. 7.00
56. G. R. (George Roe)	Rep. Qts. 4.50

*Les item ainsi marqués ne font pas partie du stock. Dès leur arrivé, ils seront indiqués sur une affiche dans les magasins des vendeurs.

 RYE WHISKY

61. Corby's Special Selected.....	Imp. Qts.	\$4.90
62. Corby's Special Selected.....	Rep. Qts.	3.50
63. G. & W.....	Rep. Qts.	3.00
64. G. & W. Special.....	Rep. Qts.	3.50
65. Walker's Canadian Club.....	Imp. Qts.	5.50
66. Walker's Canadian Club.....	Rep. Qts.	3.75
67. Walker's Imperial.....	Rep. Qts.	3.50
68. Seagram's Canadian Rye.....	Imp. Qts.	5.40
69. Seagram's Canadian Rye.....	Rep. Qts.	3.50

BOURBON WHISKY

71. Old Crow.....	Rep. Qts.	\$4.50
72. Old Kentucky.....	Rep. Qts.	4.50

RHUM

81. Golden Grove (pleine force, environ 32 over-proof).....	Rep. Qts.	\$5.00
82. Golden Grove (pleine force, environ 32 over-proof).....	Rep. Pts.	2.65
85. Lamb's Fine Navy (15 under proof).....	Rep. Qts.	3.50

GIN

91. Bols V.O. (Jarre).....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
92. Booth's High & Dry.....	Rep. Qts.	3.75
93. Bowen's London Dry.....	Rep. Qts.	3.75
94. Burnett's Old Tom.....	Rep. Qts.	3.75
95. Burnett's London Dry.....	Rep. Qts.	3.75
96. De Kuyper.....	Imp. Qts.	5.25
97. Fockink.....	Imp. Qts.	5.25
98. Gilbey's London Dry.....	Rep. Qts.	3.75
99. Gilbey's London Dry.....	Rep. Pts.	2.00
100. Gordon's London Dry.....	Rep. Qts.	3.75
101. Gordon's London Dry.....	Rep. Pts.	2.00
102. Hills & Underwood.....	Rep. Qts.	3.25
102a. Hills & Underwood.....	12 oz.	1.75
103. Melcher's (Genre Hollandais).....	Imp. Qts.	4.75
103a. Melcher's (Genre Hollandais).....	Rep. Qts.	3.20

BRANDY

121. C. B. (Control Board) 3 étoiles.....	Rep. Qts.	\$3.75
122. C.B. (Control Board) 3 étoiles.....	Rep. Pts.	2.00
123. Beehive 3 étoiles.....	Rep. Qts.	3.75
124. Frapin Spécial.....	Rep. Qts.	4.00
125. Godet Frères 1852.....	Rep. Qts.	8.00
126. Godet Frères 3 étoiles.....	Rep. Qts.	5.00
127. Hennessy 3 étoiles.....	Rep. Qts.	4.50
128. Hennessy 3 étoiles.....	Rep. Pts.	2.50
129. Martell 3 étoiles.....	Rep. Qts.	4.50
130. Martell 3 étoiles.....	Rep. Pts.	2.50
131. Monnet V. O.....	Rep. Qts.	4.25
132. Monnet V. O.....	Rep. Pts.	2.25
133. Morton's 3 étoiles.....	Rep. Qts.	3.75
134. Renault 3 étoiles.....	Rep. Qts.	4.50

*Les item ainsi marqués ne font pas partie du stock. Dès leur arrivée, ils seront indiqués sur une affiche dans les magasins des vendeurs.

OPORTO

141. Gilbey's Invalid.....	Rep.	Qts.	\$2. 15
142. Gilbey's Oporto Blanco.....	Rep.	Qts.	2. 15
143. Kennedy's Tonic.....	Rep.	Qts.	1. 50
144. Kopke's Crown Royal.....	Rep.	Qts.	2. 50
145. Kopke's Invalid.....	Rep.	Qts.	2. 00
146. Kopke's Full Rich.....	Rep.	Qts.	1. 50
147. Miro & Co's (Valencia).....	Rep.	Qts.	1. 75
149. Sandeman's Picador.....	Rep.	Qts.	2. 75
151. Royal Ruby.....	Rep.	Qts.	1. 50

VINS DU PAYS

161. Concord (Porto).....	Rep.	Qts.	\$. 75
162. Catawba (Sherry).....	Rep.	Qts.	. 75
163. Royal Crest (Porto).....	Rep.	Qts.	\$1. 50
164. Jordon Tokay (Sherry).....	Rep.	Qts.	2. 00
165. Agape (Sacramentel).....	Rep.	Qts.	1. 25
166. St. Augustine (Sacramentel).....	Rep.	Qts.	1. 25

VINS (GENRE) ITALIENS

171. Claret (Grignolino).....	Rep.	Qts.	\$. 80
172. Sauterne (Castel Byria).....	Rep.	Qts.	1. 10
173. Bourgogne (Barbera Amabile).....	Rep.	Qts.	1. 25
174. Bourgogne mousseuse, (Calissano).....	Rep.	Qts.	2. 50
175. Muscatel (Calissano).....	Rep.	Qts.	1. 50
176. Porto (Calissano).....	Rep.	Qts.	2. 10
177. Champagne duc d'Alba, Extra Sec.....	Rep.	Qts.	2. 50

SHERRY

181. Gonzalez, Etiquette Bleue.....	Rep.	Qts.	\$2. 25
182. Kopke's Amontillado, Etiquette brune.....	Rep.	Qts.	2. 55
183. Williams & Humbert's Molino.....	Rep.	Qts.	2. 70

CLARET

193. St-Julien.....	Rep.	Qts.	\$1. 25
194. Medoc.....	Rep.	Qts.	1. 00
195. Margaux.....	Rep.	Qts.	2. 00
196. Le Carmelin.....	Rep.	Qts.	1. 25
197. Ch. Lagrange.....	Rep.	Qts.	1. 50
198. Ch. Branaire.....	Rep.	Qts.	1. 50

BOURGOGNE

201. Macon.....	Rep.	Qts.	\$1. 00
202. Beaune.....	Rep.	Qts.	1. 25
203. Chambertin.....	Rep.	Qts.	1. 50
204. Clos de Vougeot.....	Rep.	Qts.	1. 75
205. Beaujolais.....	Rep.	Qts.	1. 00
206. Beaujolais 1917.....	Rep.	Qts.	1. 50
207. Pommard 1917.....	Rep.	Qts.	2. 00
208. Chablis (Blanc).....	Rep.	Qts.	1. 25
210. Meursault (Blanc).....	Rep.	Qts.	1. 50

* Les item ainsi marqués ne font pas partie du stock. Dès leur arrivée, ils seront indiqués sur une affiche dans les magasins des vendeurs.

VIN BLANC

221. Barsac (Danglade).....	Rep. Qts.	\$1.75
222. Barsac (Birkedal).....	Rep. Qts.	1.50
223. Haut Sauterne.....	Rep. Qts.	1.75
224. St. Croix de Monte.....	Rep. Qts.	1.75
225. Graves Superior.....	Rep. Qts.	1.25
226. Ch. Eyquem.....	Rep. Qts.	1.75

VIN MOUSSEUX

231. Bourgogne mousseux (Rouge).....	Rep. Qts.	\$3.25
232. Bourgogne mousseux (Blanc).....	Rep. Qts.	3.25
233. Mousseux Grand Royal (Blanc).....	Rep. Qts.	3.00

VERMOUTH

241. Fratelli Cora (Italien).....	Rep. Qts.	\$1.75
242. Martini-Rossi (Italien).....	Rep. Qts.	2.00
243. Noilly Prat (Français).....	Rep. Qts.	2.00

COCKTAILS

251. Pickwick (Seager Evans).....	Rep. Qts.	\$4.50
<i>Silk Hat:—</i>		
252. Martini.....	Rep. Qts.	\$2.25
253. Martini Ex Dry.....	Rep. Qts.	2.25
254. Manhattan.....	Rep. Qts.	2.25
255. Manhattan Ex Dry.....	Rep. Qts.	2.25
256. Whiskey.....	Rep. Qts.	2.25
257. Vermouth.....	Rep. Qts.	2.25
258. House of Lords Dry Gin.....	Rep. Qts.	3.00
259. Champagne Brandy.....	Rep. Qts.	3.00

LIQUEURS

261. Anisette.....	$\frac{3}{4}$ Litre	\$3.50
262. Apricot Brandy.....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
263. Cherry Brandy.....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
264. Kummel.....	$\frac{3}{4}$ Litre	3.50
265. Maraschino.....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
266. Orange Curacao.....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.00
267. Crème de Menthe.....	$\frac{3}{4}$ Litre	4.50
268. Grand Marnier.....	$\frac{3}{4}$ Litre	5.50
269. D.O.M. Bénédicte.....	Litre	6.00
270. D.O.M. Bénédicte.....	$\frac{1}{2}$ Litre	3.25
271. Drambuie.....	Rep. Qts.	6.25
272. Fremy's Cherry Whisky.....	Litre	4.50
273. Fremy's Cherry Whisky.....	$\frac{1}{2}$ Litre	2.50
274. Chartreuse (Verte) (Véritable).....	Litre	6.50
275. Chartreuse (Verte) (Véritable).....	$\frac{1}{2}$ Litre	3.50
276. Chartreuse (Jaune) (véritable).....	Litre	6.00
277. Chartreuse (Jaune) (Véritable).....	$\frac{1}{2}$ Litre	3.25
278. Ross' Sloe Gin.....	Rep. Qts.	4.25

* Les item ainsi marqués ne font pas partie du stock. Dès leur arrivée, ils seront indiqués sur une affiche dans les magasins des vendeurs.

CHAMPAGNE

283. Charles Heidsieck's Ex. Dry, Vend. 1914.....	Qts.	3.75
284. Charles Heidsieck's Ex. Dry, Vend. 1914.....	Pts.	2.00
285. Duc de Lariyo Ex. Dry.....	Pts.	1.50
286. G. H. Mumm's Ex. Dry.....	Qts.	4.00
287. G. H. Mumm's Ex. Dry.....	Pts.	2.25
288. Pommery & Greno Ex. Dry, Vend. 1915.....	Qts.	4.00
289. Pommery & Greno Ex. Dry, Vend. 1915.....	Pts.	2.25

AMERS

301. Dr. Seigert's Angostura.....	Pts.	\$2.25
302. Burnett's Orange.....	Qts.	4.00

ALE ET STOUT

311. Bass' Ale.....	Par douz. Pts.	\$4.80
312. Guinness' Stout.....	Par douz. Pts.	4.80

LIQUEURS CHINOISES

321. N'gor-Mi (Vin).....	Qts.	\$1.00
322. Mui-Kui-Lu (Whisky).....	Pts.	1.75
323. Ng-Ka-Py (Whisky).....	Pts.	1.75

PRODUITS DES BRASSERIES DE L'ALBERTA

BIERE

Calgary	}	Bouteille d'une pinte.....	30c
Lethbridge			
Medicine Hat		Bouteille d'une chopine....	20c
Silver Spray			
Yellowhead			

BIERE FORTE ET ALE

Calgary	}	Bouteille d'une chopine....	25c
Medicine Hat			
Lethbridge	}	Bouteille d'une chopine	20c
Silver Spray (bière forte seulement)			
Edmonton (bière forte seulement)			

Frais de messagerie payables par l'acheteur

PRIX DE L'ALCOOL

335. Pure Grain Alcohol R.....	Gal.	\$18.50
336. Pure Grain Alcohol R.....	½ Gal.	9.50
337. Pure Grain Alcohol R.....	Imp. Qt.	5.00
338. Pure Grain Alcohol R.....	Imp. Pt.	2.75

PIÈCE "YY"

"THE GOVERNMENT LIQUOR CONTROL COMMISSION" MANITOBA

LISTE DE PRIX NO 6

En vigueur le 1 novembre 1924, annulant toutes les listes antérieures

		Les prix peuvent être changés sans avis	
		Bout.	Caisse
ALCOOL			
1. 65 O.P.	1 Gal. \$25.00	2.00	22.00
2. 65 O.P.	1/2 Gal. 12.75	1.15	23.30
3. 65 O.P.	40 oz. 6.75	3.25	35.75
4. 65 O.P.	26 oz. 4.45	1.50	16.50
BRANDYS			
Standard 25 oz. bouteille—			
8. Bisquit Dubouché X		2.00	22.00
9. Bisquit Dubouché XXX		1.15	23.30
10. Bisquit Dubouché V.S.O.P.		3.25	35.75
11. Hennessy X		1.50	16.50
12. Hennessy XXX		.80	17.60
13. Hennessy V.O.		3.25	35.75
14. Martell X		1.75	38.50
15. Martell XXX			
16. Martell V.S.O.P.			
17. Monnet X			
18. Monnet XXX			
19. Monnet V.S.O.P.			
20. Monnet V.S.O.P.			
21. Jules Robin X			
22. Jules Robin S.O.P.			
23. Jules Robin G.R.E.V.			
BRANDY (en gros)			
31. Claudon's Proof Strength.	1 Gal. \$27.50		
32. Claudon's Proof Strength.	1/2 Gal. 14.00		
33. Claudon's Proof Strength.	40 oz. 7.25		
BOURGOGNES IMPORTÉS			
Calvel—		Bout.	Caisse
41. Beune Hospices, 1914.		\$ 2.00	\$22.00
42. Beune Hospices, 1914.		1.20	26.40
Chauvenet—			
43. Sparkling Red Cap.		3.25	35.75
44. Sparkling Red Cap.		1.75	38.50
Bouchard—			
45. Côte de Bone 1916 Vendange de.		1.50	16.50
46. Côte de Bone 1916 Vendange de.		.80	17.60
CHAMPAGNES IMPORTÉS			
47. Genry Chamberlin 1916.		2.00	22.00
48. Genry Chamberlin 1916.		1.15	23.30
49. Mous. Cuvée Spéc. Gold Cap Spark. (Wh.)		3.25	35.75
50. Chablis.		1.50	16.50
51. Chablis.		.80	17.60
52. Paul Marne Mousseux blanc.		3.25	35.75
53. Paul Marne Mousseux blanc.		1.75	38.50
Les prix peuvent être changés sans avis			
Canadian Grape Products, Mrs. Jordan, Ont.—			
91. Royal Crest Port Wine.		\$ 1.35	\$14.85
92. Châteaun Jordan Claret.		1.15	12.65
93. Jordan Tokay (Blanc).		1.65	18.15
94. Gold Seal Champagne, Extra Dry.		2.90	31.90
95. Gold Seal Champagne, Dry.		2.90	31.90
96. Sparkling Burgundy, Ch. Jordan.		2.90	31.90
VINS, CHAMPAGNES, ETC.			
Richard-Beliveau Co., Mfrs., Winnipeg—			
101. Duc de Cambert Champagne.		Pts. \$ 1.35	\$29.70
102. Duc de Cambert Champagne.		Pts. 2.40	26.40
103. Red Sparkling Burgundy, Extra Dry.		Pts. 1.35	29.70

Commandes limitées à une caisse de liqueurs spiritueuses par semaine. Les chèques doivent être faits et
 marqués payables au pair. *Les items ainsi marqués ne font pas partie du
 stock mais on les attend sous peu.

VINS DE MESSE			GIN IMPORTÉS		
	Bout.	Caisse			Bout. Caisse
104. Bourgogne mousseux rouge, Extra Dry	Qts.	2.40	175. Silk Hat Martini		2.50 27.50
105. St. Albert Altar and Communion	Qts.	1.00	176. Silk Hat Manhattan, Very Dry		2.50 27.50
106. St. Bruno Altar and Communion	Qts.	1.15	177. Silk Hat Martini, Very Dry		2.50 27.50
107. Tabernacle Altar and Communion	Qts.	1.35	178. Silk Hat Champagne Brandy		3.20 35.20
108. St. Luc Altar and Communion	Qts.	1.40	179. Silk Hat House of Lords Dry Gin		3.20 35.20
J. S. Hamilton Co., Mfrs., Brantford, Ont.—			GIN DE HOLLANDE		
121. St. Augustine	26 oz.	1.20	199. Blankenbeym & Nolet's, 15 bout. par caisse	42 oz.	4.65 65.10
122. Agape	26 oz.	1.05	200. Blankenbeym & Nolet's	26 oz.	3.00 33.00
VINS GENRE ITALIENS, ETC.			201. Bols' V.O., Stone Jars	¼ Litre	3.85 42.35
Luigi Calissano & Figli, Mfrs., Winnipeg—			202. De Kuyper's, 15 bouteilles par caisse	42 oz.	5.20 72.80
131. Claret (Grignolino)	Qts.	0.80	203. De Kuyper's	26 oz.	3.40 37.40
132. Sauterne (Castel Byria)	Qts.	1.00	Gin de Hollande (Proof Strength)	40 oz.	1½ gal. Gal.
133. Bourgogne (Barb. Amabile) Demi-Sec.	Non mou seux.		208. De Kuyper's	\$ 6.25	12.25 24.00
134. Bourgogne (Gran Nebiolo Calissano) mousseux	Qts.	1.20	Sloe Gin		4.15 45.65
135. Bourgogne (Gran Nebiolo Calissano) mousseux	Qts.	2.40	204. Ross'	26 oz.	
136. Muscatel (Calissano)	Pts.	1.50	Plymouth Gin		
137. Vermouth, Italien (Calissano)	Qts.	1.50	205. Coate's	26 oz.	3.95 43.45
138. Vermouth, Français (Calissano)	Qts.	1.50	GINS CANADIENS		
139. Porto (Calissano)	Qts.	2.00	Bouteille Standard 26 oz.—Dry Gin		\$ 3.15 \$34.65
140. Champagne—Duc d'Alba (Extra Dry)	Qts.	2.40	Consolidated Distillers Ltd., Mfrs., Montréal—		
141. Champagne—Duc d'Alba (Extra Dry)	Pts.	1.50	211. Hill & Underwood		
CLARETS IMPORTÉS			Meagher Bros., Mfrs., Montréal—		
150. Calvet, Château Le Boscq 1914	Qts.	1.10	212. Bountin's Old Tom		3.15 34.65
151. Calvet, Château Le Boscq 1914	Pts.	.60	215. Boulton's London Dry		3.15 34.65
152. Nath. Johnston St. Julien	Qts.	1.05	Gin de Hollande—		
153. Nath. Johnston St. Julien	Pts.	.60	Melcher's Gin & Spirits Distillery Co., Mfrs., Montréal—		
154. Louis Lamire, Ch. La Grange, 1919	Qts.	1.50	213. Gold Cross, 15 bouteilles par caisse	42 oz.	4.70 65.80
155. Louis Lamire, Ch. Certan, 1917	Qts.	1.90	214. Gold Cross	26 oz.	3.10 34.10
156. Latrille & Ginetet Ch. Laroque St. Emilion	Qts.	1.40			
157. Rosenheim & Fils Medoc	Qts.	1.20			
158. Rosenheim & Fils Medoc	Pts.	.65			
COCKTAILS					
Seager Evans & Co., Mfrs., London, Ang.—					
171. Pickwick	26 oz.	\$ 4.65			
172. Congress Manhattan		\$ 3.25			
173. Congress Martini		3.25			
Kennedy & Co., Mfrs., Vancouver—					
174. Silk Hat Manhattan		2.50			

Commandes limitées à une caisse de liqueurs spiritueuses par semaine. Les chèques doivent être faits et
marqués à payable au pair. *Les items ainsi marqués ne sont pas partie du
stock mais on les attend sous peu.

SAUTERNES			BOURBON		
Latrille & Gineestet—			Consolidated Distillers, Ltd., Mfrs., Montréal—		
331. Haut.....	Qts.	Bout.	Bouteille 28 oz.—		Bout. Caisse
332. Haut.....	Pts.	1.35	405. Old Crow Bourbon.....	\$ 4.15	\$45.65
333. Ch. Lafaurie Teyraguey.....	Qts.	.75	406. Old Kentucky Bourbon.....	4.15	45.65
334. Ch. Lafaurie Teyraguey.....	Pts.	1.50	407. Old Judge.....	*	*
		.85			
SHERRY IMPORTÉ			CANADIAN RYE WHISKY		
Bouteille Standard 26 oz.			Bouteille Standard 25 oz.—		
350. Bertola's Solera Fina.....		2.50	411. Corby's Royal Reserve.....	3.45	37.95
351. Bertola's Solera.....		2.00	412. Corby's Special Selected.....	3.45	37.95
352. Duff Gordon's Ex. Pale, Slightly Dry.....		2.00	421. Gooderham & Worts Old Rye.....	2.85	31.35
353. Duff Gordon's Solera.....		2.25	413. Gooderham & Worts Special.....	3.50	38.50
354. Duff Gordon's Amontillado.....		2.50	414. Gooderham & Worts 1902 (moyenne 26 ans).....	4.50	49.50
355. Gilbey's Andalusia.....		2.00	415. Seagram's XXX.....	2.85	31.35
356. Gilbey's Amontillado.....		3.00	416. Seagram's No 83.....	3.75	41.25
357. Kopke's Amontillado.....		3.00	417. Walker's Canadian Club.....	3.65	40.15
358. Kopke's Trocadera.....		3.25	418. Walker's Imperial.....	3.35	36.85
359. Sandeman's Three Star Pale.....		2.25	419. British Columbia Dist., Double Distilled.....	3.75	41.25
360. Sandeman's Solera.....		2.50	420. British Columbia Dist., Special Rye.....	3.45	37.95
361. Sandeman's Choice Amber.....		3.25	Imperial quarts—40 oz.		
362. Williams & Humbert Solano.....		2.50	431. Corby's Special Selected.....	4.90	53.90
363. Williams & Humbert Amontillado.....		3.00	432. Gooderham & Worts Special.....	5.30	58.30
364. Wisdom & Warter's Royal Palace.....		3.00	433. Gooderham & Worts 1902 (moyenne 26 ans).....	7.25	79.75
MUSCATELLE			434. Seagram's XXX.....	4.65	51.16
375. Miro & Co. Valencia.....		2.50	435. Walker's Canadian Club.....	5.45	59.95
MADERE			436. Walker's Imperial.....	5.15	56.65
380. Rich Nutty.....		2.75	437. British Columbia Dist., Double Distilled.....	5.45	59.95
			438. British Columbia Dist., Special Rye.....	5.00	55.00
VERMOUTH			IRISH WHISKY		
391. Ballor, Italien.....		1.75	Bouteille Standard 26 oz.—		
392. Nolly Prat, Français.....		1.75	445. Burke's XXX.....	4.60	50.60
393. Martini Rossi, Italien.....		1.75	446. Bushmill's.....	4.75	52.25
Richard-Beliveau, Mfrs., Winnipeg—			447. Comber's Old Irish.....	4.60	50.60
394. Semi Sweet Vermouth.....		1.40	448. Dunville's V.R.....	4.60	50.60
			449. Wm. Jameson 7 ans.....	4.90	53.90
AMERICAN RYE WHISKY			Imperial quarts—40 oz.		
Consolidated Distillers, Ltd., Mfrs., Montreal—			461. Burke's XXX.....	6.70	73.70
401. Charter Oak.....	28 oz.	Bout. Caisse	462. Bushmill's.....	7.00	77.00
Gooderham and Worts Distillers, Toronto—		4.15	463. Dunville's V.R.....	6.70	73.70
402. Carstairs.....	*28 oz.				

Commandes limitées à une caisse de liqueurs spiritueuses par semaine. Les chèques doivent être faits et
marqués à une caisse au pair. * Les items ainsi marqués ne l'ont pas partie du
stock mais on les attend sous peu.

SCOTCH WHISKY

Bouteille Standard 26 oz.—	Bout.	Caisse
516 Ballantine's Club Special.	4.90	53.90
471. Begg's Gold Cap.	5.25	57.75
472. Bell's Special Reserve.	4.75	52.25
473. Buchanan's Black & White.	4.90	53.90
474. Buchanan's Royal Household.	5.00	55.00
475. Bulloch Lade Gold Label.	4.90	53.90
517. Bulloch Lade Old Rarity.	5.50	60.50
476. Catto, 15 ans.	5.25	57.75
477. Catto's Gold Label.	4.90	53.90
478. Chaplin's Long John Black Label.	4.75	52.25
514. Chivas' Royal Strathguthan.	4.85	52.85
479. Dawson's Special.	4.90	53.90
480. Dawson's Old Curio (20 ans).	5.80	63.80
481. Dewar's Special Liqueur.	4.90	53.90
482. Dewar's Extra Special Liqueur.	5.20	57.20
483. Dewar's Ne Plus Ultra.	5.50	60.50
484. Dis. Co., Ltd., King George Gold Label.	5.25	57.75
485. Dis. Co., Ltd., King George Top Notch.	4.90	53.90
502. Gaelic Old Smuggler.	4.90	53.90
486. Grant's Best Procurable.	5.10	56.10
487. Grant's Standfast.	4.90	53.90
488. Gillon's King William IV.	5.15	56.65
489. Gilbey's Spey Royal.	4.75	52.25
490. Gilmour Thomson.	5.10	56.10
491. Haig's Dimple.	5.35	58.85
492. Haig's Glenleven.	4.90	53.90
493. Hardie's Antiquary Liqueur.	5.25	57.75
518. Hedges & Butler Royal Vat 15 U.P.	4.80	52.80
494. Hudson's Bay Co. Best Procurable.	5.15	56.65
495. Hudson's Bay Co. F.O.B.	5.00	55.00
496. Hill Thomson's Queen Anne.	5.20	57.20
497. Hill Thomson's Old Gentry.	4.90	53.90
498. Hopkins Old Mull.	5.00	55.00
515. MacKinlay's 79th Cameron Blend.	5.25	57.75
500. Mackie's White Horse.	4.90	53.90
521. McCallum's Perfection.	4.90	53.90
520. McNish's Doctor's Special.	4.90	53.90
501. Old Orkney.	4.95	54.45
513. Old Parr Antique.	5.25	57.75
503. Robertson's Private Stock.	5.00	55.00
504. Robertson's J.R.D.	4.90	53.90
505. Sanderson's Mountain Dew.	5.10	56.10
506. Sandy MacDonald.	4.90	53.90
507. Taylor Bros. 'Grannie Taylor (25 ans).	5.45	59.95

Commandes limitées à une caisse de liqueurs spiritueuses par semaine. Les chèques doivent être faits et marqués payables au pair. * Les items ainsi marqués ne font pas partie du stock mais on les attend sous peu.

SCOTCH WHISKY (SUITE)

508. Teacher's Highland Cream.	4.90	53.90
509. Walker's Kilmarnock Black Label.	6.00	66.00
510. Walker's Kilmarnock Red Label.	5.00	55.00
511. Whyte & MacKay Special.	4.90	53.90
519. Wright & Graig's Premier.	4.90	53.90
Consolidated Distillers Ltd., Mfrs., Montréal—		
531. Embassy.	4.20	46.20
532. Duncan's Royal Palace Liqueur.	4.20	46.20
British Columbia Distillery—		
533. Caledonia.	4.20	46.20
Imperial quarts—40 oz		
551. Begg's Gold Cap.	7.70	84.70
552. Bell's Special Reserve.	7.00	77.00
553. Buchanan's Black & White.	7.35	80.85
554. Bulloch Lade Gold Label.	7.35	80.85
555. Catto's Gold Label.	7.20	79.20
556. Catto, 15 ans.	7.65	84.15
557. Chaplin's Long John Black Label.	7.15	78.65
583. Chivas' Royal Strathguthan.	7.15	78.65
558. Dawson's Special.	7.25	79.75
559. Dawson's Old Curio, 20 ans.	8.20	90.20
560. Dewar's Special Liqueur.	7.20	79.20
561. Dewar's Extra Special Liqueur.	7.50	82.50
562. Dis. Co., Ltd., King George Gold Label.	7.70	84.70
563. Dis. Co., Ltd., King George Top Notch.	7.20	79.20
582. Gaelic Old Smuggler.	7.20	79.20
564. Gilbey's Spey Royal.	7.00	77.00
565. Gilmour Thomson.	7.50	82.50
566. Grant's Best Procurable.	7.50	82.50
567. Grant's Standfast.	7.20	79.20
568. Hill Thomson's Queen Anne.	7.45	81.95
569. Hopkin's Old Mull.	7.30	80.30
570. Hudson's Bay Co. Best Procurable.	7.40	81.40
571. Hudson's Bay Co. F.O.B.	7.20	79.20
572. Mackie's White Horse.	7.20	79.20
585. McCallum's Perfection.	7.35	80.85
584. MacKinlay's 79th Cameron Blend.	7.70	84.70
573. Old Orkney.	7.30	80.30
574. Robertson's J.R.D.	7.20	79.20
575. Robertson's Private Stock.	7.35	80.85
576. Sandy MacDonald.	7.20	79.20
577. Teacher's Highland Cream.	7.20	79.20
578. Walker's Kilmarnock Red Label.	7.35	80.85
579. Walker's Kilmarnock Black Label.	8.60	94.60
580. White & MacKay Special.	7.00	77.00

PIÈCE "ZZ"

AVIS AU PUBLIC

A partir de cette date et jusqu'à nouvel avis, les prix chargés pour les liqueurs à ceux qui ont droit d'en acheter en vertu de la Loi des liqueurs alcooliques, 1916, ne devront pas excéder les prix énumérés ci-dessous. Cette liste de prix devra être affichée par tout vendeur en détail possédant un permis, dans un endroit en évidence, où toutes les personnes qui entreront dans le lieu où on les vend, pourront facilement la voir. Toutes les listes précédentes doivent être détruites.

WHISKY, (PTS)

Corby's Special Selected	\$ 2 00	Grant's Standfast	\$ 2 50
Gooderham Wort, Spécial	2 00	Grant's Liqueur	2 50
Royal Palace	2 15	King George IV	2 50
Argyle Scotch	2 20	Lawson Liqueur	2 50
Mitchell's Old Irish (<i>Rep. Pts.</i>)	2 25	Booth's "Old Style" Liqueur	2 50
Black and White	2 50	Hilltop	2 50
White Horse (Flacon Concave)	2 50	Stodart's Crown Special	2 50
Doctor's Special	2 50	Catto's Gold Label	2 50
Whyte & Mackay	2 50	Grant's "Best Procurable"	2 65
Gilbey's Spey Royal	2 50	Old Kentucky Bourbon (16 oz.)	2 65
Royal Strathlythan	2 50	Mitchell's Old Irish (<i>Imp. Pts.</i>)	3 25
John Haig's Gold Label	2 50		

WHISKY, (QTS.)

Corby's Special Selected	\$ 3 50	Hilltop	\$ 4 50
Gooderham & Wort's Special	3 50	Sandy MacDonald	4 50
Walker's Canadian Club	3 75	Stodart's Crown Special	4 50
Old Kentucky Bourbon	4 10	Royal Northern Cream	4 50
Royal Palace (25 oz.)	4 20	Catto's Gold Medal	4 50
Mitchell's Old Irish	4 25	John Haig's Gold Label	4 50
Argyle Scotch	4 25	Lawson Liqueur	4 50
Black & White	4 50	Grant's "Liqueur"	4 75
Maid O' The Mist	4 50	Royal Strathlythan (<i>Dimple Bottle</i>)	4 75
Old Orkney	4 50	Grant's Best Procurable	5 00
King George IV	4 50	Dewar's Special	5 00
Royal Vat	4 50	Usher's Green Stripe	5 00
Doctors' Special	4 50	Johnnie Walker Red Label	5 25
Rob Roy	4 50	Dewar's Extra Special	5 25
Booth's "Old Style"	4 50	Grand Old Parr	5 25
Roderick Dhu	4 50	Queen Anne	5 25
Bulloch Lade, Gold Label	4 50	Stodart's Rare Old Highland	5 25
Royal Strathlythan	4 50	John Haig's Dimple	5 50
Whyte & Mackay Special	4 50	Johnnie Walker Black Label	5 75
Gilbey's Spey Royal	4 50	Chivas Regal	5 75
White Horse (Bouteille Concave)	4 50		

BRANDYS

Monnet's * Brandy (Pts)	\$ 2 25	Bisquit Dubouché *	\$ 4 75
Pinet, Castillon (Pts)	2 25	Bisquit Dubouché ***	5 00
Perodeau Silver Vat (Pts)	2 25	Martell *	5 00
Perodeau Cognac, 10 ans (Pts)	2 50	Hennessy's *	5 00
Perodeau Cognac, 15 " " "	2 75	Perodeau Cognac, 15 ans (Qts.)	5 00
Perodeau Medicinal, (pts)	2 75	Perodeau Medicinal (Qts.)	5 00
		Martell ***	5 50
Perodeau Silver Vat, (Qts.)	4 25	Hennessy's ***	5 50
Pinet Castillon, (Qts.)	4 25	Cherry Brandy	5 50
Monnet's *	4 25	Chastenet Frères, V.S.O.P.	5 50
Perodeau Cognac, 10 ans (Qts.)	4 75	Godet Frères, 1852	6 00

GINS

Melchers Gold Cross Gin (10 oz.).....	\$ 1 50	Booth's Gold Medal Gin.....	\$ 4 00
Hill & Underwood's Dry.....	3 00	Seager's Dry Gin.....	4 00
Hyde Park.....	3 00	Burnett's Old Tom Gin.....	4 00
Boulton's Extra London Dry.....	3 25	Gordon's London Dry Gin.....	4 50
Melchers Gold Cross Gin (Medium)....	3 25	Gordon's Sloe Gin.....	4 75
Kiderlen's.....	3 50	Melchers Gold Cross (<i>Imp. Qts.</i>).....	4 75
John DeKuyper Gin.....	3 75		

RHUMS

Finzi Jamaica, 35 O.P. (Octave 15 gal.)	\$337 50	Golden Stag Jamaica.....	\$ 4 00
Finzi Jamaica (<i>Imp. Gal.</i>).....	25 00	Bacardi Carta, O.R.O.....	5 00
Finzi Jamaica (<i>Rep. Qts.</i>).....	4 00	Bacardi, Extra, 1873.....	5 00

VINS

Agape Sacramental.....	\$ 1 40	Vermouth.....	\$ 3 00
St. Julien Claret (Qts).....	2 00	Manhattan Cocktails.....	3 25
Gonzalez, Byass Pale Sherry.....	2 00	Martini Cocktails.....	3 25
Kopke Amontillado Sherry.....	3 00	Orange Bitters.....	3 75
Kopke Black Label Full Ruby Port....	2 50	Guilles Mass Wine (<i>Imp. Gal.</i>).....	5 00
" " " Tawny Port.....	2 50	Guilles Moreu Mass Wine (<i>Oct. 15 gals.</i>)	63 00
Superior Old White Port.....	3 00	Marnier-Lapostelle Menthe Verte....	4 00
Very Old Tawny Port.....	3 00	" " Menthe Rouge....	5 00
Gilbey's Gold Label Port.....	3 00	Bénédictine (Large).....	7 00
Kopke's Victoria Port.....	3 25	Pedro Domecq Med. P. Sherry (<i>Imp gal</i>)	9 00
Convido Port.....	3 25	Pedro Domecq Med. P. Shry (13½ gll)	110 00
Old Portugal Port.....	3 50		
Champagne (Pts).....	3 00	Alcool (<i>Imp. Gal.</i>).....	26 25

ALES ET BIERES FORTES

Oland's Export Ale (Douz. pts).....	\$ 2 75	Ready's Full Strength Porter.....	\$ 2 75
Oland's Stock Ale (Douz. pts).....	2 75	Jeffrey's XXX Stout (Douz. pts.).....	4 20
Oland's Extra Invalid Stout.....	2 75	Guinness' Stout (Douz. pts.).....	5 40
Ready's Full Strength Ale (qts).....	2 75	Bass Ale (Douz. pts.).....	5 40

Président.

Fredericton, N.B., 25 octobre 1924.

Commission des liqueurs du N.B

PIECE "AAA"**Liste de prix révisée, 18 avril 1921****L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE****NÉGOCIANTS EN GROS DE VINS, LIQUEURS ET ÉPICERIES****2 à 12 rue DeBresoles, Montréal, Canada**

Division des commandes par correspondance

Chers messieurs,

Nous attirons votre attention sur le fait qu'après le premier mai prochain, le gouvernement provincial ne nous accordera pas de licence pour vendre ou expédier des liqueurs dans la province d'Ontario. Nous attirons respectueusement votre attention sur les bas prix révisés que mentionne notre catalogue et nous vous recommandons fortement de nous faire parvenir vos commandes le plus tôt possible, afin d'éviter la course précipitée des derniers jours.

Bien à vous,

L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE.

Termes et conditions

Tous les prix sont payés "F.O.B.", à Montréal, argent comptant avant l'expédition des marchandises, y compris les droits et les taxes, et ils peuvent être changés sans avis.

Les commandes doivent être accompagnées de chèques acceptés, lettres de changes acceptées par une banque ou mandats d'argent.

Si nous manquons d'une espèce de marchandises, à moins d'instructions contraires, nous nous réservons le droit de la remplacer par une autre espèce de la même valeur.

Aucune liqueur n'est expédiée "C.O.D."

Nous n'acceptons aucune commande inférieure à une caisse portant la marque de fabrique ou inférieure à 2 gallons en gros.

Prenez la précaution de bien inclure le prix des contenants, lorsque vous commandez des liqueurs en barriques.

Les contenants des liqueurs non embouteillées coûteront les prix suivants:

Spiritueux et rye, Barriques.....	Chacune	\$8.00
“ “ Demi-barriques.....	“	7.00
Petits barils de 10 gallons.....	Chacun	3.50
“ “ 5 “.....	“	3.00
Récipients de fer-blanc de 5 gallons, emballés.....	“	1.00
Cruches de grès de 2 gallons, emballées.....	“	.75
“ cristal d'un gallon, emballées.....	“	60

Les contenants ci-dessus seront, pour les prix chargés, portés au crédit de ceux qui les renverront en bon état avec frais de transport payés d'avance.

L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE,
Montréal.

	Le gallon
<i>Alcool, 65 o. p.</i>	
Bar. et demi-barriques.....	\$ 11.00
Moindre quantité.....	11.50
<i>Eau-de-vie (Highwine), 50 o. p.</i>	
Bar. et demi-barriques.....	10.00
Moindre quantité.....	10.50

Les barriques contiennent environ 42 gallons. Les demi-Barriques contiennent environ 25 gallons.

	La douz.
<i>Ross's Bass's:</i>	
Quarts, 4 douz. la caisse.....	\$ 5.00
Pints, 8 douz. la caisse.....	3.50

BRANDY EN CAISSE

	La caisse
<i>Boulestin & Cie</i>	
3 étoiles.....1 douz. Qrt. ord.....	\$ 30.00
Réserve Vieille...1 “ “.....	70.00
<i>J. & F. Martell:</i>	
1 étoile.....1 “ “.....	26.00
V. S. O. P.....1 “ “.....	38.00
<i>J. Hennessy & Co:</i>	
1 étoile.....1 “ “.....	27.00
<i>Bisquit, Dubouché & Cie:</i>	
20 ans.....1 douz. bouteilles cannelées.....	34.00
<i>Godet, Frères:</i>	
1 étoile.....1 douz. Qrts ord.....	24.00
3 étoiles.....1 “ “.....	28.00
1852.....1 “ “.....	50.00

<i>J. Prunier & Cie, "Doctor's Brandy":</i>		
1 étoile.....	1 douz. Qrts ord.....	22.00
5 étoiles.....	1 " ".....	25.00
<i>Jules Robin & Cie, Dark or Pale:</i>		
Dark or Pale.....	1 douz. Qrts ord.....	25.00
<i>Pelisson, Père & Cie:</i>		
Médicinal.....	1 douz. Qrts ord.....	25.00
10 ans.....	1 " ".....	28.00
<i>Roger, Martin & Cie:</i>		
V. S. O.....	1 douz. Qrts ord.....	25.00
3 étoiles.....	1 " ".....	22.00
<i>V. Pinot & Cie:</i>		
V. O.....	1 " ".....	18.00
<i>Gascon & Frères:</i>		
3 étoiles.....	1 " ".....	14.00

BRANDY EN FÛT

<i>V. Pinot & Cie:</i>		Le gall.
Preuve.....	Bar. et demi-barriques.....	\$ 9.00
	Moindre quantité.....	9.50
15 u. p.....	Bar. et demi-barriques.....	8.00
	Moindre quantité.....	8.50
<i>DeBort & Cie:</i>		La caisse
Preuve.....	Bar. et demi-barriques.....	\$ 9.50
	Moindre quantité.....	10.00
20 u. p.....	Bar. et demi-barriques.....	7.50
	Moindre quantité.....	8.00
Barriques et demi-barriques, \$5.00 chacune.		
Finest Old Proof Prunier.....		11.50
<i>Pelisson, Père & Cie:</i>		
Fine Champagne proof.....		12.50

CHAMPAGNE FRANÇAIS

Louis Roederer, vendange de 1911		
Dry.....	1 douz. litres.....	42.00
<i>Paul Ruinart & Cie:</i>		
Extra Dry.....	1 douz. litres.....	40.00
	2 douz. ½ litres.....	44.00
<i>R. Bailly-Perraud:</i>		La caisse
Étiquette verte.....	1 douz. litres.....	30.00
" ".....	2 douz. ½ litres.....	32.00
Étiquette bleue.....	1 douz. litres.....	33.00
" ".....	2 douz. ½ litres.....	35.00
Étiquette dorée.....	1 douz. litres.....	35.00
" ".....	2 douz. ½ litres.....	37.00
<i>Pommery & Greno:</i>		
Extra Dry.....	1 douz. litres.....	52.50
Extra Dry.....	2 douz. ½ litres.....	54.50
<i>A. Salon:</i>		
Menil Nature.....	Qrts.....	38.00
Extra Dry.....	".....	36.00

CHARTREUSE FRANÇAISE

<i>V. Gourmet & Cie:</i>			
Verte.....	1 douz. litres.....		34.00
Jaune.....	1 ".....		30.00
<i>Cocktails "Eagle":</i>			
Martini.....	12 Qrts ord.....		16.00
Manhattan.....	12 ".....		16.00
Dubonnet.....	12 ".....		16.00

GIN EN CAISSES

<i>J. DeKuyper & Son's:</i>			
Caisses rouges....	15 gros flacons.....		36.00
Caisses vertes....	12 flacons moyens.....		19.00
<i>Export Distillers, Reg Clover Brand:</i>			
Caisses rouges....	15 gros flacons.....		28.00
Caisses vertes....	12 flacons moyens.....		17.00
<i>Bols's:</i>			
Extra quality....	Cruches de grès de 12 litres.....		26.00
Extra quality....	Cruches de cristal de 12 $\frac{3}{4}$ litres.....		23.00
<i>Burnett's:</i>			
London Dry.....	12 " ".....		22.00
<i>Booth's:</i>			
<i>House of Lords:</i>			
Dry.....	12 Qrts ord.....		22.00
High and Dry....	12 ".....		20.00
<i>Booth's:</i>			
Old Tom.....	12 ".....		22.00
<i>Holloway's:</i>			
St. Pancras Dry..	12 ".....		18.00
<i>Burrough's:</i>			
Dry.....	12 ".....		18.00
<i>Coates:</i>			
Plymouth.....	12 ".....		20.00
<i>Ross's:</i>			
Sloe Gin.....	12 ".....		23.00
<i>Cold & Co.:</i>			La caisse
Dry, 3 étoiles....	12 ".....		\$ 15.00
Dry, Spec, Res....	12 ".....		20.00
Old Tom, 3 étoiles.	12 ".....		15.00
Old Tom, S. R....	12 ".....		20.00

GIN EN FÛT

<i>John DeKuyper & Son's:</i>		Le gall.
Preuve.....		\$ 9.00
<i>Cold & Co., London Dry:</i>		Le gall.
3 étoiles.....	40 u. p.....	6.00
Spécial.....	O 30 u. p.....	7.00
5 étoiles.....	25 u. p.....	8.00

Cold and Co., Old Tom:

3 étoiles.....	40 u. p.....	6.00
Spécial.....	0.30 u. p.....	7.00
5 étoiles.....	25 u. p.....	8.00

LIQUEURS FRANÇAISES

<i>Bardinet & Fils,</i>	<i>Bordeaux, Fr.:</i>	<i>La caisse</i>
Cherry Brandy... 12 x $\frac{3}{4}$	" " "	30.00
Curaçao Red.... 12 x $\frac{3}{4}$	" " cruches.....	30.00
Naraschino..... 12 x $\frac{1}{4}$	" " bouteilles classées.....	30.00
Green Peppermint		
Green Star.... 12 x $\frac{3}{4}$	" " bouteilles classées "sq.".....	30.00

<i>Marie Brizard & Roger:</i>	<i>La caisse</i>
Crème de Moca... 1 douz. litres.....	\$ 35.00
Anisette Superfine ".....	35.00
Curaçao Orange " soutiré.....	35.00
Cherry Brandy... ".....	35.00
Brandy Apricot... ".....	35.00
Maraschino Superfin ".....	35.00
Peach Brandy.... " soutiré.....	35.00
Green Peppermint ".....	35.00
" " 2 " $\frac{1}{2}$	37.00
Cocoa Chouva... 1 ".....	35.00
Crème de Cassis.. ".....	35.00

"Briand & Jacquet", Chalonnès, France:

Anisette..... 12 Qrts ord.....	18.00
Brandy Apricot... 12 ".....	18.00
Cherry Brandy... 12 ".....	15.00
Cherry Whisky... 12 ".....	15.00
Curaçao..... 12 ".....	18.00
Crème de Cacao... 12 ".....	18.00
Crème de Menthe	
Verte..... 12 carafes.....	18.00
Grenadine..... 12 Qrts ord.....	15.00
Maraschino..... 12 ".....	18.00
Kirsch..... 12 ".....	18.00
Kummel..... 12 ".....	18.00

RYES, EN CAISSES

<i>Cerby's:</i>	<i>La caisse</i>
Spec, Selected... 12 Qrts ord.....	24.00
Majestic..... 12 ".....	22.00

<i>Gooderham & Worts:</i>	
Spécial..... 12 ".....	22.00

<i>Walker's:</i>	
Imperial..... 12 ".....	22.00

<i>Wiser's:</i>	<i>La caisse</i>
Red Letter Rye... 12 ".....	16.00

<i>Perfection Brand:</i>	<i>La caisse</i>
25 u. p..... 12 Qrts ord.....	18.00
40 u. p..... 12 ".....	16.00
25 u. p..... 12 Imperial.....	25.00
40 u. p..... 12 ".....	20.00

RYES, EN GROS

<i>Corbys</i>		Cruche
Special Selected...	Cruches de 2 gal.	22.00
Contenants gratuits.		

RHUM, EN CAISSES

<i>Bardinet & Fils:</i>		
Negrita, Brand	20 u. p.	22.00
	12 bouteilles x $\frac{3}{4}$ litre.	22.00
<i>Burke's, E. & J.:</i>		
Finest Jamaica	12 Qrts ord.	21.00
Sambo, 27 u. p.	12 "	16.00
Sambo, 27 u. p.	12 "imperial Qrts"	24.00
Sambo Sp. Reserve		
21 u. p.	12 Qrts ord.	18.00
Sambo Sp. Reserve		
21 u. p.	12 "imperial Qrts"	27.00
Tiger	45 u. p. 12 Qrts ord.	14.00
Tiger, 45 u. p.	12 "imperial Qrts"	20.00

RHUM, EN FÛT

		Le gall.
Bell's Jamaica	35 o. p.	13.00
Myer's Jamaica	35 o. p.	12.00
Bell's Jamaica	Preuve	10.00

VERMOUTH FRANÇAIS, EN CAISSES

		La caisse
Faucher & Fils	12 litres	15.00
Bailly, Frères	12 "	16.00
Noilly Prat	12 "	18.00

VERMOUTH ITALIEN, EN CAISSES

		La caisse
Casa Blanca	12 litres	15.00
Martinazzi	12 "	15.00

WHISKY IRLANDAIS, EN CAISSES

<i>O' Borne's:</i>		
3 étoiles	12 Qrts ord.	15.00
3 étoiles	12 "imperial Qrts"	22.00

WHISKY, SCOTCH, EN CAISSES

<i>Mackie's:</i>		
White Horse	12 Qrts ord.	36.00
<i>Dewar's:</i>		
Special Liq.	12 "	38.00
<i>Clan Mackenzie:</i>		La caisse
7 ans.	12 "	23.00
<i>Southard's:</i>		
V. O.	12 "	21.00
<i>McIntosh's:</i>		
Golden Star	12 "	21.00
<i>Andrew Brown's:</i>		
Spec. Liq., 21 u. p.	12 "	22.00
Spec. Liq., 21 u. p.	12 "imp. Qrts"	30.00

HUGH McADAM'S		La caisse.
35 u. p.	12 Qrts ord.	18.00
35 u. p.	12 "imperial Qrts"	28.00
<i>William Dunsmuir's:</i>		
	12 Qrts ord.	15.00
	12 "imperial Qrts.	20.00
WHISKY, SCOTCH, EN GROS		Le gall.
<i>Jardine & Co.:</i>		
4 ans.	4 o. p.	15.00
2 ans.	10 o. p.	14.00
<i>Donald, Campbell & Co.:</i>		Lo gall
15 u. p.	Bar. et demi-bar.	10.00
	Quantité moindre.	11.00
<i>Highland Dew:</i>		
Preuve.	Bar. et demi-bar.	10.00
	Quantité moindre.	10.50
15 u. p.	Bar. et demi-bar.	9.00
	Quantité moindre.	9.50
<i>High McAdam's:</i>		
Preuve.	Bar. et demi-bar.	9.00
	Quantité moindre.	9.50
VINS, TONQUES, EN CAISSES		La caisse
<i>Dubonnet:</i>		
Celebrated French		
Tonique.	12 litres.	24.00
VINS, EN CAISSE, VIN ROUGE		
<i>Stormonth Tail & Co., Oporto, Portugal:</i>		La caisse
1 "Grape"	12 Qrts ord.	15.00
2 "Grapes"	12 "	16.00
3 "Grapes"	12 "	18.00
Invalid.	12 "	19.00
Discovery	12 "	20.00
House of Lords.	12 "	22.00
VINS, EN CAISSES, VIN ROUGE		
St-Louis.	12 "	10.00
Johnson.	12 "	12.00
Guimaraens.	12 "	12.00
Cassanes.	12 "	15.00
VINS, EN GROS, VIN ROUGE		Le gall.
Canadian Native.		\$ 2.50
M. P. & S. Tawny.		4.00
New York State.		4.00
Ricardo Gomez, Espagnol.		4.50
Spellman, de Californie.		5.00
<i>Stormonth Tail & Co., Oporto, Portugal</i>		Le gall.
1 "Grape"		7.00
2 "Grapes"		8.00
3 "Grapes"		9.00
4 "Grapes"		9.50
House of Lords.		10.00

VINS SHERRY, EN CAISSES

Valencia Paz & Co., Espagne:

		La caisse
Fino.....	12 Qrts ord.....	13.00
Solera.....	12 ".....	14.00
Madeira.....	12 ".....	17.00
Extra Dry.....	12 ".....	18.00
Vino de Pasto.....	12 ".....	19.00
Amontillado.....	12 ".....	22.00
Martin & Cie.....	12 ".....	11.00
La Cave & Cie.....	12 ".....	14.00

VINS SHERRY, EN GROS

	Le gall.
Canadian Native.....	2.50
M. P. Sugranes (Messe).....	4.00
New York State.....	4.50

SAUTERNES, EN CAISSES

Barton & Guestier:

	La caisse
Graves.....	12 qrts..... \$ 12.50
".....	24 pts..... 13.50
Barsac.....	12 qrts..... 13.50
".....	24 pts..... 14.50
Sauternes ord.....	12 qrts..... 14.00
".....	24 pts..... 15.00
Haut Sauterne.....	12 qrts..... 17.50
".....	24 pts..... 18.50
Château Yquem.....	12 qrts..... 38.00
".....	24 pts..... 39.00

VIN—CLARET

Barton & Guestier:

	La caisse
Medoc.....	12 qrts..... \$ 11.50
".....	24 pts..... 12.50
St-Julien.....	12 qrts..... 12.00
".....	24 pts..... 13.00
Batailiez.....	12 qrts..... 13.00
".....	24 pts..... 14.00
Pontet Canet.....	12 qrts..... 13.50
".....	24 pts..... 14.50
Château Larose.....	12 qrts..... 19.00
".....	24 pts..... 20.00
".....	Margaux 12 qrts..... 21.50
".....	24 pts..... 22.50

VIN BOURGOGNE, EN CAISSES

A. Bichot & Cie:

	La caisse
Beaume.....	" " " " \$ 35.00
Santenay.....	Blanc " " 35.00
Monthelie.....	" " 38.00
Mâcon.....	Rouge..... 12 qrts..... 9.00
".....	24 pts..... 10.00
Beaume.....	" 12 qrts..... 10.00
".....	24 pts..... 11.00
Santenay.....	" 12 qrts..... 10.00
".....	24 pts..... 11.00
Pommard.....	" 12 qrts..... 11.00
".....	24 pts..... 12.00
Rully.....	Blanc..... 12 qrts..... 10.00
".....	24 pts..... 11.00
Pouilly.....	" 12 qrts..... 11.00
".....	24 pts..... 12.00

PIÈCE "BBB"**Liste de prix révisée, 10 mars 1921****L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE****NÉGOCIANTS EN GROS DE VINS, LIQUEURS ET ÉPICERIES****2 à 12 rue DeBresoles, Montréal, Canada**

Division des commandes par correspondance

Cher monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite d'une loi à cette fin, le contrôle de la vente des vins et des liqueurs pourra être pris par le gouvernement de notre province après le premier mai. Il est probable que nous ne pourrions pas expédier de ces marchandises dans la province d'Ontario après cette date. Nous vous recommandons donc, si vous avez besoin de vins ou de liqueurs, de nous envoyer vos commandes le plus tôt possible, lorsque nos stocks sont encore considérables et complets.

Nous vous remercions des marques de confiance dont vous nous avez honorés jusqu'ici et, sollicitant votre bienveillant encouragement, nous demeurons, cher monsieur,

Vos bien dévoués,

L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE.

Termes et conditions

Tous les prix sont payés "F.O.B.", à Montréal, argent comptant avant l'expédition des marchandises, y compris les droits et les taxes, et ils peuvent être changés sans avis.

Les commandes doivent être accompagnées de chèques acceptés, lettres de changes acceptées par une banque ou mandats d'argent.

Si nous manquons d'une espèce de marchandises, à moins d'instructions contraires, nous nous réservons le droit de la remplacer par une autre espèce de la même valeur.

Aucune liqueur n'est expédiée "C.O.D."

Nous n'acceptons aucune commande inférieure à une caisse portant la marque de fabrique ou inférieure à 2 gallons en gros.

Prenez la précaution de bien inclure le prix des contenants, lorsque vous commandez des liqueurs en barriques.

Les contenants des liqueurs non embouteillées coûteront les prix suivants:

Spiritueux et Rye, Barriques.....	Chacune	\$8.00
“ “ Demi-barriques.....	“	7.00
Petits barils de 10 gallons.....	Chacun	3.50
“ “ 5 gallons.....	“	3.00
Récipients de fer-blanc de 5 gallons, emballés.....	“	1.00
Cruches de grès de 2 gallons, emballées.....	“	.75
“ cristal d'un gallon, emballées.....	“	.60

Les contenants ci-dessus seront, pour les prix chargés, portés au crédit de ceux qui les renverront en bon état avec frais de transport payés d'avance.

L. CHAPUT, FILS & CIE, LIMITÉE,
Montréal.

<i>Alcool, 65 o. p.</i>	Le gall.
Bar. et demi-bar.....	\$ 12.00
Quantité moindre.....	12.50

<i>Eau-de-vie (Highwine), 50 o. p.:</i>	
Bar. et demi-bar.....	11.00
Quantité moindre.....	11.50

Les barriques contiennent environ 42 gallons; les demi-barriques contiennent environ 25 gallons.

ALE

<i>Ross's Cass's:</i>	La douz.
Quarts..... 4 douz. la caisse.....	\$ 6.00
Pints..... 8 “ “.....	3.75

BRANDY, EN CAISSES

<i>Boulestin & Cie:</i>	La caisse
3 étoiles..... 1 douz. Qrts ord.....	33.00
Réserve vieille.... 1 “ “.....	70.00

<i>J. & F. Martell:</i>	
1 étoile..... 1 “ “.....	26.00
3 étoiles..... 1 “ “.....	34.00
V. S. O. P..... 1 “ “.....	38.00

<i>J. Hennessy & Co.:</i>	
1 étoile..... 1 “ “.....	27.00
V. O..... 1 “ “.....	35.00
S. O..... 1 “ “.....	37.00

<i>Bisquit, Dubouché & Cie:</i>	
20 ans..... 1 douz. bouteilles cannelées.....	40.00

<i>Godet, Frères:</i>	
1 étoile..... 1 douz. Qrts ord.....	24.00
3 étoiles..... 1 “ “.....	28.00
1852..... 1 “ “.....	50.00

<i>J. Prunier & Cie, "Doctor's Brandy":</i>	
1 étoile..... 1 douz. Qrts ord.....	25.00
5 étoiles..... 1 “ “.....	28.00

<i>Jules Robin & Cie, "Dark or Pale":</i>			
Dark or Pale.....	1 douz. Qrts ord.....		25.00
<i>Vy. Chaloupin:</i>			
1 étoile.....	1 " "		23.00
3 étoiles.....	1 " "		26.00
<i>Pelisson, Père & Cie:</i>			
Médicinal.....	1 " "		25.00
10 ans.....	1 " "		28.00
<i>Roger, Martin & Cie:</i>			
V. S. O.....	1 douz. Qrts ord.....		25.00
3 étoiles.....	1 douz. Qrts ord.....		22.00
<i>V. Pinot & Cie:</i>			
V. O.....	1 " "		18.00
<i>Gascon & Frères:</i>			
3 étoiles.....	1 " "		14.00

BRANDY, EN FUT

<i>V. Pinot & Cie:</i>		Le gall
Preuve.....	Bar. et demi-bar.....	\$ 9.50
	Quantité moindre.....	10.00
15 u. p.....	Bar. et demi-bar.....	8.50
	Quantité moindre.....	9.00
<i>DeBort & Cie</i>		La caisse
Preuve.....	Bar. et demi-bar.....	10.00
	Quantité moindre.....	10.50
20 u. p.....	Bar. et demi-bar.....	8.00
	Quantité moindre.....	8.50
	Bar. et demi-bar., \$5.00 chacune.	
<i>Prunier:</i>		
Finest Old, preuve.....		13.00
<i>Pelisson, Père & Cie:</i>		
Fine Champagne, preuve.....		15.00

CHAMPAGNE FRANÇAIS

<i>Louis Roederer, vendange de 1911:</i>			
Dry.....	1 douz. litres.....		48.00
Dry.....	2 douz. ½ litres.....		50.00
<i>Paul Ruinart & Cie:</i>			
Extra Dry.....	1 douz. litres.....		48.00
	2 douz. ½ litres.....		50.00
<i>R. Bailly-Perraud:</i>		La caisse	
Etiquette verte.....	1 douz. litres.....		35.00
	2 douz. ½ litres.....		37.00
Etiquette bleue.....	1 douz. litres.....		40.00
	2 doz. ½ litres.....		42.00
Etiquette dorée.....	1 douz. litres.....		40.00
	2 douz. ½ litres.....		45.00
<i>Pommery & Greno:</i>			
Extra Dry.....	1 douz. litres.....		55.00
Extra Dry.....	2 douz. ½ litres.....		57.00
Menil Nature.....	Qrts.....		44.00
Salon Extra Dry.....			42.00

CHARTREUSE FRANÇAISE

V. Gourmet & Cie:

Verte.....	1 douz. litres.....	36.00
Jaune.....	1 ".....	34.00
<i>Cocktails "Eagle":</i>		
Martini.....	12 Qrts ord.....	16.00
Manhattan.....	12 ".....	16.00
Dubonnet.....	12 ".....	16.00

GIN, EN CAISSES

J. DeKuyper & Sons':

Caisses rouges....	15 gros flacons.....	36.00
Caisses vertes....	12 flacons moyens.....	20.00

Export Distillers, "Red Clover Brand":

Caisses rouges....	15 gros flacons.....	28.00
Caisses vertes....	12 flacons moyens.....	17.00

Bols's:

Extra Quality....	Cruches de grès de 12 litres.....	30.00
Extra Quality....	Cruches de cristal de 12¾ litres.....	25.00

Gordon:

Dry Gin.....	12 Qrts ord.....	La caisse 25.00
--------------	------------------	--------------------

Burnett's:

London Dry....	12 ".....	22.00
----------------	-----------	-------

Booth's:

House of Lords		La caisse
Dry.....	12 Qrts ord.....	22.00
High and Dry....	12 ".....	21.00

Holloways:

St. Pancras Dry..	12 ".....	20.00
-------------------	-----------	-------

Burrough's:

Dry.....	12 ".....	20.00
----------	-----------	-------

Coates:

Plymouth.....	12 ".....	20.00
---------------	-----------	-------

Booth's:

Old Tom.....	12 ".....	22.00
--------------	-----------	-------

Ross's:

Sloe gin.....	12 ".....	24.00
---------------	-----------	-------

Cold & Co.:

Dry, 3 étoiles....	12 ".....	15.00
Dry, "Spec. Res".	12 ".....	20.00
Old Tom, 3 étoiles.	12 ".....	15.00
Old Tom, S. R....	12 ".....	20.00

GIN, EN FÛT

John DeKuyper & Son's:

Preuve.....		Le gall. 9.00
-------------	--	------------------

<i>Cold & Co., London Dry:</i>		Le gall.
3 étoiles.....40 u. p.		6.50
Spécial O.....30 "		7.50
5 étoiles.....25 "		8.50

<i>Cold & Co., Old Tom:</i>		
3 étoiles.....40 u. p.		6.50
Spécial O.....30 "		7.50
5 étoiles.....25 "		8.50

LIQUEURS FRANÇAISES

<i>Bardinet & Fils, Bordeaux, Fr.:</i>		La caisse
Apricot Brandy, 12 bouteilles x $\frac{3}{4}$ litre.....		30.00
Cherry Brandy...12 bouteilles x $\frac{3}{4}$ "		30.00
Curacao Red....12 cruches x $\frac{3}{4}$ "		30.00
Maraschino.....12 bouteilles clissées x $\frac{3}{4}$ litre.....		30.00

<i>Green Peppermint:</i>		
Green Star.....12 x $\frac{3}{4}$ litre "sq".....		30.00

<i>Marie Brizard & Roger:</i>		La caisse
Green Peppermint 12 bouteilles.....		30.00
" " 24 $\frac{1}{2}$ "		30.00
Peach Brandy...12 carafes.....		30.00
Curacao Orange..12 "		30.00
Maraschino.....12 bouteilles.....		30.00
Kummel.....12 "		30.00
Cocoa Chouva...12 "		30.00
Crème de Cassis..12 "		30.00

<i>Bénédictine:</i>		
Véritable (Genuine) 12 litres.....		48.00
" " 24 x $\frac{1}{2}$ litres.....		50.00

<i>"Briand & Jacquet", Chalonnes, France:</i>		
Anisette.....12 Qrts ord.....		18.00
Apricot Brandy...12 "		18.00
Cherry Brandy...12 "		15.00
Cherry Whiskey..12 "		15.00
Curacao.....12 "		18.00
Crème de Cacao..12 "		18.00

<i>Crème de Menthe:</i>		
Verte.....12 carafes.....		18.00
Grenadine.....12 Qrts ord.....		15.00
Maraschino.....12 "		18.00
Kirsch.....12 "		18.00
Kummel.....12 "		18.00

RYE, EN CAISSES

<i>Corby's:</i>		La caisse
Spec. Selected....12 Qrts ord.....		25.00
Majestic.....12 "		23.00

<i>Gooderham & Worts:</i>		
Special.....12 "		23.00

<i>Walker's:</i>		
Canadian Club...12 "		24.00
Imperial.....12 "		22.00

<i>Wiser's:</i>		La caisse
Red Letter Rye...12 Qrts ord.....		19.00

<i>Whisky Bourbon:</i>	
Green River..... 12 grands Qrts.....	41.00

<i>Perfection Brand:</i>		La caisse
25 u. p..... 12 Qrts ord.....		18.00
40 u. p..... 12 ".....		16.00
25 u. p..... 12 "Imperial".....		25.00
40 u. p..... 12 ".....		20.00

RYE, EN GROS

<i>Corby's:</i>		Cruche
Special Selected... cruche de 2 gal.....		25.00
Contenants gratuits		

RHUM, EN CAISSES

<i>Bardinet & Fils:</i>	
Negrita, Brand... 20 u. p., 12 bouteilles x $\frac{3}{4}$ litre.....	25.00

<i>Burke's, E. J.:</i>	
Finest Jamaica... 12 Qrts ord.....	25.00
Sambo..... 27 u. p 12 ".....	17.00
Sambo, 27 u. p.... 12 "imperial qrts".....	25.00
Sambo Sp. Reserve	
21 u. p..... 12 Qrts ord.....	20.00
Sambo Sp. Reserve	
21 u. p..... 12 "imperial" qrts.....	29.00
Tiger, 45 u. p.... 12 Qrts ord.....	14.00
Tiger, 45 u. p.... 12 "Imperial" Qrts.....	20.00

RHUM, EN FÛT

	Le gall
Bell's Jamaica... 35 o. p.....	15.00
Myer's Jamaica... 35 o. p.....	14.00
Bell's Jamaica... Preuve.....	10.00

VERMOUTH FRANÇAIS, EN CAISSES

	La caisse
Faucher & Fils... 12 litres.....	15.00
Bailly, Frères... 12 ".....	17.00
Noilly Prat... 12 ".....	22.00

VERMOUTH ITALIEN, EN CAISSES

	La caisse
Casa Blanca... 12 litres.....	15.00
Martinazzi... 12 ".....	15.00
Martini & Rossi... 12 ".....	18.00

WHISKY IRLANDAIS, EN CAISSES

<i>E. J. Burke's:</i>	
3 étoiles..... 12 "imperial" qrts.....	38.00
24 " pints.....	40.00

<i>O'Borne's:</i>	
3 étoiles..... 12 Qrts ord.....	15.00
3 étoiles..... 12 "imperial" Qrts.....	22.00

WHISKY, SCOTCH, EN CAISSES

<i>Mackie's:</i>	
White Horse... 12 Qrts ord.....	35.00

<i>Dewar's:</i>			
Special Liq.	12	"	35.00
Ex. Spec. Liq.	12	"	38.00
<i>Buchanan's:</i>			
Black & White ...	12	"	35.00
<i>Walker's:</i>			
Etiquette rouge...	12	"	35.00
<i>Begg's:</i>			
Blue Cap.	12	"	32.00
<i>King George IV, Top Notch:</i>			La caisse
Etiquette blanche.	12	Qrts ord.	35.00
" " 12 "imp."			40.00
<i>Sheriff's:</i>			
V. O.	12	Qrts ord.	30.00
<i>J. G. Turney's:</i>			
Tee-Tee.	12	"	24.00
<i>Clan Mackenzie:</i>			La caisse
7 ans.	12	Qrts ord.	24.00
<i>Southard's:</i>			
V. O.	12	"	21.00
<i>McIntosh's:</i>			
Golden Star.	12	"	24.00
<i>Andrew Brown's:</i>			
Spec. Liq., 21 u. p.	12	"	24.00
Spec. Liq., 21 u. p.	12	"Imp." Qrts.	31.00
<i>Hugh McAdam's:</i>			La caisse
35 u. p.	12	Qrts ord.	18.00
35 u. p.	12	"Imperial" Qrts.	28.00
<i>William Dunsmuir's:</i>			
	12	Qrts ord.	15.00
	12	"imp." Qrts.	20.00

WHISKY, SCOTCH, EN GROS

<i>Jardine & Co.:</i>			Le gall.
4 ans.	4	o. p.	17.00
2 ans.	10	o. p.	15.00
<i>Donald Campbell & Co.:</i>			Le gall.
15 u. p.	Bar. et demi-bar		11.00
	Quantité moindre		11.50
<i>Highland Dew:</i>			
Preuve.	Bar. et demi-bar		11.00
	Quantité moindre		11.50
15 u. p.	Bar. et demi-bar		10.00
	Quantité moindre		10.50
<i>Hugh McAdam's:</i>			
Preuve.	Bar. et demi-bar		10.00
	Quantité moindre		10.50

VINS, TONIQUES, EN CAISSES

<i>Dubonnet:</i>	La caisse
Celebrated French	
Tonique.....12 litres.....	25.00

VINS, EN CAISSES, VIN ROUGE

<i>Stormonth Tail & Co., Oporto, Portugal:</i>	La caisse
1 "Grape".....12 Qrts ord.....	18.00
2 "Grapes".....12 ".....	20.00
3 "Grapes".....12 ".....	21.00
Invalid.....12 ".....	22.00
Discovery.....12 ".....	23.00
House of Lords.....12 ".....	24.00

VINS, EN CAISSES, VIN ROUGE

St-Louis.....12 Qrts ord.....	10.00
Johnson.....12 ".....	12.00
Guimaraens.....12 ".....	12.00
Cassanes.....12 ".....	15.00

VINS, EN GROS, VIN ROUGE

	Le gall.
Canadian Native.....	\$ 2.50
M. P. & S. Tawny.....	4.50
New York State.....	5.00
Ricardo Gomez, Espagnol.....	5.50
Spellman, de Californie.....	6.00

Stormonth Tail & Co., Oporto, Portugal:

	Le gall.
1 "Grape".....	8.00
2 "Grapes".....	9.00
3 "Grapes".....	9.50
4 "Grapes".....	10.00
House of Lords.....	11.00

VINS SHERRY, EN CAISSES

<i>Valencia Paz & Co., Espagne:</i>	La caisse
Fino.....12 Qrts ord.....	15.00
Solera.....12 ".....	16.00
Madeira.....12 ".....	19.00
Extra Dry.....12 ".....	20.00
Vino de Pasto.....12 ".....	21.00
Amontillado.....12 ".....	25.00
Martin & Cie.....12 ".....	13.00
La Cave & Cie.....12 ".....	15.50

VINS SHERRY, EN GROS

	Le gall.
Canadian Native.....	2.75
M. P. Sugranes (Messe).....	5.00
Ingham Colli (Messe).....	7.00
New York State.....	5.00

PIÈCE "CCC"**Dossier****M. M. PETER DAWSON, LIMITED**

Commande No 1592.

Réf. No 2094

*108 barriques scotch — "SS" Gracia*RENÉ LAMARCHE,
Douane et réclamations.

Au pied-du-courant

Téléphone Clairval 4500

Télégrammes, QUELICO, Montréal

Etablissements de la COMMISSION des LIQUEURS de QUÉBEC

PLACE DES PATRIOTES

CODES:

BENTLEY'S

Montréal, mars, le 18, 1925

LIEBER'S

DOSSIERS ATTACHÉS

- 1.—Commande
- 2.—Prix coûtant
- 3.—Avis maritime
- 4.—Connaissance
- 5.—Reçu—Quaiage
- 6.—Mémoire d'assurance
- 7.—Reçu mesurage
- 8.—Rapport officiel-mesurage
- 9.—Entrée de douane d'entreposage
- 10.—Feuille de réception
- 11.—10 réquisitions du BOND à l'embouteillage
- 12.—1 réquisition de Montréal à Québec—EN DOUANE
- 13.—10 perfects
- 14.—1 Ex-Warehouse.

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

1535

C. L. Q. Forme 2

Commande No 1592

Montréal, oct. 11 1923.

A. M. M. PETER DAWSON, LTD.,
Glasgow,
Ecosse.

Veillez fournir les liqueurs suivantes et les expédier à
dernier navire via

	Quantité	DESCRIPTION	Prix	Termes
Réf. de Douane 108 Barr No 2094	6000	Galls, Dawson Special Scotch	26/-	Moins commission d'agence
Réf. de Douane 180 B. No 2119	10,000	" " Old Curio F. O. B. Glasgow	36/8	1/6
	G. D.	Fret payé d'avance. Assurance à prendre par nous Marchandises à soumettre à analyse.		

FACTURES : Quatre factures sont requises, deux de ces factures doivent être dûment certifiées pour les besoins de la douane et les deux autres servent à notre usage personnel.

ESCOMPTE : Veuillez déduire tout escompte du montant indiqué au recto de la facture, car les droits sont perçus sur le prix payé comptant. Cet escompte doit être déduit par le vendeur, autrement il ne pourra être alloué par la douane.

L'ASSURANCE maritime est effectuée par nous.

N. B. Veuillez envoyer les factures promptement pour que nous puissions dédouaner les marchandises sans délai. Les compagnies de transport nous réclament des frais d'emmagasiner, si les marchandises sont laissées trop longtemps sur les quais ou dans les entrepôts.

Accuser réception et avertir de la date de l'expédition COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

Mettre le numéro de la commande sur toutes les caisses.

GEO.-P. SIMARD,
Commissaire.

Fournir des factures en triplicata.

W. E. STAVERT,
Commissaire.

Prix coûtant

C.L.Q. 41

Mdses 108 Bar. Dawson's Special-5947 Imp. Gallons.

Achetées de Messrs PETER DAWSON, LIMITED,
Glasgow, Écosse.

Ordre No 1592.

Réf. de Douane No 2094.

Prix facturé.....	7529-11-6-	
Escompte. ....	.....
Net.....	7529-11-6-	
Échange 4.60.....	.....
Prix Net.....	34636.05-	
Fret L 192-4-4,	884.20-	
Frais de mesurage.....	\$ 20.52	
Quaiage.....	45.23	
Assurance.....	274.65	2,008.40
Charroyage	54.00	
Bois.....	1,614.00	
	\$2008.40	
		Le Gallon
Prix en Douane.....	37,528.65	6.31
Droits.	71,345.87-	11.99¾
Droits payés.....	108,874.52	18.30¾
Droits payés, 3% inclus.....	112,140.76	\$ 18.85¾

Le Gallon:—\$18.85¾

Fait par F. J. LUNNY.

Date: 28 nov. 1923

Vérifié par.

Anchor-Donaldson Line.

THE ROBERT REFORD CO., LIMITED,
Agent généraux.

Montréal, 14 nov. 1923.

LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC,

Voy. 23, Con. 31,
 Glasgow.

Au capitaine et aux propriétaires du navire Gracia.

No 1772.

Tous fret et frais suivant connaissance, sur les marchandises suivantes:

Marques et numéros	Nombre des colis	MARCHANDISES	Frais, con.	Change à 9½ %
Q L 1592 C	108.	Barriques de whisky		
	5	Caisses—Capsules		
	4	Caisses—Etiquettes et bandes papier		
	3	Sacs de bouchons		
Mont 2094				

RECU

DÉPT. DOUANE,

Nov. 15, 1923

Répondu.

Ligne de steamers "Anchor Donaldson"

"ANCHOR-DONALDSON, LIMITED".

SERVICE DU CANADA

CONNAISSEMENT, MONTRÉAL

Gérants de fret: DONALDSON BROTHERS LTD., 16 St. Vincent Place, Glasgow
 Agents au Canada: The Robert Reford Co., Ltd Montréal, Québec, Halifax,
 N.-E., St-Jean, N.-B., Portland, Me.

Reçu, apparemment en bon ordre et en bon état, de Peter Dawson, Ltd,
 pour être expédiés par le vapeur anglais *Gracia* devant partir du port de Glasgow
 en destination de Montréal, et être livrés à la Commission des liqueurs de
 Québec, cent vingt caisses et paquets de marchandises, le fret, le primage et les
 charges pour lesdites marchandises devant être payés par les expéditeurs:—

L
 Q C
 1592

Montréal

1809-0	108	Barriques de whisky				
47-5	5	Caisses Capsules, plomb				
68-3	4	Caisses, étiquettes et bandes papier				
	3	Sacs de bouchons (2-3-22)				
	120	Tonnes	Quint	Qrts	Lbs	
			2	3	22	à 90/ la tonne, L. 13-3.
					à	la tonne, L.
					à	la tonne, L.
					à	la tonne, L.
1856	Pieds		5	Pouces	à 85/	la tonne, L. 197-4-11
						Charges
						Assurance
						Droits
						Primage, 10 per cent.
						L 197-18-2 Stg.

R. D. 2094

Fret payé d'avance

Daté à Glasgow, le 31 oct. 1923.

C.L.Q. Forme No. 191

No 9477

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC

DÉPT. DOUANE

PIÈCE JUSTIFICATIVE

Montréal, 23 nov. 1924.

ENTRÉE	RÉF.	COLIS	DESCRIPTION	COM.	MONTANT
			A QUIAGE SUR :		
	2094	108	Barriques de whisky	1592	45.23
		9	Caisses, accessoires d'embouteillage		.53
		3	Sacs de bouchons		.08
					45.84
			COMMISSAIRES DU HAVRE		
			Expéditeur: P. DAWSON & Co., Glasgow.		
	E 7831				
		TC	<div> Réquisition No Taux et Extension O. K. J.-A. W. Vérifié par Chargé à "Com." 1592... Entrepôt Approuvé. </div>		

Quaiage intérieur

Con. No 31

No 30409

Par SS. Gracia

Montréal, nov. 24, 1923.

IMPORTATEURS: LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

MARQUES	DESCRIPTION DES MARCHANDISES	QUANT.	"R."	MONTANT
L. Q. C. Montreal.	108 Barriques de whisky	1809	1.00	45.23
	9 caisses, accessoires d'embouteillage	47-5	45	.53
	3 sacs de bouchons	2-3-22	45	.08
				45.84
FL. réf. 2094 Com. 1592 P. Dawson & Co. GLASGOW	COMMISSAIRES DU HAVRE DE QUIAGE PAYÉ VÉRIFIÉ, A. B.			

Je déclare, par les présentes, qu'à ma connaissance et dans mon opinion, le compte ci-dessus est exact et correct à tous les points de vue. Signé par moi ce Déclaré devant moi.....

LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC,

Percepteur.

Forme No 100

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

Au pied-du-courant

Angle DELORIMIER ET CRAIG, EST

MEMO. Nov. 26, 1923.

A M. RÉNÉ LAMARCHE,
*Réc.*De H. J. UNICUME,
Dépt. comptabilité.

COMMANDE 1592—RÉFÉRENCE 2094

Nous vous informons, par les présents, que l'assurance maritime des 108 barriques de Scotch Dawson's Special, expédiées le 2 novembre, sur le steamer *Gracia*, s'élève, en totalité, à la somme de \$274.65.

H. J. U.

HJU/MM

C.L.Q. Forme No 102

No 9455

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC

DEPT DOUANE

PIÈCE JUSTIFICATIVE

Montréal, Nov. 23, 1924.

ENTRÉE	RÉF.	COLIS	DESCRIPTION	COM.	MONTANT
2094	108		FRAIS DE MESURAGE DE : Barriques de whisky D. CAMERON & SON. Expéditeur: PETER DAWSON, LTD., GLASGOW	1592	20.52
C 7830					
FL			<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> Réquisition No..... Taux O. K....L..... Extensions O. K., FL.. Vérifié par..... Charger à com. 1592.. Entrepôt No 1..... Approuvé..... </div>		

D. CAMERON & SON**30 rue St-François-Xavier**

MESUREURS ET PESEURS DE LA CITÉ

Montréal, 20 nov. 1923.

LA COMMISSION DES LIQUEURS,
Cité.

Date	Description	Montant du	Total
<hr/>			
1923			
Nov. 20	Mesurage de 108 barriques de whisky	199 20.52	
"C. O." 3134	1592		\$20.52

Ex. "S.S." Gracia

D. CAMERON & SON
Nov. 27 1923 PAYÉ
R. A. CAMERON,
Montréal.

Le seul peseur et mesureur légalement autorisé et nommé par le Board of Trade

Bureau: 30 rue St-François-Xavier

Montréal, 20 novembre 1923.

Certificat de 60 barriques de whisky,

Mesurées pour LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC.

Feuille No 1

Ex. "S.S." "GRACIA".

Com. 3134

Lot de 108 Bar., Dawson Special

1592

No			No		
1	57	1	31	56	1
2	56	1	32	56	1
3	56	1	33	55	1
4	55	1	34	56	1
5	57	1	35	56	1
6	56	1	36	57	1
7	56	1	37	56	1
8	57	1	38	55	1
9	56	1	39	56	1
10	56	1	40	57	1
11	56	1	41	56	1
12	56	1	42	56	1
13	56	1	43	55	1
14	56	1	44	56	1
15	56	1	45	56	1
16	56	1	46	56	1
17	56	1	47	56	1
18	56	1	48	56	1
19	56	1	49	56	1
20	56	1	50	56	1
21	56	1	51	56	1
22	57	1	52	56	1
23	56	1	53	56	1
24	56	1	54	56	1
25	57	1	55	56	1
26	55	1	56	56	1
27	56	1	57	56	1
28	57	1	58	56	1
29	56	1	59	56	1
30	56	1	60	58	1
	1,684	30		1,681	30

60 Bar.....3,365
2094

60

R. A. CAMERON,
Peseur et mesureur de la cité.
Montréal.

REÇU
Dépôt de douane.
Nov. 23, 1923
Répondu

Le seul peseur et mesureur légalement autorisé et nommé par le Board of Trade

Bureau: 30 rue St-François-Xavier

Montréal, 30 novembre 1923.

Certificat de 48 bar. de whisky,

Mesurées pour LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC.

Feuille No 2 Ex. "S.S" "GRACIA".

Com. 3134. 1592			Lot de 108 Bar.				
No	61	57	1	No	85	56	1
	62	56	1		86	56	1
	63	56	1		87	57	1
	64	56	1		88	56	1
	65	55	1		89	56	1
	66	56	1		90	56	1
	67	56	1		91	56	1
	68	58	1		92	56	1
	69	55	1		93	55	1
	70	56	1		94	56	1
	71	56	1		95	56	1
	72	56	1		96	56	1
	73	56	1		97	57	1
	74	55	1		98	55	1
	75	56	1		99	56	1
	76	56	1		100	57	1
	77	56	1		1	55	1
	78	57	1		2	56	1
	79	56	1		3	56	1
	80	55	1		4	56	1
	81	57	1		5	56	1
	82	56	1		6	56	1
	83	57	1		7	56	1
	84	56	1		108	56	1
		1,346	24			1,344	24
	48 Bar.		2,690	48			
Feuille No	1	60	3,365	60			
“ “	2	48	2,690	48			
		108	6,055	108			
Total,		108 Bar.		5,947	Galls imp. nets.		

R. A. CAMERON,
Peseur et mesureur de la cité,
Montréal.

REÇU
Dépt. Douane
Nov. 23 1923
RÉPONDU...

Marchandises de : M.M. Peter Dawson, Limited

Réf:—No. 2094, "BOND 59"
 EX. "S.S." Gracia. "Au Pied du Courant" Novembre le 13, 1923.

Marques:—

Q.L.C.

Montréal

1592

108 Barriques Dawson's Special Scotch Whisky

Rec. Ent. No.

Date, Nov. 23

Com. 1592

AF

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

3 janvier 1924

**Réquisition pour
Spiritueux**

No 4748

Expédié de l'entrepôt No.....	Expédiez à l'entrepôt No.....	A l'entrepôt No.....	Au magasin No.....
Expédié via.....		Adresse: de l'entrepôt 59.....	
Pesanteur.....		au.....	
Char No.....		Dépt. du blending, en douane.....	
Facture du fret passé.....			
(Magasin) Réq. No.....			C. L. Q. Forme 10

Com.	Description	Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
					Taux	Montant.
L. 1858 5738 1535	Scotch Dawson's Special No Mesurage			7 Bar.		
	30 56-1					
	31 57-1					
	32 56-1					
	33 56-1					
	34 56-1					
	35 56-1					
	36 56-1					
L. 2094 Com. 7565 1592	393-7 - 386 Galls Scotch Dawson's Special No Mesurage			4 Bar.		
	2 56-1					
	14 56-1					
	15 56-1					
	18 56-1					
	224-4 -220 Galls					

Pour l'entreposeur.

Signé: A. D. Gagné.

DATE, reçu..... Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié..... Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entrée dans les registres de l'entrepôt.....

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

5 janvier 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4752

Expédié de Expédié à
 l'entrepôt No. l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur au
 Char No. Dépt. du blending, en douane
 Facture du fret passé
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				16 Bar.		
	No	Mesurage					
L. 2594	3	56-1					
7565	8	57-1					
	11	56-1					
	17	56-1					
	27	56-1					
	32	56-1					
	45	56-1					
	57	56-1					
	58	56-1					
	59	56-1					
	61	57-1					
	68	58-1					
	72	56-1					
	75	56-1					
	79	56-1					
	97	57-1					
	901-16 - 885 Galls						
ADG/ SM							

Pour l'entreposeur.

Signé: A. D. Gagné.

DATE, reçu

Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié

Entré dans l'inventaire perpétuel

Entré dans les registres de l'entrepôt

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

12 janvier 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4773

Expédié de l'entrepôt No.....
Expédié via.....
Pesanteur.....
Char No.....
Facture du fret passé.....
(Magasin) Réq. No.....

Expédiez à l'entrepôt No.....
l'entrepôt No.....

A l'entrepôt No..... Au magasin No.....
Adresse: de l'entrepôt 59.....
au.....
Dépt. du blending, en douane.....

C. L. Q. Forme 10

Com.	Description	Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
					Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special No Mesurage			25 Bar.		
L. 2094	4 55-1					
	5 57-1					
	9 56-1					
7565	10 56-1					
	13 56-1					
	19 56-1					
	23 56-1					
	24 56-1					
	30 56-1					
	31 56-1					
	35 56-1					
	36 57-1					
	38 55-1					
	44 56-1					
	46 56-1					
	49 56-1					
	51 56-1					
	65 55-1					
	67 56-1					
	69 55-1					
	70 56-1					
	86 56-1					
	90 56-1					
	93 55-1					
	94 56-1					
ADG/SM	1397-25 - 1372 Galls					

Pour l'entreposeur.

Signé: D. A. Gagné.

DATE, reçu..... Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié..... Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entré dans les registres de l'entrepôt.....

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUEBEC

22 janvier 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4793

Expédié de Expédié à
 l'entrepôt No l'entrepôt No A l'entrepôt No Au magasin No
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur au
 Char No Dépt. du blending, en douane
 Facture du fret passé
 (Magasin) Réq. No C. L. Q. Forme 10

Com.	Description	Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
					Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special			3 Bar.		
	No Mesurage					
2094	66 56-1					
	74 55-1					
7565	48 56-1					
	167-3 - 164 Galls					
1510	Breamer Scotch No 1			1 Bar.		
1860	No 108 - 55-1 - 54 Galls					
5736						
1682	Breamer Scotch No 1			1 Bar.		
2285	No 21 - 55-1 - 54 Galls					
9043						
ADG/LM						

Pour l'entreposeur.

Signé: A. D. Gagné.

DATE, reçu Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié Entré dans l'inventaire perpétuel

Entré dans les registres de l'entrepôt

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

23 janvier 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4801-A

Expédié de

Expédié à

l'entrepôt No.....

l'entrepôt No.....

A l'entrepôt No.....

Au magasin No.....

Expédié via.....

Adresse: de l'entrepôt 59.....

Pesanteur.....

au.....

Char No.....

Dépt. du blending, en douane.....

Facture du fret passé.....

(Magasin) Réq. No.....

C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				10 Bar.		
L. 2119	No	Mesurage					
7849	28	57-1					
	40	57-1					
	50	56-1					
	53	56-1					
	54	56-1					
	81	57-1					
	85	56-1					
	98	55-1					
	99	56-1					
	100	57-1					
	563-10- 553 Galls						
ADG/LM							

Pour l'entrepouseur.

Signé: A. D. Gagné.

DATE, reçu.....

Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié.....

Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entré dans les registres de l'entrepôt.....

49

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

1 février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4832

Expédié de l'entrepôt No. Expédié à l'entrepôt No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59.
 Pesanteur. au.
 Char No. Dépt. du blending, en douane.
 Facture du fret passé.
 (Magasin) Réq. No.

C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				15 Bar.		
2094	No	Mesurage					
7565	1	57-1					
	7	56-1					
	16	56-1					
	21	56-1					
	25	57-1					
	29	56-1					
	33	55-1					
	34	56-1					
	39	56-1					
	41	56-1					
	43	55-1					
	47	56-1					
	52	56-1					
	83	57-1					
	88	56-1					
	841-15- 826 Galls						
ADG|LM							

Pour l'entreposeur.

Signé: A. D. Gagné.

DATE, reçu. Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié. Entré dans l'inventaire perpétuel.

Entré dans les registres de l'entrepôt.

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

5 février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4838

Expédié de Expédié à
 l'entrepôt No. l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur. au.
 Char No. Dépt. du blending, en douane.
 Facture du fret passé.
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				10 Bar.		
	No	Mesurage					
L. 2094	6	56-1					
7565	12	56-1					
	20	56-1					
	22	57-1					
	26	55-1					
	37	56-1					
	42	56-1					
	55	56-1					
	56	56-1					
	60	58-1					
	562-10- 552 Galls						
ADG/LM							

Pour l'entreposeur.

Signé: O. Gagné.

DATE, reçu Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié Entré dans l'inventaire perpétuel.

Entré dans les registres de l'entrepôt.

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

5 février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4839

Expédié de Expédié à
 l'entrepôt No. l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur au
 Char No. Dépt. du blending, en douane
 Facture du fret passé
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				3 Bar.		
S 2094 7565	No	Mesurage					
	62	56-1					
	63	56-1					
	64	56-1					
S 2285 9143	168-3 - 165 Galls						
L							
1682	Breamer Scotch No 1				1 Bar.		
	No 22	56-1 - 55 Galls					
ADGLM							

Pour l'entreposeur.

Signé A. D. Gagné.

DATE, reçu Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entré dans les registres de l'entrepôt.....

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

7 février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4849

Expédié de Expédié à
 l'entrepôt No. l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur. au
 Char No. Dépt. du blending, en douane.
 Facture du fret passé.
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Scotch Dawson's Special				10 Bar.		
2094	No	Mesurage					
7565	71	56-1					
	73	56-1					
	76	56-1					
	77	56-1					
	78	57-1					
	80	55-1					
	82	56-1					
	84	56-1					
	87	57-1					
	89	56-1					
	561-10- 551 Galls						
ADG/LM							

Pour l'entreposeur.

Signé A. D. Gagné.

DATE: reçu Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entré dans les registres de l'entrepôt.....

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

18 Février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4877

Expédié de L'entrepôt No. Expédié à l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via Adresse: de l'entrepôt 59
 Pesanteur à
 Char No. l'entrepôt de Québec, en douane
 Facture du fret passé
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1589	Rhum Myers de la Jamaïque, 35 O. P. No Mesurage				10 ton	neaux	
7614	8	106-4					
	14	107-4					
	15	109-4					
	16	103-4					
	20	112-4					
	21	104-4					
	24	107-4					
	28	115-4					
	30	105-4					
	33	106-4					
	1074-40-1034 Galls						
1592	Scotch Dawson's Special No Mesurage				10 Bar.		
7565	91	56-1					
	92	56-1					
	95	56-1					
	96	56-1					
	101	55-1					
	102	56-1					
	103	56-1					
	104	56-1					
	105	56-1					
	106	56-1					
	559-10-549 Galls						
ADG/LM							

Pour l'entreposeur.

Signé A. D. Gagné.

DATE, reçu Approuvé: R. Lamarche.

DATE, expédié Entré dans l'inventaire perpétuel.....

Entrée dans les registres de l'entrepôt.....

Triplicata

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

25 Février 1924

Réquisition pour
Spiritueux

No 4899

Expédié de l'entrepôt No. Expédié à l'entrepôt No. A l'entrepôt No. Au magasin No.
 Expédié via. Adresse: de l'entrepôt 59.
 Pesanteur. au.
 Char No. Dépt. du blending, en douane.
 Facture du fret passé.
 (Magasin) Réq. No. C. L. Q. Forme 10

Com.	Description		Dimen- sion	Mar- que No	Quan- tité	Pour usage du Bureau Chef seulement	
						Taux	Montant
1592	Dawson's Special Scotch				2 Bar.		
7565	No Mesurage						
	107	56-1					
	108	56-1					
	112-2 - 110 Galls						
1740	Setoch Dawson's Special				13 Bar.		
	No Mesurage						
9583	1	55-1					
	2	56-1					
	3	56-1					
	4	56-1					
	5	55-1					
	6	56-1					
	7	55-1					
	8	56-1					
	9	55-1					
	10	55-1					
	11	56-1					
	12	55-1					
	13	56-1					
	722-13- 709 Galls						
ADGLM							

Pour l'entreposeur.

DATE, reçu

DATE, expédié

Entré dans les registres de l'entrepôt

Signé: A. D. Gagné.

Approuvé: R. Lamarche.

Entré dans l'inventaire perpétuel

Triplicata

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—No 59

PORT DE MONTRÉAL, le 29 Janvier 1924.

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 Novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Entrée complémentaire No 1810

Grand-livre de l'entrepôt.

B. 6—Modifié

50,000—1-21

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée	Tarif
1-108	20	Décrites comme: 20 Barriques, Scotch Whisky Proof.	1105	.....	24448	10.00						
		Devraient être:										
	755	Caisnes Scotch Whisky, Qts, "Dawson's Special".	1105	.....	24448	10.00						
B. 437 Com.1592 Réf. 2094 A.F.		D'après le rapport de l'officier "C. O." 1145-1150.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent. Importateur.

F. J. LUNNY

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—NO 59

PORT DE MONTRÉAL, le 7 février, 1924.

Entrée complémentaire No 1905

ENTRÉE DE DOUANE No 7565, le 24 Novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.....

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

B. 6—Modifié

50,000—1-21

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposée sur le sable en dollars	Taux des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur.	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée	Tarif
1-108		Décrites comme: 25 Barriques, Scotch Whisky Proof.	1272	28142	28142	10.00						
		Devraient être:										
		938 Caisses Scotch Whisky Qts.	1272	28142	28142	10.00						
		"Dawson's Special".										
B. 446 Com.1592 Réf. 2094 A.F.		D'après le rapport de l'officier "C. O." 1209.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent, Importateur.

F. J. LUNNY

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—NO 59

PORT DE MONTRÉAL, le 14 février 1924.

Entrée complémentaire No 1945

ENTRÉE DE DOUANE No 7565, le 25 Novembre 1924.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente d'accise	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée
1-108		Décrites comme: 3 Barriques, Scotch Whisky Proof.	164	.....	3628	10.00					
		Devraient être:									
	112	caisses Scotch Whisky, Qts.	164	.....	3628	10.00					
B. 454 P.O. 1592 Ref. 2094 A. F.		Old Squire Scotch. D'après le rapport de l'officier "C. O." 1239.									

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
Importateur.

R. LAMARCHE, Agent.

F. J. LUNNY

Douane, Canada

DÉCLARATION DE SORTIE DE L'ENTREPOT.—NO 59

PAR CH. DE FER PACIFIQUE CANADIEN, au port de Québec,
 PORT DE MONTREAL, le 19 Février 1924. No de la déclaration d'entré 38707

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia", de Glasgow.

ENTREPOSÉ le 24 Nov. 1923.

Transféré de.....19 à..... No de la déclaration d'entrée de l'entrepôt, 7565

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur pour le paiement des droits en dollars	Taux des droits	Droits totaux de douane	Valeur, y compris les droits à payer	Taxe sur les ventes	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tarif imposé
1-108		G. B. & B. O. 10 Barriques Scotch Whisky, Proof.	549	12148	10.00	5490.00					
		Fût.		147 17½	10%	23.15					
		Taxe anglaise, exp., valeur		12295		5513.15	1780815	1608	49		
		"Dawson's Special".									
		P. Dawson & Co.									

Ref. 2094
 Com. 1592
 Reg. 4877
 A. F.

Consigné à COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, QUÉBEC.

Déclaré pour la sortie par: Commission des liqueurs de Québec O.-H. MORIN, *Commis ou agent*.

NOTE.—Les marchandises déclarées pour la sortie ou l'exportation doivent être accompagnées au chemin de fer ou au navire sur lesquels elles doivent être expédiées par le préposé de la livraison.
 F. J. LUNNY

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A ENTREPOT NO.—59

PORT DE MONTRÉAL, le 6 mars 1924.

Entrée complément aire No 2107

B. 6—Modifié

50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	N ^o m ^{re} des colis	Description des marchandises	Quan- tité	Valeur en cours moné- taire de la facture	Valeur imposi- sable en dollars	Taux des droits ou en fran- chise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée	Tarif
1-108		Décrites comme: 10 Barriques, Scotch Whisky, Proof.	553		12235	10.00						
		Devraient être:										
	378	Caisnes, Scotch Whisky, Qts. "Dawson's Special".	553		12235	10.00						
B. 460 Com. 1592 Réf. 2094 A. F.		D'après le rapport de l'officier, "C. O." 1246.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent. Importateur.

F. J. LUNNY.

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.

PORT DE MONTRÉAL, le 3 avril 1924.

Entrée complémentaire No 25

B. 6—Modifié

50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt. . . .

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tarif imposé
1-108		Décrites comme: 10 Barriques, Scotch Whisky, Proof.	551		12192	10.00						
		Devraient être:										
		376 Caisnes, Scotch Whisky Qts.	551		12192	10.00						
		"Dawson's Special".										
B. 474 Com. 1592 Réf. 2094		D'après le rapport de l'officier, "C. O." 1318.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent.
Importateur

F. J. LUNNY.

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—NO 59

PORT DE MONTRÉAL, le 14 avril 1924.

Entrée complémentaire No 72

B. 6—Modifié
50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.....

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée	Tarif
1-108	15	Décrites comme: 15 Barriques, Scotch Whisky, Proof.	826	.....	18274	10 00						
		Devraient être:										
	558	caisses Scotch Whisky, Qts.	825	.....	12874	10 00						
		"Dawson's Special".										
B. 467 Com. 1592 Réf. 2094 A. F.		D'après le rapport de l'officier, "C. O.", 27.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent. Importateur.

F.-J. LUNNY.

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—NO 59

PORT DE MONTRÉAL, le 29 janvier 1924.

Entrée complémentaire No 94

B. 6—Modifié

50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 19 avril 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS, Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.....

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tariff imposé
1-108	10	Dérites comme: 10 Barriques, Scotch Whisky, Proof.	552		12211	10.00						
		Devraient être:										
	384	Caisnes Scotch Whisky, Qts.	552		12211	10.00						
B. 472 Com. 1592 Ref. 2094 A.F.]		"Dawson's Special", D'après le rapport de l'officier, "C. O.", 1309.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent. Importateur.

F.-LUNNY

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.—NO 59

PORT DE MONTRÉAL, le 12 mai 1924.

Entrée complémentaire No 232

B. 6—Modifié

50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposée par le sable en dollars	Taux des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée
1-108		Décrites comme: 2 Barriques, Scotch Whisky, Proof.	110		2434	10.00					
		Devraient être:									
		75 Caisnes Scotch Whisky, Qts.	110		2234	10.00					
		"Dawson's Special".									
B. 487 Com. 1592 Réf. 2094 A.F.		D'après le rapport de l'officier "C.O." 1397.									

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent, Importateur.

F.-J. LUNNY.

DOUANES, CANADA—POUR COMPLÉTER L'ENTRÉE A L'ENTREPOT.

PORT DE MONTREAL, le 9 juin 1924.

Entrée complémentaire No 402

B. 6.—Modifié.

50,000—1-21

ENTRÉE D'ENTREPOT No 7565, le 24 novembre 1923.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt.....

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise imposée	Tarif
1-108	3	Décrites comme: Barriques, Scotch Whisky, Proof.	165	.....	5863	10.00						
	113	Devraient être: Caisnes Whisky Qts.	165	.....	5863	10.00						
B. 473 Com. 1592 Réf. 2094 A.F.		"Old Squire". D'après le rapport de l'officier "C. O." 1305.										

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
R. LAMARCHE, Agent. Importateur.

F.J. LUNNY.

Douanes et accise, Canada—Déclaration d'entrée pour la consommation à la sortie de l'entrepôt.—No 59

PORT DE MONTRÉAL, le 7 juin 1924. Marchandises entreposées nov. 24, 1923.

Entrée No 7423

B. 7.—Formule modifiée

500,000—4-23

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, "SS. Gracia".

Marchandises exportées au Canada directement de G. B. & B. O.

Grand-livre de l'entrepôt,

No de la déclaration d'entrée
en entrepôt 7565

Via: (pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a).

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quan- tité	Valeur en cours moné- taire de la facture	Valeur imposi- sable en dollars	Taux des droits ou des en fran- chise	Somme totale de douane	Valeur à l'ac- quitté	Taxe de la taxe d'accise vente	Taxe d'accise	Tarif imposé
1-108		Pour corriger le "perfect" No 1905.	100			10.00	1,000.00	1,000.00	50.00		
		Spécial Scotch									
		Décrites comme: 1272 galls.									
		Devraient être: 1372 galls.									
		Voir réquisition No 4733.									
		Peter Dawson & Co.									
		Pièces justificatives des doua- nes, No 14702, Chèque No D-940.									
Com. 1592											
Ref. 2094											

Droits de douane et d'accise payés par COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC.

R. LAMARCHE Agent.

PIECE JUSTIFICATIVE "DDD"

ADDITIONNELLE A "C C C"

Dossier

MESSRS PETER DAWSON, LTD.

COMMANDE NO 1592.

RÉF. DE DOUANE NO 2094

Dossiers attachés :—

- 1.—Récapitulation—Embouteillage gallons reçus et dédouanés.
- 2.—Prix coûtant additionnel.

Récapitulation

108 BARRIQUES

DAWSON'S SPECIAL.

Commande No 1592.

RÉF. de Douane No 2094.

Réquisitions	Barriques	Galls preuve	Caisses "en douane"
4748-52	20	1105	755
4773	25	1272	938
		100	Payés par EX.
O. S. 4793	3	164	112
4801	10	553	378
4849	10	551	376
4832	15	826	558
4838	10	552	384
4899	2	110	75
O. S. 4839	3	165	113
Embouteillées	98	=	3689
Expédiées à Québec "En Douane"	10	=	549
TOTAL.....	108		5947

MONTREAL, le 8 avril, 1925.
RL/FL

Prix coûtant additionnel

108 barriques Dawson's Special — — 5947 gallons "IMPERIAL"

ACHETÉES DE : MM. PETER DAWSON, LIMITED

Glasgow, Écosse.

COMMANDE No 1592.

RÉF. DE DOUANE No 2094.

Prix tel que démontré sur feuille de prix coûtant attachée à la pièce justificative "C. C. C".

Par gallon preuve.....	\$ 18.86
Par gallon à 25 u. p.....	14.14½

Par caisse, 2 gallons à \$14.14½.....	28.29
Embouteillage.....	2.00
Par caisse de 12 bouteilles.....	30.29
Par bouteille.....	2.52

Le prix de \$2.52 par bouteille ne comprend pas les frais de manœuvre, emmagasinage, intérêt, livraison à nos entrepôts, etc...

Date

Fait par..... }
Vérifié par..... } R. LAMARCHE

RL/FL

PIECE JUSTIFICATIVE "EEE"

Dossier

JAMES HENNESSY & Co.,
COGNAC, France.

COMMANDE No 2340 500 c/s Cognac, une étoile—

REF. de DOUANE — No—1907

“ “ 2690 500 “ Cognac, trois étoiles—

RÉF. de DOUANE — No—2886

COMMANDE No 2340. — — RÉF. de DOUANE No 1.

500 caisses Cognac Hennessy Une Étoile

DOSSIERS ATTACHÉS

- Nos 1 Copie d'ordre
2 Prix coûtant
3 Facture
4 Avis de la Compagnie de transport
5 Connaissance
6 Entrée de douane.

R. LAMARCHE.

Copie

Ordre No 2340
le 10 septembre 1923.

MM. JAS. HENNESSY & Co.,
COGNAC,
Charente.

Expédier à la Commission des liqueurs de Québec
à Montréal, via prochain vapeur—

500 C/s Hennessy, Une Étoile, bouteillesla c/
140 Frs

"F. O. B." Tonnay-Charente
Escompte paiement comptant : 2%

Indiquer sur l'étiquette
le nom du pays d'origine et le
contenu en onces liquides ou
mesure centigrade.

Agréage
après
comparaison
avec échantillon

Le talon de l'acquit
régional devra accompagner les
documents et son numéro devra
figurer sur toutes les factures.

Joindre aux documents un certificat
d'analyse et de pureté.

Fret depuis
le bord, payé
directement
au transitaire
par nos soins.

Assurance couverte par nos
soins de chai à chai

RÉF. 1907

TC

Prix coûtant

C.L.Q. 41

Mdses 500 Caisses Hennessy X

Achétées de MM. JAS. HENNESSY & Co.

Cognac, CHARENTE.

Ordre No. 2340

Réf. de Douane No. 1907

Prix facturé.....	140 Frs
Escompte.....2%	\$ 2.80
Net.....	137.20
Echange 6c.....	
Prix net.....	8.23
Fret.....	.76
Quaiage } 04	
Assurance } 09 .....	.23
Charroyage } 10	
Prix en douane.....	9.22
Droits.....	17.14
Droits payés.....	26.36
Droits payés, 3% inclus.....	27.15
Par bouteille.....	2.26

Fait par E.

Date: 22 janvier 1924.

Vérifié par L.

Le prix de \$2.26 la bouteille ne comprend pas les frais d'habillage, emmagasinage, intérêt, livraison à nos magasins, etc.

Ordre No. 2340.

Pour produits de Belgique, Hollande, Italie, France, Argentine, Colombie, Danemark, Japon, Norvège, Russie, Espagne, Suède, Suisse et Venezuela.

3 Copies de (M. A.) sont exigées par la Douane Canadienne pour des marchandises vendues par l'exportateur avant expédition.

(Place et date) Cognac, le 21 septembre 1923.

Facture de Eau-de-vie de Cognac achetée par la Commission des liqueurs de Québec, de MM. Jas. Hennessy & Co, de Cognac, Montréal, Canada, devant être expédiée de Tonnay-Charente, par vapeur "Cognac", en 500 Caisses.

LE PAYS d'origine devra apparaître ici	Marques et numéros sur l'extérieur de chaque colis	Quantité	Description des marchandises	Prix l'unité	Juste valeur courante telle que vendue pour le commerce intérieur au temps de l'expédition	Prix de vente à l'acheteur au Canada
FRANCE	C. L. Q. - MONTREAL					
	O/no 2340					
	3551					
	4050	500	Caisses de 12 Billes X	140	70 000 -	70 000
			Escompte paiement au comptant 2%		1 400 -	1 400
				Fr.	68 600 -	68 600

La valeur des marchandises ci-dessus, pour consommation intérieure, au temps de l'expédition, est de 68 600 papier monnaie, ce qui équivaut à 20 923 or, au taux de 17 fr au dollar canadien.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

4

Formule 2232

AGENT DE TRANSPORT POUR "THE CANADIAN PACIFIC OCEAN SERVICES, LTD."

Bureau 21, Edifice Board of Trade

Pro. No 9087

MONTRÉAL, 8 oct. 1923.

Commission des liqueurs de Québec.

Ex. S.S. Montclare. de: LIVERPOOL

Voy. No 15. Con. 218

Marques et Nos	Nomb. de colis	Marchandises	Con. Frais	Montant total à 9½% de change
(C.L.Q.) 3551|4050	500	Caisses de brandy	Payés d'avance	
RÉF: 1907				
TC				En entrepôt
Registre du bureau				

ROCHE FRERES, AGENTS

TONNAY-CHARENTE & LA ROCHELLE-PALLICE

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

Connaissance de transport transocéanique direct à Montréal

MONCLARE

C P R

DE LIVERPOOL

C.L.Q.
MONTREAL

Com. No 2340

No 3551 à 4050 500 c| 12 b|

Pas de responsabilité pour pertes résultant du coulage ou du cassage.

Acquit Régional COGNAC

11250 Kilos

1 caisse qui manque, à suivre

P. D. 11-1-2-19

750 pieds 90|— par 40 pieds c.

Frais de transport payés d'avance.

Proportion de frais de transport

L 84-7-6

Lignes de raccordement L 42-3-9

Navire 42-3-9

REQU, apparemment en bon ordre et en bon état de Jas. Hennessy & Co, de Cognac, pour être expédiées sur et à bord le navire "COGNAC" via L'pool, maintenant dans le port de CHARENTE, cinq cents caisses que l'on déclare contenir chacune 12 bouteilles de brandy pour être délivrées à la Commission des liqueurs de Québec.

Le fret et les autres frais pour lesdites marchandises devront être payés à Charente.

Frais de transport payés d'avance.

Pour la COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU
PACIFIQUE.
ROCHE Fres

Daté à CHARENTE, 18 sept. 1923.

DOUANES, CANADA—ENTRÉE DE DOUANES—ENTREPOTS No 59.

B. 5—Amendé
250,100—6-20

PORT DE MONTRÉAL, le 10 octobre 1923. IMPORTÉ PAR COMMISSION DES
LIQUEURS DE QUÉBEC, Con.
Marchandises exportées au Canada directement de France & F. O. Entrée No 5962
Via: Directe
Arrivant par: Montclair, de Liverpool

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou des droits en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tarif imposé
3551-4050	500	caisses Cognac, Qts	850	France 20923	3838	10-10%	7650					
		Bouteilles			200	30%	60					
		Taxe française d'accise			2597		7710					
		Suivant certificat de pureté annexé			6635			14345	860.70			
		"Une étoile",										
		"James Hennessy & Co".										

Réf. 1907
Com. 2340
TC

COMMANDE NO 2690 — — RÉF. DE DOUANE, No. 2889
500 caisses cognac Hennessy, "trois étoiles"

DOSSIERS ATTACHÉS :—

- Nos 1 Copie d'ordre
2 Prix coûtant
3 Facture
4 Avis de la Compagnie de transport
5 Connaissance
6 Entrée de douane

R. LAMARCHE.

Copie

Ordre No 2690

12 septembre 1924.

MM. JAS HENNESSY & CO.,
COGNAC,
CHARENTE.

Expédier à Commission des liqueurs de Québec, à Montréal, via prochain
vapeur, direct.

500 c|s de 12 b| trois étoiles

la c| 190 Frs

"F. O. B." Tonnay-Charente
Escompte paiement comptant: 2%

Indiquer sur l'étiquette le
nom du pays d'origine et le
contenu en onces liquides
ou mesure centigrade

Ce produit devra être, en tous
points, conforme à celui précédé-
mment fourni.

Le talon de l'acquit régional
devra accompagner les documents
et son numéro devra figurer
sur toutes les factures. Joindre
aux documents, un certificat

Le certificat exigé par le Gou-
vernement canadien relativement
au fourrage employé pour l'em-
ballage, devra accompagner cette
marchandise.

Agréage
après
comparaison
avec
échantillon

Fret depuis
le bord,
payé au
transitaire
directement
par nos
soins.

C.L.Q. 41

Prix coûtant

Mdses 500 caisses trois étoiles Bdy, Qts

Achétées de Jas Hennessy & Co
Cognac, CHARENTE.

Ordre No 2690

Réf. de douane No 2886

Prix facturé.....	190.00	Frs.
Escompte 2%.....	3.80	
Net.....	186.20	Frs.
Echange 5½.....		
Prix net.....	10.24	
Fret.....	.76	
Quaiage } .04		
Assurance } .05	.19	
Charroyage } .10		
Prix en douane.....	11.19	
Droits.....	17.00	
Droits payés.....	28.19	
Droits payés, 3% inclus.....	29.04	
Par bouteille.....	2.42	

Date, le 23 octobre 1924.
TC

Fait par E.

Vérifié par L.

Pour produits de Belgique, Hollande, Italie, France, Argentine, Colombie, Danemark, Japon, Norvège, Russie, Espagne, Suède, Suisse et Venezuela.

3 copies de (M. A.) sont exigées par la Douane Canadienne pour des marchandises vendues par l'exportateur avant expédition.

(Place et date): Cognac, le 19 septembre 1924.

Facture de Eau-de-vie Cognac, achetée par la Commission des liqueurs de Québec, Montréal, Canada, de Jas. Hennessy & Co., de Cognac, devant être expédiée de Tonnay-Charente, par vapeur "COGNAC", en 500 caisses ?

LE PAYS d'origine devra apparaître ici	Marques et numéros sur l'extérieur de chaque colis	Quantité	Description des marchandises	Prix l'unité	Juste valeur courante telle que vendue pour le commerce intérieur au temps de l'expédition	Prix de vente à l'acheteur au Canada
FRANCE		500	Caisses de 12 blles * * *	190	Frs 95000	
			Droits payés. 106.30		53150	
L Q C Montréal				Frs	148150	
O no 2690 * * *		500	Caisses de 12 blles * * *	190	Frs	95000
501/1000			Commission des liqueurs de Québec Bureau du contrôleur Oct. 2 1924 Montréal.			

La valeur des marchandises ci-dessus, pour consommation intérieure, au temps de l'expédition, est de 148150 francs papier monnaie, ce qui équivaut à 41481.95 francs or, au taux de 5 cents 40 & 18-50 par franc au dollar Canadien.

(Le ci-dessus pour payés avec papier-monnaie déprécié.)

(Signature du vendeur ou de l'agent)

JAS. HENNESSY & Co.

Pour que les marchandises puissent bénéficier des prévisions du traité ou de convention, elles doivent voyager sans transbordement d'un port d'un pays jouissant des avantages de ce traité, ou d'un port anglais à un port de mer ou de fleuve canadien.

Certificat (M.A.) Traité de convention pour fabrication de la France, Argentine, Colombie, Danemark, Japon, Norvège, Russie, Espagne, Suède, Suisse, Venezuela, Belgique, Hollande et Italie.

Je, soussigné, déclare, par le présent:

1o Que je suis le négociant exportateur des marchandises mentionnées ou décrites dans la facture ci-jointe;

2o Que ladite facture est, sous tous rapports, exacte et vraie;

3o Que ladite facture contient un état véridique et complet, indiquant le prix réellement payé ou qui sera payé pour lesdites marchandises, leur quantité réelle, et tous les frais sur ces marchandises;

4o Que ladite facture représente aussi la juste valeur courante desdites marchandises aux temps et lieu de leur exportation directe au Canada, et à laquelle elles sont vendues en mêmes quantité et condition pour la consommation locale, sur les principaux marchés du pays d'où elles sont exportées directement au Canada, sans aucun escompte ou déduction pour argent comptant, ou pour drawback ou prime, ou pour quelque droit régalié actuellement payable sur elles, lorsqu'elles sont vendues pour la consommation locale, mais non payable lorsqu'elles sont exportées ou à cause de leur exportation, ou pour aucune considération spéciale que ce soit; et que ladite valeur courante n'est pas inférieure au prix du gros desdites marchandises à la même date et au même endroit, et que dans le cas de marchandises neuves ou non usagées, ladite valeur courante n'est pas inférieure au coût de production de marchandises similaires, à la même date et au même endroit, augmenté d'un bénéfice raisonnable.

5o Que nulle facture différente des marchandises mentionnées dans ladite facture n'a été fournie ni ne sera fournie à qui que ce soit; et

6o Que ni arrangement ni entente touchant le prix d'achat desdites marchandises n'a eu lieu ni ne sera effectué entre ledit exportateur et acheteur, ou par aucune personne au nom d'aucun d'eux, soit sous forme d'escompte, de rabais, de salaire, de compensation ou de quelque manière que ce soit, autrement que ce qui est déclaré dans ladite facture;

A. Que chaque article sur cette facture est effectivement du produit naturel ou fabriqué du pays spécifié sur la facture comme étant le pays d'origine;

Que chaque produit fabriqué sur la facture, dans sa forme actuelle, prêt à être exporté au Canada, a été fini par un certain montant de travail, dans ledit pays d'origine, et que au moins le quart du coût de la production de ces articles est le produit de l'industrie dudit pays.

Daté à Cognac, ce

jour, le 19 septembre 1924.

(Signature)

JAS. HENNESSY & Co.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE
3-Avis

13-3-21—31126

Formule 2232

AGENTS DE TRANSPORT POUR "THE CANADIAN PACIFIC OCEAN SERVICES, LTD."

Bureau 21, Édifice "BOARD OF TRADE"

Pro. No 10979

La Commission des liqueurs de Québec.

Montréal, 4 oct. 1924.

Le navire ci-dessous indiqué est maintenant dans le port. Vous êtes priés de faire passer les marchandises à l'entrée de la douane et d'en prendre possession immédiatement. Il est de votre intérêt d'agir de la sorte sans délai et d'éviter, par là, les pénalités imposées par les commissaires du havre de Montréal.

Ex. S. S. Montclare, de LIVERPOOL..... Voy. No 27. Con. 21

Marques et Nos	Nbre de colis	MARCHANDISES	Con., frais sterling	Montant total à 9 ½ % de change
(Q L C) 501|1000	500	Caisses de brandy	Payés d'av.	
RÉF.: 2886				
TC			En entrepôt.	

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE**Connaissance de transport transocéanique direct à Montréal****ROCHE FRERES
AGENTS****TONNAY-CHARENTE & LA ROCHELLE-PALLICE****VIA "C P R"
DE LIVERPOOL****C. L. Q.
MONTREAL****O- No 2690***** * *****No 501/1000 550c/12 b****ACQUIT REGIONAL COGNAC****Fret sur 11250 Kilos****750 pieds cubes @ 90/- par 40 pieds cubes**

L 84 7 6

2886**F. J. LUNNY**

RECU, apparemment en bon ordre et en bon état, de Jas. HENNESSY & CO., DE COGNAC, CHARENTE, pour être expédiées sur et à bord le vapeur Cognac, cinq cents caisses, que l'on déclare contenir chacune 12 bouteilles de brandy, pour être délivrées à la Commission des liqueurs de Québec.

Pour la COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU
PACIFIQUE.

ROCHE FRERES.**Daté, CHARENTE 15, sept 1924.**

DOUANES, CANADA—POUR COMPLETER L'ENTRÉE A L'ENTREPOTS No 59

51

B. 6—Amendé

50.000—1-21

PORT DE MONTRÉAL, le 12 novembre 1924.

ENTRÉE DE DOUANE No 5020, le 11 octobre 1924.

IMPORTÉ PAR COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, par S. S. Montclaire

Marchandises exportées au Canada directement de France et F. O.

Entrée complémentaire No 1192

Grand-livre de l'entrepôt.....

Marques et numéros	Nombre de colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposable en dollars	Taux des droits ou franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tarif imposé
501-1000		Entrées comme:—	850	3800	10.00						
		500 caisses, Cognac, XXX, Qts										
		Bouteilles										
		Plus 25%										
501-1000		Taxe française d'accise.	850	Frs. 41482	7806	10-10%	7,650.00					
		Ce devrait être:										
		500 Caisses, Cognac, XXX, Qts.										
		Bouteilles										
501-1000		Taxe française d'accise, valeur	850		200	30%	60.00					
		James Hennessy & Co.										
		Suivant certificat d'analyse annexé										
501-1000		Taxe française d'accise, valeur	850	41482	7806	10-10%	7,650.00					
501-1000		Bouteilles			200	30%	60.00					
501-1000		Taxe française d'accise, valeur	850		8006		7,710.00	15716.00	785.80			

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC,
Importateur.

RÉF-2885
Com.2690
TC

PIECE JUSTIFICATIVE "FFF"

Dossier

J. & F. MARTELL & CIE,

COGNAC, FRANCE

COMMANDE NO- 2507
" 2725Cognac, une étoile
" trois étoilesRéf. de Douane No 2790
" " " 2961

COMMANDE NO 2507

200 caisses Cognac Martell, une étoile

RÉF. de DOUANE NO 2790

Dossiers attachés

- Nos 1 Copie d'ordre
2 Prix coûtant
3 Facture
4 Avis de la Compagnie de transport
5 Entrée de douane.

R. LAMARCHE.

Copie

Ordre No 2507.

MM. J. & F. MARTELL & CIE,
COGNAC,
CHARENTE.

Expédier à la Commission des liqueurs de Québec, à Montréal, via prochain vapeur.

200 c/s de 12 bouteilles Cognac X
"F. O. B." Tonnay-Charente
Escompte paiement comptant: 2%

Frs- 140

Marchandises livrables à notre demande.

Indiquer sur l'étiquette le nom du pays d'origine et le contenu en onces liquides ou mesure centigrade.

Le talon de l'acquit régional devra accompagner les documents et son numéro devra figurer sur toutes les factures.

Joindre aux documents un certificat d'analyse et de pureté.

Agréage
après
comparaison
avec
échantillon.Fret depuis
le bord,
payé au
transitaire
par nos
soins

Réf- 2790

RL/FL

Prix coûtant

C.L.Q. Forme No 382

Mdses 200 caisses cognac X 12 blles, quarts.

Achetées de J. & F. MARTELL & CIE,
COGNAC.

Ordre No 2507

Réf. de douane No 2790

Ce prix ne comprend pas les frais d'habillage, manœuvrage, emmagasinage, intérêt, livraison à nos magasins.	Prix facturé.....Frs.....	140.00
	Escompte.....2%.....	2.80
	Net.....	137.20
	Échange.....06.....	
	Prix net.....	8.23
	Fret.....	.78
	Quaiage.....04	
	Assurance.....03.....	.17
	Charroyage.....10.....	
	Prix en douane.....	9.18
	Droits.....	16.83
	Droits payés.....	26.01
	Droits payés, 3% inclus.....	26.79

Prix la Bouteille- \$2.23 $\frac{1}{4}$

NQ|RL

Date, 8-4-25.

Fait par E.

Vérifié par L.

Pour produits de Belgique, Hollande, Italie, France, Argentine, Colombie, Danemark, Japon, Norvège
Russie, Espagne, Suède, Suisse et Venezuela.

3 copies de (M. A.) sont exigées par la Douane Canadienne pour des marchandises vendues par l'exportateur avant expédition.

(Place et date) Cognac, 25 juillet 1924.

Facture de 200 caisses de COGNAC achetées par La Commission des liqueurs de Québec, Montréal, de Martell & Cie, de Cognac, devant être expédiées de Tonnay-Charente, par S.S. COGNAC, en 200 Caisses.

LE PAYS d'origine devra apparaître ici	Marques et numéros sur l'extérieur de chaque colis	Quantité	Description des marchandises	Prix l'unité	Juste valeur courante telle que vendue pour le commerce intérieur au temps de l'expédition	Prix de vente à l'acheteur au Canada
France	1-200 C. L. Q. Montréal 2507	200	Caisses, Cognac X, 12 blles, chacune	150	30000 -	
			Droits et taxes	F 94.30	18860 -	
				Francs	48860	
				F 140		28000 -
			Escompte, au comptant 2 %			560 -
			(Achetées au cours de 140 francs les 12 blles X.)		Frs	27440 -

La valeur des marchandises ci-dessus, pour consommation intérieure, au temps de l'expédition, est de Frs-48860 papier monnaie, ce qui équivaut à or, au taux de Frs-19|15 au dollar canadien.

Réf-2790

F.L.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

AGENTS DE TRANSPORT POUR "THE CANADIAN PACIFIC OCEAN SERVICES, LTD."

Bureau 21, Édifice "BOARD OF TRADE".

La Commission des liqueurs de Québec.

Pro. No 7709.

Montréal, 9 août 1924.

Ex. S.S. Montclare. de LIVERPOOL.....Voy. No 25. Con. 2

Marques et Nos	Nbre de colis	MARCHANDISES	Frais en ster- ling, connais- ment		Montant total à 9½% de change
			En	entre pôt.	
(C.L.Q.) 2507 1|200 Réf. 2790 RL|FL	200	Caisses, Cognac- MARTELL			Payé d'avance.

 (REGISTRE DU BUREAU)

COMMANDE No 2725

RÉF. DE DOUANE No 2961

1000 caisses Cognac Martell, trois étoiles

DOSSIERS ATTACHÉS

- Nos 1 Copie d'ordre
2 Prix coûtant
3 Facture
4 Avis de la compagnie de transport
5 Connaissance
6 Entrée de douane.

R. LAMARCHE.

Ordre No- 2725

14 octobre 1924.

MM. J. & F. MARTELL & C^{IE},
COGNAC,
CHARENTE.

Expédier à la Commission des liqueurs de Québec, à Montréal, via prochain
vapeur direct.

1,000 c|s de 12 bouteilles Martell X X X la c|s
190 Frs.
"F. O. B." Tonnay-Charente.
Escompte pour paiement
comptant : 2%.

Indiquer sur l'étiquette le
nom du pays d'origine et le
contenu en onces liquides
ou mesure centigrade.

Ce produit devra être, en tous
points, conforme à celui précédé-
emment fourni.

Le certificat exigé par le
Gouvernement canadien, relativement
au fourrage employé pour l'em-
ballage, devra accompagner cette
marchandise.

Agréage
après
comparaison
avec
échantillon.

Fret depuis
le bord
payé au
transitaire
directement
par nos
soins.

Réf. 2961
A. F.

Prix coûtant

C.L.Q. 41

Mdses 1000 c/s Cognac Martell XXX 12 Qrts.

Achetées de MM. J. & F. Martell & Co.,
CHARENTE, France.

Ordre No 2725.

Réf. de douane No 2961.

Le prix de \$2.40 par bouteille ne comprend pas les frais d'emballage, emmagasinage, intérêt, livraison à nos magasins, etc.	Prix facturé Frs.....	190.00
	Escompte 2 1/2 %.....	3.80
	Net.....	186.20
	Echange 5 1/2 %.....	
	Prix net.....	10.24
	Fret.....	.79
	Quaiage } Assurance } Charroyage }	.04
	Prix en douane.....	11.07
	Droits.....	16.96
	Droits payés.....	28.03
	Droits payés, 3 % inclus.....	28.87
	Par bouteille.....	2.40

Fait par E. M.

Vérifié par L.

Date, le 18 novembre 1924.

Pour produits de Belgique, Hollande, Italie, France, Argentine, Colombie, Danemark, Japon, Norvège, Russie, Espagne, Suède, Suisse et Venezuela.

3 copies de (M. A.) sont exigées par la douane canadienne pour des marchandises vendues par l'exportateur avant expédition.

(Place et date): Cognac, 23 octobre 1924.

Facture de cognac acheté par La Commission des liqueurs de Québec, Montréal, de J. & F. Martell & Co., de Cognac, devant être expédié de Tonnay-Charente, par SS. Cognac, en 1000 caisses.

LE PAYS d'origine devra apparaître ici	Marques et numéros sur l'extérieur de chaque colis	Quantité	Description des marchandises	Prix l'unité	Juste valeur courante telle que vendue pour le commerce intérieur au temps de l'expédition	Prix de vente à l'acheteur au Canada
FRANCE	Q. L. C. Montréal 2725 1/1000	1000	Caisses de cognac XXX 12 blles chacune F Moins 2% escompte au comptant Droits et taxes par caisse F FRANCS.	190	190000 00	190000 00
					3800 00	3800 00
					186200 00	
				105.10	105100 00	
					291300 00	186200 00
Réf. 2961 AF						

La valeur des marchandises ci-dessus, pour consommation intérieure, au temps de l'expédition, est de fcs. 291300 papier monnaie, ce qui équivaut à 79711.23 or, au taux de 18.93 au dollar canadien.

Form 2232

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE

AGENTS DE TRANSPORT POUR "THE CANADIAN PACIFIC OCEAN SERVICES, LTD."

Bureau 21, Édifice "BOARD OF TRADE".

Pro. No 11/5853

Montréal, 11 novembre 1924.

La Commission des liqueurs de Québec.

Ex. S. S. Emp. of Montlaurier. De quai de QUEBEC 8/11/24. Voy. No 5159. Con. 9

Marques et Nos	Nbre de colis	MARCHANDISES	Con., frais en sterling	Montant total à 9½% de change
C.L.Q. Com. 2725	1000	Caisses Brandy	En entrepôt	
1/1000				
RÉF. 2961				

REGISTRE DE BUREAU

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE**Connaissance de transport transocéanique direct à Montréal**

C. L. Q.

MONTREAL

2725

No 1 à 1000 = 1000 c. * *

FRAIS DE TRANSPORT PAYÉS A CHARENTE :—

1500 C. F. 90-p-40 CF

L 168.15 . 0

RECU, apparemment en bon ordre et en bon état, de MARTELL & CO., de COGNAC, pour être expédiées sur et à bord le navire COGNAC de L'Pool, maintenant dans le port de TONNAY-CHARENTE, mille caisses que l'on déclare contenir chacune 12 bouteilles de brandy 23300 K, pour être livrées à la Commission des liqueurs de Québec, Montréal.

Daté à Tonnay-Charente, le 18 octobre 1924.

Pour la COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU
PACIFIQUE.

Roche Fr

DOUANES, CANADA—ENTRÉE DE DOUANES—Con. 9.—Entrepôt 59

PORT DE MONTRÉAL, le 13 novembre 1924.

Entrée No 5926]

B. 5—Amendé

250,000—6-20

ARRIVÉES PAR "SS. MONTLAURIER" de Liverpool.

Marchandises exportées au Canada directement de France & F. O.

Via: Québec.

Importées par la Commission de liqueurs de Québec.

Pays à travers lequel marchandises passent en transit, s'il y en a.

Marques et numéros	Nombre des colis	Description des marchandises	Quantité	Valeur en cours monétaire de la facture	Valeur imposée au sable en dollars	Taux des droits ou en franchise	Somme totale des droits de douane	Droits payés, valeur	Taxe de vente	Taux de la taxe d'accise	Taxe d'accise	Tarif imposé
		Certificat d'analyse, annexé.										
		Certificat, concernant les enveloppes de paille, annexé										
	1000	Cais. de Cognac 3 étoiles. Qts.	1,700	79,711	14,384	10-10%	15,300.00					
		Bouteilles			400	30%	120.00					
		Taxe d'accise française, valeur "ATTY" 12692			15,384	.....	15420.00	30804.00	1,540.20			
		J. & F. Martell Co.										

Réf. 2961
Com. 2725

PIECE "GGG"

Canadian National Telegram

MOA407 37 N. A.

9.39p.

Sainte-Anne-de-Bellevue, Qué., 31 mars 1925.

Greffier du Comité des Comptes publics,

Assemblée législative, Québec, Qué.

Major René Larocque confiné à l'hôpital par suite de prostration nerveuse. Maladie contractée à la guerre, beaucoup aggravée depuis la réception de votre subpoena. Incapable de comparaître devant votre comité comme témoin. Certificat médical en ce sens sera envoyé demain par la poste.¶

Surintendant, Hôpital Sainte-Anne

49-2, Bu, 23

Sainte-Anne-de-Bellevue, Q., 339, 2 avril.

L'honorable M. Perrault,
Assemblée législative,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

Pour confirmer notre conversation de ce jour, *re* Larocque, regrette de ne pouvoir accéder à votre demande, car l'état de choses, mentionné dans le certificat en date du 1 avril, se continue.

Le Surintendant,

Hôpital Sainte-Anne.

Département du rétablissement civil des soldats,

Hôpital Sainte-Anne.

! !

Sainte-Anne-de-Bellevue, 1 avril 1925.

A tous ceux que cela concerne:—

La présente certifie que l'ex-capitaine René Larocque est malade à l'Hôpital Sainte-Anne, où il a été sans interruption pendant les derniers dix-neuf mois, et qu'il souffre de désordres nerveux, maladie qu'il a contractée pendant qu'il était en service actif.

Certains incidents de peu d'importance, survenus pendant qu'il était ici, ont invariablement provoqué une aggravation notable de son instabilité nerveuse qui dure toujours et, depuis qu'il a reçu un *subpæna* de Québec, samedi dernier, il est devenu d'une émotivité si agitée qu'il est nécessaire de restreindre sa liberté afin d'assurer sa propre sécurité. Dans cet état d'agitation extrême, il est incapable de coordonner ses idées, il est devenu d'humeur variable et irritable et absolument incapable de rendre témoignage devant votre Comité avec l'exactitude voulue.

Si on le forçait de comparaître devant le Comité, cela aurait pour effet inévitable de rendre son agitation encore plus grande et aussi, probablement, de prolonger la période de son traitement à l'Hôpital.

Il est donc désirable qu'on l'exempte d'aller rendre témoignage.

P. M. McGROVE, M. D.,
Hôpital Sainte Anne.

Ste-Anne-de-Bellevue, Qué.

PIECE "HHH"

Heures de bureau

de 8 à 9 a.m.

de 2.30 à 4.30, et 7 à 9 p.m.

Téléphone 2253

Dr JOS. GUÉRARD,
118 des Fossés, St-Roch.
Québec.

Québec, 30 mars 1925.

Je, soussigné, certifie que Monsieur Napoléon Drouin est malade, sous mes soins, et retenu à sa chambre depuis le 15 mars 1925 et incapable de sortir.

D.J.G.

JOS. GUÉRARD, M. D.

Assermenté devant moi, à Québec
ce 30ième jour de mars 1925.

ART. DUVAL, N. P.

PIECES "III"

Je, soussigné, G.-H. Rioux, détective, dûment nommé pour la province de Québec, certifie, par les présentes, et fais retour sous mon serment d'office que le 13ième jour de mars 1925.

J'ai, personnellement, signifié les subpœnas émis par le greffier du comité des comptes publics de l'Assemblée législative, *re* enquête sur la Commission des liqueurs, aux personnes suivantes: Narcisse Lord, personnellement, à St-Jean, Qué., Albert Brosseau, personnellement, à son bureau, Montréal;

Ludger Brien, à son domicile, en parlant à sa femme, Mme Lud. Brien.

Je n'ai pas signifié le subpœna J.-H. Lavallée et, après recherches faites, je suis informé qu'il est dans le Nouveau-Brunswick.

Fait ce dix-septième jour de mars 1925.

G.-H. RIOUX,
Détective provincial.

Je soussigné, G.-H. Rioux, détective dûment nommé pour la province de Québec, certifie, par les présentes, et fais retour sous mon serment d'office que le 2ème et le 3ème jour de avril 1925, j'ai personnellement signifié les subpœnas émis par le greffier du comité des comptes publics de l'Assemblée législative, *re* enquête sur la Commission des liqueurs, aux personnes suivantes: E. Béland, contremaître, personnellement, à Longueuil;

A. David, voyageur, personnellement, à Longueuil;

H. Mongeau, gérant, personnellement, à Longueuil;

J.-A. Gravel, contremaître, Montréal;

A. Villeneuve, Pointe-aux-Trembles;

P. N. Carle, à son domicile, en parlant à sa femme, Mme P. N. Carle.

Je n'ai pas signifié de subpœna à Wm George, Chs Stuart, Jas Wright, boucher, J. Benning; après recherches faites, je suis informé qu'ils sont aux Etats-Unis.

Fait ce 3ème jour d'avril 1925.

G.-H. RIOUX,
Détective provincial.
